



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

3 2044 103 168 951

Bd. Nov. 1928



HARVARD LAW LIBRARY

Received Dec. 18. 1925

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

AUTORISÉE PAR ARRÊTÉ DU 22 MAI 1877.

Onzième Année

1887



PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

IMPRIMERIE CHAIX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE SIX MILLIONS

Rue Bergère, 20

1887

DEC 18 1925

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 19 JANVIER 1887

Présidence de M. BÉRENGER, sénateur, Président.

Sommaire : Allocution du Président. — Membres nouveaux. — Suite de la discussion du Rapport sur les mesures destinées à empêcher les vagabonds et les mendiants de tomber dans la récidive. — MM. Duverger, *rapporteur de la 1^{re} section*, Georges Dubois, Desportes, Rivière, le pasteur Robin, le conseiller Limperani, le conseiller Petit, Bérenger, le conseiller Greffier.

La séance est ouverte à 4 heures 1/2.

M. BÉLEYS, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente qui est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — La Société vient de perdre deux de ses correspondants étrangers les plus éminents, les plus sympathiques et les plus dévoués à l'œuvre pénitentiaire.

L'un, M. Almquist, directeur général et chef de l'administration pénitentiaire en Suède, était un des plus fervents adeptes du système de la séparation individuelle. Nul n'a contribué plus que lui à en propager les principes en Europe et à en réaliser l'application dans son pays, par une constante étude des moyens les plus propres à en assurer l'efficacité. Vous n'avez pas oublié qu'il fut l'initiateur et l'organisateur du Congrès de Stockholm et notre Société garde un souvenir reconnaissant de

l'accueil si courtois et si sympathique que sa délégation reçut sous ses auspices du gouvernement et du peuple suédois.

C'est par d'autres moyens que M. Berwick Baker apportait son actif concours à l'œuvre de la réforme pénitentiaire. Magistrat éclairé, il avait depuis longtemps reconnu que c'est par la récidive que se remplissent surtout les prisons et que se propage la contagion pénitentiaire. Trouver un remède efficace pour la prévenir en la réprimant fut la principale préoccupation de sa vie. La grande latitude que la législation anglaise laisse au magistrat dans l'application de la peine, lui permit d'organiser dans le comté de Gloucester où il rendait la justice un système de répression fondé sur l'indulgence en cas de première comparution et l'aggravation progressive des peines en cas de rechûte, et ce système ne tarda pas à produire de tels fruits qu'il forma école et se trouve aujourd'hui appliqué par un grand nombre de juges anglais. Devenu notre collaborateur, M. Berwick Baker voulut bien le développer lui-même dans notre *Bulletin*, dans des communications du plus haut intérêt. Son utile initiative et ses travaux sont incontestablement appelés à devenir un des éléments d'étude les plus précieux de la grave question d'une répression rationnelle de la récidive.

Devant des pertes aussi sensibles, j'ai cru, Messieurs, qu'au juste hommage déjà rendu par le *Bulletin* aux services de nos éminents collègues, vous m'approuveriez de vouloir ajouter en ouvrant cette séance le témoignage collectif de nos sentiments de haute estime et de gratitude. (*Approbaton unanime.*)

Un autre deuil nous frappe. J'apprends à l'instant qu'un de nos collègues les plus attentifs à suivre nos études, les plus exacts à se mêler à nos discussions, le vénérable abbé de Hombourg, aumônier de la prison de Saint-Lazare, vient de succomber à un mal cruel. Qui n'a connu l'ardeur de son zèle apostolique, la profondeur de sa foi dans la régénération des coupables par l'effort moral et religieux et la discipline du travail? Qui ne sait le bien qu'il faisait dans l'exercice journalier de ses délicates fonctions avec une modestie et une simplicité qui en doubleraient le prix? Qui n'entend encore sa ferme et chaude parole toujours au service des causes généreuses et du soulagement des souffrances humaines? Que la sincérité de nos sympathies et de nos regrets paye à sa mémoire le tribut qu'a si bien mérité sa digne vie. (*Applaudissements.*)

J'ai été empêché par d'autres devoirs d'assister à la dernière séance; je n'ai pu me conformer à l'utile tradition suivie par mes prédécesseurs de résumer les travaux accomplis au cours de l'année précédente, mais je me réserve au jour prochain où la Société fêtera l'accomplissement de sa dixième année d'existence, de passer en revue l'ensemble de ses études et de ses discussions depuis sa fondation.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Messieurs, depuis votre dernière séance, le Conseil de Direction a admis comme MEMBRES TITULAIRES :

MM. GRANVILLE BAKER (Angleterre).

GUËX, à Paris.

Comme MEMBRES CORRESPONDANTS :

MM. LE CHEVALIER KRALL, conseiller au Ministère de la Justice, à Vienne (Autriche).

SCHMOURLO (Russie).

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion relative au moyen d'empêcher les mendiants et les vagabonds de tomber dans la récidive.

La parole est à **M. Duverger**, rapporteur de la première section.

M. DUVERGER. — Messieurs, dans votre dernière séance, vous avez entendu des objections contre certaines dispositions de l'avant-projet sur le vagabondage et la mendicité; après avoir écouté les réponses à ces objections, vous avez décidé que la discussion restait ouverte.

Votre première section, auteur de l'avant-projet, s'est réunie.

Sur la proposition de son président, **M. le conseiller Petit**, la section a revu son travail; s'inspirant de pensées émises dans vos discussions, elle a complété son projet sur quelques points.

La première addition concerne l'article 4 ainsi conçu : « Les hospices destinés aux pauvres incapables de travailler sont subrogés de plein droit, pour le recouvrement des dépenses faites dans l'intérêt de la personne entretenue, aux créances alimentaires qui peuvent appartenir à cette personne. — La même subrogation appartient aux dépôts de mendicité, pour la répétition des dépenses non couvertes par le travail de la personne recueillie dans ces dépôts. »

L'honorable M. Cheysson, dans le remarquable discours qu'il a prononcé ici le 9 juin dernier, a beaucoup insisté sur la justice et l'utilité de la règle, que l'assistance est due, — toujours à titre de devoir et non d'obligation, — d'abord, par la commune d'origine.

La section ajoute à l'article 4 l'alinéa suivant :

« La commune du domicile de l'invalidé ou de l'infirme, celle du domicile de la personne recueillie dans un dépôt de mendicité, pourra être appelée à concourir à la dépense supportée par l'hospice ou par le dépôt de mendicité, suivant les conditions déterminées par l'article 28 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. »

Cette addition satisfait aussi à l'un des vœux exprimés dans votre dernière séance par l'honorable M. Rivière (1).

Deuxième modification. — Le titre II de la proposition est intitulé : « *Des peines en matière de vagabondage et de mendicité, — de la récidive* » ; il décide que les vagabonds et les mendiants, condamnés par le tribunal correctionnel, pourront être, par le jugement qui les aura condamnés, renvoyés, après l'expiration de leur peine, dans une maison de travail.

Notre honorable secrétaire général a fait observer, dans la séance du 14 avril 1886, que si la déclaration de circonstances atténuantes, au profit du vagabond ou du mendiant condamné, étend son influence, après la libération de la peine principale, sur la durée de la peine accessoire, l'internement dans une maison de travail pourra devenir si court qu'il perdra toute efficacité. M. Desportes ajoutait que cet internement est, surtout, une mesure d'éducation, de patronage obligatoire ; que, sous peine de n'avoir aucun résultat, il doit être d'une durée suffisante, ce qui ne sera pas s'il est réduit par l'effet des circonstances atténuantes.

L'honorable M. Rivière s'est rencontré, sur ce point, avec M. Desportes.

Votre première section a reconnu la justesse de ces observations ; elle place à la suite des articles qui autorisent le tribunal à renvoyer, après l'expiration de la peine, dans une maison de travail, cette disposition qui formera le cinquième alinéa de l'article 273 :

(1) *Bulletin* de 1886, p. 986 *in fine*.

« Dans tous les cas où les dispositions ci-dessus autorisent le renvoi dans une maison de travail, ce renvoi pourra être prononcé même en cas d'admission de circonstances atténuantes, sans que jamais la durée du renvoi puisse être inférieure au *minimum* fixé dans lesdits articles ».

La section fait subir au deuxième alinéa, devenu le troisième, de l'article 271 du Code pénal, un simple changement de rédaction ; elle substitue aux mots : « jusqu'à l'âge de vingt ans accomplis », ceux-ci : « jusqu'à l'âge de vingt et un ans ».

Telles sont, Messieurs, les modifications apportées à l'avant-projet par votre première section.

Le projet définitif qu'elle a l'honneur de vous soumettre aujourd'hui, n'est donc, dans ses dispositions essentielles, que la reproduction de l'avant-projet.

La section ne méconnaît pas la gravité des objections élevées contre quelques-unes de ses propositions ; mais elle pense que ces objections ont été réfutées ou peuvent l'être.

De plus, elle a été affirmée dans ses résolutions par le dépouillement des réponses au questionnaire, dont l'honorable M. Boullaire a rendu compte dans le dernier Bulletin (1).

Nous ne pouvons accepter que la France ne soit pas capable, en matière d'assistance, de faire ce que font d'autres nations.

Permettez-moi de citer quelques passages de l'analyse si bien présentée par M. Boullaire, des résultats de l'*Enquête sur les moyens destinés à empêcher les mendiants et les vagabonds de tomber dans la récidive*.

États-Unis — Rhode-Island.

« Les vieillards invalides et les indigents valides sont recueillis dans des asiles soutenus par l'État. Ce sont des hôpitaux ou des maisons des pauvres, d'ordinaire établis dans les villes. Il y a aussi un asile central pour ceux qui n'ont d'établissement spécial dans aucune ville. — Les indigents peuvent y demeurer toute leur vie ou jusqu'à ce qu'ils soient en état de subvenir à leurs besoins... » (2)

Allemagne.

« La loi commune de la Prusse dispose (2^{me} partie, titre 19, § 3).: »

(1) Page 1018.

(2) Page 1027.

Tous les pauvres et indigents dont l'entretien ne peut être assuré autrement, doivent être recueillis par l'autorité supérieure de police dans chaque lieu... » (1)

Suède.

« Tout mineur de 15 ans, ou tout individu qui, par suite de vieillesse, de maladie corporelle ou mentale, ou d'infirmités naturelles, est hors d'état de se procurer par le travail ce qui est nécessaire à ses besoins, et qui manque en outre de ressources propres, ou n'a personne qui puisse lui venir en aide, recevra les secours nécessaires de l'assistance publique (art. 1^{er} de la loi du 9 juin 1871)... » (2)

Portugal.

« Les vieillards et les invalides qui n'ont pas de famille à qui puisse être imposée l'obligation légale de les soutenir, sont recueillis dans des asiles créés dans presque tous les districts... (3). »

On a parlé, ici, de la résistance au travail du vagabond français.

Cette résistance existe ailleurs et ne décourage pas la répression.

Angleterre.

« Différents comtés essayent de diminuer l'armée des vagabonds qui est de 30 à 40,000... »

« M. Barwick Baker a organisé des réunions de comtés où la question du vagabondage se traite chaque année; on espère ainsi arriver à adopter un système uniforme dans le traitement des vagabonds d'une union à une autre, et obtenir des modifications à la législation actuelle, permettant de punir sévèrement le vagrant incorrigible qui refuse de travailler dans le workhouse et n'essaye pas de gagner sa vie. Ce système veut l'amender en lui rendant la vie de vagabond

(1) Page 1030.

(2) Page 1035.

(3) Page 1040 *in fine*.

impossible, puisque, pour être nourri et logé, il devra travailler ou marcher droit d'un point convenu à un autre(1)... »

On méconnaîtrait le grand courant de charité publique et privée, qui fait tant d'honneur à la France, si on mettait en doute sa volonté ferme et persévérante d'égaliser, en bienfaisance, les nations même les plus généreuses.

Voici, Messieurs, le texte de notre proposition :

Proposition d'une loi sur le vagabondage et la mendicité.

TITRE I

Des hospices pour les personnes incapables de travailler et des dépôts de mendicité.

ARTICLE PREMIER. — Chaque département est tenu d'avoir un hospice destiné à recevoir, nourrir et entretenir les invalides et les infirmes incapables de travailler et dénués de moyens d'existence suffisants.

Le département pourra traiter, à cet effet, avec un hospice public ou privé, soit de ce département, soit d'un autre département.

Ces traités devront être approuvés par le ministre de l'intérieur.

ART. 2. — Les départements et les communes pourront être autorisés par le ministre de l'intérieur à avoir des dépôts de mendicité et à y recevoir, pour les nourrir et entretenir, les personnes valides, dénuées, dans le moment, de moyens d'existence suffisants.

Le travail sera immédiatement obligatoire dans ces maisons.

Une enquête sera faite, sans aucun retard, sur la situation réelle de la personne admise dans le dépôt de mendicité.

ART. 3. — Des subventions pourront être accordées par l'État, suivant les ressources du budget, aux départements, aux communes, aux sociétés privées, aux particuliers, pour leur venir en aide dans les dépenses de construction ou d'appropriation des dépôts de mendicité.

(1) Pages 1022, 1023.

ART. 4. — Les hospices destinés aux pauvres incapables de travailler sont subrogés de plein droit, pour le recouvrement des dépenses faites dans l'intérêt de la personne entretenue, aux créances alimentaires qui peuvent appartenir à cette personne.

La même subrogation appartient aux dépôts de mendicité, pour la répétition des dépenses non couvertes par le travail de la personne recueillie dans ces dépôts.

La commune du domicile de l'invalidé ou de l'infirme, celle du domicile de la personne recueillie dans un dépôt de mendicité, pourra être appelée à concourir à la dépense supportée par l'hospice ou par le dépôt de mendicité, suivant les conditions déterminées par l'article 28 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.

ART. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera :

Les conditions d'admission et d'entretien dans les hospices destinés aux indigents incapables de travailler;

Les conditions d'admission et de séjour dans les dépôts de mendicité, ouverts par les départements ou par les communes;

Les moyens pour les communes de subvenir au rapatriement des pauvres trouvés dans une commune où ils n'ont pas leur résidence;

La publication dans les mairies, marchés et autres lieux publics, des listes d'offres et de demandes de travail.

TITRE II

Des peines en matière de vagabondage et de mendicité; de la récidive.

ART. 6. — Les articles 269 à 282 du Code pénal sont ainsi modifiés : (1)

§ 2. — *Vagabondage.*

« **Art. 269. —** Le vagabondage est un délit.

» **Art. 270. —** Les vagabonds (2) sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession.

(1) Les modifications proposées sont imprimées en italique.

(2) Le projet supprime : ou gens sans aveu.

» *Art. 271.* — Les vagabonds qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement.

Ils pourront être, par le jugement qui les aura condamnés, renvoyés, après l'expiration de leur peine, dans une maison de travail, pour un an au moins et deux ans au plus.

Néanmoins les vagabonds âgés de moins de seize ans ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement ; mais, sur la preuve des faits de vagabondage, ils seront, selon les circonstances, ou remis à leurs parents, ou confiés à un orphelinat, ou conduits dans une maison de correction, jusqu'à l'âge de vingt et un ans, à moins qu'avant cet âge ils n'aient contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer.

En cas de récidive pour vagabondage, commise dans les trois ans qui suivront la sortie de la prison ou de la maison de travail, les récidivistes seront condamnés de six mois à un an d'emprisonnement. Ils pourront, par le même jugement, être renvoyés, après l'expiration de leur peine, dans une maison de travail pour deux ans au moins et quatre ans au plus.

» *Art. 272.* — Les individus déclarés vagabonds par jugement pourront, s'ils sont étrangers, être conduits, par les ordres du gouvernement, hors du territoire de la République.

» *Art. 273.* — Les vagabonds nés en France pourront, après un jugement même passé en force de chose jugée, être réclamés par délibération du conseil municipal de la commune où ils sont nés, ou cautionnés par un citoyen solvable.

Si le gouvernement accueille la réclamation ou agréé la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la commune qui les aura réclamés ou dans celle qui leur sera assignée pour résidence sur la demande de la caution.

§ 3. — Mendicité.

» *Art. 274.* — Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un canton ou dans une ville pour lesquels il existera un établissement public ou privé pouvant obvier à la mendicité sera punie d'un mois à trois mois d'emprisonnement.

Elle pourra être renvoyée, après l'expiration de sa peine, dans une maison de travail, pour six mois au moins et un an au plus. »

Si, au cas prévu par le présent article, il y a récidive pour mendicité, commise dans les trois ans qui suivront la sortie de la prison ou de la maison de travail, le récidiviste sera condamné de six mois à un an d'emprisonnement. Après l'expiration de sa peine, il pourra être renvoyé dans une maison de travail pour deux ans au moins et quatre ans au plus.

» *Art. 275. — Dans les cantons et dans les villes où il n'existe point encore d'établissement public ou privé pouvant obvier à la mendicité, les mendiants d'habitude valides seront punis d'un mois à trois mois d'emprisonnement. Ils pourront être renvoyés, après l'expiration de leur peine, dans une maison de travail pour six mois au moins et un an au plus.*

» *Si, au cas prévu par le présent article, il y a récidive pour mendicité commise dans les trois ans qui suivront la sortie de la prison ou de la maison de travail, les récidivistes seront condamnés de trois mois à un an d'emprisonnement. Après l'expiration de leur peine, ils pourront être renvoyés dans une maison de travail pour deux ans au moins et quatre ans au plus.*

» *Si les mendiants d'habitude ont été arrêtés hors du canton ou de la ville de leur résidence, ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à un an; ils pourront être renvoyés, après l'expiration de leur peine, dans une maison de travail pour un an au moins et deux ans au plus.*

» *Si, au cas prévu par l'alinéa précédent, il y a récidive pour mendicité dans la même condition, et dans les trois ans qui suivront la sortie de la prison ou de la maison de travail, les récidivistes seront condamnés d'un an à deux ans d'emprisonnement; ils pourront être renvoyés, après l'expiration de leur peine, dans une maison de travail pour deux ans au moins et quatre ans au plus.*

» *Dans tous les cas où les dispositions ci-dessus autorisent le renvoi dans une maison de travail, ce renvoi pourra être prononcé même au cas d'admission de circonstances atténuantes, sans que jamais la durée du renvoi puisse être inférieure au minimum fixé dans les dits articles.* »

M. LE PRÉSIDENT. — Je prie M. le Secrétaire général de vouloir bien rappeler à la Société quel ordre elle a suivi pour l'examen de la question qui lui a été soumise par M. le pasteur Robin, et ce qui lui reste à faire pour arriver à une conclusion.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Messieurs, lorsque M. le pasteur Robin eut déposé le rapport sur lequel la discussion actuelle s'est engagée, il l'a terminée par un *projet de loi contre le vagabondage et la mendicité*, que vous avez, sur sa demande même, renvoyé à l'examen de votre section (1). La première section s'est empressée de déférer à votre invitation. Après avoir examiné la proposition de M. le pasteur Robin, elle a cru devoir vous la présenter sous une forme qu'elle jugeait plus acceptable. Tel était l'objet de l'avant-projet d'une loi sur le vagabondage et la mendicité, qu'elle vous a soumis à la séance du 14 avril (2). Ce projet a été discuté dans cette séance même, puis dans celle du 9 juin suivant où vous avez entendu les observations de nos honorables collègues, MM. Cheysson et Fuchs. Enfin, le 13 décembre dernier vous avez entendu les critiques de M. Rivière. Votre première Section a tenu compte de toutes les observations qui vous ont été ainsi présentées ; elle a pris connaissance de l'enquête dont M. J. Boullaire a fait connaître les résultats dans le dernier numéro du Bulletin ; elle a délibéré de nouveau suivant ce que son rapporteur M. Duverger vient de vous dire et elle a persisté dans sa résolution première, en admettant toutefois les quelques modifications qui viennent de vous être indiquée. Ceci étant, vous n'avez plus, Messieurs, aux termes de votre règlement à émettre aucun vote. Le projet de loi préparé par la Section, sera transmis par elle à votre Conseil de direction, qui, lui, appréciera, dans sa sagesse et au mieux de vos intérêts, l'usage qu'il conviendra d'en faire ; il appréciera notamment s'il est opportun, ainsi que plusieurs d'entre vous le désirent, de le transmettre au Sénat par l'organe de ceux de nos honorables collègues qui appartiennent à cette haute assemblée et qui voudraient bien user de leur initiative parlementaire pour déférer à votre vœu.

M. RIVIÈRE, ancien magistrat. — Au cours de notre dernière réunion, j'ai développé les objections qui, selon moi, devraient être faites à votre avant-projet et pourraient encore aujourd'hui être adressées au discours de son savant rapporteur. J'ai déjà trop usé de votre bienveillante attention pour désirer les reprendre. Je veux me contenter d'exprimer un regret et un vœu.

(1) V. *Bulletin* de février 1886, p. 148.

(2) *Ibid.*, p. 426.

Le regret, c'est qu'à la suite de l'exposé si complet de M. le pasteur Robin ne se trouve pas une annexe, un chapitre spécial, relatif au coût possible de la loi.

Notre infatigable collègue a-t-il cherché à l'évaluer, même approximativement? A-t-il cherché à se rendre compte de ce que coûteraient ces hospices, ces asiles, ces maisons de travail? En ce moment même, la Chambre est saisie d'un projet de loi concernant une autre classe de malheureux dignes de toute la protection du législateur: celle des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. A la fin de son long et consciencieux rapport, M. Gerville-Réache a recherché le coût probable de la loi. Il serait extrêmement intéressant, en suivant la même méthode, de rechercher, pour les vagabonds infirmes, leur nombre approximatif et le coût de la journée d'entretien. Cet appendice manque au rapport de notre éminent collègue. Je l'ai déjà dit, je suis effrayé des dépenses qu'entraînerait l'application d'une pareille loi. D'une part, l'ouverture d'hospices sera une provocation, pour les familles qui actuellement acceptent la charge de leurs invalides, à s'en débarrasser sur le compte du département. Et à un pareil abandon votre projet de subrogation ne constituera qu'un palliatif bien rarement efficace! D'autre part, en ce qui concerne vos dépôts de mendicité et vos maisons de travail, vos budgets se solderont par d'énormes déficits. M. Lacoïnta lui-même a reconnu que les vagabonds ne peuvent être employés qu'à des travaux simples, faciles, c'est-à-dire peu productifs. Rien ou presque rien ne viendra donc atténuer le chapitre si lourd des dépenses.

Toutefois, quelles que soient mes appréhensions à cet égard, je ne suis pas intransigeant. J'ai fait les réserves que m'imposaient des conversations nombreuses avec des gens pratiques, des hommes qui ont dirigé pendant de longues années la population pénitentiaire et la horde des vagabonds. Ces réserves faites, j'admets votre tentative. Mais, et c'est par là que je terminerai, permettez-moi d'exprimer un vœu. Ne pourrait-on, avant d'engager les dépenses considérables que nécessitera l'installation de maisons de travail, vérifier si les vagabonds sont véritablement capables de travailler, de faire une œuvre de quelque importance, comme le croit M. le pasteur Robin. On pourrait pour cela essayer des chantiers mobiles préconisés par MM. Léveillé, de Lannessan et certains directeurs de pénitenciers. Il y aurait là grand avantage

au double point de vue de l'économie et du produit du travail. Il suffirait pour cela d'ajouter dans l'article 221 § 2 du projet aux mots : *dans une maison de travail, ceux de ou un chantier de travaux publics.*

Je demande le renvoi de cet amendement, ainsi que de celui que j'ai présenté à la dernière séance relativement aux cautions, à l'examen de notre première section.

M. LE PASTEUR ROBIN. — Je suis heureux d'avoir répondu par avance au vœu de M. Rivière. J'ai préparé pour le Bulletin un rapport supplémentaire qui contient les réponses à ses objections au point de vue économique du projet et de ses résultats.

Notre honorable collègue craint que les dépenses que l'adoption et la mise en pratique du projet entraîneraient ne soient excessives. Cette crainte n'est point fondée, car l'application des mesures qu'il propose permettrait au contraire une économie importante dans l'emploi des ressources consacrées à l'assistance publique ou privée. La ville de Paris dépense près de huit millions pour les secours à domicile. Une partie de cette dépense pourrait être employée avec plus de profit dans les asiles destinés aux vieillards et aux invalides. On l'a si bien compris que la réforme que demande le projet est en voie d'exécution. L'inscription permanente sur le rôle des indigents vient d'être supprimée par le décret de réorganisation des bureaux de bienfaisance et un nouvel asile de vieillards va être prochainement ouvert à Nanterre.

M. Rivière a exprimé encore la crainte que les mendiants d'habitude ne se plient jamais à la règle du travail. Cette crainte est aussi sans fondement. S'il avait pu m'accompagner dans la visite que j'ai faite cet été aux colonies agricoles, ou maisons d'internement du Devens, dans le canton de Neuchâtel, et de Payerne dans le canton de Vaud, il aurait entendu dire aux directeurs de ces établissements : « Ces hommes livrés à eux-mêmes sont incapables d'un travail régulier et soutenu, parce qu'ils en ont depuis longtemps perdu l'habitude, mais une fois entrés à la colonie ils se soumettent à la règle de l'établissement et travaillent bien. »

C'est aussi le témoignage que nous avons recueilli dans tous les rapports des établissements de ce genre en Allemagne et en Hollande, et dont nous avons déjà parlé.

Mais nous n'insistons pas davantage : le prochain numéro du *Bulletin* contiendra avec beaucoup de détails en même temps que cette discussion, tous les renseignements qui établissent, contrairement aux craintes de notre honorable collègue, le caractère économique du projet et l'efficacité des mesures proposées partout où elles sont appliquées.

Au point de vue social, les résultats sont comme partout où ces mesures sont appliquées, des plus encourageants. En effet la statistique des condamnations, dans le canton de Vaud, pour cette catégorie de condamnés, établit qu'en 1880, époque où les condamnations avaient atteint le chiffre le plus élevé, le nombre des condamnés pour vagabondage, mendicité et abandon de famille était de 178, et qu'en 1886, il est descendu à 71.

N'est-ce pas, Messieurs, un résultat vraiment remarquable ? Pendant qu'en France le chiffre des condamnations pour vagabondage et mendicité augmente chaque année dans une proportion effrayante, voici, dans un pays voisin du nôtre, parlant notre langue et de race latine comme nous, dans la Suisse française, des mesures tout à fait économiques qui permettent dans une des colonies de travail, outre un bénéfice net de 2,000 francs, de voir diminuer de plus de moitié le chiffre des condamnés pour ces mêmes délits !

En présence de pareils résultats pourrait-on un seul instant hésiter à demander l'application de ces mesures dans notre pays ?

M. LIMPERANI, conseiller à la Cour de Paris. — Les Colonies agricoles organisées en Corse, n'ont nullement réussi, surtout au point de vue financier, car ces colonies coûtent très cher à l'État.

On avait créé dans l'île, il y a vingt-cinq ou trente ans, trois grands pénitenciers agricoles, Coti-Chiavari, Castelluccio et Casabianda. C'était de véritables maisons centrales, avec cette différence que les détenus étaient exclusivement affectés aux travaux des champs. Plusieurs centaines d'hectares avaient été achetés, comme dépendance de chacun de ces pénitenciers, et l'administration choisissait, pour peupler ces établissements, les détenus des diverses maisons centrales qu'elle jugeait aptes aux travaux agricoles. Malgré ces conditions en apparence si favorables, l'un de ces pénitenciers, celui de Casabianda, a été complètement

abandonné il y a un an, et l'Administration pénitentiaire a remis à l'Administration des Domaines ces immenses terrains, avec de grands travaux agricoles exécutés depuis plusieurs années ou en cours d'exécution, avec d'immenses bâtiments construits pour loger plusieurs centaines de détenus et cent gardiens ou employés. Si maintenant l'Etat veut vendre ce domaine, ou s'il l'exploite directement, à quelque parti qu'il s'arrête, il en résultera pour lui une perte sèche de plusieurs millions. La raison qui a été donnée à l'appui de l'évacuation de Casabianda est l'insalubrité de l'air. Les deux pénitenciers qui subsistent, Coti-Chiavari et Castelluccio, sont mieux partagés sous le rapport climatérique. Mais là aussi il est facile de constater que l'Etat est en perte, et de beaucoup.

Je ne suis pas, d'une façon absolue, opposé à l'affectation des condamnés au travail des champs. Mais je crois qu'avant de se lancer dans de pareilles entreprises, l'Etat doit, comme le ferait un simple particulier, calculer toutes les chances bonnes ou mauvaises; je crois que les devis doivent être d'une extrême rigueur, et qu'une responsabilité sérieuse doit atteindre ceux qui seraient cause de mécomptes ultérieurs. Je ferai remarquer aussi qu'en matière agricole les prévisions sont bien plus difficiles à établir qu'en toute autre matière. Je crois cependant qu'elles doivent être établies, et que pour obtenir de l'Etat les avances nécessaires il faudrait commencer par démontrer qu'il n'aura que peu ou point de sacrifices à supporter, comme résultat final.

En principe, je le reconnais, le travail agricole offre des avantages sérieux. L'un de ces avantages, — je me place ici en dehors de la question purement pénitentiaire — est de ne pas soulever, du moins dans la généralité des cas, les réclamations du travail libre, ainsi que cela se produit presque toujours pour le travail industriel, à raison de la concurrence. Je crois même avoir remarqué, en parcourant aujourd'hui l'*Officiel* et sans avoir eu encore le temps de le lire, que cette question de la concurrence a été soulevée hier à la Chambre.

M. PETIT, conseiller à la Cour de cassation. — Pour se rendre un compte exact de l'accroissement de dépenses résultant de la création des maisons de travail il sera juste de déduire du total des frais que les vagabonds et mendiants y occasionneront, le montant des économies que la diminution de cette catégorie

de délinquants fera réaliser dans les prisons : cette déduction ramènera, je crois, à un chiffre bien insignifiant l'excédent des dépenses sur les recettes, si cet excédent existe réellement.

M. LE PRÉSIDENT. — Si la Société générale des Prisons n'était point une société d'études purement spéculatives, je me trouverais dans la nécessité d'accompagner mon adhésion au projet en discussion de certaines réserves ; car je partage au sujet des dépenses que son application pourrait entraîner, des dangers de nous détourner du but principal et supérieur de la mise en pratique de la loi sur la séparation individuelle pour poursuivre d'autres objets, les préoccupations exprimées par **M. Rivière**.

Ainsi si je suis disposé à penser avec **M. le pasteur Robin** que la création des maisons de travail une fois réalisée amènerait à faire certaines économies sur les frais d'entretien des détenus, je ne crois pas que leur installation puisse avoir lieu sans de très sensibles sacrifices. L'organisation du travail pourrait en outre rencontrer dans bien des cas de sérieux obstacles. On ne peut en effet accumuler dans une exploitation agricole plus de bras que n'en comporte la culture normale. Il y aurait donc lieu de créer un grand nombre de maisons. De plus, il est probable que des installations agricoles ne pourraient suffire à tout. Pour un assez grand nombre d'individus, les vagabonds des villes, le travail de la terre devrait sans doute être remplacé par le travail industriel et l'on rencontrerait aussitôt les obstacles naissant des plaintes du travail libre d'une part, et de la difficulté de trouver un genre de fabrication exempt du chômage de l'autre. Tout cela n'irait donc pas sans de grandes dépenses et de sérieuses difficultés.

Mais c'est ailleurs que les considérations de cette nature peuvent devenir assez graves pour l'emporter sur les vues d'ensemble et les principes, et peut-être pourrait-il se faire que des mesures sagement prises pussent singulièrement atténuer ces objections. Ici nous sommes libres de rester dans le domaine des idées et d'envisager principalement dans nos discussions et nos études le but à atteindre et les moyens propres à y conduire.

A ce point de vue, je ne connais rien qui puisse être plus efficace que la proposition si consciencieusement étudiée de **M. le pasteur Robin** et les mesures proposées par la 1^{re} section. Joindre

à la répression du délit, le traitement par des institutions prudemment conçues du vice qui l'a produit et qui doit le renouveler, est une idée d'une haute portée morale, et d'une efficacité répressive qu'attestent les exemples heureusement tirés de l'étranger. Il appartenait à notre Société de la mettre en lumière et de la recommander à l'étude des pouvoirs publics. Je m'y associe donc pleinement.

M. PETIT, *conseiller à la Cour de cassation*. — Je reconnais que la partie du projet concernant les maisons hospitalières destinées à recevoir les vieillards infirmes et les invalides du travail peut soulever des objections prises du mauvais état des finances de certains de nos départements; toutefois ces objections doivent tomber, suivant moi, devant l'impérieux devoir d'humanité à remplir et même devant le chiffre relativement peu important, auquel la dépense à supporter serait réduite si l'on adoptait le programme tracé par M. Cheysson.

Mais, en admettant que les Chambres ajournent ou repoussent la création des maisons hospitalières, pour quel motif écarteraient-elles celle des maisons de travail pour les vagabonds et mendiants? Les frais nécessités par l'installation de ces dernières seraient à la charge exclusive de l'État qui les couvrirait aisément, surtout en les répartissant sur plusieurs exercices. Il ne s'agirait pas d'ailleurs de construire des édifices, d'après des types déterminés et les idées plus ou moins grandioses des architectes; il suffirait d'affecter à leur nouvelle destination un ou deux des établissements pénitentiaires existant déjà, pour y apprendre des métiers aux vagabonds et mendiants originaires des villes qui sont peu propres aux travaux des champs, et de louer, sur divers points de la France, dans des endroits sains et à l'abri des fièvres, une demi-douzaine de corps de bâtiments; avec de vastes étendues de terres aux environs, pour y utiliser, suivant leurs aptitudes et leurs forces, dans les emplois multiples de l'exploitation agricole, les vagabonds et mendiants originaires des campagnes. Les appropriations et les agrandissements nécessaires seraient l'œuvre des maçons, charpentiers et autres ouvriers détenus dans les prisons, et l'État s'assurerait le bénéfice des impenses faites et des plus-values, en se réservant, dans les baux qui lui seraient consentis, la faculté de se rendre acquéreur des immeubles loués moyennant des prix fixés à l'avance. La crise

qui sévit sur les propriétés rurales et qui ne semble pas malheureusement toucher à son terme, lui permettrait de traiter à des conditions avantageuses; car les terres mal affermées, non affermées, ou même complètement délaissées ne manquent dans aucune partie du pays. Rien ne s'oppose donc à l'organisation économique des maisons de travail; rien n'empêche non plus qu'on en retire des produits couvrant les dépenses, au moins en grande partie. Là où d'autres États ont réussi la France doit réussir aussi. En douter ce serait admettre pour elle une infériorité contre laquelle je proteste avec M. Duverger.

Pour comprendre à quel point la réforme que notre projet a en vue est indispensable, il n'y a qu'à voir avec quelle effrayante rapidité monte, en cette matière, le flot de la récidive. Deux simples chiffres puisés dans la statistique criminelle ont, à cet égard, une affligeante éloquence : en 1874, les récidivistes condamnés pour vagabondage et mendicité étaient au nombre de 10,767; en 1884, ils s'élevaient à 18,674!... Et cette augmentation, en dix ans, de près de moitié ne résulte pas d'un surcroît de sévérité ou de vigilance de la part des agents de la force publique; car chacun de nous peut constater que, dans les rues de Paris aussi bien que dans les campagnes, les vagabonds circulent librement, et que les mendiants continuent, sans être trop inquiétés, à y exploiter la charité publique.

Des maisons de travail assez vastes et assez nombreuses pour recevoir deux mille individus entraîneraient bien vite une diminution sensible de ce mal. Dès que leur existence et leur mode de fonctionnement seraient connus, elles exerceraient un puissant effet d'intimidation sur beaucoup de ceux que la perspective d'un séjour dans les prisons, pendant la saison rigoureuse surtout, effraie si peu aujourd'hui. Quant aux condamnés qui y auraient passé au minimum une année, ils en sortiraient, les uns corrigés, les autres résolus à éviter d'y revenir. L'opinion publique ne cesse de réclamer des mesures efficaces contre les récidivistes. Nos Chambres lui ont donné une satisfaction partielle en édictant la loi sur la relégation. J'ai la ferme confiance qu'elles voteraient avec empressement la modification de quelques articles du Code pénal que nous indiquons, si cette modification leur était demandée par le Gouvernement, qui devrait prendre l'initiative de cette proposition, et même, à défaut du Gouvernement, par plusieurs de leurs membres. Comment sup-

poser, en effet, que, lorsque sans hésiter, elles ont consacré tant de millions à l'exécution difficile et incertaine dans ses résultats de la relégation, elles reculent devant la dépense infiniment moins forte et d'ailleurs passagère, nécessitée par une réforme d'une incontestable urgence et d'un succès assuré? Comment admettre qu'elles se refusent à tenter de réaliser à si peu de frais et si aisément un bien considérable, qu'elles ne veuillent pas, à l'aide d'une expérience qui a réussi ailleurs, chercher à ramener à la vie régulière et utile les milliers de désœuvrés dont le nombre toujours croissant constitue un péril de plus en plus menaçant pour la sécurité publique?

M. Georges Dubois. — Je pense, comme M. le pasteur Robin, que le peuple français est aussi intelligent et aussi capable d'un travail utile que les peuples étrangers dont il a cité l'exemple, et que les résultats obtenus dans les maisons de travail dont il a proposé la création seraient rémunérateurs, comme en Suisse, ou du moins couvriraient les frais de premier établissement et de gestion, si ces maisons étaient créées et entretenues dans des conditions d'économie bien raisonnées. Malheureusement, nous nous heurtons, en France, à des mœurs administratives qui grossissent les difficultés financières, au lieu de chercher à les atténuer. Notre Administration a la manie de vouloir faire grand à tout prix; il est de son essence, en quelque sorte, d'être dépensière, et elle a comme une tendance insurmontable à rechercher les combinaisons coûteuses.

Voyez ce qui s'est passé pour l'application du régime de l'emprisonnement individuel: l'Administration donnait, dans ses devis officiels, des proportions exagérées au prix de revient de chaque cellule, et, loin d'encourager les départements à favoriser le développement de ce régime, arrivait à paralyser les bonnes volontés par la crainte de charges budgétaires trop grandes. Des études techniques sérieuses et raisonnées, faites sans parti pris, mais inspirées par des idées pratiques d'économie, études dont la Société générale des Prisons peut, pour une large part, revendiquer l'honneur, ont démontré que les calculs administratifs avaient démesurément grandi les difficultés matérielles de l'application de la loi, et que la construction des prisons cellulaires ou la transformation des prisons existantes pouvait se faire à meilleur compte que ne le prétendait l'Administration.

Il est à prévoir que, dans la matière qui nous occupe, le même phénomène se produirait, et que l'objection financière, qui est dès à présent formulée contre notre avant-projet, loin d'être combattue par le Gouvernement, prendrait, dans l'avis qu'il serait appelé à émettre, des proportions peu conformes à la réalité des faits. Il importe donc de se prémunir contre cette attitude traditionnelle de l'Administration, et d'arriver devant le Parlement suffisamment armé, au point de vue des considérations financières que soulève notre avant-projet, pour triompher des préventions officielles.

M. GREFFIER, conseiller à la Cour de cassation. — La question des voies et moyens pour arriver à la mise à l'exécution du projet est d'une très grande importance. Il faudra que l'Etat, les départements et les communes fassent des sacrifices que l'excellent rapport de M. Robin peut nous permettre de croire moins considérables qu'on pourrait le penser. Mais les départements et les communes ont fait depuis quelques années de telles dépenses que le nombre des centimes additionnels s'est élevé outre mesure et qu'il est à craindre de les voir hésiter avant d'en voter de nouveaux. Je pourrais citer un exemple frappant de cet état de détresse dans certains départements. J'en connais un qui a voté en principe, en 1882, la transformation de sa vieille prison en un pénitencier cellulaire; un terrain très heureusement situé a été acheté; bien plus, il a été payé, il y a quatre ans, plus de 200,000 francs et, depuis, tout est demeuré suspendu, on a renoncé pour le présent à l'exécution des travaux et affermé le terrain à des maraîchers. Vous voyez où l'on en est dans de trop nombreux départements, quand il s'agit de songer à la réalisation de hautes pensées morales et sociales comme celles que notre projet entreprend de développer et de traduire sous forme d'asiles ou de maisons de travail. Je crains qu'on ne constate une lacune dans ce projet; et c'est précisément celle qui touche à l'exécution. Ne pourrait-on pas, dans un article spécial, indiquer, d'après une évaluation des dépenses, quelles ressources pourraient se créer départements et communes? Peut-être serait-il bon que le travail de M. Robin, joint aux documents qui ont préparé le projet, vint, en réduisant à sa juste estimation le prix de chaque établissement à construire, montrer combien sont exagérées les craintes des administrations au sujet du

chiffre des dépenses que ces établissements devraient prendre pour leurs comptes respectifs. Je sou mets cette idée aux personnes qui seront chargées de saisir l'autorité des propositions que nous avons adoptées.

M. DUVERGER. — La proposition de la Société devra, pour être présentée à l'une des chambres, être précédée d'un exposé des motifs : c'est là que trouveront nécessairement place les considérations sur les moyens de réaliser, au point de vue financier, les dispositions de notre projet. Cet exposé des motifs serait rédigé, avec une compétence incontestable, par notre généreux collègue M. le pasteur Robin.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire,
BELEYS.

DES SOCIÉTÉS
POUR RÉPRIMER LA MENDICITÉ ET LE VAGABONDAGE
DES MAISONS DE TRAVAIL ET DE CORRECTION
POUR LES MENDIANTS ET LES VAGABONDS INCORRIGIBLES
DANS LA SUISSE FRANÇAISE

(Suite) (1).

X

Organisation des mêmes moyens préventifs.

Canton de Genève.

Si on franchit les limites du canton de Vaud, en se tournant vers le Midi, on trouve le canton de Genève.

Là aussi même organisation d'assistance qu'à Lausanne et même résultat : suppression de la mendicité.

La seule différence, c'est que le Bureau central d'assistance réunit les deux Sociétés sous ce double titre : *Bureau central de bienfaisance, Association pour réprimer les abus de la mendicité.*

L'Annuaire philanthropique du canton de Genève n'est pas moins riche que celui du canton de Vaud. La liste des Sociétés charitables qu'il contient est aussi complète : asile de nuit, maison de consommation, sous le nom d'auberge chrétienne comme en Allemagne, ateliers, patronage pour les deux sexes, bureau de placement gratuit, Société de philanthropie (française, italienne), bourse allemande, diaconies, Société de dames de charité catholique, rien n'y manque.

(1) Voir la première partie de ce travail (Décembre 1886, p. 1065 et suiv.)

Mais l'idée vraiment heureuse qui domine cet ensemble d'efforts pour le soulagement de l'indigence, c'est l'unité qui règne dans ce vaste concours des forces de la charité !

Cette unité a été établie par un accord intervenu entre les diverses Sociétés et Administrations de bienfaisance à Genève, dans le but d'arriver à un mode d'assistance qui fasse autant que possible disparaître les doubles emplois, et d'obtenir que chaque famille de pauvre ne soit assistée que par une seule main.

C'est par l'entremise du Bureau central de bienfaisance que cet accord a eu lieu. Il règle :

Que toute personne ou famille étrangère au canton, de passage à Genève ou établie dans cette ville depuis moins d'une année, sera adressée au Bureau central, à l'exception des ressortissants à l'Allemagne et à l'Autriche ;

Que tout indigent qui n'entre pas dans l'une des deux catégories, c'est-à-dire qui a son domicile de secours à Genève acquis par un séjour de plus d'un an, devra être adressé aux Sociétés charitables, selon sa nationalité et sa religion ;

Que les nationaux ou les étrangers qui sont sans domicile fixe soient adressés au Bureau central servant de centre de renseignements pour les personnes ou Sociétés qui désirent s'éclairer avant d'accorder des secours ;

Enfin que toutes les Sociétés ou Administrations de bienfaisance, qui adhèrent à l'accord commun, se promettent un appui mutuel, pour la fidèle exécution de ces règles destinées à centraliser les secours et à éviter les doubles emplois.

On conçoit ce qu'un tel accord a d'utilité pour atteindre le but proposé : secourir efficacement les misères dignes d'intérêt et empêcher l'exploitation de la charité par les mendiants de profession.

Ce qui porte souvent les personnes charitables à donner aux passants qui excitent leur pitié, c'est la crainte de refuser un secours aux malheureux qui sont dignes d'intérêt, et elles préfèrent donner sans contrôle au risque de donner aux indignes et d'encourager la paresse et la mendicité. Sous Louis XIV, on frappait d'une amende ceux qui donnaient dans la rue aux mendiants, comme aujourd'hui on arrête quelquefois ceux qui demandent l'aumône ; mais aucune amende n'empêchera de donner à une pauvre femme mal vêtue et qui dit souffrir de la faim, si on n'a aucun autre moyen de lui venir en aide.

Au contraire, donnez aux personnes charitables, par une organisation semblable à celle que nous venons d'analyser, le moyen de secourir, d'une manière certaine et immédiate, les malheureux qui sollicitent leur charité, et elles s'empresseront d'en profiter.

C'est ce moyen qu'offrent les nombreuses Sociétés de bienfaisance de Genève reliées entre elles par le Bureau central.

Ce moyen est simple: il consiste à remettre, en nombre aussi considérable qu'elle le désire, à toute personne qui s'est mise en rapport avec la Société par une souscription annuelle, dont le minimum est de 6 francs comme à Lausanne, des bons avec l'adresse du Bureau central et sur lesquels il suffit d'inscrire le nom de l'indigent. Ce bon a une valeur supérieure à la pièce de monnaie donnée ordinairement, puisqu'il assure, pour un jour, la nourriture et le logement à celui qui le reçoit. Voilà pour l'indigent digne d'intérêt. Mais il offre un double avantage pour celui qui le donne : le premier, c'est qu'on ne pourra en trafiquer puisqu'il porte le nom de l'assisté; le second, c'est que le secours accordé ne sera pas un encouragement à la mendicité, puisque ceux qui se font un métier de mendier ne reçoivent toujours qu'un seul secours, quel que soit le nombre de bons obtenus. On vient ainsi en aide aux malheureux et on décourage les paresseux et les indignes.

XI

Résultats obtenus à Genève.

Voici les résultats des opérations du Bureau central de bienfaisance pendant l'année 1885 :

Les demandes de secours ont été moindres que pendant l'année précédente. Les efforts de la Société pour procurer du travail à ceux qui en manquent, des outils aux ouvriers, un apprentissage aux jeunes gens, du travail à l'aiguille à l'ouvrage, la matière première pour les petites industries, le rapatriement des étrangers, enfin les rapports personnels des sociétaires avec les patrons, l'influence qu'ils exercent sur eux pour leur faire contracter des habitudes d'ordre, de moralité et de travail, ont contribué à cet heureux résultat.

Par suite de l'organisation très complète de l'œuvre, aucun besoin sérieux n'a été laissé sans soulagement, en même temps que le plus sévère contrôle a été exercé pour les demandes de secours non justifiées.

Aussi n'y a-t-il pas à Genève de mendiants par nécessité puisqu'un secours immédiat y est assuré à tout indigent digne d'intérêt. Mais, d'autre part, les mendiants d'habitude n'y trouvent plus les moyens de vivre sans travailler : toutes les portes leur sont fermées. Aussi les incorrigibles n'ont-ils qu'une ressource, c'est de quitter la ville ou d'aller exercer ailleurs leur trop facile métier dans les autres parties du canton, car le canton de Genève qui a réuni tous les modes de secours pour venir en aide à toutes les infortunes, n'a pas encore, comme ses voisins de Neuchâtel et de Vaud, organisé la Maison de travail pour les mendiants et les vagabonds d'habitude : elle se borne à leur refuser tout secours à Genève même, les laissant errer dans la campagne.

Le Bureau a aussi réalisé un grand progrès dans l'application des statuts, qui a été plus rigoureuse que par le passé. Ils prescrivent de ne donner que des cartes aux mendiants qui vont de maison en maison solliciter des secours. Ceux-ci, en recevant ces dernières, ne se font pas illusion sur leur valeur, lorsqu'ils sont connus au bureau comme mendiants d'habitude, et ils préfèrent les refuser. Aussi le Comité recommande-t-il aux sociétaires de s'en tenir à la stricte observation du règlement, pour écarter des solliciteurs si peu dignes d'intérêt.

Il en a été de même pour tout indigent qui n'était pas secouru par des Sociétés particulières de bienfaisance, il a dû se présenter au Bureau central pour être assisté.

Le nombre des personnes reçues au guichet du Bureau a été pendant l'année de 14,447. Les unes ont été secourues ; les autres, envoyées aux Sociétés qui devaient s'occuper d'elles, aux termes de l'accord intervenu, entre le Bureau central et les différentes institutions charitables de la ville.

Les rapatriements pendant l'année ont été de 590, dont 126 Français et 186 Suisses d'autres cantons.

Le Bureau, outre le rapatriement des étrangers, aide aussi à l'expatriation de Genevois qui ne peuvent vivre dans la mère patrie. Le mouvement d'expatriation a été de 30 personnes.

1,557 passants traversant Genève ont été envoyés à l'asile de nuit.

Le Comité a, en outre, voté des pensions pour enfants placés en apprentissage, pour adultes, vieillards ou infirmes.

Les secours distribués ont été de . fr.	10,680
Les frais de rapatriement.	10,784
— de patronage	29,199
— d'apprentissage	5,419
Outils de travail, machines	2,419

Le budget total a été de 72,505 francs.

On comprend qu'une institution de bienfaisance qui, avec des ressources aussi modestes, peut accomplir autant d'œuvres utiles et contribuer à un résultat si remarquable, la suppression de la mendicité, soit l'objet d'un vif intérêt dans la ville qui la possède; aussi a-t-elle obtenu une sympathie générale qui s'est affirmée, dans la liste des souscriptions, par un don de 2,000 francs et plusieurs de 500, tandis que le minimum des cotisations est fixé à la faible somme de trois francs.

Tel est le double résultat de cette organisation d'assistance et de contrôle : une diminution du nombre des pauvres qui demandent des secours, et l'obligation pour les mendiants de profession de quitter la ville, parce qu'ils comprennent que, dans de telles conditions, leur métier de mendiant est un métier ingrat, et qu'ils n'ont d'autre ressource que de commencer à travailler ou de s'en aller ailleurs exercer leur industrie.

XII

Institutions préventives de la mendicité et du vagabondage.

Canton de Neuchâtel.

Le canton de Neuchâtel, au nord de la Suisse française, n'est pas moins pourvu que ceux de Lausanne et de Genève d'institutions propres à combattre le fléau de la mendicité et du vagabondage. Il n'a pas été publié, dans ce canton, d'annuaire philanthropique donnant la liste de ces institutions, mais nous en trouvons l'énumération complète dans une publication de date assez récente intitulée : *Coup d'œil sur la vie sociale dans le canton de Neuchâtel*, et dont le but est le même. Nous y trouvons

énumérées toutes les sociétés préventives de la mendicité et du vagabondage, depuis la maison d'approvisionnement à bas prix pour la classe pauvre, jusqu'à la société d'assurance contre la mendicité. Ces moyens préventifs sont complétés par la maison de répression où le travail est imposé aux mendiants incorrigibles qui, malgré toutes les ressources créées par la charité publique ou privée, ont voulu se dispenser de travailler et vivre sans rien faire aux dépens de la communauté. Cet ensemble de mesures explique les résultats obtenus. Là, comme partout où elles sont organisées et appliquées avec énergie, on est parvenu à assurer, à la fois, le soulagement de l'indigence et la suppression effective de la mendicité et du vagabondage. On est parti de ce double principe, que l'indigence honnête mérite la sympathie, mais que la mendicité d'habitude constitue un délit qui doit être sévèrement réprimé et suivi d'un internement prolongé dans une Maison de travail. La loi a consacré cette doctrine. L'indigent laborieux reçoit une assistance qui l'aidera à vivre. Le mendiant qui se refuse au travail et veut vivre sans rien faire, devra renoncer à ce facile métier rendu infructueux par le refus du public, et périlleux par les sévérités de la loi contre ceux qui l'exercent. Il y a, en effet, dans le public en Suisse, un sentiment très vif du devoir de s'abstenir d'encourager la mendicité, par une charité aveugle et faite sans contrôle, et, dans l'administration, le dessein bien arrêté de la réprimer avec énergie, dès qu'elle prend le caractère d'une habitude.

XIII

Deux décisions du Conseil d'État.

Cette préoccupation de combattre avec méthode et fermeté le vagabondage et la mendicité s'est montrée dans deux décisions prises, en 1885, par le Conseil d'État de la République neuchâteloise, l'une relative aux mendiants accidentels, l'autre aux mendiants d'habitude et récidivistes. Par la première, le Conseil a décidé que les hommes coupables du premier délit de mendicité seraient conduits à l'autorité civile, à la Préfecture, qui apprécierait s'il y avait lieu de les déférer à la justice, au Juge

de paix (1). Par la seconde, il a privé les mendiants d'habitude du bénéfice de cette décision, et il a ordonné que leur arrestation serait maintenue; que dans les trois jours ils seraient interrogés et livrés au juge d'instruction. De plus, par une autre décision et une circulaire, le Conseil a rappelé aux magistrats qu'un décret de la même année (2), modifiant le décret de fondation de la Maison de travail du Devens, qui ne prononçait contre cette classe de délinquants que la peine de 6 à 8 mois d'internement, peine jugée trop douce et par cela même inefficace, a été remplacé par un internement d'un an au minimum, et de deux ans au maximum; et il a invité les magistrats à s'y conformer.

On reconnaîtra que cette rigueur n'est que justice. Quand une société a créé pour le soulagement de ses membres malheureux un ensemble complet de moyens suffisants pour venir en aide, d'une manière efficace, à l'indigent honnête et laborieux, elle a le droit de se montrer sévère contre ses membres indigents et paresseux, et de leur imposer, comme peine, l'obligation salutaire du travail. Cette juste sévérité n'est que de la prévoyance. La société a le devoir de défendre contre eux mêmes ces incapables et ces indigents, et de les empêcher de devenir des malfaiteurs et des criminels.

Ce qui donne à notre étude un vif intérêt, c'est qu'elle nous permet de voir appliquer ce double principe de l'assistance et de la répression, par un ensemble d'institutions de bienfaisance, allant au-devant de toutes les misères matérielles et morales pour les soulager, et, par des dispositions légales très fermes, assurant la répression énergique du délit de mendicité et de vagabondage, dès qu'il se transforme en habitude.

XIV

Société de placement pour les jeunes filles.

Le point de départ des institutions préventives, pour l'objet qui nous occupe, ce sont comme partout les sociétés de travail

(1) Rapport du Conseil d'Etat pendant l'année 1885. Pages 42, 69 et 78.

(2) Décret du 5 mars 1885.

et de placement. Elles ont à Neuchâtel reçu une application spéciale qui mérite d'être indiquée ici.

On sait combien le désœuvrement et la misère ont des suites funestes pour la moralité du pauvre. Ils sont surtout à redouter pour la femme. Les jeunes filles pauvres, les domestiques sans place ont besoin d'une protection toute spéciale, toute bienveillante et pour ainsi dire maternelle. C'est l'objet que se propose une institution qui a son siège à Neuchâtel même, et qui étend son action dans tout le Canton, et d'une manière plus générale dans différents pays de l'Europe. Elle a pour titre : *Union internationale des Amies de la jeune fille*. Cette institution a pour but d'assurer un placement gratuit aux jeunes filles qui désirent se placer soit comme domestiques, soit comme gouvernantes, d'ouvrir pour elles des asiles où elles sont reçues en attendant qu'elles soient pourvues d'une place. C'est là qu'elles trouvent un abri et les conseils affectueux dont elles ont besoin.

Ces relations internationales sont d'une très grande utilité, car elles permettent d'étendre l'action tutélaire de l'Institution, non seulement aux jeunes filles qui se placent dans le Canton, mais aussi à celles qui vont à l'étranger. On compte ainsi à Neuchâtel, outre l'Œuvre de Placement, la Société pour la protection des jeunes gens à l'étranger. Celle-ci, en 1880, avait placé 18 institutrices, 26 bonnes supérieures, 8 femmes de chambre. La société de Secours de Neuchâtel, fondée en 1876, avait reçu en cinq années, dans son Asile, 936 jeunes filles sans place ; précédemment, ces jeunes filles n'avaient que les bureaux de placements pour se renseigner. Elles vont maintenant à l'Asile qui n'exige d'elles que la modique somme de 50 centimes pour leur entretien.

On trouve à la Chaux-de-Fonds, une des villes importantes du Canton, une institution semblable, qui offre la même protection aux jeunes filles, sous ces deux formes : l'asile et le placement. Le double but qu'elle se propose est clairement indiqué par son titre même : Asile de secours et bureau de placement de la Chaux-de-Fonds. Dans le dernier compte rendu de l'œuvre, on voit que 77 jeunes filles avaient trouvé un abri dans l'Asile et que le bureau de placement s'était occupé de 134 personnes. « Que seraient devenues, dit le rapporteur, ces jeunes filles momentanément sans place et sans ressources, si elles n'avaient pas trouvé un abri sûr et honnête? » L'expé-

rience fait pressentir assez ce qu'il faudrait répondre à cette question, car elle montre l'isolement et la misère comme deux redoutables dangers, pour les jeunes filles restées sans protection et sans appui. La statistique judiciaire est là qui atteste combien le délit de mendicité se trouve, chez la femme, fréquemment associé à la déchéance morale de celles qui s'en rendent coupables.

XV

Maison de logement pour les hommes.

On trouve à Neuchâtel pour les hommes une institution semblable. C'est la pension ouvrière, organisée d'après les principes des auberges chrétiennes, en Allemagne. L'établissement, sous le nom d'hôtel et pension ouvrière, reçoit tout voyageur qui peut produire les papiers exigés par la police et qui consent à se soumettre au règlement.

En 1876 la Maison ouvrière recevait 470 personnes !

En 1877	—	3.621	—
En 1878	—	4.522	—
En 1879	—	7.206	—
En 1880	—	8.311	—

Cette progression rapide montre à quel point l'institution répondait à un besoin sérieux. Le prix du coucher y est de 50 centimes. La nourriture est aussi à un prix très modique. La cantine économique qui y est annexée a beaucoup de clients dans le quartier : aussi l'établissement, en 1880, avait-il couvert tous ses frais.

XVI

Sociétés de consommation populaires et Asiles de vieillards.

Les sociétés de consommation populaires sont très nombreuses dans le Canton. On en trouve dans les principaux centres et même dans les villes d'une faible population. Toutes paraissent prospères. On cite une de ces sociétés coopératives, la société de consommation de Corcelles et Carmondrèche, qui, par suite d'une

prosperité croissante, a réalisé en moins de quinze ans, des bénéfices suffisants pour se constituer un fonds de réserve, et remettre 99 et demi 0/0 des bénéfices, aux consommateurs. — On trouve ces cantines populaires et ces sociétés de consommation non seulement à Neuchâtel, à la Chaux-de-Fonds et au Locle, mais à Couvet, à Fleurier, aux Verrières, à Travers, à Fontainemelon, à Cernier, au Landeron.

Les sociétés de consommation sont pour les travailleurs valides.

Pour les invalides, pour les vieillards, on a ouvert des asiles. Celui de Neuchâtel est alimenté par un fonds spécial destiné à l'entretien des vieillards pauvres, *tant ceux qui sont bourgeois et anciens habitants de la ville que ceux du reste de l'Etat*, disent les statuts : ce qui signifie que tous les vieillards du Canton peuvent y être admis. La Chaux-de-Fonds a aussi son asile de vieillards ou plutôt elle en a deux : le fonds de l'Hospice des vieillards et celui Marie-Anne-Guenin. Le Locle en possède aussi deux, l'un de ces hospices contient 50 vieillards. On cite encore l'hospice de la Sagne destiné aux vieillards de cette commune dénués de ressources, celui des Bayards ouvert pour les vieillards pauvres de la commune.

XVII

Sociétés d'assistance libres.

Après ces œuvres philanthropiques ou d'économie sociale, si nous arrivons aux œuvres d'assistance proprement dites, nous trouvons qu'elles sont en nombre vraiment considérable. On n'en compte pas moins en effet de 72 pour le Canton, toutes étant du ressort de l'assistance libre. L'Assistance publique possède des fonds spéciaux dont le chiffre est de plus de 4,000,000 de francs. Les recettes étaient, en 1870, de 400,000 francs environ; le nombre des assistés, de 3,389, y compris les enfants pour un quart.

Outre les fonds publics administrés par les chambres de charité communales, d'autres fonds provenant la plupart des dons des réfugiés protestants français, à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, et augmentés de la libéralité des fidèles, sont

administrés par les paroisses de l'Eglise Nationale, sous le nom de *fonds de sachets*. Ces fonds ne s'élèvent pas à moins de 745,407 francs pour ceux qui sont connus. Les intérêts se montent à 77,925 francs. Les paroisses de l'Eglise indépendante ont aussi un fonds de sachets, et toutes les autres Eglises assistent largement leurs pauvres.

Puis viennent les 72 sociétés diverses de bienfaisance, catholiques, israélites et protestantes pour la très grande majorité.

Cet ensemble paraîtra constituer, à tous les degrés, dans le Canton, une très large assistance, si on se souvient que la population du Canton n'est pas de beaucoup supérieure à 100,000 habitants (1).

On ne sera donc pas surpris, après cette revue rapide que nous venons de faire, de tous les efforts tentés dans le Canton pour venir en aide à l'enfance, à la vieillesse et à l'indigence honnête et digne d'intérêt, que la communauté ait songé à prendre d'énergiques mesures pour combattre le vagabondage et la mendicité.

La première de ces mesures a été l'organisation du Bureau central de bienfaisance destiné à empêcher la mendicité de maison en maison.

Une large assistance étant assurée aux pauvres dans leur commune ou leur ville natale, ils n'ont aucun motif de mendier.

Les étrangers pauvres de passage n'ont aucune excuse non plus à faire valoir, s'ils sollicitent la charité des passants, les bureaux de secours aux pauvres de passage leur assurant un abri et une assistance provisoire suffisante.

Neuchâtel a son Bureau de secours aux pauvres de passage. Le Locle et la Chaux-de-Fonds ont le leur. Ces bureaux existent aussi dans plusieurs autres localités. Comme à Genève et à Lausanne, les secours de ces bureaux ne sont donnés qu'en nature. Tout adhérent aux bureaux de bienfaisance ne doit donner que des cartes indiquant l'adresse des bureaux. Ceux-ci en échange des cartes, quel qu'en soit le nombre apporté par le mendiant, donne droit pour la journée à un bon de coucher et à un bon de nourriture.

Voilà le système. Il est simple et pratique et par cela même il est très efficace. Partout où il est pratiqué, la mendicité, si elle n'a

(1) Le recensement de janvier 1886 porte le chiffre total de la population à 105,431 habitants, pour les citoyens suisses et les étrangers.

pas entièrement disparu, a été considérablement réduite. Car elle n'a plus été pratiquée que par les mendiants et les vagabonds qui veulent en faire un métier. Mais contre ces incorrigibles, il n'y a plus qu'à avoir recours à un moyen très énergique : la maison de répression où le travail est rendu obligatoire.

Maisons de travail et de correction pour les mendiants et vagabonds incorrigibles.

I

Le Devens.

La Maison de répression ou d'internement du canton de Neuchâtel a été fondée, sur le territoire de la commune de Saint-Aubin, sous le nom de *Devens*. Elle est située dans un site magnifique, non loin du lac de Neuchâtel, en vue du vaste panorama des Alpes. On ne pouvait choisir un lieu plus favorable. L'aspect de cette belle nature ne pouvait que contribuer à relever le moral des malheureux naufragés de la vie sociale, dont le ressort a été usé par le malheur ou le vice et qui, sous ce beau ciel et sous l'influence bienfaisante du travail, peuvent encore renaitre à l'espérance du relèvement, par une vie paisible et laborieuse, assurée pendant un temps assez long pour leur faire perdre leurs habitudes anciennes, et leur en donner de nouvelles propres à les préparer à reprendre leur rang dans la société.

C'est là le but de l'institution de la maison d'internement. Si pour beaucoup d'internés ce but élevé n'a pas été atteint, la société aura du moins gagné de n'avoir pas été importunée par leurs demandes, ni troublée par leurs habitudes vagabondes, pendant la durée de leur internement.

Le décret de fondation du Devens remonte à l'année 1868. Voici quelle en fut l'occasion.

Les communes du Canton avaient reçu une indemnité pour l'incorporation des heimathlosen, c'est-à-dire des gens qui, par suite de circonstances diverses, se trouvaient sans patrie, sans

lieu d'origine officiellement reconnu. Elles exprimèrent le vœu que « cette indemnité fût consacrée à la fondation et à l'entretien d'une Maison de travail et de correction pour l'amendement de ceux de leur ressortissants qu'une vie de désordre a fait tomber, eux et leurs familles, à la charge des fonds publics de secours ».

En conséquence le Grand Conseil décida, par un décret du 6 mars 1868, que la Maison d'internement du Devens serait créée.

II

Substitution de la peine de l'internement à celle de l'emprisonnement.

Il fallait pour cela que le Code pénal du Canton fût modifié. Les articles 90 à 96 du Code pénal, relatifs au vagabondage et à la mendicité, prononçaient la peine de l'emprisonnement contre les mendiants et les vagabonds.

La peine de l'emprisonnement fut remplacée par celle de l'internement.

La durée de la peine primitivement fixée par le Code, en cas de récidive, était de un à six mois; elle fut étendue d'abord, de trois mois à deux ans d'internement.

En 1874, la loi était de nouveau modifiée dans le sens de la sévérité. Cette peine de trois mois à deux ans fut ordonnée pour le vagabondage, dès la seconde récidive, et pour la violation des devoirs de famille : ce dernier délit est en Suisse une conséquence du droit à l'assistance pour le pauvre, et donne à la commune un droit correspondant, celui de punir tout homme qui abandonne sa famille et la laisse à la charge de l'autorité communale.

Enfin un décret tout récent, celui du 24 mars 1885, augmente encore la durée de l'internement; elle en fixe le minimum à un an, sans augmenter le maximum de la peine qui reste de deux ans et qui ne peut être appliqué qu'après récidive. Le motif de cette prolongation de la durée de l'internement a été que les internés qui ne passaient que quelques mois au Devens n'avaient pas le temps d'y prendre des habitudes de travail et retombaient dans leur ancienne vie de vagabondage aussitôt après leur sortie.

III

Installation de la Maison de répression du Devens.

Le terrain sur lequel l'établissement devait être élevé fut acheté à la commune de Saint-Aubin. L'entrée en jouissance eut lieu le 1^{er} juillet 1872. La maison fut ouverte aux internés, le 1^{er} janvier 1873.

Le prix du terrain, des constructions et de l'aménagement, qui ne furent complètement terminés que dans le courant de l'année qui suivit l'ouverture, fut de 400,867 fr. 32 c. Le domaine d'une contenance de 65 hectares coûta 72,030 fr. et les constructions un peu plus de 300,000 fr.

Le terrain a aujourd'hui, d'après l'inventaire de 1885, une valeur de 113,797 fr. et l'ensemble de l'établissement vaut d'après la même estimation 469,856 fr., ce qui établit une plus-value de 70,000 fr.

Le domaine se composait de 31 hectares de terres mal cultivées; l'autre partie était une forêt. La terre déjà en culture a été défoncée, débarrassée avec soin des galets qui la rendaient stérile. Chaque année, une partie de la forêt a été défrichée. L'élevage du bétail a fourni les engrais nécessaires : de là cette plus-value considérable.

IV

Résultats financiers.

En 1885 les recettes générales ont été de . . .	Fr.	52,433	»
et les dépenses de		51,508	»
L'exploitation agricole a produit . . .		21,176	»
La vente du bois		7,784	»
La main-d'œuvre		3,586	»
Les communes avaient contribué aux dépenses			
pour une somme de	Fr.	25.300	»
et il restait dû à l'État pour les avances		7.915	37
Soit un total de dépenses nettes de	Fr.	32.215	37

L'effectif de la maison a été de 78 internés : 61 hommes et 17 femmes. Soit une dépense moyenne pour chaque interné d'environ 413 francs.

Pour se rendre compte de la dépense exacte de l'entreprise, il est nécessaire de remarquer qu'un dixième de cette dépense est affecté aux intérêts des fonds engagés et fournis soit par l'État de Neuchâtel, soit par d'autres créanciers.

La Maison a été prise à ferme par les communes, pour le compte desquelles elle est gérée par un Conseil d'administration. L'ensemble des sommes que les communes ont payées depuis la fondation est d'environ 320.000 francs; cette somme est couverte d'un cinquième par la plus-value de l'établissement.

Au point de vue financier, on peut dire que l'opération est vraiment bonne. Les communes auraient dépensé, sans compensation aucune, une somme supérieure pour leurs mendiants et leurs vagabonds dans les prisons.

L'opération eût été encore meilleure si l'État eût pu fournir pour l'exploitation un terrain appartenant au domaine public, et si les frais d'installation n'eussent pas été si considérables.

V

Résultat social.

Au point de vue social, l'entreprise est excellente. L'État de Neuchâtel, au lieu d'encombrer ses prisons de districts et son pénitencier modèle, s'est trouvé débarrassé du soin d'entretenir les mendiants et les vagabonds, pendant que le public lui-même a eu l'avantage d'être délivré de leurs importunités et a été mis à l'abri de leur nombreux méfaits.

La lecture de la série des rapports publiés depuis la fondation de l'établissement est des plus attachantes. Ces rapports sont sincères. On y voit chaque année le développement de l'œuvre mais aussi l'expression d'un vœu continu d'amélioration; les récidives sont encore nombreuses, mais les nouvelles condamnations deviennent plus rares pour la première fois; on n'en comptait seulement que 13 en 1883. De plus, par la bonne influence exercée sur les internés, la vie laborieuse au grand air et de demi-liberté qu'ils mènent, et par le soin de la Direction de procurer,

autant que possible, de l'ouvrage à ceux qui sortent. Le dernier rapport, celui de 1885, peut constater, dans la conduite de quelques-uns, une amélioration qui est un sujet de joie et d'encouragement.

Lorsqu'on visite cette maison, on ne peut se défendre d'un sentiment de satisfaction en voyant, au milieu de cette belle nature, travailler librement ces hommes que, dans d'autres pays, le nôtre, hélas ! on entasse dans les prisons avec des malfaiteurs endurcis et pour lesquels on n'a d'autres ressources plus tard que de les envoyer à grands frais, au delà des mers, quand ils sont devenus des récidivistes incorrigibles et dangereux.

Pourquoi ne pas commencer plus tôt ? Pourquoi ne pas s'efforcer, comme l'humanité le demande, et comme l'intérêt social le conseille, d'exercer une influence salubre par l'emploi de ces moyens préventifs qui ont fait leur preuve, dans ces colonies agricoles où ils reprennent l'habitude du travail et sont ainsi mis en état de gagner leur vie honnêtement ? L'expérience est faite ; il n'y a plus qu'à en profiter. Partout où elle a été tentée, elle a réussi. En voici une preuve nouvelle.

VI

Colonie Agricole de Payerne.

Canton de Vaud.

L'expérience faite à la colonie de Payerne, dans le canton de Vaud, est la même que celle du Devens. Elle est même plus concluante au point de vue financier.

Les principes pénitentiaires, on l'a vu, sont les mêmes : prévenir la mendicité par une assistance suffisante accordée à l'indigent honnête et laborieux en l'aidant à se procurer de l'ouvrage, en lui assurant des facilités pour un approvisionnement à bon marché et enfin, quand son gain est absolument insuffisant, en l'aidant matériellement. Voilà le premier principe.

Le second, c'est de décourager la mendicité devenue une habitude, par un contrôle efficace qui ôte au mendiant la possibilité d'exercer son trop facile métier, et, s'il persiste à vouloir vivre sans travailler, à l'envoyer dans une maison d'internement où le travail lui sera imposé.

La comparaison entre l'expérience faite, par les deux Cantons voisins, pour l'application de ces deux principes est d'autant plus intéressante qu'elle a commencé à la même époque.

Les dispositions légales prises offrent la même analogie. Il a fallu, dans le Canton de Vaud, comme à Neuchâtel, commencer par modifier quelques articles du Code pénal pour transformer la peine de l'emprisonnement primitivement prononcée, en celle de l'internement. Cette modification a été l'objet d'un décret du Grand Conseil, du 21 janvier 1875. Mais ici la répression devient immédiatement sévère.

Le nouveau décret porte :

ART. 1^{er}. Que le vagabond peut être condamné, au maximum, à trois mois de prison, ou à l'internement, dans une colonie agricole et industrielle, qui ne peut être moindre de six mois, ni excéder trois ans (art. 141 du Code modifié). Que tout mendiant d'habitude peut être puni d'un emprisonnement qui n'excédera pas cinq jours ; mais, en cas de récidive, d'une réclusion de trois mois au maximum, ou à l'internement dans une colonie agricole pour un temps qui ne peut être moindre de six mois ni excéder trois ans. Il peut être puni en outre de la privation des droits civiques (art. 142).

Que celui qui, pouvant par son travail subvenir aux besoins de sa famille, l'abandonne, peut être condamné à six mois de réclusion au maximum, ou à l'internement dans une colonie agricole ou industrielle, pour un temps qui ne peut être moindre de six mois, ni excéder cinq ans.

Il peut en outre être privé de ses droits civiques (art. 144).

ART. 2. — Le tribunal peut de plus prononcer contre le délinquant dans les cas ci-dessus spécifiés l'interdiction de fréquenter les établissements destinés à la vente des spiritueux, pour un temps qui n'excédera pas cinq années.

Ce sont les trois mêmes délits visés : le vagabondage, la mendicité d'habitude et l'abandon de famille.

Mais ici le législateur n'hésite pas, dès le premier décret, à prononcer contre les délinquants une peine d'une longue durée.

C'est donc la même doctrine pénale que consacre la législation des deux Cantons.

La pratique seule diffère au point de vue administratif et financier.

VII

Installation rudimentaire et administration de la colonie pour le compte de l'État.

Dans le canton de Vaud, c'est l'État qui s'est chargé de la fondation de la Maison d'internement. Il y a procédé avec une remarquable économie. Le créateur de l'œuvre fut M. Bonjour, chef du département de justice du Canton. Frappé du grand nombre des condamnations encourues pour mendicité, vagabondage et abandon de famille, condamnations subies dans les geôles de district, il proposa de créer un établissement de travail et de correction pour rendre au pays des forces qui se perdaient dans l'oisiveté des prisons, en sus des sommes dépensées en pure perte pour leur entretien.

Il fit choix d'un terrain inculte d'une contenance de 45 hectares, 50,000 perches, près de Payerne. La concession en fut accordée par l'État de Fribourg. Un petit cours d'eau, la Glane, le traverse. Le terrain couvert de bruyères et de galets fut payé 25,000 fr. 50 c. la perche.

On acheta à Lausanne une baraque-grange. Le Directeur, qui venait d'être nommé, la fit transporter sur l'emplacement choisi pour la future construction de la Colonie. Il s'y installa avec les premiers internés mis à sa disposition.

Là sous ce toit de planches, fut logé aussi, avec les colons et le Directeur, un gendarme surveillant. On y mit également les chevaux, le matériel d'exploitation, en un mot tous les éléments de cette installation rudimentaire.

Les visiteurs voient encore cette construction, qui sert aujourd'hui de grange, formant l'un des côtés du grand carré encadré par les bâtiments spacieux de la colonie : à droite par la demeure du Directeur, ses bureaux, les ateliers ; et à gauche par l'habitation des colons.

L'établissement à mis des années à prendre sa forme actuelle. Continuant l'application des principes économiques qui avaient présidé à ses débuts, la Colonie s'est pour ainsi dire créée avec les seules ressources de main-d'œuvre des colons. Les bâtiments ont été élevés en grande partie par eux, les meubles, les vête-

ments fabriqués dans les ateliers de la maison, de sorte que les frais d'installation se sont trouvés considérablement réduits et que ceux d'entretien sont aujourd'hui presque nuls; tout, à l'exception des matières premières, étant produit ou fabriqué dans la colonie par les colons eux-mêmes.

VIII

Résultats.

Voici les dépenses de la première année d'installation en 1876 :

Achat de bétail, mobilier, baraque, paille, foin, journées, traitements, frais sanitaires, etc. Fr. 45.548 »

Et cette faible dépense fut atténuée par les premiers légumes vendus et quelques échanges de terrain.

Les recettes avaient été de. Fr. 1.300 50

L'inventaire accusait un avoir de. 26.130 »

Ce qui donnait en balance. 18.108 »

Pour toute dépense de la première année . Fr. 45.548 95

En 1885, le bilan de la Colonie donne :

Pour les dépenses, le chiffre de. Fr. 57.301 10

Pour diminution de l'inventaire. 5.053 05

TOTAL DES DÉPENSES. . . Fr. 62.354 15

Recettes de toute nature Fr. 40.261 50

ce qui donne pour excédent de dépenses 22.092 65

Si on réunit toutes les sommes fournies par l'État chaque année, on trouve qu'elles s'élèvent pendant les treize années d'existence de la Colonie au chiffre de Fr. 351.895.

Mais l'inventaire accuse une somme de. . Fr. 109.638 25

La valeur des bâtiments est de. 125.000 »

Ce qui donne une première atténuation à la
dépense de 234.638 55

La différence de Fr. 117.256 70 se trouve compensée par la plus-value de la propriété transformée par le travail des colons.

Un canal de 5 à 6 kilomètres a été creusé pour l'écoulement des eaux de la Glane et l'assainissement du domaine; des routes

plantées d'arbres ont été tracées et sont parfaitement entretenues. Le sol défriché et assaini par le drainage et par une abondante fumure est devenu de première qualité et la propriété ainsi mise en culture a acquis une grande valeur.

En résumé, au point de vue financier l'État a fait à Payerne une excellente affaire. Elle serait meilleure si l'étendue du domaine eut été doublée. Il résulte de l'étude des chiffres, que la colonie, avec une superficie double du terrain à cultiver, suffirait à couvrir toutes ses dépenses. Il n'y aurait à consacrer à l'entreprise qu'une nouvelle mise de fonds qui serait amplement compensée, plus tard, par la plus value des nouveaux terrains mis en culture. C'est d'ailleurs, nous a-t-on appris, le projet qui est actuellement à l'étude et dont le Conseil d'Administration de la colonie a pris l'initiative. Des questions, d'ordre financier, en ont seules retardé l'exécution.

L'État vient de faire une expérience des plus encourageantes à persévérer dans cette voie, à Orbe, seconde colonie de travail qu'il a fondée.

IX

Colonie d'Orbe.

Il a créé à Orbe une succursale de la colonie de Payerne. Appliquant à cette création nouvelle les mêmes principes, qui avaient présidé à la fondation de la Colonie mère, celle-ci a préparé une partie du matériel d'installation de la succursale et le mobilier qui figure dans ses comptes de 1877 pour une somme de 7000 francs. En dehors d'échanges de service, les deux colonies ont toutefois une existence distincte.

Avec les colons d'Orbe, l'État s'est fait entrepreneur. Il s'est chargé de l'exécution de travaux de terrassements considérables dans la plaine de l'Orbe. Il a fait creuser un lit nouveau à deux cours d'eau : le Talent et le Nozon, défricher les grèves d'Yvonnand, dans la partie vaudoise du lac de Neufchatel, et entretenir des routes.

Il a employé, l'année dernière, à ces différents travaux une centaine de colons. La main-d'œuvre de quelques uns a été aussi louée à la commune d'Orbe. Les groupes de travailleurs dont le chantier se trouvait trop éloigné pour revenir le soir à la colo-

nie avaient leur campement en plein air, dans des baraquements mobiles qui avançaient avec eux, à mesure que s'effectuaient les travaux de canalisation. Cela pouvait rendre possibles les évasions, mais facilitait le travail. Il n'y avait d'ailleurs pas lieu de s'en inquiéter. Rien n'est plus bienfaisant que le travail en plein air. Pendant l'année 17 colons seulement ont profité des facilités qu'ils avaient de reprendre leur liberté. Ils ont été naturellement réintégrés au Pénitencier ou dans les prisons du district.

Mais si on peut dire que pour le moral des colons, le travail en plein air est des plus bienfaisants, on peut dire aussi que ce genre de travail est des plus fructueux.

X

Résultats.

Qu'on en juge par les résultats du travail que l'État a fait exécuter par les mendiants et les vagabonds de la colonie d'Orbe en 1885.

Pendant ce dernier exercice :

Les recettes ont été de	Fr. 52.953 20
Les dépenses de	50.747 72
Le bénéfice net de	Fr. <u>2.205 48</u> (1)

Voilà donc ces hommes tombés à la charge de leur commune. Placés sous une direction ferme et intelligente, non dans une prison où il eût fallu payer encore leur dépense, mais dans une colonie de travail à l'air libre, ils gagnent suffisamment pour couvrir leur entretien et apportent, en plus, à l'État une somme de 2,000 francs. N'est-ce pas là une opération des plus remarquable? Un tel résultat ne prouve-t-il pas une fois de plus que les mendiants et les vagabonds sont des incapables et non des malfaiteurs; et qu'il suffit de leur appliquer des mesures de protection fermes et bienveillantes pour les empêcher de devenir dangereux? On le voit, l'expérience est concluante :

Au point de vue financier, les maisons de travail sont pour la répression de la mendicité et du vagabondage le moyen le plus économique.

(1) Compte rendu du Conseil d'État pour l'année 1885.

Et au point de vue moral et social le moyen de protection le plus efficace contre ce double fléau toujours inquiétant pour la sécurité publique.

Aussi dans les deux cantons de Neuchâtel et de Vaud le législateur n'a-t-il pas hésité à substituer dans le Code pénal la peine de l'internement à celle de l'emprisonnement pour les mendiants et les vagabonds déferés aux tribunaux, et a-t-il de plus autorisé l'admission de ces malheureux qui viendraient d'eux-mêmes chercher un refuge dans la colonie, lorsqu'après leur libération, ils n'auraient pu trouver de travail (1).

L'étranger qui visite la Suisse peut la traverser dans toutes ses parties sans y rencontrer aucun mendiant. L'explication de ce fait qui est tout à l'honneur de ce pays se trouve dans l'ensemble des mesures d'assistance qui y ont été organisées et dans les mesures de répression énergiques que la loi a prescrites, en même temps que dans la rigueur et l'intelligence avec lesquelles elles sont mises à exécution.

(1) Loi du 17 mai 1876, art. 6, Canton de Vaud.

ENQUÊTE
SUR LES MOYENS DE PRÉVENIR LE VAGABONDAGE
ET LA MENDICITÉ

(Suite.)

Nous complétons l'enquête internationale dont les résultats ont été publiés dans le numéro du Bulletin de janvier 1887 par un résumé des dispositions de la loi autrichienne et hongroise en matière de vagabondage et de mendicité.

Autriche (1).

Le Code pénal du 27 mai 1852 ne renfermait pas de dispositions répressives du vagabondage ; les mendiants devaient être portés par les soins de la police locale dans des établissements consacrés au soulagement des pauvres. Étaient punis seulement de peines de police, les mendiants d'habitude, ceux qui simulaient des infirmités ou qui faisaient mendier des enfants (art. 517 à 521).

La loi du 10 mai 1873 avait édicté des mesures de police répressive contre les vagabonds et les oisifs.

Une loi nouvelle du 24 mars 1885 définit le vagabond celui qui erre sans occupation et sans travail et ne peut prouver quels sont les moyens de s'entretenir, ou qu'il cherche à les déguiser honnêtement. La peine qui atteint les vagabonds est les arrêts durs de 1 à 9 mois (art. 1^{er}).

(1) Nous empruntons ces renseignements à l'*Annuaire de Législation étrangère 1885* où se trouve la traduction des lois autrichiennes du 24 mars 1885 avec une notice par M. Martinet, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Paris.

Est puni pour mendicité : 1° celui qui mendie dans un lieu public ou de maison en maison ou qui par paresse implore la charité publique ; 2° celui qui pousse des mineurs à mendier, les envoie mendier ou les livre à autrui pour mendier. La peine est de 8 jours à 3 mois d'arrêts durs (art. 2).

Cette loi maintient au vagabondage et à la mendicité le caractère de contravention de police que la plupart des législations modernes leur reconnaissent.

Puis la loi règle la situation équivoque des gens *capables de travailler qui n'ont ni ressource ni occupation et sont un danger pour la sécurité des personnes et des propriétés*. Les autorités chargées de veiller à l'ordre public peuvent leur enjoindre de prouver dans un délai déterminé qu'elles ont des moyens licites de subsistance. Si elles ne se conforment pas à cette injonction, ils sont punis de 8 jours à 2 mois d'arrêts durs (art. 3).

Toute commune sur le territoire de laquelle est rencontrée une personne valide qui n'a ni moyens de subsistance, ni occupation licite, est autorisée à lui assigner un travail approprié à ses facultés moyennant salaire ou entretien en nature. Si cette personne refuse de faire le travail qui lui est assigné, elle est punie des arrêts durs de 8 jours à un mois (art. 4).

Cette loi punit aussi de peines de police, la classe non moins dangereuse de ceux qui vivent de la prostitution, du proxénétisme ou qui placés sous la surveillance de la police en éludent les obligations (art. 5 et 6.).

Une autre loi du 24 mai 1885 crée des établissements de travail forcé destiné à recevoir les condamnés des catégories ci-dessus indiquées après l'expiration de leur peine.

Ces établissements sont de deux sortes : les établissements de travail forcé dans lesquels sont admis les condamnés âgés de plus de dix-huit ans ; les établissements de correction pour ceux qui n'ont pas atteint leur dix-huitième année ou qui sans avoir été condamnés sont détenus par voie de correction paternelle.

L'admission a lieu après une double décision de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative.

Les détenus sont astreints à un travail approprié à leurs facultés soit au dedans soit au dehors de l'établissement. Les jeunes détenus reçoivent l'éducation morale et religieuse, et l'enseignement d'un métier. La détention prend fin dès que les détenus ont pris le goût du travail et une habitude d'ordre et de mora-

lité. Elle ne peut durer plus de trois ans sans interruption et pour les mineurs de dix-huit ans cesse à leur vingtième année.

Si le détenu élargi avant l'expiration du temps légal ne réalise pas les espérances d'amendement qu'il avait fait concevoir, la Commission qui statue sur l'admission peut ordonner sa réintégration pour le temps qu'il lui restait à subir.

Les dépenses d'entretien que les détenus sont hors d'état de supporter, sont à la charge du pays, de l'arrondissement ou de la commune où ils ont leur domicile.

L'État n'accorde qu'une subvention à ces établissements, qui sont à la charge du pays, des arrondissements ou des communes.

Hongrie (1).

Le Code pénal hongrois (des contraventions) du 14 juin 1879 contient au sujet du vagabondage et de la mendicité les dispositions suivantes :

ART. 62. — Quiconque n'a pas de domicile fixe, ou le quitte et vagabonde sans travail et sans occupation, sera puni, comme vagabond, de huit jours d'arrêts au maximum, si dans le délai qui lui est imparti par l'autorité, il ne peut prouver qu'il a les moyens de subvenir à son existence, ou qu'il cherche à se les procurer honnêtement.

ART. 63. — Celui qui, condamné pour vagabondage de nouveau, est trouvé en état de vagabondage, dans le délai de deux ans après avoir subi sa peine, sera puni d'un mois d'arrêt, au maximum.

ART. 64. — Les parents, tuteurs, curateurs ou surveillants qui laissent vagabonder leurs enfants, leurs pupilles ou les personnes placées sous leur tutelle ou leur surveillance et n'ayant pas encore accompli leur seizième année, ou qui n'usent pas dans la limite de leur droit de correction domestique pour les empêcher de vagabonder, seront punis au maximum d'une amende de 100 florins, et, en cas de récidive, lorsque deux années ne se

(1) Le Code pénal hongrois des crimes et des délits (27 juin 1878) et le Code pénal hongrois des contraventions (14 juin 1879) ont été traduits par MM. Martinet et Daresté. Imprimerie Nationale, 1885.

seront pas écoulées depuis qu'ils ont subi la dernière peine, de 200 florins.

ART. 65. — Dans les lieux où il existe des maisons de correction, les jeunes vagabonds âgés de moins de seize ans seront envoyés par l'autorité dans une maison de correction pour y recevoir l'éducation pendant un temps qui pourra s'étendre jusqu'une année.

ART. 66. — Quiconque, sans autorisation de l'autorité, mendie dans les lieux publics ou de maison en maison, ou pousse à mendier ou envoie mendier des enfants au dessous de seize ans, ou les met à cet effet à la disposition d'autrui, sera puni de huit jours d'arrêts au maximum.

Les dispositions de l'article 65 seront applicables aux enfants qui mendent.

ART. 67. — Sera puni d'un mois d'arrêts au maximum, celui qui, puni pour mendicité, mendie de nouveau, sans permission de l'autorité, dans les lieux publics ou de maison en maison, avant que deux années se soient écoulées depuis que la dernière peine a été subie.

ART. 68. — Seront punis de deux mois d'arrêts au maximum, les mendiants munis ou non de l'autorisation de l'autorité ;

1° Qui, étant âgé de plus de quatorze ans, se trouvent en réunion de plus de trois dans le même lieu, ou

2° Qui mendent hors du temps déterminé par l'autorité ;

3° Qui mendent étant porteurs d'armes ;

4° Qui s'introduisent dans des habitations non ouvertes sans autorisation préalable ;

5° Qui simulent une infirmité, une infortune, la perte ou l'imperfection d'un membre, la perte de la vue, de l'ouïe, de la parole ou un trouble intellectuel.

La loi hongroise donne en outre le droit à l'administration d'arrêter les vagabonds et de les faire reconduire dans leurs communes respectives. Les étrangers peuvent être expulsés du pays.

J. BOULLAIRE,

Docteur en droit. Ancien magistrat.

LA MÉTHODE EXPÉRIMENTALE

APPLIQUÉE AU DROIT CRIMINEL EN ITALIE

M. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente* (Suite). — M. POLETTI, *Théorie de la tutelle pénale*.

C'est M. Lombroso lui-même qui a voulu compléter son œuvre, en publiant à la suite la *Théorie de la tutelle pénale, brièvement exposée*, de M. Poletti (1), dont le caractère est plus proprement philosophique et juridique.

L'auteur commence par signaler ce qui manque aux théories jusqu'ici produites, surtout à celle de la défense sociale et à celle de l'amendement. Il redoute particulièrement la confusion du droit et de la morale; c'est cette confusion qui empêche de reconnaître les vrais fondements du droit social; elle ne permet pas de voir que la morale naît directement de la conscience individuelle, le droit de la conscience collective, où se forment ces sentiments, ces opinions, ces habitudes qui se traduisent en lois et régissent à ce titre l'association civile. Si cette dernière idée est vraie, le droit de la société sur le délinquant ne peut aller, d'une part, jusqu'à punir les actes qui ne dépassent pas, d'une manière indubitable, le domaine de la conscience individuelle, d'autre part, jusqu'à frapper la racine même du droit, qui est la personnalité du délinquant. Le droit pénal a sa matière propre qu'il faut analyser; on devrait étudier, et la personne juridique du délinquant, et la personne juridique de l'être collectif: c'est à cette condition seulement que l'on peut découvrir les lois multiples et complexes qui entreront dans une théorie

(1) Page 613 et suiv., 2^{me} éd.

enfin complète et solide. Jusqu'à présent, les criminalistes se sont laissé enchaîner par les textes des lois positives; ils ont fait rentrer « dans le lit de Procuste » d'un principe unique des faits innombrables; ils n'ont pas voulu étendre leurs recherches au-delà du phénomène juridique, pour rencontrer les vrais facteurs de l'action criminelle, de l'imputabilité, et par conséquent de la répression sociale. Écrivains et législateurs se sont attachés à ce qui est seulement intrinsèque; ils ont défini les délits d'une manière abstraite. Sur cette matière, on en est encore au temps de Grotius, au temps même des Romains.

M. Poletti s'applique à la tâche qui a été trop négligée; il étudie le délit « par rapport à l'économie de la nature humaine (1) ».

— « Le délit, considéré par rapport aux lois de la nature, prises dans leur signification la plus étendue, est un événement innocent. Qu'importe, en effet, si dans ce perpétuel va-et-vient de la vie, dans cette répétition continuelle d'un acte tout-puissant, par lequel les êtres sont conduits de l'existence à la dissolution, et de la dissolution à l'existence, la matière organique passe d'une forme à une autre sous l'influence des ardeurs cuisantes du soleil, des froids meurtriers, du plaisir qui affaiblit ou de la douleur qui détruit, du sacrifice spontané de soi-même ou du poignard homicide de l'assassin? La nature ne distingue pas entre les modes : le charme des voluptés, l'attraction de l'amour, la fureur des batailles la servent également, puisque la vie trouve précisément dans la mort son aliment principal (2). » Mais, « si le délit ne peut être regardé comme un mal par rapport à ses conditions les plus générales et à la nécessité invincible qui en cause l'apparition parmi l'universelle multiplicité des phénomènes sociaux, il devient tel, au contraire, dans un sens relatif, par rapport aux qualités, aux caractères et aux formes que cette loi prend dans l'homme ».

Quelle part sera faite à la justice dans la répression? La justice est le caractère particulier de l'humanité et ce caractère, l'homme le communique à toutes ses actions. Il réprouve le délit, moins parce qu'il se sent lésé dans ses intérêts que parce qu'il se sent offensé dans une partie plus intime et plus délicate, dans celle qui constitue sa nature même : « En fait, le délit est-il seule-

(1) Chapitre III.

(2) Page 678 et suiv.

ment un acte nuisible aux intérêts sociaux? » On punit, alors même qu'il n'y a pas de dommage causé. Le parricide ne fait pas craindre le parricide, le crime est trop atroce pour trouver des imitations. Il y a donc pour punir des motifs plus forts que l'intérêt, « qui, par lui-même, ne pourrait en aucune façon justifier une peine ».

Mais de quelle justice est-il question? Après avoir écarté, entre autres principes, la justice idéale et immuable, le pur sentiment du bien et du mal ou sens moral, l'auteur arrive à cette conclusion : « Les caractères généraux par lesquels on acquerra la certitude qu'une action est criminelle et doit être qualifiée telle ne pourront se tirer de nos sentiments, de l'intérêt social, de l'idée même de justice en particulier, mais seulement d'une chose plus complexe par sa nature et plus vaste, mais en même temps plus invariable et plus sûre. »

Assurément, il n'y a pas de témoins qui méritent plus de confiance que notre raison, que notre conscience; mais il faut chercher ce qui se cache sous leurs attestations, et, pour le trouver, aller jusqu'aux conditions générales, invariables, nécessaires qui constituent l'économie humaine; qu'on ne parle plus de droits et de devoirs naturels; on sera en présence d'une économie que nul ne pourra contester. La raison en est une partie intégrante, allons plus loin, la partie principale et caractéristique : elle n'est pas tout, et par conséquent elle ne peut, à elle seule, fournir le caractère et les éléments essentiels du délit; quand l'homme agit, c'est avec toutes ses fonctions, suivant les modes particuliers de la vie, conformément à des lois dont l'immutabilité se confond avec celle du destin.

Le délit se reconnaît à des signes qui ne laissent aucune place au doute; la conscience de l'humanité, qui est essentiellement juste, se soulève contre les actes qui lui inspirent une invincible répugnance et auxquels elle oppose, comme un puissant bouclier, cet ensemble merveilleux de tendances, de sentiments, d'idées qui se rencontrent dans l'individu et dans la société pour assurer la tranquillité de leur existence. Un acte révèle la férocité d'une personne, son intention perverse; il montre un péril ou un dommage suspendu sur la société; l'épouvante saisit les consciences. Aussitôt une activité spontanée se manifeste; la loi qui conserve l'équilibre humain, la justice déploie une série de mouvements de défense ou de résistance, au moyen desquels

la société et l'individu, cédant à une impulsion naturelle, s'appliquent à faire cesser l'offense, le dommage et le péril résultant du méfait, et, s'élevant plus haut, cherchent à en effacer l'impression funeste, l'efficace mauvaise, l'influence immorale. Là où l'on voit ces signes, est le délit. Le caractère essentiel du délit consiste dans cette opposition manifeste d'un acte avec les propriétés mêmes de notre nature : les dissentiments qui se sont élevés sur l'essence du délit tiennent à ce que les penseurs n'ont pas considéré l'homme dans l'ensemble de son économie et n'ont pas regardé les grandes manifestations de l'humanité comme des effets divers de la loi de conservation qui régit cet organisme ainsi que tous les autres. L'expérience démontre aujourd'hui cette « loi irrésistible, qui entraîne la société à déployer contre le délit tous les moyens de résistance dont elle se trouve heureusement munie pour en combattre efficacement l'activité funeste et dissolvante (1). »

Cette loi, qui est celle de la justice, étant établie par la nature, se fait sentir à l'auteur même de l'offense ; de là les effets habituels d'évanouissement, de terreur, d'imprévoyance et de remords : « Cette réaction, par laquelle la loi suprême de la nature humaine poursuit, afflige, torture la conscience du coupable, est la seule et vraie peine du délit, et c'est elle qui n'est pas infligée par une force extraordinaire, mais qui s'applique spontanément, par suite des dispositions mêmes de la nature humaine (2). »

Ainsi caractérisé, le délit « ne pourra pas être considéré comme un événement fortuit et comme un trouble accidentel de l'ordre ; on devra le tenir pour l'effet régulier de propriétés qui sont inséparables de la nature humaine, effet combattu, d'ailleurs, par de prévoyantes résistances. — Il est donc temps que « la justice sociale, se conformant à des principes différents de ceux qu'elle a suivis jusqu'à présent, comme guides de ses jugements, renonce à s'armer de lois inhumaines pour frapper, comme des monstres, quelques êtres qui, à la lumière de la vraie science, pourraient souvent paraître fort malheureux. Il est temps qu'elle sorte de ces termes dans lesquels on veut la tenir encore enfermée, et qu'elle abandonne son point de départ habituel, quand elle veut juger du délit, pour qu'il ne lui arrive pas de com-

(1) Page 685.

(2) Page 686.

mettre une iniquité par l'acte même qui tend à rétablir le droit violé (1). »

Du délit, M. Poletti passe à l'imputabilité (2) : « Si tout homme est mis dans la nécessité d'agir par une loi dont l'éternel mouvement n'a pas un instant de trêve; si les qualités intrinsèques, qui nous sont données par l'organisme, impriment un caractère particulier à nos actions; si chacun de nous ignore les conséquences éloignées de ses actes, ou peut seulement les entrevoir très douteuses et très confuses dans l'obscurité de l'avenir; si l'activité et la volonté de tous modifient constamment celles de chacun en particulier; si enfin chacun, en agissant, ne peut faire mieux que de se conformer aux lois de la nature, suivant la connaissance plus ou moins exacte qu'il en possède et suivant son sentiment, comment pourra-t-on déterminer la mesure vraie de l'imputabilité des actes humains? — La raison est effrayée, quand elle se met à examiner ce nombre extraordinaire d'influences, de concours, de prémisses, dont l'origine est dans l'ensemble de toutes les volontés actives et qui viennent ensuite déterminer la valeur particulière des actes de chaque individu. En conclura-t-on que l'imputabilité n'existe pas, que l'auteur d'un délit n'en doit pas répondre? Loin de nous cette conclusion (3)! »

L'activité humaine est dirigée vers une fin; elle tend à un état de bien-être supérieur, de perfection et de justice. La somme des vérités utiles et des bienfaits sociaux s'augmente sans cesse; les lumières s'accroissent. Les forces et les volontés extrinsèques viennent aider notre activité personnelle, tout en la limitant. Dans toute action se trouvent des caractères qui tiennent aux tempéraments, aux instincts, aux aptitudes originaires de l'agent, mais on voit aussi combien l'expérience, l'éducation, l'exemple, la volonté ont de pouvoir pour modifier les tendances premières du cœur, pour le disposer à la vertu, aux nobles sentiments. L'obstacle même qui vient d'autrui, s'il décourage les faibles, stimule les forts.

La conscience a un sentiment intime de l'imputabilité; mais il faut aller plus loin : « On ne dira pas que les actions humaines

(1) Page 687.

(2) Chapitre iv.

(3) Page 693.

sont imputables parce que l'homme a une volonté ou parce qu'il est libre, mais parce que, pendant qu'il est formé par la toute-puissance des lois naturelles, pendant qu'elles lui tracent une direction, qui est celle de l'humanité vraie, lui, dans les rapports qu'il établit et change avec le concours de l'œuvre et les délibérations des associés, apporte quelques aptitudes raisonnables et humaines, qui donnent nécessairement à tous ses actes un caractère, celui de lui être imputables. Il résulte évidemment de tout cela que, pour déterminer l'imputabilité d'un acte, il faudra prendre en considération tout ce qui concourt à le développer : puissance des lois naturelles, état originaire ou accidentel de l'individu, sa situation économique, l'éducation qu'il a reçue, les influences sociales qui, bonnes ou mauvaises, s'imposent à chacun comme autant de règles de conduite publique ou privée, en un mot, l'ensemble de conditions constantes et multiples dont il faut connaître les rapports avec l'acte pour en déterminer avec justice l'imputabilité (1) ».

Peut-il y avoir imputabilité sans volonté (2) ? Mais y a-t-il vraiment une volonté, une volonté libre ? A de telles questions on ne peut répondre que par l'étude des causes les plus intimes. Il est nécessaire d'écarter toute illusion ; la principale, d'après la remarque d'Herbert Spencer, « semble consister dans la supposition que, à tout instinct, le moi est quelque chose de plus qu'un agrégat d'idées et de sentiments actuels et naissants, qui existe alors en lui ». Or, le sujet considéré psychiquement est identique à la situation de conscience qui détermine l'action ; il croit avoir voulu, erreur étrange ! ce qui détermine l'action, c'est une certaine cohésion d'états psychiques ; sont-ce les états psychiques qui déterminent leur propre cohésion ? Il serait absurde de le soutenir. L'acte volitif résulte de cet ensemble de conditions qui mettent l'homme en mouvement, de cette somme de stimulants ou de mobiles qui peuvent le faire agir. Dès lors il faut chercher comment se forment ces mobiles eux-mêmes. L'auteur compare trois personnes qui reçoivent une injure grave ; c'est d'abord un homme d'un esprit délicat et sensible, qu'elle jette dans un abattement subit et profond, qui ne trouve ni parole pour s'exprimer ni force pour réagir contre l'injuste

(1) Page 697.

(2) Chap. IV, *De la volonté comme cause déterminante du délit*.

agresseur. C'en est un autre chez qui elle éveille une excitation aussi prompte qu'énergique d'où sort aussitôt une réaction violente. C'en est un troisième, qui n'est ni passif et impuissant comme le premier, ni impétueux comme le deuxième, qui se lève avec dignité, qui oppose à l'auteur de l'injure une fermeté admirable et un juste mépris : « Des deux premiers on dira que, dans cette occasion particulière, ils n'ont pas été maîtres de leur volonté ; du troisième au contraire, qu'il a su en conserver la possession ; l'on dirait plus exactement, non qu'il a su, mais qu'il a pu la conserver, — que montrent ces faits ? que la volonté, elle aussi, a des limites dans les cas particuliers ; mais, si ces limites existent dans les cas particuliers, on soutiendra avec raison que l'action volontaire en général doit se dérouler dans les limites déterminables et certaines (1). » Une de ces limites est celle qu'on rencontre dans les actes automatiques ou instinctifs : ces actes s'accomplissent en dehors de la volonté, parce que « la parfaite adaptation des organes qui ont reçu pour mission de les produire leur assure par avance une évolution spontanée et régulière. » A ces actes s'opposent les actes qu'on appelle *volontaires*, « en tant qu'ils ont besoin d'un ordre rationnel, qui s'y introduit pour tenir lieu de cette spontanéité originaire, appelée à gouverner les premiers et à en assurer la manifestation régulière. » A propos de cette seconde classe d'actions, peut-il être question de limites ? n'y a-t-il pas aussi quelques principes qui les forcent à suivre une certaine marche ? Les habitudes qui dérivent des associations créées par l'éducation, par les usages sociaux, par les sanctions pénales elles-mêmes, sont précisément celles qui ont pour fin de subordonner à une loi rationnelle les actes étrangers à l'aveugle domaine de l'automatisme et de l'instinct. Mais les habitudes, fussent-elles dirigées vers une fin juste et légitime, produisent nécessairement ce singulier effet, que par elle la liberté du vouloir perd en étendue dans la même mesure qu'elle gagne en intensité et en certitude, « le propre de l'habitude, d'après une loi psychique bien connue, étant de rendre spontanées et même inconscientes beaucoup d'actions qui étaient d'abord conscientes et volontaires. »

Si l'action dépend d'un développement d'énergies organiques,

(1) Page 701 et suiv.

dont les éléments sont donnés par un certain nombre d'idées et de sentiments qui entrent dans le domaine de la conscience, le délit peut être ramené à un groupe d'idées et de mouvements affectifs comme à ses antécédents, à ses causes. Ces idées, ces mouvements, d'où viennent-ils ? obéissent-ils à quelque loi ?

« Tilius a médité, préparé, consommé un crime en mettant le feu à la maison de son voisin. Tout concourt à prouver que le fait a été commis avec une froide préméditation ; il l'a donc voulu... qu'on examine ; une cause quelconque a d'abord agi sur l'esprit de cet homme ; on peut supposer qu'un dommage souffert, un gain manqué, une violence subie aient fait d'abord naître en lui l'idée de se venger en livrant aux flammes la maison de celui qui l'avait offensé. L'effet cependant n'a pas suivi aussitôt l'idée ; tout au contraire, celle-ci a sommeillé, a paru disparaître de l'horizon de sa conscience. La vérité était bien différente ! pendant ce temps de calme s'accomplissait au contraire un travail inconscient ; l'idée se combinait avec d'autres et ensuite elle a reparu plus puissante et plus pressante dans une association de forces, qui maintenant éclatent menaçantes et auxquelles cet homme ne résiste qu'avec une grande difficulté.

— On dit : il résiste ; mais d'où vient cette résistance ? est-ce du futur délinquant contre lui-même ?... Nous devons reconnaître qu'aux énergies qui se précipitent pour le pousser au délit il pourra seulement opposer d'autres groupes d'énergies qui résulteront d'associations d'idées et de sentiments, associations déjà formées et comme préparées pour la défense. Il y a deux courants ; auquel sera la victoire ? Certainement au plus fort. » Les choses, du reste, se passent fréquemment d'une manière toute différente. « Le délit est bien souvent l'effet immédiat... d'un violent transport de passions qui par un développement subit entraînent une personne à violer la loi. La science pénale a toujours trouvé dans ce concours d'impulsions passionnées une cause puissante, dont l'effet était d'atténuer ou même de supprimer complètement l'imputabilité de l'acte. — Nous devons encore admettre, d'après une expérience constante, qu'il y a des hommes dont la volonté ne trouve aucun obstacle au délit dans la pensée du devoir qui leur est imposé de respecter la personne, l'honneur ou les biens des citoyens, de n'apporter ni danger ni trouble à la sécurité de la société civile. — Il y a enfin une autre espèce de délinquants, peu nombreuse,

il est vrai, qui, par suite de penchants venant de leur nature, ne sentent pas de répugnance pour le délit, mais semblent au contraire conduits par une attraction inquiète à y chercher une satisfaction féroce. Ce sont d'ordinaire les auteurs des plus grands crimes; bêtes à face humaine, ils en ont les instincts et les désirs... »

Quelque différents que tous ces cas semblent être au premier abord, ne peut-on pas les ramener sous l'empire d'une règle unique? « La marche de ces actes, pour qui les examine de près, est toujours la même; les dispositions intérieures des agents varient seules, parce que les formes du sentiment ne sont pas identiques chez eux et ne répondent pas toujours de la même manière aux idées avec lesquelles elles sont en relations inséparables et immédiates... — Cette disposition du sentiment, qui est toujours en partie native, en partie due à l'influence de la société et de la nature même, nous fournit l'explication et le sens de ce qu'on désigne communément par *sentiment moral*. Au lieu d'être un sentiment particulier et originaire de l'âme humaine, il résulte de l'harmonie et de l'équilibre de notre affectivité avec les principes que nous prenons pour règles de notre conduite morale... » Ce n'est pas seulement le *sentiment moral* que l'auteur déclare avoir expliqué au moyen des faits rapportés par lui, c'est aussi, c'est plus encore l'acte volitif: « Car ils nous démontrent que l'action, que nous qualifions de volontaire, a pour causes les énergies idéales et affectives qui constituent notre personnalité dans ce qu'elle a de plus noble et de plus élevé. A la différence des actions automatiques et instinctives, dont la production régulière est assurée par la perfection des organes et par la coordination certaine des fonctions de relation, l'action volontaire doit ce qu'elle peut avoir de régularité à l'association rationnelle des idées et des sentiments, fortifiée et confirmée par la répétition des actes et par l'expérience. »

La délibération qui précède une résolution, bonne ou mauvaise, sert d'argument à l'auteur: « Étant admis, et l'on ne peut faire autrement que d'admettre que, pour produire l'état d'indécision, il a fallu une combinaison précédente des énergies intérieures, il paraît clairement que l'effet devra correspondre à la somme et à la qualité des stimulants qui, dans telle occasion donnée, ont conduit la personne à agir; d'où l'on peut raisonnablement conclure que, si un seul de ces stimulants eût

manqué, ou si quelque autre s'y fût ajouté, elle aurait agi autrement ou se serait désistée de l'action. Ces énergies qu'il nous a été donné de disposer par avance... constituent précisément cette force de réserve qui, évoquée et suscitée à temps, nous fournit le moyen de résister à ces desseins et à ces passions qui tendent à nous entraîner à la honte et au crime. »

L'auteur arrive ainsi à déterminer cette seconde limite à la recherche de laquelle il s'était mis : « Si, loin d'être une faculté simple et primitive, la volonté est, au contraire, comme tout le prouve, une résultante due au concours de plusieurs fonctions et de plusieurs forces, il dépendra essentiellement du mode originaire et acquis suivant lequel ces fonctions se trouvent remplies chez les individus et de l'aspect sous lequel ces forces se manifestent et se lient, que la volonté elle-même se manifeste avec des directions pratiques et plus variées. »

La manière d'apercevoir les choses et la manière de sentir en les apercevant, voilà ce qui donne à l'action son caractère, ce qui fait la vertu ou le délit; tout dépend des conditions intimes faites à l'agent : « Or, moins ces conditions ont d'intensité, de cohésion, d'abondance de forces, plus elles rendent faible et incertain l'empire de la volonté, qui va s'affaiblissant graduellement jusqu'au point où il s'évanouit dans la folie morale ou dans la manie impulsive au délit. » Ainsi se produit le rapprochement, acquis à la science, entre les délinquants et les fous : « La criminalité n'est certainement ni la folie morale, ni la manie impulsive; mais, dans ses caractères les plus saillants, elle offre quelque chose de congénère, en tant qu'elle est rendue possible par l'absence de ces sentiments... qui font reculer les honnêtes gens devant les actions délictueuses. »

La conclusion est « que la volonté est toujours relative, qu'on la considère dans les limites positives entre lesquelles elle se développe, ou dans les facteurs qui la composent; aussi les actes qui se rapportent à elle auront toujours une valeur morale relative, qu'ils soient qualifiés de vertueux ou de criminels. De là une dernière conséquence : nul délit n'est jamais absolument imputable à son auteur ».

Le délit a eu son évolution historique (1). M. Poletti ne voit que des mots vides de sens dans l'ordre éternel dont on parle,

(1) Chapitre vi.

dans les lois, toujours et partout présentes à la conscience humaine. Il n'y a rien de tel dans les nations sauvages; il n'y avait rien de tel chez les barbares dont nous habitons les anciens territoires ou de qui nous descendons. Le délit est inconnu à un certain âge de la vie sociale, tant qu'il ne s'est pas formé dans le sentiment commun une impulsion, et, à la suite, une notion tendant à réprimer certains actes comme injustes et dommageables. Les faits qui sont aujourd'hui la matière du délit avaient lieu jadis; ils étaient conformes à la vie sauvage, dont ils sont parmi nous comme la prolongation, mais la répression les a frappés.

N'en concluons pas que l'humanité primitive ait été corrompue: « L'élévation exquise de la conscience juridique, chez les modernes, nous fait regarder comme une corruption immorale et criminelle un état de choses qui, dans les temps très reculés, n'était repoussé ni condamné par la conscience de personne ». Il y a un point plus important encore à noter: « Le délit a dû s'étendre de plus en plus à mesure que de nouveaux rapports juridiques se sont déterminés dans la conscience humaine et affermis dans la société sous forme de coutumes et de lois. Il est en effet naturel que le délit se distingue en un nombre d'espèces d'autant plus grand qu'un plus grand nombre de rapports juridiques peuvent être lésés et par conséquent peuvent être placés sous la tutelle d'une sanction pénale (1). »

Plus le nombre des faits classés par la loi parmi les délits est considérable, plus on peut affirmer que, dans la communauté civile, économique et sociale qui s'est donné cette loi, règne un respect profond pour la personne et la propriété d'autrui. A côté des sanctions pénales se développe une espèce de garantie, placée dans l'opinion et dans la volonté communes, et ce n'est pas la plus faible de celles qui protègent le droit; bien plus, cette somme de sentiments et de volontés contribue à diminuer constamment l'intensité des délits, à enlever peu à peu aux lois pénales leur caractère répressif, pour en accroître l'efficacité préventive: changement qui mène à « cette forme plus parfaite dont nous sommes les défenseurs, parce que c'est, à notre avis, la seule conforme à la raison et à la justice (2) ».

(1) Page 719.

(2) Page 728.

C'est de cette forme plus parfaite que s'occupe l'auteur dans son dernier chapitre (1).

On ne conteste pas à la société la tutelle juridique, mais faut-il donner à cette tutelle la forme d'un système pénal, préventif et coercitif?

Dans les anciennes institutions apparaissent les trois caractères suivants : 1° Le pouvoir positif de l'État est chargé de pourvoir à la sécurité publique ; 2° La peine est le moyen propre à garantir cette sécurité par la contrainte physique et à prévenir le crime par l'intimidation ; 3° Le coupable est l'instrument destiné à produire ces effets.

En tête des théories et des institutions pénales, dans les temps modernes, se placent deux idées essentielles, qui marquent la limite où doit s'arrêter l'action du pouvoir : 1° La souveraineté sociale et la personnalité du coupable ; 2° Le caractère de moyen préventif regardé comme inhérent à la peine.

Pour les anciens législateurs, la peine implique la douleur physique ; le condamné est enfermé dans une prison où il devient plus mauvais. Maintenant on travaille à ce qu'il y devienne meilleur, et cela dans l'intérêt de la société même ; on s'attache aux phénomènes psychiques. Mais l'élément matériel est le seul qui dépende de la loi ; l'élément psychique lui échappe. Quand on veut agir sur l'âme du délinquant, il faut recourir à des moyens qui ne peuvent être regardés comme des peines, à l'instruction et au travail.

Ranger ces moyens parmi les peines, ce serait leur enlever cette haute valeur morale, qui contribue à en faire les deux plus puissants facteurs du progrès économique et civil.

C'est le fondement du droit de punir, c'est la nature de la peine qu'on n'a pas su déterminer.

La peine, telle qu'on l'a entendue, jusqu'à ce jour soulève trois objections irréfutables : 1° Elle est inefficace, car, si la privation de la liberté est propre à produire dans l'âme une douleur profonde, la loi n'en connaît pas la mesure ; 2° Elle n'est pas adaptée à tous les coupables ; dure pour les uns, elle ne l'est pas pour les autres ; 3° Elle repose sur une erreur ; le châtiment doit être mesuré à l'imputabilité ; mais il est certain que l'imputabilité n'est jamais complète, et il est absurde de

(1) Chapitre VII, *La peine et la tutelle pénale*.

chercher à déterminer la mesure de l'imputabilité, par conséquent celle du châtement.

La peine sera reléguée au second plan. Ce qui dominera, ce sera l'action sociale, avec la fonction qui répond à sa vraie nature, avec la tutelle juridique de l'association civile et des citoyens, y compris le coupable.

« La répression du délinquant, dans les limites marquées par la souveraineté sociale et par la personnalité du coupable, pour être rationnelle et légitime, doit consister en une action qui s'attache essentiellement à son activité libre pour la soumettre à une règle, à une mesure. Mais, comme cette action sociale doit se régler sur l'intensité et sur la gravité du méfait, sur l'importance du droit violé, sur les garanties dont la société a besoin pour obtenir une vie commune tranquille, laborieuse et ordonnée, elle devra prendre le caractère pénal, et la raison en est qu'elle porte principalement sur la personne du coupable. Ainsi est profondément modifiée l'essence et même la forme du droit criminel. » Il n'est plus question d'affliger au délinquant *un certain mal dans une certaine mesure*, ce qui serait faire de lui un instrument matériel de vengeance publique. D'un autre côté, la société, pour exercer sa tutelle, « devant sur toute chose pourvoir au rétablissement et à la préservation du droit, règlera en ce sens le sort du délinquant, qui doit à la société offensée, non seulement une satisfaction, mais aussi des garanties ; celles-ci, quand on parle de tutelle, ne peuvent se comprendre que, si la personnalité est respectée, sauf certaines précautions, qui, en restreignant la liberté, tendent en même temps à l'amélioration. C'est en ce sens élevé, en ce sens humain, qu'il faut entendre la transformation du droit criminel, la tutelle remplaçant le châtement ».

Albert DESJARDINS.

LA PROTECTION

DE

L'ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE

Articles publiés dans la *Revue catholique des Institutions et du Droit* (août 1881, novembre 1884, mars 1885), sur *Les limites du droit de garde*, par M. A. RIVIÈRE.

Le 23 mars 1872, sur la proposition de M. le vicomte d'Haussonville, l'Assemblée nationale nommait une commission pour procéder à une enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires et proposer les réformes dont ce régime pouvait être susceptible. La première pensée de cette commission fut de mettre un terme aux abus lamentables du système de la détention en commun appliquée dans les prisons départementales et de soumettre celles-ci au régime de la détention individuelle. Tel fut l'objet de la proposition, votée par l'Assemblée, qui devint la loi du 5 juin 1875. Aussitôt après, la commission s'occupa d'un sujet qui lui semblait, tout au moins, d'une égale importance, du problème de l'éducation des jeunes détenus. Prévenir le crime, après une première faute commise dans un âge où l'éducation peut encore redresser les natures les plus déviées, était à ses yeux aussi intéressant et aussi nécessaire que de le punir lorsqu'il avait été commis par des adultes plus difficiles à ramener au bien. Certes, la tâche nouvelle qu'assumait la commission ne présentait pas les mêmes difficultés que celle qu'elle avait d'abord tâché de remplir. Le problème de l'éducation correctionnelle n'était pas à résoudre; depuis longtemps le législateur français s'y était appliqué. La loi du 5 août 1850, préparée par une commission, dont M. Corne avait été le rapporteur et qui comptait parmi ses membres MM. de Melun, Berryer, de Sèze, de Montalembert, Raudot, Buffet, de Beaumont et Thiers,

s'était inspirée des principes mêmes appliqués dans des colonies pénitentiaires dues à l'initiative privée, telles que celle de Mettray fondée par M. de Metz et celle du Val d'Yèvre fondée par M. Ch. Lucas.

Mais le temps avait marché depuis cette époque et nos colonies françaises qui d'abord avaient servi de modèles à tous les peuples civilisés, ne répondaient plus aux progrès accomplis au dehors. La loi de 1850 et les dispositions de nos codes qu'elle avait pour but d'appliquer, demandaient une révision à laquelle la commission de l'Assemblée nationale résolut de procéder.

Elle accomplit cette seconde partie de sa tâche et déposa, dès le 18 mars 1873, à la suite d'un rapport de M. Félix Voisin, deux propositions ayant pour objet, l'une de modifier les articles 66, 67, 69 et 271 § 2 du Code pénal, l'autre de régler l'éducation et le patronage des jeunes détenus.

Malheureusement l'Assemblée nationale se sépara avant d'avoir pu discuter ces projets de loi.

Mais la commission d'enquête laissait derrière elle un héritier dans le *Conseil supérieur des prisons*; celui-ci comprenait un grand nombre de ses membres; il résolut de poursuivre l'œuvre qu'elle avait entreprise. Le Gouvernement parut d'abord s'y prêter, ce fut même lui qui demanda au Conseil supérieur d'accepter et de patronner les deux projets de M. Voisin. Malheureusement les événements politiques l'empêchèrent de tenir ses engagements à cet égard et de présenter de nouveau ces projets au Parlement.

A ce moment (1877) se forma la Société générale des prisons; sur la proposition d'un de ses membres les plus éminents, de M. le pasteur Robin, qui depuis longtemps se préoccupait aussi de l'enfance abandonnée et coupable, elle consacra l'une de ses premières sessions (1878) à l'étude des projets de loi de M. Voisin et finit par demander à M. Théophile Roussel qui avait, étant rapporteur de la troisième section, dirigé cette étude, de vouloir bien présenter au Sénat, comme émanant de son initiative personnelle, les projets que le Gouvernement semblait vouloir abandonner; la Société générale des prisons se les était appropriés en leur faisant subir quelques légères modifications. MM. Dufaure, Bérenger et l'amiral Fourrichon, qui, comme M. Th. Roussel, faisaient partie du Conseil de direction de cette Société, voulurent bien se joindre à lui et s'associer à ses efforts.

La principale difficulté que ces propositions avaient rencontrée partout où elles avaient été discutées, provenait des restrictions qu'elles devaient imposer au libre exercice de la puissance paternelle, et de la crainte d'ébranler un principe considéré, à juste titre, comme une des bases essentielles de la société chrétienne. Mais était-ce ébranler ce principe que de chercher à en éviter les abus?

M. Rivière entreprit alors, dans la *Revue catholique des institutions et du droit*, de justifier à ce point de vue les propositions formulées d'abord par M. Voisin, et transmises au Sénat par la Société générale des Prisons. Si M. Rivière n'était aujourd'hui l'un des membres les plus actifs et les plus dévoués de notre Société, nous serions tentés de lui reprocher l'oubli qu'il a fait de notre intervention et de nos études pour ne songer qu'aux travaux de M. Voisin. Toutefois, cet oubli de sa part était bien excusable; il n'était pas encore notre collègue, mais il était déjà le gendre de M. Voisin, et pour l'œuvre du père de Chimène, il avait les yeux de Rodrigue.

Les enfants qu'il s'agissait de protéger, c'étaient ces enfants errants, délaissés, maltraités, coupables sans doute, mais ayant pour excuse d'avoir des parents indignes, qui leur imposaient à la fois et les exemples les plus déplorables, et les traitements les plus inhumains. « Ces parents organisent ainsi, dit M. Rivière, la redoutable armée du mal qui constitue un véritable péril, et contre laquelle la société se trouve impuissante, du moment que la puissance paternelle peut s'interposer entre l'enfant et l'œuvre charitable qui eût été prête à le recueillir. »

Dans un premier article, M. Rivière démontrait que le législateur « n'a pu détruire un pouvoir qui est au-dessus de lui, dont l'origine est indépendante de lui, antérieure à lui, à moins que les lois mêmes de la nature n'aient été outrageusement violées, comme dans les cas prévus par les articles 935 du Code pénal, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 ». Il en tirait cette conclusion que la loi elle-même avait désarmé nos tribunaux en face des abus les plus monstrueux, et que ceux-ci, du vivant du père et de la mère, ne pouvaient réellement porter aucune atteinte au droit de garde.

Il en était autrement, sans doute, lorsque le père et la mère se trouvaient séparés de corps, ou lorsque l'un des deux était décédé. Alors le pouvoir discrétionnaire des tribunaux pouvait

intervenir et soustraire les enfants aux abus de la puissance paternelle. « Mais ce n'étaient là que des exceptions bien rares au principe absolu qui prive l'enfant des garanties que méritent à la fois sa faiblesse et son inexpérience! »

M. Rivière constatait que les nations voisines — celles même qui avaient accepté le Code Napoléon — s'étaient efforcées de réagir contre les abus possibles de la puissance paternelle et de protéger les enfants contre des excès aussi funestes pour eux-mêmes que pour l'ordre social.

La seconde partie du travail de M. Rivière, celle qui devait principalement contenir un exposé de la législation étrangère, n'a pu paraître que trois ans après la première, c'est-à-dire en novembre 1884. Dans ce long intervalle, la question de la protection de l'enfance, sans pourtant recevoir de solution législative, s'était singulièrement étendue et transformée.

La Société générale des Prisons, continuant à développer les idées mêmes dont elle avait été saisie par M. le pasteur Robin, comprenait qu'il fallait désormais développer l'œuvre entreprise par le législateur, et, à côté de la loi *répressive*, proposée pour prévenir la récidive des enfants coupables, placer une loi *préventive* destinée à empêcher les enfants abandonnés et insoumis de commettre de nouvelles fautes, de se placer sous l'application de la loi pénale. Un second projet fut proposé par la 3^{me} section, discuté pendant les sessions de 1879 et 1880, appuyé sur une enquête poursuivie par les soins et votée sur le rapport de notre infatigable collègue, M. le Dr Roussel.

Pendant ce temps, M. le vicomte d'Haussonville publiait son remarquable ouvrage de *l'Enfance à Paris*; M. Bournat recueillait et complétait les documents préparés par le baron Daru sur *l'éducation des enfants abandonnés et vicieux*; M. le pasteur Robin continuait ses études avec une persévérance infatigable, et nous apportait des documents qu'il avait été recueillir en Angleterre, en Amérique et en Allemagne; puis enfin, passant lui-même de l'exposé de ces théories à leur application, il fondait une Société destinée à recueillir et à élever les enfants appartenant à la communion protestante dont il était un des pasteurs les plus éminents.

L'exemple était donné, sur une petite échelle, sans doute, mais assez pour entraîner les convictions les plus ardentes et les dévouements les plus généreux. M. Georges Bonjean, justement

fier des résultats qu'il obtenait dans sa colonie d'Orgeville avec les jeunes détenus, conçut le premier et fonda une grande Société qui devait servir d'exemple et de lien à toutes celles qui s'étaient établies pour recueillir et pour élever les enfants abandonnés, exposés par cet abandon même à devenir des enfants coupables. Le nombre de ces sociétés était considérable. Les œuvres religieuses s'y étaient consacrées en grand nombre ; elles recueillaient et élevaient beaucoup de pauvres enfants, des jeunes filles surtout, et ne demandaient, pour poursuivre leur œuvre charitable et féconde, qu'un peu d'argent et beaucoup de silence ; cependant le mouvement était donné ; presque aussitôt, M. Bonjean recueillit de toutes parts des encouragements très énergiques et des secours très abondants, et, le 8 septembre 1880, il reçut du ministre de l'Intérieur l'autorisation nécessaire pour fonder la *Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable*.

Bien plus ! le monde officiel s'émut, la ville de Paris, sur les incitations de quelques-uns de ses conseillers municipaux et surtout sur la proposition du chef de la division du service des enfants assistés, prit une initiative aussi remarquable que généreuse. L'honorable M. Brueyre s'y dévoua tout entier ; pendant qu'on discutait la loi, il entreprit l'œuvre et lorsqu'il vint dans notre Société, ce fut pour nous annoncer que les difficultés légales, que nous avions prévues et que nous voulions éviter, ne l'avaient, lui, ni embarrassé ni arrêté, et qu'il avait entrepris d'étendre aux enfants moralement abandonnés le bienfait d'une protection réservée jusqu'alors aux seuls enfants assistés.

Enfin, grâce à l'initiative de M. G. Bonjean, la Société qu'il présidait, ouvrit à Paris, du 15 au 23 juin 1883, un congrès international de la protection de l'enfance, où furent officiellement représentés vingt-quatre États d'Europe et d'Amérique et dans lequel un nombre considérable d'œuvres publiques et privées, établies chez toutes les nations civilisées, apportèrent à l'envi le tribut de leur expérience et de leur dévouement. « De cet élan général, de cette sympathique entente, ressortirent, avec un puissant mouvement d'opinion, les plus heureuses conséquences pour le bien général de l'humanité. »

Cependant le projet de loi sur la protection des enfants abandonnés, délaissés, maltraités, après avoir été longuement discuté dans le sein de la Société générale des prisons, y avoir été appuyé

par une enquête qui révélait l'existence en France de 1,100 orphelinats, sociétés d'éducation et de patronage assistant à elles seules plus de 65,000 enfants, ce projet de loi, disons-nous, avait été présenté au Sénat le 27 janvier 1881 par MM. Roussel, Béranger, Dufaure, Fourichon, Schoelcher et J. Simon; il avait été transmis par la haute Assemblée à la commission même chargée d'examiner les deux projets de loi préparés par M. Voisin, laquelle avait aussitôt suspendu le dépôt de son rapport en pensant que le législateur, avant de s'occuper des enfants coupables, devait d'abord pourvoir au sort des abandonnés. La commission sénatoriale se mit aussitôt à la préparation du rapport considérable qui fut déposé par M. Roussel dans la séance du 23 juillet 1882. elle y joignit un projet de loi qui malheureusement ajoutait quarante-huit articles nouveaux aux douze que contenait le projet étudié d'abord par la Société générale des prisons et présenté au Sénat par M. Dufaure et ses collègues. Ce projet avait eu la mauvaise fortune d'être, au cours de son élaboration par la commission sénatoriale, saisi par le Gouvernement qui comprit à merveille quel parti il en pouvait tirer pour mettre la main sur les onze cents orphelinats qui distribuaient à soixante-cinq mille enfants une éducation qui n'avait rien de conforme aux nouveaux programmes universitaires. Le Gouvernement proposa d'abord d'ajouter aux cas de déchéance de la puissance paternelle admis jusqu'alors par la loi, des cas nombreux où cette déchéance serait obligatoire ou facultative, perpétuelle ou temporaire; il imagina même de permettre l'*abandon volontaire* aux pères de famille qui voudraient se débarrasser du fardeau que la nature leur avait imposé, sorte de « traite des blancs » ouverte en faveur du Gouvernement! Il confia enfin l'exécution de la loi à une série de comités cantonaux, départementaux et gouvernementaux dont les préfets, d'une part, et, d'autre part, des inspecteurs aux gages de l'État deviendraient les agents et les guides. Malgré la résistance de quelques sénateurs, tels que MM. Clément, Béranger, de Gavardie, le Sénat se conforma à ces vues nouvelles, et la loi fut votée telle qu'elle était sortie des travaux de la commission du Sénat assistée d'une commission extra-parlementaire, dans la séance du 1^{er} mai 1883 (1).

(1) Voir l'analyse de la discussion au Sénat par M. Quérenet (v. 1883), et le texte voté par le Sénat (vol. 1884, p. 228).

A peine votée, cette loi devint, au sein du congrès international de la protection de l'enfance, réuni quelques jours après, l'objet d'une protestation à peu près unanime et très énergique. « Les onze cents Sociétés, dont l'existence avait été révélée par l'enquête, n'avaient qu'un seul ennemi, contre lequel il fallait les protéger, c'étaient les parents indignes qui, après avoir profité de l'éducation donnée gratuitement à leurs enfants, les retiraient pour pouvoir vivre eux-mêmes de leur travail plus ou moins honnête. Il suffisait pour cela de deux articles de loi figurant dans le projet d'étude soumis au Sénat... Ces onze cents Sociétés ne demandaient pour vivre qu'à continuer à rester ignorées. Elles se voyaient tout à coup donner un conseil supérieur, un conseil départemental, un conseil cantonal et deux inspections différentes. Que voulez-vous, disait-on au congrès, que voulez-vous qu'elles deviennent? »

Ce fut à ce moment même que M. Rivière reprit la plume pour poursuivre l'étude commencée en août 1881 sur les limites du droit de garde. Ainsi qu'il en avait pris l'engagement à la fin de son premier article, il débutait par un très rapide examen des législations étrangères en ce qui touche le *droit de garde* et il constatait que, chez celles qui ont suivi le code Napoléon aussi bien que chez celles qui ont conservé, en les améliorant, leurs lois anciennes, partout on avait ajouté aux dispositions primitives des garanties importantes pour l'enfant. Les éléments de cette étude se trouvaient soit dans la grande enquête dirigée par M. Th. Roussel, soit dans les travaux préparatoires du congrès, que M. Rivière avait le tort de paraître ignorer, et conduisaient à cette conclusion fort juste « qu'il n'est aucun pays où l'enfant soit moins protégé qu'en France contre les excès de la puissance paternelle; qu'en dehors de la Belgique et de la France, tous les autres pays se sont efforcés d'obtenir les garanties accordées à l'enfant par la loi naturelle; que les lois de ces pays ont été perfectionnées et ont limité les droits concédés par le code Napoléon à la puissance paternelle; qu'on peut donc dire que, sous ce rapport, notre législation s'est tenue, avec une déplorable fixité, en dehors de tous les progrès réalisés chez la plupart des nations civilisées. »

Après cet intéressant préliminaire, M. Rivière procédait à l'examen des projets de lois proposés pour remédier aux misères de l'enfance abandonnée ou malheureuse.

Il commençait par ceux de M. Félix Voisin, dont l'un revisait la législation pénale applicable aux mineurs de 16 ans et l'autre concernait l'éducation et le patronage des jeunes détenus. Il signalait, d'une part, cette restriction du pouvoir paternel écrite dans l'article 12 qui dispose que, pendant la durée de la mise en liberté provisoire, les père et mère de l'enfant ne peuvent se prévaloir du droit qu'ils tiennent de la puissance paternelle pour faire opposition aux mesures prises par l'administration et aux engagements contractés par elle dans le but d'assurer le placement du jeune détenu à sa sortie de la maison de répression. » Il approuvait également une autre disposition ayant pour objet de soustraire le jeune détenu à la garde de ses parents, même après l'époque à laquelle il avait été définitivement libéré, s'il l'était avant sa majorité ou son émancipation, excellent moyen d'empêcher de pauvres enfants, trop faibles pour résister à de mauvais exemples, trop jeunes pour pouvoir se soutenir par un travail personnel, d'être ressaisis par des parents indignes à qui la loi actuelle ne permet pas de les soustraire. Dans cinq cas, soigneusement délimités, les projets de loi privaient en effet les parents de leur droit de garde jusqu'à la majorité ou l'émancipation des enfants.

M. Rivière approuvait également les dispositions du projet destinées à préserver les enfants de la publicité de l'audience et mentionnait les quelques modifications introduites devant le Sénat par la commission dont M. Roussel était déjà le rapporteur, bien que le dépôt de son rapport fût retardé, ainsi que nous l'avons dit, par la prise en considération de sa seconde proposition relative aux enfants abandonnés et maltraités. « La commission, dit M. Rivière, appréciait avec raison qu'il convenait de surseoir au jugement de la question de la répression jusqu'à ce que fût résolue celle de l'organisation d'un système d'éducation préventive ».

Les propositions de M. Voisin, dit M. Rivière, ont été la base des travaux de M. Roussel. Sans doute, il est juste de le constater ; mais, nous le répétons, il eût été également juste de mentionner aussi et les travaux préliminaires de M. le pasteur Robin et les études de la Société générale des Prisons et celles du congrès de protection de l'enfance, enfin tous les documents que nous nous sommes nous-même fait un devoir de rappeler ci-dessus.

M. Rivière indique à quelle nombreuse catégorie d'enfants M. Roussel se proposait d'étendre la protection de la loi ; les enfants matériellement abandonnés, c'est-à-dire n'ayant ni parents, ni tuteurs, ni amis disposés à les recevoir ; les enfants moralement abandonnés ou maltraités, c'est-à-dire ceux dont les parents négligent habituellement de s'occuper ou sont eux-mêmes d'une inconduite notoire ou ont été condamnés eux-mêmes à l'occasion d'un délit commis sur la personne de leur enfant. Il indique la procédure édictée pour les uns comme pour les autres, le service d'inspection organisé sous la direction du ministre de l'Intérieur et les quelques règles mentionnées dans le projet primitif en douze articles, dû à l'initiative parlementaire : lorsque les parents de l'enfant abandonné protestent contre le sort qui lui est fait et réclament qu'il leur soit remis, ce sont les tribunaux ordinaires qui sont juges de ces réclamations.

Mais le projet de loi, ainsi que nous l'avons fait remarquer, s'occupe d'une série d'enfants qui jusqu'alors avaient échappé à tout contrôle, ce sont ceux dont les père et mère, déclarant qu'ils ne peuvent les élever, demandent que l'État les adopte et qu'il en prenne la responsabilité. La décision du juge de paix tranche la question et indique en quelles mains cet enfant sera confié jusqu'à sa majorité, sous la responsabilité du préfet ; c'est l'objet du titre 3.

Telle est la déchéance facultative : cette déchéance devient obligatoire, aux termes du titre III, lorsque le père et la mère se sont par leur mauvaise conduite rendus indignes d'exercer la puissance paternelle. Le projet indique comment, dans cette hypothèse, la tutelle doit être constituée soit par le tribunal, soit par l'administration. L'assistance publique réclamait avec énergie que ces tutelles lui fussent réservées ; mais le Sénat les lui refusa ; il admit le principe des tutelles individuelles et les confia au préfet assisté d'un conseil départemental.

Les derniers articles du projet règlent tous les détails de cette organisation nouvelle, dont le but final est de revendiquer pour l'État la tutelle de tous les enfants pauvres.

Comment, après avoir présenté l'analyse de cette loi, M. Rivière, au début d'un troisième article publié en mars 1883, a-t-il pu conclure, que « elle a su combiner, dans une juste mesure, les principes si heureusement appliqués chez les peuples voisins, avec les traditions de notre droit et les mœurs de notre nation ? »

Et cependant, M. Rivière rappelle aussitôt que, dans son titre III, « elle commet, au dehors de toute nécessité, des empiétements sur les droits paternels consacrés par le code civil; atteinte d'autant plus exorbitante qu'elle allait devenir le droit commun régissant toutes les familles françaises; que ces familles allaient être exposées par les articles 20 et 21 à voir éventuellement placés sous le coup d'une décision judiciaire des droits jusqu'à présent inviolables et qui disparaîtront complètement quand le père aura subi des condamnations qui ne seraient pas même suffisantes pour le priver de ses droits électoraux ! »

M. Rivière s'élève encore avec véhémence contre la disposition qui attribue à la préfecture de la Seine et non à la préfecture de police les services qui allaient être créés pour l'application de la loi. « On ignore absolument en France ce qu'est cette admirable institution; pour ignorer le rôle essentiellement de protection joué chaque jour par le préfet de police et ses agents supérieurs, il faut toute l'inexpérience d'un jeune avocat de province subitement improvisé le chef suprême d'administration dont il connaît à peine le nom ! »

Il regrette que le conseil suprême de surveillance, constitué à Paris, comprenne quantité de personnalités éminentes mais encombrantes; que le service de l'inspection centrale ait des attributions trop complexes et trop nombreuses; qu'il y ait un si grand nombre de comités cantonaux; il ne s'explique pas pourquoi, dans chaque département, un comité de protection de 20 à 25 membres doit se réunir *tous les mois* pour statuer sur toutes les mesures « concernant le placement définitif, la garde, l'éducation, le patronage et la tutelle des enfants. » « Ces commissions, comme toutes les commissions instituées, dit-il, seront animées au début de beaucoup de zèle et d'intentions excellentes, mais ne déploieront peut-être pas, en somme, beaucoup d'activité ! »

Et puis, pourquoi éloigner de tous ces conseils chargés d'une œuvre essentiellement moralisatrice « le représentant de cette force sociale, de cette autorité moralisatrice par essence qui s'appelle la religion ». Le Sénat l'avait cependant accepté dans la commission départementale, mais cette concession extravagante n'a pas été de longue durée ! Lorsque le projet de loi du Sénat est arrivé à la Chambre des députés, les parfaits radicaux de celle-ci se sont empressés d'effacer cette disposition, trouvant

bon que la religion ne fût pas représentée dans les conseils qui président à l'éducation des malheureux enfants qui nous occupent. « La France, dit M. Rivière, est le premier pays du monde dans lequel une telle énormité ait été conçue par un Parlement ! »

Et cependant, malgré tant de critiques si pleines de sens, M. Rivière estime encore que cette loi, si elle était votée, réaliserait un progrès considérable sur la douloureuse situation dont souffrent actuellement plus de 70,000 enfants !

Quant à nous, nous avons, sans doute, longtemps partagé cette confiance avec notre excellent ami, M. le D^r Roussel. Mais aujourd'hui, cela ne nous est plus possible. Dès la réunion du congrès international de la protection de l'enfance, nous avons exprimé les craintes que nous inspirait la loi votée par le Sénat. Nous avons eu la triste satisfaction de voir nos réserves approuvées par la plupart des personnes qui, dans cette réunion, représentaient à nos côtés les œuvres si nombreuses dues à l'initiative privée. L'année dernière, ces craintes ont été confirmées par la publication du très remarquable rapport fait à la Chambre des députés par M. Gerville-Réache, rapport dans lequel la tendance autoritaire du projet accepté par le Sénat se trouvait énergiquement appuyée. Hélas ! cette année même, ces craintes le sont bien plus encore par la singulière campagne dirigée, au sein du Conseil général de la Seine, contre M. Brueyre qui, avec son chef hiérarchique, M. Charles Quentin, avait été l'organisateur du service des enfants moralement abandonnés ! Il avait certes bien mérité cet éloge qu'au nom de la commission de la Chambre M. Gerville-Réache lui avait accordé dans son rapport : *Nous sommes heureux de proclamer, avait-il dit, ce que cette œuvre a de grand, de généreux et de souhaiter qu'aussitôt la promulgation de la loi, elle étende ses bienfaisants effets sur toute la France !* Aujourd'hui, on demande au Conseil général « de faire un exemple et de chasser d'un service qu'il a déshonoré » celui-là même qui l'a fondé ! Car il a fait des enfants assistés « des outils à profit et à abaissement de salaires entre les mains d'industriels ». On enjoint au Conseil général d'ordonner que l'assistance publique soit balayée des perpétrateurs de ces crimes ! »

Que veut dire ce jargon de réunions publiques et comment peut-il s'appliquer à M. Brueyre ? Nous en avons parfois averti notre honorable collègue. Il n'a compris que le bien qu'il avait à faire en arrachant aux périls de la voie publique tant de

pauvres enfants abandonnés, fatalement destinés à devenir de jeunes délinquants. Seul, il s'est engagé dans la route entrevue, sans y être même autorisé par la loi; il a d'abord adopté 500 enfants, puis des milliers. Sans autres ressources que celles qu'il puisait dans sa propre fortune et dans la bourse ouverte de ses amis, il a recueilli tous les enfants qu'il a pu trouver, plaçant les uns chez des paysans, le plus grand nombre chez des industriels : les distribuant ainsi dans plus de cinquante départements. Il n'avait qu'à s'applaudir, en somme, des résultats excellents qu'il obtenait, sauvant par son patronage 95 0/0 de ses pupilles. Cependant, dans le nombre de ces petits malheureux, il s'en trouvait bien quelques-uns de rebelles. Il aurait pu les livrer à la justice; il préféra agir comme un bon père de famille et trouver pour ceux-là mêmes des placements convenables sans l'intervention des tribunaux. Il n'hésita pas à s'adresser à deux établissements qui, depuis des années, se chargeaient de recueillir et d'élever, dans une discipline sévère, les jeunes indisciplinés. Mettray et Citeaux consentirent à le seconder et à se charger de ceux pour lesquels il n'avait pu trouver de placement suffisant. Pendant plusieurs années, tout se passa régulièrement. Malheureusement, un ancien rédacteur de la *République française*, un M. de Roussen, qui avait eu pour collaborateur le directeur actuel de l'assistance publique, s'offrit alors pour recueillir, dans une grande propriété qu'il venait d'acquérir en Provence, l'île de Porquerolles, un certain nombre de ces indisciplinés. Il pensait, disait-il, les appliquer à la culture de la vigne et les élever en dehors de toute éducation religieuse. M. Brueyre n'osa pas refuser. Il fit venir de Mettray et de Citeaux un certain nombre de ces indisciplinés qu'il n'avait pu maintenir dans des placements particuliers et les dirigea sur Porquerolles, où les attendaient M. de Roussen et une femme de lettres, connue sous le pseudonyme de Pierre Ninous, qui ne devait pas tarder à devenir madame de Roussen. Ces enfants, il est vrai, étaient pour la plupart « des indisciplinés, des vicieux, qui n'avaient pas pu rester chez leurs patrons, des sujets indomptables, qui, traités d'abord fraternellement, s'étaient rendus indignes de bons traitements et devaient être, à Porquerolles, soumis à un régime plus sévère. » C'étaient « les pires parmi les mauvais », avait dit M. Quentin (1). La vérité ce fut que ni

(1) *Bulletin municipal officiel*, page 2570.

M. ni M^{me} de Roussen, ni leurs collaborateurs, ne purent en venir à bout. Plusieurs révoltes se succédèrent et bientôt il fallut sévir. Comment admettre, en effet qu'un gamin se jetât sur un surveillant et le poursuivit le couteau à la main pour lui ouvrir le ventre (1); qu'un autre insultât un gardien, le saisis par la barbe et lui criât : « je t'em... et je te mets au défi de me frapper, le Conseil général l'a défendu (2)? » Comment tolérer que ces jeunes malfaiteurs vendissent pour un paquet de tabac, pour de l'eau-de-vie, les objets d'équipement qui leur étaient confiés (3)? Dans le principe, M. le Directeur avait constaté que l'administration n'avait trouvé le concours qui lui était nécessaire que parmi les « congréganistes de robe et les congréganistes d'esprit (4) ». Il pensait qu'une colonie pénitentiaire laïque était indispensable pour retirer les jeunes gens de Mettray et de Citeaux et pour les soustraire à l'influence cléricale (5). Porquerolles allait être « cette maison de convalescence morale (6) ». Mais voici que ce rêve s'évanouit ! Comment cela ? Parce qu'une main criminelle, a-t-on prétendu, est venue fomenter une révolte qui a été exagérée à plaisir, pour jeter le désordre dans tout cet important service, dit M. Curé. Parce que, ajoute M. Ronyette, il fallait bien attaquer « cette institution qui enlevait aux congréganistes une clientèle qu'ils pétrissaient à leur gré, qui pouvait soustraire à l'influence cléricale ces jeunes intelligences pour les mettre à une meilleure école (7) ». « C'était une révolte purement accidentelle (8). » Elle serait demeurée inaperçue si l'enquête du juge de paix d'Hyères « n'avait été livrée à la presse locale par le président du tribunal, qui trahit ainsi tous les devoirs que sa profession lui imposait (9) ». « C'est un magistrat cléricale qui a fait cela pour nuire à un établissement », ajoute M. Guichard.

(1) *Bulletin municipal officiel*, p. 2605.

(2) *Ibid.*, p. 2605.

(3) Page 2606.

(4) *Bulletin municipal officiel*, p. 2575.

(5) *Ibid.* p. 2596.

(6) Page 2575.

(7) Page 2604.

(8) Page 2580.

(9) Page 2580.

Il était trop tard pour se défendre ainsi. La gauche avancée du Conseil municipal ne l'accepta pas, elle voulut étendre le débat.

M. Vaillant s'indigne de voir M. de Roussen « se refuser à habituer les enfants à un bien-être que ni la terre, ni l'industrie ne peuvent payer », et craindre de préparer pour l'avenir des grèves et « en même temps notre infériorité relative ». C'est, dit-il, l'idée de l'exploitation capitaliste, exposée dans toute sa hideur (1) ! Nous n'entendons parler que d'enfants pervers, que de culpabilité ! Ces enfants sont les nôtres ; « nous devons être leur famille et nous devons leur procurer les bienfaits que les autres enfants trouvent d'ordinaire dans la famille aisée ». « Nous ne devons pas les abandonner à des exploiters capitalistes. » Il ajoute ce fait que, pendant la grève de Vierzon, des enfants, confiés à des entrepreneurs par l'assistance publique, ont refusé de s'unir aux grévistes et sont restés entre les mains des industriels « des outils à profit et à abaissement de salaires ». Il faut donc organiser le service des moralement abandonnés « sur les bases de la société moderne, et non sur celles d'une barbarie mystique et du moyen âge ». « Les enfants de Porquerolles, dit M. Strauss, ont marché avec un drapeau tricolore et en chantant *la Marseillaise*. Ils ont envahi les cellules où leurs camarades étaient emprisonnés (2) » ! « C'est une salubre révolte », reprend M. Vaillant. « Les colons se sont ameutés ; ils ont bien fait (3) », ajoute M. Deschamps. « Ces enfants ont été considérés par les propriétaires de Porquerolles comme une matière exploitable », dit M. Faillet. Ils ont été soumis « à ce *travail-peine* qui plaît tant à l'esprit de certains collègues de la droite, parce qu'il rappelle le péché originel et le reste ». M. de Roussen espérait, grâce aux avantages que lui faisait l'assistance publique, réaliser un gros bénéfice (Hélas ! il a réalisé une perte de plus de quatre-vingt mille francs) ; sa conduite a été odieuse et barbare, et la négligence des agents de l'assistance publique a été criminelle. « Peu importe, déclare M. Deschamps, que ces fonctionnaires aient rendu quelques services, si, dès le début, ils ont introduit, dans l'organisation, des germes de décomposition et de mort. » « Ce

(1) Page 2598.

(2) Page 2601.

(3) Page 2628.

service », ajoute M. Monteil, « favorise, autant qu'il peut, le placement chez les cléricaux, et nous nous rendons complices de l'entretien de véritables ouvroirs et d'une audacieuse propagande cléricale (1). » En vain M. Rousselle, avec un véritable courage, au moment où l'assistance publique est en déroute, où son chef l'abandonne, où son œuvre s'écroule, niée par les uns, méconnue par les autres ; en vain M. Rousselle répète-t-il une dernière fois : « Nous avons empêché 4,000 enfants de devenir les hôtes de nos prisons ; dans nos prisons, il y a aujourd'hui 2,000 enfants de moins qu'en 1881 ; quand, sans argent, on est arrivé à un tel résultat, il faut avoir un peu plus d'indulgence pour ceux qui l'ont obtenu. Dans cette question, on cherche à étouffer la vérité.... Eh bien ! je le dis et je le répète : depuis six ans, nous sommes à la tâche. Nous avons visité, nos collègues Curé, Strauss et moi, presque tous les coins de la France où sont nos enfants. Partout nous avons constaté une bonne tenue, une bonne organisation, et ainsi on a réussi à sauver 93 0/0 de ces enfants ! » Ce qui n'empêche pas, quelques instants après, M. Rousselle de voter lui-même un ordre du jour se terminant ainsi : « Le Conseil blâme l'administration et invite M. le préfet à révoquer tous les agents dont la culpabilité dans cette affaire sera démontrée. »

Nous sommes heureux, disait l'an passé M. Gerville-Réache, de proclamer ce que cette œuvre a de grand, de généreux et de souhaiter qu'aussitôt la promulgation de la loi, elle étende ses bienfaisants effets sur toute la France !

Nous, nous serions heureux, disons-nous en terminant ces observations, que la loi préparée avec tant de soin et de sollicitude fût provisoirement écartée, et que les sociétés établies, dont nous avons eu l'imprudence de révéler l'existence, aient la liberté de continuer en paix et en sécurité l'œuvre chrétienne et véritablement sociale qu'elles accomplissent si modestement au milieu de nous.

FERNAND DESPORTES.

(1) Page 2629.

LE PÉCULE DES CONDAMNÉS

ET SON EMPLOI

La *Société suisse pour la réforme pénitentiaire* a discuté, dans sa 14^e session, tenue à Lensburg le 15 septembre 1883, l'intéressante question du pécule des condamnés et de l'emploi auquel il doit être affecté.

La discussion, à laquelle prirent part quatre directeurs de prison et un conseiller de régence, avait été précédée d'un rapport de M. le Dr Gysin, président du tribunal de Liestal, et d'un contre-rapport de M. Engeler, directeur de la prison de Tobel.

I

Ces deux documents débutent par l'examen du point de savoir si le pécule constitue un salaire auquel le détenu aurait un droit acquis, ou une simple récompense décernée à titre gracieux. Cette question a rarement été discutée en théorie et au point de vue du droit pur, mais elle paraît tranchée, dans la pratique, dans le sens d'une récompense accordée bénévolement par l'Administration; la plupart des législations pénales ou des décrets rendus pour l'exécution des peines stipulant que le pécule des détenus appartient à l'État. Ce point de vue avait prévalu dans l'assemblée de l'association des employés des prisons allemandes, réunie à Vienne en 1883; mais il avait été constaté par des hommes considérables, qui faisaient remarquer qu'en imposant au condamné l'obligation du travail, la loi ne le condamne point à abandonner gratuitement le produit de son travail, du moins pour ce qui excède le recouvrement des frais de sa nourriture et de son entretien, ni à fournir une somme de travail dépassant la moyenne quotidienne.

On peut répondre que les peines privatives de la liberté ne comportent pas seulement la détention matérielle du condamné, mais aussi une sorte de main-mise sur ses forces actives et la réglementation de son mode d'existence pendant toute la durée de son séjour en prison : réserver au détenu la libre disposition de ses facultés de travail, ce serait non seulement lui reconnaître un droit au produit de son travail, mais encore s'engager, par voie de conséquence nécessaire, à le dispenser de tout travail, s'il refuse de s'occuper, ou à lui laisser le choix du travail auquel il consentirait à se livrer. Comment concilier une pareille latitude avec les exigences de la discipline et du bon ordre de l'établissement ? Le travail obligatoire dans les prisons est considéré, à juste titre, comme un des moyens les plus sûrs d'y maintenir la tranquillité et de favoriser l'amendement moral des condamnés.

A vrai dire, la question perd beaucoup de son intérêt, si l'on fait figurer, parmi les débours dont il convient d'autoriser le prélèvement par l'État sur le montant du pécule, les dépenses d'habillement, de linge, de chauffage, d'éclairage, de soins médicaux, de mobilier, d'outils, etc. Cette déduction une fois opérée, le droit du détenu à l'excédent du produit de son travail devient presque illusoire dans beaucoup de pays, notamment en Suisse.

On doit reconnaître, d'ailleurs, que cette institution, quelle que soit sa nature, a des effets éminemment bienfaisants et salutaires : elle n'a pas seulement pour objet et pour résultat d'assurer des ressources au détenu pour le moment de sa libération ; elle stimule, pendant le cours de sa détention, son activité et son zèle, dont le développement profite au Trésor, en même temps qu'à la régénération du détenu lui-même, qui apprend ainsi à se relever dans sa propre estime, à apprécier les effets de son énergie, à prendre l'habitude du travail et des occupations régulières. Les résultats dépassent l'enceinte des murs de la prison, et la société tout entière est appelée à en recueillir le bénéfice.

II

Dans quelle proportion le pécule doit-il être concédé à chaque détenu ? Cette question n'est pas moins grave que la précédente. On sait qu'elle est résolue, en France, d'une manière absolue : le produit du travail des condamnés est réparti, par portions

égales, entre eux et l'État ou l'entrepreneur, suivant le mode de gestion des services de l'établissement. En théorie, il paraît équitable de mesurer sur le salaire moyen d'un ouvrier ordinaire l'attribution faite au détenu sur le produit de son travail, déduction faite d'une somme équivalente à celle que l'ouvrier libre devrait appliquer à ses besoins de chaque jour. Les détenus sont généralement beaucoup mieux traités, au point de vue de la satisfaction de leurs besoins physiques, que la plupart des travailleurs libres; il serait souverainement injuste de leur procurer, dans la répartition du pécule, de nouveaux avantages matériels sur les ouvriers honnêtes. Ainsi que le faisait remarquer fort justement le D^r Gysin dans le rapport auquel nous avons fait allusion, la prison ne doit pas être une caisse d'épargne; ce serait offenser les principes fondamentaux du droit, en même temps que la morale publique et le sentiment de la justice si profondément gravé dans le cœur du peuple, que de dénaturer ainsi la destination des établissements pénitentiaires. En fait, un maximum de 20 centimes par jour a été fixé dans quelques-unes des prisons suisses, et ce chiffre semble suffisant, alors surtout que les travaux extraordinaires sont rétribués par des allocations supplémentaires de 2 à 3 fr. par mois, dont on fait état pour l'époque de la libération du détenu, qui peut, dans ces conditions, arriver à mettre de côté près de 100 fr. par an. Quant au minimum, il est assez difficile de le fixer à l'avance. Aussi le plus sage serait-il, peut-être, d'établir une moyenne de 10 à 15 centimes par jour.

III

C'est encore un point délicat que de déterminer la répartition du pécule, lorsqu'on admet, à la différence de ce qui existe dans les prisons françaises, qu'il ne convient pas de fixer, *à priori*, un partage uniforme du produit du travail entre le condamné et l'État ou l'entrepreneur. La qualité et la quantité du travail fourni constituent, assurément, le premier et le meilleur élément d'appréciation, mais son adoption exclusive conduirait à des résultats aussi contraires à la justice qu'à la morale : la nature du travail plus ou moins pénible et plus ou moins productif imposé à chaque détenu, ses aptitudes personnelles, sa préparation antérieure, ses forces physiques et, enfin, l'habitude qu'a

pu lui donner un long exercice du métier, doivent être pris en sérieuse considération. Si l'on négligeait d'en tenir compte dans une mesure considérable, on arriverait à donner au détenu qui débute dans la voie du mal et qui n'a acquis aucune expérience des travaux en usage dans les prisons, une rémunération beaucoup moins large qu'au récidiviste endurci, qui doit à ses séjours répétés dans les maisons de détention, où il a toujours été employé aux mêmes ouvrages, une plus grande agilité de main et, par suite, une plus grande puissance de production.

N'y a-t-il point lieu aussi de faire entrer en ligne de compte les conditions dans lesquelles le détenu a accompli son travail, sa bonne volonté, son abnégation, son soin, son application, l'emploi qu'il fait de la partie du pécule qui a pu lui être remise en cours de détention, enfin et surtout sa conduite et la façon dont il observe les règlements de la maison tant pendant les heures de travail qu'en dehors du travail?

Enfin, il est permis de se demander si les récidivistes ne devraient pas, *en principe*, et par application des considérations que nous avons exposées, être placés, au point de vue de la participation des condamnés au produit de leur travail, dans une situation légale d'infériorité, par rapport aux détenus qui subissent une première condamnation. En effet, non seulement les récidivistes, comme nous l'avons fait remarquer, sont plus familiarisés avec les travaux qui s'accomplissent dans les établissements pénitentiaires et, par conséquent, favorisés au point de vue de l'effet utile de leurs efforts; mais il y a tout lieu de supposer que l'individu qui a été frappé, à diverses reprises, par la justice, n'a point su faire un emploi utile et convenable des pécules qu'il avait successivement amassés à la suite de ses détentions antérieures, et il y a lieu de craindre que celui qui lui sera alloué dans l'avenir n'ait pas un meilleur sort.

Il n'est point possible, sans doute, de traduire mathématiquement en chiffres ou même en coefficients la part qui revient à ces divers éléments d'appréciation. Le procédé le plus pratique paraît être de prendre d'abord un tant pour cent du produit du travail, et de faire mouvoir ensuite, dans les limites d'un maximum déterminé à l'avance, les chiffres représentant les autres considérations qui doivent entrer en compte. On comprend que la répartition du pécule, opérée avec cette consciencieuse minutie, devient une œuvre délicate et complexe, qui ne

saurait être abandonnée au greffier de la prison, mais devrait être élaborée par le directeur lui-même, qui se concerterait, à cet effet, avec les employés supérieurs et même inférieurs de la prison, avec les surveillants et les contremaîtres.

IV

On s'est demandé encore si l'administration doit avoir le droit de priver le détenu, en totalité ou en partie, de la part qui doit lui revenir dans le produit de son travail. Ce droit ne saurait guère lui être contesté par ceux qui reconnaissent au pécule le caractère d'une concession gracieuse : ils admettent que le condamné pourra subir, à titre de mesure disciplinaire, une réduction de la somme qui devra lui être remise au moment de sa libération, et, à plus forte raison, des versements qui lui sont faits au cours de sa détention, dans les pays où, comme en France, les règlements attribuent au détenu, pendant son incarcération, une quote-part du produit de son travail.

Le Dr Gysin exprimait l'avis que les réductions opérées dans le quantum du pécule au cours de la détention ne pussent être effectuées qu'à raison de fautes se rattachant directement à la peine subie, telles que dégradations intentionnelles ou détérioration par négligence d'objets appartenant à l'établissement, d'outils, de matières premières, etc. ; il n'admettait pas, dans son rapport, qu'elles pussent avoir pour objet le paiement des dettes du détenu, même du consentement de ce dernier, à moins que ses intérêts matériels et moraux aient à y gagner, ni l'acquittement des frais de justice. Mais n'est-ce point faire au condamné, dans cet ordre d'idées, en lui constituant un capital insaisissable, une situation meilleure que celle du travailleur libre, dont les biens peuvent être saisis par ses créanciers ou par le Trésor ?

Le pécule remis au condamné libéré doit-il pouvoir lui être retiré, en tout ou en partie, après lui avoir été délivré, lorsqu'il n'en fera point l'usage auquel il était destiné ? Le seul énoncé de cette proposition semble choquer, à première vue, toutes les traditions de l'administration française ; mais les esprits non prévenus doivent reconnaître qu'elle n'a, en elle-même, rien de déraisonnable, ni de contraire au droit ou à l'équité. Les

fonds remis au libéré à l'époque de sa libération peuvent devenir entre ses mains une tentation ; il peut être utile de prendre quelques précautions pour en assurer le bon emploi, surtout au regard des récidivistes dont la conduite à venir paraît sujette à caution : tout ce qui excède la somme nécessaire aux premiers besoins du libéré pourrait être remis, en ce qui touche les libérés patronnés, à la Société de patronage, et, en ce qui concerne, les autres, au président du bureau de bienfaisance du lieu de leur résidence (1), avec mission de distribuer ces fonds au mieux des intérêts moraux et matériels des titulaires.

V

Il nous reste à examiner une dernière question : convient-il, en principe, d'attribuer au condamné, pendant le cours de sa détention, une partie de son pécule, en l'autorisant à en disposer pour se procurer des adoucissements au régime de la prison, ainsi que le permet, avec certaines restrictions, le règlement qui régit, en France, les établissements affectés à l'exécution des peines de courte durée ? L'association des employés des prisons allemandes a répondu affirmativement, en 1883, en limitant les adoucissements en question aux objets usuels qui peuvent être profitables à la santé et favoriser l'alimentation, et en excluant le tabac, comme il est exclu, d'ailleurs, dans nos prisons françaises. Elle proposait de permettre aux condamnés placés sous le régime de l'emprisonnement individuel d'élever un oiseau ou de cultiver des fleurs dans leurs cellules ; on reconnaît à ce trait les faux élan du sentimentalisme germanique. MM. Gysin et Engeler s'accordent à prescrire ou, du moins, à renfermer dans les plus étroites limites l'affectation d'une partie du pécule à l'adoucissement du régime de la prison. L'institution du pécule ne doit point, en effet, avoir pour objet de rendre le séjour de l'établissement plus agréable au condamné, ni de lui

(1) M. Engeler énumère, dans son contre-rapport, les ministres du culte parmi les personnes qui pourraient être constituées dépositaires de l'excédent du pécule et chargées de sa distribution au libéré. Une semblable proposition aura peu de chances de succès en France, tant qu'y soufflera le vent de la laïcisation à outrance : quoi de plus conforme, cependant, à la liberté de conscience, que de confier une mission aussi ingrate et aussi délicate, avec le consentement du libéré, au ministre du culte auquel il appartient ?

procurer des satisfactions dont il ne jouirait pas à l'état de liberté, et dont les membres de sa famille, restés honnêtes dans leur pauvreté, sont perpétuellement privés : ce résultat serait aussi antisocial qu'immoral. La destination du pécule est, avant tout, d'aider le condamné à assurer son avenir après sa libération, en lui procurant, à ce moment, l'argent nécessaire pour se vêtir convenablement, pour acheter les outils dont il a besoin pour travailler, pour regagner sa résidence habituelle et s'y établir, ou, du moins, y trouver de l'ouvrage.

L'établissement pénitentiaire doit fournir, comme le médecin doit ordonner, ce qui est nécessaire à la santé du détenu, en dehors de tout prélèvement sur le pécule ; mais il n'en est pas de même des adoucissements purement facultatifs à la rigueur du régime réglementaire, qui deviennent souvent une source d'abus. On ne peut nier, cependant, que l'allocation de rations supplémentaires ne constitue un moyen actif de stimuler l'ardeur du détenu au travail, d'accroître le produit de ce travail et de maintenir, par l'appât des récompenses, le bon ordre de la maison. La difficulté paraît se réduire à une question de mesure, aussi bien en ce qui concerne le quantum de la partie du pécule employée par le condamné à améliorer son alimentation, qu'au point de vue des rations supplémentaires à autoriser ; il va de soi que les mets tant soit peu raffinés et les boissons fermentées, à l'exception de la bière, du cidre ou du vin en petite quantité, doivent être rigoureusement exclus.

Ne conviendrait-il point aussi de proscrire, au nom de la morale, les cantines installées dans l'établissement, alors même qu'elles sont tenues par des industriels étrangers au personnel de la maison, et à plus forte raison lorsque leur exploitation est laissée entre les mains de gardiens ou autres employés de la prison, et devient ainsi une source d'abus intolérables et un élément permanent de corruption ? Les rations supplémentaires ne devraient pouvoir être concédées qu'à titre exceptionnel et à de rares intervalles. M. le Dr Gysin propose de ne les allouer que deux fois par mois ; on les ferait venir du dehors, et on les livrerait au prix de revient.

Enfin, l'on s'accorde généralement à reconnaître que le détenu doit être autorisé à prélever sur son pécule, pendant sa détention, l'argent nécessaire à l'achat d'objets d'habillement, d'outils, de livres utiles, et à consacrer une partie ou même, dans des cas

exceptionnels, la totalité de son pécule à venir en aide à sa famille. Le directeur de la prison doit jouir, à cet égard, d'une certaine latitude d'appréciation.

Les règlements de l'administration française donnent pleine satisfaction à ce principe éminemment moral, puisqu'ils autorisent même le gardien-chef de la prison, en cas d'absence du directeur, à permettre l'envoi de secours à la famille du détenu, sur la partie disponible de son pécule ; mais nous nous permettons de regretter qu'en certains points ils fassent une part trop favorable au condamné sur le produit de son travail et paraissent s'inspirer, dans une certaine mesure, du système qui lui reconnaît de véritables droits sur son pécule.

Georges DUBOIS,
Avocat à la Cour d'appel.

LE BUDGET DES PRISONS

A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

I

Séance du 18 janvier 1887.

Discussion du Budget du Ministère de l'Intérieur pour 1887.

Inspecteurs généraux. — Service religieux. — Dépenses d'entretien des détenus : libération conditionnelle et relégation : Travail des détenus : régie et entreprise. — Travaux agricoles. — Colonisation pénale. — Subventions aux sociétés de patronage. — Reconstruction des prisons départementales. — Relégation.

Dans sa séance du 17 janvier, la Chambre avait pris en considération et renvoyé à la Commission du budget un amendement de M. Galpin tendant à la réduction à 160,000 francs du chiffre de 200,000 francs relatif aux inspecteurs généraux du ministère de l'intérieur.

Le nombre de ces fonctionnaires est trop considérable, avait-il dit, et leurs tournées, faites à époques fixes et prévues à l'avance, ne constituent pas un contrôle sérieux. Pourquoi ne pas se borner à étendre les attributions des préfets ?

En vain M. Goblet avait-il défendu les inspecteurs généraux ; leur nombre a été réduit de vingt et un à dix-huit, et les neuf inspecteurs des établissements pénitentiaires ont à visiter chaque année plus de quatre cents établissements. Quant à la date de ces visites, ils sont libres de la fixer.

M. Maurice Faure, signataire d'un amendement analogue, auquel s'était rallié M. Galpin, avait rappelé que, sous un précédent cabinet, le ministre appelait à ces fonctions d'inspecteur général des préfets qui avaient cessé de plaire, en sorte que l'inspection générale devenait une sorte de refuge des disgraciés de l'administration préfectorale.

Le 18 janvier, le rapporteur s'exprima ainsi :

Messieurs, la Chambre a renvoyé hier à la Commission du budget un amendement de M. Maurice Faure, tendant à réduire le chapitre de l'inspection générale administrative d'une somme de 40,000, ce qui équivaldrait à la suppression de cinq inspecteurs généraux. M. Galpin a présenté et développé un amendement tendant à une diminution de 72,000 francs. Il s'est appuyé surtout sur un discours prononcé, pendant la dernière législature, par un de nos anciens collègues, l'honorable M. Edmond Robert.

M. Robert avait dit, dans son argumentation, que les inspecteurs du service pénitentiaire ne devaient pas être touchés, qu'il n'y avait en trop que des inspecteurs des établissements de bienfaisance; mais il avait déclaré qu'il demandait une réduction surtout pour obtenir une réforme de l'Assistance publique.

Eh bien ! cette réforme s'exécute : un décret vient de nommer le directeur de l'Assistance publique; cette décision aurait donné satisfaction à M. Edmond Robert, s'il était ici.

La Commission du budget m'a chargé de repousser l'amendement de M. Maurice Faure par des considérations budgétaires : la diminution ne peut se faire sur les inspecteurs généraux des services pénitentiaires. Les réduire équivaldrait plutôt à une dépense qu'à une économie. Les services rendus par l'inspection générale pénitentiaire sont extrêmement considérables ; ils répriment des erreurs, ils arrêtent des tarifs, ils surveillent des entreprises, et toute diminution de leur nombre équivaldrait certainement à une dépense pour l'État.

Quant aux inspecteurs des établissements de bienfaisance, la Commission pense qu'ils sont véritablement trop nombreux; mais si l'amendement de l'honorable M. Faure est adopté, si cinq inspecteurs des établissements de bienfaisance sont renvoyés, il faudra évidemment leur donner une retraite proportionnelle. C'est une obligation imposée par la loi.

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — On leur donnera un autre emploi.

M. MAURICE FAURE. — Je demande la parole.

M. LE RAPPORTEUR. — De plus, M. le ministre vous a dit hier que le Sénat, dans une loi qu'il a votée en première lecture, a demandé la création de cinq inspecteurs pour les établissements d'aliénés. A mon sens, et aussi aux regards de la Commission du budget, ce genre d'inspection sera extrêmement utile. Si vous supprimez cinq inspecteurs des établissements de bienfaisance, avec mise à la retraite proportionnelle, et que plus tard, dans le courant de l'année 1887, vous soyez obligés de créer cinq inspecteurs des établissements d'aliénés, il est certain qu'il y aura une double dépense. Aussi, la Commission estime qu'il serait préférable de garder pour 1887 le *statu quo*, de maintenir le crédit; M. le ministre, tenant compte du sentiment de la Chambre, trouverait le moyen, pour le budget de 1888, de donner satisfaction aux besoins de l'inspection des établissements de bienfaisance, pour laquelle il conserverait quatre ou cinq inspecteurs — un nombre à déterminer — auxquels s'ajouteraient les inspecteurs chargés de visiter les établissements d'aliénés. (*Mouvements divers.*)

Sous le bénéfice de ces observations, la Commission du budget conclut au maintien du chiffre de 200,000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Maurice Faure.

M. MAURICE FAURE. — Messieurs, je dois tout d'abord faire remarquer à la Chambre que l'honorable rapporteur de la Commission du budget pour le ministère de l'intérieur formule bien tardivement ses objections contre mon amendement.

Les observations qu'il vient de présenter à la Chambre auraient pu avoir plus utilement leur place dans la discussion d'hier; elles n'ont, d'ailleurs, en aucune façon détruit la portée de mon argumentation et de celle de l'honorable M. Galpin.

Je n'ai pas spécifié, comme paraît le croire M. Saint-Prix, le service dans lequel devraient être effectuées les suppressions de postes d'inspecteurs généraux : M. le ministre de l'intérieur sera libre, si votre vote est maintenu, comme je l'espère, d'opérer ces suppressions dans le service qui lui conviendra.

La force des arguments que j'ai développés hier, à divers points de vue, en faveur de mon amendement, subsiste tout entière; aucune nouvelle raison qui puisse modifier votre opinion n'a été, en effet, produite par l'honorable rapporteur.

La Chambre se souviendra que des hommes très autorisés,

très compétents en matière administrative, ont proposé une mesure bien plus radicale, et jugeant l'inspection générale absolument inutile...

M. RENÉ GOBLET, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Il faut supprimer tous les inspecteurs généraux alors !

M. MAURICE FAURE. — Nous n'allons pas jusque-là, et je ne suis pas, pour ma part, aussi radical que M. Sarrien, l'honorable collègue de M. le président du conseil, qui avait voté la suppression de l'inspection générale. Je demande uniquement à la Chambre de maintenir son vote d'hier et je l'engage instamment à ne pas se déjuger. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Permettez ! je ne puis vous laisser dire que la Chambre se déjugerait : le vote d'hier en faveur de la prise en considération impliquait un nouvel examen à faire de la question.

M. MAURICE FAURE. — Je voulais simplement dire, monsieur le président, que je priais la Chambre de ne pas se mettre en contradiction avec son premier vote.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président du conseil.

M. RENÉ GOBLET, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Je ne nie pas, messieurs, la haute compétence de M. Maurice Faure ; il a passé par le ministère de l'intérieur et, par conséquent, il a qualité pour exprimer une opinion sur l'utilité de ses divers services.

Je comprendrais que M. Maurice Faure soutint d'une façon absolue, comme il vient de l'indiquer, que le service de l'inspection générale est inutile ; ce que je comprends moins, c'est que, reconnaissant l'utilité, c'est-à-dire la nécessité de ce service, il vienne contester le nombre des inspecteurs généraux, qui n'a jamais été aussi restreint qu'aujourd'hui. Je vous ai dit que jamais, pour l'administration pénitenciaire, on n'était descendu au-dessous de 10 inspecteurs généraux ; or, nous n'en avons plus que 9 aujourd'hui.

Quant à l'inspection des établissements de bienfaisance, j'ai eu l'honneur de vous dire qu'à ce service devait être réuni celui des maisons d'aliénés, pour lesquelles le Sénat, dans une loi en cours de délibération, demande un corps d'inspection spécial. Voulez-vous supprimer aujourd'hui des inspecteurs pour les rétablir demain ? Il est clair que si la Chambre le décide, je me conformerai à son vote ; mais y a-t-il véritablement quelque utilité

à émettre un vote semblable? C'est la réflexion que je sou mets à la Chambre. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Maurice Faure, tendant à réduire de 40,000 francs le chapitre 6, c'est-à-dire à le ramener de 200,000 à 160,000 francs.

La Commission du budget et le Gouvernement s'opposent à l'adoption de l'amendement.

L'amendement mis aux voix est adopté.

En conséquence, le chiffre du chapitre 6 est fixé à 160,000 francs.

M. Maurice Faure, sur le chapitre 18 (personnel du service pénitentiaire), demande une réduction de 100,000 francs, résultant de la suppression des indemnités aux ministres des cultes chargés du service religieux dans les maisons d'arrêt.

M. Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire, commissaire du gouvernement, revendique avec une vigoureuse éloquence les droits de la liberté de conscience.

Messieurs, quelques explications, sont nécessaires à donner sur le service des cultes dans les établissements pénitentiaires. Je ne parlerai pas des établissements de longues peines, puisque l'honorable M. Maurice Faure considère que, là, le service des cultes doit être assuré par les soins et aux frais de l'État. Je m'occuperai simplement des prisons de courtes peines, ou prisons départementales

Sous l'administration actuelle, la situation est celle-ci : les ministres des divers cultes ne sont plus, comme précédemment, des fonctionnaires de l'État; ils sont des indemnitaires... (*Interruptions sur divers bancs à gauche*), c'est-à-dire des personnes ayant charge d'assurer un service et ayant à être indemnisées pour la peine qu'elle prennent. Par le fait que l'administration, déférant à la loi, séquestre les prévenus ou accusés et les condamnés, ces différentes classes de détenus ne peuvent apparemment se rendre dans les églises, les temples ou les synagogues. Force est donc de leur laisser, de leur fournir le moyen de pourvoir, dans l'intérieur de la prison, à l'accomplissement qu'ils réclament de leurs devoirs religieux. Or, comme il est impossible, en nombre de localités, que des vicaires et, à plus forte raison, des rabbins et des pasteurs soient appelés à la prison et y exercent leur ministère, sans qu'il en résulte pour eux une dépense de temps et d'argent, on est obligé de

prévoir et d'allouer des indemnités. Le chiffre des indemnités annuelles varie ordinairement de 300 à 1,500 francs; il ne semble pas exagéré pour compenser les peines et déplacement occasionnés. (*Nouvelles interruptions à gauche.*)

Il est évident qu'à l'égard de toute une classe de personnes, la suppression du service semblerait d'abord à repousser; ce sont les prévenus et les accusés qui, jusqu'à la condamnation, sont réputés innocents. En équité comme en droit, il ne semble pas qu'on ait à exercer sur eux une autre action que celle qui consiste à les tenir à la disposition de la justice. Ces prévenus et accusés gardent apparemment la faculté d'avoir leur conscience et leur liberté de conscience (*Bruit à gauche*). On ne prétend certes pas les mener malgré eux aux offices religieux, et lorsqu'ils déclarent qu'ils n'entendent pas y assister...

M LAFONT. — On les y contraint. J'y ai été contraint, moi, à Mazas! (*Rires.*)

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — J'entends dire, messieurs, qu'ils sont contraints à suivre les offices; c'est une erreur matérielle. Le nouveau règlement général élaboré par le Conseil supérieur des prisons et mis en vigueur depuis un certain temps déjà, dit formellement que les détenus, même inscrits comme appartenant à un certain culte, restent maîtres de déclarer qu'ils ne comptent pas suivre les pratiques de ce culte, et dans ce cas ils n'ont pas à y prendre part.

Ainsi, nul détenu annonçant son intention de s'abstenir, même après avoir été inscrit d'après ses indications...

Un membre à l'extrême gauche. — Alors il est mal noté!

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — ... comme appartenant à une religion déterminée, n'est astreint à suivre aucune des cérémonies religieuses. Ceux qui les suivent sont à considérer comme désirant, comme acceptant de leur plein gré ce qu'ils regardent comme un devoir.

Voilà donc toute une catégorie de détenus présumés innocents, qui ne sauraient être blessés dans leurs croyances. Les prévenus et les accusés ont droit au respect de leur conscience. Comment accepterait-on d'y porter atteinte, ne fût-ce qu'en apparence? Et comment leur demanderait-on de payer eux-mêmes les allocations indispensables pour la célébration de leur culte? Irait-on faire différence entre ceux qui ont quelque fortune et ceux qui n'ont aucune ressource? (*Très bien! Très bien! à droite.*)

Dirait-on que les devoirs religieux seront le privilège des individus disposant de certaines sommes, tandis que les pauvres ne pourront invoquer les exigences de leur conscience ? Non ; il est indispensable que l'État fournisse à tous, puisqu'il les détient tous au même titre, au nom de la loi et de la sécurité publique, le moyen positif de ne pas manquer aux croyances qu'ils professent. Israélites, protestants ou catholiques, on n'a pas à distinguer en principe à quelle confession religieuse ils se rattachent. L'idée de la liberté de conscience est également à ménager pour tous.

Quant aux condamnés en cours de peine, la question ne semble pas moins sérieuse. Sous un gouvernement et sous une législation qui se font honneur de respecter cette liberté de conscience, comment n'hésiterait-on pas à donner à des coupables l'occasion de prétendre que, s'ils persistent dans leurs mauvais sentiments, dans le crime ou dans le délit, c'est que, loin de les mener à l'amendement, on leur a refusé la possibilité... (*Vives interruptions sur divers bancs à gauche.*)

M. WICKERSHEIMER. — Cet argument aurait pu servir sous la Restauration, aussi bien qu'aujourd'hui.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Ne peut-il donc pas se trouver des condamnés qui jugent nécessaire pour eux l'accomplissement des devoirs religieux ?

Comment leur opposer un refus ? (*Nouvelles interruptions à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Mais enfin, messieurs, vous est-il donc impossible de ne pas intervenir quand vous entendez exprimer des opinions qui ne sont pas les vôtres ?

Veuillez faire silence. (*Le silence se rétablit.*)

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je dis, messieurs, que la libre conscience est si éminemment respectable qu'elle doit être respectée même chez ceux qui cèdent au mal, et qui sont frappés par la loi.

De même qu'on ne doit imposer à personne l'assistance d'office, on ne doit pas dénier au condamné qu'on détient ce qu'il déclare essentiel à la vie morale et ce qui constitue l'exercice d'un culte officiellement reconnu.

Je me suis sans doute mal fait comprendre lorsque j'ai provoqué des réclamations en disant qu'il ne faut pas laisser, même à des coupables, la prétention ou le prétexte d'être violentés dans leurs convictions religieuses.

Nous n'avons pas à contester leurs croyances, et dans les limites de possibilité matérielle, nous n'avons pas à leur interdire un devoir que chacun d'eux peut déclarer absolu pour lui.

Eh bien ! ces constatations étant faites, quel rôle prendrait-on en refusant ou paraissant refuser aux détenus qui les demandent les secours de la religion ? Ne serait-ce pas là l'effet du retrait de toute indemnité aux ministres des cultes ?

M. MAURICE FAURE. — Ils sont déjà payés par l'État !

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Sans doute, messieurs, dans certains cas, les vicaires des paroisses voisines peuvent venir exercer leur ministère ; des pasteurs, des rabbins peuvent de la résidence la moins éloignée, se rendre à la prison. Mais n'auront-ils pas à supporter ainsi un surcroît de charge à reconnaître par une indemnité ?

En outre, n'arrive-t-il pas souvent que les vicaires sont absorbés par leur tâche paroissiale ? Si, pour quelque raison que ce soit, ils ne sont pas en mesure de pourvoir au service des prisons, qu'advient-il ?

On demandera la création de nouveaux vicariats pour l'œuvre particulière des offices religieux à célébrer dans les établissements pénitentiaires. Faudra-t-il donc faire la dépense d'un traitement de plus, pour avoir fait l'économie d'une indemnité ? Et durant ces difficultés, que se passera-t-il ? Dans toutes les paroisses où les vicaires seront ou se déclareront empêchés de se rendre à la prison, les services et les secours religieux seront interrompus. Des prisonniers ne manqueront pas de protester qu'on leur fait indûment tort et que l'État n'a pas le droit de mettre la main sur une liberté que la loi n'a pas frappée. (*Très bien ! sur divers bancs.*) Car nos lois — et c'est l'honneur de notre pays — punissent l'homme dans sa liberté d'action, dans ses intérêts, dans sa personne ; mais loin d'atteindre sa conscience, elles cherchent toujours à la relever.

Ce serait blesser les consciences que d'obliger un homme à des actes religieux qui ne répondent pas à ses croyances. Aussi, sous l'administration actuelle, a-t-elle formulé en article de règlement que l'assistance aux offices ne serait pas obligatoire. Mais si des prisonniers sollicitent la faculté de pratiquer leur culte, est-il possible de leur répondre : Si vous aviez des ressources, nous vous laisserions cette faculté. Vous êtes sans argent, vous

êtes des mendiants, des vagabonds, nous ne pouvons rien pour vous et vous n'avez rien à demander ?

Telles sont les considérations qui engagent à demander le vote des indemnités. (*Bruit à l'extrême gauche.*)

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Il n'est pas surprenant qu'à gauche on n'écoute pas l'orateur : il parle le langage de la liberté et du bon sens.

M. LE PRÉSIDENT — Monsieur le commissaire du gouvernement, veuillez attendre le silence.

(*Le silence se rétablit.*)

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Tels sont les motifs qui ont fait attribuer, pour le fonctionnement du ministère religieux dans les prisons, non des traitements, je le répète, mais des indemnités. Et la cause de cette différence, messieurs, la voici. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Les ministres des divers cultes reçoivent des allocations variables, qui ne sont pas sujettes à retenue, qui ne créent pas pour eux de droit à la retraite, qui ne leur donnent pas la situation de fonctionnaires, mais qui permettent — j'insiste sur ce point — de régler et de contrôler le rôle des personnes indemnisées. Car il importe que, dans aucun cas, des actes de prosélytisme imprudents ou des abus quelconques ne puissent se produire.

Il faut que les personnes qui ont entrée dans les établissements pénitentiaires soient soumises à la discipline intérieure de ces établissements. Il ne faut pas qu'elles puissent se prétendre absolument libres de leurs actes et de leurs manifestations. Il ne le faut pas, dans l'intérêt de ceux qui veulent pratiquer leur culte, comme pour la garantie de ceux qui n'en ont pas souci. Il ne convient pas que l'administration soit sans autorité directe sur aucun de ceux qui pénètrent dans la prison et qui y prennent quelque importance.

De là cette nécessité de n'admettre que des ministres du culte nommément désignés, avertis d'avoir à se soumettre aux règlements, et ne pouvant abuser du privilège qui leur est concédé par leur libre admission dans un établissement pénitentiaire.

Dans ces conditions, nous estimons qu'il est de notre devoir de vous demander d'écarter tout ce qui pourrait être présenté comme une atteinte à la liberté de conscience, qui doit tant nous

préoccuper tous, même pour les misérables et les condamnés. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*) (1)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la prise en considération de l'amendement de M. Maurice Faurc, qui a été déposé au cours de la délibération. Cet amendement tend à diminuer de 200,000 francs le crédit du chapitre 18.

La Chambre des députés n'a pas adopté l'amendement.

M. Thellier de Poncheville a la parole sur le chapitre 18.

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — Messieurs, j'avais demandé la parole sur le chapitre 18, le premier de ceux relatifs au service pénitentiaire, dans la pensée de présenter un ensemble d'observations générales sur ce service, imitant en cela l'exemple donné par le Gouvernement et par M. le rapporteur ; mais j'estime qu'il est bien tard pour une discussion générale : pressés que nous sommes de terminer ce budget de résignation et d'attente, j'aime mieux l'ajourner à la discussion du grand budget réformateur de 1888. (*Très bien ! très bien !*)

En conséquence, je me réserve de présenter à ce moment ces observations, qui avaient pour but de proposer au gouvernement et à la Chambre des réformes qui, à mon sens, doivent être apportées à notre régime pénitentiaire. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le chapitre 18 : « Personnel du service pénitentiaire, 5,886,264 francs. »

(Le chapitre 18, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Chap. 19. — Entretien des détenus, 11,060,415 francs. »

M. Dupuy (Aisne) est inscrit sur ce chapitre. Mais je dois d'abord mettre en délibération un amendement présenté par M. Thellier de Poncheville, et qui est ainsi conçu :

(1) « M. le commissaire du gouvernement aurait pu rappeler que la suppression des aumôniers des prisons avait été réclamée et prononcée précisément au nom de cette liberté ; aujourd'hui, on l'accepte quand les prisonniers ne veulent pas le prêtre, on la repousse quand ils en veulent, ce qui est le comble de la tyrannie. M. Herbert ne l'a pas dit, parce que c'eût été de la polémique et que son caractère de commissaire du gouvernement ne la comportait pas ; mais il n'en a pas moins revendiqué avec gravité, avec élévation, les droits de l'humanité même coupable et rallié une majorité à cette déclaration de principe que nos pères de 89 n'auraient pas désavouée : « La libre conscience est si éminemment respectable qu'elle doit être respectée même chez ceux qui cèdent au mal et qui sont frappés par la loi. » Extrait du Temps du 20 janvier 1887. »

« Chap. 19. — Entretien des détenus. — Chiffre proposé par la Commission : 11,060,415 francs.

» Réduire ce chiffre de 266,520 francs.

» Cette réduction représente la dépense dont ce chapitre devra être allégée, par suite de l'application de la loi du 14 août 1885 et de celle du 27 mai 1885. »

La parole est à M. Thellier de Poncheville.

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — Messieurs, ce n'était malheureusement pas sans esprit de retour que je quittais la tribune ; mais j'espère ne pas vous retenir longtemps. Je désire simplement vous présenter quelques observations très sommaires pour justifier mon amendement, ou tout au moins son principe, car je n'oublie pas qu'il s'agit d'une prise en considération. Quant aux chiffres, il y aura peut-être lieu de les examiner plus tard de plus près, si l'amendement est pris en considération. Il tend à réduire le crédit porté au projet de budget et adopté par la Commission pour l'entretien des détenus.

Ce n'est pas, messieurs, que je demande une diminution du prix de journée ; je n'ai pas cette pensée, car je suis de ceux qui estiment qu'il y aurait lieu, — et c'est une des réformes auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, — de remplacer, partout où cela serait possible et le plus promptement possible, le système de l'entreprise par le système de la régie, qui laisse à l'État une plus grande liberté dans l'intérieur de la prison et par suite plus de facilité pour s'occuper avec plus d'indépendance du côté réformateur de la peine. Or, on le sait, le prix de la journée est, en général, plus élevé sous le système de la régie que sous le système de l'entreprise.

Si je demande une réduction du chiffre porté au chapitre 19, je ne vise donc pas le prix de la journée ; cette réduction est motivée par la diminution du nombre prévu des détenus.

Déjà, le gouvernement a diminué le chiffre du budget de 1886, et la Commission elle-même a abaissé encore le chiffre du Gouvernement, mais pour d'autres motifs que ceux que je vais avoir l'honneur de développer à la tribune.

Comme l'indique mon amendement, la réduction que je propose est l'application des lois sur la libération conditionnelle et sur la relégation ; tandis que la diminution faite par le gouvernement au chiffre de 1886 est basée sur d'autres motifs : elle provient, ainsi que le fait remarquer la note préliminaire,

page 319 « de l'abaissement des effectifs en France par les établissements d'éducation correctionnelle, et en Algérie par le pénitencier agricole de Berrouaghia, ainsi que pour les maisons d'arrêt, de justice et de correction. »

Or la diminution porterait, non pas sur ces établissements d'Algérie, ni sur les établissements d'éducation correctionnelle en France, mais sur les maisons de correction en France.

D'un autre côté, la diminution de 322,000 francs qui est proposée par la Commission est motivée par des considérations spéciales, et notamment par ce fait que la maison de Saint-Denis va disparaître. Cette maison de Saint-Denis, par une confusion étrange, est, au point de vue de l'entretien des détenus, complètement à la charge de l'État, alors qu'elle abrite non seulement des détenus, mais des internés administratifs, c'est-à-dire des mendiants. Par suite de la régularisation de cet état de choses, qu'isera concomitant à la disparition de la maison de Saint-Denis et à son remplacement par la maison de Nanterre, la Commission prévoit, de ce chef, et avec raison, à mon sens, une économie importante pour l'État.

L'économie que je propose est d'un autre ordre : c'est celle qui devra résulter de l'application des lois du 14 août 1885 et du 27 mai 1885.

La note préliminaire du budget de l'intérieur déclare qu'il n'y aura pas d'économie de ce chef, et que c'est pour cela que le gouvernement n'en a pas tenu compte.

« L'abaissement, dit, en effet, la note préliminaire, du nombre des détenus, prévu comme devant résulter de la mise en pratique de la loi sur la relégation et de la loi sur la libération conditionnelle, ne s'est pas encore effectué. »

On n'a donc prévu aucune diminution dans le nombre des détenus à la suite de l'application de ces lois et, par suite, le chiffre prévu au chapitre 19 n'a pas été abaissé. C'est là mon point de départ.

Or, messieurs, il paraît résulter, au contraire, d'une autre partie des documents qui nous ont été distribués, de ce même budget du ministère de l'intérieur, d'une part, et, d'autre part, du budget du ministère de la marine et des colonies, qu'il y aura cependant un allègement des dépenses de l'entretien des détenus dans les maisons de correction par le fait de l'application des deux lois dont je viens de parler.

Voyons d'abord ce qui concerne la loi sur la libération conditionnelle, loi du 14 août 1885, dont vous connaissez l'économie.

Les condamnés peuvent être libérés exceptionnellement après l'expiration de la moitié de leur peine, ou au minimum après trois mois passés en prison ; ils peuvent être alors confiés à des sociétés de patronage.

Or, messieurs, on a fort justement prévu au budget une dépense devant résulter de l'application de cette loi. Voici, en effet, ce que je lis à la page 325 de la note préliminaire :

« L'efficacité de la libération conditionnelle qui peut alléger le budget de l'entretien d'un certain nombre de détenus, dépendra nécessairement des moyens d'action accordés pour suivre et soutenir dans la vie libre les individus jugés dignes par leur conduite de ne plus demeurer incarcérés. Dans son article 6, paragraphe 2, ladite loi porte que l'administration peut charger les sociétés et institutions de patronage de veiller sur la conduite des libérés qu'elle désigne spécialement et dans les conditions qu'elle détermine. »

Plus loin, il est déclaré « que ces sociétés ou institutions recevront une indemnité de 30 centimes par jour pour chaque libéré, pendant un temps égal à celui de la durée de la peine, sans que cette allocation, toutefois, puisse dépasser 100 francs. En supposant qu'en 1887, 600 libérés seulement seront confiés dans ces conditions à des sociétés de patronage et donneront lieu au paiement de la subvention de 100 francs, c'est une dépense nouvelle de 60,000 francs qu'il faut prévoir. »

Ainsi, on avait constaté que cette mesure pourrait alléger le budget de l'entretien d'un certain nombre de détenus ; or, précédemment, on avait déclaré que le budget ne serait pas allégé : il y a donc là une contradiction évidente. Le budget sera allégé de l'entretien des 600 détenus libérés conditionnellement, pour lesquels on vous demande une somme de 60,000 francs au chapitre 27. Voilà 600 détenus qui seront confiés à des sociétés de patronage et qui, par conséquent, sortiront de vos maisons de correction, pour lesquels vous payerez une pension à ces sociétés, en faisant l'économie du prix de journée que vous n'aurez plus à verser à la maison de correction. C'est une diminution dont vous devez tenir compte.

Je n'ai pas besoin d'insister sur ce point : ce serait faire injure

à la Chambre. La situation est très nette, très claire. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

En ce qui concerne la loi du 27 mai 1883 sur la relégation, je n'ai pas à l'apprécier. C'est une trop grosse question pour la traiter incidemment à la tribune : elle reviendra, d'ailleurs, nécessairement lors de la discussion du budget de la marine et des colonies ; vous aurez alors à vous prononcer sur la demande de crédit qui vous est faite pour le matériel et le personnel de la relégation. Evidemment, le principe sera de nouveau discuté à cette tribune, et par d'autres que moi, sans doute. Actuellement je prends la loi telle qu'elle existe : le gouvernement veut l'appliquer ; l'application en est même déjà commencée.

Dans le premier projet du budget, on nous demandait un assez gros crédit pour le service de la relégation, 3,400,000 francs je crois ; aujourd'hui, et pour des raisons qui ne sont pas suffisamment indiquées dans le second ou dans le premier budget rectifié, — car il y avait déjà un premier budget rectifié qui nous avait été distribué avant les vacances de janvier, — cette demande de crédit de 3 millions et demi est réduite à un peu plus de un million.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on vous demande un chiffre, et un chiffre relativement important, pour la relégation des condamnés. Il n'est donc pas exact de dire, comme on l'écrivait dans le passage que je citais tout à l'heure : qu'il n'y a pas à se préoccuper, dans le budget de 1887, des effets de la loi sur la relégation.

On avait prévu, dans le premier projet du budget de la marine, un effectif de 1,500 relégués pour 1886, de 2,000 pour 1887. Je crois qu'il faudra réduire de beaucoup ce nombre. Et, en effet, la réduction du chiffre du crédit qui est demandé indique qu'il y a une réduction dans le nombre des relégués ; mais enfin il y en aura un certain nombre. Or, pourquoi les Chambres ont-elles voté cette loi ? C'est justement pour faire sortir de notre pays les récidivistes incorrigibles, ces récidivistes qui sont eux-mêmes des professeurs de récidive. Si vos prévisions étaient exactes, il en est de ceux-là qui, s'ils n'avaient pas été relégués, auraient fourni dans le courant de 1887 un certain nombre de journées de prison.

Et à leur tour, — cela a été dit d'une manière très énergique dans la discussion de la loi sur les récidivistes, — ils auraient formé un certain nombre d'élèves.

La conséquence, c'est que, ainsi que les Chambres l'avaient pensé en votant cette loi, la relégation doit faire sortir de nos maisons de correction un certain nombre de détenus, Combien? C'est ce qu'il doit être difficile de chiffrer. C'est pourquoi je ne voudrais pas refaire devant la Chambre des calculs auxquels je me suis livré et qui ont abouti au chiffre de 266,520 francs indiqué dans mon amendement. Ce que je veux constater, c'est qu'il y a incontestablement une économie à faire, parce que incontestablement il y a double emploi et par suite exagération dans vos prévisions.

Je me résume, messieurs.

Cette exagération provient de ce que vous avez négligé deux éléments : d'abord les 600 détenus, libérés conditionnellement, que vous allez donner aux sociétés de patronage et pour lesquels vous allouez à ces sociétés un chiffre de 60,000 fr.; en second lieu, le nombre indéterminé d'individus que vous allez reléguer, qui auraient fourni dans le cours de l'année un certain nombre de nouveaux délits et par conséquent un certain nombre de jours de prison.

Dans ces conditions, la diminution me paraît absolument justifiée en principe. Encore une fois, il serait peut-être difficile de poser, quant à présent, un chiffre définitif. Le crédit porté au chapitre 27 pour subvention aux institutions et sociétés de patronage pour l'entretien des libérés conditionnels, comme celui demandé par le ministère de la marine et des colonies pour le service de la relégation, n'est pas encore voté; le chiffre de ces crédits peut être modifié. Je sais que des amendements sont déposés, que notre collègue, M. Bovier-Lapierre, demande l'augmentation de l'un et la diminution de l'autre.

Par conséquent, il est impossible de déterminer, quant à présent, quel sera le nombre de détenus dont le personnel de la prison sera diminué par le fait de l'application de ces deux lois. Ce qui est certain, c'est qu'il sera diminué.

Ce que je demande, c'est la prise en considération de l'amendement, sauf à la Commission à délibérer et sauf peut-être à la Chambre à ajourner le vote sur le chiffre lui-même du chapitre, après le vote sur le chapitre 27 du ministère de l'intérieur et après le vote sur le chiffre du crédit relatif à la relégation, au ministère de la marine et des colonies. Mais quant au principe lui-même, il me paraît incontestable, ou

bien il faudrait prétendre que, dès à présent, vous êtes certains qu'au cours de l'année 1887 il y aura une augmentation de la criminalité.

Des moralistes inquiets pourraient prétendre que nous en sommes menacés; on pourrait dire que ce sera certainement dans l'avenir le résultat de certaines mesures pour lesquelles volontairement ou involontairement un certain nombre d'entre vous poursuivent l'affaiblissement dans les masses populaires des idées religieuses. (*Très bien! très bien! à droite.*) Mais je ne crois pas, messieurs, que vous soyez disposés à l'avancer et à proclamer que, dès 1887, les doctrines qui ont pu être imprudemment semées dans le pays produiront un effet immédiat et feront élever la criminalité et le nombre des détenus.

Si nous laissons cette appréciation de côté, il reste deux éléments de diminution que vous avez négligés et, par conséquent, il faut admettre dans le chapitre une diminution absolument justifiée. (*Applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce que vous demandez le renvoi à la Commission?

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — En effet, monsieur le président, pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure, il me paraît impossible, quant à présent, et avant le vote des deux crédits dont j'ai parlé, de déterminer le chiffre de la diminution du personnel des prisons, que j'ai réclamé en principe. Aussi me paraît-il plus pratique de demander purement et simplement le renvoi de mon amendement à la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission accepte-t-elle le renvoi?

M. SAINT-PRIX *rapporteur*. — Nous n'acceptons pas le renvoi, et je demande à exposer les raisons que nous élevons contre ce renvoi.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur de la Commission du budget contre le renvoi.

M. LE RAPPORTEUR. — La Chambre veut des économies, mais elle veut en même temps que le budget soit en équilibre. Or il est certain que sur le chapitre 19 qui comprend une somme totale de 11,060,415 francs, proposé par la Commission du budget et par le gouvernement, il est certain, dis-je, que ce chiffre très considérable pourrait être réduit, non pas de 266,520 francs, comme l'a demandé l'honorable M. Thellier de Poncheville, mais d'une somme plus importante, quitte à introduire une demande de crédits supplémentaires.

Il est donc entendu que le crédit demandé par nous est nécessaire et qu'il laisse un aléa de 50,000 francs. Le gouvernement l'avait déjà réduit primitivement de 366,000 francs; la Commission l'a réduit de nouveau de 322,000 francs, soit une réduction totale de 688,000 francs. Quel a été le montant des dépenses en 1885? 11,267,000 francs. Nous vous proposons 11,060,415 francs. Vous voyez que nous restons encore en deçà des dépenses faites en 1885, et nous ne pouvons plus réduire, sous peine d'avoir besoin de crédits supplémentaires.

Nous vous demandons donc de repousser l'amendement, car la Commission a tenu compte dans une certaine mesure des raisons invoquées par l'honorable M. de Poncheville. Nous croyons que la relégation amènera une réduction très sensible; nous croyons qu'elle amènera pour 1887 une diminution, mais non pas aussi considérable que le pense l'auteur de l'amendement.

Nous demandons donc à la Chambre de voter le crédit de 11,060,415 fr. qui représente les dépenses faites pour l'entretien des détenus. (*Très bien! Très bien!*)

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — Messieurs, la Chambre me permettra de répondre. Je ne suis pas de ceux qui proposent d'inscrire les économies sur le papier, quitte à demander ensuite des crédits supplémentaires. Ce serait un enfantillage.

Je croyais m'être exprimé de façon à être compris de M. le rapporteur. J'ai reconnu que le gouvernement avait apporté des réductions sur les dépenses faites pour l'entretien des détenus, et j'ai indiqué les raisons sur lesquelles étaient basées ces réductions. J'ai indiqué qu'il y en a deux autres que vous avez négligées et qui doivent amener aussi des réductions.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais non, nous en avons tenu compte et le gouvernement aussi.

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — Je vous demande pardon. Le gouvernement a dit, dans le passage que je vous ai rappelé, qu'il n'avait pas à tenir compte de l'abaissement du nombre des détenus qui avait été prévu comme devant résulter de la mise en pratique de la loi sur la relégation et de la loi sur la libération conditionnelle.

Il n'en tient donc pas compte. Il explique autrement — et vous le savez très bien; aussi je ne veux pas entrer dans les

détails, — les diminutions faites sur l'exercice 1886 : il les explique par l'abaissement des effectifs des établissements d'éducation correctionnelle et par la fermeture du pénitencier agricole de Berrouaghia, en Algérie, et enfin par la transformation de l'établissement pénitentiaire de Saint-Denis.

Et vous-même, vous relevez une nouvelle économie de 260,000 francs résultant de cette transformation de la maison de Saint-Denis. Par conséquent, il résulte des explications données, et dans la note préliminaire du gouvernement et dans votre rapport, que l'on n'a pas tenu compte des deux éléments que j'ai signalés : la relégation et la libération conditionnelle.

Pour la relégation, vous reconnaissez que l'application de la loi amènera une certaine économie, une diminution du personnel des détenus; dès lors, vous devez admettre l'amendement, c'est-à-dire le principe même de la réduction.

Quant à l'application de la loi sur la libération conditionnelle, elle représente 600 détenus, le budget le constate; on peut chiffrer cette économie. Cela allégera, dit le projet, l'administration de l'entretien d'un certain nombre de détenus; par conséquent, c'est une diminution certaine. Ce que je vous demande, c'est de traduire dans vos prévisions de dépenses cette économie certaine. Nous cherchons des économies, avez-vous dit. Eh bien, là où nous les rencontrons, empressons-nous de les recueillir et de les inscrire dans le budget (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. M. Thellier de Poncheville demande le renvoi à la Commission de son amendement tendant à diminuer de 266,520 francs le chiffre du chapitre 19.

Je consulte la Chambre.

(La Chambre, consultée, n'ordonne pas le renvoi.)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est donnée à M. Dupuy (Aisne), sur le chapitre.

M. DUPUY (Aisne). Messieurs je ne viens pas demander une réduction du chiffre; j'estime cependant que le chiffre de 11,060,415 francs pourrait être sérieusement diminué par une meilleure organisation du travail dans les prisons et c'est précisément afin d'expliquer à la Chambre quelle serait, à mon sens, la meilleure organisation de ce travail, que je me suis décidé à monter à la tribune. J'espère que la Chambre voudra bien m'accorder quelques moments de sa bienveillante attention.

Messieurs, le produit du travail des détenus dans les prisons

civiles et militaires s'est élevé, en 1884, à la somme de 3,635,433 francs; en 1883, le produit de ce même travail s'est élevé à la somme de 3,109,339 francs; soit une diminution de 545,064 francs.

Il est prévu pour 1887, au chapitre des recettes, une somme de 4,934,936 francs; c'est-à-dire, un chiffre qui est en diminution de 154,423 francs par rapport à 1885, et de 699,487, c'est-à-dire en chiffres ronds. de 700,000 francs par rapport à 1884. Cette somme de 5,934,936 francs, prévue pour 1887 comme produit du travail des détenus, viendra en réduction du chiffre de 11,069,415 francs inscrit au budget des réformes.

Messieurs, cet état décroissant des recettes mérite certainement toute l'attention de la Chambre, et il m'engage à rechercher s'il ne serait pas possible d'introduire dans le travail des prisons, aussi bien civiles que militaires, une nouvelle organisation du travail, plus profitable d'abord aux intérêts du Trésor et de nature à faire cesser les plaintes que diverses industries privées élèvent très souvent contre la concurrence qui leur est faite par le travail des détenus.

(A suivre.)

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Sommaire. — FRANCE. — 1^o Société de l'Enfance pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes garçons pauvres de la Ville de Paris. — 2^o Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle. — 3^o Orphelinat agricole de la Haute-Marne.

ÉTRANGER. — 1^o Société de patronage du grand-duché de Bade. — 2^o Société de patronage du royaume de Saxe. — 3^o Société de patronage du canton de Zurich. — 4^o Société de patronage de Stockholm. — 5^o Société de patronage de Lodi.

FRANCE

I

Société des Amis de l'Enfance pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes garçons pauvres de la Ville de Paris.

« Venir au secours des jeunes garçons pauvres de la Ville de Paris, les recueillir, leur donner un asile, une éducation conforme à leur condition sociale, en faire d'honnêtes gens, de laborieux artisans; en un mot prendre des *enfants* des mains de la misère et rendre des *hommes* à la société, voilà le but que l'œuvre se propose. »

Ainsi s'exprime la notice placée en tête du dernier compte rendu de cette œuvre fondée il y a *cinquante-neuf ans*, par quelques hommes appartenant à différentes classes de la société, mais tous animés de la même pensée. Ils ont trouvé des successeurs dignes d'eux et la Société qu'ils ont fondée, sous le nom touchant d'*Amis de l'enfance*, n'a cessé de se développer,

soutenue par la charité publique et aussi par le dévouement inébranlable de ceux qui la dirigent.

Nous avons vu le but de l'œuvre, voyons maintenant les moyens qu'elle emploie pour l'atteindre.

« Il est des enfants sans famille; il en est dont la famille ne saurait subvenir à leurs besoins physiques et moraux; la Société recueille les uns et les autres en se chargeant de les élever et de les instruire, elle les place dans des établissements d'éducation.

» Certains enfants ont besoin d'assistance, mais peuvent rester sans péril au foyer domestique. La Société s'estime heureuse de ne point les enlever à la tendresse de leur mère, et elle leur distribue chaque mois un secours à domicile.

« Le temps de l'apprentissage venu, elle les place chez des maîtres où des membres du Conseil qui se sont partagé ce soin vont souvent les visiter, s'informer de leur conduite, écouter au besoin les réclamations et les plaintes. Chaque dimanche on les réunit, rue de Crillon, n° 15, près de la Bastille, dans une maison que la Société a construite pour cet objet. On les habille, on les nourrit, on leur fait prendre en commun les repas, les délassements nécessaires au travail; on dit pour eux, chaque dimanche, une messe dans la chapelle de la maison.

» L'apprentissage terminé, des relations libres mais régulières, favorisées par une pensée de reconnaissance filiale et d'assistance fraternelle, se perpétuent entre l'œuvre et les hommes qu'elle a formés.

» C'est à cette direction *paternelle* et de *famille* qui lui a été imprimée par ses fondateurs que la Société entend rester fidèle. »

La quarantième séance générale de la Société a eu lieu, le dimanche 30 mai 1886, dans la grande salle de la maison de famille, rue de Crillon, n° 15, sous la présidence de Monseigneur Di Rende, nonce apostolique,

Nous détachons du rapport présenté par M. A. Jourdan les passages suivants :

« Le 1^{er} janvier 1886, la Société des Amis de l'Enfance secourait 119 enfants. Sur ces 119 enfants, 24 étaient placés comme pensionnaires à Saint-Nicolas de Paris, 49 à Issy, 30 à Igny dont 17 suivaient les classes et 13 travaillaient au jardin, 14 à l'orphelinat Saint-Louis, 1 à Cellule et 1 à Gentilly.

» Le 31 décembre 1885, le chiffre de nos enfants en pension

s'élevait à 141. C'est donc une augmentation de 22 enfants au cours de l'année 1883.

» Le nombre des enfants secourus à domicile était de 14 le 1^{er} janvier 1883; il était de 11 le 31 décembre 1883. Le chiffre des secours à domicile distribués pendant cet exercice représente une somme de 1,628 fr. 25.

» Quand nos pupilles ont accompli leur treizième année, ils quittent la pension et ils entrent en apprentissage.

» Au cours de l'année 1883, la maison de famille a été fréquentée par 73 apprentis en moyenne; cette moyenne avait été de 74 en 1884. Dans le nombre de ces 73, il y avait 25 nouveaux arrivants. Malgré la crise pénible qui sévit sur l'industrie parisienne, la Société a eu la bonne fortune de placer ces 25 enfants chez des patrons.

» La durée des contrats d'apprentissage est généralement de quatre ans.

» En 1883, quinze de ces contrats sont arrivés à leur terme.

» La Société des Amis de l'Enfance ne perd pas de vue ses protégés, même après leur émancipation par le travail. Elle a créé pour eux le Comité des anciens apprentis et une Société de secours mutuels. Un local est réservé aux réunions de ce Comité dans la maison de famille.

» Le dimanche, ses membres y retrouvent leurs camarades d'apprentissage, souvent leurs patrons d'autrefois, et même quelques-uns de nos collègues. On s'amuse, car on a sous la main livres, gravures et jeux de toutes sortes.

» Tous les ans, pendant l'été, si tant est qu'il y ait un été sous notre ciel brumeux, notre cher vice-président organise une grande excursion dans les environs de Paris; il sert de guide aux touristes.

» Quant à la Société, elle n'en est plus à ses premiers pas dans le monde; elle a été approuvée par arrêté ministériel dès le 25 mai 1860. Elle grandit et se développe de jour en jour. Elle comptait, en 1884, 42 membres; elle en a compté 47 en 1885. Cette mutualité s'efforce d'étendre de plus en plus la sphère de son action. Elle a versé, du reste, pour l'exercice 1885 une somme de 500 francs à la Caisse des retraites.

.

» Le total des recettes de 1883, déduction faite du reliquat de l'année précédente, s'élève à 86,488 fr. 75 c.

» Dans cette somme importante, les pensions figurent pour 37,141 fr. 80 c., les souscriptions pour 7,401 francs et les dons pour 4,350 francs.

» En 1884, les pensions n'avaient atteint que le chiffre de 34,141 fr. 85 c. et les souscriptions celui de 6,477 fr. 50 c. La quête qui n'avait produit que 5,455 fr. 50 c. en 1884, a été plus fructueuse en 1885; elle a rapporté 8,688 fr. 75 c. Nous avons en outre recueilli pour notre part, dans les bénéfices de la vente de charité organisée en 1885 à la salle Albert-le-Grand, une somme de 21,000 francs.

» Le reliquat de 1885 est de 10,033 fr. 05 c. et excède par conséquent celui de 1884 qui était seulement de 8,303 fr. 35 c. .

» Le total des dépenses de 1885 s'est élevé à 84,759 fr. 05 c.

» La maison de famille nous a coûté 18,181 fr. 80 c. Nous avons payé pour les pensions une somme de 44,718 fr. 75 c. »

La lecture de ce rapport terminée, il a été procédé à la distribution des diplômes et des prix. Puis la séance a été levée après une allocution de M^{re} Di Rende.

Nous n'avons pu donner qu'une idée de cette œuvre attachante. Nous voudrions que tous ceux qui s'intéressent à ces questions puissent visiter, comme nous l'avons fait, la maison de famille de la rue de Crillon. Ils seraient frappés comme nous, non seulement de la parfaite organisation matérielle de l'œuvre, mais aussi des résultats moraux obtenus, grâce, il faut le dire, au zèle infatigable du directeur et de tous les membres de cette Société, tous de véritables amis de l'enfance.

II

Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle.

Le *Bulletin* n'a pas parlé de cette Société depuis mars 1884 (p. 297). Ce n'est pas que sa prospérité ait cessé un seul instant de s'accroître; c'est simplement parce que sa vie, en devenant plus réglée, est devenue nécessairement monotone. Et en effet, à part quelques changements dans les chiffres de sa statistique, il n'y a à ajouter que peu d'observations au compte rendu de 1884.

Elle comptait, au 1^{er} janvier 1886, 645 patronnés. Au point de vue de la conduite, ils se répartissaient ainsi :

Conduite très bonne (excellents sujets)	218
Conduite bonne	300
Conduite passable	70
Conduite médiocre	57
TOTAL	645

Et il importe de noter que ce classement, quelque brillant qu'il soit, n'est nullement arbitraire. Il résulte de notes précises et détaillées, d'un examen scrupuleux du dossier de chaque patronné.

Au point de vue de leurs grades et emplois, ils se répartissaient ainsi :

Sous-lieutenant	1
Adjudants	3
Sergents-majors	3
Maréchaux des logis	2
Sergents ou sergents-fourriers	27
Brigadiers	11
Caporaux ou caporaux-fourriers	45
Emplois : Musiciens	26
Clairons	28
Tambours	5
Trompettes	18
Moniteurs de gymnase	7
Prévôts d'escrime	4
Tailleurs	11
Cordonniers	9
Armuriers	5
Maréchaux ferrants	6
Secrétaires	8
Professions diverses	36
Arm. spéc. : Gendarmerie	1
Équipages de la flotte	38
Simples soldats	351
TOTAL au 31 décembre 1885.	645

La Société se montre à juste titre fière de ce patronné qui

à force de persévérance dans sa bonne conduite, de bravoure dans les combats, de délicatesse dans l'honorabilité, a su conquérir ce beau titre d'officier français. Elle est non moins fière de voir briller sur la poitrine de cinq autres de ses enfants la médaille militaire, prix de leur sang, symbole de leur courage dans les expéditions lointaines. Enfin l'augmentation du nombre des excellents sujets se manifeste encore par l'augmentation rapide du nombre des livrets d'honneur. Ces livrets (simples livrets de Caisse d'épargne) ne sont accordés qu'aux jeunes gens qui pendant trois ans n'ont encouru aucun reproche et se sont constamment montrés dignes d'éloges particuliers. Leur valeur morale est ainsi infiniment supérieure à leur valeur matérielle (20 francs). Dix-neuf ont été délivrés en 1885, alors qu'en 1884 dix seulement avaient pu être conquis.

Si des résultats nous remontons au fonctionnement, nous constatons que l'action de la Société s'exerce sur ses protégés par trois moyens à la fois : la correspondance, les visites et les récompenses. La correspondance s'établit entre le Président et les engagés au lendemain même du jour où ils ont quitté la maison d'éducation correctionnelle où ils ont sollicité leur inscription sur les contrôles de la Société. Elle devient peu à peu de plus en plus intime, même affectueuse, surtout si quelques visites ont pu établir à certains moments des relations orales entre le Président ou ses correspondants et les jeunes gens. Quelques secours en argent sont envoyés, à titre de récompense, à ceux qui se conduisent bien. Ces faibles sommes, toujours bien accueillies, apportent un adoucissement dans leur vie souvent dure, surtout aux colonies, et les encourage à persévérer dans la bonne voie. L'exclusion de la Société punit impitoyablement ceux qu'une mauvaise conduite persistante rend indignes de sa protection. En 1885, 62 patronnés ont été rayés de ses listes.

C'est ainsi que l'action à la fois paternelle et ferme de la Société arrive, à l'aide de la discipline inflexible du régiment, à maintenir ces jeunes gens dans le devoir et parvient à constituer cette transition si difficile entre la claustration rigoureuse de la colonie pénitentiaire et la liberté absolue de la vie civile.

A la sortie du régiment, il reste à la Société une dernière mission à accomplir, la plus délicate et la plus importante : assurer à ses pupilles une position honorable qui leur permette

de vivre, qui les soustraie aux tentations de la misère. Au jour de leur libération, les patronnés se divisent en trois catégories : les uns trouvent seuls une position, soit avec l'aide de leur famille, soit par eux-mêmes ; les autres sont placés directement par la Société ; d'autres enfin, ne se contentant pas des positions qui peuvent leur être offertes par la Société, reçoivent, en attendant qu'ils se soient établis plus à leur convenance, des secours temporaires. — Tous d'ailleurs peuvent être admis, au moment de leur libération militaire, au bénéfice de secours qui auraient pour but, par exemple : l'achat de vêtements civils ou d'outils, d'un petit mobilier pour éviter les garnis, de faciliter un mariage, etc. Tous en outre peuvent être admis au bénéfice d'avances faites, dans les mêmes cas intéressants, par la Société. Il est remarquable de constater que ces avances, d'ailleurs toujours modestes et peu fréquentes, sont remboursées sinon exactement dans les délais promis, du moins, plus ou moins tard, avec un sentiment très exact de l'obligation d'honneur qui pèse sur l'emprunteur.

A. RIVIÈRE.

III

Orphelinats agricoles de la Haute-Marne.

Colonie de Corgebin.

Le journal *le Soleil* a signalé la création d'une nouvelle colonie agricole dans la Haute-Marne ; c'est là une œuvre véritablement utile et nous espérons que l'exemple donné par M. Forgeot sera suivi dans d'autres départements. Voici l'article du *Soleil* :

« Nos lecteurs savent tout le bien que nous pensons de la *Société pour la protection de l'enfance abandonnée ou coupable*, cette création utile entre toutes, due à l'initiative de M. Georges Bonjean, et qui a rendu déjà de si grands services. Ils ne s'étonneront donc pas de nous voir leur recommander une œuvre qui va en être en quelque sorte le corollaire. Il s'agit de la fondation d'une Société d'orphelinats agricoles dans la Haute-Marne, cette fondation, dont l'initiative a été prise par M. Jules Forgeot, ancien sous-préfet, inspecteur de l'Assistance publique,

pour en faire de bons serviteurs de ferme et même d'excellents chefs de culture.

» Il est temps d'entraver la propension qu'a la jeunesse de l'époque à quitter les champs pour la ville.

» Le premier établissement modèle sera installé au château de Corgebin, à cinq kilomètres de Chaumont (Haute-Marne). La Société aura là cent hectares de terres labourées et des bâtiments tout construits et en très bon état.

» La Société fondée au capital social de 100,000 francs, fait appel, pour constituer ce capital, à tous ceux qui sont désireux de la régénération de l'enfance par le travail. Nous devons dire qu'il n'y a pas là une œuvre de spéculation, mais la Société, étant forcée d'être propriétaire, a dû se constituer légalement sur les bases de toutes les sociétés anonymes.

» Après l'expérience faite à Corgebin, les fondateurs se proposent d'étendre leur champ d'exploration et espèrent que leur exemple sera suivi dans d'autres départements. »

ÉTRANGER

I

Société de patronage du Grand-Duché de Bade.

L'Association badoise pour le patronage des libérés se compose actuellement de 59 groupes de district (*Bezirksvereine*) réunis par une Direction centrale, composée de 5 membres, et placée sous la protection de son S. A. le grand-duc de Bade.

L'année 1885 était pour la plupart de ces groupes la troisième année, et pour quelques-uns seulement la quatrième de leur concentration. Le rapport de cette année est aussi riche qu'intéressant par le nombre et la nature des documents qu'il fournit.

La Société compte actuellement 6,652 membres. Elle possède une fortune de 24,949 marks; ses recettes se sont élevées en 1882 à 4,747 marks, en 1883 à 5,375 marks, en 1885 à 9,373 marks. Les dépenses ont été en 1882 de 4,511 marks, en 1883 de 5,302 marks, en 1885 de 5,090 marks. Dans les quatre années 1880-81-82-83, la Société s'est occupée de 1,140 individus. 196 sont considérés comme définitivement rendus au bien, 328 sont notés bons, 212 mauvais, 86 rayés comme incorrigibles, 17 partis volontairement, 235 absents, fugitifs ou émigrés, 66 morts. En 1885, 418 individus ont fait l'objet d'une enquête, 25 ont été éliminés, 4 renvoyés à des unions charitables pour femmes. — Le nombre des individus restant sous la surveillance des comités depuis l'année dernière était de 38; il y a eu 380 admissions nouvelles, ce qui a fait un total de 418 et une augmentation de 110 sur l'année précédente.

On constate une diminution dans le nombre des prisonniers enfermés à Marienschloss, à DarinStadt, à Mayence et à Dieburg. Ils étaient respectivement pour l'année 1883 au nombre de 340, 183, 157, 260 en moyenne; ils n'ont été en moyenne dans l'année 1884 qu'au nombre de 302, 161, 140 et 149.

Le nombre des demandes de secours s'est sensiblement élevé. Il était en 1884 de 308; il a été en 1885 de 401; ce chiffre est d'autant plus remarquable qu'il coïncide avec une diminution dans la population des prisons qui de 2,246 individus en l'année 1884 est descendue à 2,203 en 1885, et que cette diminution est le plus sensible dans les prisons centrales où se subissent les pénalités les plus fortes.

Il semble également, d'après l'examen des chiffres, que les libérés aient plus de tendance à se placer dans les campagnes que dans les villes.

On a constaté également que les demandes individuelles de secours dépassent de 211 celui des requêtes communiquées par l'administration. Cela tient apparemment soit à ce qu'une partie des condamnés n'a pas été jugée digne d'être recommandée par l'administration, soit à ce que les libérés qui ne s'étaient préoccupés de rien pendant leur séjour à la prison, sont venus après réflexion solliciter un appui. — Aussi demande-t-on qu'avant la mise en liberté du prisonnier, on lui fasse connaître aussi complètement que possible les conditions d'entrée dans une colonie de travailleurs; on émet aussi l'idée qu'avant d'adresser les prisonniers aux sociétés de secours, l'administration remette aux présidents des comités une notice sur leur vie antérieure, — ou leur donne une sorte de livret qui sera communiqué ensuite aux personnes qui les emploieront.

Quant à la nature des secours accordés, ils ont fréquemment consisté en une somme d'argent destinée à faciliter le rapatriement des libérés dans leur lieu d'origine où ils trouvent plus facilement à travailler et à vivre. Toutefois ce mode de secours présente des abus, et l'on s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu de les retenir au préalable quelque temps dans un asile ou dans une colonie de travailleurs.

Pour combattre les préjugés qui s'opposent à l'emploi des libérés comme travailleurs, on a adressé un questionnaire aux groupes de district afin de savoir si cet emploi n'était pas accompagné de quelques inconvénients; 24 groupes de villes n'ont pas donné de réponse, les autres n'ont rien exposé de défavorable.

Le rapport expose ensuite que la question de l'émigration a donné lieu à un échange de correspondance entre la direction centrale et le ministère de l'intérieur. Le ministère avait donné à la maison de travail de Kinslau des instructions pour empêcher

l'émigration des libérés. La raison en était que les États-Unis d'Amérique opposaient de grandes difficultés à l'introduction des émigrants dans leur pays : on refusait de recevoir à l'arrivée ceux qui étaient faibles d'esprit ou infirmes, ainsi que ceux qu'on présumait susceptibles de tomber rapidement à la charge du bureau des pauvres. Cependant l'émigration constitue un puissant moyen de relever l'individu déchu, par un changement de milieu. Il faut seulement qu'à l'amélioration morale obtenue par le régime de la prison se joignent des qualités physiques différentes de force et de résistance au travail. Le ministère a donc pensé qu'on pourrait parer à ces difficultés nouvelles de l'émigration en soumettant à l'examen de l'administration des maisons de travail les aptitudes des individus qui demandent à émigrer.

Enfin, à propos de l'éducation correctionnelle des jeunes gens, on a pensé qu'elle devait être entreprise soit dans des familles disposées à les recevoir et qualifiées pour cette œuvre, soit dans des établissements publics ; mais que cette tâche serait grandement facilitée si les différents groupes de l'association pouvaient recueillir et indiquer le nom des familles qui leur offrent un accueil. En terminant, on a rappelé la création de l'asile de Scheibenhart pour les femmes, due en grande partie à la générosité de S. A. le grand-duc de Bade et d'où l'on attend d'excellents résultats.

P. BAILLÈRE.

II

Société de patronage du Royaume de Saxe.

L'Association saxonne pour le patronage des condamnés libérés fondée par décret royal du 2 juin 1836 compte maintenant cinquante ans d'existence ; elle a célébré son cinquantenaire en présence de S. M. le roi de Saxe et des princes royaux. Le compte rendu de cette séance intéressante ne nous donne pas un exposé complet de la situation de la Société ; mais il nous fournit pourtant quelques chiffres dignes de remarque. On compte

actuellement 37 groupes rattachés à une direction centrale. La Société possédait un fonds de 12,936 marks, indépendamment de différents legs importants. En général, les ressources des cercles, sauf les grandes villes où l'on recueille surtout des legs, sont tirées des revenus ecclésiastiques ou de la caisse des communautés; les autorités du cercle et les conseils municipaux donnent également des subventions importantes, si bien qu'un certain nombre de groupes ont cessé de s'imposer directement. Les sommes dépensées montent à des chiffres considérables. L'État inscrit à son budget pour les pauvres qu'il adresse à l'association une somme de 500,000 marks. Les villes de Dresde et de Leipzig dépensent annuellement 1,500,000 marks, Chemnitz donne 200,000 marks, Zwickau 105,000 marks, la Société Albert (*Albertverein*), fondé par la Reine, possède un revenu de plus de 50,000 marks, et la Société nationale (*Landesverein*) a dépensé l'an dernier une somme de plus de 39,074 marks. On compte encore plus d'un millier d'associations charitables petites ou grandes dans la Saxe. En résumé, la subvention que donne l'État aux associations charitables locales (*Ortsarmenverbände*) se monte à environ 5,000,000 de marks.

Quant à l'efficacité des mesures prises, nous relevons seulement quelques observations. On a noté qu'un certain nombre de libérés adressés par l'Administration des prisons aux personnes du clergé ou des groupes charitables qui s'en occupent montrent peu d'empressement à s'y rendre. C'est ainsi qu'à Chemnitz-ville, en 1884, sur 128 individus on en a vu arriver seulement 91, en 1885 sur 190 seulement 105. A Dresde-ville sur 499 on en a vu 346; à Bautzen sur 66, seulement 13; à Kamenß sur 17, seulement 2. — Si on suit à Dresde-ville ce que sont devenus les libérés, on voit que sur les 346 individus recueillis, 16 ont été renvoyés dans les pays dont ils étaient originaires, 103 ont été congédiés presque aussitôt pour avoir fait des demandes exagérées ou montré du mauvais vouloir, 25 n'ont eu besoin que d'une direction utile, 202 ont été réellement secourus. De ceux-ci 34 ont été notés mauvais, 45 très bons, 67 bons et 42 assez bons, ce qui implique un résultat favorable de 154 sur 202.

P. BAILLÈRE.

III

Société de patronage du canton de Zurich.

Le Comité central de patronage des libérés de Zurich a publié son rapport annuel. Nous voyons, au commencement du rapport que deux stations ont été ouvertes aux jeunes délinquants âgés de moins de 18 ans, l'une à Ringweil par l'État, l'autre à Bächtelen, près Berne, par le comité de cet asile. Il a été question de faire une colonie de travailleurs dans le canton de Saint-Gall, mais les ressources n'ont pas paru suffisantes pour entreprendre une œuvre pareille ; on a craint le rassemblement en un seul lieu de gens peu sûrs, et enfin on a pensé que le dévouement de certains patrons qui consentent à fournir du travail aux libérés suffisait actuellement.

Les recettes de l'Association se sont élevées à 7,596 francs, les dépenses à 4,078 francs, sur lesquelles 1,275 francs ont été versés aux libérés de la prison centrale, 512 francs donnés à titre de secours postérieurs, et 608 francs remis aux libérés des prisons du district. — 29 individus se sont trouvés sous le patronage du comité ; 4 en ont été déchargés pour bonne conduite, et 10 en ont été éliminés pour diverses causes.

P. BAILLÈRE.

IV

Société de Stockholm formée pour venir en aide aux criminels qui ont subi leurs peines.

Comptes rendus de l'année 1885.

Le but de cette Société, comme le titre le dit et comme les règlements l'exigent, est de procurer, surtout aux jeunes criminels, de bonnes places et de les surveiller de manière à leur venir en aide, moralement ou avec de l'argent, quand, sortis de

prison ils sont malheureux ou exposés à de trop grandes tentations.

En sortant de prison, leurs papiers, pendant un certain temps, montrent qu'ils n'ont pas droit à la confiance des citoyens; c'est surtout pendant ce temps que la Société se propose d'aider ceux qui se sont bien conduits dans la prison pour qu'ils puissent, par un travail honnête, regagner l'estime de ceux qui les entourent.

La statistique nous montre comme protégés de l'année 1883:

2	personnes de	15 à 17	ans;
7	—	18 à 20	—
6	—	21 à 25	—
6	—	26 à 35	—
2	—	36 à 50	—

Total : 20 personnes, parmi lesquelles 1 personne mariée et 19 célibataires.

11	de ces personnes étaient nées à Stockholm,
9	— — à la campagne,
4	— avaient la confiance des citoyens,
16	— n'avaient pas — —

Conformément aux règlements et aux exemples des Sociétés de patronage, à l'étranger, la Direction a donné des secours à 24 ex-criminels en liberté : 16 hommes et 8 femmes. La Direction n'a pas voulu compter ces personnes au nombre de ses protégés, ne pouvant en prendre la responsabilité vis-à-vis d'un patron.

La Direction a eu la joie de constater que beaucoup de protégés des années précédentes se conduisaient extrêmement bien, et qu'on pourrait maintenant les compter parmi les hommes dignes d'estime.

Depuis six ans que la Société existe, le nombre des protégés a été de 119, et 98 se sont conduits de manière à satisfaire la Direction.

V

*Du Patronage des libérés de la prison de Lodi
(Italie).*

A deux heures de l'après-midi, le 14 juin, a eu lieu la séance solennelle annuelle de cette estimable Société.

Le rapport très étudié lu par l'avocat Martini annonce à l'actif de la Société la somme de 9,538 fr. 14 c.

Les libérés admis au patronage ont été au nombre de 17. Parmi eux 11 ont reçu des secours effectifs en vivres, ou objets de travail, 6 autres ont simplement reçu des soins moraux.

Sur les 17, 13 sont demeurés dans la bonne voie, 2 seulement sont retombés dans le mal par suite d'une tendance innée pour l'oisiveté et le vol. A quelques-uns on a refusé le patronage parce qu'ils ne le méritaient pas.

Le rapport explique qu'à la différence des autres institutions de bienfaisance pure, le Patronage ne doit pas se croire obligé de dépenser tous ses revenus, soit pour ne pas faire de la charité inconsidérée en faveur de ceux qui s'en montrent indignes et de ne pas prêter des forces au mal sous prétexte de le guérir en venant en aide indistinctement à n'importe quel libéré, tandis que pour répondre au but de l'institution elle ne doit assister que ceux-là seuls qui offrent des chances d'amendement; soit pour ne pas créer ainsi une position plus favorisée que celle des pauvres honnêtes. Aussi le Patronage, dans les cas vraiment méritoires, a une durée limitée et se contente d'accompagner celui qui sort de prison dans les premiers pas de la vie libre pour qu'il ne retombe pas dans le mal, mais ne doit pas prendre la forme d'une assistance continue.

Ce but atteint et quand même les tentatives auraient échoué, le patronage cesse et l'individu est abandonné en toute liberté à son instinct de bien ou de mal faire.

Sous ce véritable aspect, le Patronage est une institution de prévoyance et en plus d'égalité et de fraternité, puisqu'elle enlève

la disproportion non de la peine, mais de ses effets, et parce qu'elle s'efforce de prévenir les causes de nouveaux délits qui bien souvent proviennent de l'abandon dans lequel est laissé le pauvre libéré.

Le compte rendu recommande aux soins du patronage la bibliothèque de la prison comme étant un des moyens d'éducation et les arrangements faits avec la Congrégation de charité pour pouvoir éventuellement recueillir dans l'atelier quelques libérés méritants et extrêmement besoigneux, afin de leur procurer du pain et du travail pendant le temps où le libéré cherche par lui-même une occupation stable.

Il donne d'autres renseignements sur l'œuvre du Conseil de direction pour mieux atteindre le but de l'institution et parle de son intention d'étendre l'action de la Société dans les départements en créant des délégations spéciales.

Le rapport se termine par la lecture de l'approbation et des encouragements reçus du ministre de l'Intérieur qui vient d'accorder un subside de 500 francs et remercie les autorités politiques et administratives de la preuve d'intérêt donnée à l'association.

SEANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 16 FÉVRIER 1887

*Présidence de M. BÉTOLAUD, ancien bâtonnier des avocats à la
Cour de Paris, Président honoraire.*

Sommaire : Membres nouveaux. — Ouvrages offerts à la Société. — Election d'un membre du Conseil de Direction. — Rapport de la Commission des comptes sur l'exercice 1886, et vote du Budget pour l'année 1887 : M. Georges Dubois, *rapporteur*. — Discussion du rapport de M. Quérenet, sur la peine de mort.

La séance est ouverte à 4 heures 1/2.

M. JAMES NATTAN, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal, qui est adopté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Depuis notre dernière séance, le Conseil de Direction a admis comme MEMBRES TITULAIRES de la Société :

MM. Henri RODEL, avocat à la Cour de Bordeaux.

Alexandre SALOMON, secrétaire du Conseil des Prisons de l'Empire de Russie.

M. le Pasteur Robin a offert à la Société son beau travail sur les mesures propres à empêcher les mendiants et les vagabonds de tomber dans la récidive, dont il a fait tirer à part un certain nombre d'exemplaires.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, le scrutin est ouvert pour l'élection d'un membre du Conseil de Direction en remplacement de M. l'abbé de Hombourg, que nous avons eu la douleur de perdre.

— M. Boullaire, ancien magistrat, est élu à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, M. Boullaire a réuni l'unanimité des voix. En conséquence, j'ai l'honneur de le proclamer membre du Conseil de Direction.

L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport de M. Dubois, sur l'exercice 1886 et sur le budget de la session 1887.

La parole est à M. Georges Dubois, rapporteur.

M. Georges DUBOIS, *rapporteur*. — Messieurs, le Conseil de direction, après avoir entendu la Commission des comptes, a l'honneur de vous présenter le rapport suivant sur les recettes et les dépenses de l'année 1886, et de vous soumettre le budget de 1887.

Chapitre premier.

Comptes de l'année 1886.

L'actif, aux comptes de M. le Trésorier, s'élève à la somme de	Fr.	12.538 15
Les dépenses s'élèvent à celle de		10.418 83
Ce qui nous laisse un excédent de.	Fr.	<u>2.119 32</u>
que M. le Trésorier Pagès représente au 31 décembre 1886 par un dépôt en compte courant à la Société Générale de		842 93
Et en espèces.		<u>1.276 39</u>
TOTAL ÉGAL	Fr.	<u>2.119 32</u>

Le détail de l'actif et du passif pour l'année 1886 s'établit ainsi, suivant comptes appuyés de leurs pièces justificatives :

§ 1^{er}. — RECETTES.

1 ^o Cotisations.	Fr.	7.860 »
2 ^o Vente de <i>Bulletins</i> faite par le Secrétariat.		101 50
3 ^o Abonnements et vente de <i>Bulletins</i> par la maison Chaix pendant les années 1884, 1885 et 1886 (1)		<u>769 80</u>
A reporter	Fr.	<u>8.731 30</u>

(1) Cette somme se décompose ainsi qu'il suit pour chacun des trois exercices indiqués :

1884	Fr.	325 80
1885		198 »
1886		<u>246 »</u>
TOTAL	Fr.	<u>769 80</u>

<i>Report.</i> . . . Fr.	8.731 30
4 ^e Arrérages de la rente 3 0/0	300 »
5 ^e Intérêts de compte courant.	56 10
6 ^e Bonifications de change.	6 13
TOTAL. . . . Fr.	9.093 53
Si l'on ajoute à ce total le montant de l'encaisse disponible au 1 ^{er} janvier 1886.	3.444 60
on trouve le total de l'actif. Fr.	<u><u>12.538 13</u></u>

§ 2. — DÉPENSES.

Article 1 ^{er} . — Impressions	6.673 70
» 2. — Frais d'affranchissement et de ban- des pendant les années 1884, 1885 et 1886 (1).	1.585 18
» 3. — Traitement de l'agent.	600 »
» 4. — Loyer et impôts	685 »
» 5. — Frais de bureau et Secrétariat.	584 25
» 6. — Caisse des écoles du 1 ^{er} arrond ^t	160 »
» 7. — Frais de recouvrement et divers.	130 70
TOTAL. . . . Fr.	10.448 83
Lequel, si on l'y ajoute l'excédent de	2.419 32
établit la balance à. Fr.	<u><u>12.538 13</u></u>
Somme égale à l'actif total.	

Chapitre II.

Projet de budget pour l'année 1887.

Le nombre des cotisations recouvrées en 1886 étant légèrement inférieur à nos prévisions, le Conseil de direction estime qu'il est de prudence de reporter dans les prévisions et allocations pour 1887 une réserve extrême. Il a donc l'honneur de vous présenter, en prévision de recettes et dépenses, le projet suivant :

(1) Cette somme se décompose ainsi qu'il suit pour chacun des trois exercices indiqués :

1884	Fr. 562 15
1885	458 90
1886	564 13
TOTAL. Fr.	<u><u>1.585 18</u></u>

§ 1^{er}. — RECETTES.

Article 1 ^{er} . — Cotisations (390 à 20 francs). Fr.	7.800	»
» 2. — Arrérages de la rente.	300	»
» 3. — Vente de numéros du Bulletin. . .	200	»
» 4. — Bonification d'intérêts de comptes courants.	50	»
TOTAL. . . Fr.	8.350	»

§ 2. — DÉPENSES.

Article 1 ^{er} . — Impressions	6.500	»
» 2. — Frais d'affranchissement et frais de bandes.	550	»
» 3. — Loyer et impôts (y compris le loyer d'un magasin pour le dépôt de nos collections).	783	»
» 4. — Frais de recouvrement des cotisations	133	»
» 5. — Frais de secrétariat et de bureau .	500	»
» 6. — Traitement de l'agent	600	»
» 7. — Don à la Caisse des écoles du 1 ^{er} arrondissement	160	»
TOTAL. . . Fr.	9.230	»

Chapitre III.

État financier de la Société au 1^{er} janvier 1887.

L'avoir de la Société se compose de :

1 ^o Le capital de la rente 3 0/0 sur l'État français, représenté par 6 titres au porteur (deux de 10 francs de rente, un de 30 francs, un de 50 francs et deux de 100 francs), lesquels sont aux mains de M. le Trésorier Pagès, au cours du 1 ^{er} janvier 1887. . .	8.343 75
2 ^o Le reliquat disponible, tous comptes de 1886 apurés	2.119 32
3 ^o Collections du Bulletin. Fr.	Mémoire.

Il résulte de ces comptes, Messieurs, que la situation ne s'est point améliorée depuis l'année dernière, et que la plus rigoureuse économie nous est imposée dans l'établissement de nos dépenses. Notre solde en caisse, qui était de 3,444 fr. 60 c., à la fin de

l'année 1885, s'est trouvé réduit à 2,119 fr. 32 c. au 31 décembre dernier. Cet écart considérable n'est heureusement point imputable en entier à l'exercice dont nous venons de vous présenter les comptes. Notre trésorier a eu, en effet, à prélever sur notre réserve les reliquats passifs des deux exercices antérieurs. Il n'a pu obtenir qu'à une date toute récente, de la maison Chaix et C^{ie}, le relevé des abonnements au Bulletin et des ventes au numéro effectués par elle tant en 1886 qu'en 1884 et en 1885, ainsi que le compte des frais d'affranchissement et de confection de bandes avancés par cette maison pendant les mêmes années.

Les frais qui viennent d'être spécifiés dépassant de beaucoup, pour chaque exercice, le produit des abonnements et des ventes, le compte en question a fait apparaître un solde débiteur total de 815 fr. 38 c. Mais, pour dégager l'excédent réel des dépenses de 1886 sur les recettes correspondantes, il convient de déduire, de ce chiffre total de 815 fr. 38 c., la partie du solde débiteur dont s'agit qui était afférente aux exercices 1884 et 1885, soit ensemble 497 fr. 25. Cette déduction opérée (1), on voit, en laissant de côté le montant de l'encaisse disponible au 1^{er} janvier 1886 (de 3,444 fr. 60 c.), que les recettes *normales* de l'année 1886 se sont élevées à 8,579 fr. 75 c. et les dépenses *normales* à 9,397 fr. 78 c. ce qui donne un excédent réel de dépenses de 818 fr. 03 c.

Votre Conseil de direction s'est préoccupé de cette situation, et s'attache, d'une part, à diminuer nos dépenses, en réduisant au minimum nos frais d'impression (2); d'autre part, à tenter d'augmenter le chiffre de nos recettes par l'étude de combinaisons

(1) Cette déduction, pour plus de clarté, doit être effectuée sous une double forme :

1^{re} Déduction de 523 fr. 80 c. (somme afférente au produit des abonnements et de la vente au numéro pendant les années 1884 et 1885), à opérer sur les recettes de l'exercice 1886;

2^e Déduction de 1,021 fr. 05 c. (somme afférente aux frais d'affranchissement et de bandes pendant les années 1884 et 1885), à opérer sur le même exercice.

(2) Le montant des frais d'impression pour l'exercice 1887 est, sans doute, évalué, dans le projet de budget ci-dessus, à une somme de 6,500 francs, qui n'est pas notablement inférieure au chiffre des dépenses effectuées de ce chef en 1886 (6,673 fr. 70 c.); mais le Conseil de direction a décidé que les frais d'impression de la table décennale, qui doit paraître en 1887, devraient être compris dans ce chiffre total de 6,500 francs : ce sera donc réaliser une économie réelle et sensible, que de faire rentrer cette dépense extraordinaire dans le cadre de nos dépenses normales.

nouvelles qui permettraient de développer la vente de nos collections et la vente au numéro de notre *Bulletin*. Vous jugerez, sans doute, qu'il n'y a pas lieu de prélever cette année, sur notre encaisse, une somme quelconque pour la transformer en rente 3 0/0 et accroître ainsi notre réserve permanente.

Nous avons l'honneur de proposer à votre vote les résolutions suivantes :

1° Apurement des comptes de l'exercice 1886 et décharge de la gestion de M. le Trésorier Pagès ;

2° Remerciements à notre collègue pour le zèle qu'il veut bien mettre au service de notre Société ;

3° Adoption du budget proposé pour 1887 ;

4° Constatation, par le dépôt du présent rapport aux archives de la Société, de l'état financier actuel de la Société.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, je vous propose d'adopter les conclusions du rapport qui vient de vous être présenté et de voter des remerciements à M. Pagès, notre honorable trésorier, à qui nous devons l'excellente administration dont M. Georges Dubois vient de nous rendre compte.

— La proposition de M. le Président est adoptée à l'unanimité.

Je vous propose également d'offrir à la Commission des comptes, et spécialement à son rapporteur M. Georges Dubois, l'expression de votre reconnaissance.

— Cette proposition est également adoptée.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Quérenet sur la peine de mort. La parole est à M. Quérenet, rapporteur.

M. QUÉRENET, *docteur en droit, avocat à la Cour de Paris*. — J'ai à vous rendre compte aujourd'hui, Messieurs, de la mission que vous avez bien voulu me confier et dont le sujet était l'état, tant en France qu'à l'étranger, de la publicité des exécutions capitales. L'instant était propice. Le Sénat français était saisi d'un projet de loi sur la matière. La Société générale des Prisons a donc pris l'initiative d'une enquête internationale dont les résultats fort intéressants sont contenus dans le *Bulletin* de la Société de 1886. Mais d'autre part, et sans vouloir préjuger vos débats, j'ai voulu me renfermer strictement dans la question et je ne vais parler en ce moment devant vous que de la

publicité des exécutions capitales. Voudrez-vous élargir la discussion à propos de la publicité des exécutions capitales et traiter de la peine de mort elle-même ? Vous serez libres : mon rôle aujourd'hui est plus modeste : un projet de loi sur un point spécial a fixé l'attention des pouvoirs législatifs. Nous voulons seulement vous exposer ce projet, vous en dire l'économie et vous demander si, sur certains points de détail, il ne pourrait être justement amendé par la Chambre des Députés.

En France, Messieurs, celui qui a été condamné à la peine de mort a la tête tranchée ; et l'article 26 du Code pénal dispose que « l'exécution se fera sur une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation ».

Faut-il, en France, appliquer la non-publicité des exécutions capitales, à l'instar d'un certain nombre de législations étrangères ; faut-il souhaiter que la Chambre des Députés adopte et fasse loi d'État, la loi adoptée par le Sénat dans ses séances des 1^{er} décembre 1884 et 12 mai 1885 ?

Une première remarque à faire : il ne faudrait pas partir de ce principe pour l'examen de cette nouvelle réforme, que ce qui se fait à l'étranger doit être appliqué en France. A chaque peuple son génie propre, son caractère, ses mœurs ; ce qui est la loi en Angleterre peut être détestable chez nous. Nous avons trop, en France, cette tendance malheureuse à n'admettre comme bon et comme bien que ce qui est de provenance étrangère.

Examinons maintenant la question elle-même.

L'historique peut être fait rapidement. L'idée première de la proposition se rattache à coup sûr aux différents projets de loi déposés soit au Sénat soit à la Chambre des Députés, par M. Schœlcher, sénateur, ou par M. Louis Blanc, député, au cours de ces dernières années, et relatifs à l'abolition de la peine de mort.

Le chef actuel de l'État a d'ailleurs sur ce point des idées personnelles, qui, dans la pratique, aboutissent à une quasi-abolition de la peine, mais ce n'est là qu'un système personnel, qui ne vivra que ce que vivra l'homme ; le problème conserve donc son intérêt entier.

En présence cependant de ces diverses tentatives, le gouvernement crut devoir essayer de donner satisfaction partielle aux promoteurs des projets relatifs à l'abolition de la peine de mort, et, dans la séance du 20 mars 1879, un projet de loi dû à l'ini-

tiative du chef de l'État, fut déposé par M. Le Royer, ministre de la justice et par M. Lepère, ministre de l'intérieur et des cultes. Ce projet demandait la suppression de la publicité des exécutions capitales.

Ce projet rappelle que plusieurs pays nous ont déjà donné l'exemple :

L'Angleterre, la Prusse, plusieurs États de l'Allemagne, la Suède, une notable partie des États-Unis d'Amérique, ont pris soin d'enfermer l'échafaud dans l'enceinte des prisons. Cette disposition est également consacrée par le nouveau Code de l'instruction criminelle allemand qui est entré en vigueur au cours de l'année 1879.

» En France, dans les dernières années de l'Empire, plusieurs pétitions tendant à la suppression des exécutions publiques furent adressées au Sénat. Cette idée fit assez de progrès pour être accueillie avec une faveur marquée par le corps législatif, lorsqu'il fut saisi, en 1870, d'un projet de loi sur cet objet. Ce projet eût sans doute été voté, si quelques difficultés, portant sur des détails secondaires, n'avaient nécessité son renvoi à la Commission. Les événements qui survinrent peu de temps après empêchèrent la proposition d'aboutir.

» Le Gouvernement a pensé que cette réforme devait figurer au premier rang de celles qui pourront être introduites, avec prudence, mais avec décision, dans notre législation criminelle.

» Préparé, sous les auspices de l'honorable M. Dufaure, par les hommes les plus compétents, dans une Commission instituée au Ministère de la Justice, le projet que nous avons l'honneur de vous soumettre sera, nous l'espérons, accueilli favorablement par le Parlement et par l'opinion publique. »

Suivait le projet de loi qui comprenait seulement trois articles et dont les grandes lignes étaient les mêmes que celles de la proposition Bardoux. M. le sénateur Bardoux, en 1884, frappé de l'oubli dans lequel était tombé le projet du Gouvernement, le reprit pour son propre compte, et déposa une proposition de loi analogue sur le bureau du Sénat, dans la séance du 10 juin 1884.

Voici le début de l'exposé des motifs de l'honorable sénateur :

« La législation pénale n'a une autorité véritable qu'à la condition de satisfaire la majorité des hommes éclairés d'une nation, et de contenir des dispositions sur les genres de pénalités, sur leur application, conformes au progrès de la civilisation.

» Sans vouloir soulever à nouveau la question depuis si longtemps débattue de la légitimité et l'efficacité de la peine de mort ; sans avoir l'intention de réveiller des controverses que tous les criminalistes connaissent, sur son exemplarité, nous constatons qu'actuellement sa suppression ne peut être accueillie. Mais si l'opinion publique n'est pas présentement favorable à une modification aussi profonde dans notre système pénal, au contraire, une réaction de plus en plus puissante se produit partout contre la publicité des exécutions capitales. Les scènes révoltantes auxquelles elles donnent lieu, enlèvent à la justice son caractère de grandeur et de haute moralité sociale. Tantôt c'est la fanfaronnade du condamné qui s'efforce, au moment de mourir, de faire preuve d'un grand courage, qui excite l'admiration de ses camarades ; tantôt c'est l'attitude de la foule elle-même, manifestant par des applaudissements, par des plaisanteries, sa grossièreté et son cynisme, après des libations au cabaret voisin : tantôt c'est l'impression plus triste encore produite par une lutte désespérée engagée avec l'exécuteur par le condamné ; tantôt enfin, quoique ce soit plus rare, c'est la maladresse de l'exécuteur lui-même, aggravant la souffrance et effaçant ainsi dans le public le sentiment du respect de la loi. »

La même année, le 24 octobre 1884 M. Lucas, membre de l'Institut, faisait parvenir au Sénat une pétition, dans laquelle il rappelait sa pétition du 26 mars 1867 au Sénat impérial, pétition suivie d'une discussion mémorable, insérée au *Moniteur* du 30 décembre 1869. Cette proposition de M. Lucas fut reprise en 1870 à la Chambre des députés par M. le député Steenakers, et ce fut dans la discussion au Corps législatif que M. Jules Simon prononça un des plus beaux discours dont il ait fait retentir la tribune française (*Moniteur* du 22 mars 1870). Il est à regretter que l'éminent homme d'État n'ait pas cru devoir se souvenir en 1885 du discours de 1870 et qu'il se soit abstenu dans tout le cours de la discussion de la loi Bardoux, discussion qui, sachons le reconnaître, n'a présenté qu'un intérêt médiocre. Heureusement les rapports de M. Bardoux suppléaient à tout.

Si j'insiste sur les propositions de 1869 au Sénat et de 1870 à la Chambre, c'est pour en bien préciser le caractère que nous allons trouver tout entier dans les lignes suivantes extraites de la dernière pétition de M. Lucas :

« Supprimer la publicité des exécutions capitales me semblait

ainsi un acheminement à l'abolition de la peine de mort plutôt qu'un argument à l'appui de son maintien. » C'est l'opinion que soutint M. le garde des sceaux Baroche dans la discussion précitée de décembre 1869, en lui donnant toutefois une conséquence bien différente de celle de M. Lucas. L'impartialité commande de citer l'opinion qu'exprima M. Baroche :

« M. Lucas, il ne le dissimule pas, veut et poursuit l'abolition
» de la peine de mort : je ne l'en blâme pas ; sa persistance
» est très honorable, mais il faut examiner en face cette opinion
» avant de faire bon accueil aux moyens qui, dans la pensée
» de l'auteur, doivent amener ce résultat..... Je maintiens que
» tous les arguments vont contre la peine de mort, car si l'exécution de la peine de mort est un scandale, comment qualifier
» une législation qui conserve cette peine ? Si la peine de mort
» a été conservée, c'est à cause de l'exemplarité, de l'effet
» produit par l'exécution de cette peine. Quoi ! la société maintiendra le droit qu'elle a et qu'elle croit devoir conserver, de
» frapper de mort celui qui a frappé de mort son semblable,
» et elle se cachera pour exécuter son arrêt ! Il faut qu'il y ait
» publicité, précisément au nom même de tous les intérêts que
» M. le rapporteur a exposés ; il faut qu'il y ait publicité pour
» que si le malheur veut qu'un grand coupable, placé dans je ne
» sais quelle situation, soit frappé par la justice, on ne puisse
» dire, comme on l'a dit quelquefois, qu'il n'y a pas eu d'exécution, qu'il y a eu substitution d'un cadavre à un autre. Le
» doute ne peut être permis.

« En définitive, il faut comparer l'avantage, l'intérêt moral, légal qu'il y a à maintenir l'exécution publique de la
» peine de mort au scandale qui *quelquefois pourra se produire.* »

Voilà donc bien l'état de la question : M. Lucas désire l'abolition de la publicité des exécutions capitales comme moyen d'arriver à l'abolition de la peine de mort. M. Baroche la repousse par cela même. Serait-il indiscret de demander à M. Bardoux son sentiment sur la question ? Avec une grande habileté, il s'est gardé d'en rien dire au Sénat. Il serait à souhaiter que cette équivoque fût dissipée par la Chambre des Députés.

Arrivons maintenant à l'examen du projet, dont l'économie est très simple, et des objections qu'il peut soulever. En voici d'abord le texte, tel qu'il a été voté par le Sénat.

« **ARTICLE PREMIER.** — L'article 26 du Code pénal est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

» **ART. 26.** — L'exécution se fera au chef-lieu de la Cour d'assises dans l'enceinte de la prison la plus voisine, qui sera désignée par la Cour sur un tableau préalablement dressé par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

» Dans ce cas le transfert du condamné aura lieu dans les vingt-quatre heures qui suivront l'expiration du délai du pourvoi en cassation.

» L'exécution devra avoir lieu en présence des personnes ci-après désignées :

» 1° L'officier du ministère public désigné par le procureur général pour faire procéder à l'exécution ;

» 2° Le greffier qui a siégé à la Cour d'assises, ou, en cas d'empêchement, un greffier de la Cour ou du tribunal ;

» 3° Le directeur ou le gardien chef de la prison ;

» 4° Le médecin de la prison ou l'un de ses suppléants ;

» 5° L'officier commandant la gendarmerie ;

» 6° Le commissaire central ou le chef de la police de sûreté dans les villes où il en existe ;

» 7° Le commissaire de police de la circonscription.

» Seront admis :

» 1° Les ministres des divers cultes ;

» 2° Le défenseur et les membres du Conseil de l'Ordre des avocats ;

» 3° Les maires, adjoints, conseillers municipaux de la commune où le crime a été commis et de celle où l'exécution a lieu ;

» 4° Les témoins qui ont déposé devant la Cour d'assises ;

» 5° Un rédacteur de chacun des journaux du département.

» Quand le nombre de ces journaux sera supérieur à vingt, le Procureur général les désignera sans que le nombre de vingt soit dépassé.

» Le Ministre de l'Intérieur pourra ordonner que tout ou partie des hommes condamnés et détenus dans la prison où le crime puni de mort aura été commis assisteront à l'exécution. »

» **ART. 2.** — Avis de l'exécution sera donné vingt-quatre heures à l'avance par le ministère public au préfet, au commandant de la force publique et aux personnes dont la présence à l'exécution est nécessaire.

» ART. 3. — L'article 378 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit :

» ART. 378. — Le procès-verbal d'exécution sera dressé sur-
» le-champ par le greffier, signé par lui et par les personnes
» dont la présence à l'exécution est nécessaire.

» Immédiatement après l'exécution, le procès-verbal sera
» imprimé et affiché dans les lieux indiqués par l'article 36 du
» Code pénal, ainsi que dans les maisons centrales et dans les
» prisons du ressort de la Cour d'appel.

» Ledit procès-verbal sera, sous peine de 100 francs d'amende
» transcrit par le greffier dans les vingt-quatre heures au pied
» de la minute de l'arrêt. La transcription sera signée par lui,
» et il fera mention du tout, sous la même peine, en marge
» du procès-verbal. Cette mention sera également signée et la
» transcription fera preuve comme le procès-verbal lui-même. »

» ART. 4. — La présente loi n'est pas applicable à l'Algérie
et aux colonies, si ce n'est à la Guadeloupe, à la Martinique et
à la Réunion.

» Délibéré en séance publique, à Paris, les 1^{er} décembre 1884
et 12 mai 1885. »

On s'est préoccupé au cours des travaux préparatoires et dans la discussion, de la question d'exemplarité de la peine de mort. Si on supprime la publicité des exécutions, on supprime l'exemplarité. Ce raisonnement ne nous touche pas absolument. Si le législateur a soin d'accompagner l'exécution de certaines manifestations extérieures, telles que de faire hisser un drapeau noir sur la prison, le jour de l'exécution, et de faire précéder à certaines sonneries de cloche, on conservera à la peine de mort un caractère suffisant d'exemplarité. Nous ne détestons pas en France un certain mystère ; les témoins prévus par la loi et les représentants de la presse seront là d'ailleurs pour affirmer la réalité de l'exécution : la masse sera frappée par ces signes dont je parlais tout à l'heure et dont se déclarait partisan la majorité de la Commission du Sénat. (1^{er} Rapport de M. Bardoux : p. 13)

Faut-il s'arrêter davantage aux dangers que peuvent présenter des exécutions dans l'intérieur des prisons aux jours de trouble : faut-il craindre les simulacres d'exécution ou des substitutions de personnes ? nous ne le croyons pas davantage. Comme le fait remarquer M. Bardoux, ce ne sont pas des exécutions clandestines qu'on se propose d'organiser : tout au contraire ; mais à une

publicité confuse et malsaine, la loi substitue une publicité dont tous les détails sont soigneusement et sérieusement réglés et définis, de telle sorte qu'on se trouve en présence d'un acte solennellement accompli, sans qu'il y ait place pour qui que ce soit, à la défiance et au soupçon. (Rapport de M. Demole, sur la proposition de M. Bardoux, séance du 19 juillet 1884.) — Quant aux exécutions faites aux jours de troubles et de guerre civils, qu'importent les règles législatives : la justice du pied du mur s'en inquiète peu.

La seule question sur laquelle il semble utile d'insister, c'est sur la constatation absolue de l'identité du criminel exécuté. Si nous nous reportons au texte de l'article 1^{er} de la loi nouvelle tel que le donne l'expédition authentique de la proposition votée par le Sénat et transmise au président de la Chambre des Députés, nous voyons que l'exécution devra avoir lieu en présence des personnes ci-après désignées.

1° L'officier du Ministère public désigné par le procureur général pour faire procéder à l'exécution ;

2° Le greffier qui a siégé à la Cour d'assises ou en cas d'empêchement, un greffier de la Cour ou du Tribunal.

Or je trouve que ce texte laisse prise à une critique. Qui donc en fin de compte pourra affirmer l'identité de l'individu qu'on va exécuter ? Aucune place n'a été réservée aux jurés de la cause ; les témoins de l'affaire peuvent être présents ou non. Ce ne sont pas des témoins obligatoires de l'exécution. Ne faudrait-il pas exiger que l'exécution ne pût avoir lieu qu'en présence d'au moins un des fonctionnaires, officier du ministère public, ou greffier, qui a siégé dans l'affaire même ? Il y a là, croyons-nous un point qui reste à fixer d'une façon absolument précise.

Je ne sais pas d'ailleurs pourquoi un des magistrats de la Cour ayant prononcé l'arrêt n'assisterait pas forcément à l'exécution. Il serait là le représentant de la justice, et, dans cette expiation suprême, sa place semble tout indiquée.

Quant à l'assistance du ministre du culte, nous désirons qu'elle soit maintenue, non pas en la restreignant comme le propose M. le député Jamais, rapporteur de la loi au palais Bourbon, au ministre du culte *qui aura assisté le condamné*. Non : nous désirons que l'enceinte de la prison soit ouverte à un représentant du culte, suivant la confession religieuse du condamné, qu'il ait assisté ou non le condamné. Il peut se faire en effet qu'après

avoir repoussé cette assistance avant d'aller au supplice, le condamné au dernier moment la réclame. C'est donc le texte du Sénat, sans modification, que nous voudrions voir voté par la Chambre des Députés.

Remarquons, en passant, qu'entre la première et la seconde lecture au Sénat, la Commission a retiré de la proposition l'abolition de l'article 13 du Code pénal, relatif aux conditions spéciales de l'exécution des parricides. Il faut en féliciter la Commission qui s'est rendue aux observations des compagnies judiciaires, entre autres de la Cour de cassation. Les dispositions de l'article 13 du Code pénal constituent une aggravation de peine, voulue et nécessaire pour l'abominable crime de parricide ; elle n'atteint que le condamné, elle ne touche qu'incidemment à la question de la publicité de l'exécution. Notre avis est qu'il faut maintenir les dispositions de l'article 13 du Code pénal dont l'abolition était demandée par M. le Président Grévy, dans le projet de 1879, et dans le premier texte de la proposition Bardoux.

Telles sont les observations générales très rapides que nous voulions indiquer.

Elles devront être complétées par un certain nombre d'observations de détail, qui trouveront mieux leur place dans la discussion générale lors de la prochaine séance de la Société des Prisons.

Telle est la loi votée par le Sénat et qui attend son tour à la Chambre des Députés. Il est à présumer qu'elle y sera votée assez facilement. On se prévaudra également, pour déterminer le vote des Députés, des considérations générales invoquées au Sénat et des résultats de l'enquête, à laquelle il a été procédé auprès des différentes Cours de France. M. le sénateur Bardoux a résumé les réponses des cours et des procureurs généraux dans un rapport supplémentaire, distribué au Sénat dans sa séance du 7 mai 1885, et fort intéressant à lire. Voici les résultats de l'enquête : sur le principe lui-même, c'est-à-dire sur la suppression de la publicité des exécutions capitales, dix-sept cours y compris la Cour de cassation ont émis un avis favorable.

Dix cours ont émis une opinion contraire au principe même de la suppression de la publicité. Parmi ces dix cours figure la Cour de Paris.

Quant aux procureurs généraux, la proportion n'est pas la même. Vingt-trois se sont prononcés en faveur de la suppres-

sion : cinq seulement, ceux des cours de Nîmes, Agen, Orléans, Riom et Limoges, ont été opposés à la loi.

Si nous passons à l'étude des délibérations et des rapports des Cours et des procureurs généraux qui ont donné une complète approbation aux motifs qui ont inspiré le projet en discussion et en ont favorablement accueilli le principe, nous rencontrons d'abord le témoignage éclatant de la Cour de cassation. Comme le dit son éminent Rapporteur, M. l'avocat général Desjardins, la Cour ne croit pas que l'opinion publique ait sur ce point, depuis un demi-siècle, fait fausse route.

« La publicité des exécutions capitales offre, au point de vue des mœurs publiques, des inconvénients de nature à en justifier la suppression. Dans les grandes villes, le scandale est à son comble. Les anciens directeurs des affaires criminelles et plusieurs des anciens procureurs généraux qui siègent sur les bancs de la Cour suprême attestent que des scènes analogues se passent dans les villes de moindre importance; on essaie partout d'imiter Paris. La peine de mort ainsi pratiquée corrompt trop souvent le sens moral des spectateurs, altère en eux le sentiment de la dignité humaine et perd, en cessant d'être morale, un des éléments de sa légitimité. Ce qui peut intimider les gens enclins au crime, c'est la peine elle-même appliquée avec une sage fermeté et non l'échafaud. La mort sera plus terrible, quand elle sera subie sans bruit et sans appareil, dans l'enceinte de la prison, en face de témoins impassibles. Il n'y a pas de lien logique entre la peine de mort et celle de la non-publicité des exécutions; on applique la peine capitale dans plusieurs pays où les exécutions sont faites à huis clos, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre; on ne l'applique plus en fait au contraire, dans d'autres pays où l'ancien régime des exécutions a été conservé, par exemple en Italie, en Belgique. Bien plus, un des principaux arguments des partisans de la doctrine abolitionniste repose sur l'effet démoralisant des exécutions publiques.

» Quant à la certitude de l'exécution, il suffit évidemment, pour l'assurer, de bien organiser le système de publicité restreinte qui doit remplacer le système actuel. »

La Cour de cassation a été unanime sur ce point.

Quant aux seize Cours d'appel qui ont reconnu l'utilité de la proposition, elles ont constaté, d'après le témoignage des magistrats ayant assisté aux derniers moments d'un condamné,

que partout les exécutions publiques avaient donné lieu aux plus tristes scènes. Partout une foule grossière encombre les cabarets, s'entasse plusieurs heures à l'avance dans les rues où doit passer le funèbre cortège, riant, vociférant, laissant entendre des paroles ou des chansons obscènes, en un mot considérant l'acte le plus redoutable de la justice humaine comme un sujet de spectacle ou de distraction.

« Le projet, dit la Cour de Toulouse, répond à des nécessités pressantes et impérieuses. Il y a lieu, en vertu d'un intérêt social supérieur, et même de l'exemple de l'exécution, d'apporter à l'ordre de choses établi par le Code pénal et fondé sur les plus respectables traditions judiciaires, certains changements justifiés par les données de l'expérience et édictés déjà avec avantage par la législation progressive des nations voisines. Pour que la société ne soit pas désarmée, et afin que les grands forfaits subissent une terrible, mais nécessaire expiation, il suffit que la peine de mort soit portée à la connaissance de tous et que l'exécution des coupables ne soit l'objet d'aucun doute. C'est la notoriété et l'authenticité de l'exécution, bien plus que la vue elle-même, qui doivent être assurées et qui suffisent à produire les sentiments d'effroi et d'intimidation nécessités par l'intérêt social de la vindicte publique. »

« Depuis longtemps, dit la Cour de Poitiers, la publicité s'est faite aussi humble que possible, et ne paraît subsister que par respect de la loi. L'exemplarité résulte non pas de la vue, mais de la certitude d'exécution. On a aboli l'exposition publique, les peines en sont-elles moins exemplaires ? La publicité matérielle est nécessairement restreinte. La vraie publicité est celle de la presse. C'est sur cette publicité qu'il faut compter pour produire les effets salutaires. De même que, malgré l'exiguïté du prétoire, le peuple assiste tout entier par le compte rendu des journaux à nos débats judiciaires, de même il assistera tout entier à l'exécution par les représentants de la presse.

« On peut dire avec certitude, dit la Cour de Lyon, qu'un courant d'opinion publique représenté soit en France, soit à l'étranger, par d'éminents légistes, s'est prononcé depuis longtemps contre la publicité des exécutions capitales, et ce courant a été assez fort à l'étranger, pour obtenir, chez les plus considérables nations de l'Europe, la réforme sollicitée par le projet de loi. Ce n'est pas la vue de l'exécution qui rend la peine de mort exemplaire,

mais bien la certitude pour le public que cette peine a été exécutée.

« C'est la certitude du châtement, dit la Cour de Nîmes, bien davantage que sa publicité qui est capable d'impressionner salutairement les malfaiteurs. Il faut substituer dans le drame judiciaire, à un public frivole, le plus souvent indigne, un public restreint dont nul ne pourrait contester la gravité, ni suspecter le témoignage. »

Ces seize Cours, comme la Cour de cassation ne voient pas de connexité entre la question de la peine de mort et la non-publicité des exécutions. La preuve en est dans les faits contemporains, encore plus que dans l'examen des idées abstraites.

La très grande majorité des procureurs généraux directement mêlés à l'administration de la justice, a apporté au projet de loi un concours efficace. La plupart d'entre eux ont vu des scènes atroces devant l'échafaud.

« J'ai pu personnellement, dit le procureur général de Paris, me rendre compte en province des inconvénients, au point de vue des mœurs publiques, des exécutions capitales. J'ai vu les manifestations de la curiosité humaine dans ce qu'elle a de plus bas, de plus cynique, de plus répugnant ; j'ai vu la foule riant, gaulant, les gens se poussant, se provoquant, chantant, échangeant des lazis sur l'événement qui se préparait. Il n'y avait dans les esprits, ni sur le visage, aucun sentiment de recueillement ou de décence, on courait à une exécution comme à une fête. L'exécution terminée les mêmes manifestations se produisaient au retour de la foule. La population surexcitée avait perdu pour la journée le sentiment du travail, et jusqu'à une heure avancée de la nuit, ce n'étaient plus que des libations, des orgies ; j'ai gardé dans mes souvenirs le fait d'un assassinat commis à l'issue même d'une exécution capitale par un individu sur un autre avec lequel il venait d'assister à ce triste spectacle. »

C'est aussi de l'enquête faite auprès des Cours qu'est sorti l'article 4 de la loi, ainsi conçu :

« ART. 4. — Cet article dispose que la loi n'est pas applicable à l'Algérie et aux colonies, si ce n'est à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion.

» Les motifs qui ont fait admettre cette exception par le Sénat et par la Commission de la Chambre des Députés, sont très clairement résumés dans la délibération de la Cour d'Alger et dans le rapport de son Procureur général.

» En Algérie, dit cette cour, on rencontre d'insurmontables obstacles. Sous l'empire du fanatisme religieux et d'une éducation qui tient à sa race, l'indigène ne reconnaît que la force brutale. Les magistrats qui connaissent l'Algérie affirment unanimement que tout ce qui tendrait à faire disparaître les manifestations extérieures de la force, affaiblirait d'autant l'autorité morale du pouvoir. Les indigènes ne contestent pas à la justice française le droit de prononcer contre un des leurs la peine suprême. Ils ne comprendraient pas qu'on pût détourner les yeux de la guillotine. Ils assistent graves et recueillis aux exécutions capitales. L'impression qu'ils en ressentent est d'autant plus forte qu'elle se heurte chez eux à des convictions religieuses. *Un décapité ne peut pas pénétrer dans le Paradis.* De plus, l'indigène verrait dans une exécution faite à huis clos un signe de faiblesse de notre part. L'autorité et le prestige du nom français ne tarderaient pas à recevoir le contre-coup de ces impressions. La lecture d'un procès-verbal affiché ne produirait aucun effet. Les Européens sont relativement peu nombreux ; ils constituent au sein de la population algérienne une faible minorité. De plus, la population étrangère est trop fréquemment recrutée parmi les habitants des contrées méridionales de l'Europe qui ont enfreint les lois pénales de leur patrie. »

Mais une dernière question se pose, et c'est sur cette question que nous voulons conclure. Y a-t-il connexité entre la question de l'abolition de la peine de mort et celle de la non-publicité ? M. Lucas répond très affirmativement et je n'oserais jurer que telle n'était pas la pensée du chef de l'Etat lorsqu'il fait déposer par M. le Garde des Sceaux Le Royer, le projet de loi dont nous parlions plus haut et que telle n'est pas la pensée personnelle de l'auteur de la loi présente. L'avis des Cours d'appel sur ce point a été partagé ; mais un certain nombre d'entre elles cependant déclarent que la suppression ou même la simple restriction de la publicité des exécutions capitales impliquerait la reconnaissance de l'inutilité de l'exemple et dès lors de la non-nécessité de la peine de mort. C'est contre cette tendance que protestait éloquemment le ministre Baroche en 1859, et c'est cette opinion que partage également la Cour suprême en 1886 : « J'admets la réforme, dit M. le Procureur général près la Cour de cassation, comme moyen de maintenir la peine de mort. »

C'est en nous plaçant à ce point de vue que nous sommes en

effet partisan de la loi nouvelle. « Les adversaires de la peine de mort, dit M. Bardoux, trouvent un argument contre son maintien dans l'attitude odieuse de la foule, qui se presse au pied de la guillotine, et on est en droit de soutenir qu'en s'efforçant de restreindre une publicité, qui, par ses conséquences semble altérer la redoutable majesté de la peine, le législateur arrivera à conserver le principe. » (2^e Rapport de M. Bardoux. p. 12.)

C'est ce principe en effet qu'il importe de conserver dans notre loi pénale. Aux crimes atroces qui se multiplient, il faut le châtiment suprême. Tel gouvernement, par suite des idées d'un homme, peut laisser s'énervier la loi : mais à ce gouvernement faible peut succéder tel autre gouvernement, ou tel autre homme pour qui toute loi demande à être exécutée : ce jour-là, il faut que le principe de la peine même ait subsisté dans nos codes. Si donc, la Chambre des Députés doit voter la loi, comme un acheminement à l'abolition de la peine de mort, nous croyons cette loi regrettable et nuisible. Si la suppression de la publicité doit faire maintenir le principe, nous souhaitons le vote définitif et prochain de la loi.

Tel est, Messieurs, le compte rendu de la mission que vous m'avez confiée. Je ne veux pas reprendre devant vous le résultat des Enquêtes étrangères. Un seul mot : — vous savez que la plupart des nations étrangères ont supprimé la publicité des exécutions capitales. Ces comparaisons d'ailleurs viendront tout naturellement dans la discussion générale et offriront, je le reconnais, un réel intérêt. M. Yvernès a bien voulu m'avertir qu'il remettrait à M. le Secrétaire général la statistique des exécutions capitales en France depuis 1839 pour servir, pour ainsi dire de frontispice à ce travail. Je l'en remercie très fort. C'est dans la discussion générale encore que viendra l'étude de ces divers documents.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, étant donné l'heure avancée (6 h. 1/2), je propose de remettre à la prochaine séance la discussion du rapport que vous venez d'entendre. (*Approbation.*)

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire,
JAMES-NATTAN.

LE BUDGET DES PRISONS :

A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Suite.)

Aussi bien, messieurs, la question du travail des prisons a-t-elle été toujours agitée en France et jamais résolue.

En 1791, la Constituante organise le travail des prisons ; elle décide que le tiers du produit du travail des détenus sera réservé aux dépenses communes de tous les détenus, et que les deux tiers du produit de ce même travail seront réservés pour améliorer leur nourriture et former leur pécule.

L'esprit de ce décret n'a pas cessé d'inspirer toute la législation pénitentiaire ; mais à cette époque la question du travail n'a pas été examinée sous tous ses aspects ; il semble même que la Constituante ne se soit pas inquiétée de savoir si le travail des détenus pourrait, dans une certaine mesure, faire concurrence à l'industrie libre.

Aussi voyons-nous, en 1819, une ordonnance du 9 avril préparer l'organisation de commissions spéciales qui devront surveiller le travail des prisons. L'article 41 des instructions ministérielles est ainsi conçu : « Les commissions seront attentives à ne pas léser, autant que faire se pourra, les intérêts de l'industrie locale, soit à raison des genres d'ouvrages qui se font dans les prisons, soit à raison des prix. »

Ainsi, vous le voyez, dès 1819, c'est-à-dire peu de temps après l'importante réforme de la Constituante, le Gouvernement éprouve le besoin de réglementer le travail des prisons, et cela, parce qu'il est saisi de plaintes qui lui arrivent de tous les côtés de la part de l'industrie libre.

Le 24 mars 1848 un décret supprime le travail des prisons, en attendant qu'il soit organisé de manière à ne pas faire concurrence à l'industrie libre. Les industriels obtiennent satisfaction, mais immédiatement des troubles éclatent dans les prisons.

Je dois dire que cette mesure était imprudente, parce qu'il est absolument nécessaire, à tous les points de vue, de maintenir le travail aux prisonniers. Le but que je poursuis en ce moment devant la Chambre est, non de supprimer le travail des prisons, mais de lui donner une destination spéciale, c'est-à-dire d'appliquer à la confection des différentes fournitures de l'État — militaires ou autres — le travail des détenus.

Quelques mois après la suppression de tout travail dans les prisons, dès le 9 janvier 1849, une circulaire ordonnait de faire travailler les détenus pour les hospices et les bureaux de bienfaisance. C'était là une solution que croyait avoir trouvée le Gouvernement, et cette solution paraissait de nature à couper court aux plaintes de l'industrie privée ; du reste, messieurs, à cette époque, en 1849, la question du travail dans les prisons s'agitait ailleurs qu'en France, et partout aussi on cherchait des solutions qui fussent de nature à ne pas nuire à l'industrie libre.

En Prusse, on songeait à n'admettre dans les prisons que la fabrication des articles destinés à l'exportation et à confier aux détenus la production des effets militaires ou autres nécessaires à l'État, et cette solution cherchée par la Prusse ressemblait incontestablement, par certains côtés, à celle qui avait inspiré la circulaire du 9 janvier 1849.

Quels sont les différents systèmes adoptés à l'étranger ? En Autriche et en Danemark, c'est le même qu'en France, c'est-à-dire l'entreprise. La Norvège, Bade, le Wurtemberg, la Bavière et l'Italie ont la régie ou la location temporaire. Ce système n'a donné jusqu'ici lieu à aucune espèce de plainte. Dans ces pays, les travaux et les industries s'exercent pour le compte de l'État. En Belgique, en Hollande, en Angleterre, les détenus sont également occupés aux travaux publics, des ports, etc., ou à la confection des fournitures militaires.

Vous voyez que dans ces différents États on ne pense pas à donner le travail des détenus et le bénéfice qui en résulte à des entrepreneurs quelconques.

Au Canada, on ne demande aux détenus que la production

des choses nécessaires aux services publics. Enfin, en Suisse, cette petite république voisine de la nôtre, le travail des détenus est mis à la disposition du public sous forme de locations temporaires ; à la porte des prisons, à un endroit par conséquent bien accessible à tous, existe un tarif spécial inscrit sur une pancarte et qu'on appelle l'*Arbeitskarte*. N'importe quel industriel ou commerçant voit tout de suite à quel taux il lui est possible de se procurer le travail des détenus. Ce système n'a donné lieu à aucune espèce de plaintes.

En 1872, c'est-à-dire au moment où la France animée, comme aujourd'hui, d'un grand esprit de réformes, voulut savoir ce qu'il y avait à faire dans notre administration pénitentiaire, une enquête fut prescrite par l'Assemblée nationale, et M. Béranger, dont l'autorité en semblable matière ne saurait faire doute pour personne, exprima l'avis qu'on pourrait faire cesser les plaintes de l'industrie libre en employant les prisonniers à la fabrique d'objets consommés par les administrations de la guerre et de la marine.

Enfin, quelques années après, M. d'Haussonville, dont le livre sur les établissements pénitentiaires jouit d'une autorité reconnue par tout le monde, s'exprimait ainsi sur le même sujet :

« Quelques économistes ont proposé pour solution du problème d'employer uniquement le travail des détenus à la confection des fournitures destinées à l'armée et à la marine. Au point de vue pénitentiaire, nous n'aurions aucune objection à élever contre cette solution. Si l'on devait généraliser dans l'avenir le système des régies, ce serait une des meilleures manières de fournir constamment du travail aux détenus. L'État y trouverait, d'un autre côté, un bénéfice considérable. »

Vous voyez donc que cette question du travail dans les prisons est une de celles qui méritent au plus haut degré l'attention de la Chambre, et qu'elle s'accorde merveilleusement avec l'esprit d'économie et de réforme qui anime incontestablement la grande majorité républicaine.

Mais, messieurs, d'autres déjà nous ont précédés dans cette voie. En 1878, en Allemagne, une commission permanente du *Handelstag* a fait une enquête à laquelle prirent part cent douze chambres de commerce, et, parmi les résolutions qui furent prises par cette commission, j'en trouve une qui vient tout à fait à l'appui de celles qui sont préconisées par MM. d'Hausson-

ville et Béranger. La voici : « Il est avantageux de demander aux prisons la fourniture des articles nécessaires aux administrations civiles et militaires. »

Quels sont les systèmes actuellement suivis en France ?
Ils sont au nombre de deux.

Il y a celui de la régie et celui de l'entreprise ; et parmi les systèmes de régie, il en est deux : le système de la régie directe et celui de la régie indirecte.

Pour le système de la régie directe, je dois à la bienfaisance de M. le ministre de l'intérieur d'avoir pu l'apprécier dans la prison de Melun, et j'ai pu constater que ce système introduit dans l'établissement présentait les plus grands avantages à tous les points de vue. C'est dans cette prison, comme je vous le disais tout à l'heure, que l'administration pénitentiaire a organisé un magnifique atelier d'imprimerie où sont imprimées la plupart des fournitures qui sont nécessaires à l'administration du service pénitentiaire.

Et savez-vous quelle en est la conséquence au point de vue économique ? Voici des chiffres absolument saisissants. Les fournitures qui sont faites au ministère de l'intérieur par la prison de Melun reviennent à 120 0/0 meilleur marché que celles de l'imprimerie nationale, ce qui peut ne pas vous étonner outre mesure, et à 60 0/0 meilleur marché que dans les imprimeries libres, ce qui prouve bien que le système de la régie directe, lorsqu'il est bien pratiqué, lorsqu'il reçoit une bonne direction, est capable d'assurer des bénéfices considérables à l'État.

À côté de ce système de la régie directe qui existe à Melun, il y a ce que j'appellerai la régie indirecte. Avec ce dernier système, ce sont des confectionnaires qui louent, dans des conditions déterminées, le travail des détenus. Ce système se rapproche, par certains côtés, de celui que j'ai indiqué tout à l'heure pour la Suisse.

Je ne voudrais pas, messieurs, envisager tout le travail des prisons dans son ensemble ; ce serait une grosse affaire, qui exigerait des développements très considérables. Je désirerais surtout insister sur le travail des maisons centrales, parce que c'est là seulement que l'on trouve des détenus de longue peine, dont il est possible de faire des ouvriers d'une certaine valeur. Dans les prisons départementales ou d'arrondissement, les peines sont trop courtes, et on ne peut pas faire des détenus des ouvriers suffisamment habiles ; mais dans les maisons centrales, il serait

possible, grâce à la longue durée du séjour, d'arriver à former d'excellents ouvriers qu'on pourrait facilement et très utilement employer à la confection de certaines fournitures nécessaires à l'armée et à différents services civils.

Ainsi, dans les maisons centrales, sur une population de 11,000 détenus, en moyenne, il y en a 8,000 qui sont employés à des travaux industriels. Sur ces 8.000, savez-vous combien sont affectés à une industrie que je suis plus particulièrement autorisé à défendre ici, l'industrie de la fabrication des paniers, l'industrie de la vannerie? 1,000 ou 1,200.

Eh bien, messieurs, c'est une proportion véritablement énorme, trop considérable par rapport au nombre des vanniers libres, et c'est précisément parce que cette proportion est beaucoup trop forte que les plaintes des vanniers sont particulièrement intéressantes.

Pour bien vous faire saisir, messieurs, tout ce qu'il y a d'exagéré dans cette situation, je dois vous signaler que, dans l'Allemagne du Nord, en 1876, sur un total de 21,520 détenus, il n'y en avait que 3 ou 400 d'occupés à la vannerie. Et, en France, en regard de 3 ou 4,000 vanniers libres, il y en a 1,200 dans les maisons centrales et 400 dans les prisons militaires, de sorte que nous sommes aux prises avec une concurrence véritablement effroyable, qui, hélas! explique trop bien l'état de ruine où se trouve l'industrie de la vannerie. En Allemagne, la proportion de détenus ouvriers vanniers aux vanniers libres est comme 1 est à 42. La population des ouvriers vanniers libres en Allemagne est de 14 ou 15,000, alors qu'elle n'est que de 4,000 en France; mais les détenus occupés à la vannerie sont au nombre de 300 ou 400 seulement en Allemagne, tandis qu'en France ils sont au nombre de 1,600.

Dans ces conditions, on s'explique bien qu'en Allemagne la concurrence des détenus n'ait aucune espèce de portée ni de valeur. En France, au contraire, le rapport du nombre des ouvriers vanniers libres est comme 1 est à 3; et il n'y a pas lieu dès lors de s'étonner que la concurrence soit réellement impossible à supporter par ce dernier. Pour cette raison, surtout, il était nécessaire de citer l'exemple de la vannerie afin de démontrer d'une façon évidente, que la concurrence du travail dans les prisons est particulièrement insupportable pour un grand nombre d'ouvriers libres.

Aussi bien, avez-vous été, comme moi, saisis de pétitions diverses, qui ont été déposées en assez grand nombre depuis le commencement de cette législature. Ce ne sont pas seulement les ouvriers vanniers qui se plaignent; il est encore d'autres industries qui souffrent dans des proportions véritablement intolérables.

Ainsi, MM. Barbe et Vergoin, députés de Seine-et-Oise, ont déposé, sous le n° 378, une pétition d'un sieur Loyre, fabricant de meubles en fer à Paris, qui demande la suppression de l'atelier de meubles en fer de la prison de Poissy: MM. Remoiville et Barbe, également députés de Seine-et-Oise, ont déposé, sous le n° 386, une pétition des fabricants de chaises de Magny-en-Vexin, qui protestent contre la concurrence privilégiée que leur font les maisons centrales de Poissy et de Gaillon. M. Burdeau, député du Rhône, a aussi déposé, sous le n° 295, une pétition dans laquelle de nombreux vanniers des départements de la Loire et du Rhône demandent la suppression du travail de la vannerie fine et commune dans la colonie pénitentiaire de Brignais (Rhône). Et enfin j'ai déposé moi-même une pétition de 2,680 ouvriers vanniers du département de l'Aisne — c'est vous dire que cette pétition a une importance réelle; elle représente à peu près la totalité des ouvriers vanniers du département — qui demandent la suppression du travail de la vannerie fine et commune dans les prisons, les maisons de correction et les colonies pénitentiaires et des jeunes détenus.

Je ne veux pas retenir votre attention sur le travail des prisons dans ces différents établissements; je crois que le remède que j'aurai tout à l'heure l'honneur de proposer ne peut recevoir son application que dans les maisons centrales et dans les prisons militaires. C'est là qu'il est possible de réformer le travail. Ailleurs, et pour les raisons que j'ai exposées tout à l'heure et, surtout, parce que la durée des peines est courte, la concurrence est beaucoup moins dangereuse. Il est donc possible de laisser de côté les établissements pénitentiaires autres que les maisons centrales et les prisons militaires.

Les plaintes qui se sont produites dans les pétitions dont je viens de parler ne pouvaient laisser indifférents les hommes qui représentent plus spécialement le travail et qui ont pris part, l'année dernière, aux travaux du congrès national ouvrier de Lyon.

Parmi les différentes conclusions prises par cette assemblée,

j'en trouve une qui se rattache à la question que j'ai l'honneur d'étudier.

Ainsi tous les membres du congrès ont demandé l'abolition du travail dans les prisons, ce que je demande moi-même, et ils ajoutent dans les couvents, les orphelinats, les ouvroirs. Sur ce terrain, la question s'élargit, et il ne m'est pas possible de l'envisager dans toute cette étendue.

Messieurs, les plaintes, consignées dans les pétitions dont j'ai donné tout à l'heure connaissance à la Chambre et qui sont également exprimées dans les comptes rendus des délibérations du congrès ouvrier, ne peuvent cependant m'empêcher de rendre justice à l'administration française. Et je n'en veux pour preuve que la circulaire du 15 avril 1882, dans laquelle l'honorable M. Goblet, alors comme aujourd'hui ministre de l'intérieur, s'est ingénié à fixer des tarifs et à imaginer toute une série de dispositions compliquées, d'où semblerait découler une véritable rigueur scientifique.

Malheureusement, il n'est pas possible de déterminer, dans la grande majorité des cas, les prix de revient. Et, à cet effet, permettez-moi de vous citer une partie du compte rendu d'une séance de la Société d'économie politique, du 5 janvier 1886, société qui, vous le savez, jouit d'une grande autorité, et qui a répondu, à mon avis, d'une façon décisive aux réglementations prévues dans la circulaire à laquelle je viens de faire allusion.

Voici l'appréciation de cette société :

« Si l'industrie à introduire dans une prison est installée aux champs et à la ville, si elle opère avec un outillage complet, rudimentaire, ou si elle est simplement manuelle ; si le travail est payé, ici à la journée, ailleurs à la tâche, s'il est confié à des enfants, à des femmes ou à des adultes, s'il s'allie à d'autres travaux exercés simultanément, quel chiffre adopter pour le taux du salaire de l'industrie libre ?

» Il en est de même pour les frais généraux qui varient à l'infini. L'administration est exposée soit à concéder à l'entrepreneur des avantages excessifs, soit à lui imposer des tarifs ruineux.

» Ce n'est pas avec ces formules administratives que s'établissent correctement les prix, mais par la loi de l'offre et de la demande : or, le travail des prisonniers est soustrait au droit commun. »

En ce qui concerne la vannerie, cette assertion est absolument exacte. La vannerie ne se fabrique nulle part en manufacture. L'ouvrier travaille dans sa maison, avec le concours de sa femme et de ses enfants; parfois il exerce simultanément d'autres professions. Eh bien, j'affirme qu'il est impossible à l'administration, avec la meilleure volonté du monde, avec le désir le plus louable, de s'opposer à la concurrence, même avec les avis qui pourront lui être donnés par les préfets et par les Chambres de commerce qui, pour le dire en passant, sont loin d'être toujours compétentes, il est impossible, dis-je, à l'administration de connaître exactement les prix de revient et de déterminer, par conséquent, le prix de la main-d'œuvre. Et quelles sont les conséquences de cet état de choses? C'est que le détenu qui est occupé à faire de la vannerie dans les prisons gagne en moyenne 0 fr. 90 à 1 fr. 25 par jour. Et bien, je vous le demande, est-ce que, dans ces conditions, le détenu qui fabrique environ trois paniers par jour pour gagner 0 fr. 90 à 1 fr. 25, par le fait même du bas prix de son travail, ne détermine pas d'une façon bien nette, forcée, inexorable, en quelque sorte, le bas prix du travail de l'ouvrier libre? (*Très bien / très bien / au centre.*)

Dans de semblables conditions, l'ouvrier libre peut-il soutenir sa famille, pourvoir à ses besoins?

C'est là précisément le résultat de l'organisation actuelle du travail de la vannerie dans les prisons. Je suis sûr, quoique n'ayant pas fait sur toutes les autres industries des études aussi minutieuses, que les mêmes résultats s'appliquent à d'autres fabrications qu'à celle des paniers.

L'exemple que j'indique démontre d'une façon péremptoire à la Chambre l'impossibilité de maintenir l'organisation du travail des prisons dans les conditions actuelles, et la nécessité de faire quelque chose pour mettre un terme à cette concurrence que les détenus font à l'ouvrier libre. Qu'on n'aille pas croire que la vannerie est la seule industrie menacée. Il y a en moyenne cinquante industries dans les prisons et, pour aider la Chambre à se faire une idée de la puissance productive des prisons, je lui demande la permission de lui donner lecture d'un article qui, dans son temps, a fait quelque sensation dans le monde économique. Il s'agit d'un article du prince Kropotkine, publié dans une revue anglaise, la *Revue du dix-neuvième siècle*, immédiatement après sa sortie de Clairvaux.

On n'a pas souvent l'occasion de recueillir des renseignements précis sur ce qui se passe dans les maisons centrales, et la Chambre me permettra de lui donner lecture du travail du prince Kropotkine. Il met en lumière la puissance industrielle considérable qui existe dans certaines maisons centrales et notamment à Clairvaux.

La description est, d'ailleurs, extrêmement poétique, elle montre que l'auteur est non seulement doué d'un remarquable esprit d'observation mais qu'il possède aussi un grand talent d'écrivain. C'est une traduction exacte, qui, pourtant pourrait ne pas rendre toute la force et la saveur du texte original, publié en anglais.

Voici ce travail du prince Kropotkine :

« Avec ses hautes cheminées, qui envoient, nuit et jour, leur fumée vers un ciel, la plupart du temps nuageux, et les battements cadencés de sa machine, qu'on entend à une heure avancée dans la nuit, elle a l'aspect d'une petite ville manufacturière. En effet, il y a, dans ses murs, plus de manufactures que dans beaucoup de petites villes. Il y a une grande manufacture de lits de fer et de meubles en fer, éclairée par l'électricité, et qui emploie plus de quatre cents hommes; des ateliers pour tisser du velours, du drap et de la toile, pour faire des cadres pour les peintures, des miroirs et des mètres, pour couper le verre et fabriquer toutes sortes de parures en nacre pour dames, des ciseaux pour couper la pierre, des moulins à farine, et une variété de plus petits ateliers, tous les vêtements des prisonniers étant faits par les hommes eux-mêmes. Toute la mécanique est mise en mouvement par quatre puissantes machines à vapeur et une turbine. Un immense verger et un champ de blé, ainsi que de petits vergers, affectés à chaque prisonnier et à chaque employé, sont aussi compris dans le mur d'enceinte, et cultivés par les prisonniers. Sans la voir, on peut à peine s'imaginer quel immense aménagement et quelle dépense sont nécessaires pour loger et donner de l'occupation à environ quatorze cents prisonniers. Assurément, l'État n'eût jamais voulu entreprendre cette dépense, s'il n'eût trouvé à Clairvaux, Saint-Michel et ailleurs, les bâtiments tout préparés d'anciennes abbayes. Et il n'eût jamais voulu organiser un si vaste système de travail productif, s'il n'eût attiré les entrepreneurs privés en leur louant le travail des prisonniers, à un très bas prix au détriment de l'industrie privée, libre. »

Et quant aux salaires, car là est aussi la grande question, après avoir parlé des détenus qui sont employés par l'État et dont nous parlerons nous-mêmes tout à l'heure, il s'exprime ainsi : — cette citation est très importante parce que c'est grâce à cette confiance qu'il est permis de voir un peu clair dans ce qui se passe dans les maisons centrales — « Beaucoup de détenus, cependant, — c'est toujours le prince Kropotkine qui parle — sont employés dans les ateliers susmentionnés par les entrepreneurs privés. »

« Leurs salaires, établis par la Chambre de commerce de Troyes, varient infiniment et sont la plupart du temps très réduits, et spécialement dans ces branches de commerce où aucun tarif exact des salaires ne peut être établi, à cause de la grande variété des modèles fabriqués et de la grande subdivision du travail. Beaucoup d'hommes ne gagnent que 60 à 80 centimes par jour, et il n'y a que la manufacture de lits en fer dont les salaires atteignent 2 fr. 05 et parfois davantage ; tandis que j'ai remarqué que la moyenne des salaires de 125 hommes employés en différents métiers n'atteignait que 1 fr. 17 par jour. »

« Plusieurs raisons pourraient être présentées comme une excuse pour ces petits salaires : la basse qualité du travail des prisons, les fluctuations du commerce, et plusieurs autres considérations devraient sans doute être mises en lignes de compte. Mais le fait que les entrepreneurs ont fait rapidement de grandes fortunes dans les prisons n'est pas rare, tandis que les prisonniers considèrent avec juste raison qu'ils sont volés quand ils ne sont payés que quelques sous pour douze heures de travail. Une telle rémunération est d'autant plus insuffisante que la moitié ou plus des salaires est retenue par l'État, et que la nourriture réglementaire fournie par l'État est tout à fait insuffisante, particulièrement pour un homme qui travaille. »

Cette appréciation du prince Kropotkine sur la fortune quelquefois rapide d'un certain nombre d'entrepreneurs est véritablement édifiante. Mais le témoignage du prince Kropotkine pourrait, pour quelques-uns d'entre vous, peut-être, ne pas avoir toute la valeur qu'il a pour moi...

M. MARTIN NADAUD. — Je demande la parole.

M. DUPUY (Aisne). — A l'appui du dire du prince Kropotkine,

je suis bien aise d'appeler le témoignage de M. d'Haussonville dont les sentiments politiques à coup sûr ne présentent rien de commun avec ceux du prince Kropotkine. Sur ce point, ces deux hommes se rencontrent et M. d'Haussonville, dans le remarquable ouvrage auquel j'ai fait allusion tout à l'heure, sur les *Établissements pénitentiaires*, n'hésite pas à dire que si parfois l'entrepreneur se ruine, le plus souvent il s'enrichit.

Et il constate que « l'entrepreneur devient quelquefois l'objet de la haine des détenus qui l'accusent, non sans raison, de spéculer sur eux ».

En présence d'un pareil état de choses et d'une administration qui fait, je l'ai dit tout à l'heure, les efforts les plus louables pour que la lutte ait lieu dans les conditions les plus complètes d'équité et de loyauté, et qui ne peut aller plus loin que l'arrêté du 15 avril 1882, qu'on pourrait considérer avec raison comme la charte en pareille matière, que faut-il faire, puisqu'il est impossible de réglementer davantage le travail, puisqu'il est impossible, malgré les précautions les plus minutieuses, d'empêcher les plaintes légitimes des ouvriers libres, puisque enfin on ne peut réussir à mettre un terme à cette concurrence qui est faite continuellement, au profit des entrepreneurs, par le travail des détenus dans les prisons ? Faut-il faire de la colonisation agricole ? Faut-il, sur ce terrain, imiter ce qui a déjà été fait, paraît-il, en Italie, depuis 1883 ?

Je crois que la colonisation agricole est encore un de ces remèdes qui donnera nombre de déceptions, et j'engagerais ceux de mes collègues qui désireraient sur ce point avoir quelques clartés et quelques renseignements à relire les remarquables discours prononcés par M. Georges Perin le 30 avril et le 8 mai 1883, à propos de l'application de la loi sur les récidivistes. La discussion de cette question ne rentre pas absolument dans mon sujet, mais j'estime qu'il n'est pas permis de croire que le développement de la colonisation pénale ou des pénitenciers agricoles puisse devenir une chose vraiment profitable. A coup sûr, la loi sur les récidivistes peut et doit être acceptée dans son principe ; mais, dans l'application, je suis certain qu'elle nous conduira à des déceptions sans nombre. Je ne veux pas m'appesantir sur le dépôt d'un projet de loi par l'honorable M. Sarrien, qui demande déjà à la Chambre un crédit de 725,000 francs pour l'application de la loi du 27 mai 1885 ; je suis convaincu que cette

loi rencontrera, dans l'application, des difficultés absolument insurmontables, et qu'il ne sera pas possible d'en poursuivre longtemps l'application.

Bien que cela s'écarte un peu de mon sujet, permettez-moi, messieurs, de vous dire en deux mots la pensée de ceux qui savent ce qui se passe dans les colonies pénales, comme la Nouvelle-Calédonie, où il s'agit d'étendre la colonisation agricole et la colonisation pénitentiaire. Eh bien, il y a quelques mois a paru un ouvrage très considérable, dont je vous demande la permission de lire dix lignes, et qui fixera, je crois, le sentiment de la Chambre au point de vue de l'impossibilité où l'on se trouve de faire de la bonne colonisation pénale (1).

Voici comment sont jugés par M. Moncelon, qui a une grande compétence en cette matière, les résultats de la colonisation pénale à la Nouvelle-Calédonie. Il est bon que la Chambre les connaisse, afin qu'elle ne manifeste pas une trop grande surprise quand on viendra successivement, d'année en année et peut-être plus souvent, lui demander de nouveaux crédits pour l'application de la loi de 1885 sur les récidivistes :

« On constate, — et personne ne peut le contredire, — qu'après trente ans de transportation pénitentiaire, la Nouvelle-Calédonie en est encore à désirer la confection de ses travaux publics; qu'elle ne possède à peu près pas de routes; qu'elle n'a pas de ponts, pas de jardins, pas de pépinières publiques; que les places et les rues de Nouméa sont des cloaques, la ville n'a pas d'égouts, sa caserne d'infanterie laisse aller ses débris sur la voie publique; qu'il n'y a ni docks, ni bassins, ni chantiers, ni ateliers de construction ou de réparation; tout bâtiment marchand ou de l'État, qui subirait des avaries majeures dans les environs de la colonie, et ne pourrait gagner l'Australie serait irrévocablement perdu, faute d'un outillage suffisant pour le réparer.

» Et la colonie possède de dix à douze mille travailleurs forcés! »

Ainsi, vous voyez, messieurs, quand vous aurez encore envoyé là-bas un plus grand nombre d'hommes par l'application de la loi sur les récidivistes, les résultats ne seront certainement pas plus satisfaisants. Et si ce témoignage de M. Moncelon était contesté, je pourrais le confirmer et le corroborer par le témoignage d'un

(1) Bulletin 86, p. 882 et 961.

de nos collègues, l'honorable M. de Lanessan, qui, dans un savant ouvrage qui nous a été distribué récemment, intitulé : *Plantes utiles des colonies françaises*, nous dit, page 233, à propos de la Nouvelle-Calédonie :

« Les difficultés de transport sont assez grandes pour que la colonie soit obligée de s'approvisionner de bois dans les pays voisins pour une somme relativement considérable. »

Ainsi, les difficultés de transport dans les colonies où l'on a 13,000 ou 14,000 travailleurs forcés sont telles, depuis trente ans, qu'on est obligé de s'approvisionner de bois dans les colonies anglaises voisines. Ce sont là des faits qui jettent quelque lumière sur les imperfections de notre système de colonisation générale ou pénitentiaire.

Puisqu'il est peu sage, dans ces conditions, de songer à affecter l'excédent de nos maisons centrales et nos récidivistes à la colonisation agricole, et puisqu'il est impossible de réglementer mieux que ne l'a fait l'arrêté du 13 avril 1882 le travail dans les prisons, il faut cependant trouver un moyen pratique. Je vous l'ai indiqué tout à l'heure en partie, en disant ce qui se passe dans la prison de Melun, au point de vue de l'imprimerie J'aurais pu citer de même la confection des vêtements soit des gardiens, soit des prisonniers ; les résultats de ce côté sont aussi surprenants et également favorables aux intérêts de l'État.

Au moment où je parle, dans cette prison de Melun, on fabrique tous les vêtements des gardiens, non seulement des gardiens de la prison de Melun, mais de toutes les prisons de France. On confectionne aussi des vêtements de prisonniers.

Savez-vous quel était le prix de l'adjudication de toutes ces fournitures, faites autrefois pour les gardiens et les prisonniers ? C'était un M. Du Bled qui en était adjudicataire. Ce prix atteignait la somme de 66,831 fr. 77.

La prison de Melun, en utilisant précisément, pour ce travail, la main-d'œuvre des détenus, a pu faire les mêmes fournitures pour 48,178 fr. 82, soit une différence de 18,652 fr. 95 en moins, c'est-à-dire 33 0/0 d'économie.

Vous le voyez, quand l'État veut utiliser le travail des détenus, il réalise des économies considérables. Il est donc préférable de conserver l'argent dans les caisses de l'État que d'en faire bénéficier des entrepreneurs qui ont déjà assez d'autres moyens de s'enrichir rapidement. Ainsi, au point de vue pratique et écono-

mique, il est aisé de défendre mieux qu'on ne l'a fait jusqu'à présent les intérêts de l'État.

Mais, en même temps, il convient de remarquer que l'administration est engagée dans une bonne voie, et qu'elle peut facilement, en généralisant le système de la prison de Melun, réaliser des économies très grandes et parvenir à des résultats auxquels, je n'ai pas besoin de le dire, la grande majorité de la Chambre est loin d'être indifférente.

Eh bien, Messieurs, dans les ateliers de la prison de Melun, on faisait encore, il y a quelques années, de la sellerie fine et des chaussures pour les élèves de l'école polytechnique et de l'école d'application; or, si les prisonniers étaient en mesure de confectionner de la sellerie fine et des chaussures pour les élèves de l'école polytechnique et de l'école d'application, il va sans dire que les mêmes prisonniers pourraient très facilement faire de la chaussure pour l'armée, et que, de ce côté, il serait facile de réaliser une économie considérable, dans la même proportion d'ailleurs que celle dont je vous ai donné connaissance à propos de l'imprimerie et des vêtements.

Mais, même au point de vue financier, s'il est vrai, comme le disait M. Thellier de Poncheville, s'il est vrai d'une manière générale que le service de la régie donne des prix de journée plus élevés que le système de l'entreprise, il est cependant établi que, dans certains cas, le système de la régie procure des bénéfices plus considérables que l'entreprise (1).

Voici le prix de la journée, à Poissy, pour l'entreprise; il est de 29 centimes, alors qu'à Melun le prix de la même journée à la charge de l'État n'est que de 19 centimes.

A Clairvaux, dont je vous entretenais tout à l'heure, le prix de la journée, avec le système de la régie, est de 14 centimes, tandis que celui de l'entreprise est de 25 centimes. Ainsi, vous le voyez, au point de vue financier, dans les établissements qui reçoivent un plus grand nombre de détenus, et qui se trouvent à proximité des centres, on peut réaliser, pour le compte de l'État, une économie extrêmement sérieuse.

Il est incontestable, messieurs, par l'exposé peut-être un peu long que je viens de vous soumettre, il est incontestable, dis-je, qu'il est possible d'arriver à une organisation du travail des

(1) Bulletin 79, p. 390. — 85, p. 733 s. — 86, p. 291.

travail des prisons infiniment plus profitable aux intérêts de l'État qu'elle ne l'a été jusqu'ici.

Et il est évident, d'autre part, que cette organisation en régie aurait pour effet de mettre un terme aux plaintes que fait entendre continuellement l'industrie libre. Et du reste, Messieurs, est-ce qu'il ne faut pas mettre en pratique les principes d'économie politique et de protection qui ont été défendus bien des fois dans cette enceinte?

A une époque comme la nôtre, où l'on protège les profits et les rentes, où, par tous les moyens possibles, on s'efforce de protéger l'agriculture et l'industrie, n'est-il pas juste, n'est-il pas absolument légitime et équitable de protéger aussi les salaires? Est-ce que le travail des ouvriers n'est pas aussi du travail national?

Eh bien, Messieurs, les mesures que j'indique à la Chambre et que je la supplie d'adopter — ou, en tout cas, de recommander à l'attention du Gouvernement — sont de tous points conformes aux sentiments d'économie politique qui nous animent. On protège les profits et les rentes, il faut également que l'on protège les salaires, puisque ici et là il y a travail national.

Dans ces conditions, je demande à la Chambre de voter le crédit de 11,060,415 francs, qui est jugé nécessaire par la commission du budget. Il ne m'est pas possible de demander à la Chambre de voter une résolution, puisque la discussion à laquelle nous nous livrons n'admet pas cette manière de procéder; mais je me permettrai de lui demander d'inscrire dans un des articles de la loi des finances la disposition suivante :

« 1^o Supprimer, au fur et à mesure de l'expiration des baux, le travail de l'entreprise dans les prisons militaires et les maisons centrales ;

» 2^o Y substituer la fabrication en régie des fournitures militaires ou autres nécessaires à l'État,

» Et décider que lesdites fournitures seront réservées à des adjudicataires qui devront, sous leur responsabilité, les faire confectionner par les détenus civils ou militaires.

» Ces fournitures feront l'objet d'une adjudication spéciale. »

Ce sont là, Messieurs, des dispositions que je désirerais introduire dans la loi de finances, et, s'il n'est pas permis de les faire entrer dans la pratique au cours de l'année 1887, du moins peut-

on espérer et prévoir qu'elles seront applicables et appliquées en 1888.

Il y a là, Messieurs, une solution pratique et facile, qui permettra à l'État de réaliser de grosses économies et de mettre fin aux réclamations malheureusement trop légitimes d'un grand nombre d'ouvriers.

M. MARTIN NADAUD. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. MARTIN NADAUD. — Messieurs, l'idée de monter à cette tribune m'est venue lorsque mon honorable collègue M. Dupuy a cité l'opinion de M. Kropotkine.

Je veux rappeler à la Chambre qu'en France, depuis quatre à cinq ans, on a cherché tous les moyens imaginables de mieux organiser le travail dans les prisons, et beaucoup de nos collègues peuvent se souvenir que cette question a été traitée, à cette tribune, par notre regretté collègue, M. Soye, qui l'a envisagée absolument de la même manière qu'on vient de le faire, et qui est arrivé aux mêmes conclusions que notre honorable collègue M. Dupuy.

Je prie donc le Gouvernement de consulter les dossiers d'une commission qui s'est occupée pendant trois ans de la question du travail dans les prisons. Cette commission a été présidée par notre honorable ami, M. Schœlcher. Par conséquent, si M. le ministre de l'intérieur veut promettre à la Chambre de nommer une commission qui s'organisera dans ses bureaux comme il lui conviendra.....

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Puisqu'il existe une commission, il suffirait de la convoquer.

M. MARTIN NADAUD. — La commission extra-parlementaire, présidée par M. Schœlcher est toujours en fonction, et si la Chambre veut étudier à fond cette question du travail dans les prisons, qui nous a préoccupés depuis que nous sommes un pays libre, depuis 1791 jusqu'à ce jour, elle peut le faire ; mais je crois que nous n'avons pas en ce moment les documents nécessaires pour résoudre la question ; c'est pourquoi je conjure la Chambre de vouloir bien ajourner sa décision à la discussion du budget prochain ; à cette époque, nous nous présenterons ici, armés de tous les documents qui sont en possession de notre commission extra-parlementaire et vous verrez, Messieurs, avec joie, qu'on s'est chez nous occupé avec ardeur de la question du travail

dans les prisons et de la concurrence qu'il peut faire au travail libre. Vous verrez qu'il n'y a pas un pays qui s'en soit occupé avec plus d'ardeur que la France.

Moi aussi, Messieurs, je m'en suis occupé, j'ai pris la parole, il y a quelques années, sur les prisons ; je suis allé visiter la prison de Melun et dix ou quinze autres, j'en ai visité sept ou huit en Angleterre, et je puis vous assurer que vous iriez loin pour trouver un pays où, au point de vue pénitentiaire, on ait fait plus de progrès et où on soit mieux organisé qu'en France en ce moment-ci.

Je conclus et je dis que nous ferions bien, dans un intérêt général, d'ajourner aujourd'hui toute discussion et de nous donner rendez-vous au budget prochain pour traiter à fond cette question qui, en effet, préoccupe à juste titre et les négociants et les ouvriers et les hommes qui, comme nous, sont chargés de veiller au bon ordre des affaires et de l'administration française.

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix le chapitre 19 : « Entretien des détenus, 11,069,415 francs. »

(Le chapitre 19 mis aux voix est adopté.)

« Chap. 20. — Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires, 43,075 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Transport des détenus et des libérés 480,600 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (Services à l'entreprise), 169,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Mobilier du service pénitentiaire (Services à l'entreprise), 87,500 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Travaux ordinaires aux bâtiments (Services en régie), 360,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Exploitations agricoles, 270,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Dépenses accessoires du service pénitentiaire, 140,000 francs. — (Adopté.) »

M. LE PRÉSIDENT. — « Chap. 27. — Subventions aux institutions de patronage, 120,000 francs. »

Il y a sur ce chapitre un amendement de M. Bovier-Lapierre, ainsi conçu :

« Chap. 27. — Subventions et allocations aux institutions, œuvres et sociétés de patronage :

» Crédit proposé par la commission du budget 120,000 francs.

» Porter ce crédit à 220,000 francs. »

La parole est à M. Bovier-Lapierre.

M. BOVIER-LAPIERRE. — Messieurs, l'heure nous presse et je n'abuserai pas longtemps de vos instants.

Notre honorable collègue, M. Thellier de Poncheville, vous a fait connaître quel est l'objet de l'amendement que j'ai déposé sur votre bureau et que, j'espère, vous voudrez voter.

A la date du mois de mai 1885, la dernière législature votait la loi sur la relégation. Je ne veux entrer dans aucun détail à propos de cette loi. Beaucoup d'entre vous certainement se souviennent qu'elle n'a pas passé devant la Chambre sans de grandes difficultés. Quoi qu'il en soit, le Parlement, Chambre et Sénat quelque temps après qu'elle eut été votée, a songé que, pour rester juste, il fallait en faire une nouvelle qui viendrait corriger ce qu'elle pouvait avoir de trop rigoureux, une loi destinée à prévenir la récidive. Sur la proposition de l'honorable sénateur M. Béranger, la loi sur la libération conditionnelle a été votée.

Je n'ai pas, non plus, à vous faire connaître ce que vous savez tous, quelle est l'économie de la loi sur la libération conditionnelle. Malheureusement jusqu'ici elle n'a reçu aucune espèce d'exécution.

Il devait être pourvu à son application par un règlement d'administration publique qui déterminerait les conditions dans lesquelles les permis de libération conditionnelle pourraient intervenir. Mais plus d'un an et quelques mois se sont déjà écoulés et nous sommes encore à attendre ce règlement d'administration publique.

Notre premier vœu est donc de le voir intervenir. Cependant, Messieurs, au budget qui nous est soumis on a inscrit un crédit destiné à permettre l'application de la loi dans une certaine mesure.

Le chiffre du chapitre est de 120,000 fr., mais il n'y a sur cette somme que 60,000 fr. qui soient applicables à la mise en pratique de la loi sur la libération. Les autres 60,000 fr. figuraient au budget précédent pour être donnés aux sociétés qui patronaient les condamnés ayant subi leur peine.

Qu'est-ce donc en définitive que ces 60,000 francs qu'on vous

demande de voter pour l'application de la loi du 13 août 1885 ? Est-ce là un crédit suffisant ?

Je demande qu'il soit augmenté de 100,000 francs et, par conséquent, porté à 160,000 francs. Je trouve la justification de ma proposition dans le rapport de l'honorable M. de Saint-Prix lui-même. Voici ce que je lis dans son rapport :

« Un crédit de pareille somme, 60,000 francs, ne peut paraître que modique à tous ceux qui mesurent l'étendue des besoins auxquels il faut légitimement et légalement faire face. »

J'ajoute aux regrets de M. de Saint-Prix une raison tirée de la statistique.

Il y a, à l'heure qu'il est, dans les maisons de détention de France et d'Algérie, une population qui s'élève à 52,000 condamnés. Je ne parle pas, bien entendu, des condamnés aux travaux forcés, des relégués et de tous ceux auxquels la loi de 1885 est applicable.

Sur ces 52,000 détenus, 20 ou 25,000 au moins pourraient former la catégorie à laquelle la loi serait applicable.

Eh bien, c'est en présence d'un pareil chiffre qu'on vous propose un crédit de 60,000 francs, c'est-à-dire un crédit à peine nécessaire pour venir en aide à 600 libérés conditionnels.

Je vous demande 100,000 francs d'augmentation pour pouvoir porter du chiffre de 600 à 1,600 les individus susceptibles de libération. J'ajoute qu'il ne s'agit pas seulement de donner aux sociétés de patronage une indemnité de 100 francs par libéré, mais qu'il faudra organiser le personnel d'inspection des notes ou *marques* de prison, et, assurément, le personnel actuel ne saurait complètement y pourvoir.

En Angleterre, dans ce pays dont nous parlait tout à l'heure notre honorable collègue, M. Nadaud, pour 590 libérés conditionnels une société de patronage a dû dépenser une somme de 100,000 francs.

Les sociétés de patronage ont à pourvoir au domicile de refuge des libérés; il faut que, quand le libéré sort de prison, elles songent à son vestiaire; il faut qu'elles lui procurent du travail, qu'elles le garantissent contre le chômage.

Cette protection morale et matérielle ne s'organise pas sans argent.

J'indique enfin à la Chambre que j'ai déposé un amendement, par lequel je demande de réduire de 200,000 fr. le crédit de

1,400,000 fr. environ qui nous est demandé pour l'application de la loi sur la relégation.

Je n'entends pas lier les deux questions. Dès à présent, cependant, je ferai observer à la Chambre qu'au mois de novembre dernier, tous les récidivistes condamnés depuis le mois de novembre 1885 et s'élevant au chiffre de 500 environ, ont été embarqués et installés à la Nouvelle-Calédonie avec un crédit de 500,000 fr.

Pour 1887, je veux bien qu'à raison des éventualités qui pourront se présenter, notamment à raison de la relégation ailleurs qu'à la Nouvelle-Calédonie, je veux bien, dis-je, considérer une prévision de dépense plus élevée du double. Il n'est pas moins vrai que nous pourrions réduire d'au moins 200,000 fr. le crédit de 1,400,000 fr. qui nous est demandé.

Je vous demande donc, Messieurs, de voter mon amendement, pour lequel nous trouvons les voies et moyens au chapitre des dépenses de la relégation, et d'assurer ainsi l'application de la loi moralisatrice de la libération conditionnelle votée par vos prédécesseurs.

M. le RAPporteur. — Je suis obligé de combattre, à mon grand regret, la proposition de M. Bovier-Lapierre. Il est certain qu'il y a beaucoup à faire dans l'ordre d'idées qu'il vient de développer, mais il est également certain que nous avons le plus grand besoin de réaliser des économies. Or, l'administration ne demande que 60,000 fr., et elle assure que cette somme lui suffit. Dans ces conditions, je demande à la Chambre de ne pas accepter l'amendement de M. Bovier-Lapierre, en se réservant de voter l'année prochaine, s'il y a lieu, un crédit plus élevé.

M. MICHELIN. — Pourquoi le règlement d'administration publique n'est-il pas fait depuis un an ?

M. le RAPporteur. — Parce que la loi a dit qu'il ne devait être fait qu'au bout de dix-huit mois.

M. MICHELIN. — Mais c'était là un délai maximum !

M. le RAPporteur. — Le règlement d'administration publique n'a pas été fait pour ce motif. Je demande donc de nouveau à la Chambre de voter strictement la somme de 60,000 fr. que le Gouvernement a déclarée nécessaire et suffisante pour faire face à tous les besoins pendant l'exercice 1887.

M. BOVIER-LAPIERRE. — Je désire rectifier une erreur de fait.

Le texte de la loi ne porte nullement qu'un délai de dix-huit mois était accordé pour la confection du règlement d'administration publique qui devait accompagner la loi. Je demande donc à la Chambre de bien marquer son intention et sa volonté à cet égard par un vote de crédit sérieux, et non point par l'allocation tout à fait insuffisante de 60,000 fr., que propose la commission du budget.

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président du conseil.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Messieurs, il n'est évidemment pas dans mes attributions de refuser le supplément de crédit qui m'est offert par l'honorable M. Bovier-Lapierre, mais je dois cependant faire connaître à la Chambre, comme mon honorable prédécesseur l'avait fait connaître à la commission du budget, qu'actuellement et vu le nombre des sociétés de patronage qui existent aujourd'hui, nous ne dépensons pas au delà de la somme de 60,000 francs que nous vous demandons. A quoi cela tient-il? A ce que la loi sur la libération conditionnelle n'est pas encore appliquée dans des proportions suffisamment larges.

Je puis assurer à l'honorable M. Bovier-Lapierre que j'apporterai tous mes soins à faire préparer le plus tôt possible le règlement d'administration publique, pour lequel, en effet, aucun délai n'a été imparti par la loi. Il n'a pu être fait jusqu'à présent, parce qu'il était nécessaire de faire un certain apprentissage à l'égard de la mise en pratique de cette loi, de savoir dans quelles conditions elle pouvait être appliquée, afin de transformer ensuite ces conditions en prescriptions légales.

Nous avons fait cet apprentissage. Je signe fréquemment des arrêtés accordant des libérations conditionnelles. Nous serons donc prochainement en mesure de proposer le règlement d'administration publique; et alors, probablement, nous verrons s'organiser ces sociétés qui sont le complément de la loi et peuvent seules permettre son entière application.

Actuellement ces sociétés n'existent pas encore en nombre suffisant et nous n'avons pas l'emploi de la somme qu'on nous propose. Telle est l'observation que je voulais faire à la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Bovier-Lapierre tendant à élever de 100,000 francs c'est-à-dire à fixer à 220,000 francs le chiffre du chapitre 27.

(L'amendement mis aux voix n'est pas accepté. — Le chapitre 27 est ensuite mis aux voix et adopté.)

« Chap. 28. — Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire, 200,000 francs. — (Adopté).

» Chap. 29. — Acquisition de la colonie pénitentiaire du Val-d'Yèvre (8^e annuité), 70,149 francs. — (Adopté). »

M. LE PRÉSIDENT. — « Chap. 30. — Subvention aux départements pour la transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875,) 200,000 francs. »

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — Messieurs je prends la parole pour formuler un simple vœu à l'égard des subventions accordées aux départements pour la transformation des prisons.

Le crédit demandé par le Gouvernement était de 300,000 fr. : il est réduit par la commission à 200,000 fr., et je crois que le Gouvernement accepte cette réduction. Je ne veux pas demander un relèvement de crédit, dans la situation où nous sommes ; je désire seulement exprimer le vœu que, contrairement à ce qui a eu lieu les années précédentes, le crédit soit complètement dépensé.

Le Gouvernement comprendra ma pensée. Il s'agit ici de l'application de la loi de 1875 qui a organisé — je ne puis malheureusement pas dire qui a ordonné — la transformation de nos prisons départementales, c'est-à-dire des prisons à courte peine, en prisons cellulaires.

Le Gouvernement intervient dans cette transformation. Mais, comme la Chambre le sait, par suite du cadeau assez onéreux que l'État a fait, en 1814, aux départements, les prisons à courte peine sont devenues des propriétés départementales ; par conséquent, la plus grosse dépense de cette transformation incombe au département, et l'État ne dispose d'aucun moyen d'action pour le contraindre à transformer ces prisons conformément aux prescriptions de la loi.

Vous comprenez, Messieurs, qu'il s'agit d'un intérêt considérable et d'un intérêt pressant. Je n'ai pas à plaider à nouveau la cause de l'emprisonnement cellulaire ; je n'ai pas à rappeler ce que M. Herbette, commissaire du Gouvernement, disait au moment de la discussion de la loi sur la relégation. J'ai ses paroles sous les yeux :

« Pour les peines d'un an d'emprisonnement et au-dessous » disait-il dans la séance du 11 mai 1885, « il est fort exact qu'un certain nombre de maisons en France sont, quoi que nous fassions, par leurs dispositions matérielles, des lieux de propagande vicieuse. Mal aménagées, les prisons en commun, quels que soient les efforts du personnel de direction et de surveillance, deviennent trop souvent des écoles de démoralisation. »

Il est déplorable que cet état de choses ne puisse pas cesser à brève échéance. Dans l'état actuel de la législation, encore une fois, l'État ne peut intervenir que dans une mesure proportionnelle aux sacrifices faits par le département.

En ce qui concerne le budget actuel, quant à présent, le vœu que je formule se réduit à ceci : l'État prévoit que la mesure de ses sacrifices sera de 200,000 francs pour 1887, les engagements des départements étant proportionnels à cette somme. Je demande que le Gouvernement tienne la main à ce que les engagements des départements soient exécutés, à ce que les travaux commencés ne soient pas ralentis, et que ceux qui sont promis soient exécutés.

Et si je forme ces vœux pour le présent, c'est parce que, comme je le disais au début de ces observations, il y a eu les années précédentes des annulations de crédits considérables. Pour l'avenir, j'élargis un peu mon vœu : je voudrais que la législation fût modifiée, que l'État prit la charge de la garde, de la punition, du relèvement des prisonniers, et qu'il eût aussi la propriété des prisons, ce qui lui donnerait l'autorité nécessaire pour les transformer et faire ainsi disparaître ces écoles de démoralisation dont parlait M. le commissaire du Gouvernement.

C'est le vœu qu'exprimait l'un de vous, Messieurs, l'honorable M. Martin Nadaud, lors de cette discussion, à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, sur la relégation des récidivistes. M. Martin Nadaud disait : Les millions qu'on vous demande pour la relégation des récidivistes, employez-les à la transformation des prisons départementales, et que l'État prenne cette transformation à sa charge.

C'est ce vœu que je me permets de formuler de nouveau.

Laissez-moi vous rappeler à cet égard les données que nous fournit l'expérience. Il y a celles des pays voisins, de ceux qui sont les plus avancés dans la science pénitentiaire. En Belgique,

en Hollande, en Suisse, en Norvège, depuis que le système cellulaire est appliqué pour les courtes peines, on a remarqué une décroissance progressive, et je pourrais dire rationnelle, de la récidive ; et pour ne parler que de la France, n'a-t-on pas observé dans les départements où l'emprisonnement cellulaire est appliqué, que les vagabonds émigrent et gagnent les départements voisins ? Pour eux, la crainte de la cellule est le commencement de la sagesse.

M. LEYDET. — Cela dépend des parquets, voilà tout !

M. THELLIER DE PONCHEVILLE. — Je ne veux pas rentrer dans l'ordre d'idées que soulève incidemment l'honorable M. Leydet, et je termine ces courtes observations en disant : mieux vaut prévenir la récidive que de dépenser des sommes considérables pour éloigner de nous les récidivistes et les envoyer dans nos colonies, qui, avec raison, n'en veulent pas, car elles ont besoin de recevoir d'autres et plus honorables pionniers de la civilisation. Il faudrait avant tout que l'État renoncât à ce qu'il fait, malgré lui, du reste, c'est-à-dire à faire pousser les récidivistes en serre chaude dans les prisons départementales.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le chapitre 30 : « Subventions aux départements pour la transformation des prisons (Loi du 5 juin 1875) : 200,000 francs. »

(Le chapitre 30, mis aux voix, est adopté.)

II

Séance du 22 janvier 1887.

Discussion du Budget des Colonies.

Les chapitres XVII et XVIII relatifs au service pénitentiaire (personnel : 5.763,705 francs et matériel : 1.464,600 francs) sont adoptés sans discussion.

Sur le chapitre XXI relatif à la relégation (personnel : 653,560 francs), M. Bovier-Lapierre avait déposé un amendement.

L'honorable député déclare retirer son amendement qui avait pour but de permettre à M. le sous-secrétaire d'État de s'expliquer sur les mesures qu'il comptait prendre relativement à l'application de la loi sur la relégation. Mais, depuis le dépôt de cet amendement, M. le sous-secrétaire d'État ayant constitué une commission (V. *infra*, p. 223) qui doit particulièrement s'occuper des questions de mise à exécution de cette loi, il préfère attendre le résultat des délibérations de cette commission, sauf à reproduire son amendement au budget de 1888, s'il n'a pas satisfaction.

Le chapitre **xxi**, ainsi que le chapitre **xxii** (matériel : 713,000 francs), sont adoptés sans discussion, M. Blancsubé ayant renoncé à la parole sur ce dernier chapitre.

Le budget des prisons au Sénat.

Au Sénat le budget des prisons ne donna lieu à aucune discussion; cependant l'honorable M. Bérenger crut devoir adresser au gouvernement les observations suivantes :

M. BÉRENGER. — Messieurs, j'aurais voulu pouvoir, à l'occasion du budget des dépenses de l'administration pénitentiaire, entretenir le Sénat et M. le Ministre de l'intérieur de questions fort importantes, à mon sens, relatives à la réforme et à l'administration de notre régime pénitentiaire.

La discussion du budget laisse, en effet, en général, la latitude, alors même qu'on ne demande aucune modification aux articles de dépenses, de traiter les questions qui se rattachent aux divers services ministériels. Je me proposais de profiter de cette liberté pour appeler l'attention du Sénat et chercher à éveiller l'attention publique sur des questions qui à mon sens, n'ont pas cessé d'être de premier ordre, bien que des préoccupations, non plus urgentes, mais plus graves, semblent les reléguer actuellement au second rang.

La rapidité avec laquelle il est nécessaire de renvoyer le budget à l'autre Chambre, me détermine à faire momentanément le sacrifice de la discussion que je croyais nécessaire. Je l'ajournerai donc; mais je prie le Sénat de vouloir bien se souvenir que je

considère comme indispensable d'échanger des observations prochaines sur ce grave sujet et j'aurai, dans quelque temps, l'honneur de m'entendre avec M. le ministre de l'intérieur à ce sujet. Une occasion naturelle peut d'ailleurs se présenter avant peu.

Parmi les questions que je voulais aborder, se rencontre nécessairement celle de l'application de la loi, récemment votée, sur la relégation et celle de la loi votée, presque entièrement, sur la libération conditionnelle.

Or, ces deux lois qui datent de 1885 imposent à l'administration le devoir de publier, à la fin de chaque année, un rapport général sur leur application.

Je m'imagine que l'administration s'est déjà préoccupée de ce travail pour l'année 1886, et qu'elle le rendra prochainement public; c'est alors, à moins que la publicité de ces rapports ne vienne à être trop différée, que je prierai M. le ministre de l'intérieur de vouloir bien accepter une discussion spéciale sur ce sujet.

APPLICATION DE LA LOI

DU 14 AOUT 1885

SUR LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

LE PATRONAGE ET LA RÉHABILITATION

(Lettres, circulaires et formules publiées par le Ministère de l'Intérieur, direction de l'Administration pénitentiaire).

Le Ministère de l'Intérieur, direction de l'administration pénitentiaire, vient d'adresser à la Société générale des Prisons une série de documents relatifs à l'exécution de la loi du 14 août 1885. Ce sont des lettres, circulaires et formules déterminant le mode d'application de la libération conditionnelle.

Nous allons analyser chacun de ces documents en suivant l'ordre chronologique de leur publication, ordre qui explique, en même temps, le développement nécessaire des idées que la mise en pratique a fait naître.

A. INSTRUCTIONS CONCERNANT LES NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SUR LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, LE SYSTÈME D'AMENDEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES ET LE PATRONAGE DES DÉTENUS LIBÉRÉS. — Lettre circulaire, datée du 7 septembre 1885, adressée aux Préfets, communiquant le texte de ces premières instructions et demandant certaines informations.

Les instructions doivent être adressées aux directeurs des établissements pénitentiaires; elles provoquent l'indication des

moyens de recourir efficacement aux personnes et aux sociétés particulières pouvant collaborer à l'œuvre du patronage; elles demandent des conclusions sur le classement éventuel des détenus et sur l'organisation positive du système d'amendement destiné à préparer les libérations.

Les éléments d'information et d'appréciation à recueillir sur les individus en situation de profiter de la libération conditionnelle doivent être classés sous les titres suivants : — *Antécédents*; — *situation personnelle*; — *situation de famille*; *conduite dans la vie libre et dans la vie pénitentiaire*; *santé et aptitudes physiques*; *efforts pour le retour au bien et garanties d'amendement*; *qualités ou défauts de caractères pouvant faire pressentir la conduite ultérieure*; — *intervention ou appui de personnes ou de sociétés pouvant exercer une influence heureuse*; — *projets et dispositions des intéressés pour l'époque de leur sortie*; — *apprentissage et exercice de métiers ou professions*; *moyens divers de subsistance honorable*; — *possibilité et chances de trouver du travail au dehors*.

Le Ministre signale aux préfets cette considération d'une importance de premier ordre et qui certes déterminera une action décisive lorsqu'elle sera acceptée avec l'esprit qui l'inspire : « Les fonctionnaires et agents de l'administration n'ont pas à se considérer seulement comme les exécuteurs de la loi pénale et les gardiens de la sécurité publique, mais aussi comme les collaborateurs chargés de discerner ce qui peut être ramené au bien, de ce qui reste incurable dans le mal, de rendre à la société la plus grande somme possible des forces libres et productives. »

Cette première circulaire est terminée par une demande de rapport à bref délai contenant des communications relatives à l'application de la loi nouvelle.

La lettre circulaire adressée, sous la même rubrique, à la même date du 7 septembre 1885, aux préfets, a pour but de communiquer le texte des instructions dont nous venons de donner l'analyse sommaire et de leur demander des renseignements personnels avec leurs appréciations, notamment :

1° *Sur les moyens de recueillir et contrôler les informations nécessaires, d'abord pour statuer sur la mise en liberté provisoire, puis pour suivre la conduite des condamnés dans la vie libre, jusqu'à leur libération définitive*;

2° *Sur les conditions générales auxquelles pourra être subordonnée la libération, à dater de l'époque où elle pourra s'appliquer (13 novembre 1885), et sous réserve de la réglementation ultérieure à fixer par décret, après avis du Conseil d'État ;*

3° *Sur les ressources que peut offrir le département pour le fonctionnement de sociétés de patronage, d'institutions ou d'œuvres utilisables dans le même ordre d'idées ; pour l'aide et l'initiative à espérer de personnes bienfaisantes, que l'on pourrait intéresser à cette tâche importante et associer à l'action de l'administration, enfin pour le travail industriel ou agricole à procurer aux libérés et pour l'exercice de professions ou métiers propres à leur assurer la subsistance. »*

B. — Cette pièce est la formule de l'arrêté de libération. Il est pris par le Ministre de l'Intérieur sur la proposition du Directeur de l'administration pénitentiaire et comprend sous 13 articles la déclaration de libération conditionnelle, la procédure de mise en liberté, la détermination de l'itinéraire à suivre par le libéré, l'envoi à la direction pénitentiaire du procès-verbal de la libération, l'avis préalable de tout changement d'itinéraire ou de résidence ; — l'obligation pour le libéré de justifier de moyens d'existence ; — la sanction de l'arrestation provisoire soit pour manquement aux conditions de l'arrêté, soit pour motifs de sécurité publique ; — les conditions du maintien ou de mainlevée de cette mesure par l'autorité ministérielle ; — les causes qui entraîneront retrait de la libération conditionnelle ; l'effet rétroactif de la révocation ; — la durée de la réintégration ; — la procédure à suivre pour introduire et suivre les demandes en réclamation présentées par les intéressés.

C. FORMULE DE L'AVIS CONFIDENTIEL DESTINÉ A FAIRE CONNAITRE A L'AUTORITÉ COMPÉTENTE QUE X, détenu en dernier lieu à..... a été admis à bénéficier de la libération par arrêté ministériel, en date du..... et qu'il devra se conformer aux conditions dont l'énumération est consignée en cette formule.

D. FORMULE DE PROCÈS-VERBAL DE LIBÉRATION. — Elle comprend la comparution du détenu au greffe, la constatation de son identité, la déclaration qu'il entend profiter de la libération dans les

conditions de la loi qui lui sont rappelées, la notification de l'arrêté ministériel, l'invitation à se rendre au domicile ou à la résidence déterminée précédemment par le détenu lui-même; — la mention de la levée de l'écrou et la déclaration de mise en liberté le..... jour et à.... heure du..... Enfin, la signature du détenu, des témoins et du greffier.

E. LETTRE CIRCULAIRE du 25 mai 1886 adressée par M. le Ministre de l'Intérieur aux préfets et fournissant des explications sur les dispositions des arrêtés de libération conditionnelle dont nous avons rappelé les formules générales à la lettre B.

F. Quelques jours plus tard, le 27 mai, le directeur de l'administration pénitentiaire publiait sous le titre : *Instructions spéciales concernant les opérations de mise en liberté conditionnelle et les permis de libération*, un document administratif destiné à préciser le mode d'application de la loi du 14 août 1885, à compléter les instructions générales déjà données sur la libération conditionnelle et expliquant, notamment, l'emploi d'un permis à délivrer au libéré, sorte de livret, comprenant sous 32 feuilles : les nom, prénoms, signalement du libéré, le texte de la loi du 14 août 1885, l'arrêté ministériel de mise en liberté; le procès-verbal de libération conditionnelle; les notes et indications complémentaires.

G. Enfin, la dernière pièce qui nous a été adressée et qui complète cette procédure considérable de la loi du 14 août 1885 donne, sous la rubrique : *Application de la libération conditionnelle aux condamnés à la relégation*, les instructions rédigées par M. le Directeur de l'administration pénitentiaire pour ce qui concerne l'application de l'article II §§ 5 et 6 de la loi.

Aux termes de ces dispositions, le condamné à la relégation peut, en vertu de la décision de libération conditionnelle, être laissé en France, mais ce sursis à l'exécution de la relégation ne peut porter que sur la peine principale et la décision doit par conséquent être prise avant que l'expiration de cette peine ait rendu la relégation nécessaire. Il y avait donc urgence pour certains individus à procéder, sans retard, aux mesures d'instruction. En conséquence, dans cette circulaire du 18 décembre,

M. le Directeur de l'administration pénitentiaire recommande aux préfets de signaler aux directeurs des établissements pénitentiaires la nécessité de procéder aux enquêtes ou instructions concernant les détenus pouvant se trouver dans la catégorie des condamnés à la relégation dont la peine principale devait, dans un assez bref délai, atteindre son expiration.

Tel est le résumé des documents adressés à la Société générale des prisons; ils seront classés dans les archives pour être conservés et consultés au besoin. Nous devons remercier M. le Directeur de l'administration pénitentiaire de cette obligeante et si pratique communication.

JORET-DESCLOZIÈRES

LA CRIMINALITÉ COMPARÉE ⁽¹⁾

Lorsque nous abordons la lecture d'un livre de la nouvelle école positiviste en matière criminelle, il nous faut réformer, non seulement notre ancienne manière d'entendre la signification des mots, mais la direction même de notre esprit et le sens qu'avait précédemment pour nous la science du droit pénal. Ne nous préoccupons donc plus, pour le moment, ni de l'imputabilité des délits, ni du libre arbitre ou de la responsabilité de l'agent, ni même, dans le sens ancien, de l'idée de justice; attachons-nous au seul examen des faits, de la comparaison du temps présent avec le passé et des prévisions de l'avenir. L'analyse pleine d'intérêt que M. Albert Desjardins a faite ici même de l'œuvre de M. Lombroso nous a déjà fait entrer dans cette voie. Toutefois le but auquel vise l'éminent philosophe italien n'est pas exactement le même que celui que se propose M. Tarde; le premier cherche si l'activité humaine ne pourrait pas réagir jusqu'à un certain point sur les lois qui paraissent présider à la production des faits criminels, et il arrive à cette conclusion, que la Société, en exerçant une tutelle sur les délinquants, peut les ramener, en partie du moins, à des habitudes régulières et que tel doit être l'objet unique de la science du droit criminel; le second au contraire étudie les phases diverses de la criminalité, y voit l'effet du développement de notre état social, semble n'avoir que très peu de confiance dans l'action individuelle, et n'attend une transformation de la criminalité que de l'évolution naturelle et fatale de la civilisation et des forces sociales.

Le criminel, pense M. Tarde, est un monstre, et la naissance

(1) Par M. G. Tarde (Paris, Félix Alcan éditeur, 1883).

des monstres de toutes sortes est soumise à une sorte de proportion fixe dans la nature. Ne supposons donc pas, comme on l'a dit souvent, que les instincts criminels soient une sorte de retour à la sauvagerie de nos ancêtres ; sans doute, chez les peuplades primitives, les mœurs étaient plus violentes que chez les nations civilisées d'aujourd'hui ; mais il n'y avait pas un plus grand nombre de ces hommes que leur cerveau mal conformé et leurs organes défectueux poussaient à se mettre en révolte contre les lois de la morale reçue. Les criminels, si on accepte cette définition, seraient donc les analogues des bossus ou des sourds-muets qui, par une loi qu'on ne peut définir, naissent en certain nombre à toutes les époques et chez tous les peuples. Le criminel-né est plus difficile, sans doute, à reconnaître à première vue que l'homme affligé d'imperfections physiques ; il existe cependant des moyens de le distinguer, et M. Tarde donne, son signalement. Le criminel, pour la majorité des cas du moins, est d'une complexion faible : « il est beaucoup plus souvent brun que blond ; il est très chevelu et très peu barbu ; enfin il n'a presque jamais le nez droit ; le voleur l'a retroussé, paraît-il, et l'assassin crochu ».

La conséquence logique de ces constatations et, pour ainsi dire la première règle de prévoyance d'un État bien ordonné serait, lorsque le type criminel est reconnu, d'empêcher les individus chez lesquels on le trouve de se reproduire, afin d'éviter la continuation de ce type par voie d'hérédité. Sans insister sur ce point, M. Tarde l'indique cependant dans un endroit de son livre, et il rappelle une remarque de Garofalo, qui attribue aux soixante-dix mille pendaïsons de vagabonds, qui ont eu lieu en Angleterre pendant les règnes d'Édouard VI et d'Elisabeth, la moindre criminalité actuelle de ce pays comparée au reste de l'Europe.

Si le type criminel se retrouve dans tous les temps et tous les pays suivant une loi fatale, les manifestations de la criminalité varient selon les formes de la société et le degré d'avancement de la civilisation. L'auteur prend, à ce point de vue, spécialement comme objet de son étude le dernier demi-siècle, et il s'appuie sur de nombreuses statistiques et spécialement sur les remarquables tableaux de M. Yvernès.

Pendant la période qui fait l'objet de ses études, M. Tarde remarque tout d'abord que le nombre des crimes contre les per-

sonnes a diminué, tandis que les délits contre la propriété, les escroqueries et les abus de confiance, ont augmenté. Ce phénomène s'explique, d'après lui, par la prédominance de l'élément urbain qui amollit les caractères, émousse les instincts violents comme la haine, la colère, et développe au contraire la cupidité, la bassesse, le cynisme; grâce aux progrès de la civilisation, on arrive plus facilement et avec de moindres risques à se procurer de l'argent par une escroquerie savamment combinée que par une attaque armée sur la voie publique. — Puisque les criminels se proposent de plus en plus un profit pécuniaire et matériel, il faut, pour les décourager, diminuer le produit et accroître les risques du métier de criminel. A ce point de vue, la transportation et la création de colonies pénitenciaires ne peuvent produire que de mauvais effets, le criminel y voyant la perspective d'une vie relativement confortable et de profits à faire; les bons et les faibles sont d'ailleurs opprimés par les forts et les mauvais. L'Angleterre n'a pas eu à se louer de son système de transportation; la Belgique, qui n'a jamais employé ce moyen, a vu diminuer sensiblement le nombre des récidives. Le régime cellulaire et les sociétés de patronage à la sortie de prison sont, pour l'auteur, le seul moyen de réfréner et de contenir les manifestations des tendances criminelles.

Les manifestations de ces instincts de révolte contre la société étaient retenues autrefois par les croyances religieuses; l'affaiblissement de ces croyances est considéré comme une cause d'augmentation sensible des délits par M. Tarde qui ne paraît pas cependant faire profession pour lui-même de convictions spiritualistes. La diffusion de l'instruction primaire remplace-t-elle, à ce point de vue, les idées religieuses? Non, répond notre auteur, parce que l'instruction élémentaire n'est considérée par ceux qui la reçoivent que comme un outil destiné à faciliter la vie matérielle, et n'a pas d'action sur la conduite morale de l'individu; cette réponse n'est pas une pure hypothèse; la statistique prouve que les crimes sont plus nombreux, relativement à la population, dans les régions où l'instruction primaire est générale que dans les régions illettrées. Mais il n'en est pas de même de l'instruction supérieure *spécialement quand elle prend un caractère esthétique*; une instruction qui élève les vues de l'esprit, prémunit ceux qui la possèdent contre les basses convoitises et les désirs coupables. Aussi l'auteur insiste-t-il sur l'uti-

lité sociale de ne pas abaisser le niveau des études, de ne pas les rendre trop positives, et de les maintenir dans les hautes régions intellectuelles de la philosophie et de la littérature classiques.

Notre auteur aborde, dans la seconde partie de son ouvrage, une série de questions qu'il comprend sous le titre de *problèmes de criminalité*. Pourquoi y a-t-il prédominance d'homicides dans le Midi, de vols dans les pays du Nord? Y a-t-il quelque rapport entre le crime, la folie et le suicide? Quelle est l'influence de la civilisation sur la criminalité? Que nous réserve l'avenir?

A ces différentes questions M. Tarde répond que la nature différente des faits criminels entre le Nord et le Midi provient, non pas du climat, mais du degré différent de civilisation. La civilisation, par suite de faits historiques qui se rattachent à des luttes de races, s'est déplacée; elle est actuellement florissante dans la partie septentrionale de notre hémisphère, et, par conséquent, c'est dans cette région qu'on constate le moins de faits de violence et le plus grand nombre d'actes de ruse et de fraude; mais si on se reporte à une époque antérieure, alors que les pays du Midi étaient plus civilisés que ceux du Nord, on constatera moins de meurtres et plus de vols chez les Grecs et les Romains que chez les Gaulois et les Germains.

La folie et la criminalité ne paraissent à M. Tarde avoir aucune analogie; nous avons vu qu'il considère la criminalité comme une monstruosité de naissance qui ne constitue pas plus une maladie au point de vue psychologique qu'une malformation corporelle n'en constitue une au point de vue physique. La folie au contraire est une maladie véritable dont les cas se multiplient d'une façon considérable dans les sociétés compliquées et surmenées comme la nôtre. Le suicide tient de la folie. Quelques auteurs ont pensé qu'il n'était qu'une transformation des instincts homicides, M. Tarde, à l'aide de la statistique, prouve que cette opinion est inexacte; il fait au contraire un rapprochement fort curieux entre les cas de suicide et ceux de divorce qui vont augmentant ensemble dans les mêmes milieux; il attribue à ces deux faits en apparence si différents les mêmes causes: l'abandon des anciennes traditions morales, l'alcoolisme, le dégoût de la vie régulière.

M. Tarde ne parle qu'avec une véritable défiance des effets

de la civilisation, ou du moins de la période de civilisation dans laquelle nous nous trouvons. Jusqu'à présent elle a abouti principalement à développer l'astuce, la voluptuosité, la vanité; elle tend à faire estimer l'intelligence sans moralité plus que la moralité sans intelligence; enfin elle a détruit nos croyances anciennes sans les remplacer par des croyances nouvelles. A elle seule cette civilisation explique l'augmentation des délits. Cependant, comme consolation, l'auteur prévoit pour l'avenir l'éclosion d'un Credo nouveau qui orientera les esprits vers un nouvel idéal; « ce sera plus tard l'œuvre de quelque puissant esprit, plus sincère que Pythagore ou Mahomet, espérons-le; mais ce ne pourra être que lorsque la source, aujourd'hui si abondante, des découvertes scientifiques aura tari... une synthèse philosophique, durable et définitive, sera possible, à l'ombre de laquelle l'humanité assoupie rêvera en paix, exempte de tous délits comme de tous maux ».

Je ne puis m'empêcher de penser que reculer le bonheur de l'humanité et sa moralisation à l'époque où la science aura dit son dernier mot, c'est placer cet éden aussi loin dans la suite des siècles que le sont de nos faibles organes les nébuleuses les plus lointaines aperçues à l'aide du télescope.

J'ai pourtant tenu à citer cette conclusion parce que j'y vois la preuve que les esprits qui portent dans l'examen des problèmes moraux les tendances les plus mathématiques et je dirai les plus positivistes, ne peuvent éviter de sacrifier parfois à ce besoin d'idéal qui fait intimement partie de notre nature. En cela, je ne fais pas un reproche à M. Tarde; c'est un penseur sérieux et consciencieux; il voit et juge impartialement les faits qui se produisent en sa présence, mais il ne peut pas se résigner à la pensée que l'humanité n'atteindra pas un jour un état moral plus parfait.

P. VIAL,
ancien magistrat.

LA RÉFORME DES PETITES PRISONS

Dans un récent article M. Georges Dubois nous a fait voir ici même (1) le régime intérieur des petites prisons en Prusse, où, « en l'absence presque continue de l'unique surveillant les détenus restent abandonnés à eux-mêmes dans leur oisiveté, tuant le temps par des conversations cyniques, dont les gens sans aveu et les filous tiennent le dé ». Il n'est malheureusement pas nécessaire d'aller en Prusse pour rencontrer un régime aussi défectueux, un grand nombre de nos petites prisons d'arrondissement présentent le même affligeant spectacle. Sur les 382 maisons d'arrêt, de justice et de correction établies près des tribunaux correctionnels et des cours d'assises, l'effectif quotidien moyen, en hommes, dans 97 ne dépasse pas 10, et dans 107 reste entre 10 et 20 (2). Ce sont actuellement les prisons de nos petites villes, celles pour lesquelles les conseils généraux ne feront jamais les lourdes dépenses d'appropriation au régime individuel auquel la loi de 1875 les invite. Dans ces prisons à faible effectif, la séparation entre les sexes est la seule qui subsiste encore, toute autre distinction entre ceux qui sont détenus pour la première fois et les récidivistes, entre la maison d'arrêt et la maison de correction n'existe plus que sur les registres d'écrou (1). Quant un enfant doit être détenu, il faut pour l'isoler, avoir recours aux expédients : le placer dans le quartier des femmes qui fréquemment est inoccupé, ou dans le logement du gardien, bien que cela soit contraire au règlement. Le personnel réduit au minimum peut, jusqu'à un certain point, assurer la garde des détenus, mais nullement leur surveillance

(1) Numéro de novembre 1886, p. 880.

(2) Statistique des prisons publiée par le ministère de l'intérieur, 1879.

(1) « Qu'on suppose ces éléments multiples non pas isolés par la séparation individuelle, ni même séparés par catégories suffisantes, mais rapprochés et même confondus dans certains établissements à raison des conditions matérielles d'installation. » Exposé des motifs de projet de loi sur la réforme des prisons de courte peine, présenté au Sénat le 28 janvier 1884, par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur.

continue. L'unique gardien est souvent dehors, car on ne peut l'astreindre à une résidence perpétuelle ; ou bien il reste chez lui ; mais, dans tous les cas, il ne passe avec tous ses pensionnaires que de rares instants. Enfin, ce qui est plus grave encore, aucun travail ne peut être organisé par une population si peu nombreuse, si variable et si mobile ; pour des hommes dont le séjour est au plus de deux mois, toute condamnation plus forte entraînerait le transfert dans une prison plus importante dite de concentration, généralement celle du chef-lieu. Aussi ne faut-il pas s'étonner si la statistique nous révèle que sur une population totale de 17,556 personnes détenues dans les prisons départementales (la Seine exceptée), 6,888 sont inoccupées (1). Comment donc le temps se passe-t-il dans ces tristes lieux ? Les détenus réunis ensemble et livrés à eux-mêmes, serrés autour du poêle en hiver, en été, groupés en un étroit préau, dans un coin d'ombre ou dans un rayon de soleil, voient les jours succéder aux jours avec une monotonie que rien ne vient interrompre pour en remplir le vide ; la conversation est leur seule ressource et il est facile de deviner ce qu'elle peut être et quels sont les orateurs qui s'imposent. C'est ainsi que se subissent des condamnations dont la durée peut être de deux mois, des détentions préventives dont la durée n'est pas limitée. Quel régime pour des hommes de la campagne, habitués au grand air, aux fatigues physiques, aux rudes travaux, généralement peu faits pour la méditation et la vie contemplative. Telle est en réalité la prison départementale pour un tiers de la population française, tiers dans lequel n'entre pas, il est vrai, aucun de ces habitants des grandes villes dont le sort préoccupe toujours exclusivement l'opinion publique. On a appelé la prison départementale l'école élémentaire du crime et n'est-ce pas bien le nom qui lui convient alors que l'on constate que la moitié de ceux qui en franchissent le seuil y entrent pour la première fois, souvent pour des faits n'impliquant pas nécessairement un bien grande perversité (2), et que chaque année plus de 10,000 prévenus en sortent avec présomption d'innocence,

(1) Statistique des prisons pour l'année 1879.

(2) En 1879 sur 107,997 condamnés à moins d'un an d'emprisonnement, 49,750 n'avaient jamais encore subi de condamnation même à l'amende. Chaque année il y a environ 10,000 condamnés à moins d'un an pour outrage envers les agents de l'autorité et 15,000 pour coups et blessures ; une bonne partie de ces délinquants n'ont cédé qu'à un moment d'égarement et d'oubli.

sans qu'aucune condamnation à l'emprisonnement ait été la suite de leur arrestation (1). Avant de disserter comme on l'a fait en 1875 avec tant de science et d'éclat, sur les avantages et les inconvénients réciproques de l'emprisonnement en commun et de l'emprisonnement individuel, il eût peut-être été plus urgent de supprimer tout d'abord ce troisième régime d'emprisonnement que tout le monde réprouve : l'emprisonnement pêle-mêle, sans surveillance ni travail, l'emprisonnement primitif tel qu'on le pratique encore en Orient, tel qu'on le pratiquait au temps où toute prison était bonne dès que ses murailles étaient infranchissables, où, la porte refermée sur un malheureux, personne ne s'avisait de savoir ce qui se passait à l'intérieur. En théorie, la formule de cette suppression serait celle-ci : l'emprisonnement doit être individuel là où il n'y a ni surveillance continue ni travail organisé. En fait, cette réforme pourrait être obtenue facilement en enlevant aux petites prisons d'arrondissement le caractère de maison de correction pour les réserver aux seuls prévenus, et en concentrant tous les condamnés à la prison du chef-lieu assez importante pour que le travail et la surveillance y soient assurés. Par cette disposition les petites prisons auraient leur effectif réduit de moitié au moins (2) et, dès lors, leurs dispositions intérieures permettraient presque toujours d'isoler chaque détenu dans une chambre spéciale.

Les frais à prévoir ne seraient pas bien considérables. Le nombre des transferts de prisonniers à la charge de l'État serait, il est vrai, notablement augmenté ; il faut considérer cependant que la moitié environ des condamnés de moins de deux mois d'emprisonnement ne sont pas détenus préventivement et viennent volontairement se constituer prisonniers sur l'invitation du

(1) Ce chiffre se décompose ainsi pour l'année 1869 :

Renvoyés sur ordonnance de non-lieu.	6.881
Acquittés par les cours d'assises	956
Acquittés par les tribunaux correctionnels.	1.883
Condamnés à l'amende.	371

TOTAL. 10.090

(2) En 1879, abstraction faite de la loi de 1863 sur les flagrants délits d'une application peu usitée dans les petits tribunaux et toujours trop courte pour entraîner l'encombrement des prisons, le nombre des détentions préventives a été, dans 241 arrondissements judiciaires sur 359, inférieur à 60 et les trois quarts ont pris fin avant un mois.

parquet (1). La proportion n'en fera qu'augmenter par l'effet des projets restrictifs de la détention préventive actuellement à l'étude et, de fait, cette détention est généralement bien inutile pour les délits qui ne doivent pas entraîner de condamnation supérieure à deux mois de prison; on peut admettre sans grande chance d'erreur que tout homme, quelque peu domicilié, préférera purger sa condamnation à la nécessité de se cacher à l'étranger pendant de longues années. Pour tous ces condamnés non détenus peu importe, au point de vue des frais, que la peine soit subie ici ou là, dans la prison de l'arrondissement ou dans une prison de concentration plus éloignée; tout au plus l'équité demanderait-elle qu'on leur tint compte de l'éloignement en leur accordant une remise de peine de quelques heures par myriamètres parcourus depuis leur domicile. Quant aux condamnés détenus préventivement le transfert pourrait bien s'opérer pour plusieurs à la fois et par une même escorte. Souvent aussi la petite prison n'aurait pas toutes ses chambres occupées, une condamnation à très courte peine y pourrait alors être subie et le transfert d'un condamné isolé pourrait ainsi être évité.

Les frais d'appropriation à la charge du département ne seraient pas non plus très élevés. C'est là un point important car si la loi de 1875, qui donne des conseils plutôt que des ordres a été jusqu'à présent peu écoutée, la dépense considérable qu'exige son application en est la cause. Les départements montrent tant de réserve à cet égard que, si rien ne vient accélérer leur zèle, plus d'un siècle se passera encore avant que toutes nos prisons soient conformes à la loi. Son fonctionnement complet, d'après le rapporteur M. Béranger, entraîne la construction de 18,000 cellules coûtant 63 millions, soit près de 4,000 francs par cellule. Ce prix est dépassé dans la réalité, il est élevé à 4,670 francs en moyenne, sans compter le mobilier, dans les sept prisons construites en province depuis 1875 (2) et

(1) En 1879, 67,000 prévenus de délits correctionnels ont été détenus préventivement, dont 40,743 par application de la loi de 1861 sur les flagrants délits. 3,105 ont été acquittés; 1,020 condamnés à l'amende seulement; 20,729 à trois mois et plus d'emprisonnement; 43,146 à moins de trois mois. En outre 46,669 prévenus, non détenus préventivement, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement généralement de peu de durée.

(2) Projet de loi sur la réforme des prisons de courtes peines présenté au Sénat le 28 janvier 1884, par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur. D'après ce projet, chaque département serait tenu dans un délai de 5 ans d'aménager des cellules pour le quart de ses détenus.

le département de la Seine a déjà dépensé 12 millions pour la maison de correction de Nanterre, qui n'est pas finie et doit renfermer 1800 condamnés dont un tiers seulement en cellule (1), c'est une dépense d'au moins 7,000 francs par tête. Nos conseillers généraux sont gens économes, ils trouvent bien cher de payer 300 et 400 francs de loyer pour un seul malfaiteur, alors que tant d'honnêtes gens sont tenus de loger leur famille à beaucoup meilleur marché et supportent déjà de si lourds impôts.

La modeste réforme que nous proposons n'imposerait à chaque département qu'une faible dépense. Les petites prisons d'arrondissement, réduites au rôle de maison d'arrêt et consacrées aux seuls prévenus, se prêteraient facilement au régime de l'emprisonnement individuel pour chacun d'eux; dans les plus petites d'entre elles, il existe au moins quatre chambres: deux pour le quartier des hommes et deux pour le quartier des femmes, or le nombre habituel de leurs hôtes, si on en déduit les condamnés, ne dépasse guère quatre; là où la moyenne des prévenus est aujourd'hui plus élevée la disposition des locaux permettrait sans doute de créer, par quelques travaux peu coûteux, un plus grand nombre de chambres isolées. Si, malgré les prévisions de statistique, un encombrement venait à se produire, on pourrait toujours revenir momentanément au régime actuel et réunir dans une même chambre deux ou plusieurs prévenus; ce régime, appliqué d'une façon accidentelle et avec discernement, ne présenterait plus grand inconvénient; qu'importe en effet l'emprisonnement en commun pour de vieux récidivistes, habitués de prisons? il ne peut y avoir pour eux ni répulsion à vaincre, ni contagion à éviter.

Les petites prisons ainsi aménagées à peu de frais ne réaliseraient pas sans doute le type de l'emprisonnement individuel dans toute sa pureté architecturale; à certains moments les détenus pourraient peut-être se voir, ils pourraient peut-être arriver à communiquer entre eux à haute voix ou par quelque artifice; mais ces communications seraient toujours imparfaites et personne ne serait obligé de les subir, ces entrevues pourraient n'avoir lieu qu'au moment où s'exerce la surveillance du gardien, et ainsi, sans soulever d'objections financières, une amélioration très importante, sinon complète pourrait être obtenue.

(1) *Bulletin de la Société des prisons*, décembre 1886, p. 1103.

Chaque département devrait aussi, il est vrai, approprier une ou plusieurs maisons de concentration aux condamnés à moins de deux mois d'emprisonnement qui ne trouveraient plus place dans les petites prisons, mais là encore il serait possible de maintenir dans une limite très modérée la dépense à faire. La moitié environ des ces condamnés n'ont pas été arrêtés préventivement, nous l'avons vu, et viennent librement se constituer sur l'invitation du Parquet. Le fait qu'ils sont entrés de leur plein gré démontre assez qu'ils ne nourrissent aucun projet d'en sortir par évasion, ce sont de véritables prisonniers sur parole pour lesquels il est tout à fait superflu d'édifier des *Bastilles* ou même des *Mazas* ; un quartier spécial aménagé à côté de la prison actuelle et construit dans les mêmes conditions que les plus simples habitations de nos petites villes leur conviendrait parfaitement. La cellule, eût-elle la capacité de 30 mètres cubes que réclament les hygiénistes, n'y reviendrait certainement pas aux prix élevés que nous avons cités tout à l'heure, pour ce prix-là, et même pour moins, on établit en province le devis, non pas de simples chambres, mais de maisons entières que nos familles d'ouvriers s'estiment heureuses d'habiter.

Cette distinction entre le prisonnier de gré, pour lesquels les cellules à 5,000 et 7,000 francs seraient vraiment des cellules de luxe, et les prisonniers de force, que les prisons actuelles, réservées pour eux seuls, pourraient loger provisoirement dans des conditions suffisantes de sécurité et d'isolement, aiderait beaucoup à la solution économique et prompte de la question pénitentiaire. Cela n'empêcherait pas de poursuivre la réalisation de ces cellules demandées en 1875, dans lesquelles tout est prévu, dans lesquelles le plus ingénieux des malfaiteurs pourrait passer sa vie entière sans soupçonner qu'il a un voisin, sans que sa patience puisse espérer entamer les murailles qui l'enferment ; mais cela permettrait à beaucoup de départements pauvres d'attendre des temps meilleurs pour opérer leur réforme définitive, sans cependant laisser se prolonger le triste état actuel de leurs petites prisons.

Charles PARMENTIER.

REVUE DU PATRONAGE

ET DES INSTITUTIONS PREVENTIVES

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Sommaire. — FRANCE. — 1° Société générale de protection pour l'Enfance abandonnée ou coupable. — 2° Œuvre de l'Hospitalité de nuit. — 3° Société de patronage des prisonniers libérés de Bordeaux. — 4° Œuvre du patronage des prisonnières libérées d'Orléans. — 5° Du patronage des libérés, par M. Bogelot.

ETRANGER. — Angleterre. — Conférence des Prisons.

FRANCE

I

Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable.

Nous avons à maintes reprises (1) parlé de cette œuvre unique fondée par M. Georges Bonjean et dirigée par lui d'une façon si remarquable. La sixième assemblée générale de cette Société s'est tenue, le 28 janvier 1886, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Nous sommes heureux de pouvoir placer, sous les yeux de nos lecteurs, la plus grande partie du discours de M. Georges Bonjean.

On a soutenu ces temps derniers que les enfants abandonnés ne devaient pas travailler dans les établissements qui les élèvent afin, ajoute-t-on, de ne pas faire concurrence aux ouvriers libres. C'est là une théorie dont l'application serait désastreuse à tous les points de vue. M. Georges Bonjean avec l'autorité qui lui

(1) Voir notamment tome X, p. 374.

appartient, a d'un mot, fait justice de cet étrange système. Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur cette partie de son discours.

« Dans nos premières réunions, tout plein de l'enthousiasme des projets formés, des espoirs conçus, des grands horizons entrevus, il était facile de vous intéresser en parlant de l'avenir.

» Plus tard, quand nos espérances, que tant de personnes avaient ouvertement ou tacitement traitées de chimériques, se réalisèrent de point en point avec une précision vraiment surprenante, il était plus que facile, il était surtout souverainement consolant de vous montrer l'arbre de la bienfaisance enfantine jetant de tous côtés ses puissantes racines, et développant un abri sans cesse plus vaste et plus solide au profit des misères si douloureuses qu'il avait la mission de protéger.

» Mais aujourd'hui, que vous dire en vérité ?

» Que notre entreprise restera dans l'histoire comme un des plus vigoureux efforts accomplis en faveur de ceux qui souffrent ? Vous le savez de reste.

» Que notre action a conquis une ampleur qu'aucune autre œuvre au monde ne possède ? Nos grandes assises philanthropiques de 1883 le prouvaient alors déjà d'une façon surabondante.

» Que vous avez su choisir un Conseil digne de porter haut et ferme l'impartial et fier drapeau des idées généreuses qui nous inspirent ? Vos votes unanimes, depuis sept ans, en ont toujours été la démonstration.

» Que notre influence et notre autorité grandissent d'année en année ? Nos statistiques répondent mieux que tous les raisonnements.

» Par bonheur, je puis me tirer d'embarras, et, je l'espère, vous intéresser, en me livrant simplement à la lecture d'une série de documents, dont les conclusions consolantes ne seront pas difficiles à tirer sans mon intervention.

» Commençons par nos statistiques traditionnelles.

» Notre capital social s'élevait :

En 1879 à.	fr. 4.600
— 1881 à.	67.891
— 1882 à.	333.107
— 1883 à.	338.838
— 1884 à.	333.720
— 1885 à.	330.143

» Il se monte aujourd'hui à 387.019

» Je vous avais bien dit, en 1884 et en 1885, qu'après une expérience prolongée, nous avons acquis la conviction que nos réserves dépassaient certainement les exigences de la plus scrupuleuse prudence, et, qu'en conséquence, nous tendrions plutôt à laisser décroître le capital immobilisé, pour augmenter le bien immédiatement accompli.

» Et si je dois, aujourd'hui, dans une apparente contradiction, avouer un chiffre plus élevé que celui de l'an dernier, n'en accusez que les dons généreux qui, dans ces derniers temps, se sont pressés autour de nos efforts ; mais vous pouvez être assurés qu'à brève échéance cet excédent saura trouver son utile emploi.

« Quant aux sacrifices accomplis au profit de nos pupilles, ils se chiffraient :

En 1880, par	fr.	3.869
— 1881, —		56.811
— 1882, —		127.128
— 1883, —		147.271
— 1884, —		172.160
— 1885, ils arrivent à		174.314

» Et cependant notre encaisse, qui s'élevait, en 1882 à 45,515 francs, en 1883 à 73,069 francs et en 1884 à 87,385 francs, s'élève aujourd'hui à 103,605.

» Au point de vue des adhésions à la Société, nous en comptons :

Au 17 Juin 1881	2.040
— 25 Juin 1882.	3.053
— 25 Février 1883.	5.200
— 3 Février 1884.	8.000
— 22 Février 1885.	12.648
Au 28 Février 1886 nous en comptons	16.198

» Ces adhésions si nombreuses vous disent que le courant si vaste de sympathie, qui nous a soutenus dès le début, sans jamais faiblir un seul jour, ne fait que s'accroître d'année en année. Je pourrais vous lire des centaines de lettres fort intéressantes, pleines des sentiments de la plus vive admiration pour l'Œuvre, mais il faut savoir se borner, même dans les meilleures choses, et je me contente d'envoyer à tous ces cœurs généreux un hommage anonyme mais profond de gratitude émue.

.

» Eh bien ! comment ce souffle puissant de sympathie, qui anime tous les âges, pourrait-il ne point produire de grands résultats ? Je vous en ai déjà montré quelques-uns ; j'achève en vous présentant le tableau de nos adoptés.

» Notre protection s'était étendue :

Au 25 février 1883 sur 700 pupilles

3 — 1884 — 1745 —

22 — 1885 — 2830 —

» Et à ce jour 28 — 1886 — 3132 —

» Les chiffres, quoi qu'on en dise, ont une incontestable éloquence, et l'exposé comparatif de notre fonctionnement et des résultats conquis pendant moins de six années dit assez que notre OEuvre est en pleine jeunesse, sans cesse vivifiée par une sève vigoureuse, toujours plus active et plus féconde.

» C'est cette puissante vitalité qui nous permet d'affronter sans déception la crise économique redoutable qui pèse en ce moment sur notre pays, mais qui, si elle paralyse en partie l'activité industrielle et commerciale, montre à l'honneur de notre nation qu'elle ne saurait entraver l'élan généreux des sympathies vibrantes, qui nous permettent de réaliser des progrès sans cesse nouveaux.

» Mais si la crise actuelle n'a pu tarir la source bienfaisante à laquelle s'alimentent nos moyens d'action, je vous tromperais si j'ajoutais qu'elle n'a point été pour nous le sujet de graves inquiétudes, au point de vue de l'éducation professionnelle de nos pupilles,

» Il faut bien, en effet, comprendre qu'une œuvre de charité ne saurait prudemment, à notre avis, se livrer à une exploitation quelconque, et que, dès lors, pour assurer l'apprentissage de ses pupilles, elle doit s'adresser à la collaboration de l'industrie, que je prends dans son sens le plus large, et, notamment comme embrassant l'industrie par excellence, je veux dire l'agriculture dans ses diverses branches de l'horticulture, de la viticulture et des professions diverses qui s'y rattachent intimement, et s'exercent au village.

» Or, si la crise actuelle avait entravé ces collaborations multiples dont nous avons un absolu besoin, nous nous serions trouvés dans une situation fort difficile.

» Heureusement, il n'en n'a rien été, grâce aux soins minutieux qui a présidé au choix de nos collaborateurs.

» Puisque j'aborde ce terrain si important de l'apprentissage professionnel, laissez-moi répondre d'un mot à une singulière théorie, qui consiste à dire que les enfants abandonnés ne doivent pas travailler dans les établissements qui les recueillent.

» Mais, alors, ces théoriciens bizarres s'engagent sans doute à assurer des rentes à tous les enfants abandonnés ; en effet, si ces enfants ne travaillent pas, ils n'apprendront pas de métier, puisque, du consentement universel, *c'est en forgeant que l'on devient forgeron*. Or, si ces enfants n'acquièrent pas de métier, sans qu'il y ait de leur faute, comment leur reprocherait-on plus tard de demander au vice ou au crime l'entretien de leur vie matérielle ?

» Car, somme toute, ces malheureux n'ont pas demandé à naître ; mais, en naissant, ils ont reçu, comme unique patrimoine, le droit imprescriptible de vivre, de travailler, d'être honnêtes, de remplir, en un mot, dans le grand combat de l'existence, le rôle qui incombe à tout homme digne de ce nom.

» Et, tandis que, par une évolution providentielle, chaque génération nouvelle vient successivement réclamer sa place légitime au soleil, tandis que des millions d'apprentis viennent à l'heure voulue combler le vide de nos ateliers, et maintenir à leur hauteur les conditions techniques et professionnelles du travail national, comment voudrait-on interdire ce droit naturel à quelques milliers d'enfants abandonnés ?

» Il suffit d'exposer de telles prétentions pour les juger ; mais on a le droit d'être stupéfait, quand on entend, à la fin du dix-neuvième siècle, des hommes, qui se croient ou se disent les pionniers du progrès, soutenir une thèse qui est une cruauté, une iniquité sociale, et qui ne tendrait à rien moins qu'à faire, des malheurs de l'enfance, une condamnation implacable et l'élément constitutif d'une catégorie de parias ?

» Mais les graves problèmes qu'à d'autres point de vue soulèvent ces questions nous engagent, au sujet de l'organisation de cet apprentissage collectif au profit de nos pupilles, à de sérieuses méditations, dont je me permets de vous résumer les conclusions.

» Nous devons tout d'abord, cela va sans dire, choisir des chefs d'industrie offrant les garanties les plus absolues, sous tous les rapports auxquels on doit se placer, quand il s'agit de l'œuvre sainte d'éducation et de réforme morale que nous avons assumée.

.

» Ce n'est pas tout que de trouver d'excellents chefs d'industrie, il faut en trouver beaucoup ; car il nous semble indispensable d'assurer à nos pupilles le choix entre une grande variété de professions diverses.

» Mais pourquoi, direz-vous, cette variété ? Pourquoi ne pas centraliser tous les efforts sur quelques branches seulement du travail national ?

» Tout d'abord, les professions manuelles comportent leurs vocations, comme les professions libérales, et la tâche de mettre, en peu d'années, une jeune créature en état de gagner honorablement sa vie est assez lourde, pour qu'on soit fort heureux d'associer à cette entreprise le zèle tout particulier résultant d'un penchant qui reçoit satisfaction.

» En second lieu, nous avons nous-mêmes parfois des raisons fort sérieuses de vouloir donner à nos pupilles telle ou telle profession. Je ne parle pas des raisons pratiques qui résultent d'aptitudes ou plutôt de conditions spéciales sous le rapport intellectuel. Je veux seulement vous parler des décisions différentes qu'inspire la situation de famille de nos pupilles.

» Trop souvent, en effet, l'abandon des enfants provient de l'immoralité et des vices des parents. Vous n'avez certes pas oublié, et malheureusement vous lisez tous les jours, les exemples abominables de la façon dont certains pères et certaines mères comprennent l'exercice de leur puissance, et la pratique des devoirs de famille.

» Il faut donc absolument pouvoir défendre l'enfant contre les revendications éhontées de parents indignes, puisque les lenteurs parlementaires paraissent indéfiniment ajourner le vote du projet de loi, si vaillamment soutenu par notre vice-président M. le sénateur Roussel, sans lequel les œuvres seront le plus souvent impuissantes à protéger les enfants qu'elles auront recueilli.

» Dans cet état de choses, nous aurions à produire indirectement ce que nous ne pourrions assurer directement, et ceci par une simple étude des effets et des causes. Voici comment : si les parents indignes revendiquent leur enfant c'est qu'ils veulent l'exploiter, et ils ne peuvent l'exploiter fructueusement que s'ils peuvent le faire travailler dans le lieu qu'ils habitent. Or, en faisant apprendre à ces enfants un métier qui ne s'exerce pas au domicile des parents, ceux-ci n'ont plus d'intérêt à les repren-

dre, et veulent bien nous permettre d'achever notre œuvre d'éducation et de sérieux apprentissage.

» Par contre, vous avez naturellement déjà deviné que, dans le même ordre d'idées, nous nous efforçons de donner à l'enfant, muni de parents honnêtes, une profession qu'il puisse revenir exercer près de ceux-ci, dès qu'il sera en état de contribuer utilement aux charges de sa famille.

.
laissez-moi revenir aux dernières conditions que nous devons rechercher dans le choix de nos pupilles, d'un établissement d'instruction professionnelle.

» Je vous ai dit tout à l'heure qu'il fallait des métiers variés. Ce n'est pas assez; il faut que chacun de ces métiers soit *lucratif*. En effet, je trouve que, souvent, on néglige l'avenir, pour s'occuper trop exclusivement du présent. Or, en cette question de la protection enfantine, j'ai été parfois douloureusement impressionné de l'insuffisance de certaines œuvres à concevoir, sous son vrai jour, le travail professionnel. On paraît plus préoccupé, souvent, de tenir les enfants tranquilles ou même dans de très bonnes intentions, de spéculer sur leur travail, que d'assurer leur avenir.

» Eh bien! la meilleure garantie de cet avenir consiste à donner au pupille un métier rémunérateur, qui lui permette plus tard de gagner honnêtement sa vie et celle d'une famille éventuelle.

» D'un autre côté, si cette profession est rémunératrice, c'est qu'elle n'est pas encombrée de main-d'œuvre; par suite nous sommes assurés de ne jamais exposer plus tard nos pupilles aux risques désastreux des chômages, comme aussi de ne pas les introduire, comme un surcroît de concurrence, au milieu d'une population ouvrière déjà trop dense.

» Ceci m'amène à notre dernière condition, à savoir qu'il ne faut pas que l'intervention de nos pupilles, dans une industrie quelconque, puisse entraîner une baisse quelconque au préjudice de l'effectif ouvrier normal.

» Et comment le simple bon sens ne nous eût-il pas conduits à cette pratique? Ne serait-il pas insensé, en effet, d'introduire nos pupilles dans une industrie générale ou locale, où leur présence deviendrait préjudiciable aux anciens ouvriers? Ce serait tout d'abord exposer ces enfants à un accueil qu'on ne pourrait

exiger sympathique sans une grande méconnaissance du cœur humain, et une foi trop complète, dans une abnégation bien rare, quand elle doit être collective. Ce serait ensuite diriger nos pupilles dans une voie sans issue; car, si la présence de quelques enfants pouvait bouleverser les conditions économiques d'un groupe ouvrier, c'est qu'il s'agirait d'une industrie bien précaire, incapable de donner la sécurité d'avenir dont je vous parlais tout à l'heure. Ce serait, enfin, croire bien à tort exercer une philanthropie intelligente et pratique, que de risquer, pour recueillir quelques enfants, de provoquer la misère dans de nombreuses familles ouvrières.

» Dieu merci, toutes ces parties essentielles de notre fonctionnement ont pu toujours être réalisées dans des conditions absolument satisfaisantes. Je visitais il y a quelque temps l'un de nos groupes, et je fus vivement ému de recevoir une députation d'ouvriers me demandant d'envoyer dans leur usine un nouveau contingent de pupilles. Ils m'expliquèrent que la présence de ces enfants avait facilité la marche des opérations générales et de leur travail personnel, que leur position, à eux ouvriers, s'en était trouvée sensiblement améliorée. Aussi avaient-ils de tout cœur adopté nos pupilles, chaque ouvrier conduisant notamment, le dimanche, son apprenti (dans les limites du règlement et des exigences de la discipline) passer toute la journée auprès de sa famille, dans un mélange fraternel avec ses propres enfants.

» Maintenant que je vous ai exposé, aussi largement qu'il me semblait utile, nos principes sur un point capital de notre fonctionnement, il convient de considérer les résultats moraux obtenus par notre Société. Vous savez parfaitement les principes de discipline paternelle qui président à notre tâche éducatrice et moralisatrice, et je ne veux pas y revenir. Il me suffira, cette année, comme les précédentes, de vous lire des lettres.

» Cela constitue à coup sûr un procédé un peu monotone et peu conforme aux traditions oratoires. Vous m'excuserez d'autant plus de l'employer, que je ne viens pas ici en orateur chargé de convaincre, mais en collègue s'efforçant de permettre à ses collègues de jeter un coup d'œil rapide, mais aussi complet que possible, sur l'œuvre que leur générosité constitue. Or, quels meilleurs renseignements à fournir que ceux résultant de la vie même de l'œuvre?

» Je ne vous parlerai pas de toutes nos catégories d'adoptés, mais seulement de celle qui, au premier abord, paraît particulièrement réfractaire à notre action réformatrice; je veux parler de ces enfants que nous appelons les *insoumis*.

» Ces *insoumis*, vous ne l'avez pas oublié, sont des enfants appartenant à d'honnêtes parents, gagnant normalement leur vie, capables matériellement d'élever leur famille, mais impuissants, au point de vue de l'autorité, à dominer certains caractères particulièrement difficiles et souvent en apparence indomptables. Or, vous avez besoin de connaître les succès complets et vraiment surprenants que nous obtenons.

.....

» Je vous ai dit, plus haut, que notre œuvre se distinguait profondément de presque toutes les œuvres similaires, par le soin qu'elle mettait à conserver précieusement le lien familial entre nos adoptés et leurs parents honnêtes.

» Vous venez de voir aussi que nous prenons les enfants insoumis qui nous sont présentés; vous noterez que c'est encore un point qui nous met dans une situation tout exceptionnelle par rapport à tant d'œuvres, qui s'empressent de rejeter de suite sur le pavé tout enfant un peu difficile; ce dernier système est peut-être très pratique, mais au point de vue charitable et social, il est difficile à justifier.

» Un autre point encore, qui nous sépare complètement de toutes les autres œuvres non spéciales, c'est que, si nous accueillons à bras ouverts les malades ou infirmes moraux nous accueillons avec non moins d'empressement les malades ou infirmes physiques. Je vous ai à ce sujet raconté comment nous arrivons, à force de recherches et d'ingénieux appareils, à donner, même à de grands amputés, les moyens de gagner honorablement leur vie.

» On ne peut, s'étonner des résultats considérables que nous obtenons, quand on connaît la fermeté que nous apportons dans l'exécution d'un programme précis, l'indépendance de notre caractère et le désintéressement courageux de nos sentiments, qui nous dispensent d'avoir à ménager les uns ou les autres au détriment de notre dignité, ou d'un emploi plus utile et plus noble de nos préoccupations et de nos labeurs: quand on connaît aussi notre stabilité dans l'action, c'est-à-dire non l'immobilité, image de la mort pour les institutions comme pour les êtres,

mais cet esprit de suite persévérant et énergique sans lequel il n'y a pas de grandes choses possibles.

» Ce sont ces qualités de notre administration et les fruits remarquables qu'elles portent comme une conséquence logique des choses, qui nous ont conquis à l'étranger une situation unique.

» Vous avez, en effet, encore présentes à l'esprit, ces brillantes séances de notre Congrès international de 1883, auquel vingt-quatre nations s'étaient fait représenter. Beaucoup de vous ont lu, avec le vif intérêt qu'il mérite, le premier volume des travaux de ce Congrès, qui fait désormais autorité dans les questions de la protection de l'enfance. Votre infatigable et trop modeste administrateur général, M. Maurice Bonjean, après avoir rédigé le premier volume de cet important ouvrage, met la dernière main au second volume, qui sera plus intéressant encore que le premier, par les documents considérables et absolument inédits qu'il renferme.

» Déjà l'étranger nous a sondés, pour savoir si nous accepterions de concourir à l'organisation d'un nouveau Congrès international qui, vraisemblablement, serait tenu à Genève en 1888. Je ne doute pas que la Commission internationale permanente de 1883 ne puisse, sous l'impulsion et avec le concours de la Société générale de protection, préparer, dans des conditions exceptionnelles, cette nouvelle entreprise, et c'est pour moi une occasion toute naturelle de rendre un nouvel hommage de respectueuse gratitude aux très honorables membres du corps diplomatique, à Paris, qui nous ont montré une si bienveillante sympathie, en 1883, sympathie, qui, je puis le dire, ne s'est point altérée, et promet pour l'avenir des fruits encore plus féconds.

» N'avons-nous pas sur ce terrain inauguré un système des plus importants et des plus généreux, celui de l'assistance mutuelle internationale des enfants abandonnés. C'est ainsi qu'à charge de réciprocité en faveur de nos jeunes nationaux abandonnés à l'étranger, nous avons adopté, en France des enfants délaissés de diverses nationalités; hier encore nous donnions ce témoignage de si haute collaboration dans le bien à un protégé de l'éminent ministre de Suisse à Paris, M. Lardy.

» Ce n'est pas tout, et sur tous les points du monde notre opinion et nos conseils sont recherchés de la façon la plus flatteuse.

» C'est ainsi que l'an dernier, en Angleterre, un Congrès *purement national* de l'enfance abandonnée nous priaît instamment de nous faire, seule œuvre parmi toutes les œuvres européennes, représenter à cette importante réunion.

» Votre Secrétaire, qui possède si parfaitement la langue de nos voisins d'Outre-Manche, est allé soutenir, à ce Congrès, les idées et les programmes de notre Société; et l'accueil si exceptionnel qu'il a reçu montre et la façon dont il a su remplir sa mission et l'estime singulière que nous inspirons.

» Le rapport présenté au Congrès d'York, par M. Jules Bonjean a été imprimé *in extenso* en tête du journal spécial de la célèbre Société dont je vous parlais il y a trois ans, Société presque identique à la nôtre. J'ai nommé l'Union des Sociétés de réforme et de refuge présidée par S. A. R. le prince de Galles.

» Mais ce qui a été particulièrement remarquable, comme conséquence de notre représentation à ce Congrès, c'est la correspondance si flatteuse et si intéressante, nouée avec les membres les plus élevés de cette grande aristocratie anglaise qui, par une tradition qui l'honore grandement, tient pour un devoir de se placer à la tête de tout ce qui se fait pour la charité et pour le progrès social, comprenant à merveille cette vérité trop souvent méconnue, que les droits ne vont jamais sans des devoirs et qu'on ne peut légitimement jouir des uns qu'en pratiquant les autres.

» De cette correspondance (1), permettez-moi de vous citer seulement la lettre suivante du marquis de Ripon, ancien vice-roi des Indes, chevalier de la Jarretière, qui a eù la courtoisie de nous écrire dans notre langue:

« Monsieur,

» J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 17, et d'un
» exemplaire du compte rendu de votre Congrès international
» et de la conférence d'York.

» Votre Société s'est chargée d'une œuvre de la plus haute
» importance, et je suis très reconnaissant de la bienveillance

(1) Nous citerons seulement, parmi les hauts personnages anglais qui se sont mis en rapports de correspondance avec nous: Sir Harry Verney, baronnet, membre du Parlement; M. Howard, le représentant de la première famille de l'aristocratie anglaise; le frère Cogan, supérieur irlandais de la doctrine chrétienne.

» que vous avez eue, en me croyant profondément intéressé
» dans une question qui concerne, non seulement les enfants
» d'aujourd'hui, mais encore davantage la société dans l'avenir
» de l'Europe entière. »

.
» Avant de terminer, permettez-moi, Mesdames et Messieurs,
d'aborder deux points particuliers de nos préoccupations. Je
veux parler de l'*agriculture* et de l'*éducation militaire* de nos
pupilles.

» Nous ne pouvons pas, sur le premier point, réaliser tous les
désirs que personne ne peut éprouver plus ardemment que nous-
mêmes, et l'exposition, que nous avons improvisée, et que je me
permettrai de vous expliquer plus complètement à la fin de cette
séance, vous dira avec quel soin scientifique et pratique nous
procédons à l'enseignement agricole d'une partie de nos pupilles.

» En effet, comment ne penserions-nous pas, avec une ardeur
constante et absolue, à la réalisation la plus complète possible
de cette partie si importante de notre programme.

» Quoi de plus fécond, au point de vue social, que de transfor-
mer, en agents de production alimentaire, toutes ces forces inutiles
ou dangereuses, qui encombrant les grandes villes, sous le nom
d'enfants abandonnés ; quoi de plus utile que de rendre la vie aux
champs par une véritable colonisation à l'intérieur, colonisation
bien plus urgente, si elle était possible, que toutes les autres ; quoi
de plus grandiose que de rétablir la vie de notre société française
sur son axe véritable, dans ses lois logiquement immuables, en
rétablissant l'équilibre entre les villes et les campagnes, et en
contribuant, d'une manière topique, à cette vie à bon marché, qui
serait la seule solution pratique aux problèmes sociaux, qu'on ne
fait qu'aggraver en inventant follement des palliatifs chimériques.

» Malheureusement, les collaborateurs ne se sont point présen-
tés en foule. L'agriculture, pardonnez-moi cette vérité, devenue
malheureusement une banalité, traverse une crise épouvantable,
et on ne peut décemment exiger d'un paralytique ou d'un mori-
bond les efforts vigoureux que réclame une transformation
pleine de promesses, mais profonde et jamais étudiée jusqu'à pré-
sent dans les conditions du travail agricole.

» En attendant que les événements soient plus propices, nous
faisons déjà beaucoup, nous chercherons à faire sans cesse davan-
tage ; et si un succès complet ne couronne pas immédiatement et

rapidement nos labeurs, vous pouvez être assurés qu'il ne faudra l'imputer qu'à des événements de force majeure, contre lesquels vous voyez vainement lutter, depuis plusieurs années, nos administrateurs les plus intelligents, et nos législateurs les plus soucieux de la résurrection agricole de notre pays.

» On apprécie, d'ailleurs, en haut lieu, nos efforts, et je n'en veux d'autres preuves que la lettre si sympathique de M. le ministre de l'agriculture, notre éminent président d'honneur, lettre dont j'ai eu le plaisir de vous donner lecture au début de la séance.

» Quant à l'éducation militaire, les résultats que nous avons obtenus sont trop connus pour qu'il soit opportun de les développer.

» Vous voyez, Messieurs, et je puis dire aussi, Mesdames, puisque votre sexe nous a donné Jeanne, la grande Française, et tant d'intrépides héroïnes, vous voyez les résultats supérieurs que peut produire l'éducation militaire, laquelle vous voudrez bien, je vous prie, ne pas confondre avec l'instruction militaire. En effet, si cette dernière permet d'exécuter correctement des exercices, la première seule peut donner à l'homme cette abnégation, cet esprit de sacrifice gaiment consenti, cette patience dans l'épreuve, ce courage sans défaillance, cette obéissance dignement acceptée, en un mot cet holocauste de la vie sur l'autel du devoir, vertus si hautes, et qui, en dépit de catastrophes imméritées, font encore de notre armée la sauvegarde, à tous points de vue, la plus complète de notre patrie.

» Je sais, il est vrai, qu'il est généralement de bon ton de railler agréablement les grands mots qui faisaient vibrer les cœurs de nos pères, et les mettaient toujours à la hauteur des plus grandes actions. Mais je sais bien aussi, pour l'honneur de mes compatriotes, que cette raillerie n'est souvent qu'un mauvais et sot vernis, qui ne touche pas au fond même des sentiments, et que tel aimable diseur, qui se moque du chauvinisme, se ferait parfaitement tuer pour le drapeau, s'il avait l'honneur de combattre à son ombre.

» Quoi qu'il en soit de ce travers malheureux, qui tendrait néanmoins, si l'on n'y prenait garde, à emporter dans un abaissement général des caractères tout ce qui constitue la grandeur morale d'un peuple, je n'éprouve aucune gêne à déclarer l'émotion puissante que développent en moi les sentiments du courage guerrier et du patriotisme militant, dont vous venez d'entendre de modestes mais sincères manifestations.

» Et, quand je vois ceux, qui ont appartenu à notre Société comme surveillants ou comme pupilles, rechercher les grandes occasions de servir notre grande patrie, quand je les vois surtout, comme ceux qui sont au Tonkin, quitter volontairement les garnisons paisibles pour courir à l'ennemi, je me sens fier de présider l'œuvre qui inspire de telles convictions.

» Et combien, en vous parlant de ces choses, dois-je bénir la fermeté avec laquelle nous avons toujours énergiquement repoussé de cette œuvre les passions politiques qui déchirent trop souvent notre pays.

» Nous pouvons ainsi fort heureusement nous soustraire à la nécessité redoutable de juger les avantages ou les inconvénients de la politique coloniale.

» Nous n'avons à considérer que la France, son prestige et son honneur, et nous pouvons, sans arrière-pensée, nous adresser de tout cœur à ces enfants qui, depuis deux ans dans les mers de Chine, risquent leur vie pour soutenir ce prestige et cet honneur, et leur envoyer l'hommage profondément ému de nos vœux, mais aussi l'expression de notre légitime orgueil pour les avoir dotés d'un ferme et sincère amour de la Patrie. » (*Applaudissements prolongés*).

Après ce discours, M. Roche, trésorier, a rendu compte de la situation financière. Les recettes réalisées pendant l'exercice 1885 se sont élevées à 277,920 fr. 05 c., y compris le solde créditeur existant au 31 janvier 1885 et qui était de 87,985 fr. 31 c. Les dépenses effectuées pendant l'exercice 1885 ont été de 174,314 fr. 76 c. L'encaisse au 31 janvier 1886 était donc de 103,605 fr. 29 c.

II

L'Œuvre de l'hospitalité de nuit.

L'œuvre de l'Hospitalité de nuit a tenu récemment son assemblée générale annuelle, sous la présidence de M. Caro, de l'Académie française. La réunion très intéressante à laquelle nous avons pris part a eu lieu dans le dortoir de l'établissement du boulevard Vaugirard, où de trop nombreux indigents viennent chaque soir chercher un asile.

Au fond de la salle, une tribune était disposée, sur laquelle ont pris place à trois heures, près de M. Caro, MM. le baron de Livois, président de l'œuvre; le comte des Cars, Charles Garnier et Th. Sauzier, vice-présidents; Paul Leturc, secrétaire; Et. Collet, trésorier, et Viallet, vice-trésorier.

Au début de la séance, M. Viallet rend compte à l'assistance de la situation financière de l'œuvre.

M. le baron de Livois raconte ensuite, en termes fort éloquents et fort touchants, l'histoire de l'œuvre pendant le dernier exercice.

L'orateur rappelle qu'en 1878, Paris n'était encore doté d'aucun asile de nuit, Et voici qu'un jour, dit-il, Dieu suscita l'œuvre de l'Hospitalité de nuit à Paris et la bénit afin qu'elle se multipliât si bien qu'après avoir recueilli 2,800 pauvres dans son unique maison, pendant la première année, elle a pu en loger 56,590 en 1885 dans ses trois maisons.

M. le baron de Livois cite des legs faits depuis le précédent exercice en faveur de l'œuvre, puis il parle des moyens par lesquels on cherche à remplir la caisse.

Notre commerce d'épicerie, dit-il, nous a rapporté 5,776 fr. 35 c. sur un chiffre d'affaires de 8,331 fr. 80 c. Comment ! me direz-vous, vous êtes épicier ? Sans doute, nous avons fait de l'épicerie au bazar de la charité. La clientèle a été rare, mais aussi quelle proportion splendide dans les bénéfices : 69 0/0 sur le chiffre d'affaires ! La recette principale de l'année provient du concert du Trocadéro : 12,264 fr. 35 ! Les dons sont venus de toutes parts.

Cette année, nous l'avons dit plus haut, l'œuvre de l'Hospitalité de nuit a recueilli 56,590 pensionnaires. Ces pensionnaires ont couché dans les asiles pendant 150,878 nuits, ce qui donne un total de 255,258 hospitalisés ayant passé 721,563 nuits dans l'œuvre depuis sa fondation.

Les 56,590 pensionnaires de cette année, originaires de toute les parties du monde, se subdivisent en :

49,109 Français, 7,348 Européens, 65 Africains, 11 Asiatiques, 55 Américains et 2 Océaniens.

Dans ce nombre, on trouve 157 dessinateurs, 67 artistes dramatiques, 34 musiciens, 2 pianistes, 164 professeurs, 49 instituteurs, 56 étudiants, 5 hommes de lettres, 7 journalistes, 90 clercs de notaire ou d'avoué, 15 interprètes, 9 architectes.

L'œuvre de l'Hospitalité de nuit ne se borne pas à offrir un asile aux pauvres, elle leur offre encore du pain et parfois des emplois.

En 1883, elle a distribué 14,641 bons de fourneau, 75,419 morceaux de pain, soit 90,100 rations.

Et 1,149 paletots, 1,076 pantalons, 1,508 chemises, 4,533 paires de chaussures, 5,737 vieux effets, soit 14,063 articles.

Enfin, 1,873 hommes ont été placés par l'œuvre.

L'espace nous manque pour multiplier les intéressants détails fournis à l'assistance par M. le baron de Livois.

M. Caro termine la séance par quelques paroles couvertes d'applaudissements.

Et les assistants se retirent non sans avoir visité l'intéressante maison du boulevard de Vaugirard.

Ce soir, les pauvres reprendront leur place dans la salle un instant animée par une fête de la charité,

H. M.

III

Société de patronage des prisonniers libérés de Bordeaux (1).

Cette Société a tenu sa réunion générale annuelle, le 23 novembre 1886. Elle a entendu une courte allocution de M. Grossard, président du Comité exécutif de la Société, dont nous citerons le passage suivant :

« La Société de Patronage s'est efforcée de tendre la main au plus grand nombre possible. Quelques jours d'admission au Refuge où à l'auberge pour les uns ; des vêtements, du linge, des chaussures pour les autres ; les plus grandes facilités pour rapatrier tous ceux qui en manifestaient le désir, dans les localités où habitaient leurs familles, et c'est ainsi que plus de 700 de ces malheureux ont reçu les bienfaits de notre assistance, »

Puis M. Calvé, secrétaire, et M. Balland, trésorier, ont fait

(1) Voir *Bulletin* 1886, p. 383.

un exposé de la situation morale et financière de l'œuvre. Nous ferons du rapport de M. Calvé de nombreux extraits, en raison de l'importance et des résultats de l'œuvre dont il parle.

« Messieurs, durant l'exercice qui vient de se clore, le nombre des patronnés que nous avons admis au Refuge a été de 535 et a ainsi de beaucoup excédé celui des admissions des années précédentes. L'accroissement des services que notre Œuvre a été appelée à rendre est dû à des causes diverses et particulièrement à celles que M. le Président vous signalait tout à l'heure. La diminution et souvent même la cessation des travaux agricoles dans un grand nombre de départements, et notamment dans ceux de notre région, ont conduit dans notre ville, comme dans tous les grands centres de population, des hommes réduits à l'inaction, et privés, par suite, des ressources nécessaires à leur subsistance. Pour la plupart d'entre eux, ce déplacement n'est qu'une aggravation de leur ruine et entraîne bientôt leur déchéance morale. S'ils n'ont en effet exercé jusqu'alors que les professions se rattachant étroitement à la culture du sol, ils sont impropres à l'exercice des industries qui assurent l'existence des ouvriers des villes, et s'ils peuvent pratiquer un métier, ils se heurtent à la difficulté de trouver un emploi dans des ateliers déjà pourvus d'un personnel suffisant. Ils sont alors livrés aux funestes suggestions de la misère, et vont grossir le nombre des mendiants et vagabonds en attendant qu'ils méritent une qualification plus sévère. Cette affluence dans notre ville de gens exposés à s'y pervertir, sous l'influence du dénuement, a nécessité de la part des autorités de police les mesures les plus énergiques. Il importait, en effet, à la sécurité des personnes et de leurs biens, que les individus déjà frappés par la justice, comme ceux qui ne sont encore que menacés de ses flétrissures, se sentissent l'objet d'une surveillance rigoureuse. De nombreuses arrestations ont dû être opérées et l'utilité de notre patronage a trouvé l'occasion de se manifester à nouveau dans toute son étendue. Nous avons, en effet, recueilli un grand nombre de ceux qui, encore exempts de tout autécédent judiciaire, n'avaient besoin que de quelque assistance pour se maintenir à l'abri d'une condamnation qui aurait préparé leur perte. Nous avons aussi accordé notre patronage à quelques-uns de ceux que la justice avait été dans l'obligation légale de frapper, mais qui, soit parce qu'ils n'avaient qu'une première faute dans leur

passé, soit parce qu'ils paraissaient victimes de circonstances malheureuses, offraient des chances sérieuses d'amendement et méritaient ainsi notre intérêt à leur sort.

» L'insuffisance de notre local nous a contraints, en présence de l'augmentation de nos patronnés, à réduire les limites du temps que nous leur accordions pour se procurer du travail ou se placer dans une situation qui, en assurant leur subsistance honnête, rendrait notre aide désormais inutile. Elle nous a en outre obligés à recourir aux bons d'auberge, ce mode d'assistance que nous avons adopté à titre d'essai sur la proposition de notre Président, et dont les avantages ont, aux yeux de votre Comité d'Administration, une valeur si incontestable que nous n'hésitons plus à y recourir dans une large mesure. Dans notre rapport sur l'exercice de 1884-1885, nous vous avons exposé que cette allocation de bons à certains de nos patronnés nous permettait d'étendre notre action bienfaisante; grâce, en effet, à ces bons qui coûtent à notre Société 30 centimes par homme pour un jour de logement et de nourriture, nous assistons beaucoup d'individus qui ne pourraient trouver place au refuge, et la dépense qu'ils nous imposent est de beaucoup inférieure à celle qui résulterait pour nous de leur hospitalité dans notre Établissement. C'est ainsi que, au cours de notre dernier exercice, nous avons pu procurer le logement et la nourriture à 237 individus, moyennant la dépense minime de 317 francs: leur séjour au Refuge, où chacun d'eux nous aurait coûté 1 fr. 15 c. par jour, nous aurait ainsi induits en une dépense de 729 francs. Ceux qui bénéficient de ce mode d'assistance ne restent guère plus de deux ou trois jours à notre charge; à l'expiration de ce délai, ils ont pu se procurer du travail, ou prennent le parti de s'éloigner de notre ville. Il en est quelques-uns qui, malgré l'insuccès de leurs premiers efforts, témoignent le désir sincère de trouver un emploi, et sollicitent la continuation de notre appui; nous n'hésitons pas à les accueillir au Refuge et nous les aidons dans la mesure de nos forces au succès de leurs démarches pour arriver à ne devoir leur subsistance qu'à eux-mêmes. Cette admission au Refuge exige pour beaucoup d'entre eux des soins de propreté indispensables à la salubrité et à la bonne tenue de notre Établissement; leurs vêtements sont l'objet d'un lavage pour lequel une durée de deux jours est nécessaire; pendant cette période, les pensionnaires,

n'ayant à leur disposition que les effets de service que nous leur remettons, ne peuvent se présenter chez les patrons qui pourraient les employer; il en résulte une prolongation de l'assistance que nous leur accordons et un accroissement de la dépense que leur séjour nous occasionne. Ceux que nous nous bornons à entretenir à l'auberge n'ont pas à subir cette perte de temps; nous n'avons pas eu, en effet, à leur égard, les mêmes raisons impérieuses d'exiger l'ordre et la propreté de leurs vêtements, et nous ne pouvons que les encourager à prendre eux-mêmes les mesures qui, en rendant leur aspect moins répugnant, leur ouvriront plus facilement l'accès des ateliers où du travail pourrait leur être donné.

» Le chiffre de nos assistés à l'auberge ne figure pas dans celui que nous avons indiqué au début de ce Rapport, et qui ne comprend que les admis au refuge : si nous additionnons ces deux nombres, nous obtenons un total de 792 individus qui ont, sous ses formes diverses, bénéficié de notre Patronage...

»... Nous tenons avant tout à n'admettre au Refuge que les individus pour lesquels notre appui peut avoir une utilité réelle, c'est-à-dire qui sont disposés à seconder nos efforts pour les ramener au bien et les préserver d'une chute irrémédiable. Cette tâche est facile lorsqu'il ne s'agit que des individus qui n'ont encore subi aucune condamnation et se sont vus un instant menacés de cette flétrissure : ils sentent toute la gravité du danger qu'ils ont couru et sont animés du désir ardent de ne plus s'y trouver exposés à l'avenir. C'est dans de telles dispositions qu'ils viennent à nous, et notre Patronage à également pour eux ses plus salutaires conséquences; nous éprouvons peu de difficultés à les placer et ils sont maintenus dans la voie autant par la reconnaissance qui les lie envers nous, que par la crainte de la chute dont nous les avons déjà préservés.

» L'accomplissement de notre œuvre rencontre de plus sérieux obstacles en ce qui concerne ceux de nos pensionnaires que nous recueillons à leur sortie de prison, après l'expiration de leur peine. M. le Président vous le disait avec raison : « Un homme qui a succombé une première fois accidentellement, devient bien vite un criminel d'habitude. » Il est certain, en effet, que l'homme dont le passé est entaché par un arrêt de la justice criminelle, perd, avec l'estime de la société au sein de laquelle il vit, le sentiment de sa dignité ou du respect qu'il se

doit à lui-même. Il faut, pour vaincre cet affaissement de la conscience et se redresser sous l'insulte du monde et sous son propre mépris, une énergie morale dont peu de condamnés sont capables : le devoir d'une législation prévoyante est donc de mettre en garde contre la déchéance dont il se frappe lui-même l'individu atteint d'une peine d'emprisonnement. »

Ce devoir, notre loi de 1883 sur les moyens et prévenir la récidive l'a rempli. Le rapporteur déclare que le Comité était prêt à donner à l'Administration, pour l'aider dans l'application de cette loi, le concours le plus actif. Il regrette donc que le gouvernement n'use pas avec plus d'empressement et de libéralité des moyens de relèvement que lui fournit la nouvelle législation, en ce qui concerne la libération conditionnelle (1). De même, à l'égard de la réhabilitation, le rapporteur proclame en excellents termes la nécessité d'encourager les patronnés, par tous les moyens possibles à se rendre dignes de cette faveur.

« ... Notre but étant, à l'égard de ceux de nos patronnés qui ont subi quelque condamnation, de les préparer à une réhabilitation, nous nous assurons, autant que possible, avant de leur donner l'hospitalité de notre Refuge, qu'ils sont disposés à entrer dans la voie que nous leur indiquons. La plupart d'entre eux viennent au Refuge à la suite de visites de quinzaine que nous faisons au Fort du Hà ; nous leur accordons notre patronage après nous être enquis de la situation dans laquelle ils se trouvaient avant la faute qu'ils expient par leur incarcération et du mode d'assistance qu'ils sollicitent de nous, pour éviter leur retour de la prison d'où ils sortent ; leur conduite durant leur détention est également prise en considération, pour la concession ou le refus de notre patronage. Nous sommes, dans cet examen, aidés avec un zèle et une bienveillance dont nous ne saurions nous montrer trop reconnaissants, par l'Administration tout entière des prisons de notre ville ; M. le gardien-chef, par les renseignements si utiles qu'il nous fournit, nous éclaire sur le résultat auquel peut aboutir chacune de nos tentatives généreuses en faveur d'hommes

(1) Nous ne pouvons nous associer à l'impatience manifestée par l'honorable rapporteur. C'est seulement avec les garanties offertes par la cellule au point de vue de la sincérité du repentir et de l'amendement, que la loi, à notre avis, peut efficacement fonctionner. *Bulletin* 85. p. 239 et 240. En attendant une plus large application de la loi de 1875, nous croyons que l'Administration agit sagement en ne se servant de son nouveau pouvoir, qu'avec une extrême réserve.

qui ont été soumis à sa surveillance. M. Patin, jusqu'au jour où il cessa, il y a quelques mois, de diriger la 33^e circonscription pénitentiaire, a été pour nous un guide sûr et éclairé ; plein de confiance dans les résultats heureux que peut produire le patronage sagement appliqué, il apportait dans les délibérations de votre Comité exécutif le précieux concours de sa science pénitentiaire et de sa longue expérience. Il nous indiquait les moyens de retirer de notre institution les avantages dont elle était susceptible, et nous étions sûrs, en nous aidant de ses conseils, de ne pas nous laisser entraîner, comme on nous l'a parfois reproché, aux séductions d'une généreuse utopie. Il encourageait les détenus à profiter de notre assistance et faisait des efforts souvent victorieux pour arrêter les effets funestes de cette contagion qui non-seulement achève l'extinction de tout sentiment honnête au cœur du prisonnier, mais lui fait même repousser comme suspecte de trahison, la main qui est tendue vers lui.

» L'accroissement du nombre de nos patronnés a pu se produire sans qu'il en résultât quelque atteinte à l'ordre et à la bonne tenue de notre Refuge ; la discipline la plus rigoureuse y a été constamment maintenue et il faut en rapporter le mérite à M. Caron, directeur de cet Établissement. Sachant allier à une juste sévérité la bienveillance sans laquelle notre OEuvre demeurerait stérile, il est aimé et respecté des patronnés qui ont obtenu notre hospitalité, et plusieurs d'entre eux attribuent à ses sages conseils et à son actif dévouement tout le bien qu'ils ont pu retirer de notre patronage. M. Caron, soucieux de voir régner un ordre parfait dans l'Asile dont nous lui avons confié la direction, ne tolère aucune marque d'insubordination et congédie tout patronné qui refuse de se plier à la discipline de notre règlement. L'assistance à l'aide des bons d'auberge lui a souvent permis d'écarter du Refuge, sans toutefois les priver d'un patronage dont ils n'étaient pas entièrement indignes, des hommes dont le caractère indocile eût pu devenir une cause de trouble pour la paix et le bon ordre de notre Établissement.

» ... Nous avons dit, Messieurs, que notre assistance avait été accordée à 792 individus, en comprenant parmi eux ceux que nous avons entretenus à l'auberge, mais que le détail de notre statistique ne pouvait s'appliquer qu'aux 335 pensionnaires de notre Refuge. Voici, en ce qui concerne ces derniers, la statistique qui résulte de nos livres et documents :

» Au 1^{er} novembre 1885, il restait au Refuge 8 patronnés et, de ce jour au 1^{er} novembre 1886, il en a été admis 527, ce qui porte à 535 le chiffre de nos patronnés pour le dernier exercice. Ce chiffre ne s'était élevé qu'à 352 durant l'exercice précédent, qui offrait lui-même un excédent de 69 hommes sur l'exercice 1883-1884.

» Sur ces 535 patronnés :

111 ont été placés.

98 ont été rapatriés.

10 ont été embarqués.

3 se sont engagés dans l'armée.

258 sont sortis volontairement.

19 ont été renvoyés.

14 sont entrés à l'hôpital et n'ont pas reparu au Refuge.

13 ont été réconciliés avec leur famille.

9 sont encore au Refuge.

535

» Nous n'avons pu, Messieurs, placer que 111 de nos pensionnaires : le malaise dont souffrent la plupart des industries de notre ville et la diminution qu'elles ont dû faire subir au nombre de leurs employés ont été pour nous un obstacle dont nous n'avons triomphé, en faveur de quelques-uns de nos patronnés, que grâce à l'insistance de nos efforts et à la charité de certains chefs d'atelier.

» Le rapatriement est, vous le savez, un des modes d'assistance auquel nous aimons à recourir, parce que nous le considérons comme salulaire, pour le patronné qui en bénéficie, et utile, en même temps, à l'assainissement moral de notre cité. En remplaçant celui que nous secourons ainsi au milieu des influences qui peuvent avoir sur lui l'action la plus efficace, nous le préservons de l'abandon qui conduit au découragement ; nous l'écarterons, en outre, d'une grande ville où le vice, le trouvant sans défense, exercerait sur lui ses séductions les plus dangereuses et le mèlerait bientôt à la tourbe de ces individus qui abondent sur nos quais où ils se préparent, par des larcins de peu de gravité, aux résolutions les plus criminelles. Nous avons, dans notre assistance au moyen du rapatriement, été généreusement secondés par la Compagnie des Chemins de fer

d'Orléans et par celle des Chemins de fer du Midi (1). En nous accordant des réductions de places, elles nous ont permis de recourir à ce mode de secours plus souvent que nous ne l'aurions pu faire si nous l'avions dû, avec nos propres ressources, acquitter les frais de voyages souvent lointains et dispendieux. Nous devons exprimer aussi notre reconnaissance à M. Crocstel, directeur de la Compagnie de Navigation de Bordeaux à Brest, pour le concours généreux qu'il nous a prêté en rapatriant à Brest, soit gratuitement, soit avec une forte réduction du prix de la traversée, un certain nombre de nos recommandés.

» Nous regrettons de n'avoir pu faire engager dans l'armée que trois de nos patronnés. Nous ne pouvons pousser à cette détermination que ceux qui n'ont subi aucune condamnation, et la plupart de ceux qui seraient dans les conditions légales pour tenter cette voie de salut comptent trop sur leur jeunesse, leurs forces physiques et les bonnes intentions dont notre patronage les a animés, pour arriver à se suffire à eux-mêmes dans l'entière indépendance de la vie civile : leurs déceptions sont fréquentes et plus d'un aura à regretter un jour de n'avoir pas cédé à nos conseils. Les lettres que nous recevons de soldats qui furent nos anciens protégés, nous permettent d'affirmer que même pour ceux dont l'enfance a été privée de toute direction morale, l'armée reste la grande école du respect et le foyer des sentiments les plus nobles : la reconnaissance, nous en avons la preuve par les témoignages qui nous arrivent de divers régiments, est assurément l'une des qualités qui souffrent le moins des rigueurs de la discipline.

» Sur le total de nos patronnés :

169 avaient moins de 21 ans.

172 — de 21 à 30 ans.

131 — de 30 à 40 ans.

63 — plus de 40 ans.

535

» Nous constatons chaque année, avec regret, le nombre des mineurs parmi nos patronnés. C'est surtout pour eux que nous recourons au rapatriement et que nous nous mettons en relation

(1) Nous remarquons que la Compagnie des Chemins de fer de l'Etat est la seule qui n'accorde pas son concours !

avec leurs familles pour obtenir en leur faveur une réconciliation qui les replacera au foyer domestique. Beaucoup, parmi eux, ont imprudemment cédé à un goût d'aventures ou à l'espoir téméraire que la ville leur offrirait le choix de positions lucratives. Le dénûment, qui est bientôt la conséquence de leur désœuvrement, dissipe trop tard leurs illusions, et la prison deviendrait leur seul asile si, obéissant à ce sentiment de pitié qu'ils savent si bien allier avec les devoirs impérieux de leurs fonctions, MM. les Magistrats du Parquet ne les soustrayaient à l'application de la loi en les confiant à notre protection.

» Sur nos 535 patronnés, 283 avaient subi une condamnation, parmi lesquels 107 pour vagabondage et mendicité ; 250 nous avaient été confiés à la suite des audiences du Petit Parquet et étaient sans antécédents judiciaires.

» Vous remarquez, Messieurs, que les mendiants et vagabonds constituent l'une des catégories les plus nombreuses de nos patronnés. La mendicité et le vagabondage sont les deux délits qui, dans un centre populeux comme la ville de Bordeaux, sont le plus souvent réprimés par les tribunaux correctionnels, et, depuis longtemps, l'Administration municipale, soucieuse des intérêts de la sécurité publique dont elle a la charge, étudiait les moyens de réduire le nombre des individus n'ayant, dans leur détresse, d'autre ressource que de venir se livrer à la police. De ces individus les uns, déjà frappés de plusieurs condamnations, ne peuvent, à aucun titre, exciter la compassion et doivent, avec les peines qu'ils ont encourues, subir les rigueurs de la loi qui, les considérant comme récidivistes, les éloignera du territoire de la France. Les autres, exempts d'antécédents judiciaires, ne méritent pas qu'on ne leur laisse, pour les sauver du froid et de la faim, que ce qu'ils seraient eux-mêmes tentés d'appeler le bénéfice d'une incarcération. La Municipalité bordelaise a, avec raison, pensé qu'en créant un asile de nuit, elle serait dans son rôle d'Administration tout à la fois prévoyante et charitable. Quelques-uns de ses membres nous avaient conviés à concourir avec elle à cette création en l'aidant de notre local et de notre organisation, mais nous n'avons pu accepter cette offre et promettre une collaboration qui, dans les conditions où elle aurait dû s'exercer, aurait peut-être nui à la marche de notre Oeuvre spéciale du Patronage des condamnés. »

IV

Œuvre du patronage des prisonnières libérées d'Orléans.

(Nouvelle année, 1886.)

Fondée depuis plus de neuf ans, la Société de Patronage des prisonnières libérées d'Orléans, dont nous avons parlé à maintes reprises (1), poursuit son œuvre bienfaisante. Malgré des mécomptes inévitables, le zèle des dames patronnesses ne se ralentit pas, ainsi qu'en témoigne le rapport présenté à M^{re} d'Orléans, président de l'Œuvre. Nous extrayons de ce rapport les passages suivants :

« MONSEIGNEUR,

« La protection de l'enfance est la partie de notre œuvre agréée de tous; c'est pour nous-mêmes une de ses branches les plus importantes, celle que nous comptons parmi les plus fructueuses. Mettre ces petits à l'abri dès qu'il ne nous est pas impossible de les recueillir, a pour nous un attrait auquel nous ne résistons pas. Aussi, avons-nous craint un moment d'être forcées d'empiéter sur le revenu de 1887 pour faire honneur à nos engagements; nous l'aurions pu sans imprudence; une pension de 300 francs, qui a cessé d'être payée après octobre 1886, nous rendant la disposition de cette somme pour satisfaire aux obligations de l'année suivante. Il nous répugnait, toutefois, de recourir à cet expédient; mais, un instant, nous avons cru devoir nous résigner à perdre un secours alloué depuis quelque années à notre patronage, parce que le paiement s'en faisait attendre, quand nous avons appris que la somme, accordée par le Ministère de l'Intérieur, était, au contraire, portée de trois à cinq cents francs.

» Voilà comment, Monseigneur, nos finances se trouvent en équilibre; pour des économies, nous n'avons pas eu l'art d'en

(1) Voir notamment tome X, p. 397.

faire, mais, jusqu'ici, la Providence ne nous a pas laissé manquer : elle a servi, j'ose le dire, jusqu'à notre témérité.

» Nos petites filles s'élèvent et grandissent sous la conduite des religieuses qui les ont recueillies. Quelques-unes, parmi elles, donnent vraiment bonne espérance. Quatre sont à Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur; deux à Chevilly, une à Saint-Pierre-le-Puellier. Cette dernière est orpheline et donne entière satisfaction. Nous avons un petit garçon placé à l'orphelinat de La Ferté.

» Nos pénitentes de Jésus-Bon-Pasteur, demeurées constantes nous inspirent la confiance de les voir s'affermir de plus en plus dans leur retour vers le bien. Elles nous offrent un exemple que nous sommes à même de bien voir, du travail intime et admirable de la conversion des âmes, travail souvent long, traversé durant des années par des habitudes fâcheuses, des hésitations, des tentations, des découragements, mais où la grâce de Dieu, servie par la patience, l'abnégation, la prière et le zèle des religieuses qui s'y dévouent, arrive à rétablir chez nos pauvres filles une rectitude de conscience et une volonté de bien faire, qui nous paraissent et sont bien, en vérité, une merveille.

» Pourquoi ne le dirions-nous pas, Monseigneur? nous sommes témoins de semblables merveilles, en cette recherche qu'il nous est donné de faire, non tous les jours ni à toute heure. Mais une seule de celles auxquelles nous avons assisté, nous eût-elle été révélée, nous bénirions Dieu de nous avoir ouvert la voie où nous marchons, en le priant de répandre la lumière et l'amour dans les cœurs égarés. La prière, nous aimons à le répéter, est notre arme, et, sans elle, nous ne pouvons rien, car c'est bien à nous de redire la parole du prophète : « Que nous ne savons pas parler, parce que nous sommes des enfants. » Dieu seul parle aux âmes un langage efficace; notre mission consiste à ne pas laisser passer inaperçu, de celles qui doivent l'entendre, ce langage qui s'adresse à l'intime du cœur.

.....
» Nos correspondantes des maisons centrales de Cadillac et de Rennes semblent en bonne voie.

» La jeune condamnée dont le mari a été transporté à la Nouvelle-Calédonie, est devenue veuve. La cause principale de la rupture de sa famille avec B... est ainsi disparue; peut-être

alors nous est-il permis d'espérer voir succéder envers elle l'indulgence à la rigueur. Sa conduite excellente et les sentiments qu'elle exprime nous permettent de plaider sa cause. Réussirons-nous, du moins, à lui faire accorder l'espoir qu'un jour, quand elle aura donné les preuves d'une conversion sincère, elle verra s'ouvrir les portes que ses prières n'ont pu faire céder encore ?

» Si nous sommes obligées de la soutenir, de la placer, de lui chercher, dans le travail, les moyens de vivre, nous nous y prêterons afin qu'elle ne perde pas courage. Les sentiments inspirés à sa jeunesse un milieu d'une famille honorable ont été renouvelés dans les leçons qu'elle a reçues depuis que, séparée d'un mari coupable, elle a compris les fautes graves qu'il lui avait, pour ainsi dire, imposées. La vie qui l'attend est une vie d'expiation et de labeur ; c'est là que, au nom de la charité divine, nous essaierons de lui tendre la main afin qu'elle ne succombe pas au désespoir ou à des tentations nouvelles.

» Nous avons appris que le directeur de la prison de Cadillac a fait des démarches auprès de l'administration supérieure dans le but d'obtenir pour sa pensionnaire la faveur d'une mise en liberté conditionnelle. Appelées par ce fonctionnaire dont nous avons admiré le dévouement à la cause qu'il a prise en main, à le seconder en assurant que notre Patronage est prêt à s'occuper du placement et de la surveillance à exercer sur la conduite de B..., nous en avons accepté la responsabilité. C'est vous dire, Monseigneur, l'espérance que nous fondons sur son retour à Dieu, et, par conséquent, à l'accomplissement du devoir.

» La seconde de nos patronnées, subissant une peine en maison centrale, est dans d'autres conditions ; sa situation sociale est de celles que nous rencontrons le plus habituellement. C'est une femme remarquablement intelligente ; elle nous écrit fidèlement et se maintient en de sages résolutions.

» Une troisième, sortie depuis un an, après une condamnation de plusieurs années et un court séjour au couvent où elle ne put rester, ayant à secourir des parents âgés, a trouvé à se bien placer. Tout nous permet de penser qu'elle ne deviera pas du droit chemin.

» Parmi les plus anciennes, il nous arrive de recevoir, après un long silence, des lettres ou des visites réclamant de nous un service. L'une est malade et nous demande comment faire pour être reçue à l'Hôtel-Dieu. Une autre, devenue veuve, réclame

un prêt afin de ne pas voir saisir le peu qu'elle possède, ce qui causerait sa ruine et celle de ses enfants.

» Renseignements pris, nous avons accordé à la veuve sa demande ; elle nous a payé régulièrement le modique intérêt de son emprunt, et nous sommes portées à croire que le remboursement aura lieu au temps voulu, ayant affaire à une femme courageusement laborieuse.

» Il nous paraît juste, Monseigneur, de mettre sous vos yeux les résultats satisfaisants qu'il nous a été permis d'obtenir. Sans être en très grand nombre, nous en comptons assez pour nous disculper du reproche murmuré parfois à propos de notre Œuvre, accusée d'être, non seulement ingrate, mais inutile.

» Sans doute, et nous ne cherchons pas à le nier, toutes nos tentatives ne sont pas couronnées d'un succès égal ; il est des incorrigibles. Cependant, il nous est prouvé que la persévérance peut amener des retours inattendus et qu'il n'est pas toujours juste de condamner comme à jamais perdues des créatures ignorantes et entraînées par la passion que nous voyons retomber dans leurs fautes.

» Nous avons à travers la ville, il faut en convenir, une clientèle qui n'inspire pas la considération ; il nous arrive d'être abordées par des gens dont la tenue laisse beaucoup à désirer. Hélas ! nous n'avons pas à reculer, puisque nous avons embrassé leur service !

» Parmi cette population, une prisonnière libérée nous avait fait de belles promesses : elle est loin d'y être fidèle et ses enfants sont délaissés. Ne pas laisser mourir de faim et de froid ces petits, sans favoriser en même temps la paresse de la mère, était un problème. Une sœur de la Sagesse, un trésor de charité, que ne lassent pas les déceptions, et nous nous accusons de lui en avoir déjà fait subir plusieurs, a bien voulu pourvoir à cette exigence de sévérité d'un côté, de secours à fournir de l'autre, en attendant que nous sachions ce que l'administration peut faire en pareille occurrence.

» Une veuve, mère de quatre jeunes enfants, était récemment aussi à la prison en vertu d'une contrainte par corps, faute de payer une amende qui lui était infligée.

» Sa situation nous a émues : nous avons obtenu la remise d'une partie de sa peine. Les renseignements recueillis sur M^{me} T..., ici et dans le département dont elle est originaire, lui ont été

favorables; nous lui avons promis de l'aider à quitter le commerce illicite des allumettes dont elle vivait, en lui procurant les moyens d'en entreprendre un de meilleur aloi, en attendant qu'elle puisse mieux faire.

» Nous rencontrons souvent la misère, Monseigneur : elle est ici l'excuse de la faute. Les fautes sont aussi parfois et souvent la cause qui engendre la misère; il y a moins à espérer, alors, l'amendement des coupables.

» Mais en toutes les condamnées, nous savons qu'il est une âme créée à l'image de Dieu, rachetée au prix du sang de Jésus-Christ, nous en avons le respect et l'amour; nous respectons sa liberté, nous déplorons sa chute; nous voudrions éclairer son ignorance, et il est rare que ne se montre pas en elle, fût-elle très fugitive, quelque lueur où reparait l'empreinte de la main divine. Celles mêmes qui refusaient notre concours, par orgueil ou par intention de persévérer dans la voie du mal, ne nous ont témoigné, quand nous les avons entretenues, que des sentiments de gratitude pour ce que nous leur avons offert.

» Notre OEuvre porte un titre auquel nous gardons fidélité; cependant nous l'avons déjà dit, Monseigneur, notre pensée première, au moment de la fondation, avait envisagé, d'abord et avant tout, un autre but. Notre désir était de sauver, du vice incurable de l'immoralité, les filles entraînées à une conduite irrégulière par une première faute qui leur rend difficile, quand elles l'ont commise, de reprendre honnêtement le cours de la vie. Dans l'exercice de notre patronage, il nous arrive d'entendre des appels venant de là. Des repentirs, que n'ont point vus les murs de la prison, se sont confiés à nous. C'est à l'Hôtel-Dieu, particulièrement, que nous avons reçu plus d'un aveu, et l'expérience que nous avons acquise nous a permis de guider vers les refuges, où elles vont cacher leurs larmes et chercher du travail, des jeunes filles auxquelles *souvent* une mère a manqué. C'est une réflexion que nous faisait un des employés de l'Hôpital. »

M. Couret, trésorier, 6, rue du Devidet, reçoit les dons et les souscriptions.

V

Du patronage des libérés, par M. Bogelot.

M. Bogelot vient de publier une étude très intéressante sur le patronage des libérés. L'auteur nous montre dans la première partie de son étude le libéré ayant subi une véritable *capitis deminutio*, rebuté par les siens et repoussé de partout ; il établit ensuite que le produit du travail, pendant la durée de la peine, ne peut jamais fournir qu'une ressource insuffisante au libéré, le patronage s'impose donc ; c'est une nécessité, une charge sociale.

Mais comment et par quels moyens ce patronage doit-il s'exercer ? C'est ce que M. Bogelot recherche. Il écarte, avec raison, le patronage administratif ; « État ou départements, » dit-il, ne peuvent à aucun titre faire du patronage ! « Le patronage », ajoute-t-il plus loin, « doit être abandonné à l'initiative des œuvres de charité. » Ce point acquis, quels sont les moyens qui doivent être préférés ? Selon M. Bogelot, le patronage doit se fractionner en petits asiles ou groupes, comprenant un petit nombre de libérés, de six à huit au maximum, et, à l'appui de sa thèse, M. Bogelot cite l'exemple de l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare. — Nous laissons la parole à M. Bogelot, non sans recommander son travail à tous ceux qui s'intéressent à ces questions.

« L'œuvre des libérées de Saint-Lazare dont le siège est à Paris, 28, place Dauphine, a été fondée il y a 16 années. Elle s'est donné pour mission de venir en aide aux femmes sortant de prison qui se réclament d'elle.

» Saint-Lazare est la seule prison de femmes dans le département de la Seine. Les mêmes bâtiments renferment dans des quartiers, séparés il est vrai, les filles en correction paternelle, les prostituées détenues administrativement, les prévenues et les condamnées qui ne vont point en maison centrale.

» A leur sortie de prison, les filles en correction sont reprises par leurs familles, les prostituées retournent à leur honteux métier, ou, lorsqu'elles témoignent un désir sérieux de l'aban-

donner, sont reprises par des œuvres spéciales; mais personne ne s'occupait de la prévenue acquittée ou de la condamnée libérée définitivement. C'est pour secourir ces femmes que s'est créée l'œuvre des libérées de Saint-Lazare.

« La libérée, ouvrière ou domestique, sort de prison sans argent (ou avec une masse dérisoire de quelques francs). Elle est sans domicile, sans ouvrage, n'ayant même que peu d'espoir d'en trouver; à raison de ses antécédents, c'est pour elle la misère, la mendicité (qui est déjà un nouveau délit) ou la ressource dernière de la plus basse prostitution. Les recruteurs de maisons infâmes le savent bien, aussi chaque matin à la sortie de la prison, sont-ils là (en dépit de la police qui les pourchasse) guettant la malheureuse qui sort effrayée de sa liberté (1), et cherchent à la déterminer à venir dans leurs repaires.

» Au secrétariat, on leur donne, de suite, quelques vêtements si elles en ont besoin, des bons de nourriture et, après enquête, un peu d'argent si cela est nécessaire. En outre, on les recommande à l'œuvre de l'hospitalité de nuit qui consent à conserver pendant un temps plus long que d'ordinaire celles qui sont sans domicile.

» On gagne ainsi quelques jours pendant lesquels la libérée peut se chercher du travail, soit seule, soit avec l'aide des dames de l'œuvre. Mais tout cela était encore bien peu et les ressources financières étant très limitées, on ne pouvait aller loin.

» L'entrée à la prison, accordée par l'Administration à la directrice et à la sous-directrice de l'œuvre, permit de faire plus, sans augmenter sensiblement les dépenses.

» Certaines condamnées, en assez grand nombre même, regrettent amèrement leur déchéance et pourraient se relever si leur famille irritée, au lieu de les maudire et de les repousser, leur tendait une main secourable. De pauvres filles venues à Paris se

(1) La fondatrice de l'œuvre des libérées M^{lle} Michel de Grandpré a pendant de longues années habité la prison avec son oncle, l'abbé Michel qui en était l'aumônier. Elle remarqua avec étonnement que certaines détenues, précisément celles qui paraissaient les plus capables de se relever semblaient de plus en plus tristes à l'approche de leur libération. Ce fait, qui paraissait contradictoire avec les sentiments qu'on aurait pu leur supposer à la veille de leur délivrance, porta M^{lle} de Grandpré à en demander la cause. Elle apprit que ces malheureuses redoutaient cette délivrance comme devant leur apporter une misère plus grande que la prison ou la honte de la prostitution.

C'est alors qu'elle eut l'idée de fonder l'œuvre dont nous parlons.

placer comme domestiques, retourneraient volontiers dans leur pays après une faute et une première condamnation si elles pouvaient obtenir de leurs parents un pardon qu'on leur refusera peut-être, que souvent même elles n'osent pas demander. L'argent, en outre, leur manque presque toujours pour le voyage de retour.

» En pénétrant dans la prison, la directrice et la sous-directrice peuvent causer avec ces malheureuses plusieurs jours, plusieurs semaines avant l'heure de la libération. Elles peuvent alors écrire à leurs familles, aux parents, aux protecteurs qu'elles ont laissé dans leur département, plaider leur cause mieux qu'elles ne le feraient elles-mêmes et, le jour de la sortie, on est souvent à même de les rapatrier de suite sans perte de temps ni d'argent. On évite ainsi les dangers des jours de chômage et d'oisiveté dans Paris. Enfin, grâce à la bonne volonté des compagnies de chemins de fer qui ont gracieusement concédé des réductions de prix sur la demande de l'œuvre, celle-ci n'a plus qu'à payer le surplus pour renvoyer ses protégées en province.

» Celles-là sont sauvées, du moins pour la plupart. Un certain nombre d'entre elles, qu'on a pu suivre après leur rentrée chez elles, ont prouvé que le but cherché : la rentrée de ces femmes dans la voie du travail et de l'honnêteté, avait été pleinement atteint.

» Mais, à côté des femmes dont nous venons de parler, il s'en trouve qui sortent de prison avant que les pourparlers n'aient abouti avec leurs parents, ou même, qui n'ont pas de famille du tout et qu'il faut patronner plus directement, plus complètement.

» Pour celles-là, il fallait trouver un refuge temporaire.

» En étudiant ce côté de la question, la directrice, M^{me} de Barrau, et la sous-directrice, M^{me} Bogelot, reconnurent tout d'abord qu'il ne fallait pas songer à la création d'un grand établissement. Elles furent frappées des inconvénients que nous avons signalés plus haut, dangers résultant de la promiscuité d'une agglomération trop grande; difficultés à raison du travail; de la surveillance; d'une règle à suivre qui ne se plierait pas assez aux différentes espèces de libérées, etc.

» Il y avait aussi une autre difficulté, le manque d'argent, bien que l'offre flatteuse par M. Bonjean de la jouissance d'une de ses propriétés et celle d'une subvention assez large de l'administration eussent pu faire hésiter. Néanmoins, toutes

réflexions faites, on refusa et on renonça à l'idée d'un grand établissement.

» On s'arrêta alors à la création d'un petit asile temporaire, où l'on recevrait pour quelques jours, en passage, un petit nombre de libérées pendant le temps nécessaire pour que, seules ou aidées par quelques démarches, elles puissent retrouver une situation honnête.

» La libérée (ivrognesses et prostituées à part), a plus que le libéré homme, le désir de se relever, mais elle a subi la dépression morale de la prison et de son régime, et elle a besoin d'être dirigée presque comme un enfant. Elle se juge plus tombée que l'homme, dont elle se croit facilement l'inférieure. « *Que voulez-vous que je fasse?* dit-elle. *Je ne suis qu'une femme.* » En revanche elle se gardera mieux d'une récidive.

» Autant, et plus peut-être que le libéré, elle est ombrageuse et défiante et, si on l'oblige au travail, elle criera aussitôt à l'exploitation, parce qu'elle a lutté et souffert plus longtemps que l'homme avant de tomber.

» Mais, ce qui est pour elle une privation plus sensible, c'est le manque de foyer, et tout ce qui tendra à lui rappeler l'intérieur, à lui en donner une illusion, à faire concevoir la possibilité de le reconquérir, la détendra immédiatement, la disposera à recevoir les bons avis et lui rendra l'espérance.

» C'est, pénétré de ces idées, qu'on songea à mettre en exécution le projet des asiles temporaires.

» Sur l'initiative de M^{me} Bogelot, sous-directrice de l'œuvre, et avec l'approbation unanime du Conseil, on loua dans la banlieue un petit local de 500 francs de loyer où sont reçues, nourries et logées, cinq à six femmes qui y passent quelques jours, parfois quelques semaines, et sont remplacées ensuite par d'autres, dès que les premières ont trouvé à se caser au dehors.

» La garde de cet asile est confiée, sous le contrôle de l'œuvre, à une honnête travailleuse, qui n'a pour tous appointements, que le logement dans l'asile qu'elle conduit. Elle est chargée, en outre, de la nourriture à forfait des pensionnaires, à raison de 1 fr. 50 c. par jour. Celles-ci, en revanche, l'aident dans la tenue du ménage commun.

» Ces pensionnaires ne sont astreintes à aucun travail à l'asile, autre que les soins du ménage. On ne leur demande que

de passer leur temps à chercher sérieusement du travail libre et, au besoin, les dames de l'œuvre s'emploient à les aider dans leurs recherches.

» On ne peut s'imaginer, sans l'avoir vu, combien est salubre pour ces malheureuses ce séjour de convalescence, tout à la fois moral et physique dans ce petit intérieur, sous l'œil d'une bonne travailleuse, qui leur impose par son courage et son énergie dans la lutte pour la vie.

» Cela les repose de leurs misères passées. Elles conçoivent la possibilité, le désir et l'espérance de se relever. Elles reprennent goût au travail, elles sont en bonne voie pour rentrer dans le courant honnête.

» L'asile temporaire créé à Billancourt est bientôt devenu insuffisant et il a fallu lui en constituer un second, non loin du premier. D'autres encore seraient bien nécessaires, mais les ressources font défaut et l'œuvre doit attendre pour les installer.

» Les résultats obtenus ont été si heureux que nous croyons, très sincèrement, que c'est là qu'on doit chercher la voie à suivre ou, tout au moins, une des voies à suivre dans l'établissement des patronages.

» Nous voudrions voir se répandre cette manière de procéder. L'expérience de trois années déjà permet de se rendre compte des règles à suivre pour arriver à un bon résultat, en évitant les dangers du système administratif et des grandes agglomérations qui, à notre sens, risquent de stériliser tous les efforts (1).

» Il reste maintenant à indiquer les règles qui, suivant nous, doivent présider à l'établissement du patronage des libérés.

» Quelques sociétés privées, telles que par exemple l'Œuvre de Patronage des jeunes détenus, la Société des condamnés libérés de Seine-et-Oise, exercent déjà le patronage directement et en dehors de l'Administration. Des établissements religieux

(1) Frappée du bon fonctionnement de ce système, la Chambre syndicale des fleurs et plumes vient d'en appliquer le principe pour résoudre un des côtés de la difficile question de l'apprentissage.

Elle a créé sur ce modèle un groupe où plusieurs jeunes filles sont réunies, travaillant le jour à l'atelier, mais revenant le soir à un foyer, souvent préférable à celui de la famille, les faisant échapper au danger de l'isolement des nuits et délivrant les patrons d'une garde et d'une surveillance souvent difficiles.

s'occupent aussi des femmes libérées, mais personne, à notre connaissance du moins, n'a eu encore l'idée de mettre en pratique le système des petits asiles tel qu'il est appliqué par l'OEuvre des libérées de Saint-Lazare.

» Comme nous l'avons dit, il ne faut pas compter sur l'Administration, État, département ou commune.

» Pour la même raison, le patronage, même privé, doit se garder des grands établissements qui présentent les mêmes inconvénients et les mêmes dangers.

» Il faut en venir au système des petits asiles disséminés au milieu de la population, et, ne comptant jamais un nombre de pensionnaires excédant 6 ou 8 au maximum.

» Qu'on nous permette de revenir sur les raisons qui nous déterminent à préférer ce mode de faire.

» Ce qui a manqué au condamné, ce qu'il a perdu, en tout cas, depuis quelque temps, ce que, parfois à son insu, il regrette le plus, c'est la famille, le foyer avec son calme, ses joies, et, même ses devoirs.

» Quelques-uns, pauvres déshérités, n'en ont point connu les douceurs ; d'autres, en plus grand nombre, s'en sont fait exclure par leurs fautes, et l'ont abandonné pour satisfaire leurs passions. Tous le regrettent. Quand on leur en parle, quand on leur demande pourquoi ils l'ont quitté, presque tous, après des explications plus ou moins acceptables, ajoutent : *Ah ! si j'avais su. Si c'était à recommencer !*

Le temps passé en prison ne fait que leur rendre plus sensible le chagrin d'avoir été privé de la vie de famille.

» Ce foyer, il faut faire tous ses efforts pour le leur rendre, et pour les y replacer dans l'intérêt de leur relèvement, et dans l'intérêt social bien entendu.

» L'esprit et la solidarité de la famille sont les freins les plus capables de les arrêter sur la voie d'une récidive. Il faut les habituer à craindre de nouveau le jugement de leurs proches, à l'égal et au-dessus de celui des tribunaux répressifs.

» Les uns désirent ce retour à la vie régulière, mais ne savent comment s'y prendre, d'autres s'en croient indignes et n'osent rien tenter dans ce but. Il faut faciliter les efforts des premiers, rendre l'espoir aux autres, à tous il faut montrer que c'est possible.

» Dans certains cas, les plus faciles, il est vrai, les démarches

tentées avant la sortie de prison, suffisent pour que le libéré puisse immédiatement retourner auprès des siens. D'autres fois, si les démarches n'ont pas encore abouti à un résultat, il faut recueillir le libéré dans un milieu familial pour éviter, à tout prix, qu'il ne retombe, seul, dans un centre de désespérés, de vagabonds ou de criminels, qui en feraient bientôt un récidiviste.

» C'est alors qu'on entrevoit l'utilité du petit asile temporaire.

» Rien n'y rappelle la prison, aucune règle fixe et invariable, le libéré se sent vraiment libre dans un milieu qui lui rappelle le foyer désiré ou perdu par sa faute. Pas de grands bâtiments tristes, de surveillants indifférents, mais seulement un local modeste, un milieu honnête et travailleur, c'est-à-dire ce qu'il retrouverait chez lui, ou ce qu'il peut espérer reconstituer un jour.

» La personne qui dirige l'asile travaille, elle-même, pour gagner sa vie et donne l'exemple du courage et de l'intégrité de son passé.

» Comme aucune obligation de se livrer à un travail n'est imposé, il est impossible au plus ombrageux de crier à l'exploitation, et, s'il rend quelques petits services dans le ménage de l'asile, il a le plaisir d'en être remercié comme d'une complaisance qu'on accepte, sans l'avoir exigée.

» Enfin l'asile étant petit et sans enseigne, étant semblable, en tous points, à certaines familles un peu nombreuses, passe inaperçu dans le groupe des travailleurs au milieu desquels il est placé. Il n'attire aucune réprobation et ne gêne en rien les efforts du libéré pour retrouver du travail libre.

» A ce système de petits asiles temporaires que nous préconisons, plusieurs objections ont été faites.

» Tout d'abord, on s'est récrié sur le peu de résultats que produiraient ces maisons, en présence de l'immensité de la tâche à remplir.

» Nous ne prétendons pas que les petits asiles résoudre le problème du patronage, complètement et immédiatement.

» Mais faire peu et faire quelque chose vaut, dans tous les cas, mieux que ne rien faire du tout. Et si, comme nous le croyons, le système était reconnu pratique, en multipliant le nombre des asiles on atteindrait un résultat d'une certaine importance qui vaudrait toujours mieux que le *statu quo* actuel absolument négatif.

» On a dit aussi que la dépense ne serait pas en rapport avec l'importance des résultats à obtenir.

» Ceci devient une pure question de chiffres. L'essai tenté par l'œuvre des libérées de Saint-Lazare va nous permettre de l'examiner de près.

» Le budget d'un de ces asiles est facile à établir sans grands aléas ainsi que l'expérience tentée l'a prouvé.

» Le loyer ne dépasse pas 600 francs, les dépenses accessoires 400 francs; enfin la nourriture entreprise à forfait pour huit personnes, *chiffre maximum*, à raison de 1 fr. 50 c. par jour s'élevant à 4,300 francs, il en résulte que la dépense totale ne dépassera pas 5,000 à 5,300 francs.

» En dehors de cette somme aucune crainte d'excédent n'est possible.

» Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'agit ici de petites locations faciles à rétrocéder si on veut les quitter et ne nécessitant aucun frais d'installation spéciale.

» Voilà pour la dépense, voyons maintenant le résultat possible.

» Nous avons raisonné sur la présence continue de huit libérés. En leur supposant un séjour moyen de 15 jours à l'asile, séjour qui sera le plus souvent moindre, on arrive à un roulement de 192 libérés par an, ayant coûté moins de 30 francs par tête. Si dans des cas spéciaux, qu'il faudra rendre le moins nombreux possible, le séjour à l'asile durerait un mois, la dépense pour ceux-là irait à moins de 60 francs. Mais comme souvent aussi, il sera plus court, nous pouvons dire que chaque patronage individuel ne dépassera pas 50 francs par tête!

» Qu'est-ce qu'un pareil chiffre en présence des avantages que les libérés et la société en retireront chacun de leur côté?

» Est-ce qu'un libéré rendu au travail honnête ne représente pas un avantage social bien supérieur à 50 francs?

» Est-ce qu'une récidive évitée n'épargne pas à la société en perte d'argent en frais de justice et de prison bien des fois 50 francs?

» On a contesté alors qu'un séjour de 15 jours ou d'un mois fût suffisant pour que le libéré ait le temps de se suffire à lui-même.

» Nous n'en croyons rien. Un patronage n'est pas un asile perpétuel comme ceux consacrés à la vieillesse. Les libérés qui

veulent se relever ayant tout leur temps libre, aidés, en outre, des conseils des patrons de l'asile, pourront, pour la plupart, et sauf des cas extraordinaires, retrouver à se placer en deux ou trois semaines.

» Ceux qui volontairement ne cherchent pas du travail ne méritent pas qu'on les garde, le patronage n'étant fait que pour les gens de bonne volonté. Les visites faites aux détenus avant leur libération permettent aux directeurs d'œuvre de connaître à l'avance les dispositions des futurs libérés et de les diriger de manière à réduire le plus possible le séjour à l'asile.

» On s'est demandé ensuite comment on pourrait trouver le personnel des gardiennes d'asiles.

» Ce n'est pas aussi difficile qu'on pourrait le croire.

» Il ne manque pas de veuves ou demoiselles ayant renoncé au mariage, qui, vivant péniblement de leur travail, ne demanderont pas mieux que d'accepter cette mission en échange du loyer, du chauffage et des divers avantages réservés aux gardiennes d'asiles.

» Les directeurs ou directrices d'œuvres de patronage sont moins commodes à rencontrer, car il faut donner beaucoup de temps et de dévouement. Mais il ne manque pas, heureusement, de cœurs généreux pour entreprendre cette tâche qui pourrait leur être facilitée par la création de comités particuliers qui les aideraient dans ce travail.

» Enfin on me fait observer que des gardiennes pourront à la rigueur tenir un asile recevant des femmes ou des enfants, mais qu'elles manqueraient de la force et de l'autorité nécessaires quand il s'agirait de recevoir des hommes.

» L'objection a sa valeur, je le reconnais.

» Quand bien même le système ne vaudrait que pour les femmes et les enfants, il vaudrait toujours la peine d'être mis en œuvre.

» Et même pour les libérés hommes, choisis, il ne faut pas l'oublier, parmi ceux qui, avant leur libération, ont manifesté l'intention de s'amender sérieusement, il ne serait pas impossible de trouver des gardiens, anciens militaires retraités, qui accepteraient avec leur femme de tenir ces asiles avec toute l'autorité nécessaire.

» En résumé, le patronage exercé sous cette forme peut donner d'excellents résultats, et comme il n'exige pour sa mise en train que des dépenses successives et peu importantes, il mérite au moins la peine d'être essayé. »

ÉTRANGER

I

Conférence des Prisons à Londres. — Sociétés de secours aux prisonniers libérés.

Un meeting général, réunissant les représentants des sociétés de secours aux prisonniers libérés et les membres de la Conférence des prisons, a été tenu à Westminster le 10 juin 1885.

Les renseignements suivants y ont été donnés par M. Murray Brown : Depuis la dernière réunion des sociétés de secours aux prisonniers libérés, tenue en décembre 1881, 33 nouvelles sociétés ont été formées dans ce but. La seule prison en Angleterre et dans le pays de Galles qui n'a pas encore les moyens d'assister les libérés, est la grande et importante prison de Kirkdale à Liverpool. Le comité central a fait ses efforts pour triompher de cette difficulté et il est heureux de faire connaître que le « Comité de visite de la prison de Kirkdale » semble résolu à constituer une société distincte de secours aux prisonniers libérés pour cette prison, qui fonctionnerait au début de 1886. Il existe aussi deux autres prisons (Lincoln et Oxford) où il n'y a à proprement parler, aucune société de secours organisée, mais où une certaine somme provenant d'une fondation, est à la disposition du chapelain pour cet objet.

Parmi les résolutions adoptées par le meeting, il faut citer les suivantes :

1° Dans les prisons où il existe une société de secours pour les libérés, un avis sera placé dans chaque cellule portant à la connaissance des prisonniers les facilités offertes par cette société aux prisonniers libérés dans leurs efforts pour obtenir du travail et mener une vie honnête.

2° Outre l'instruction scolaire, il sera fait à certains prisonniers

choisis des conférences sur des sujets religieux ou instructifs; l'instruction des prisonniers en classe sera étendue et la règle des prisons, empêchant de donner une éducation aux prisonniers détenus pour moins de quatre mois, sera rapportée; des dispositions seront prises pour l'éducation des femmes détenues.

Parmi les propositions qui, sans rencontrer d'opposition sensible, n'ont pas cependant donné lieu à des résolutions formelles, il faut citer : 1° le projet de resserrer les liens entre les diverses sociétés de secours aux libérés, afin de permettre à ces sociétés de suivre les libérés même hors du pays où chacune d'elles fonctionne et même, dans certains cas, d'autoriser les rapports directs, dans ce but, entre une société et les agents d'une autre société;

2° La visite des dames dans les prisons de femmes. Les *Prison commissions* sont disposés à accorder toute demande faite par les comités de visites pour la présentation de dames visitant les femmes détenues. A Norwich castle, il y a trois dames, qui visitent, quand il leur plait, sauf à quelques heures déterminées, les détenues. Chaque dame a une liste des détenues qu'elle peut visiter, de telle sorte qu'il n'y a aucun conflit, et que la même dame visite toujours la même détenue pendant tout le temps de sa peine.

Enfin une proposition, qui a soulevé un certain nombre d'objections et une assez vive opposition, concernait l'organisation de « maisons de refuge temporaire » (*temporary homes*) pour les prisonniers libérés. Très peu de sociétés de secours aux libérés ont jusqu'à présent organisé des maisons de travail (*industrial homes*) pour fournir aux libérés un abri et du travail en attendant qu'ils aient pu se les procurer au dehors. Une maison de cette espèce a été fondée à Wakefield il y a 20 ans : la moyenne des habitants est de 20, bien que la maison puisse en recevoir 40; la raison donnée est que la demande de travailleurs dans le district a été très grande et que, d'autre part, le nombre des individus détenus à Wakefield a diminué dans les dernières années. En 1883, le nombre total des admissions a été de 60, et la moyenne d'un peu plus de 16. Les pensionnaires peuvent gagner environ 10 sh. 3 p. (12 fr. 80 c.) par semaine, sur lesquels ils payent 5 sh. 6 p. (6 fr. 85 c.) pour la pension; 1 sh. 6 p. (1 fr. 85 c.) pour le logement et 2 p. (0 fr. 20 c.) pour le blanchissage.

Des écoles du soir et des services religieux ont lieu sous la direction du vicaire. Le déficit est de 39 £. (975 francs) par an. Une autre maison existe à Lewes. Elle consiste en deux bâtiments dans l'un desquels habite le gardien (home keeper), cette habitation lui étant donnée en paiement des services qu'il rend en surveillant la maison de refuge, et dont l'autre est pour les libérés secourus. Cette maison est aménagée pour contenir trois personnes, elle en contient rarement plus d'une. Les pensionnaires peuvent y gagner 2 sh. (2 fr. 50 c.) par jour sans la nourriture; le travail est le jardinage. Le déficit est de 50 £ (1,250 francs) par an. Une troisième maison existe à Leicester, indépendante de la société de secours aux libérés, fondée en 1884 pour les individus sans emploi, dans laquelle cependant sont reçus les libérés, quand la place le permet. On y fabrique du bois de feu (firewood), le salaire donné est de 1 sh. 9 p. (2 fr. 15 c.) par jour, sur lequel on retient 4 p. (0 fr. 40 c.) par nuit pour le logement. Le déficit annuel est de 50 £ (1,250 francs). Enfin une quatrième maison est ouverte, depuis 1884, à Reading.

Cette proposition dernière n'a pas été accueillie, il nous a cependant semblé que les renseignements ci-dessus pourraient être intéressants à connaître, sans préjuger les résultats futurs de la tentative ainsi faite sur une très petite échelle.

(Extrait de *the Reformatory and Refuge Journal*, juillet 1885 et du procès-verbal du meeting de la 7^e conférence des prisons et de la conférence des sociétés de secours aux prisonniers libérés, en date du 10 juin 1885.)

Henri DA, *Docteur en droit,*
avocat à la Cour d'appel de Paris.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire : 1° Documents officiels : Commission concernant la relégation — 2° Conseil supérieur des Prisons. — 3° La nouvelle prison de Bourges. — 4° Les prisons de la Gironde. — 5° Bibliographie : A. L'expansion coloniale de la France, par M. de Lanessan; B. Le monde des Prisons, par M. l'abbé Moreau; C. Revue des institutions de prévoyance. — 6° Informations diverses : Médaille offerte à M. Ch. Lucas. — Réunion du Congrès des Sociétés savantes en 1887. — Prisons de la Savoie et de l'Ariège. — Colonies de jeunes détenus à Aubrives et à la Fouilleuse. — Révoltes. — Incendie. — Système Bertillon. — Réformes pratiques. — Revues étrangères.

I

Documents officiels.

Arrêté instituant une Commission relative à la relégation.

Une Commission a été, le 21 janvier, instituée auprès de l'administration centrale des colonies afin d'étudier :

1° Les mesures à prendre pour l'application de la loi du 27 mai 1885 et du règlement du 26 novembre suivant, sur la relégation des récidivistes;

2° Les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'introduire à cette occasion dans le régime actuel de la transportation.

Cette Commission est composée ainsi qu'il suit :

M. le sous-secrétaire d'État, président.

MM. Albert Grévy, Émile Labiche, Lenoël et de Verninac, sénateurs.

MM. Étienne, Félix Faure, Gerville-Réache, Maurice Faure, députés.

MM. Dislère, Dubois et Rousseau, conseillers d'État.

MM. Herbette, directeur de l'Administration pénitentiaire; Jacquin, directeur des affaires criminelles et des grâces.

M. Leveillé, professeur à la Faculté de droit de Paris.

M. Dubard, inspecteur des services administratifs et financiers de la marine et des colonies.

A défaut du sous-secrétaire d'État, la commission sera présidée par M. Albert Grévy.

MM. Paul Révoil, chef du cabinet du sous-secrétaire d'État, et de Lavaissière de Lavergne, chef de bureau à l'administration centrale des colonies, sont nommés secrétaires de la Commission.

Par décret du 29 janvier, M. Filassier, président du tribunal supérieur de Cayenne, et M. Commoy, substitut du procureur général près la Cour de Paris, sont nommés membres de la commission de classement instituée par le décret du 6 mars 1886 (V. *Bulletin* 1885, p. 964), pour organiser l'application de la loi des récidivistes, en remplacement de M. Chessé, ancien gouverneur de la Guyane, et de M. Bard, substitut du procureur général, dont la démission est acceptée.

Cette commission se trouve, par suite, ainsi instituée :

M. Dislère, *président*;

MM. Journès et Commoy représentant le Ministère de la Justice ;

MM. Nivelle et Reynaud, représentant le Ministère de l'Intérieur ;

MM. Filassier et de Lavaissière de Lavergne, représentant le Ministère de la Marine et des Colonies.

II

Session du Conseil supérieur des Prisons

(Février 1887).

Le Conseil supérieur des Prisons a tenu, le 1^{er} février, la première réunion de sa première session semestrielle sous la présidence de M. Goblet, ministre de l'intérieur, qui a prononcé une allocution. Le ministre a réclamé le concours collectif du Conseil en ce qui concerne les innovations ou les réformes à introduire dans l'administration et aussi le concours individuel de chacun de ses membres au sujet du contrôle à exercer sur tous les services pénitentiaires. Il s'agit d'une œuvre d'intérêt général à laquelle tous ont mission de collaborer.

Le Conseil a procédé ensuite à la constitution de son bureau, qui est ainsi composé :

Vice-président : M. Schoelcher, sénateur ;

Secrétaires : MM. Steeg, député, et Jacquin, directeur des affaires criminelles ;

Secrétaires nommés par le ministre : MM. Raynaud, chef de bureau au ministère ; Ferdinand Dreyfus, ancien député ; Louis Paulian, secrétaire-rédacteur à la Chambre des députés.

M. Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire, a présenté ensuite les projets et dossiers préparés pour être soumis au Conseil supérieur, après examen des six commissaires.

C'est d'abord un ensemble d'études et de plans destinés à permettre de construire avec une économie notable les prisons départementales affectées à l'emprisonnement individuel.

C'est ensuite la préparation des règlements concernant : 1^o le régime cellulaire ; 2^o l'éducation pénitentiaire des jeunes filles ; 3^o les détenus condamnés pour faits politiques ou se rattachant à la politique.

C'est aussi l'élaboration du décret à rendre, après avis du Conseil d'État, pour fixer les conditions de la mise en pratique de la loi sur la libération conditionnelle.

C'est enfin l'examen de l'organisation possible de travaux, dans les établissements en régie, pour éviter les inconvénients de la concurrence à l'industrie libre et pour faire bénéficier des services publics des produits de la main-d'œuvre pénitentiaire (1).

Sans préjudice des renseignements et explications qu'il est prêt à fournir sur tous les détails du service, M. Herbette fait connaître que, par suite de l'achèvement des prisons nouvelles, on allait obtenir un chiffre total de plus de 3,500 cellules destinées à l'emprisonnement individuel, dans les maisons de courte peine, non compris les chambres d'isolement qui existent dans les prisons en commun.

Il a signalé que, par des études poursuivies avec persévérance, le prix de revient de la cellule, qui était normalement de

(1) Nous rappelons que, pour la préparation de ses travaux, le Conseil supérieur est réparti en trois commissions dont la première s'occupe du classement des nouvelles prisons (cette commission va avoir à autoriser la prise de possession de près de 600 nouvelles cellules), la deuxième élabore les règlements d'administration publique et la troisième s'occupe du travail dans les prisons.

6,000 francs environ, est descendu à 3,500 francs et va peut-être s'abaisser au-dessous de 3,000 francs.

Enfin il a constaté que la comparaison des budgets du service pénitentiaire pour 1884 et pour 1887 fait ressortir une diminution de dépense annuelle de 2,847,000 francs, malgré le supplément de charges occasionné par l'application de lois nouvelles et malgré le relèvement des petits traitements.

III

La nouvelle prison de Bourges.

Le Bulletin a déjà parlé de cette maison (1885, p. 518), en même temps que des deux autres qui, à Besançon et à Chaumont, furent construites suivant le système cellulaire. Mais il n'en avait pas donné la description.

La prison cellulaire de Bourges affecte la forme d'un Y entre les deux petites branches duquel se trouvent la porte et la voûte d'entrée avec le logement du portier. On traverse une cour avant de pénétrer dans un vestibule sur lequel s'ouvrent : à gauche, le greffe et les archives ; à droite, le logement du gardien-chef et les cellules d'attente ; en face, la double entrée du quartier des hommes et celle du quartier des femmes. L'établissement contient 120 cellules dont 100 pour les hommes et 20 pour les femmes. Celle de droite des deux petites ailes est réservée au quartier de ces dernières.

La maison a deux étages. Dans le sous-sol se trouvent le calorifère, le service des eaux (pompes, etc.), les magasins pour les matériaux servant au travail des détenus, etc. A l'extrémité de chacune des ailes se trouvent les préaux, convergeant vers un petit poste central dans lequel se tient un surveillant. Entre chacune des ailes sont les cours d'isolement.

Les corridors de chaque aile sont spacieux, bien éclairés, chauffés par des bouches de chaleur et aboutissent à un poste central d'où le surveillant de service aperçoit les portes de toutes les cellules.

Les services accessoires tels que bains, cuisine, pharmacie

(contiguë aux quatre cellules d'infirmierie), dépotoirs, etc., sont bien organisés. Dans chaque cellule, le chauffage, la ventilation, l'éclairage, le service des fosses mobiles et des sonnettes électriques pour appeler le surveillant sont parfaitement assurés. Le cube d'air est suffisant et le détenu peut lui-même, à l'aide d'un système de fenêtre formé d'une longue tige de fer appuyé sur une crémaillère, ouvrir sa fenêtre et la fermer.

La chapelle-école contient 120 alvéoles nécessaires, parfaitement séparées les unes des autres. On peut seulement regretter qu'il n'y ait pour les hommes qu'une seule entrée, ce qui ralentit singulièrement les mouvements et augmente les facilités de communication.

Le personnel de surveillance se compose de cinq gardiens, un commis-greffier, un portier, un gardien-chef; auxquels on peut ajouter le directeur, l'employé chargé de l'entretien du calorifère (dont M. Crouvelle, constructeur, a l'entreprise), l'entrepreneur et les deux surveillantes chargées du quartier des femmes.

L'administration pénitentiaire a pris possession de l'établissement le 1^{er} avril 1886. Le 21 janvier dernier son effectif était de 78 détenus et de 6 détenues. Sur ce nombre cinq étaient condamnés à la relégation (tous, sauf un, se montraient satisfaits de quitter la terre de France pour courir vers des pays nouveaux).

Le régime cellulaire fonctionne régulièrement, sauf en ce qui concerne le capuchon, le transfert des détenus et l'organisation du travail. Mais quand le nouveau capuchon, actuellement encore à l'étude, aura été introduit, quand une voiture *cellulaire* sera affectée au transfert des prévenus ou des condamnés, son fonctionnement ne laissera absolument rien à désirer en lui-même.

Quant au travail, tout en tenant compte des conditions économiques peu favorables du Cher et de la crise actuelle, il faut reconnaître que son organisation laisse beaucoup à désirer. Il offre peu de variété, la tresse du chanvre et la confection des chaussons constituant l'occupation de la grande majorité des détenus. L'entrepreneur laisse souvent la population manquer de matières premières et, plus souvent encore, de commandes suffisantes. Plusieurs détenus se plaignent de chômages intermittents, que l'entrepreneur pourrait sans doute éviter en apportant plus longtemps à l'avance la matière première et en ayant soin de faire ses commandes avant que le chômage ne commençât.

Nous nous trouvons là en présence du grand vice du système adopté en France : celui de l'entreprise. Tant que l'État n'aura pas résolument pris en main l'organisation de travail des prisons et livré à ses détenus la fabrication d'objets d'équipement militaire, comme cela se pratique si heureusement en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Hongrie, en Croatie, en Bavière, en Italie, en Suède et en Norvège, nous aurons à déplorer les chômages dans les prisons départementales, même les mieux organisées et dirigées : nous verrons, en outre, nos détenus employés à des travaux futiles par des agents insoucians de leur moralisation, au lieu d'être initiés à des métiers pratiques, devant leur procurer après leur libération une profession utile. (V. *Bulletin*, t. X, p. 733.)

A. RIVIÈRE.

IV

Les Prisons de la Gironde.

La prison du Fort du Hâ, située au centre de Bordeaux, à côté du Palais de Justice, a été construite anciennement d'après le système cellulaire. Devenue insuffisante vers 1846, on eut la malheureuse idée de chercher à l'agrandir en démolissant les cloisons de quatre-vingts cellules pour faire des dortoirs ! On obtint ainsi en effet un nombre de places infiniment plus considérable, mais à quel prix ! Aujourd'hui le Conseil général, effrayé d'ailleurs par les devis absolument exagérés qu'on lui a présentés à différentes époques, se montre d'autant moins disposé à saisir l'administration d'une demande de reconstruction que certains de ses membres ne peuvent oublier ce précédent déplorable : « Vous aviez une prison cellulaire, vous l'avez détruite ; si nous la faisons reconstruire cellulaire, qui vous garantit que dans dix ans vous n'abandonnerez pas le système cellulaire et n'abattrez pas de nouveau les cloisons ! » Ces craintes l'ont d'ailleurs, il y a une douzaine d'années, poussé à adopter la pire des mesures, en achetant une maison à la Bottière qu'il a aménagée en prison de débarras pour le Fort du Hâ. Il a

dépensé là environ 200,000 francs pour posséder une bâtisse sans valeur, où aucun système rationnel ne peut être appliqué !

Dans son état actuel, la prison de Bordeaux possède soixante cellules pour les prévenus ; la rotonde est entourée de trente-huit cellules pour les condamnés ; une vingtaine de cellules sont affectées à différents services : en tout la maison peut contenir, sans gêne, 336 détenus. Elle n'est pas chauffée, et est mal ventilée ; les cellules n'ont que 18 mètres cubes d'air alors qu'à Besançon, à Chaumont, à Bourges, elles en ont 30 ; elles ne possèdent pas de signaux d'appel, ont des tinettes primitives, sans tuyaux d'aspiration. Les communications entre détenus et même avec l'extérieur sont très faciles ; les cellules de punition sont placées sur le passage entre les ateliers et les préaux ; la police est impuissante à empêcher les signaux entre les détenus et les maisons qui dominent la prison. Enfin elle est complètement insuffisante (elle contenait en janvier 375 détenus), alors que les autres prisons du département ne peuvent lui offrir aucun abri et sont plutôt, sauf Libourne, elles-mêmes encombrées. Il faudrait à Bordeaux une prison pour 500 détenus.

Le plan serait, à notre avis, de reconstruire les cellules démolies et, quelque imparfait que doive y être le système cellulaire appliqué, d'utiliser le Fort du Ha comme maison d'arrêt et de justice pour les prévenus et les accusés. En se servant de cellules doubles, c'est-à-dire en employant pour chaque détenu une cellule pour la nuit et une autre pour le jour, on rendrait plus difficiles, sinon impossibles, les communications entre détenus, on leur donnerait un cube d'air suffisant et on éviterait l'énorme dépense d'une reconstruction totale.

Pour les condamnés, on construirait en dehors de Bordeaux, là où les terrains sont à bas prix, et au besoin loin de la ville, une grande maison pouvant contenir le surplus des cellules nécessaires. En construisant cette prison un peu largement, on pourrait même y détenir les condamnés à de longues peines des prisons des autres arrondissements, notamment des prisons de Blaye, de Lescap et de Bazas, absolument insuffisantes ; déjà vers 1875, M. Labbé, architecte, a dressé les plans d'une telle prison pour 300 détenus, du côté du boulevard du Pessac.

En résumé, en parlant de plusieurs millions pour la construction d'une prison de 500 cellules, on a considérablement exagéré les dépenses possibles. Des hommes fort compétents,

au sein du Conseil général, et notamment son président, s'occupent de ces questions et en comprennent toute l'importance sociale et locale. Espérons que, mieux éclairés au point de vue financier, ils arriveront à persuader leurs collègues et à obtenir d'eux le vote des crédits pénitentiaires que réclament, qu'exigent la dignité et les intérêts bien entendus d'une grande ville comme Bordeaux.

V.

Bibliographie.

A. — *L'Expansion coloniale de la France.*

Avec la compétence et l'autorité que lui donne une longue pratique des affaires maritimes et coloniales, M. de Lanessan, député de la Seine, ancien officier de marine, a entrepris et publié sous le titre : « *L'Expansion coloniale de la France* » (1) une étude aussi complète que consciencieuse de toutes nos colonies et de toutes les questions qu'elles soulèvent. Dans chacune des parties du monde successivement, il décrit la géographie physique, la marche et l'état actuel de la colonisation, les différents rouages de l'administration. A la fin de chacun des huit chapitres consacrés à cet examen, il indique les réformes qu'il considère comme les plus urgentes; à chacun de ces problèmes posés, il propose les solutions qui lui paraissent le plus conformes aux intérêts de la France. Un chapitre, le 9^e, consacré à la *Colonisation pénale*, doit spécialement intéresser les lecteurs du Bulletin. Aussi en sera-t-il fait, dans un prochain numéro, un examen approfondi ainsi que des principaux problèmes que soulève l'affectation à l'expatriation pénale des territoires de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie.

B. — *Le Monde des Prisons.*

M. l'abbé Georges Moreau (2), ancien aumônier de la Grande

(1) Un vol. in-8° de 1016 pages, chez Félix Alcan, éditeur.

(2) Extrait du *Temps* du 2 février.

Roquette, vient de publier en un volume : *le Monde des Prisons*, les observations d'une longue pratique personnelle et que son intimité avec M. l'abbé Crozes lui ont permis de recueillir sur tout ce qui touche au régime des prisons en France. On sait combien, depuis notamment la loi, sur les récidivistes, le public s'intéresse à toutes les questions qui se rattachent à notre régime pénitentiaire. M. l'abbé Moreau est absolument partisan de l'isolement des condamnés, autrement dit du régime cellulaire. Trois choses, dit-il, entretiennent « la pourriture » de la prison : la promiscuité des détenus ; l'insuffisance de la nourriture et de l'hygiène ; la médiocrité des gardiens. Il cite à ce propos la note suivante, écrite par Lacenaire, lors de son séjour à Poissy : « Le nombre effrayant des récidives ne provient que des vices du système pénitentiaire français. Les bagnes et les maisons de réclusion, qui revomissent périodiquement dans la société l'écume des malfaiteurs, sont les gouffres de démoralisation où se prépare et se distille le poison qui corrompt jusqu'au cœur du détenu et le rejette au sortir d'une condamnation correctionnelle sur les bancs de la cour d'assises. » Lacenaire, assurément, n'est pas une autorité ; mais le témoignage d'un homme qui savait, par sa propre expérience et par les misérables qu'il a connus, comment on arrive au crime, n'est pas absolument à dédaigner.

La promiscuité est donc une des premières causes de la récidive. Que se passe-t-il, en effet, pour l'individu qui n'est pas encore entièrement corrompu, qui a commis un délit punissable de quelques mois d'emprisonnement ? On l'amène au Dépôt, où il entre les yeux baissés, avec le sentiment de la honte répandu sur toute sa personne. On le conduit dans la salle commune. Qu'y voit-il ? Des individus généralement habillés comme ceux qu'on rencontre dans la rue. Il y a des gens de tous pays, de toutes professions, de tous costumes, il y a des incorrigibles, des repentants, des gueulards, des pleurards, des arrogants, des rampants. Tout ce monde fume, cause, on se croirait dans une halle ouverte à tous venants. En entrant dans ce chaufferie, le nouveau venu cherche un coin. Son premier besoin est de s'isoler. Un homme l'aperçoit, se lève, vient à lui. Il lui parle, calme ses frayeurs, l'assure que son délit n'est qu'une bagatelle, il le console, lui donne des conseils. Cet homme est presque toujours un récidiviste qui connaît les habi-

tudes de la maison et qui flaire une recrue. Il se fait raconter les circonstances du délit et, tout en riant des naïvetés de ce novice, il lui explique comment il devra répondre au juge d'instruction. Le germe de la récidivité est dans cette première leçon. D'ailleurs, une fois le novice rendu à la liberté, soit qu'il ait été acquitté, soit qu'il ait accompli sa peine, ses co-détenus sauront bien le retrouver et l'enrôler dans leur bande.

L'insuffisance de la nourriture et de l'hygiène est la seconde cause qui entretient la « pourriture » de la prison. La population des prisons de la Seine est nourrie par des entrepreneurs qui doivent fournir les rations indiquées par l'administration. Ces rations consistent en : 750 grammes de pain par jour ; un demi-litre de bouillon maigre le matin ; un tiers de légumes secs le soir. Deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, un demi-litre de bouillon gras, 125 grammes de viande cuite (graisse et os compris). Le pain est passable ; cependant, la farine dont il est fait n'étant que très imparfaitement blutée, contient du son en assez grande quantité et est, par conséquent, peu nourrissante. Pour les autres aliments, viandes et légumes, l'administration donne aux entrepreneurs 17 centimes par jour et par homme. Avec cette somme, il faut subvenir aux frais d'achat, fournir le combustible, payer les cuisiniers et réaliser un bénéfice. Les aliments sont donc forcément d'une qualité inférieure et insuffisamment nutritifs. En fait, presque toujours les légumes sont des restes avariés de magasin. Le résultat de ce régime, est l'apparition fréquente du scorbut dans les prisons.

Il y a, il est vrai, la cantine, où le prisonnier qui a de l'argent peut se procurer à peu près ce qu'il veut ; mais, dit M. l'abbé Moreau, « la cantine est un des plus monstrueux abus des prisons de la Seine ». D'abord, tout y est fort cher ; le beurre, par exemple, s'y paye de deux francs quatre-vingts centimes à quatre francs la livre ; ensuite, l'argent avec lequel les détenus s'offrent toutes les douceurs de la cantine, provient le plus habituellement du vol ou de la débauche. La cantine est donc une cause de démoralisation, une excitation au vice, et il en résulte ceci : que ceux qui souffrent de l'insuffisance de nourriture dans les prisons, ce ne sont pas les voleurs de profession, ce sont les malheureux égarés qui n'osent pas s'adresser à leur famille et auxquels aucune fille n'apporte le produit de son honteux commerce.

Au défaut de nourriture, se joint l'humidité des prisons ; de telle

sorte qu'au bout de quelques mois de séjour dans une maison de détention, le prisonnier se trouve avoir été à la fois démoralisé, rendu anémique et incapable de travailler de longtemps.

Quant à la troisième cause de dégradation physique et morale des détenus, à savoir la médiocrité des gardiens, voici ce qu'en dit l'abbé Moreau :

« Le personnel est recruté parmi les anciens soldats ou les ouvriers sans travail. Ces gardiens ont les défauts des gens de basse condition entre les mains desquels on met un bâton de commandement. Ils en jouent brutalement, capricieusement; ils sont trop accessibles au pourboire. Ils ne donnent pas aux détenus des exemples d'honnêteté, de sobriété, d'équité, dont ceux-ci ont si grand besoin. Sauf de rares exceptions, ils ne brutalisent pas les détenus, mais ils vivent de leurs mauvais penchants; avec de l'argent, les détenus font de leurs gardiens ce qu'ils veulent. »

A propos de l'argent de poche des détenus, l'abbé Moreau dit :

« Cet argent de poche est presque toujours le fruit du vol ou de la débauche. Les souteneurs ont avec leur « amie » une correspondance régulière, qui passe sous les yeux de l'administration, et dont celle-ci est le vigilant facteur; aussi ils ne manquent de rien, car, si l'« amie » était en retard d'une semaine, un camarade du dehors saurait la faire « passer au tabac » pour la rappeler au devoir. Ces dames obtiennent d'ailleurs de la préfecture de police toutes les permissions de parler qu'elles désirent.

Les directeurs ne sont pas plus ménagés que les gardiens :

« Il s'en faut, dit l'auteur, que les directeurs de prison aient tout ce qu'il faut pour donner l'impulsion. A côté de braves gens sans éducation, sans instruction, on trouve trop d'ivrognes, trop de grossiers personnages, trop de vieux caporaux à trois brisques, qui croient qu'on leur parle volapük quand on les entretient de relever le moral des détenus... »

Les accusations portées par M. l'abbé Moreau contre le personnel des gardiens et le directeur lui-même de la Grande-Roquette (car il n'est pas douteux, bien qu'il ne le nomme point, que l'auteur du *Monde des prisons* vise M. Bauquesne) ont naturellement ému M. le Préfet de police. Ce fonctionnaire a ouvert aussitôt une enquête, et il se déclare décidé à prononcer des peines très rigoureuses si les faits dénoncés par M. l'abbé Moreau sont prouvés; mais il estime *a priori* qu'ils ne sont pas fondés.

Dans un rapport qu'il adresse le 1^{er} février à M. le Préfet de police, M. Beauquesne, directeur de la Grande-Roquette, nie énergiquement s'être jamais livré à des voies de fait sur la personne d'un détenu ; il fait connaître que, contrairement à l'assertion (1) de l'auteur du *Monde des Prisons*, les détenus n'ont point d'argent dans leurs poches ; l'argent dit de poche a été supprimé. Toutes les sommes d'argent dont ils sont porteurs à leur arrivée à la Roquette sont saisies et, conformément aux prescriptions réglementaires, versées au greffe.

Les maîtresses des détenus ne peuvent pas facilement leur faire passer de l'argent (2) ; M. Beauquesne affirme que toutes les lettres sont lues avec soin par le commis-greffier (3), dont c'est l'office ; celles qui ne sont point réglementaires sont toujours remises au directeur, que les déchire en présence des détenus auxquels elles étaient destinées. Il n'est nullement permis aux maîtresses des détenus de leur rendre visite (4). Quelques-unes pourtant ont pu franchir le seuil de la prison en se faisant passer pour la sœur ou la femme de celui qu'elles voulaient voir ; mais, dès que cette supercherie a été découverte, la permission accordée a été retirée. Du reste, ce fait, loin d'être habituel, se serait très rarement produit.

A l'égard de la nourriture, M. le Directeur de la Grande-Roquette répond qu'elle est à la fois suffisante et saine (5), et que les détenus n'ont jamais élevé aucune plainte à cet égard.

Pour le personnel des surveillants, il assure que les reproches qu'on leur adresse ne sont point mérités. Toutes les fois qu'un gardien s'est mis à la disposition des détenus (ces manquements sont rares), il a été révoqué. De plus, M. Beauquesne affirme qu'il veille à ce que les surveillants en contact avec les détenus

(1) Cette assertion pouvait être vraie lorsque l'ancien règlement sur les prisons en commun était encore en vigueur. Depuis le nouveau règlement de 1885 (art. 35), aucunes valeurs ne sont laissées aux détenus.

(2) Tous les objets apportés ou envoyés du dehors doivent être visités. (art. 36).

(3) La correspondance, à l'arrivée et au départ, sera lue et visée par le Directeur ou le gardien-chef. (art. 50).

(4) Les permis de visiter les détenus ne sont délivrés que par l'autorité administrative, sauf, pour les prévenus, le visa du juge d'instruction. (art. 47).

(5) Sa composition est fixée par le cahier des charges (art. 53). Pour la cantine, le prix des vivres est fixé par un tarif arrêté par le Préfet sur la demande de l'entrepreneur et l'avis du Directeur de la circonscription (art. 54).

ne soient jamais isolés; il fait en sorte qu'ils se trouvent sous l'œil du brigadier, et leurs actes sont l'objet de rapports journaliers.

Le directeur de la Grande-Roquette termine ces observations en faisant connaître que les détenus ont la faculté d'aller lui exposer leurs plaintes tous les matins dans son cabinet. Ils ont en outre le droit absolu d'adresser, aussi souvent qu'ils le veulent, par lettre fermée, leurs réclamations à M. le Préfet de police (1).

M. Gragnon désire que M. l'abbé Moreau précise les accusations qu'il a formulées. A cette fin, M. Clément commissaire aux délégations judiciaires, s'est rendu auprès de lui pour connaître le nom des personnes qui ont commis les graves infractions aux règlements que l'ex-aumônier de la Grande-Roquette relève.

C. — *Une nouvelle Revue.*

On annonce la publication d'une *Revue des institutions de prévoyance*, sous la direction de M. Hippolyte Maze, sénateur; cette Revue, éditée par la maison Berger-Levrault, sera mensuelle; la première livraison paraîtra en février.

VI

Informations diverses.

Médaille offerte à M. Ch. Lucas par l'Académie des sciences morales et politiques. — Congrès des sociétés savantes pour 1887. — Prisons de la Savoie et de l'Ariège. — Colonies de jeunes détenues à Auberive et à la Fouilleuse. — Révoltes. — Incendie. — Système Bertillon. — Réformes pratiques. — Revues étrangères.

— Le président de l'Académie des Sciences morales et politiques a remis, à la séance d'hier, en son nom et au nom de ses collègues, une médaille à M. Ch. Lucas, à l'occasion du cinquantième de son élection à l'Institut. M. Lucas, qui est dans sa quatre-vingt-cinquième année, se trouve le doyen de cette Académie. Il s'est rendu célèbre par ses travaux sur le droit criminel et sa théorie sur l'emprisonnement répressif et pénitentiaire. M. Lucas, malgré sa cécité complète, supporte vaillamment le poids de son grand âge.

(1) Art. 50 § 3.

— Par décision de M. le Ministre de l'Instruction publique, le 25^m Congrès des Sociétés savantes se réunira cette année à la Sorbonne, le 31 mai. Dans la section des Sciences économiques et sociales, son programme renferme la question suivante : 10° *Rechercher l'origine et retracer le développement de l'emprisonnement individuel en France. — État actuel de la question* ; qui a été proposée par la Société générale des Prisons et dont le rapport sera présenté par M. Joret-Desclosières.

— La reconstruction de la prison de Chambéry a été mise à l'étude dès 1878 par le Conseil général de la Savoie et, depuis cette époque, il en est chaque année question lors de ses réunions. Malheureusement l'état des finances départementales fait chaque année ajourner toute décision.

— Le Conseil général de l'Ariège a voté une somme de 40,000 francs pour l'appropriation de la maison d'arrêt de Foix. Cette somme, jointe à une subvention d'égale somme qui sera fournie par le Ministère de l'Intérieur, permettra d'achever cette œuvre. L'architecte qui dresse les plans espère pouvoir les soumettre dès le mois d'avril prochain au Conseil général.

— La prison d'Auberive (qui n'est plus une maison centrale) a été convertie en une maison de correction pour les jeunes filles. Une deuxième maison pour les jeunes filles insubordonnées va être créée à la colonie de Fouilleuse (1), qui est supprimée comme colonie de jeunes détenus. Elle sera spécialement affectée aux jeunes filles, détenues par voie de correction paternelle, que la Ville de Paris confiait, depuis 1826, aux Dames de Saint-Michel (Bulletin 1885, p. 999).

— Un télégramme a fait connaître hier qu'une révolte avait éclaté dans la maison centrale d'Albertville. Voici les faits tels qu'ils se sont passés :

Des détenus qui sont employés à l'atelier de cordonnerie ont déclaré qu'ils se refusaient à effectuer leur travail ordinaire en alléguant que leur rémunération était insuffisante. Non contents de cesser tout travail, ils ont essayé d'agiter la population des détenus ; mais leur tentative a échoué.

(1) Voir une notice sur cette colonie dans le Bulletin de 1884, p. 574.

Le sous-préfet s'est rendu à la maison centrale, et, en sa présence, les meneurs de l'affaire ont été mis en cellule. Le préfet de la Savoie a visité également la maison centrale, afin de connaître le caractère des réclamations formulées; il a reconnu qu'elles n'étaient nullement sérieuses. L'ordre est maintenant rétabli.

Pendant que ces faits se produisaient à Albertville, une certaine agitation était signalée dans la maison centrale d'Embrun. Là, en effet, les détenus employés aux ateliers de vannerie élevaient aussi des réclamations; ils prétendaient que l'entrepreneur leur avait promis, en sus du prix ordinaire, une gratification; ils ont refusé de continuer à travailler avant de l'avoir reçue. Le représentant de l'entrepreneur a été aussitôt prévenu; il s'est rendu à la maison centrale, où il a décidé que la question en litige serait tranchée dès l'arrivée de l'entrepreneur. Les détenus ont repris leur travail. M. Herbette, directeur du service pénitentiaire, a immédiatement envoyé sur les lieux M. Merlin, inspecteur général.

— Un incendie a éclaté, le 1^{er} février, à la colonie pénitentiaire de Belle-Isle. Plusieurs jeunes détenus ont tenté de s'évader à la faveur du trouble qui en est résulté; il ont été arrêtés.

Le préfet est parti hier pour Belle-Isle afin de procéder à une enquête sur les lieux.

— Samedi soir un habile pickpocket était arrêté sur la place du Théâtre-Français, pris en flagrant délit de vol à la tire.

Conduit au bureau de M. Allais, commissaire de police, il a déclaré se nommer John Norths et être âgé de quarante ans. Il a protesté avec la plus grande énergie de son innocence, se disant parfait gentleman et affirmant n'avoir jamais été arrêté.

Malgré ses protestations d'honnêteté, le magistrat l'ayant trouvé porteur de plusieurs porte-monnaie plus ou moins bien garnis n'a pas hésité, à l'envoyer au Dépôt. Là, on a essayé vainement de le photographier, il a été impossible de le faire poser, ce qui a fait croire qu'il cachait son identité.

Il a été alors conduit au bureau d'identification (système Bertillon) où, grâce à une fiche qui avait été soigneusement classée et sur laquelle on avait marqué soigneusement ses longueurs osseuses,

il a été reconnu comme un nommé Tom Diggs, un des plus habiles voleurs de Londres, arrêté déjà il y a trois ans à Paris et condamné pour un délit semblable, ce qui a été établi par son dossier qui a été retrouvé immédiatement. Déjà, à cette époque, il avait énergiquement refusé de se laisser photographier.

Par les moyens ordinaires, une pareille reconnaissance aurait demandé plus de six mois et aurait nécessité des frais assez considérables de déplacement, car il n'y a véritablement que les agents de Londres qui connaissent bien les malfaiteurs et les pick-pockets de leur pays.

— Parmi les publications les plus intéressantes de ces derniers temps, il faut signaler le nouveau livre de M. Charles Bertheau, procureur de la République à Romorantin : *Réformes pratiques* (chez Chevalier-Maresq). Les circonstances *très atténuantes*, le casier judiciaire civil, l'éducation correctionnelle des enfants, les simplifications de la procédure, la justice plus rapide et moins coûteuse, l'honorable magistrat étudie avec une rare compétence, en quelques chapitres très clairs, toutes ces questions si intéressantes que les Chambres devraient avoir résolues depuis longtemps, si la politique n'absorbait pas toute la vie parlementaire.

Espérons que le temps des réformes viendra et que nous ne crierons pas toujours dans le désert ! (*Figaro*, 27 février.)

RIVISTA PENALE. — *Numéro du 30 octobre 1886*. Série II, 19^e livraison. — I. L'intervention populaire dans les jugements, à propos des projets de la réforme judiciaire, par M. GUIDO PODRECCA DEL TORRE. — II. Jurisprudence contemporaine, jugements italiens. — III. Les discours d'ouverture pour l'année judiciaire 1886, prononcés par les représentants du ministère public près les cours et tribunaux italiens, *Revue critique et statistique comparée, suite et fin*. — IV. Instructions ministérielles italiennes. — Procédure pénale : Statistique. — Instruction. — Délégations. — Juges d'instruction. — Déclaration de non-lieu. — Emprisonnement préventif. — Durée des procès. — Correctionnalisation. — Témoins et experts. — Cours d'assises. — Président. — V. Variétés : Le ministère public dans la législation pénale du Chili, par M. ROBERTTIANO VEGA. — VI. Chronique : *Les simplificateurs du droit pénal*. — Réparation des erreurs

judiciaires en Suède. — Les droits d'auteur aux États-Unis d'Amérique. — Exécutions capitales. — Chiens et délinquants. — Condamnations pour abus commis dans les prisons en Angleterre. — L'administration de la justice en Chine. — VII. Éphémérides (septembre) : *Littérature. — Gouvernement et Parlement. — Cours et Tribunaux.* — VIII. Recueil de maximes. — IX. Collection législative : législation spéciale étrangère : Allemagne. — *Droit de la presse. Loi sur la presse*, du 7 mai 1874, avec notes de M. R. MANZATO (suite). — X. *Bulletin bibliographique.*

Numéro du 29 décembre 1886. — I. Du séquestre civil en matière pénale, M. P. Nocerro. — II. Du ministère public près les tribunaux militaires, M. O. Pio. — III. Jurisprudence italienne : 1° Jugements italiens ; 2° Jugements étrangers. — IV. Variétés : 1° Friedrich Oscar von Schawarze, M. Ém. BRUSA ; 2° Le blasphème en Angleterre. — V. Chronique. Le projet de code pénal italien. — Les avocats en Serbie. — Statistique criminelle de l'Espagne. — VI. Éphémérides (oct. nov.). — *Littérature. Gouvernement et Parlement. Cours et Tribunaux.* — VII. Recueil de maximes. — VIII. Collection législative. — Législation spéciale italienne. — *Pêche. a.* Règlement approuvé par décret royal du 13 novembre 1882 pour l'exécution de la loi sur la pêche du 4 mars 1877, dans la partie qui regarde la pêche maritime ; *b. Idem* du 15 mai 1884, pour l'exécution de la loi dans la partie qui regarde la pêche des fleuves et des lacs ; *c. Idem* du 15 mai 1884 concernant les attributions des préfets pour l'application des règlements sur la pêche.

RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIA. *Sommaire du n° 8-9, 1886.* — Commission pénitentiaire internationale. — Réunion de Berne du 21 au 29 septembre 1886. — Rapport du délégué officiel de l'Italie, M. le com. Martino BELTRANI SCALIA à S. E. le Président du Conseil, ministre de l'intérieur (8 novembre 1886 avec annexes). — Dr Antonio Hys baron de Glunck, biographie de M. B. SILORATA, avec portrait spécialement gravé par M. Foli. — Les héritiers du délit, de la folie et de l'alcoolisme. — Etude sur les enfants recueillis dans la maison de garde d'Albrogiana, par le Dr ALGÉRIE, médecin. — L'école dans les prisons par G. Barini. — Société

contre les mauvais traitements infligés aux enfants. — *Actes officiels* : Circulaires du Ministre de Grâce et de Justice, sur les procédures pénales, sur les libérés des prisons. — Changements au budget du Ministère de l'Intérieur, Administration des Prisons. — *Bibliographie* : L'instruction et la criminalité en Italie de 1871 à 1884 par M. AMATI. — Manuel de la science pénitentiaire, — programme. — Les caractères des délinquants, par le Dr MARRO; mémoire primé par la *Rivista di Disciplina carceraria*. — Concours. — *Variétés* : La police à Berlin; — La réforme pénitentiaire en Bosnie et en Herzégovine. — *Articles nécrologiques*.

Sommaire du n° 40-41. — Législation pénale étrangère tirée de l'Annuaire de la Société française de législation comparée, Actes parlementaires : Note pour les changements au projet du budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice financier 1886-1887; Rapport du député Prinetti; Changements aux autres chapitres. — Des répressions extraordinaires de la prostitution à Rome au xvi^e siècle, par BERTOLOTTI. — La protection des enfants, par G. BENELLI. — *Bibliographie* : De l'influence du tempérament sur la responsabilité pénale, par M. F. PUGLIA; — Notes statistiques sur l'empoisonnement criminel en France de 1825 à 1880, par M. le Pr LACASSAGNE; — La loi sur les aliénés devant le Sénat français. Analyse et appréciations par BEAUME; — Des attentats à la pudeur sur les petites filles, par BERNARD; — La personne judiciaire dans le jugement en matière pénale, par F. POLETTI; Supplices et prisons, par le Dr BERTOLON. — *Variétés* : Expériences toxicologiques sur des condamnés à mort; — Indemnité pour détention arbitraire, projet de loi de M. Pavesi; — De la peine de mort; — de l'institution du patronage pour les libérés des prisons; — *Articles nécrologiques* : MM. Almquist et de Foresta.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 16 MARS 1887

Présidence de M. BÉRENGER, sénateur, Président.

Sommaire : Membres nouveaux. — Discussion sur la publicité des exécutions et l'abolition de la peine de mort : MM. Vanier, de Gasté, Yvernès, Petit, Clairin, Lacointa et Bérenger.

La séance est ouverte à 4 heures 1/2.

M. CLAIRIN, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal qui a été adopté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Depuis notre dernière réunion, le Conseil de Direction a admis comme MEMBRES TITULAIRES de la Société :

LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE de Grenoble ;
LA BIBLIOTHÈQUE DES FACULTÉS CATHOLIQUES de Lille ;
D^r FRANCISCO CASARES-CASARES, du secrétariat du Sénat (Madrid) ;
M. le vicomte René de SÉMALLÉ, à Versailles.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la publicité des exécutions et l'abolition de la peine de mort.

La parole est à M. Vanier, vice-président au Tribunal de la Seine.

M. VANIER, *vice-président au Tribunal civil de la Seine*. — Messieurs, la question qui nous préoccupe est celle de savoir si l'exécution de la peine de mort sur la place publique, comme le veut la loi, ne présente pas plus d'inconvénients que d'avant-

tages pour la société. La plupart des États européens ont successivement soustrait les exécutions capitales aux regards du public de la rue. La France doit-elle les imiter ?

Cette question de la publicité de l'exécution se rattache, il faut bien le dire, à celle de la légitimité de la peine elle-même. On s'en défend, il est vrai, et je veux bien que les questions soient distinctes, mais il est certain que la raison qui sert de base à la peine doit servir de contrôle aux conditions dans lesquelles la peine s'exécute.

Permettez-moi de vous dire en quelques mots ce que je pense de la peine de mort elle-même.

Je ne me suis pas fait à cet égard une opinion de doctrine résultant de longues recherches dans les livres et d'études spéciales. J'avoue même que j'ai vécu longtemps sans en avoir une, tant le problème me paraissait complexe et délicat. Pourtant, avec les années, par l'assistance aux débats des affaires criminelles, par la connaissance acquise de l'homme délinquant, comme dit la science italienne, je suis arrivé à cette conviction : c'est que la peine de mort est absolument inefficace pour arrêter le bras du criminel ; cette conviction une fois acquise, la peine de mort cesse d'être légitime.

Je ne pense pas, en effet, qu'à notre époque de science et de philosophie humanitaire, il puisse encore être question de la vindicte sociale. La société, nous ne pouvons lui prêter qu'une pensée de tutelle, de protection, de progrès ; il est impossible qu'elle s'inspire légitimement d'une passion mauvaise. La société, pas plus que l'individu, n'a le droit de se venger.

Quant au droit philosophique de punir, si on associe ainsi l'humanité à la justice divine, je crois qu'il faut le subordonner à la nécessité de trouver une peine efficace. Enfin, s'il s'agit, comme on le pense généralement, du droit de défense sociale, il faut que la menace du châtiment soit véritablement une défense sociale. Nous n'admettons pas, je pense, que l'homme dangereux ne soit qu'une bête malfaisante qu'on a le droit d'abattre parce qu'elle est malfaisante. Avant tout, il faut donc que la peine inscrite dans la loi soit de nature à arrêter le bras du criminel.

Eh bien, Messieurs, je ne crois pas que la peine de mort soit une menace efficace, que le bras de l'assassin soit arrêté par la peur de l'échafaud.

On peut distinguer l'assassin, car c'est à l'assassin, n'est-ce

pas, que la loi en général et l'instinct populaire qui s'inspire de ce qu'on appelle la loi du talion, réservent la peine de mort; on peut, dis-je, diviser l'assassin en quatre classes.

Il y a l'assassin d'instinct, le passionné, le criminel d'imagination, enfin celui pour lequel le meurtre n'est qu'un moyen de commettre un autre crime, le vol notamment.

Examinons chacune de ces espèces.

Les meurtriers d'instinct : vous connaissez cette classe trop nombreuse encore dans notre société civilisée, et tous les jours les journaux en relèvent des spécimens singuliers. C'est la brute primitive qui tue pour tuer : chez elle la circonstance la plus légère, le moindre appétit à satisfaire éveille l'instinct sanguinaire. C'est un enfant qui tue son camarade pour lui prendre un joujou, c'est un couple de frères qui brûlent une vieille mère trop lente à mourir. Eh bien ! Messieurs, ces êtres chez lesquels l'instinct du meurtre s'éveille subitement avec une intensité extraordinaire, pensez-vous que la menace du châtiement se présente parfois à leur esprit ? Non, aucune idée de justice ne hante leur cerveau, aucune réflexion ne pèse sur leur volonté. Je ne vais pas jusqu'à l'irresponsabilité pour eux, ainsi que le prétend certaine école, mais je pense, et cela suffit pour ma thèse, que la menace de l'échafaud n'est à leur égard d'aucune efficacité. L'éducation, la sociabilité, le perfectionnement héréditaire, et rien ne me répugne à cet égard dans la doctrine darwinienne, voilà les seules armes de la société contre de pareils criminels. Qu'on les tue si on le croit nécessaire, mais alors ne parlons pas de justice et de science humanitaire.

Nous arrivons à notre deuxième catégorie, aux passionnés.

L'amour, la haine violente, la cupidité allumée par la vue de l'or, voilà la cause déterminante de bien des crimes. Eh bien ! dans tous ces cas, l'entraînement est subit, la séduction brutale, irrésistible : elle exclut la réflexion et par conséquent la crainte d'un châtiement quel qu'il soit ; l'homme qui frappe par jalousie la femme aimée, celui qui tue son ennemi subitement rencontré, celui qui met la main à son couteau en voyant une bourse pleine d'or entre les mains d'un être plus faible que lui, tous ces gens-là ne pensent pas et ne peuvent penser à la peine sanglante qui peut les atteindre. Jamais l'échafaud n'a empêché un de ces crimes. Encore une catégorie pour laquelle la peine de mort est inutile.

Viennent ensuite les meurtriers par entraînement d'imagination. Cette catégorie est nombreuse en France et naît surtout sur le pavé des grandes villes. Ce sont les chefs de bande, les brigands de Schiller ou de Byron. Pour ceux-là l'échafaud n'a pas de terreur; c'est au contraire comme une sorte d'intérêt, naissant du danger, une réclame pour la vanité, et Dieu sait si nous avons des vaniteux parmi ces jeunes assassins parisiens! Presque tous ont entre dix-huit et vingt ans : ils écrivent leurs mémoires, ils font des vers.

Pour cette espèce d'assassins, non seulement la peine de mort n'est pas un empêchement au crime, c'est véritablement, dans mon opinion au moins, un stimulant, presque un entraînement fatal. La vue du sang produit sur ces malheureux une excitation particulière, elle les pousse au meurtre. Tous les assassins parisiens, cela paraît certain, ont assisté à des exécutions capitales dans les deux ou trois années qui précèdent leur crime. Dès lors la peine de mort n'a pour ces malheureux aucun effroi salutaire : elle est peut-être une excitation fatale. — Pourquoi la maintenir au nom du salut public?

Reste la dernière catégorie : l'assassin par calcul.

Celui-là ne tue pas pour tuer, il ne projette jamais directement et principalement l'assassinat. Il vole, il pénètre dans une maison pour voler et, s'il se munit d'une arme meurtrière, c'est pour se défendre s'il est attaqué ou pour se ménager une retraite. Celui-là peut en effet réfléchir d'avance aux conséquences d'un acte prémédité à loisir et dont il peut prévoir les incidents. Eh bien ! je ne pense pas que pour les hommes fortement trempés, il faut le dire, qui méditent de pareilles aventures, la crainte de la mort pèse beaucoup dans leur résolution. Il y a un danger à courir, le criminel en accepte les chances. Il exerce un métier périlleux : voilà tout. La soif du gain illicite qui le passionne et l'entraîne, l'emportera toujours sur la crainte du danger. Un salaire un peu élevé amène toujours des ouvriers dans les ateliers les plus insalubres. Là encore l'échafaud est impuissant comme menace.

Peut-être fera-t-on à ma thèse une objection générale : c'est que si le criminel n'est jamais arrêté par la perspective d'une peine, la prison même deviendrait inutile comme menace.

N'allons pas à l'excès. Je pense que l'assassin agit presque toujours sous l'impulsion de sentiments et d'entraînements tels

que la perspective de l'échafaud ne l'arrête pas; mais je ne dis pas que pour la masse des criminels une peine sérieuse ne puisse pas être intimidante. Et puis, enfin, je suis de ceux qui pensent que la société a le droit de s'associer à l'idée de justice éternelle et de punir. Mais le droit de punir s'arrête à la vie humaine.

Telle est, Messieurs, en quelques mots mon opinion sur la peine de mort; j'ai le regret d'être bien incomplet, mais en présence d'une opinion presque unanime qui demande son maintien, je me suis presque fait un devoir de conscience de dire à cet égard le sentiment d'un vieux magistrat.

Mais si je n'exprime mon opinion sur la peine de mort en elle-même qu'avec inquiétude, si je pense au regard presque attristé que mes vieux amis et les gens graves avec qui je passe ma vie me jettent quand je leur exprime mes doutes, et à la sérieuse parole avec laquelle ils me répondent : « Nous n'oserions jamais faire cela », sur la question d'exécution sur la place publique, je n'ai aucune hésitation. L'exécution ainsi faite est une honte et un extrême danger pour la société : une honte, vous l'avez tous ressentie à la lecture de ces scènes monstrueuses dont les journaux nous entretiennent ; un danger... Je suis absolument convaincu que la vue du sang amène les idées meurtrières ; les observations relevées par les statistiques sont certaines, presque tous les meurtriers ont assisté à des exécutions capitales. Personnellement j'ai vu de très honnêtes gens, spectateurs accidentels de simples disputes où le sang avait coulé, sortir de là aveuglés et, sous le plus léger prétexte, plonger leur couteau dans la poitrine d'un ami. — Affaire jugée au tribunal de Cherbourg en 1860. — Enfin, Messieurs, j'ai vu la guerre, j'ai vu d'honnêtes soldats, user brutalement et sans nécessité de leurs armes, fusiller des ennemis vaincus et impuissants. Je crois à la sauvagerie de l'homme. Quelle qu'ait été sa destinée première, l'humanité a passé par des phases de luttes sanglantes, il ne faut pas réveiller ses instincts pacifiés par la civilisation. Pour moi, je suis persuadé que l'exécution sur la place publique est un grand danger pour la sécurité publique.

M. DE GASTÉ, *ancien député, avocat à la Cour d'appel.* — Je n'ai qu'un mot à dire. Je ne suis pas partisan de l'abolition de la peine

de mort et je résume ma pensée dans le fait suivant. Un Alsacien, recherché pour avoir violé et tué une petite fille, fut pris quelque temps après au moment où il venait de commettre un second crime : il avait tué sa femme. Condamné à mort, puis gracié, il fut envoyé au bagne de Brest où il devint cuisinier de l'hôpital. Peu de mois s'étant écoulés, il y tua la sœur supérieure de la cuisine. Cette fois il fut exécuté. Je demande aux adversaires de la peine de mort combien il aurait fallu laisser cet homme, qui n'avait pas encore vingt-cinq ans, *tuer de femmes*, pour les convaincre que, s'il ne faut pas abuser de la peine de mort, elle est nécessaire à la société pour sa légitime défense dans certains cas.

M. VANIER. — Permettez, il eût suffi d'enfermer sérieusement cet homme pour se garantir de ses mauvais instincts.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici les dispositions votées par le Sénat pour l'abrogation de l'article 26 du Code pénal et la suppression de la publicité des exécutions :

« ARTICLE PREMIER. — L'article 26 du Code pénal est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

» ART. 26. — L'exécution se fera au chef-lieu de la Cour
» d'assises dans l'enceinte de la prison la plus voisine, qui sera
» désignée par la Cour sur un tableau préalablement dressé par
» arrêt du Ministre de l'Intérieur.

» Dans ce cas, le transfert du condamné aura lieu dans les
» vingt-quatre heures qui suivront l'expiration du délai du
» pourvoi en cassation.

» L'exécution devra avoir lieu en présence des personnes ci-
» après désignées :

» 1° L'officier du ministère public désigné par le procureur
» général pour faire procéder à l'exécution ;

» 2° Le greffier qui a siégé à la Cour d'assises, ou, en cas
» d'empêchement, un greffier de la Cour ou du tribunal ;

» 3° Le directeur ou le gardien chef de la prison ;

» 4° Le médecin de la prison ou l'un de ses suppléants ;

» 5° L'officier commandant la gendarmerie ;

» 6° Le commissaire central ou le chef de la police de sûreté
» dans les villes où il en existe ;

» 7° Le commissaire de police de la circonscription.

» Seront admis :

- » 1^o Les ministres des divers cultes ;
 - » 2^o Le défenseur et les membres du Conseil de l'Ordre des avocats ;
 - » 3^o Les maires, adjoints, conseillers municipaux de la commune où le crime a été commis et de celle où l'exécution a lieu ;
 - » 4^o Les témoins qui ont déposé devant la Cour d'assises ;
 - » 5^o Un rédacteur de chacun des journaux du département.
- » Quand le nombre de ces journaux sera supérieur à vingt, le procureur général les désignera sans que le nombre de vingt soit dépassé.
- » Le Ministre de l'Intérieur pourra ordonner que tout ou partie des hommes condamnés et détenus dans la prison où le crime puni de mort aura été commis assisteront à l'exécution.

» ART. 2. — Avis de l'exécution sera donné vingt-quatre heures à l'avance par le ministère public au préfet, au commandant de la force publique et aux personnes dont la présence à l'exécution est nécessaire.

» ART. 3. — L'article 378 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit :

» ART. 378. — Le procès-verbal d'exécution sera dressé sur-le-champ par le greffier, signé par lui et par les personnes dont la présence à l'exécution est nécessaire.

» Immédiatement après l'exécution, le procès-verbal sera imprimé et affiché dans les lieux indiqués par l'article 36 du Code pénal, ainsi que dans les maisons centrales et dans les prisons du ressort de la Cour d'appel.

» Ledit procès-verbal sera, sous peine de 100 francs d'amende, transcrit par le greffier dans les vingt-quatre heures au pied de la minute de l'arrêt. La transcription sera signée par lui ; et il fera mention du tout, sous la même peine, en marge du procès-verbal. Cette mention sera également signée et la transcription fera preuve comme le procès-verbal lui-même. »

» ART. 4. — La présente loi n'est pas applicable à l'Algérie et aux colonies ; si ce n'est à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion. »

Personne ne demandant la parole contre ce projet, j'en conclus qu'il est approuvé par l'assemblée. Mais il reste la question

spéciale de l'abolition de la peine de mort et j'offre la parole aux personnes qui voudraient contredire l'opinion de M. Vanier. La parole est à M. Yvernès.

M. YVERNÈS, *chef de la Statistique au Ministère de la Justice*. — Le nombre des condamnations à mort dépend du jury, de sa composition et des autorités qui président à sa formation. Or, j'ai constaté, par la statistique criminelle, que, si le nombre moyen annuel des accusés jugés contradictoirement pour des crimes capitaux est resté le même depuis cinquante ans (sauf de 1848 à 1852, à cause des crimes politiques), celui des condamnations à mort et des exécutions capitales a toujours été en diminuant; et à ce propos je crois devoir vous faire connaître les chiffres suivants :

	NOMBRES MOYENS ANNUELS		
	DES ACCUSÉS DE CRIMES CAPITAUX	DES CONDAMNA- TIONS A MORT	DES EXÉCU- TIONS CAPITALES
Composition du Jury d'après :			
Le code d'instruction criminelle (1833 à 1847)	641	45	33
Le décret du 7 août 1848 (1848 à 1852) (crimes politiques). . . .	818	46	28
La loi du 4 juin 1853 (1853 à 1872).	652	32	17
La loi du 21 novembre 1872 (1873 à 1885)	644	28	7

En présence de ces constatations, je me demande si la peine de mort ne doit pas rester inscrite dans la loi au moins à l'état comminatoire.

Je vous apporte, Messieurs, un autre tableau. Depuis 1833 jusqu'à 1885, il relève par période quinquennale le nombre des accusations pour crimes capitaux; celui des condamnations à mort prononcées par le jury par rapport au nombre de ces accusations; celui enfin des exécutions capitales qui ont été réellement consommées et leur rapport proportionnel avec le nombre des condamnations. Il en résulte la preuve que depuis l'origine le nombre des crimes capitaux a peu varié; que celui des condamnations à mort s'est maintenu dans une proportion à peu près identique, mais que celui des exécutions capitales s'est successivement abaissé de 74 à 18 0/0. Ce résultat est donc identique à celui que j'avais l'honneur de vous indiquer précédemment.

M. PETIT, conseiller à la Cour de Cassation. — La question de la peine de mort est une question tellement épuisée que je me bornerai à indiquer en quelques mots pourquoi je me sépare des idées exprimées par M. le président Vanier.

Il m'est d'abord impossible d'admettre que la perspective de l'échafaud puisse attirer, ou exciter au crime. Sans doute, cer-

PÉRIODES	NOMBRE DES ACCUSÉS DE CRIMES CAPITALS	CONDAMNATIONS à mort		EXÉCUTIONS capitalles	
		NOMBRES RÉELS	NOMBRES PROPORTIONNELS sur 100 accusés de crimes capitaux.	NOMBRES RÉELS	NOMBRES PROPORTIONNELS sur 100 condamnations à mort.
1833 à 1835.	1,709	129	7 %	88	68 %
1836 à 1840.	3,127	197	6 %	147	74 %
1841 à 1845.	3,319	240	7 %	178	74 %
1846 à 1850.	3,933	245	6 %	160	65 %
1851 à 1855.	3,963	282	7 %	158	56 %
1856 à 1860.	3,627	217	6 %	120	55 %
1861 à 1865.	3,294	108	3 %	63	58 %
1866 à 1870.	3,285	85	2 %	46	54 %
1871 à 1875.	3,260	145	4 %	74	51 %
1876 à 1880.	3,182	127	4 %	33	26 %
1881 à 1885.	3,232	148	4 %	27	18 %
TOTAUX	35,931	1,923*	5 %	1,094	57 %

* Ces 1,923 condamnés à mort avaient été déclarés coupables : 1,291 d'assassinat; 161 de meurtre accompagné d'un autre crime ou d'un délit; 147 de paricide; 108 d'empoisonnement; 103 d'incendie d'édifice habité; 71 d'infanticide; 19 de meurtre d'un fonctionnaire; 10 de séquestration avec tortures corporelles; 9 de crimes politiques (en 1833 et 1834 : 4 d'attentat contre la vie de l'Empereur (en 1855 et en 1858), et 2 de récidive de crime passible des travaux forcés à perpétuité.

tains accusés manifestent, par leur attitude ou par leur langage, une profonde indifférence à l'égard du châtiment suprême, ou cherchent même à faire croire qu'ils y aspirent; mais, si on lisait au fond de leur pensée, on reconnaîtrait que leur sentiment intime est bien différent de celui qu'ils affectent. Tous les magistrats qui ont siégé longtemps aux Cours d'assises ont eu l'occasion de constater que la peine capitale exerce une salutaire terreur sur la presque unanimité des accusés; ceux d'entre

eux qui s'attendaient à en être frappés et qui y ont échappé éprouvent une satisfaction qu'ils ne dissimulent pas.

Nos mœurs ne se sont pas encore adoucies au point de rendre inutile dans l'arsenal de notre législation une arme qui a la puissance d'empêcher bien des crimes. Qu'on ne recoure à cette arme qu'à la dernière extrémité et contre des coupables indignes de toute pitié, soit ! — Mais ne se produit-il pas chaque jour des attentats abominables qui dénotent chez leurs auteurs un degré inouï de perversité et de scélératesse, et quand la loi leur a été appliquée dans toute sa rigueur, l'opinion publique proteste-t-elle ou s'émeut-elle même en leur faveur ?

Le nombre des exécutions est, d'ailleurs, devenu si rare que ce n'est pas du sort mérité par quelques grands criminels qu'il faut se préoccuper : c'est du péril auquel se trouvent exposés ceux qui ont des rapports avec les nombreux condamnés à mort dont la peine a été commuée. M. de Gasté vous citait un fait pour vous montrer les redoutables conséquences qu'une clémence excessive peut entraîner. Si la peine de mort était rayée de nos codes, la vie humaine serait bien plus exposée non seulement à la Nouvelle-Calédonie, mais même en France où les assassins multiplieraient leurs attentats, certains, quel qu'en fût le nombre, de n'encourir que la peine des travaux forcés à perpétuité.

M. CLAIRIN, *avocat à la Cour de Paris*. — Je ne suis pas partisan de la peine de mort et j'en souhaite l'abolition ; mais je crois que le problème est mal posé lorsque l'on discute simplement le point de savoir s'il faut ou non maintenir ce terrible châtiment, et à mon sens la vérité exacte se trouve dans l'idée émise par M. le président Vanier, répondant à M. de Gasté.

La question est complexe quand il s'agit d'une des peines inscrites dans nos lois : si l'on touche à l'une, il faut les réformer toutes, et il ne peut entrer dans l'idée de personne de supprimer les exécutions capitales sans rendre aux travaux forcés le véritable caractère qu'ils doivent avoir, et sans adopter le régime cellulaire d'une façon définitive et rigoureuse dans toutes nos prisons. C'est ce que l'on a fait d'ailleurs dans les pays où la peine de mort est abolie, et dans ceux où l'on ne l'exécute plus. En Belgique, par exemple, c'est à partir du moment où la prison de Louvain a été fondée, que la peine de mort n'a plus été appli-

quée. Il faudra chez nous que l'on commence par cette réforme pour arriver à la suppression de cet horrible châtement qui révolte, par son sanglant appareil aussi bien que par son inefficacité, les sentiments philosophiques de la société moderne.

M. VANIER. — C'est bien là évidemment ma pensée, et, si je suis partisan de l'abolition de la peine de mort, c'est à la condition de la voir remplacée dans notre code par un châtement rigoureux qui d'ailleurs aurait bien plus d'efficacité et ferait bien plus d'impression sur la population criminelle que la peine de mort elle-même.

M. LACOINTA, ancien directeur des *Affaires criminelles et des Grâces*. — Je n'ai pas, Messieurs, le dessein d'aborder, en ce moment, l'examen de la question de la peine de mort, considérée à tous les points de vue que comporte cette étude. J'adhère entièrement aux appréciations que vient d'exprimer M. le conseiller Petit; la pratique de la justice criminelle m'a laissé la même impression; aucune peine ne sera jamais, — quoi qu'on puisse penser de quelques cas exceptionnels, — aussi exemplaire que la peine capitale; aucune n'inspirera aux coupables un égal effroi. — Les condamnés à mort, en faveur desquels interviennent des commutations, peuvent, s'ils sont jeunes (le plus grand nombre appartiennent à cette catégorie), parvenir même à la libération; une telle possibilité donne à la mansuétude une extension que beaucoup considèrent comme excessive et qui ne peut être dépassée. — D'un autre côté, la difficulté extrême, au milieu surtout des incessantes variations de l'œuvre législative, de substituer à la peine de mort un châtement vraiment efficace, fait prévoir que cette peine ne pourra être supprimée dans les grands États. — Quant au souhait que la nécessité de son application devienne de plus en plus rare, notre suffrage, Messieurs, n'est-il pas unanime?

Jusqu'à ce jour, des États d'importance secondaire ont pu seuls abolir la peine de mort. — Pierre-Léopold la supprima, en énonçant notamment dans l'édit célèbre de 1786, « que des peines différentes pouvaient mieux convenir à la douceur et à la docilité des mœurs de son époque, principalement de la population Toscane ». Ce prince généreux, qui avait déclaré abolir *pour toujours* la peine de mort, dut la rétablir, quatre ans après, par l'édit du 30 juin 1790; la législation de Florence ne la supprima,

de nouveau, qu'en octobre 1847 ; puis, le 18 novembre 1852, le châtimement suprême fut réinscrit au sommet de la hiérarchie des peines ; on l'a effacé du Code pénal en 1859. — Si l'Italie qui a pu se donner un code civil, un code de procédure civile, un code de commerce, une loi d'instruction criminelle, n'est point encore parvenue, après vingt années d'efforts, à terminer l'élaboration d'un code pénal unique, c'est à cause des dissidences relatives à la peine de mort, devenue inutile au milieu des populations paisibles de la Toscane et que l'on ne peut se décider à déclarer inefficace, par exemple, en Sicile, dans la Romagne, dans les Calabres. La Cour de cassation de Florence exceptée, les quatre autres Cours suprêmes du royaume se sont prononcées contre l'abolition de la peine capitale.

Par l'article 65 de la Constitution fédérale de 1874, la peine de mort avait été supprimée pour la Suisse entière. Il a fallu rétracter cette disposition absolue. L'article 65 a été abrogé ; la peine de mort est demeurée abolie quant aux méfaits politiques ; mais chacun des cantons a recouvré le droit de la maintenir ou de la supprimer relativement aux crimes de droit commun. A la suite de cette modification, la peine capitale a été rétablie à Uri, à Appenzell (Rhodes intérieures), à Zug, à Lucerne.

En France, le chef d'État, placé depuis huit ans à la tête du Gouvernement, use envers les condamnés à mort, du droit de grâce beaucoup plus souvent qu'on ne l'avait fait antérieurement. A nos yeux, la mission du pouvoir gracieux se borne à examiner, dans chaque affaire, sans idée préconçue sur la question de principe, si d'après l'ensemble des faits de la cause, la clémence doit l'emporter sur la justice ; mais, si hostile que soit l'organe de ce pouvoir à l'application de la peine de mort, lui appartient-il de faire prédominer, d'une manière générale, ce sentiment sur l'injonction des lois ? La grâce doit toujours présenter un caractère exceptionnel ; sinon, telle mesure gracieuse envers de grands coupables équivaut, en quelque sorte, à la suppression de la peine, ou en rend l'exécution presque inadmissible dans d'autres cas, pour ceux-là même qui sont opposés à son abolition. Lorsque la commutation devient la règle et le cours laissé à la justice, l'exception, il arrive, par un étrange retour des choses, que la responsabilité de l'exécution paraît (ce qui est absolument anormal) incomber au chef de l'État, bien plus qu'aux cours d'assises qui ont prononcé la peine.

Mais il ne faut point que le publiciste le plus estimable, le plus ferme, se croit autorisé à insister pour qu'un condamné, si indigne qu'il semble de pitié, subisse le châtement suprême. Serait-on très enclin à la sévérité, on s'abstiendrait de cette insistance, si l'on se rendait compte du caractère toujours complexe de la tâche imposée au pouvoir, de l'impossibilité d'apprécier l'affaire, d'une manière sûre, sans l'étude approfondie du dossier, qui, d'ordinaire, renferme seul les informations complètement exactes. Le rôle de la presse est de formuler les observations générales, de discuter les questions de principe, sans agir jamais en vue d'une exécution déterminée.

La presse est particulièrement autorisée à faire remarquer qu'un trop long intervalle entre l'arrêt et l'exécution constitue une cruelle aggravation. On s'indignait, au siècle dernier, de ce que la coïncidence des fêtes religieuses, prolongeant quelquefois pendant trois semaines les angoisses de la mort, rendait plus terrible la peine encourue par le coupable. De nos jours, le délai est plus long, et en dépit de la mansuétude qui a pénétré profondément la législation, il est arrivé que des condamnés sont restés deux, trois mois, dans les tourments de l'incertitude et de la terreur. L'expérience a démontré qu'un intervalle de quarante jours suffit à la Cour de cassation pour statuer sur le pourvoi, à la Chancellerie pour préparer son avis, au chef de l'État pour se prononcer en pleine connaissance de cause. Puisse ce délai, s'il ne peut être abrégé, n'être jamais dépassé !

M. Béranger, désirant entrer dans la discussion, prie M. le sénateur Théophile Roussel de vouloir bien prendre la présidence.

M. Th. ROUSSEL lui succède au fauteuil et lui donne la parole.

M. BÉRANGER. — Je regrette que ceux de nos honorables collègues qui se sont prononcés pour le maintien de la peine de mort l'aient fait d'une manière aussi brève. Ils ont semblé considérer que la question avait perdu de son importance, que l'expérience en avait fait justice, et que leur conclusion n'avait plus guère besoin à l'heure actuelle d'être défendue. — S'ils ont voulu par là faire allusion au silence qui s'est fait chez nous depuis un certain nombre d'années sur la question, je n'ai pas à y contredire. Il est certain que, si grave qu'elle soit, des

objets d'un intérêt plus pressant ont absorbé les préoccupations publiques, et que la proposition récemment déposée à la Chambre des députés aussi bien que les publications auxquelles elle a donné lieu n'ont point frappé l'attention aussi vivement qu'à d'autres époques.

Mais pour se rendre compte de l'état exact des choses, il ne suffit pas de constater ce qui se passe chez nous. La question n'est point en effet spéciale à notre pays. Elle a été soulevée et elle existe dans tous les pays d'Europe. Or, si on jette les yeux sur les faits qui depuis quinze ans ont caractérisé à l'étranger le mouvement de l'opinion à cet égard, on ne peut contester qu'elle soit fort loin d'être éteinte. Il faut même reconnaître qu'elle se présente dans des conditions bien moins défavorables que précédemment.

Lorsque sous la Restauration notre respecté doyen, M. Charles Lucas, publiait l'éloquent mémoire contre la peine de mort qui lui a valu sa première notoriété, l'échafaud existait partout. Il était considéré comme l'indispensable clef de voûte de tout régime pénal, comme l'instrument de préservation sociale le plus légitime et le plus indiscutable. Parler de sa suppression était plus qu'une audace. C'était presque un attentat contre les fondements reconnus de l'ordre et de la société.

La situation était déjà modifiée en 1869 lorsque notre illustre collègue, M. Jules Simon, faisait entendre au Corps législatif l'admirable discours qui est dans les souvenirs de tout le monde. Déjà plusieurs petits États, suivant la voie ouverte par la Toscane, avaient supprimé la peine suprême et divers Parlements étaient saisis de la question. Cependant la résistance était très énergique encore et dans les grands États d'Europe il n'était pas de gouvernement qui ne luttât contre la tendance abolitionniste.

Les choses sont aujourd'hui bien changées, et c'est principalement pour faire connaître les documents très précieux que l'enquête de notre Société, l'exposé des motifs du projet soumis à la Chambre des députés, et la très intéressante étude récemment publiée par M. Bujon, un des disciples les plus résolus de M. Charles Lucas, constatent à cet égard, que je prends la parole.

Le nombre des États qui, à l'heure actuelle, ont aboli la peine de mort est de quatre. C'est d'abord la Toscane qui, après des vicissitudes diverses, a définitivement proscrit depuis 1859 le

châtiment capital. On a dit tout à l'heure que sa suppression avait été un effet de l'adoucissement des mœurs. C'est, je crois, le contraire qu'il conviendrait de dire. Car lorsqu'à la fin du siècle dernier le grand-duc abolit par un acte de sa volonté souveraine une peine qu'il avait personnellement en horreur, cette mesure ne correspondait à aucun mouvement d'opinion et ce n'est que depuis que les publicistes ont constaté l'adoucissement des mœurs dont on parle.

Ce sont ensuite la Roumanie en 1864, le Portugal en 1867 et la Hollande en 1870, la Hollande où depuis dix ans aucune condamnation capitale n'avait été mise à exécution. Je n'ai point compté la Suisse. On sait que chaque canton y a sa législation spéciale. Quinze cantons sur vingt-deux y ont réalisé l'abolition de 1851 à 1874. On dit, il est vrai, et on puise dans cet exemple un argument considérable, que le suffrage populaire a récemment rétabli la peine de mort. C'est une erreur. Ce qui s'est passé, le voici :

On a voulu en 1874 uniformiser la législation pénale en Suisse. La Constitution préparée à cet effet supprimait la peine de mort. Les cantons qui ne l'avaient pas encore abolie ont protesté et le vote populaire a ratifié leur réclamation. Les choses sont donc restées au même état qu'avant la tentative d'unification. Mais ce qu'il importe de constater, c'est que les cantons non abolitionnistes ont en fait supprimé le châtiment suprême. Rarement prononcé, il paraît n'avoir pas été exécuté depuis de longues années.

A côté des pays qui ont aboli, il convient de placer ceux dans lesquels un mouvement si prononcé s'est établi contre la peine capitale qu'on peut prédire, à peu près à coup sûr, que l'époque n'est pas éloignée où la réforme aboutira.

C'est d'abord l'Italie. On sait qu'un projet de réforme du Code pénal y est poursuivi depuis longtemps devant le Parlement. Déjà deux fois la Chambre des députés s'y est prononcée en faveur de l'abolition, et la seconde fois avec la participation du garde des sceaux, l'éminent Mancini. On oppose à la vérité que les diverses Cours de cassation du royaume, consultées, se sont unanimement prononcées, sauf celle de Florence, contre la réforme. J'ignorais ce détail. Mais je n'y attache pas la même importance que l'honorable M. Lacointa. Le magistrat, habitué à défendre contre les attaques dont elle peut être l'objet, la loi

qu'il applique, est naturellement porté à se convaincre de sa perfection, comme de sa nécessité. Pourrait-il d'ailleurs avec convenance condamner une peine qu'il est de son devoir de continuer à prononcer? Les libres manifestations de l'opinion confirmées par le suffrage d'un corps élu me paraissent avoir plus de poids.

En Allemagne, le Code pénal destiné au nouvel empire a dû subir trois délibérations dans le Reichstag. Deux fois, qui eût pu le croire? la mort a été supprimée à d'importantes majorités (118 contre 81), et si en troisième délibération l'influence personnelle du grand chancelier a fait revenir l'Assemblée sur son premier vote, ce n'est que par une majorité de huit voix qu'il y est parvenu.

En Russie, la commission chargée d'étudier les réformes à apporter au système pénal s'est prononcée contre la peine de mort.

Il est difficile de ne pas attribuer à un mouvement de même nature la tendance qui se manifeste partout, de la part des gouvernements, à diminuer le nombre des crimes frappés de la peine capitale.

La Russie n'a plus que quatre cas dont deux sont plutôt de nature politique.

L'Allemagne n'a maintenant dans son nouveau code que l'attentat contre la personne de l'Empereur et l'homicide prémédité.

L'Angleterre, par le bill de 1866, a réduit de 161 cas à un seul les crimes qui exposent au dernier châtiment.

Mais plus significatif me semble encore le fait suivant.

Dans la plupart des pays où subsiste la peine de mort, elle n'est à peu près plus exécutée.

La presse se plaint souvent de la fréquence des commutations en France, et notre collègue M. Querenet s'est fait l'écho de ses plaintes dans son rapport. Le reproche est peu fondé. Les documents recueillis par M. Ch. Lucas dans son bel ouvrage *sur l'état anormal de la répression en matière de crimes capitaux*, confirmés par l'enquête de notre Société et complétés par la direction de la statistique au ministère de la justice, démontrent que la France est, à part l'Angleterre et la Russie, celui des grands États d'Europe où la peine de mort est le plus fréquemment exécutée.

Nous y relevons en effet les chiffres suivants :

ANNÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS À MORT	NOMBRE DES EXÉCUTIONS	PROPORTION
1882	35	4	11 0/0
1883	25	3	12
1884	30	7	23
1885	39	12	30
1886	32	10	33

Or si l'empereur d'Allemagne qui de 1871 à 1878 s'était refusé à faire exécuter aucune des 340 condamnations capitales prononcées pendant cette période, s'est déterminé à la suite des horribles attentats tentés contre sa personne à relever l'échafaud aboli en fait depuis huit années, il n'a consenti de 1879 à 1884 qu'à 17 exécutions sur 349 condamnations, ce qui donne une proportion inférieure à cinq pour cent.

En Autriche, la moyenne qui était de 31 0/0 avant 1852 est descendue à 8 0/0 de 1853 à 1876. De cette dernière date à 1881 elle a été de un pour cent. Nous n'avons pas de renseignements sur les dernières années.

Aucune exécution en Italie depuis 1875. Presque aucune en Suède depuis 1864, aucune en Belgique depuis 1863, aucune encore en Suisse.

Il y a donc depuis quelques années comme un accord tacite entre les souverains ou chefs d'État de supprimer ou de tendre à supprimer en fait le châtimement suprême. C'est là un caractère nouveau et vraiment saisissant de la question.

Je puis ajouter que partout où le jury prononce sur les accusations capitales, on le voit s'associer de plus en plus, par un exercice plus fréquent du droit d'atténuation que lui donnent les lois, à ce courant à peu près unanime d'humanité.

Que conclure de l'ensemble de ces faits, si non que la question a véritablement changé de caractère et qu'il s'agit aujourd'hui bien moins de rechercher si l'abolition doit être prononcée, que de savoir quand et par quels moyens on achèvera de supprimer le peu qui reste de la peine de mort.

Aussi considérerais-je comme presque oiseux de reprendre les discussions anciennes si je n'y trouvais l'explication et à mon sens la justification du courant si remarquable que je viens de constater.

De grands doutes se sont élevés sur la légitimité de la peine de mort. Le droit de punir peut-il aller jusqu'à attenter à l'inviolabilité de la vie humaine dont la protection est la base principale du devoir social? quelle contradiction! La société s'attribuant le droit de tuer pour prévenir le meurtre, et commettant elle-même un acte semblable à celui qu'elle entend punir. Comment voir là autre chose qu'un reste de ce droit barbare du talion, œil pour œil, dent pour dent, condamné aujourd'hui par toutes les législations. On n'alléguera plus sans doute à l'heure actuelle la prétendue délégation divine invoquée par J. de Maistre.

La légitime défense offre-t-elle un fondement du droit plus sérieux?

Il faudrait pour l'admettre consentir à donner au principe tutélaire de la légitime défense une acception bien détournée. Il ne s'agit point en effet de chercher dans la peine de mort un moyen de défense contre l'auteur même du crime à réprimer; pour ce qui le concerne la société n'est plus dans le cas de l'attaque soudaine et actuelle qui seule peut justifier la légitime défense. Elle a d'autres moyens de le rendre impuissant. Il s'agit de faire de son châtement un acte de défense contre ses imitateurs possibles.

De là naîtrait aussitôt la question de savoir si pour se protéger contre autrui, on peut avoir le droit d'infliger à un individu un supplice inutile en ce qui le concerne. Au moins faudrait-il, pour pouvoir accepter une thèse aussi extrême, être assuré que le but sera atteint. Ceci m'amène à me demander si la peine de mort a le caractère d'intimidation que ses partisans invoquent avec tant d'énergie. Plusieurs de nos honorables collègues viennent de l'affirmer. Qu'ils me permettent de dire qu'ils ne l'ont pas démontré et que personne ne pourra jamais en donner une preuve certaine, car l'argument étant purement conjectural n'est pas susceptible d'être démontré. Il repose en effet uniquement sur cette hypothèse que la perspective de la peine de mort retient l'assassin. Or il faudrait pouvoir descendre dans l'âme des criminels pour en avoir la certitude. En vain peut-on dire comme on l'a fait tout à l'heure que la peur de la mort se trahit sans cesse devant le juge et qu'on voit les malfaiteurs les plus énergiques anéantis et tremblant à l'heure de marcher au supplice. Ce n'est point au moment où le criminel arrêté et con-

vaincu malgré ses ruses va entendre sa sentence ou subir sa peine qu'il faut se placer pour savoir ce qui se passait en lui au moment du crime, c'est à celui où, dominé et le plus souvent aveuglé par la passion qui l'entraîne, il en prépare les moyens.

Or, où est le criminel qui ait jamais dit que sans la menace de la mort il eût poussé plus loin ses forfaits ? Notre honorable collègue M. Vanier l'a très bien dit dans sa très sagace et très ferme allocution, ce n'est pas l'homme mû par la vengeance, ni celui qui a à se débarrasser d'un témoin dangereux, ni encore celui qui rêve une fortune au moyen de son crime que la peur arrête. Ce n'est pas non plus, dirai-je, le malfaiteur d'habitude qui compte sur son habileté d'abord, puis, que sait-on, sur la faiblesse du jury, sur les chances de la grâce. Qui donc alors ? Non, on ne le voit que trop, et ceci permet de répondre à une pure conjecture par la plus douloureuse des réalités, ni l'existence, ni l'exécution fréquente de la peine de mort ne diminuent le nombre des grands crimes. Qu'on compare l'époque où le jury faisait moins d'abus des circonstances atténuantes et où en même temps on exécutait 74 0/0 des condamnés à mort, à l'époque même où les cours d'assises en sont arrivées à ne plus condamner à la peine suprême que quatre pour cent des accusés poursuivis pour crimes capitaux, et où on n'exécute plus que vingt condamnés sur cent.

De 1836 à 1840, 3,127 accusés.

De 1881 à 1885, 3,232 accusés.

Les chiffres sont à peu près les mêmes. Cinquante ans d'application de la peine de mort n'ont rien changé à la criminalité chez nous. Par contre, a-t-on vu croître les crimes dans les États qui l'ont abolie. Pas davantage. Notre enquête constate même qu'en Hollande, en Belgique, en Suède, en Suisse, et j'ajouterai en Toscane, on ne constate pas que le nouvel état de chose ait eu une influence sur la criminalité.

Est-on certain, d'un autre côté, s'il faut arriver à scruter l'âme des criminels, que la vue des exécutions n'excite pas les mauvais instincts. Que les malfaiteurs y courent, ce n'est un mystère pour personne. Croit-on que l'attitude parfois ferme et hardie du supplicié ne mêle pas pour eux au côté déjà si dramatique du spectacle, des souvenirs quasi héroïques qui achèveront de pervertir leur imagination.

L'abbé Moreau ne nous montre-t-il pas dans ce livre à la fois

trop critiqué et trop loué, qui nous donne tant de documents précieux sur l'état moral des condamnés, l'ascendant exercé sur le monde des prisons par le grand criminel, l'empressement à le rechercher, à recueillir ses moindres paroles, à exalter ses actes, à le prendre pour héros.

Jugez d'ailleurs des sentiments que les malfaiteurs portent à ces exécutions et des émotions qu'ils y trouvent par ceux de la foule.

Ils sont tels qu'on y a vu depuis longtemps un danger public et que cette peine dont on recherche surtout l'exemple, on ne croit jamais prendre assez de précautions pour éloigner le public de son exécution, ou lui en cacher les détails.

Je comprenais le supplice au grand jour, en place de Grève, sur un échafaud ostensiblement exposé aux regards, tel qu'il se pratiquait autrefois. On le jugeait exemplaire. Il était logique d'y convoquer la foule. Mais il y a longtemps et avec raison qu'on ne veut plus de tout cela. Aujourd'hui on ne fait point connaître le jour de l'exécution. C'est pendant la nuit qu'on transporte l'instrument du supplice et qu'on le dresse. On choisit l'heure la plus matinale pour déjouer le plus possible la curiosité. Plus d'échafaud élevé au milieu de la place publique. La machine est à fleur de terre, tout contre la porte de la prison; du moins en est-il ainsi à Paris. La porte s'entr'ouvre. Sitôt que le condamné ahuri par le spectacle de la foule l'a dépassée il est poussé à peu près inconsciemment sous le couteau. A peine a-t-on pu l'entrevoir que sa tête est tombée. Ce n'est plus une exécution, a dit un témoin oculaire, c'est comme un égorgement clandestin.

Et voilà que tout cela ne semble plus suffisant et que le projet déjà voté par le Sénat veut cacher ce qui reste de l'ancien appareil, derrière le mur de la prison.

Tout cela est légitime et je l'approuve fort. Mais il est impossible de n'y pas voir un aveu que la publicité du supplice est aujourd'hui plus dangereuse qu'exemplaire.

Comment échapper alors à ce dilemme. Si la peine est exemplaire, pourquoi la cacher ? Si elle a cessé de l'être, pourquoi la maintenir ?

Que n'aurais-je point à ajouter si les limites de cette séance ne me forçaient pas à m'arrêter.

L'irréparabilité; sans doute nos moyens actuels d'instruc-

tion, l'institution du jury, la fréquence des grâces rendent les erreurs judiciaires bien rares, presque invraisemblables. Qui oserait affirmer cependant qu'il ne s'en produira plus?

L'inégalité résultant de l'énorme et anormal écart qui existe dans notre législation entre la mort exécutée et la transportation même perpétuelle qui devient, en cas de circonstances atténuantes ou de commutation, la peine qui la remplace. De telle sorte que, suivant les hasards du verdict ou de la grâce les condamnés pour des crimes équivalents peuvent, l'un se voir ôter la vie, l'autre subir simplement le régime peu redouté de la Nouvelle-Calédonie.

Et encore cette étrange pratique rendue inévitable, je le reconnais, par l'horreur du châtement et qui subordonne l'exécution de la peine légalement prononcée par la justice au bon vouloir du pouvoir exécutif, si bien qu'en réalité c'est aujourd'hui le chef de l'État qui partout prononce la peine de mort.

Et cependant malgré ces raisons et bien d'autres je n'oserais pas approuver l'abolition, s'il était démontré qu'il est impossible de trouver une peine joignant au même caractère d'énergique répression, des conditions de légitimité et d'efficacité supérieures. Et je suis en cela fidèle aux principes de l'école pénitentiaire. Car il est bon de rappeler que jamais elle n'a demandé l'abolition que sous la condition préalable de la création d'une nouvelle peine d'une efficacité équivalente.

Or il faut le reconnaître, et c'est là sans doute la principale cause des alarmes que causent certains verdicts ou certaines commutations, nous n'avons pas actuellement dans l'échelle de nos lois pénales ce que j'appellerai une peine suffisante de remplacement. Le second degré de nos peines criminelles, la transportation perpétuelle avec ses perspectives de grand air dans un climat sans hiver, de demi-liberté, de libération possible, même de concession de terre dont le caractère répressif peut déjà paraître fort disproportionné pour correspondre à la simple peine des travaux forcés serait absolument dérisoire, comme équivalent du châtement capital.

Mais de ce que nos codes ne peuvent fournir cette peine, ce n'est point une raison pour la déclarer introuvable,

La loi du 5 juin 1875 en créant la cellule nous a donné, à mon sens, un moyen excellent de graduer la répression et de la pousser jusqu'aux dernières limites de la sévérité.

M. Charles Lucas a proposé le confinement solitaire perpétuel, assurément subordonné aux exigences rigoureusement constatées de la santé et de la raison. La seule objection qui pourrait y être faite serait peut-être celle de son extrême rigueur. Elle ne m'arrêterait pas s'agissant des derniers des criminels, et alors qu'on leur fait grâce de la vie. Et je me demande si aux avantages d'avoir une peine réparable pour tous, inflictive jusqu'à l'horreur, que la grâce ne pourrait modifier qu'après l'expiation en partie subie, ne se joindrait pas celui qui doit être recherché avec autant de soin, d'être éminemment exemplaire et instructive. Ne pensez-vous pas en effet qu'il y aurait une impression plus profonde, une exemplarité plus durable à substituer à cet échafaud dressé pour quelques instants de loin en loin, systématiquement dérobé aux regards, dont la vue ne frappe que ceux qui vont le chercher et n'excite que des manifestations indignes ou funestes, le spectacle permanent et terrible d'un monument spécial d'aspect sinistre, sans ouverture sur l'extérieur, sans communication possible avec le monde, véritable tombeau vivant de ceux qui auraient attenté à la vie humaine.

Telles sont, fort incomplètement, les raisons qui me portent à penser qu'on pourrait aujourd'hui sans affaiblir la garantie sociale, en la fortifiant au contraire, donner satisfaction à l'humanité et à la science. (*Applaudissements répétés.*)

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine réunion.

La séance est levée à 6 heures 1/2.

Le Secrétaire,
CLAIRIN.

L'ÉCHANGE RÉGULIER DES CASIERS JUDICIAIRES

ENTRE LES DIFFÉRENTS ÉTATS

*(Rapport présenté par M. Émile Yvernès, chef de division au
Ministère de la Justice (France)).*

En soumettant cette question aux délibérations du Congrès, la Commission a été inspirée, sans nul doute, par cette pensée qu'il serait utile, dans l'intérêt de la Société, que le juge fût toujours et partout, édifié d'une manière absolument exacte sur les antécédents judiciaires de l'inculpé qui comparait devant lui, que cet inculpé soit un regnicole ou un étranger. Sur ce point, tout le monde doit être d'accord avec la Commission, car c'est un principe que la peine soit proportionnée non pas uniquement à la matérialité du fait incriminé, mais encore au degré de perversité de l'agent. Il n'est donc pas nécessaire d'entrer dans de longs développements, pour justifier l'importance du sujet que nous avons à traiter.

Mais le résultat peut-il être obtenu et, dans ce cas à l'aide de quels procédés? Tel est le problème dont il nous faut chercher la solution pour accomplir la tâche qui nous a été confiée, tâche qui n'est pas sans difficultés, car, n'ayant sous nos yeux que fort peu de documents de nature à nous initier à la pratique des autres pays, nous nous trouvons réduits à nos seules ressources. La France possède, il est vrai, pour la constatation des récidives, les casiers judiciaires, qui défont toute critique et dont trente-trois années d'expérience ont démontré les bienfaits. Aussi commencerons-nous par en exposer brièvement le mécanisme afin de faire ressortir la simplicité des rouages et la sûreté des

résultats. Il est possible, en effet, que les explications que nous allons donner soient nouvelles pour quelques-uns de nos collègues, car l'institution française n'a encore été adoptée qu'en Italie, en Portugal et dans quelques cantons suisses.

Les casiers judiciaires ont été créés, en France, par une circulaire du 6 novembre 1850, sur la proposition de l'éminent criminaliste, M. Bonneville de Marsangy, aujourd'hui conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris. Ils ont pour but : 1° de constater facilement et sûrement la situation morale et judiciaire de chaque individu, c'est-à-dire de permettre au juge d'être indulgent pour une première faute ou sévère pour des rechutes successives; 2° de fournir les indications nécessaires pour faire rayer des listes électorales et du jury ou exclure des rangs de l'armée ceux que les lois spéciales des 2 février 1852, 21 novembre 1872 et 27 juillet 1872 déclarent indignes; 3° de donner les moyens aux administrations publiques de vérifier la moralité de leurs agents et aux particuliers de prouver qu'ils n'ont jamais failli. Le premier point seul doit nous occuper.

Un casier judiciaire est établi : a) dans chaque arrondissement de France, de Corse et d'Algérie, pour tous les individus qui en sont originaires; b) au Ministère de la Justice (Bureau de la Statistique) pour tous les autres, c'est-à-dire pour les individus qui sont nés à l'étranger ou dans les colonies françaises transatlantiques et pour ceux dont la naissance n'a pas été légalement constatée sur les registres de l'état civil.

Lorsqu'un accusé ou prévenu a été condamné par une cour d'assises ou un tribunal correctionnel, il est immédiatement rédigé un bulletin constatant la condamnation, qui est transmis soit au procureur de la République de l'arrondissement d'origine du condamné, si celui-ci est né dans une commune de France, de Corse ou d'Algérie, soit au Ministère de la Justice, si le condamné est d'origine étrangère, coloniale ou inconnue : *C'est le bulletin n° 1.*

Au début de toute poursuite criminelle ou correctionnelle, l'un des premiers devoirs du Ministère public est de demander, soit au procureur de la République de l'arrondissement d'origine de l'inculpé, soit au Garde des Sceaux, un extrait du casier judiciaire, qui présente un relevé des bulletins n° 1 existant dans le casier au nom de l'individu poursuivi ou qui porte le mot néant, si le casier ne contient aucun bulletin qui soit

applicable à ce dernier; *c'est le bulletin n° 2*. Un extrait est joint à chaque dossier, de sorte que la cour ou le tribunal peut voir immédiatement si l'accusé ou le prévenu est un malfaiteur d'accident ou un malfaiteur d'habitude.

Si les casiers judiciaires existaient partout, il serait peut-être facile d'arriver à une entente, parce qu'on ne se heurterait pas aux obstacles résultant de la diversité des institutions judiciaires et administratives; mais, comme nous l'avons dit, deux pays seulement en jouissent sur toute l'étendue de leur territoire (la France et l'Italie). Or, comment espérer obtenir un échange régulier de bulletins n° 2 (ou extraits), quand les condamnations ne sont pas centralisées dans un endroit fixe et immuable? Ainsi, en Angleterre, le seul moyen de constater les antécédents judiciaires d'un inculpé consiste dans la reconnaissance des détenus par les officiers des prisons; à Londres, toutefois, il existe un bureau où sont enregistrées les condamnations prononcées. En Danemark, il faut consulter le bulletin de la police, feuille confidentielle destinée à tous les tribunaux. En Norvège, on a recours à des enquêtes faites en secret par la police. En Suède, le clergé de la paroisse d'origine ou du domicile d'un accusé est informé de toute condamnation encourue par celui-ci; en outre, il est tenu dans tous les tribunaux des registres qui peuvent être utilement consultés. En Russie, les renseignements sont recueillis au Ministère de la Justice et consignés sur des registres alphabétiques transmis mensuellement à tous les tribunaux répressifs. En Autriche, les condamnations sont relevées dans des tableaux qui sont communiqués aux autorités judiciaires du lieu de naissance du condamné. En Hongrie, la déclaration de l'inculpé constitue l'unique moyen de connaître ses antécédents. En Suisse, les procédés varient suivant chaque canton. En Prusse, il n'y a ni contrôle central, ni casiers, ni registres spéciaux : c'est aux juges d'instruction qu'il appartient, par des réquisitions aux autorités de police ou de justice de faire la lumière sur le passé des inculpés. La Bavière possède un système de notices individuelles qui permet de suppléer à l'absence des casiers judiciaires. En Saxe, les condamnations sont portées à la connaissance des autorités du lieu d'origine ou de domicile des condamnés; de même en Wurtemberg et dans le duché de Bade. En Hollande, il n'y a aucun moyen régulier d'établir si l'inculpé comparait pour la première fois

devant la justice ou s'il est récidiviste. En Espagne, les antécédents des accusés ou prévenus sont inscrits sur les registres des prisons et sur ceux des bureaux de surveillance publique ou de police, etc.

On voit combien il serait difficile d'obtenir l'échange de bulletins n° 2, c'est-à-dire de relevés complets des condamnations encourues par un individu poursuivi dans un autre pays que le sien. Le plupart du temps, il faudrait de longs mois pour constituer le passé judiciaire de l'inculpé; de là des retards considérables dans les instructions, une prolongation, toujours regrettable, de la détention préventive, une augmentation importante des frais de justice, l'impossibilité absolue d'appliquer les lois expéditives, comme, par exemple, la loi française du 20 mai 1863, qui permet de juger immédiatement, et au plus tard dans les trois jours, les flagrants délits. Un gouvernement, d'ailleurs, ne peut avoir besoin de s'éclairer sur les condamnations prononcées contre un étranger par les tribunaux de son pays d'origine, que dans des cas graves et rares; alors, il peut obtenir, par voie diplomatique ou par commission rogatoire, les renseignements qu'il désire et qui ne lui sont jamais refusés. C'est ainsi que la France transmet, chaque année, un certain nombre d'extraits du casier judiciaire aux magistrats instructeurs d'Allemagne, d'Italie, de Belgique et de Suisse.

Mais il serait, au contraire, extrêmement aisé pour les gouvernements de se communiquer réciproquement les bulletins n° 1 relatifs aux condamnations prononcées par les tribunaux d'un pays contre un inculpé originaire d'un autre pays; l'exemple de la France en donne une preuve irréfragable. Cet échange s'y pratique avec dix autres gouvernements et il n'est pas sans importance; car, pour ne citer que l'année 1882, la dernière dont nous ayons les éléments statistiques, il a été prononcé, en France, contre des étrangers, 18,271 condamnations criminelles et correctionnelles, dont 13,720 ont été portées à la connaissance des autorités judiciaires des pays d'origine des condamnés; de son côté, la France a reçu avis de 992 condamnations prononcées à l'étranger contre les Français. Les bulletins de ces dernières condamnations sont classés dans les casiers judiciaires à côté de ceux qui s'appliquent déjà au même individu et, quand celui-ci est jugé de nouveau, le tribunal peut arbitrer la peine en connaissance de cause, sans que le malfaiteur bénéficie de

l'impunité ou de l'indulgence que lui aurait acquise l'ignorance de sa conduite pendant le temps qu'il a passé loin de son pays d'origine.

A peine les casiers judiciaires ont-ils commencé à fonctionner en France (les casiers d'arrondissement en 1850 et le casier central du Ministère en 1853), qu'on a compris l'intérêt qu'il y aurait à échanger avec les autres gouvernements les bulletins de condamnation concernant les nationaux respectifs. Dès 1857, la France entrait en pourparlers avec l'Autriche et l'échange était décidé par une simple correspondance diplomatique.

Dans le cours de la même année, le représentant de la Bavière à Paris, se faisant l'interprète du Ministère de la Justice de son pays, demandait également au Garde des Sceaux de France qu'il fût établi un échange de listes des sujets respectifs condamnés dans les deux pays. A la suite de l'adhésion du gouvernement à cette proposition, une ordonnance royale signée à Munich, le 12 décembre 1857, sanctionnait cet accord et étendait le bénéfice de ces communications aux états de la Confédération allemande, à ceux de l'Autriche non Allemands et à la Russie.

En 1863, le roi de Portugal, Dom Luiz I^{er}, rendait un décret sur l'établissement du casier judiciaire dans les colonies portugaises. L'article 26 est ainsi conçu : « Si un étranger est poursuivi pour crime dans son pays ou dans tout autre où il ait résidé et qu'à raison de cette poursuite on ait besoin de connaître ses antécédents judiciaires, on fera la demande du bulletin ou des renseignements nécessaires à l'autorité portugaise compétente, conformément aux habitudes internationales actuellement en vigueur. On agira ainsi jusqu'à ce que des traités soient venus régler ce mode de communication.

Aussitôt qu'un pays étranger fera, par l'entremise de l'autorité compétente, la même demande, tant sur un Portugais poursuivi pour crime que sur un étranger, ce pays recevra immédiatement satisfaction. »

Les casiers judiciaires ont été institués en Italie par un décret du 6 décembre 1865. On lit dans le rapport adressé au roi par le Ministre Garde des Sceaux italien : « Les dispositions de cette institution ont aussi pour résultat de faire affluer en un même centre jusqu'aux condamnations prononcées à l'étranger contre les sujets italiens. La réciprocité des communications étant ainsi établie, le concours international pour la répression des coupables

devient possible et est exactement exécuté » et dans l'article 7 du règlement pour l'exécution du décret précité : « Un exemplaire de tout bulletin concernant un étranger sera transmis au Ministère de Grâce et de Justice, qui le communiquera au gouvernement d'après les conventions existantes. » Le 15 décembre 1868, lorsque les casiers judiciaires furent entièrement constitués en Italie, le gouvernement de ce pays transmit au Garde des Sceaux français un certain nombre de copies de jugements prononcés par les tribunaux italiens contre des sujets français, en exprimant le désir de recevoir en échange des extraits des arrêts et jugements de condamnation rendus par les Cours et Tribunaux de France contre des sujets italiens, désir auquel il a été déferé dès le 1^{er} janvier 1869. En raison de la contiguïté des territoires, cet échange a pris de jour en jour une grande extension et rend à l'administration de la justice criminelle, dans les deux pays, de réels services.

Le gouvernement du grand-duché de Bade avait pris l'initiative, au commencement de 1870, d'envoyer à la France des bulletins constatant des condamnations prononcées par les tribunaux du grand duché contre des Français. En accusant réception de ces documents, le Ministre de la Justice en transmettait des semblables pour les Badois condamnés en France et, depuis cette époque, l'échange a eu lieu sans aucune convention diplomatique.

Un intérêt puissant semblait exiger des communications analogues avec la Belgique, dont les nationaux peuplent en grand nombre les chantiers des chemins de fer du Nord et de l'Est de la France; mais c'est seulement le 21 mars 1870 que le Ministre de la Justice de France écrivit à son collègue des affaires étrangères pour le prier d'interposer ses bons offices auprès du gouvernement belge pour obtenir l'échange périodique de bulletins constatant les condamnations prononcées dans chacun des deux États contre les nationaux respectifs. Peu de temps après, il reçut une réponse favorable et les déclarations ministérielles parurent, de part et d'autre, suffisantes pour constater cet engagement réciproque qui s'exécute régulièrement tous les mois.

Il n'est pas sans importance de remarquer que ce principe de l'échange des bulletins de condamnations prononcées dans un pays contre les regnicoles d'un autre avait déjà fait son appari-

tion dans le projet d'extradition soumis par le Cabinet de Turin au gouvernement belge, le 25 avril 1865. Le traité fut signé le 15 avril 1869; il porte à l'article 19 : « Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation, etc. » Cet article a été reproduit textuellement dans le traité du 15 janvier 1875 (Art. 17).

La même clause a été inscrite dans les traités de la Belgique avec le grand-duché de Bade (3 novembre 1869); l'Espagne (17 juin 1870); la Russie (23 août-4 septembre 1872); Monaco (29 juin 1874); le Pérou (14 août 1884); l'Empire d'Allemagne (24 décembre 1874) et le Portugal (8 mars 1875).

En outre, la Belgique échange des bulletins de condamnation avec les Pays-Bas et le grand-duché du Luxembourg à titre de réciprocité et sans convention.

Après l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'empire d'Allemagne, il était indispensable de régler les relations des deux pays au point de vue des casiers judiciaires, ce qui fut fait par l'article 6 de la convention de Francfort en date du 11 décembre 1871 : « Les extraits des casiers judiciaires relatifs aux communes que la nouvelle frontière sépare de leurs anciens arrondissements sont réciproquement échangés entre le gouvernement français et l'Empire allemand.

« Les autorités judiciaires et administratives françaises ainsi que les particuliers auront la faculté de se faire délivrer des extraits des casiers judiciaires conservés dans les territoires cédés.

» L'Empire allemand remettra à l'avenir, sans frais, à la France les bulletins des condamnations prononcées par les tribunaux de répression des territoires cédés, contre des individus de nationalité française.

» Réciproquement, la France remettra à l'avenir, sans frais, à l'Allemagne les bulletins des condamnations prononcées par ses tribunaux de répression contre des individus originaires des territoires cédés, qui seront devenus sujets allemands. »

La convention s'exécute, de part et d'autre, avec une grande régularité, et c'est par milliers que l'on compte les bulletins ainsi échangés chaque année. Il convient également d'ajouter que la France transmet à l'Allemagne les bulletins de toutes les condamnations prononcées par ses tribunaux contre les Alsaciens-Lorrains, qu'ils aient opté ou non pour la nationalité française.

S'il n'en était point ainsi, les bulletins n° 2 demandés à l'Allemagne par les magistrats français ne feraient pas mention des condamnations encourues depuis 1871 par les Alsaciens-Lorrains qui ont opté, et le § 2 de la Convention perdrait de son utilité pratique.

Dans le traité conclu le 20 septembre 1874 entre la France et le Pérou pour l'extradition des malfaiteurs, l'article 15 porte : « Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement par voie diplomatique des bulletins ou extraits constatant les condamnations prononcées contre des nationaux de l'autre pays. »

Le traité d'extradition conclu le 12 septembre 1875 entre la France et le grand-duché de Luxembourg contient une disposition analogue, article 18 : « Les parties contractantes s'obligent à se communiquer réciproquement les condamnations pour crimes ou délits prononcés dans un pays à la charge des nationaux de l'autre. »

Enfin, au mois de novembre 1880, le représentant de la Suisse à Paris appelait l'attention du Ministre des affaires étrangères de France sur l'utilité qu'il y aurait pour les deux gouvernements à se communiquer réciproquement des extraits des condamnations prononcées dans chacun des deux pays contre les nationaux de l'autre et l'informait que le Conseil fédéral désirait conclure avec la France un arrangement analogue à ceux qu'elle avait déjà contractés avec plusieurs autres puissances. L'assentiment de la France ne pouvait être douteux. L'arrangement fut conclu le 17 décembre suivant par simple correspondance diplomatique et mis en vigueur le 1^{er} janvier 1881 ; l'échange a lieu exactement chaque mois par l'intermédiaire du Ministre suisse à Paris.

Les conclusions qui découlent de tout ce qui précède peuvent se résumer ainsi : 1° en ce qui concerne les bulletins n° 2 ou extraits relatant toutes les condamnations prononcées contre un individu par les tribunaux de son pays, l'échange semble actuellement impraticable ; il ne pourra s'effectuer d'une manière régulière que quand il existera partout un mode uniforme de constatation des récidives ; autrement dit, lorsque toutes les condamnations concernant le même individu seront centralisées dans un lieu fixe ; 2° à l'égard des bulletins n° 1 ou bulletins constatant les condamnations prononcées dans un pays contre un individu originaire d'un autre pays, l'échange est, au contraire,

parfaitement réalisable, puisqu'il se pratique déjà entre la France et dix autres gouvernements. Quant au mode de procéder mis en usage, on a vu qu'il différerait d'un pays à l'autre. Tantôt c'est une convention diplomatique, tantôt c'est une clause insérée dans un traité d'extradition, tantôt enfin c'est une simple correspondance officielle qui sert de base à l'échange.

Sur le premier point, nous craignons que le Congrès ne se voie obligé de renoncer à l'idée d'échanger les bulletins n° 2; sur le second, nous pensons que, pour aboutir à une solution pratique, il n'aura pas plus à se préoccuper des institutions judiciaires et administratives des divers pays qu'à indiquer la marche à suivre pour arriver à l'échange des bulletins n° 1 entre les différents États. Il devra surtout, selon nous, signaler aux gouvernements l'importance qu'il y aurait, dans un intérêt commun de moralité et de sécurité, à ce qu'une entente s'établisse entre eux pour se communiquer réciproquement des bulletins relatant les condamnations prononcées pour faits graves (crimes ou délits) contre leurs nationaux respectifs. Il est hors de doute que les considérations que mettra en relief la discussion seront de nature à déterminer la formation d'une ligue internationale contre les mal-faiteurs.

E. YVERNÉS.

DE L'IDENTIFICATION

PAR LES

SIGNALEMENTS ANTHROPOMÉTRIQUES

(Conférence faite le 22 novembre au Congrès pénitentiaire de Rome).

I. — Exposition générale du sujet.

Nous avons à nous entretenir d'une méthode pour la reconnaissance des récidivistes qui déclarent un faux état civil.

Cette méthode est basée sur un système de signalements dits *anthropométriques*, c'est-à-dire dont les indications reposent essentiellement sur la connaissance de diverses longueurs osseuses, relevées sur le sujet examiné, telle que la taille, la longueur du doigt médus, du pied, la longueur et la largeur de la tête, etc.

Mais avant d'aborder les détails du procédé, il convient d'indiquer, en quelques mots, quels sont les problèmes d'utilité générale qui se rattachent aux questions d'identité.

Quand un malfaiteur d'habitude reparait devant la justice pour un nouveau délit, il a tout avantage à dissimuler son véritable nom et à emprunter (s'il a pris ses précautions d'avance) celui d'une personne sans condamnations. Il échappe ainsi à la majoration de peine qui résulte de la récidive, majoration qui se produit plus ou moins en tous pays, soit par suite des prescriptions impératives de la loi, soit par suite de la latitude laissée au juge de faire osciller la peine entre deux extrêmes. Un grand nombre de ces malfaiteurs de profession sont d'ailleurs recherchés pour d'autres délits, ou pour des condamnations par contumace, des infractions au service militaire ou, ce qui revient au même,

ont quelque raison de se croire recherchés pour tel ou tel méfait antérieur.

En pareilles circonstances, on peut être assuré que bien des mois de prévention se passeront avant qu'un prévenu de cette sorte n'avoue son véritable état civil et ne s'expose volontairement à de nouvelles mesures judiciaires.

La présence d'un nom déclaré sur un registre d'état civil suffit pour affirmer que l'état civil en question existe réellement, mais ne prouve pas que ce nom correspond réellement à celui de l'individu que l'on a sous la main.

Les malfaiteurs ne se font pas faute de changer de nom entre eux, et donnent même la préférence à celui d'honnêtes gens. — J'ai des exemples de récidivistes qui n'ont pas craint, à une nouvelle arrestation, de prendre devant la justice le nom des personnes qu'ils avaient dévalisées antérieurement et dont ils avaient appris à connaître exactement l'état civil lors des témoignages de leurs victimes devant les tribunaux.

Les criminels internationaux qui se font arrêter dans les pays étrangers — ou qui se donnent la qualité d'étranger — ont encore plus de facilités et n'ont pas besoin de recourir à ces ruses. Tout nom est forcément accepté pour bon et il n'y a aucun moyen de contrôle.

Sous ce rapport, l'échange international des casiers judiciaires réalisera un progrès manifeste mais insuffisant.

Qu'apprendra le casier judiciaire relativement à un malfaiteur de profession qui aura eu soin de déclarer un faux nom?

Je ne parle pas du signalement usuel qui accompagne habituellement ces sortes de pièces. — Un menton rond, un visage ovale, des yeux gris, etc., n'ont jamais amené la reconnaissance des malfaiteurs que dans le domaine du roman.

Un anthropologiste exercé serait seul à même de répondre convenablement à l'ensemble de ces rubriques. Et encore!

La photographie est certainement préférable à n'importe quelle description; mais elle ne résoud qu'une partie du problème. L'expérience, tentée à Paris, l'a bien montré. En dix ans, la police a réuni dans ses cartons la photographie de 100,000 sujets.

Est-il possible pour chaque arrestation de parcourir une à une ces 100,000 fiches?

Evidemment non.

Aussi l'intervention du photographe n'a pas rendu les services qu'on attendait, et après comme avant son fonctionnement, les récidivistes les plus coupables et les plus rusés ont continué à jouir des bénéfices et de l'indulgence que les lois et les règlements pénitentiaires accordent à un premier délit.

Les inspecteurs de police et surtout les surveillants de prison en reconnaissent bien un certain nombre, une vingtaine par mois, en moyenne, rien que pour Paris, et ils se faisaient un devoir de les signaler aux autorités compétentes.

L'application de la méthode des signalements anthropométriques a renversé ces chiffres. Un grand nombre de malfaiteurs ont renoncé aux changements d'identité parce qu'ils les ont reconnus vains, et les gardiens *des maisons de correction* n'en signalent plus que trois à quatre par mois. Les seuls qui y aient encore recours sont les malfaiteurs qu'une longue absence a éloignés de Paris ou qui ont des raisons particulières pour tenter la chance. Le nouveau service en reconnaît ainsi une quarantaine par mois.

II. — Mécanisme du procédé.

Voici en quelques mots le mécanisme du procédé :

Je viens de dire que le signalement anthropométrique se composait essentiellement pour chaque sujet examiné, de diverses longueurs osseuses, toujours les mêmes et relevées dans un ordre uniforme. Telles sont notamment la taille, la longueur et la largeur de la tête, la longueur du pied et du doigt médius, etc.

Nous supposons, pour la clarté de la démonstration, que ces indications ont été notées depuis dix ans sur les 100,000 photographies réunies à Paris et que c'est du classement de cette collection qu'il s'agit. Nous verrons dans la suite comment on peut arriver à se passer de la photographie.

Voici l'aspect général que présenterait la classification :

Les 100,000 photographies seraient réparties d'abord suivant le sexe : les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Ces dernières, beaucoup moins nombreuses que les hommes, n'atteignent pas 20,000, plus 20,000 enfants qui exigent un répertoire spécial.

Quant au groupe des 60,000 hommes restant, nous supposons qu'on puisse le partager en trois divisions basées sur la taille, savoir les individus :

De taille petite comprenant environ 20,000 photographies.

—	moyenne	—	20,000	—
—	grande	—	20,000	—

Pour que ces trois divisions soient approximativement égales, il faut évidemment que la série des tailles moyennes soit moins étendue que celle des petites ou des grandes, et ne comprenne, par exemple, que les individus de 1^m, 62 à 1^m, 67, tandis que la catégorie des grandes tailles comprendra tous les individus plus élevés, depuis 1^m, 68 jusqu'au géant de 2^m, et celles des petites tailles, tous les individus depuis 1^m, 61 jusqu'au lilliputien de 1^m et quelques centimètres.

Chacune de ces trois divisions primordiales devra ensuite être partagée suivant le principe, et sans plus s'occuper aucunement de la taille, en trois séries suivant la longueur de la tête d'un chacun.

Ces nouvelles subdivisions, au nombre de neuf ne contiendront plus alors :

Celles des têtes de petite longueur que 6,000 fotogr. et quelque chose

—	—	moyenne	—	6,000	—	—
—	—	grande	—	6,000	—	—

Ces subdivisions de 6,000 seront elles-mêmes partagées en trois groupes suivant la largeur de la tête et compteront alors chacune, savoir :

Celles des têtes de petite largeur 2,000 photographies

—	—	moyenne	2,000	—
—	—	grande	2,000	—

L'expérience prouve que, dans la plupart des peuples, la largeur de la tête varie indépendamment de la longueur; autrement dit: de ce qu'un individu a telle longueur de tête, il ne s'ensuit aucunement que sa largeur puisse être déterminée *a priori*.

La longueur du doigt médius donnera une quatrième indication encore plus précise qui divisera à nouveau chacun des paquets de photographies précédents en trois et les réduira à des séries de 600, que l'on pourra rediviser en des éléments plus petits en

prenant pour base la longueur du pied, la couleur des yeux, et la grande envergure (ou longueur des bras étendus en croix).

La division par le pied donnera un quotient de . . .	200,
Réduit par l'envergure, à	63,
et réduit par les yeux (7 divisions), à	9.

C'est ainsi qu'au moyen de coefficients anthropométriques nouveaux (le sexe, la taille, l'âge et la couleur des yeux ont été relevés de tous temps), la collection des 100,000 photographies de notre collection pourra être divisée en groupes d'une dizaine de photographies qu'il sera dès lors facile de parcourir rapidement.

Supposons donc qu'on arrête un malfaiteur qui cache son nom et que l'on veuille savoir s'il a déjà été mesuré ou photographié : on prendra sa taille exactement, et l'on saura déjà dans quelle série de cartons on trouvera son portrait. La longueur de sa tête désignera plus spécialement l'un de ces cartons. La largeur de sa tête, la longueur de son pied, de sa grande envergure, la couleur de ses yeux permettront d'arriver à l'endroit précis où doit être rangée cette photographie.

Mais, me direz-vous, où placerez-vous et où rechercherez-vous dans la suite la carte d'un individu qui aurait une mensuration juste sur la limite de vos divisions? Tel serait le cas, par exemple, d'un homme ayant la taille de 1^m68. Si vous le placez dans la catégorie des tailles grandes de 1^m68 à 2^m, il est à craindre que, quelques années après, les progrès de l'âge n'affaissent sa taille de 1 centimètre, que vous ne lui trouviez plus que 1^m67, et que vous soyez ainsi amené à le rechercher dans les tailles moyennes de 1^m62 à 1^m67.

Il faut, dans ce cas, et toutes les fois qu'une mensuration approcherait assez de la limite pour pouvoir donner lieu à une erreur subséquente, vérifier dans chacune des divisions limites, absolument comme dans un dictionnaire, on cherche à des places différentes les mots dont on ignore l'orthographe précise.

Rien de plus simple et de plus rapide que la prise de ces mensurations. C'est une opération qui demande de deux à trois minutes et est à la portée de l'intelligence de nos sergents de ville. Tandis que le moindre chapelier possède dans son magasin trente-deux numéros de pointure pour ses chapeaux, le cordonnier une vingtaine pour les souliers, nous ne distinguons jamais que

trois catégories : les *grands*, les *moyens*, les *petits*, et la façon de relever chaque indication est calculée de manière à ce qu'il soit impossible à l'opérateur de se tromper, et à l'opéré de tromper l'opérateur.

III. — Manière de se servir des instruments. Exposé détaillé des résultats obtenus.

Voici les instruments dont on se sert : un compas d'épaisseur et deux autres à coulisse.

Ces instruments sont d'une précision rigoureuse et d'un prix assez minime (25 fr. le jeu de trois, livrés en gros) (1).

Nous avons trouvé parmi les employés de cette salle un sujet de bonne volonté qui veut bien nous servir de modèle, ce qui nous permettra de vous démontrer expérimentalement la simplicité de l'opération.

1° La taille.

Cette indication se relève comme il est d'usage dans tous les greffes, mais avec un peu plus de précision. — Ainsi il serait indispensable que le sujet fût pieds nus et adossé à un mur.

2° Longueur de la tête.

Le sujet étant assis sur un tabouret, on place l'une des pointes du compas dans la *concavité de la racine du nez* et l'on cherche au moyen de l'autre la longueur maximum du côté de l'occiput.

Cette longueur, sur le présent sujet, est de 18^c,3.

Au moyen de la vis d'arrêt, je fixe l'ouverture des branches à la longueur trouvée, et je contrôle en recommençant l'opération, les branches étant immobilisées. L'instrument est tellement précis que si, en première lecture, je m'étais trompé d'un millimètre *en moins*, les branches ne passeraient pas. Si au contraire, les branches étaient écartées d'un *seul* millimètre en plus, la branche mobile cesserait de toucher le cuir chevelu.

Ainsi, quelque extraordinaire que cela paraisse, les diamètres

(1) Chez M. Colas, fabricant d'instruments de mensuration, rue des Quatre-Fils, n° 5, à Paris.

de la tête peuvent se mesurer à un millimètre près, de la façon la plus aisée du monde.

Or, l'expérience montre que l'on trouve fréquemment, d'un individu à un autre, des différences de longueur de tête de plus de 3 centimètres, soit 30 millimètres. De plus, chacun sait que la volonté n'a aucune influence sur la longueur de la tête et que le crâne, passé vingt ans d'âge, ne se développe plus que très légèrement.

Il n'en est pas de même pour la taille qui va en se courbant d'année en année, et sur laquelle le sujet peut, en outre, exercer une tricherie qui peut aller jusqu'à 2 centimètres, sans que l'opérateur soit certain de s'en apercevoir.

Mais la taille ne varie couramment d'un individu à un autre que de 30 centimètres (de 1^m,50 à 1^m,80), d'où il résulte que si nous admettons que l'on ne puisse la mesurer qu'à 3 centimètres près, nous ne pourrions établir que 10 groupes différents de taille — de 3 en 3 centimètres ($10 \times 3 = 30$) ; tandis qu'avec la tête qui se mesure à 1 millimètre près et qui varie de 30 millimètres, nous pourrions établir 30 catégories.

La longueur de la tête qui différencie trois fois plus que la taille, est trois fois meilleure que la taille au point de vue du signalement anthropométrique.

Je pourrais refaire le même calcul pour toutes autres mensurations que nous allons examiner.

Ici, comme en toutes choses, il faut distinguer entre quantité et qualité. La taille varie beaucoup en chiffres absolus, mais se mesure mal. Les diamètres de la tête, le doigt médus, le pied, etc., ne varient que de quelques centimètres, mais peuvent se mesurer exactement.

Cette diversion était nécessaire pour montrer comment il nous était possible d'établir ces trois divisions : *petit* — *moyen* — *grand*.

3° *Largeur maximum de la tête,*

Se prend d'un pariétal à l'autre, suivant un procédé analogue à celui de la longueur.

4° *Longueur du médus gauche.*

La meilleure de nos indications. Se mesure exactement à 1 millimètre près, en ayant soin de faire plier le médus d'équerre par

rapport au dos de la main ; ne se prête à aucune tricherie et est immuable depuis l'âge adulte jusqu'à la vieillesse ; a l'inconvénient qu'il faut tenir compte chez certains individus de la longueur exagérée de l'ongle.

5° *Longueur maximum du pied gauche.*

Naturellement, comme pour la taille, il faut supposer le sujet déchaussé. Pour éviter toute tricherie, on l'invite à ne reposer à terre que sur la jambe gauche, qui est celle que l'on mesure, et à plier le genou correspondant.

Cette indication est un peu moins bonne que le doigt médius et ne se mesure qu'à deux millimètres près.

6° *Grande envergure ou longueur maximum des bras étendus en croix.*

Cette mensuration passe dans le public pour être toujours égale à la taille. En réalité, elle lui est supérieure de 5, 10, 15, 20 centimètres, et quelquefois inférieure de plusieurs centimètres. Elle permet donc encore une certaine classification, même après la taille.

7° *Couleur de l'œil gauche.*

Nous avons adopté, pour la couleur de l'œil, une notation spéciale qui nous donne sept catégories (1). — Elle a l'inconvé-

(1) Ces catégories sont basées sur l'intensité de la *pigmentation* de l'iris. — Nous appelons ainsi la matière jaune orange généralement groupée en cercle ou auréole autour de la pupille. — On note en premier la nuance *exacte* du pigment quand il existe, et en second la nuance approximative des couches profondes de la périphérie de l'iris.

D'où les sept divisions : 1° *impigmenté* ou iris bleu azur et bleu ardoisé avec auréole concentrique pupillaire plus ou moins pâle, **MAIS DÉPOURVUE DE PIGMENTATION JAUNÂTRE** ; — 2° iris tirant plus ou moins sur le bleu ou l'ardoisé, mais pourvue d'une auréole *jaune clair* ; 3° même nuance, mais avec une auréole plus abondante et approchant de l'*orangé* ; — 4° iris à reflets plus ou moins verdâtres et pourvus d'une auréole *châtain*. — 5° même nuance avec auréole *marron foncé* ; — 6° dans cette classe, le *marron* n'est plus groupé en auréole autour de la pupille, mais répandu sur toute la surface de l'iris et ne laisse plus à découvert que quelques *irisations jaune verdâtre* ; — 7° l'œil est *entièrement marron*.

Ce groupement permet de passer par transitions insensibles de l'œil bleu clair à l'œil marron pur. — Pour observer se placer dans l'encognure d'une fenêtre, le dos tourné au jour. — Éviter de se servir du mot *gris*. — Pour plus de détails, voir la *Revue Scientifique* du 18 juillet 1884 ; la *couleur de l'iris en anthropologie*, par Alphonse Bertillon.

nient de demander un apprentissage de quelques jours. — Cette indication n'est pas d'ailleurs indispensable.

Ces exemples vous montrent, soit dit en passant, combien chaque partie du corps est loin d'être en rapport constant avec les autres. Tel a une petite taille, une grande tête et de grands pieds; et inversement tel autre: de petits pieds et une grande taille.

Les variations d'un individu à un autre sont telles, et la précision des mensurations est si grande que, comme vous l'avez vu, sur 100,000 sujets il y en a à peine 10 qui aient des chiffres approchants.

Ce système de mesures et la classification qui en découle est en usage à Paris depuis trois ans et a déjà permis la répartition, suivant cette méthode, de plus de 30,000 photographies.

Les illustrations politiques et administratives qui ont bien voulu visiter ce service à Paris, je citerai entre autres, pour m'en tenir au Royaume d'Italie, MM. Nicotera, de Renzis, L. Bodio, etc., peuvent porter témoignage que les cases finales de notre classification sont loin d'être pleines.

Quant aux résultats utiles, ils ne se sont produits en grand nombre qu'au commencement de la seconde année d'exercice. Il fallait naturellement laisser le temps à la collection de prendre de l'extension. Mais maintenant ils vont croissant rapidement.

C'est ainsi que nous n'avons compté pour la première année que 49 individus signalés et reconnus par les employés de ce service pour être revenus sous faux nom.

Ce nombre s'est élevé à 241 pour l'année 1884, et à 450 pour les dix premiers mois de l'année 1885 (1).

N'oublions pas que lorsqu'un malfaiteur se décide à donner un faux nom, c'est qu'il y trouve un intérêt majeur et qu'il se sait sous le coup d'autres poursuites — on a lieu de le supposer. De sorte que sous ce rapport, la reconnaissance d'un malfaiteur qui se cache sous un faux nom équivaut, au point de vue de l'intérêt général, à son arrestation directe sur la voie publique.

Cette découverte de près de un malfaiteur et demi par jour,

(1) Le nombre total des détenus sous faux nom reconnus, grâce à ce procédé, s'élève actuellement à 873 (avril 1886).

qui se fait ainsi par un procédé administratif et méthodique, compense et au delà le salaire des trois employés qui y sont spécialement occupés.

Mettons de côté l'intérêt judiciaire pour nous en tenir au point de vue strictement pénitentiaire. — Est-ce que les dissimulations d'identité n'entraînent pas nécessairement un allongement considérable de la détention préventive? En admettant un allongement moyen de 100 jours par individu sous faux nom, cela fait — aux taux de 500 reconnaissances annuelles — une économie de (500×100) 50,000 journées de présence d'économisées, soit environ cinquante mille francs de dépense annuelle en moins, rien que pour les prisons du département de la Seine (1).

IV. — Exemple de recherches effectuées dans un spécimen de classification.

Chaque individu qui donne un faux nom, est provisoirement rephotographié sous ce nom.

Il en résulte que le service possède deux photographies pour chaque reconnaissance: l'ancienne, celle qui a permis de faire la reconnaissance, qui est sous le vrai nom — et la nouvelle, sous le faux nom, prise le jour même de l'arrestation.

Ce sont ces deux épreuves que nous avons réparties dans ces boîtes pour vous donner en miniature un aperçu de la classification.

Nous avons tenu à vous mettre sous les yeux les documents mêmes. Toutes ces fiches ont servi; elles n'ont été ni composées ni même recopiées pour le Congrès; telles elles sont sorties de la collection générale le jour où la reconnaissance a été effectuée.

Dans cette boîte unique, séparée par ce montant, se trouve la classification alphabétique que tout le monde connaît. Dans les trois autres, la classification anthropométrique.

(1) En constatant ces résultats, qu'il nous soit permis de déplorer que l'insuffisance du personnel mis à la disposition du service d'identification de Paris ne lui permette d'examiner que la moitié des individus arrêtés chaque jour dans la capitale

Quand le sujet se présente sous son vrai nom, il est inutile de le remesurer. Une recherche de quelques secondes dans le répertoire alphabétique permet de retrouver son portrait et de contrôler ses dires.

Si au contraire cette première recherche est infructueuse, c'est-à-dire si le nom déclaré ne figure pas dans le répertoire alphabétique, il est procédé à la suite du signallement anthropométrique, puis à la recherche par mensurations.

Ainsi, voici un nommé Bernard, arrêté et conduit au service des signalements le 13 novembre 1884. Supposons-nous reportés à cette date.

Admettons que ce nom ne se trouve pas dans le répertoire alphabétique. Du reste, le soi-disant Bernard, interrogé à ce sujet, est le premier à déclarer qu'il n'a jamais été arrêté, ni mesuré.

On procède alors à la prise de son signallement et on lui trouve une taille de 1^m,60, une longueur de tête de 18^c,7; une largeur de tête de 16^c,3, un pied de 24^c,8, et un doigt médus de 10^c,4 — et un œil : cercle marron à périphérie jaune verdâtre.

Ces renseignements une fois relevés et inscrits, nous passons à la recherche par mensurations.

Un mot au préalable. — Nous avons supposé dans l'explication théorique précédente, que nous commençons notre répartition par la taille.

La taille est une mensuration dont tout le monde connaît les écarts et en commençant notre démonstration par elle, l'esprit était mieux préparé à ce qui allait suivre. Mais dans la pratique, nous n'avons pas tardé à reconnaître l'inconvénient de cet ordre de classement. Les sujets nous arrivaient outrageusement courbés et en invoquant mille prétextes pour ne pas se redresser. Nous étions par suite continuellement hésitant pour notre premier repère.

En commençant au contraire la classification par les mesures les plus sûres, les plus immuables, comme celles de la tête, du doigt et du pied, on fait, grâce à elles, des éliminations sur lesquelles on n'a plus que rarement à revenir, et en rejetant pour la fin les mesures sujettes à caution comme celles de la taille, de l'envergure, de l'œil, on se ménage plus de facilités pour effectuer les recherches doubles que ces mensurations présentent souvent.

C'est ce dernier ordre qui a été observé dans ces boîtes qui reproduisent exactement les dispositions usitées dans les collections de Paris, Lyon, Versailles, Poissy, etc. Nous commençons donc par la longueur de la tête.

Or, le soi-disant Bernard a une longueur de tête de 18,7.

Dans laquelle des trois catégories (petit, moyen, grand), son portrait doit-il se trouver — en supposant qu'il y soit, bien entendu?

Ici sont les longueurs petites, ici sont les longueurs moyennes, et là les grandes : lesquels qualificatifs sont exprimés par les chiffres : α — 18,3 (c'est-à-dire du commencement, de la plus petite jusqu'à 18,3); 18,4 — 18,9 pour la suivante ou moyenne; et 19,0 à ω (c'est-à-dire de 19,0 jusqu'à la fin) pour les grandes. — Comme vous remarquez, ces chiffres se correspondent : jusqu'à 18,3. — à partir de 18,4; — jusqu'à 18,9 — à partir de 19,0.

Ces chiffres nous indiquent que notre individu ayant une longueur de 18,7, devra se trouver dans la catégorie des longueurs dites moyennes, comprises entre 18,4 et 18,9.

Du coup, nous éliminons les deux autres catégories. Si nous supposons que chacune d'entre elles comprenne 500 photographies, c'est 1,000 photographies que nous retranchons.

Mais les 500 photographies restantes sont encore redivisées en trois, suivant la largeur de la tête.

Ici les largeurs petites de α (c'est à dire du commencement) jusqu'à 15,2; — là les largeurs moyennes, de 15,3 à 15,8, et au bout les largeurs grandes de 15,9 à ω c'est-à-dire jusqu'à la fin.

Or, notre Bernard a une largeur, avons-nous trouvé, de 16,3. Il devrait donc se trouver dans les grandes largeurs de 15,9 à ω , ce qui élimine les deux premiers tiers de la présente boîte.

Le tiers du tiers restant est redivisé sans plus s'occuper des petites différences, ni de longueur ni de largeur de tête suivant la longueur du doigt médus; ici, les médus petits, là les médus moyens et plus haut les médus grands; ce qui est exprimé par les chiffres : médus de α à 10,9, de 11,0 à 11,5, de 11,6 à ω .

Notre individu ayant un médus de 10,4, c'est-à-dire inférieur à 10,9 aurait été classé dans la catégorie α à 10,9.

Puis nous sautons au pied ; puis finalement à la taille.

D'éliminations en éliminations nous sommes arrivés à n'avoir plus affaire qu'à un paquet de trois à quatre photographies que nous parcourons en quelques secondes, et parmi lesquelles nous en rencontrons une qui porte exactement les mêmes chiffres de mensuration à un millimètre près, et offre des traits identiques à ceux du soi-disant Bernard, à tel point que l'identité entre les deux individus ne saurait être douteuse — mais avec cette différence capitale que cette photographie (qui est antérieure au 14 novembre 1884, de seize mois environ) ne porte plus le nom de Bernard, mais le nom de Léopold, Jean, lequel Léopold est un malfaiteur de la pire espèce que la justice fait rechercher infructueusement depuis plusieurs mois, mais sous son nom de Léopold.

Je tiens ici spécialement à la disposition des administrateurs qui désireraient le parcourir le paquet des photographies des individus que le service a reconnus le mois dernier, en suivant idéologiquement la façon d'opérer décrite ci-dessus.

Comme vous voyez, il a un certain volume et compte les photographies de 45 récidivistes revenus sous des noms différents à des intervalles variés, mais dont la dernière arrestation remonte au mois passé.

V. — Critique de la photographie. Les mensurations sont une base d'identification infiniment moins trompeuse que les ressemblances photographiques.

Ce procédé qui donnait de tels résultats à Paris — où nous avions trouvé le service photographique tout organisé, — rencontrait un obstacle pour son extension en province dans les dépenses considérables qu'aurait occasionné l'organisation d'un service de photographie judiciaire en chaque chef-lieu de département.

Nous allons vous montrer par quelles modifications de détails, nous sommes arrivés à nous passer de ce facteur qui, à première vue, semblait indispensable.

Ainsi que vous l'avez certainement remarqué sur les spécimens qui viennent de vous être distribué, la photographie aide

peu; il faut une grande habitude de la physionomie humaine pour retrouver sur beaucoup d'entre elles l'identité d'un même sujet à ses différentes arrestations.

Et pourtant les photographies que vous venez de voir sont faites toutes dans le même atelier, par les mêmes photographes, avec les mêmes appareils, le même éclairage, et approximativement à la même heure de la matinée (1). Les différences seraient encore plus accentuées s'il s'agissait d'un ensemble de conditions matérielles différentes.

Telle est la photographie de X... par exemple, qui nous a été envoyée par un juge d'instruction d'une petite ville de province avec les mensurations prises par lui-même, d'après les indications sommaires données par un journal judiciaire. L'essai eut un plein succès et nous permit de retrouver en X... un mal-facteur recherché à Paris pour d'autres délits mais sous un autre nom.

Remarquons également en passant que pour ce genre d'enquête, la photographie de profil est infiniment préférable à celle de face. La silhouette du front et du nez, et surtout l'oreille, offrent une forme immuable.

(1) Chaque côté est photographié *exactement* de face et *exactement* de profil (côté droit).

L'échelle de réduction est telle qu'une longueur de vingt centimètres relevée sur la figure du sujet à photographier donne sur le cliché une longueur de trois centimètres. — On obtient rapidement la distance de la chaise à l'appareil, qui, *pour un même objectif*, détermine la réduction, en faisant asseoir sur la chaise de pose un sujet de bonne volonté qui maintient verticalement, dans le plan de sa face, une réglette de bois sur laquelle on a eu soin de coller au préalable une bande de papier blanc de 200 millimètres. L'appareil est ensuite éloigné ou rapproché jusqu'à ce que les 200 millimètres de la réglette donnent sur la glace dépolie de la chambre noire une image réduite de 30 millimètres, à un millimètre près eu plus ou en moins. — Il suffit, pour éviter les tâtonnements dans les séances ultérieures, de fixer, une fois pour toutes, sur le plancher de l'atelier, deux petits tasseaux qui permettront de replacer immédiatement la chaise et l'appareil dans leurs positions respectives.

La pose de face est éclairée par un jour venant de gauche et celle de profil par un jour tombant perpendiculairement à la figure du sujet.

L'intérêt du profil résidant presque exclusivement dans l'indication de l'inclinaison du front par rapport à la silhouette du nez et dans la variété infinie des contours de l'oreille, on doit veiller à ce que les cheveux ne cachent pas ces caractères.

Les clichés ne doivent être l'objet d'aucune espèce de retouche, sous quelque prétexte que ce soit.

Les deux épreuves sont juxtaposées et collées sur une même fiche carrée de 14,5 la pose de face à droite et celle de profil à gauche.

Mais que devient l'expression du regard sur les photographies G... — P..., par exemple, prises à six mois d'intervalle et où toute espèce de ressemblance a disparu sauf celle du profil du nez.

Les changements de coupe de barbe compliquent encore le problème chez les adultes, exemples les photographies M... et C...

Mais, ici, il peut y avoir un remède.

Comme vous le voyez, la dissemblance entre chaque épreuve est extrême : posons des deux côtés un masque en papier correspondant à l'implantation de la barbe et des cheveux et nous aurons instantanément l'identité d'aspect.

Ces petits moyens ne corrigent qu'imparfaitement l'insuffisance de la photographie. Aussi les employés chargés de ces recherches — malgré leur grande habileté — en sont arrivés à ne plus se servir que de chiffres. Il faut qu'auparavant, ils aient constaté l'équivalence absolue, à un millimètre près, du signalement anthropométrique pour qu'ils condescendent à regarder la photographie, tant ils craignent de rejeter la vraie fiche par suite d'une dissemblance trompeuse.

Il en résulte qu'avec cette manière de faire, la photographie ne sert plus et n'est plus un moyen de contrôle.

Ainsi il arrive quelquefois que des malfaiteurs opposent la plus grande résistance à se laisser photographier, tandis qu'ils se laissent toujours mesurer.

Ces cas ne nous embarrassent nullement. Une fiche sans photographie est classée dans la collection, et lorsque l'individu revient sous un autre nom, les mesurations conduisent à sa fiche blanche au lieu de conduire à sa photographie. Le résultat est le même, puisque le vrai nom est retrouvé dans les deux cas.

Remarquez qu'il ne s'agit pas ici de *condamner* un individu parce qu'il se trouverait avoir les mêmes chiffres qu'un autre. — Nous ne sommes qu'un bureau d'informations. Nous fournissons un nom, c'est-à-dire un fil indicateur, à l'instruction. C'est à cette dernière à en vérifier l'exactitude en invoquant (grâce au dossier antérieur que nous lui permettons de retrouver) les témoignages des personnes qui ont eu rapport précédemment avec l'accusé : ses parents, ses anciens logeurs, ou ses anciennes victimes lors de ses précédents méfaits, ou encore les gardiens de prison qui eurent à le surveiller, etc.

Vous comprenez facilement que, si nos indications, issues de considérations anthropométriques, sont confirmées *a posteriori* par de tels témoignages, il en résultera une certitude absolue pour la justice.

Je me hâte de dire que, de notre côté, nous sommes tellement sûrs de nos affirmations que nous négligeons intentionnellement de prévenir les malfaiteurs de la découverte de leur pseudonyme. Nous n'avons que faire d'écouter leurs négations ou leurs affirmations. La plupart du temps les recherches sont faites hors de leur présence. La note indiquant qu'un tel a été précédemment arrêté sous tel autre nom est transmise directement au juge d'instruction qui se trouve ainsi informé des antécédents de son sujet à l'insu de ce dernier, et reste libre de lui laisser jouer la comédie de son honnêteté antérieure aussi longtemps qu'il peut le trouver utile.

Sur 700 reconnaissances ainsi transmises jusqu'à ce jour, pas une n'a donné lieu à une erreur de la part du service.

Dans ces recherches, faites hors de la vue du détenu, dans ces avis de reconnaissance transmis « à la muette », pour me servir d'un mot d'argot employés dans les prisons à ce sujet, les photographies, vous l'admettrez, ne jouent plus qu'un rôle bien secondaire.

En réalité, c'est sur les chiffres des mensurations, et auxiliairement sur le relevé des marques particulières, que repose tout le mécanisme de la recherche et de la reconnaissance finale.

VI. — Suppression des photographies. — Modifications introduites. — Nouveaux résultats obtenus.

Aussi M. Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire de France, auquel la méthode des signalements anthropométriques doit mieux que la vie, j'entends par là les secours moraux et matériels incessants que réclame tout nouveau-né sous peine de mort, M. Herbette, dis-je, n'a pas craint d'étendre à toute la France la méthode essayée à Paris, et ceci sans avoir recours à l'appareil si coûteux du photographe.

L'essai, quoique récent, a eu plein succès. Néanmoins, il a entraîné dans le système quelques additions « quelques renforcements » que je dois vous faire connaître.

Ainsi que je vous l'ai démontré précédemment, nous sommes arrivés à répartir, au moyen de sept mensurations, une collection de 60,000 photographies en séries finales contenant moins de 10 fiches.

Mais qu'est-ce qui nous empêche, au lieu de prendre 7 mensurations. d'en prendre 12? Nous n'avons que l'embarras du choix : le nombre des indications variables d'un individu à un autre pouvant être relevées sur le corps humain est infini; telles sont la longueur de la coudée, la longueur et la largeur de l'oreille, la hauteur du buste, la longueur du doigt auriculaire gauche et au besoin des autres doigts de la main.

Le temps même de la prise du signalement ne serait augmenté qu'insensiblement. Car ce qui est long dans les opérations de ce genre, c'est d'aller chercher le sujet, de relever son état civil, de le faire déchausser, etc. Ce qui est coûteux, ce sont les instruments; les boîtes, les fiches, etc.

Examinons, au contraire, au point de vue de la répartition, ce que nous donnent nos cinq nouvelles mensurations.

La première divisera le paquet final en trois séries (petit, moyen, grand) qui, chacune, seront redivisées en trois par la deuxième nouvelle mensuration (produit : 9 divisions). Ce chiffre sera à son tour multiplié par trois, successivement par la troisième, quatrième et cinquième mensuration, soit

$$9 \times 3 \times 3 \times 3 = 243.$$

Ainsi, grâce à nos cinq nouvelles mensurations, notre paquet final de 10 fiches sera à *nouveau* réparti en 243 divisions.

Autrement dit, les fiches seront si bien disséminées que l'on ne trouvera en moyenne qu'une fiche toutes les 24 cases.

En conséquence, quand, dans une recherche par mensurations, on arrivera à une fiche de ce genre, il y aura grande chance pour que la fiche trouvée soit celle de l'individu recherché.

D'ailleurs une discussion plus serrée des chiffres de mensurations permettra encore de nombreuses éliminations.

Car de ce que les signalements de deux individus ont été classés dans la même série finale, il ne faudrait pas conclure à la nécessité de leur équivalence : il y a bien des sortes de *petit*, depuis le *très petit*, jusqu'au *petit presque moyen*. Le moyen peut lui-même soit toucher le petit, soit être franchement moyen, soit approcher du grand.

Notre longueur de tête moyenne, par exemple, étant comprise entre 18.4 et 18.9, il est évident que, — puisque nous prenons cette mensuration sans nous tromper de plus d'un millimètre, — la longueur 18.4 ne peut se confondre avec 18.9.

Ainsi, à supposer que plusieurs fiches se trouvent classées dans la même case finale, une comparaison, ou plutôt, pour nous servir d'un terme mathématique une *discussion* plus minutieuse de chiffres, nous permettra toujours de les distinguer entre elles.

Enfin, nous aurons, comme dernier contrôle, le relevé des marques et signes particuliers.

Tout le monde en a, des marques particulières : j'entends par là des grains de beauté, cicatrices de coupures aux doigts, points cicatriciels de furoncles, etc. Trois ou quatre d'entre elles suffisent pour distinguer un individu entre cent millions d'autres, à la condition *sine qua non*, d'une précision rigoureuse dans leur description.

Qui est-ce qui n'a pas de traces de coupures aux doigts ? Le sujet qui veut bien nous servir de modèle en possède certainement.

Ainsi en voici une : *cicatrice oblique-antérieure milieu de la 2^e phalange de l'index gauche, face externe.*

En voici une autre : *cicatrice oblique-interne de 5 centimètres sur paume gauche, à 3 centimètres dessus annulaire.*

Il est très rare de retrouver identiquement sur une personne la même marque observée précédemment sur un autre sujet,

Quant à la concordance exacte de trois à quatre cicatrices sur deux individus différents, c'est une coïncidence qui semble impossible et que, pour ma part, je n'ai jamais rencontrée.

Les grains de beauté, envies, etc., se relèvent également avec la plus grande facilité.

Ainsi : *grains de beauté à 8 centimètres sous téton gauche et à 10 de la ligne médiane.*

Grain de beauté à 4 centimètres à gauche de la colonne vertébrale et à 20 sous la vertèbre proéminente du cou.

Ces deux signes bien anodins, auxquels notre sujet n'avait certainement jamais attaché la moindre importance, permettraient de le reconnaître dans dix ans. Il n'y a certainement pas dans toute Rome une seconde personne réunissant dans la même situation les deux signes décrits ci-dessus.

Ces caractères particuliers sont à la portée de l'intelligence de tout le monde et sont infiniment moins trompeurs et moins coûteux que les photographies. Je dirai même qu'ils offrent plus de garantie pour l'identification que les mensurations, et qu'ils les remplaceraient entièrement, s'il était possible de s'en servir comme base de classification.

Les agents de l'Administration pénitentiaire qui ne sont ni des docteurs en médecine, ni même des bacheliers, s'y sont tout à fait familiarisés.

On nous envoie de province à Paris des signalements qui nous permettent, en recherchant dans le répertoire central, de rectifier bien des réclamations d'identité (1).

Dans les cas urgents, l'envoi peut se faire par télégraphe.

VII. — Étendue infinie de la classification.

On m'a objecté que de tels résultats, possibles avec 30,000 fiches, ne le seraient plus avec 300,000, ou même avec 1,000,000, car il faut tout prévoir.

Les personnes qui ont formulé cette critique n'ont assurément jamais songé au nombre formidable de cases, toutes également probables, que fournissent nos douze indications combinées et réparties en trois catégories (petit, moyen, grand), et je suis sûr que vous-mêmes en serez étonnés quand je vous en énoncerai le chiffre : il dépasse *un million*. Le calcul en est facile à vérifier, il suffit de multiplier 3 onze fois de suite par lui-même et une dernière fois par le chiffre 7 qui correspond à nos sept divisions d'yeux.

(1) Il faut ajouter néanmoins qu'il est indispensable, lorsqu'il s'agit d'un signalement exclusivement anthropométrique et descriptif, que ces indications soient relevées en se servant des instruments spéciaux dont chaque prison de France va être incessamment pourvue, et en se conformant soigneusement aux *instructions signalétiques* distribuées récemment par l'Administration pénitentiaire à ses agents.

L'adjonction de la photographie (face et profil), permet au contraire de réduire les indications anthropométriques aux cinq principales, savoir : longueur et largeur de la tête, longueurs du pied, du médus et de l'auriculaire *gauches*, les mêmes qui ont été ajoutées dernièrement aux signalements de tous les registres d'écrou. La précision rigoureuse de chaque mensuration n'est même plus indispensable, n'importe quel compas d'épaisseur peut faire l'affaire, pourvu que l'on se conforme le plus exactement possible au résumé du manuel opératoire que nous avons donné plus haut.

Mais là ne s'arrête pas la puissance de notre classification. Au lieu de commencer notre répartition par la taille, ou par la longueur de la tête, rien de plus simple que de débiter par la date de naissance à 10 ans près, sans rien changer d'ailleurs à la suite de l'organisation.

Dans cette pièce, les individus nés du commencement du siècle à 1829; dans la suivante, ceux nés de 1830 à 1839; plus loin, ceux de 1840 à 1849; de 1850 à 1859; de 1860 à 1869 etc.

Une telle disposition nous donne une durée de classement infinie. Dans 30 ans d'ici, par exemple, trois nouvelles générations de dix ans chacune seront venues prendre place à la suite de la catégorie de 1860-1869, et auront poussé les premières en date (1820 et 1830), vers les archives.

Le seul inconvénient est la nécessité de quelques recherches doubles toutes les fois qu'il y a lieu de soupçonner une tricherie dans l'âge déclaré, inconvénient qui est loin d'effacer les avantages d'autre sorte.

J'attire en passant l'attention de MM. les administrateurs, ici présents, sur ce point que ce mode de classification en commençant par la date de naissance à dix ans près, serait également applicable aux classifications alphabétiques en usage dans les casiers judiciaires et dans toutes les administrations en général qui ont de grands classements nominatifs à effectuer.

J'ai vu à Paris, aux sommers judiciaires centraux de toute la France, des piles toujours grossissantes, de *Martin*, de *Dubois*, de *Durand*. Les recherches y sont déjà presque impossibles. Il y a là des employés qui sont devenus de vrais spécialistes en *Durand*, *Dubois*, etc. Un autre se consacre au classement et aux recherches relatives aux *Martin*. S'il y a une profession que je n'envie pas, c'est celle de classificateur des *Smith* en Angleterre.

On peut affirmer que, malgré une habileté manuelle incontestable, dans dix ou vingt ans d'ici, au plus, les recherches deviendront complètement impossibles dans ces archives.

Mais pourquoi, au lieu de prendre comme point de départ la première lettre, le D pour *Durand*, l'M pour *Martin*, pourquoi ne pas commencer par classer les noms selon la période décennale de la date de naissance ?

Plus de remaniements, jamais d'encombrement, même dans la suite infinie des temps, et à l'exception de quelques vérifications

dans deux séries voisines, un grand allègement dans les recherches.

VIII. — Réfutations de quelques objections relatives à l'adoption du conformateur des chapeliers, au choix des mensurations, aux questions de légalité, etc.

Je terminerai cette communication en examinant avec vous, Mesdames et Messieurs, les objections qui peuvent être faites à cette méthode.

On peut trouver que je relève trop de mensurations : « 10 à 12 indications, c'est beaucoup trop ; 8 à 10, passe encore ; mais 12 !... D'ailleurs, on n'aura jamais besoin en France ni même dans le plus grand pays du monde, de vos cinq millions de cases, espérons-le du moins, — surtout avec le classement par périodes décennales que vous indiquez. »

Moi aussi je suis presque de cet avis : nous avons un excès de puissance classificatrice ; mais je crois qu'il est préférable de laisser au temps le soin d'éliminer les indications que l'expérience aura révélées défectueuses. Dans un répertoire de ce genre, il est toujours plus facile de supprimer, de rayer sur les fiches de la collection, un renseignement que l'on sera amené à juger superflu, tandis qu'il est impossible d'y ajouter *a posteriori* — cinq ou dix ans après — de nouvelles rubriques, quand les sujets examinés sont déjà loin.

On m'a souvent conseillé de me servir du conformateur des chapeliers, ce grand instrument très coûteux qui a la prétention de donner une réduction du tour de la tête.

Mais, comme vous le savez, ce sont des nombres, des chiffres précis qu'il nous faut pour notre classification en *petit, moyen, grand*. Or n'est-il pas infiniment préférable de relever ces chiffres, longueur et largeur de la tête, par exemple, sur le sujet lui-même plutôt que sur une projection fortement réduite et où la moindre erreur serait multipliée par le chiffre même de la réduction.

Quant à augmenter le nombre des mensurations, à en remplacer quelques-unes par d'autres, je crois que l'on n'aurait rien à y gagner. Les autres mensurations qui se présentent naturellement à l'esprit ont toutes quelque inconvénient rédhibitoire. — La

largeur des épaules est influencées par la volonté et varie trop, suivant l'embonpoint. Il en est de même de l'écartement des hanches dont j'étais anciennement très partisan. La hauteur de l'entre-jambes est une mesure désagréable à prendre autant pour le sujet que pour l'opérateur. — La mensuration du nez est répugnante pour le sujet et pourrait être une source de contagion, etc.

D'autres personnes, bien intentionnées, croyaient avoir fait une découverte en me conseillant de faire tatouer les prisonniers d'un numéro d'ordre — au lieu de les mesurer ! Ce serait là un rétablissement déguisé de la marque, que je repousse avec énergie et qui exigerait d'ailleurs une disposition législative spéciale dont mon pays n'aurait jamais voulu prendre l'initiative.

Il nous reste à parler du signalement anthropométrique au point de vue juridique. Peut-il être rendu obligatoire et comment ?

En France, ce signalement a été simplement assimilé à l'ancien, au point de vue des règlements pénitentiaires, et c'est à ce titre que ses principales mensurations figurent sur les registres d'érou à la suite de l'état civil.

Le signalement, quelle que soit la façon dont on le prenne, est la description d'un individu déterminé. Or, il peut tout aussi bien comprendre la hauteur du buste, que celle de la taille. L'indication, *visage rond*, *bouche grande* ou *petite* signifie-t-elle autre chose que *visage* ou *bouche de tant de centimètres* : ce sont autant de *mensurations sans instruments*.

Je dois ajouter que depuis que le signalement anthropométrique a été rendu obligatoire, les malfaiteurs s'y sont prêtés de bonne grâce, et que je n'ai pas encore eu à signaler un seul cas de refus persistant après quelques heures de réflexion.

Le criminel le plus dangereux, comme le récidiviste le plus anodin, a toujours en lui-même la conviction que c'est la dernière fois qu'on arrivera à mettre la main sur lui, aussi se montre-t-il plein de dédain pour le système.

Quand, après un intervalle plus ou moins long, ils sont arrêtés une seconde fois et qu'ils donnent un faux nom, leur unique préoccupation est alors de ne pas attirer l'attention sur eux, et notamment sur leur identité.

L'avenir dira si l'expérience acquise à leurs dépens ne les rendra pas plus rébarbatifs.

Différentes solutions peuvent d'ailleurs être adoptées dans le pays où règne la non-interprétation des lois et règlements ;

1° Allonger, d'accord avec la justice, le temps de la prévention jusqu'à ce que l'individu *ou* donne des preuves indiscutables de son identité, *ou* se laisser mesurer.

2° Procéder, toujours d'accord avec la justice, au jugement immédiat du récalcitrant.

Dans le cas d'un acquittement, la connaissance du signalement perd une partie de son intérêt.

Dans le cas plus probable d'une condamnation, procéder immédiatement après à la prise du signalement anthropométrique la situation du condamné légal, mettant le récalcitrant dans l'obligation absolue de se soumettre entièrement aux règlements pénitentiaires ; et si ces recherches, après condamnation, amènent quelque découverte, se hâter de la transmettre au parquet qui se fera un devoir d'en appeler *a minima* et de recommencer l'instruction.

C'est par l'interprétation de la législation de chaque pays, que la manière de procéder, en pareille occurrence, doit être déterminée.

Cette question touche mon œuvre de trop près pour que je puisse en être un juge impartial.

Remarquons que, dans un classement avec photographies, on peut se contenter, pour guider les recherches, de mesurer le chapeau, les gants, les souliers. C'est ainsi que j'ai été amené dernièrement à l'égard d'un pick-pocket qui refusait de se prêter à cette formalité. La recherche a été un peu plus longue, mais a permis néanmoins de trouver en moins de dix minutes la photographie de notre sujet, classée deux ans auparavant et sous un autre nom. — Ajoutons qu'une fois reconnu, notre individu n'a plus fait aucune difficulté pour se laisser remesurer.

Mais dans un répertoire sans photographies, uniquement basé sur des chiffres, il est indispensable que les indications numériques soient relevées sur le sujet lui-même, avec des instruments spéciaux, et non pas à l'œil, *de visu*.

**IX. — Questions pénitentiaires et internationales.
Conclusions.**

On m'a objecté aussi que ce procédé était du ressort de la police et de la justice, mais n'intéressait pas la science pénitentiaire.

Les organisateurs de ce congrès, en m'invitant à venir à Rome faire cette conférence, ont prouvé qu'ils ne pensaient pas ainsi.

Il est évident que les précédents congrès pénitentiaires, qui inscrivaient à leur ordre du jour la question annexe de l'échange international des casiers judiciaires, auraient partagé cet avis.

On m'a dit aussi : « Qu'est-ce que cela peut faire à un directeur de prison que telle cellule soit occupée par un récidiviste dissimulé ou par un débutant ? »

En sommes-nous encore, Mesdames et Messieurs, aux vieilles théories qui ne voyaient dans le personnel pénitentiaire que des surveillants porte-clefs : « *en cellule pour six mois, un an* », et c'est tout ?

Est-ce que le point de départ de l'amendement ne réside pas dans la connaissance du détenu ? En prison comme en justice, doit-on traiter exclusivement sur le même pied le récidiviste de profession et l'homme qui a réellement failli pour la première fois ?

Dans les prisons en commun, dont beaucoup de villes ne se sont pas encore débarrassées, doit-on confondre ces deux éléments sur la même cour ? Ce serait insensé.

Les dissimulations d'identité, avons-nous dit, occasionnent un allongement considérable dans la durée de la prison préventive. A qui faire croire que tout ce qui tend à abréger ce qu'on a appelé la torture des temps modernes, n'intéresse pas la science pénitentiaire ?

Le bénéfice pécuniaire qui en résulte n'accroît-il pas les ressources de l'Administration ?

Mais plaçons-nous à un point de vue plus élevé. Ni les greffiers des tribunaux, ni les commissaires de police ne sont à même, de par leurs occupations journalières (je ne parle ici que pour ce qui regarde la France) ne sont à même, dis-je, de présider à l'application journalière du signalement anthropométrique.

De tous temps, la justice s'est adressée aux prisons pour en obtenir des renseignements sur les identités douteuses. De ce que c'est la justice qui tirerait le bénéfice le plus immédiat de la vulgarisation de cette méthode, s'ensuit-il que l'Administration pénitentiaire doit lui refuser systématiquement son concours?

Ne voyons-nous pas, au contraire, certaines administrations, comme la Préfecture de police de Paris, par exemple, n'avoir d'autre raison d'être qu'une fusion plus intime entre les services judiciaires et pénitentiaires?

A mon avis, les administrateurs qui, comme MM. Herbet, Camescasse, Vel Durand, Gagnon, Naudin, etc., en ce qui regarde la France, ont présidé à l'organisation des signalements anthropométriques, ont rendu service à l'œuvre pénitentiaire.

Je vous ai indiqué, sur chaque question principale, les motifs qui ont guidé notre façon de faire.

Mon vœu le plus cher est de voir l'extension de la méthode des signalements anthropométriques aux autres pays.

Je serai heureux de fournir, pendant le cours de ce congrès, toutes les explications théoriques et pratiques aux personnes qui m'en exprimeraient le désir.

La solution de toutes les questions pratiques a été indiquée avec les plus grands détails dans la présente brochure intitulée : « INSTRUCTIONS SIGNALÉTIQUES » qui a été rédigée spécialement à l'usage des surveillants des prisons de France.

Elle fixe de la façon la plus précise le manuel opératoire, je dirais presque le maniement d'armes que nous avons été amené à adopter après cinq années d'expériences pénibles et coûteuses. De nombreux dessins complètent les explications.

De parti pris, et quoi qu'il puisse en résulter pour nos collections antérieures, nous ne repoussons aucune modification nouvelle qui présenterait quelque avantage. Mais nous supplions les administrations des autres pays qui seraient disposées à adopter ce signalement, de ne pas y apporter, chacune séparément, des modifications isolées qui détruiraient l'uniformité de la méthode, quand il est facile de s'entendre et sur le choix des mensurations, et sur le choix des instruments, et sur le *modus operandi*. C'est au début des questions qu'il faut jeter les fondements d'une internationalisation future, sans attendre que la routine d'une part, et l'accumulation annuelle de renseignements

dissemblables d'autre part, n'y mettent un obstacle infranchissable (1). (*Applaudissements.*)

A. BERTILLON,
*adjoint à la délégation officielle
du gouvernement français.*

Après cette conférence, M. Herbette, directeur de l'Administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur de France, a pris la parole. Il a fait ressortir tous les services déjà rendus par la méthode des signalements anthropométriques et ceux qu'elle est appelée à rendre. Il a cité, notamment, l'exemple récent d'un malfaiteur qui, arrêté à Lyon sous le nom de Buisson, a été découvert, grâce à ce signalement, transmis à Paris par télégramme, pour n'être autre qu'un nommé Bosconi, ex-caissier en fuite, condamné par contumace. Il a insisté sur les secours que ce procédé était appelé à rendre pour la reconnaissance des malfaiteurs internationaux qui changent si volontiers de nom et de pays.

Le crime, devenant en quelque sorte professionnel, se spécialisant entre les mains de quelques individus qui savent mettre à profit les progrès de notre civilisation pour échapper à la répression, il est naturel que la société, de son côté, utilise les découvertes de la science pour déjouer ces ruses. L'application de la méthode de M. Bertillon a justifié les espérances que la théorie avait inspirées. A Paris comme à Versailles, à Melun, à Poissy, à Lyon, etc., le procédé est appliqué dans son intégrité. Quelques jours ont suffi pour l'enseigner aux gardiens. Dans les prisons moins importantes, on se contente de noter sur le

(1) La non-universalité du système métrique n'est pas un obstacle à cette internationalisation. Il suffirait, dans les pays qui n'ont pas le système métrique de regarder les chiffres de nos instruments, non comme des mesures de longueur, mais comme des chiffres repères, des *pointures* d'un genre particulier.

Ce n'est pas la longueur en tant que longueur qui nous importe, c'est le chiffre en tant que chiffre qui toujours doit être identique à lui-même.

Le principal, c'est que l'échange puisse se faire rapidement et sans complication.

registre d'écrou les diamètres céphaliques, ainsi que la longueur du médius gauche, de l'auriculaire gauche et du pied gauche.

Ces indications suffisent pour déjouer toutes les tentatives de falsification d'identité. Les administrations des pays étrangers, et l'Italie en particulier, recevront, sur leur demande, tous les renseignements et documents qui pourraient faciliter l'adoption de cette nouvelle méthode.

S'élevant à des considérations d'ordre plus général encore et louant les heureux efforts de M. Bertillon, M. Herbetton a montré comment cette constatation de la personnalité physique et de l'indéniable identité des individus arrivés à l'âge d'adulte, doit répondre, dans la société moderne, aux besoins les plus réels, aux services les plus variés.

Qu'il s'agisse par exemple de donner aux habitants d'une contrée, aux soldats d'une armée, aux voyageurs allant dans les pays les plus lointains, des notices ou des cartes individuelles, des signes recognitifs permettant de déterminer et de prouver toujours quels ils sont; qu'il s'agisse de compléter par des indications certaines les actes de l'état civil, d'empêcher toute erreur et toute substitution de personnes; qu'il s'agisse de consigner ces marques distinctives de l'individu dans les documents, titres, contrats, où sa personnalité doit être établie pour son intérêt, pour l'intérêt des tiers ou pour l'intérêt de l'État, le mode de signalement anthropométrique peut trouver sa place.

Qu'il y ait certificat de vie, contrat d'assurance sur la vie ou parfois acte de décès à dresser, qu'il y ait à trouver, à certifier l'identité d'une personne aliénée ou grièvement blessée, ou défigurée, dont le corps aura été en partie détruit, ou sera devenue méconnaissable, ou sera difficile à reconnaître, en cas de mort subite ou violente, à la suite d'un crime, d'un accident, d'un naufrage, d'un combat, — quelle ne sera pas l'utilité de tracer ces caractères invariables en chaque individu, infiniment variables d'un individu à l'autre, indélébiles au moins en partie, jusque dans la mort ?

A plus forte raison aurait-on à s'en préoccuper s'il fallait faire reconnaître les gens à une longue distance et à une longue durée d'intervalle, après que l'apparence extérieure, la physionomie, les traits et les habitudes physiques ont pu se modifier de façon naturelle ou artificielle, et cela sans déplacement ni frais, par simple échange de quelques notes ou chiffres à

envoyer d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, de manière à savoir aux États-Unis ce qu'est tel homme venu de France, et à établir si tel voyageur que l'on trouve à Rome est bien tel personnage qu'on a mesuré à Stockholm, dix ans auparavant.

En un mot, fixer la personnalité humaine, donner à chaque être humain une identité, une individualité certaine, durable, invariable, toujours reconnaissable, et facilement démontrable, tel semble l'objet le plus large de la méthode nouvelle.

On peut dire en conséquence que la portée du problème comme l'importance de la solution dépasse de beaucoup les limites de l'œuvre pénitentiaire et l'intérêt pourtant bien considérable de l'action pénale à exercer dans les diverses nations.

Tels sont les motifs qui ont engagé à donner aux travaux de M. Bertillon et à leur utilisation pratique la publicité qu'ils comportent. Il ne convient que plus de remercier les membres du Congrès international de l'approbation et des encouragements sérieux qu'ils veulent bien accorder à une entreprise de ce genre. (*Nombreux applaudissements.*)

RAPPORT

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA PREMIÈRE SECTION DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DES PRISONS SUR LES

CASIERS JUDICIAIRES

MESSIEURS,

Vous vous rappelez qu'à une de nos dernières séances générales (10 août dernier), à propos d'une excellente communication de M. Clairin sur la prison de Louvain, il a été incidemment question des *casiers judiciaires*. On leur a reproché une *publicité* et une *perpétuité* qui trop souvent seraient un obstacle au reclassement des libérés. Le condamné, a-t-on dit, même pour un délit léger, est éternellement stigmatisé; son inscription au casier demeure indélébile comme la marque infligée jadis aux forçats. En vain est-il redevenu honnête, la réhabilitation qu'on lui impose, est inefficace, en ce que les formalités qu'elle exige ne font que raviver le souvenir d'une faute parfois oubliée.

Pour parer à ces abus, que déplorent chaque jour les sociétés de patronage, il faudrait que le casier, ainsi que son nom l'indique, restât purement *judiciaire*, c'est-à-dire exclusivement consulté par la *justice*; et que, de plus, les mentions du casier pussent être *prescriptibles*, comme le sont les peines elles-mêmes. Tels seraient, suivant M. le Secrétaire Général Fernand Desportes, les principaux griefs allégués contre notre casier judiciaire !

M. le président Bérenger, ajoute-t-il, a pensé que ces critiques étaient dignes d'une sérieuse considération; et il a émis le vœu que l'Assemblée voulût consacrer une de ses séances générales à leur examen.

C'est, Messieurs, en conséquence de ce vœu, que votre section d'études, présidée par M. le conseiller Petit, a été préalablement saisie de ces intéressantes questions.

Après une discussion approfondie, à laquelle ont pris part tous les membres de la section, l'Assemblée, à la presque unanimité, a voté le maintien du casier, tel qu'il fonctionne actuellement; sauf à diminuer les inconvénients signalés, au moyen de certaines mesures complémentaires, dès longtemps proposées à la sollicitude du législateur.

La section, m'ayant fait l'honneur de m'appeler dans son sein et de me nommer son rapporteur, je vais essayer de rendre compte des motifs sur lesquels repose l'avis qu'elle soumet à vos délibérations,

I

Sur le grief principal, relatif à la *publicité* et à la *perpétuité* du casier, M. Yvernès, avec la compétence particulière qui lui appartient, nous a déclaré que c'est à tort qu'on reproche au casier une prétendue publicité qui n'existe pas. L'institution n'a jamais cessé d'être purement *judiciaire*.

Le casier est placé au greffe du Tribunal, dans un lieu *non accessible au public* et presque toujours dans un meuble *fermé à clef*. Les extraits ne sont délivrés que sous la surveillance du Ministère public, qui a charge de les contresigner.

On les délivre 1° aux *Tribunaux* pour être annexés au dossier de chaque inculpé; 2° aux *Administrations publiques* qui font partie intégrante du Gouvernement; 3° à *chacun de ceux qu'ils concernent* (tout acquitté ou condamné ayant droit à cette production qui affirme pour lui la vérité judiciaire); 4° enfin, on délivrerait, dans le principe, ces mêmes extraits à *d'autres personnes*; mais à qui et sous quelles garanties? — Nous l'avons dit, sous le contrôle et le visa du Procureur de la République et à cette *condition expresse* que la demande qui lui est faite « *s'appuie sur des motifs sérieux et légitimes.* » (Circ. du 20 décembre 1850.)

Or, voici comment M. le Ministre de la Justice motivait ces diverses sortes de communications.

« Du moment, dit M. le Garde des Sceaux, que les casiers judiciaires auront été régulièrement établis sur tout le territoire,

il est évident qu'aucune inscription sur les listes électorales ne pourra être obtenue que sur la production d'un certificat du Greffier, constatant que celui qui veut être *électeur* ne se trouve frappé par la justice d'aucune incapacité; cette condition sera également exigée de tout homme qui voudra être admis comme remplaçant *dans l'armée*; de tout individu qui sollicitera un *emploi de l'État*. De même que, pour les actes importants de la vie, on exige des citoyens la production de leur *acte de naissance*, à l'avenir on leur demandera en outre la production de leur bulletin du casier judiciaire. »

Et le Ministre ajoutait : « Combien aussi de *simples particuliers* ne tiendront-ils pas à recourir à cette salutaire précaution avant de conclure une affaire importante de *famille* ou d'*argent*, pour s'éviter les regrets *si amers* qui les menacent aujourd'hui, faute de pouvoir se renseigner *légalement* sur les antécédents de celui avec lequel ils contractent. »

Par ces derniers mots, M. le Ministre faisait sans doute allusion à certains faits *déplorables*, signalés par l'auteur du casier dans son mémoire; et tous provenant de l'impossibilité de connaître les antécédents judiciaires d'un individu d'*apparente honorabilité*.

— Ainsi, des pères de famille acceptant, *à leur insu*, pour gendres d'anciens repris de justice; — de riches banquiers ayant, *à leur insu*, choisi pour caissiers d'anciens voleurs; — des négociants ayant, *à leur insu*, accepté pour associés d'anciens forçats; — le Gouvernement lui-même acceptant, *à son insu*, comme électeurs, comme jurés d'anciens condamnés ou leur conférant de hautes fonctions administratives, etc, etc.

On ne supposait pas alors qu'on pût se plaindre de ces discrètes communications, qui devaient prévenir désormais de tels malheurs publics et privés!

La délivrance du bulletin du casier ainsi sagement réglementée, sous la responsabilité du ministère public, semblait échapper à toute critique fondée; outre qu'elle était toujours restée *purement judiciaire*, on ne pouvait prétendre que les bulletins fussent *publics*, puisqu'on ne les délivrait qu'à la *justice seule* ou de son *consentement formel*.

Encore moins peut-on dire qu'ils soient *perpétuels*, puisque, chaque année, on supprime du casier les bulletins concernant les condamnés *décédés*, *amnistiés* ou *réhabilités*.

Il est clair que si l'opinion publique désapprouvait cette réglementation, nous ne verrions pas la délivrance des extraits s'élever progressivement dans ces dernières années, de 80,000 à 120,000!...

Néanmoins, je m'empresse de le dire, le Ministre de la Justice, par un scrupule peut-être exagéré, a voulu donner entière satisfaction aux quelques plaintes dont nous nous occupons; et par diverses circulaires récentes, il a cru devoir *absolument interdire la délivrance du casier A DES TIERS* (1).

Donc, cette prétendue *publicité* est un grief non seulement mal fondé, mais qui, n'ayant même plus de prétexte, doit disparaître complètement du débat. C'est un premier point réglé.

Mais ce qu'on reproche surtout au casier, objecte un membre de la section, (M. Rivière), c'est l'inscription d'une masse de *petites condamnations* qui grèvent à toujours l'existence des condamnés. Ne pourrait-on pas, ainsi qu'on l'a fait pour les condamnations de *simple police*, éliminer du casier toutes ces menues sentences, pour s'en tenir aux crimes et délits qui portent réellement atteinte à la sécurité publique?... Ce serait déjà une notable amélioration.

A cet égard, un autre membre (M. Yvernès), rappelle que l'inventeur du casier s'était préoccupé de l'objection. En effet, dans sa proposition primitive (3 novembre 1848) ainsi que dans celle soumise au Conseil général de Seine-et-Oise du 12 septembre 1849, il n'avait parlé d'inscrire au casier que les condamnations : « à l'emprisonnement et à plus forte peine », faisant ainsi abstraction de toutes les pénalités d'amende dont le chiffre annuel s'élève à 55,294. Mais force lui a été de les comprendre dans sa proposition officielle au Ministre, par deux raisons également péremptoires : la première, que le casier (bulletin n° 1) devant remplacer, à titre de *duplicata*, une des deux copies de *notices de jugement* prescrites par l'article 601 du Code d'instruction criminelle, on ne pouvait y faire aucune omission quelconque; la seconde, que la loi prévoyant une *récidive spéciale* pour beaucoup d'infractions punies d'une *simple amende*, il y avait absolue nécessité d'inscrire ces dernières peines, pour l'application de la récidive.

Dans tous les cas, l'omission des peines correctionnelles *peu*

(1) V. circulaire du 4 décembre 1884.

graves eût été, *en fait*, inexécutable. — Comment et sur quelles bases les greffiers eussent-ils pu l'opérer? Est-ce d'après la *nature* du délit? — Mais les délits d'une même qualification ne présentent-ils pas des variétés infinies de gravité? — Serait-ce d'après la *quotité* de la peine infligée? — Mais cette *quotité* dépendant forcément de mille circonstances de temps, de lieux, de situation des inculpés, ou du plus ou moins d'indulgence du juge, la sélection des condamnations à inscrire eût été impossible, à moins d'introduire l'arbitraire et la confusion dans l'organisation du casier.

/ Toutefois, il convient de rappeler, qu'indépendamment des condamnations de simple police, on a, dans l'intérêt des libérés, éliminé du bulletin n° 2 toutes les inscriptions inutiles. Ainsi n'y sont pas portées les décisions judiciaires concernant les *mineurs* de moins de 15 ans (application de l'art. 66); — les condamnations à l'*amende* poursuivies à la requête des administrations publiques; — les condamnations *forestières*; — enfin les crimes et délits effacés par la *réhabilitation* et par l'*amnistie*. Vous le voyez, on a par là donné *d'office* satisfaction, dans la mesure du possible, aux plaintes des libérés.

Quoique l'institution des casiers judiciaires compte déjà de longues années d'application et de succès, elle paraît encore mal appréciée. Pour la bien comprendre, il faut n'oublier ni son but, ni aucune des grandes nécessités sociales auxquelles elle devait satisfaire, à savoir : — la *répression des crimes et délits et de leurs récidives*; — la *sécurité publique par l'épuration des listes électorales et du jury*; — et la *moralisation sociale par la prévention des méfaits*.

II

Elle devait d'abord assurer la *juste répression des méfaits et de leurs récidives*.

Or, pour appliquer justement la peine, il faut, avant tout connaître les antécédents du coupable; « *primum consideranda persona nocentis* (1) ».

En vain, pour l'application de cette règle fondamentale de toute

(1) L. 28, § 16; Callist. lib. IV.

bonne justice, le Gouvernement avait-il recommandé au ministère public de redoubler de soins dans la recherche des antécédents des inculpés (1); en vain, le législateur de 1808 avait-il prescrit la concentration à Paris (Ministère de la Police générale) de toutes les condamnations prononcées par les divers tribunaux de l'Empire, en vue de procurer à la justice la *biographie criminelle* de chaque inculpé. S'il est un fait de notoriété judiciaire, c'est que, faute d'un mode prompt et facile de recherche, aucun tribunal n'était certain de connaître exactement les antécédents de ceux qu'il avait à juger. De là l'inutile prolongation des procédures, au détriment des inculpés détenus; de là l'indulgence accordée trop souvent aux plus effrontés récidivistes!... Et chaque année, M. le Garde des Sceaux en était réduit à regretter « *cette déplorable impuissance de la justice!* »

Sur ce point, écoutons l'opinion d'un homme qui a parmi nous une irrécusable autorité:

« Le casier judiciaire, dit M. Bérenger de la Drôme, vint remédier à ce fâcheux état de choses par la *localisation*, au greffe de l'arrondissement *natal*, de toutes les condamnations prononcées, n'importe où et n'importe à quelle époque, contre un individu désigné (2).

On sait que cette nouveauté, d'abord accueillie avec froideur comme une utopie, fut, grâce à l'insistance de l'auteur, grâce à la remarquable sagacité et aussi à la fermeté de M. le Garde des Sceaux (Rouher), exécutée en quelques mois au moyen d'une simple circulaire (celle du 6 novembre 1850); et depuis lors, elle donne, au dire des statistiques criminelles, des résultats *aussi féconds qu'inespérés* (3).

Aujourd'hui donc, les antécédents judiciaires de tout inculpé sont exactement connus; aucun récidiviste ne peut échapper à la juste répression des tribunaux; on n'a plus à craindre de voir comme autrefois, à l'insu de l'autorité, figurer sur les listes électorales et du jury, dans les cadres de l'armée, parmi les instituteurs de nos enfants, et parmi les nombreux délégataires de la puissance publique, des hommes judiciairement frappés d'incapacité civile.

A part ces résultats, si indispensables à la justice, si nécessaires

(1) Stat. crim. de 1836, rapp. p. 15.

(2) *De la répression pénale*, p. 409.

(3) Voir la série des comptes-rendus de la justice criminelle depuis 1852.

et à la dignité des fonctions publiques et à la moralisation sociale, il faut aussi tenir compte des immenses services que le casier rend à la masse des honnêtes gens dont il est la sauvegarde.

On comprend que les repris de justice n'aiment guère le casier judiciaire. C'est un miroir qui reflète leur mauvais passé ; mais ce miroir a son revers, lequel, avec une égale certitude, reflète les existences honnêtes.

Qu'un citoyen, jusque-là sans reproche, soit traduit devant la justice, il peut repousser toute incrimination injuste en disant avec assurance au juge : « voyez mon casier, il est blanc, ce qui prouve que je n'ai jamais enfreint les lois de mon pays ! » Par cette seule production, la plus éloquente de toutes les défenses, il est certain de conquérir l'indulgence du juge ou d'assurer son entière justification.

Nous oublions trop, Messieurs, que *tous* nous avons notre casier judiciaire. « Comment, me disait M. le garde des sceaux Rouher, j'aurai donc aussi mon casier?... — Certainement, Monsieur le Ministre, tous nous aurons le nôtre ; seulement celui des honnêtes gens sera une feuille immaculée attestant leur irréprochable honorabilité. Et ce sera là désormais le seul vrai certificat de bonne vie et mœurs ! »

Mais, il y a plus ; et si l'on me permet de rappeler un de ces grands intérêts sociaux dont j'ai parlé, j'ajouterai que le casier judiciaire est essentiellement *préventif du crime* ; et de ce chef, il a une haute portée moralisatrice.

« Prenez, disais-je, tel homme que ses habitudes perverses poussent en aveugle sur la pente de l'infraction ; parlez-lui de son père, de sa mère, de ses enfants qu'il a abandonnés ; dites-lui qu'il va les déshonorer ; dites-lui que la condamnation, qui quelque jour l'attend, sera affichée au lieu qu'ils habitent, au lieu où sont les souvenirs de sa famille, où reposent les cendres de ses ancêtres ; croyez-moi, si cet homme n'est pas arrivé à ce terme de dégradation qui est la mort morale, croyez qu'il hésitera, qu'il s'arrêtera peut-être, pour rentrer dans le droit et facile sentier de l'obéissance aux lois. »

Ce n'est pas là, Messieurs, une illusion généreuse ; c'est un fait d'expérience physiologique. On a remarqué qu'un des derniers scrupules honnêtes qui survivent dans l'âme des malfaiteurs, c'est la crainte de *déshonorer leur famille*.

« Je ne demande qu'une grâce, disait un condamné, c'est qu'on cache mon crime et ma mort honteuse à ma vieille mère (1). »

Or, si nous trouvons, dans les hommes qui ont atteint les dernières limites du crime, ces touchants retours au culte des affections et du respect de la famille, ne doit-il pas paraître évident que, parmi la foule vulgaire de moindres coupables qui la plupart achèvent de se perdre loin de leur commune d'origine, beaucoup seraient arrêtés dans leurs désordres s'ils avaient sans cesse devant les yeux cette intimidante certitude : qu'à l'avenir chacun de leurs méfaits ira immédiatement s'inscrire au lieu de leur naissance et y entacher « le nom et l'honneur de leur famille (2). »

La *localisation* des renseignements judiciaires a un autre avantage; elle fait tourner, au profit de la moralisation sociale, l'une de nos plus ardentes passions : *le besoin de la considération publique*.

Si, dans tous les temps, la considération publique a été l'un des biens les plus précieux de l'homme, elle acquiert son maximum de valeur, sous l'empire du suffrage universel, parce qu'elle est la source de toute influence, de toute élévation, de tout pouvoir !

Donc, si nous voulons le règne de l'honneur et de la probité, il faut que nous exigions de chaque citoyen qui aspire à la considération publique, un certificat d'honorabilité absolue ou la preuve qu'il a reconquis la plénitude de ses droits par l'héroïque remède de la *réhabilitation*.

Vainement prétend-on que les Cours d'appel sont hostiles à la réhabilitation; une telle assertion ne saurait être discutée, les décisions des Cours étant une affaire d'*appréciation* et de *conscience*. Du reste, on ne croira jamais que, de parti pris, des Cours de justice refusent de réhabiliter un condamné ayant fait preuve d'un *repentir véritable*. Mais il est si difficile de juger de la réalité de l'amendement qu'on doit souvent admettre de leur part une hésitation. Au surplus la réhabilitation existe; et elle est pratiquée journellement au grand bénéfice des libérés. En

(1) *Gazette des Tribunaux*, 8 novembre 1838.

(2) Ne sera-ce pas déjà un immense résultat moral, que la crainte inspirée à l'homme sur le point de commettre une faute, de voir son nom figurer sur les fastes de la honte et du crime. (Discours de l'orateur du Gouvernement sur le Code de 1808.)

voici la preuve : on n'en comptait que 20 en 1847; on en relève 668 en 1882!...

Et qu'on ne dise pas que son recours est *inefficace* ou *difficile*. Cela a pu être vrai autrefois, alors que la réhabilitation n'existait qu'en faveur des condamnés *pour crime*, et alors qu'elle était soumise à des délais et à des formalités de toutes sortes. Mais ces obstacles ont depuis longtemps disparu. L'auteur des casiers avait, dès 1847, de concert avec notre regretté collègue M. Faustin-Hélie, réclamé l'extension de la réhabilitation à tous les condamnés correctionnels (1). Cette importante innovation a été admise par le décret du 18 avril 1848; ajoutons qu'une loi récente (du 14 août 1885), due à l'initiative de notre honorable Président M. Béranger, a encore atténué les formes et la publicité de la réhabilitation; en sorte qu'aujourd'hui tous les repris de justice, *quels qu'ils soient*, peuvent plus facilement se faire relever de toutes les flétrissures qu'ont pu leur imprimer de précédentes condamnations.

C'est donc à tort que certains libérés hésitent à recourir à ce bienfait de la loi, dont ils incriminent la publicité; car, de deux choses l'une, si le délit, dont ils veulent faire effacer l'empreinte, était *léger*, cette empreinte a dû s'évanouir devant la bonne renommée que le libéré s'est acquise par son excellente conduite ultérieure; que si ce délit était *grave*, le libéré, même amendé, ne peut se plaindre d'être moins bien accueilli qu'un citoyen dont le passé est irréprochable. Ou alors il faut renier le principe de la *responsabilité humaine*, et nous replonger dans la confusion du bien et du mal, c'est-à-dire dans la barbarie (2)! Le libéré qui, pour des raisons quelconques, refuse le baptême de la réhabilitation, n'a plus qu'à faire appel aux sociétés de Patronage et aux hommes généreux qui, en vertu des idées de charité chrétienne, admettent qu'un repentir vrai efface même les plus mauvais antécédents « *quem pœnitet penè innocens est.* »

En dehors de ce remède suprême de la réhabilitation, n'a-t-on pas, rappelle un de nos collègues, réclamé une *sorte de pres-*

(1) *Traité des institutions complémentaires du régime pénitentiaire*, p. 62 et suiv. (1847).

(2) « *Ubi discrimen inter bonos et malos sublatum est, confusio oritur et vitiorum eruptio.* »

cription, qui permettrait de supprimer du bulletin n° 2 les condamnations remontant à une époque *plus ou moins éloignée*.

Cette proposition mériterait examen.

La discussion s'est engagée sur ce point, et il a été reconnu qu'un tel expédient était inadmissible. On conçoit, a-t-on dit la prescription d'une *action* ou d'une *peine*; c'est un acte d'indulgence ou de générosité de la société, laquelle, à raison du long temps écoulé, renonce à l'exercice de son droit; mais *un fait* mais une *condamnation subie*, ne se peuvent jamais prescrire, pas plus qu'on ne peut prescrire contre l'histoire, contre la vérité! De là cet axiome philosophique que vous connaissez tous :

« *Quod factum est, infectum esse nullo modo fieri potest.* »

D'ailleurs, le casier n'étant, ainsi qu'on le reconnaît, que le *duplicata* du registre des tribunaux, en vain aurait-on retranché du bulletin n° 2 certains faits *anciens*, ces faits n'en resteraient pas moins consignés dans les archives de la justice, à moins qu'on ne veuille, comme l'a fait une de nos dernières insurrections, supprimer ces *annales du crime* par la dévastation et l'incendie. Encore cette tentative a-t-elle échoué, puisque les somniers de la Préfecture ont pu être reconstitués à l'aide des divers casiers du lieu de *naissance* des délinquants; c'est là, entre autres, un nouveau mérite du système de localisation des casiers !

« En regard de ces nombreux avantages, nous a dit M. le président Petit, vous avez à juger s'il ne serait pas imprudent, en vue de parer aux quelques inconvénients dont se plaignent les libérés, d'ébranler, sans d'impérieux motifs une *institution nationale*, qui rend de tels services à la société et à l'immense majorité des honnêtes gens ! »

M. le Président croit devoir en outre faire remarquer que les critiques alléguées contre le casier, proviennent non de cette institution en elle même, laquelle n'est après tout que le fidèle *reflet de la vérité judiciaire*; mais de ce que l'on a négligé les mesures *complémentaires* qui, dans la pensée de l'auteur, devaient supprimer ou atténuer, pour la plupart des libérés, tout obstacle à leur reclassement dans la société.

Cette judicieuse observation, qui nous a paru un trait de lu-

mière, va m'imposer, Messieurs, une nouvelle tâche; et si déjà je n'ai trop abusé de votre bienveillante attention, je solliciterai l'honneur, dans cette dernière partie de mon rapport, de rappeler à votre souvenir ces diverses mesures *complémentaires*, parce qu'elles ont obtenu le sympathique assentiment de votre première Section.

III

§ 1. — *Libération conditionnelle.*

Vous savez tous, Messieurs, qu'à une époque presque contemporaine des casiers (1), j'avais proposé au gouvernement la *libération préparatoire ou conditionnelle des condamnés amendés*. Cette mesure essentiellement généreuse avait conquis l'éminent patronage des deux illustres chefs de la cour de cassation, MM. Béranger de la Drôme et Dupin. En sa qualité de président de la Commission pénitentiaire, M. Béranger demanda et obtint que le livre (2) où j'exposais cette innovation fût *officiellement* distribué aux membres de la législature (3).

« La libération préparatoire des condamnés amendés, disais-je, devait puissamment contribuer à provoquer la réforme des condamnés et à faciliter leur reclassement dans la société; elle était le *correctif* exact et le *complément* des casiers judiciaires : ceux-ci mettent la justice à même de se montrer sévère à l'égard des malfaiteurs endurcis; celle-là permettrait à l'administration de se montrer miséricordieuse envers les condamnés qui auraient racheté leurs méfaits par un sincère retour à des sentiments meilleurs (4). »

Soit que cette innovation parût trop hardie, soit qu'elle fût réputée irréalisable, toujours est-il que les pouvoirs publics la négligèrent. Toutefois, grâce à la publicité du *Moniteur*, l'étranger, notamment l'Angleterre, l'accueillit avec faveur comme un moyen d'alléger la surcharge de ses prisons, devenues insuffisantes par suite du refus que faisaient certaines colonies de recevoir

(1) *Traité des institutions complémentaires du régime pénitentiaire* p. 621 et suiv., (1847) *De l'amélioration de la loi criminelle* tome II, p. 45 et suiv.

(2) *Traité des institutions complémentaires du régime pénitentiaire*.

(3) *Moniteur officiel* du 25 mai 1847.

(4) *Amélioration de la loi criminelle*, t. II, p. 45.

ses *convicts*. Elle s'empresse donc de l'adopter sous l'appellation de *tickets of leave* (1847 et 1853). Ma proposition fut successivement admise par le Portugal (1861); par l'ancien royaume de Saxe (1862); par la Prusse (Code pénal d'Allemagne, 1871); et par divers autres États; en sorte que cette idée d'origine *toute française* (1) aurait pu presque faire le tour du monde avant que nous l'eussions réalisée en France.

Mais j'ai hâte de le proclamer, après une attente de près de quarante années, la libération conditionnelle a été enfin admise en France, sur l'initiative de notre infatigable Président, par la loi déjà citée du 14 août 1885.

Votre première Section, Messieurs, pense qu'une telle mesure, depuis longtemps pratiquée avec un plein succès à l'étranger (2), et que vous aviez vous-mêmes à diverses reprises vivement recommandée, aidera puissamment aux efforts de nos sociétés de patronage et qu'elle contribuera à assurer le reclassement d'un grand nombre de libérés inscrits au casier judiciaire.

§ 2. — *Suppression des petites peines d'emprisonnement.*

Presqu'à la même époque (3) j'avais demandé la suppression des *petites peines d'emprisonnement* qui sont une véritable plaie de notre répression. On les remplacerait par la peine d'amende laquelle, suivant Bentham, est la peine *par excellence*, en ce que, sans porter atteinte à la liberté du citoyen, elle profite à l'État et n'entraîne pas pour les condamnés la même déchéance que produit toujours l'incarcération.

Du reste, l'article 463 de notre code pénal permet déjà d'accomplir cette importante amélioration. Suivant quelques membres de votre première Section, il suffirait qu'une circulaire de M. le garde des sceaux appelât l'attention des magistrats sur la convenance d'appliquer de préférence l'amende toutes les fois que le délit pourrait être *efficacement réprimé par la peine pécuniaire*, ainsi que nous allons l'expliquer ci-après.

(1) Proposition de loi faite par M. le sénateur Bérenger, sur les moyens de combattre la récidive. (décembre 1887).

(2) Les derniers rapports sur la justice en Angleterre, constatent que la libération conditionnelle continue de fonctionner avec un plein succès, *perfectly well*.

(3) *De l'amélioration de la loi criminelle*, t. II, p. 304. (1864).

Or, si l'on songe que, chaque année, nous comptons environ 40,000 condamnés de 6 jours à 15 jours d'emprisonnement, on comprendra, indépendamment de l'économie dont profitera le Trésor, l'immense bienfait qui résulterait, pour les inculpés de petits délits, de cette seule modification dans nos procédés répressifs.

Ici, Messieurs, surgit une objection qui vous a tous frappés. Les Tribunaux, dit on, connaissent parfaitement les funestes effets des petites condamnations à l'emprisonnement, et, s'ils continuent à en user, c'est qu'ils savent, qu'à l'égard des insolubles, l'amende est dépourvue de sanction; et que trop souvent elle équivaut à l'impunité! Force leur est donc d'appliquer l'antique adage : « *Qui non habet in ære, luat in cute.* » Et ils infligent quelques jours de prison, de même que, dans un but analogue, la loi prononce *la contrainte par corps*.

§ 3. — *Insolvabilité des délinquants. — Moyens supplétifs.*

Cette prétendue nécessité de suppléer par l'emprisonnement à l'inefficacité des amendes a surtout préoccupé votre première Section.

Elle estime que, dans un siècle d'égalité, il ne doit plus y avoir, pour les infracteurs des lois, ni privilège de richesse ni privilège de pauvreté; tous indistinctement doivent payer leur tribut à la loi pénale. Au lieu de frapper les délinquants dans leur liberté par la *prison* ou par la *contrainte*, la Section vous propose deux procédés plus libéraux et plus efficaces :

Le premier serait de réputer *faillis* envers l'Etat, tous les débiteurs insolubles des amendes et frais de justice. — A ce titre, ces condamnés seraient, ainsi que le sont les commerçants *faillis*, *suspendus de leurs droits civiques* jusqu'au parfait payement.

On se demande, en vérité, pourquoi l'on hésiterait à appliquer au *condamné correctionnel* une déchéance *temporaire* de droits, dont on frappe journallement des négociants, qui la plupart sont des débiteurs malheureux et de bonne foi?..

§ 4. — *Prestations en nature.*

Que si ce mode nouveau, dont nul ne conteste la rationalité, paraissait trop rigoureux, il en est un autre, depuis longtemps proposé (1), et qui a aussi le mérite d'être emprunté à une de nos lois spéciales en pleine vigueur.

Il consisterait à étendre à toutes les classes de condamnés insolvables, l'application de l'article 210 du Code Forestier, lequel autorise les condamnés à *se libérer des amendes, réparations et frais* au moyen de *prestations en nature*, affectées à des travaux d'intérêt public. Ecoutez, Messieurs, comme document instructif, ce que disait le Gouvernement dans son *Exposé des motifs* :

« L'insolvabilité des condamnés paralyse l'action des tribunaux dont elle défie les rigueurs ; et l'impunité qu'elle promet les entraîne à ces nombreuses récidives qui, par leur accumulation même, semblent s'élever au-dessus de toute répression. Convertir l'amende en *emprisonnement* par le motif que l'amende est irrécouvrable, c'est dépasser la mesure de la justice. Quant à la *contrainte par corps* pour les cas d'insolvabilité absolue, elle oblige à des accroissements de frais qui augmentent encore l'insolvabilité des condamnés, et qui, presque toujours, restent à la charge de l'État. Elle envenime la poursuite ; elle excite l'animosité et les vengeances. »

Si telles sont, au dire du législateur lui-même, les conséquences fâcheuses de la conversion des amendes en emprisonnement et de l'exercice de la contrainte par corps, en ce qui touche spécialement les délinquants forestiers, et s'il a paru juste de les autoriser à se libérer par des prestations en nature, pourquoi ne généraliserait-on pas le système en l'appliquant à toutes les catégories de condamnés insolvables, comme l'a fait naguère la législation fédérale de la Suisse ? Ajoutons que la commission du Corps législatif semblait avoir préparé cette généralisation en disant : « Ce mode paraît concilier, autant que possible, — les droits et les devoirs de justice et de l'Administration, — les nécessités de la répression, — les intérêts du

(1) *De l'amélioration de la loi criminelle* t. II, p. 304, (1864).

Trésor ainsi que ceux des communes et des établissements publics. »

A propos des intérêts du Trésor, rappelons, toujours d'après la statistique criminelle, que chaque année l'État perd plus de deux millions d'amendes *non payées* et plus de trois millions de frais de justice *non recouverts*. M. Yvernès nous a confirmé l'exactitude de ces chiffres.

Or, aujourd'hui que l'intérêt budgétaire de l'État et des communes a une si grande part dans les préoccupations de la politique, si notre Société des prisons consentait à appuyer cette utile amélioration, peut-être parviendrait-elle à provoquer l'attention sérieuse de nos législateurs !

Ainsi aurions-nous procuré à l'État un triple avantage ; *bénéfice moral* par la suppression de l'impunité ; — *bénéfice humanitaire* par la suppression des haines et des vengeances que suscitent les poursuites contre les insolubles ; — et *bénéfice financier* par le recouvrement, en travaux de prestations, des amendes et frais de justice. On y pourrait ajouter l'inappréciable avantage d'une loi honnête, libérale, populaire, obtenant l'approbation de tous les esprits progressifs.

§ 5. — Admonition répressive.

Enfin, Messieurs, il est une mesure complémentaire plus généreuse et plus libérale encore, sur laquelle j'ai mission d'appeler votre particulière sympathie ; c'est l'*admonition répressive*, heureux retour à la législation de nos pères, dont le résultat direct serait d'éliminer du casier une masse de menues condamnations.

L'*admonition* serait « un avertissement public, qu'au lieu et place de la peine édictée, le juge serait autorisé à donner, en matière correctionnelle au délinquant *primaire*, dont l'infraction serait accompagnée des circonstances *les plus atténuantes*. Cette admonition, n'ayant pas le caractère de *peine*, ne serait pas inscrite au casier judiciaire et néanmoins elle emporterait le paiement des frais et dommages intérêts. »

Maintenant, quelques mots seulement, pour en faire mieux comprendre la portée et l'utilité.

La peine, Messieurs, est, de toutes les dépenses, celle que la société a le plus d'intérêt à économiser ; car elle a pour résultat

évident de diminuer ce *fonds commun* d'honorabilité qui est la principale richesse d'une nation. D'où ce principe indiscutable : que la société ne doit frapper un de ses membres d'une peine que lorsqu'elle ne peut autrement le ramener au respect de ses lois. Voilà pourquoi un de nos sages du xvi^e siècle, dont le nom décore une des rues de Paris, disait, à propos des délinquants *primaires* :

« Pour eux, la justice ne devrait-elle pas se contenter de la *répétance* comme d'un suffisant châtement, » (Charron).

Nos petites peines de prison et d'amende, appliquées pour faits insignifiants, à des citoyens jusque là sans reproche, sont une répression *inutile*, par conséquent injuste, irritante, qui, loin d'amender le délinquant, le pousse souvent à la récidive ; ce qui explique un fait signalé par la statistique, à savoir : que presque toujours les condamnés à des peines sérieuses « avaient subi tout d'abord de *petites peines de prison ou d'amende*. »

Pour moi, durant mon long apostolat judiciaire, j'ai toujours considéré comme *funestes* ces légères péalités, appliquées à des délinquants *primaires*. Elles sont funestes par cette double raison qu'elles sont profondément illibérales et illogiques.

Illibérales : car la raison conseille d'avertir avant de frapper « *moneat lex antequam feriat* » disait la loi romaine ; — et avant elle, l'inimitable livre de la sagesse n'avait-il pas dit « *de quibus peccant admones et alloqueris ut relictâ malitiâ credant in te* »

Illogiques : car notre code permet pour les récidivistes d'aggraver la peine en dehors de la latitude ordinaire, autorisant le juge à l'élever au *double du maximum*. Est-ce que, pour être conséquent, le législateur ne devrait pas reconnaître aussi la convenance d'alléger la répression des délinquants *primaires* en dehors du cercle de la latitude : en d'autres termes, de l'*abaisser au-dessous du minimum des pénalités édictées* ? Or, au-dessous de l'amende ou de l'emprisonnement, que trouve-t-on dans nos lois ? Rien, sinon l'impuissance répressive se traduisant par l'*aquittement* pur et simple.

De là, Messieurs, la nécessité de l'*Admonition* ! Ainsi, l'on rétablirait une harmonie symétrique dans nos procédés répressifs. La loi aurait enfin des mesures parfaitement égales de sévérité et d'indulgence ; la *surélévation* de la peine contre les *récidivistes* aurait son juste contrepoids dans le *surabaissement* de la répression en faveur des délinquants *primaires*.

L'Angleterre fait, depuis des siècles, un usage des plus fructueux de l'*admonition*. C'est à elle qu'on doit la popularité et le respect dont y jouit la loi criminelle.

De même, l'Italie a conservé cette libérale institution, empruntée à son vieux code de Sardaigne, la législation la plus avancée de toute l'Europe. Savez-vous combien, en 1884, il y a eu en Italie d'*admonitions*, prononcées pour *infractions légères*: (délits relatifs à la sécurité publique, délits ruraux, délits d'oisiveté ou de vagabondage.)? — 14,004!.. Voilà donc 14,004 délinquants qu'elle n'a pas eu à inscrire à son casier judiciaire!..

Supposez l'institution établie en France dont la population est supérieure, et vous pouvez apprécier quelle satisfaction considérable serait ainsi donnée aux plaintes des libérés, qui tiennent leur avenir entravé par l'inscription au casier judiciaire.

En résumé, Messieurs, les casiers judiciaires sont une institution, qui depuis trente-six ans a fait ses preuves; et dont nos différents ministres de la justice se sont tous accordés à proclamer les services et les féconds résultats. En même temps qu'elle contribue à la moralisation sociale par son action *préventive* des méfaits, elle est un indispensable instrument de justice distributive. Elle éclaire et dirige tour à tour l'indulgence ou la sévérité des magistrats; elle seule garantit la pureté des listes électorales, celles du jury, les cadres de notre armée et la complète intégrité de tous les délégataires du pouvoir.

Les nations étrangères nous l'envient; quelques-unes nous l'ont empruntée; et les autres ont été conviées par le congrès pénitentiaire de Rome, à l'adopter dans l'intérêt de leur propre sécurité et de la sécurité internationale.

Pour toutes ces causes, votre première Section d'études a décidé qu'il y avait lieu de maintenir le casier judiciaire tel qu'il fonctionne; sauf à essayer de l'améliorer au moyen des diverses institutions *complémentaires* que nous venons de signaler à vos méditations.

La Section espère que vous approuverez les conclusions qu'elle soumet à votre sagesse et à vos lumières.

Et puisque vous avez l'insigne honneur de compter dans vos rangs presque toutes les illustrations de la magistrature et du barreau ainsi que d'éloquents représentants de nos assemblées

législatives, elle pense qu'il vous appartient de saisir les Pouvoirs Publics d'une ou plusieurs propositions qui, tout en consacrant l'institution du casier judiciaire, donneraient, s'il y a lieu, satisfaction aux plaintes reconnues fondées des libérés de justice.

En cela, Messieurs, vous affirmerez, une fois de plus, la prépondérante influence de notre société générale des Prisons qui grâce à la sage direction qu'on lui a imprimée et aux utiles réformes qu'elle a déjà provoquées, jouit à cette heure auprès du gouvernement d'une si légitime considération !

BONNEVILLE DE MARSANGY

ÉCOLE ALGÉRIENNE

DES

ENFANTS ASSISTÉS DE LA SEINE

Il y a quelques jours, un commencement de discussion a eu lieu au Conseil général de la Seine, à l'occasion du projet de création d'une École d'Agriculture en Algérie en faveur des Enfants Assistés de la Seine. — Nos collègues que préoccupe le sort de l'enfance, trouveront sans doute quelque intérêt à connaître en quoi consiste ce projet qui ne peut manquer d'être soumis prochainement aux délibérations du Conseil.

En 1882, M. le D^r Thuilié proposa au Conseil général de créer dans notre colonie ou plus justement notre France algérienne des écoles, non pas comme on l'a dit pour y interner les garçons ou filles indisciplinés du service des enfants assistés de la Seine, mais au contraire, en faveur des plus intelligents et des plus travailleurs d'entre eux. — Ce projet ayant été adopté en principe par le Conseil général, une commission fut nommée en 1883, pour l'étudier, en préparer la réalisation et en soumettre au Conseil le plan, le mode et les moyens d'exécution. — Une délégation composée de MM. Yves Guyot, Curé, conseillers généraux, et Brueyre, chef de la division des enfants assistés, se rendit en Algérie et à son retour elle présenta un rapport dont les conclusions étaient les suivantes :

1^o Le système pratiqué par le service des enfants assistés et qui consiste à placer à la campagne, chez des paysans, les pupilles de l'Assistance, est le système à la fois le meilleur, le moins dispendieux et le plus conforme à la nature. Il reconstitue une famille à l'enfant et le fait pour ainsi dire renaitre à l'état de paysan : — ce n'est donc que par exception et pour le petit

nombre d'entre eux, devenus pour ainsi dire une deuxième fois orphelins, par suite de la mort de leurs parents nourriciers, qu'il peut être utile de créer une école d'agriculture en Algérie.

Pour les enfants moralement abandonnés, leur envoi en Algérie ne peut être également qu'une exception. Il leur faut, en effet, à cause de l'âge auquel l'administration les recueille, de leur éducation première dans le milieu agité des villes, non un placement agricole, mais des professions industrielles.

2° Le programme de M. Thuilié pose nettement et sainement pour la première fois les termes du problème de la colonisation de l'Algérie pour les enfants assistés et puisque l'enfant trouve aisément en France où les bras font défaut, des placements avantageux, on ne saurait le faire venir en Algérie que pour lui donner une situation supérieure à celle qu'il eût eue dans le pays où il a été élevé, c'est-à-dire en faire un propriétaire de la terre qu'il cultivera, sinon mieux vaut le laisser en France.

3° L'école à créer doit être agricole ou industrielle. Grâce aux concessions gratuites de terre que le gouvernement de l'Algérie est disposé à faire, grâce surtout au développement que prend en Algérie la culture de la vigne par suite de l'invasion en France du phylloxera, on peut espérer réaliser des produits qui non seulement paient les dépenses d'entretien des enfants à l'école, mais laissent même un excédent.

4° Avec les bénéfices de l'établissement à créer et des subventions qu'on peut espérer, il sera utile de créer une caisse d'amortissement et d'avances qui servira à faire des avances aux anciens élèves pour leur permettre de s'établir sur la terre qui leur sera concédée. L'ancien élève ne devra devenir propriétaire définitif que le jour où il sera libéré vis-à-vis de la caisse.

5° Il ne faut faire bénéficier des avantages de la création, soit en en faisant des métayers ou des propriétaires, que les élèves qui s'en seront rendus dignes; pour les autres, il suffira de les aider à trouver de l'emploi en Algérie et au besoin de les rapatrier en France, où ils se placeront aisément.

Ce programme adopté dans ses lignes principales par le Conseil général n'a été retardé dans son application que par suite des difficultés sans intérêt à relater ici. L'Assistance publique, d'accord avec la Commission spéciale a d'ailleurs poursuivi auprès du gouvernement algérien l'obtention de concessions destinées à être réparties entre les anciens élèves de la future école. Ces efforts

ont été couronnés de succès, mais ce n'est que le 29 avril 1886 que la loi votée au Corps législatif sur le rapport de M. Yves Guyot et accordant les concessions sollicitées a été promulguée. — Les deux domaines ainsi concédés au département de la Seine soit pour l'établissement d'une école professionnelle d'agriculture et d'horticulture, soit pour le lotissement entre d'anciens élèves de cette école qui s'y établiraient comme colons, ces deux concessions, disons-nous, sont : 1^o dans le département d'Alger, les domaines du Kheddarah, Bon Nassau et Thala Italifa, d'une étendue d'environ 1,200 hectares ; 2^o dans le département de Constantine, le domaine de En Noura d'une contenance de 2,300 hectares. — L'étendue des domaines ainsi concédés s'élève donc à 3,500 hectares.

Quelques renseignements succincts sur ces deux domaines ne seront pas superflus. Et, d'abord parlons du Kheddarah. Ces terres font partie de la commune de Saint-Pierre-Saint-Paul et ne sont distantes d'Alger que d'environ 12 lieues ; on y accède le plus facilement du monde en prenant à Alger le chemin de l'Est Algérien ; on descend à la station de La Raghia et de là par une route maintenant terminée et qui sera bientôt parcourue par un tramway à vapeur on atteint après 4 lieues le domaine du Kheddarah. Ces terres qui sont entrées dans le domaine de l'État par suite de confiscation après l'insurrection formidable de 1871, sont situées dans un pays accidenté et pittoresque. La grande montagne du Ben Zegza qu'on aperçoit d'Alger, les domine et les protège contre les vents du Sud. L'altitude moyenne est de 400 mètres ; les terres sont arrosées par les sources et par la rivière du Boudouaou ; elles sont propres à la culture de la vigne et aux céréales. La végétation y est belle, les orangers et les mandariniers y réussissent parfaitement. — Quant au domaine d'En Noura, il fait partie de la commune mixte de Fiaj M'Zala située dans la contrée appelée la Ferdjona, département de Constantine. — On y parvient soit par Sétif, soit par Constantine dont il est distant d'environ 22 lieues ; les communications sont encore difficiles, quoique déjà bien améliorées. Le pays est superbe, mais totalement dénué d'arbres et de verdure. Le terrain y est d'une grande fertilité ; l'eau y est suffisante et provient de cinq sources et d'une rivière, l'Oued Bousselah, qui a de l'eau en toutes saisons. C'est un domaine d'un grand avenir agricole et tous ceux qui l'ont visité ont constaté le parti admirable qu'on peut en tirer.

Depuis avril 1886, donc, le département de la Seine se trouve en possession de deux domaines qu'il peut à son gré utiliser soit pour y établir l'école et ses cultures, soit pour les louer au mieux de ses intérêts en attendant leur lotissement ultérieur entre les anciens élèves après leur sortie de l'école où ils auront été élevés. Mais aux termes de la loi de concession, il devra sous peine de résolution avoir installé son école ou bien sur les domaines ou bien sur tout autre point de l'Afrique.

Il est d'ailleurs stipulé que les produits des domaines concédés ne peuvent être affectés qu'à l'amélioration des concessions ou à la dotation des élèves.

Des difficultés tirées les unes de l'éloignement des ports et relations suivies avec la France, les autres des aléas et dangers de culture sur des terres non défrichées ou cultivées seulement à la manière arabe, ont fait écarter par la Commission le projet tout indiqué d'utiliser les concessions pour l'installation de l'école. L'administration avait dû dès lors chercher un domaine en pleine exploitation pour y créer l'école. Après de longues recherches elle avait arrêté son choix sur un vaste domaine remplissant toutes les conditions désirables, mais dont le prix était fort élevé, car pendant que la terre baisse en France, elle subit une hausse énorme en Algérie, à cause de l'extension de la culture de la vigne; toutefois l'administration était sur le point d'acquérir ce domaine, lorsqu'un ancien aumônier militaire, l'abbé Roudil offrit la donation de vastes étendues de terre, d'abord 1,500 hectares, plus tard 2.500, à la condition que l'école serait établie sur la terre qu'il donnait aussi généreusement, et cela sous la seule condition que l'école à créer porterait le nom de Fondation Roudil. — Ces terres sont situées à Ben Chikao, localité distante d'une heure de Medeah, c'est-à-dire dans une contrée réputée pour la richesse de sa végétation, propre à toutes les cultures, même à celle de la vigne, malgré son altitude. Medeah devant être d'ici à deux ans station d'un chemin de fer qui la reliera à Blidah et par conséquent à Alger, et dans quelques années station aussi d'un chemin qui par Berronaghia et Aumale le reliera à l'Est Algérien, Medeah se trouvera donc dans un avenir prochain à quelques heures d'Alger et acquerra toute l'importance que lui méritent son beau climat qui est celui de France et la fertilité de son sol.

Il y a donc tout lieu d'espérer que le Conseil général n'hési-

tera pas à voter la création de l'École d'Algérie sur un domaine superbe qui n'aura rien coûté au budget du département. Cette création sera un grand bienfait pour les élèves qui seront envoyés en Algérie, puisque, de pauvres prolétaires qu'ils étaient nés, ils pourront espérer, avec de la bonne conduite et si le programme primitif est suivi fidèlement, devenir, peu d'années après leur majorité, des propriétaires possesseurs d'une maison à eux, de vaches, de semences, d'instruments aratoires. — Elle sera aussi un bienfait pour l'Algérie, car notre colonie trouvera dans cette école un noyau d'excellents colons, de citoyens bien français de race et de mœurs, qui, dans sa population mélangée d'éléments de toutes les nationalités européennes ou musulmanes, contribuent à maintenir la prépondérance du sang français. Nous espérons donc que le Conseil ne s'arrêtera pas aux objections que, dans une séance récente, ont élevées quelques-uns de ses membres qui n'ont pas craint d'appeler déportation l'envoi d'Enfants Assistés en Algérie. Dans un pays qui a la juste prétention d'avoir des colonies, il est au moins étrange de considérer notre admirable terre algérienne comme un lieu de déportation et nos compatriotes d'Algérie, qui acquièrent, dans ces riches contrées, la richesse et le bonheur que le triste état agricole de la France leur refusait, ne pourraient s'empêcher de sourire d'une telle qualification de la part des membres du Conseil de la ville du monde qui se prétend la plus réputée pour son intelligence.

L. BRUEYRE.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire : 1° Le travail des détenus devant la Chambre des Députés. — 2° Documents officiels : A. Décret fixant les limites de la transportation et de la relégation en Guyane ; B. Décret instituant une section spéciale de surveillants pour les récidivistes ; C. Décret instituant une commission chargée de préparer la revision de la législation pénale ; Lettre de M. Ch. Lucas et réponse de M. Ministre de la Justice ; D. Application de la loi sur la relégation des récidivistes ; — 3° Colonies libres et colonies pénitentiaires de la Hollande. — 4° Projet de transformation et de translation de la prison départementale d'Orléans. — 5° La prison de Nuremberg. — 6° Bibliographie : A. L'homme criminel ; B. L'œuvre des libérées de Saint-Lazare ; C. Les enfants moralement abandonnés ; D. Misère et criminalité. — 7° Informations diverses.

I

Le travail des détenus devant la Chambre des Députés.

Le Bulletin a reproduit in-extenso (supr. p. 164) la discussion qui a eu lieu à la Chambre des Députés lors du vote du budget des prisons. Il est intéressant de citer également une importante déclaration faite, le 8 février suivant, lors du vote du budget des recettes, par M. le Ministre de la guerre.

Séance du 8 février 1887.

Au cours de la discussion sur l'article 8, M. Dupuy (Aisne) demande la parole :

M. Charles DUPUY (Aisne). — Messieurs, à l'occasion du chapitre

des dépenses affectées à l'entretien des détenus, dépenses qui sont atténuées dans une certaine mesure par le produit du travail de ces mêmes détenus (1), j'ai soumis à la Chambre un ensemble de considérations sur la manière dont s'exerçait le travail des prisons et sur la concurrence écrasante qui en résultait pour les ouvriers libres.

J'ai démontré préremptoirement, je crois, qu'il serait facile, d'abord, d'obtenir du travail des détenus un produit plus élevé, et ensuite de faire cesser la concurrence dont se plaignent avec raison un grand nombre d'ouvriers appartenant à toutes espèces d'industries.

S'il était possible d'entrer dans la voie que j'ai indiquée et qui consisterait à appliquer le travail des détenus à la production des objets et fournitures nécessaires aux différents services de l'État, il est incontestable que les plaintes de l'industrie ne tarderaient pas à disparaître et que les ouvriers libres seraient protégés d'une manière efficace et définitive contre la concurrence du travail des prisons.

J'ai donc l'honneur de demander à M. le Ministre de la guerre s'il serait disposé à se concerter avec M. le Ministre de l'intérieur et à confier à l'administration pénitentiaire la confection ou la fabrication de certaines fournitures nécessaires à ses services. L'essai pourrait être tenté sur une petite échelle, afin de ne nuire à aucune espèce d'intérêts.

Il y a longtemps que la question du travail des prisons s'agite ; il me semble que la période théorique et spéculative doit être terminée, et qu'il faut entrer enfin dans la période pratique. C'est pourquoi je demande à M. le Ministre de la guerre de vouloir bien nous faire part de ses intentions.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la guerre.

M. le général BOULANGER, *ministre de la guerre*. — Messieurs, je prends bien volontiers l'engagement que M. Dupuy me demande de prendre et qui consiste à faire, sur une petite échelle, de concert avec M. le Ministre de l'intérieur, l'expérience dont il vient de parler.

M. MONTAUT. — Très bien ! C'est net et c'est précis !

(1) *Suprà*, p. 103.

II

Documents officiels.

A

DÉCRET FIXANT LES LIMITES DE LA TRANSPORTATION ET DE LA RELÉGATION EN GUYANE

Rapport au Président de la République française.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 26 novembre 1885, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la relégation des récidivistes, a désigné comme lieux de relégation collective : « les territoires de la colonie de la Guyane et, si les besoins l'exigent, de la Nouvelle-Calédonie ou de ses dépendances, qui seront déterminées et délimitées par décrets. »

C'est en exécution de la disposition qui précède que l'île des Pins a été, par décret du 20 août 1886, affectée au service de la relégation collective.

Il reste aujourd'hui à déterminer et à délimiter les portions du territoire de la Guyane qui doivent recevoir la même destination.

La relégation collective et la transportation ne pouvant, d'après l'article 5 du décret du 26 novembre, être réunies dans les mêmes circonscriptions territoriales, il y a lieu de distraire du domaine pénitentiaire de la Guyane, constitué en vertu du décret du 5 décembre 1882, une partie qui sera exclusivement réservée aux besoins de la relégation.

J'ai saisi cette occasion pour rectifier une erreur qui s'était glissée dans la rédaction du décret du 5 décembre 1882 en ce qui concerne la limite Est du domaine pénitentiaire. Cet acte indiquait que la ligne partant du point A, situé sur la côte, devait suivre une direction nord-est, tandis que tous les docu-

ments préparatoires donnent à cette ligne la direction véritable de nord-sud.

Enfin, il m'a paru nécessaire de modifier l'article 1^{er} du décret du 16 mars 1880 portant création de la commune pénitentiaire du Maroni et de ne maintenir dans les limites de cette commune que la partie du territoire affectée à la transportation.

J'ai l'honneur, en conséquence, de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de la marine et des colonies,

AUBE.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

Vu le décret du 30 mai 1860, affectant une partie du territoire de la Guyane française aux besoins de la transportation;

Vu le décret du 16 mars 1880, portant création de la commune pénitentiaire du Maroni;

Vu le décret du 5 décembre 1882, délimitant le territoire pénitentiaire de la commune du Maroni à la Guyane;

Vu la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes;

Vu l'article 4, paragraphe 2, du décret du 26 novembre 1885, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

Décète :

ART. 1^{er}. — La partie du territoire de la Guyane française réservée aux besoins du service pénitentiaire est bornée, conformément au plan annexé au présent décret, au nord par la mer, à l'ouest par le Maroni jusqu'au saut Hermina, à l'est par une ligne tracée dans la direction nord-sud en partant du point A situé sur la côte à égale distance de l'embouchure du Maroni et de celle de la Mana, au sud par une ligne ouest et est partant du saut Hermina.

ART. 2. — Le territoire spécialement affecté à la relégation des récidivistes est borné à l'ouest par le Maroni, entre l'em-

bouchure de la crique Baleté et le saut Hermina, au sud par la ligne ouest et est jusqu'au point B, à l'est par une ligne sud-nord jusqu'au point C, et au nord par une ligne est et ouest allant rejoindre la source de la crique Baleté jusqu'au Maroni.

ART. 3. — Toute la partie du territoire pénitentiaire comprise entre l'embouchure de la crique Baleté, le Maroni, la mer jusqu'au point A, la ligne AB, jusqu'au point C, et la ligne CD reste affectée au service de la transportation et constitue la circonscription de la commune pénitentiaire du Maroni.

ART. 4. — Sont abrogées les dispositions du décret du 5 décembre 1882 en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

ART. 5. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 24 mars 1887.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine et des colonies,
AUBE.

B

DÉCRET INSTITUANT UNE SECTION SPÉCIALE DE SURVEILLANTS POUR LES RÉCIDIVISTES

Le Président de la République française,

Vu la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes ;

Vu le décret du 26 novembre 1885, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée ;

Vu le décret du 20 novembre 1867, réorganisant le corps militaire des surveillants des établissements pénitentiaires aux colonies ;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

Décète :

ART. 1^{er}. — Une section spéciale du corps militaire des surveillants des établissements pénitentiaires aux colonies est chargée du service de police et de sûreté dans les lieux affectés à la relégation des récidivistes.

ART. 2. — L'uniforme et les signes distinctifs des surveillants affectés à la relégation seront réglés par décision ministérielle.

ART. 3. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 24 mars 1887.

JULES GRÉVY.

C

DÉCRET INSTITUANT UNE COMMISSION CHARGÉE DE PRÉPARER
LA REVISION DE LA LÉGISLATION PÉNALE

Rapport au Président de la République française.

Paris, le 26 mars 1887.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le code de 1810 qui contient les principes fondamentaux de notre droit pénal a subi, depuis sa promulgation, de nombreuses modifications. En 1824, en 1832, en 1863, les réformes ont porté sur les dispositions dont le changement semblait le plus impérieusement réclamé par l'opinion publique et indiqué par l'expérience. Mais, en limitant leurs travaux à des questions de durées de peine et de qualifications, les législateurs de ces époques ont pris soin de proclamer le caractère incomplet et provisoire de leur initiative, en même temps qu'ils ont laissé entrevoir la nécessité, pour l'avenir, d'opérer une revision complète de notre législation en cette matière.

Plusieurs nations voisines, notamment la Belgique et les Pays-Bas, qui étaient régies par notre code de 1810, ont, dans ces dernières années, procédé à un travail d'ensemble, pour mettre les dispositions diverses de leur droit criminel en harmonie avec l'état actuel des mœurs, les progrès de la civilisation contemporaine et les nécessités présentes de la répression. Le moment semble venu pour la France d'entrer, à son tour, dans la voie des réformes et de rechercher dans quelle mesure devront être modifiés les principes de nos lois pénales.

Le fondement philosophique sur lequel repose l'œuvre de la législation actuelle a depuis longtemps donné lieu à des discussions ardentes et soulevé des critiques qui n'ont pu rester indif-

férentes à l'attention du gouvernement et du pays. Mais jamais le besoin d'étudier les réformes possibles ne s'est plus impérieusement fait sentir qu'aujourd'hui.

Le caractère des peines s'est successivement et profondément modifié; les diverses pénalités établies sous l'empire du code de 1810 ne sont plus, à l'heure actuelle, ce qu'elles étaient à l'origine. Sous l'influence des idées libérales et des intérêts nouveaux de la société, plusieurs systèmes ont été consacrés par l'adhésion des pouvoirs publics. C'est ainsi que la transportation dans les colonies a été substituée par la loi du 30 mai 1834 à la détention dans les bagnes, qu'une réglementation nouvelle du régime pénitentiaire des établissements de travaux forcés est résultée du décret du 18 juin 1880; que le principe de l'emprisonnement individuel posé par la loi du 5 juin 1875 a remplacé, pour les peines de courte durée, le système de la détention collective. Si l'on considère, d'autre part, que les lois sur la libération conditionnelle des condamnés et la relégation sont intervenues en vue de prévenir et réprimer les récidives; que, pour assurer l'ordre et la discipline parmi les détenus, des dispositions pénales ont été spécialement édictées contre les auteurs des crimes commis dans l'intérieur des prisons; qu'inspirés enfin de ces idées diverses, plusieurs projets de loi sont actuellement soumis à l'examen du Parlement, on se rendra facilement compte de l'importance de la révolution accomplie ou en voie de s'accomplir dans la nature et l'exécution des châtimens établis par la législation de 1810.

Bien que le régime des peines n'ait pas été traité en détail par le code pénal, il a exercé néanmoins une influence considérable sur la classification des infractions en crimes, délits et contraventions, et sur la détermination de la répression pour chaque espèce d'infractions. Toutes les innovations introduites en cette matière ont altéré le rapport qui, dans la pensée des auteurs du code, devait exister entre les incriminations et les peines. Il convient de rechercher dans quelles conditions et dans quelle mesure ce rapport doit être établi.

A un point de vue différent, la revision de notre législation pénale s'impose; les changements survenus dans notre état social ont augmenté ou atténué la gravité de certaines infractions qui sont insuffisamment réprimées à l'heure présente, ou frappées de peines trop sévères. Ce double résultat est également fâcheux;

autant, en effet, l'insuffisance des moyens de répression peut constituer un danger pour la sécurité publique, autant l'exagération du châtement est susceptible de devenir une garantie d'impunité pour les coupables que les juges hésiteront à frapper de peines hors de proportion avec leurs fautes.

D'autres questions se posent encore : il est opportun, dans un intérêt de clarté et d'homogénéité, d'élargir le cadre du code de 1810 ; le nombre des actes punissables s'est logiquement accru avec les développements successifs de la société ; des lois spéciales de répression sont intervenues à diverses époques et forment à côté du code pénal, un ensemble de dispositions distinctes, éparées et parfois contradictoires. Une étude approfondie de ces lois permettrait peut-être de dégager de chacune d'elles les principes essentiels pour les réunir et les fondre dans un même code qui serait ainsi approprié à toutes les nécessités de l'action publique.

Les principes enfin qui ont inspiré l'œuvre du législateur de 1810 doivent faire l'objet d'un examen approfondi. Dédoublée des doctrines autoritaires de l'époque impériale, qui ont marqué de leur empreinte chacune des dispositions de nos lois criminelles, la conception primitive de la théorie du code pénal ne semble plus répondre à l'idée que nous avons de la répression et des moyens de rendre cette répression efficace. Les rédacteurs du code avaient mesuré la gravité des peines sur le danger que les infractions faisaient courir à la société, sans se préoccuper de l'immoralité des actes considérés en eux-mêmes. Ils s'étaient exclusivement appliqués à garantir la société contre le retour des crimes par l'effet préventif de la crainte du châtement.

Ne convient-il pas de substituer à ces principes du code actuel un corps nouveau de doctrines qui, fondé sur une observation plus exacte de l'idée de justice et des besoins réels du pays, assurerait, avec la répression de la faute, l'amendement des coupables ? La société ne doit-elle pas trouver une protection efficace à la fois dans l'effet préventif des peines et dans le relèvement moral des individus frappés par la justice ?

Toutes ces considérations m'ont paru rendre nécessaire la revision de notre code pénal. J'ai pensé qu'il convenait de confier la préparation d'un travail de cette importance à une commission spéciale dont la composition se trouve au projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respect.

Le garde des sceaux, ministre de la justice.

SARRIEN.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Décète :

ART. 1^{er}. — Il est institué au ministère de la justice une commission chargée de préparer la revision de la législation pénale.

ART. 2. — Cette commission se compose de :

MM. Le Garde des Sceaux, ministre de la justice, président.

G. Humbert, sénateur, ancien garde des sceaux, vice-président.

Ribot, député, vice-président.

Mazot, sénateur.

Merlin, sénateur.

Bovier-Lapierre, député.

Maunoury, député.

Laferrière, vice-président du Conseil d'État.

Chauffour, conseiller d'État.

Dislère, conseiller d'État, président de la commission de classement des récidivistes.

Ronjat, procureur général près la cour de cassation.

de Larouverade, conseiller à la cour de cassation.

Tanon, conseiller à la cour de cassation.

Bouchez, procureur général près de la cour d'appel de Paris.

Bernard, procureur de la République près le tribunal de la Seine.

Franck, membre de l'Institut, professeur au Collège de France,

Léveillé, professeur à la faculté de droit de Paris.

Molinier, professeur honoraire à la faculté de droit de Toulouse.

Herbette, conseiller d'État, directeur de l'administration pénitentiaire, représentant du ministère de l'intérieur.

Filassier, président du tribunal supérieur de Cayenne, représentant du ministère de la marine.

Jacquin, conseiller d'État, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice.

ART. 3. — Rempliront auprès de la commission, les fonctions de secrétaires :

MM. Blondot, auditeur au Conseil d'État.

Bomboy, substitut du procureur de la République près le tribunal de Versailles.

Malécot, chef du bureau des affaires criminelles au ministère de la justice.

Fait à Paris, le 26 mars 1887.

JULES GRÉVY.

A l'occasion de la publication de ce décret, notre honorable collègue, M. Charles Lucas, membre de l'Institut, vient d'adresser la lettre suivante à M. le Ministre de la Justice.

A Monsieur Sarrien, ministre de la justice.

» Paris, le 31 mars, 1887.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» Je me suis empressé de me faire lire le décret du 26 mars, par lequel M. le Président de la République donne une approbation qui l'honore à votre rapport relatif à la revision de la législation pénale en France et à la nomination d'une commission à cet effet. Personne ne saurait vous féliciter plus sincèrement que moi d'avoir pris en sérieuse et décisive considération la nécessité de la revision de la législation pénale, car, depuis plus d'un demi-siècle, j'ai signalé l'impérieux besoin de cette réforme, non seulement dans tous mes écrits sur le droit pénal, mais encore dans une série de pétitions au pouvoir législatif, dont la première remonte à 1830, et la dernière, adressée au Sénat, est du 24 octobre 1884.

Je n'ai pas à mentionner ici ces pétitions, qui toutes ont reçu du pouvoir législatif un accueil sympathique, mais n'ont rencontré, de la part du pouvoir exécutif, qu'un système de revision partielle qui, en détruisant dans le code pénal de 1810, l'homogénéité, n'eût fait ainsi qu'empirer la situation à laquelle il s'agissait de remédier.

» Je ne parlerai que de la plus récente de ces pétitions, du 24 octobre 1884, sur laquelle le rapport du Sénat s'exprimait

ainsi : « La simple indication de ce sujet d'études montre qu'il » aura un champ de travail bien long et bien difficile à parcourir, mais la commission n'a pas à entreprendre un tel labeur. Le pétitionnaire formule lui-même en ces termes la conclusion qu'il lui demande d'adopter : 1° Le renvoi à M. le ministre de la justice de cette pétition, 2° l'urgente élaboration du nouveau Code pénal conforme aux besoins moraux de notre époque et aux progrès de la civilisation.

» Il est certain, ajoutait le rapport, que l'examen sollicité par la pétition s'impose au législateur; que la transportation, telle qu'elle est réglementée actuellement, est hors de proportion avec la criminalité de certains actes auxquels elle s'applique et n'a aucune puissance d'intimidation et d'exemplarité.

» Il y a là matière à des études qui ne pourront être faites que par des commissions spéciales; les observations qui précèdent suffisent pour montrer qu'en invitant à l'examen de ces importants problèmes de la législation pénale et pénitentiaire, en apportant à leur solution le précieux concours d'opinions mûries par la réflexion et une longue expérience, le pétitionnaire rend un nouveau service à une science spéciale qu'il a déjà servie avec tant de dévouement.

» La commission conclut au renvoi de la pétition à M. le ministre de la justice. »

» Deux ans s'étant écoulés depuis le renvoi voté par le Sénat, je commençais à désespérer qu'il fût donné suite à ce renvoi, lorsque votre rapport, monsieur le Ministre, et la nomination d'une commission chargée de l'élaboration d'un nouveau Code pénal, sont venus ranimer ma confiance dans cette nouvelle ère réformatrice, qu'appelaient tous nos vœux et que vous venez d'inaugurer.

» Mon âge avancé et ma cécité ne m'auraient pas permis de prendre part aux travaux de la commission; j'aurais désiré du moins m'y associer par l'hommage de mes ouvrages en matière de droit pénal, mais ils sont, à mon grand regret, depuis longtemps épuisés, sauf le plus récent, publié en avril 1885 sous le titre : *De l'état anormal en France de la répression en matière de crimes capitaux et des moyens d'y remédier*. J'aurai l'honneur, monsieur le Ministre, de vous offrir, ainsi qu'à chacun des honorables membres de la commission, un exemplaire de ce livre, qui contient des renseignements statistiques et quelques docu-

ments historiques de nature à ouvrir un horizon nouveau dans les sociétés modernes aux études de la réforme répressive et pénitentiaire.

» Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma respectueuse considération.

» Charles Lucas,

» *Membre de l'Institut et du Conseil supérieur
des prisons.* »

M. le ministre de la justice qui a pris en sérieuse et bienveillante considération la lettre de M. Lucas, y a fait la réponse suivante :

« Paris, le 2 avril 1887. »

» MONSIEUR,

» J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée à la date du 31 mars courant et relative à la revision de la législation pénale en France.

» J'ai lu avec le plus grand intérêt les observations que vous a suggérées cette importante question et je vous suis très reconnaissant de l'envoi que vous me faites de votre dernier ouvrage.

» Agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» *Le garde des sceaux, Ministre de la justice,*

Signé : SARRIEN ».

D

APPLICATION DE LA LOI SUR LA RELÉGATION

DES RÉCIDIVISTES (1)

Aux termes de la loi sur la relégation des récidivistes, sont soumis à l'internement perpétuel sur le territoire des colonies ou possessions françaises, après expiration des peines à subir en France, les individus qui ont encouru un nombre déterminé de condamnations dans un intervalle de dix années. soit pour crimes, soit pour certains délits spécifiés. Ces délits sont le vol, l'escro-

(1) *Journal officiel* du 4 mars 1887, p. 1055.

querie, l'abus de confiance, l'outrage public à la pudeur, l'excitation des mineurs à la débauche, et l'on doit y comprendre en outre, suivant certaines dispositions, des faits de vagabondage et de mendicité qualifiés.

La loi du 27 mai 1885 devait être exécutoire à dater de la promulgation du premier règlement d'administration publique destiné à en organiser l'application.

Ce règlement, élaboré par une commission spéciale, puis discuté en forme de décret par le Conseil d'État, a été promulgué le 26 novembre 1885 (1). Il a marqué le caractère général de la relégation et a distingué le mode d'application individuelle et collective. Il a admis l'organisation de relégables en groupes ou détachements d'ouvriers et de pionniers et la formation de compagnies ou de sections mobiles pour l'accomplissement de travaux utiles dans les diverses colonies ou possessions françaises.

Il a prévu les conditions et le mode de désignation des condamnés selon leurs antécédents, leurs aptitudes et leur conduite, soit pour être admis à la relégation individuelle, soit pour être envoyés dans un lieu de relégation collective, soit pour constituer des groupes ou sections. Il a fixé comment il serait statué sur le sort et la destination de chacun; comment pourraient être accordés, selon les cas, les sursis de départ ou les dépenses définitives d'expatriation pour cause d'infirmités ou de maladies.

Le même décret a réglé les attributions du ministre de l'intérieur et celles du ministre de la marine et des colonies pour la mise en pratique de la loi nouvelle, les condamnés demeurant jusqu'à leur embarquement placés sous l'autorité de l'administration métropolitaine, et le ministre de l'intérieur ayant à prononcer ainsi sur leur situation, notamment pour la discipline et le régime auxquels ils doivent être soumis avant leur envoi hors de France, pour le classement dans les catégories de relégation individuelle ou de relégation collective, pour les dépenses provisoires ou définitives de départ.

C'est en vue de la préparation des décisions qui doivent précéder le départ de France que le règlement du 26 novembre 1885 a institué une *Commission de classement des récidivistes* (2).

Par arrêté ministériel du 12 mars 1886, ont été adjoints à cette

(1) Voir *Bulletin* 1886, p. 978.

(2) Le *Bulletin* en a fait connaître la composition, p. 223.

commission en qualité de secrétaire et de secrétaire-adjoint : M. Morand du Puch, sous-chef de bureau au ministère de l'intérieur (direction de l'administration pénitentiaire), et M. Beauquesne, rédacteur à la même direction.

Commencés le 26 mars 1886, dans une séance que présidait M. Sarrien, ministre de l'intérieur, les travaux de la commission se sont depuis lors continués sans interruption.

Pour assurer sa tâche, il a été procédé, par les soins de l'administration, à la formation de notices et dossiers individuels présentant les antécédents de chaque condamné, les condamnations encourues, la situation personnelle et la situation de famille, les ressources, la santé, les aptitudes et forces physiques, les professions ou métiers exercés et l'utilisation possible de l'intéressé dans les colonies, sa conduite, son état moral et intellectuel, etc. Le signalement est établi en ajoutant aux renseignements recueillis d'ordinaire la mesure exacte des dimensions de la tête et de diverses parties du corps permettant, par la méthode dite *anthropométrique*, de déterminer et de reconnaître sûrement l'identité de chaque individu, quels que soient ses efforts pour la dissimuler. Car c'est sur la certitude de l'identité que repose toute répression de la récidive, toute action contre les récidivistes ou malfaiteurs d'habitude.

Des commissions médicales ont été formées en chaque département pour examiner les détenus destinés à la relégation et faciliter ainsi la solution de toutes questions concernant chacun d'eux.

Conformément aux dispositions du décret réglementaire, il a été pourvu à la séparation des condamnés relégables, qui ne doivent pas être mis en commun avec la population détenue non soumis à la relégation, même dans les établissements où ils ont à subir une peine de même ordre. Des quartiers spéciaux ont dû être créés à cet effet en plusieurs établissements, notamment dans les immeubles composant la maison centrale de Landerneau, où une étendue suffisante de terrain peut être utilement affectée à cet usage. Quant à la création de pénitenciers spéciaux, admise par la loi du 28 mai 1885 pour la détention des relégables, soit avant l'expiration de la peine à subir en France, soit après son expiration et pour leur maintien en dépôt jusqu'au jour de l'embarquement, elle n'a pu encore être réalisée. Les demandes de crédits présentées pour cet objet depuis le mois de juin 1885 et

renouvelées dans le cours de 1886 (1), n'ont pas reçu la suite désirée, et c'est sur des reliquats de crédits épargnés à dessein qu'il était en dernier lieu proposé de parer à l'ensemble de la dépense.

Jusqu'à nouvel ordre, les relégables en dépôt ou en expectative d'embarquement ont été placés dans l'établissement destiné d'ordinaire à recevoir les condamnés aux travaux forcés avant leur envoi aux colonies. L'exécution de la loi a donc pu être assurée pour toutes les opérations et mesures devant procéder à l'expatriation des relégables sans recours à des augmentations de crédits quelconques.

Au 1^{er} janvier 1887, le nombre total des individus ayant, depuis le début, encouru la relégation s'élevait au chiffre de 1,448 pour la France (et 1,510 en y ajoutant l'Algérie), savoir :

372 individus pouvant avoir à subir, avant d'être relégués, une condamnation excédant une année d'emprisonnement (405 en ajoutant l'Algérie); 1,076 individus n'ayant été frappés que de peines n'excédant pas une année d'emprisonnement (1,105 en ajoutant l'Algérie).

L'administration de la marine et des colonies ayant pris et fait partir le 17 novembre 1886, à destination de l'île des Pins, un premier contingent de 300 relégables dont les peines étaient terminées, il ne restait plus, à cette époque, qu'un nombre restreint d'individus à considérer encore comme en partance.

Le premier règlement d'administration publique, qui a pourvu aux principales conditions de mise en pratique de la loi en France, a également décidé que la relégation collective pourrait s'exécuter dans les territoires de la Guyane et, si les besoins l'exigeaient, de la Nouvelle-Calédonie ou de ses dépendances à délimiter par décret. Il a prévu que la relégation individuelle pourrait être subie dans les diverses colonies ou possessions françaises, et que des décrets à rendre en Conseil d'État auraient à fixer celles où des groupes et détachements de relégués à titre collectif pourraient être temporairement envoyés, employés sur des chantiers de travaux publics.

La commission de classement, opérant sur tous les dossiers que lui a successivement fournis l'administration avec le concours des diverses autorités compétentes, a pu non seulement assurer la préparation des mesures et décisions qui incombent au départe-

(1) Voir *Bulletin* 1886, p. 965.

ment de l'intérieur, mais étudier de manière générale le fonctionnement de la relégation et préparer pour sa part l'application effective de toutes les dispositions contenues soit dans le texte de la loi, soit dans le premier règlement d'administration publique.

C'est le résumé des opérations et l'exposé des travaux de la commission que présente le rapport reproduit ci-après.

(Nous publierons ce Rapport, dû à M. Distère, dans notre prochain numéro.)

III

Colonies libres et colonies pénitenciaires de la Hollande (1).

La revue anglaise *the Leisure Hour* publie, dans son numéro de février dernier et sous la signature W. Tallack, d'utiles renseignements sur les colonies libres et les colonies pénitenciaires de la Hollande.

Les colonies libres furent fondées en 1818 par le général Van den Bosch qui, aidé par le Gouvernement et par ses concitoyens, acheta 10,000 acres de terres incultes dans l'est de la Hollande et en fit trois établissements agricoles distant de 20 à 35 milles les uns des autres.

Les débuts ne furent pas heureux. On espérait que les gens pauvres et les mendiants transportés sur ces terres deviendraient de bons travailleurs, pouvant se suffire à eux-mêmes. Il n'en fut rien par suite des habitudes invétérées de paresse de ces colons improvisés. Le Gouvernement, tout en accordant des secours considérables aux fondateurs de ces établissements, commit la faute de leur retirer le droit de punir, droit absolument nécessaire pour conduire une société si mêlée.

En 1859, après de nombreuses vicissitudes, le Gouvernement s'interposa, paya les dettes des colonies et leur enleva les vagabonds, les mendiants et les ivrognes qu'il dirigea sur deux colonies pénitenciaires, laissant dans les trois premiers établissements les pauvres et les colons ayant des habitudes de travail.

(1) *Bulletin* 1886, p. 907.

Ces trois établissements possèdent cinq directeurs et un intendant général soutenus par plusieurs comités. Les souscripteurs divisés en groupes locaux ont le privilège de choisir eux-mêmes, comme colons, leurs voisins pauvres montrant une certaine aptitude pour les travaux du jardinage et de l'agriculture. Un groupe, qui a versé 120 livres dans la caisse de la Société, a le droit d'envoyer à la colonie une famille et de la remplacer par une autre famille à la mort ou au changement du chef de la première.

Ces trois colonies libres comptent 5,000 acres de terres, divisés en trois villages reliés entre eux par d'excellentes routes, des avenues et des canaux. Leur population s'élève à 1,800 habitants soumis aux règlements votés par les directeurs et administrés par l'intendant général. Un grand nombre reste 30, 40 ans et même leur vie entière. S'ils se rendent coupables d'inconduite ou d'insubordination, les colons s'exposent à l'expulsion ou à la confiscation de leurs privilèges et de leurs possessions. Ils sont divisés en deux classes : les travailleurs à gages et les fermiers libres. A l'arrivée, chaque colon est employé comme travailleur à gage et subit ainsi un certain stage; 50 jeunes filles environ sont occupées sur chaque ferme à la préparation des fruits et des légumes destinés à l'exportation; le tissage des nattes, des couvertures et des paniers ainsi que la fabrication du beurre sont réservés aux autres colons.

Certains d'entre eux sont mis, après épreuve, en possession de six à sept acres de terre avec maison, vache, fourrages et outils; ils remboursent par acomptes et une fois tout payé peuvent vendre au marché bestiaux, légumes et autres produits.

Les colonies libres comptent cinq écoles dont les professeurs sont nommés par l'État. Les ministres des cultes catholique, protestant et juif sont choisis par les directeurs. Un médecin a pour mission de visiter chaque maison une fois par semaine et même plus en cas de maladie.

Une centaine d'orphelins venant des grandes villes sont pris en pension par les familles de colons moyennant 10 livres payées par ceux qui envoient. Un pareil système est adopté par les Boards of Guardians de quelques-unes des villes de la Grande-Bretagne et donne d'excellents résultats, bien supérieurs à ceux qu'on obtient en mettant les enfants dans des maisons de travail avec des adultes. Plusieurs philanthropes de Liverpool qui

n'ont pas près d'eux de colonie agricole, envoient les enfants abandonnés au Canada où ils reçoivent un bienveillant accueil.

Après plusieurs années de travail aux colonies, les filles obtiennent promptement un emploi dans les familles et les garçons trouvent facilement à conduire les chevaux et le bétail dans les fermes et deviennent d'excellents grooms et bouviers.

Près de l'élégante habitation de l'Intendant général, existe un hôtel confortable destiné aux étrangers qui viennent étudier l'agriculture; car six fermes modèles ont été créées pour instruire les paysans néerlandais. Là, en effet, on peut étudier les meilleurs modes de reproduction de la race chevaline et bovine, le choix des semences, l'entretien des fermes et des jardins, la construction des cottages et des bâtiments d'exploitation et spécialement la coupe des bois et le reboisement des forêts. Sur le bord des chemins et des canaux, on a planté 23,000 chênes dont l'écorce vendue aux tanneurs est d'un rapport considérable; en un mot, les colonies suffisent presque à leurs dépenses, tout en évitant d'entrer en concurrence avec les fermiers voisins qui seuls couvrent les marchés de leurs produits. Leur but principal est de servir de type et de développer le goût et la science de l'agriculture.

Les colonies pénitenciaires agricoles de la Hollande sont éloignées de 20 à 30 lieues des colonies libres dont nous venons de parler. La plus grande est Veenhuizen qui contient 3,000 acres de terre et renferme 1,500 mendiants et condamnés partagés en trois classes, et employés à la culture et au travail manuel. L'une des classes est composée de femmes.

La seconde colonie pénitenciaire qui ne reçoit pas de femmes, est Ommerschans qui a une population de 800 hommes et une étendue de 1,500 acres convertis en grande partie en forêts, jardins et prairies. Au printemps et en été les jardins des surveillants sont remplis de fleurs et un étranger à peine à se croire dans un lieu de punition. La colonie pénitenciaire se distingue cependant de la colonie libre par la présence de la police armée et par une rangée de cellules où sont mis au pain et à l'eau les colons récalcitrants.

Le grand établissement central d'Ommerschans se compose de bâtiments en quadrilatère à un seul étage, mais avec de vastes greniers occupés par des fileurs, des vanniers et autres ouvriers qui partagent le produit de leur travail; mais sont mis au cachot

s'ils se montrent paresseux et désobéissants. Les colons se rassemblent pour le repas dans de grandes pièces qui se trouvent sous les ateliers et la nuit ils dorment dans des hamacs suspendus au plafond. La nourriture est supérieure à celle qu'ont en général les toiliers en Hollande. Chaque mendiant ou condamné doit rester au moins un an dans la colonie, et deux ans s'il est récidiviste.

Le gouvernement hollandais, après expérience, préfère un court séjour dans une prison à un séjour plus long à la campagne et le regarde comme plus efficace pour empêcher les ivrognes et les mendiants de retomber dans les mêmes fautes. Il a donc pris le parti de les enfermer séparément et on peut penser que, dans un temps plus ou moins rapproché, il vendra une des deux colonies pénitenciaires ou l'emploiera à un autre usage. En Hollande, comme dans les autres pays, les bons sont corrompus par les mauvais et on a reconnu que la détention qui met en contact les condamnés, devient une école de crime. Le sentiment public est donc que les colonies pénitenciaires ont très imparfaitement rempli leur but, et qu'il est nécessaire d'apporter un grand changement dans leur organisation. Ce qu'on peut dire à leur avantage, c'est qu'elles retirent des grandes villes, pour un temps assez long, les mauvais sujets qui sont l'effroi des habitants.

Au sortir de ces colonies, les libérés trouvent difficilement un emploi et ils retombent dans leurs premières fautes. Avant tout il faut travailler à leur rendre le respect de soi-même et aujourd'hui comme demain, dit en terminant M. W. Tallack, c'est la religion seule avec ses promesses de vie future et son enseignement des devoirs qui peut offrir aux classes misérables et coupables les moyens les plus efficaces pour rendre l'homme meilleur et lui faire reprendre son rang dans la société.

R. MALASSIS DE LA CUSSONNIÈRE,
Ancien Magistrat.

IV

Projet de transformation et de translation de la prison départementale d'Orléans (1).

Dans la session d'avril 1879, le préfet du Loiret donna au Conseil général communication d'une circulaire ministérielle rappelant la loi du 5 juin 1875 et invitant le Conseil général à s'occuper de cette question. On renvoya l'examen de l'affaire au préfet en l'invitant à présenter un rapport à la prochaine session.

Ce travail fut en effet présenté à la session d'août 1879, et, sur un rapport de M. Greffier, conseiller général, le Conseil visa dans sa séance du 26 août qu'il y avait lieu de transformer la prison d'Orléans en une prison cellulaire à édifier sur l'emplacement de l'ancienne et présenter des études avec plans et devis.

Les deux sessions d'avril et d'août 1880 se passèrent sans qu'il fût question des prisons.

Mais le 31 août 1881, sur un nouveau rapport, le Conseil vota définitivement la translation des prisons sur un terrain de 25,000 mètres, situé près de la gare du chemin de fer, dans l'enceinte de la ville. L'autorisation d'acheter ce terrain, appartenant à un certain nombre de personnes, fut votée.

Le prix de ce terrain s'éleva à 365,420 francs ; une délibération du 24 août 1882 créa les voies et moyens pour payer cette somme ainsi que les frais du notaire, ceux des plans et devis et les honoraires de l'architecte, et en 1883, à la session d'avril, le préfet fit connaître que les ressources nécessaires au paiement des terrains avaient été réalisées, et que tout était payé.

Jusqu'en 1885 on ne s'occupa plus des prisons au Conseil général ; on ne fit près des autorités compétentes, aucune dé-

(1) *Bulletin*, 1883, p. 162 et 1886, p. 741.

marche pour arriver à l'exécution des projets. Evidemment l'administration n'était pas en mesure de proposer la création de nouvelles ressources applicables à un projet dont la dépense, allant toujours grossissant, semblait devoir dépasser du double la somme de 900,000 francs montant de la première estimation.

En 1885, sur la demande d'un membre du Conseil général le préfet déclara que le terrain était loué à divers, et rapportait un loyer de 2,000 francs en attendant l'exécution indéfiniment ajournée de la nouvelle prison, et des bâtiments de la gendarmerie qui sont compris dans le projet.

Depuis lors le silence a continué à se faire sur ce sujet qui n'inspire qu'un très médiocre intérêt aux conseillers généraux et aux administrations.

V

La prison de Nuremberg.

Nuremberg, 5 mars 1887.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Quelque détaillée qu'ait été l'analyse publiée en 1883 par M. L. Carpentier d'une notice allemande sur la prison de Nuremberg, permettez-moi de vous communiquer les impressions que je rapporte ce soir d'une très complète et très intéressante visite de ce même établissement.

Il est situé à 3 kilomètres de l'antique enceinte de Nuremberg entre le chemin de fer d'intérêt local de Nuremberg à Fürth, et la Pegnitz. Un tramway y conduit en quelques minutes par la route qui relie également ces deux villes.

Deux de ses ailes, soudées au poste central, sont parallèles à la route et ses deux autres ailes construites au nord dans la direction de la Pegnitz complètent la forme d'éventail à 4 branches développé qu'affecte la partie réservée aux détenus. Au sud, c'est-à-dire regardant le chemin de fer et la route, se trouvent l'entrée, la cour d'entrée et le bâtiment contenant différents services

généraux comme le cabinet du directeur, la salle du conseil (où les juges interrogent les détenus quand il y a lieu), le cabinet de l'aumônier, etc. A droite de ce bâtiment, un vaste jardin sert de promenoir aux malades, à gauche les détenus cultivent un potager important au milieu duquel se trouvent des magasins pour remiser le bois et les matières premières du pénitencier. Cet ensemble est enfermé dans une enceinte élevée, construite en granit rose et crénelée qui donne à l'édifice plutôt l'aspect d'une forteresse que d'une maison de réclusion.

Pour se rendre du tramway à la porte de cette enceinte, le visiteur traverse un immense jardin au milieu duquel s'élèvent les élégantes demeures du directeur, de l'économe, des instituteurs et des deux ministres du culte.

Enfin, au nord et en dehors du mur d'enceinte, de vastes terrains clos par une grille sont cultivés par des détenus. Tous les détenus employés à des services généraux sont enfermés dans les deux ailes qui regardent le nord. L'aile occidentale est occupée par les tisserands, les cordonniers, les serruriers, les relieurs; l'aile orientale par les menuisiers et les tailleurs.

L'établissement est exclusivement réservé aux condamnés, aussi ne possède-t-il pas de voiture cellulaire. Les condamnés se constituent prisonniers volontairement ou sont amenés par la gendarmerie; dans les deux cas, ils arrivent à pied. Ils reçoivent un numéro d'entrée, prennent un bain, revêtent le costume pénal et ne circulent dès lors qu'avec le masque; du moins c'est le principe.

Chaque aile a trois étages et chaque étage comprend environ 33 cellules. Cela fait en chiffres ronds un total de 400 cellules. Le 5 mars, la population était de 476 détenus. Les 76 individus qui ne peuvent être mis en cellule, sont choisis de préférence parmi les vieillards et parmi les employés aux services communs qui, travaillant ensemble toute la journée, se connaissent déjà. On les répartit en dortoirs dans des magasins, à l'infirmerie pendant la nuit, et pendant le jour dans les différents services généraux intérieurs ou extérieurs : 5 à la cuisine, 12 à la lessiverie, 2 à la boulangerie, 4 aux appareils de chauffage, 30 aux travaux agricoles, etc.

Les cellules ont un cube d'air suffisant, mais n'ont pas de ventilation spéciale. Les détenus aiment à avoir leurs fenêtres ouvertes, même en hiver à certaines heures et on estime que cette

aération suffit. Elles sont chauffées à l'aide de l'eau chaude, sauf dans la quatrième aile où on a essayé de l'air chaud, mais on est peu satisfait des résultats : il donne moins de calorique, dessèche l'air d'une façon préjudiciable à la santé des détenus et on y renonce partout, notamment à Nuremberg même où on l'employait au chauffage des écoles. Les fosses d'aisances, lavées par de larges conduites d'eau, sont fixes partout, excepté dans la quatrième aile où elles sont mobiles : le premier système est de beaucoup préféré. Le gaz vient de Nuremberg même. Un matelas de crin d'Afrique, un drap, deux épaisses couvertures (prix : 21 fr. 50) constituent le couchage. Il n'existe pas de sonnerie électrique : en pressant un bouton le détenu fait sortir un signal sur la galerie, où nuit et jour se promène un gardien.

Les 64 préaux sont construits en éventail à l'extrémité de chaque aile à raison de 16 par aile. Les prévenus s'y promènent une heure par jour.

Le travail est organisé par la voie de la régie. On n'admet pas en Bavière, contrairement à ce qui se pratique en Prusse, que l'apprentissage et la surveillance des détenus pendant le travail puissent être, de même que la fourniture des matières premières, confiés à des entrepreneurs. — L'État assure d'abord tous les services de l'établissement au moyen de ses détenus. Puis il les fait travailler sur commande de l'extérieur, notamment pour l'armée et les tribunaux et, en cas d'insuffisance des commandes, pour les particuliers. Celui qui fait la commande fournit lui-même la matière première et paie tant par pièce suivant la règle établie d'avance. S'il ne fournit pas la matière, il paie, comme chez un fournisseur quelconque, le prix débattu et convenu à l'avance.

Souvent aussi l'administration loue le travail d'un ou plusieurs détenus à un entrepreneur qui paie à l'État le prix convenu par jour et par tête. Mais, dans ce cas comme dans les deux autres, le produit du contrat est acquis à l'État. Celui-ci se contente de remettre au détenu une quote-part qui varie, suivant la qualité et la somme de son travail, entre 5 et 20 centimes par jour.

S'il arrive que, tous les besoins de l'établissement étant satisfaits, les commandes de l'extérieur ne suffisent pas à occuper tous les détenus, l'administration fait fabriquer à l'avance, en vue des commandes à venir, des effets de conservation et d'écoulement faciles.

Mais j'insiste encore, avant de terminer cette importante question du travail, sur ces deux points : 1° dans un État essentiellement militaire comme la Bavière, pas plus qu'en Prusse, l'administration militaire n'a point de situation à part dans les prisons : comme tout autre particulier, elle fait travailler sur commande. A ce point de vue, nous serions donc en avance sur elle, depuis l'importante déclaration faite le 8 février par le Ministre de la guerre (supr. p. 2) ; 2° le système de la location à des entrepreneurs du travail pénitentiaire n'est appliqué que tout à fait exceptionnellement, lorsqu'il s'agit de détenus particulièrement habiles dans un art très spécial comme la peinture, la sculpture, la ciselure, etc. Dans ce cas, il peut arriver que l'État ait sur leur travail un bénéfice de 2 ou 3 francs par jour et par tête.

L'ordinaire se compose d'un potage panade à 7 heures 1/2, à midi d'une soupe aux légumes et à 7 heures 1/2 d'une soupe au pain ou à la semoule. 560 grammes de pain par jour et, deux fois par semaine, 140 grammes de bœuf (réduits par la cuisson à 70 ou 80) viennent compléter ce régime peu réconfortant. La santé générale néanmoins est bonne : les détenus n'ont pas mauvaise mine et, bien que la législation bavaroise admette l'emprisonnement cellulaire pendant 3 ans, il ne se produit pas plus de 5 décès par an ; l'infirmerie ne compte normalement pas plus de 3 ou 4 lits occupés.

J'ajoute maintenant que si, après 3 ans, les détenus ont le droit d'exiger leur transfert dans une prison en commun, la plupart préfèrent rester à Nuremberg.

La chapelle, commune aux deux cultes, ne contient que 250 places : aussi une partie seulement des catholiques, qui forment les deux tiers de la population, peut assister à la messe le dimanche : l'aumônier fait assister les autres aux vêpres qu'il fait suivre d'une instruction. Il fait en outre 4 conférences par semaine. Chaque stalle cellulaire possède un prie-Dieu, une planche fixe pour poser le livre de prières et, à sa partie supérieure, un crochet auquel le détenu en arrivant fixe son numéro mobile.

Deux instituteurs distribuent l'instruction dans deux classes

(1) On sait en effet que la résolution du « Handelstag » favorable à l'introduction de la régie en Prusse et à la fabrication des effets militaires est demeurée à l'état de lettre morte, par la volonté des directeurs actuels de l'administration pénitentiaire prussienne (supr. p. 142).

contenant chacune 32 stalles. Chacun d'eux fait par jour 3 classes d'une heure.

Un professeur étranger à l'établissement vient en outre deux fois par semaine faire un cours d'anglais à ceux des détenus qui désirent l'apprendre. Et ils sont relativement nombreux. C'est pour le Gouvernement un moyen ingénieux de leur faciliter l'émigration.

Les deux uniques cellules de punition sont rarement occupées.

Le personnel est excellent : il est vrai qu'il est infiniment mieux rétribué que chez nous. Le directeur a un traitement de 6,000 francs, l'économe de 5,000, l'aumônier et le pasteur de 4,000, les instituteurs de 2,500, le médecin de 3,500 et son *assistant* de 170 francs par mois sans la nourriture : le gardien-chef a 170 francs par mois et les gardiens mariés 120 francs ; les gardiens célibataires n'ont que 50 francs, mais eux seuls sont logés et nourris.

Il n'existe pas en Bavière d'école normale de gardiens.

Au point de vue du service général, j'ai constaté que le capuchon se réduit à un masque étroit qui ne cache que très imparfaitement les traits : les Allemands n'attachent pas assez d'importance à ce complément indispensable du système cellulaire (1). A l'infirmerie, les quatre malades étaient dans la même salle, au lieu d'être isolés : on considère cette vie en commun comme utile au rétablissement de la santé. Enfin dans l'atelier de serrurerie, deux détenus travaillent constamment ensemble. Sous ces trois réserves, le système est bien appliqué (2).

Veillez agréer, etc.

A. RIVIÈRE.

(1) Conf. *Bulletin* 1886, p. 280.

(2) Je ne saurais trop me féliciter de l'accueil qui m'a été fait par le Directeur et surtout par l'aumônier, M. l'abbé Landgraf, qui m'ont fait visiter ce magnifique établissement dans tous ses détails et m'ont fourni avec une inépuisable patience tous les renseignements désirables.

VI

Bibliographie.

A. — *L'homme criminel.*

L'Homme criminel (criminel né, fou moral, épileptique), étude anthropologique et médico-légale par César Lombroso, traduit sur la 4^e édition italienne par MM. Regnier et Bournet et précédé d'une préface du D^r Ch. Letourneau (1).

Le criminel doit-il être traité comme un être inconscient ou bien la société doit-elle toujours chercher dans les lois, dans les mesures pénales une sécurité que peut seule donner la crainte des châtimens ?

Tel est le problème dont la solution occupe en ce moment M. Lombroso. Suivant lui, le criminel-né est un malade dont la nature seule est responsable; on doit le distinguer du criminel d'occasion que la société peut s'imputer en majeure partie. — L'auteur étend ses recherches aux formes primordiales du crime chez le sauvage, chez l'enfant et chez l'animal : il étudie la conformation crânienne et corporelle des criminels, leur sensibilité ou leur insensibilité à la douleur, à l'amour, au froid, au chaud, leurs maladies, leurs vices, leurs productions littéraires, en un mot tout ce qui peut les caractériser.

Sa conclusion est que, si nous diminuons la responsabilité de l'individu, nous devons y substituer celle de la société. Pour se défendre, elle doit séparer le criminel-né des autres hommes par une détention perpétuelle, mais en excluant la note infamante que les juristes eux-mêmes ne croient pas nécessaire.

Cette solution a soulevé et soulèvera bien des objections, mais un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est que l'ouvrage de M. Lombroso contient une quantité d'observations aussi ingénieuses que persévérantes, et qu'il mettra peut-être sur la voie d'applications pratiques au point de vue juridique et social.

(1) 1 vol. in-8° de la Bibliothèque de philosophie contemporaine; 10 francs, — atlas de 32 planches avec portraits, tracés graphiques, courbes statistiques, etc. servant de complément à cet ouvrage, 8 francs.

B. — *L'œuvre des libérées de Saint-Lazare.*

M. Maxime du Camp a commencé, par cette œuvre (1) qu'il a décrite dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars, une série d'études sur nos principales institutions de patronage.

C. — *Les enfants moralement abandonnés.*

De son côté la *Nouvelle Revue* du 15 mars publie, sous la signature de M. Strauss, un premier article sur les enfants abandonnés. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce travail.

D. — *Misère et criminalité.*

Enfin la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} avril fait paraître la deuxième et avant-dernière étude de notre éminent collègue, M. le comte O. d'Haussonville, sur la misère et la criminalité.

VII

Informations diverses.

Médaille offerte à M. Ch. Lucas. — Aliénés. — Budget de 1888. — Diégo-Suarez. — Obock. — Mettray. — École d'Yzeure, de Médéah et d'Auberive. — Orphelinats agricoles. — Revues étrangères.

— C'est la Société générale des Prisons qui a pris en France l'initiative de la célébration du cinquantenaire de M. Charles Lucas à sa séance d'avril 1886, dans laquelle son président, M. le sénateur Bérenger, a exposé le développement progressif que la réforme répressive et pénitentiaire avait dû à l'auteur de la *théorie de l'emprisonnement*. Le 2 juin 1886, à l'ouverture de sa session, le Conseil supérieur des Prisons s'associait aux appréciations de la Société générale des Prisons.

(1) Conf. *Bulletin* 1886, p. 636 et 1887, p. 211.

Mais c'est l'Académie des sciences morales et politiques qui était appelée par la généralité de sa compétence scientifique à apprécier l'ensemble des travaux de M. Lucas en matière de droit criminel et de droit des gens, c'est-à-dire à l'égard des trois réformes relatives à l'abolition de la peine de mort, à la théorie de l'emprisonnement préventif, répressif et pénitentiaire et à la civilisation de la guerre, entre lesquelles il y a un principe qui les unit, celui de la légitime défense.

A sa séance du 22 mai 1886, l'Académie, pour rappeler et honorer les travaux de M. Lucas, vota à l'unanimité une médaille commémorative dont l'exécution fut confiée à M. Ponscarne, professeur à l'École nationale des Beaux-Arts.

C'est la remise de cette médaille à la séance du 26 février 1887 qui a été pour l'Académie l'occasion de célébrer le cinquantième anniversaire de son élection. M. Zeller, président sortant, a prononcé un remarquable discours dans lequel il a successivement rappelé et apprécié les travaux de M. Lucas relatifs aux trois réformes auxquelles il a consacré sa vie. Après la réponse dans laquelle M. Lucas a exprimé sa profonde gratitude, la séance s'est terminée par une distribution à tous les membres de l'Académie d'exemplaires en bronze de cette médaille frappée à l'effigie de M. Lucas et sur le revers de laquelle on lit :

SES
CONFRÈRES
DE L'ACADÉMIE
DES SCIENCES
MORALES ET POLITIQUES
PAR UN VOTE UNANIME
CÉLÈB. LE CINQUANTIÈME
ANNIVERSAIRE
DE SON ÉLECTION
1887

— TRAVAUX PARLEMENTAIRES : *Sénat*. — Le 14 mars, le Sénat a achevé de voter en deuxième lecture (1) le projet de loi sur les aliénés.

Nous donnons ci-après le texte de la section III relative aux aliénés criminels. Il est intéressant de le comparer avec le texte

(1) *Bulletin* 1886, p. 1100.

préparé par les délibérations de notre assemblée générale (*Bulletin* 1881, p. 359.)

Des condamnés reconnus aliénés ; des aliénés dits criminels ; des inculpés présumés aliénés et soumis à une expertise médico-légale.

ART. 36. — Les individus de l'un et de l'autre sexe, condamnés à des peines afflictives et infamantes ou à des peines correctionnelles de plus d'un an d'emprisonnement, qui sont reconnus épileptiques ou aliénés pendant qu'ils subissent leur peine, et dont l'état d'aliénation mentale a été constaté par un certificat du médecin de l'établissement pénitentiaire, peuvent être, après avis du médecin inspecteur du département dans lequel l'établissement pénitentiaire est situé, conduits dans les quartiers spéciaux d'aliénés annexés à des établissements pénitentiaires, et y être retenus jusqu'à leur guérison ou jusqu'à l'expiration de leur peine.

ART. 37. — Est mis à la disposition de l'autorité administrative, pour être placé dans un établissement d'aliénés, dans le cas où son état mental compromettrait la sécurité, la décence ou la tranquillité publiques ou sa propre sûreté, et après de nouvelles vérifications, si elles sont jugées nécessaires :

1° Tout inculpé qui, par suite de son état mental, a été considéré comme irresponsable et a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ;

2° Tout prévenu poursuivi en police correctionnelle qui a été acquitté comme irresponsable à raison de son état mental ;

3° Tout accusé ou prévenu poursuivi en Cour d'assises ou en Conseil de guerre, qui a été l'objet d'un verdict de non-culpabilité, si la défense a soutenu qu'il était irresponsable à raison de son état mental, ou si le ministère public a abandonné l'accusation pour la même cause.

Il est statué :

Dans le cas d'ordonnance de non-lieu ou d'acquiescement en police correctionnelle, par le tribunal en chambre du conseil ;

Dans le cas d'arrêt de non-lieu, par la chambre des mises en accusation ;

Dans le cas de verdict de non-culpabilité, la Cour d'assises renvoie l'individu acquitté devant le tribunal en chambre du conseil.

Les placements faits en vertu du présent article ne sont pas

soumis aux prescriptions de l'article 48, sauf celles du deuxième paragraphe de cet article.

ART. 38. — L'État fera construire ou approprier un asile spécial ou plusieurs asiles spéciaux pour les aliénés dits criminels de l'un et l'autre sexe, où seront conduits et détenus, en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur, les aliénés mis à la disposition de l'autorité administrative, en exécution de l'article 37.

Pourront également y être conduits et retenus, en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Conseil supérieur des aliénés :

1° Les aliénés qui, placés dans un asile, y auront commis un acte qualifié crime ou délit contre les personnes;

2° Les condamnés à une peine correctionnelle de moins d'un an d'emprisonnement qui deviennent aliénés pendant qu'ils subissent leur peine;

3° Les condamnés reconnus aliénés dont il a été parlé à l'article 35, lorsqu'à l'expiration de leur peine le Ministre de l'Intérieur aura reconnu dangereux soit de les mettre en liberté soit de les transférer dans l'asile de leur département.

Tout aliéné, traité dans l'asile ou les asiles spéciaux créés en vertu du présent article, peut être transféré dans l'asile de son département en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur, rendue sur la proposition du médecin traitant et après avis du Comité supérieur.

ART. 39. — Lorsque la sortie d'un des aliénés internés en vertu des articles 36 et 37 est demandée, le médecin traitant doit déclarer si l'interné est ou non guéri et, en cas de guérison, s'il est ou non légitimement suspect de rechute.

La demande et la déclaration susdites, accompagnées de l'avis du médecin inspecteur, sont déférées de droit au tribunal, qui statue en chambre du conseil, conformément à l'article 48 ci-après.

Si la sortie n'est pas accordée, la chambre du conseil peut décider qu'il ne sera procédé à un nouvel examen qu'à l'expiration d'un sursis qui ne peut se prolonger au delà d'une année.

La sortie accordée est révocable et peut n'être que conditionnelle. Elle est alors soumise à des mesures de surveillance réglées par la chambre du conseil d'après les circonstances de chaque cas particulier. Si ces conditions ne sont pas remplies ou s'il se

produit des menaces de rechute, la réintégration immédiate à l'asile doit être effectuée conformément aux dispositions prescrites par les articles 15 et 28 de la présente loi.

ART. 40. — Lorsqu'un inculpé est présumé aliéné, l'expertise prescrite en vue de déterminer son état mental, peut avoir lieu soit dans le quartier ou local d'observation et dépôt provisoire établi à l'hôpital ou hospice, conformément à l'article 34 de la présente loi, soit dans un établissement public d'aliénés ou dans un établissement privé faisant fonction d'établissement public si l'expert ou l'un des experts désigné est médecin de cet établissement.

L'admission de la personne présumée aliénée a lieu en vertu d'un arrêté du préfet, pris sur les conclusions de l'autorité judiciaire.

Si l'expertise a lieu dans un établissement d'aliénés, la personne présumée aliénée peut être réintégrée dans la prison, par ordre du préfet, pour motif de sécurité ou autre motif valable.

— BUDGET DE 1888. — La Commission du Budget, dans sa séance du 9 avril, a détaché du budget de l'Intérieur toute la partie relative au service pénitentiaire pour en faire l'objet d'un rapport spécial. M. Millerand a été nommé rapporteur de ce service. M. Turquet a été nommé rapporteur du Budget des Colonies.

— DIÉGO-SUAREZ. — L'Administration des Colonies a mis à l'étude et recommandé à l'attention du commandant de Diégo-Suarez (1) un projet d'envoi de récidivistes dans cette colonie. La question d'ailleurs n'a rien de commun avec l'établissement d'un pénitencier sur ce point. Comme certains travaux publics sont nécessaires à Diégo-Suarez, on a songé tout simplement à y utiliser la main-d'œuvre pénale, mais dans des proportions très restreintes et en créant, comme l'Administration est autorisée à le faire, un chantier constitué avec des groupes spéciaux utilisables pour les travaux projetés. Ajoutons (2), du reste, que si l'on donne suite à ce projet, c'est à peine si une centaine au plus de récidivistes seront dirigés sur Diégo-Suarez.

(1) *Supr.*, p. 23.

(2) *Temps* du 2 avril.

— OBOCK. — Après avoir raconté l'attaque dirigée contre trois de nos soldats, pendant le trajet des jardins au camp, par deux Danakils, *le Temps* du 23 février publie l'information suivante : « La situation devient ici fort critique, entre notre pénitencier arabe, qui est une menace permanente pour notre établissement, et les menaces des indigènes. Vous savez que 36 forçats algériens se sont déjà évadés. Sur ce nombre, 28 ont pu être repris, mais les autres sont dans l'intérieur, où ils préparent, par des moyens sur lesquels il est inutile d'insister, l'évasion de leurs camarades. Ils brûleront Obock au besoin pour réussir. Quelle faute d'avoir envoyé des condamnés musulmans dans un pays musulman ! Et dire qu'il reste 46 soldats d'infanterie de marine pour garder nos établissements et la tour Soleillet, où sont enfermés les forçats. Je dois ajouter que nous attendons encore une centaine de condamnés indiens qui doivent arriver de Pondichéry par la *Ville-de-Saint-Nazaire*, et il n'est pas question d'augmenter les surveillants.

Les jardins où ont été assassinés nos soldats sont à 1,200 mètres du gouvernement et à même distance du parc à charbon.

Ici personne n'est étonné de cet évènement ; la fermentation qui existe sur la côte et en pays Somali et Danakil, nous fait prévoir de rudes difficultés. On fera bien à Paris d'aviser au plus tôt. L'affaire de Sagallo a été le premier signe de cette agitation : ce qui vient de se passer ici même indique qu'il est urgent de prendre des mesures. »

— METTRAY. — Plusieurs journaux ont parlé, en les exagérant à plaisir, de punitions excessives qui auraient été infligées à de jeunes colons de Mettray pour des fautes légères. Quand on voit des incidents aussi futiles faire l'objet de deux questions au Conseil général de la Seine et à la Chambre des Députés, on est tenté de se demander si, en les grossissant ainsi à dessin, les interpellateurs ne cherchent pas à prendre sur une de ces œuvres dont M. Desportes a si bien parlé dernièrement (p. 77), la revanche de Porquerolles, c'est-à-dire de l'éducation purement libre-penseuse ! Le 23 mars, MM. les conseillers Vaillant et Joffrin questionnent M. le Directeur de l'Assistance publique sur les mauvais traitements qui accablent les enfants. On les oublierait dans des cellules, etc. M. le directeur de l'Assistance publique répond, d'une part, que la colonie n'est pas sous sa

direction et qu'il ne peut répondre de ce qui s'y passe; d'autre part, qu'une visite récente à Mettray lui ayant montré que les enfants assistés ne s'y trouvaient pas dans de bonnes conditions, il a décidé de les en retirer à bref délai. Il ne restera, dit-il, à Mettray, dans une quinzaine de jours que quatre ou cinq enfants assistés et autant de moralement abandonnés. M. Vaillant demande le retrait immédiat de tous ces enfants. M. Delabrousse et Gaston Carle sont d'avis de laisser à l'administration un délai moral pour aviser. Après une longue discussion, le conseil adopte par 46 voix contre 16 la proposition de retrait immédiat.

Le 31 mars, c'est M. le député Belle qui adresse une question à M. le Ministre de l'Intérieur sur le même sujet. M. le Ministre répond que Mettray est un établissement privé. Le gouvernement n'y a qu'un droit de surveillance, dont la seule sanction est le retrait des enfants. Le gouvernement a usé de son droit en proposant au conseil d'administration de la colonie la mise à la retraite de deux fonctionnaires et la révocation de deux agents subalternes. Il attend un second rapport pour prendre d'autres mesures. L'incident est clos. (*Temps*, 1^{er} avril.)

— ÉCOLES D'YZEURE ET DE MÉDEAH. — Dans la même séance, le Conseil général de la Seine s'est occupé de ces deux écoles.

Il avait décidé, en 1884, la création à Yzeure, dans l'Allier, d'une école spéciale de réforme destinée aux enfants assistés ou moralement abandonnés qui ne pourraient être maintenus dans les placements libres. Une division devait être ouverte dans l'école pour les infirmes. Par une délibération ultérieure, le conseil général affecta l'école d'Yzeure exclusivement aux filles indisciplinées. Les bâtiments ont été adaptés à cette destination.

La pensée du conseil général est double : retirer des maisons du Bon Pasteur les jeunes filles qui y ont été mises en préservation, et procéder à Yzeure par des moyens préventifs plutôt que répressifs. « C'est par la douceur, par les bons traitements, dit le rapporteur M. Strauss, c'est par de sages leçons et par un régime moral qu'il sera possible de mettre ces pauvres enfants dans la bonne voie. Il s'agit moins de *punir* que de *guérir*. » M. Strauss donne ensuite des détails étendus sur l'organisation de la maison et sur le règlement qui doit y être suivi. L'établissement sera dirigé par un docteur en médecine sous le

contrôle d'une commission de neuf membres, dont cinq élus par le conseil général.

M. Després trouve trop douces les pénalités admises dans ce règlement; il y a des mauvaises natures qui ne peuvent être domptées que par la sévérité. M. Navarre rappelle les événements de Porquerolles, où ce n'est pas la sévérité qui a fait défaut. M. le directeur de l'Assistance publique exprime sa confiance dans le système préventif adopté par la commission. Tout dépendra, croyons-nous, de l'aptitude et de la valeur morale du directeur.

Un amendement de M. Leyen tend à maintenir à Yzeure un quartier d'infirmes et à réduire les dépenses; cet amendement est repoussé. Le conseil adopte ensuite le projet de délibération qui lui est proposé par M. Strauss dans les termes suivants :

1° L'école d'Yzeure sera exclusivement affectée aux filles indisciplinées du service des enfants assistés et du service des enfants moralement abandonnés du département de la Seine.

Les enfants assistées et les enfants moralement abandonnées formeront deux divisions distinctes.

2° Un quartier spécial sera spécialement réservé aux mineures vicieuses et délaissées âgées de moins de seize ans qui ne seront pas en état d'être immédiatement placées à la campagne.

3° Le projet ci-annexé de règlement pour l'école d'Yzeure est approuvé.

4° L'administration est invitée à soumettre le plus tôt possible au conseil général des propositions tendant à la création d'une école de réforme pour les garçons indisciplinés des services des enfants assistés et des enfants moralement abandonnés.

— M. Curé informe le conseil que l'abbé Roudil vient de faire don au département de Seine de 1,500 hectares de terrain, sur le plateau de Médéah pour y installer une école laïque d'enfants assistés. Quelques membres du conseil paraissent trouver étrange ce don d'un ecclésiastique au profit d'un établissement laïque. MM. Joffrin et Vaillant demandent qu'on ne déporte pas les enfants assistés. En Algérie, ils seraient trop loin de la surveillance du conseil général. M. le directeur de l'Assistance publique déclare qu'il n'a accepté la donation que sous réserve de l'approbation du conseil général, et l'incident est clos. (*Temps* du 27 mars.)

— AUBERIVE. — Le Conseil supérieur des Prisons continue l'étude du nouveau règlement relatif à l'établissement laïque d'Auberive (p. 225 et 236). Les jeunes filles insubordonnées avaient jusqu'ici toujours été confiées aux maisons du Bon-Pasteur, c'est-à-dire à des sœurs. Dorénavant, elles seront élevées laïquement, et le règlement que prépare le conseil est par suite destiné à devenir le règlement-type de tous les futurs établissements laïques qui remplaceront ceux du Bon-Pasteur. Aussi le travail est-il long et hérissé de difficultés.

— ORPHELINATS AGRICOLES. — Nous détachons d'un rapport que vient de rédiger M. Louis Hervé, administrateur de la Société de patronage des orphelinats agricoles, le passage suivant :

« Fondée en 1868 par M. le marquis de Gouvello avec le concours du cardinal Donnet, du P. Etienne, supérieur des Lazaristes, et de M. Drouyn de Lhuys, la Société de patronage des orphelinats agricoles avait trois objets principaux : 1° assister de ses dons et de ses conseils les orphelinats agricoles existants ; 2° provoquer par les mêmes moyens la création de nombreux établissements analogues, et pour cela créer des ordres religieux capables de les diriger ; 3° y placer des orphelins au moyen de souscriptions recueillies par les soins des dames patronnesses associées à son comité d'administration. La Société a suivi ce triple programme pendant dix-huit ans avec une persévérance digne des plus grands éloges. Malgré les difficultés des temps, elle a distribué environ cent vingt mille francs aux orphelinats agricoles au nombre de plus de cinquante, qui aujourd'hui se recommandent de son patronage et qui, grâce à ce patronage, ont acquis une stabilité garante de leur avenir. Elle a créé une école spéciale servant de noviciat pour les religieux qui se destinent à la direction des orphelinats agricoles. Elle aide de ses conseils et de sa direction les congrégations de femmes qui dirigent des orphelinats ruraux de jeunes filles ; enfin, tout en répandant chaque année de généreuses largesses, elle a pu se créer un capital de soixante mille francs pour les besoins sans cesse grandissants de sa clientèle.

Grâce à cette société, tous les propriétaires désireux de créer sur leurs domaines un orphelinat de garçons ou de filles trouvent dans son comité la direction, l'appui d'une expérience indispensable. Il se charge de procurer pour ces établissements des directeurs d'un dévouement et d'une capacité éprouvée, et des

pensionnaires pourvus des bourses nécessaires par les soins des dames patronnesses.

Est-il besoin d'appeler l'attention du public chrétien sur l'importance sociale d'une association qui ouvre à l'enfance abandonnée de la France des asiles où elle reçoit l'inappréciable bienfait d'une éducation chrétienne et professionnelle destinée à rendre à l'agriculture les bras nécessaires dont l'abandon est un péril pour elle et pour la nation elle-même? Les scandales qui éclatent dans certains orphelinats officiels nous dispensent d'insister sur la nécessité de multiplier les orphelinats chrétiens dans les campagnes.

STUDI SENESI. — Vol. III, fasc. 2 et 3. M. BIANCHI, sur l'inaliénabilité des servitudes pénales. — M. E. FERRY, sentiment et passions chez les homicides. — M. ROYÉ, de l'autorité des *responso prudentium* dans le droit romain. — Bibliographie. —

Vol. III, fasc. 4. M. POMPALONI, encore la théorie de l'avulsion dans le droit romain. — M. MANENTIUS, *Antiqua Summaria corticis Theodosiani*. — M. LORIN, le travail des femmes et des enfants en Italie. — Bibliographie.

RIVISTA PENALE. — 31 janvier 1887. — Série II, liv. 21. — vol. XXIV, fasc. VI. — I. Table générale de l'année 1886 (vol. XXIII et XXIV). — 1^{re} partie : science, critique, statistique, renseignements parlementaires, instructions ministérielles, variétés, correspondance, chronique, éphémérides : 1. Table par auteurs. — 2. Table par matières, — 2^e partie — Jurisprudence italienne et étrangère : 1. Table analytique et alphabétique. — 2. Table chronologique. — II. Table des matières contenues dans le vol. XXIV.

Vol. XXV (V. de la 2^e série). fasc. II, février 1887. — I. Pensées de réforme au sujet de la cassation, par M. F. BRNEVOLO. — II. La citation très directe : 2. Les pouvoirs du procureur du roi, par M. A. MORISANI. — III. Jurisprudence contemporaine. — IV. Revue parlementaire italienne, *modifications à quelques dispositions sur la détention préventive et sur la liberté provisoire* (projet Rajani). — V. *Variétés* : La statistique criminelle de l'empire allemand pour l'année 1884, comparée à celle des deux années précédentes 1882 et 1883. — VI. Chronique : le 18^e congrès juridique allemand. — Congrès péniten-

tiaire international de Saint-Petersbourg. — Expériences sur les condamnés à mort. — VII. Éphémérides. — VIII. Recueil de maximes. — IX. Bulletin bibliographique.

Vol. XXV. — Fasc. III, mars 1887. — I. Du délit de bigamie, par M. F. Ruglia. — II. La citation très directe; 3. Éclaircissement de quelques doutes, par M. A. MORISANI. — III. Jurisprudence contemporaine. — IV. *Variétés* : 1. Medderman; Nypels, par M. E. Brusa. 2. La prison cellulaire de Louvain, en Belgique. — V. Chronique : Les colonies pénales italiennes; — la justice en Abyssinie; — société des juristes suisses; — loi de Lynch; — les cafés de tempérance à Lausanne. — VI. Éphémérides. — VII. Recueil de maximes C. — VIII. Collection législative. — Législation spéciale italienne : 1. Pêche. a) Règlement du 15 mai 1884, concernant les attributions des préfets pour l'application des règlements sur la pêche; b) Règlement approuvé le 19 septembre 1884, pour l'application de la loi sur la pêche dans les eaux qui baignent les territoires suisse et italien; 2. Liste des jurés. Loi du 19 décembre 1886, contenant une addition à la loi du 8 juin 1874 sur les jurés; 3. Travail des enfants : Règlement pour l'exécution de la loi sur le travail des enfants, approuvé le 17 septembre 1886. — IX. Bulletin bibliographique.

Nous remarquerons ici, dans la chronique, l'article intitulé : *Les colonies pénales italiennes* (p. 279), dont nous donnons la traduction : « Un décret qui réorganise les colonies pénales italiennes a été soumis à la signature du roi. — Il y en aura de deux espèces; les premières, destinées aux condamnés aux travaux forcés; les secondes, aux condamnés à toutes les autres peines. — Les condamnés attachés aux colonies seront occupés aux travaux de culture, défrichement et amélioration des terres; à la construction des routes et bâtiments; à l'exercice des arts alliés ou auxiliaires de l'agriculture ou des industries spéciales devant servir aux colonies mêmes. — Dans les colonies seront envoyés par ordre du ministère, conformément aux propositions motivées du Conseil de discipline des divers lieux de peine, les condamnés qui, par la durée de l'expiation subie et par la conduite louable qu'ils auront tenue, se seront fait regarder comme dignes de récompense. — Le séjour des condamnés dans les colonies est subordonné à leur bonne conduite. — Pour l'exemple, le condamné renvoyé d'une colonie pénale devra,

en règle, être réintégré dans l'établissement d'où il venait. — Les condamnés expulsés des colonies pénales ne pourront plus y être envoyés, non plus que dans des établissements analogues de récompense. — Les condamnés envoyés dans les colonies ne seront pas, à leur arrivée, assujettis à l'isolement prescrit par les règlements. Ils seront avant tout instruits des règles qu'ils auront à observer. — Un personnel de marins, avec un capitaine ou patron à sa tête, pourra être installé dans les colonies insulaires, pour le service de la banque postale et des embarcations ou pour les services analogues qui seraient réclamés par la direction ».

~ ZEITSCHRIFT FÜR DIE GESAMMTE STRAFRECHTSWISSENSCHAFT. (Revue générale de la science du droit pénal). *Sommaire du n° 2, vol. VII.* — La mesure et l'exécution des peines, par le Dr Rudolf MEDEM, juge au tribunal et professeur à l'Université royale de Greifswald. — Auguste Geyer, article nécrologique, par le Dr Heinrich HARBURGER, de Munich. — Le point de départ stratégique dans la lutte de la société contre le crime, écho venu de Belgique, par le Pr von LISZT. — Les publications de statistique criminelle les plus importantes de 1886, par le Dr Hans BENNECKE, de Marburg. — *Revue étrangère* : n° 22, Finlande, communication du Pr JAAKKO-FORMANN, à Helsingfors. — *Revue bibliographique*; rapporteur, M. von LILIENTHAL. — *Notices bibliographiques*, par M. von LILIENTHAL,

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 27 AVRIL 1887

Présidence de M. CUVIER, sous-gouverneur de la Banque de France.

Sommaire : Membre nouveau. — Suite de la discussion du Rapport de M. Quérenet sur l'abolition de la peine de mort : MM. Malassis de la Cussonnière, Vial, Guimard, le pasteur Robin, le professeur Duverger, Schmourlo, Le Courbe. — Ajournement à la prochaine séance de la discussion du rapport de M. Bonneville de Marsangy sur les casiers judiciaires. — Prochain congrès des sociétés savantes.

La séance est ouverte à 4 heures 1/2.

M. CLAIRIN, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal.

M. LACOINTA, demande la parole à propos du procès-verbal.

M. LACOINTA. — M. l'abbé Crozes m'a prié, à l'occasion de la discussion commencée à la dernière séance, de déclarer qu'il ne s'est jamais expliqué relativement au maintien ou à l'abolition de la peine de mort, qu'il ne s'est jamais dit, soit favorable, soit hostile à cette peine. Chargé, pendant de longues années, de prodiguer aux condamnés les suprêmes consolations et de les accompagner à l'échafaud, notre vénéré collègue, par un scrupule digne de la délicatesse et de l'élévation de son âme, s'est absolument interdit d'exprimer un sentiment quelconque sur cette question. Bien qu'il ait cessé de remplir sa douloureuse et sublime mission, il se croit tenu à la même réserve; il ne s'en est jamais écarté.

Ce qu'il a pu constater, mieux et plus fréquemment que per-

sonne, c'est la joie indescriptible causée aux condamnés par la nouvelle de la commutation de la peine capitale en celle des travaux forcés à perpétuité; M. l'abbé Crozes en a conservé une profonde impression.

M. LE PRÉSIDENT. — Le procès-verbal est adopté.

J'ai l'honneur de faire connaître à l'assemblée le nom d'un nouveau MEMBRE CORRESPONDANT de notre Société aux États-Unis d'Amérique, admis par le Conseil de Direction. C'est M. PRENTIS LORING, de Portland, Maine.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur l'abolition de la peine de mort. La parole est à M. Malassis de la Cussonnière qui l'a demandée.

M. MALASSIS DE LA CUSSONNIÈRE, ancien magistrat. — Messieurs, à notre dernière réunion, la question à l'ordre du jour a pris une extension et une ampleur inattendues, grâce à l'éloquent discours de notre éminent Président, en faveur de l'abolition de la peine de mort.

Nous en sommes venus à discuter non plus la publicité des exécutions capitales, question sur laquelle il n'y a parmi nous aucun désaccord, mais la peine de mort elle-même.

Partisan résolu de la peine de mort, je vous demande la permission de vous soumettre certaines réflexions que m'a suggérées la pratique aussi bien dans ma carrière de magistrat que dans ma carrière de soldat.

Pour défendre le maintien de la peine de mort, je n'invoquerai point le droit divin, ni le droit de vengeance, mais simplement le droit de préservation sociale.

Les législateurs se sont préoccupés avant tout, dans le choix des peines, de la défense sociale. Ce qui autorise chacun de nous, en cas d'agression, à repousser la violence par la violence, à aller même jusqu'à tuer pour éviter d'être tué, c'est l'instinct sacré de la conservation personnelle et le droit imprescriptible qu'il nous confère. Quand je brûle la cervelle à un brigand qui, au coin d'une rue déserte, menace mes jours, je ne songe qu'à me protéger moi-même.

La société en réalité agit comme l'individu, elle a, comme lui, le droit de se défendre. Si elle renonce à protéger ses membres

contre l'assassinat, elle rend à chaque individu la délégation qu'elle en a reçue : chacun rentre en possession de sa défense personnelle; de là nécessairement la vendetta, la loi de lynch, le revolver, le poignard.

Loin d'affaiblir l'esprit de répression que nous n'avons jamais eu plus besoin de maintenir ferme, à travers tant de coupables défaillances, il faut prendre garde que les populations, indignées de l'insuffisance des peines, n'usurpent les droits de la justice sociale.

De même qu'un chirurgien retranche le membre malade pour préserver le reste du corps, de même la société retranche de son sein les éléments dangereux. Il est des fleurs pourries sur leur tige dès le début de leur croissance qu'il faut extirper au plus vite, si vous voulez sauver le jardin.

La mort n'est point un châtement, c'est une précaution. Quand la société a jugé par la voix des hommes publics, institués par elle à cet effet, que la vie d'un de ses membres est incompatible avec sa propre sûreté à elle, il faut bien qu'elle s'en débarrasse, et elle le fait d'un cœur triste mais résolu. La mesure du droit de la société à les punir est dans la mesure du péril qu'elle court.

« La société tue un homme, dit un écrivain de talent, parce qu'il a tué un homme souvent honnête et aussi pour l'empêcher d'en tuer d'autres et aussi pour faire savoir à ceux qui seraient tentés de l'imiter, qu'ils jouent leurs têtes et aussi pour rassurer les membres de la société qui ont confié à cette même société le soin de leur sécurité.

» Tandis que l'assassin tue un homme parce qu'il a une montre, ce n'est pas tout à fait la même chose et il n'est pas exact de dire : la société fait ce qu'elle reproche au criminel d'avoir fait.

» C'est le droit de se défendre que l'individu délègue à la société et il le transmet diminué de tout ce que la passion, la colère, la peur, l'intérêt personnel, la vengeance pourraient y ajouter d'arbitraire ou d'exagéré. »

Tuer un homme est horrible, tuer un homme fût-il un grand coupable, c'est très triste, la guillotine est un objet hideux; c'est mon avis. Mais si vous supprimez la peine de mort, que faites-vous des assassins? Si nous supprimions les égouts que ferions-nous des ruisseaux? La peine de mort une fois abolie, la société est entièrement désarmée devant le détenu à perpétuité qui s'insurge contre elle. En Belgique, nous avons vu plus

d'une fois un détenu à perpétuité assassiner son gardien. Que risque-t-il ?

Vous dites : l'échafaud est inutile, il n'effraie par les assassins. Qu'en savez-vous ? Vous savez que *un* homme n'a pas été arrêté par la crainte de l'échafaud ; mais si *un* homme, si *dix* hommes ont subi cette crainte salutaire, vous le confieront-ils ? Viendront-ils vous dire : j'étais tourmenté d'un âpre désir d'assassiner un homme riche qu'on ne pouvait dépouiller autrement, mais j'ai reculé devant la crainte de la guillotine. C'est peu probable.

On prétend que la peine de mort n'empêche aucun crime. C'est une erreur absolue et il ne faut pas avoir vu de près les malfaiteurs pour conserver cette erreur. Il y a, pour ne citer qu'un exemple, toute une classe de voleurs connus sous le nom de chevaliers grimpants, voleurs au bonjour, voleurs à la flan. Leur spécialité consiste à monter dans les maisons et à ouvrir les portes au hasard. S'ils ne trouvent personne, ils pillent, et dévalisent l'appartement. S'ils se heurtent à quelqu'un, ils s'excusent et vont plus loin. Or ces individus sont tous des repris de justice, beaucoup sont en rupture de ban, quelques-uns sont recherchés par la police.

Ils savent que s'ils sont pris, ils auront les travaux forcés.

Supposons que la peine de mort soit abolie ; ils se diront :

Si l'on m'arrête, les travaux forcés ;

Si je tue, les travaux forcés ;

Si je tue, je puis échapper. Je ne risque pas davantage et je puis me sauver : donc n'hésitons pas, tuons... et ils tueront toujours.

Actuellement la perspective de la guillotine empêche dix assassinats par jour à Paris.

Par quoi remplacer la peine de mort ? Par celle des travaux forcés ? Si vous saviez comme ils s'en moquent, si vous saviez comme ils en rient, de ces travaux forcés ! Ah ! quand il y avait le bagne hideux avec la chaîne, les forçats accouplés deux à deux, trainant aux pieds la manille, exposés à l'opprobre public, exécutant les travaux les plus pénibles du port, dans la vase puante, menés comme des bêtes de somme par le bâton de l'argousin ! Oui cela les effrayait. Nous avons changé tout cela. Aujourd'hui nous avons un bagne à l'eau de rose, un bagne de famille.

Mais si la peine de mort n'empêche pas l'assassinat, il ne me

paraît pas que les travaux forcés soient plus efficaces. Sur dix assassins condamnés, huit échappent à la peine de mort par l'omnipotence du jury et sont aux bagnes; donc la peine de travaux forcés n'arrête pas les assassins; alors supprimons les travaux forcés.

Vous croyez que la crainte de la prison cellulaire sera plus terrifiante. Je ne pense pas que les hautes murailles de ces prisons qui dans dix ans et plus ne seront pas construites, impressionnent les masses; ces prisons passeraient pour autant de petites bastilles dans lesquelles on ferait subir de mauvais traitements aux condamnés et aux jours de révolution vous verriez les portes s'ouvrir toutes grandes pour rendre à la société des criminels ivres de sang; d'ailleurs on a contesté aussi le droit de détention perpétuelle et les assassins ainsi détenus ne manqueraient pas de simuler la folie et la maladie pour quitter leurs cellules et pouvoir s'échapper.

Qui a tué, tuera, comme qui a bu, boira, sauf quelques crimes exceptionnels provenant de la surexcitation des passions, et, comme l'a écrit un voleur de profession: « Si je donnais un conseil au gouvernement, ce serait de mettre à chacun de nous une balle dans la tête ou de nous jeter à la mer avec un boulet, nous tous qui sommes frères du crime, unis par le sang. »

Nous voyons aujourd'hui des monstres précoces qui se dépêchent de commencer avant d'avoir vingt ans, comptant sur leur jeunesse pour avoir la vie sauve.

Le 13 de ce mois, l'assassin Ducret comparaisait devant la cour d'assises de la Seine qui l'a condamné aux travaux forcés à perpétuité. En entendant prononcer cet arrêt, le jeune criminel s'écrie: Ah! cela vaut mieux que la mort!

Une des causes des proportions effrayantes que prend la criminalité en France est dans la non-application de la peine de mort. En 1880, on n'a exécuté que 2 criminels, 1 en 1881, 4 en 1882, 3 en 1883, 7 en 1884, 12 en 1885, 10 en 1886.

M. Macé, dans son livre *le Service de la Sûreté*, publié en 1885, constate que l'augmentation des attentats graves contre les personnes a pour causes principales notamment les très rares applications de la peine de mort qui, quoi qu'on en dise, est et sera toujours un épouvantail salutaire pour ceux qui sont disposés à s'engager dans la voie du meurtre.

« Il existe, dit encore M. Macé dans son volume *Un joli monde*, un raffinement dans les assassinats devenus plus atroces et pour

ainsi dire quotidiens. Cela tient à une dépravation à laquelle les idées prévalant aujourd'hui ne sont pas étrangères. »

« Pour que la peine de mort fût un remède efficace, dit l'abbé Moreau, dans *le Monde des Prisons*, il faudrait qu'elle fût en vigueur. Or, elle ne l'est plus; c'est pourquoi elle n'intimide plus les coquins. Si l'on veut que la peine de mort fasse trembler les voleurs de profession, il ne faut pas qu'ils puissent compter sur une grâce possible; tu as tué, on te tue; tu es dangereux pour pour la société, on te supprime. »

« Si on supprime la peine de mort, nous verrons les chefs de bande sur les bancs de la cour d'assises se pavaner dans leur crime, dit M. Guillot, dans son livre : *Paris qui souffre*; ils poseront pour le scélérat accompli et pour le sulian du trottoir. »

On a aboli la peine de mort toutes les fois que, soit dans les détails du crime, soit dans le repentir, soit dans une provocation, soit dans certains entraînements supérieurs à la volonté, les jurés trouvent des circonstances atténuantes; on l'a abolie même quand les jurés ne trouvent de raisons de faire grâce que dans leur pitié, leur jugement troublé ou leur pusillanimité.

On l'a tellement abolie, qu'il n'y a pas un crime tel hideux, épouvantable soit-il, pour lequel la peine capitale soit assurée.

C'est précisément parce qu'on a réduit la peine de mort aux nécessités de l'exemple seul, parce qu'on en a borné l'application à un très petit nombre de cas et pour des crimes exceptionnellement horribles qu'il n'y a pas lieu d'en demander la suppression.

« Si l'on compte, dit un spirituel écrivain, le nombre d'ouvriers tués par an dans les travaux publics ou particuliers, le nombre de marins morts dans les naufrages, de malades décédés dans les hôpitaux, épuisés par la fatigue et les privations, le nombre de gens assassinés, empoisonnés, et combien, dans la même année, il est mort d'assassins frappés par la justice, il ressort que la profession d'assassin est de toutes les professions connues la moins dangereuse et la moins insalubre. »

Pour me résumer, je dirai avec M. Target : « Si la peine de mort est nécessaire, la légitimité en est incontestable. La peine de mort, en attendant des temps plus heureux, est encore nécessaire; et si elle l'est, loin de blesser l'humanité, elle la sert, en conservant la vie à tous ceux que le scélérat aurait immolés encore, à plusieurs de ceux qui seraient tombés, victimes de forfaits semblables. »

Moi aussi, j'ai voulu supprimer la peine de mort et j'ai gracié tout comme un chef d'Etat. Cela ne m'a pas réussi. C'était en 1870. Sorti d'un régiment d'Infanterie, j'ai eu à commander une compagnie de 250 hommes de la Légion étrangère. Vous savez, Messieurs, que si les légionnaires se battent bien, ils ne peuvent être proposés pour modèle d'honnêteté. La plupart ont fui leur pays pour des motifs sérieux, souvent pour des crimes.

— Il me répugnait de faire passer devant la cour martiale qui acquitte ou qui condamne à mort (les circonstances atténuantes ne sont pas admises) des hommes qui avaient commis des infractions à la discipline, telles que d'être restés en arrière de la colonne, de s'être mis en état d'ivresse, d'avoir insulté un sous-officier, d'avoir pris une poule que les paysans réservaient trop souvent à l'ennemi. J'ai puni, puni très sévèrement, quelquefois d'une manière un peu barbare.

Au bout de quelques mois, ma compagnie était désorganisée et mes chefs m'invitaient, si je persistais dans les mêmes errements, à rentrer dans un régiment d'infanterie, où la discipline est plus facile.

Je changeai et je fis appliquer la loi dont chaque jour lecture était donnée aux hommes rassemblés. Cinq soldats furent fusillés dans l'espace de quelques semaines pour des motifs semblables à ceux que je viens de vous indiquer. La discipline fut rétablie à tout jamais.

Ces hommes qui, dans les nombreux engagements que nous avions avec l'ennemi, ne pensaient pas à la mort, peut-être parce qu'ils espéraient la donner au lieu de la recevoir ; — s'il s'agissait de Français, je dirais parce qu'ils combattaient pour le drapeau, tremblaient à la pensée de subir le feu de peloton, suprême verdict de la cour martiale.

L'un des cinq que j'avais vu peu avant courageux à l'ennemi, quoique blessé d'un éclat d'obus à la main gauche, se montra lâche au moment de subir l'expiation suprême : sur le terrain d'exécution, il réclamait la vie avec des sanglots que je n'oublierai jamais. Je ne pouvais rien, à la tête de ma compagnie sans armes, assistant à l'exécution d'un des siens.

Depuis seize ans j'ai bien pensé à ces scènes qui m'avaient profondément remué et, plus j'y ai pensé, plus je me suis dit que mes chefs avaient raison.

Vous me direz, Messieurs : la peine de mort ne peut dispa-

raître du code militaire; c'est la discipline qui fait la force des armées. Nous sommes d'accord, mais à quel étrange résultat nous arrivons: un soldat surexcité par la boisson lève la main sur son chef; la cour martiale ou le conseil de guerre, en temps de paix, le condamne à mort; fusillé, quelque bons qu'aient été ses antécédents. Un repris de justice, un homme qui vous aura assassiné lâchement pour vous dérober quelques francs, aura la vie sauve parce que la peine de mort sera supprimée du code.

L'un aurait pu se repentir, s'est repenti même d'une faute unique, fusillé; l'autre élevé à l'école du crime s'est repenti d'avoir laissé des traces, des indices qui l'ont fait condamner; il aura la vie sauve et le secret espoir de recommencer, en mettant à profit son expérience.

M. de Gasté vous citait l'exemple d'un criminel qui après avoir violé et tué une petite fille, tua quelque temps après sa femme; condamné à mort puis gracié, il tua au bain de Brest la sœur supérieure de la cuisine. Cet homme qui fut exécuté, n'avait pas 25 ans et M. de Gasté demandait avec raison combien il eût fallu laisser cet homme faire de victimes?

Il y a dix-huit ans, un individu comparaisait sous l'accusation d'assassinat devant la cour d'assises du Calvados. M. le procureur général Connelly, depuis conseiller à la cour de cassation, occupait le siège du ministère public. L'accusé quelques années auparavant avait déjà commis un premier assassinat et, rencontre étrange, M. Connelly, alors jeune magistrat, portait la parole.

J'entendis M. le procureur général se reprocher de n'avoir pu obtenir des premiers juges une condamnation capitale et terminer en disant: « Je vous demande aujourd'hui la tête de cet homme afin que vous et moi ne soyons pas responsables du sang qui sera versé demain. »

J'ose espérer que la Chambre des députés votera la loi adoptée par le Sénat et qu'elle ne songera pas à abolir la peine de mort, ne voulant pas être responsable du sang qui serait versé demain.

Le législateur avant d'accorder la suppression définitive, doit attendre qu'elle puisse s'allier avec la sécurité de tous, qu'elle soit adoptée par les mœurs; il ne peut pas devancer la société, il ne peut que la suivre.

Comme le dit M. Bardoux dans sa proposition du loi du

10 juin 1884, l'opinion publique n'est pas présentement favorable à la suppression de la peine de mort.

Je termine en vous rappelant que la sous-commission chargée par la commission extra-parlementaire de revision du code pénal, de préparer un avant-projet, vient de se réunir sous la présidence de M. Ribot et d'adopter le maintien de la peine de mort. (*Applaudissements répétés.*)

M. VIAL, *ancien magistrat.* — Je n'ai qu'une simple indication à donner. J'ai eu, dans ma carrière, à m'occuper des maisons centrales et en particulier de celle de Clairvaux. Là se trouvent constamment un certain nombre de prisonniers qui méditent d'assassiner leurs gardiens ou leurs codétenus. Chaque année le jury de l'Aube se voit obligé de juger un ou plusieurs de ces crimes. Or, le seul moyen pour inspirer quelque respect de la vie humaine à cette sinistre population, a été de faire exécuter la peine de mort dans la prison même, en présence des détenus. L'effet a été terrifiant et sûr : j'ajoute qu'il est absolument indispensable, pour protéger l'existence des gardiens et des détenus eux-mêmes. Je n'insiste pas d'ailleurs : mais cet exemple frappant et typique de l'utilité de la peine de mort devait être cité dans une discussion comme celle-ci.

M. GUIMARD, *juge au tribunal de Vitry-le-François.* — La discussion sur la peine de mort me paraît s'être réduite de notre temps à l'examen de son utilité et de l'intimidation qu'elle peut produire sur les esprits de ceux qui pourraient être tentés de devenir assassins. L'argument a revêtu diverses formes : mais il en est une sur laquelle il ne me paraît pas hors de propos d'appeler l'attention. Pour combattre la peine de mort, l'on dit : La peine n'intimide pas et la preuve qu'elle n'intimide pas, c'est qu'il y a toujours des assassins. — Si je ne me trompe, c'est bien dans ce sens que, dans la discussion actuelle, l'on a invoqué la statistique.

J'estime que sous cette forme l'argument n'est pas concluant. Il prouve trop pour prouver quelque chose ; car, s'il devait être admis, ce ne serait pas seulement la peine de mort qu'il faudrait accuser d'impuissance, mais toutes les peines.

La peine de mort ne fait pas disparaître les assassins. Les travaux forcés, la prison ne font pas disparaître les voleurs et les faussaires, pas plus que l'amende ne corrige les ivrognes. On

pourrait dire d'une manière générale avec autant de force et de vérité : la peine ne supprime pas le délit. Et alors, cette conséquence s'impose : ce n'est pas seulement la peine de mort qu'il faut effacer du Code pénal, mais le Code pénal lui-même qu'il faut abolir ; on conteste toute l'échelle des peines, le droit de punir entre les mains de la société. Je voulais présenter cette simple observation ; je ne veux discuter ni la peine de mort, ni tous les arguments qui ont été apportés pour ou contre son utilité. Je demande seulement que, lorsque l'on instituera une discussion complète, on soumette à une critique rigoureuse chacune des raisons présentées. Je crois que l'on écartera l'argument « qu'il y a toujours des assassins » ; l'on en écartera beaucoup d'autres. Peut-être même n'arrivera-t-on jamais à une raison bien décisive.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que l'avis de l'assemblée est unanime sur la question.

M. LE PASTEUR ROBIN. — Je demande la parole pour déclarer que mon silence ne doit pas être considéré comme un acquiescement ! Je ne me suis pas livré à une étude particulière de la question ; mais instinctivement je repousse l'idée de cette peine ; je préférerais qu'on adoptât une peine véritablement répressive, une détention cellulaire prolongée comme le nouveau code pénal hollandais l'a prescrit et pour l'application de laquelle on a attendu que le système cellulaire fût bien organisé.

Je me rallierais volontiers, par exemple, au système d'internement dans une île lointaine, convertie dans ce but en pénitencier ainsi que l'a fait le gouvernement des Indes anglaises pour les îles Andaman. Là, le régime des prisonniers est draconien : le directeur a droit de vie et de mort sur eux : toute chance d'évasion, au milieu de ces peuplades féroces, est supprimée. Dans tous les cas, le prévenu a au moins le temps de se repentir. De plus, avec le système de la peine de mort, toute erreur de la justice devient irréparable. Pour ces motifs je ne puis accepter la légitimité de la peine de mort, ni me faire à l'idée que la société a le droit de tuer un homme parce qu'il a tué.

M. LE PRÉSIDENT. — Les îles Andaman dépendent du gouvernement de l'Inde. En Angleterre, on exécute.

M. ROBIN. — En Angleterre, oui, mais pas dans les Indes anglaises.

M. LE PRÉSIDENT. — **M. Duverger** a la parole.

M. LE PROFESSEUR DUVERGER. — Je n'ai rien à ajouter aux paroles de **M. le pasteur Robin**, à l'opinion duquel je me rallie complètement.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Nous sommes heureux de profiter de la présence au milieu de nous de **M. Schmourlo**, correspondant de notre Société en Russie, pour lui demander ou en est la question de la peine de mort dans son pays.

M. SCHMOURLO. — La peine de mort a été fréquemment appliquée en Russie jusqu'à la fin du **xviii^e** siècle, notamment jusqu'à l'avènement au trône de l'impératrice **Élisabeth** qui avait ordonné que les cours lui fissent sanctionner leurs arrêts infligeant cette peine ; mais elle ne les sanctionnait pas et les prisons regorgeaient de condamnés. Alors le Sénat fit un projet de loi substituant les travaux forcés à la peine de mort. Cette loi fut confirmée par l'impératrice en 1753 et dès lors on crut en Europe que la peine de mort avait été abolie en Russie, ce qui n'était pas exact car la loi de 1753 passait sous silence les crimes politiques. Quant à la législation actuelle, elle applique la peine de mort à trois catégories de crimes : 1^o aux crimes politiques ; 2^o aux violations des règlements de quarantaines et 3^o à certains crimes déferés à la juridiction militaire. La peine de mort pour violations des règlements de quarantaines ne s'applique presque pas en fait, mais l'application de cette peine par des tribunaux militaires est plus fréquente et cela pour deux raisons : la première est commune à tous les pays — la juridiction militaire est partout plus sévère que la juridiction civile ; mais la seconde raison est particulière à la Russie : il y a des provinces qui, à cause des événements de la politique intérieure, sont déclarées en état de siège et on y défère à des cours martiales, non seulement des crimes militaires, mais encore les plus importants crimes de droit commun !

Le bulletin de votre Société, en 1886, vous a donné des détails sur les formalités des exécutions et quelques statistiques sur son application. Je n'y insisterai donc pas.

Actuellement la commission de rédaction du nouveau code pénal, — (qui sera probablement promulgué, dans le courant

de l'année prochaine), — tout en reconnaissant à l'État le droit d'infliger la peine de mort, s'est posé la question de savoir s'il est utile d'en faire usage et elle a conclu par la négative. Toutefois, ce châtement étant à la fois politique et juridique, la commission a déclaré s'en rapporter au Conseil d'État à qui appartient le pouvoir de donner à ce projet force de loi. Au fond la commission est hostile à la peine de mort, mais elle sait très bien que ses vœux seraient purement platoniques, car le Conseil d'État maintiendra quand même cette peine en matière de crimes politiques. D'après le projet, la peine de mort s'exécutera au moyen de la pendaison qui ne sera pas publique.

M. LE COURBE, avocat à la cour d'appel. — Il est à remarquer que, même dans les pays où la peine de mort a été abolie pour les crimes de droit commun, elle a été maintenue dans la loi martiale pour certaines infractions à la discipline militaire. C'est donc que, à ce point de vue tout au moins, les législateurs les plus indulgents ont reconnu l'utilité et l'efficacité de la peine capitale.

M. LE PASTEUR ROBIN. — On pourrait procéder graduellement et commencer par la suppression provisoire de la peine de mort ; c'est ainsi qu'on a pratiqué autrefois pour la torture, et j'ajoute que les partisans de cette épouvantable institution la défendaient avec la même énergie que déploient aujourd'hui les adversaires de l'abolition de la peine capitale.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — On n'a pas agi autrement en Belgique et l'on peut dire que la suppression provisoire de la peine de mort y existe depuis 1863.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons pas de décision à prendre ; d'un autre côté le débat me semble épuisé : je déclare donc la discussion close.

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Bonneville de Marsangy sur les casiers judiciaires, mais, vu l'heure avancée, il y a lieu, si personne ne s'y oppose, de l'ajourner à la prochaine séance.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Je crois devoir faire connaître

à l'assemblée que le Congrès des sociétés savantes se réunira le 31 mai prochain et que la société est invitée à y prendre part. M. Joret-Desclosières doit y présenter un rapport sur la question suivante : *Rechercher l'origine de l'emprisonnement cellulaire en France et l'état de la question à l'heure actuelle* : Ceux de nos collègues qui voudraient prendre part à ce congrès, sont priés d'en donner avis au Secrétariat.

La séance est levée à 6 heures.

le Secrétaire,
CLAIRIN.

LA COLONISATION PÉNALE

D'après MM. DE LANESSAN et LÉVEILLÉ.

Dans un précédent article (1), j'ai indiqué à grands traits les réformes réclamées par M. le Pr Léveillé dans notre organisation pénitentiaire et j'ai esquissé son plan de colonisation pénale. Je voudrais aujourd'hui, pénétrant dans les détails de l'application, exposer les voies et moyens par lesquels il voudrait voir utiliser la main-d'œuvre pénitentiaire (2). Je voudrais en outre, en regard de son système, montrer celui préconisé par un spécialiste également compétent en cette matière, M. le député de Lanessan, ancien officier de marine (3).

La Guyane étant seule indiquée par le règlement du 26 novembre comme lieu normal de relégation, c'est par elle que je commencerai l'étude de nos deux colonies pénales. Mais M. de Lanessan, avant d'aborder cette même étude, ayant cru devoir éclairer son jugement de l'expérience acquise par l'Angleterre dans ses colonies, je procéderai de même et fera précéder mon tableau de la Guyane pénitentiaire d'une notice sur la colonisation pénale anglaise.

COLONIES ANGLAISES

Dans l'Amérique du Nord, la transportation anglaise ne donna pendant plus de deux siècles que le spectacle de la plus odieuse traite. Les malheureux déportés étaient vendus à vil prix,

(1) *Bulletin* 1886, p. 932.

(2) *La Guyane et la question pénitentiaire coloniale* (forçats et récidivistes) 1886.

(3) *L'Expansion coloniale de la France*, par M. de Lanessan. Félix Alcan, éditeur, 1886.

comme esclaves, par les capitaines des navires, aux planteurs, et, comme les esclaves noirs abondaient déjà dans le Maryland, l'insécurité et l'infection morale qu'apportaient à la colonie les bas-fonds des cités anglaises, n'étaient compensées par aucun avantage. Aussi, la transportation pénale figurait-elle au premier rang des griefs qui motivèrent la guerre d'indépendance.

C'est en 1787 que débarqua à Botany-Bay le premier convoi de convicts sous le commandement du capitaine Philips. Deux faits sont à noter dans les débuts de la colonisation : 1° rien n'avait été préparé ni prévu, pour recevoir, entretenir et administrer les convicts, et la colonie faillit à trois reprises périr par la famine ; 2° le premier gouverneur fut un remarquable administrateur ; très sévère contre l'indiscipline et la paresse, il accorda à ses convicts une liberté presque entière et distribua à chacun un lot de terre qu'il put cultiver en dehors des heures consacrées au travail pour la communauté ; enfin, il émancipa le plus vite possible les plus travailleurs et les mieux notés afin d'encourager tout le monde au travail. Sans rechercher lequel de ces deux faits eut le plus d'influence sur l'œuvre entreprise, M. de Lanessan se contente de constater que tous ces ménagements (p. 851) n'avaient produit que de maigres résultats : « La majeure partie des convicts ne se livrait à peu près à aucun travail en dehors de celui auquel ils étaient contraints ; ils ne faisaient ce dernier qu'avec répugnance, et préféraient se contenter de leur maigre ration plutôt que de travailler à leurs champs particuliers, beaucoup même vendaient la majeure partie de leurs rations pour acheter des liqueurs alcooliques. La colonie se trouvait ainsi placée chaque jour entre la disette de la veille et celle du lendemain. Cet état de choses dura jusqu'en 1793 (1) ». De ses constatations ultérieures nous concluons : 1° Que la main-d'œuvre pénale n'a à peu près rien créé en Australie ; que l'espoir d'une libération anticipée et d'une importante concession de terre n'a eu d'influence que sur un nombre « réellement minime de convicts », et que le développement de la colonie ne date que du jour où les officiers, se faisant volontairement les agents de la colonisation, obtinrent des concessions et entreprirent de les mettre eux-mêmes en valcur. Les officiers, joints aux quelques émigrants

(1) Conf. Bulletin, 1883, p. 6 et 26. — 1885, p. 452 et 457.

volontaires venus d'Angleterre furent les véritables, presque les seuls artisans de la prospérité colossale que nous admirons aujourd'hui. C'est ainsi que « les travaux d'un petit nombre de travailleurs zélés et intelligents surpassèrent bientôt tout ce que le Gouvernement avait obtenu à grands frais. » Quant aux convicts, les colons libres ne pouvaient en obtenir quelque travail (1), qu'en les payant en liqueurs alcooliques, « fait qui prouve combien étaient illusoires les espérances que l'on avait fondées sur eux au point de vue de la colonisation » ; 2° que dès l'apparition de la colonisation libre (qui augmente rapidement à partir de 1793), la colonisation pénitentiaire officielle cesse, les convicts étant directement cédés comme travailleurs aux officiers et aux émigrants libres ; qu'enfin « dès que l'élément libre fut devenu prépondérant en nombre dans la colonie de la Nouvelle-Galles du Sud » l'exportation de nouveaux convicts dut cesser devant les protestations impérieuses des colons libres : la concurrence illégitime du travail pénal et l'insécurité chaque jour plus menaçante allaient attirer sur l'Angleterre une nouvelle guerre d'indépendance !

LA GUYANE

1° d'après M. Lèveillé.

SOL ET CLIMAT. — La Guyane passe pour un pays plat et marécageux. C'est exact si l'on ne considère dans la Guyane que les territoires sur lesquels s'est principalement déroulée son histoire, ceux qui s'étendent parallèlement au rivage et qui, sur une profondeur de vingt à quarante kilomètres, constituent les *terres basses*. Mais, en arrière de cette région s'élève peu à peu une série de gradins semés de pitons isolés. Ce sont les *terres hautes*. Leurs points culminants qui atteignent jusqu'à 1,000 mètres sont déjà à plus de 400 kilomètres de la mer. Il est donc impossible de soutenir que, prise dans son ensemble, la Guyane « n'est qu'un vaste marais ». Son climat est caractérisé par l'abondance des pluies et la permanence d'une température élevée. Il pleut de 160 à 180 jours par an et la chaleur, qui

(1) Malgré l'esclavage qui était devenu leur condition de fait (p. 852). Conf. Bulletin, 1885, page 458.

est de 28° en moyenne, ne s'abaisse guère au-dessous de 23°.

HISTOIRE. — Colbert, le premier, s'occupa sérieusement de la Guyane; il introduit dans la banlieue de Cayenne la culture de la canne à sucre, du coton, de l'indigo; il transporte des forçats de France, fait explorer l'intérieur du pays par les pères Grillet et Béchamel, de la compagnie de Jésus, et donne à la colonie une prospérité qu'elle n'a jamais dépassée. L'habile, mais trop courte administration de Malouet et de Guizan aurait rapidement assuré la fortune de la colonie, si la Convention n'en avait brusquement arrêté le développement par l'affranchissement des esclaves. Les ateliers ne se reconstituèrent qu'en 1802 quand le premier Consul eut rétabli l'esclavage. Son abolition subite en 1848, due aux efforts de notre collègue Schœlcher, ouvrit de nouveau une crise violente; le chômage devint général et les ruines se multiplièrent. Le droit de suffrage, accordé aux noirs en même temps que la liberté, leur a absolument livré la colonie. Pourra-t-elle jamais se relever? Actuellement, l'agriculture n'y existe plus. L'homme, depuis 1854, n'y remue la terre que pour y chercher de l'or. C'est également l'unique industrie du pays. La Guyane libre, n'est plus, à la lettre, qu'un *placer*.

LE PROBLÈME PÉNITENTIAIRE. — M. Lévêillé croit à la possibilité de la colonisation au moyen de la main-d'œuvre pénale et il indique les moyens qui, suivant lui, sont nécessaires et suffisants à la colonisation pénitentiaire :

- 1° Enlever absolument au transporté l'esprit de retour,
- 2° L'astreindre sévèrement au travail de telle sorte que ce travail soit pour lui la condition presque littérale de la vie,
- 3° Créer une discipline rigoureuse (?).
- 4° Récompenser les efforts des travailleurs et aider à leur relèvement moral en leur concédant des terres, en leur permettant le mariage, en leur restituant successivement les droits perdus; Conditions qui elles-mêmes impliquent un climat suffisamment salubre et des administrateurs éclairés.

Il examine ensuite si ces conditions se sont trouvées réunies en Guyane.

LÉGISLATION. — Nos lois de 1850, 1854 et 1885 ont créé trois peines auxquelles est applicable l'expatriation : la déportation, les travaux forcés, la relégation. Ont-elles créé des convicts utilisables pour la colonisation ?

Le *déporté* n'est point astreint au travail; il conserve au plus haut degré l'esprit de retour; il est absolument impropre à la colonisation. La déportation devrait être abolie et remplacée par le bannissement ou la détention.

Le *forçat* au contraire peut coloniser, car, bien dirigé par un gouverneur habile, il peut fournir un ouvrier solide. La loi de 1854 l'oblige aux corvées les plus pénibles; il est soumis à la discipline militaire; il peut, après une période d'expatriation, obtenir une concession de terre et l'autorisation de se marier ou de s'engager chez un patron. M. Léveillé en conclut que cette loi a bien combiné le type de la transportation et il n'y relève que deux lacunes: 1° inefficacité des sentences des conseils de guerre, ces sentences ne devant jamais être exécutées qu'à l'expiration de la peine principale, alors que souvent cette peine est elle-même perpétuelle! 2° danger permanent des libérés pour la colonie.

Quant au *relégué*, M. Léveillé, malgré la tendresse qu'il professe pour l'expatriation pénale, reconnaît que c'est le type le plus remarquable qu'ait jamais produit l'incohérence législative. Pour le réaliser le législateur a imaginé de fractionner la répression en deux châtiments distincts: l'un *temporaire*, mais qualifié *principal*, subi en France; l'autre *perpétuel*, mais simplement « accessoire », subi aux colonies. De ce contresens initial il déduit immédiatement que le relégué, ayant accompli en France sa peine *principale* d'emprisonnement ou de réclusion, est un *libéré* au moment où il débarque à Cayenne ou à l'île des Pins, et de ce qu'il est *libéré* il conclut imperturbablement qu'il ne peut être obligé au travail (sauf s'il n'a pas de moyens d'existence et une bonne conduite), ni soumis à une juridiction spéciale!

Ce chef-d'œuvre doctrinal sera sans doute considérablement réduit par la pratique, car je doute que le nombre des rentiers vertueux soit énorme dans le monde de nos relégués (1). Tous, ou presque tous, seront donc astreints au travail et justiciables des tribunaux militaires. Mais alors, ô intrépides logiciens, quelle différence séparera votre relégué d'un forçat? L'un et l'autre seront expatriés, soumis au cantonnement, au travail obligatoire, aux juridictions extraordinaires!

(1) 1.4 0/0 au maximum, dit le rapport annuel qu'on lira plus bas.

Je retiens bien que l'un est qualifié par vous *libéré*, tandis que l'autre reste *condamné*; mais, en fait, je cherche en vain le signe distinctif du premier.

En terminant, M. Léveillé regrette que le Sénat ait inconsidérément ravivé chez les relégués l'esprit de retour, en les autorisant à réclamer, après six ans de colonie, leur rapatriement (art. 16); et qu'il ait rejeté un excellent amendement de M. Ganne, autorisant tous les prisonniers de France à solliciter, à titre de volontaires, la transportation.

Nous connaissons déjà ses conclusions (*Bulletin* 1886, p. 960 et 962).

M. Léveillé est un partisan résolu de la *servitude pénale* anglaise. Si l'on n'ose pas la décréter contre les récidivistes, il désire du moins qu'on supprime la peine hybride inventée en 1885 et qu'on la remplace par la transportation « qui seule est un type net, franc et bien combiné », en la limitant toutefois aux récidivistes d'habitude. Aux criminels condamnés pour une première fois aux travaux forcés, la maison centrale suffirait.

ADMINISTRATION. — Ce n'est qu'en 1874 et en 1878 que l'administration coloniale en Guyane et en Nouvelle-Calédonie ont conquis une certaine autonomie. Jusque-là, pour ne parler que de la Guyane, elle était sous la dépendance absolue de gouverneurs qui, changés tous les deux ans, débarquaient à Cayenne parfaitement ignorants de la législation criminelle et en parlaient juste au moment où, suffisamment initiés à ses mystères, ils auraient pu commencer à rendre des services. Ils défaisaient en général ce que leur prédécesseur avait organisé, comme le prouve ce résumé :

En mars 1852 (un an avant le vote de la loi de 1854), un convoi de forçats volontaires est installé aux îles du Salut, par M. Sarda, qui, avec beaucoup de sagacité, projetait de fonder au Maroni le principal établissement des condamnés.

L'amiral Fourichon, qui remplaça M. Sarda en 1853, ne ratifia pas cette désignation : on défricha à la Montagne d'Argent 106 hectares qu'on planta en caféiers. La fièvre jaune et le paludisme emportent jusqu'à 63 0/0 de contingent. On abandonne la Maison d'Argent.

En 1853, on déboise à Saint-Georges et on plante de la canne. La santé des hommes est atteinte. On abandonne Saint-Georges.

En 1855, on s'installe à la Comté, au bord de la forêt vierge, où on confectionne surtout de la brique. Les maladies se déclarent. On abandonne la Comté.

En 1857, on exploite enfin les forêts du Maroni et on couvre de caféiers la plaine de Saint-Louis. La mort frappe cruellement. On abandonne Sparouine; on abandonne Saint-Louis.

Quelques années après, M. de Montravel autorise l'ouverture du Kourou. Le successeur de M. de Montravel laisse tomber Kourou.

Enfin, en 1867, le Gouvernement, ému de tant d'échecs, effrayé surtout du taux de la mortalité, prescrit que la Guyane ne recevrait plus désormais que des condamnés arabes ou noirs, les condamnés européens devant tous être dirigés sur la Calédonie. Les résultats de pareils tâtonnements dans l'exécution de notre loi criminelle ne pouvaient être que lamentables. Aussi constatons-nous en 1886 que l'état de la Guyane est des moins florissants.

Le dépôt de la transportation, aux îles du Salut, où on confectionne l'habillement des hommes, n'est qu'un débarcadère.

La grande caserne construite en 1869 à Cayenne, n'est qu'un corps de garde où couchent les forçats chargés des corvées municipales et du service du port.

Le Kourou, réouvert depuis peu, est un simple jardin potager avec quelques bestiaux.

Seul le Maroni est un véritable centre. Saint-Laurent est une sorte de cité ouvrière, où le convict apprend un métier, s'il en a le goût, ou l'agriculture coloniale, s'il le préfère. Les petits chantiers forestiers, la briqueterie, le parc de buffles, les concessions de canne et l'usine pour l'extraction du sucre et du rhum, qui dépendent de Saint-Laurent, constituent un ensemble qui a quelque importance.

Est-ce à dire que cette situation générale, quelque peu brillante qu'elle soit ne puisse être améliorée?

Outre la versatilité dans la conduite de la colonisation, trois causes peuvent lui être assignées :

1° La douceur excessive de la condition faite au forçat, douceur telle que celui-là même qui par sa conduite mériterait d'obtenir une concession préfère rester au camp, où il se trouve suffisamment heureux ! Depuis la suppression de l'emploi des châtiments corporels (1880) l'administration n'a plus à sa dispo-

sition de moyen de coercition véritablement intimidant : nous avons vu en effet plus haut l'inefficacité de condamnations qui dégénèrent nécessairement en pures fictions juridiques. Depuis 1880 le travail dans les chantiers est devenu, lui aussi, une pure fiction. — M. Léveillé indique deux moyens pour obliger les condamnés au travail et rendre le régime des chantiers aussi dur qu'il devrait l'être : 1° ne leur fournir strictement que le pain et les forcer ainsi à conquérir le surplus (vin, viande, légumes, café, tafia) par une dépense effective de force. L'octroi des concessions avec 30 mois de vivres est d'ailleurs une conception malheureuse : c'est un moyen pour le condamné, qui l'a hypocritement sollicitée, de vivre pendant 30 mois dans un *far niente* absolu, quitte à déclarer le 30^e mois que décidément il n'est pas né pour l'agriculture et à retourner au camp ; 2° corriger la loi de 1854 de façon à permettre d'appliquer de suite les condamnations prononcées, au cours de la peine principale, par les conseils de guerre.

2° La cessation de l'envoi de forçats blancs, mesure qui, depuis 1867, prive la Guyane de toutes les industries auxquelles les Arabes et les noirs sont impropres : maçons, menuisiers, peintres, serruriers, mécaniciens. — Mais, avant de déclarer si, pour améliorer le personnel technique des ateliers, il est opportun de rapporter la décision de 1867, M. Léveillé examine la question préalable de savoir si l'Européen peut vivre et surtout travailler sous les tropiques.

3° L'insalubrité du climat. L'éminent auteur la discute longuement et la conteste absolument. Il est indispensable d'exposer ses arguments.

INSALUBRITÉ. — Quatre maladies dévastent la Guyane et y ont fait, en 1853 notamment, monter la mortalité jusqu'à 63 0/0 : la fièvre paludéenne, la dysenterie, l'anémie et la fièvre jaune.

Fièvre jaune. — M. Léveillé élimine tout d'abord ce dernier facteur de la mortalité. Il n'est nullement prouvé que la fièvre jaune soit endémique en Guyane ; bien au contraire, il est certain que les trois épidémies de 1850, 1872 et 1885 ne sont pas nées dans le pays même. Elles ont eu des causes précises : en 1850 la fièvre a été apportée du Para par l'avisio *la Tartare* ; en 1872 elle l'a été de Surinam par la goélette *la Topaze* ; en 1885 elle a été engendrée par l'emploi prématuré de laine de matelas mal désinfectée qui avait servi au cours de l'épidémie

antérieure. Notre colonie ne saurait être plus responsable des épidémies de 1850, 1872 et 1885 que le climat de Toulon n'est responsable du choléra de 1884. — On peut s'en garantir au moyen de quarantaines rigoureuses à l'égard des points où elle est endémique, comme la Nouvelle-Orléans, Rio-de-Janeiro. Il est établi en outre qu'elle attaque surtout les nouveaux venus qui ont moins de deux années de séjour et que parmi les anciens elle abat principalement les alcooliques. Elle épargne les noirs; elle frappe les blancs.

Si l'on défalque des statistiques officielles les années d'épidémie, où ont sévi des maladies importées du dehors, la moyenne de la mortalité de 1852 à 1884 s'abaisse immédiatement à 6 0/0, c'est-à-dire au-dessous de celle de certaines de nos maisons centrales; Nîmes, Aniane, pénitenciers de Corse. Et si l'on note qu'il s'agit ici de groupes d'hommes qui n'ont plus guère de ressort moral, que des travailleurs libres arrivant d'Europe supporteraient bien mieux le climat, on trouve ces statistiques plus rassurantes. Elles le deviennent surtout quand on a examiné l'origine et la marche des trois autres maladies (qui, elles, sont bien endémiques); car on arrive à espérer que cette moyenne même de 6 0/0 pourrait encore être réduite.

Fièvre paludéenne. — Le paludisme ne sévit que dans les basses terres qui, contrairement à l'opinion générale, sont loin de constituer à elles seules tout le sol de la Guyanne. Mais même dans les terres basses il provient moins des marais que du défrichement d'un sol vierge, pour la première fois exposé au soleil. C'est ainsi qu'à la Montagne d'Argent les défrichements nous enlèvent 20 0/0; (les 43 0/0 représentant le surplus de la mortalité en cette funeste année relèvent de la fièvre jaune); à Saint-Georges, à la Comté, à Sparouine, à Saint-Louis, mêmes contributions au paludisme parmi les défricheurs. Si, les défrichements une fois faits, on fût resté, au lieu de fuir inconsiderément, on eût trouvé dans la phase de culture et d'exploitation normales la récompense des sacrifices et des pertes subis et on eût évité de nouvelles dépenses et de nouvelles hécatombes sur d'autres points. Depuis que l'on ne défriche plus en Guyanne, les fièvres paludéennes sont devenues moins nombreuses. En 1860 elles représentaient les deux tiers des cas de maladie; aujourd'hui elles n'en représentent plus qu'1/8 à peine. Aujourd'hui même une exploitation de caféiers

prospère sur notre pénitencier désert de la Montagne d'Argent, là même où nous avons été si cruellement décimés : M. Florimond et ses 35 transportés européens y vivent paisiblement et s'enrichissent en récoltant ce que nous avons si péniblement et si chèrement semé. De même au Maroni, si on eût fui devant le paludisme et la fièvre jaune à Saint-Laurent et à Saint-Maurice, comme on l'a fait à Saint-Louis et à Sainte-Anne à peine créés, on n'aurait pas aujourd'hui un établissement florissant où la mortalité est tombée à 4 ou 5 pour cent. Les noirs ou les peaux-rouges dressent impunément leurs corbets à la lisière même des marais. Cayenne, Mana, quoique entourés de marais sont salubres. On peut déduire de tous ces faits que le marais est inoffensif. Il suffit de ne pas le faire défricher par l'Européen, ni même de faire travailler celui-ci au soleil. Celui qui cueille le caféier à l'ombre supporte très bien le climat.

Dysenterie. — La dysenterie a toujours été amenée par la mauvaise qualité de l'eau. Pendant plusieurs années, soldats et transportés boivent des eaux de pluie qui, ayant lavé le sommet des plateaux, étaient chargées de matières organiques : ils étaient éprouvés par la dysenterie. Depuis qu'on a construit un réservoir d'eau de pluie pure, elle n'a plus reparu. On préviendra donc facilement la dysenterie en veillant à l'origine des eaux destinées à l'alimentation, et à leur bonne canalisation.

Anémie. — L'anémie est le plus difficile à combattre des quatre fléaux qui ravagent notre colonie. Sa chaleur humide affaiblit promptement l'Européen qui n'est pas soutenu par une nourriture tonique et azotée. Or les légumes secs, les conserves, un pain souvent avarié, des médicaments grossiers sont impuissants à le refaire. On ne peut lutter contre l'anémie dit, M. Lévillé (p. 36), qu'en renforçant la ration des hommes. — Je suis d'accord avec lui sur l'efficacité du remède. Mais le savant professeur est-il d'accord avec lui-même quand cinq pages plus haut il recommande à l'Administration de ne donner aux condamnés que le pain, leur laissant le soin de se procurer le surplus par leur travail ? Croit-il donc qu'ils auront la persévérante énergie nécessaire pour le conquérir chaque jour ?...

Constitution de nouvelles familles. — Toujours à propos du climat, M. Lévillé traite une dernière question, d'une suprême importance au point de vue de la colonisation. Le climat de la Guyane est-il comme on l'a prétendu, un obstacle à la reproduc-

tion ? Les condamnés doivent-ils renoncer à toute idée de famille, les enfants qu'ils auraient déjà eus étant d'avance condamnés à la stérilité ? — M. Léveillé estime que la mortalité effrayante qu'on relève parmi les enfants tient à la nature des parents qui les procréent et à l'absence d'une nourriture suffisante. D'où il induit qu'il faudrait, dût la puissance paternelle de ces parents exceptionnels en être amoindrie, recueillir ces enfants dans des crèches, et qu'il faudrait ne plus faciliter les mariages entre condamnés. D'un père et d'une mère gangrenés, déchus, comment tirer des enfants robustes ? il faudrait au contraire favoriser les unions avec des filles indigènes qu'on trouverait en nombre dans le haut Amazone (et pour la Nouvelle-Calédonie dans certaines îles du Pacifique). « La tare originelle n'existerait plus chez les ascendants que d'un côté ; et les enfants viendraient au monde plus vigoureux et d'un acclimatement plus facile ». Il faudrait enfin ne pas attendre que le transporté fût usé par le climat tropical pour autoriser son mariage. Si l'on veut constituer une race résistante, il faut l'admettre à procréer dans le plein de sa force.

De cette longue et intéressante dissertation, l'auteur conclut que le climat de la Guyane est supportable pour l'Européen et lui permet même le travail, dans certaines conditions.

Des quatre causes qui ont motivé notre insuccès, aucune n'est permanente, inéluctable. Accorder une large liberté d'action à l'administration coloniale, renforcer la discipline, reprendre l'importation des forçats blancs et de leurs industries variées, cesser les défrichements, assurer un bon service des eaux, améliorer la nourriture, organiser des quarantaines sévères, enfin, abandonnant les mauvais matériaux jusqu'ici employés pour bâtir la famille, expérimenter un métissage méthodique, telles sont les mesures qui suffiront pour les réduire.

Ceci établi, M. Léveillé recherche de quelle façon on exécutera en Guyane la loi 1885.

DE L'EXÉCUTION DE LA LOI DES RÉCIDIVISTES. — Le fractionnement de la répression en deux peines distinctes : l'une temporaire, appliquée en France par le Ministère de l'Intérieur ; l'autre perpétuelle, appliquée aux colonies par le Ministère de la Marine, constitue un « vice organique dans la machine ». Logiquement la première peine devrait être la préparation de la seconde. On l'a si bien compris que l'article 12 de la loi institue en France des

pénitenciers spéciaux pour les relégables, pénitenciers qui ne devraient être autre chose que des écoles d'apprentissage. Mais par une conception audacieuse, on confie ces écoles de préparation à la vie coloniale à l'Administration métropolitaine qui, par essence, est ignorante de toutes les questions coloniales et maritimes! M. Léveillé estime néanmoins que, si on organise bien les futurs pénitenciers maritimes de manière à entraîner véritablement leurs hôtes temporaires, et si on use largement de la faculté laissée par le même article 12 d'anticiper les départs pour la colonie, on peut encore tirer un bon parti de la loi. Mais il subordonne absolument toute espérance de succès aux conditions suivantes :

Disséminer nos condamnés entre plusieurs de nos possessions d'outre-mer. Si la première année on envoie à la Guyane plus d'un millier d'hommes, on prépare un désastre : on aggrave les épidémies qui peuvent survenir et on crée l'insécurité;

Varier les emplois. Si l'on s'obstine à faire des cultivateurs de tous les récidivistes, qui ne sont le plus souvent que l'écume des grandes villes, on court à un échec. Il faut surtout les employer aux travaux publics hydrauliques (1). Nos colonies n'ont ni quais, ni bassins, ni canaux. Préparés à ces travaux dans des pénitenciers maritimes en France (à l'aide de vieux navires transformés en pontons), les récidivistes transportés aux colonies en escouades multiples et mobiles (toujours attachés à des pontons) pourraient, pense M. Léveillé, rendre d'immenses services. Il va même jusqu'à s'étonner que nos compatriotes de Cayenne repoussent avec ténacité cette immigration « d'ouvriers » qui peut leur apporter « la résurrection ». L'immense propriété domaniale de la Guyane, transformée par l'activité de cette armée de travailleurs, n'était-ce pas un beau rêve ? Comment Cayenne, de même que Nouméa, refuse-t-elle de s'y endormir !

En présence de cet aveuglement, M. Léveillé a dû proposer au gouvernement d'épargner aux habitants de Cayenne le contact immédiat des relégués et de créer, en dehors de la Guyane libre, une province pénitentiaire, entre la Mana et le Maroni.

(1) L'Administration va même plus loin (*infra*, p. 437). Elle estime qu'il est impossible de décréter que tous les transportés, tous les récidivistes sont également aptes à faire de la culture ou des travaux publics de terrassement. Certains tempéraments, habitués aux occupations sédentaires de l'industrie ou des professions à domicile, ne pourraient y résister et doivent être utilisés à des travaux moins actifs.

Le Maroni est un beau fleuve, qui forme depuis son embouchure jusqu'au saut Hermina une route d'eau ininterrompue de 95 kilomètres. Les forêts qui couvrent la rive droite du Maroni constituant une richesse illimitée, M. Léveillé conseille de les exploiter en s'avancant perpendiculairement au fleuve, du saut Hermina dans la direction de l'est. Un chemin de fer à voie étroite, s'allongeant au fur et à mesure du déboisement, permettrait l'exportation en Europe des essences précieuses et consommerrait sur place les bois médiocres : il éviterait aux travailleurs de coucher sur les chantiers en les ramenant chaque soir dans des maisonnettes confortables au bord de la rivière. Il faciliterait les plantations et l'exploitation des caféiers, des cacaoyers, des caoutchoucs qui remplaceraient les forêts actuelles. Une fois l'opération du défrichement terminée, la terre n'aurait plus besoin d'être remuée tous les ans et les convicts n'auraient bientôt plus qu'à récolter sous bois les fruits ou la sève des arbres. Enfin le chemin de fer devrait être placé au bas et au plus près des sauts qui sont des accumulateurs de force hydraulique.

Ce plan est trop méthodique pour ne pas attirer les sérieuses méditations de nos administrateurs coloniaux et j'espère que le décret du 24 mars 1887 (1), qui fixe justement au saut Hermina la limite des territoires de la transportation et de la relégation, n'en est que le commencement d'une persévérante et intelligente application.

2° d'après M. de Lanéssan.

ADMINISTRATION. — Après avoir fait l'histoire de la colonisation pénitentiaire, M. de Lanéssan décrit l'état actuel.

Les îles du Salut contiennent des ateliers pour réparer le matériel naval, fabriquer et réparer les outils, ouvragier le bois, confectionner les vêtements et les chaussures des transportés.

Cayenne, outre les bureaux de l'administration, possède des ateliers d'imprimerie et de construction navale, de vastes maga-

(1) V. *suprà*, p. 325, ce décret qui distrairait du domaine pénitentiaire de la Guyane, constitué par le décret du 5 décembre 1882, une partie qui sera réservée aux relégués et qui distrairait cette même partie de la commune pénitentiaire du Maroni, créée par le décret du 16 mars 1880.

sins, une scierie à vapeur, une briqueterie et deux pénitenciers : l'un flottant où logent les 60 condamnés affectés au service du port, l'autre terrestre où couchent les 500 condamnés employés dans les divers ateliers indiqués ci-dessus.

Le pénitencier du Kourou est un établissement agricole. La funeste décision qui le fit évacuer en 1878 a été rapportée en 1883, mais il est loin d'avoir retrouvé son ancienne prospérité. A côté se trouvent Guatima'a, où 37 hectares d'excellentes terres sont cultivés en potager, et Passoura, où une centaine de condamnés gardent un parc de 500 têtes de bétail.

Le Maroni est également un établissement agricole : c'est le plus important et le seul florissant de la Guyane. Il comprend 147 hectares et contenait, en 1881, 1,222 transportés des deux sexes, libérés ou en cours de peine, dont plus de la moitié étaient pourvus de concessions (430 Européens dont 73 femmes).

Ce tableau, dont le coloris n'est pas plus brillant que celui de M. Lévillé, montre que la grande préoccupation de l'Administration « a toujours été d'établir à la Guyane des fermes agricoles administrées par elle-même et travaillées par les condamnés. Or, il résulte de tous les documents communiqués au Parlement pendant ces dernières années, que les dépenses occasionnées par ces fermes ont toujours excédé les recettes :

D'autre part, les résultats obtenus comme colonisation sont loin de compenser les efforts, la plupart des condamnés et presque tous les libérés se refusant à un travail assidu.

Les résultats sont encore plus mauvais en Nouvelle-Calédonie, où le même système a été adopté (1). »

Comme causes aux échecs de la colonisation officielle, M. de Lanessan assigne en premier lieu les conditions déplorables dans lesquelles les différentes tentatives ont été entreprises : absence d'une nourriture conforme aux exigences du climat et mauvaise direction donnée par les chefs à la colonisation ; en second lieu, l'erreur qui a fait imposer à des Européens des travaux prolongés de défrichement qui sont au-dessus de leur force de résistance.

En conséquence il n'estime nullement qu'il y ait lieu de renoncer à de nouvelles tentatives. En leur accordant une ali-

(1) *L'expansion coloniale de la France*, p. 861.

(2) *Id.*, p. 713.

mentation convenable, en les laissant reposer à l'ombre pendant les heures les plus chaudes, on peut obtenir des Européens une certaine somme de travail utile (déboisements et défrichements exceptés). Comme preuve, il cite le Maroni, dont la mortalité, très forte pendant les défrichements, a beaucoup baissé; il vise surtout des tableaux officiels desquels il résulte qu'en 1884 la mortalité, égale à 4.5, n'était pas supérieure à celle de la plupart de nos maisons centrales (Riom 4.85; Gaillon 4.64; Melun 4.44).

Pour l'exploitation des forêts, les Européens ne peuvent jouer que le rôle de conducteurs des travaux, en se soumettant à une excellente hygiène et en revenant de temps à autre au bord de la mer. Les travaux mêmes ne peuvent être exécutés que par des ouvriers africains ou indiens, qui résistent beaucoup mieux aux influences paludéennes et que l'on trouverait en nombre suffisant parmi nos criminels algériens et annamites, notamment dans notre pénitencier de Poulo-Condore. Un nombre d'ailleurs relativement restreint de bras suffirait à la préparation des terres de culture et à leur mise en activité. Les Européens pourraient ensuite être affectés à l'entretien de ces propriétés déjà assainies par le défrichement.

CONSTITUTION DE NOUVELLES FAMILLES. — Là mortalité effrayante (pour les enfants de trois à quatre ans triple de ce qu'elle est en France) des enfants issus de parents européens doit être attribuée à une anémie profonde due à l'action du climat et à la mauvaise santé de parents eux-mêmes très éprouvés par l'anémie et l'impaludisme. La mortalité des enfants issus de parents de couleur est au contraire beaucoup moindre.

Quant aux mariages mêmes, ils sont très peu féconds entre Européens et femmes de couleur et aboutissent fréquemment à des avortements chez les femmes européennes. Le premier résultat démontre l'inaptitude de notre race à procréer sous un climat qui ne lui convient pas, le second est imputable à l'intoxication paludéenne, effet de l'impureté de l'air. Une pareille stérilité joue nécessairement un rôle considérable dans l'échec de la colonisation. M. de Lanessan ne lui propose pourtant aucun remède (1). Et le fait suivant, cité par lui, que sur quatre

(1) Le seul conseil qu'il donne est de transporter des femmes annamites en même temps que des condamnés asiatiques. L'étroite constitution de la famille annamite permettrait facilement cette immigration de familles entières.

mariages entre Européens et femmes de couleur un seul a eu un enfant *mort-né*, infirme gravement *a priori* la théorie du métissage préconisée par M. Léveillé!

CONCLUSIONS. — En somme, elles se rapprochent singulièrement de celles de M. Léveillé. Le climat, incontestablement insalubre, est néanmoins supportable pour l'Européen sous la double condition d'un régime alimentaire convenable et d'un travail modéré à l'abri du grand soleil. On doit renoncer à tout travail de déboisement et de défrichement par les blancs ; les criminels africains et asiatiques devront seuls y être astreints. A cet égard M. de Lanessan est plus absolu que son collègue qui semble vouloir imposer aux récidivistes les premiers défrichements du haut Maroni. Il se trouve, de plus, en lutte avec le texte du décret du 26 novembre 1885 qui exige dans son article 5 que les transportés et les relégués soient strictement séparés (Conf. supr., p. 325, décret du 24 mars 1887 qui réserve aux premiers le bas Maroni et affecte aux seconds la rive droite du Maroni, au-dessus du saut Hermina).

Enfin et surtout, c'est au défaut d'esprit de suite qu'il faut attribuer les douloureux échecs qu'a subis notre administration coloniale.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE (1)

SOL ET CLIMAT. — Sous un climat agréable et salubre, son massif montagneux se creuse en un grand nombre de vallées bien arrosées et extrêmement fertiles, et se découpe sur ses rivages en une infinité de petits ports. Néanmoins, grâce à l'absence de voies de communication et à de nombreuses autres causes, l'agriculture est encore à créer. Le coton, le café, la vanille, la vigne pourraient y donner d'excellents résultats, les forêts contiennent d'excellents bois. Seuls le blé, le maïs, le riz et surtout l'ananas y sont cultivés. L'élevage des chevaux, des moutons, des porcs pourrait y prospérer : seul celui des bœufs est pratiqué ; et encore, comme les pâturages ont été surmenés, ils s'appauvrissent rapidement et seront bientôt défaut à la colonisation. En attendant la race dépérit.

HISTOIRE. ADMINISTRATION. ÉTAT ACTUEL. — C'est le décret du

(1) D'après M. de Lanessan, p. 649 et suivantes, p. 861 et suivantes.

2 septembre 1863 qui a adjoint la Nouvelle-Calédonie à la Guyane, comme lieu de transportation. Elle possédait en 1881, 8164 transportés dont 6240 en cours de peine et 155 femmes. Son administration est organisée sur les mêmes bases que celle de la Guyane.

Elle a son siège à Nouméa, qui possède également un magasin général des pénitenciers, des ateliers de réparation et de construction navale, des ateliers de charpente, de menuiserie, de forge, etc. travaillant aussi bien pour les particuliers et l'administration locale que pour l'administration pénitentiaire. Comme à Cayenne les services du quai et de la rade sont assurés par les transportés, qui couchent chaque soir dans des camps situés près de Nouméa.

Le dépôt de l'île Nou, où sont débarqués les transportés, garde les plus incorrigibles. Il comptait 3,017 condamnés en 1881. Il contient de nombreux ateliers : forge, fonderie, charronnage, serrurerie, scierie à vapeur qui, eux aussi, travaillent pour les particuliers en même temps que pour les différents services publics. Il possède enfin un hôpital, un vaste jardin, une prison et une ferme importante.

L'établissement de l'île des Pins ne contient qu'une centaine de transportés âgés et impotents. On y a établi des ateliers de cordonniers et de tailleurs ; on y fait surtout cultiver le maïs.

Les deux principaux camps sont ceux de Montravel et de l'Est. Le premier est entouré de 14 hectares dans lesquels on cultive du manioc, du maïs, de la luzerne et les légumes destinés aux autres établissements pénitentiaires. Il reçoit, depuis quelque temps, les nouveaux débarqués, qu'on cherche ainsi à préserver du contact des incorrigibles de l'île Nou. Le Camp de l'Est où sont les meilleurs sujets envoie chaque matin à Nouméa les travailleurs affectés aux différents services de l'administration centrale.

Les centres agricoles, créés par l'administration pénitentiaire à une vingtaine de kilomètres de Nouméa, et destinés dans sa pensée à alimenter les transportés ou à donner des bénéfices par la vente de leurs produits, fournissent des résultats déplorables : Des deux fermes les plus renommées, celles de Bourail et de Koé, la première produisait en 1880, avec 300 hommes employés aux cultures et 100 à l'usine, trois tonnes et demi de sucre !

A la même époque après dix ans d'efforts elle possédait 50 hectares défrichés et mis en culture ! A Koé la situation est peut-être encore plus ruineuse. Ses dépenses annuelles dépassent de 200,000 francs ses recettes ! (p. 661 et 864).

Si la colonisation pénitentiaire forcée produit de tels résultats, les concessions faites à des transportés en cours de peine ou libérés n'en donnent pas de meilleurs. Quelque voile que jette à dessein sur eux l'administration, il est certain que peu de concessionnaires réussissent : les plus paresseux laissent en friche ou abandonnent leurs concessions dès leur libération ; les plus habiles simulent le travail jusqu'au jour où ils ont droit à leur titre définitif de propriété et vendent. Aussi en avril 1884 le seul pénitencier de Fownhari était-il obligé de nourrir 123 concessionnaires sur 150 (p. 663). Je m'explique le voile.

Un certain nombre de transportés sont cédés, ici comme en Guyane, à des colons libres, à des fonctionnaires ou aux administrations coloniales comme ouvriers, domestiques ou secrétaires ; mais malgré le bon marché excessif des locations elles sont rares à cause du peu de développement de la colonisation libre et des industries minières ou autres (p. 658, 665 et 864) :

En 1883, la Nouvelle-Calédonie jouissait de 57 kilomètres de routes carrossables et à peine de 200 kilomètres de sentiers muletiers ? A Nouméa les rues sont des cloaques. Et encore la Calédonie est favorisée en comparaison de la Guyane ! (p. 666 et 865). Le port de Nouméa, un des plus beaux de la route de Panama à Sidney, n'a ni entrée facile, ni phares, ni outillage de débarquement ou de réparation, ni docks. (Je ne parle pas des travaux de défense, auxquels on songera, Dieu sait quand !) Aussi le commerce est-il nul et les Nouméens se demandent-ils s'ils seront jamais en mesure de profiter des fructueuses relâches que devrait leur amener l'ouverture du Panama.

CAUSES DE CETTE SITUATION. — M. de Lanessan considère la transportation comme le principal obstacle au progrès de notre colonie. Elle l'a saturée de colons pénitentiaires qui y créent l'insécurité en même temps qu'ils découragent, par la concurrence d'une main-d'œuvre à vil prix, l'ouvrier libre. Elle donne prétexte à l'administration pénitentiaire d'accaparer 110,000 hectares des meilleures terres dont elle ne tire aucun profit et qui pourraient avec avantage être concédées à des particuliers (7,071 hectares seulement de terres à culture sont disponibles pour eux).

Le second obstacle vient du système adopté, ici comme en Guyane, pour la mise en œuvre de la main-d'œuvre pénitentiaire. Obsédée par la préoccupation de diminuer les frais énormes (plus de 7 millions) de la transportation, l'Administration a toujours cherché à produire elle-même le plus possible. C'est dans ce but qu'elle a organisé ces innombrables ateliers qui tant ici qu'en Guyane lui permettent de construire et d'entretenir ses établissements, de vêtir, chausser, etc., ses pensionnaires et qu'elle a créé ces trop nombreuses fermes destinées à les nourrir. J'ai montré si ses vues économiques avaient été réalisées au point de vue agricole. J'ajoute, au point de vue industriel, que ses murs, ses charpentes, ses chaussures, etc., lui reviennent beaucoup plus cher que s'ils étaient faits par des ouvriers libres (p. 863). Il faut donc chercher un autre moyen d'utiliser les bras de la transportation.

REMÈDE. — Ce moyen nous le trouvons dans les travaux publics. Il faut leur faire faire les routes, les ports, les canaux d'irrigation ou de dessèchement, les fortifications. Il faut en outre, renonçant à la culture officielle, qui est ruineuse, réserver le travail pénitentiaire pour préparer l'exploitation libre, seule productive. Défricher, disposer la terre à recevoir la semence, puis, aussitôt mise en culture, l'offrir à l'immigration libre qui, sûre alors d'obtenir une récolte dès la première année, s'empresera d'accourir; tel est le plan (p. 725 et 866). Des chantiers et des escouades mobiles en seront les moyens d'exécution. Des contrats de concession, les uns à titre gratuit, les autres à titre onéreux, les uns à des colons libres, les autres à ceux des condamnés qui se seraient le mieux conduits, en consacraient la réussite (p. 669 on trouvera les conditions proposées pour ces contrats). Quatre ou cinq mille familles pourraient ainsi vivre honorablement de leur travail, sous un climat excellent.

Mais, pour ne pas entraver cette exécution, il faut avant tout réduire à des limites rationnelles le nombre des transportés. Il faut que ce nombre soit soigneusement maintenu en proportion avec la quantité des travaux d'intérêt public à accomplir et, pour ce, il faut absolument que l'envoi « d'aucun transporté cesse à partir de l'année 1888 au plus tard ». A plus forte raison faut-il renoncer dès maintenant à l'idée d'envoyer en Calédonie un seul récidiviste.

Que si l'on objecte que le transporté coûtera dorénavant plus

cher à l'État, puisque employé uniquement à cette préparation du sol il ne lui rapportera rien, M. de Lanessan répond qu'il ne faut pas attribuer à cette question des frais l'importance que lui attribue l'administration. « Il faut, avant tout, que le transporté soit un instrument de colonisation. Si son travail servait à attirer des colons dans nos colonies, l'État rentrerait vite dans ses frais. Avec l'organisation actuelle, le transporté coûte relativement peu, cela est vrai, mais il rapporte à la colonisation encore moins qu'il ne coûte. »

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

On doit être frappé de l'identité des conclusions de deux auteurs que leurs travaux antérieurs avaient si diversement préparés à ces études. Tous deux s'élèvent avec indignation contre la suprême injustice qui, assimilant le récidiviste sans ressources au transporté, confond ainsi le simple voleur avec l'assassin et viole le grand principe de la proportionnalité entre la peine et le délit. Tous deux croient avec ferveur à la légitimité du balayage pénal et à la colonisation pénitentiaire. Tous deux ont une foi vigoureuse en l'efficacité des promesses de concessions aux plus méritants; tous deux critiquent le système de la mise en concession avec trente mois de vivres assurés, qui constitue une prime à l'oisiveté pendant le même laps de temps, et lui préfèrent la concession de terres déjà préparées et en plein rapport, avec établissement d'un impôt spécial sur toute terre laissée en friche par les colons soit libérés, soit volontaires (Lév. p. 31 et de Lan. p. 663). Tous deux réclament l'exécution de travaux publics hydrauliques au moyen de pontons flottants et de chantiers mobiles. On pourrait alors renoncer aux coûteuses constructions qui, sous les noms pompeux de magasins généraux, dépôts généraux et particuliers, pénitenciers, casernes, usines, ateliers, centres agricoles, menacent de couvrir nos misérables colonies d'une épaisse carapace de pierre. On renoncerait également à ces dépôts, foyers infectieux, où le convict à peine débarqué est empoisonné par les « anciens » et où il ne devrait séjourner que quelques heures en attendant d'être dirigé sur les pontons ou les chantiers. Dans ces chantiers, de simples abris, très primitifs, puis-

qu'ils seraient essentiellement provisoires et destinés à être abandonnés aussitôt les travaux achevés, suffiraient. Tous les condamnés devraient d'abord, et dans toutes nos colonies, être employés aux travaux publics dans ces camps mobiles où la discipline serait rigoureuse, et, en cas de bonne conduite seulement, seraient admis dans les centres agricoles où ils défricheraient et prépareraient les terres : méthode qui, soit dit en passant, renverserait l'ordre actuellement régnant, car aujourd'hui (p. 867) le camp, où la liberté est excessive, est la dernière étape des travaux forcés, venant après le pénitencier — dépôt, le pénitencier agricole, et le centre industriel ou agricole ! Tous deux prêchent la dissémination de la main-d'œuvre pénale dans toutes nos colonies (1). Je note toutefois que M. de Lanessan, plus pratique que son confrère qui admet l'envoi de mille récidivistes la première année dans la seule Guyane, condamne les grosses caravanes et ne veut que de faibles escouades. Tous deux enfin croient possible l'embrigadement de nos récidivistes en compagnie de disciplinaires coloniaux (Lév., p. 50) ou dans des bataillons spéciaux de notre armée coloniale semblables à nos compagnies de discipline de l'Algérie et du Sénégal (de Lan., p. 873).

Sur deux points seulement je les trouve en désaccord.

Tandis que M. Léveillé déplore la cessation de l'envoi en Guyane de condamnés européens, exercés à tous les métiers sédentaires, et la considère comme l'une des causes principales de la décadence de notre colonie américaine, — M. de Lanessan regarde la présence dans les ateliers calédoniens de nombreux et excellents ouvriers d'art comme le principal obstacle à l'immigration libre et au développement de notre possession océanienne. Le taux des salaires tant agricoles qu'industriels ou miniers est tellement avili qu'aucun ouvrier libre ne peut songer à s'établir dans le pays (de Lan., p. 663 et 865). Il faut réserver exclusivement la main-d'œuvre pénale pour les travaux publics ou la mise en culture des terres en friche (p. 726).

Tandis que M. Léveillé a foi dans le métissage et croit à la colonisation par la famille pénitentiaire, au moins à la seconde

(1) L'article 4, § 4, du règlement du 26 novembre 1885 et les pages 23 et 56 du présent Bulletin montrent que l'administration des colonies tient compte de ce desideratum, mais dans une faible mesure ; car 10 0/0 seulement des relégués collectifs seront affectés à ces sections volantes.

ou à la troisième génération, — M. de Lanessan déclare nettement que « il faut bien reconnaître que la Guyane ne sera jamais une colonie de peuplement pour les Européens ».

Cette divergence (je néglige à dessein la seconde théorie qui ne peut être jugée qu'après expérience) s'explique tout naturellement par la différence des points de vue auxquels se sont placés les deux auteurs. M. Léveillé n'avait mission d'étudier et n'a voulu organiser que la colonisation *pénale*. M. de Lanessan envisage la question à un autre point de vue beaucoup plus large et se préoccupe de la colonisation en général. Cherchant dès lors à associer la colonisation libre et la colonisation pénale, il a nécessairement assigné à celle-ci un rôle plus étroit, moins prépondérant que M. Léveillé.

A l'égard de la mesure à observer pour ne pas décourager l'immigration libre, la seule féconde, par l'excès de l'immigration pénale; sur le danger de noyer l'une par l'autre, je constate que les idées de M. de Lanessan concordent parfaitement avec celles de M. le P^r Prins que j'ai citées ici même en 1886, page 964.

Limitier l'expatriation pénitentiaire, la répartir sur la surface de toutes nos colonies au moyen de sections volantes et de pénitenciers maritimes pour y obtenir d'importants travaux de préparation, n'accorder qu'avec une sage discrétion des concessions aux libérés, ce sont des propositions auxquelles j'applaudis sincèrement, car elles s'enchaînent bien et constituent un système sévèrement ordonné. Je regrette seulement que, dans des œuvres aussi approfondies, dans lesquelles ils daignent descendre aux détails les plus minutieux d'application, les deux savants auteurs glissent aussi prestement sur la question si grave des moyens de coercition. Ni l'un ni l'autre ne proposent de sanction pratique à l'obligation du travail. M. de Lanessan se borne à recommander aux gardiens la sévérité : — or nous savons (*Bulletin* 1886, p. 861-893) si l'administration sait les faire respecter et comment elle soutient ceux qui sont victimes des délations des convicts. M. Léveillé parle bien (p. 13) de renforcer la discipline; mais il oublie d'indiquer comment. Dans un autre passage (p. 31), il propose bien de ne fournir que le pain, mais 5 pages plus haut il reconnaît, comme M. de Lanessan, la nécessité d'une nourriture substantielle et appropriée au climat. Dans un troisième passage, il parle bien de modifier la loi de 1854 de façon à permettre

l'application immédiate des peines prononcées par les conseils de guerre. Mais il reconnaît lui-même qu'elles sont peu efficaces et que, d'autre part, les peines disciplinaires sont peu intimidantes, car c'est, au maximum, la cellule pendant deux mois, c'est-à-dire le frais et le *far niente*.

Remplacer la corde et le bâton, qui ont créé et maintenu dans nos bagnes jusqu'en 1880 une activité relative ; remplacer le fouet qui fait de la *penal servitude* l'instrument si admiré par M. Lévillé, n'est pas chose aisée (1886, p. 66 et 67). Je ne crains cependant pas de dire que quand il s'agit de gaillards tels que les hôtes présents et futurs de nos deux colonies pénitentiaires, cette question est essentielle, primordiale : elle est la clef de voûte de tout système et, sans elle, le plus ingénieusement construit s'écroulera. Voilà, à mon avis, la seule faiblesse de ces deux fortes études, qui auraient pu à cet égard puiser de précieux enseignements dans nos compagnies de discipline en Algérie et dans les Alpes au fort Baraux. Sans cette lacune, elles seraient magistrales.

A. RIVIÈRE.

L'ŒUVRE DE L'HOSPITALITÉ DE NUIT

*Discours prononcé à l'assemblée annuelle
du 12 août 1887.*

Mesdames et Messieurs,

Vous tous qui êtes entrés ici le cœur plein de pitié, les mains pleines de largesses, — soyez les bienvenus dans cette pauvre maison!

C'est la misère qui en est la maîtresse. La charité en est l'active ménagère; — et, comme des petites gens qui attendent des personnages d'importance, toutes deux se sont mises à l'œuvre aujourd'hui pour vous faire, comme elles le peuvent, les honneurs de leur humble logis.

Si simple que soit leur accueil, nous ne sommes point accoutumés, quant à nous, à ces modestes magnificences; et ce n'est pas à des hôtes tels que vous que s'ouvre, chaque jour, cette porte hospitalière. — Encore une fois, soyez les bienvenus!

Mais ce n'est pas seulement dans ces grands jours, et dans des assemblées comme celle-ci, que je voudrais vous voir réunis avec tous ceux qui m'écoutent.

Si touchantes que soient les paroles que vous venez d'entendre, si merveilleux que soient les efforts et les succès que notre digne président vous a fait connaître, ni lui ni moi ne pouvons en ce moment vous le dire.

Nous ne pouvons vous faire voir de vos yeux, vous faire toucher de vos mains, cette œuvre de miséricorde et de salut, s'accomplissant, se renouvelant ici chaque soir sans repos et

sans bruit, avec la régularité tranquille et silencieuse de la nuit qui revient à son heure, pour faire oublier aux hommes les soucis et les fatigues du jour.

C'est dans quelques heures, Messieurs, que je voudrais vous voir revenir à cette place, pour prendre cette sainte maison en flagrant délit de toutes ses misères et de tous ses bienfaits. C'est alors que l'œuvre généreuse dont on vient de vous parler vous apparaîtrait dans ses effrayantes réalités et, j'ose le dire, dans son audacieuse grandeur.

Ecrivains, romanciers et poètes, spectateurs curieux des misères et des passions humaines, qui cherchez, dites-vous, des *documents* certains pour écrire leur histoire, c'est là que vous trouveriez un spectacle digne de votre talent, de votre esprit, et de votre cœur.

Philosophes souriants, politiques superbes qui, à travers tant de hasards et tant de désastres, nous promettez, depuis si longtemps, l'éternelle égalité de la richesse et l'éternel bonheur de l'humanité, — c'est là que vous trouveriez un sujet digne de vos méditations, le démenti de vos chimères et l'écueil de votre génie.

Lorsque va venir la nuit, vous verriez, au dehors, un fanal discret s'allumer en silence. Ce n'est, hélas ! ni une planète ni une étoile..., une petite lueur seulement, qui perce à peine le brouillard et la neige, mais que cherchent de loin bien des regards désolés, vers laquelle bien des pieds meurtris s'acheminent.

La porte est ouverte à demi, et la maison attend ses hôtes. Ce n'est pas une hôtellerie cependant... ce n'est ni un hospice ni un asile ; — c'est à peine un refuge, un gîte — où peuvent s'abriter pendant quelques heures les errants de ce monde qu'aucun toit ne connaît, pour lesquels aucun foyer n'a de place, que nul bras secourable ne soutient, que nul regard ami n'accompagne...

C'est une halte où ces voyageurs perdus peuvent s'asseoir et s'étendre en paix, avant de reprendre la route, la lutte, et la solitude du lendemain.

Un à un, s'évitant l'un l'autre, ils se dirigent sans bruit vers cette lumière qui les appelle.

Celui-ci est vêtu du bourgeron ou de la veste du travailleur. Sa sacoche, qui ne pèse guère, contient quelque restant de vivres

et quelques outils. C'est l'ouvrier insouciant, flâneur et blasé des grandes villes, qui court, de par le monde, les aventures de la jeunesse, du travail et du plaisir. Il a été pris au dépourvu par quelque grève, par une querelle d'atelier peut-être. Il a laissé son dernier sou dans une taverne du faubourg où dans un bouge du boulevard; sa sagesse de vingt ans, au fond de quelque verre de cabaret ou de quelque amour de rencontre... Le pauvre garçon n'est pas mauvais, cependant, et avant de s'embaucher demain, il lui faut dormir cette nuit, sans avoir volé ni tué personne... Qu'il entre! et qu'avec le repos, une bonne pensée pénétre et relève ce jeune cœur.

Un autre semble, d'abord, un promeneur paisible attardé dans ces parages. Correct et banal, il ressemble à tout le monde; il a le vêtement de tout le monde; acheté sans doute dans une de ces halles à bon marché où les achète tout le monde. Il a un gant tout entier, un peu trop long, un peu trop large, qui se plisse avec ostentation sur une de ses mains engourdies par la bise. Si vous l'observez de plus près, son paletot trop bien fermé vous donnera quelque souci. Ne cherchez pas son linge!... mais regardez bien son visage. Sur son front inquiet, sur ses traits flétris, dans le sillon de ses joues livides, dans le fond de ses yeux rougis, vous verrez le passage de quelque effroyable détresse, l'empreinte de quelque vice, la trace peut-être de bien des larmes!...

C'est le fantôme famélique et décent de la misère bourgeoise... quelque vieux maître d'italien ou d'espagnol, ancien soldat d'une *indépendance* quelconque; triste épave qu'une révolution lointaine a jetée au milieu de nos révolutions, dont nous nous serions bien passés sans doute, mais qu'aujourd'hui nous n'avons plus le droit de repousser.

Plus près de nous, c'est un économiste méconnu, rêveur de trésors, dont tous les journaux tour à tour ont refusé les budgets en équilibre et la copie millionnaire; — un inventeur ruiné par ses brevets; — un comptable sans emploi; — un médecin sans malades; — un musicien vieilli « qui a chanté tout l'été » sans rien garder pour l'hiver, et dont personne ne veut plus entendre les chansons.

C'est un poète sans libraire, qui est allé vainement, pendant tout le jour, colporter à domicile les sonnets laudatifs de sa muse besoigneuse. Pauvre homme! qui avait un peu de talent peut-

être, et qui s'est cru du génie ! Un grain de vanité l'a grisé d'abord ; puis il a cherché ailleurs la distraction de sa misère... Il a plus soif que faim, aujourd'hui ; et de chute en chute, il a descendu en trébuchant toutes les pentes du Parnasse, jusqu'aux confins douteux où commencent les pays perdus de Bohême. Qu'il entre vite et qu'un rêve de plus mette un intervalle de quelques heures entre les souffrances d'aujourd'hui et le réveil de demain !

Jeunes et vieux, infirmes d'esprit et de corps, voyageurs sans abri, travailleurs sans pain, exilés sans patrie ; pauvres honteux, auxquels le souvenir et la fierté des jours heureux ont laissé la pudeur respectable de leur misère : qu'ils entrent dans ce lieu d'asile, tous les vaincus et tous les blessés de la vie ! Sur notre porte amie, ils ne liront pas le sinistre avertissement du poète : « *Laissez ici l'Espérance !...* » C'est l'*Espérance* qui les accueille, qui les anime et qui leur montre le chemin.

Leurs vêtements, leurs corps sont mouillés et souillés. On purifie leur corps et leurs vêtements. Pour eux, on renouvelle les rites classiques et sacrés de l'antique hospitalité. On lave leurs pieds gonflés et poudreux. Il n'y a là, sans doute, comme pour Ulysse, ni l'urne d'airain, ni la vieille nourrice de l'*Odyssée*. Mais tous les mendiants ne sont pas des rois ; et ceux-ci n'attendent ni Pénélope, ni Homère...

Les voilà tous, maintenant, dans la grande salle chauffée : les uns mornes et rêveurs ; les autres déjà dormant à demi, laissant tomber dans leurs mains leur tête pesante, tous silencieux et se regardant à peine... Le pauvre n'aime guère le pauvre... et chacun se défie de son voisinage.

D'où viennent-ils ? Où vont-ils ? On ne le leur a pas demandé. A peine quelques papiers gras, sur lesquels on jette un coup d'œil indulgent, pour s'assurer qu'aucun malfaiteur notable ne s'est glissé parmi ces malheureux, et que la Charité ne fait aucun larcin trop dommageable à la Justice.

Puis le brave capitaine qui commande la triste chambrée, remet un livre au plus lettré de la troupe : un livre de belles histoires ou de longs voyages, que tous écoutent en silence. Ils voient passer devant leurs yeux les horizons lointains, la mer sans bornes, les pays éclatants du soleil, les aventures héroïques de Bougainville ou de Dupleix, les exploits des Duquesne ou des Courbet, le drapeau jadis victorieux de la France, planté

sur quelque terre inconnue. Quelques-uns retrouvent l'image de leurs campagnes d'hier ou de leurs batailles d'autrefois. Dans leur esprit engourdi par la souffrance, il se fait comme une éclaircie, une trouée soudaine de lumière. On dirait une brise pure et salubre qui vient du large, soulevant la buée de misère qui flotte lourdement au-dessus de cette cohue de calamités.

La lecture s'arrête. Alors c'est la courte harangue d'un des patrons de la maison ou d'un visiteur de passage; quelques paroles cordiales de bienvenue et de bon espoir.

Ensuite, la prière..., la prière de l'Évangile; la prière des grands et des petits, des heureux et des misérables; la prière qui, à la même heure, d'un bout à l'autre du monde, unit les âmes chrétiennes dans la même pensée de fraternité, de résignation et de tendresse.

C'est ici qu'il faut venir, Messieurs, pour sentir le sens et le poids de ces mots que, nous autres, nous balbutions du bout des lèvres, d'un cœur distrait, en pensant quelquefois à tant d'autres choses. « *Notre père !* » disent ces pauvres abandonnés qui n'ont peut-être jamais connu de père ! « *Donnez-nous notre pain,* » disent ces pauvres affamés qui ne mangent pas tous les jours !

Ce soir du moins, demain encore, Dieu leur enverra le pain de la journée; et par surcroît, dans cette salle où nous sommes, dans les lits bien clos qui vont tout à l'heure y reprendre leur place, il leur donnera, pour quelques heures, le repos, le sommeil et l'oubli.

Voilà l'œuvre tout entière, Messieurs; n'y cherchez pas autre chose.

Si simple qu'elle soit, il a fallu bien du temps pour la trouver, il faut bien des efforts pour la faire vivre; il faudra beaucoup de dévouement encore et bien du génie pour la développer et pour l'agrandir. Tant d'autres inventions de la charité lui disputent vos bienfaits !

Vous surtout, Mesdames, vous faites à cette pauvre maison une concurrence si admirable et si dangereuse !

Tout à l'heure, excusez-moi, je vous ai un peu oubliées. Je ne vous ai pas conviées à nous suivre dans ces salles où tant d'hommes, — et quels hommes ! — se trouvent chaque soir réunis; dans ces dortoirs hasardeux où votre délicatesse et votre pudeur souffriraient trop, sans doute, des hardiesses de votre charité.

Mais ce qui se fait ici pour les malheureux, vous le faites ailleurs, et bien mieux encore, pour des pauvres femmes qui souffrent. Elles aussi, elles ont faim comme nos hôtes; comme eux, elles ont froid; comme eux, elles voient venir le soir avec terreur; car bien d'autres maux les menacent; bien d'autres tentations les environnent; et pour elles, la nuit a des dangers plus cruels encore que le vent, la neige... et la solitude.

C'est là que votre âme s'ouvre tout entière, c'est là que vos mains fraternelles cherchent, pour les panser, des plaies que seules vous pouvez toucher et des blessures que seules vous pouvez guérir.

Nous ne sommes pas jaloux de votre œuvre sainte. Nous comprenons ses privilèges et vos préférences. Mais si là, comme partout, vos cœurs restent fidèles à un seul amour, vos âmes sont assez grandes pour partager entre toutes les misères de ce monde leur inépuisable pitié.

Vous pouvez beaucoup pour nos pauvres gens, car vous êtes les bonnes conseillères des hommes; et presque tout ce qu'ils valent vient de vous... J'ai dit presque, pour ne pas choquer votre modestie.

Envoyez-nous vos fils. Si vous les devez faire braves et forts comme leurs pères, vous les devez faire tendres aussi et miséricordieux comme vous.

Il y a des enfants qui ont peur des pauvres et qui s'éloignent d'eux avec effroi..., délivrez-les de ces terreurs involontaires.

Ils ne connaissent la vie que par le bonheur, le monde que par vos sourires. Enseignez-leur la familiarité de la souffrance, la curiosité virile de la douleur. Qu'ils aiment tout ce qui souffre ! Ils ne seront des hommes qu'à ce prix. *Laissez venir à moi les petits enfants !* a dit le Maître. Que les enfants, à leur tour, laissent venir à eux les misérables. Qu'ils les regardent, qu'ils les écoutent, qu'ils leur parlent, qu'ils les touchent sans crainte de leurs petites mains.

Ne fût-ce qu'une fois, faites-les assister à l'assemblée de nos malheureux. C'est un spectacle qui les reposera des autres, et une féerie dont les machines de théâtre n'égalent pas toujours les fantastiques réalités.

Ils vous reviendront le cœur content, tout fiers de leur bravoure. Sur leur visage et dans leurs yeux, vous surprendrez peut être une expression que, vous-mêmes, vous ne connaissiez pas : l'éton-

nement attendri, l'éveil charmant d'une jeune âme qui s'ouvre pour la première fois à la pitié.

Et puis, — pardonnez-leur cet égoïsme innocent, — après ce voyage d'une heure au pays de misère, ils trouveront, au retour, la maison plus belle, leur lit meilleur, vos caresses plus tendres, et plus doux encore les soins maternels dont votre tendresse les environne.

Quant à nous, Messieurs, quelles que soient notre religion et notre patrie, apportons à cette œuvre d'universelle hospitalité tous les efforts qu'elle nous demande. Dans ce pays où les popularités durent peu, notre petite République devient chaque jour plus populaire. Des libéralités magnifiques augmentent chaque jour ses ressources... et ses besoins. D'illustres patronages la protègent. De glorieux soldats, des écrivains justement célèbres sont venus ici, tour à tour, solliciter en sa faveur votre zèle ; et l'année dernière encore, un philosophe, un penseur éminent vous faisait entendre sa parole éloquente accoutumée à tous les succès. Ne cherchez pas qui vous parle aujourd'hui après eux... n'écoutez que vos cœurs !

Il ne s'agit ni d'une propagande d'église ni d'une entreprise de parti ; et si le Christ, notre maître, en a été l'inspirateur souverain, — là comme ailleurs, il a dit : « Dans le royaume de mon père il y a plus d'une demeure... »

Lorsque, chaque soir, devant nos hôtes assemblés, on va commencer la prière, on les avertit bien haut que nul d'entre eux n'est obligé de prier avec nous. Mais au bout d'un instant, par une contagion touchante, du fond de ces âmes meurtries, s'élèvent les souvenirs oubliés de l'enfance ; les saintes crédulités qu'en naissant toute créature humaine apporte avec elle, sur cette terre, comme l'image lointaine d'un autre monde et comme l'écho d'une autre vie. Alors, sur toutes ces lèvres qu'entr'ouvre un même instinct, on entend flotter, dans un murmure confus, la suite des paroles commencées et de la phrase suspendue.

C'est ainsi qu'à l'heure où je parle, dans cette assemblée brillante et généreuse qu'un tel rapprochement ne saurait froisser, nous ne demandons à personne d'attribuer à notre temps, à notre pays ou à notre foi le mérite d'une grande œuvre que, comme bien d'autres, les siècles passés ont connue et dont on trouverait, dans d'autres contrées, des imitations ou des exemples.

Mais tout à l'heure, lorsqu'au nom de la souffrance et de la

misère, on vous demandera votre aumône, toutes les âmes, tous les cœurs s'ouvriront ensemble ; toutes les mains se tendront à la fois, dans un élan commun de fraternelle pitié. Les uns donneront « pour l'amour du ciel » ; — les autres, comme Don Juan, « pour l'amour de l'humanité... ». Qu'importe ? donnez toujours et donnez tous. Dieu saura bien mettre où il le faut votre offrande, et toutes se retrouveront un jour à leur place dans l'impénétrable trésor où sont comptées, par une main invisible, les bonnes pensées et les bonnes actions de notre vie.

EDMOND ROUSSE,
*Ancien Bâtonnier,
Membre de l'Académie française.*

LATITUDE LAISSÉE AU JUGE
PAR LA LOI
POUR DÉTERMINER LA PEINE

Rapport présenté au Congrès de Rome.

Das Leitmotiv, das aus der endlosen
Melodie von der Negation des Rechts
uns rettet zur Klarheit und Einfachheit
— es ist der Zweckgedanke.

Von LISTZ.

I

La question concernant la tâche du juge dans la détermination de la peine est digne, sans doute, d'occuper une place d'honneur au programme du Congrès de Rome. Elle est immense et compliquée comme peu d'autres. Elle ne fait pas partie de la théorie de la peine; elle l'embrasse tout entière. Puis elle nous place devant les grands principes qui régissent l'administration de la justice en général. Et, enfin, l'intérêt pratique de la question saute aux yeux.

Depuis le Congrès de Stockholm, elle a gagné en importance dans une mesure toute particulière. Le système des condamnations aux peines soit perpétuelles, soit indéterminées, pour les malfaiteurs d'habitude les plus dangereux fut défendu alors dans le rapport de l'illustre professeur M. de Wahlberg et dans les discussions par MM. le Dr Guillaume, le Dr Wines et d'autres orateurs distingués. Mais la conclusion qui, au nom de la troi-

sième section, fut proposée à l'assemblée générale et votée par elle, se bornait à recommander comme moyens de combattre efficacement les récidives, entre autres : « l'emploi moins fréquent des peines de courte durée contre les délinquants d'habitude et, dans les législations des divers pays, l'indication d'une manière précise de l'aggravation des pénalités à encourir en cas de récidive (1). »

Or, depuis 1878, les idées ont marché. Plusieurs événements remarquables ont dû frapper les esprits qui s'occupent de la criminalité et des questions de droit pénal. Je veux en signaler trois des plus importants.

En Allemagne, il y a les débats récents des grands criminalistes sur la nature de la peine, la tâche du droit pénal et celle de la science qui s'y voue. Il est bien superflu de vous rappeler les noms illustres des Binding (2), von Bar (3), von Liszt (4), von Lilienthal (5), Merkel (6), H. Meyer (7), Mittelstädt (8), Sodag (9), Schwartze (10), Ullmann (11), Wilbert (12), et tant d'autres. Ce qui est à signaler avant tout, c'est l'apparition du livre remarquable de M. le Dr O. Mittelsdät contre les peines privatives de la liberté, et parmi les publications intéressantes auxquelles il a donné lieu, le travail de M. Kræpelin (13) en

(1) Compte rendu des séances du Congrès de Stockholm I, p. 626.

(2) E. a. *Strafgesetzgebung, Strafjustiz und Strafrechtswissenschaft im normalen Verhältniss zu einander* dans la *Zeitschrift für die ges. Strafrechtswissenschaft* I, p. 4.

(3) *Handbuch des deutschen Strafrechts* I, 1882.

(4) *Reichsstrafrecht* 1881 et der Zweckgedanke im Strafrecht dans la *Zeitschrift f. d. ges. S.* III, p. I.

(5) *Beiträge zur Lehre vom Collectivdelict*, Leipzig 1878.

(6) E. a. *Ueber den Idealismus in der Strafrechtswissenschaft* dans la *Zeitschrift f. d. ges. S.* I, p. 551 et suiv.

(7) *Lehrbuch des deutschen Strafrechts*, 3^{me} éd. 1882 et *die Gerechtigkeit im Strafrecht* dans le *Gerichtssaal* XXXIII, p. 101-153 et 161-188.

(8) *Gegen die Freiheitsstrafen*, 1879 ; *Für und wider die Freiheitsstrafen* dans la *Zeitschrift f. d. ges. S.* II, p. 419.

(9) *Beiträge zur Lehre von der Strafe* dans la *Zeitschr. f. d. ges. S.* I, p. 480.

(10) *Freiheitsstrafe*, 1880.

(11) *Zur Lehre von der Strafe* dans le *Gerichtssaal* XXXIV, p. 29.

(12) *Das Postulat der Abschaffung des Strafmasses* dans la *Zeitschr. f. d. ges. S.* II, p. 473.

(13) *Die Abschaffung des Strafmasses*. — Ein Vorschlag zur Reform der heutigen Strafrechtspflege von Dr. Med. Emil Kræpelin, Irrenarzt. Stuttgart 1880.

faveur des sentences indéterminées, qui a touché tout spécialement la question que nous avons à traiter ici, et par ses propositions catégoriques de réforme pénale, a contribué à faire distinguer sévèrement entre elles les tendances et les théories.

En *Italie*, depuis l'époque du Congrès de 1878, s'est formé dans l'école anthropologico-criminaliste de MM. Lombroso, Ferri, Garofalo et autres, le foyer d'un mouvement des plus remarquables pour les études de la criminalité et des moyens de la combattre. Il est vrai que la première édition de *l'Uomo delinquente* avait été publiée déjà avant cette époque dans un ouvrage périodique (1), mais la seconde édition, considérablement complétée, ne date que de 1878, comme aussi le premier travail de la plume fertile de M. Ferry; et l'organe de l'école, *l'Archivio di psichiatria criminale*, a été fondée en 1880. Les partisans de cette école poursuivent leurs investigations et enseignent leurs idées avec le zèle et la foi de réformateurs convaincus et, sans doute, l'avenir leur réserve encore bien des succès.

Le troisième événement que j'avais en vue s'est passé en *France*, lorsque la Chambre des députés y a voté le projet de loi ordonnant la relégation perpétuelle, ou du moins pour une période indéterminée, des malfaiteurs d'habitude. Quel que soit le jugement porté sur cette mesure, il est certain que son succès ou son insuccès offrira aux contemplateurs impartiaux un sujet d'études très intéressantes. Il est certain aussi qu'elle a été, dans tous les cas, l'expression d'un besoin de combattre la criminalité autrement que par la routine des peines temporaires de courte durée.

Devant ces phénomènes, on sent mieux encore la haute signification des paroles dans lesquelles la Commission pénitentiaire internationale nous explique pourquoi elle a introduit dans la section pénale du Congrès la question qui a été formulée plus haut.

« Cette question, nous dit-elle, a pour but de provoquer de nouveau une discussion sur le principe de la limitation ou non-limitation de la durée de la peine. » Et la Commission nous place immédiatement devant l'antithèse fondamentale des « théories de droit pénal », quand elle continue : « Si le but de la punition est la *protection de la société* par ou sans préjudice de

(1) *Atti dell' Istituto Lombardo* de 1871-1876.

l'amendement du criminel, il est évident que la durée des peines devrait être en harmonie avec le but que se propose la discipline pénitentiaire. Jusqu'à présent, le Code pénal de presque tous les pays a conservé le principe de la *représaille*, de sorte que l'échelle des peines est établie d'après la gravité des crimes. Le juge, dès lors, n'a qu'une latitude restreinte pour fixer la durée de la peine et il ne peut pas, même vis-à-vis de récidivistes, mettre la durée de la peine en harmonie avec les exigences « préventives ».

Donc, d'un côté la représaille, l'expiation, la déduction logique ou éthique, avec ou sans les modifications théoriques ou pratiques qu'y apportent des considérations concernant l'efficacité de la peine. Et de l'autre côté, rien que le principe de la protection d'intérêts, de biens privés ou sociaux que le droit prend sous sa garde et dont il veut maintenir l'intégrité par la peine, menacée et appliquée comme par une force dont les effets multiples tendent tous au même but. Voilà l'antithèse scientifique; mais une antithèse qui, selon ma conviction, devra être résolue non pas par des combinaisons d'idées plus ou moins spécieuses, mais résolue en principe. Car, d'un côté, il y a pour les divers intérêts nécessité absolue de protection par le droit; de l'autre, on ne pourra nier l'existence plus ou moins prononcée d'un besoin spontané de « représaille », d'« expiation », de « réparation de l'irréparable ».

A mon avis, la direction dans laquelle se trouve et se trouvera plus encore la solution de cette antithèse par une unité principielle, a été indiquée par mon collègue distingué de l'université de Marbourg, Franz von Liszt, dans son article remarquable sur l'idée du but dans le droit pénal, *der Zweckgedanke im Strafrecht* (1). La peine primitive, premièrement sous forme de la vengeance privée, plus tard sous forme de la mise hors la loi, est une réaction impulsive (Triebhandlung), effet de la tendance à défendre l'individualité, la famille, la race, l'espèce contre les attaques qui paraissent menacer les conditions de leur existence. Dans le cours de l'histoire, la réaction impulsive se développe et devient acte de la volonté; l'efficacité de la réaction est reconnue et voulue. En d'autres termes : la réaction inconsciente est devenue réaction consciente; mais le principe moteur de

(1) *Zeitschrift f. d. ges. Strafrechtswissenschaft* III, p. 1 et suiv.

l'une tout aussi bien que de l'autre, c'est l'idée du but, à savoir du but de protéger des conditions vitales. Or, toute théorie qui veut construire scientifiquement la base du droit pénal par des déductions logiques ou éthiques, dans le sens auquel j'ai fait allusion plus haut, ne fait au fond que chercher une formule philosophique pour ce qui chez les peuples et les individus primitifs se nomme la vengeance. Et ce qui est vrai pour la vengeance est vrai de même pour tout ce qui émane de la même source.

Assurément, je ne suis pas appelé ici à développer plus amplement ces considérations théoriques que je n'ai fait que toucher. Cependant, j'ai tenu à les mentionner. Aux réformes du droit pénal, les criminalistes devront avoir une grande part. C'est leur droit et leur devoir. Mais aussi longtemps que l'anti-thèse mentionnée existera, il y aura toujours une séparation déplorable entre plusieurs de ces hommes de la science pénale et la grande classe des réformateurs, parmi lesquels les directeurs des pénitenciers, les sociologues, les médecins occupent une place importante. Il doit y avoir conciliation pour qu'il y ait coopération (1). Aussi, convaincu comme je le suis de la justesse des idées indiquées, j'ai voulu, dans la question spéciale qui va nous occuper, me ranger parmi les adhérents du principe de la *protection*, sans avoir à me reprocher de sacrifier des principes scientifiques à des considérations d'opportunité.

II

Quant au choix des peines et à leur mesure, tant par la loi que par le juge, la conclusion à tirer de ce qui précède ne pourra mieux se formuler que par ces mots : « La juste peine, c'est la peine nécessaire » ; le trop et le trop peu tous les deux sont injustes. Et la bonne méthode qui seule pourra conduire à faire poser des principes en cette matière, c'est l'observation consciencieuse des *effets* de la peine, tant de la menace que de l'application. En connaissant ces effets, on pourra en conclure comment il faudra les utiliser. Il est vrai que notre connaissance à cet égard restera toujours bien incomplète. Mais cette imperfection inévitable de notre perspicacité ne pourra jamais justifier la

(1) Voyez dans ce sens aussi von Liszt II., p. 46.

recherche de quelques solutions trompeuses dans l'un ou l'autre système métaphysique. Et voilà aussi pourquoi la distinction assez généralement admise, que, pour choisir une punition, on n'a qu'à juger de la gravité d'un crime du côté « objectif » et « subjectif » pour en déduire l'équivalent de la peine, ne pourra suffire d'une manière absolue, ni dans tous les cas.

Ces conclusions, quant au principe qui devra servir de base à la détermination légale et judiciaire de la peine, ne dérogent pas à la vérité que la *protection* des biens individuels et sociaux par le droit pénal ne pourra rester que très imparfaite. Sans la coopération de plusieurs autres institutions juridiques et sociales, elle est impossible; et même avec cette coopération, elle manque à tout moment son effet. Mais certainement, la peine est et restera probablement toujours une des armes les plus fortes et les plus efficaces.

Commençons donc par l'analyse des *effets* de la peine sur les malfaiteurs eux-mêmes. Plusieurs criminalistes déjà ont accepté la distinction fondamentale qui se présente ici et qui a été développée par l'illustre professeur de l'université viennoise, M. de Wahlberg (1), entre les malfaiteurs d'habitude et les malfaiteurs d'occasion. M. von Liszt, en subdivisant la première catégorie en deux parties, admet *trois groupes* : les *malfaiteurs d'habitude incorrigibles*; les *malfaiteurs d'habitude qui sont susceptibles d'amendement* et le grand nombre de ceux qui sont désignés comme *malfaiteurs d'occasion*. En vue de cette distinction, il pose comme point de départ pour les considérations relatives au choix et à la détermination des peines, la classification suivante : la peine devra rendre le premier groupe *inoffensif*, *corriger* le second, inspirer la crainte au troisième, *l'intimider et l'avertir*.

L'énumération de ces trois groupes de malfaiteurs me paraît irréprochable et d'un intérêt majeur pour notre question. Il ne sera pas toujours facile de poser les limites dans chaque cas particulier; mais toute démarcation suppose des formes de transition; la nature en donne l'exemple.

Quant à la distinction parallèle des effets, donc aussi du but de la peine : la séquestration, la correction et l'avertissement sen-

(1) Voir son rapport sur la question de la récidive au Congrès de Stockholm.

sible (Unschädlichmachung, Besserung, Abschreckung), il est vrai, de même que la démarcation peut présenter très souvent plus d'une difficulté. Mais avant tout, il doit pas y avoir de malentendu sur le sens des mots. La séquestration permanente ou indéterminée des incorrigibles n'est pas un traitement de malades; elle pourra consister dans tel ou tel mode de détention « avec obligation de travail sous la forme la plus rigoureuse et avec utilisation des forces ouvrières autant que possible (1) ». L'idée de correction pour les criminels qui, tendant à devenir des malfaiteurs d'habitude, sont susceptibles d'amendement, n'amène pas du tout le placement dans des établissements d'éducation proprement dits. De tels établissements pourront être destinés aux enfants. Pour les adultes, l'emprisonnement cellulaire devra être la base du traitement. Et les moyens principaux de correction devront être avant tout la discipline et le travail; discipline rigoureuse, sensible, douloureuse même, mais fortifiante, augmentant ou éveillant le sentiment de responsabilité, la vigueur morale et la conscience de la solidarité qui unit tous les membres de la société. Pour ce qui est de la peine infligée aux criminels d'occasion, de son efficacité comme moyen d'intimidation, d'avertissement sensible et douloureux, c'est encore la sévérité de la discipline à laquelle cette influence devra être demandée. L'impression que la peine devra laisser avant toutes les autres sur ces passants dangereux, c'est celle de la supériorité du droit au-dessus de leur volonté égoïste ou indifférente, supériorité en valeur et en force.

Il me semble que, vis-à-vis de notre question spéciale, il ne faut pas cependant s'arrêter aux effets mentionnés.

Il y a encore l'effet préventif de la disposition pénale, de la menace. Elle est incontestable; aussi elle n'a jamais été contestée, quoiqu'elle n'occupe pas dans toutes les théories une place égale, et quoique certainement — les faits le démontrent — souvent elle n'aboutisse pas. On dit (2) que cet effet peut être laissé de côté, quand il s'agit de fixer le principe pour la mesure des peines; car dans la disposition pénale, l'essentiel c'est la disposition prohibitive; la sanction pénale n'est qu'une prohibition accentuée. Cela est vrai, mais la nature de l'accent n'est

(1) Voir von Listz, II., p. 40.

(2) Von Listz, II., p. 34.

pas une chose indifférente. La prohibition avertit, elle persuade ; même la perspective des conséquences naturelles de la transgression, la publicité de ce qu'on aurait voulu tenir caché, la perte d'une réputation, d'une position sociale, d'un bonheur domestique, exercent une influence plus forte encore et resserrent les liens qui retiennent la passion et la volonté ; mais, là encore où ces motifs sont trop faibles, il y a la chance du dernier motif, de la dernière contrainte, la perspective de la peine, c'est-à-dire de la souffrance et de la honte. Or, justement là où il s'agit de chercher la ligne de démarcation entre le rôle de la loi qui menace *a priori* et celui du juge qui frappe après coup, la valeur de la peine menacée, son efficacité possible, est un élément de premier ordre dans la solution du problème.

En second lieu, c'est aussi l'effet que la peine infligée exerce sur les autres en dehors du délinquant, qui entre en considération et qui offre des points de vue très importants. Je suis parfaitement d'accord avec ceux qui pensent que ces effets-là ne diminuent nullement la justesse de la distinction tripartite mentionnée plus haut, quant aux effets de la peine sur les condamnés eux-mêmes (1) ; mais je suis d'avis que le principe même de la *protection* nous défend de les négliger. Il y a alors l'effet de l'exemple, la confirmation de la menace. Il y a en outre la pacification de la société troublée. Il y a chez ceux qui tremblent devant le triomphe de l'injustice, la partie lésée et la multitude, le rétablissement de leur confiance dans la supériorité et la puissance du droit. Or, cette réparation, c'est encore de la protection. Protéger les intérêts et les biens individuels et sociaux, c'est plus encore que de les défendre contre les attaques et les dangers menaçants ; c'est aussi leur garantir la tranquillité, la confiance dans la vigilance des organes de la justice et la force des lois.

Mais on pourrait demander si ces effets, que la peine exerce sur les autres, quoique incontestables en eux-mêmes, peuvent cependant entrer en compte là où il s'agit de fixer en justice la mesure de la peine, telle qu'elle sera appliquée au coupable. Pourquoi celui-ci serait-il responsable de la sensibilité des autres ? A cette objection, il y a plus d'une réponse. Puisque les effets existent et que, par leur nature, ils font partie de l'œuvre de

(1) Von Liszt, II., p. 34.

la protection, il faudra nécessairement compter avec eux. Puis, le criminel aussi, en vivant dans une société donnée, en partage le sort; et la loi, en voulant inspirer la confiance, certainement ne devra pas se conformer aux besoins des individus les plus nerveux, mais elle n'est pas obligée non plus de ne se soucier que des plus intrépides. Et enfin là où il s'agit d'augmenter la mesure des souffrances, soit des agresseurs, soit des attaqués, le choix ne pourra être douteux.

III

Il s'agit maintenant d'appliquer les principes que nous avons posés à notre question spéciale.

L'histoire du droit pénal a laissé de bien tristes souvenirs du pouvoir discrétionnaire et arbitraire des juges. Mais elle a laissé de même des souvenirs non moins déplorables de la réaction qui a suivi cet abus. L'omnipotence du juge et l'omnipotence de la loi, toutes les deux, ont eu leur temps. On en est venu à se demander dorénavant : Que faire de la loi ? qu'est-ce que le juge fait mieux qu'elle ? N'y a-t-il pas, vis-à-vis des points que le juge traiterait mieux qu'elle, d'autres considérations qui doivent lui persuader à s'en charger à sa place ? et n'y a-t-il pas, pour éviter les dangers qui pourront résulter d'un pouvoir judiciaire trop étendu, des garanties suffisantes ?

On en est donc venu à se poser la question relative à la ligne de démarcation, non plus en général, mais à *propos de tous les détails en particulier*.

Optima lex quæ minimum judici, optimus judex qui minimum sibi relinquit : c'est l'adage connu. Mais le « minimum », c'est toujours « aussi peu que possible ». Et certainement, la loi qui aurait trouvé la formule pour régler elle-même tout en bonne justice serait *optima lex*, une loi modèle, une loi idéale. Mais celle qui voudrait le faire sans se soucier des résultats ne mériterait plus ce nom. L'imperfection de la loi, comme source du droit, est inévitable.

Par rapport à la *détermination de la peine*, un pouvoir trop grand du juge court risque de produire l'arbitraire; d'attribuer une influence trop grande aux impressions passagères telles que la passion ou l'antipathie; d'amener une inégalité, une variété

incertaine ou injuste dans la jurisprudence; de diminuer l'effet de la peine menacée, qui veut détourner du crime par sa force et par la certitude de son application. Mais, de l'autre côté, l'im-mixtion trop détaillée et minutieuse de la loi court risque de ne pas faire droit aux exigences de chaque cas spécial, de perdre de vue, par sa généralisation, l'effet que la peine devra avoir sur l'individu condamné.

Puis, pour bien juger les questions de ce genre, on devra encore toujours avoir égard aux variétés des législations et des pays spéciaux. Dès qu'il s'agit de ce qui pourra être confié au juge, beaucoup dépendra de l'organisation judiciaire dans tel ou tel pays, plus encore du prestige que la magistrature y possède, de la confiance que la population lui porte.

Or, en ne perdant pas de vue ces observations générales, nous devons maintenant, pour bien procéder, *reprenre la distinction mentionnée plus haut, entre les deux groupes des criminels d'habitude d'une part, les criminels d'occasion de l'autre.*

Pour autant qu'il s'agit de la première catégorie, nous pourrions alors laisser de côté tout ce qui se rapporte à la mesure des peines telle qu'elle est exprimée dans les dispositions spéciales des codes pénaux, les dispositions qui contiennent l'indication des divers crimes et délits et des pénalités. Tout ce que la loi veut statuer par rapport aux malfaiteurs d'habitude trouve en général sa place dans le chapitre de la *récidive*. Tout récidiviste n'est pas nécessairement un malfaiteur d'habitude; mais tout malfaiteur d'habitude est récidiviste (1). Le malfaiteur d'habitude est le récidiviste qui, par la nature de ses crimes ou délits successifs, le nombre, la gravité et le court intervalle des diverses condamnations, démontre une tendance criminelle par laquelle, vis-à-vis des grands intérêts qu'il menace, il est trop dangereux pour que la société puisse se contenter de le retenir prisonnier pendant un temps déterminé, pour lui donner après l'occasion de se jeter sur une nouvelle proie.

(1) Pour ne pas compliquer la question, je passe sous silence les délits spéciaux où l'un des éléments de la pénalité ou de l'aggravation de la pénalité consiste dans le caractère habituel ou professionnel des divers actes qui, dans leur ensemble, constituent le délit; comme aussi les cas où le délinquant est accusé de délits continués ou continus, ou lorsqu'il y a concours réels de plusieurs crimes ou délits.

IV

Si donc nous admettons que les malfaiteurs d'habitude devront être traités autrement que les malfaiteurs d'occasion, la tâche de fixer la peine pour tel ou tel crime, ou de la déterminer pour tel ou tel coupable, embrasse donc la détermination même de la ligne de démarcation entre les malfaiteurs d'habitude et les autres.

Il s'agit ainsi pour le législateur ou le juge — ou bien pour l'un ou l'autre s'ils se partagent cette tâche — de poser cette ligne, de préciser la peine, de déterminer la durée de cette peine. Mais en face de tous ces points, la réponse à la question que nous traitons ne pourra pas, par rapport à tous les détails, être la même pour les malfaiteurs d'habitude *incorrigibles* et pour ceux qui sont *corrigeables*. Il faudra, du moins pour la pluralité des législations, avoir égard à cette subdivision, que nous avons trouvée dans l'article du professeur von Liszt cité plus haut et à laquelle je me suis rallié.

Je dis « pour la plupart des législations ». Car il se peut que, dans certains pays, on introduise des peines qui, du moins d'après l'intention du législateur, réunissent le caractère de séquestration et celui de correction, et qui les réunissent d'une telle manière que la durée de la peine sans danger peut être indéterminée ou perpétuelle vis-à-vis des deux groupes. C'est ce qui a été, par exemple, le cas en France, lorsqu'on a voté la loi sur la relégation à vie de tous les récidivistes et malfaiteurs d'habitude sans distinction qui auraient encouru le nombre de condamnations indiqué dans les articles de la loi. La nature toute spéciale de cette peine y permettait cette combinaison.

Faisons donc abstraction de ces lois spéciales. Plaçons-nous au point de vue des législateurs qui devront se dire : « Puisque nous ne voulons ni décapiter, ni pendre, et que nous ne pouvons pas déporter, il ne nous reste que la détention perpétuelle, respectivement indéterminée (1) ». Or, à ce point de vue, la distinction entre les deux groupes s'impose.

Quelques observations qui se rapportent également aux deux groupes pourront précéder.

En premier lieu, il s'agit de savoir si les malfaiteurs d'habitude,

(1) Von Liszt. II.. p. 39.

qu'on a en vue, peuvent se présenter dans toutes les classes de criminels, ou bien s'il faut se borner à certaines espèces de délits. Il y a des législations qui ne les admettent que parmi ceux qui sont coupables des grands crimes et délits contre les propriétés, spécialement du vol, du recel, de l'exaction, de l'escroquerie, de l'incendie et de quelques délits contre les mœurs, le viol et les attentats contre la pudeur envers les enfants. Il y en a d'autres qui y ajoutent les grands actes de violence contre les personnes. La loi française nomme tous les crimes et choisit parmi les délits de vol, l'abus de confiance, l'escroquerie, la destruction ou dégradation d'arbres ou de récoltes, l'outrage à la pudeur, l'excitation habituelle de mineurs à la débauche et le vagabondage. Mais, dans tous les cas, c'est *la loi* qui doit statuer sur cette question, qui doit choisir son système.

C'est encore *la loi* qui doit décider une seconde question intimement liée à la première : les crimes ou délits répétés doivent-ils appartenir à la même espèce ou bien à une même catégorie, ou enfin, suffit-il qu'ils puissent se ranger tous dans une des catégories quelconques admises pour la récidive ?

Le code allemand, par exemple, suit le premier système (sauf quelques exceptions), le nouveau code hollandais suit le second, le code pénal français et la nouvelle loi française suivent le troisième. Ce point peut être considéré soit comme une question de principe, soit comme une question de simplification législative ; mais, quoi qu'il en soit, c'est encore à la loi qu'appartient la décision.

Un troisième point : la récidive, dans la plupart des législations modernes, n'est considérée comme récidive légale que quand le nouveau délit a suivi l'expiration de la peine infligée pour le délit antérieur dans un certain laps de temps (1) ; ou bien, comme dans la nouvelle loi française, quand les diverses condamnations qui ensemble dénotent le malfaiteur d'habitude, se sont passées pendant un certain nombre d'années (2). Or cette condition devra incontestablement être exigée vis-à-vis des criminels et des mesures dont nous traitons ici : et c'est alors *la loi* qui,

(1) Par exemple : Dix ans dans les articles 245, 250, 261 du code de l'empire allemand ; cinq ans dans les articles 421-423 du nouveau code hollandais.

(2) Dix ans dans les articles 4, 5, 7 et 8 de la loi.

pouvant déterminer ce laps de temps, ce nombre d'années, devra donc le faire. Il est possible que quelques cas échapperont à cette généralisation, mais ce seront toujours des exceptions, surtout si on ne prend pas le temps trop court.

Mais les dispositions sur ces trois points, au fond, n'ont qu'un caractère négatif. Un point essentiel manque : la dernière limite doit être posée au delà de laquelle le récidiviste *sera* considéré comme malfaiteur d'habitude. Si c'est la loi seule qui doit la poser, elle ne pourra le faire autrement qu'en fixant d'abord le nombre nécessaire des condamnations successives comme aussi la gravité que ces condamnations doivent avoir eue pour pouvoir entrer en ligne de compte, et en ordonnant ensuite que, sous ces conditions, la peine exceptionnelle, le traitement spécial désigné pour les criminels d'habitude, sera obligatoire. Si c'est le juge seul qui devra en décider, il lui incombera le devoir de peser toutes les condamnations antérieures, tant pour la quantité que pour la qualité, pour en conclure si c'est une criminalité habituelle ou plutôt une suite funeste de circonstances qui ont porté l'individu à son dernier crime ; et même quand il aura constaté qu'une telle criminalité en a été la cause, il sera encore libre d'infliger une peine ordinaire et d'épargner au condamné la peine exceptionnelle. Si la loi et le juge doivent se partager la tâche, la méthode rationnelle sera celle-ci : la loi fixe toutes les conditions, donc aussi le nombre requis de condamnations et leur gravité ; mais le choix entre la peine ordinaire et la peine exceptionnelle est laissé au juge. Dans la pratique, le second et le troisième système reviendront au même ; c'est évident. L'antithèse est donc celle-ci : condamnation à la peine exceptionnelle *obligatoire* ou *facultative*.

Dans la loi française, le premier système a prévalu : « *sera* transporté à vie », etc. Mais la victoire n'a pas été remportée sans combat sérieux. L'opposition a attaqué surtout cette disposition et l'article du projet n'a été adopté que par 284 votants contre 190.

Je laisserai de côté la complication que la question trouvait dans la Chambre des députés, quand on y mêlait la compétence du jury ; je ne parlerai que du juge en général. Mais ce qu'il faut observer avant tout pour bien juger des arguments dont on s'est servi, de part et d'autre, en France, c'est que la question y était simplifiée énormément parce que la distinction entre

les malfaiteurs d'habitude corrigibles et les incorrigibles ne s'y rencontrait pas, comme je l'ai expliqué plus haut.

Or, puisque nous avons cru devoir faire la distinction, acceptons-la.

Donc en premier lieu les *incorrigibles*. Et le sens de ce mot ne comprend pas seulement les aberrations, les dépravations malades et absolument incurables, mais aussi les tendances qui, corrigibles peut-être dans des conditions très favorables, ne le sont pas et ne peuvent l'être dans les conditions sociales ordinaires dans lesquelles les personnes en question sont placées.

Il est évident que *la loi* doit définir la peine exceptionnelle qu'elle leur réserve, d'autant plus qu'elle sera par sa nature une peine unique, égale pour tous.

Puis, il est de même évident que, suivant le principe qui a servi de base à mes raisonnements, cette peine doit être une peine indéterminée, c'est-à-dire perpétuelle en principe, révoicable seulement lorsque des circonstances exceptionnelles se présenteront plus tard : et en vue de cette possibilité, on pourrait obliger, par exemple, l'administration de la prison à délivrer au juge qui avait prononcé la condamnation des rapports périodiques (1).

Vient enfin la question dominante : condamnation obligatoire ou facultative. Le gouvernement français et la Chambre des députés, en acceptant le premier système, ont déclaré avant tout qu'une mesure tellement exceptionnelle était, par sa nature, du domaine du législateur ; devant une telle mesure surtout, il fallait éviter l'arbitraire et l'inégalité de jurisprudence ; aussi les malfaiteurs seraient bien vite à la hauteur de cette pratique variée dans la jurisprudence et choisiraient le terrain de leurs méfaits dans le ressort des tribunaux cléments. On a répondu que justement la nature exceptionnelle de la mesure augmentait l'injustice des règles absolues ; qu'une législation où, par le système des circonstances atténuantes, la faculté du juge est excessivement grande, on créerait une inégalité au détriment des récidivistes ; que l'unité de jurisprudence pourtant ne s'obtien-

(1) En principe, la nécessité d'une détention (resp. déportation) perpétuelle (resp. indéterminée) de ces vétérans de la justice est reconnue par plusieurs criminalistes allemands. Voir von Liszt II., p. 39 ; Mittelsdadt II., p. 70 et suiv. ; Sontag, II., p. 506 ; von Schwartze, II., p. 47 ; à comparer les directeurs de pénitenciers en Allemagne, Rittner, Bortz, Krohne Sichert, cités par Sontag, II.

drait pas, puisque les juges pourraient soustraire les délinquants aux dispositions formelles de la loi en les condamnant à une peine inférieure à celle qui formerait une condition de récidive.

Je ne soumettrai pas tous ces arguments à la critique. Je me bornerai par rapport aux *incorrigibles* — et pour le moment il ne s'agit que de ceux-ci — aux observations générales suivantes :

La détention indéterminée ou perpétuelle est une mesure tellement extraordinaire, que certainement, en principe, il appartient au législateur de poser les conditions sous lesquelles elle sera appliquée. Mais pour cela, il doit préciser : quand un malfaiteur d'habitude sera-t-il considéré incorrigible ? Il peut faire cela en désignant le nombre et la gravité nécessaires des condamnations successives et il ne peut le faire autrement. Mais alors, s'il le fait ainsi, de peur d'être injuste, trop sévère et cruel, sans doute, il posera les limites pour plusieurs cas beaucoup trop loin ; la catégorie légale des incorrigibles sera bien plus petite que la catégorie réelle. Or, si l'on se pénètre profondément des grands dangers dont les incorrigibles menacent la société, on devra s'opposer à une ligne de démarcation tellement imparfaite. Il faut donc bien que la loi se borne à fixer le nombre et la gravité des condamnations qui nécessairement doivent avoir été prononcées pour que la détention perpétuelle puisse entrer en considération, et que cette limite ne soit pas trop restreinte (1). Il faut donc bien que le juge fasse le reste. Mais je crains que le procès ordinaire ne lui refuse les données nécessaires. Il doit passer en revue tout le passé de l'individu ; peser les circonstances dans lesquelles celui-ci a commis les crimes et délits antérieurs, comme aussi les motifs qui l'y ont porté. Et particulièrement après un examen insuffisant on aura à craindre l'arbitraire et l'inégalité que le gouvernement français voulait éviter avant tout. J'aimerais faire une autre proposition et j'ai eu l'avantage de la retrouver en partie dans un des discours de M. Julien à la Chambre des députés (2) et dans l'article cité plus haut de M. Willert (3). Il

(1) Von Liszt propose trois condamnations. Sontag hésiterait à ne pas en requérir plus. La loi française pose plusieurs chiffres, deux, trois, quatre, même cinq, en proportion de la gravité des peines prononcées.

(2) Dans la séance du 20 avril 1883. Compte rendu officiel, p. 190.

(3) LI., p. 488.

s'agirait de scinder en quelque sorte en deux parties le jugement. Le tribunal statuerait tout d'abord au point de vue ordinaire de la dernière faute. Puis, les conditions légales étant remplies pour la prise en considération du traitement destiné aux incorrigibles, un intervalle s'écoulerait durant lequel l'individu serait soumis à une surveillance spéciale et ses antécédents seraient examinés plus amplement. Avant l'expiration de cet intervalle, le juge prononcerait sur la détention ou la transportation perpétuelle. M. Julien veut conférer cette seconde décision au même tribunal qui aurait prononcé la peine principale (1). C'est une question qui, en partie, dépendra de l'organisation judiciaire dans les différents pays. Quant à moi, pour éviter, du moins pour diminuer la variété de jurisprudence vis-à-vis d'une question aussi importante que celle-ci, je préférerais une procédure nouvelle, avec audition de témoins, droits de défense, etc. devant une ou quelques unes des Cours existantes; à désigner par la loi (2).

Après ce que je viens de rappeler et de dire par rapport aux incorrigibles, il me semble qu'il ne pourra être question que d'une réforme *absolue* des législations dans ce sens. Ici, des mesures provisoires ou transitoires pour adapter les idées nouvelles aux systèmes existants des peines déterminées, notamment l'extension de la latitude du juge dans la détermination de ces peines, ne serviraient à rien.

V

Passons en second lieu aux malfaiteurs d'habitude *corrigibles*.

Comme je l'ai observé au commencement de la section précédente, beaucoup de ce qui s'est dit leur sera applicable.

Mais spécialement la question principale, relative à la durée de la peine, réclame, par rapport à ceux-ci, un examen ultérieur.

(1) Voir aussi Willert : « eine Behörde auf deren Gutachten hin das *erkennende Gericht* von neuem die Entlassungsfrage prüft.

(2) Avec Sontag (p. 506) je tiendrais à ce que la question fût soumise au *juge* et non pas, comme le propose Mittlestadt, aux autorités de la police administrative.

Quant à la nature de cette peine, sur laquelle c'est à la loi de statuer, je me réfère aux indications données plus haut (1).

Remarquons ensuite qu'en se fondant sur le principe de la protection et en envisageant uniquement l'effet correctif que la peine devra exercer sur le condamné, on arriverait à exiger ici des sentences indéterminées « die Abschaffung des Strafmasses ». Je ne suivrai pas la terminologie connue « que le moment de la libération devrait dépendre de l'amendement du coupable » ; car il me semble tout aussi impossible de définir en quoi consiste « l'amendement » en général, qu'il serait difficile de le constater dans chaque cas particulier. Disons plutôt que la détention paraîtrait motivée aussi longtemps que les présomptions internes ou externes, qui fondent la probabilité du danger dont le condamné menace les intérêts que le droit protège, n'auront pas disparu ou diminué dans un degré suffisant. Pour faciliter le jugement sur cette question, un usage prudent de la libération conditionnelle ou provisoire pourrait avoir son utilité (2).

Mais il ne faut pas se borner à ne considérer que l'effet correctif de la peine, et je me réfère à ce que j'ai dit là-dessus dans la seconde section de ce rapport.

N'oublions pas que nous avons affaire à des malfaiteurs d'habitude, à des individus qui incontestablement, au moment de leur dernier crime ou délit, ont manifesté des tendances très dangereuses pour la société et qu'ainsi, pendant un premier laps de temps, la peine comme séquestration, comme protection immédiate, est motivée et justifiée incontestablement aussi.

N'oublions pas que la confiance de la société dans l'empire du droit (3) a été sensiblement ébranlée et qu'une condamnation tout à fait vague, à cause de l'incertitude absolue qu'elle amène, ne saurait la rétablir.

N'oublions pas la tâche qui incombe au droit pénal de retenir encore, s'il est possible, ceux qui s'acheminent vers l'habitude criminelle.

Soyons sûrs qu'une perspective trop vague de la peine manquerait aisément son effet effrayant, d'autant plus que le malfai-

(1) Voir p. 409.

(2) Je ne vois pas pourquoi il faudrait dire avec von Liszt, II., p. 42 : « Nur die bedingte Entlassung musste fallen ».

(3) Voyez plus haut p. 408.

teur, sachant que la durée de la détention dépendrait absolument des chances de son amendement, ferait de son mieux pour en persuader les autorités, même par l'hypocrisie; du moins l'espoir de réussir dans ce projet, le cas échéant, le porterait souvent à se moquer de la peine menacée.

Comptons encore qu'en dépit de la meilleure volonté, on se tromperait souvent dans le jugement sur la possibilité de l'élargissement d'un détenu, et que la ferme volonté de ne pas se tromper à son préjudice n'amènerait pas rarement une erreur au préjudice de la société.

Enfin, ne soyons pas non plus indifférents aux dangers de l'arbitraire des abus.

Pour toutes ces raisons, je suis d'avis que le système des sentences absolument indéterminées n'est pas recommandable; qu'il faudra du moins commencer par une certaine période de détention obligatoire et irrévocable (un minimum pour ainsi dire) fixée dans la sentence.

D'ordinaire, cette manière de procéder se recommandera aussi par des besoins pratiques. Pour pouvoir constater l'habitude criminelle, il faudra juger encore de la gravité du dernier crime ou délit, et ce jugement se formulera par la condamnation à une peine déterminée.

On pourra donc suivre ici la même méthode qui se recommandait pour les incorrigibles: premièrement la condamnation ordinaire pour le dernier crime, en lui-même; puis la détention exceptionnelle à cause de l'habitude criminelle, comme peine accessoire. On pourrait peut-être s'y prendre autrement; peu importe, pourvu que la distinction entre les deux périodes soit maintenue.

La latitude du juge dans la détermination de la première période pourrait se régler selon les principes admis pour ses sentences contre les malfaiteurs d'occasion (1).

La durée de la seconde période doit être indéterminée en principe. Selon moi aussi, c'est la conséquence inévitable de ce qui a été posé jusqu'ici.

Ce raisonnement n'exclut pas un minimum général, pas trop élevé, par exemple d'un an ou de six mois. Mais tout aussi bien qu'un maximum spécial dans les sentences, on doit rejeter

(1) Voir la section suivante.

un maximum général dans la loi; en étant pris très large, un tel maximum offrirait une garantie bien imparfaite; en étant pris trop restreint, il nuirait au but.

Il faudrait donc pour cette période un système d'examens réitérés et de continuations périodiques de la détention; non pas, comme pour les incorrigibles, le délivrement périodique de rapports seulement, mais des continuations formelles.

La tâche de juger de la nécessité de ces continuations, à mon avis, doit être confiée au juge et non à des corporations administratives. Celles-ci ne doivent rester que des rapporteurs, des experts; le juge les interroge, comme il interrogera aussi les délinquants eux-mêmes et d'autres personnes pouvant donner des éclaircissements. Quant au juge compétent dans cette manière, je me réfère à ce que j'ai dit dans la section précédente par rapport aux incorrigibles.

Peut-être de telles organisations rencontreraient-elles de trop grands obstacles au commencement. Mais puisqu'il s'agit ici d'indiquer la *direction* dans laquelle la réforme du droit pénal devra se faire, j'ai cru devoir les formuler.

N'oublions pas que la partie dont nous traitons maintenant est le point cardinal de notre question. C'est justement à propos des malfaiteurs d'habitude corrigibles qu'on demande, d'un certain côté, l'abolition entière de la détermination de la durée des peines, tant dans la loi que dans les sentences, et que, pour subvenir déjà maintenant tant soit peu aux besoins réels de la sûreté, on a posé la demande: Ne pourrait-on pas étendre la latitude du juge?

Je ne tâcherai pas de prédire le sort de la tendance qui prêche l'abolition absolue de la mesure des peines quant à leur durée. Mais, selon mon opinion modeste, en s'attachant trop à l'effet correctif de la peine, cette tendance court risque de négliger les autres.

D'un autre côté, je ne vois pas non plus que la solution de la difficulté, pour ce qui regarde les malfaiteurs d'habitude, puisse se trouver uniquement dans une simple extension de la latitude du juge dans le cadre actuel des dispositions pénales.

Un mot encore.

Le groupe des corrigibles embrasserait naturellement toute la catégorie des malfaiteurs d'habitude, à l'exception seulement de ceux qui seraient classés, de la manière indiquée plus haut,

dans le groupe des incorrigibles. Le traitement que je viens d'exposer devrait donc être *obligatoire*. Mais alors, nous nous trouvons devant cette dernière question : La décision si un malfaiteur appartient à la catégorie des malfaiteurs d'habitude ou à celle des malfaiteurs d'occasion, sera-t-elle donnée par la loi, de la manière amplement développée plus haut, ou bien serait-elle remise au juge dans chaque cas particulier?

Pour éviter encore ici, autant que possible, d'un côté, l'arbitraire, de l'autre, les dangers provenant d'une démarcation incorrecte, je proposerai une combinaison de deux systèmes, à savoir : le traitement des malfaiteurs corrigibles rendu *obligatoire* au-dessus d'une certaine limite formée par un certain nombre de condamnations d'une certaine gravité ; le même traitement rendu *facultatif* entre cette limite et une autre limite inférieure.

VI

En vertu de ce qui précède, la solution de notre question vis-à-vis des *criminels d'occasion* paraît s'être beaucoup simplifiée.

Les effets de la peine à leur égard, qui entre spécialement en considération, sont nombreux (1). Je pourrais les résumer en disant qu'ici la peine dans ses trois formes : la disposition pénale, la sentence condamnatoire et l'application de la peine, sert avant tout à maintenir auprès de ceux qui courent risque de succomber à la tentation, auprès de ceux qui ont succombé, auprès de ceux qui voient succomber les autres ou qui en éprouvent le dommage et le trouble, la conviction de la supériorité et de la puissance du droit au-dessus de la volonté coupable.

Les deux effets principaux que nous avons signalés par rapport aux criminels d'habitude ne ressortent pas ici avec la même force, de sorte que toutes les considérations qui se rattachent à la théorie des sentences indéterminées peuvent être laissées de côté.

Ensuite, il me semble qu'en rapport avec les effets multiples de la peine vis-à-vis des criminels d'occasion, l'ancienne théorie, selon laquelle la gravité de la peine doit correspondre à la gra-

(1) Voyez plus haut, p 408 et suivantes.

vité du crime considérée de son côté *objectif* et *subjectif* n'a pour eux rien de perdu de sa valeur; qu'en tout cas, on ne pourra en trouver une autre et qu'elle est suffisante aussi. Mais il ne faut pas en demander plus qu'elle ne saurait donner. Il ne s'agit pas de fixer la gravité d'un crime selon la mesure de tel ou tel principe de justice absolue, ni de trouver la proportion juste entre la valeur de tel crime et de telle peine. Ce serait franchement impossible. Il ne pourra s'agir que de déterminer la proportion relative des crimes et une proportion équivalente des peines dans le cadre des peines que telle ou telle législation a admises pour des raisons multiples que nous n'avons pas à analyser ici.

Pourquoi donc ne pourrait-on pas dire encore aujourd'hui : avec la gravité relative du crime devra s'accroître la force de la réaction dans ses diverses tendances : et la gravité relative des crimes en vue de l'efficacité de cette réaction dépend de leur élément *objectif* et *subjectif*; c'est-à-dire, d'un côté, de la qualité et de la quantité des intérêts sociaux et individuels qui y sont engagés, dans la mesure dans laquelle le dommage est réparable ou non, de la grandeur du trouble causé, etc.; de l'autre, de l'intensité et de l'extension de la volonté coupable dans toutes ses nuances. Il est superflu de développer plus amplement des choses connues.

Pour ce qui concerne les criminels d'occasion, le principe mentionné, sur lequel reposent les législations actuelles, pourra donc être maintenu. Mais il s'agit de fixer dans l'œuvre de la réalisation de ce principe le rôle du *législateur* et celui du *juge*; et sur ce point, il existe entre les divers législations des différences notoires. Or, il est vrai que cette question avait une tout autre portée lorsque nous l'avons traitée par rapport aux criminels d'habitude. Néanmoins, elle est encore ici d'un intérêt majeur et — ce qui est beaucoup — probablement d'un intérêt plus direct.

Le système de la plupart des législations actuelles est connu. Dans leur système pénal, elles ont admis une échelle des peines principales, plus compliquée dans l'une, plus simple dans l'autre (1); pour les différentes peines privatives de liberté qui

(1) Le nouveau code hollandais de 1881 (non encore en vigueur) ne connaît que deux peines privatives de liberté : l'emprisonnement perpétuel ou temporaire à un maximum de quinze, en certains cas, de vingt ans; la détention simple au maximum d'un an.

figurent sur cette échelle, elles admettent ordinairement un maximum et un minimum général qui fixent donc la durée légale pour chaque espèce de peine. Dans leurs dispositions pénales, les législations ajoutent souvent aux définitions des crimes et délits des articles indiquant des formes plus graves de certains crimes ou délits (formes qualifiées) ou des formes plus légères (formes privilégiées). Les circonstances qui ont cet effet pourront être générales pour tous les crimes et délits, ou spéciales pour certains méfaits ou certaines catégories de méfaits (1).

Contre chaque forme de crime ou de délit, la loi ordonne une de ces peines et quelquefois plus d'une au choix du juge. Cependant, les peines privatives de liberté ne sont presque toujours édictées contre tel ou tel méfait qu'à une durée qui est limitée par un minimum et un maximum spécial, choisis entre les limites du minimum et du maximum général. Plusieurs législations accordent au juge la faculté de descendre, en cas de « circonstances atténuantes », jusqu'à une autre limite au-dessous du minimum légal, même en remplaçant l'espèce de peine primitivement édictée par une espèce plus légère.

Dans quel sens faut-il que ce système se développe ?

Nous laisserons de côté la question de savoir si la *peine capitale*, pour les législations qui la maintiennent, devra être absolue ou facultative; de même, quant aux comminations alternatives d'emprisonnement et d'amende. Ce sont deux points spéciaux d'une application restreinte et qui ne touchent qu'indirectement la question que la Commission pénitentiaire a eue en vue. De même, je n'ai plus besoin de m'élever contre les *peines absolues*; elles ne trouvent pas de défenseurs.

Pour ce qui concerne donc la question principale, la latitude du juge dans la détermination de l'*espèce* et de la *durée* des peines privatives de liberté, il me semble que, dans la direction du *maximum*, le juge devra rester absolument limité par le *maximum spécial* édicté dans la disposition pénale où le fait pour lequel l'individu devra être condamné est prévu. Cette limitation est exigée par le besoin de certitude dans l'administration de la justice, et rien ne s'y oppose. Car le législateur, en posant ce terme, a eu en vue les cas les plus graves qu'il ait voulu se représenter. Puisqu'il doit avoir égard à la proportion dans les

(1) Parmi ces circonstances figurent donc aussi les excuses légales.

diverses pénalités, il est rationnel qu'il se dise : pour tel ou tel crime une certaine limite ne pourra être dépassée dans aucun cas. Ensuite, pour éviter dans ce système les maxima trop élevés pour les formes simples de certains crimes et délits, la méthode de distinguer dans la loi même plusieurs formes qualifiées restera recommandable, quoique l'exagération de cette méthode doive être aussi évitée.

Dans la direction du *minimum*, la question se présente sous un autre aspect. Rarement le maximum sera applicable; mais en dessous des cas les plus graves, les nuances pourront varier à l'infini. Il serait absurde en théorie et impossible en pratique d'introduire dans la loi une multitude de formes « privilégiées » de tous les crimes et délits. La réalité se moquerait des prévisions du législateur et découvrirait à tout moment des formes plus légères encore.

Les législateurs l'ont senti et ont tâché de surmonter la difficulté par le système des *circonstances atténuantes*, qui permettent de descendre au-dessous du minimum légal. Mais immédiatement une question se présente : ces circonstances, le jeune âge, la séduction, le dommage minime, sont-elles donc tellement imprévues et ne font-elles pas partie du délit qui a été commis tout aussi bien que les autres ? On a dit : Le minimum légal sera applicable toutes les fois que les circonstances qui motivent une forte peine et celles qui motivent une peine légère se neutraliseront (1). Mais alors, ce minimum ne paraît-il pas être prescrit pour des cas très rares, presque impossible à constater par quelque calcul de balance ? Et fait-on, au fond, autre chose qu'abaisser le minimum légal lui-même ? Or, ne déplace-t-on pas alors la difficulté, puisqu'il faudra chercher un minimum au-dessous duquel, même en cas de circonstances atténuantes, le juge ne saurait descendre ? Ainsi, on prend l'apparence de limiter la liberté du juge d'une main et on la lui rend de l'autre. Aussi, la pratique n'a-t-elle pas justifié le choix de ce système. Le juge a usé de sa liberté en dehors de toutes limites ; quand il n'a pas découvert des circonstances atténuantes et que, cependant, il a jugé en bonne justice le minimum légal trop élevé, il en a inventé. Dans mon pays, où règne encore le code

(1) Voir John. *Entwurf mit Motiven zu einem Strafgesetzbuch für den Norddeutschen Bund*. Berlin, 1868, p. 160 et suiv.

pénal français partiellement modifié par plusieurs lois, le système des circonstances atténuantes a vu diminuer de plus en plus le nombre de ses défenseurs. Par la force des choses, on y a été convaincu de son insuffisance et le nouveau code l'a abandonné entièrement.

Il ne reste donc, à mon avis, que l'abolition de tous les minima spéciaux.

Les législations qui veulent conserver deux ou plusieurs grandes peines privatives de liberté, par exemple la réclusion et l'emprisonnement (1), pourront suivre deux systèmes. Elles pourront dire : La nature de la réclusion ne comporte pas pour cette peine un minimum au-dessous d'un certain nombre d'années ; aussi, il y a certains crimes que nous voudrions punir toujours de la réclusion. Pour les autres crimes et délits, la peine sera soit l'emprisonnement, selon le choix du juge ; pour tous ces faits-là, sans exception, le minimum spécial sera le minimum général de l'emprisonnement, c'est-à-dire un jour, six jours, en un mot, le minimum général de la peine la plus légère.

Les législations qui n'admettent qu'une seule peine privative de liberté devront, pour *tous* les crimes et délits, n'admettre qu'un seul minimum, le minimum général de la peine, quelques jours, un jour même.

Or, ces systèmes ne diffèrent pas en principe : égalité du minimum général et du minimum spécial.

Je ne saurais trouver une autre issue.

Il y en a déjà parmi les législations modernes qui ont plus ou moins admis ce système. Dans les législations suisses de Saint-Gall de 1857 et de Glaris de 1867, quelquefois contre les délits inférieurs, la loi ne nomme que l'espèce de la peine, donc le minimum général ; et le code d'Appenzell Rhodes-Extérieures de 1878 embrasse ce système avec une entière conséquence, puisqu'il ne connaît dans aucun cas un autre minimum spécial que le minimum général des différentes peines de l'emprisonnement, de l'amende ; quelquefois même il permet au juge de changer, dans des cas moins graves, la réclusion en emprisonnement et de condamner donc au minimum de cette dernière peine (2).

(1) Je ne parle pas de l'arrêt simple qui ne pourra être destiné que pour les contraventions de police et les petits délits.

(2) Je dois les communications relatives aux législations suisses à la bienveillance de M. le P^r A. d'Orelli, de Zurich.

Comme le plus radical parmi tous, j'aime à mentionner le nouveau code hollandais. Ce code ne connaissant, à côté des peines spéciales, du simple arrêt et de l'amende, qu'une seule peine principale, l'*emprisonnement* avec un minimum général de vingt-quatre heures, permet au juge de choisir pour *tous* les délits et crimes entre ce minimum et les différents maxima spéciaux de deux semaines, d'un mois, de trois, quatre, six mois, d'un an, etc., jusqu'à quinze ans et même à vingt ans ou à vie. Ce système, énergiquement défendu par le ministre de la justice, M. Modderman, a été adopté par la Chambre des députés presque à l'unanimité.

Deux mots encore pour nous rappeler ce qui a déjà été dit plus haut.

On craint l'arbitraire et l'inégalité dans la jurisprudence.

Avouons que ces dangers pourront exister. Quant à l'*arbitraire*, tout dépend du caractère de la magistrature dans tel ou tel pays de son impartialité, de sa probité, de la confiance qu'elle mérite et de celle qu'elle inspire. Et il est vrai aussi qu'une confiance donnée est un stimulant pour la mériter davantage.

Le danger de l'*inégalité* dans la jurisprudence est plus grand encore, et il y a des États où l'on s'en plaint déjà sous le régime d'un pouvoir discrétionnaire du juge bien plus limité. Y a-t-il des remèdes absolus contre ces défauts ? Non. Le pays qui ne pourra pas souffrir le système que nous avons défendu devra se contenter d'un système de transaction et de transition, en admettant quelques minima spéciaux et en détaillant en même temps plusieurs délits ; car, sans cette dernière mesure, les minima spéciaux ne serviront à rien.

On recommande l'appel ou telle autre revision spéciale. Mais puisqu'il y aura toujours plus d'une cour, l'appel ne fait que déplacer la difficulté, quoiqu'il la diminue. Une revision spéciale devant une cour unique, par exemple, ne pourra jamais remplacer le jugement du juge qui, par le procès mené devant lui, a pu apprécier tous les détails nécessaires.

Quelques indications du législateur pour guider le juge dans son appréciation autres que celles qu'il trouve dans les dispositions pénales elles-mêmes seraient, à cause de leur généralité, superflues et, par là, négligées, ou bien elles feraient disparaître tous les avantages du système.

Après tout, ce ne sera au fond que la critique de la science

et de l'opinion publique qui pourra, en coopérant avec le sentiment du devoir du juge lui-même, le porter à se rendre consciencieusement compte de tous les moments décisifs et à prendre connaissance aussi des décisions de ses collègues dans les autres cours et tribunaux.

L'administration de la justice, sous plusieurs rapports, ne cessera jamais de dépendre plutôt des individus que des institutions.

Il sera peut-être bon de résumer, quoique incomplètement, mon rapport dans quelques

CONCLUSIONS

1. Pour la solution de notre question, la distinction a) des malfaiteurs d'habitude incorrigibles, b) des malfaiteurs d'habitude corrigible, c) des malfaiteurs d'occasion, est fondamentale.

2. Pour le *premier* groupe, l'application d'une détention perpétuelle devra dépendre : a) de quelques conditions à formuler dans la loi ; b) de la décision du juge à donner après un examen ultérieur.

3. Pour le *second* groupe, l'application d'une détention indéterminée à subir après l'expiration de la dernière peine devra dépendre : a) pour les cas graves, uniquement des conditions à formuler dans la loi ; b) pour les cas moins graves, de ces conditions et de la décision du juge ; puis c) dans *tous* les cas, le juge devra statuer périodiquement et après des examens ultérieurs, sur le prolongement de la détention.

4. Pour le *troisième* groupe, le juge, dans la détermination de la peine, devra : a) être limité par la loi dans la direction du *maximum* par des maxima spéciaux ; b) n'être limité par la loi dans la direction du *minimum* uniquement que par le minimum général de l'espèce de la peine édictée ou des peines édictées alternativement.

G. A. VAN HAMEL,

Professeur de droit à l'Université d'Amsterdam.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire : 1^o Documents officiels : A. Rapport annuel de la commission de classement des récidivistes (*suite*); B. Deuxième lettre de Charles Lucas; C. Commission de classements des récidivistes. — 2^o L'emprisonnement cellulaire à l'Académie de médecine. — 3^o Les prisons de l'Yonne. — 4^o Les prisons de l'Orne. — 5^o Règlement sur le travail des détenus belges. — 6^o Enfants assistés de la Seine. — 7^o Informations diverses : *Budget*. — *Revision du Code Pénal. Récidivistes*. — *Gérements en Calédonie*. — *Yannerie dans les prisons*. — *Ecole d'Alençon*. — *Aliénés genevois*. — *Prison de Darmstadt*. — *Le Jury en Espagne*. — *Lettre du journal las Prisiones*. — *Emigration des enfants au Canada*. — *Législation pénitentiaire de Norvège*. — *Revue étrangères*.

I

Documents officiels.

A

RAPPORT ANNUEL (1)

DE LA COMMISSION DE CLASSEMENT DES RÉCIDIVISTES

La loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes était, aux termes de l'article 21, exécutoire à partir de la promulgation du premier des règlements d'administration publique organisant son application. Ce règlement ayant été promulgué le 26 novembre 1885, la première période annuelle d'application de la loi a pris fin le 26 novembre 1886; c'est à cette date que la Commission de classement a arrêté le relevé de ses travaux.

§ 1^{er}.

Avant d'en faire connaître les résultats, la Commission a cru utile de résumer brièvement les renseignements qu'elle a pu recueillir sur l'application par les cours d'assises, les cours d'appel et les tribunaux, de la loi sur la relégation.

Le nombre d'individus frappés par cette mesure s'est élevé à 1,740, répartis ainsi qu'il suit entre les différents ressorts :

(1) V. *supra*, p. 334.

INDICATION RESSORTS DE COURS D'APPEL	POPULATION	NOMBRE DE CONDAMNÉS à la rélegation	MONTANT TOTAL DE CONDAMNÉS (crimes et délits) (1)	NOMBRE DE CONDAMNÉS à la rélegation par 100 000 habitants	MONTANT TOTAL DE CONDAMNÉS par 100 000 habitants	NOMBRE DE CONDAMNÉS à la rélegation pour 100 condamnés	ORDRE DE CLASSEMENT	
							d'après le nombre des rélegables	d'après le nombre des condamnés
Agen	874.000	35	1.386	4 »	159	2.5	8	25
Aix	1.236.000	43	6.484	3.4	525	6	11	3
Amiens	1.512.000	92	6.573	6.1	435	1.4	3	6
Angers	1.307.000	78	3.728	6 »	284	2.1	4	12
Bastia	273.000	»	1.264	»	464	»	26	5
Beaune	960.000	33	3.240	3.4	335	1 »	10	9
Bordeaux	1.615.000	36	3.887	2.3	240	9	21	13
Bourges	987.000	27	1.649	2.7	167	1.6	18	23
Brest	1.342.000	40	4.573	3 »	340	9	16	8
Caen	541.000	18	1.181	3.3	218	1.5	13	16
Chambéry	1.263.000	40	2.535	3.2	201	1.6	14	17
Dijon	2.432.000	72	11.219	3 »	465	6	17	4
Donai	1.016.000	34	1.895	3.3	187	1.8	12	19
Grenoble	945.000	14	1.512	1.5	160	9	24	24
Limoges	1.705.000	77	7.113	4.5	418	1.8	6	7
Lyon	1.394.000	43	4.626	3.1	333	9	15	10
Montpellier	1.450.000	70	2.317	4.8	328	1.5	5	11
Nancy	1.180.000	32	2.317	2.7	198	1.4	19	18
Nîmes	973.000	38	2.295	3.9	236	1.7	9	14
Orléans	5.040.000	411	34.655	8.1	687	1.2	1	2
Paris	972.000	19	1.820	2 »	187	1 »	23	20
Pau	1.579.000	30	2.182	1.3	138	1.4	25	26
Poitiers	3.072.000	135	7.076	4.4	230	1.9	7	15
Rennes	1.535.000	40	2.551	2.6	166	1.6	20	23
Riom	1.178.000	74	8.419	6.3	689	9	2	1
Rouen	1.295.000	26	2.285	2 »	176	1.1	12	21
Toulouse								
Totaux pour la France	7.672.000	1.556	130.910	4.1	347	1.2		
Alger	3.310.000	54	7.973	1.6	241	7		
Totaux généraux	40.982.000	1.610	138.883	3.9	339	1.2		

(1) Ce chiffre ne comprend que les individus poursuivis à la requête du ministère public et condamnés à l'emprisonnement.

Les renseignements relatifs aux colonies ne pourront parvenir que trop tard pour être compris dans cette statistique. La Commission de classement, d'ailleurs, n'est pas appelée à examiner la situation des condamnés ayant subi leur peine dans les colonies.

Les chiffres du tableau précédent montrent que la répartition des récidivistes entre les différentes régions de la France est sensiblement différente de celle des condamnés ordinaires : si les ressorts de Rouen et de Paris se maintiennent en tête de la criminalité, — si une grande partie de ceux de la région centre et sud-ouest (Riom, Poitiers, Limoges, Toulouse) restent au contraire à la fin de la liste, dans les deux cas, — il y a lieu de signaler les chiffres constatés dans les ressorts d'Angers, de Rennes et surtout d'Agen, où la proportion entre le nombre des relégables et celui des récidivistes ordinaires est très élevée et, dans un sens contraire, les chiffres relevés pour Aix et pour Douai. Une expérience d'une année ne suffit pas évidemment pour chercher à expliquer ces différences, peut-être momentanées.

L'absence complète de relégables dans le ressort de Bastia est un peu surprenante : cependant il est certain qu'en Corse le nombre d'individus atteints par la loi nouvelle sera très faible. Si, en effet, on se reporte à la statistique judiciaire de 1885, on voit que sur 2,477 prévenus jugés à la requête du ministère public, 234 seulement, soit 9 0/0, l'ont été pour des délits prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885. D'autre part, sur 515 accusés ou prévenus récidivistes, 40 seulement avaient subi des peines supérieures à un an d'emprisonnement.

Les chiffres relevés pour le ressort d'Alger sont relativement faibles, mais ils sont notablement supérieurs à ceux qui résultant des statistiques sur la récidive ordinaire; alors que le chiffre des condamnations frappant en France des récidivistes s'élève à 48 0/0, il n'est que de 17 0/0 en Algérie. Cette différence provient évidemment pour la plus grande part de la difficulté que l'on éprouve à reconnaître les condamnés arabes dont les noms se confondent très aisément, tandis que les relégables, habitués des prisons (dont un certain nombre d'ailleurs sont des Européens) sont plus faciles à reconnaître.

Récidive légale.

Si on rapproche le nombre des condamnés à la relégation du nombre total des accusés et des prévenus récidivistes, 81,485 (1) en 1885, on voit que le nombre de ceux qui ont été atteints par la relégation pendant cette première année est relativement faible : la proportion ne dépasse pas 2 0/0.

Durée de la peine.

Les 1,617 condamnés se répartissent, en ce qui concerne la nature et la durée de la peine à subir avant l'envoi en relégation, de la manière suivante :

Condamnés aux travaux forcés.	136	8 0/0
Condamnés à la réclusion.	43	3 0/0
Condamnés à plus d'un an de prison. . . .	363	23 0/0
Condamnés à un an de prison et au-dessous.	1.066	66 0/0
Total.	<u>1.610</u>	

Nombre de condamnés relégables chaque année.

Il résulte du tableau précédent que le nombre des condamnés de courtes peines relégables chaque année peut être estimé à 1,100 environ (au lieu de 545, chiffre constaté pendant cette première année où le fonctionnement normal de la loi ne pouvait exister même pour les courtes peines).

D'autre part, si on admet que les condamnations à de longues peines (abstraction faite des travaux forcés) se répartissent à peu près également entre 1 an et 1 jour, 2, 3, 4 et 5 ans, le nombre des individus de cette catégorie arrivant à l'expiration de la peine sera la seconde année de 80 environ et augmentera d'un chiffre égal les années suivantes.

Enfin on peut encore admettre que pour les premières années le chiffre des condamnations entraînant la relégation ne diminuera peut-être pas beaucoup.

Dans ces conditions, le nombre d'individus sur lesquels la

Déduction faite de ceux qui n'avaient été précédemment condamnés qu'à des peines pécuniaires.

Commission aurait à émettre un avis augmenterait à peu près dans les proportions suivantes :

1 ^{re} année	545	chiffre relevé.	
2 ^e année	1.148	$(1.066 + 82)$	environ.
3 ^e année	1.230	$(1.066 + 2 \times 82)$	—
4 ^e année	1.312	$(1.066 + 3 \times 82)$	—
5 ^e année	1.404	$(1.066 + 4 \times 82)$	—
6 ^e année	1.577	$(1.066 + 5 \times 82)$	—

A partir de ce moment, l'augmentation deviendrait peu sensible et serait compensée d'ailleurs par la mortalité normale.

Mais il est certain que le nombre des condamnés eux-mêmes aura déjà commencé à décroître très sensiblement, et on peut considérer le chiffre de 1500 comme un maximum — qu'on n'atteindra certainement pas — du nombre d'individus arrivant chaque année en France à l'expiration de leur peine.

§ 2.

Résumé des avis émis par la Commission.

Relégables ayant terminé leur peine.

Le nombre des individus dont la peine est expirée antérieurement au 27 novembre 1886 est de 545 ; celui des dossiers transmis à la Commission de classement, de 687. Si pour certains relégables, en très petit nombre, l'instruction n'a pu être complète avant l'achèvement de la peine, l'administration pénitentiaire a, par contre, fait préparer d'avance les dossiers d'un grand nombre de condamnés de manière à assurer la formation des convois, au besoin avec des hommes en cours de peine au moment du départ, mais dont la détention doit prendre fin pendant la traversée.

Statistique des travaux de la Commission.

La Commission de classement, constituée en exécution de l'article 7 du règlement d'administration publique, par un décret du 6 mars 1886, a commencé les travaux le 26 mars. Depuis cette époque, elle a tenu 22 séances et émis des avis définitifs ou préparatoires sur 675 affaires.

La situation de ses travaux est résumée dans le tableau suivant :

Nombre de dossiers. 687

A déduire :

Dossier retiré avant que la Commission ait pu statuer (grâce accordée).	1
Dossiers renvoyés pour supplément d'instruction et, non encore revenus	37
Dossiers dont l'examen est ajourné jusqu'à promulgation des règlements militaires	2
Dossiers dont l'examen est ajourné, les relégables paraissant pouvoir jouir du bénéfice de la relégation individuelle	9
Dossiers en cours d'examen.	13
RESTE. . .	<u>625</u>

Sur ces 625 affaires la Commission a émis les avis suivants :

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Relégation collective (simple).	474	53	527
Relégation collective (sections volantes) . .	23	»	23
Dispense provisoire de relégation (décret du 26 novembre 1885. — Article 7).	45	11	56
Dispense définitive de relégation (décret du 26 novembre 1885. — Article 7).	1	1	2
Sursis à la relégation (loi du 14 août 1885. — Article 2)	»	1	1
Renvoi à l'administration, en vue de mesures spéciales	16	»	16
TOTAUX. . .	<u>559</u>	<u>66</u>	<u>625</u>

Relégation individuelle.

Le nombre des condamnés pouvant être admis immédiatement à la relégation individuelle est nécessairement très restreint : le chiffre de 9 soit 1.4 0/0, pour cette première année, est même un maximum, car il comprend tous les relégables qui ont paru ne pas être absolument exclus de cette mesure favorable. Il faut,

en effet pour admettre sans période d'épreuve, un individu à jouir du bénéfice de la relégation individuelle, qu'il soit dans des conditions particulières de conduite, d'aptitude au travail et de ressources, qui ne se rencontrent que rarement. La Commission ne pourra adresser au Ministre aucune proposition, en ce qui concerne ces condamnés, avant que le règlement prévu par l'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1885 et l'article 2 du décret du 26 novembre ait été rendu : le nombre de relégués individuels dépendra évidemment du régime adopté.

On ne saurait, d'ailleurs, oublier que beaucoup de relégués pourront, après un certain temps d'épreuve, lorsqu'ils seront assurés de ressources suffisantes, d'engagements de travail, etc., bénéficier du régime de la relégation individuelle : la Commission a cru nécessaire de signaler dès maintenant un certain nombre d'entre eux à l'attention de l'administration.

Relégation collective.

La relégation collective recevra naturellement le plus grand nombre de condamnés, pour cette année, 84 0/0 de ceux dont la situation a été réglée ; mais il serait peu sage de les considérer tous comme devant être soumis au même régime, comme pouvant rendre les mêmes services. Les uns sont pleins de force et de vigueur ; les autres, paresseux, anémiés par les longues années passées en prison, n'ont plus aucune énergie ; les uns, soumis à une discipline sévère, fourniront d'excellentes équipes de pionniers ; d'autres, dans les ateliers et les chantiers de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane, pourront se préparer à la relégation individuelle ; quelques-uns, en petit nombre, sont dangereux ; beaucoup ne demandent qu'à vivre de peu en travaillant peu.

Traiter ces natures si diverses d'une manière identique serait perdre toute chance d'utiliser les forces vives de la relégation. Il appartient à l'administration pénitentiaire, dans les pénitenciers métropolitains, à l'administration coloniale dans les dépôts d'arrivée et de préparation, de déterminer le classement des relégués en vue de leur moralisation par le travail ; mais la Commission, se conformant d'ailleurs au désir exprimé par M. le Ministre de l'intérieur, a cru utile dès maintenant d'établir une

sorte de sélection première, soit par la proposition de tel ou tel lieu de relégation, soit par l'affectation aux sections volantes.

Sections volantes.

Les sections volantes, qui constitueront les groupes ou détachements de relégués à titre collectif prévus par le paragraphe 4 de l'article 4 du règlement d'administration publique, nous paraissent appelées en effet à jouer un rôle considérable dans l'organisation de la relégation. On est surpris, quand on étudie les dossiers des récidivistes, du nombre relativement élevé d'hommes ayant passé un certain temps dans l'armée, dont les états de service au corps ne signalent que de légers écarts de conduite, devenant des paresseux, des déclassés quand ils sont abandonnés à eux-mêmes. Lorsqu'on les interroge, on rencontre chez un grand nombre d'entre eux le désir de vivre de nouveau d'une existence peu différente de la vie militaire ; chez presque tous il reste de l'énergie, de la bonne volonté, en apparence du moins. Si on envoie ces individus noyés dans la masse des reléguables, à l'île des Pins ou à la Guyane, on n'en tirera aucun profit, ni pour le pays, ni pour eux, tandis que, groupés en sections de 50 à 100 hommes, envoyés aux avant-postes de la civilisation, entre le Sénégal et le Niger, sur la route de Laos et même à Diego-Suarez ou au Congo, ces condamnés pourront peu à peu se constituer en smalas s'établissant sur le sol et formant les premières attaches de la nation française dans le pays qu'ils auront défriché et gardé.

En attendant que les règlements prescrits par l'article 4 du décret soient promulgués, la Commission a proposé de répartir les 23 condamnés désignés pour les sections volantes entre l'île des Pins et la Guyane. Dans cette dernière colonie, ils pourront sans doute prendre une part active aux travaux de défrichement des forêts.

Le chiffre de 23 est peu élevé : c'est qu'en effet dans ses premières études, la Commission, pensant que le règlement sur les sections volantes aurait été bientôt promulgué, s'était préoccupée uniquement de la relégation collective en général ; il y aurait donc lieu d'augmenter le chiffre précédent : on le porterait à 50 au moins (soit 10 0/0 du nombre total des relégués collectifs), en examinant à nouveau, parmi les condamnés désignés au

début pour l'île des Pins, ceux qui pourraient utilement être affectés aux sections volantes.

Femmes relégables.

Sur 65 femmes condamnées à la relégation, dont les dossiers ont été examinés, la Commission en a reconnu 53 aptes à l'envoi immédiat aux colonies : toutes sont dans un état de santé qui permet sans inconvénient cette expatriation ; mais on peut se demander avec une certaine inquiétude quels services elles rendront à la colonisation. Ce sont en général de véritables non-valeurs ; presque toutes usées par l'ivrognerie, la misère, la débauche, sont arrivées à un âge où on ne peut guère espérer qu'elles fonderont une famille. Une douzaine environ, qui offrent encore quelques chances de relèvement, pourront soit se marier, soit être admises au bénéfice de la relégation individuelle, en trouvant du travail comme couturières, blanchisseuses, etc. ; presque toutes déclarent, il est vrai, connaître un métier ; mais quand on les interroge, on reconnaît bien vite que la plupart n'ont fait qu'un apprentissage dont les notions sont oubliées aujourd'hui et ne pourraient être utilisées que dans de véritables ateliers, comme ceux des prisons, où elles ont passé une grande partie de leur existence. Il sera donc nécessaire de prévoir, aux colonies, la constitution d'ateliers, utilisables d'ailleurs pour les services divers de la relégation.

Dispense provisoire de la relégation.

La Commission de classement, sur le vu des avis émis par les médecins et les autorités locales, a proposé d'accorder ces dispenses provisoires de relégation à 56 condamnés (45 hommes, 11 femmes). C'est une proportion de 80/0 pour les hommes, de 16,7 0/0 pour les femmes (de 8,9 0/0 sur l'ensemble), qui doit être considérée évidemment comme un maximum : en effet parmi les 339 relégables envoyés à Saint-Martin-de-Ré pour former le premier convoi, un seul individu a été reconnu dans l'impossibilité de partir, et la maladie dont il était atteint s'était déclarée postérieurement à la visite médicale dont il avait été l'objet : on peut donc dire que les commissions médicales exer-

cent leurs fonctions avec le plus grand soin, qu'elles n'admettent comme pouvant être envoyés aux colonies que les individus réellement aptes à partir.

Parmi les individus ainsi ajournés et qui vont être conservés pendant un an dans les pénitenciers ou les établissements pénitentiaires, conformément aux articles 14, 18 et 19 du règlement, il n'y en aura évidemment qu'un très petit nombre dont la santé se sera suffisamment améliorée pour motiver un avis différent des commissions médicales : il suffit pour s'en convaincre de se reporter à la description donnée par les médecins de leur état actuel.

Dispense définitive de relégation.

On peut se demander pourquoi, dans ces conditions, la Commission n'a pas proposé au Ministre d'accorder dès maintenant à ces individus des dispenses définitives de la relégation : la cause en est dans l'interprétation que la Commission avait donnée tout d'abord à l'article 11 du règlement ; elle pensait que la dispense définitive devait être précédée d'une dispense provisoire d'un an.

Un nouvel examen de la question a modifié cette opinion, et tout récemment la Commission a conclu à l'octroi de deux dispenses définitives. Le second paragraphe de l'article 11, en effet, se rapporte à un ordre d'idées complètement différent de celui traité par le premier paragraphe, et lorsque l'instruction spéciale a été faite, que la Commission de classement a émis un avis conforme, rien n'empêche le Ministre de prononcer immédiatement la dispense définitive de relégation.

Mais que deviendraient les individus admis à bénéficier de cette mesure ? Ce n'est évidemment pas un droit de grâce que le règlement a pu accorder au Ministre, — ce n'est pas davantage le sursis prévu par la loi du 14 août 1885, puisque les condamnés dispensés définitivement ne peuvent, par cela même, être repris. La loi et le règlement sont muets sur le régime spécial auquel seront soumis ces individus ; ce sont des infirmes, des malades, pour lesquels il faudra évidemment constituer, un jour, une sorte de dépôts de mendicité. La loi du 27 mai 1885 devra être complétée sur ce point.

Sursis à la relégation.

La loi du 14 août 1885 a, dans son article 2, paragraphe 3, prévu la possibilité de surseoir à la peine de la relégation, dans des conditions spéciales, pour les condamnés bénéficiant d'une décision de libération conditionnelle. La Commission de classement a fait l'application de cette mesure en proposant au Ministre de mettre en liberté conditionnelle, avec sursis à la relégation une femme qui lui paraissait digne de cette faveur : mais elle n'a pu, en raison des termes de la loi, faire qu'une seule proposition de cette nature et elle l'a vivement regretté, car, pour les femmes en particulier, il y a lieu d'espérer que la crainte produite par la perspective de l'envoi aux colonies aura une influence efficace, et si quelques unes d'entre elles sont réclamées par leurs familles, dans des conditions sérieuses de surveillance, il y a tout avantage pour elles et pour l'État à essayer de la mise en liberté, sous condition de révocation de cette faveur dans le cas où de nouveaux écarts de conduite seraient signalés.

Mais les termes de la loi sont formels : le sursis à la relégation ne peut être accordé que s'il y a eu tout d'abord, en cours de peine, admission au bénéfice de la libération conditionnelle.

Or, pour des condamnés ayant à subir des peines de courte durée, les dossiers, quelle que soit l'activité de l'Administration, ne peuvent arriver à la Commission de classement avant l'expiration de la peine principale, et il nous est impossible de proposer qu'il soit sursis à la relégation.

La Commission croit donc nécessaire d'appeler la haute attention de M. le Ministre de l'intérieur sur la nécessité de provoquer une modification sur ce point de la loi du 14 août 1885. Les travaux préparatoires de la loi font d'ailleurs supposer que telle avait été l'intention du législateur, intention qui n'a pas été réalisée. Dans le second rapport présenté au Sénat (1) l'honorable M. Béranger faisait remarquer que le texte voté par la Chambre des députés solidarisait la peine que l'on pouvait appeler principale et la relégation et faisait découler de la libération condition-

(1) Documents parlementaires, Session 1885. — N° 171.

nelle accordée pour la peine, la faculté pour le Gouvernement de maintenir en France les relégués. Il proposait, par suite, au nom de la Commission, d'apporter au projet la modification suivante : « S'il s'agit d'une peine qui doit être suivie de la relégation, la libération conditionnelle peut porter ou sur la peine ou sur la relégation ». C'est ce texte qui fut soumis au Sénat par la Commission; mais ce n'est pas celui qui fut lu en séance publique, et le Sénat vota, sans qu'aucune explication ait été donnée, un texte différent de celui de la Commission comme de celui de la Chambre des députés, mais rétablissant le principe admis par celle-ci dans sa première délibération, de la connexité entre le sursis à la relégation et la libération conditionnelle prononcée au cours de la peine principale.

Service militaire des relégables.

La loi du 27 mai 1885 a prescrit que les condamnés à la relégation satisferaient aux exigences du service militaire dans des conditions spéciales fixées par un règlement d'administration publique. Ce règlement n'ayant pas encore été rendu, la Commission de classement a été amenée à examiner à plusieurs reprises les propositions qu'il y aurait lieu de soumettre au Ministre en ce qui concerne les dispositions à prendre à l'égard de divers condamnés.

La question n'offre guère d'importance en ce qui concerne les appels dans la réserve de l'armée active et dans l'armée territoriale, puisque le fait seul de la résidence aux colonies permet, aux termes de l'article 8 de la loi du 18 novembre 1875, d'accorder aux relégués des dispenses d'appel; mais il n'en est pas de même du service dans l'armée active. Les hommes non exclus de l'armée par l'article 7 de la loi du 27 juillet 1872, — n'ayant pas encore satisfait à la loi sur le recrutement, reconnus aptes au service par les conseils de révision ou n'ayant pu être examinés par ces conseils par suite de leur incarcération — ou encore (ce qui arrive fréquemment pour un grand nombre de vagabonds) omis sur les tableaux de recensement — ou enfin insoumis — tous ces individus doivent-ils être envoyés immédiatement sur les lieux de relégation? — doivent-ils, après examen, s'il y a lieu, par les conseils de révision, être remis à l'autorité militaire,

ainsi que l'a demandé le commandant d'un bureau de recrutement ? — doit-on plutôt les maintenir dans les pénitenciers en attendant la promulgation du règlement spécial prévu par l'article 7 de la loi ?

C'est cette dernière solution que la Commission a cru préférable de recommander à M. le Ministre de l'Intérieur. En effet, il résulte de la loi du 27 mai 1885 que le service militaire des relégués ne peut s'exécuter que sur un territoire de relégation ; l'article 1^{er} porte que la relégation consiste dans l'internement perpétuel sur le territoire des colonies ou possessions françaises, et l'article 12 dispose que la relégation sera appliquée à l'expiration de la dernière peine.

Les condamnés à la relégation ne peuvent donc rester dans la métropole qu'à titre de maintien en détention, ou en état de dépôt, ou enfin en sursis de départ dans les conditions de la loi du 14 août 1885. On se figurerait difficilement un individu placé dans cette dernière position et faisant son service militaire ; et on devrait évidemment, si ce cas se présentait, commencer par substituer au sursis de départ la grâce de la relégation. D'autre part, le versement dans le corps des disciplinaires soulèverait les mêmes objections, aucune des compagnies n'étant actuellement stationnée sur un territoire de relégation. Il n'y a donc pas lieu de remettre les relégables dès maintenant à l'autorité militaire. Mais il serait également contraire aux intérêts du service de les envoyer de suite sur les territoires de relégation, d'où il faudrait sans doute les retirer avant peu, et la meilleure solution paraît être d'attendre la promulgation du décret destiné à régler cette situation spéciale (1).

(1) M. Léveillé, dans son article du *Temps* du 24 mars, se montre effrayé de la réglementation sous l'empire de laquelle le rapporteur réclame un règlement sur la relégation, un règlement sur les sections volantes, un règlement sur la dispense de relégation, un règlement sur le service militaire des condamnés. Pour sa part, s'il en était le maître, il appliquerait tout simplement, au moins à titre provisoire, et cela « par des motifs de droit et de fait, les règlements de la transportation aux relégués. En procédant ainsi, j'épargnerais à de dignes fonctionnaires une dépense stérile de force et la honte d'une grande confusion finale. Si nous nous entêtons, comme M. Dislère nous y invite, à fabriquer une nouvelle série de règlements à l'usage particulier des récidivistes, j'ose affirmer qu'à part deux ou trois érudits, au nombre desquels je ne me placerai certainement pas, personne ne se reconnaîtra plus dans l'imbroglio de lois et de décrets relatifs les uns aux relégués, les autres aux forçats, lois et décrets qui ne se distingueront plus les uns des autres que par des différences byzantines » (*Note de la Rédaction*).

L'examen des dossiers des récidivistes a permis de signaler à l'Administration l'existence de deux condamnés omis sur les tableaux de recensement.

Renvoi au Ministre de la justice en vue de la grâce.

Si la Commission de classement n'a rencontré qu'un seul relégable sur lequel elle pût, en raison de la nature particulière des délits (1), de la conduite, des circonstances tout spécialement atténuantes, plaidant en faveur de cet individu, proposer une mesure gracieuse, elle a dû, pour des raisons d'un autre ordre, demander le renvoi au Garde des Sceaux d'un nombre relativement considérable de dossiers de relégables qui lui ont paru devoir obtenir une grâce.

Le chiffre de ces dossiers, 14, soit 2.2 0/0 du nombre total (2), s'explique par l'indécision dans laquelle les tribunaux se sont trouvés. au début, sur la jurisprudence qui serait acceptée par la Cour de Cassation : cette jurisprudence est faite aujourd'hui sur la plupart des points importants et la proportion des décisions contraires devenues définitives et ne pouvant plus être corrigées que par la grâce diminuera rapidement.

Les causes de ces renvois sont les suivantes :

Assimilation au vol de la filouterie d'aliments	5
Dernière condamnation pour mendicité sans circonstance aggravante.	4
Dernière condamnation pour vol à trois mois de prison seulement	1
Nombre insuffisant de condamnations antérieures admis- sibles pour la relégation.	2
Deux condamnations se rapportant au même fait	1
Condamné atteignant l'âge de 60 ans avant l'expiration de sa peine.	1
TOTAL	14

(1) Cet individu avait été condamné 17 fois, toujours pour soustraction de charbon à la surface du sol.

(2) Cette proportion s'abaisse à 1.9 si l'on rapproche le nombre total des grâces qui ont été accordées pour cette cause (30) du nombre total des condamnations (1.610).

Expulsion de France.

Un étranger condamné à la relégation, dont l'état de santé a paru tel qu'il ne serait pas en mesure d'être envoyé aux colonies, a été proposé pour la grâce de la relégation et en même temps pour l'expulsion immédiate de France.

Lieux de relégation.

Le règlement du 26 novembre 1885 affectait à la relégation la Guyane et, si les besoins l'exigeaient, la Nouvelle-Calédonie. Une différence était faite entre ces deux colonies : pour la Nouvelle-Calédonie, qui n'était indiquée qu'éventuellement, un décret spécial était nécessaire. Ce décret, rendu le 20 août (1), a désigné en même temps l'île des Pins comme partie du territoire de la colonie affectée à la relégation. Quant à la Guyane, qui était indiquée dès le début et pour laquelle des condamnés pouvaient être désignés dès lors, il reste à rendre seulement le décret affectant spécialement à la relégation certains territoires de la colonie.

La Commission de classement peut dès maintenant proposer l'envoi des condamnés dans l'une ou l'autre des deux colonies, les départs pour la Guyane étant simplement ajournés jusqu'au moment où le décret de délimitation sera rendu (2).

Les propositions faites jusqu'à ce jour se décomposent de la manière suivante :

Nouvelle-Calédonie.

443 hommes destinés à la relégation collective simple.

13 hommes destinés aux sections volantes.

53 femmes.

509 (3)

(1) *Bulletin*, 1886, p. 965.

(2) *Supra*, p. 325.

(3) Le nombre des condamnés désignés pour la Nouvelle-Calédonie est de beaucoup supérieur à celui des condamnés destinés à la Guyane : l'état sanitaire de cette dernière colonie ne permettait pas, jusqu'au mois d'août, d'y envoyer des récidivistes, et il était nécessaire de constituer le plus tôt possible le convoi, en formation pour l'île des Pins.

Guyane.

31 hommes destinés à la relégation collective simple.

10 hommes destinés aux sections volantes.

41

Si l'on déduit des chiffres précédents les 300 condamnés expédiés par le premier convoi, le 18 novembre, il reste actuellement : 209 condamnés pour la Nouvelle-Calédonie.

41 pour la Guyane.

En admettant que le nombre des condamnés arrivant à l'expiration de leur peine se répartisse régulièrement sur les prochains mois (1) et que la répartition des relégués se fasse à peu près également entre la Guyane et la Nouvelle-Calédonie, on voit que des convois de 300 condamnés pourront être disponibles vers la fin du mois de janvier (2) pour l'île des Pins et vers le mois de mai pour la Guyane.

Nous avons indiqué précédemment le chiffre de 1,500 comme un maximum du nombre de condamnés appelés annuellement à la relégation ; si on admet la proportion actuelle de 11 0/0 d'individus conservés pour un motif quelconque, on peut estimer que le nombre des relégués individuels ou collectifs à expédier pendant une année n'atteindra jamais 1,400 (3).

§ 3.

Statistique.

Elat civil. — Age.

Les 608 condamnés pour lesquels la Commission a proposé la relégation collective ou une dispense de départ (provisoire ou définitive) se décomposent au point de vue de l'âge, de la manière suivante :

(1) On peut admettre qu'en ce moment 100 condamnés relégables environ arrivent chaque mois à l'expiration de leur peine, ce qui représente environ 90 individus à envoyer aux colonies.

(2) Le *Calédonien* vient d'embarquer à Rochefort pour l'île d'Aix les 120 condamnés qui doivent former un deuxième convoi. Il ne pourra pas mettre à la voile avant la fin de mai. (*Note de la rédaction*).

(3) Même en admettant 1,300 comme maximum, on voit que M. Léveillé (*supra*, p. 385) et surtout M. de Lancassin (*supra*, p. 388 et 394) sont loin de compte avec l'Administration ! (*Note de la rédaction*).

	HOMMES	p. 100	FEMMES	p. 100
De 21 à 25 ans	16	3	2	3
De 25 à 30 ans	71	13	5	8
De 31 à 40 ans	176	33	16	25
De 40 à 50 ans	202	37	25	38
De 51 à 60 ans	78	14	17	26
	<u>543</u>		<u>65</u>	

L'âge moyen est très élevé : 40 ans pour les hommes ; 43 ans pour les femmes, mais il s'abaissera notablement par le fait que les condamnés que l'on peut considérer comme les anciens récidivistes de profession, tomberont peu à peu sous l'application de la loi nouvelle. Il y a toute une catégorie d'individus qui, si la loi avait été applicable, auraient été frappés depuis longtemps et qui relèveront notablement l'âge moyen pendant les premières années.

La proportion des femmes relégables est de 10.7 0/0 ; c'est à peu près ce qui avait été prévu lors de l'élaboration de la loi où l'on avait pris comme point de départ la proportion des femmes dans le nombre total des individus en état de récidive légale condamnés par les tribunaux (10.4 0/0 en 1884).

Il est à remarquer d'ailleurs que la récidive sévit moins gravement sur les femmes que sur les hommes ; car si les femmes n'entrent que pour 10.5 0/0 dans le nombre total des récidivistes, la proportion s'élève à 13.4 0/0 si on examine le nombre total des prévenus, à 13.9 0/0 si on s'occupe de celui des accusés.

Situation de famille.

Au point de vue de la situation de famille, la répartition est la suivante :

	HOMMES	p. 100	FEMMES	p. 100
Célibataires.	439	81	27	41
Mariés, avec enfants. . . .	41	8	8	12
Mariés, sans enfants. . . .	27	5	18	28
Veufs, avec enfants. . . .	20	3	2	3
Veufs, sans enfants. . . .	16	3	10	16
	<u>543</u>		<u>65</u>	

La proportion des individus mariés est peu élevée, mais celle

des individus mariés et vivant en famille est encore beaucoup plus faible. L'absence de renseignements précis de cette nature dans les premiers dossiers ne nous a pas permis cette année de faire le relevé des condamnés séparés de droit ou de fait (1); mais il résulte déjà des documents recueillis soit dans un certain nombre de dossiers, soit verbalement, que les chiffres de 68 et de 26 doivent être réduits au plus à 40 et à 13, c'est-à-dire que la proportion des gens vivant de la vie de famille est aux maximum de 7 0/0 pour les hommes et de 20 0/0 pour les femmes.

Les tableaux de statistique générale ne donnent pas naturellement de renseignements sur les chiffres des individus vivant réellement en famille; à défaut de ce document, nous pouvons prendre celui relatif au nombre des gens mariés. Or, pour l'ensemble de la population, cette proportion est de 65 0/0 pour les hommes, de 67 0/0 pour les femmes, de 20 à 60 ans. — On voit quelle différence existe entre ces chiffres et ceux que nous relevons chez les relégables : la vie de famille est, comme on l'a bien souvent remarqué, le frein le plus puissant contre les chutes et surtout les rechutes pénales (2).

Professions.

La Commission a dû renoncer à établir le relevé des professions : les dossiers ne peuvent en effet porter que celles indiquées par les condamnés eux-mêmes; or il résulte des vérifications faites que, dans la plupart des cas, ces professions ont été abandonnées depuis longtemps ou n'ont été pratiquées que dans les prisons. On ne saurait considérer comme un cordonnier, par exemple, l'homme qui a passé trois ou quatre ans dans un établissement pénitentiaire au clouage des souliers et au claquage des bottines.

(1) Des recherches de même nature seront faites l'an prochain en ce qui concerne l'origine des condamnés, leur situation d'enfants naturels, d'enfants abandonnés, etc., et, s'il est possible, leur degré d'instruction.

(2) S'il était possible de faire le même relevé pour les prévenus, puis pour les accusés, enfin pour les récidivistes ordinaires, on verrait très probablement cette proportion décroître progressivement de 66 0/0 à 9 0/0. Quoique le chiffre suivant porte sur des individus de tout âge et non plus seulement de 20 à 60 ans, nous croyons devoir le signaler : le nombre des accusés mariés a été en 1884 de 33 0/0 du nombre total.

Faits qui ont entraîné la condamnation à la relégation.

Les faits qui ont motivé la dernière condamnation et par suite la relégation se répartissent de la manière suivante :

DÉSIGNATION	HOMMES	0/0	FEMMES	0/0	TOTAL	0/0	SOMME TOTAL DES CONDAMNÉS correctionnels EN 1884	0/0
Vol.	296	55	45	69	341	56	42.100	62
Escroqueries . . .	27	5	3	4	30	5	3.600	5
Abus de confiance .	11	2	»	»	11	2	3.500	5
Outrage public à la pudeur	2		4	7	6		2.900	
Excitation de mineurs à la débauche . .	1	1	»	»	1	1	1.000	5
Vagabondage et men- dicité. (Art. 277-279 du Code pénal) . .	2		»	»	2		?	?
Vagabondage simple	176	32	11	17	187	31	16.000	23
Infraction à interdic- tion de résidence .	28	5	2	3	30	5	»	»
TOTAUX . . .	543		65				68.400	

Ainsi qu'on le voit, c'est le vol qui motive la plus grande partie des condamnations à la relégation.

La comparaison entre les chiffres des colonnes 6 et 8 montre que, si l'on fait abstraction de l'infraction à interdiction de séjour qui n'existait pas en 1884, la proportion varie un peu entre les différentes catégories de délits, qu'il s'agisse du nombre total des condamnés ou du chiffre des relégués. Si, d'une part, les délits contre les mœurs, délits accidentels dans bien des cas, qui entrent pour 5 0/0 dans l'ensemble des condamnations, tombent au-dessous de 1 0/0 en matière de relégation ; par contre, le vagabondage devient un élément beaucoup plus important des causes de la relégation (1).

Il y aurait eu un très grand intérêt à relever quelles ont été les conséquences de la disposition nouvelle de l'article 4 de la loi sur la relégation, punissant des peines édictées contre le vagabondage les individus « ne tirant habituellement leur subsistance que du

(1) Cette proportion concorde avec ce fait souvent signalé que parmi les vagabonds il y a 75 0/0 d'individus en état de récidive.

fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites ou de la prostitution d'autrui sur la voie publique ». Malheureusement il ne nous a pas été possible de faire jusqu'à présent ce relevé ; mais nous sommes assurés de pouvoir, l'an prochain, recueillir les renseignements nécessaires à cette statistique. Nous croyons d'ailleurs pouvoir affirmer que la loi a atteint le but que se proposait le législateur et que, parmi les 543 individus dont nous avons eu à nous occuper, figure un chiffre assez important de ceux dont le nombre et l'audace toujours croissants avaient en partie motivé la loi de 1885.

Nature des peines ayant entraîné la relégation.

Cette loi a proportionné à l'importance des crimes et délits ayant entraîné la condamnation le nombre des peines motivant la relégation, et établi les quatre catégories suivantes :

1^o Deux condamnations aux travaux forcés à temps ou à la réclusion ;

2^o Une condamnation aux travaux forcés à temps ou à la réclusion :

Et deux condamnations soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement, pour divers délits expressément indiqués (vol, escroquerie, outrage public à la pudeur, excitation habituelle de mineurs à la débauche, vagabondage et mendicité, mais uniquement par application des articles 277 et 279 du Code pénal) ;

3^o Quatre condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits précités.

4^o Deux condamnations soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits précédents.

Deux condamnations, soit dans les conditions précédentes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement, pour vagabondage simple ou infraction à interdiction de résidence ;

Et trois condamnations, soit dans l'une des conditions précédentes, soit à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, pour vagabondage simple ou infraction à interdiction de séjour.

Ainsi, sauf pour les individus qui ont été condamnés aux tra-

vaux forcés ou à la réclusion, la relégation ne peut être prononcée qu'après quatre condamnations à plus de trois mois d'emprisonnement. Les condamnations inférieures à trois mois ne comptent que lorsqu'elles ont été prononcées pour vagabondage ou infraction à interdiction de séjour. Le rapport spécial relatif à la jurisprudence en matière de relégation fait d'ailleurs connaître les difficultés qui se sont soulevées au sujet de cet article et les solutions qui ont été adoptées par la Cour de cassation.

Nous résumons dans le tableau suivant les renseignements relatifs au classement dans les catégories précédentes des 608 récidivistes qui font l'objet de cette statistique. Un certain nombre d'entre eux tombaient sous l'application de la loi à divers titres : nous les avons toujours rangés dans la première des catégories à laquelle ils appartiennent.

	HOMMES	P. 100	FEMMES	P. 100
2 ^e catégorie	19	4	3	4
3 ^e —	321	59	42	65
4 ^e —	203	37	20	31
	<u>543</u>		<u>65</u>	

Aucun dossier rentrant dans la première des catégories ne nous a encore été soumis ; ceux appartenant à la seconde sont peu nombreux : la plupart des individus qui y rentrent sont en général sous le coup de condamnations de longue durée.

Les condamnés à la relégation et aux travaux forcés échappent à cette statistique : ils subissent en effet leur peine dans une colonie et, aux termes de l'article 8 du règlement, ce sont, dans ces cas, les commissions locales qui sont appelées à examiner les dossiers,

Nombre de condamnations encourues par les relégables.

Les relégables sont classés, en ce qui concerne les condamnations antérieures à celles qui a prononcé la relégation de la manière suivante :

	NOMBRE DE CONDAMNATIONS	HOMMES	FEMMES
3.		5	1
4.		13	2
5.		16	4

	NOMBRE DE CONDAMNATIONS	HOMMES	FEMMES
6.		32	4
7.		39	11
8.		34	6
9.		34	6
10		47	3
De 11 à 15		128	13
De 16 à 20		64	7
De 21 à 30		88	6
De 31 à 40		30	2
De 41 à 50		11	"
52		1	"
63		1	"

Au total 9,081 condamnations, soit 149 par récidiviste (153 pour les hommes, 12 pour les femmes). Si on ajoute la dernière condamnation, on arrive à une moyenne de 16 condamnations environ par individu. Ce chiffre diminuera assez rapidement d'une part, par le motif que nous avons indiqué au sujet de l'âge moyen, de l'autre, par le fait que la Commission aura à examiner un plus grand nombre de dossiers de condamnés de longue peine.

Il peut être intéressant de signaler quelques cas de condamnés comptant un nombre de peines considérables.

A..., 45 ans, 44 condamnations, a été condamné pour la première fois, à 18, ans pour vol. Le total des condamnations (dont 33, il est vrai, pour rupture de ban) monte à 23 ans et 1 mois, les intervalles de liberté, sur lesquels il faut prélever la détention préventive, ne s'élèvent qu'à 4 ans et 2 mois. C'est un ouvrier tailleur pouvant vivre de son état mais préférant vagabonder.

B..., 43 ans, 47 condamnations (3 pour abus de confiance, bris de cloture; vol; 2 pour mendicité; 1 pour infraction à l'interdiction de séjour; 22 pour vagabondage, 19 pour rupture de ban). Après deux premières condamnations pour abus de confiance, bris de cloture, à l'âge de 23 ans, il a été en 1869 condamné à six mois de prison pour vol et depuis lors n'a pour ainsi dire jamais quitté les prisons. Depuis 1880, on relève, entre le jour de la mise en liberté et la condamnation suivante, deux intervalles, l'un de 40 jours, l'autre d'un mois: tous les autres

sont inférieurs à 15 jours. C'est un homme intelligent s'assimilant rapidement les travaux des prisons, mais préférant ne pas travailler.

C.... 41 ans, 53 condamnations (3 pour vol, toutes les autres pour rupture de ban, vagabondage, filouterie d'aliments, mendicité, coups et blessures). Chanteur ambulant, a commencé à être condamné à 25 ans et depuis lors a subi 11 ans de prison.

D..., 50 ans, 66 condamnations. Envoyé en correction à l'âge de 14 ans, il en est sorti à 18, pour rentrer presque aussitôt dans les établissements pénitentiaires; appelé au service militaire, il est immédiatement condamné à 5 ans de réclusion pour vol qualifié; un mois après sa sortie de Poissy, on le voit condamner à 2 ans de prison pour coups et blessure, filouterie, vagabondage, etc. Depuis lors, il n'est jamais resté un mois en liberté. — Son dossier compte 3 condamnations pour vol, 30 pour rupture de ban. Il se déclare résolu à passer sa vie en détention.

Mais ce n'est pas seulement parmi les hommes de plus de 40 ans que se rencontrent les condamnés que l'on pourrait appeler des récidivistes d'habitude et même de goût. Il en existe malheureusement aussi parmi les hommes jeunes et l'accroissement de la criminalité parmi les jeunes gens, signalée par les dernières statistiques de la justice criminelle, s'affirme par le fait que, sur 608 relégables, 94, soit 15.5 0/0, ont moins de 31 ans. Nous croyons utile de citer les deux cas suivants :

E..., 30 ans, a été condamné une première fois pour vol à 6 mois de prison; depuis lors, il a été condamné 8 fois pour filouterie et vol, et, dans l'espace de 9 ans 4 mois, a passé dans les prisons de la Seine ou à Poissy 6 ans 3 mois, sans compter le temps de la prison préventive.

F..., 35 ans, après avoir été condamné deux fois avant sa majorité et envoyé en correction dans une colonie pénitentiaire d'où il s'est évadé en 1871, a été arrêté peu de temps après et condamné à 15 mois de prison pour escroquerie et vol. Depuis lors il a subi 17 condamnations et a passé en prison 9 ans et 3 mois, sans compter la prison préventive; il est resté en liberté moins de 5 ans 1/2; depuis 1882, il n'a jamais été plus d'un mois hors de prison.

Il est certain que la suppression de la surveillance de haute police réduira d'une manière très notable le nombre des condam-

nations : pour beaucoup de récidivistes, la Commission a pu se convaincre, surtout par les renseignements recueillis auprès des prisonniers eux-mêmes, que l'impossibilité presque matérielle de trouver de l'ouvrage dès qu'ils étaient soumis à la surveillance de la haute police a été la cause déterminante de la vie de vagabondage à laquelle ils se sont livrés.

Nous citerons en particulier un individu qui, condamné au début à six mois pour vol, a cessé de commettre aucun délit de cette nature de 1867 à 1885, mais qui, soumis à la surveillance à la suite d'une condamnation pour bris et outrages en 1865, a subi, depuis lors, 32 condamnations pour rupture de ban, représentant 14 ans 8 mois de prison.

L'interdiction de séjour n'aura aucun des inconvénients que l'on a pu, à juste raison, reprocher à la surveillance de la haute police : les condamnés qui viendront se faire arrêter dans les lieux qui leur sont interdits n'auront pas d'excuse sérieuse à invoquer. L'application de cette disposition nouvelle a été la cause de la relégation de 30 individus, presque tous arrêtés et condamnés à Paris. Cet attrait de la capitale est d'ailleurs bien profond chez la plupart d'entre eux : c'est, parmi les grandes villes qui leur sont interdites, celle où ils peuvent le mieux se soustraire aux recherches de la police. Nous avons rencontré un individu qui, libéré le 6 mars 1885, à Landerneau, avec résidence obligatoire à Dreux, est arrivé à Paris dans la nuit du 6 au 7 mars et n'a été arrêté définitivement que le 9 juin 1886 (1).

Durée des peines.

Au point de vue de la durée des peines auxquelles ils ont été condamnés, les 608 relégables se divisent de la manière suivante :

	HOMMES	P. 100	FEMMES	P. 100	TOTAL	P. 100
3 mois et moins	61	11	3	4	64	11
De 3 mois et 1 jour, à 6 mois inclusivement . .	433	80	54	86	487	80
De plus de 6 mois à 1 an.	36	7	6	7	42	7
Plus d'un an	13	2	2	4	15	2

(1) Il est vrai que tous ne restent pas aussi longtemps en liberté : un nommé C..., libéré le 13 juillet 1886 à Gaillon, avec interdiction de séjour à Paris, et qui y était rentré le soir même, a été repris le 27 juillet.

Nous rappellerons au sujet de ce tableau la remarque déjà faite, que la Commission n'a encore pu être saisie que d'un très petit nombre de dossiers de condamnés de longues peines; cette remarque explique également la différence entre les chiffres ci-dessus et ceux que nous avons indiqués au sujet des condamnations prononcées.

La période nécessairement très restreinte sur laquelle ont porté les travaux et les études de la Commission de classement ne lui a point permis jusqu'à présent de tirer de la statistique que nous venons de résumer des renseignements précis sur les conséquences de l'application de la loi du 27 mai 1885; mais il est cependant possible de se convaincre que la réforme pénale réclamée depuis longtemps par l'opinion publique, et à laquelle a donné satisfaction la loi sur la relégation, a produit les résultats que l'on était en droit d'attendre. Ce sont des incorrigibles qu'on voulait frapper : ce sont de véritables malfaiteurs d'habitude, les récidivistes, les vagabonds qui déshonorent les rues des villes et effrayent les habitants des campagnes, que nous avons rencontrés dans cette longue énumération des délits commis et des individus condamnés : « à la sévérité de la mesure édictée a répondu — comme on le voulait — la gravité des infractions (1) ».

(1) « Le législateur de 1885 a tenté de définir ce qu'il entendait par malfaiteur d'habitude; il a dans l'article 4 indiqué la nature et le nombre des infractions qui auraient pour conséquence fatale la relégation. C'est une partie de la loi que j'ai toujours et avec intention laissée de côté dans mes études, parce qu'il m'a toujours paru singulièrement dangereux de distinguer par voie d'énumération les délits qui entraînent l'expulsion et les délits qui ne l'entraînent pas. Je crois qu'il fallait dans la détermination des causes de relégation. Quoi qu'il en soit, M. Dislère atteste que le législateur du 27 mai a merveilleusement atteint les catégories d'hommes qu'il devait viser. « Ce sont des incorrigibles qu'on voulait frapper; ce sont de véritables malfaiteurs d'habitude, les récidivistes, les vagabonds, que nous avons rencontrés; à la sévérité de la mesure édictée a répondu la gravité des infractions. » Je causais il y a quelques semaines, avec l'un des inventeurs de la loi, qui en a suivi de près l'élaboration et l'exécution, et mon interlocuteur, qui ne juge pas les choses du même point de vue que M. Dislère, me disait avec une sincérité qui m'a touché vivement : « Nous n'avons pas atteint ceux-là que nous visions; nous n'avons pas mis dans notre nasse le poisson que nous voulions y prendre; cette partie de notre œuvre est à recommencer. » Cet aveu loyal d'une erreur commise honore l'administrateur qui me tenait ce langage, et cette appréciation critique de la loi me paraît mieux justifiée que la satisfaction trop complète de M. le président de la Commission de classement. Je crois, en effet, que la définition du malfaiteur d'habitude, essayée par l'article 4 de la loi de 1885, est encore à chercher et je confesse qu'elle n'est point commode à fixer. » M. Léveillé, même article.

Sans doute, le nombre des rélégalables ne s'est pas élevé aussi haut qu'on l'avait supposé tout d'abord; mais peut-être la loi a-t-elle produit, au point de vue préventif, des résultats moins appréciables mais plus importants encore, et la crainte salutaire de l'envoi dans les colonies a-t-elle pu empêcher certains délits, diminuer le nombre des rechutes pénales. S'il en est ainsi — et les statistiques suivantes permettront de le constater — la loi du 27 mai 1885 aura mérité à tous les points de vue l'approbation presque unanime dont elle a été l'objet lors de sa promulgation (1).

Paris, le 27 décembre 1886.

*Le Conseiller d'Etat, président-rapporteur
de la Commission de classement,*

Paul DISLÈRE.

(1) « J'ai le regret de ne pouvoir m'associer à cet enthousiasme, et je voudrais bien que M. Dislère me permit de lui demander ce qu'il a entendu par cette approbation presque unanime dont il se porte garant. A-t-il voulu simplement indiquer que le pays avait donné son approbation au principe de la loi, en vertu de laquelle les malfaiteurs d'habitude seront désormais expulsés du continent? Si sa pensée ne va pas plus loin, je suis d'accord avec lui; je crois que la grande majorité du pays a ratifié cette mesure énergique de l'expatriation des repris de justice.

Mais il semble que l'honorable président va beaucoup plus loin; il n'exploite certainement pas à la légère les mots dont il se sert; or il imprime que la loi, c'est-à-dire la mise en œuvre du principe, la loi elle-même a reçu l'approbation générale. Qu'elle ait reçu une vive approbation dans deux ou trois bureaux de la place Beauvau, j'en suis convaincu; mais qu'elle ait obtenu même un succès d'estime en dehors de cette enceinte un peu étroite, je le conteste formellement. Le nombre des approbateurs de la loi du 27 mai dans le monde des jurisconsultes est facile à compter : ils sont un. Un jeune substitut, plein de talent, mais qui a la plume rapide et qui ne s'est pas suffisamment rendu compte des règles les plus expresses de la loi, qui ne s'est pas aperçu notamment que la loi du 14 août avait corrigé sur un point grave la loi du 27 mai, un jeune substitut a, en effet, couvert de fleurs la loi du 27 mai et ses auteurs. (Conf. Bulletin 1886, p. 970.) Mais cette voix est restée isolée. Je crois avoir lu tous les commentaires qui ont paru sur cette œuvre *in extremis* de la Chambre de 1881; je n'ai pas rencontré dans un seul de ces commentaires une approbation explicite de la loi. Un de mes collègues les plus autorisés, M. Garraud, de Lyon, a exprimé un jugement qui est le jugement presque unanime des criminalistes. « Je ne connais pas, déclare-t-il dans son ouvrage, de loi plus mal faite que la loi des récidivistes. » Il y a quelque distance entre cette dureté et le sentiment de M. Dislère. » M. Léveillé, même article.

B

DEUXIÈME LETTRE DE M. CH. LUCAS

Nous avons publié dans le Bulletin précédent la lettre de notre honorable collègue M. Charles Lucas à M. Sarrien, Ministre de la justice, à l'occasion du décret du 26 mars 1887 sur la révision de nos lois pénales.

Nous y avons ajouté la réponse du Ministre, qui a pris les observations de M. Lucas en sérieuse et bienveillante considération.

Nous nous empressons d'insérer, sur le même décret du 26 mars 1887, une nouvelle lettre adressée par M. Lucas à M. Humbert, vice-président du Sénat et de la Commission de révision des lois pénales, dont nos lecteurs apprécieront l'importance et l'opportunité au double point de vue du perfectionnement progressif du droit pénal et de la préservation efficace de l'ordre social.

« Paris, ce 15 avril 1887.

» MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

» J'ai l'honneur de vous remercier de votre accusé de réception de l'exemplaire de mon livre sur l'état anormal en France de la répression en matière de crimes capitaux dont je vous avais prié, par ma lettre du 9 avril, d'agréer l'hommage dû à votre grand savoir et à votre longue expérience. Je suis confus de vos trop bienveillantes appréciations relatives à l'ensemble de mes ouvrages en général et à l'influence en particulier que le livre de l'état anormal de la répression vous paraît appelé à exercer sur le perfectionnement de la législation pénale.

» Je m'empresse d'adresser, avant mon prochain départ de Paris, à tous les honorables membres de la Commission de révision des lois pénales, un exemplaire de l'état anormal de la répression (1), dont je les prie de vouloir bien agréer l'hommage.

» Je me suis placé dans ce livre, ainsi qu'ils le verront, au double point de vue de constater d'abord l'état anormal de la

(1) Voir *Bulletin* 1885, p. 742.

répression en général et en matière de crimes capitaux en particulier, et ensuite d'indiquer les moyens d'y remédier.

» Mes communications successives à cet égard à l'Institut (Académie des sciences morales et politiques) insérées dans le compte rendu de ses travaux, sont de bien ancienne date ; elles remontent notamment à 1854, époque à laquelle fut promulguée la loi néfaste selon moi sur la transportation à la Nouvelle-Calédonie appelée à remplacer la peine de mort en cas de commutation. Toutes mes prévisions relatives d'une part au mouvement progressif des commutations de la peine de mort et d'autre part à l'attraction pour les assassins du transfèrement à la Nouvelle-Calédonie se sont réalisées et la Nouvelle-Calédonie est ainsi devenue une prime d'encouragement à l'assassinat.

» Voilà où en est en France la répression en matière de crimes capitaux. On conserve aux assassins la peine de la transportation qui est l'objet de leur prédilection et on refuse aux légitimes exigences de l'ordre social et moral la peine qu'ils redoutent le plus, celle de la réclusion solitaire avec les précautions que l'expérience conseille et que l'humanité inspire.

» La question qui me semble la plus urgente à résoudre est celle de supprimer l'application de la transportation dans la Nouvelle-Calédonie aux condamnés à mort reconnus coupables d'assassinat par suite d'une commutation qu'ils n'ont due si souvent qu'à l'application abusive par le jury des circonstances atténuantes ou à la répugnance des chefs d'État à signer des arrêts d'*exécution à mort*.

» On trouvera dans ce livre des documents décisifs à cet égard, notamment deux remarquables communications à l'Académie des sciences morales et politiques de mes deux savants confrères, MM. Arthur Desjardins, avocat général à la Cour de cassation et Georges Picot, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la Justice, qui ont démontré, avec l'autorité de leur compétence, la nécessité d'abolir la loi de 1854.

» Quant à la question du code pénal de 1810, j'ai la ferme espérance que son maintien ne rencontrera pas de desiderata. Lorsqu'en Europe tous les États, qui avaient adopté ce code pénal de 1810 et notamment la Belgique, la Prusse et la Hollande, l'ont remplacé par des codes nouveaux, plus conformes aux besoins moraux de notre époque et aux progrès de la civilisation, la France ne voudra pas rester en dehors de ce mouve-

ment progressif en laissant s'accréditer ces mots de Cavour, cités par M. Louis Blanc dans sa motion relative à l'abolition de la peine de mort : *Qu'il est plus difficile de faire en France une réforme qu'une révolution.*

» Toutefois, un labeur aussi considérable était trop lourd pour une vice-présidence unique. Le décret du 26 mars a été heureusement inspiré en appelant à partager avec vous l'honneur et le poids de cette vice-présidence un membre éminent de la Chambre des Députés, qui est l'un de ces grands esprits de notre temps dont l'illustre Dufaure a dit, éloquemment, les sympathiques aspirations pour la réforme répressive et pénitentiaire. Espérons donc que le xix^e siècle devra à la France dans l'ordre pénal, comme il lui a déjà dû dans l'ordre civil, le perfectionnement de sa codification.

» Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de ma plus haute considération.

» Charles LUCAS,

» Membre de l'Institut et du Conseil supérieur
» des Prisons. »

C

COMMISSION CONCERNANT LA RELÉGATION

Par décret du 2 mai, M. Merlin, inspecteur général des établissements pénitentiaires, est nommé membre de la Commission de classement des récidivistes, comme l'un des représentants du département de l'intérieur, en remplacement de M. Nivelles, décédé (1).

II

L'emprisonnement cellulaire à l'Académie de médecine.

Dans sa séance du 22 février dernier, l'Académie de médecine a entendu la lecture par M. le Dr de Piétra Santa d'un mémoire dont nous donnons les conclusions :

(1) *Bulletin* 1887, p. 224.

« 1° Le premier fait qui se dégage de l'étude attentive de la question de l'emprisonnement individuel et des discussions qui ont eu lieu dans le Parlement en 1863, c'est la nécessité d'examiner l'organisation et le fonctionnement du système cellulaire tel qu'il se pratique en France, sans se préoccuper des exemples de l'étranger.

» Indépendamment de ce qui est inhérent aux mœurs, au tempérament et au caractère national, il existe en Angleterre et en Belgique des installations spéciales de surveillance, de patronage et de réglementation du travail qui rendent possible et efficace, à Pentonville et à Vilvorde, un mode de détention qui ne fournit à Mazas et à la Santé que des résultats fâcheux ;

» 2° Pour appliquer l'emprisonnement cellulaire dans les conditions les plus favorables, il faut avant tout renoncer aux grandes prisons qui, comme Mazas et la Santé, renferment en moyenne plus de mille prisonniers, sans compter les encombrements regrettables qui, comme le constate l'enquête officielle de 1884, se sont produits au cours de ces dernières années, en nécessitant le placement de deux prisonniers dans la même cellule ;

» 3° Pour tout ce qui se rapporte à la direction d'une prison cellulaire et à l'intervention légitime du médecin hygiéniste, il est indispensable que le directeur, comme le médecin, conservent avec une responsabilité effective une certaine indépendance vis-à-vis des bureaux de la Préfecture.

» Les constatations scientifiques des cas de folie et de suicide ne seront possibles que lorsque le médecin se trouvera en mesure de recueillir sur chaque prisonnier un dossier complet comprenant des renseignements exacts *avant, pendant et après* l'incarcération ;

» 4° Dans le système cellulaire plus encore que dans l'emprisonnement en commun, il importe de respecter sans cesse les catégories établies par le Code pénal, relativement aux sexes des détenus, à leur âge, à leur état de prévention ou de condamnation.

» La maison de prévention ne doit, sous aucun prétexte, recevoir des condamnés, et la maison de correction réservée aux courtes peines doit pouvoir diriger sur les maisons centrales les condamnés à un an et un jour de prison ;

» 5° La colonie agricole et le patronage sont le cortège absolument nécessaire et indispensable du régime cellulaire ;

» 6° Pour ce qui concerne le fonctionnement du régime lui-même, au point de vue de l'état sanitaire général, il faut assurer aux prisonniers un plus long temps de promenade, une aération régulière de la cellule, une alimentation plus réparatrice;

» 7° La diminution de fréquence des aliénations mentales, des suicides et des tentatives de suicide ne sera obtenue qu'en mettant réellement en pratique le programme, jusqu'ici théorique formulé par le législateur. »

A la suite de cette lecture, l'Académie a nommé une commission de trois membres : MM. Léon Colin, Mesnet et Lagneau, et l'a chargée de lui présenter un rapport sur les conclusions de cette étude.

Nous publions également ce rapport, qui a été déposé dans la séance du 12 avril, par M. le Dr Lagneau, rapporteur :

« Ce mémoire est le complément de trois mémoires antérieurs qui ont été l'objet de deux rapports de nos anciens collègues, M. Collineau et M. Vernois, le 17 avril 1855 et le 7 juillet 1864.

» Comparant la fréquence relative de l'aliénation mentale et des suicides, d'une part dans les prisons cellulaires comme Mazas, la Santé, d'autre part dans les prisons en commun, comme la Vieille-Force, les Madelonnettes, M. de Pietra Santa est amené à considérer le régime cellulaire comme augmentant la proportion des aliénés ainsi que des suicidés. Aussi insiste-t-il pour que des réformes soient apportées à ce régime cellulaire. Il demande que les prisonniers en cellule puissent se promener plus de temps chaque jour; que le travail soit généralisé; que leur alimentation soit meilleure; qu'ils soient plus fréquemment visités dans leurs cellules par le directeur; l'aumônier, le médecin, les membres des comités de surveillance, les contremaitres, les gardiens; que les détenus ne soient pas trop nombreux dans la même prison, que les cellules ne soient pas trop encombrées, comme à la Santé, où 1000 cellules reçoivent parfois 1370 prisonniers.

» La plupart des administrateurs, aumôniers, médecins des prisons croient également à l'utilité de ces mesures, qui, toutefois, dans leur application, trouvent parfois quelques difficultés. Il importe de prévenir l'anémie, si commune dans les prisons, par la promenade au grand air, par une alimentation suffisamment réparatrice. L'encombrement de la cellule est regrettable au

point de vue de l'hygiène, comme au point de vue de la morale. Le travail occupe, distrait, met à même d'amasser un pécule. Mais, pour éviter le chômage trop fréquent, l'État se charge-t-il de faire lui-même travailler? « La Belgique l'a fait, remarque M. Albert Rivière; et le chômage est à peu près inconnu dans ses prisons (1). » Les visites des directeurs, aumôniers, médecins, membres du conseil de surveillance sont incontestablement très utiles au point de vue moralisateur; mais il est difficile de les rendre assez fréquentes.

» Quant à l'application simultanée ou consécutive de l'emprisonnement cellulaire et de la colonisation agricole, elle semble difficile; car le système cellulaire a pour but l'isolement, et le système agricole, en appelant plusieurs prisonniers à cultiver le même champ, les met forcément en relation.

» Mais la fréquence des cas d'aliénation mentales et des suicides à Mazas, à la Santé, constitue la plus grande objection faite par M le Dr de Pietra-Santa à l'emprisonnement individuel. En effet, les suicides, en particulier, paraissent avoir été nombreux à Mazas. On en aurait compté trente-deux en quatorze années. En 1884, il y aurait même eu trente tentatives de suicides, réelles ou simulées. Mais à Mazas les détenus séjournent peu de temps et, ainsi que l'avait remarqué le Dr Jacquemin, les suicides sont beaucoup plus nombreux chez les hommes détenus depuis peu de temps que chez les individus depuis longtemps prisonniers. Sur ces trente-deux suicides, douze eurent lieu durant les dix premiers jours de la détention, six eurent lieu du onzième au vingtième jour, quatre du vingt-cinquième au vingt-huitième. On n'en a pas constaté d'exemple chez les prévenus dont la détention datait d'un an et plus. Les suicides ne semblent pas être aussi nombreux dans les autres prisons cellulaires qu'à Mazas. Des documents statistiques recueillis sur la Santé et Mazas, dont la construction défectueuse est déjà ancienne, il eût été bon de rapprocher ceux relatifs aux douze autres prisons cellulaires existant actuellement en France.

» A la suite de l'enquête sur le système cellulaire, provoquée en 1871 par l'Assemblée nationale, depuis la loi du 5 juin 1873 relative à ce mode d'emprisonnement, la plupart des adminis-

(1) L'application du régime d'emprisonnement individuel, *Bullet. de la Soc. Gén. des Prisons*, juin 1885, p. 733.

trateurs, médecins, aumôniers des prisons semblent s'être accordés pour trouver ce système cellulaire bien préférable au système en commun. M. le Dr de Pietra Santa ne partage pas cette opinion. Nous ne lui savons pas moins gré de ses études sur l'emprisonnement cellulaire. »

III

Les prisons de l'Yonne.

Depuis de longues années, le Conseil général de l'Yonne n'a eu à s'occuper des prisons que pour y faire quelques aménagements ou réparations de peu d'importance.

Le service pénitentiaire avait cependant demandé la transformation de celle d'Auxerre ; mais le Conseil général a refusé de faire cette dépense qui d'ailleurs était fort élevée.

Les cinq prisons de l'Yonne sont en assez bon état, bien qu'elles soient installées dans d'anciens bâtiments, à l'exception cependant de celle d'Auxerre.

Celle de Joigny laisse particulièrement à désirer comme solidité de construction, et la faiblesse de résistance des murs y a favorisé récemment une évasion multiple.

Quant à la prison d'Auxerre, elle a été construite entièrement à neuf vers 1853 ou 1854.

Cette prison est cellulaire ; elle contient 120 cellules ; mais il y aurait cependant encore beaucoup à faire pour y appliquer le système dans toute sa rigueur.

C'est ce que le Conseil général a refusé.

L'Administration demandait notamment que les ateliers, qui sont aujourd'hui disposés pour le travail en commun, fussent aménagés de manière à permettre l'isolement des détenus pendant le jour, et que des boxes fussent installées dans la chapelle, suivant le système belge, tandis qu'aujourd'hui, les détenus assistent au service divin par les portes entr'ouvertes de leurs cellules, alignées sur trois rayons qui convergent vers la chapelle, suivant une disposition analogue à celle de la prison de Mazas. Il y a un calorifère dans la maison d'arrêt et de correction d'Auxerre et l'aération y est suffisante ; mais on n'y a point établi de fosses

mobiles, et les préaux sont communs, comme les ateliers : le régime cellulaire n'y fonctionne donc, à vrai dire, que pendant la nuit.

Quant aux autres prisons de l'Yonne, je ne vois guère la possibilité de les transformer ; et je ne crois pas que le Conseil général y soit disposé en aucune façon.

IV.

Les prisons de l'Orne.

Vers l'année 1880, le Conseil général chargea l'architecte départemental de faire des études préliminaires et de lui présenter un avant-projet sur la reconstruction des prisons du département. D'après cet avant-projet, qui prévoyait de 125 à 150 cellules pour Alençon et 50 pour chacune des prisons d'Argentan, Domfront et Mortagne, la dépense, tant en achat de terrains qu'en construction, devait s'élever à 2 millions.

Malheureusement les constructions de chemins de fer, d'écoles et de chemins vicinaux (qui vont encore nécessiter un nouvel emprunt) avaient imposé au budget départemental des charges qui obligèrent le Conseil à ajourner tout projet de reconstruction ou d'aménagement. L'examen de cette grave question semble renvoyé à 1892, époque à laquelle certaines dettes seront éteintes.

Nous espérons qu'à cette date l'administration pénitentiaire, dont le zèle déjà si actif a encore été stimulé lors de la discussion du budget de 1887 (1), aura su démontrer à l'architecte que ses devis sont considérablement exagérés et que, grâce aux expériences faites pendant ces dernières années, il est possible de construire 300 cellules pour un million au plus (2). Nous espérons par suite que le Conseil général comprendra l'urgence de la réforme et que, n'étant plus arrêté par des devis aussi élevés, il n'hésitera plus à voter cette somme. Les prisons d'Alençon, Argentan et Mortagne sont installées dans d'anciens

(1) *Bulletin* 1887, p. 162.

(2) *Ibidem*, 1885, p. 518.

châteaux, les unes entièrement, les autres en partie. Celle d'Alençon notamment est un foyer d'infection physique et morale : des fenêtres étroites percées en trop petit nombre dans des murs épais ne permettent pas le renouvellement de l'air ni le dégagement d'odeurs nauséabondes. Partie de la prison de Mortagne ainsi que le quartier des femmes de la maison d'Argentan sont établis dans des bâtiments construits exprès. Seule la prison de Domfront est neuve (elle remonte à 50 ou 60 ans). Mais aucune ne répond aux conditions les plus élémentaires d'une saine répression.

V

Règlement sur le travail des détenus belges.

RAPPORT DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Bruxelles, le 2 avril 1887.

SIRE,

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté un projet de règlement sur le travail dans les prisons et les maisons spéciales de réforme.

Le travail constituant à la fois un élément de la peine et le plus puissant moyen d'amendement, l'Etat est tenu de ne rien négliger pour assurer le fonctionnement de cette partie importante de l'organisation pénitentiaire.

Sans le travail, la cellule deviendrait un véritable instrument de torture et une cause de démoralisation.

Des critiques très vives se sont produites, dans ces derniers temps surtout, contre la concurrence que le travail pénitentiaire ferait au travail libre. La faible population des prisons, comparée à la population ouvrière en général et la quantité minime des produits fabriqués dans les prisons, suffisent pour démontrer que le travail des détenus n'a pu causer au travail libre aucun préjudice appréciable ou sérieux.

Tout au plus, dans certains cas exceptionnels, des intérêts individuels ont-ils pu être quelque peu lésés.

L'administration des prisons a toujours été animée du désir d'organiser le travail des détenus de manière à ne donner prise à aucune plainte légitime : elle persévéra dans cette voie et elle espère que le nouveau règlement sauvegardera tous les intérêts, tout en assurant aux détenus un travail régulier.

Pour arriver à ce résultat, le nouveau règlement cherche à développer les travaux en régie pour compte des administrations publiques ; il supprime la part des bénéfices accordée jusqu'ici aux directeurs des maisons secondaires et leur enlève la faculté consacrée par le règlement du 14 mars 1869 d'entreprendre certaines industries pour leur compte personnel.

En vue d'épargner aux ouvriers jusqu'à l'apparence d'une concurrence dangereuse ou abusive, on a exprimé à diverses reprises, le vœu de voir les détenus occupés de préférence à des industries nouvelles ou étrangères à notre pays. L'administration cherchera à donner satisfaction à ce désir ; elle accueillera volontiers les offres qui lui seraient faites par des industriels disposés à introduire dans les prisons des fabrications étrangères et elle se prêtera avec une entière bienveillance aux expériences nécessaires.

Il ne faut pas se dissimuler cependant que l'infériorité du travail pénitentiaire rend déjà très difficile l'exercice des professions les plus usuelles et ne semble guère de nature à favoriser l'essai d'industries, pour lesquelles l'habileté et la régularité de la main-d'œuvre sont les conditions essentielles de succès.

Pour indemniser les directeurs de la part qui leur a été enlevée dans le produit du travail, il leur a été alloué des augmentations proportionnelles de traitement.

Ils n'auront plus le caractère d'industriels ou de commerçants et le public ne pourra plus, comme il était tenté de le faire, attribuer à des mobiles intéressés les démarches que ces fonctionnaires seraient dans le cas d'entreprendre pour assurer le travail des prisonniers.

J'ai assez de confiance dans le dévouement des directeurs pour avoir la certitude que la suppression de cette espèce de prime destinée à stimuler leur zèle, ne les empêchera pas de veiller avec la même sollicitude à l'organisation du travail pénitentiaire.

L'article 12 du projet, en soumettant à une retenue uniforme de trois dixièmes tous les prix de façon, à titre de frais de

gestion, permettra de récupérer sur les détenus une partie des dépenses qu'ils occasionnent à l'État.

L'arrêté ci-joint, dans lequel les graves intérêts en présence ont été conciliés, dans la mesure du possible, recevra, je l'espère, l'approbation de Votre Majesté.

Le Ministre de la justice,
J. DEVOLDER.

RÈGLEMENT SUR LE TRAVAIL DES DÉTENUS DANS LES PRISONS
ET LES MAISONS SPÉCIALES DE RÉFORME

LÉOPOLD II, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 14 mars 1869, portant approbation du règlement sur le travail dans les prisons secondaires :

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Le travail est obligatoire pour les condamnés criminels et correctionnels et facultatif pour les autres détenus.

Toutefois l'administration des prisons pourra, à raison de circonstances exceptionnelles, dispenser du travail certains condamnés à l'emprisonnement, la commission administrative et le directeur entendus en leur avis.

ART. 2. — Les détenus seront employés principalement à des travaux pour compte de l'État.

ART. 3. — L'administration centrale arrêtera, chaque année, la liste des objets dont la fabrication sera réservée aux prisons par les différents départements ministériels et répartira les commandes entre les divers établissements.

ART. 4. — Dans le cas où les travaux en régie ne suffiraient pas pour occuper tous les détenus, les directeurs chercheront à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre.

ART. 5. — Les directeurs feront appel à la concurrence des entrepreneurs.

A cet effet, un tableau indiquant les différentes industries exploitées, le nombre des détenus occupés à chacune d'elles, le nombre des détenus disponibles et les prix de main-d'œuvre, demeurera affiché à la porte de chaque établissement pénitentiaire.

ART. 6. — Les conditions des entreprises seront réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre de la justice.

ART. 7. — Toutefois les travaux peu importants pourront être acceptés d'urgence par les directeurs, sous réserve de l'avis à transmettre sans retard à l'autorité supérieure.

ART. 8. — Tout intéressé pourra prendre connaissance des contrats d'entreprise en s'adressant à la commission administrative ou à l'administration centrale.

ART. 9. — Les prix de façon seront déterminés par pièce ou par journée. Ils seront calculés sur les prix moyens du commerce diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

ART. 10. — Les directeurs, pas plus que les autres employés, ne pourront participer, à l'avenir, aux bénéfices sur le travail des détenus, ni employer ces derniers pour leur compte personnel.

ART. 11. — La main-d'œuvre des détenus ne sera accordée qu'à l'État et à des entrepreneurs ou fabricants.

Il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes directes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et d'autres semblables.

Le taux des salaires à attribuer aux détenus pour ces derniers travaux sera arrêté par l'administration centrale, sur la proposition des commissions administratives et des directeurs.

ART. 12. — Le prix de la main-d'œuvre pénitentiaire sera frappé d'une retenue de trois dixièmes au profit de l'État, à titre de frais de gestion.

Le surplus constituera le salaire proprement dit et sera attribué aux détenus dans les proportions fixées par les articles 15 et 27 du Code pénal.

Les condamnés en simple police, les prévenus, les accusés et tous autres détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire, auront droit à l'intégralité du salaire, déduction faite des frais de gestion.

ART. 13. — Des retenues pourront être opérées sur les salaires du chef de dégâts aux matières premières, malfaçons et détériorations au mobilier, etc.

Ces retenues seront fixées par les commissions administratives sur la proposition des directeurs.

ART. 14. — Les directeurs détermineront, en tenant compte des aptitudes particulières de chaque prévenu, le genre de travail qui lui sera imposé.

En cas de réclamation, il sera statué par la commission administrative.

ART. 15. — La commission administrative pourra mettre à la charge du directeur et des employés à la surveillance du travail des délinquants, les pertes résultant des malfaçons, lorsque celles-ci auront été provoquées ou facilitées par un défaut de surveillance.

La commission administrative déterminera l'étendue de la responsabilité du directeur et des employés, d'après la gravité de la faute commise et en tenant compte du montant de la perte résultant des malfaçons.

Les directeurs pourront également, en cas de négligence grave, être rendus responsables, en tout ou en partie, des pertes pécuniaires qu'éprouverait l'État par suite de l'insolvabilité des entrepreneurs de travaux.

ART. 16. — Les jeunes détenus renvoyés dans les maisons spéciales de réforme, en vertu de l'article 72 du Code pénal, seront employés soit à des travaux en régie, sous la direction de contre-maîtres ou de surveillants, soit à des travaux pour compte d'entrepreneurs particuliers qui seront tenus de pourvoir à leur instruction professionnelle.

ART. 17. — L'obligation d'assurer l'apprentissage des jeunes détenus pourra être envisagée comme l'équivalent du salaire et dispenser l'entrepreneur du paiement de la main-d'œuvre.

Les conditions de l'entreprise feront l'objet d'un contrat proposé par le directeur et soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre de la justice.

ART. 18. — Lorsque la main-d'œuvre des jeunes détenus sera accordée à des entrepreneurs, moyennant salaire, le produit du travail appartiendra à l'État.

ART. 19. — L'administration se réserve cependant de rétribuer le travail des jeunes détenus dont l'apprentissage serait suffisamment développé et qui se distingueraient par leur bonne conduite.

ART. 20. — Ce salaire constituera un fond de réserve destiné

à faciliter le placement du jeune détenu au moment de sa libération.

La commission administrative, chargée de veiller à ce que ce fonds de réserve reçoive sa destination, sera juge des conditions dans lesquelles la remise devra en être opérée.

ART. 21. — Le présent règlement sera mis à exécution le 1^{er} mai 1887.

ART. 22. — Notre règlement du 14 mars 1869 est rapporté.

Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 5 avril 1887.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

J. DEVOLDER.

VI

Les enfants assistés de la Seine (1).

A côté des articles que M. Strauss publie en ce moment dans la *Nouvelle Revue* sur les enfants moralement abandonnés et que nous avons signalés dans notre dernier Bulletin (p. 349), nous devons parler du nouveau livre du D^r H. Thulié, sur les enfants assistés. Nous en rendons compte, d'après le journal *le Temps* :

Le service des Enfants assistés de la Seine, tel qu'il fonctionne actuellement, a son origine dans le décret rendu le 28 juin 1793 par la Convention pour organiser les secours à l'enfance, et dans la loi du 27 frimaire an V sur les enfants abandonnés. Sans le suivre dans ses transformations successives, si intéressantes qu'elles soient à tous les points de vue, nous nous attacherons à préciser ce qu'il était en 1871 et ce qu'il est aujourd'hui. Le premier conseil général de la Seine élu

(1) Un vol. in-4° de 657 pages, composé par les moralement abandonnés de l'école de Montévrain.

prit en effet dès sa première session, à la fin de 1871, une influence décisive sur le fonctionnement des secours aux enfants assistés. Ce service était alors entièrement dans les mains de l'Assistance publique, sans contrôle, sans autre direction que sa volonté. La loi de 1849 ayant donné à son directeur la tutelle des enfants, l'administration s'était habituée à regarder ce service comme faisant partie intégrante de l'Assistance publique. Tout était mélangé; le départ entre ce qui était municipal et ce qui était départemental n'existait pas, malgré la loi de 1869. On ignorait quelle était la fortune exacte des Enfants trouvés; une grande partie de leurs biens se trouvait mêlée à ceux des pauvres de Paris, et tous les revenus entraient dans la même caisse. On ne savait pas à qui appartenait l'hospice dépositaire, on ne s'était même pas posé la question qui, d'ailleurs, n'était pas facile à résoudre. Elle ne fut résolue qu'en 1877, par un arrangement amiable entre l'Assistance publique et le Département.

En 1871, le tour n'existait pas plus à Paris qu'ailleurs; c'est à Paris toutefois qu'a été fermé le dernier, en 1863. Depuis lors, les abandons d'enfants se faisaient à l'intérieur de l'hospice. Dans une petite pièce ouverte sur la salle des abandons, occupée par plusieurs employés, les mères misérables, les sages-femmes, les vieillards faisaient queue et attendait leur tour pour faire immatriculer le petit malheureux qu'ils portaient dans leurs bras. Le tour venu, on s'asseyait près d'un commis qui demandait le bulletin de naissance (seule pièce exigée), posait une multitude de questions pour établir le domicile de secours de la mère; il lui expliquait, si c'était elle qui abandonnait, ce qu'est l'abandon, en noircissant des couleurs déjà bien noires; il offrait enfin un secours destiné à engager la mère à garder son enfant. Si le secours était accepté, on donnait à la malheureuse un bulletin pour se présenter à l'assistance publique, où l'on devait lui faire une offre. La perspective de ce voyage à pied, un enfant sur les bras, alors que, le plus souvent, elle sortait de l'hôpital après un trop court séjour, épuisée par ses couches et la misère qui les avait précédées, lui faisaient abandonner immédiatement l'infortuné petit être. Quand elle acceptait le secours, elle partait pour le bureau de l'avenue Victoria, situé à près de trois kilomètres, et, si les propositions administratives lui paraissaient insuffisantes, elle revenait à l'hospice abandonner

l'enfant; et cette fois, après cette cruelle épreuve, rien ne pouvait la décider à garder le nouveau-né. Quelques-unes, découragées et épuisées, ne faisaient même pas le second voyage et laissaient le petit au coin d'une borne, ou le jetaient du haut d'un pont.

L'admission d'un enfant étant décidée, il était immatriculé. Aux termes de l'instruction ministérielle du 31 octobre 1861 l'administration devait avoir quatre registres d'inscription : le n° 1, intitulé *journal* ou *main courante*, comprenait tous les enfants sans distinction de sexe, d'âge ou de catégories, admis à l'assistance publique. Sur les registres 2, 2 bis, 2 ter étaient inscrits tous les enfants trouvés, abandonnés, orphelins pauvres. Ces trois registres portaient la dénomination de *livres matricules* devaient contenir « tous les détails possibles sur la vie de l'enfant depuis son admission jusqu'à sa douzième année »... Le *journal* ou *main courante* recevait donc l'inscription des enfants en dépôt comme des enfants assistés, enfants municipaux et enfants départementaux, selon l'argot budgétaire; et les registres 2, 2 bis, 2 ter n'étaient destinés qu'aux enfants départementaux les véritables enfants assistés.

L'immatriculation une fois faite, on rivait au cou de l'enfant le collier réglementaire supportant la médaille sur laquelle son numéro matricule est gravé; collier dont on ne pouvait le débarrasser qu'à l'âge de 7 ans. Puis une fille de service le portait selon son âge ou son état de santé, à la crèche, aux sevrés, à l'infirmerie, etc. Enfin, toutes les formalités remplies, l'enfant était confié à la nourrice, qui devait l'emporter à la campagne et le garder jusqu'à 12 ans au moins, souvent jusqu'à l'âge d'homme.

Les enquêtes et contre-enquêtes, autrefois innombrables, destinées à faire connaître le domicile de secours de la mère, étaient des formalités dangereuses, non seulement à cause du trop long séjour à l'hospice qu'elles nécessitaient, mais encore parce que ces indiscrétions de l'assistance publique, quand elles étaient connues, poussaient les filles-mères ou les femmes adultères à assurer le secret de leur faute par l'infanticide. On s'est depuis quinze ans appliqué à diminuer, presque jusqu'à la suppression, ces précautions si dangereuses en prodiguant, s'il le faut, des finances pour économiser des vies.

A côté de ce service dit *intérieur* il y avait, toujours d'après

la division de la loi de 1869, le *service extérieur*, comprenant : 1° les secours pour prévenir l'abandon ; 2° tout ce qui constitue le service hors l'hospice des enfants assistés de 1 jour à 21 ans, enfants placés chez des nourriciers jusqu'à 12 ans, mis en apprentissage après cet âge, détenus dans des maisons de correction ou soignés dans des hospices. Les secours pour prévenir l'abandon se donnaient sous trois formes : 1° secours en argent ; 2° secours en nature (nourrices et layettes) ; 3° secours spécial aux orphelins (sous forme de pensions). Les secours étaient le plus souvent donnés en argent, mais quand la mère avait un métier qui ne lui permettait pas d'avoir un domicile, une nourrice était proposée. On n'offrait généralement qu'un nombre insuffisant de mois pour terminer la nourriture au sein, dans l'espoir que, la première gêne passée, la mère payerait la nourrice de son enfant. On avait l'illusion de croire l'attacher davantage à lui par le sacrifice. Mais le plus souvent le paiement ne s'effectuait pas, et la nourrice ramenait l'enfant à l'hospice, où l'immatriculation était faite. Quant au secours en argent, il était de deux sortes : 1° le secours une fois donné, et alors, la somme touchée et mangée, la mère ramenait l'enfant, ordinairement dans un état de santé déplorable ; 2° le secours permanent pour une durée de deux, trois, six mois, le maximum de dix mois étant très rarement offert. La mère devait chercher elle-même sa nourrice. Elle plaçait son enfant chez une gardeuse, où il ne tardait pas à mourir.

Les secours pour prévenir l'abandon ne demandaient pas à Paris un personnel considérable ; la mère, ayant accepté le secours en nourrice, allait au bureau municipal, munie d'un billet délivré par l'administration, ou dans un bureau particulier de nourrices. Le secours en argent était purement et simplement touché au siège de l'administration, et ne demandait qu'un dérangement et un émargement de la mère.

Dans le département de la Seine tout au moins, ce n'étaient donc pas les secours, mais le placement des enfants assistés à la campagne, qui constituait la grande importance du service extérieur. Vingt-deux circonscriptions établies dans différents départements, et ayant à leur tête un agent spécial, comprenaient la presque totalité des enfants abandonnés ; quelques-unes en comptaient jusqu'à quatre mille.

Les agents, dont la création par le Conseil général des hos-

pices de Paris remonte à 1819, appelés d'abord sous-inspecteurs, puis agents de surveillance depuis la création de l'inspection départementale à Paris, avaient pour mission de recruter les nourrices, d'ordonnancer les dépenses générales payées par les percepteurs, de solder eux-mêmes certains menus frais que le tableau d'ordonnancement ne comprenait pas. Quatre fois par an, chaque agent devait visiter tous les enfants de sa circonscription et vérifier si tous les soins nécessaires leur étaient donnés et si non seulement les nourrices, mais encore les médecins du service remplissaient les devoirs prescrits. Chaque agence était divisée en un certain nombre de circonscriptions médicales ayant un médecin pour la desservir; chaque médecin avait l'obligation de faire une visite à chaque enfant et de soigner les malades; un prix d'abonnement par enfant constituait ses honoraires. Non seulement l'agent devait veiller aux besoins matériels du pupille de l'Assistance publique, mais encore à ses besoins moraux, surveiller son envoi à l'école et la moralité de ses nourriciers. Enfin, quand l'âge de la mise en apprentissage était arrivé, c'était l'agent qui préparait et signait les contrats avec les patrons et les cultivateurs, au nom du directeur de l'Assistance publique, tuteur égal de l'enfant.

Tel était en 1871, dans ses grandes lignes, l'état du service des Enfants assistés de la Seine, au moment où le premier Conseil général élu fut chargé d'étudier et de voter son budget. Il nous reste à examiner les réformes et améliorations introduites depuis cette époque.

Le premier soin du Conseil général de la Seine fut de fixer définitivement la fortune des enfants assistés. Ce n'était pas chose facile. Il s'agissait de débrouiller à la fois des sources de revenu très diverses et des responsabilités qui ne le sont pas moins. Le généreux libéralisme de la Seine lui fait en effet accepter la charge du tiers des enfants assistés de France, et sa dépense de ce chef absorbe près du cinquième des ressources de son budget.

Loin de vouloir empiéter sur les prérogatives de l'État en le poursuivant sans relâche de ses revendications, il défendait à la fois les droits des malheureux et des contribuables; mais s'il acceptait les devoirs dans toute leur étendue, s'il forçait l'Assistance publique à se soumettre à la loi, il tenait aussi à ce que l'administration supérieure s'exécutât de même et ne supprimât pas de son autorité le peu que cette loi fait en faveur du service de

l'assistance à l'enfance. C'est sur les instances du Conseil général et malgré la résistance de l'Assistance publique que, conformément à la loi, des inspecteurs départementaux furent nommés en 1874. Mais plus tard, quand les inspecteurs départementaux, s'appuyant sur les circulaires de 1869 et de 1870, voulurent s'emparer à leur profit du service des enfants assistés, le même Conseil les força de se soumettre à la loi de 1849, qui donne la tutelle des enfants assistés au directeur de l'Assistance publique.

La fortune des enfants assistés est aujourd'hui mentionnée chaque année au budget du département de la Seine. Le départ a été établi, autant que faire se peut, entre les dépenses d'assistance départementale et d'assistance municipale, qui s'étaient à peu près confondues jusque-là. Depuis 1875, le Conseil général a réclamé à l'État le cinquième des dépenses intérieures, conformément à la loi du 5 mai 1869. Le ministère soutenait que la subvention de l'État ne pouvait être réclamée par le budget départemental qu'après avoir déduit du chiffre total des dépenses du service intérieur le montant des fondations, dons et legs faits au profit des enfants assistés. Sur le refus du ministère, l'assemblée départementale avait invité le préfet, en 1876, à s'adresser au conseil d'État. Le Conseil général du Doubs avait introduit la même réclamation. A la suite de l'arrêt du conseil d'État rendu le 3 mars 1882, le ministre annonça qu'il payerait la subvention légale. Mais jusqu'ici le Conseil général n'a pas été aussi heureux pour le remboursement des frais de surveillance dus par l'État d'après la loi de 1869. Il n'aura vraisemblablement gain de cause que sur arrêt du conseil d'État.

La durée du séjour des enfants nouveau-nés à l'hospice, un des principaux éléments de leur mortalité, préoccupa ensuite le Conseil général, qui a toujours lutté contre des habitudes invétérées pour réduire le plus possible cette mortalité. Et d'abord, il a obtenu que les enfants en dépôt, ou ayant un secours de nourrice, ne soient pas ramenés à Paris quand ils sont abandonnés : on les immatricule sur place. En outre, il a exigé le départ rapide des enfants abandonnés à Paris. Grâce à son insistance, la moyenne de la durée de séjour s'est considérablement abaissée. De neuf jours qu'elle était en 1873, elle est descendue depuis 1883 à 4.6.

D'autre part, le Conseil général adoptait comme jurisprudence constante le principe de subordonner tous les scrupules au désir

de sauver le plus grand nombre possible de vies. S'il encourage et soutient le plus qu'il peut les mères malheureuses que la misère pourrait empêcher de garder leur enfant, il veut que la porte de l'hospice soit grande ouverte à tous les petits malheureux dont les auteurs veulent se débarrasser. Il a même exigé la suppression de la recherche du domicile de secours, toutes les fois qu'une mère veut rester inconnue ; et quoique son budget en ait grandement à souffrir, il ne veut pas entendre parler de ces investigations, qui font faire des économies, il est vrai, mais aussi poussent au crime. Mais l'extension des facilités pour l'abandon, exigée par l'assemblée départementale pour enlever tout prétexte à l'infanticide, ne l'empêche pas de faire tous ses efforts pour engager et aider les mères à allaiter leurs enfants et à les élever. Une des principales difficultés de l'allaitement par la mère est la misère qui saisit la nouvelle accouchée dès qu'elle sort de l'hôpital d'accouchement. En 1876, le Conseil général avait émis le vœu que les nouvelles accouchées fussent reçues à l'hospice de convalescence du Vésinet. Pendant deux ans ce vœu humanitaire reçut satisfaction. Mais les hospices de convalescence, qui cherchent à grossir leur fortune, demandèrent à l'Assistance publique un prix de journée pour les nouvelles accouchées. On avait déjà pu constater les avantages de cette organisation : beaucoup de femmes qui auraient abondonné leur enfant s'y étaient assez attachées pendant ces quinze jours de convalescence pour ne plus consentir à s'en séparer. De plus, elles avaient assez reconquis leur santé et leur force morale pour se mettre courageusement au travail dès leur sortie et pouvoir alimenter leur enfant en acceptant le secours offert par le service des enfants assistés.

L'Assistance publique ne put s'imposer le nouveau sacrifice qui lui était demandé, et les nouvelles accouchées n'allèrent plus reprendre force et courage au Vésinet. Il faut revenir à ce système, l'Assistance aurait pu exiger ce service et faire ses conditions. Après tout, les convalescentes de couches ont les mêmes titres que les autres, sinon des titres supérieurs. Le Conseil général a le devoir de reprendre cette question et d'exiger que le legs Montyon pour les convalescents rentre entièrement dans sa destination.

Il s'est toujours appliqué, du reste, à améliorer le service des secours pour empêcher les abandons. En 1871, le chiffre de

l'allocation fut porté de 232,000 à 280,000 francs; en 1872, il fut élevé à 350,000 francs. En 1878, la difficulté de faire le départ entre les secours municipaux et les secours départementaux fit créer une caisse commune de secours, comprenant les 350,000 francs du Département et une somme égale fournie par l'Assistance publique, ce qui faisait monter le chiffre total de l'allocation pour secours destinés à prévenir les abandons à 700,000 francs. Enfin la création heureuse des visiteuses du service des secours d'allaitement porta le crédit à 772,000 francs.

Les petits secours et les secours une fois donnés furent supprimés; on exigea de l'administration qu'elle offrit des secours réellement efficaces pour empêcher les abandons. Enfin, en 1883, le secours d'allaitement fut porté de dix à douze mois. Cette décision entraînait une dépense supplémentaire de 60,000 francs; mais, comme le faisait remarquer le rapporteur, en dehors du motif d'humanité qui la couvre, elle préparait une économie éventuelle par la réduction de l'abandon. En 1883, le chiffre de l'abandon n'était déjà plus que de 21 sur 3,006 enfants; en 1884, il tombait à 17 sur 2,928. Cette décroissance de l'abandon prouve l'efficacité du secours, qui éveille le sentiment maternel et réduit la mortalité infantile.

Mais le Département de la Seine ne tient pas seulement à diminuer les abandons, il veut le faire au bénéfice de la vie des enfants et ne se paie pas d'apparences. Tous ses efforts tendent à donner aux enfants qu'il assiste de bonnes nourrices, quand la mère elle-même ne peut allaiter son enfant. Non seulement il s'est élevé avec persistance contre l'emploi des nourrices sèches; non seulement il a supprimé l'usage de prendre des nourrices dans les bureaux particuliers, qui ne fournissaient que le rebut de leur personnel, et supprima le bureau municipal, où la mortalité était considérable, mais encore il fait des sacrifices constants pour avoir de bonnes nourrices. Leurs gages se sont élevés successivement à 18, 20, 25 francs par mois.

La surveillance des besoins de l'enfant a été suivie de près; les vêtements ont été améliorés et augmentés, les soins médicaux plus suivis et plus équitablement rétribués; l'attitude des nourriciers à l'égard des élèves mieux surveillée. L'administration s'applique à faire donner l'instruction à ses pupilles; en 1884, sur 8,970 enfants assistés de six à treize ans soumis aux obligations de la loi scolaire, 8,767 ont suivi les classes. Il reste

peu de chose à faire pour que la règle soit suivie sans exception. L'élévation du tarif des pensions de six à douze ans et leur maintien jusqu'à la seizième année ont surtout aidé à ce résultat.

Parmi les créations heureuses, il faut encore mentionner au premier rang la nourricerie artificielle installée à l'hospice dépositaire. Grâce à l'alimentation au lait d'ânesse, on a pu sauver les petits syphilitiques dans la proportion de 55 à 60 0/0. Ils mouraient à peu près tous avant cette innovation.

Au nombre des progrès les plus intéressants réalisés par le Conseil général de la Seine, on va bientôt compter les maisons d'*orthopédie morale*. Le Dr Thulié donne ce nom aux établissements de réforme pour les enfants indisciplinés du service, actuellement internés dans les maisons de correction, où ils achèvent de se pervertir par l'influence du milieu vicieux et corrompu et par l'absence d'éducation appropriée. Il s'agit de remplacer la maison de détention, la prison ou la colonie pénitentiaire par des écoles de redressement intellectuel. Aujourd'hui quand la conduite d'un enfant placé dans les services extérieurs donne de graves motifs de plainte et qu'il semble impossible de le ramener dans les conditions ordinaires à une conduite meilleure, l'Assistance publique l'envoie en *correction paternelle* ou en *préservation*, soit dans les colonies pénitentiaires de l'État, soit dans les colonies particulières. En 1882, la mise en préservation a été appliquée à 91 enfants, filles et garçons; en 1883, leur nombre s'est abaissé à 81; en 1884, il a remonté à 92. Au 1^{er} janvier 1885, il y avait 181 pupilles en préservation: 81 garçons étaient répartis dans les colonies pénitentiaires ou libres de Montferroux, Cîteaux, Mettray, Saint-Bernard-de-Loos, Val-d'Yèvre, Langonnet; les 100 filles étaient répartis dans les établissements du Bon Pasteur de Saint-Omer, Arras, Varenne-les-Nevers, Moulins, dans les refuges de Tours, Rennes, le Mans et dans la colonie de Méplier-Blanzy. Le vice de ces colonies est qu'elles contiennent de jeunes détenus dont le contact est dangereux pour des enfants coupables seulement d'indiscipline ou de vagabondage, et c'est à quoi remédieront les établissements d'*orthopédie morale*.

Si l'on ajoute à ces excellentes innovations la création du service des *moralement abandonnés*, qui complète si heureusement celui des enfants assistés, on aura la liste à peu près complète

des progrès réalisés par le Département de la Seine depuis 1871. C'est en tournant la fameuse instruction générale de 1823, qu'il a pu secourir, protéger, instruire, arracher à la corruption du vagabondage les petits malheureux âgés de plus de douze ans. Mais de quels subterfuges l'administration a-t-elle dû se servir pour venir au secours de ces enfants ! Et encore n'a-t-elle pu atteindre que ceux qui avaient subi une condamnation avec ou sans bénéfice de l'article 66 du Code pénal, ou ceux dont les parents veulent bien se dessaisir. Car lorsque des misérables spéculent sur leurs enfants, les poussent à la mendicité ou à des actes plus ou moins délictueux et immoraux, lorsqu'ils les privent du nécessaire et les maltraitent, s'ils ne sont pas accessibles à l'intimidation, ils gardent leur funeste autorité sur eux, et l'administration reste impuissante. L'infortunée victime de la perversion de ses père et mère ne peut être sauvée que par une condamnation. Autrefois elle était jetée, en vertu de l'article 66, dans les maisons de correction, autre école de perversité ; aujourd'hui, dans le département de la Seine, et grâce à l'entente du parquet, de la préfecture de police et de l'Assistance publique, elle est confiée au service moralisateur des *moralement abandonnés*.

Il faut donc, il faut surtout étendre les cas de déchéance paternelle et ne pas être obligé d'attendre que l'éducation corruptrice ait porté ses fruits, pour s'emparer de l'enfant et le diriger dans la voie du travail et de l'honneur. Il faut, pour mieux dire, que l'Assistance publique ou privée, appelée à recueillir les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, soit armée de la puissance paternelle enlevée aux parents indignes, comme l'a demandé M. Théophile Roussel, l'auteur du projet de loi voté par le Sénat depuis trois ans et qui *git* à la Chambre depuis cette époque.

Mais c'est là toute la législation relative à l'assistance de l'enfance qui a besoin d'être révisée et remaniée pour se mettre véritablement au niveau des besoins de la population parisienne (1). Et sur ce point, comme sur les autres, il faut recommander aux esprits attentifs la lecture des conclusions formulé par le D^r Thulié.

(1) Nous sommes heureux de voir nos idées sur ce point, qui sont celles si compétemment développées par notre Secrétaire général dans notre Bulletin de janvier 1887, partagées par un juge aussi autorisé que M. le D^r Thulié. (Note de la Rédaction.)

VII

Informations diverses.

Budget. — Révision Code pénal. — Récidivistes. — Gisements en Calédonie. — Vannerie dans les prisons. — Ecole d'Alençon. — Aliénés genevois. — Prison de Darmstadt. — Le jury en Espagne. — Lettre du journal : les Prisons. — Emigration des enfants au Canada. — Législation pénitentiaire en Norvège. — Revues étrangères.

— TRAVAUX PARLEMENTAIRES : *Chambre. — Budget de 1888.*
— Le 2 mai, la Commission du budget (1) a repris ses travaux.

M. Millerand, rapporteur du budget de l'administration pénitentiaire, a déclaré qu'il serait possible de réduire de 8 à 10 0/0 les dépenses de ce service ; ce qui constituerait une économie de 150,000 francs sur les 200,000 que doit supporter le seul ministère de l'Intérieur. Il a ajouté que déjà il était d'accord avec le ministre de l'Intérieur pour réaliser certaines réformes, notamment la substitution du système de la régie à celui de l'entreprise pour le travail dans les prisons.

— RÉVISION DE LA LÉGISLATION CRIMINELLE (2). — Nous lisons dans le *Temps* du 13 avril : « La sous-commission extra-parlementaire qui s'occupe, sous la présidence de M. Ribot, de la revision de notre législation criminelle, a formulé déjà un certain nombre de propositions. Elle veut maintenir la peine de mort ; elle veut introduire de sérieux changements dans le régime de la prison et de la transportation.

Elle a chargé M. Leveillé de rédiger un rapport sur les modifications les plus graves qu'il convient d'apporter à notre système répressif. »

Ce rapport, dont la première partie a été déjà lue à la sous-commission, sera soumis à la Commission plénière présidée par M. le garde des sceaux, après que la crise ministérielle aura pris fin.

— DEUXIÈME CONVOI DE RELÉGUÉS. — Le transport le *Calédonien*, qui doit appareiller prochainement pour la Nouvelle-Calé-

(1) *Bulletin* 1887, p. 325

(2) *Bulletin* 1887, p. 328.

donie, embarquera à la fin de mai en rade de l'île d'Aix 135 condamnés à la déportation, au lieu de 260 qu'il devait prendre. Ce contingent sera formé uniquement avec des condamnés frappés de moins de huit ans de travaux forcés.

La place devenue ainsi disponible à bord du transport sera utilisée pour un envoi de 120 récidivistes, qui seront internés à l'île des Pins. Le 3 mai, ces derniers ont été embarqués à Rochefort pour l'île d'Aix.

— RICHESSES MINÉRALES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE. — M. Jules Garnier décrit, dans ses communications à la Société des Ingénieurs civils, à côté des abondants gisements de nickel déjà exploités, de nombreux autres gîtes métallifères découverts dans cette île si riche par sa constitution géologique. Le chrome, tant sous forme de grenats verts qu'à l'état de fer chromé, se rencontre également en abondance et est déjà fructueusement exploité. L'emploi, chaque jour plus heureux, qui est fait de ce métal dans la fabrication des plaques de blindage lui réserve un brillant avenir et permettra à nos aciéries de la Loire d'abaisser le prix de revient de leurs tôles d'acier, obus, etc. On trouve encore, dans notre colonie, le cobalt en si grande quantité que, depuis l'exploitation de ses gisements, son prix de revient est tombé de 60 à 25 francs. Les mines de fer sont prodigieusement riches, mais, malheureusement, éloignées de tout centre d'industrie. Elles doivent attendre que les riches mines de houille du littoral de la Nouvelle-Galles du Sud soient exploitées pour trouver un avantageux débouché. Tous les autres métaux, depuis le manganèse jusqu'au cuivre, font de notre colonie une terre vraiment privilégiée. Elle est amplement en état de fournir à tous les besoins non seulement de l'Australie, mais de l'Europe.

— LA VANNERIE DANS LES PRISONS. — Sur les trois cents ouvriers vanniers qui existent à Paris, deux cents ouvriers assistaient, le 21 mars au soir, salle Horel, rue Aumaire, à une réunion organisée dans le but de réclamer la suppression du travail de la vannerie dans les prisons. Il ne s'agit pas, pour cette corporation, de lutter contre la concurrence étrangère, mais contre la concurrence faite par l'État lui-même en autorisant les prisonniers à travailler pour les industriels du dehors. Dix mille personnes en France vivent de la vannerie ; sur ce

nombre, trois mille — soit un tiers de la corporation — seraient des prisonniers. Aussi de nombreuses tentatives ont déjà été faites par les vanniers pour remédier à cet état de choses. En 1881, à la suite d'une pétition, une circulaire ministérielle enjoignit aux préfets de vérifier si, dans leurs départements, le travail des prisons n'établissait pas contre les ouvriers une concurrence insoutenable. Pendant quelque temps, disent les intéressés, une amélioration sensible se produisit, mais les abus recommencèrent de plus belle, amenant, ce qui n'avait jamais eu lieu jusqu'à présent, le chômage dans l'industrie de la vannerie.

Dans la réunion du 21 mars, divers projets ont été présentés. « Nous ne pouvons pas espérer obtenir la suppression du travail dans les prisons, a dit M. Louvet, mais nous pouvons demander au ministre des Travaux publics de multiplier les professions, les métiers dans les prisons. Nous pouvons aussi demander qu'on n'emploie les prisonniers qu'à des travaux destinés à l'État. Le général Boulanger a tenté un essai dans ce sens pour les équipements militaires; nous ne pouvons qu'encourager le général Boulanger. »

Un ouvrier, M. Rochard, et un patron, M. Bourdon, proposent de taxer au profit de l'État les marchandises fabriquées dans les prisons de telle sorte que la main-d'œuvre des marchandises ne soit pas sensiblement inférieure à celle du dehors. « Que nous ne soyons pas obligés, concluent-ils, d'aller en prison pour faire des paniers ! »

Plusieurs orateurs établissent alors un parallèle entre les prix payés aux ouvriers et ceux payés aux prisonniers. Une sorte de panier rustique en rotin, qui revient à 1 fr. 25 à l'adjudicataire, est vendu par lui, au prix de gros, 3 fr. 60; un autre panier qui coûte 0 fr. 40 de façon en ville, n'est payé que 0 fr. 07 aux prisonniers.

Après une discussion assez vive, l'assemblée a décidé l'envoi d'une délégation auprès des pouvoirs publics, délégation chargée de présenter une pétition signée non seulement des vanniers de Paris, mais de tous les vanniers de la province. On a procédé ensuite à la nomination d'une commission chargée de rédiger cette pétition, et l'on a étudié les divers moyens pratiques de créer de l'agitation autour de cette question. (*Temps*, du 23 mars.)

— ÉCOLE D'ALENÇON. — Les constructions de l'école d'impri-

merie fondée à Alençon, faubourg de Montsort, par le Conseil général de la Seine, pour ses moralement abandonnés, seront prochainement achevés. Le personnel est déjà nommé : M. Lacroix, inspecteur du service des enfants assistés à Argentan, en est nommé directeur. Les enfants seront employés, en même temps qu'à des travaux d'imprimerie, à des travaux de menuiserie, de serrurerie, de charbonnerie, etc.

— ALIÉNÉS CRIMINELS DU CANTON DE GENÈVE. — D'après une correspondance de Genève adressée le 7 avril au *Temps*, le Grand Conseil du canton de Genève a adopté définitivement le projet de loi présenté par M. G. Pictet, qui permet de poser au jury, dans un procès criminel, la question de savoir si l'accusé a agi en état de démente et, en cas de réponse affirmative de sa part, autorise la Cour à ordonner sa détention dans un établissement d'aliénés. Pour que la question soit posée, il faut que les débats aient porté sur ce point-là et que des preuves aient été administrées à cet égard. Dans ces circonstances, la question de l'aliénation mentale est une question de fait qui ne diffère en rien des autres questions posées au jury. Jusqu'à présent, ce dernier était appelé à la résoudre implicitement par un verdict de culpabilité ou de non-culpabilité. Dorénavant, il la résoudra expressément et pourra ainsi déclarer l'accusé coupable en même temps qu'il le reconnaît en état d'aliénation mentale. C'est le procès de la femme Lombardi qui a suggéré à M. Pictet l'idée de proposer au Grand Conseil genevois la loi que ce dernier vient d'adopter. On se souvient que cette malheureuse a assassiné, il y a quelque temps, trois de ses enfants, et qu'elle a été acquittée par le jury, sur l'assurance qui lui fut donnée qu'elle serait internée dans un hospice d'aliénés aussitôt après sa libération.

— PRISON CELLULAIRE DE DARMSTADT. — La deuxième Chambre du Parlement du Grand-Duché de Hesse-Darmstadt a voté le 6 mai un crédit d'un million de marks pour la construction d'une prison cellulaire. Ce crédit sera couvert par un emprunt spécial.

— LOI ESPAGNOLE SUR LE JURY (1). — Dans les premiers jours de mai, la Chambre des députés espagnols a voté à une grande

(1) *Bulletin* 1886, p. 453 et 545.

majorité le premier article de la loi qui rétablit en Espagne le jury.

« Certains procès qui ailleurs sont soumis à cette juridiction, comme les délits politiques et de presse, lui seront encore soustraits dans la péninsule. Malgré ces concessions, les conservateurs ne voulaient à aucun prix du jury ; ils ont fait valoir que le pays ne réclamait pas impérieusement cette réforme, que les mœurs et les habitudes de la population y sont opposées, que l'essai qui en a été fait précédemment a abouti à des verdicts scandaleux et à ce fait non moins regrettable qu'il a fallu souvent contraindre par la force armée les jurés à venir s'acquitter de leur devoir. Le gouvernement l'a cependant emporté, et le succès qu'il a obtenu est d'autant plus significatif qu'en divers pays de l'Europe le jury est fort menacé. Il est question de le supprimer en Russie ; en Allemagne, le dernier congrès des juristes a émis le vœu que cette institution fût soumise à une réorganisation radicale. Enfin, la presse italienne ne lui témoigne pas non plus grande faveur ; elle rappelait naguère les appréciations défavorables qu'a formulées au sujet de cette juridiction, en 1871, le rapport parlementaire de M. di Falco, ministre de la Justice, et les nombreuses tentatives de réforme que l'on a faites dans ces matières sans succès appréciable. » (Extrait du *Temps* du 10 mai.)

— LETTRE DU JOURNAL « LAS PRISIONES » : — « Nous avons eu la satisfaction de recevoir et de lire les deux premiers numéros de la présente année de la revue mensuelle : *Bulletin de la Société générale des Prisons*, qui nous est envoyée en échange de notre journal *las Prisiones*.

A ce propos nous adressons tous nos remerciements à la Direction de cette Association européenne pour le titre de membre correspondant de la Société qu'elle a bien voulu conférer à l'un de nos principaux rédacteurs. » (Extrait du journal de Madrid, *las Prisiones*.)

— L'ÉMIGRATION DES ENFANTS AU CANADA. — M. Samuel Smith, membre du Parlement anglais, a écrit au *Times* une lettre, relative à l'*émigration des enfants*, publiée dans le numéro du 14 décembre 1886. Il y parle de l'émigration des enfants au Canada ; il croit qu'elle peut recevoir assez de développement pour devenir

un des remèdes les plus efficaces aux maux qu'entraîne un surcroît de population. Liverpool contient beaucoup d'enfants misérables, déguenillés, abandonnés. Il y a environ treize ans, M. Alexandre Balfour décida Mistress Birt à entreprendre une œuvre importante. Un comité se forma, on adopta une installation temporaire, on prit les orphelins abandonnés, ce que l'on appelle *waifs and strays* (épaves); on leur donna pendant quelques mois une éducation religieuse, puis on les envoya au Canada. Ils furent conduits par Mistress Birt et ses auxiliaires, reçus dans une maison dont on s'était assuré, puis placés convenablement chez des fermiers canadiens, toutes précautions prises d'ailleurs au sujet des fermes où on les faisait entrer. Les fermiers les reçurent avec empressement, s'occupèrent de leur éducation, les envoyèrent régulièrement à l'église et à l'école du dimanche, leur donnèrent des gages, quand l'âge leur permit d'en gagner. La Société se réservait la faculté de réclamer les enfants, s'ils n'étaient pas bien traités, ce qui arriva rarement; elle exerçait, elle n'a pas cessé d'exercer une inspection régulière. Une expérience de treize années a donné de merveilleux résultats. « Nous avons, dit M. Smith, établi dans d'heureuses maisons environ deux mille enfants, principalement de la classe abandonnée, dont beaucoup étaient bien malheureux, quand nous les primes sous notre garde, et qui, à très peu d'exceptions près, sont devenus des hommes et des femmes bien portant, ne gardent aucune trace de leur enfance infortunée. » Beaucoup d'entre eux ont été adoptés par les Canadiens qui les avaient reçus, et ont trouvé par là l'accès à la propriété; ils forment dans leur ensemble une classe excellente de colons. Il n'y en a guère que cinq sur cent qui causent quelque trouble.

L'expérience montre que, pour réussir, il faut prendre les enfants avant l'âge où les mauvaises habitudes seraient invétérées, de dix à douze ans pour les petites filles, de dix à quatorze pour les garçons. Ils subissent alors très facilement une bonne influence. Au bout de quelques mois d'éducation, ils sont aussi bien élevés que les enfants des classes moyennes, et les Canadiens se les disputent à l'arrivée des convois.

Le gouvernement canadien est tout à fait favorable à ce mouvement; les ministres l'ont recommandé à plusieurs reprises.

Ce qu'on avait fait à Liverpool a été imité à Londres sur une plus grande échelle. L'exemple a été suivi également à Glasgow,

à Birmingham. Dix mille enfants environ sont partis pour le Canada.

M. Smith arrive à cette conclusion : Ne peut-on pas appliquer cet admirable système d'émigration aux innombrables enfants élevés aux frais de l'État ? Il y en a à peu près, en Angleterre et dans la principauté de Galles, 82,000 dans les écoles de *work-house*, dans les écoles industrielles et dans celles de réforme. Le coût total doit être par an d'un million et demi de livres sterling, soit 37 millions et demi de francs. Chaque enfant coûte environ 20 livres (500 francs par an) ; il y en a beaucoup que l'on garde cinq ans, soit 100 livres (2,500 francs). Quand ils sortent de treize à seize ans, c'est trop souvent pour se perdre dans les vices de nos grandes villes. Pour quiconque a examiné de près le système canadien et ses conséquences, nulle comparaison n'est possible. Les enfants sont mieux portants, plus heureux, arrivent plus facilement à des positions honorables, et cela à beaucoup moins de frais : l'économie est de plus des quatre cinquièmes.

M. Smith terminait sa lettre en se plaignant des difficultés que les autorités de la métropole apportent aux agences de l'émigration et en demandant au *Times* de l'aider à en triompher.

— L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE EN NORWÈGE. — Avec sa courtoisie ordinaire, notre honorable collègue, M. Birch Reichenwald, chef de l'administration des prisons en Norwège, nous a transmis récemment une série de documents du plus haut intérêt concernant la législation et l'administration pénitentiaires de son pays. C'est d'abord une loi du 21 juin 1886 contenant une modification au Code pénal. Puis des règlements sur la classification et le pécule des prisonniers dans les maisons centrales en commun et le pénitencier d'Aakeberg, établissant une complète classification progressive des prisonniers et réglant l'importance de leur pécule. Un règlement sur le traitement des prisonniers dans les maisons centrales en commun, apportant quelques modifications rendues nécessaires aux règlements précédents. Un règlement disciplinaire pour les mêmes maisons centrales. Une instruction du 23 mai 1885 pour la vente des objets fabriqués dans les établissements pénitentiaires de Christiania. Une lettre circulaire du 11 septembre 1886 sur la publication d'une gazette de police. Des rapports sur les établissements péniten-

tiaires pour les condamnés aux travaux forcés pour les années 1883-1885. Enfin, à ces documents qui témoignent de l'activité si éclairée déployée dans son service, M. Birch Reichenwald a joint les propositions du ministère de la Justice sur les budgets pour les années 1886-87 et 1887-88, adoptées par le Storting, et qui permettront à l'administration de réaliser de nouveaux progrès, notamment l'établissement dans les maisons centrales de Christiania et de Trondhjem de boxes destinés à séparer complètement les détenus pendant la nuit.

— RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIA. *Sommaire du fascicule n° 12.*

— Les Sociétés de patronage pour les libérés des prisons, par M. Joseph MARTINI et la Société de patronage de Padoue. — Le baron de Holzendorff, étude biographique de M. Bernabo SILORATA avec portrait. — Le Congrès pénitentiaire international de Rome; liste des personnes et des associations étrangères à qui ont été offertes des médailles commémoratives d'argent et de bronze. — Législation pénale et pénitentiaire : *Grand-duché de Luxembourg* : rectification de la convention du 29 octobre 1883 pour l'extradition réciproque des malfaiteurs du 27 février 1884. — *Suisse*. — Assemblée fédérale, notes sur la discussion du projet de Code militaire et de procédure pénale par la Confédération, et sur la question de l'alcoolisme; *Canton de Berne*, loi du 11 mai 1884, concernant la création de maisons de travail; *Canton de Genève*, Code de procédure pénale; *Canton de Soleure*, loi de fondation d'une maison de travail. — *Actes parlementaires* : Projet de budget du ministère de l'Intérieur pour l'exercice financier du 1^{er} juillet 1887 au 31 juin 1888; chapitres relatifs aux prisons avec annexes; discussion du budget pour l'exercice 1886-1887; projet de loi pour l'agrandissement de la prison du *Bon Chemin* à Cagliari; — exécution des travaux à l'économie par le travail des condamnés, et aussi pour la continuation et le complément des travaux de construction de la prison cellulaire de Regina Coeli à Rome. — *Bibliographie* : Quelques notes sur la prison préventive du Dr Angelo Palotti, par J. BENETTI. — *Variétés* : Études juridiques (mémoire de M. J. Rebaudi); les maladies mentales dans leur rapport avec la responsabilité pénale (nouvelle chaire de Paris). La Protection des enfants en France, résumé de M. Benelli; Études pénitentiaires (fonctionnaire russe envoyé en Italie). Les grâces demandées et accordées en Italie,

de 1880 à 1886, pour l'application des peines infligées par le nouveau Code pénal (projet Tajani). Mission confiée au député M. Isidor Mel. La secte des Saints en Calabre. Table générale de l'année.

— RIVISTA PENALE. — *Avril 1887*. I. Du délit continu, par M. J.-B. FRAPOLLOMENI. — II. De l'ivresse dans la législation pénale militaire, par M. P. VICO. — III. Jurisprudence contemporaine : 1^o jugements italiens ; 2^o jugements étrangers. — IV. Variétés : L'extradition dans l'Amérique espagnole, par M. Manuel TORRES CAMPOS. — V. Chronique : Le nouveau ministère. — L'Institut de France à Ch. Lucas. — Protection des mineurs nouvellement abandonnés. — La peine de mort en Portugal. — Le duel dans le projet de Code pénal du Japon. — La police à Berlin. — Pénitencier central de Bosnie et de l'Herzégovine. — VI. Éphémérides. — VII. Recueil de mémoires. — VIII. Collection législative : 1^o législation spéciale étrangère ; l'Allemagne : *Droit de la presse* ; loi sur la presse, du 7 mai 1874, avec notes de M. R. MAUKATO. — 2^o Roumanie : *Loteries*, loi du 18 janvier 1883. 3^o France : *Espionnage*, loi du 18 avril 1886. — 4^o Hongrie : *Droits d'auteur*, 16^o loi de 1884, sanctionnée le 26 avril et publiée le 4 mai, avec introduction de M. F. IBEIL. — IX. *Bulletin bibliographique*.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 18 MAI 1887

Présidence de M. BÉRENGER, sénateur, président.

Sommaire : Procès-verbal. — Livres offerts. — Discussion sur le casier judiciaire : M. Bonneville de Marsangy, rapporteur, Bérenger, Yvernès, le conseiller Petit.

La séance est ouverte à 4 heures 1/2.

M. JAMES-NATTAN, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; il est adopté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Messieurs, j'ai l'honneur de vous communiquer la liste des ouvrages offerts à notre Société, depuis votre dernière réunion :

57^e Rapport annuel des inspecteurs du pénitencier de l'État de Pensylvanie, offert par M. RICHARD VAUX ;

Différents documents pénitentiaires, offerts par M. BIRCH REICHENWALD, directeur des prisons de Norwège ;

Compte rendu sur la colonie de Studzeniech, offert par M. DE MOLDENHAVER ;

Règlements sur les prisons en Belgique, offerts par M. GAUTHIER DE RASSE, directeur général ;

Loi sur l'éducation correctionnelle des jeunes délinquants à Hambourg, offert par M. FORHRING ;

Les Annales de statistique pour l'année 1886, offert par M. CANONICO ;

Brochures offertes, par M. DE JAGEMANN ;
Matériaux pour la réforme des établissements pénitentiaires,
offerts par M. MILENKO SOUYOVICH, de Serbie ;
Statistique pénitentiaire pour l'année 1883, offerte par M. HER-
BETTE, directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Code des prisons, t. VI, 2^{me} partie, offert par LE MÊME ;
Rapport sur l'administration de la justice criminelle de 1884
à 1885, à M. le Président de la République française, offert par
M. YVERNÈS.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion
du rapport de M. Bonneville de Marsangy sur les casiers judi-
ciaires.

M. BÉRENGER. — Je suis loin de contester les éminents services
rendus à la justice et à la société par l'institution du casier
judiciaire. Elle a donné une base plus sûre à l'action criminelle,
permis à la statistique une constatation plus précise de la récidive
et donné à l'administration, au point de vue pénitentiaire et
pénal, les plus utiles renseignements. Les honnêtes gens, victimes
d'accusations injustes, y ont en outre trouvé un moyen aussi
facile que péremptoire de confondre les calomnies. De tels
résultats obtenus par une organisation d'une simplicité extrême
ont rapidement rendu le casier judiciaire populaire, non seule-
ment chez nous, mais encore à l'étranger, et nous ne sommes
pas surpris d'apprendre qu'il a été institué ou va être établi, à
notre exemple, dans plusieurs États d'Europe et même au delà.

Nul n'ignore que cette heureuse création est due à l'initiative
si féconde de notre savant et éminent collègue, M. Bonneville de
Marsangy. Je suis heureux de lui en rendre hommage et de le
féliciter en même temps du beau rapport où se retrouvent à un
si haut degré les qualités de son ferme et généreux esprit,
qu'il a bien voulu nous faire sur ce sujet.

On peut pressentir par l'approbation que je viens de donner
à l'institution que les observations que j'ai à présenter ne por-
tent ni sur la pensée qui l'a inspirée, ni sur l'organisation
qu'elle a reçue. Elles sont uniquement relatives à certaines habi-
tudes nées, à mon sens, d'une fausse interprétation de son véritable
caractère.

Créé, comme le nom qu'il a reçu l'indique, dans le but de

faciliter l'œuvre de la justice en l'éclairant, le casier n'est plus aujourd'hui uniquement judiciaire. Il est devenu comme une source de renseignements ouverte au public et cette déviation de son principe primitif n'est pas sans présenter au point de vue social un danger assez sérieux.

L'administration avait paru le pressentir dès l'origine. La défense tant de fois renouvelée par les circulaires ministérielles de refuser à toute autre personne qu'aux administrations publiques et aux intéressés la délivrance des extraits du casier, en témoigne. Elle ne voulait pas qu'on pût user, dans un intérêt privé, d'un dépôt institué dans un but unique d'ordre public.

Mais la latitude laissée aux administrations et aux intéressés a promptement permis d'éluder cette excellente interdiction.

Le commerce et l'industrie ont appris par l'usage commode que les administrations publiques pouvaient faire des sommiers judiciaires pour le choix de leurs employés, l'avantage qu'il y aurait pour eux à jouir des mêmes facilités et ne pouvant réclamer directement ce qu'on appelle le bulletin n° 2, ils sont parvenus à se le procurer cependant en imposant sa production aux intéressés qui ont le droit de le demander.

Cet usage s'est à l'heure actuelle tellement répandu, qu'on peut dire sans exagération qu'on ne peut à peu près plus obtenir un emploi, entrer dans une administration quelconque, se faire même admettre dans un atelier, sans produire son casier. La conséquence en est que tout ce qui ne peut pas présenter un bulletin sans tache est, quelque légère que puisse être la faute commise, rigoureusement exclu, car, pour n'avoir point à discuter sur le plus ou moins de gravité d'une mention, la règle généralement admise est de n'accepter que le casier *en blanc*.

Je sais que bien des personnes s'applaudissent de ce résultat, et notre honorable rapporteur me paraît être du nombre, car il dit avec un peu de dédain que les critiques adressées contre le casier ne sont, en somme, que des plaintes de libérés. Qu'il me permette de lui dire que, même dans ce cas, elles mériteraient quelque attention si elles étaient fondées. Mais il est dans l'erreur s'il croit qu'elles n'ont pas d'autre source. Un certain nombre de criminalistes, en dehors de ceux pour lesquels l'action pénitentiaire ne doit consister que dans la rigueur des châtiments et qui condamnent à une réprobation implacable tout ce qui a

encouru les sévérités de la justice, pensent que c'est peu de punir, au point de vue de la préservation sociale, si, après la peine subie, le condamné doit être rejeté, par quelque condition fatale, dans les tentations qui l'ont une première fois perdu.

Or, il n'y a pas de cause plus fréquente et plus navrante de la récidive que l'impossibilité de trouver, dans le court délai qui suffira pour épuiser le pécule amassé à la prison, un travail honnête. S'il est démontré que la nécessité de produire le casier prive le libéré résolu à gagner honnêtement sa vie du seul moyen qu'il ait de le faire, j'avoue que je ne puis pour ma part fermer les yeux sur le grave danger qui en résulte, car le casier, institué surtout pour combattre la récidive par une répression plus efficace, deviendrait ainsi une des causes les plus certaines de sa réitération.

Mais il y a, nous dit-on, la réhabilitation, les sociétés de patronage, la libération conditionnelle.

Je reconnais l'utilité de ces diverses institutions et m'inspirant d'idées puisées pour la plupart dans les utiles écrits de notre honorable collègue, on sait que j'ai eu le bonheur de contribuer à les fortifier par la proposition qui est devenue la loi du 14 août 1885.

Mais il est facile de se rendre compte que, si elles peuvent apporter quelque atténuation au mal, elles sont loin de le conjurer.

Il suffira de dire que la réhabilitation ne peut naturellement intervenir qu'après un long temps d'épreuve et que le danger commence du jour de la libération. Comment sera-t-elle jamais obtenue si le malheureux qui veut la mériter ne peut dès le début se procurer le travail, seul moyen de l'obtenir? Il est des situations d'ailleurs qui jamais ne pourront y recourir. Le petit nombre de réhabilitations demandées, même depuis que la loi nouvelle en a rendu la procédure plus simple et plus discrète, le prouve suffisamment. Mille à peine sur plus de cent cinquante mille condamnations prononcées chaque année par nos diverses juridictions.

Les sociétés de patronage sont peu nombreuses, elles ne peuvent d'ailleurs vaincre elles-mêmes le plus souvent les difficultés dont je parle.

Quant à la libération conditionnelle, comment sera-t-elle efficace si le condamné est partout repoussé?

Je ne parle pas des autres atténuations proposées par le rapport, telles que la substitution de certaines peines d'un ordre différent à celle de l'emprisonnement, comme l'admonition si contestée à l'heure qu'il est en Italie, le pardon ou la suspension de la peine. Ces mesures excellentes pour ceux qui pourraient en profiter, seraient vaines à l'égard du libéré qui sort de prison.

Il ne faut donc pas croire que si excellents que paraissent être ces palliatifs, ils soient de nature à résoudre la question.

Elle reste tout entière avec son extrême gravité. Le libéré, sortant de prison avec le repentir le plus sincère, la plus ferme résolution, n'est-il pas exposé à tomber dans la récidive par le fait de l'extension, en dehors du but de l'institution, du casier judiciaire?

Si du moins les effets du casier n'étaient que temporaires! Mais, et c'est ici que l'abus devient vraiment saisissant, et blesse profondément la justice, le casier n'a aucune limite de durée. Permanent comme tous les documents conservés dans les archives officielles, il dure autant que la vie de l'individu.

La condamnation encourue, fût-elle de vingt-quatre heures de prison pour le délit le plus léger, restera toujours attachée au malheureux. Dans cinquante ans, elle se dressera contre lui et pourra le priver de son pain comme au lendemain de son jugement, aussi implacable et moins facile à cacher que la marque supprimée en 1832.

Nous ne demandons rien d'impossible, rien surtout qui soit contraire à l'esprit et au but de l'institution. Il est juste que si le libéré commet une nouvelle faute, la justice soit informée de ses antécédents quel que soit le temps écoulé; car il s'est exposé lui-même à cette rigueur par sa récidive. Il ne l'est pas qu'en cas de bonne conduite soutenue, il puisse être perdu par la révélation indiscrete et inutile d'une faute oubliée.

Le remède le plus efficace serait, à coup sûr, d'interdire d'une façon absolue la délivrance du casier même aux intéressés, même aux administrations publiques, sauf dans des cas exceptionnels dont le parquet serait seul juge, comme par exemple, la nécessité pour un citoyen de démontrer la fausseté d'une accusation, et d'en faire un dépôt accessible à la justice seule.

En vain dira-t-on que les administrations n'en peuvent faire qu'un usage discret. Je sais la réserve qu'on peut attendre de

leur esprit de sagesse. Je ne les excepterais pas cependant de cette défense, car l'expérience m'a démontré qu'une fausse appréciation de l'intérêt public a parfois entraîné de leur part de regrettables abus. Je n'en citerai qu'un exemple bien frappant.

L'administration de la guerre a depuis un certain nombre d'années pris l'habitude, sans qu'aucune instruction spéciale l'ait prescrit, d'inscrire sur les livrets matricules les condamnations subies soit avant l'incorporation, soit même depuis la libération, s'il s'agit de soldats de la réserve ou de l'armée territoriale. Je sais que ces livrets restent d'habitude aux mains des chefs de corps. Ils en sortent cependant fréquemment soit pour passer sous les yeux des sous-officiers, soit pour être remis par l'intermédiaire de la gendarmerie aux intéressés eux-mêmes. Est-il convenable qu'un malheureux puisse ainsi être poursuivi par la crainte de révélations toujours possibles jusqu'au corps où il doit payer sa dette, jusque dans son foyer après sa libération ?

J'ai reçu, à cet égard, comme président d'une société de patronage, de bien douloureuses confidences. Le fait que je vais rapporter démontre qu'elles n'avaient rien d'exagéré.

Un jeune homme avait, après une faute légère cruellement expiée et connue de son patron, obtenu par plusieurs années d'un travail assidu et d'une parfaite honnêteté, une position de confiance importante dans une maison de commerce de Roubaix. Il avait fini par devenir l'associé de son patron. Un jour un gendarme apporte à l'usine son livret. Il était appelé pour les exercices de la réserve. Il était absent. Le livret est déposé entre les mains d'un employé. A son retour, il remarque des chuchotements, s'aperçoit qu'on le regarde et qu'on rit. Il ouvre le livret. Sa condamnation inscrite aux premières feuilles avait livré son secret. Il quitte la maison comme un fou. Nul n'a su depuis ce qu'il était devenu.

J'ai signalé le fait au ministre du jour. On m'a promis que de pareilles mentions ne seraient plus faites. Voici cependant un livret remis hier entre mes mains où elles se retrouvent encore. Il faut donc que le casier redevienne secret pour tout le monde.

Mais si on ne veut pas aller jusque-là, il est une mesure au moins qui ne me paraît pas pouvoir être refusée. L'action publique se prescrit, la peine, y compris la peine de mort, se prescrit. Est-il admissible que ce qui n'est que la constatation de la peine, soit éternel ?

Il me semble qu'il n'y a pas besoin de développer cette idée. Si une telle pratique n'était admise, il en résulterait cette conséquence vraiment étrange que l'accessoire de la peine, et un accessoire qui ne résulte même pas de la loi mais d'une simple circulaire, serait plus grave que la peine et pourrait même lui survivre.

Toutes ces raisons me portent à penser, Messieurs, que nous ne pouvons rester dans l'état actuel, et que si l'on ne veut revenir au principe même de l'institution, en la rendant purement judiciaire par l'interdiction de toute communication même aux administrations publiques, il faut tout au moins fixer une limite de temps à la faculté de sa délivrance.

M. YVERNÈS, chef de la division des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la justice. — Messieurs, je me permets de vous signaler, en vous donnant un chiffre, l'importance de la question que vous étudiez et spécialement du point particulier que vous indiquait l'honorable M. Bérenger, lorsqu'il vous parlait de la trop grande extension qu'on a laissé prendre au nombre des demandes d'extraits des casiers faites par les particuliers.

En effet, il est annuellement formé par les particuliers 170,000 demandes d'extraits du casier.

M. FERNAND DESPORTES, avocat à la Cour de Paris, ancien membre du Conseil supérieur des Prisons. — Je désirerais savoir si, dans la pensée de l'honorable M. Bonneville de Marsangy, la peine de l'*admonition* par laquelle il propose de remplacer les nombreuses peines d'amende et même d'un court emprisonnement, prononcées aujourd'hui par les tribunaux, serait dispensée de toute inscription au casier judiciaire.

M. BONNEVILLE DE MARSANGY, conseiller honoraire à la Cour de Paris, ancien membre du Conseil supérieur des Prisons. — Certainement, de même que les prestations en nature.

M. BÉRENGER, sénateur. — Logiquement, cependant, l'*admonition* devrait figurer au casier judiciaire, si elle devait être assimilée aux prestations en nature. En effet, celles-ci remplaceraient l'amende, et les amendes sont portées au casier. Mais cette faute de logique serait louable ! Ne pourrait-on pas en s'inspirant du même esprit, s'abstenir de porter au casier judiciaire un grand

nombre de petites condamnations sans importance, ainsi qu'on propose de le faire pour les prestations en nature et pour l'admonition ?

M. PETIT, conseiller à la Cour de cassation. — Le casier judiciaire, comme son nom même l'indique, est une institution judiciaire. Il a été créé pour assurer la bonne administration de la justice en permettant aux magistrats de connaître exactement les antécédents des prévenus et d'appliquer les peines d'après ces antécédents, et il réalise complètement ce but. A-t-il l'inconvénient qu'on signalait tout à l'heure de favoriser la récidive ? Nous ne saurions l'admettre ; tout au contraire, il la prévient ou la diminue, car les individus qui ont subi une première condamnation, sachant parfaitement qu'il dévoilerait leur passé, en cas de nouveaux méfaits, sont retenus dans la voie du mal par la crainte de l'aggravation de châtiment qu'ils encourraient.

Il est certain que ceux qui ont été frappés par la juridiction criminelle ou correctionnelle éprouvent de la difficulté à rentrer dans la société. Les uns, — et c'est le très grand nombre, — sont bien accueillis dans leur famille ; mais, en dehors de leurs parents et de leurs amis, ils rencontrent de la méfiance ou même de l'éloignement, et s'il y a des travaux à exécuter, ces travaux sont donnés, par préférence à eux, à des personnes dont l'honorabilité n'a pas été suspectée. Les autres se dépaysent et cherchent à subvenir à leur existence, principalement dans les villes ; mais, comme ils n'y ont ni connaissances, ni relations, leurs efforts les plus méritoires restent souvent perdus. Ce qui leur arrive ainsi à tous n'est que le résultat naturel de la situation même qu'ils se sont faite. S'ils portent une marque indélébile qui éloigne d'eux, ce n'est pas le casier, mais la condamnation qui la leur a imprimée ; le casier ne fait que reproduire, comme un miroir, cette condamnation qui est la cause unique de tous leurs mécomptes.

Les administrations publiques, les compagnies de chemins de fer, certaines grandes industries ont aujourd'hui l'habitude d'exiger le bulletin du casier des personnes qui veulent se faire admettre par elles. Quoi de plus sage et de plus légitime ! La prudence la plus vulgaire ne commande-t-elle pas cette mesure ? D'ailleurs, pour peu qu'on y regarde, on reconnaît que ce bulletin est l'équivalent du certificat de moralité qu'on réclamait

précédemment et qu'en définitive, quelle que soit la forme sous laquelle il doit être fourni, il s'agit toujours du même renseignement favorable à rapporter. Ajoutons qu'aucun extrait du casier ne pouvant être délivré à des tiers, le condamné n'a aucune divulgation malveillante à redouter, qu'il est absolument libre de demander ou de ne pas demander, suivant son intérêt, le bulletin qui le concerne.

Il n'y a donc rien à imputer, sous ce rapport, au casier. Mais par contre, on n'a qu'à tourner les regards vers une catégorie d'individus, autrement considérable et autrement intéressante, pour constater quel immense service rend cette institution. Le simple chiffre donné par M. Yvernès a, à cet égard, une éloquence décisive; en une seule année, 170,000 bulletins sont demandés par des particuliers, c'est-à-dire que 170,000 particuliers parviennent, grâce au casier, à fournir, avec une dépense insignifiante et sans perte de temps, la preuve qu'ils n'ont été l'objet d'aucune condamnation, et à trouver dans un document portant ce seul mot « néant », la meilleure des recommandations.

Il a fallu, pour permettre à l'administration de la Guerre et à celle de la Marine de vérifier si les individus appelés au service de nos armées peuvent en faire partie, leur adresser le relevé des condamnations entraînant l'exclusion de ces individus. Ce relevé a été rendu nécessaire par les articles de la loi qui créent les cas d'indignité. Mais l'usage s'est-il introduit d'y porter toutes les condamnations prononcées, de quelque nature qu'elles soient? Alors même qu'une pareille pratique se serait établie, il nous semble inadmissible qu'on inscrive aussi ces condamnations sur les livrets de ceux qu'elles concernent. Un intérêt supérieur pourrait légitimer la centralisation dans chaque corps de renseignements de ce genre, en leur conservant le caractère confidentiel que leur assure l'organisation du casier; mais quel motif justifierait une mesure générale, privée des mêmes garanties de discrétion? Nous croyons donc qu'il y a lieu de considérer comme isolé et résultant d'une erreur regrettable le fait de la remise de livret dont M. Bérenger vient de nous entretenir en termes si émouvants. Ce livret aurait dû, en admettant qu'il fût régulier de le laisser à un autre qu'au réserviste lui-même, être placé, avec son adresse, sous enveloppe fermée. Quoi qu'il en puisse être, au surplus, le casier ne saurait être responsable d'erreurs ou d'abus qui lui sont étrangers, et que les ministres

compétents n'hésiteront pas à faire disparaître dès qu'ils leur seront signalés.

C'est pour empêcher que le casier ne s'encombre de plus en plus et pour rendre en même temps la loi plus humaine, dans les circonstances où elle paraît susceptible d'être modifiée sans inconvénient, que votre première section a proposé l'admonition répressive et la substitution à l'amende de prestations en nature affectées à des travaux d'intérêt public. Elle est persuadée qu'on supprimerait ainsi toutes ces petites peines corporelles peu efficaces, ou même nuisibles que les tribunaux prononcent à regret pour que la répression ne reste pas illusoire à l'égard d'un assez grand nombre d'individus que n'atteindraient pas de simples peines pécuniaires.

Quant à la réhabilitation, elle est le moyen auquel doit recourir le condamné qui veut effacer les traces d'un passé qu'il tient à ensevelir dans l'oubli. La loi du 14 août 1885 l'a rendue plus accessible en supprimant des formalités, telle que l'attestation des conseils municipaux, qui appelaient l'attention publique sur des faits et des demandes que le secret doit protéger. Désormais trois attestations suffisent, celles du maire, du juge de paix et du sous-préfet; elles doivent énoncer, il est vrai, qu'elles sont rédigées pour l'instruction de la demande en réhabilitation; mais cette énonciation est nécessaire pour imprimer aux avis exprimés le caractère de rigoureuse sincérité qu'il importe de leur attacher. Si l'un des fonctionnaires susmentionnés, faisant prendre des renseignements, laisse révéler au patron ou au chef de maison le but dans lequel on s'adresse à lui, il va manifestement ainsi contre la pensée de la loi: c'est discrètement, sans que l'objet pour lequel on agit soit divulgué, que de pareilles investigations doivent avoir lieu, et si des abus existent sous ce rapport une circulaire du Garde des sceaux suffira pour y mettre un terme.

Nous croyons avoir démontré que le casier judiciaire est une institution admirable dont la France recueille depuis longtemps les bienfaits et qui est destinée à se généraliser dans le monde entier, et nous sommes heureux de nous associer par une dernière parole à l'éloquent hommage que notre président a rendu à son glorieux inventeur, M. Bonneville de Marsangy.

M. MAURICE CARBONNIER. — M. le conseiller Petit vient de dire

que la circulation des livrets militaires est une chose rare. Je lui ferai cependant remarquer que les bureaux de recrutement ont de fréquentes inscriptions à effectuer sur le *livret individuel* pour le tenir à jour, spécialement les changements de position du titulaire; son passage dans la réserve et dans l'armée territoriale donnent lieu à des rectifications, à des additions à mentionner à date fixe. L'autorité militaire est donc dans l'obligation de reprendre souvent les livrets des hommes et de les leur renvoyer après avoir apposé les nouvelles indications.

Afin d'éviter des indiscretions dont la cause est forcément fréquente, il serait bon de remettre le livret sous enveloppe à l'autorité. Mais le mieux serait encore d'obtenir de l'autorité militaire qu'elle se contentât d'inscrire les condamnations civiles, comme elle le fait pour les punitions disciplinaires, sur le *livret matricule*, lequel ne sort jamais des mains des supérieurs hiérarchiques et ne peut par conséquent donner lieu à aucun des inconvénients justement signalés.

M. DE PRÉSIDENT. — Vue l'heure avancée, je propose de remettre la suite de la discussion à la prochaine séance. (*Assentiment.*)

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire.

JAMES-NATHAN.

EXTRAIT DU RAPPORT
SUR
L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE
PENDANT LES ANNÉES 1881 A 1885

A Monsieur le Président de la République.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de mettre sous vos yeux le compte général de l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1885.

Au lieu de me borner à analyser les 104 tableaux qui composent ce document, j'ai cru devoir réunir, dans un résumé aussi succinct que possible, les principales indications de la statistique relatives aux années 1881 à 1885, en les comparant, au moins sur les points les plus essentiels, à celles des comptes de la période quinquennale précédente.

En effet, le compte annuel est indispensable pour permettre à l'administration supérieure de suivre pas à pas la marche de la justice répressive; mais un rapport d'ensemble offre l'avantage, en fondant les légères oscillations qui se produisent inévitablement d'une année à l'autre et en éliminant l'influence des causes purement accidentelles, de présenter des *moyennes* qui se rapprochent plus de la vérité absolue. Or, pendant les dix années de 1876 à 1885, aucun événement politique ou militaire n'est venu troubler le cours de la justice, il n'a été promulgué aucune loi qui ait été de nature à altérer les données de la statistique; par conséquent, les chiffres servant de base aux calculs assurent, par leur homogénéité, aux résultats la précision nécessaire.

La statistique criminelle a un double objet : fournir au moraliste de précieux matériaux d'étude et donner au pouvoir central les moyens de vérifier, si des défaillances ou des abus ne se sont pas manifestés; elle est donc à la fois scientifique et pratique. Aux deux points de vue, elle offre toutes les garanties désirables

car les éléments sur lesquels elle repose sont d'une appréciation facile et sûre; ils sont en outre préparés avec un zèle si éclairé par les magistrats que les déductions auxquelles ils conduisent doivent en acquérir plus de force et d'autorité.

Après avoir exposé les travaux accomplis en France par les diverses juridictions de jugement et d'instruction, je dirai quelques mots de faits qui ne se rattachent qu'indirectement à l'administration de la justice criminelle, mais dont l'importance est incontestable, comme les extraditions, les suicides, etc., et je terminerai par une brève analyse des résultats obtenus en Algérie.

France.

PREMIÈRE PARTIE — COURS D'ASSISES

AFFAIRES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

Le nombre moyen annuel des affaires criminelles déférées au jury est descendu de 3,446 en 1876-1880 à 3,342 en 1881-1885; le total, par année, de ces affaires, ainsi que des accusés qu'elles concernaient, se trouve indiqué au tableau ci-dessous :

ANNÉES	AFFAIRES	ACCUSÉS
1876	3.693	4.764
1877	3.485	4.413
1878	3.368	4.222
1879	3.427	4.347
1880	3.258	4.125
1881	3.358	4.320
1882	3.644	4.814
1883	3.299	4.313
1884	3.276	4.277
1885	3.135	4.184

Si l'on fait abstraction de 1882, qui présente une augmentation de 286 affaires sur l'année précédente, on ne peut nier que prise dans son ensemble, la grande criminalité tend à décroître l'écart entre les chiffres des deux années extrêmes de cette période décennale est de 15 0/0.

La réduction du nombre des accusations d'attentats contre les personnes est plus sensible que celle du nombre des accusations de crimes contre les propriétés; le chiffre des premières

qui avait été de 1,849 en 1876, n'est plus que de 1,518 en 1885, tandis que celui des secondes n'est tombé que de 1,844 à 1,617. Le tableau suivant donne, pour chacune des deux périodes quinquennales, le nombre moyen annuel des accusations les plus graves ou les plus nombreuses et des accusés :

NATURE DES ACCUSATIONS	1876 A 1880		1881 A 1885	
	NOMBRES MOYENS ANNUELS		NOMBRES MOYENS ANNUELS	
	des affaires.	des accusés.	des affaires.	des accusés.
Parricides	10	13	14	16
Empoisonnements.	14	16	10	12
Assassinats.	197	239	216	265
Infanticides.	194	219	176	191
Meurtres.	143	160	186	235
Coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner.	103	121	113	141
Coups envers un ascendant	24	24	16	16
Coups et blessures graves.	18	21	26	30
Violences graves envers des fonctionnaires	7	8	6	10
Viols et attentats { sur des adultes.	108	122	88	103
{ sur des enfants.	791	809	695	717
Avortements	20	54	22	52
Faux témoignages.	1	4	1	3
Autres crimes contre les personnes.	31	41	32	42
TOTAUX	1,661	1,851	1,601	1,823
Fausse monnaie (Fabrication ou émission de)	34	57	49	98
Faux divers	292	349	296	355
Vols domestiques et abus de confiance	364	445	270	335
Autres vols qualifiés	820	1,312	835	1,408
Incendies.	180	206	196	219
Banqueroutes frauduleuses	66	98	60	86
Autres crimes contre les propriétés	29	56	36	57
TOTAUX	1,785	2,523	1,742	2,558
TOTAUX GÉNÉRAUX . .	3,446	4,374	3,343	4,381

On ne peut, sans contredit, que déplorer l'accroissement du nombre des assassinats et des meurtres; mais il importe de constater que les chiffres actuels sont inférieurs à ceux que l'on relevait il y a trente ans, malgré les 2 millions 500,000 habitants que la France compte de plus qu'à cette époque et

le développement incessant du commerce et de l'industrie qui a dû multiplier les causes de dissensions entre les hommes. Il est donc permis d'espérer que le résultat signalé n'accuse qu'une progression accidentelle et ne se maintiendra pas.

La diminution du nombre des infanticides et surtout des viols et attentats à la pudeur est assez notable pour qu'il y ait lieu de s'en féliciter. Quant à la réduction constatée pour les vols domestiques et les abus de confiance, elle n'est peut-être qu'apparente, parce qu'en cette matière, les magistrats instructeurs sont assez enclins à écarter les circonstances aggravantes, afin de ne pas saisir le jury d'affaires qui ne présentent pas une importance suffisante pour justifier son intervention. Les magistrats évitent ainsi aux prévenus une prolongation de la détention préventive hors de proportion avec la gravité de leur faute.

ACCUSÉS

De 1876 à 1880, le nombre moyen annuel des accusés jugés contradictoirement, rapproché de la population générale de la France, avait donné 12 accusés par 100,000 habitants; la proportion est de 11 pour la période quinquennale 1881-1885. Cette moyenne est celle de sept départements : la Charente-Inférieure, l'Oise, la Haute-Marne; les Hautes-Alpes, la Drôme, l'Isère et la Loire; elle est dépassée dans vingt-sept départements, notamment dans les dix suivants : Vaucluse, 16; l'Aube, l'Hérault et la Seine-Inférieure, 17; le Calvados, 19; la Seine, 22; l'Eure, 23; les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône, 25; enfin la Corse, 28; mais elle n'est pas atteinte dans 52 départements, elle descend même à 6 dans la Sarthe, le Cher, la Nièvre, la Corrèze, la Vendée, l'Allier, l'Ariège et à 5 dans l'Indre, les Hautes-Pyrénées et les Deux-Sèvres. Le département de la Seine qui avait occupé le premier rang en 1876-1880 par le chiffre proportionnel des accusés est tombé au quatrième en 1881-1885; celui de la Corse, au contraire, est monté du quatrième au premier.

Pour toute la France, le nombre proportionnel sur 100 accusés de ceux à qui étaient imputés en 1881-1885 des attentats contre les personnes est de 41; en Corse il s'élève à 85 0/0; dans la Seine, il n'est que de 30 0/0. On ne compte que 20 départements dans lesquels le chiffre des accusés de crimes contre les personnes ait été en 1880-1885 plus élevé que celui des accusés de crimes contre les propriétés.

	NOMBRES proportionnels sur 100 accusés		1881 à 1885. NOMBRES PROPORTIONNELS sur 100					
	1876 à 1880	1881 à 1885	Attaque contre la vie (a)	Coups et blessures non qualifiés meurtre. (b).	Crimes contre les mœurs (c)	Fausse monnaie (fabrication de), faux et banqueroute	Incendies	Vol et abus de confiance
Sexe des accusés :								
Hommes.	84	86	65	91	91	88	79	91
Femmes.	16	14	35	9	6	12	21	9
Age des accusés :								
Moins de vingt et un ans. . .	18	18	14	21	13	6	15	25
Vingt et un à trente ans. . .	29	32	37	35	21	26	20	40
Trente à quarante ans. . . .	24	24	24	22	21	34	24	21
Quarante à cinquante. . . .	15	14	14	12	19	20	20	10
Cinquante à soixante. . . .	9	8	7	7	14	10	12	3
Soixante ans et plus.	5	4	4	3	12	4	9	1
État civil des accusés :								
Célibataires.	55	59	56	61	48	38	48	74
Mariés.	38	34	34	32	41	56	43	23
Veufs.	7	7	10	7	11	6	9	3
Degré d'instruction des accusés :								
Complètement illettrés. . . .	30	25	31	24	30	10	35	24
Sachant lire et écrire.	66	71	67	74	65	76	64	73
Instruction supérieure.	9	4	2	2	5	14	1	3
Profession des accusés								
Agriculture.	36	36	48	51	39	15	54	32
Industrie.	30	30	24	31	35	23	20	33
Commerce.	14	14	8	9	8	40	9	14
Domesticité.	7	6	10	3	4	2	3	8
Professions libérales.	6	7	5	3	11	14	4	4
Gens sans avou.	7	7	5	3	3	6	10	9
Domicile des accusés :								
Rural.	47	44	64	61	56	36	70	27
Urbain.	45	46	33	37	41	59	19	55
Sans domicile.	8	10	3	2	3	5	11	18
TOTAL.	100	100	100	100	100	100	100	100

(a) Assassinat, empoisonnement, infanticide, meurtre et parricide;
(b) Coups et blessures graves, coups envers des ascendants, coups ayant occasionné la mort sans intention de la donner;
(c) Avortement, viol ou attentat à la pudeur sur des adultes et sur des enfants, bigamie, enlèvement de mineurs.

La statistique criminelle a constamment démontré que la répartition des accusés eu égard au sexe, à l'âge, à l'état civil, au degré d'instruction, à la profession et au domicile (rural ou urbain) était à peu de chose près la même chaque année : les deux premières colonnes du tableau de la page précédente le constatent une fois de plus. Mais il est surtout intéressant de rechercher dans quelle mesure chacune de ces conditions personnelles aux accusés agit sur la criminalité; c'est ce que les autres colonnes du tableau permettent de faire à l'égard de certains faits d'un caractère déterminé et dont le nombre est assez élevé pour servir de base à des inductions suffisamment positives.

D'après les deux premières colonnes de ce tableau, la criminalité masculine s'est proportionnellement accrue d'une période à l'autre, mais dans une faible mesure; celle des mineurs de vingt et un ans est restée stationnaire; elle a été moins forte pour les accusés ayant dépassé quarante ans; la classe des malfaiteurs âgés de vingt et un à trente ans présente seule une augmentation proportionnelle. Au point de vue de l'état civil, on voit que les quatre centièmes que l'on relève en moins pour les accusés mariés se reportent sur ceux qui étaient célibataires et que le chiffre proportionnel des accusés veufs demeure le même. Une réduction importante, d'un vingtième, portant sur les accusés ne sachant ni lire ni écrire, atteste le développement de l'instruction primaire plutôt qu'elle n'accuse un accroissement de criminalité dans les classes lettrées; on ne compte, en effet, depuis longtemps que 4 accusés ayant reçu une instruction supérieure, sur 100; la proportion des accusés complètement illettrés, qui est de 25 0/0 pour 1881-1885, avait été de 30 0/0 en 1876-1880 et de 36 0/0 en 1871-1875. La distribution des accusés d'après leur profession est, pour ainsi dire, absolument identique dans les deux périodes. Enfin l'émigration des campagnes vers les villes se manifeste par une diminution proportionnelle du nombre des accusés domiciliés dans des communes rurales.

Les chiffres des six dernières colonnes du tableau qui ont pour but de faire connaître la proportion de certains crimes eu égard au sexe, à l'âge, etc., de leurs auteurs offrent, par eux-mêmes, des aperçus qui ne manquent certainement pas d'intérêt; tels quels, ils répondent peut-être aux prévisions du moraliste; mais leur véritable signification n'apparaîtra que lorsqu'il sera possible de les rapprocher de la population correspondante.

Les résultats généraux du dernier dénombrement n'ayant pas encore été publiés, cette comparaison ne pourra être faite qu'à l'occasion du compte criminel de 1886.

En dehors des renseignements qui précèdent, il est une indication d'une certaine importance, c'est l'origine des accusés. Le nombre moyen annuel des accusés traduits devant le jury, de 1881 à 1885, a été de 4,382; on ne comptait parmi eux que 407 individus nés à l'étranger, ce qui donne une proportion de 9 0/0. Mais pour comparer exactement la criminalité des étrangers avec celle des nationaux, il faut recourir au casier judiciaire central, qui reçoit les bulletins des condamnations criminelles ou correctionnelles prononcées contre les individus nés hors de France et d'Algérie. Le nombre de ces bulletins a été de 17,011 en 1881, de 18,271 en 1882, de 19,695 en 1883, de 19,878, en 1884 et de 20,255 en 1885. Ce dernier chiffre, rapproché de la population correspondante constatée par le recensement de 1881 et qui est de 983,052, donne 20 condamnations par 1,000 individus d'origine étrangère; la proportion, pour la population d'origine française, est de 5 pour 1,000 seulement ou quatre fois moindre.

Ces 20,255 étrangers condamnés en France pendant l'année 1885 se divisent ainsi : Suisses, 1,560 ou 23 sur 1,000; Espagnols, 1,574 ou 21 sur 1,000; Italiens, 5,017 ou 20 sur 1,000; Belges, 4,464 ou 10 sur 1,000; Allemands, 616 ou 7 sur 1,000; Anglais, Écossais ou Irlandais, 232 ou 6 sur 1,000; nationalités diverses, 1,255; quant aux 5,547 autres, ce sont des Alsaciens-Lorrains ayant opté ou non pour la nationalité française; mais le recensement ne faisant pas connaître leur nombre, il est impossible d'indiquer la proportion de la criminalité à leur égard.

Les trois dixièmes des étrangers, 6,051, ont été condamnés dans le ressort de la cour d'appel de Paris; 2,528, ou 13 0/0, l'ont été dans celui de la cour d'Aix; 2,275, ou 11 0/0 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais; 1,746, ou 8 0/0, dans les quatre départements ressortissant à la cour de Nancy, etc.

RÉSULTATS DES ACCUSATIONS

Sur les 3,342 accusations qui lui ont été soumises, année moyenne, de 1881 à 1885, le jury en a accueilli 2,052 ou 61 0/0; il n'en a admis 496 ou 15 0/0 qu'avec des modifications tantôt

conservant aux faits le caractère de crime (264), tantôt les faisant dégénérer en délits (232), et il en a entièrement rejeté 794 ou 24 0/0. Cette dernière proportion, qui n'est que de 19 0/0 à l'égard des accusations comprenant des crimes contre les propriétés, s'élève à 29 0/0 pour celles qui se réfèrent à des crimes contre les personnes. Le jury semblerait donc se montrer plus indulgent pour les attentats qui menacent la personne que pour les faits qui portent atteinte à la propriété. Est-il plus difficile d'administrer la preuve des uns que des autres ou la disproportion entre la peine et l'offense est-elle trop grande? Si ces considérations peuvent expliquer, dans une certaine mesure, la différence qui vient d'être signalée dans les résultats des accusations, il en est une qui doit exercer une grande influence sur l'esprit des jurés, c'est le degré de perversité de l'agent; il suffit, pour s'en convaincre, de constater que la récidive excède les six dixièmes pour les accusés de crimes contre les propriétés, tandis qu'elle n'arrive pas aux deux cinquièmes pour les accusés qui ont à répondre d'attentats contre les personnes. Ainsi, en matière de vol qualifié, la moyenne proportionnelle des accusations complètement rejetées n'est que de 11 0/0, sans doute parce que les trois quarts des accusés poursuivis pour ce genre de crime sont en récidive. Quoi qu'il en soit, les réponses du jury dans les accusations relatives aux six catégories de crimes dont il a déjà été parlé sont consignées ci après :

NATURE DES CRIMES	1861 A 1885. — NOMBRES PROPORTIONNELS SUR 100, DES ACCUSATIONS					
	ADMISES entièrement		ADMISES avec des modifications		rejetées entière- ment	TOTAL
	a l'égard du seul accusé ou de tous les accusés	a l'égard de l'un ou de plusieurs des accusés	qui laissent au fait le caractère de crime	qui donnent au fait le caractère de délit		
Attentats contre la vie	41	4	17	11	27	100
Coups et blessures non qualifiés meurtre.	34	3	1	23	39	100
Crimes contre les mœurs. . .	63	1	6	1	29	100
Fausse monnaie (fabr. de), faux et banqueroute frauduleuse.	52	9	6	3	30	100
Incendies	37	2	20	3	38	100
Vols et abus de confiance. . .	67	9	4	9	11	100

La proportion des acquittements prononcés par le jury a augmenté dans la dernière période quinquennale. De 17 0/0 en 1876-1880, le nombre des accusations repoussées s'est élevé à 24 0/0 en 1881-1885 et celui des accusés acquittés est monté de 22 à 27 0/0.

Les circonstances atténuantes sont toujours fréquemment accordées; par ses verdicts, le jury a reconnu coupables de crimes les deux tiers des accusés qui ont comparu devant lui: 2,900 sur 4,382, année moyenne de 1881 à 1885; il a déclaré l'existence des circonstances atténuantes à l'égard de 2,143 ou 74 0/0, les trois quarts. Cette proportion générale a été la même, à un centième près, depuis la loi du 21 novembre 1872 sur le jury; mais elle varie nécessairement suivant la nature des crimes imputés aux accusés; elle est de :

91 0/0	en matière de fabrication de fausse monnaie, de faux et de banqueroute frauduleuse;
87 0/0	— d'incendie d'édifices habités ou non habités, de bois, etc. ;
84 0/0	— d'abus de confiance qualifié;
80 0/0	— de crimes contre les mœurs;
77 0/0	— de coups et blessures non qualifiés meurtre;
65 0/0	— d'attentats contre la vie;
63 0/0	— de vols qualifiés.

Les deux dernières proportions, inférieures à la moyenne générale, ont leur raison d'être, la première dans la gravité des accusations, la seconde dans le caractère d'incorrigibilité des accusés, pour la plupart repris de justice.

L'instruction dont il est donné lecture au jury par son chef avant de commencer la délibération (art. 342 du Code d'instruction criminelle) porte que les jurés ne doivent pas se préoccuper des dispositions pénales, ni envisager les suites que pourra avoir leur verdict pour l'accusé. Il est permis de croire qu'en fait il n'en est pas toujours ainsi quand on voit que le chiffre proportionnel des déclarations de circonstances atténuantes est toujours en raison directe de la gravité des peines encourues; c'est ainsi qu'il est de 91 0/0 à l'égard des accusés reconnus coupables de crimes capitaux, de 81 0/0 pour ceux contre qui la peine à prononcer est celle des travaux forcés à perpétuité et de 66 0/0 seulement à l'égard des accusés dont les crimes déclarés con-

stants étaient passibles des travaux forcés à temps. Les cours d'assises se sont associées à l'indulgence du jury dans les proportions suivantes : elles ont abaissé la peine de deux degrés dans 51 cas sur 100 où il y avait lieu de prononcer les travaux forcés et dans 74 sur 100 quand les chefs d'accusation sur lesquels le jury avait répondu affirmativement devaient entraîner la peine de mort. Quant aux faits punis de la réclusion et qui sont naturellement les moins graves, le jury admet les circonstances atténuantes 80 fois sur 100 : mais les cours d'assises ne pouvant descendre la peine que d'un degré, on ne peut préciser la mesure dans laquelle elles ont approuvé les décisions du jury ; on remarque toutefois qu'elles ont épuisé leur pouvoir d'atténuation 24 fois sur 100 en condamnant les coupables à une année seulement d'emprisonnement.

L'indulgence plus grande dont le jury a fait preuve pendant la dernière période quinquennale est mise en relief d'une façon saisissante par le tableau suivant. Pour toutes les catégories d'accusés, le nombre proportionnel des acquittements a augmenté en 1881-1885 et celui des condamnations à des peines afflictives et infamantes a diminué :

	NOMBRES PROPORTIONNELS SUR 100					
	DE 1876 A 1880 des accusés			DE 1881 A 1885 des accusés		
	acquittés	condamnés à des peines afflictives et infamantes	correc- tionnelles	acquittés	condamnés à des peines afflictives et infamantes	correc- tionnelles
Sexe des accusés :						
Hommes	19	41	40	25	37	38
Femmes	35	35	30	45	28	27
Age des accusés :						
Seize à vingt et un ans . .	20	32	48	26	30	44
Vingt et un à quarante ans .	20	44	36	24	42	34
Quarante à soixante ans . .	24	41	35	33	34	33
Soixante ans et plus . . .	27	30	43	38	26	36
Degré d'instruction des accusés :						
Complètement illettrés . .	19	43	38	24	39	37
Sachant lire et écrire . . .	23	39	38	23	36	36
Instruction supérieure . .	30	28	42	37	26	37

On voit, par ce tableau, que le jury est plus sévère pour les hommes que pour les femmes et que son indulgence s'accroît avec l'âge et le degré d'instruction des accusés. Les circonstances personnelles aux accusés s'uniraient donc à la nature du crime et à la sévérité de la peine pour influencer sur les décisions du jury.

Les poursuites, toujours regrettables quand elles sont suivies d'acquiescement, en ce qu'elles imposent d'assez longues détentions préventives à des individus déclarés innocents et grèvent le budget de frais inutiles, ne sont pas en nombre égal dans chacun des ressorts de cour d'appel. Il a été dit plus haut que la moyenne générale avait été, pour les années 1881 à 1885, de 27 0/0; elle a été dépassée dans les 14 ressorts suivants : Bordeaux, Grenoble, Nîmes et Paris, 28 0/0; Chambéry et Riom, 30 0/0; Bourges, 31 0/0; Dijon, 33 0/0; Bastia et Poitiers, 34 0/0; Agen et Pau, 35 0/0; Toulouse, 37 0/0, et Montpellier, 38 0/0.

NATURE ET DURÉE DES PEINES PRONONCÉES

Si l'on défalque des 4,382 accusés qui ont été, année moyenne, jugés contradictoirement en 1881-1885 ceux qui ont été acquittés purement et simplement (1,202), et les mineurs de seize ans acquittés comme ayant agi sans discernement, mais envoyés dans des maisons de correction en vertu de l'article 66 du Code pénal (14), il reste 3,166 accusés qui ont été déclarés coupables de crimes ou de délits. Les peines dont ils ont été frappés sont les suivantes :

Peine de mort	29
Travaux forcés : à perpétuité	120
pour 20 ans et plus	88
pour 8 ans et moins de 20	391
pour moins de 8 ans	311
Réclusion : perpétuelle	3
20 ans et plus	3
plus de 10 ans et moins de 20	2
de 5 à 10 ans	627
Emprisonnement : de plus d'un an	1,316
d'un an ou moins	272
Amende seulement	4
TOTAL	<u>3,166</u>

Il résulte des chiffres qui précèdent que des 790 accusés condamnés aux travaux forcés à temps, 479 ou les six dixièmes seront, à l'expiration de la peine, astreints à la résidence perpétuelle dans la colonie où ils auront été transportés.

Les 790 accusés condamnés aux travaux forcés à temps, réunis aux 632 contre lesquels a été prononcée la peine de la réclusion temporaire, forment un total de 1,422 individus à l'égard desquels les cours d'assises devaient, par délibération spéciale, décider s'il y avait lieu de maintenir, de réduire ou de supprimer la surveillance de la haute police (loi du 23 janvier 1874) ou l'interdiction de résidence (art. 19 de la loi du 27 mai 1885).

Ces peines accessoires, qui découlent de plein droit des condamnations à des peines afflictives et infamantes temporaires, n'ont été maintenues à la durée de vingt années que pour 101 accusés (7 0/0); elles ont été réduites à une durée de dix à vingt ans pour 264 (19 0/0), de moins de dix ans pour 192 (13 0/0) et il en a été fait remise aux 865 autres condamnés (61 0/0). Cette dernière proportion, qui s'élève à 82 0/0 en matière de crimes contre les personnes, n'est que de 49 0/0 en matière de crimes contre les propriétés, par suite de la présence parmi les accusés de ces méfaits d'un grand nombre de récidivistes.

La surveillance (de 5 à 20 ans) a été prononcée, de 1881 à 1885, contre 8 accusés jugés pour fabrication de fausse monnaie, mais exemptés de peine par application de l'article 138 du Code pénal, et contre 310 accusés condamnés seulement à des peines correctionnelles.

CONDAMNATIONS A MORT

Le nombre des condamnations à mort est relativement trop faible chaque année pour qu'il ne soit préférable d'employer ici les chiffres absolus.

De 1876 à 1880, il y en avait eu 127; de 1881 à 1885, on en a compté 148, savoir: 19 en 1881, 35 en 1882, 25 en 1883, 30 en 1884 et 39 en 1885. Sur les 148 condamnés, 7 seulement appartenaient au sexe féminin. Sous le rapport de l'âge, les mêmes condamnés avaient: 17 de seize à vingt et un ans, 52 de vingt et un à trente ans, 41 de trente à quarante ans, 20 de quarante à cinquante ans, 16 de cinquante à soixante

ans, et 2 plus de soixante ans. Ils appartenait par leur état 70 à l'agriculture, 48 à l'industrie, 15 au commerce, 8 à la domesticité, 2 aux professions libérales (1 notaire et 1 propriétaire), enfin 5 étaient des gens sans aveu. Plus du cinquième d'entre eux, 33 ou 22 0/0, étaient complètement illettrés, 113 savaient lire et écrire et 2 avaient reçu une instruction supérieure. Près des six dixièmes, 87 ou 58 0/0, étaient des repris de justice. Ils avaient été déclarés coupables : 109 d'assassinat, 16 de meurtre accompagné d'un autre crime ou d'un délit, 14 de parricide, 3 d'empoisonnement, 3 d'infanticide, 2 d'incendie d'édifice habité et 1 de meurtre d'un fonctionnaire.

La justice a suivi son cours à l'égard de 27 condamnés. La peine capitale a été commuée en travaux forcés à perpétuité pour 117, en 20 ans de travaux forcés pour 2 et en réclusion perpétuelle pour 2 sexagénaires.

CONTUMAX

Sur 100 accusés à l'égard desquels les cours rendent des arrêts de mise en accusation, 6 ne peuvent être saisis et sont jugés par contumace sans l'assistance du jury. De 1881 à 1885, leur nombre réel a été de 1,484. Ils étaient poursuivis : 471 pour vol ou abus de confiance qualifié, 386 pour faux, 272 pour banqueroute frauduleuse, 162 pour viol ou attentat à la pudeur, 68 pour meurtre, 41 pour assassinat et 84 pour tout autre crime. Les cours les ont condamnés : 57 à la peine de mort, 135 aux travaux forcés à perpétuité, 903 aux travaux forcés à temps, 383 à la réclusion, 1 à la dégradation civique (pour corruption de fonctionnaire) et 5 à l'emprisonnement.

Le nombre des contumax repris chaque année est à celui des contumax jugés dans le rapport de 27 à 100. Pendant les années 1881 à 1885, il n'en a été repris et jugé contradictoirement que 403, dont 183 pour vol ou abus de confiance, 92 pour faux, 49 pour banqueroute frauduleuse, 45 pour viol ou attentat à la pudeur, 8 pour assassinat, 5 pour meurtre et 21 pour des crimes divers. En vertu des réponses du jury, 134 d'entre eux, le tiers, ont été acquittés ; les 269 autres ont été condamnés ; 1 à la peine capitale, 2 aux travaux forcés à perpétuité, 55 aux travaux forcés à temps, 48 à la réclusion et 163 à des peines correctionnelles.

DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE

Par application de la loi du 29 juillet 1881, le jury a connu, pendant les années 1881 à 1885, de 179 délits politiques ou de presse, consistant en diffamation ou injures publiques envers des fonctionnaires, 119; en provocation au meurtre, au pillage, 32; en outrages aux bonnes mœurs, 21; en cris séditieux, 9, et en délits divers, 4.

Ces 179 délits étaient imputés à 287 prévenus qui ont été : 136 ou 54 0/0 acquittés et 131 condamnés : 49 à l'amende seulement, 58 à un an ou moins d'emprisonnement et 24 à plus d'un an de la même peine.

DEUXIÈME PARTIE — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Le nombre moyen annuel des affaires jugées par les tribunaux correctionnels, qui n'avait été que de 167,229 en 1876-1880, s'est élevé à 180,806 en 1881-1885; l'accroissement est de près du dixième : 9.6 0/0. Les chiffres suivants indiquent pour les dix années le mouvement des affaires et des prévenus :

ANNÉES	AFFAIRES	PRÉVENUS
1876	169,313	199,061
1877	163,698	193,226
1878	163,729	192,433
1879	167,147	196,056
1880	170,260	199,637
1881	178,830	210,057
1882	172,236	202,307
1883	179,279	209,499
1884	184,949	217,960
1885	188,734	224,372

L'augmentation que l'on constate d'une période à l'autre est supportée, pour plus de moitié, par les délits de vagabondage et de mendicité. Il faut y voir, à n'en pas douter, une conséquence de la crise agricole, commerciale et industrielle dont souffre l'Europe depuis plusieurs années et qui a engendré la misère dans les grands centres de population et dans les arron-

dissements voisins. Ainsi, de 1876 à 1885, dans le département de la Seine, le nombre des vagabonds et mendiants jugés a plus que triplé : de 1,864 à 5,839; il en est de même dans celui de Seine-et-Oise : de 409 à 1,388; le chiffre a quadruplé dans le Rhône : de 505 à 2,019, et dans la Seine-Inférieure : de 308 à 1,370, etc. Une autre cause est venue s'ajouter à celle qui vient d'être signalée : la loi du 27 mai 1885 ayant abrogé la surveillance de la haute police, l'infraction à l'article 44 du Code pénal commise sous l'empire de la législation antérieure ne pouvait plus être l'objet d'une répression après la promulgation de la loi ci-dessus, et le nombre des prévenus poursuivis pour rupture de ban est descendu de 5,056 en 1884 à 2,594 en 1885; mais comme la plupart des individus non jugés pour ce fait étaient en même temps en état de vagabondage, c'est sous la rubrique de ce dernier délit qu'ils figurent dans le compte de 1885, où l'on relève 2,458 vagabonds de plus qu'en 1884 (19,038 au lieu de 16,580). Il n'en reste pas moins un accroissement considérable, que réduira bien dans une certaine mesure l'application de la loi sur la relégation, mais qui ne pourra complètement cesser que par les efforts persévérants de la charité privée et la création d'institutions hospitalières ou de travail.

Il résulte du rapprochement des chiffres relatifs aux délits de rébellion et d'outrages envers des fonctionnaires que le respect du principe d'autorité ne s'est pas sérieusement affaibli, car l'augmentation en cette matière est presque nulle.

Les délits de coups et blessures ont été plus nombreux en 1881-1885 qu'en 1876-1880; il n'avait été jugé, en 1880, que 17,747 infractions de cette nature, et le chiffre monte subitement à 20,060 en 1881; il est de 21,696 en 1885.

Comme les crimes de même nature, les délits contre les mœurs ont éprouvé une certaine réduction; il y a donc, dans l'espèce, une réelle diminution de criminalité.

Les délits inspirés par la cupidité, comme les vols, les escroqueries et les abus de confiance, ont été malheureusement un peu plus fréquents; l'accroissement est de sept centièmes; mais, bien qu'il puisse être attribué, au moins en partie et en ce qui touche les deux derniers délits, à la crise financière de 1882, il n'en est pas moins profondément regrettable.

Le chiffre des fraudes au préjudice des restaurateurs, pour 1881-1885, est supérieur de 2,016 à celui de 1876-1880; il

démontre combien était nécessaire la loi du 27 juillet 1873 pour atteindre un délit qui antérieurement échappait à toute répression.

On remarque avec satisfaction que les tribunaux correctionnels ont vu moins de fraudes commerciales portées devant eux de 1881 à 1885 que de 1876 à 1880, malgré la faiblesse générale de la répression en cette matière.

Avant 1881, les délits politiques et de presse étaient prévus et punis par des dispositions éparses qui ont été réunies dans la loi du 27 juillet 1881; la comparaison entre nos deux périodes quinquennales est presque impossible. Pendant les quatre années 1882 à 1885, il a été jugé 2,791 affaires de cette nature comprenant 3,550 prévenus, soit en moyenne 698 des premières et 887 des secondes.

Parmi les indications de la statistique, il convient de citer celles qui s'appliquent au délit d'ouverture illicite de café ou de cabaret. L'abrogation de la loi du 26 décembre 1851 par celle du 17 juillet 1880 a fait descendre de 1,320 en 1876-1880 à 513 en 1881-1885 le nombre moyen des affaires jugées.

En matière d'ivresse (2^e récidive), il y a eu environ 500 affaires de moins en moyenne par an et le nombre moyen annuel des contraventions de même espèce réprimées avec des délits connexes est resté à peu près le même : 9,551 en 1881-1885 et 9,513 en 1876-1880; il n'y a donc pas d'aggravation.

Le nombre des poursuites exercées contre les propriétaires ayant négligé de déclarer leurs chevaux ou mulets a diminué de près de moitié; cela tient non seulement à une surveillance plus rigoureuse exercée par les autorités municipales, mais aussi à des instructions particulières adressées à leurs agents par les Ministres de la guerre et de la justice.

Il a été rendu bien moins de jugements en matière de contraventions aux lois sur les douanes, les contributions indirectes et les octrois. Si les délits de pêche sont en plus grand nombre pendant la seconde période que durant la première, le peu d'importance des infractions enlève à l'augmentation une partie de sa gravité. Quant aux contraventions forestières, il en a été jugé, en moyenne, 6,654 de 1876 à 1880 et 6,004 de 1881 à 1885. Comme le nombre moyen des transactions avant jugement est également plus faible en 1881-1885 (25,441) qu'en 1876-1880 (28,200), il s'ensuit qu'il a été commis pendant les cinq années les plus récentes 3,409 infractions de moins par an.

MODE D'INTRODUCTION DES AFFAIRES

Les 180,806 affaires jugées, année moyenne de 1881 à 1885, par les tribunaux correctionnels concernaient : 160,567 des délits communs et 20,239 (11 0/0) des contraventions fiscales ou forestières.

Elles avaient été poursuivies : 6,157 par les parties civiles, 10,692 par des administrations publiques, et 163,957, plus des neuf dixièmes, d'office par le ministère public.

Parmi ces dernières, 28,396 seulement, soit 17 0/0, avaient fait l'objet d'une instruction judiciaire; pour 1876-1880, le chiffre moyen annuel était de 31,054 et le chiffre proportionnel de 21 0/0; pour 1871-1875, le premier avait été de 33,892 et le second de 25 0/0. Il est donc hors de doute que les magistrats des parquets s'appliquent de plus en plus à ne communiquer aux juges d'instruction que les affaires correctionnelles dans lesquelles ils n'ont pu recueillir les éléments de preuve par eux-mêmes ou à l'aide de leurs auxiliaires. Le nombre moyen des affaires jugées sur citation directe ordinaire (Code d'instruction criminelle), ne s'est accru d'une période à l'autre que de 85 affaires (80,359 ou 49 0/0 au lieu de 80,274 ou 54 0/0) parce que le ministère public a eu plus souvent recours à la procédure économique et rapide des flagrants délits (55,202 ou 34 0/0 au lieu de 37,684 ou 23 0/0).

La loi du 20 mai 1863 n'est d'un usage réellement fréquent que dans les grandes villes. Sa mise en pratique se chiffre par 70 0/0 à Lyon, 66 0/0 au Havre, 63 0/0 à Lille, 58 0/0 à Rouen, 54 0/0 à Paris, 53 0/0 à Marseille, 49 0/0 à Bordeaux, 43 0/0 à Toulouse et 42 0/0 à Saint-Étienne. Les infractions dont les auteurs ont surtout bénéficié des dispositions de ladite loi sont les suivantes : infraction à l'interdiction de séjour dans le département de la Seine ou dans l'agglomération lyonnaise, 99 0/0; contraventions aux lois sur les douanes, 93 0/0; infraction à un arrêté d'expulsion par un réfugié étranger, 89 0/0; rupture de ban, 88 0/0; fraude au préjudice des restaurateurs, 87 0/0; vagabondage, 84 0/0; mendicité, 80 0/0; rébellion, 71 0/0, et outrages envers les agents de la force publique, 40 0/0.

Le nombre moyen annuel des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels de 1881 à 1885, rapproché de la population,

donne une proportion de 56 prévenus par 10,000 habitants, un peu plus élevée que celle de 1876-1880, qui n'avait été que de 52 sur 10,000. Si l'on néglige les prévenus jugés à la requête des parties civiles ou des administrations publiques pour ne s'occuper que de ceux qui ont été poursuivis par le ministère public, on compte 51 de ces derniers sur 10,000 habitants pour toute la France. Mais la proportion s'élève au-dessus de 70 dans les dix départements qui suivent : Var 71 ; Eure, 72 ; Rhône, 75 ; Seine-et-Oise, 77 ; Hérault, 79 ; Seine-Inférieure, 89 ; Corse, 98 ; Alpes-Maritimes et Seine, 99 ; Bouches-du-Rhône, 105. Les six derniers de ces départements et celui de l'Eure figurent parmi ceux qui donnent également le plus grand nombre d'accusés par rapport à la population. Les dix départements, au contraire, pour lesquels on relève le plus faible chiffre proportionnel de prévenus sur 10,000 habitants sont : la Haute-Loire et le Cher, 30 ; la Vienne et l'Ariège, 29 ; la Creuse et Saône-et-Loire, 27 ; l'Indre et la Vendée, 25 ; les Deux-Sèvres, 23, et les Côtes-du-Nord, 22. Il est à remarquer que les départements des Côtes-du-Nord et de Saône-et-Loire ont chacun plus de 600,000 habitants et occupent les huitième et neuvième rangs parmi les plus peuplés de la France.

SEXE DES PRÉVENUS

Au point de vue du sexe, les prévenus jugés de 1881 à 1885 se divisent ainsi : hommes, 86 0/0 ; femmes, 14 0/0. Ces rapports sont les mêmes que ceux qui ont été constatés pour les accusés ; mais si l'on considère la nature des infractions, ils diffèrent sensiblement.

Il y a des délits presque exclusivement commis par les femmes, comme les infractions à la loi sur la protection des nourrissons, la suppression ou l'exposition d'enfant et l'homicide involontaire d'enfant nouveau-né ; à leur égard, la proportion des femmes varie de 80 à 98 0/0. En dehors de ces infractions, celles qui sont le plus fréquemment imputées à des femmes sont : l'attentat aux mœurs en favorisant la débauche, 63 0/0 ; l'adultère, 51 0/0 ; l'exercice illégal de la médecine ou de la chirurgie, 50 0/0 ; l'infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, 41 0/0 ; l'usage de timbre-poste oblitéré, 41 0/0 ; les fraudes commerciales, 37 0/0 ; l'ouverture illicite de débit de boissons, 29 0/0 ; la diffamation ou les injures publiques, 27 0/0. etc.

AGE DES PRÉVENUS

Les prévenus jugés par les tribunaux correctionnels sont répartis sous le rapport de l'âge en trois catégories; 1° les mineurs de seize ans; 2° les prévenus qui sont entre la majorité pénale et la majorité civile; 3° ceux qui sont majeurs de vingt et un ans. Les 188,903 prévenus de délits communs qui, année moyenne, ont comparu devant la justice, de 1881 à 1885, se distribuent ainsi :

AGÉS DE	HOMMES	FEMMES
Moins de 16 ans.	5,034 ou 3 0/0	792 ou 4 0/0
16 à 21 ans.	25,539 16	3,149 12
Plus de 21 ans.	131,980 81	22,389 85
TOTAUX.	<u>162,573</u>	<u>26,330</u>

Des 3,946 mineurs de seize ans des deux sexes, 200 étaient poursuivis pour des crimes passibles de peines afflictives et infamantes temporaires et commis sans complices majeurs; ils ont été traduits devant la juridiction correctionnelle en vertu de l'article 68 du Code pénal. Les faits qui leur étaient reprochés consistaient en vols qualifiés, 91; en viols ou attentats à la pudeur, 61; en incendies de bois en tas ou de récoltes en meule, 28; en coups et blessures graves, 10, et en autres crimes, 10.

La prédominance du vol chez l'enfance est caractérisée par cette indication que les prévenus âgés de moins de vingt et un ans forment près des trois dixièmes, 29 0/0, du nombre du total des individus jugés pour ce délit. Après le vol, les infractions le plus souvent imputées à des mineurs de vingt et un ans sont l'outrage public à la pudeur, 230/0; le vagabondage, 22 0/0; la fraude au préjudice des restaurateurs, 21 0/0; la destruction d'arbres, de plants ou récoltes et de clôtures, 21 0/0, etc.

RÉSULTATS DES PRÉVENTIONS

Envisagés dans leur ensemble, les échecs complets sont au nombre de 42 sur 1,000; mais la proportion est loin d'être la même pour chacune des parties poursuivantes. En effet, sur 1,000 affaires jugées à la requête des parties civiles, 301 sont

suivies de l'acquittement du seul prévenu ou de tous les prévenus, tandis que ce résultat n'est constaté que 21 fois sur 1,000 pour les affaires dans lesquelles les administrations publiques ont pris l'initiative de la poursuite. Les parties lésées par un délit se laissent souvent entraîner, par esprit de haine ou de vengeance, à entreprendre des poursuites sans fondement; par contre, les procès-verbaux dressés par les préposés des douanes ou des contributions indirectes, les agents forestiers, etc., font presque toujours foi jusqu'à inscription de faux; en outre, les administrations fiscales et forestières ont, pour la plupart, un droit de transaction avant jugement dont l'exercice enlève à la connaissance des tribunaux correctionnels un certain nombre d'affaires dans lesquelles les inculpés auraient peut être été renvoyés des fins de la plainte. Les divergences qui viennent d'être signalées n'ont donc rien qui doive surprendre; il n'y aurait lieu de s'étonner que si les échecs complets du ministère public étaient nombreux, or ils ne se chiffrent que par 34 sur 1,000. Cette proportion ne peut paraître trop élevée lorsqu'on tient compte des surprises d'audience et notamment de la rétractation, par les témoins, de leurs précédentes déclarations; il est donc permis d'affirmer que l'action publique est exercée avec autant de circonspection que de modération.

Par suite de ce qui vient d'être dit, les acquittements sont surtout nombreux dans les affaires où le ministère public laisse presque toujours aux parties civiles le soin de poursuivre; c'est ainsi qu'il s'élève à 47 0/0 en matière de contrefaçon de marchandises protégées par des brevets d'invention et à 32 0/0 en matière de diffamation et d'injures publiques. La moyenne générale des acquittements prononcés par les tribunaux correctionnels dans les affaires poursuivies par le ministère public n'est que de 6 0/0; mais la proportion atteint 30 0/0 à l'égard des délits électoraux; elle est de 11 0/0 pour l'escroquerie, l'abus de confiance et les délits contre les mœurs; de 10 0/0 pour la suppression et l'exposition d'enfant et de 9 0/0 pour les vols.

Sur les 212,839 prévenus jugés, en moyenne annuelle, de 1881 à 1885, on en compte 12,243 (6 0/0) qui ont été acquittés purement et simplement et 3,745 (2 0/0), mineurs de seize ans, qui l'ont été comme ayant agi sans discernement. Les tribunaux ont remis 1,903 de ces derniers à leurs parents; ils en ont placé 5 sous la surveillance de la haute police en vertu de l'article 271,

§ 2, du Code pénal, et renvoyé 1,837 dans des maisons de correction (art. 68 du même code) : 1,381 pour plus d'un an et 456 pour un an ou moins. Les 196,851 autres prévenus ont été condamnés : 5,617 (3 0/0) à plus d'un an d'emprisonnement, 117,911 (60 0/0) à un an ou moins de la même peine et 73,323 (37 0/0) à l'amende seulement.

La peine de la surveillance de la haute police ou de l'interdiction de résidence a été ajoutée à l'emprisonnement pour 1,393 prévenus condamnés et celle de l'interdiction des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal pour 857. Les chiffres moyens correspondants de 1876-1880 avaient été de 1,640 et de 973. La première de ces peines accessoires s'applique surtout en matière de vol, d'infraction à interdiction de séjour et de vagabondage et la seconde en matière d'ivresse (2^e récidive) pour les sept dixièmes du total.

Si l'on défalque du nombre des prévenus condamnés pour des délits communs ceux qui l'ont été en vertu de lois qui ne permettaient pas l'application de l'article 463 du Code pénal, on constate que les tribunaux correctionnels ont admis les circonstances atténuantes 62 fois sur 100 ou trois centièmes de plus qu'en 1876-1880. On se rappelle que, devant le jury, la proportion est de 74 0/0. Presque tous les jugements qui reconnaissent des vagabonds coupables, 99 sur 100, visent l'article précité afin d'affranchir les condamnés de la surveillance de la haute police ; pour le même motif, 93 mendiants sur 100 profitent du bénéfice de cette disposition, qui est également invoquée en faveur de 88 voleurs sur 100. Cette dernière proportion semblerait devoir être moins forte, car la moitié des prévenus condamnés pour vol ont des antécédents judiciaires.

JUGEMENTS PAR DÉFAUT

Plus du dixième des jugements rendus par les tribunaux, 20,296 sur 180,806, l'avaient été par défaut : 14,974 en matière de délits communs ou 9 0/0 du nombre total des affaires de cette catégorie et 5,322 ou 26 0/0 en matière de contraventions fiscales ou forestières. Dans 1,611 cas, les prévenus ont acquiescé aux jugements avant la signification. Des 18,685 jugements par défaut signifiés, 2,473 ont été suivis d'opposition et maintenus, rapportés ou modifiés, et 16,212 n'ont pas été frappés d'opposition.

Plus de la moitié de ceux-ci, 9,030, ayant été exécutés, il en résulte que chaque année il y a eu, en moyenne, 7,182 décisions qui sont restées sans effet.

APPELS DE POLICE CORRECTIONNELLE

Le nombre des appels interjetés contre les jugements rendus par les tribunaux correctionnels est fort restreint et presque invariable ; il est actuellement de 52 appels pour 1,000 jugements ; depuis 1826, l'écart d'une période quinquennale à l'autre n'a jamais été de plus de six millièmes. Le chiffre moyen de 1881 à 1885 est de 9,523 affaires intéressants 11,081 prévenus, dont 9,110 appelants (82 0/0), 1,414 intimés (13 0/0) et 557 appelants et intimés à la fois (5 0/0).

De 1861 à 1880, la moyenne des arrêts de confirmation était restée de 71 0/0 ; de 1881 à 1885, elle est montée de deux centièmes à 73 0/0. Plus des neuf dixièmes maintenaient des condamnations et 8 0/0 des acquittements.

Par le tiers des arrêts infirmatifs, 32 0/0, les cours condamnaient des prévenus qui avaient été acquittés ou aggravait les peines prononcées par les juges du premier degré, et par 68 0/0 elles diminuaient ces peines ou acquittaient des individus primitivement condamnés. Ainsi, dans plus des deux tiers des cas, le sort des prévenus s'est trouvé adouci par les résultats des appels.

La moyenne générale des décisions d'infirmité, 27 0/0, est celle que l'on relève pour les ressorts de Bordeaux et de Douai ; elle n'est pas atteinte dans ceux de Riom, 26 0/0 ; de Rouen, 19 0/0, et de Paris, 17 0/0 ; mais elle est dépassée dans les vingt et une cours suivantes : Amiens, 28 0/0 ; Poitiers, 29 0/0 ; Caen, Grenoble et Toulouse, 30 0/0 ; Lyon, 31 0/0 ; Agen, Besançon, Bourges, Dijon, Montpellier, Nîmes et Pau, 32 0/0 ; Angers et Rennes, 33 0/0 ; Aix, Nancy et Orléans, 34 0/0 ; Limoges, 36 0/0 ; Chambéry, 41 0/0, et Bastia, 57 0/0. Cette dernière Cour, par ses nombreux arrêts infirmatifs, aggravait la situation des prévenus à l'égard desquels les tribunaux correctionnels du ressort s'étaient montrés trop indulgents.

On remarque surtout des infirmités en matière de port ou détention d'armes prohibées ou d'armes de guerre, 51 0/0 ; de faux témoignage, 46 0/0 ; de détournement d'objets saisis, 44 0/0 ; d'homicides involontaires, de destruction d'arbres, de récoltes

ou de clôtures, 37 0/0; d'outrages à des agents de la force publique, 36 0/0; de menaces, de coups volontaires, d'outrage public à la pudeur et d'attentat aux mœurs, 35 0/0; de banqueroute simple, 34 0/0; de dénonciation calomnieuse et de délits de chasse, 33 0/0.

FONCTIONNAIRES POURSUIVIS

Aux termes des articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle et de l'article 10 de la loi du 20 avril 1810, les cours d'appel jugent en premier et dernier ressort les délits commis, dans ou hors leurs fonctions, suivant les cas, par certains magistrats et officiers de police judiciaire. La moyenne des applications desdites dispositions a été de 49 par an, de 1881 à 1885. Les 244 fonctionnaires jugés de la sorte pendant cette période, se distribuent ainsi : conseillers de cour d'appel, juges et juges suppléants de tribunaux civils, 3; juges de paix et suppléants, 18; maires et adjoints, 8; gardes champêtres communaux, 42; gardes particuliers, 108; gardes forestiers et gardes-pêche, 25; autres et complices, 40.

Les trois quarts de ces prévenus, 181, étaient poursuivis pour des délits de chasse; les autres l'étaient : 13 pour coups volontaires, 12 pour homicides ou blessures par imprudence et 38 pour des délits divers.

Ils ont été : 36 acquittés; 181 condamnés à l'amende seulement et 27 condamnés à l'emprisonnement, parmi lesquels 1 seulement pour plus d'un an.

III^e PARTIE — DES RÉCIDIVES

Le casier judiciaire, qui sert à constater les antécédents judiciaires des accusés et des prévenus, date de 1830. Négligeant la période d'organisation de l'institution et prenant seulement pour point de départ l'année 1856, on constate que depuis 30 ans la progression de la récidive n'a cessé de s'accroître. Les nombres moyens annuels et leur rapport aux chiffres des accusés et prévenus condamnés ont été les suivants :

1856-1860	42,255 ou 31 0/0
1861-1865	48,890 ou 34 —
1866-1870	58,075 ou 38 —

1871-1875	62,042 ou 42 —
1876-1880	72,387 ou 44 —
1881-1885	85,397 ou 48 —

Ainsi, de 1856-1860 à 1881-1885, le nombre réel a plus que doublé et le chiffre proportionnel s'est élevé de dix-sept centièmes. Ces indications sont des plus douloureuses en ce qu'elles démontrent clairement l'inefficacité de la répression au point de vue de la moralisation du coupable. Mais il faut revenir à la période qu'embrasse spécialement ce rapport et examiner séparément, d'abord les accusés, ensuite les prévenus récidivistes.

ACCUSÉS RÉCIDIVISTES

De 1876 à 1885, les cours d'assises ont condamné contrairement 16,616 accusés qui avaient déjà été frappés par la justice et qui se distribuent ainsi par année :

1876. . . .	1,767 ou 47	sur 100	accusés déclarés coupables.
1877. . . .	1,688 ou 48	—	—
1878. . . .	1,614 ou 49	—	—
1879. . . .	1,916 ou 50	—	—
1880. . . .	1,449 ou 48	—	—
1881. . . .	1,622 ou 51	—	—
1882. . . .	1,820 ou 52	—	—
1883. . . .	1,590 ou 51	—	—
1884. . . .	1,608 ou 52	—	—
1885. . . .	1,698 ou 56	—	—

Les chiffres des années 1881 à 1885 donnent une moyenne annuelle de 1,668 récidivistes parmi lesquels on ne comptait que 77 femmes. Pour celles-ci, du reste, la récidive est très faible : sur 100 femmes condamnées aux assises, 23 seulement avaient des antécédents judiciaires ; pour les hommes, la proportion est de 56 0/0.

Ces 1,668 accusés récidivistes se répartissaient ainsi, eu égard aux peines qu'ils avaient antérieurement subies : travaux forcés, 14 (1 0/0) ; réclusion, 8 (5 0/0) ; plus d'un an d'emprisonnement, 554 (33 0/0) ; un an ou moins de la même peine, 918 (55 0/0), et amende seulement, 101 (6 0/0). Le nombre des forçats libérés reparaissant devant les assises, qui n'est aujourd'hui que de 8

sur 100 accusés, variait de 8 à 16 0/0 avant la loi du 30 mai 1854 sur la transportation.

Il a été dit plus haut que les accusés récidivistes se rendaient plutôt coupables de crimes contre les propriétés que de crimes contre les personnes; en effet, les proportions sont bien dissemblables : 62 0/0 d'une part et 38 0/0 de l'autre. Les accusés de coups envers des ascendants présentent 69 récidivistes sur 100; ceux d'assassinat, 46 0/0; de meurtre, 42 0/0; de viol ou d'attentat à la pudeur, 41 0/0; de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, 40 0/0, etc. L'élévation de la proportion pour les accusés de crimes contre les propriétés provient surtout des accusés de vol qualifié, dont près des trois quarts, 73 0/0, sont en récidive. Après les voleurs, viennent les incendiaires avec 53 0/0 et les faux monnayeurs avec 50 0/0.

Une étude de la récidive criminelle par département et par année ne serait certainement pas sans intérêt, mais les chiffres sur lesquels elle reposerait sont trop faibles pour qu'on puisse en tirer des conclusions de quelque valeur. Le département de la Seine seul peut se prêter à un examen de cette nature. Des 410 accusés qui, en 1885, ont été convaincus de crimes ou de délits par le jury, 250, plus des trois cinquièmes avaient été précédemment condamnés par la justice répressive.

Les cours d'assises ont condamné 17 accusés récidivistes à la peine de mort, 66 aux travaux forcés à perpétuité, 540 aux travaux forcés à temps, 366 à la réclusion et 679 à des peines correctionnelles. Ce dernier chiffre, comparé au total, donne 41 0/0 au lieu de 37 0/0 en 1876-1880; la répression deviendrait donc moins ferme à l'égard des accusés récidivistes.

PRÉVENUS RÉCIDIVISTES

Dans le tableau qui suit, la proportion indique le nombre des récidivistes rapproché de celui des prévenus condamnés par les tribunaux correctionnels en toute matière, sauf en matière forestière, les condamnations prononcées contre les délinquants forestiers ne figurant pas dans les casiers judiciaires :

1876	68,490 ou 38 0/0
1877	71,045 ou 40

1878	69,536 ou 40
1879	70,535 ou 40
1880	74,009 ou 42
1881	79,719 ou 43
1882	78,998 ou 44
1883	82,732 ou 44
1884	87,561 ou 43
1885	89,634 ou 43

En dix années, l'accroissement réel de la récidive parmi les prévenus a été de trois dixièmes et l'accroissement proportionnel du vingtième; mais il s'est surtout manifesté de 1882 à 1885, sans doute sous l'influence des crises, car les vagabonds et les mendiants entrent pour plus des trois cinquièmes (62 0/0) dans le chiffre de l'augmentation. Quoi qu'il en soit, il résulte du double mouvement des condamnations et de la récidive que c'est à celle-ci qu'est due la moitié de la criminalité nouvelle.

Si l'on rapproche le nombre des prévenus récidivistes de celui des individus poursuivis par le ministère public, on voit que le premier est au second dans le rapport de 44 à 100. La proportion excède la moitié dans le Calvados, 51 0/0; la Sarthe, 52 0/0; l'Oise et la Marne, 53 0/0; la Seine et la Seine-Inférieure, 54 0/0; la Mayenne, 56 0/0, et l'Eure, 59 0/0. Elle est, au contraire, au-dessous des trois dixièmes dans les Basses-Alpes et les Landes, 29 0/0; l'Aude et la Haute-Savoie, 28 0/0; l'Ariège, 27 0/0; la Corse, 26 0/0, et les Alpes-Maritimes, 23 0/0.

Un dixième des prévenus récidivistes appartenaient au sexe féminin; la proportion n'est que du vingtième pour les accusés. Sur 100 femmes condamnées pour des délits communs, 35 avaient des antécédents; sur 100 hommes, on compte 49 repris de justice.

Avant de comparaître de nouveau devant la justice correctionnelle, les 83,729 prévenus récidivistes condamnés, en moyenne annuelle de 1881 à 1883, avaient précédemment subi : 353, les travaux forcés; 1,308, la réclusion; 15,514, plus d'un an d'emprisonnement; 56,332 (les deux tiers), un an ou moins d'emprisonnement; les 10,220 autres n'avaient encouru que des peines pécuniaires.

En dehors de l'infraction au ban de surveillance dont les auteurs sont tous forcément des repris de justice, les récidivistes se recrutent principalement parmi les vagabonds, 73 0/0;

les mendiants, 72 0/0; les escrocs, 51 0/0, et les voleurs, 47 0/0. La proportion de la récidive est de 48 0/0 en matière de rébellion et d'outrages envers des agents de la force publique et de 41 0/0 en matière d'abus de confiance.

Les tribunaux correctionnels ont condamné 13,310 prévenus récidivistes (16 0/0) à l'amende, 66,334 (79 0/0 à un an ou moins d'emprisonnement et 4,085 seulement (5 0/0) à plus d'un an de la même peine. De 1876 à 1880, le chiffre moyen de ces derniers avait été de 4,734 sur 15,124 prévenus en état de récidive légale, c'était 31 0/0; aujourd'hui la proportion tombe à 24 0/0, le nombre des récidivistes légaux étant de 17,177, en moyenne, de 1881 à 1885. La répression est loin de s'affermir à l'égard des malfaiteurs incorrigibles, car on compte, en moyenne, 6,157 récidivistes qui reparaissent deux fois pendant la même année devant le même tribunal: 1,283, trois fois; 366, quatre fois; 121, cinq fois, et 53 plus de cinq fois.

La nature du délit commis et son peu de gravité pouvant, dans un certain nombre de cas, expliquer la minimité de la peine prononcée, il convient d'écarter d'un examen approfondi les récidivistes qui n'ont été condamnés à l'amende ou à un an ou moins d'emprisonnement pour ne considérer que ceux qui se trouvaient en état de récidive légale. Leur nombre a été, en 1885, de 16,761, parmi lesquels 284 anciens forçats, 1,255 reclusionnaires libérés et 15,222 qui avaient auparavant subi plus d'un an d'emprisonnement. Les sept dixièmes d'entre eux ont été poursuivis pour l'un des délits ci-après: vol, 4,591; vagabondage, 3,074; mendicité, 1,603; rupture de ban, 1,400; escroquerie, 587, et abus de confiance, 302. Défalcation faite des vagabonds et des mendiants à l'égard desquels la peine, même élevée au double du maximum, ne peut, dans la plupart des cas, excéder une année, il reste 6,940 récidivistes que les tribunaux, se fondant sur l'article 58 du Code pénal, pouvaient condamner à plus d'un an d'emprisonnement; ils n'ont usé de cette faculté que pour un quart d'entre eux, 1,822 ou 26 0/0; les 5,118 autres récidivistes légaux n'ont vu prononcer contre eux qu'un an ou moins d'emprisonnement ou une amende seulement. Si la faiblesse de la répression peut dépendre quelquefois de la loi, on ne peut que profondément la regretter lorsqu'elle s'applique à des malfaiteurs endurcis qui sont restés insensibles aux sévères avertissements de la justice.

DE LA RÉCIDIVE AVEC SES RAPPORTS DANS LE RÉGIME PÉNITENTIAIRE

L'inefficacité de la peine au point de vue moralisateur ressort d'une façon non moins saisissante des renseignements que l'on obtient en rapprochant les listes des libérés des maisons centrales de celles des récidivistes criminels et correctionnels. Ces investigations s'étendent à l'année de la libération et aux deux suivantes, de sorte que les indications qui suivent portent sur les libérés de 1883 repris et condamnés de nouveau jusqu'au 31 décembre 1885. Il en résulte que, sur 5,495 hommes sortis en 1883 des divers établissements pénitentiaires affectés aux accusés ou prévenus condamnés à la réclusion ou à plus d'un an d'emprisonnement, 2,196, les deux cinquièmes, ont reparu devant la justice pour s'y voir encore condamner : 1,074 ou 49 0/0 dans l'année même de leur libération, 831 ou 38 0/0 en 1884 et 291 ou 13 0/0 en 1885. Pour les femmes, qui retombent dans la faute moins souvent que les hommes, la proportion de la récidive après la libération est nécessairement plus faible : 24 0/0 (213 femmes reprises sur 887 libérées), et la rechute se fait attendre plus longtemps; elle se produit 42 fois sur 100 dans l'année de la libération, 43 fois sur 100 dans l'année suivante et 16 0/0 dans la troisième année.

Du jour de leur sortie de prison jusqu'au 31 décembre 1885, les 2,196 hommes libérés et repris ont subi 4,724 condamnations et les 213 femmes, 372. La moitié à peine de ces récidivistes n'ont été condamnés qu'une fois, 531 l'ont été deux fois, 318 trois fois, 153 quatre fois, 86 cinq fois, 56 six fois, 26 sept fois, 12 huit fois, 9 neuf fois, et 12 de dix à quinze fois. Des vols (crimes ou délits) avaient motivé les nouvelles poursuites contre 1,429 ou 52 0/0 d'entre eux. Les cours d'assises ou les tribunaux correctionnels en ont condamné 168 (7 0/0) à des peines afflictives et infamantes, 882 (37 0/0) à plus d'un an d'emprisonnement, et 1,359 (56 0/0) à un an ou moins d'emprisonnement ou à l'amende.

RELÉGATION

En vertu de son article 21, la loi du 27 mai 1885 sur la relégation ne devait être exécutoire qu'à partir de la promulgation du règlement d'administration publique mentionné au dernier paragraphe de l'article 18; cette promulgation a eu lieu le 27 no-

vembre suivant. C'est donc pendant un seul mois de l'année 1885 que les magistrats ont été appelés à prononcer cette peine accessoire; ils l'ont appliquée à 59 récidivistes condamnés : 9 par les cours d'assises et 50 par les tribunaux correctionnels. Je puis dès à présent annoncer que, du 26 novembre 1885 au 25 novembre 1886, c'est-à-dire pendant la première année de mise en pratique de la loi, 1,610 récidivistes y ont été soumis. Les peines principales prononcées en même temps que la relégation étaient les travaux forcés pour 136, la réclusion pour 45, l'emprisonnement de plus d'un an pour 363 et l'emprisonnement d'un an ou moins pour 1,066. Les arrêts ou jugements avaient visé : 43, le paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la loi; 222, le paragraphe 2^o; 941, le paragraphe 3, et 404, le paragraphe 4^o.

Un rapport adressé, le 27 décembre 1886, au Ministre de l'intérieur par le conseiller d'État, président de la Commission de classement instituée conformément à l'article 7 du règlement du 26 novembre 1885, fait connaître que cette Commission avait déjà examiné, au 26 novembre 1886, près de 700 dossiers de récidivistes condamnés à de courtes peines. Un premier convoi de 300 relégués est parti le 18 novembre de cette dernière année pour l'île des Pins, dépendance de la Nouvelle-Calédonie. D'autres convois ne tarderont pas à être dirigés sur les colonies où doit se subir la peine de la relégation. La loi du 27 mai 1885 est donc entrée pleinement dans sa période d'action.

Les renseignements fournis par la statistique criminelle sur la récidive sont des plus graves. L'accroissement est ininterrompu et ses causes en sont multiples. Parmi elles cependant on peut en dégager quatre qui semblent être les principales : l'indulgence de la loi pénale au point de vue de la répression de la récidive, l'abus des courtes peines, l'emprisonnement en commun et l'insuffisance du nombre des sociétés de patronage.

La législation n'aggrave la peine correctionnelle que pour les récidivistes qui ont précédemment subi au moins un an et un jour d'emprisonnement; pour les autres, elle ne permet aux juges de se mouvoir qu'entre le minimum ou le maximum. En outre elle autorise les cours et tribunaux, si les circonstances leur paraissent atténuantes, à réduire l'emprisonnement, même en cas de récidive, au-dessous du niveau correctionnel et à y substituer une amende qui peut n'être que d'un franc.

Il est évident que les faits imputés aux récidivistes ne sont

pas toujours très graves et que si on les apprécie *in abstracto* et sans tenir compte du passé de leurs auteurs, on ne peut prononcer que des peines légères; mais, il ne faut pas se le dissimuler, les courtes peines n'ont aucun caractère intimidant et nuisent plutôt qu'elles ne servent à l'amendement. Il est à remarquer, en effet, que plus la détention est longue moins la récidive est fréquente. Ainsi, les réclusionnaires sortis en 1883 des maisons centrales d'Aniane, de Beaulieu, de Melun, de Riom et de Thouars n'ont été repris, de 1883 à 1885, que dans la proportion de 17 0/0; les individus transférés dans les pénitenciers agricoles de la Corse y subiassent généralement des peines de la réclusion ou de l'emprisonnement de très longue durée (toujours plus de deux ans) et l'on ne compte pour eux que 28 récidivistes sur 100 libérations, tandis que pour les détenus sortis des maisons centrales où s'exécutent les peines d'emprisonnement d'une durée plus courte (d'un an et un jour à deux ans), la récidive après la libération se chiffre par 42 0/0. Il est certain que la raison qui vient d'être donnée à l'appui de ces chiffres n'est pas la seule cause que l'on puisse invoquer mais le fait n'en semble pas moins acquis.

De 1881 à 1885, le nombre des prévenus récidivistes s'est accru de 9,915 et dans ce chiffre les libérés d'un an ou moins d'emprisonnement entrent pour 9,335 ou 94 0/0; par conséquent l'augmentation de la récidive est due, pour les dix-neuf vingtièmes aux condamnés à de courtes peines. Les condamnations à quelques jours ou à quelques mois d'emprisonnement sont d'autant plus fâcheuses quand elles sont prononcées contre des récidivistes qu'elles s'exécutent dans des maisons en commun où la promiscuité ne peut qu'engendrer la corruption morale de ceux qui seraient susceptibles d'amendement.

Il est reconnu, enfin, que la difficulté du reclassement des libérés dans la société est une des causes les plus fréquentes de la récidive; mais les institutions de patronage pour les libérés adultes ne sont pas encore assez nombreuses pour améliorer un état de choses que tout le monde déplore.

Cette question de l'inefficacité des peines préoccupe depuis longtemps le criminaliste et le législateur; mais il n'y a guère qu'une dizaine d'années que des mesures législatives ou administratives ont été prises ou proposées pour arrêter le flot toujours montant de la récidive. La loi du 5 juin 1875, sur la

séparation de jour et de nuit des inculpés, prévenus, accusés, et condamnés à un an et un jour au plus d'emprisonnement détenus dans les prisons départementales, aurait, sans aucun doute, fait faire un grand pas à la réforme et diminué sensiblement la récidive si elle avait pu être mise en vigueur immédiatement et partout; malheureusement les ressources votées par les conseils généraux n'ont encore permis d'approprier au régime individuel que très peu de prisons; cette loi n'en contient pas moins en germe un grand et utile progrès.

Dans le but d'épargner à ceux qui commettent une première faute les dangers de l'emprisonnement, le Sénat a pris en considération une proposition de loi ayant pour objet, d'une part de faire revivre la loi de pardon et, d'autre part, d'autoriser les tribunaux, lorsqu'ils prononceront l'emprisonnement contre un prévenu qui n'aura précédemment subi aucune condamnation, à déclarer qu'il y a lieu de surseoir à l'exécution de cette peine dont le condamné sera dispensé après cinq années si, pendant ce délai, il n'est pas frappé par la justice pour un autre fait. Ce sursis équivaldrait à l'admonition; en outre, l'emprisonnement et l'amende pourraient être convertis en journées de travail. Par contre, une autre proposition de loi, également prise en considération, a pour but d'édicter une aggravation progressive des peines en cas de récidive.

L'année 1883 a été particulièrement marquée par la mise en vigueur de lois et de décrets appelés à produire les meilleurs résultats sur la régénération morale des condamnés. La loi du 27 mai 1883 en décidant que certaines classes de récidivistes seraient envoyées dans nos colonies transatlantiques, a réalisé une mesure vivement sollicitée par l'opinion publique. Le règlement du 26 novembre 1883, qui a été le point de départ de l'application de cette loi, a fixé les modes d'exécution en France et aux colonies, et ceux qui vont suivre devront chercher à organiser le régime de la relégation dans les conditions les plus favorables au relèvement des condamnés. La loi du 14 août 1885, par l'institution de la libération conditionnelle et l'organisation légale du patronage, offre aussi des moyens de prévenir la récidive. Sur ce dernier point, il est inutile d'ajouter que le montant des subventions accordées par le Gouvernement aux sociétés de patronage, qui n'était que de 20,000 francs il y a dix ans, s'élève aujourd'hui à 60,000 francs.

Enfin, pour remédier, autant qu'il est possible, aux inconvénients de la promiscuité dans les maisons d'arrêt, vous avez rendu, le 11 novembre 1885, sur le rapport du Ministre de l'intérieur, un décret portant règlement du service et du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun. L'article 28 de ce décret prescrit la séparation des détenus par groupes distincts et l'article 70 détermine des mesures pour ne laisser aucun condamné dans l'oisiveté.

Comme on le voit, le Gouvernement et le législateur ne sont pas restés inactifs en présence de la plaie sociale dont la statistique leur révélait le développement incessant. Les décisions prises sont évidemment trop récentes pour qu'on puisse en apprécier les bienfaits; mais il n'est pas téméraire de penser qu'elles contribueront puissamment à arrêter le mouvement progressif de la récidive et même à le faire sensiblement rétrograder.

VII^e PARTIE — RENSEIGNEMENTS DIVERS

EXTRADITIONS

Pendant les années 1881 à 1885, il a été effectué 2,100 extraditions (chiffre absolu), savoir : 1,301 par la France sur la demande des Gouvernements étrangers, et 799 par ceux-ci sur la demande de la France.

Les individus qui ont été livrés à la France s'étaient réfugiés : 426 en Belgique, 196 en Suisse, 40 en Angleterre, 36 en Italie, 34 en Allemagne, 33 en Espagne, 16 dans les Pays-Bas, 5 dans la principauté de Monaco, 3 en Autriche, 2 au Brésil, 2 en Danemark, 2 en Roumanie, 1 en Tunisie, 1 dans la Confédération Argentine, 1 au Pérou et 1 en Portugal.

Ceux que la France a remis aux États réclameurs appartenaient par leur nationalité : 742 à la Belgique, 222 à l'Italie, 147 à la Suisse, 114 à l'Allemagne, 32 à l'Espagne, 21 aux Pays-Bas, 10 à l'Angleterre, 6 à l'Autriche, 3 à la principauté de Monaco, 2 aux États-Unis d'Amérique et 2 à la Russie.

Les 2,100 malfaiteurs fugitifs qui ont été extradés étaient accusés ou reconnus coupables : 823 de vol, 287 de vol domestique ou d'abus de confiance, 221 de faux, 189 de banqueroute frauduleuse, 144 d'escroquerie, 127 d'assassinat de meurtre ou d'infanticide, 114 de viol ou d'attentat à la pudeur, 46 d'atten-

tat aux mœurs (délit), 44 de coups et blessures, 24 d'incendie, 20 de fabrication de fausse monnaie et 59 d'autres crimes ou délits.

GRACES COLLECTIVES

Chaque année, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, des grâces, commutations ou réductions de peine sont accordées aux condamnés, détenus dans les divers établissements pénitentiaires, qui sont signalés par l'administration pour leur bonne conduite et leur sincère repentir. Le nombre de ceux qui ont bénéficié de pareilles faveurs a été de 1,454 en 1881, de 1,467 en 1882, de 1,670 en 1883, de 1,404 en 1884 et de 1,324 en 1885; c'est un chiffre moyen annuel de 1,464 se décomposant ainsi : condamnés subissant leur peine à la Guyane ou à la Nouvelle-Calédonie, 292; dans les maisons centrales : hommes, 916; femmes, 209, et dans les prisons départementales, 47.

RÉHABILITATIONS

Le nombre moyen annuel des réhabilitations prononcées en vertu des anciens articles 619 à 634 du Code d'instruction criminelle, qui n'avait été que de 333 en 1871-1875 et de 482 en 1876-1880, s'est élevé à 735 en 1881-1885. Les individus ayant été l'objet de ces dernières avaient été condamnés : 3 aux travaux forcés, 10 à la réclusion, 38 à plus d'un an d'emprisonnement, 635 à un an ou moins de la peine, 48 à l'amende et 1 (officier ministériel) à la destitution. Il s'était écoulé entre la libération ou le paiement de l'amende et la réhabilitation cinq ans au moins pour 90, de cinq à dix ans pour 254, de dix à vingt ans pour 247 et plus de vingt ans pour 144.

Pendant les derniers mois de 1885, les chambres d'accusation ont été saisies, par application de la loi du 14 août de la même année, de 473 demandes en réhabilitation, elles en ont rejeté 68 et accueilli 405. Ce dernier chiffre donne lieu de penser que la réhabilitation, débarrassée par cette loi des obstacles qui en entravaient l'usage, va devenir de plus en plus fréquente.

Algérie.

Les affaires ont été plus nombreuses devant toutes les juridictions répressives de l'Algérie de 1881 à 1885 que de 1876 à 1880; les

raisons principales de cette augmentation sont d'ordre différent : l'extension du territoire civil ; en 1876, le nombre des habitants recensés comme faisant partie de ce territoire n'avait été que de 1,352,831 ; il s'est élevé en 1881 à 2,875,309, plus du double. De plus, il a été créé, par décret du 31 décembre 1882, trois tribunaux de première instance à Batna, à Guelma et à Sibi-bel-Abbès et, par décret du 7 janvier 1883, vingt-deux justices de paix ; par suite, le personnel de la police judiciaire s'est accru de 1,740 agents. Enfin, le tribunal de Tunis et les six justices de paix y ressortissant ont été réunis à la cour d'appel d'Alger. En présence de ces diverses mesures, il n'est pas surprenant qu'il ait été constaté et jugé beaucoup plus d'infractions pendant la dernière période.

COURS D'ASSISES

Pendant les dix années 1876 à 1885, les cours d'assises d'Algérie ont jugé contradictoirement 3,673 accusations concernant 5,470 accusés.

De la première à la dernière année, le nombre des accusations de crimes contre les personnes a plus que doublé, et celui des accusations de crimes contre les propriétés a presque triplé. La progression de celles-ci tend à s'accroître ; les autres, au contraire, semblent s'être arrêtées dans leur mouvement ascensionnel qui avait été très sensible au moment de l'annexion au territoire civil de grands territoires de commandement.

Par rapport à la population, on compte 24 accusés par 100,000 habitants en 1885 comme en 1876 ; il n'y a donc pas eu, en réalité, de recrudescence de la grande criminalité dans la colonie.

Les deux tiers des accusations de crimes contre les personnes relevaient à la charge des accusés des attentats contre la vie et un cinquième des coups non qualifiés meurtre. Les trois quarts des crimes contre les propriétés consistaient en vol.

La moyenne annuelle des accusés traduits devant le jury algérien de 1883 a été de 707, se divisant ainsi au triple point de vue du sexe, de l'âge et de la nationalité : hommes, 680 ou 96 0/0 ; femmes, 27 ou 4 0/0 ; — mineurs de vingt et un ans, 78 (11 0/0) ; âgés de vingt et un à quarante ans, 513 (73 0/0) ; ayant plus de quarante ans, 116 (16 0/0) ; — Français, 42,

soit 6 sur 100 accusés ou 17 sur 100,000 habitants de nationalité française; autres Européens, 42, soit 6 sur 100 accusés ou 22 sur 100,000 habitants de nationalité correspondante, et indigènes, 623, soit 88 sur 100 accusés ou 21 sur 100,000 habitants originaires de la colonie.

D'après les résultats comparés de l'instruction écrite et de l'instruction orale, le jury accueille 51 accusations sur 100; il n'en admet 26 qu'en modifiant les faits, qui restent crimes dans 10 et dégénèrent en délits dans 16; enfin il en rejette entièrement 23. Cette proportion des échecs complets des accusations est inférieure d'un centième à celle de la France. La sévérité du jury algérien s'affirme surtout en matière de crimes contre les personnes : 24 acquittements sur 100 au lieu de 32 0/0 sur le continent; de même en ce qui concerne les circonstances atténuantes; en France elles sont admises en faveur des trois quarts des accusés déclarés coupables; en Algérie, leur bénéfice n'est accordé qu'aux sept dixièmes.

En vertu des verdicts du jury relatifs aux 707 accusés, les cours en ont acquitté 169, dont 3 mineurs de seize ans ayant agi sans discernement; c'est 23 0/0 au lieu de 27 0/0 en France. Elles ont condamné les autres : 36 à mort (3 exécutions en moyenne par an), 44 aux travaux forcés à perpétuité, 176 aux travaux forcés à temps, 111 à la réclusion et 171 à des peines correctionnelles.

Les cours d'assises d'Algérie ont jugé en moyenne, de 1881 à 1885, sans l'assistance du jury, 35 affaires par coutumace dans lesquelles étaient impliqués 39 accusés qui ont été condamnés : 13 à mort, 9 aux travaux forcés à perpétuité, 14 aux travaux forcés à temps et 3 à la réclusion.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Les tribunaux correctionnels d'Algérie ont jugé :

ANNÉES	AFFAIRES	PRÉVENUS
1876	5,338	7,120
1877	6,516	8,816
1878	7,110	9,156
1879	7,004	9,289
1880	7,499	9,784

1881	10,208	13,885
1882	9,385	12,553
1883	9,711	13,550
1884	8,663	11,546
1885	9,405	11,949

On voit que l'accroissement provoqué en 1881 par les mesures qui ont placé de vastes territoires sous le régime civil ne s'est pas maintenu les années suivantes. Il n'en existe pas moins entre les chiffres de 1876 et ceux de 1885 un écart de 76 0/0 pour les affaires et de 67 0/0 pour les prévenus. L'infériorité de cette dernière proportion, eu égard à la première, semble indiquer une tendance de moins en moins marquée de la part des mal-faiteurs à s'associer pour la perpétration des délits.

Les 9,474 affaires que les tribunaux correctionnels ont jugées, en moyenne annuelle de 1881 à 1885, avaient été introduites : 222 par les parties civiles, 538 par les administrations fiscales et forestières et 8,714 par le ministère public.

Ces 9,494 affaires comprenaient 12,697 prévenus, dont 12,242 hommes (96 0/0) et 455 femmes (4 0/0), division proportionnelle exactement semblable à celle des accusés. Les mêmes prévenus se répartissent sous le rapport de l'âge en :

AGE DES ACCUSÉS	HOMMES	FEMMES
Agés de moins de seize ans . .	209 (2 0/0)	10 (2 0/0)
Agés de seize à vingt et un ans .	1,352 (11 0/0)	63 (14 0/0)
Agés de plus de vingt et un ans.	10,681 (87 0/0)	382 (84 0/0)

Près des sept dixièmes des prévenus étaient des indigènes, 8,736 ou 69 0/0, soit 302 sur 100,000 habitants nés dans la colonie; 1,788 ou 14 0/0 étaient Français; eu égard à la population d'origine française, c'est 764 sur 100,000; enfin, 2,173 ou 17 0/0 appartenaient à d'autres nationalités européennes; c'est 1,144 sur 100,000. Ce sont donc les Européens, autres que les Français, qui fournissent proportionnellement le plus fort contingent de délinquants. On a vu plus haut qu'en France la criminalité des étrangers se chiffre par 20 sur 1,000 quand celle de nos nationaux arrive à peine à 5 sur 1,000.

Les délits imputés aux prévenus sont principalement les vols (4,652 ou 40 0/0) et les coups volontaires (2,502 ou 22 0/0),

Au point de vue du résultat des poursuites, les 12,697 prévenus

ont été : 1,209, un dixième, acquittés purement et simplement ; 90 (mineurs de seize ans) remis à leurs parents ou envoyés en correction en vertu de l'article 66 du Code pénal, et 11,398 condamnés, savoir : 939 à plus d'un an d'emprisonnement, 7,316 à un an ou moins de cette peine et 3,143 à l'amende. La proportion des acquittements correctionnels est de 10 0/0 en Algérie lorsqu'en France elle ne va pas au delà de 6 0/0, mais cela tient à ce que, dans la plupart des cas, la preuve testimoniale est la seule possible et que les témoins indigènes reviennent très fréquemment au cours des débats sur leurs premières dépositions. Par contre, les circonstances atténuantes y sont moins facilement admises : 53 sur 100 au lieu de 62 fois sur 100 en France.

TRIBUNAUX DE PAIX A COMPÉTENCE ÉTENDUE

Indépendamment des 9,474 délits dont il est question ci-dessus, il en a été soumis 2,791 en moyenne, de 1881 à 1885, aux tribunaux de paix jugeant au correctionnel. Le chiffre moyen de 1876-1880 n'avait été que de 1,443, mais la compétence étendue ayant été attribuée aux juges de paix des vingt-deux cantons créés en 1883, il n'y a pas lieu de chercher ailleurs la cause de cette différence entre les deux périodes.

Aux termes du décret du 19 août 1854, les juges de paix à compétence étendue connaissent : 1^o des contraventions fiscales et forestières ; 2^o des délit de chasse ; 3^o de tous autres délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement ou de 500 francs d'amende. Les infractions de la première catégorie forment 27 0/0 du total des affaires jugées ; celles de la deuxième 15 0/0 et celles de la troisième 58 0/0. Les plus nombreuses parmi ces dernières sont les outrages envers des agents, les incendies volontaires de broussailles dans les champs, le refus de se rendre au poste-vigie, l'ivresse (2^e récidive) et les coups volontaires.

Les 2,791 affaires qui ont été jugées, année moyenne, de 1881 à 1885, intéressaient 3,997 prévenus. Les juges de paix se sont déclarés incompétents à l'égard de 52 d'entre eux ; ils en ont acquitté 275, soit 7 0/0, et ont condamné les autres : 2,514 à l'amende et 1,156 à l'emprisonnement.

RÉCIDIVE

Si l'on s'en rapporte aux résultats du dépouillement, fait à la Chancellerie, des comptes criminels et correctionnels, la récidive serait de 33 0/0 pour les accusés et de 15 0/0 pour les prévenus; mais il est à présumer que ces chiffres sont bien au-dessous de la réalité, car le défaut d'uniformité dans la manière d'orthographier les noms arabes et le soin que mettent les indigènes à dérouter les investigations de la justice en donnant de fausses indications sur le lieu de naissance ne permettent pas toujours de constater leurs antécédents judiciaires avec une exactitude absolue.

J'ai terminé, Monsieur le Président, l'exposé des renseignements les plus essentiels contenus dans les comptes généraux de l'administration de la justice criminelle pour les années 1881 à 1885.

Cette statistique est complète et sincère. Elle ne laisse dans l'ombre aucune des infractions signalées au ministère public ou dont il a eu à s'occuper même incidemment. C'est un tableau exact de l'état moral du pays, qui doit être apprécié sans illusion comme sans découragement. Sans illusion, parce que la nature humaine restera toujours la même, avec ses passions, ses entraînements et ses vices. « Il est un tribut, disait l'illustre statisticien Quételet, que l'homme acquitte avec plus de régularité que celui qu'il doit à la nature ou au Trésor de l'État, c'est celui qu'il paye au crime. » Sans découragement, parce que la statistique criminelle, en mettant à nu les plaies morales dont souffre l'humanité, attire l'attention sur les plus grands problèmes sociaux et provoque l'étude et l'application des mesures propres à combattre et surtout à prévenir les actes qui portent atteinte à l'ordre public.

Les grandes lignes de ce rapport embrassent dix années : de 1876 à 1885; quels sont les renseignements qu'on en peut tirer? En envisageant d'abord dans leur ensemble les affaires que les diverses autorités judiciaires ont eu à examiner, on constate pour la période quinquennale 1881-1885, comparée à la précédente, un accroissement moyen de 44,311 crimes ou délits dénoncés.

Telle est la synthèse de la criminalité générale. Relativement à la population moyenne, on compte pour 100,000 habitants

981 affaires en 1876-1880 et 1,080 en 1881-1885; c'est une augmentation d'un millième. Si l'on passe à son analyse, on remarque d'abord que le nombre des affaires jugées par les cours d'assises a diminué; ensuite, que l'accroissement porte, pour trois dixièmes, sur les affaires soumises aux tribunaux correctionnels et pour sept dixièmes sur les affaires abandonnées après examen. Il est vrai que, parmi celles-ci, il en est dans lesquelles le crime ou le délit n'a pu être réprimé parce que les charges n'étaient pas suffisantes contre les inculpés désignés ou parce que les véritables auteurs n'ont pu être découverts et que ces affaires doivent entrer dans le calcul de la criminalité; leur chiffre moyen s'est accru, d'une période à l'autre, de 15,471. Il ne faut pas tenir compte, au contraire, des affaires impoursuivies parce que les faits incriminés ne constituaient pas d'infractions punissables, ou parce qu'ils étaient sans gravité, ou enfin parce que leur existence même n'est pas démontrée. Si l'on procède ainsi l'augmentation se trouve réduite à 29,048, se composant des 15,471 affaires ci-dessus et de 13,577 affaires correctionnelles jugées.

Mais, pour apprécier sainement la criminalité *réelle*, il importe aussi de faire abstraction des affaires jugées et dans lesquelles les accusations ou les préventions ont complètement échoué comme mal fondées. Cette défalcation faite, il reste encore 42,346 affaires suivies de condamnation et qui, réunies aux 15,471 affaires abandonnées pour insuffisance de charges ou faute d'avoir pu découvrir les coupables, forment un véritable accroissement moyen de 27,817 affaires, dans lesquelles les crimes ou les délits semblaient avérés ou dont les auteurs ont été punis; il est considérable, on ne peut le nier. Si l'émigration des campagnes vers les villes, l'esprit de luxe qui a envahi les classes inférieures de la société, la fièvre de l'agiotage, l'alcoolisme, etc. ne sont pas étrangers à ce résultat, on peut aussi l'attribuer en grande partie à trois causes bien précises : la criminalité des étrangers réfugiés en France, la récidive et la crise économique. Celle-ci tend à s'atténuer et, lorsqu'elle aura complètement cessé, on verra, sans aucun doute, diminuer le nombre des délits de vagabondage et de mendicité; pour la récidive dont la proportion alarmante a depuis frappé l'attention des criminalistes, je me bornerai à rappeler que des projets et propositions de lois ont été votés ou sont à l'étude, qui doivent avoir tous pour effet

d'amener progressivement une réduction dans le nombre des rechutes. Quant aux étrangers, dont la criminalité est quatre fois plus forte que celle des Français, l'expulsion est la seule mesure qui puisse être prise à leur égard, en dehors de la répression pénale de leurs méfaits : or, la moyenne des expulsions, qui n'avait été que de 2,888 en 1876-1880, s'est élevée à 4,275 en 1881-1885. Quoi qu'il en soit, et bien qu'un grand nombre de crimes et de délits échappent à toute action préventive émanant de l'autorité, le Gouvernement a pour mission de veiller à la sécurité des personnes et au respect des propriétés ; il ne faillira pas à son devoir et chaque fois que son intervention pourra avoir une bienfaisante influence, il n'hésitera pas à prendre ou à demander au Parlement les mesures qui lui paraîtront de nature à rassurer les populations.

En ce qui touche l'administration proprement dite de la justice répressive, les constatations de ce rapport parlent d'elles-mêmes. Les magistrats du ministère public continuent à s'efforcer de réduire le nombre des envois à l'instruction, dans un double but de rapidité et d'économie ; les juges chargés des informations judiciaires, débarrassés des affaires sans importance, peuvent apporter un plus grand soin à celles qui leur restent confiées et rendent leurs ordonnances dans un délai relativement très court ; devant les juridictions de jugement, les décisions suivent d'aussi près que possible les crimes et les délits, acquérant ainsi plus de force et d'efficacité. En un mot, à tous les degrés de la hiérarchie judiciaire, le zèle et le dévouement ont été soutenus et c'est avec la plus entière confiance que je livre au jugement du pays ainsi qu'à votre haute appréciation, les travaux accomplis pendant les dernières années par les magistratures française et algérienne.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,
SARRIEN.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

POUR L'ANNÉE 1883

(Récidives. — Emprisonnement individuel.)

RAPPORT A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous présenter la statistique générale des services pénitentiaires pour l'année 1883.

Les renseignements contenus dans ce travail portent sur une période qui s'étend du 31 décembre 1882 au 31 décembre 1883. Ils donnent lieu aux constatations suivantes :

1° *Établissements de longues peines.* — Aucun changement n'a été apporté durant cette période dans le nombre ni dans l'affectation de ces établissements, qui comprennent les maisons centrales, les pénitenciers agricoles et le dépôt de Saint-Martin-de-Ré, réservé pour les condamnés aux travaux forcés.

2° *Prisons de courtes peines.* — Le nombre des maisons d'arrêt, de justice et de correction cellulaires a été porté de neuf à onze, les prisons de Corbeil et de Pontoise, ayant été classées dès le mois de mai 1882 comme établissements affectés à l'emprisonnement individuel. Dans ces divers établissements, l'application de la loi du 5 juin a continué de donner des résultats satisfaisants et l'on a constaté notamment que le condamné placé en cellule produit davantage et se soumet plus facilement au travail.

3° *Maisons d'éducation correctionnelle.* — Le nombre de ces établissements a été réduit de deux dans le courant de l'année 1883, par suite de la suppression des maisons privées de Méplier-Blanzky et de Bourges, réservées aux jeunes filles. La suppression de la colonie du Tesson, prononcée le 31 décembre 1882, a été relatée dans le travail statistique de 1882.

Au 31 décembre 1883, l'ensemble des établissements pénitentiaires renfermait une population totale de 52,847 individus, ainsi répartis :

	HOMMES et JEUNES GARÇONS	FEMMES et JEUNES FILLES
Établissements de longues peines (y compris le dépôt de Saint-Martin-de-Ré et le quartier d'aliénés de Gaillon)	14,979	2,244
Prisons de courtes peines	24,023	3,994
Maisons d'éducation correctionnelle	6,167	1,440
TOTAUX	45,169	7,678
TOTAL GÉNÉRAL	52,847	

47,684 individus, soit 40,137 hommes et jeunes gens, 7,547 femmes et jeunes filles, étaient détenus dans les établissements de France; 5,163 individus dans les établissements d'Algérie, dont 5,032 appartenait au sexe masculin et 131 au sexe féminin.

La répartition comparative des journées de détention, ainsi que de la population moyenne entre l'Algérie et la métropole, se trouve consignée ci-après :

	JOURNÉES de DÉTENTION	POPULATION MOYENNE		
		SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAL
France	17,389,144	39,762	7,880	47,642
Algérie	1,980,357	5,270	154	5,424
	19,369,501	45,032	8,034	53,066

Prisons de longues peines.

FRANCE

Hommes. — Les maisons centrales et les pénitenciers agricoles, non compris le quartier d'aliénés de Gaillon, renfermaient, au 31 décembre 1883, un effectif de 13,120 détenus, soit 272 de moins qu'au 31 décembre 1882.

L'élément étranger présentait dans ces établissements un accroissement assez sensible, 12.29 0/0 de la population totale au lieu de 10.68 0/0, chiffre de l'année précédente.

24.56 0/0 des condamnés étaient âgés de 30 à 40 ans; les plus fortes proportions étaient ensuite de 19.82 0/0 pour les individus de 20 à 25 ans et de 19.38 0/0 pour ceux de 25 à 30 ans.

La proportion des personnes ayant des antécédents judiciaires ne s'élevait pas à moins de 80.68 0/0.

Au moment de leur entrée dans les établissements, 30.08 0/0 des condamnés étaient complètement illettrés. En 1882, la statistique indiquait une moyenne de 27.60 0/0.

L'état disciplinaire révèle une légère recrudescence des crimes ou délits commis pendant la détention. Les simples infractions relevant des prétoires de justice disciplinaire des établissements ont été aussi nombreuses qu'en 1882. Elles présentent un caractère d'égale gravité.

L'état sanitaire marque une augmentation à peine sensible du nombre des décès par rapport à la population moyenne des établissements. Trois suicides seulement ont été signalés.

L'utilisation de la main-d'œuvre des détenus a fourni des résultats plus favorables que les années précédentes, et le produit moyen par journée de travail s'est élevé d'une façon assez remarquable.

Femmes. — La population des établissements affectés aux femmes était de 2,193 au 31 décembre 1883, en diminution de 97 sur l'année précédente. — Il n'est survenu aucun changement important dans les chiffres relatifs aux crimes et délits qui avaient motivé les condamnations.

Les femmes âgées de 30 à 40 ans figurent dans une proportion de 29.68 0/0 et celles qui étaient âgées de 40 à 50 ans dans une proportion moindre (22.66 0/0). — 47.20 0/0 d'entre elles avaient subi antérieurement des condamnations.

Le nombre des illettrés (à leur entrée) n'était plus que de 36.11 0/0 contre 38.04 0/0 en 1882. Une seule femme a été déferée aux tribunaux ordinaires pour coups et blessures à une autre détenue.

On relève une augmentation du nombre des décès par rapport à la population moyenne, 2.85 0/0 contre 2.65 0/0 l'année précédente. Il n'y a eu aucune tentative de suicide,

Les résultats constatés dans la partie relative au travail marquent un progrès.

ALGÉRIE

La maison centrale d'hommes et le pénitencier agricole de Berrouaghia renfermaient au 31 décembre 1883 un effectif de 1,470 individus, soit 154 de moins qu'au 31 décembre 1882.

Parmi eux on comptait 930 musulmans, soit 63,26 0/0 de l'effectif total.

Le nombre des illettrés (à leur entrée), toujours très considérable était de 1,086 ou 73.80 0/0. L'élément étranger comprenait notamment : 35 Espagnols, 34 Tunisiens, Marocains ou Égyptiens, 31 Italiens, 16 Belges, 13 Allemands, 9 Suisses, etc.

L'état sanitaire a été très satisfaisant : on ne compte que 2.62 0/0 de décès par rapport à la population moyenne, contre 3.76 0/0 en 1882.

Aucune tentative de suicide n'a été signalée dans les établissements de l'Algérie.

DÉPOT DE SAINT-MARTIN-DE-RÉ

Le nombre des individus entrés dans le courant de l'année a été de 894, au lieu de 939 en 1882.

Il y a lieu de remarquer l'augmentation du nombre des étrangers (130 contre 108 l'année précédente), et la proportion considérable (65 0/0 environ) des individus ayant subi des condamnations antérieures.

Prisons de courtes peines.

En France le chiffre du mouvement de la population dénote, par rapport à celui de l'année précédente, une diminution du nombre des détenus, aussi bien pour le sexe masculin que pour

le sexe féminin ; la population s'est trouvée réduite, au 31 décembre de l'année 1883, à 24,458 détenus.

En Algérie, l'effectif a également diminué de 163 hommes et de 7 femmes.

Au point de vue sanitaire, les chiffres fournis par les tableaux semblent indiquer une légère amélioration dans la santé des détenus.

Les suicides n'ont été que de 20, au lieu de 24 en 1882.

Maisons d'éducation correctionnelle.

La population s'est abaissée, dans le courant de l'année 1883, de 8,081 à 7,473 pour la France, et de 156 à 134 pour l'Algérie.

Dans cet effectif total de 7,607 jeunes détenus (81 0/0 du sexe masculin, et 19 0/0 du sexe féminin), on en comptait 7,227 placés sous la tutelle administrative, par application de l'article 66 du code pénal comme ayant agi sans discernement, 174 subissant des peines diverses, et 216 maintenus par correction paternelle.

On remarque que, comme les années précédentes, c'est le vol simple qui a motivé le plus grand nombre des envois en correction ; viennent ensuite le vagabondage, la mendicité et l'attentat à la pudeur.

Au point de vue de l'instruction, il est important de noter que le contingent des illettrés a sensiblement diminué dans le courant de l'année ; du nombre de 1,257 qu'il était au commencement des cours, il s'est abaissé à 484.

L'état sanitaire a continué d'être satisfaisant ; il présentait même une amélioration sur l'année précédente, sauf dans deux maisons privées, où la fièvre typhoïde a causé un nombre de décès relativement élevé.

Enfin les jeunes gens libérés pendant l'année étaient pour la plupart, au moment de leur sortie, en état de gagner leur vie, grâce aux métiers qu'ils avaient appris pendant leur séjour dans les maisons d'éducation pénitentiaire.

Dans les détails qui suivent, nous nous bornons à relever ceux qui concernent les *antécédents judiciaires* des condamnés et qui se réfèrent à l'état de récidive où la plupart sont placés. Ainsi, dans la *deuxième partie* relative aux maisons centrales de force et de correction et aux pénitenciers agricoles, il est dit pour la FRANCE, (analyse du tableau X) :

Antécédents judiciaires des condamnés.

Dans les établissements affectés aux hommes, le nombre des condamnés ayant des antécédents judiciaires s'élevait à 10,585, et se répartissait ainsi sous le rapport des condamnations antérieures :

Condamnés se trouvant placés sous l'application des dispositions des articles 56, 57 et 58 du Code pénal, concernant la récidive. 4.295

Condamnés ayant seulement subi des condamnations d'un an et au-dessous 5.649

Condamnés ayant été détenus dans des colonies ou quartiers d'éducation correctionnelle 641

Des 4,295 récidivistes proprement dits, 8 appartenaient à la catégorie des travaux forcés; 4 à celle de la détention; 992 à celle de la réclusion; et enfin 3,293 à celle de l'emprisonnement correctionnel.

Le tableau ci-après permet d'apprécier aux points de vue qui présentent le plus d'intérêt l'état de récidive des condamnés appartenant aux maisons centrales et aux pénitenciers agricoles :

		1883		1882
		NOMBRE	Proportion 0/0	Proportion 0/0
Ayant subi antérieurement des condamnations entraînant la peine de la récidive. (Art. 56 à 58 C. P.)	Une.	1,925	14.67	14.98
	Deux.	934	7.12	7.39
	Trois.	508	3.87	4.13
	Quatre.	295	2.25	2.65
	Plus de quatre	633	4.83	5.69
Ayant subi seulement des condamnations à un an et au-dessous.	Une.	1,819	13.86	14.03
	Deux.	1,311	9.99	10.01
	Trois et plus	2,519	19.20	16.85
Ayant été seulement renfermés comme jeunes détenus dans les établissements d'éducation correctionnelle.		641	4.89	4.47
		10,585	80.68	80.30
Exempts d'antécédents judiciaires.		2,525	19.32	19.80
		13,120	100	100

De ces indications il ressort que non seulement le groupe des condamnés, auxquels les articles 56, 57 et 28 du code pénal ont été appliqués, a diminué, mais encore que la diminution a été à peu près égale sur tous les chiffres afférents au nombre de condamnations antérieures; ce qui marque bien une amélioration réelle. Quant aux individus condamnés antérieurement à des peines d'un an et au-dessous, le chiffre en paraît plus élevé notamment en ce qui concerne ceux qui ont encouru trois condamnations antérieures au minimum, et pour lesquels il y a augmentation dans la proportion de 2.38 0/0 d'une année à l'autre. On voit aussi qu'il ne restait que 19.32 0/0 de l'effectif n'ayant subi aucune condamnation antérieure.

Depuis quelques années, le nombre des condamnés, qui, à l'expiration de la peine qu'ils subissent, restent soumis à la surveillance de la haute police, tend à décroître de plus en plus. En 1883, la proportion des condamnés, contre qui cette peine accessoire avait été prononcée, n'était que de 31.88 0/0 contre 33.74 0/0 l'année précédente.

Antécédents judiciaires des condamnées.

Les condamnées ayant des antécédents judiciaires se divisent en deux catégories: la première comprend les récidivistes proprement dites, c'est-à-dire celles qui se trouvent placées sous l'application des dispositions des articles 56, 57, 58 du code pénal; la seconde renferme toutes les femmes ayant subi antérieurement à la peine en cours des condamnations à un an et au-dessous ou ayant été détenues dans les colonies ou établissements d'éducation correctionnelle. Sur 2,193 femmes, on constatait la présence de 461 récidivistes, de 556 ayant subi antérieurement des condamnations à un an et au-dessous et de 18 ayant été renfermées dans des quartiers d'éducation correctionnelle.

Ces antécédents judiciaires donnaient lieu à la classification suivante :

		1883		1882
		NOMBRE	Proportion 0/0	Proportion 0/0
Ayant subi antérieurement des condamnations entraînant les peines de la récidive. (Art. 56 à 58 C. P.)	Une	205	9.36	10.48
	Deux.	94	4.33	4.63
	Trois.	63	2.87	2.80
	Quatre	37	1.68	1.35
	Plus de quatre	62	2.74	2.31
Ayant subi seulement des con- damnations à un an et au- dessous.	Une	236	10.76	10.17
	Deux.	98	4.47	5.15
	Trois et plus.	222	10.17	9.04
Ayant été seulement renfermées comme jeunes détenues dans les établissements d'éducation correctionnelle.		18	0.82	0.75
Le nombre de femmes exemptes d'antécédents judiciaires a été de		1,035	47.20	46.68
		1,158	52.80	53.32
		2,193	100	100

Il ressort de ces chiffres qu'au point de vue des antécédents judiciaires la situation était encore moins favorable que l'année précédente, puisqu'il y a eu augmentation du nombre de femmes qui avaient subi antérieurement trois condamnations et plus.

462 femmes récidivistes ou non récidivistes restaient, par application de l'article 44 du code pénal, soumises à la surveillance à l'expiration de leur peine.

Pour l'ALGÉRIE :

Antécédents judiciaires des condamnés (hommes et femmes).

Le nombre des condamnés pourvus d'antécédents judiciaires s'élevait à 863 pour les hommes et 6 pour les femmes.

Dans ces chiffres les récidivistes, c'est-à-dire ceux qui se trouvaient placés sous l'application des dispositions de l'article 56, 57 et 58 du Code pénal, figuraient pour 512 du sexe masculin et 2 seulement du sexe féminin.

Le tableau suivant analyse la composition de la population sous le rapport de ses antécédents judiciaires :

		1883				1882	
		NOMBRE		PROPORTION 0/0		PROPORTION 0/0	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Ayant subi antérieurement des cond. entraînant les peines de la récidive	Une	254	»	17.28	»	17.55	»
	Deux	119	»	8.10	»	7.20	»
	Trois	62	»	4.22	»	4.62	»
	Quatre	32	2	2.18	3.93	2.16	»
	Plus de quatre.	45	2	3.07	3.93	4.12	3.77
Ayant subi seulement des cond. à un an et au-dessous . .	Une	152	»	10.33	»	10.47	»
	Deux	72	»	4.89	»	3.33	»
	Trois et plus .	111	2	7.55	3.93	5.85	3.77
Ayant été seulement enfermés dans des établissements d'éducation correctionnelle		16	»	1.09	»	0.92	»
Exempts d'antécédents judiciaires		863	6	58.71	11.79	56.22	7.54
		607	45	41.29	88.21	43.78	92.46
TOTAUX		1,470	51	100	100	100	100

Il ressort de ces indications que la proportion des condamnés ayant des antécédents judiciaires est encore bien inférieure à celle constatée pour la métropole; mais les chiffres qui viennent d'être exposés révèlent en même temps une situation moins favorable qu'en 1882.

Dans la *troisième partie*, relative aux établissements d'éducation correctionnelle, nous trouvons (tableau 7) que 13,23 0/0 des garçons avaient déjà été envoyés en correction, savoir :

Une fois	8.01 0/0
Deux fois	2.95
Trois fois	1.21
Quatre fois	0.43
Cinq fois et plus	0.63

et 8,95 0/0 des filles, savoir :

Une fois	5.97 0/0
Deux fois	2.01
Trois fois	0.48

Quatre fois.	0.42
Cinq fois et plus	0.07

En Algérie, sur 186 garçons, 10 avaient été déjà envoyés en correction, une ou deux fois.

Dans la *cinquième partie* relative au dépôt de Saint-Martin-de-Ré qui reçoit les condamnés aux travaux forcés en attendant leur départ pour la Nouvelle-Calédonie ou la Guyane Française, nous trouvons que 580 individus, soit 65 0/0 environ avaient subi antérieurement des condamnations. Cette proportion est un peu inférieure à celles de 1882 et 1881 qui accusaient 73 et 76 0/0 d'individus ayant des antécédents judiciaires. Sur ces 580 détenus, 286 avaient subi des condamnations entraînant la peine de la récidive; 263 avaient subi des condamnations d'un an et au-dessous, enfin 31 avaient été dans des établissements ou quartiers d'éducation correctionnelle.

Nous ne saurions comprendre pourquoi un travail analogue n'existe pas pour les maisons d'arrêt, de justice et de correction, c'est-à-dire pour toutes les prisons où sont subies les peines correctionnelles inférieures à 12 mois et un jour de prison. Sans doute ces peines n'entraînent pas l'application des peines de la récidive, mais il n'en serait pas moins intéressant de connaître : 1° combien de récidivistes ont pu tomber dans de nouvelles fautes qui les ont exposés à des condamnations nouvelles si légères qu'aient été celles-ci, et 2° combien de condamnés frappés antérieurement de peines légères se sont exposés à des condamnations nouvelles. Ces constatations auraient aujourd'hui un intérêt très réel et rendraient plus facile l'application de la loi sur la transportation. Le travail du ministère de la justice ne porte que sur trois années tandis que la loi sur la transportation fait remonter ses recherches au moins aux dix années qui précèdent les dernières poursuites.

Enfin nous croyons utile d'emprunter encore à la *quatrième partie* (maisons d'arrêt, de justice et de correction) les renseignements qui concernent l'application du régime d'emprisonnement individuel en France.

Application du régime d'emprisonnement individuel en France. (1)

Par décrets en date du 17 mai 1883, les maisons d'arrêt et de correction de Pontoise et de Corbeil ont été reconnues comme établissements affectés à la mise en pratique du régime d'emprisonnement individuel.

Le nombre de prisons déclarées cellulaires s'est ainsi trouvé porté à 11, savoir :

- 1° La maison d'arrêt et de correction dite de Mazas;
- 2° Un quartier de la prison de la Santé;
- 3° Une partie du dépôt près la Préfecture de police;
- 4° La maison d'arrêt, de justice et de correction de Tours;
- 5° La maison d'arrêt, de justice et de correction d'Angers;
- 6° La maison d'arrêt et de correction de Sainte-Menehould;
- 7° La maison d'arrêt et de correction d'Étampes;
- 8° La maison d'arrêt et de correction de Corbeil;
- 9° La maison d'arrêt et de correction de Pontoise;
- 10° La maison d'arrêt et de justice de Versailles;
- 11° La maison d'arrêt et de justice de Dijon.

Les renseignements recueillis par l'Administration sur le fonctionnement du régime de l'emprisonnement individuel, en France, pendant l'année 1883, n'ont pas modifié les observations faites les années précédentes.

D'une manière générale il a été constaté qu'au point de vue physique la cellule n'exerçait sur la santé des détenus aucune influence fâcheuse.

Au point de vue moral, il a été de nouveau reconnu que l'isolement était redouté par les malfaiteurs d'habitude et recherché par les individus qui en étaient à leur première condamnation ou par ceux dont on pouvait espérer le retour au bien.

En ce qui concerne les prisons de la *Seine*, l'état statistique suivant indique le mouvement général de la population dans les trois établissements de ce département :

(1) Voir l'article de M. Rivière de l'emprisonnement individuel, année 1885, p. 715.

	MAZAS	SANTÉ (quartier cellulaire).	DÉPOT (quartier cellulaire).	TOTAUX
Population au 31 décembre 1882 . . .	1,317	447	»	1,764
Entrées en 1883.	7,924	6,669	h. 15 f. 6	14,614
Ensemble	9,241	7,116	21	16,378
Sorties en 1883	8,202	6,653	21	14,876
Population au 31 décembre 1883 . . .	1,039	463	»	1,502
Journées de détention	437,073	163,337	159	600,509
Population moyenne	1,197	448	»	»

La répartition des chiffres ci-dessus entre les prévenus et les condamnés s'établit comme suit :

Prévenus et condamnés en appel.	MAZAS	SANTÉ (quartier cellulaire).	DÉPOT (quartier cellulaire).	TOTAUX
Effectif au 31 décembre 1882	943	18	»	958
<i>Entrées en 1883.</i>				
Prévenus	7,734	494	15 hommes.	8,249
Condamnés en appel ou en pourvoi .	79	204	6 femmes.	283
Ensemble	8,756	713	21	9,490
<i>Sorties en 1883.</i>				
Par suite de non-lieu, mainlevée, mise en liberté sous caution.	2,643	10	15 hommes.	2,653
Placés sous mandat de dépôt. . . .	»	»	6 femmes.	21
Par suite d'acquiescement.	329	92	»	421
Relaxés comme condamnés à l'amende seulement.	12	11	»	23
Transférés { comme présumés aliénés. . . .	66	5	»	71
{ à l'infirmerie centrale	30	51	»	81
{ pour causes diverses.	741	140	»	881
Décédés { mort naturelle.	2	»	»	2
{ suicide	2	»	»	2
Détenus passés dans la catégorie des condamnés à titre définitif pendant leur séjour à la prison.	4,061	369	»	4,430
Ensemble	7,886	678	21	8,585
Effectif au 31 décembre 1883. . . .	870	35	»	905
Journées de détention	323,101	15,724	159	337,984
Population moyenne	882	43	»	925

Condamnés à titre définitif.	MAZAS	SANTÉ (quartier cellulaire).	DÉPOT (quartier cellulaire).	TOTAUX
Effectif au 31 décembre 1882	374	432	»	806
<i>Entrées en 1883.</i>				
Condamnés qui étaient entrés au quartier cellulaire en état de prévention ou en appel	4,061	369	»	4,430
Condamnés venant d'autres prisons ou de l'état de liberté	111	5,431	»	5,542
Condamnés venant du quartier en commun, maintenus au quartier cellulaire	»	540	»	540
Ensemble	4,546	6,772	»	11,518
<i>Sorties en 1883.</i>				
Après expiration de peine sans réduction.	1,680	4,969	»	6,599
Par suite de réduction de peine, par application de l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875	368	244	»	592
Transférés dans d'autres prisons	2,372	481	»	2,853
Graciés	12	116	»	128
Transférés { pour cause d'aliénation mentale	»	15	»	15
{ à l'infirmerie	12	201	»	213
{ au quartier en commun	»	317	»	317
Décédés { mort naturelle	3	»	»	3
{ suicide	»	1	»	»
Ensemble	4,377	6,344	»	16,721
Effectif au 31 décembre 1883	169	428	»	597
Journées de détention	114,972	147,613	»	162,585
Population moyenne	315	405	»	

Le fonctionnement du régime de l'emprisonnement individuel dans les prisons de la Seine, pendant le cours de l'année 1883, n'a donné lieu à aucune remarque particulière.

L'effectif de la prison de *Tours* pendant le cours de l'année 1883 se décompose ainsi :

	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 31 décembre 1882	77	12	89
Entrées en 1883	864	208	1,072
Ensemble	941	220	1,161
Sorties	849	199	1,048
Population au 31 décembre 1883	92	21	113

La population moyenne a été de 80 pour le sexe masculin et de 73 pour le sexe féminin.

L'état sanitaire a été satisfaisant.

Le mouvement de la population de la prison d'Angers, pendant le cours de l'année 1883, se décompose ainsi :

	SEXE MASCU LIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 31 décembre 1882. .	185	40	225
Entrées en 1883	858	251	1,109
Ensemble	1,043	291	1,334
Sorties en 1883	928	276	1,204
Population au 31 décembre 1883. .	11	15	139

La population moyenne a été de 129 pour le sexe masculin et de 36 pour le sexe féminin.

On a constaté que le régime de l'emprisonnement individuel a une influence marquée sur le travail des détenus. Le détenu qui n'a pas la ressource des distractions extérieures, est naturellement porté à chercher dans le travail un remède contre la solitude, il s'acquitte en général avec plus de soin de sa tâche et il produit davantage.

L'atelier cellulaire de vannerie, installé par les soins de l'administration, a continué à fonctionner pendant l'année 1883. On s'est occupé également de la fabrication des sangles, des filets de pêche et de l'apprêt des rotins.

A *Sainte-Menehould*, le mouvement de la population se décompose ainsi :

	SEXE MASCU LIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 31 décembre 1886. .	21	»	21
Entrées en 1883	104	15	119
Ensemble	125	15	140
Sorties en 1883	114	13	127
Population au 31 décembre 1883. .	11	2	13

La population moyenne a été de 16 détenus pour le sexe masculin et de 1 pour le sexe féminin.

L'instituteur a donné aux détenus qui ne possèdent pas l'instruction primaire des leçons individuelles dans leurs cellules.

L'enseignement a fourni dans le courant de l'année les résultats suivants :

Il existait au 31 décembre 1882.	6 élèves.
Il en a été admis en 1883	3
Total	<u>9</u>
Il en est sorti.	7
Il en restait au 31 décembre 1883	<u>2</u>

4 détenus ont complété leur instruction et 3, sachant lire et écrire, ont appris à calculer.

Indépendamment de l'école, l'instituteur a fait chaque semaine trois lectures accompagnées d'explications et de commentaires.

Le mouvement de la population se décompose ainsi dans la prison d'Étampes :

	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 31 décembre 1882. .	17	1	18
Entrées en 1883.	351	12	363
Ensemble	368	13	381
Sorties en 1883	349	13	362
Population au 31 décembre 1883. .	19	»	19

La population moyenne a été de 22 pour le sexe masculin et de 1 pour le sexe féminin.

Dans le courant de l'année 1883 plusieurs condamnés à plus d'un an et un jour d'emprisonnement ont été autorisés à subir leur peine dans la maison d'arrêt et de correction d'Étampes. D'après le rapport du directeur, ces condamnés, qui n'avaient pas d'antécédents judiciaires, « se sont toujours livrés au travail avec assiduité, leur santé a été bonne, et s'il s'est produit quelques cas d'anémie assez mal caractérisés, on les a constatés chez des individus déjà malades à leur entrée ».

Dans la prison d'Étampes, comme dans presque toutes les prisons cellulaires, la conduite des détenus a été bonne.

L'état sanitaire a été satisfaisant et il n'a pas été signalé plus de cas de suicides ou d'aliénation mentale que dans les prisons où la peine est subie en commun.

Dans les prisons de Pontoise et de Corbeil le mouvement de la population se décompose ainsi qu'il suit :

A Pontoise,

	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 14 juin 1883.	38	1	39
Entrées en 1883	551	71	622
Ensemble	589	72	661
Sorties.	489	61	550
Population au 31 décembre 1883. .	100	11	111

La population moyenne a été de 78 pour le sexe masculin et de 10 pour le sexe féminin.

A Corbeil,

	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 11 juin 1883.	22	»	»
Entrées en 1883.	252	27	279
Ensemble	274	27	301
Sorties en 1883.	226	20	246
Population au 31 décembre 1883. .	48	7	55

La population moyenne a été de 33 pour le sexe masculin et de 3 pour le sexe féminin.

Le peu de temps qui s'est écoulé depuis la prise de possession des prisons cellulaires de Pontoise et de Corbeil n'a pas permis de formuler d'observations spéciales sur l'influence de l'emprisonnement cellulaire.

D'après les rapports des médecins, la santé des détenus a été bonne.

Dans la maison d'arrêt et de justice de *Versailles* le mouvement de la population se décompose ainsi :

	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 31 décembre 1882. .	42	»	42
Entrées en 1883	1,304	»	1,304
Ensemble	1,346	»	1,346
Sorties en 1883.	1,288	»	1,288
Population au 31 décembre 1883. .	58	»	58

La population moyenne a été de 64 détenus.

Le régime de l'emprisonnement individuel a donné de bons résultats dans cet établissement, où d'ailleurs les détenus, prévenus et accusés ne séjournent que très peu de temps.

Le mouvement de la population dans la maison d'arrêt et de justice de *Dijon* se décompose de la manière suivante.

	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	TOTAL
Population au 31 décembre 1882. .	10	2	12
Entrées en 1883	695	81	776
Ensemble	705	83	788
Sorties en 1883	696	81	777
Population au 31 décembre 1883. .	9	2	11

La population moyenne a été de 18 pour le sexe masculin et de 2 pour le sexe féminin.

Les projets de construction ou d'appropriation des prisons de *Nice* et de *Saint-Étienne* ont été définitivement approuvés par l'Administration et il a été immédiatement procédé à l'adjudication des travaux.

Louis HERBETTE,
Conseiller d'Etat,
Directeur de l'Administration pénitentiaire.

L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

A l'occasion de l'Assemblée générale de la Société de patronage des prisonniers libérés protestants, cette question a été traitée avec une compétence particulière par MM. DE PRESSENSÉ, sénateur, FRÉDÉRIC PASSY, député et E. ROBIN, pasteur.

DISCOURS DE M. DE PRESSENSÉ

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis notre dernière assemblée générale, nous avons subi un grand deuil, nous avons perdu notre président, le général baron de Chabaud-Latour, et je ne puis prendre ici sa place sans rendre, du fond de mon cœur, hommage à cet homme éminent, au vaillant soldat de la défense nationale qui a honoré le nom protestant, dans les plus hautes positions, au chrétien convaincu dont le caractère élevé, généreux, inspirait une sympathie qu'aucune divergence d'opinion ne pouvait affaiblir. C'est un grand honneur pour moi d'avoir été appelé à le remplacer. Je m'y serais peut-être dérobé si je n'avais pu compter en toute sécurité sur la collaboration des hommes dévoués et compétents qui se sont consacrés à cette œuvre et, en particulier, sur celle de notre excellent secrétaire, M. le pasteur Robin, dont l'ardente philanthropie chrétienne est appréciée partout où on se soucie du mal social. Elle est grande et sainte, Messieurs, l'œuvre dont nous avons à vous entretenir ce soir. Tant de questions nous

divisent ! Ici, nous pouvons tous nous unir sans hésitation ni scrupule puisqu'il s'agit d'une œuvre de sauvetage au premier chef. Dans notre civilisation brillante et raffinée, aux dehors si trompeurs, il y a une grande armée des misérables qui nous presse de toutes parts. Cette armée il faut la combattre, il faut l'arrêter dans ses tentatives d'envahissement. Toutefois, ne faisons pas d'injustes confusions. Dans cette armée des misérables, je mets à part celui auquel le Christ s'est identifié : le pauvre. Nous lui devons tous notre aide, notre fraternelle assistance, non seulement quand le secours est urgent, mais encore pour nous attaquer au principe même de la pauvreté en abordant avec cœur et largeur les réformes sociales. Les misérables dont nous voulons vous entretenir ce soir, ce sont les coupables qui déjà ont été frappés par la justice des hommes. Que faut-il en faire ? Il y a là une question grave et poignante qui s'impose à notre démocratie. Le problème pénitentiaire doit la préoccuper au premier chef.

Ce problème doit être abordé de deux manières : 1° en faisant intervenir l'État ; 2° en mettant en jeu l'initiative individuelle. Dans les deux cas, il faut agiter l'opinion, s'occuper de ce qui peut prévenir le mal ou le guérir.

Il y a déjà des progrès importants accomplis. Des lois salu-taires ont été ou proposées ou votées. Je mentionnerai la loi sur l'enfance abandonnée, la loi sur la libération conditionnelle et surtout la loi si utile de 1875, qui a pour but de substituer l'emprisonnement individuel à l'emprisonnement en commun pour la prévention. Malheureusement cette loi, faute de res-sources, n'a pu être encore appliquée aussi largement qu'on l'aurait désiré et produire tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre. La promiscuité qui règne dans la plupart des éta-blisements pénitentiaires est une des causes les plus actives de la récidive. La prison ainsi organisée devient une vraie fabrique de crimes. Nous avons une preuve saisissante de l'impuissance de notre système pénitentiaire actuel dans cette fameuse loi sur la relégation des récidivistes qui a été votée sous la pression de l'opinion avec une précipitation qui compliquera son application des plus graves difficultés. J'en conclus que si l'État a une tâche considérable, l'initiative individuelle n'a pas moins à faire. Rien ne pourra la remplacer. Il y a en cela une première raison. L'État moderne est condamné à la neutralité religieuse. Il en-

résulte que toute une partie de la réforme pénitentiaire lui échappe ; nous savons, nous, chrétiens, qu'il n'y a qu'un moyen de relever celui qui est tombé, de sauver celui qui est perdu, c'est de le jeter dans les bras du Christ.

L'initiative individuelle a déjà beaucoup fait. Je n'éprouve aucun embarras à rappeler ici les œuvres très belles qui ont été créées sous les auspices de la piété catholique : asiles de nuit, maisons d'orphelins, écoles industrielles ; seulement j'ai bien le droit de dire que dans ces efforts de la philanthropie chrétienne, notre protestantisme a sa part. Il a ses orphelinats, ses asiles, sa colonie agricole de Sainte-Foy, son école industrielle de Belleville, etc.

Notre œuvre à nous, quoique très modeste, est digne de votre intérêt et de votre sympathie. Elle s'attaque au problème pénitentiaire sous toutes ses faces. Elle prend le prisonnier à l'état préventif et elle le fait visiter régulièrement. Quand le prisonnier a subi sa peine, elle lui vient en aide au moyen du patronage. Si le malheureux est envoyé à la Nouvelle-Calédonie, elle le suit jusque-là et elle entretient dans cette colonie lointaine un aumônier. Enfin, nous nous occupons d'une manière toute particulière des vagabonds et des mendiants : c'est là, je dois le dire, le côté préventif par excellence. Notre maison hospitalière de la rue Clavel, à Belleville, est une véritable institution de sauvetage dont on ne saurait exagérer les mérites.

Je termine en rappelant la pensée maîtresse de ces œuvres : c'est celle de l'Évangile ! chercher et sauver ce qui est perdu. Nous voudrions essayer d'imiter le bon Samaritain qui relève le blessé étendu sur le bord de la route. Il y a toute une portion de l'humanité qui a été terrassée par le mal et qui est là gisante sur notre chemin : si, oubliant son grand devoir, l'Église chrétienne laissait au socialisme le soin de la relever, le monde croirait au socialisme et il aurait raison. Eh bien, cette tâche, c'est à nous, chrétiens, qu'elle incombe par excellence. Elle est grande, sans doute, elle est difficile ; il semble qu'il y ait là des obstacles parfois insurmontables et des réparations impossibles. Ne désespérons pas cependant pour tout ce qui échappe à nos efforts, redisons cette belle parole d'un grand citoyen : Je confie l'irréparable à la miséricorde infinie.

EXPOSÉ DE LA QUESTION PAR M. LE PASTEUR ROBIN

MESSIEURS,

La question que nous avons à traiter, a une grande importance sociale. C'est ce dont on est pénétré dès qu'on l'envisage dans son ensemble. Cette question est celle de la recherche *des causes* des délits et des crimes, et des *moyens* de les prévenir ou d'en empêcher le retour : Cette question, on l'appelle la question pénitentiaire. Elle porte sur *deux points* : réprimer le mal lorsqu'il est accompli, et surtout, quand cela est possible, le prévenir. S'il fallait marquer celui de ces deux éléments du problème, sur lequel doit se porter de préférence l'attention du législateur et de la société, on le trouverait indiqué clairement dans cette pensée qui est la maxime favorite de tous ceux qui ont consacré leur vie à la solution du problème : *Qu'il vaut mieux prévenir que punir.*

I. — *Le problème à résoudre.*

Toutes les fois que nous avons pénétré dans une *maison centrale*, ce triste lieu où sont réunis les condamnés à une détention de plus d'un an, la vue de tant de malheureux frappés de cette peine redoutable de la privation de la liberté, leur dégradation aggravée encore par l'influence du milieu moral si malsain où ils sont condamnés à vivre, nous ont portés à nous demander ce qu'on pourrait faire pour empêcher cette contagion du mal qu'ils subissent pendant leur détention, leur retour dans ce milieu corrompé et surtout pour prévenir cette première faute qui les y a conduits.

C'est là tout le problème à résoudre en effet : rendre la peine moralisante, — préparer le relèvement de celui qui est tombé et surtout prévenir la première faute quand cela est possible.

Autrefois, on ne savait que punir : la loi ne parlait que de vindicte publique. Aujourd'hui, on se pénètre d'un autre principe, celui de la pitié pour les misérables et les malheureux : la loi parle de moralisation, de patronage et de relèvement ; et, dans les pays où la solution du problème est la plus avancée, tous les

efforts se réunissent en faveur des malheureux, afin d'organiser les moyens de les empêcher de tomber, de devenir des coupables et des criminels.

C'est, Messieurs, à cette solution complète du problème que nous venons vous convier et à laquelle les trois œuvres dont nous avons à vous rendre compte consacrent tous leurs efforts en les réunissant :

La Maison Hospitalière ouverte pour les ouvriers sans travail, qui a pour but de donner asile à des hommes momentanément inoccupés et qu'un long chômage réduit à un dénuement complet. Elle exige d'eux en retour de l'hospitalité qu'ils reçoivent un travail facile à exécuter;

La Société de Patronage des prisonniers libérés, qui s'efforce, par des visites dans les prisons, d'exercer sur le prisonnier une influence bienfaisante et lui offre, s'il est repentant et désireux de revenir à une vie honnête, un patronage effectif : d'abord l'abri et la nourriture et ensuite une aide dans la recherche du travail qui lui permettra de se suffire à lui-même;

Enfin *l'Œuvre de la Nouvelle Calédonie*, qui s'adresse aux plus coupables, à ceux dont la société désespère, aux forçats et aux relégués, pour leur faire entendre, à eux aussi, des paroles de consolation et d'espérance et réveiller dans leur cœur le désir du relèvement. La loi leur interdisant le retour dans la mère patrie, on ne pouvait les abandonner dans ces colonies lointaines sans leur parler de la miséricorde de Dieu.

Les relégués, dont le premier départ de France a eu lieu à la fin de l'année dernière, viennent d'arriver en Nouvelle-Calédonie : ce sont des récidivistes qui ont subi plusieurs condamnations. Parmi les trois cents récidivistes relégués dont se composait le convoi, il ne s'en trouvait que deux appartenant à notre culte : notre ambition serait que le nombre des incurables fût encore plus réduit et c'est à cette œuvre de préservation que nous engageons tous les hommes de cœur à travailler avec nous.

Ce sont des incurables : chez eux le ressort moral est brisé, mais pour être des incurables ce sont encore des hommes. Tout n'est pas éteint chez eux ; la volonté est affaiblie, la conscience semble détruite, mais ils sont encore sensibles à l'affection qu'on leur témoigne et leur cœur peut s'ouvrir encore aux consolations et à l'espérance chrétienne. Le dernier rapport de l'œuvre en contient de précieux témoignages et notre nouvel aumônier,

dès son arrivée à Nouméa, en recevait un bien touchant, dans une lettre qu'un condamné lui adressait pour lui exprimer sa joie et celle de ses compagnons en voyant qu'ils n'étaient pas abandonnés.

Les trois œuvres que notre Société a prises sous son patronage et qu'elle dirige ont chacune leur caractère propre, leur moyen d'action et leur responsabilité financière. Elles sont réunies parce qu'elles poursuivent par des moyens différents, chacune dans sa sphère, le même but, la solution du difficile problème dont s'occupe la science pénitentiaire : la guérison des maladies morales, comme la science médicale s'occupe de la guérison du corps. Pour assurer la santé publique, la science médicale a des hôpitaux où elle traite les malades, elle a des hospices pour les invalides et les incurables ; et, pour prévenir les maladies, elle a un service public d'hygiène. La science pénitentiaire de même, traite les maladies de l'âme par des moyens qui nous offrent une frappante analogie avec ces derniers : nos prisons ce sont des hôpitaux, nos prisonniers sont des malades à soigner et à guérir. Parmi eux il en est d'incurables et le grand moyen d'empêcher nos prisons d'être encombrées, c'est d'organiser dans notre pays une bonne hygiène morale, énergique et puissante.

Quand Paris a été menacé de l'invasion du choléra, on a préparé des moyens curatifs qu'offraient les progrès de la science. Mais l'attention s'est portée, avant tout, sur les moyens d'assainissement des quartiers menacés : les mesures d'hygiène les plus sages et les plus minutieuses ont été prises et le fléau a été conjuré.

II. — *Comment un homme devient récidiviste.*

Nous avons aujourd'hui à nous défendre d'un autre fléau qui menace notre société, c'est le fléau des récidives. Aujourd'hui, les délits et les crimes se multiplient. Les condamnations prononcées par nos tribunaux atteignent un chiffre qui va croissant chaque année. Ce chiffre était déjà, dans la période de 1871 à 1875, de 153,000 ; il a été, en 1883, de 180,000 avec une augmentation de 23,000 sur l'année précédente. N'est-ce pas un chiffre effrayant ? Cette augmentation d'où vient-elle ? Elle vient des récidives.

Quand un homme a subi une première condamnation, si c'est

pour vagabondage et mendicité, cet homme est perdu, car il est condamné par cela même à devenir un récidiviste. L'année dernière, on a conduit au dépôt de la préfecture de police à Paris, écoutez-bien ces chiffres, 63,000 individus. Dans ce chiffre ceux qui ont été arrêtés pour vagabondage et mendicité figurent pour un tiers. Sur 150 personnes, conduites chaque jour au grand dépôt de la préfecture, on compte 50 mendiants ou vagabonds. Dans ce nombre de 50, il en est qui sont des mendiants et des vagabonds de profession incorrigibles, mais la plupart sont de malheureux ouvriers sans asile ou de pauvres femmes qui n'ont pas eu de gîte le soir et qui n'ont pas trouvé de place dans les asiles de nuit, ou qui ont épuisé les trois jours réglementaires accordés dans ces établissements : on les arrête et on les relâche une fois, deux fois, trois fois, et jusqu'à cinq fois; puis on les retient, on les livre au parquet et on les condamne à huit jours de prison, après quoi, ils sont envoyés au dépôt de mendicité pendant quelque temps, pour en sortir incapables de se suffire et aussi dénués qu'auparavant, dès que le léger pécule gagné au dépôt a été dépensé. La même cause produisant le même effet, le dénuement du malheureux amène une seconde condamnation, puis une troisième et jusqu'à cinq dans la même année. Le voilà récidiviste. Au début, ce n'était qu'un malheureux, le voilà devenu un relégué.

« Les récidivistes, disait un jour M. Schœlcher, c'est nous qui les faisons. » Pour les malheureux dénués qu'une assistance intelligente, l'assistance par le travail, eût sauvés, le mot n'est que trop vrai.

On peut marquer sur le chemin du déshonneur les tristes étapes parcourues par les récidivistes de cette catégorie, mendiants et vagabonds. A la première condamnation, ils sont peu nombreux; à la cinquième, ils sont la moitié; à la quinzième, ils forment la totalité des récidivistes. Un magistrat de la cour de Rouen, M. Homberg, a établi, en effet, après avoir dépouillé tous les dossiers de cette cour d'appel, que les vagabonds figurent, dans le nombre des condamnés une première fois, dans une proportion de 3 0/0, c'est-à-dire qu'à la première condamnation sur 100 condamnés on compte trois vagabonds. Nous voilà rassurés, ces condamnés s'ils deviennent récidivistes, ils ne seront pas nombreux. Nullement; car à la cinquième condamnation leur nombre s'élève dans la proportion de 50 0/0, c'est-à-dire qu'ils

forment à eux seuls la moitié des condamnés ; à la 10^e condamnation la proportion est de 80 0/0 et à la 15^e ils ont subi à eux seuls la totalité des condamnations. M. Homberg a fait le même travail pour les mendiants, ce sont presque les mêmes chiffres à l'exception du dernier où le mendiant récidiviste est devenu lui aussi un vagabond et est condamné à ce titre. En résumé, d'après l'étude si importante de M. Homberg, les mendiants et les vagabonds réunis subissent quatre condamnations en moyenne, pendant que les autres condamnés en subissent une. Voilà, Messieurs, comment s'explique l'effrayante progression du chiffre des condamnations chaque année : l'homme qu'on met en prison parce qu'il est dépourvu de tout est tout aussi dénué lorsqu'il en sort qu'en entrant. De plus, au contact de la prison, il perd le sentiment de la dignité, la flétrissure d'une première condamnation lui ôte le respect de lui-même. Si personne ne l'accueille et ne l'aide, il mendie de nouveau. Ce nouveau délit amène une condamnation nouvelle et, désormais, il ne sortira plus de prison que pour y rentrer et les condamnations s'accumulant sur sa tête sans interruption, d'année en année, il devient ce récidiviste endurci qu'on va reléguer à grands frais au delà des mers. Pour l'avoir marqué d'une première flétrissure au lieu de l'aider efficacement, la société est condamnée à le voir reparaître sans cesse devant les tribunaux et dans ses prisons, et à le nourrir sa vie entière.

Voilà ce que M. Schœlcher voulait dire quand il prononçait ce mot si tristement vrai : les récidivistes, c'est nous qui les faisons.

La commission de classement des récidivistes vient de publier son premier rapport sur l'application de la loi sur les récidivistes. Ce document qui a paru au *Journal officiel* est, sur le sujet qui nous occupe, tristement instructif. Il constate que 1,710 récidivistes ont été condamnés à la relégation. Les condamnés à la relégation collective, c'est-à-dire au mode le plus rigoureux de cette peine, pour vagabondage simple, y figurent dans une proportion de 23 0/0, c'est-à-dire de presque un quart. — Et remarquez-le, c'est pour vagabondage simple qu'ils ont été soumis à cette peine rigoureuse. Dans la discussion de la loi au Sénat, on a réussi à faire retrancher de la liste des relégables, les mendiants. Notre honorable président et quelques-uns de ses collègues, par leurs plaidoyers chaleureux ont contribué à ce

résultat. Si on n'avait pas obtenu cette atténuation à la rigueur excessive de la loi, aujourd'hui les mendiants et les vagabonds formeraient la moitié de l'effectif de la relégation collective et au lieu de 1,740 relégués on en aurait plus de deux mille. Ce qu'on a obtenu pour les mendiants, il faudrait, par un amendement à cette loi, l'obtenir aussi pour les vagabonds; et le nombre si inquiétant des récidivistes diminuerait de plus de moitié. Ce tempérament apporté à la rigueur de cette loi serait un acte de justice en même temps que de sage prévoyance, car il s'agit ici, non de malfaiteurs, mais de malheureux auxquels une assistance et un patronage suffisant ont manqué au début.

Pourquoi, en effet, avoir flétri un homme d'une première condamnation parce qu'il manquait de pain et d'abri et que, pour ne pas mourir de faim, il a mendié et que, le soir, étant dépourvu de gîte, il a été trouvé la nuit errant dans les rues ou endormi sur un banc? A cet homme, il fallait donner l'hospitalité que réclamait son dénuement, le recueillir dans un asile et, au lieu de l'envoyer en prison et de le flétrir en le mettant en contact avec des malfaiteurs, lui assurer une protection effective jusqu'à ce qu'il ait pu se procurer de l'ouvrage, et ainsi on eût conjuré ou du moins limité ce terrible fléau social que nous appelons la récidive.

III. — *Il faut distinguer entre les malheureux et les coupables.*

C'est-là, Messieurs, ce que la science pénitentiaire établit d'une manière irrécusable: elle prouve par des faits que le meilleur moyen de limiter le nombre des condamnations, ce sont les mesures préventives. Elle veut qu'on distingue entre les malheureux et les coupables. Pour les malheureux elle veut qu'on organise une assistance suffisante; elle demande qu'on ne les frappe pas d'une peine, parce qu'ils sont malheureux; et elle montre que, partout où on a fait cette distinction, partout où on a créé ces moyens d'assistance pour venir en aide aux dénués, en leur demandant d'accomplir en échange une certaine somme de travail, on a épargné à ces malheureux la flétrissure de la prison: autant de malheureux mis à flot, autant de récidivistes de moins. La société qui se montre compatissante pour le pauvre se montre ainsi prévoyante, car elle économise,

par une assistance bien entendue, l'énorme dépense d'une répression inutile et sans issue. Voici le principe fécond qu'elle a mis aujourd'hui en lumière, voilà l'hygiène morale économique qu'elle prescrit : *hospitalité et travail*, voilà la formule qu'elle propose pour la solution du problème social qui nous occupe.

A l'appui de ces principes d'une saine économie sociale, elle produit des faits nombreux et concluants, car la science pénitentiaire ne procède point par des généralisations et des théories, elle fait découler les déductions de l'expérience. Or l'expérience aujourd'hui acquise atteste que, partout où une assistance intelligente, ménageant le pauvre, lui fournissant le moyen de reconnaître par son travail l'hospitalité qu'il reçoit, a été organisée, la mendicité et le vagabondage ont été prévenus.

Je citerai l'expérience de la Hollande depuis plus 60 ans, celle de la Suisse depuis 15 ans, de l'Allemagne depuis 5 ans qui ont donné dans ces divers pays les meilleurs résultats.

En Allemagne, un pasteur, M. Bodelschwing, a entrepris d'appliquer ce principe des mesures préventives à la répression de la mendicité et du vagabondage. Il a fondé en Westphalie une colonie de travailleurs libres. Il a appelé à lui tous les hommes dénués mais prêts à travailler, il a construit avec leurs bras un grand établissement, défriché une vaste superficie de terrains stériles jusqu'alors et aujourd'hui devenus productifs. Douze autres provinces de l'empire d'Allemagne ont suivi cet exemple : 15,000 travailleurs libres se sont succédé depuis cinq ans dans les treize colonies fondées; et savez-vous le résultat? c'est que le chiffre des premières condamnations pour vagabondage et mendicité a diminué d'un tiers dans ces treizes provinces; et que dans quelques-unes la mendicité a entièrement disparu.

Dans la Suisse française on a fondé trois colonies de travail, une dans le canton de Neuchâtel, au Devens, et deux dans le canton de Vaud, à Payerne et à Orbe. Ces colonies sont des maisons d'internement où le travail des champs est imposé aux mendiants et aux vagabonds qui ont subi une première condamnation. Là encore un sol inculte a été fertilisé, les prisons du district ont été désencombrées et de notables économies réalisées dans le service des prisons et le résultat social a été que, dans le canton de Vaud par exemple, le nombre des condamnations pour vagabondage et mendicité a diminué de moitié depuis 1880, tandis qu'en France où nous n'avons pas ces établissements

préventifs le nombre des condamnations s'est accru d'une manière si considérable.

En Hollande, outre deux établissements de même nature pour les mendiants et les vagabonds de métier, trois colonies libres de travailleurs ont été fondées par la société de Bienfaisance Néerlandaise. Elles contiennent 1,800 personnes formant des familles de colons libres. Là encore, sur les frontières du Drenthe et de l'Over-Yssel, des terrains ont été défrichés, et, grâce au travail exigé, l'entretien de nombreux colons : hommes, femmes et enfants, ne coûte à la charité que la somme de 24 francs par tête pour chaque personne hospitalisée. Quant au résultat social, il est le même : on sait que la Hollande est citée comme le pays où on a réussi à combattre avec le plus de succès la mendicité et le vagabondage.

J'ai parcouru la ville d'Amsterdam dans tous les sens et je n'y ai pas rencontré un seul mendiant. En visitant la maison des pauvres de cette ville un grand établissement hospitalier pouvant contenir mille hommes et autant de femmes et ayant le travail bien organisé, j'ai compris pourquoi il n'y avait pas dans les rues d'Amsterdam de malheureux sollicitant la charité des passants ! Un avis affiché au-dessus de la porte principale avertissait les pauvres qu'ils n'avaient qu'à se présenter pour être reçus. Il était conçu à peu près en ces termes : « Que ceux qui sont sans ressource entrent ici, ils auront du travail et du pain. On ne garde pas ceux qui refusent de travailler. » L'entrée dans la maison était libre, on n'exigeait qu'une condition de ceux qui s'y présentaient, l'acceptation du travail ; c'est ce qui donnait à la police le droit d'être sévère pour ceux qui refusaient le travail offert. On les arrêtait, ils étaient condamnés à huit jours de prison et envoyés ensuite dans une maison d'internement à la campagne, où le travail leur était imposé.

Voilà une organisation de l'assistance bien entendue. Avec un pareil système plein de sollicitude pour le vrai pauvre, on a le droit d'être sévère pour le mendiant de profession qui veut vivre sans travailler.

M. Maxime du Camp dans son ouvrage : *Paris et ses organes*, a dit : « C'est la charité qui fait les indigents ». Cela est vrai de la charité aveugle, faite sans contrôle et sans condition. Mais la remarque ne peut s'appliquer à cette charité intelligente, vraiment sympathique au malheureux, qui veut soulager la

misère en prenant souci de sa dignité. Cette charité, on l'appelle aujourd'hui d'un nom qui indique clairement son but et ses moyens : *l'assistance par le travail* : le travail toujours exigé de l'assisté valide, ce qui permet ensuite d'être sévère envers les indigents qui exploitent la charité publique et veulent vivre sans rien faire aux dépens de la communauté.

IV. — *Assistance, par le travail, aux malheureux valides.*

Nous ne faisons pas, Messieurs, de sentimentalisme. Nous voulons résoudre, nous le cherchons du moins, cette question du paupérisme d'un intérêt si poignant, cette question sociale qui s'impose aux chrétiens du xix^e siècle et à la solution de laquelle nul ne saurait rester indifférent. Nous voulons venir en aide aux vrais pauvres, mais nous voulons empêcher l'exploitation de la charité par les indignes et les paresseux ; nous voulons qu'on fasse une distinction entre les pauvres d'accident et les mendiants d'habitude, et nous demandons qu'on accorde aux premiers une assistance suffisante avec le travail exigé, s'ils sont valides ; et aux seconds qu'on applique la sévérité de la loi : qu'on les empêche de circuler dans nos campagnes et dans les villes, et qu'après cinq ou six condamnations pour vagabondage et mendicité, on les retienne pendant un temps assez long dans une maison d'internement où le travail, comme en Hollande et en Suisse, leur sera imposé.

Cette distinction que nous demandons qu'on fasse est facile à établir. La pierre de touche pour discerner le vrai pauvre du mendiant, c'est le travail exigé. Le vrai pauvre l'accepte avec reconnaissance, le paresseux le refuse, il s'éloigne et ne revient plus.

Nous faisons* cette expérience-là, chaque jour, à notre maison hospitalière de la rue Clavel dont vous avez reçu le rapport ; lorsqu'un homme, qui se dit sans ressource et sans domicile, se présente à notre réception des pauvres, nous l'envoyons à la Maison hospitalière, en lui disant : « Là, on vous donnera du travail et vous serez logé et nourri. » Les vrais pauvres y vont. Les mendiants de profession s'en gardent bien. Aussi, quand, le lendemain, nous nous faisons rendre compte des entrées, nous remarquons que sur quatre hommes envoyés par nous deux seu-

lement sont venus. Voilà notre expérience : elle est celle de toutes les personnes qui s'occupent de charité. Parmi ceux qu'on assiste, il y a des indignes, le moyen de les connaître, c'est de leur offrir le travail qu'ils disent ne pouvoir trouver et qui les fait fuir lorsqu'on leur propose.

Mais s'il y a des indignes, il y a les vrais pauvres, les uns venus imprudemment à Paris, les autres réduits au dénuement par le chômage, d'autres incapables de se trouver eux-mêmes de l'ouvrage, qu'il faut patronner, aider à vivre jusqu'à ce qu'ils soient placés, ou renvoyer dans leur pays s'ils ne parviennent pas à obtenir de l'occupation. C'est pour eux que notre Maison hospitalière a été ouverte. Tombés dans le plus complet dénuement, ils finissaient par être toujours arrêtés. Nous les trouvions en grand nombre à Mazas. Ils en sortaient avec un casier judiciaire en voie de devenir ces récidivistes et ces relégables dont nous vous parlions tout à l'heure et c'est cela que nous avons voulu empêcher.

Il s'est fondé à Paris, depuis quelques années, de nombreux asiles de nuit pour les hommes et pour les femmes. Plusieurs sociétés sont à l'œuvre. L'opinion publique leur est très sympathique; l'hospitalité de nuit de la rue de Tocqueville; la Société Philanthropique; le Conseil municipal de Paris en a fondé lui-même. Ce sont là d'utiles établissements; on ne saurait trop se réjouir de leur création et du courant d'opinion qui leur est à juste titre si favorable. Ils rendent les plus grands services aux dénués en les recevant pour trois nuits. Le danger, pour ces malheureux sans asile, d'être arrêtés, est écarté pour ces trois jours.

Malheureusement après ces trois jours écoulés ils sont encore dans la rue et le danger pour eux est resté le même. C'est que le problème qui nous occupe n'est pas résolu par l'hospitalité de nuit : elle n'offre pas une assistance suffisante. Le secours accordé est trop court et, de plus, il est incomplet. C'est l'hospitalité de nuit et de jour qu'il fallait organiser avec la nourriture et le coucher. L'hospitalité de nuit laisse subsister la mendicité, l'homme qui a été abrité la nuit, mendie encore le jour pour vivre. Bien plus, étant offerte comme assistance uniquement, sans compensation de travail, il arrive que les mendiants des environs de Paris, certains d'avoir trois jours de gîte assurés, ne résistent pas à la tentation de profiter de cet avantage et la plaie de la mendicité et du vagabondage qu'on veut guérir est aggravée et

s'étend davantage. Tant il est vrai que les meilleures institutions, lorsqu'elles sont incomplètes, peuvent produire un résultat tout opposé à celui qu'elles se proposaient d'obtenir !

Il n'y a qu'un moyen de prévenir la mendicité et le vagabondage, c'est une assistance suffisante de jour et de nuit, avec travail exigé de celui qui la reçoit.

Mais comment hospitaliser jusqu'à ce qu'ils aient de l'ouvrage les cent mille malheureux qui fréquentent les asiles de nuit chaque année ? — Car ils sont au moins cent mille. — Voilà l'objection. Elle semble formidable. Mais l'expérience montre qu'elle perd de sa force dès que l'assistance par le travail est substituée à l'assistance sans condition. J'ai dit que la maison des pauvres à Amsterdam était organisée pour deux milles personnes ; lorsque je l'ai visitée, il n'y en avait que quatre cents. J'en ai demandé la raison. On m'a répondu : C'est que les paresseux ne veulent pas travailler et ils n'y viennent pas.

Organisez le travail dans les asiles de nuit, un travail facile que tout le monde peut faire, exigez le travail comme condition de l'hospitalité offerte dans les asiles, et les paresseux les fuiront. Nous en avons fait nous-mêmes l'expérience dans notre maison hospitalière. Aussi longtemps que nous n'avons pas exigé le travail la maison était encombrée et maintenant les paresseux la fuient. Ils fuiront de même l'asile de nuit lorsqu'on leur demandera d'y travailler. Organisons donc partout dans nos maisons hospitalières le travail ; que les personnes qui les fréquentent sachent qu'elles n'y seront reçues qu'à la condition d'effectuer la somme de travail exigé ; que d'autre part les personnes charitables, qui se laissent attendrir par la sollicitation des passants, sachent que tous ceux qui s'y présenteront y seront accueillis, elles pourront alors refuser l'aumône dans la rue et vous verrez diminuer le nombre des mendiants qui encombre nos rues, nos asiles et nos diaconats.

Voilà, Messieurs, le but que nous nous sommes proposé en fondant notre maison hospitalière et que nous atteindrons sûrement avec votre précieux concours.

L'industrie que nous avons choisie est des plus modestes. Chaque établissement choisit la sienne. En Angleterre, dans toutes les maisons de travail, on fait casser des pierres pour l'entretien des rues de Londres. C'est un travail à la portée de tous, ou bien on fait couper du bois. Aux femmes on fait laver le linge

dans de vastes buanderies auxquelles le travail ne manque jamais dans les grandes villes. Dans les asiles de nuit municipaux, on a obtenu de l'emploi pour quelques hommes au balayage. Nous, nous avons choisi l'occupation la plus simple : nous faisons couper du bois et confectionner de petits fagots dits margotins. Chaque homme doit en faire une certaine quantité pour gagner son coucher et ses deux repas. Toute la matinée est laissée aux ouvriers pour se chercher de l'ouvrage et l'après-midi leur suffit pour gagner 1 fr. 50 c. qui représente la dépense de la journée pour la nourriture et le logement. La règle de la maison étant que le gain de chaque homme est proportionnel à son travail, ils peuvent aussi gagner une avance pour le dimanche ou pour l'achat de chaussures et de vêtements. Aussi nos fabricants de petits fagots, quel qu'ait été leur métier, comptable, peintre ou ciseleur, travaillent-ils avec entrain, stimulés que chacun est par la pensée qu'il ne vit pas d'aumône en attendant qu'il trouve de l'ouvrage dans sa partie et qu'il peut se procurer des vêtements pour remplacer les siens lorsqu'ils sont usés.

Telle est, comme on l'appelle dans notre public ami qui nous encourage de sa sympathie : l'*Œuvre des petits fagots*.

Eh bien, Messieurs et surtout Mesdames, pour cette œuvre des petits fagots, nous avons absolument besoin de votre concours. La Maison hospitalière en fabriquera cette année cent mille. Nous ne les fabriquons pas pour les garder en magasin. Achetez-nous-les. Ils vous seront livrés à domicile au prix de dix francs le cent et ils sont très beaux, j'en appelle aux nombreux clients qui sont ici. Adressez à la Maison hospitalière, rue Clavel, n° 32, vos commandes : vous encouragerez une œuvre utile, vous donnerez du pain et un abri à ceux qui en manquent sans leur avoir fait la charité, et vous nous aurez aidés à appliquer simplement ce grand principe social, — car les choses grandes sont souvent très simples dans leur application, — ce grand principe voté par le congrès pénitentiaire de Rome, au mois d'octobre dernier, et qui sera la solution du problème social que nous venons d'examiner :

« Que l'assistance publique soit réglée de telle manière que chaque personne indigente soit sûre de trouver des moyens de subsistance, mais seulement en récompense d'un travail adapté à ses facultés corporelles.

DISCOURS DE M. FRÉDÉRIC PASSY

MESDAMES, MESSIEURS,

Je voudrais bien ne pas tromper l'espérance un peu téméraire de notre honorable président, mais ce n'est pas pour prononcer un discours que je suis à cette place; c'est un simple témoignage de sympathie que j'ai tenu à donner à l'œuvre excellente pour laquelle vous êtes rassemblés. Encore bien qu'on vous ait parlé de trois œuvres, il me semble qu'elles tiennent l'une à l'autre par des liens étroits, qu'elles procèdent d'une seule et même pensée, une pensée de charité, au sens le plus étendu de ce mot. Vous avez compris, Messieurs, que cette question de la charité n'est pas seulement une question de sentiment plus ou moins vague et superficielle; vous y avez vu une question d'expérience et de science et, comme vous l'avez fort bien dit, une question d'économie sociale.

On peut envisager la charité sous bien des aspects et lui faire produire des résultats bien divers. Il y a une charité publique et une charité privée; une charité bienfaisante et une charité malfaisante. Un Père de l'Église a dit, je crois, que les bienfaits mal placés sont des méfaits. C'est la charité, en effet, comme on le rappelait tout à l'heure qui souvent fait la misère; c'est la mendicité qui fait la dégradation. Il y a une charité utile et une charité nuisible. Il ne faut pas jeter au hasard cette semence précieuse; il faut la répandre sur une terre où elle puisse lever et produire de bons fruits; il faut l'employer de telle façon qu'elle puisse s'alimenter elle-même et faire de celui qui en est l'objet, au lieu d'un oisif et d'un parasite, un être utile à la société. Franklin disait un jour: Je ne suis point riche, mais j'ai trouvé le moyen de faire beaucoup de bien avec peu de chose, c'est de prêter au lieu de donner. Oui, faisons sentir à celui que nous aidons qu'il a une responsabilité, qu'il doit compte non seulement à nous-mêmes, mais aussi aux autres de ce qu'il a reçu, que l'obligation s'impose à lui de faire produire le plus largement possible ce qui lui a été confié afin que, par son intermédiaire, du bien soit encore accompli. Ce lumignon qui fume encore, même dans les con-

sciences les plus obscurcies, il faut le raviver de façon qu'il éclaire et réchauffe non seulement celui en qui il était sur le point de s'éteindre, mais aussi beaucoup d'autres, grâce à sa flamme rayonnante. Je rappelais tout à l'heure l'exemple de Franklin. Il en est peu d'aussi illustres et cependant ce grand homme avait eu ses faiblesses et même ses défauts. Ceux qui ont lu sa vie, connaissent bien l'épithète où dans une forme spirituelle il exprimait sa confiance en Dieu et son assurance dans un avenir meilleur. Faisant allusion au métier d'imprimeur qu'il avait exercé, il n'y dissimulait pas ses erreurs, ses *errata*, mais il espérait que l'ouvrage ne serait pas perdu : qu'il réparerait au contraire dans une nouvelle édition revue et corrigée par l'auteur. Franklin s'accuse quelque part d'avoir appliqué dans un moment d'entraînement à son usage personnel une somme qui appartenait à un de ses amis. S'il avait été poursuivi impitoyablement, s'il avait été condamné pour abus de confiance, il serait, lui aussi, devenu peut-être un récidiviste.

C'est dans le sens que j'indiquais tout à l'heure, Messieurs, que vous avez compris votre œuvre de relèvement social. Il ne s'agit plus ici d'une aumône donnée au hasard; c'est avec discernement que vous agissez. Vous offrez un asile au mendiant et au vagabond, mais cet asile il doit s'en rendre digne par le travail. La voilà donc cette charité active qui, suivant l'expression d'un homme que ceux qui le connaissent ne s'étonneront pas de me voir citer ici, suivant une parole de Malthus, ne s'occupe pas seulement des besoins matériels du pauvre, mais songe encore à ses besoins moraux. La voilà cette charité qui relève l'homme par le travail. Le travail est le fond de toute société qui veut vivre. Où puisiez-vous donc tout ce que vous donnez à vos enfants non seulement en nourriture pour le corps mais aussi en nourriture pour l'esprit et pour l'âme : instruction, conseils, directions de toutes sortes ? C'est dans le travail, le vôtre ou celui d'autrui. Le travail c'est la vie ; la vie est activité et la vraie charité est la charité intelligente et active. Voit-on le bon Samaritain se confondre en oraisons près du blessé gisant sur la route ? Non, mais il ne perd pas un instant, il agit tout de suite ; il agit avec persévérance et grâce à lui le moribond est sauvé.

Il y a quelque temps, nous avons tous été émus en lisant le récit de ces tremblements de terre inopinés qui ont désolé le

midi de notre France. Nous n'avions pas soupçonné que sous ces rivages enchantés sommeillaient des forces terribles qui, se réveillant tout à coup, allaient porter partout avec la terreur le désordre et la ruine. Oui, il y a sous nos pieds, à des profondeurs inconnues, des masses noires dont on a pendant longtemps méconnu l'utilité et qui manifestent parfois leur présence par des explosions souterraines et des tressaillements inexpliqués. La science s'en est emparée, elle en a tiré le charbon, c'est-à-dire la force motrice et la lumière qui nous éclaire; elle en a tiré l'électricité, cette force nouvelle dont la puissance n'est pas encore mesurée : d'un vulgaire morceau de charbon, en un mot, elle a fait des merveilles et nous, nous ne saurions rien tirer de ces masses humaines aigries par la souffrance, exaspérées par la misère, dont les murmures sont à peine étouffés par le bruit de nos plaisirs et qui sont pour l'ordre social une menace permanente ? Eh quoi ! l'homme a su tirer d'une herbe ignorée le blé sa nourriture; il a su domestiquer les animaux les plus sauvages et il ne saurait rien faire de ses semblables ? S'il le veut, il pourra trouver dans le travail mis à la portée de tous, dans le travail fécond et moralisateur, le moyen de transformer ces masses noires, dont l'aspect nous effraie, en une force bienfaisante.

Je reprends, en terminant, la parole que citait M. le pasteur Robin : c'est la charité qui fait les pauvres, c'est la charité qui doit les faire disparaître. Vous disiez tout à l'heure qu'on désignait votre œuvre de la Maison hospitalière sous le nom d'œuvre des petits fagots. Il y a fagots et fagots, disait Molière, s'il m'est permis de le citer ici. Il y en a de bons et il y en a de mauvais. Il y en a, et ce sont les vôtres, j'en suis convaincu, qui sont un témoignage de ce que peut faire le travail de mains souvent indignes lorsqu'il est dirigé par une intelligente charité. Que de choses on fait avec peu quand on sait s'y prendre.

Je ne veux pas me laisser entraîner davantage ; je rappelle que je voulais seulement vous apporter un témoignage de sympathie et je suis persuadé que vos efforts seront bénis par Celui sans l'aide de qui nos meilleures entreprises restent frappées de stérilité.

CONGRÈS DE LA SORBONNE

SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Séance du jeudi 2 juin 1887.

Présidence de M. LEVASSEUR, membre de l'Institut.

Le Congrès des Sociétés savantes s'est réuni, à la Sorbonne, du 31 mai au 4 juin, sous la présidence de M. le Ministre de l'Instruction publique. La Société générale des Prisons y avait été convoquée comme les années précédentes et inscrite à la section des sciences économiques et sociales. Elle avait présenté la question inscrite sous le n° 10 du programme : *Rechercher l'origine et retracer le développement de l'emprisonnement individuel en France. État actuel de la question*, question sur laquelle M. Joret-Desclosières, fit un remarquable rapport qui fut suivi d'une discussion à laquelle prirent part plusieurs membres de la section, MM. James Nattan et Picot, de l'Institut, appartenant l'un et l'autre à la Société générale des Prisons et M. Garreau, de la Société des Études coloniales et maritimes.

Nous reproduisons le procès-verbal de cette remarquable discussion :

M. JORET-DESCLOSIÈRES, rapporteur. — Deux écrivains politiques de notre temps ont, vers la même date, porté sur le régime cellulaire ce jugement bien fait pour perpétuer l'hésitation et l'erreur : *le système cellulaire est trop cruel pour les hommes*, a dit M. Jules Simon. M. Émile de Girardin, au contraire, répute ce système « *comme à la fois le plus simple et celui qui se prête aux combinaisons les plus variées* ».

Comment le monde étranger à l'étude des questions pénitentiaires, familières à si peu de personnes, pourrait-il se former une conviction lorsqu'il rencontre deux affirmations aussi contradictoires chez des publicistes dont les écrits sont très répandus?

Les imaginations faciles à surprendre et naturellement inclinées vers les opinions toutes faites, dispensant l'esprit de la recherche du contrôle et de la démonstration, associent volontiers les images dramatiques du désespoir et du suicide à la pensée de l'emprisonnement individuel.

Rien de plus barbare que le système cellulaire, répètent avec conviction ces personnes sincères dans leur indignation doublée d'ailleurs d'un louable sentiment d'humanité. Le système cellulaire engendre les plus cruelles maladies, il inspire fatalement la résolution du suicide.

Il importe cependant de se fixer définitivement sur des fins de non-recevoir devenues des causes de résistance et d'opposition à l'exécution d'une des lois les plus pratiques et les plus efficaces pour réprimer la récidive, nous voulons parler de la loi du 5 juin 1875. Depuis douze ans, cette loi reste comme une défense inerte contre un mal sans cesse grandissant, et l'éminent secrétaire général de la Société générale des Prisons, M. DESPORTES, a pu écrire à cette occasion : *« en France, jamais un problème d'ordre économique ou moral n'est assez définitivement résolu, pour ne pas être remis en question. »*

Nous lisons dans le dernier et tout récent rapport présenté au Président de la République sur l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie, pendant les années 1881 à 1885 le passage suivant, auquel on ne saurait donner trop de publicité : « — De 1881 à 1885, le nombre des prévenus récidivistes s'est accru de 9,915, et dans ce chiffre les libérés d'un an ou moins d'emprisonnement entrent pour 9,335 ou 94 0/0, par conséquent, l'augmentation de la récidive est due, pour les dix-neuf vingtièmes, aux condamnés à de courtes peines. Les condamnations à quelques jours ou à quelques mois d'emprisonnement sont d'autant plus fâcheuses, quand elles sont prononcées contre des récidivistes, qu'elles s'exécutent dans des maisons en commun où la promiscuité ne peut qu'engendrer la corruption morale de ceux qui seraient susceptibles d'amendement. Cette question de l'inefficacité des peines préoccupe, depuis longtemps, le criminaliste et le législateur; mais il n'y a guère qu'une dizaine

d'années que des mesures législatives ou administratives ont été prises ou proposées pour arrêter le flot montant de la récidive. La loi du 5 juin 1875 sur la séparation de jour et de nuit des inculpés, prévenus, accusés et condamnés à un an et un jour au plus d'emprisonnement, détenus dans les prisons départementales aurait, sans aucun doute, communiqué une grande impulsion à la réforme et diminué sensiblement la récidive, si elle avait pu être mise en vigueur immédiatement partout; malheureusement, les ressources votées, chaque année, par les conseils généraux n'ont encore permis d'approprier au régime individuel que très peu de prisons; cette loi n'en contient pas moins en germe un grand et utile progrès (1). »

Ce grand et utile progrès, affirmé par un document officiel contenant un grave témoignage, nous allons en examiner rapidement les origines, en constater l'état actuel et demander par la discussion aux lumières de cette savante assemblée les moyens d'en hâter définitivement la perfection.

L'histoire complète des précédents de la question est racontée par des documents parlementaires dont la lecture s'impose à toute personne désireuse de se renseigner exactement.

Nous voulons parler des considérables et remarquables travaux de MM. d'Haussonville et Bérenger insérés au *Journal officiel* en 1873, 1874 et 1875.

On y voit comment l'Anglais Howard, à la fin du siècle dernier, a formulé ce principe : — L'ISOLEMENT DU CONDAMNÉ DOIT ÊTRE LE PLUS PRESSANT AGENT DE SA MORALISATION. On y voit comment les Flandres, ayant en 1772, essayé du double système du silence et du travail rigoureusement imposé aux prisonniers, ces idées pénétrèrent aux Etats-Unis, furent appliquées aux pénitenciers de Philadelphie et d'Auburn, l'un pratiquant l'isolement complet de jour et de nuit, l'autre la séparation pendant la nuit combinée avec le travail silencieux en commun pendant le jour.

Il serait certes intéressant d'entrer dans les détails, de montrer d'après les documents d'information nombreux les résultats obtenus, de suivre dans les esprits les progrès de l'idée de l'emprisonnement individuel, en Europe et notamment en France, à dater de 1814.

(1) Rapport inséré au *Journal officiel* du 14 mai 1887, p. 2187, 3^e colonne, 2^e alinéa.

Une ordonnance royale de cette même année, 6 septembre, formulait pour la première fois le principe fondamental de toute répression pénale : — La prison doit être une école de réforme et non l'enseignement mutuel de la dépravation et du vice.

Cinq années plus tard, une société constituée sous le titre de : *Société royale des prisons*, recevait la mission d'étudier les améliorations dont l'emprisonnement était susceptible et de provoquer l'organisation de commissions de surveillance près des prisons départementales.

Les institutions vraiment utiles sont comme le bon grain, on les reconnaît à la moisson qu'elles portent. En vain, la société royale des prisons disparut-elle en 1825 sous l'action d'influences contraires à son esprit, les germes déposés par elle dans le monde des économistes préoccupés de l'étude des questions pénitentiaires fructifièrent dès les premières années du gouvernement de juillet; on vit alors MM. de Tocqueville, de Beaumont, de Metz, Béranger, Charles Lucas reprendre avec l'énergique puissance d'une ferme conviction l'étude du problème.

Le gouvernement confia le soin d'une enquête tant en France qu'à l'étranger à trois de ces illustres représentants de la science pénitentiaire (1).

Les économistes et les publicistes les plus éminents étudièrent la question (2).

Le résultat de ces considérables travaux fut, en 1840, la présentation d'un projet de loi complété, l'année suivante, par des propositions plus étendues.

De belles discussions insérées au *Moniteur universel* (3) prouvèrent l'impérieuse nécessité de rompre avec les errements du passé et accoutumèrent les esprits à considérer sans effroi les rigueurs de la séparation individuelle.

Dans la presse de vives polémiques s'engagèrent. La Chambre des Pairs saisie à son tour du projet vers la fin de l'année 1843 voulut donner une solennité inaccoutumée à la préparation de la loi (4).

(1) MM. de Tocqueville, de Metz, de Beaumont.

(2) Voir à l'*Officiel* de 1874 p. 6.219 les sources bibliographiques.

(3) 1840-1841, *Moniteur universel*.

(4) Rapport de M. Béranger, 1874, *Officiel*, p. 6.219.

Les noms des hommes les plus éminents de ce temps figurent dans la composition de la Commission.

Aux sources déjà réunies, la Chambre des Pairs voulut joindre l'avis des corps judiciaires et celui des préfets. En même temps, le ministre de l'Intérieur réunissait dans une commission extra-parlementaire l'élite des personnes qui, depuis dix ans, s'étaient fait connaître par leurs travaux sur les questions pénitentiaires.

Le système de l'isolement sortit triomphant de ces nouvelles épreuves. Enfin, parut, après quatre années d'études nouvelles, le projet amendé par la commission de la chambre des Pairs.

Il posait, en principe, que l'isolement seul pouvait protéger le détenu contre les dangers de la contagion.

En vue de l'adoption de cette loi, l'administration pénitentiaire s'était, dès 1836, préparée à la transformation des prisons départementales.

On retrouve dans les circulaires émanées du ministre de l'Intérieur, 2 octobre 1836 et 9 août 1841, des informations qui fixent les idées à cet égard.

La première application en France du régime cellulaire fut pratiquée à la maison d'éducation correctionnelle des jeunes détenus connue sous le nom de la Petite Roquette.

Commencée en 1837, la construction était terminée en 1840. Nous aurions besoin, Messieurs, d'assez longs développements pour faire comprendre dans ses détails le système d'éducation imaginé pour les enfants vicieux des grandes villes et qui réalisait, à cette époque, un progrès immense sur l'état de choses existant dans les conditions les plus déplorables à la prison en commun des Madelonnettes.

L'article 66 du Code pénal règle la situation de l'accusé âgé de moins de seize ans. Si le juge décide qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté; mais, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder l'accomplissement de sa vingtième année.

Préoccupés, dès 1833, de la situation faite aux jeunes détenus qui, enfermés dans des prisons en commun, y contractaient le germe de tous les vices, deux hommes de bien, MM. Béranger de la Drôme et Charles Lucas, avaient fondé à Paris, rue Mézières,

un asile pour recevoir les jeunes libérés sortis de la prison des Madelonnettes. Vers le même temps, M. de Metz organisait la célèbre colonie agricole de Mettray.

Les enfants sortaient tellement pervertis de la maison des Madelonnettes que les récidives accusaient le chiffre de 94 0/0.

La nécessité d'arracher ces jeunes détenus à la contagion inspira l'idée de créer la maison cellulaire de la Petite Roquette.

Elle fut, comme nous venons de le dire, inaugurée en 1840. Pour éviter de tomber dans les exagérations et les erreurs fâcheuses commises au sujet de l'éducation correctionnelle, il faut se rendre compte de cette circonstance, l'envoi en correction jusqu'à vingt ans étant purement nominal la détention en cellule se trouvait réellement limitée au temps réputé nécessaire pour agir sur le moral du détenu et commencer ou compléter son éducation primaire et religieuse.

Dès que ce résultat était obtenu par l'action des gardiens, du directeur, des aumôniers, pasteur ou rabin, du visiteur délégué par la Société de patronage de la Seine, la mise en liberté provisoire, sous la condition de réintégration en cas de mauvaise conduite, était provoquée et le libéré confié à la Société de patronage, était placé dans un atelier pour y commencer un apprentissage utile.

Cette surveillance complétée par des secours accordés jusqu'à l'âge de 20 ans, produisit sur la population des jeunes libérés sortis de la Petite Roquette de tels résultats qu'on vit les récidivistes s'abaisser de 94 0/0 à 9 0/0 de leur nombre.

Certes de nos jours, les mesures prises par l'Assistance publique en faveur des moralement abandonnés, ainsi que le fonctionnement de la grande société de patronage général exercé sur l'enfance délaissée ou coupable ont rendu moins nécessaires les procédés de l'éducation correctionnelle, comme elle était pratiquée de 1840 à 1852, mais ce système reste encore praticable pour les natures classées comme incorrigibles.

Un chiffre répond à l'objection tirée de l'inconvénient qu'il peut y avoir à soumettre pendant de trop longs mois, l'enfance au régime de la cellule. En 17 ans, de 1869 à 1886, sur une population annuelle de 450 à 500 jeunes détenus, 14 décès seulement ont été constatés. Un seul suicide, en 1877, a été enregistré. encore s'est-il accompli dans des conditions restées inexplicables

pour l'administration (1). Les adversaires de la correction cellulaire devraient donc prouver que dans la prison en commun des Madelonnettes, au milieu de ce foyer d'infection morale et physique, la mortalité étant moins grande.

Il importe de noter que, sur 471 jeunes adultes de 16 à 20 ans incarcérés aujourd'hui à la Petite Roquette, on compte 283 récidivistes qui antérieurement n'ont pas été confiés à l'éducation correctionnelle. En 1885, sur 609 détenus, 343 se trouvaient dans les mêmes conditions.

Les magistrats qui, entraînés par un sentiment d'humanité, résistent à soumettre les mineurs de 16 ans à l'éducation correctionnelle jusqu'à 20 ans et qui préfèrent les condamner à quelques jours de prison pour les rendre ensuite à la liberté, sans condition, préparent fatalement, on le voit, pour un avenir prochain, des rechutes qui se chiffrent par plus de 80 0/0.

Les conversations des jeunes détenus avec leurs gardiens, leurs correspondances par lettres se résument dans cette formule : « La cellule m'a fait réfléchir, personne ne me prêchera mieux que ces quatre murs ; je veux travailler à ma sortie et ne plus revenir ici. »

Le travail pour le libéré, c'est le salut, et ce bienfait doit lui être préparé et accordé par les sociétés de patronage (2).

L'application du régime cellulaire, essayé à la Petite Roquette, détermina la construction de Mazas.

Les événements de 1848 empêchèrent la loi préparée par la Chambre des Députés et la Chambre des Pairs d'aboutir ; mais le mouvement favorable à l'emprisonnement cellulaire ne se trouva pas cependant définitivement enrayé. Une circulaire signée de M. Dufaure, 20 août 1849, détermina la reprise des études.

Au mois d'août 1882, on comptait en France 47 prisons départementales présentant un effectif de 4,850 cellules.

Quinze autres prisons étaient en construction. A l'étranger, la France imitée avait été dépassée. L'Angleterre, le duché de Nassau, la Suisse, la Prusse, la Hongrie, la Suède, la Norwège,

(1) Le jeune détenu trouvé pendu dans sa cellule, en plein jour, un instant avant la distribution du diner de midi, était l'objet d'une demande de mise en liberté provisoire, il n'avait donc plus que quelques jours à rester en cellule ; il ne manifestait aucun symptôme de tristesse ; cet acte est resté incompréhensible.

(2) Voyez *Histoire d'un jeune détenu*, 1876, par Gabriel Joret-Desclosières.

le Danemark, la Belgique **étaient** résolument entrés dans les voies de l'application du système de l'emprisonnement individuel.

Des congrès réunissant, d'année en année, les hommes les plus compétents des deux mondes en ces matières difficiles de la science pénitentiaire, fixèrent les principes et déterminèrent leur application : congrès de Francfort, 1846, de Bruxelles, 1847, et, à des dates plus rapprochées de nous, ceux de Londres, de Stockholm (1) et de Rome.

Malheureusement en France, dit M. Béranger (2), la volonté d'un seul fut plus puissante que les efforts accumulés de la science et de l'expérience.

Une circulaire de M. Persigny, ministre de l'Intérieur, 17 août 1853, remit tout en question.

La seule raison vraiment pratique formulée dans ce document était tirée des sacrifices d'argent nécessités par la construction des maisons cellulaires.

Cependant cette circulaire rencontra dans son application une bien remarquable résistance.

La Commission départementale de la Seine, émanation du gouvernement impérial, refusa d'obéir à cette impulsion. Ferme-ment soutenue par les préfets de la Seine et de police, elle formula, le 2 novembre, une délibération empruntant aux circonstances une autorité des plus graves.

« Considérant, dit cette Assemblée, que la vie en commun dans les prisons a pour effet d'amener la corruption réciproque des détenus... Considérant que le système cellulaire produit d'excellents résultats, persistant dans ses précédentes délibérations, le Conseil ne peut que prier MM. les préfets de la Seine et de police de continuer les études commencées sur l'extension du système cellulaire à toutes les prisons départementales. »

Le Conseil général du département de Seine-et-Oise suivit cet exemple.

Comment ne pas reconnaître qu'une telle affirmation : « *Le système cellulaire produit d'excellents résultats*, émanant d'hommes expérimentés, désintéressés de tout parti pris théorique, formulant une conviction contraire aux tendances du gouver-

(1) Voyez sur ce congrès le livre de M. Fernand Desportes et L. Lefébure.

(2) Rapport précité, *Journal officiel*, 1874, p. 6,320 et suivantes.

nement d'alors, doit être l'expression indiscutablement sincère d'un état favorable.

Les maisons de la Petite Roquette et de Mazas furent donc maintenues et on vit s'élever, sur leur modèle, la prison de Versailles, en même temps que se construisait à Paris, la Santé, la Conciergerie et le Dépôt de la Préfecture de police.

Deux brochures quasi officielles tentèrent de dresser l'acte d'accusation du système cellulaire; c'était une sorte de réponse à l'Académie des sciences morales et politiques qui venait dans un rapport sur la répression pénale de qualifier sévèrement la circulaire de 1853.

Ces écrits répandus dans le public ont contribué alors et depuis à troubler l'opinion, à lui faire prendre le change sur les véritables conditions de l'emprisonnement cellulaire.

Déjà, dès 1868 et 1869, la récidive avait atteint un tel degré d'intensité que M. de Forcade, ministre de l'Intérieur, reprit à cette époque, la question dans un rapport sur le patronage des jeunes détenus et des adultes. La logique imposait la nécessité d'améliorer avant de protéger et, pour améliorer, la première condition était d'éviter la promiscuité dans la prison.

Les événements de 1870 suspendirent les études commencées. Elles furent, en 1872, par l'initiative de M. d'Haussonville, reprises dans les termes où le problème se posait en 1846 et 1847. Une Commission, qui eut la faculté de s'adjoindre des membres choisis en dehors du Parlement, fut constituée.

Il devint nécessaire d'apprendre à bon nombre de députés les premiers éléments de la science pénitentiaire.

Après deux années de travaux dont nous retrouvons les éléments au *Journal officiel* de 1873 à 1875, l'Assemblée nationale vota la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales.

Nous en rappelons, en note (2), le texte que nous avons déjà

(1) Publiées par le Dr de Piétra Santa ou sous son inspiration.

(2) LOI SUR LE RÉGIME DES PRISONS DÉPARTEMENTALES.

Du régime des inculpés prévenus et accusés.

ART. 1. — Les inculpés, prévenus et accusés seront à l'avenir individuellement séparés pendant le jour et la nuit.

ART. 2. — Seront soumis à l'emprisonnement individuel les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous. Ils subiront leur peine dans les maisons de correction départementales.

ART. 3. — Les condamnés à un emprisonnement de plus d'un an et un

donné dans le bulletin de la Société générale des Prisons de 1879, p. 657. Qu'il nous suffise pour abréger cette lecture, de dire que cette loi prescrit la séparation de jour et de nuit pour les inculpés prévenus et accusés (art. 1^{er}); qu'elle soumet à l'emprisonnement individuel les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous (art. 2); rend facultatif ce régime pour les condamnés à de plus longues peines, réduit de plein droit d'un quart les peines subies dans ces conditions (art. 4); impose l'adoption du régime cellulaire à toute reconstruction ou appropriation de prisons départementales (art. 6) et règle le mode et la proportionnalité des subventions accordées par l'État aux départements (Art. 7). L'article 8 et dernier annonce la constitution d'un Conseil supérieur des prisons pris parmi les hommes s'étant notoirement occupés des questions pénitentiaires.

jour pourront sur leur demande être soumis au régime de l'emprisonnement individuel. Ils seront, dans ce cas, maintenus dans les maisons de correction départementales jusqu'à l'expiration de leur peine, sauf décision contraire prise par l'administration sur l'avis de la commission de surveillance de la prison.

ART. 4. — La durée des peines subies sous le régime de l'emprisonnement individuel sera de plein droit réduite d'un quart. La réduction ne s'opérera pas sur les peines de trois mois et au-dessous. Elle ne profitera, dans le cas prévu par l'article 3, qu'aux condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement et dans la proportion du temps qu'ils y auront passé.

ART. 5. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'organisation du travail et déterminera le régime intérieur des maisons consacrées à l'application de l'emprisonnement individuel.

ART. 6. — A l'avenir, la reconstruction ou l'appropriation des prisons départementales ne pourra avoir lieu qu'en vue de l'application du régime prescrit par la présente loi. Les projets, plans et devis seront soumis à l'approbation du ministère de l'Intérieur et les travaux seront exécutés sous son contrôle.

ART. 7. — Des subventions pourront être accordées par l'État suivant les ressources du budget, pour venir en aide aux départements dans les dépenses de reconstruction et d'appropriation. Il sera tenu compte dans leur fixation de l'étendue des sacrifices précédemment faits par eux pour leurs prisons, de la situation de leurs finances et du produit du centime départemental. — Elles ne pourront, en aucun cas, dépasser la moitié de la dépense pour les départements dont le centime est inférieur à vingt mille francs (20,000 francs), le tiers pour ceux dont le centime est supérieur à quarante mille francs (40,000).

ART. 8. — Le nouveau régime pénitentiaire sera appliqué au fur et à mesure de la transformation des prisons.

ART. 9. — Un conseil supérieur des prisons, pris parmi les hommes s'étant notoirement occupés des questions pénitentiaires, est institué auprès du ministre de l'Intérieur pour veiller, d'accord avec lui, à l'exécution de la présente loi. Sa composition et ses attributions seront réglées par un décret du Président de la République.

En 1879, quatre années après la promulgation de cette loi, treize prisons départementales nouvelles seulement sur les 391 existant en France et en Algérie, avaient été reconstruites ou transformées (1).

La Société générale des Prisons, convaincue que la répression de la récidive des crimes et délits était intimement liée à l'application énergique, prévoyante et tout à la fois humaine, de la loi de 1875, voulut rechercher les causes qui entravaient son exécution.

Une Commission de cinq membres, présidée par M. le sénateur Béranger, fut chargée par elle de préparer les éléments d'un rapport (2).

Elle s'attacha, tout d'abord, à réfuter les préjugés qui existaient encore en France contre l'application de l'emprisonnement individuel. Limitant la question à ses véritables termes, elle rappela ce que l'esprit public oubliait trop facilement, qu'il s'agissait de l'application de courtes détentions, c'est-à-dire d'un maximum d'un an et un jour d'emprisonnement, que, par conséquent, disparaissaient des griefs, en tout état de cause fort exagérés, mais absolument dénués de sens dans le cas particulier.

Pouvait-on nier les dangers de la promiscuité, les avantages de l'isolement appliqués aux détenus non encore absolument pervertis ?

La cellule n'offrait-elle pas un moyen d'intimidation et de moralisation des plus efficaces, appliquée aux délinquants d'habitude ramenés par l'isolement à la réflexion et privés du plaisant avantage de retrouver dans la prison en commun la compagnie de camarades de détention, partageant avec l'exemple de leurs mauvais instincts, la tradition invétérée de leurs dangereuses habitudes.

Complétant par les informations d'une vaste enquête ouverte à l'étranger (3) les renseignements puisés en France, la Commission, et après elle, la Société générale des Prisons, délibérant

(1) On a vu précédemment qu'il y en avait eu 47 de construites avant 1852. — Il en restait donc 331 à reconstruire ou à transformer.

(2) Cette Commission était composée de MM. Béranger, sénateur, président, Fernand Desportes, Victor Bournat, A. Ribot, député, Joret-Desclosières rapporteur.

(3) *Bulletin de la Société générale des Prisons*, année 1879, p. 664.

en assemblée générale, concluait à recommander de la façon la plus instante, la mise en application du régime isolé prescrit par la loi du 5 juin 1875.

Un motif de retard plus positif encore que celui tiré des préjugés inspirés par la prétendue barbarie du régime cellulaire, était, en même temps, constaté par la Commission.

Si d'après les termes de l'article 7 de la loi de 1875 des subventions pouvaient être accordées par l'État suivant les ressources du budget pour venir en aide aux départements dans les dépenses de reconstruction et d'appropriation de leurs prisons, elles ne pouvaient, en tous cas, ces subventions, couvrir plus que la moitié, le tiers ou le quart de la dépense, quotité répartie d'après une corrélation déterminée par le législateur avec l'importance du centime départemental (1).

Or, la situation financière des départements engagés dans des travaux publics onéreux : chemins de fer locaux, voies vicinales, maisons d'école ne leur permettait pas de s'imposer des sacrifices dont l'étendue préoccupait d'autant plus les conseils généraux que les devis laissaient entrevoir des prix de construction énormes, sept ou huit mille francs par cellule, soit pour une prison de 50 détenus trois cent cinquante mille francs et pour une prison de cent cellules, sept cent mille francs. Ces conditions n'étaient-elles pas exagérées ?

Ne pouvait-on pas obtenir de notables réductions en ramenant la construction à sa plus simple expression ?

La Société générale des Prisons, s'appuyant sur des données fournies par la comparaison de constructions réalisées en Angleterre, en Suède, en Hollande, en Belgique, en France même dans de certaines conditions, exprimait l'espérance que le prix de revient de la cellule pourrait être ramené à 3,500 francs et même à 3,000 francs. Ce rapport fut distribué aux conseils généraux à leur session d'août 1879 et contribua, tout au moins, à rappeler l'utilité du principe consacré par la loi de 1875 et la possibilité de son application.

En même temps, la Société générale des Prisons se préoccupait de mettre à l'étude les conditions économiques de con-

(1) Valeur du centime inférieure à 20,000 francs, subvention de la moitié ; supérieure à 20,000 francs et inférieure à 40,000 francs, le tiers ; supérieure à 40,000 francs, le quart.

struction. Un avant-projet calculé et dessiné par un ingénieur civil d'une expérience pratique bien connue, M. Coré, devint le texte de simplifications qui ont été depuis prises en considérations et sont devenues, comme nous le verrons en terminant, les conditions de construction des nouvelles prisons du Pas-de-Calais.

Cependant de 1880 à 1884, l'administration centrale n'apporta qu'un concours des plus limités à la mise en pratique de la loi de 1875.

L'hostilité contre ses dispositions se perpétuait à l'état latent et rien n'était tenté pour rendre l'exécution favorable et possible.

Ce très fâcheux état de choses prit fin avec l'arrivée aux affaires d'un nouveau Directeur de l'administration pénitentiaire.

Résolument convaincu de l'efficacité de l'emprisonnement cellulaire pour réprimer et prévenir la récidive, M. Herbette fit plus que de préparer la réforme dans le silence de ses bureaux, il siégea au congrès de Rome tenu en novembre 1885 et prit l'occasion de ces solennelles assises pour développer ses idées sur les simplifications dont la construction des prisons cellulaires pouvait être l'objet.

La deuxième section du Congrès de Rome avait formulé la question suivante :

« Quels seraient d'après les expériences les plus récentes, les changements que l'on pourrait introduire dans la construction des prisons cellulaires afin de la rendre plus simple et moins coûteuse sans nuire aux conditions nécessaires d'une application saine et intelligente du système? »

M. Herbette reçut de ses collègues de la deuxième section l'honorable mission de présenter un rapport.

Après avoir entendu les conclusions développées de son rapporteur, le Congrès résume son avis en formulant les données suivantes :

— Simplification ou suppression, sous réserve des convenances et nécessités exceptionnelles, de tout ce qui serait dépensé pour l'ornement, pour l'effet monumental des bâtiments pénitentiaires, la simplicité et la sévérité d'aspect convenant d'ailleurs seules à une prison.

— Choix de terrains d'un prix avantageux.

— Choix d'un sol et d'un emplacement ne devant pas occasionner des travaux exceptionnels pour la réalisation du plan,

dans une contrée offrant des facilités pour l'approvisionnement des matériaux à proximité de voies de communication faciles épargnant les frais de transport.

— Adoption des matériaux les moins coûteux dans la contrée sous la condition cependant d'offrir les garanties suffisantes de solidité et d'adaptation aux besoins de la construction.

— Installation économique des services spéciaux : buanderies, boulangeries, infirmeries.

— Simplification de la disposition des chapelles-écoles, réduction des places à moitié de l'effectif.

— Réduction à leur plus simple fonctionnement des systèmes d'éclairage, de chauffage, de conduite d'eau.

— Diminution de l'ampleur de la salle ou du pavillon central en ne leur donnant que les dimensions nécessaires pour la réunion des différentes ailes.

— Suppression des espaces qui ne seraient pas utiles entre les murs d'enceinte ou les chemins de ronde et bâtiments, suppression, toutes les fois que cela sera possible, des doubles murs pour diminuer les dépenses de terrain et de maçonnerie.

— Moindre étendue et plus de hauteur à donner aux bâtiments.

— Diminution de l'épaisseur des cloisons aux étages supérieurs destinés aux détenus plus dociles.

— Choix d'architectes, d'entrepreneurs et constructeurs expérimentés en ce genre de travaux et intéressés, s'il y a lieu, à réaliser des économies.

Le Congrès émettait, en même temps, l'avis : qu'une notable simplification pouvait résulter d'une distinction, d'ailleurs équitable, à faire entre certaines catégories de détenus et par suite entre les établissements où ils seraient placés.

D'une part, on distinguerait les détenus préventivement et les condamnés à un emprisonnement de très courte durée pouvant être renfermés dans des maisons d'isolement réduites à leur plus simple expression.

D'autre part, les condamnés à une détention cellulaire de longue durée.

Pour ceux-là, l'organisation de maisons complètes s'imposerait; mais leur nombre serait d'autant moins élevé que la division en catégories, comme on vient de l'indiquer, diminuerait l'étendue de la population.

M. le Directeur de l'administration pénitentiaire, de retour

en France, se préoccupa de mettre à l'étude, pour parvenir à les appliquer, les enseignements théoriques recueillis au Congrès de Rome.

Deux années consacrées à des recherches préparatoires permirent d'annoncer au Conseil supérieur des Prisons, session de février 1887, que, par suite de l'achèvement des prisons nouvelles, on allait obtenir un chiffre total de plus de 3,500 cellules destinées à l'emprisonnement individuel dans les maisons de courtes peines non compris les chambres d'isolement qui existent dans les prisons en commun.

Le Conseil supérieur apprenait en même temps, résultat énorme, que le prix de revient de la cellule qui était normalement de six mille francs environ, était descendu à 3,500 et allait peut-être s'abaisser au-dessous de 3,000 francs.

Nous avons toujours espéré ce résultat, et nous n'avons cessé de prétendre, depuis le vote de la loi de 1873, qu'il devait être atteint. Le bon sens, la raison la plus élémentaire se réunissent pour nous dire qu'il devait en être ainsi.

Comment! un mendiant, un vagabond, un délinquant d'habitude, familiarisés avec l'intempérie des saisons, avec les privations de tout genre, serait mieux logé, aussi chaudement vêtu, mieux chauffé, éclairé, ventilé, plus entouré de raffinements hygiéniques que nos enfants pendant les huit ans qu'ils passent dans nos collèges ou pendant le temps de service que notre patriotisme aime à leur voir accomplir dans nos casernes.

Répétons-le hautement; se laisser entraîner à de pareilles exagérations par amour de l'architecture et pour la gloire de résoudre d'ingénieux problèmes de distribution et d'organisation ce serait la plus coupable des inconséquences.

Plus on serra le problème de près, plus on reconnaîtra qu'il n'est pas absolument nécessaire de faire du neuf, que les villes de province possèdent assez de grandes maisons, de vieux hôtels qui peuvent être transformés pour assurer très suffisamment la séparation cellulaire appliquée aux courtes peines.

Mais hâtons-nous de le dire, ce serait se forger une véritable chimère que d'attribuer au régime séparé la vertu d'arrêter par lui seul la récidive. Il fera beaucoup, sans doute, mais il faut lui venir en aide par une organisation complémentaire, par le fonctionnement d'associations de patronage assurant des secours et du travail au libéré.

Quoi qu'il en soit, la question de la construction des prisons départementales, pour répondre au vœu de la loi de 1875, est aujourd'hui entrée dans une pleine voie de simplifications.

Des renseignements qui nous sont donnés par l'ingénieur dont nous avons déjà cité le nom, M. Coré, et qui vient d'étudier pour le compte du département du Pas-de-Calais des projets de construction de trois prisons, il résulte que le prix de revient qui avait été estimé par un premier devis, en 1880, à trois millions cent quinze mille cinq cents francs, (3,115,500 fr.), serait ramené aujourd'hui à un million cent vingt-cinq mille francs (1,125,000 fr.). Une lettre explicative qui nous a été écrite le 20 mai par M. Coré, donne des détails précis sur ces conditions d'exécution.

Supposons même que sans atteindre un aussi beau résultat, l'économie ne soit dans tout autre département que de 50 0/0 sur les prévisions anciennes; il n'en resterait pas moins vrai qu'ainsi se trouverait réduite de cent vingt millions (120,000,000) à soixante millions (60,000,000) une dépense totale dont l'exagération n'était pas de nature à simplifier nos difficultés budgétaires.

On ne peut, croyons-nous, Messieurs, donner une trop grande publicité à ces résultats.

La section des sciences économiques et sociales de ce Congrès est placée dans d'excellentes conditions pour rappeler aux hommes de science des départements, réunis à la Sorbonne, qu'ils peuvent hardiment, en toute sécurité, sans crainte de se montrer barbares ou inhumains, recommander dans leur province l'application de la loi de 1875, secondée par des associations de patronage, comme étant le moyen le plus efficace de prévenir la récidive et que cette application, réputée, il y a quelques années, ruineuse pour les finances départementales, est aujourd'hui, quant à ses moyens d'exécution, réduite au moins de cinquante pour cent sur les anciennes évaluations.

En rapprochant, Messieurs, ces vérités avec l'autorité qui vous appartient, vous aurez enregistré la manifestation d'un double progrès :

— Avancement considérable des mesures tendant à réprimer la récidive.

— Emploi réduit à des proportions pratiques et sensées des ressources financières de l'État et des départements. (*Applaudissements répétés.*)

M. JAMES-NATTAN, *Secrétaire de la Société générale des Prisons.*

— Messieurs, je n'adresserai au rapport que mon honorable collègue, M. Joret-Desclosières, vient de vous lire qu'un seul reproche, celui de pécher par trop d'égoïsme. En effet, lorsque M. Joret-Desclosières a développé une question, il semble que le sujet soit épuisé et qu'il ne reste plus rien à ajouter.

Aussi bien, devrai-je me borner à vous faire connaître quelques faits qui, suivant moi, vous peindront clairement la situation actuelle de l'emprisonnement individuel en France.

M. Joret-Desclosières vous a fait connaître, Messieurs, l'odyssée du principe de la cellule dans notre pays : vous avez vu que pendant quarante ans les apôtres de la séparation individuelle ont travaillé sans relâche pour faire adopter ce système par notre législation. Et c'est seulement au bout de quarante ans, c'est seulement en juin 1875 qu'on a commencé à marcher dans la voie que nous indiquons, en votant une loi édictant la séparation individuelle pour les condamnés à de courtes peines.

C'était un premier pas, ou plutôt c'était un morceau de pain jeté aux partisans de la cellule, c'était bien peu. Eh bien, Messieurs, cette loi n'est même pas appliquée; je me crois fondé à l'affirmer, cette loi n'est, pour ainsi dire, pas appliquée du tout, et, sur ce point, je me séparerai de mon honorable collègue. En effet, il vous a dit que la transformation des prisons départementales en maisons cellulaires s'avance chaque jour. Je ne suis pas de cet avis; depuis 1875, c'est-à-dire depuis *douze ans*, c'est à peine si 13 prisons départementales sur 391 ont obéi à la loi! Les conseils généraux refusent de voter les fonds, et la loi se bute à leur mauvaise volonté devant laquelle elle s'incline. Et pourtant, la dépense est nécessaire, que dis-je, elle est obligatoire, Messieurs, puisque c'est la loi qui l'a ordonnée; mais les conseils généraux préfèrent construire des palais pour en faire des écoles. « Pour abattre les prisons, construisez des écoles », a-t-on dit avec raison; mais l'instruction est aussi fructueuse dans un bâtiment simple que dans une œuvre d'architecture. Combien nombreuses sont encore les dépenses inutiles qui ont encombré nos budgets départementaux et créé leur position précaire! Mais, en fait, les conseils généraux refusent la transformation, et, je le répète, nous nous inclinons, en constatant l'inutilité de la loi de 1875.

Bien plus, l'article 3 de cette loi autorise le condamné à plus

de 13 mois à solliciter de purger sa peine en cellule; la peine lui est alors diminuée d'un quart. Ou plutôt, Messieurs, la loi ne se borne pas à autoriser cette demande, elle confère au prisonnier le droit d'exiger sa séparation. L'application de cette disposition légale ne nécessiterait pas de grandes dépenses, ni de grandes transformations, car malheureusement ils ne sont pas nombreux les condamnés qui recherchent la solitude pour réfléchir, se repentir et s'amender. Malgré cela, ces quelques condamnés se heurtent à un refus! En voici un exemple :

Le nommé G..., avait été condamné par défaut à treize mois de prison pour abus de confiance par le tribunal correctionnel de la Seine; ce délit commis dans de certaines conditions était excusable dans une certaine mesure; si G... avait fait opposition au jugement qui l'avait frappé, il aurait été sinon acquitté, du moins déchargé d'une grande partie de la peine; G... recula devant le scandale d'une comparution en police correctionnelle et il ne forma pas opposition. Il conserva donc ses 13 mois de prison. Cette peine aurait régulièrement dû être effectuée dans une maison centrale, à Poissy ou à Melun dans l'espèce, car les prisons départementales de Paris, la Santé et Sainte-Pélagie ne sont destinées qu'aux condamnés à moins d'un an et un jour.

Malgré cela G... fut d'abord envoyé à Sainte-Pélagie. Il y resta environ deux mois et n'obtint pas sa mise en cellule en vertu de l'article 3 de la loi du 5 juin 1875; et cela pour une bonne raison : Sainte-Pélagie ne contient pas de cellules!

Puis il fut transféré à la Grande Roquette, au milieu des forçats, des réclusionnaires et des récidivistes; là il n'obtint pas plus qu'à Sainte-Pélagie la solitude qu'il réclamait comme un droit. On l'envoya ensuite de nouveau à Sainte-Pélagie. Enfin, au bout de huit mois à peu près, on le mène à la maison centrale de Poissy, où il aurait dû être placé dès le premier jour; là encore il réclame la cellule; Messieurs, on n'avait pas de cellule à lui donner, et il dut purger sa peine au milieu des autres prisonniers. Donc, c'est la promiscuité forcée, je dirai même la dépravation obligatoire.

Vous vous imaginez facilement, Messieurs, quels sont les enseignements que peut tirer le criminel d'accident ou l'homme condamné pour la première fois, du contact incessant avec des criminels d'habitude, des récidivistes endurcis, véritables profes-

seurs de crimes. Si vous réfléchissez, Messieurs, à la difficulté qu'éprouve un libéré à se procurer un emploi, à l'impossibilité même, dans laquelle le met la trop grande diffusion du casier judiciaire, de se trouver du travail, vous arriverez avec moi à cette conclusion qu'un homme qui a commis une première faute, arrivera presque fatalement, dans les conditions actuelles, à se rendre coupable d'un second crime, puis d'une série d'autres. Ainsi la main qui le châtie du premier crime, est l'instigatrice du second.

C'est notre déplorable organisation pénitentiaire qui est la génératrice de cette situation : c'est l'absence de loi ou l'inobservation des lois existantes.

Je suis donc bien fondé à dire, Messieurs, que la loi du 5 juin 1875, loi ordonnant l'emprisonnement individuel pour les condamnés à de courtes peines, et conférant aux condamnés à de longues peines le droit de réclamer cet emprisonnement individuel, je suis bien fondé à dire que la loi de 1875 n'est pas appliquée.

Ainsi la loi de 1875 est lettre morte, il n'y a pas d'emprisonnement individuel en France.

Je me trompe, il est quelques prisons, notamment à Paris, où l'emprisonnement individuel est adopté soit partiellement, soit complètement :

A la prison de la Grande Roquette et à la maison de Saint-Lazare pour la nuit seulement, à la maison d'arrêt de Mazas, la nuit et le jour.

Voyons comment il fonctionne dans ces établissements.

La prison de la Grande Roquette est, vous le savez, Messieurs, une maison de dépôt, c'est-à-dire que les condamnés à plus d'un an d'emprisonnement, à la réclusion, à la transportation ou à la relégation, attendent d'être dirigés sur la maison centrale ou sur le pénitencier de l'île de Ré. Ce départ ne s'effectue souvent qu'au bout de plusieurs mois, en sorte que les hôtes de la Grande Roquette y séjournent un assez long espace de temps. Parmi eux, aucune sélection, ils sont tous pêle-mêle dans l'atelier, dans la cour, dans le chauffoir. Le voleur y coudoie l'assassin, le faussaire y cause avec le récidiviste ; quels beaux enseignements ils doivent se fournir les uns aux autres, pour perpétuer les grandes traditions de la haute criminalité !

Ce n'est pas seulement à l'atelier ou dans la cour que se prodiguent les leçons de cette nature, c'est aussi le soir dans l'intimité discrète des cellules, car si les prisonniers sont mis en cellule la nuit, il ne s'ensuit pas qu'ils ne puissent pas communiquer à loisir. En effet, rien n'est plus facile que de causer à haute voix ou même à voix basse dans les cellules de la Roquette avec les camarades d'à-côté et aussi avec les voisins éloignés. On s'entend parfaitement; en revanche, le veilleur qui passe dans le couloir n'entend rien. — J'ai moi-même fait cette expérience dans une de mes visites à la Grande Roquette.

Bien plus, Messieurs, les voisins peuvent se serrer cordialement la main et voici comment : l'intelligent constructeur de la Grande Roquette, craignant que des suicides ne se produisissent dans la prison a imaginé de provoquer une surveillance des détenus les uns sur les autres en ne prolongeant pas le mur séparatif des cellules jusqu'au mur extérieur de façon qu'il existe une baie de quelques centimètres entre chaque cellule.

Dans ces conditions, la surveillance des gardiens est nulle.

Alors même, du reste, que cette surveillance serait possible, le personnel de la Roquette est insuffisant. Il n'y a qu'une vingtaine de gardiens pour une population qui est toujours d'au moins 500 criminels de la pire catégorie ! Ces 20 gardiens ajoutés aux 13 soldats du poste, nous fournissent pour les 500 prisonniers un total de 33 hommes ! Aussi, Messieurs, étant donnée la construction vieille, lézardée et défectueuse de la prison qui n'est encore éclairée que par quelques lampes à huile, le peu de largeur des couloirs et escaliers, les formidables engins qui se trouvent dans les ateliers, et qui deviendraient des armes terribles, je suis fondé à dire que les prisonniers pourront quand ils le voudront, sortir la nuit après avoir tué sans bruit les 13 hommes de poste et les 20 gardiens et descendre dans Paris. — Un jour d'émeute (nous n'avons pas eu de mouvement populaire depuis dix-sept ans, il y a malheureusement lieu de croire qu'il s'en produira de nouveaux), un jour d'émeute, ils seraient pour les révoltés d'un précieux concours.

Donc, Messieurs, la défectuosité de la Grande Roquette est non seulement très dangereuse au point de vue répressif et pénitentiaire, mais encore, le cas échéant, elle peut constituer un péril pour la sécurité de Paris.

Allons maintenant à Saint-Lazare, et examinons la façon dont

y est pratiquée la séparation individuelle de nuit. Saint-Lazare est à la fois prison administrative pour les prostituées, hôpital pour les filles vénériennes, maison d'arrêt, maison départementale et maison de dépôt. Tout d'abord on devrait y faire une sélection complète entre chacune de ces catégories de détenues. Il n'en est rien ; on n'y a formé que trois catégories, les filles, les prévenues et les condamnées ; les femmes de chacune de ces trois séries sont ensemble, le jour, dans les ateliers et les cours. Comme à la Roquette, elles sont en cellule la nuit. Mais, dans chaque cellule, il y a quatre prisonnières !

Songez, Messieurs, qu'il s'exécute à Saint-Lazare un perpétuel roulement entre les filles et les criminelles ; que les voleuses sont presque toutes des prostituées, et que telle femme qui vient d'être détenue à Saint-Lazare en cette dernière qualité, y revient peu de temps après sa sortie comme prévenue, puis comme condamnée ; songez également qu'il y a dans cette maison beaucoup d'enfants de quinze ans et vous jugerez quel foyer de dépravation et de démoralisation Saint-Lazare constitue pour la capitale. Les sœurs de Marie-Joseph font des prodiges pour combattre le mal, elles sont impuissantes et se heurtent à l'atroce perversité de leurs prisonnières. Vous le voyez, les reproches que j'adresse aux procédés de séparation individuelle de la Roquette et de Saint-Lazare sont des plus graves ; vous allez peut-être me dire que le régime usité à Mazas est excellent, que la séparation y est parfaite.

Détrompez-vous, Messieurs ; il est vrai, j'en conviens, que les cellules de Mazas sont d'une excellente disposition, il ne s'ensuit pas que la promiscuité y soit pour cela moins grande et moins dangereuse que dans les deux maisons dont je vous ai parlé.

Les détenus de Mazas communiquent encore plus facilement que ceux de la Roquette et de Saint-Lazare ; leurs conversations y sont plus secrètes.

Voici comment. Chaque cellule contient une cuvette qui est destinée aux excréments des détenus. Le constructeur a voulu éviter que les prisonniers ne fissent disparaître des pièces compromettantes par les cuvettes. Aussi a-t-il attribué une tinette spéciale à chaque cellule ; les douze cents tinettes des douze cents cellules sont toutes dans le même sous-sol. Elles sont reliées à leurs cuvettes respectives par un tuyau ; ce tuyau devrait être suivant le mot technique « ajuté » à la tinette par de la

terre glaise en sorte qu'il n'y ait aucune solution de continuité. Par suite d'un vice de construction irrémédiable la glaise dès qu'elle est sèche s'écaille, et sous l'action de la trépidation des tuyaux, elle tombe. L'air du sous-sol épaissi par les émanations des tinettes sert de boîte d'acoustique et conduit parfaitement le son.

Les détenus parlent dans leur cuvette et demandent absolument, comme pour les téléphones, communication avec tel ou tel ; chaque détenu a droit à un temps fixe de conversation établi par les règlements des criminels ; passé ce temps les camarades empêchent par du bruit les communications de continuer. Mazas est destiné aux prévenus et aux accusés.

C'est de la sorte, Messieurs, que les prévenus sous l'inculpation du même délit se tiennent entre eux au courant de la marche de l'instruction et qu'ils ne se contredisent pas devant le magistrat.

État singulièrement préjudiciable à la justice, vous le voyez et à la bonne marche des instructions ; déplorable au point de vue de la démoralisation des condamnés les uns par les autres.

Ne m'objectez pas qu'on pourrait facilement remédier à cette situation en plaçant dans le sous-sol un gardien qui surprendrait ces colloques secrets.

D'abord il est impossible de séjourner dans l'atmosphère fétide du sous-sol, mais surtout les détenus sont avertis par le bruissement de l'air dans les tuyaux, de l'ouverture d'une porte du sous-sol et de l'entrée de quelqu'un. Ils se taisent alors. Il n'est que pour les vidangeurs, dont ils reconnaissent la présence par suite du bruit spécial produit par leur travail, qu'ils n'interrompent pas leur conversation.

Par conséquent l'organisation de Mazas n'est pas préférable à celle de la Roquette et de Saint-Lazare.

Je ne crains pas de dire que la promiscuité absolue vaut mieux qu'une semblable séparation.

Car placés en commun les détenus, sont toujours surveillés par des gardiens et astreints par eux à un silence relatif.

Dans les ateliers qui fonctionnent dans nos prisons, ateliers qui ne donnent pas de mauvais résultats, surtout pour les entrepreneurs, dans les ateliers les détenus sont obligés pour tromper la vigilance des gardiens et pour communiquer entre eux d'usiter un alphabet spécial qui complique la facilité des colloques.

Mais pensez, Messieurs, que cette loi de 1875 qui aurait pu être si utile est lettre morte, que le droit même conféré au prisonnier de réclamer l'isolement est méconnu.

Que le séjour dans la prison loin d'être moralisateur, déprave au contraire le détenu jusqu'à vicier en lui tout ce qu'il a pu conserver de sain.

Nos pénalités n'intimident pas avant le crime, n'amendent pas après la faute.

L'individu se rit du châtement, bien plus, il le désire souvent, témoin la transportation, la relégation. Par suite, rien n'arrête le criminel dans l'assouvissement de ses instincts, rien ne le corrige.

Tout, au contraire, tend à produire en lui une accentuation de sa démoralisation, ou à perdre pour toujours le criminel d'accident.

Il y a là un véritable péril social.

Ce péril est imputable à l'inobservation des lois existantes, à leur insuffisance, aux défauts de l'administration pénitentiaire.

Messieurs, nous ne sommes pas ici pour critiquer les actes du gouvernement, ou pour lui en dicter d'autres.

Mais nous pouvons provoquer en faveur de l'emprisonnement cellulaire, remède de la situation présente, nous pouvons provoquer un mouvement dans l'opinion.

Ce mouvement est urgent; Messieurs, signalons les dangers, indiquons les remèdes, c'est ainsi que peut-être nous parviendrons à conjurer le péril qui nous menace. (*Applaudissements.*)

M. GEORGES PICOT, *membre de l'Institut*. — Après l'exposé si complet que nous devons à M. Joret Desclozières et les faits si graves révélés par M. James-Nattan, je ne veux ajouter qu'un mot, d'abord pour remercier ceux que vous venez d'applaudir, ensuite pour nous entretenir de l'emprisonnement individuel et de la situation actuelle.

Il faut que nous ayons le courage de le dire : par suite d'une ignorance trop générale, et de préjugés de toutes sortes, nous assistons à une réaction déplorable contre l'emprisonnement cellulaire. Sous l'influence de noms tels que ceux de MM. de Tocqueville et Gustave de Beaumont, l'élite des esprits distingués avait jadis mis sa confiance dans la réforme pénitentiaire.

Les années se sont écoulées. L'opinion publique depuis quelques années a pris le change : elle s'est mise à la poursuite de remèdes chimériques, elle s'est éprise de la transportation, elle a cru à la régénération des récidivistes, dès qu'ils auraient été conduits au delà des tropiques.

Pour abandonner le régime cellulaire, les demi-savants qui l'attaquent accumulent toutes les critiques. Je ne veux retenir que les deux principales. Je n'insiste pas sur l'énormité des dépenses qui n'est, soyez-en sûrs, qu'un prétexte : vous avez entendu ce qui a été dit du prix des cellules et de la réduction sensible apportée aux premières prévisions par des devis mieux étudiés.

J'arrive à l'accusation vraiment grave : la cellule longtemps prolongée conduit-elle le prisonnier à l'aliénation et au suicide ? Si le fait est exact, il doit nous faire renoncer au régime cellulaire.

J'ai voulu m'éclairer et aller étudier le système d'isolement dans le pays où il était le plus rigoureusement appliqué. Je me suis rendu, il y a deux mois, à Louvain. J'ai tenu à voir par mes yeux la prison modèle qu'avait décrite dans le *Bulletin de la Société générale des prisons*, M. Clairin. Je ne vous dirai rien de la construction de cette maison où la séparation de jour et de nuit est absolue, où l'assistance aux exercices religieux et aux cours est habilement combinée de manière à maintenir la séparation, mais je veux vous parler de l'état physique et moral des condamnés. J'ai vu les plus anciens prisonniers, ceux qui étaient renfermés depuis vingt-trois ans en cellule, je les ai interrogés : leur langage était ferme, leur attitude naturelle ; il était évident que l'esprit se trouvait libre et les forces entières. Depuis l'établissement de la prison, c'est-à-dire depuis 1864 vingt-sept cas d'aliénation se sont produits sur une population qui a dépassé plusieurs milliers de condamnés aux travaux forcés à perpétuité, aux travaux forcés à temps et à la réclusion. Ce chiffre n'est pas plus grand dans la prison de Louvain que dans les autres maisons de détention de la Belgique.

Pour tous ceux qui ont vu de près la maison de Louvain, il ne reste plus un doute.

Mais à quelles conditions la cellule exerce-t-elle son influence favorable ? Voilà le point capital qu'il ne faut pas perdre de vue.

La cellule n'est bonne, elle n'est tolérable que si elle maintient une séparation absolue et si le travail y est installé avec un soin minutieux.

A Louvain, non seulement les prisonniers ne peuvent communiquer entre eux de cellule à cellule, mais, quand ils franchissent le seuil de la cellule, ils sont forcés de se couvrir la tête d'une cagoule comme les pénitents et ne peuvent prononcer une parole.

Dans chaque cellule, le travail est organisé avec une perfection et une variété dont je n'avais nulle idée. Tel est le nombre des tours et des métiers qui fonctionnent qu'un étranger conduit dans les préaux entend le même bruit qu'auprès d'une manufacture : au dehors de la prison, on se croit auprès d'une ruche laborieuse.

Il faut le dire, Messieurs, la cellule n'est bonne, elle n'est féconde pour le bien qu'à ces conditions. Je n'hésite pas à penser que si, dans la même cellule, sont enfermés à la fois deux prisonniers, si le détenu y est sans travail, le régime cellulaire est le pire de tous.

Je crois donc qu'en ce moment notre devoir, le devoir si bien accompli par la *Société générale des Prisons* depuis onze ans, est de montrer par tous les moyens ce que peut produire la réforme pénitentiaire et comment elle doit réussir si elle est appliquée suivant son principe.

La réforme constitue un ensemble : à Louvain, les 550 prisonniers reçoivent une visite par jour : au directeur, aux aumôniers qui chaque jour pénètrent dans les cellules, il faut ajouter la Commission de surveillance; composée des principaux habitants de la ville, de plusieurs professeurs de l'Université, elle délègue ses membres qu'elle charge de visiter pendant une semaine les cellules. L'éminent professeur de droit pénal qui m'a introduit dans la prison et qui m'y conduisait, ouvrit, devant moi une boîte aux lettres avec une clé dont il était porteur. « Les prisonniers, me dit-il, peuvent librement écrire aux membres de la Commission de surveillance : en se rendant aux préaux de promenade, ils jettent leurs lettres dans la boîte que, seuls, nous pouvons ouvrir. Le résultat de cette correspondance que nous lisons entre nous, en Conseil, est considérable et contribue à l'excellent ordre intérieur de la prison. »

Voici, Messieurs, à quel prix le régime cellulaire peut donner

de bons résultats. Isolement absolu, visites régulières, travail organisé, contrôle efficace, tout cela est nécessaire au succès.

Dans une récente séance de l'Académie de médecine, une attaque très vive était dirigée contre l'isolement pénitentiaire; une commission a été nommée. M. le Dr Lagneau, rapporteur de la Commission, a défendu la cellule; mais que de faits déplorablement révélés! Si ce document officiel ne l'affirmait, je n'oserais pas dire que les mille cellules de la prison de la Santé contenaient 1,370 prisonniers! Que penser d'un tel scandale! et qui oserait affirmer que le travail a toujours été donné régulièrement aux détenus? Comment enfin a-t-on organisé les visites et le contrôle d'une commission associant à l'effort de l'administration tout ce qu'une ville contient d'éminent et de dévoué?

Ce rapide exposé nous permet de voir ce que les partisans convaincus du régime cellulaire ont d'abus à combattre, de préjugés à vaincre, de faits précis à faire connaître: il ne faut pas nous lasser, nous devons répéter que nous sommes dans le vrai et que l'emprisonnement individuel est le seul remède contre l'aggravation si inquiétante de la récidive.

M. GARREAU, *délégué de la Société des études coloniales et maritimes*. — Messieurs, je n'avais pas l'intention de prendre la parole sur la question qui vient d'être traitée d'une manière si intéressante. Mais, en entendant répéter que la question de dépense est le motif, plus ou moins sérieux, pour lequel la loi de 1875 n'est pas exécutée dans la plupart de nos départements, l'idée m'est venue d'appeler l'attention sur une considération nouvelle qui n'a pas été invoquée à l'appui de leur thèse par les honorables orateurs qui viennent de nous parler des avantages moraux du système de l'emprisonnement cellulaire. Je veux donc dire quelques mots de la grande valeur économique qu'aurait le travail des prisonniers quand, soumis à une direction morale, active et intelligente, ces hommes comprendraient que le travail est un moyen sûr d'améliorer immédiatement leur position et de se constituer, pour l'époque de leur libération, un pécule d'abord, une grande habileté professionnelle ensuite, dans le métier qu'ils exerçaient avant leur condamnation, ou dans celui qu'on leur ferait apprendre s'ils n'en avaient pas un antérieurement. Dans ma carrière de commissaire de marine j'ai été appelé à diriger deux fois le bagne de Toulon, avant sa suppression en 1873, et une prison

maritime à Cherbourg en 1881. Ce n'est donc pas comme théoricien que je vais parler, mais comme un homme pratique qui raconte ce qu'il a vu, ce qu'il a fait.

Je commence par confirmer d'abord tout ce qui a été dit et écrit sur les effets démoralisateurs de l'emprisonnement en commun. La promiscuité des bagnes était le *nec plus ultra* du repoussant et de l'odieux ; on pouvait croire que la société regardait les condamnés aux travaux forcés comme des hommes définitivement perdus, à l'égard desquels il n'y avait plus à prendre que des mesures analogues à celles que l'on emploie à l'égard des animaux dangereux, sans négliger cependant d'utiliser leurs forces physiques. L'autorité à laquelle ils étaient soumis ne semblait songer qu'à terrifier les forçats. Il était utile, sans doute, de placer constamment sous leurs yeux le tableau des consignes qu'ils devaient observer et celui des châtiments auxquels l'infraction à ces consignes devait les exposer ; mais, quand j'eus l'idée d'ajouter à ce tableau les dispositions du code d'instruction criminelle relatives à la réhabilitation, ce fut comme une révélation pour la plupart d'entre eux. Notre commissaire, écrivait l'un d'eux à sa famille, vient de nous apprendre que nous pouvons recouvrer l'honneur. Il y avait toutefois, dans le régime des bagnes, deux dispositions qui étaient susceptibles de réparer bien du mal : le condamné qui ne travaillait pas n'avait, pour nourriture que ce qui était absolument indispensable pour l'empêcher de mourir de faim ; des hommes qui relevaient aussi peu que possible de l'autorité chargée de diriger et de punir, les ministres des cultes, avaient la mission de visiter les condamnés et de leur apporter les consolations qu'eux seuls pouvaient donner. Cette action morale n'était pas sans efficacité ; je tiens à l'affirmer, quoique ce ne soit pas le sujet qui est en question en ce moment, mais il n'est pas inutile, je crois, de rappeler aujourd'hui que l'amendement complet des hommes pervers ne peut pas être obtenu par des moyens purement humains. J'ai vu des condamnés pour de grands crimes qui étaient devenus, par suite de cette action morale, irréprochables dans leur conduite et cela depuis plusieurs années. Ils m'inspiraient assez de confiance pour que je me laissasse conduire par eux, dans une embarcation, hors du port et à des distances où le garde unique qui m'accompagnait et moi nous étions complètement à leur discrétion. Ayant la garde des condamnés de la Commune de Paris, j'avais eu la satisfac-

tion de voir, en quelques semaines, quatre d'entre eux se séparer des autres et reconnaître qu'ils étaient sans excuses de s'être révoltés contre la volonté nationale et d'avoir, sous un prétexte politique, accompli des actes prohibés par les lois. Cette heureuse évolution fut arrêtée par l'autorité militaire qui, à la suite d'une maladresse commise par un aumônier, défendit aux ministres des cultes de visiter les condamnés avant d'avoir été appelés par eux. J'ai conservé avec satisfaction la confession écrite d'un officier de la Commune, ex-sous-officier de l'armée, fait prisonnier à Sedan, échappé des mains de l'ennemi, rentré dans les rangs pour participer à la défense de Paris, et qui raconte comment il est arrivé au bagne à vingt ans.

Mais j'ai hâte de revenir à l'exposé de la considération qui a été le motif principal de mon intervention dans la présente discussion, la valeur économique du travail des condamnés. J'ai dit que le régime des bagnes n'accordait que le pain et l'eau au condamné valide qui ne travaillait pas. Celui qui travaillait, au contraire, recevait, avec une ration de vin, un petit salaire dont une partie était destinée à lui constituer un pécule, et l'autre restait à sa disposition, par petites sommes, pour lui servir à améliorer sa nourriture et à acheter les matières avec lesquelles il travaillait pour son compte, pendant les heures où il n'était pas employé dans l'arsenal. On doit se rappeler que les forçats avaient, dans chaque arsenal maritime, un petit bazar que les étrangers ne manquaient jamais de visiter et où ils achetaient des objets de bimboloterie souvent très bien faits et très curieux.

La première punition infligée à un condamné était donc l'interdiction de travailler pour son compte pendant ses heures de loisir; la seconde, le maintien en salle, au pain et à l'eau, pendant les heures de travail de l'arsenal; la troisième, le cachot; l'*ultima ratio*, des coups de corde. Je n'ai eu recours qu'une fois, pendant une période de plusieurs mois, à ce châtiment pour prouver qu'il n'était pas une vaine menace. J'ai vu s'écouler des semaines entières pendant lesquelles il n'y avait pas une punition à infliger à la chiourme.

Il aurait dû paraître évident que le travail accompli dans de semblables conditions était avantageux pour les services en faveur desquels ils s'effectuait. Des hommes valides, habillés, nourris, logés, salariés au meilleur marché possible, devaient rembourser largement, s'ils étaient bien dirigés, les dépenses qu'ils occa-

sionnaient, y compris même celle de leur garde. Une comptabilité défectueuse faisait croire le contraire. On n'évaluait pas le travail fait, même à la tâche, autrement que par le nombre de journées qui y avait été employées, et les prix appliqués à ces journées, étaient ceux d'un tarif, vieux de trente ans, pour les salaires des ouvriers libres, en lui faisant subir une réduction de $\frac{4}{10}$ sous le prétexte que les condamnés ne passaient pas autant d'heures que les premiers sur les chantiers. On ne tenait pas compte de l'activité qu'on pouvait obtenir des seconds par l'emploi des moyens que je viens d'indiquer, et de cette preuve, incessamment renouvelée cependant, pour le travail à la tâche qui, toutes les fois que les chefs d'ouvrage annonçaient d'avance la somme de travail qu'il fallait accomplir, était fini avant l'expiration du délai assigné, parce que les condamnés étaient désireux de rentrer plus tôt dans leurs salles, pour y travailler pour leur propre compte. L'administration de la marine arrivait de la sorte à pouvoir déclarer dans ses comptes que l'emploi des condamnés dans ses arsenaux lui occasionnait un excédent de dépense de 50 à 60 centimes par jour. Que l'on désirât se débarrasser de ces malheureux dont la présence à côté des ouvriers libres était une cause de démoralisation, cela se comprend; mais ce n'était pas une raison pour méconnaître l'avantage économique qui en résultait pour la marine. On n'a point cherché à se rendre compte de l'excédent de dépenses en salaires qu'a occasionné le départ des condamnés; c'est au budget des colonies qu'il faut chercher aujourd'hui ce qu'ils coûtent et je montrerai, tout à l'heure, la valeur de ce qu'ils produisent. Ce qui est certain, dans tous les cas, toujours au point de vue économique, c'est que la marine a perdu, par la fermeture des bagnes, une réserve emmagasinée de force vive qu'on ne pourrajamaï se procurer autrement. J'ai vu, en 1867, s'accomplir un tour de force dont le renouvellement aujourd'hui serait impossible, même en ne regardant pas à la dépense. L'envoi d'un corps de troupe en Italie étant soudainement décidé, les bâtiments destinés à le transporter reçurent leur approvisionnement de charbon pendant le temps très court que les régiments mirent pour arriver par les voies rapides, des villes de garnison les plus voisines. Les condamnés, au nombre de plus de mille, travaillaient nuit et jour, se relevant pour aller prendre du repos et de la nourriture, de six heures en six heures. Pas une punition ne fut infligée. Les doubles rations de vin et la

prime de travail n'étaient même pas le seul excitant de cette activité prodigieuse; il y avait aussi, j'en suis convaincu, du patriotisme. Ces malheureux étaient satisfaits de contribuer à une œuvre nationale. Nous ne devons pas oublier que, en 1793, lors de l'incendie de l'arsenal de Toulon par les Anglais, la chiourme s'était employée avec ardeur à l'extinction du feu. Je puis dire, pour ma part, que j'ai fait *in limina vita*, l'expérience du libre arbitre de l'homme.

A l'étranger, l'avantage économique qu'offre le travail des condamnés n'est pas méconnu comme chez nous. Aux États-Unis et en Russie, les prisonniers de toutes catégories ont été employés avec profit à la construction des voies ferrées. En Angleterre même, actuellement, les grands travaux qui se font depuis quelques années pour la défense des arsenaux maritimes et des ports de commerce, sont exécutés par des *convicts*. Le colonel du génie qui a dirigé les travaux exécutés à Portsmouth, à Douvres et ailleurs, a rendu compte à la *Royal United Service Institution* (volume de 1884) des avantages qu'il avait retirés de l'emploi de la main-d'œuvre pénale. M. le professeur de droit Léveillé, qui s'occupe chez nous de la transportation et en particulier des récidivistes, saisi par moi du rapport du colonel anglais, est allé étudier sur place le régime de la servitude pénale que les Anglais ont substitué à la transportation depuis que leurs colonies autonomes ne veulent plus recevoir de condamnés. Ce que M. Léveillé a écrit sur ce sujet après son voyage est connu de tous ceux qui s'occupent du régime des prisons.

Je regrette que M. Georges Picot, qui est allé visiter la prison cellulaire de Louvain, où sont gardés même les condamnés à longue peine, n'ait pas songé à demander quels sont, au point de vue économique, les résultats du travail qu'il y a vu organisé d'une manière si intelligente et si active. Je sais qu'aux États-Unis, des maisons de correction, organisées comme des établissements industriels, font des bénéfices. En France, au contraire, les dépenses occasionnées par les condamnés de toutes catégories sont exorbitantes.

La transportation des condamnés aux travaux forcés nous coûte maintenant plus de huit millions, y compris les frais de transport de ces hommes aux antipodes de la France, frais qui sont dissimulés dans le budget de la flotte. Pour se donner une

idée des résultats du travail d'une véritable armée de plus de 13,000 transportés, il faut lire les rapports que M. de Lanessan a faits à la Chambre des députés en 1884 et en 1885 sur le budget des colonies. Poursuivant l'utopie d'une réhabilitation des plus grands criminels par la perspective à eux offerte de devenir propriétaires dans le plus beau pays de la terre, l'administration des colonies les emploie à des essais agricoles plutôt qu'à des travaux d'utilité publique. La dernière notice officielle publiée sur la transportation nous apprend (pages 108 et 109) que 3,568 transportés à la Guyane et 9,810 à la Nouvelle-Calédonie, ayant fourni, en 1884, près de 4 millions de journées de présence, n'ont procuré qu'un produit net évalué à 166,778 fr. 45 c. pour la Guyane et à 694,583 fr. 68 c. pour la Nouvelle-Calédonie, soit ensemble 861,362 fr. 13 c.; c'est-à-dire moins de 70 francs par tête, alors que la dépense est de plus de 700 francs.

Au budget des recettes de 1887 (tableau C) le produit du travail des transportés figure pour la somme dérisoire de 117,192 francs. Cette somme est réputée représenter 30 0/0 du produit net du travail de près de 14,000 individus.

M. Moncelon, délégué de la Nouvelle-Calédonie, a fait connaître, l'année dernière, dans une livre intitulé : *Le bagne et la colonisation pénale*, à quels résultats déplorables la transportation, telle qu'elle est pratiquée, est arrivée à la Nouvelle-Calédonie. A la Guyane, après avoir dépensé, de 1852 à 1885, je ne puis savoir combien de millions, mais, d'après la statistique, 12,368 vies humaines, on n'a amélioré d'aucune manière la triste situation économique de cette colonie. Au lieu d'y faire exécuter des travaux publics d'assainissement par suite desquels les sacrifices accomplis auraient du moins profité à la colonie, on créait successivement, sur de nouveaux points, des pénitenciers agricoles que l'on abandonnait au moment peut-être où ils allaient devenir habitables. Tous les criminalistes savent, d'un autre côté, comment est bouleversée la graduation des peines depuis que la transportation à la Nouvelle-Calédonie est souhaitée comme une faveur par les plus grands criminels,

Nous ne manquons cependant pas de colonies où des travaux d'une grande utilité publique, au point de vue de la défense de ces colonies et à celui du développement de notre puissance sont définitivement ajournés faute de ressources. Si l'on envoyait immédiatement à Madagascar, pour y travailler à la création de

l'arsenal maritime que nous souhaitons d'avoir à Diégo-Suarez, les condamnés des dernières catégories, ceux que la douceur du régime de la Nouvelle-Calédonie ne ramène pas à une meilleure conduite, la dépense ne serait pas accrue, et de grands résultats seraient obtenus. Une de nos rares colonies où des Européens peuvent impunément travailler de leurs bras ne serait pas perdue pour la colonisation libre, et les Anglais d'Australie n'auraient plus de prétexte pour s'opposer à notre établissement aux Nouvelles-Hébrides. Les condamnés à vie pour assassinat, et les condamnés à mort, à l'égard desquels on n'aurait plus à regretter de trop nombreuses commutations de peine, devraient être envoyés de nouveau à la Guyane, où leur mort du moins pourrait être précédée de l'accomplissement de travaux utiles à la colonisation. Ceux qui survivraient à l'accomplissement de cette tâche mériteraient d'être transportés ensuite dans une colonie plus favorable aux Européens, s'ils ne pouvaient pas rester dans celle-là.

Pour ce qui est des récidivistes que l'on avait le tort de vouloir envoyer à la Guyane, leur infligeant ainsi un régime plus rigoureux qu'aux condamnés à la transportation, leur rélévation à l'île des Pins est une faute, au double point de vue politique et économique. En effet, ils ne pourront être employés utilement d'aucune manière sur cette petite île et leur seule présence y fournira aux Australiens un prétexte pour de nouvelles récriminations contre la France. A mon avis, les récidivistes ne devraient pas être envoyés tous dans la même localité. On pourrait en faire des compagnies de pionniers, composées d'hommes choisis suivant leur profession et en vue des travaux qu'on leur offrirait comme moyen d'améliorer leur sort. La baie du Phaëton à Tahiti, pays salubre au suprême degré, est désignée par la nature des lieux pour devenir un dépôt d'approvisionnement et de relâche dont notre marine a le plus grand besoin dans l'océan Pacifique. Des travaux importants peuvent y être faits en vue du développement que prendra la navigation dans ces parages après l'ouverture du canal de Panama. Ces travaux pourraient être accomplis par les récidivistes sans coûter beaucoup plus cher que leur entretien pour ne rien faire d'utile dans un autre lieu. Si l'on veut en appliquer un certain nombre à l'agriculture, deux des îles Marquises, actuellement encore inhabitées, sont les lieux les plus favorables que l'on puisse sou-

haïter. L'une d'entre elles, Eïao, a 5,000 hectares de terres cultivables avec de l'eau, et ne servait, en 1883, qu'à nourrir un troupeau de 300 bœufs. Le climat y est très sain, la brise de mer rafraîchit l'atmosphère pendant le jour et la chaleur ne s'y élève pas à plus de 28°; la nuit, la brise de terre se fait sentir régulièrement et la température descend à 20°. Le coton est cultivé avec succès dans les autres îles, on ne voit pas pourquoi il ne le serait dans celle-là. Cette culture et l'élevage du bétail ne demandent pas des connaissances techniques bien étendues et peuvent avoir lieu avec profit.

Mais il est temps d'abandonner la transportation et la relégation, sur lesquelles l'inutilité des dépenses faites sans nécessité m'a conduit à des réflexions qui ne sont peut-être pas sans utilité, pour en revenir à l'emprisonnement en France, où le système ruineux qui est suivi fait obstacle à toute amélioration.

Ce que mon expérience m'a appris par la connaissance des prisons de la marine et de la guerre peut être invoqué à l'appui de la thèse que je soutiens à savoir que des prisonniers valides soumis à une direction et à une discipline intelligentes doivent rembourser au service à la disposition duquel ils sont mis plus que les frais de leur garde et de leur entretien.

La Guerre et la Marine, quoique n'ayant point à attendre le concours des conseils généraux, comme le ministère de l'Intérieur, pour l'exécution de la loi sur l'emprisonnement cellulaire n'ont point accompli le vœu de la loi à cet égard. Méconnaissant le parti qu'ils pourraient tirer du travail des prisonniers, les ministres des deux premiers départements n'ont pas jugé à propos de grever leurs budgets des frais qu'entraînerait l'application de la loi de 1875 qu'ils n'ont pas jugée faite pour leurs départements. Deux ans avant, en 1873, la Marine, renonçant à l'avantage économique qu'on devait tirer de l'existence, à Brest, d'un pénitencier unique pour tous les hommes appartenant à la marine, même à celle du commerce, condamnés à plus d'un an d'emprisonnement, avait entrepris, dans chacun des cinq ports militaires, la création d'une prison maritime divisée en trois sections : maison d'arrêt, maison de justice, maison de correction. Dans la première sont reçus les marins, ouvriers et autres punis de peines disciplinaires; dans la seconde les prévenus de crimes et délits, et aussi les condamnés attendant l'exécution du jugement, ou une commutation de peine; dans la troisième, enfin, les marins en activité

ou en congé condamnés par tout tribunal, les militaires de la marine devant, autant que possible, être envoyés dans les pénitenciers militaires. Quant aux marins du commerce, les uns, appelés à revenir en temps de guerre sur les bâtiments de la flotte, les plus jeunes destinés à être incorporés avant longtemps, ils sont tous laissés, en cas de condamnation, dans les prisons civiles. La préoccupation de l'administration était, on le voit, de réduire autant que possible le nombre des prisonniers qu'elle aurait à garder, comme si c'était une économie, au moment où elle augmentait ses frais généraux par la création de cinq établissements nouveaux, le pénitencier supprimé à Brest étant établi sur un vieux vaisseau. — Comme si l'on tenait à ne pas savoir ce que coûte un pareil système, on n'en tient aucun compte spécial, et les dépenses qu'il occasionne sont réparties dans divers chapitres du budget : personnel administratif, vivres, hôpitaux. On peut être certain, cependant, dès qu'on connaît le nombre total des journées de prisonniers portées dans la prévision du budget pour les vivres, que ce nombre est trop faible dans chaque port, pour qu'on puisse employer d'une manière active les condamnés, les seuls qui soient assujettis au travail. On leur fait faire de l'étoffe dans l'intérieur de la prison ; ils font des travaux de terrassement quand il y en a ; on les emploie enfin au nettoyage des voies de l'arsenal. Il n'est point fait d'estimation de la valeur de ces travaux. La marine croit d'un autre côté, avoir assez fait par la séparation de ses prisonniers en trois catégories, pour ne pas se préoccuper du mal qui résulte de la promiscuité existant nécessairement entre les individus plus ou moins pervers de chaque catégorie.

Ce régime, si coûteux, si irrationnel, devient odieux à ceux qui le supportent, parce qu'il savent que celui des travaux publics, peine d'un degré plus grave d'après le code militaire, est, en réalité, beaucoup plus doux dans les ateliers d'Algérie. Ces ateliers, qui sont restés dans les localités où ils avaient été établis dans les premiers temps de la conquête, fournissent aujourd'hui à leurs pensionnaires un travail très attrayant, celui qu'ils vont faire sur les propriétés des colons et qui leur est assez bien payé. On voit donc les condamnés militaires à un emprisonnement d'assez longue durée, commettre de nouveaux délits, de la nature de ceux qui sont punis de la peine des travaux publics (ils connaissent très bien le code militaire) afin de se faire envoyer

en Algérie. Les tribunaux maritimes déjouent cette ruse en reconnaissant aux délinquants des circonstances atténuantes quand la nature du délit le permet, et ajoutent ainsi un certain nombre d'années d'emprisonnement à celles que le coupable a déjà à subir. Quand le tribunal maritime ne peut pas agir de la sorte, l'administration procure, d'office, une commutation de peine. Il y a ainsi dans les prisons de la marine des hommes qui ont vingt ans et plus d'emprisonnement à subir. J'en ai vu un, de cette catégorie, à Cherbourg, qui me demanda avec un regard farouche, s'il lui faudrait assassiner quelqu'un pour changer sa situation. C'était un marin d'Algérie, qui, alors qu'il n'était pas tenu de servir sur la flotte, avait demandé à y être admis. C'est moi qui, commissaire de l'Inscription maritime à Toulon, lui avais fait obtenir cette faveur ; quand il me reconnut, quand il m'entendit lui demander si c'était pour en arriver où il était qu'il avait réclamé l'honneur de servir son pays, il fondit en larmes. Il m'assura que c'était son premier séjour dans une prison, après une première faute, qui l'avait perdu. J'ai eu la satisfaction de le voir ensuite écouter mes conseils, reconnaître qu'il serait insensé autant que criminel, de sa part, de continuer à lutter contre la société, et changer complètement de conduite. Je me suis inquiété de lui depuis que j'ai quitté le service et j'ai appris avec plaisir qu'il avait persévéré dans ses bonnes résolutions et obtenu déjà plusieurs réductions de peine.

La Marine, on le voit, suit pour le régime de ses prisons un système qui est aussi anti-économique que funeste au point de vue de la moralité.

La Guerre a, tout à la fois : 1° 34 prisons militaires, dont 6 en Algérie, pour un effectif d'environ 1,800 condamnés à moins d'un an, non compris les prévenus et les passagers ; 2° 6 pénitenciers, dont 4 en Algérie, pour un effectif d'environ 2,400 condamnés à plus d'un an d'emprisonnement ; 6 ateliers de travaux publics, tous en Algérie et près des villes du littoral, pour environ 1,900 condamnés à cette peine que le code militaire suppose devoir être plus rigoureuse que celle de l'emprisonnement. Vu le grand nombre des prisons militaires, relativement à l'effectif des hommes qui y doivent être détenus, rien n'empêcherait le département de la guerre d'appliquer à ces établissements le régime de la loi de 1875, s'il s'y croyait obligé. Les frais de la transformation ne seraient pas une difficulté pour

un budget où les travaux d'entretien des bâtiments militaires sont si richement dotés. Je ne connais pas les prisons de la Guerre, mais je sais qu'elles sont encore régies par des règlements dont le dernier en date est du 6 février 1863 ; il est donc permis de croire que l'isolement des pensionnaires n'y est pratiqué tout au plus que par catégories, comme dans ceux de la Marine. Les frais d'entretien de 1,800 détenus étaient prévus au budget de 1886 pour un peu moins de 200,000 francs ; mais il faudrait pouvoir ajouter à ce total la valeur des rations fournies aux détenus des six prisons d'Algérie, ce qu'aucune indication ne permet de faire sûrement. En prenant le cinquième de la dépense faite dans la métropole et qui est seule mise au compte de la justice militaire, soit 26,000 francs, on aurait un total de 226,000 francs. Ce serait encore un chiffre peu élevé, relativement à celui de la dépense occasionnée par les prisonniers qu'entretient le ministère de l'Intérieur, si le complément de dépense compris dans les frais généraux pouvait être connu. La notice qui est à la suite des chapitres du budget de la guerre dit que les détenus des prisons sont astreints au travail, autant que les ressources industrielles des localités le permettent, et que les deux dixièmes de leur salaire sont versés au Trésor. Une partie du reste est versée à la masse d'entretien et c'est ce qui atténue la dépense totale. Pour les pénitenciers et leurs 2,400 détenus, les frais d'entretien prévus au budget de 1886 n'étaient que de 142,397 francs ; mais il faut ajouter à ce total, toujours par approximation, la valeur des rations fournies par le service des subsistances aux prisonniers des quatre établissements d'Algérie. L'effectif étant connu pour tous, ainsi que la dépense pour les deux pénitenciers d'Europe, qui monte à 80,000 francs pour 622 détenus, c'est 140,000 francs environ qu'il faut ajouter, et le total 300,000 francs donne à peine 125 francs par tête. La moitié du produit du travail des condamnés est versée au Trésor ; le reste est partagé également entre la masse individuelle, c'est-à-dire le fonds d'entretien de linge et de chaussure et la masse particulière des condamnés. Les pénitenciers militaires sont toujours régis par un règlement du 23 juillet 1836. Les ateliers de travaux publics, régis encore, eux aussi, par ce règlement, ne demandaient au budget de 1886 (ch. xxx), que 35,203 francs pour les frais d'entretien de leurs 1,910 détenus, dont les salaires sont partagés de la même manière que dans les pénitenciers. Mais,

tous les ateliers de travaux publics étant en Algérie, ce n'est que dans les comptes du service des subsistances que l'on pourrait trouver la valeur des rations connues. Les condamnés mis à la disposition des propriétaires devant être nourris par eux, la dépense en vivres, dans les pénitenciers, ne doit pas être considérable pour l'État. Malgré cet inconnu, il est permis de croire que le régime économique des établissements de la Guerre est plus avantageux que celui suivi dans les autres départements ministériels. Il est regrettable seulement que les ateliers publics de la Guerre, tels qu'ils sont organisés, aient pour résultat de déranger l'ordre de gravité des peines déterminé par les Codes de justice de la Guerre et de la Marine, et de produire dans les prisons militaires le désordre moral dont j'ai parlé. Il suffirait, ce semble, pour remédier à ce mal, de transporter les ateliers de travaux publics dans des localités où les condamnés pourraient se livrer à des travaux aussi utiles et aussi bien rétribués que ceux auxquels ils sont employés aujourd'hui, mais qui seraient plus pénibles.

D'après les prévisions du budget de 1887, les établissements pénitentiaires de la guerre doivent procurer au Trésor une recette de 498,601 francs, sans déduction pour restitution ultérieure. Cette somme doit être inférieure à la moitié du montant des frais d'entretien de tous les prisonniers, y compris ceux qui ne travaillent pas; c'est un résultat relativement satisfaisant; mais il ne faut pas oublier que les frais généraux doivent être considérables. On pourrait certainement faire mieux encore. Le département de la Guerre ne semble pas avoir songé jamais à créer dans ses pénitenciers des ateliers professionnels où seraient confectionnés des objets d'habillement et d'équipement pour l'armée. Il existait au bagne de Toulon, avant 1873, un atelier de cordonnerie où l'on confectionnait des chaussures de qualité supérieure et à un bon marché inouï. On peut reprocher, par conséquent, aux pénitenciers de la Guerre de rendre à la vie civile, comme les maisons centrales du Ministère de l'Intérieur, des libérés qui ne sont pas en état de gagner leur vie par leur travail, ayant oublié souvent leur ancien métier et n'en ayant pas appris un autre.

Le département de l'Intérieur est celui qui a à sa disposition la plus grande somme de forces vives fournies par plus de 50,000 détenus, et auquel on peut reprocher de ne pas savoir en faire emploi d'une manière avantageuse à tous les points de vue.

D'après le budget de 1887, les chapitres xviii à xxx du ministère de l'Intérieur nous donnent un total de 19,946,420 francs de dépenses occasionnées par un nombre de détenus de toutes catégories évalué à 52,269. Dans ce total, sont compris une partie des frais généraux du service pénitentiaire, mais pas la totalité; on est donc dans l'impossibilité de savoir exactement ce que coûte ce service. Le budget des recettes prévoit bien une perception par le Trésor de 4,954,936 francs pour produit des maisons centrales; mais nous savons que ce n'est, en partie, du moins, qu'une recette d'ordre, parce que le montant de ce qui doit être rendu aux prisonniers, pour leur pécule, s'y trouve compris, et, d'après les comptes des années précédentes, cette restitution absorbe les trois quarts de la recette. Il est donc certain que le régime économique des maisons centrales de force et de correction est le plus mauvais qui se puisse imaginer.

Dans les maisons d'arrêt soumises au système de la régie, la journée d'entretien du prisonnier est évaluée, pour le département de la Seine, à 0,675 et pour les autres départements à 0,62; dans les maisons centrales, ce qui paraît étrange, elle monte à 0,80 et dans les pénitenciers agricoles, où elle semblerait devoir être à bien meilleur marché, elle s'élève à 0,92. Mais ce qui est plus étonnant encore, c'est que, dans les maisons centrales soumises au système de l'entreprise, la journée n'est réduite qu'à 0,26. L'entrepreneur n'a donc à sa charge que 0,54! Quel avantage énorme il doit en tirer et combien sont fondées les plaintes que l'industrie libre formule contre le privilège dont jouissent les entrepreneurs des prisons! C'est par adjudication publique, dira-t-on, que l'entreprise est concédée! C'est vrai; mais les choses sont organisées de telle sorte que la concurrence n'est pas sérieuse et ne peut pas l'être. Ce sont des industries spéciales qui s'exercent dans les établissements pénitentiaires, et les soumissionnaires ne sont naturellement qu'un très petit nombre. Un autre reproche, plus grave encore, parce qu'il est de l'ordre moral, que mérite ce système, c'est que les libérés sortent rarement, eux aussi, des maisons centrales avec la connaissance d'un métier qui leur permette de vivre honnêtement de leur travail.

Une loi de 1849 avait ordonné que le travail des prisons serait fait exclusivement au profit des services publics, c'est un décret dictatorial de 1852 qui a abrogé cette loi. Il y aurait certaine-

ment un grand avantage à y revenir, peu à peu, pour ne léser aucun intérêt respectable. Les grands services consommateurs de la Guerre et de la Marine seraient des clients qui apprécieraient l'avantage résultant de la livraison d'objets confectionnés sous la surveillance d'agents techniques dépendant d'eux. Les ouvriers, groupés par professions dans les mêmes établissements, seraient mis à la disposition des entrepreneurs adjudicataires des fournitures. Ce système ne pourrait s'appliquer naturellement qu'aux travaux susceptibles d'être exécutés dans des cellules, pour la catégorie des prisonniers auxquels la loi de 1875 est applicable, mais les travaux de ce genre sont assez nombreux. En attendant que la peine de la reclusion disparaisse de nos codes d'une manière quelconque, les maisons centrales cesseraient au moins d'être pour le budget une charge aussi lourde qu'elles le sont aujourd'hui. Je ne veux pas promettre qu'elles arriveraient promptement à couvrir leurs dépenses, mais il y aurait économie considérable à bref délai, car les entrepreneurs devraient prendre à leur compte les frais d'installation et d'outillage. L'avantage qu'ils trouveraient à disposer d'ouvriers qu'une forte discipline et l'attrait d'une part équitable dans le produit de leur travail, leurs frais d'entretien couverts, rendraient aussi laborieux que soumis, permettraient de compter sur des prix que les services publics trouveraient satisfaisants. Aucun grief fondé ne pourrait résulter pour le travail libre de cette organisation du travail pénitentiaire. En effet, les ouvriers condamnés continuant à exercer leur métier primitif ne causeraient aucun préjudice aux ouvriers libres, puisque les frais à la charge des entrepreneurs ne seraient pas diminués de beaucoup. Personne, d'un autre côté, n'aurait le droit de réclamer contre le régime qui enseignerait un métier aux vagabonds et aux individus qui ne savent pas encore travailler au moment de leur condamnation. Pour ce qui est des maisons d'arrêt dites départementales, il faut renoncer au système qui met leur construction et leur entretien à la charge du département. Les conseils généraux reconnaissent que c'est une fiction étrange et désavantageuse pour les départements même, que celle qui fait considérer ces immeubles comme des propriétés départementales. Singulières propriétés, en effet, que celles qui n'occasionnent que des charges à leurs propriétaires nominaux. C'est pour diminuer les dépenses du Trésor public que le régime impérial a rejeté sur les départements un grand nombre de dé-

penses qui sont par leur nature, de véritables dépenses d'État.

A cette époque, les conseils généraux n'étaient pas électifs; le pouvoir central conservait la direction des services dont il faisait payer les dépenses par les budgets départementaux. En définitive, c'était toujours le contribuable qui payait; mais le budget dont le pouvoir central avait plus directement la responsabilité morale était moins chargé, et le crédit de l'État pouvait être moins affaibli. Toutes ces fictions doivent disparaître aujourd'hui. Que toutes les dépenses d'État par leur nature soient soumises au contrôle du Parlement et les contribuables d'aucun département ne seront fondés à s'en plaindre. En ce qui concerne particulièrement les maisons d'arrêt des départements, que le ministre de l'Intérieur cesse d'accorder 300,000 francs de subvention, annuellement, pour leur transformation partielle; mais qu'il consacre cette somme et tout ce qu'il pourra économiser, par suite d'un changement de système pour les maisons centrales, à construire de nouvelles maisons d'arrêt dans les départements par lesquels il croira devoir commencer sa réforme. Le passage des prisons départementales au domaine de l'État ne doit pas dispenser les départements de pourvoir aux dépenses occasionnées par les prévenus et les condamnés provenant de ces départements. Il doit y avoir une certaine solidarité entre les habitants d'une même circonscription territoriale, afin que personne ne se désintéresse de ce qui se passe autour de soi. Mais les dépenses dont il s'agit ne doivent pas être soumises au vote et au contrôle des assemblées locales, parce qu'elles doivent être fixées par des règles générales qu'il est impossible de fixer à ces assemblées, sans tomber dans la fiction du vote des dépenses obligatoires. Que le Parlement impose à chaque département le paiement de la part qui lui incombe dans certaines dépenses publiques, voilà le seul système rationnel; mais que ces dépenses soient aussi peu élevées que possible. Après tout ce que je viens de dire du régime pénitentiaire actuellement en vigueur, je crois qu'il est permis de demander que les dépenses qu'il occasionne soient réduites dans une forte proportion.

Il ne sera pas nécessaire d'attendre une revision de nos lois pénales; il suffira de mieux les appliquer suivant leur esprit, celle sur la transportation en particulier.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire. — 1° Projet de Code pénal japonais. — 2° Compte rendu des travaux du Congrès international de la protection de l'enfance (2 vol.). — 3° La CONCIERGE de M. E. POTTET. — 4° Le Code des prisons. — 5° Informations diverses : *Réhabilitation*. — *Relégation*. — *Société générale pour le patronage des libérés*. — *Expériences sur le biscuit à la viande*. — *Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable*.

I

Projet de Code pénal japonais.

(Communication faite à la Société de la Législation comparée par M. Albert Desjardins, professeur à la faculté de Droit de Paris, membre de la Société générale des Prisons.)

L'empire du Japon s'est donné en 1882 un Code pénal, inspiré des législations européennes. Un jurisconsulte français, M. Boissonade a pris une part considérable à la rédaction de ce grand travail. La soif du progrès est telle dans cette partie de l'Extrême Orient, que le besoin de reviser cette législation nouvelle s'est déjà fait sentir et M. Boissonade vient de publier à ce sujet un nouveau travail.

Notre savant confrère, M. Albert Desjardins, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a fait à la Société de Législation comparée, le 9 février dernier, une communication intéressante sur ce projet de revision.

Ce Code japonais n'a presque rien d'oriental et, sans doute, il n'en vaut que mieux. On n'y trouve même qu'un très petit nombre de dispositions visant spécialement la civilisation et l'état social du Japon. M. Desjardins signale seulement à ce sujet l'importance particulière attachée à l'entretien des digues, à cause du nombre et de la rapidité des cours d'eau qui descendent des montagnes, à l'apposition du sceau privé, d'un

usage plus général que la signature, et dont la sincérité est garantie contre la contrefaçon. On peut mentionner aussi les précautions prises contre l'usage de faux poids par l'acheteur, qui révèlent certaines habitudes spéciales suivies par la population dans les transactions quotidiennes.

En dehors de ces mêmes détails, le Code japonais est un Code français perfectionné. C'est aussi un Code philosophique, qui affirme bien haut que le droit de punir repose sur le double fondement de la justice et de l'utilité sociale. Il proclame l'existence d'une justice naturelle, applicable à tous les pays.

M. Boissonade, agissant avec une méthode scientifique, a compris dans son projet des matières que notre Code pénal a négligées, telles que *les crimes et délits contre le droit des gens*, comprenant la piraterie, la traite des esclaves, la violation de la neutralité, etc. Mais il n'y a pas fait rentrer les infractions militaires, les délits de presse, de chasse, de pêche, etc., qui sont sujets à de trop fréquentes modifications.

Les pénalités sont adoucies suivant la tendance des législations modernes. M. Boissonade serait partisan de l'abolition de la peine de mort. Il n'ose toutefois la proposer et en restreint seulement l'application. Elle n'atteint plus les faux monnayeurs, mais reste applicable aux incendiaires, l'incendie étant au Japon un des fléaux les plus redoutables à raison des constructions en bois.

Les mot *peines afflictives, infamantes, etc.* disparaissent comme dans tous les codes faits récemment.

La tendance du projet est de diminuer le nombre des peines mais d'en multiplier les degrés, afin de pouvoir en mieux proportionner la nature et la durée à la gravité des infractions. Ainsi il existe deux espèces de réclusion et de détention, qualifiée l'une de majeure, l'autre de mineure.

Il existe aussi un emprisonnement avec travail obligatoire et un emprisonnement simple : celui-ci, sans travail obligatoire, est destiné à punir les délits politiques et ceux qui présentent plutôt un danger social qu'une immoralité prononcée, tels que l'usurpation de titres, etc.

La libération préparatoire est introduite dans le Code japonais et elle s'applique même à des condamnés à perpétuité. En n'enlevant pas tout espoir aux condamnés, la loi espère que leur intérêt les engagera à se bien conduire.

D'autres mesures qui sont encore à l'étude dans les législations européennes prennent place hardiment dans le nouveau Code. La détention préventive subie par l'inculpé s'impute sur les peines privatives de la liberté qui lui sont infligées plus tard, même en matière criminelle. Il est seulement fait quelque distinction eu égard à la nature de la peine prononcée. La détention préventive ne compte que pour moitié de sa durée à l'égard d'une peine criminelle.

La responsabilité criminelle n'est entière qu'à 20 ans. Avant cet âge, il y a deux périodes de 4 ans chacune, où une certaine responsabilité existe déjà, de 16 à 20 ans et de 12 à 16. Audessous de 12 ans, l'inculpé n'encourt aucune responsabilité pénale mais peut être envoyé dans une *maison de garde* jusqu'à sa 15^e année.

Le projet punit la complicité, aussi bien en matière de contravention qu'en matière de crime ou de délit; mais il ne soumet pas la complicité à la même pénalité que les auteurs principaux, il abaisse à leur égard la peine d'un degré.

Le duel est puni d'une peine spéciale, quoiqu'il soit rare au Japon. Est assimilé au meurtre, le fait de causer la mort d'autrui volontairement et directement par un conseil tel que celui de passer sur un pont vermoulu, de se servir d'une arme à feu à double ou triple décharge. La participation au suicide est prévue et punie.

L'obligation de défendre autrui est dans certains cas sanctionnée par une peine. Quiconque ayant trouvé, abandonné ou perdu dans sa propriété ou dans un lieu dont il a la surveillance, un enfant, un vieillard, un infirme, ou un malade ne l'aura pas remis, soit aux mains d'une personne consentant à le recueillir, soit à l'autorité locale, est considéré comme auteur du délit d'abandon dans un lieu solitaire. Est également punie toute personne qui ayant, d'après la loi ou par convention, la garde d'un enfant, d'un vieillard, d'un infirme ou d'un malade, ne l'aura pas représenté à toute réquisition de ceux qui ont le droit de la réclamer ou de l'autorité publique, et n'aura pas justifié des causes de sa disparition.

La faim, si on la suppose arrivée à son paroxysme, fait acquitter celui qui, loin de tout secours possible, a dérobé ou consommé des aliments.

Comme on le voit, le Code japonais n'est pas une copie servile

de nos lois françaises. Les études du criminaliste et les travaux de la science pénitentiaire y ont été mises à profit. Elle est une œuvre du progrès et elle fait grand honneur à notre compatriote qui l'a conçue et rédigée. Nous devons remercier M. Albert Desjardins de nous l'avoir fait connaître.

J. BOULLAIRE.

II

Compte rendu des travaux du Congrès international de la Protection de l'enfance : 2^e vol. publié par M. Maurice Bonjean.

M. Maurice Bonjean qui, en 1883, a été le Secrétaire général du Congrès international de la protection de l'enfance et qui a tant contribué par son zèle intelligent et dévoué au succès véritablement inattendu de cette réunion, vient d'achever la publication qu'il avait entreprise au nom de la Commission internationale permanente pour en consacrer le souvenir. Le second volume du compte rendu des travaux du Congrès ne le cède pas en intérêt à celui qui a déjà paru l'année dernière. Il contient dans une première partie, *l'analyse des documents fournis par l'enquête diplomatique*. On se rappelle que les organisateurs du Congrès avaient soumis aux divers gouvernements qui avaient accepté de s'y faire représenter, des questionnaires sur les différents sujets qui avaient été mis en discussion et qu'ils avaient rangé dans un ordre parfaitement déterminé : la petite enfance, l'enfance abandonnée, les apprentis, les réfractaires de l'école, les jeunes détenus. La seconde partie contient, comme annexes au compte rendu de l'enquête diplomatique, les principaux documents parvenus après la clôture de l'enquête, et concernant la législation de l'Allemagne, de la Prusse, du Brésil et du Danemark. La troisième partie enfin est consacrée aux travaux des commissions du Congrès et aux procès-verbaux de leurs séances. Le Congrès, on se le rappelle, était partagé en cinq commissions correspondant à la classification ci-dessus rappelée et qui siégèrent chaque matin au Trocadéro pendant la durée du Congrès, des 16 au 22 juin 1883. Nous avons retrouvé,

non sans une certaine émotion dans la liste des personnes qui prirent part aux travaux de ces commissions, les noms des distingués et utiles collaborateurs que la plupart des nations européennes nous avaient envoyés, la Russie, M. Drill, le Danemark, M. Hennings. l'Allemagne, MM. Schœne et Klattenoff; l'Angleterre, MM. le capitaine Verney et Sadley Taylors; la Grèce, M. Spiliopoulos et M. Skousès; et au souvenir de ces hommes si distingués, des discussions auxquelles ils prirent une part si active, nous ne pouvions nous empêcher de constater à l'honneur de notre pays, combien de simples particuliers, dégagés de toutes attaches officielles, ne représentant aucune autorité publique, ne disposant d'aucun fonds d'État, combien M. M. Bonjean en un mot avait réussi à concevoir et à diriger cette noble entreprise mieux que les délégations officielles ne l'avaient fait pour un Congrès pénitentiaire devenu entre leurs mains une assemblée de fonctionnaires publics. La publication de M. Maurice Bonjean consacre ce souvenir qui ne sera pas un des moins précieux témoignages accumulés autour de ces noms.

Fernand DESPORTES.

III

La Conciergerie par M. E. POTTET.

Je viens de lire un livre fort intéressant sur la Conciergerie du Palais de Paris. C'est une étude historique, très consciencieusement faite par un jeune fonctionnaire de l'Administration : M. Eugène Pottet.

Bien que la Presse ait déjà rendu compte de l'ouvrage, en termes fort élogieux, je ne puis résister au désir d'en parler dans ce Bulletin européen qui ouvre si généreusement ses colonnes à tout ce qui a trait à l'histoire ou à l'amélioration des prisons.

L'étude de M. Pottet, qui comprend près de neuf siècles (1031 à 1886), est divisée en quatre parties :

- 1° Le Palais. Origines de la Conciergerie.
- 2° La Conciergerie pendant la Révolution française.
- 3° Marie-Antoinette.
- 4° La Conciergerie depuis le Directoire jusqu'à nos jours.

La deuxième et la troisième partie sont de beaucoup les plus importantes et les plus intéressantes ; l'auteur y fait la biographie des principales victimes de la Terreur, et donne sur les détentions célèbres, telles que celles des Girondins, de M^{me} Roland et de Marie-Antoinette de curieux détails, tirés de documents authentiques et entièrement inédits.

M. Pottet regrette de n'avoir à nous montrer de la Révolution que ses vengeances, ses excès, ses erreurs, plutôt que ses bienfaits dont nous sentons aujourd'hui tout le prix. Il rappelle l'éloquente parole de M. Thiers : « Nous, qui pour être libres, n'avons eu que la peine de naître, nous serions bien lâches, bien infâmes de laisser périr la liberté, car nos pères nous l'ont achetée au prix de bien des vertus et de bien des crimes ! »

Mais il ajoute, avec Barthélemy Maurice. « Pour arriver à un pareil résultat, était-il nécessaire d'employer de si terribles moyens ? Fallait-il que tant d'innocents périssent avec tant de coupables ? »

M. Pottet est amené à nous faire la peinture des souffrances qu'enduraient alors les prisonniers : les caveaux étaient obscurs et humides, les infirmeries si malsaines, que le scorbut s'y guérissait difficilement ; la paille des lits était hachée et vermoulue, et la plus élémentaire propreté faisait partout défaut. Paganel, représentant du peuple, dit, dans un rapport adressé à la Convention nationale que, « l'homme qui attendait son arrêt dans les prisons de la Conciergerie, eût béni, sur son seuil épouvantable, la main bienfaisante qui lui aurait donné la mort. »

A la suite de ce rapport, il fut décrété que les prisonniers de la Conciergerie seraient traduits dans une autre prison et que le Comité des secours publics prendrait immédiatement des mesures pour rendre la Conciergerie habitable. Précédemment, Louis XVI avait acheté l'hôtel du duc de La Force pour y renfermer les détenus de Fort-l'Évêque et du Petit-Châtelet qu'il avait fait abattre sur un rapport de la Société de médecine. C'est le premier qui ait songé à améliorer l'état des prisons. Depuis, d'immenses progrès furent accomplis, à la Conciergerie même, et la prison moderne du Palais de Paris peut être considérée comme une des plus belles de l'Europe. Le régime cellulaire y a été autorisé par un décret du 15 mai 1855 et, en 1864, MM. Duc et Daumet achevaient les travaux.

Il y a actuellement 73 cellules, grandes et très claires ; mais ce

nombre étant insuffisant, on est parfois obligé de mettre plusieurs détenus ensemble. Ce sont, pour la plupart, des criminels devant passer en cour d'assises ou des condamnés en première instance, du ressort de la Cour de Paris, interjetant appel de leur jugement.

5 cellules sont occupées par des détenus convalescents, et 11 sont affectées au logement des auxiliaires, c'est-à-dire des condamnés de 3 mois à un an. Les condamnés à mort peuvent séjourner à la Conciergerie pendant les trois jours que la loi leur accorde, pour adresser leur pourvoi en cassation.

Dès son arrivée à la Conciergerie, le détenu est fouillé avec soin, puis on le conduit à sa cellule. Son nom est remplacé par un numéro qu'il porte partout avec lui, et qui lui sert de passeport dans la maison. Un numéro semblable est placé sur la porte de sa cellule au moyen d'un écriteau, et, quand le détenu est à l'instruction ou à l'audience on retourne l'écriteau au dos duquel on lit « Palais ».

Le détenu peut appeler nuit et jour, au moyen d'une tige qui fait déclencher, avec un bruit mat, un bras de fer formant saillie sur le couloir. Le préau est formé de deux rangées de cellules à ciel ouvert; à l'extrémité sont deux petits jardinets, et tout autour, une allée pour le service et la surveillance.

Il y a 12 parloirs avec grillages de séparation. Une bibliothèque de 600 volumes est mise à la disposition des détenus.

Le personnel se compose d'un directeur, d'un aumônier, de deux greffiers, d'un brigadier, d'un sous-brigadier, de dix surveillants, d'une lingère, d'un barbier, d'un sacristain, d'un guide, d'une fouilleuse, d'une gardienne et d'un commissionnaire.

Le mouvement des prisonniers dans cette prison est considérable : en 1868, année calme, il était de 5,289 entrées et 5,287 sorties; en 1873 de 6,762 entrées et 6,703 sorties. Au 31 décembre 1877, l'effectif était de 77 détenus.

Les ordres d'entrée et de sortie et les archives sont déposées dans le greffe de la maison.

Le règlement en vigueur dans les prisons de la Seine y compris la Conciergerie, appelée Maison de justice, est du 30 octobre 1841. Depuis plusieurs années, il était question de substituer à ce règlement vieilli et qu'il serait trop long de donner ici un règlement nouveau; un décret du 11 novembre 1885 a paru, mais il ne concerne que le service des maisons de détention affectées

à l'emprisonnement en commun. Il est applicable aux maisons d'arrêt, de justice et de correction. Il a trait au personnel de la prison, à la discipline et à la police intérieure, au régime et au travail des détenus, à l'hygiène et au service de santé et de l'enseignement.

La place me manque pour citer tout ce qu'il y a d'intéressant dans l'ouvrage de M. Pottet, les amateurs de la science pénitentiaire le liront tout entier avec plaisir et profit. Espérons que ce livre ne sera pas le seul que nous devrons aux patientes et intelligentes recherches de M. Pottet.

Y. BRAURY SAUREL

Inspectrice générale des prisons de la Seine.

IV

Le Code des Prisons.

M. le Directeur de l'administration pénitentiaire vient d'avoir l'heureuse pensée de reprendre la publication, interrompue depuis 1875, du *Code des Prisons*. Ce recueil dont le premier volume remontait à 1845, est une collection complète des lois, des ordonnances ou décrets, des arrêtés, des circulaires ou instructions ministérielles, de tous les documents administratifs en un mot intéressant les divers services pénitentiaires; la publication en a été continuée jusqu'en 1875; elle avait été interrompue à cette époque. Remplacée, dans une certaine mesure, par le recueil des documents qui complètent chaque année la Statistique publiée par le Ministère de l'Intérieur, elle n'en faisait pas moins faute à tous ceux qui étudient la question pénitentiaire, et qui y trouvaient autrefois le principal instrument de leurs études. Nous félicitons donc M. Herbet de l'heureuse pensée de reprendre cette publication, et de donner aujourd'hui, dans la 2^{me} partie du tome VI, les documents publiés du 1^{er} juillet au 31 décembre 1875. Qu'il nous permette de lui conseiller de mettre le comble à sa sollicitude en faisant tirer de nouveau et rendre au commerce les premiers volumes de cette publication, aujourd'hui épuisée, et que nous avons fait partout et depuis longtemps de vains efforts pour acquérir.

V

Informations diverses

Travaux parlementaires. — Réhabilitations. — Rélégation. — Société générale pour le patronage des libérés.

— TRAVAUX PARLEMENTAIRES. *Chambre des Députés.* — Le 28 mai dernier la Chambre des députés a pris en considération la proposition du D^r Frébault relative à l'abolition de la peine de mort et celle de M. Reybert (Bulletin 1886, p. 1091) tendant à donner aux tribunaux correctionnels la faculté d'attribuer un caractère suspensif aux condamnations prononcées par eux. Nous devons en outre mentionner, à raison de sa connexité avec le projet de M. le pasteur Robin sur la mendicité, une motion de M. Martin Nadaud tendant à proclamer le droit au travail ou à l'assistance publique pour tout citoyen valide ou hors d'état de travailler. La Chambre, malgré l'avis de la Commission, a voté la prise en considération de ce projet.

La Commission des enfants abandonnés n'avance que lentement et péniblement dans son travail. Des difficultés budgétaires et autres se dressent devant elle à chaque pas et elle n'a pu encore examiner et adapter que les dix premiers articles du projet déjà voté par le Sénat (conf. Bulletin 1887, p. 590). Espérons qu'elle se décidera à ajourner toutes les dispositions au sujet desquelles l'accord ou l'exécution est difficile et qu'elle se contentera de voter sans retard les articles relatifs à la puissance paternelle, les seuls réclamés par tous les gens pratiques (*Voir supra*, p. 14).

— RÉHABILITATION. — En vue de l'application de la loi de 1885, rapportée dans notre Bulletin de 1885, p. 452, le ministre de la guerre a décidé que, quand il s'agira d'une instance en réhabilitation concernant un individu appartenant ou ayant appartenu à l'armée, les autorités militaires compétentes fourniront aux procureurs de la République qui leur en feront la demande une attestation sur papier libre faisant connaître :

1° La durée de la résidence de l'intéressé dans chaque corps ou établissement militaire, avec indication du jour où elle a commencé et de celui où elle a fini;

2° Sa conduite pendant la durée de son séjour.

Cette attestation devra contenir la mention expresse qu'elle est délivrée pour servir à l'appréciation d'une demande en réhabilitation et être accompagnée de l'avis de l'autorité militaire.

— RELÉGATION. — Le *Temps* du 2 juin 1887 annonçait qu'il avait été expédié la veille de Rochefort un envoi de vingt-cinq femmes condamnées à la relégation, que la *Ville-de-Saint-Nazaire*, affrétée par l'État, attendait en rade de l'île d'Aix pour les transporter à la Guyane. Le même jour, des hommes relégués, provenant du dépôt de l'île de Ré, avaient dû être transportés à bord du même paquebot par les bâtiments de servitude de la marine, escortés du stationnaire le *Travailleur*.

Le major général a dû se rendre à bord avec la commission de visite, et, après examen du steamer, l'ordre de départ sera donné.

Outre les condamnés, la *Ville-de-Saint-Nazaire* emmène à la Guyane quelques passagers civils, un certain nombre d'officiers, médecins, pharmaciens, commis de la marine et quatre sœurs de Saint-Joseph de Cluny qui auront, pendant la traversée, charge des femmes condamnées.

— SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LE PATRONAGE DES LIBÉRÉS. — Cette société exerce l'œuvre du patronage au profit des libérés des deux sexes sortis des prisons de la Seine; elle étend son assistance à toutes les sociétés de patronage établies dans les départements; elle a tenu cette année, au palais du Trocadéro, une réunion dans laquelle les principaux artistes de Paris se sont fait entendre. Cette réunion avait un double objet : le patronage des libérés d'abord, et l'assistance aux victimes si intéressantes de l'incendie de l'Opéra-Comique. La charité publique les a confondus ainsi; elle a voulu soulager à la fois et la misère matérielle des uns et la misère morale des autres; et ses efforts ont été d'ailleurs couronnés d'un plein succès. Il était impossible d'offrir au public une matinée plus attrayante, et par le choix des œuvres qui ont été dites, et par le mérite des artistes qui les ont interprétées.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 29 JUIN 1887

Présidence de M. CUVIER, sous-gouverneur de la Banque
de France, *Vice-Président*.

Sommaire : Procès-verbal. — Suite de la discussion sur le casier judiciaire : M. Fernand Desportes, le conseiller Petit, le pasteur Arboux, le conseiller Greffier.

La séance est ouverte à 4 heures 1/2.

M. JAMES-NATTAN, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; il est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, depuis votre dernière séance, le conseil de Direction a conféré la qualité de membre titulaire à M. CAMOIN DE VENCE, ancien magistrat.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les casiers judiciaires.

J'ai reçu, Messieurs, de votre éminent rapporteur, M. Bonneville de Marsangy, une lettre dans laquelle il s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour, et déclare « s'en référer aux termes de son rapport ainsi qu'aux excellentes observations qu'y a ajoutées M. le Président de la première section ». Nous regrettons nous-même l'absence de notre éminent doyen et nous le prions d'accepter de loin l'expression de notre reconnaissance pour le concours si dévoué qu'il a bien voulu nous accorder.
(*Applaudissements.*)

La parole est à M. Fernand Desportes.

M. Fernand DESPORTES, *avocat à la cour de Paris, ancien membre du Conseil supérieur des Prisons.* — Messieurs, M. Bonnevillle de Marsangy, M. le conseiller Petit vous ont l'un et l'autre indiqué l'origine et raconté l'histoire du *casier judiciaire*; ils ont rapporté l'un et l'autre les incontestables services que cette belle institution, bien française d'origine, bien originaire de notre pays, a rendus depuis 1832 et rend encore tous les jours à la justice criminelle. M. Bérenger s'est associé lui-même à ce juste hommage; mais tout en rendant à l'invention et à l'inventeur ce qu'il croyait leur devoir d'éloges et d'admiration, il n'a pu s'empêcher de s'affliger, dans l'intérêt même de la justice, de l'usage irréfléchi sans doute, abusif peut-être, que l'administration contemporaine croyait pouvoir se permettre. Il s'est rappelé le mot prononcé, l'année dernière, par notre regretté collègue, M. l'abbé de Humbourg: « un casier judiciaire devrait rester *judiciaire*; il devrait être consacré exclusivement à la justice, et ne pas être délivré à des tiers (1). » Sans doute, l'administration de la justice ne délivre — c'est aujourd'hui du moins une règle absolue — d'extraits du casier judiciaire qu'à ceux-là qui en sont les titulaires, jamais les patrons eux-mêmes ne peuvent obtenir d'elle un renseignement direct sur un employé. C'est l'évidence même. Mais les patrons auxquels un citoyen quelconque demande un emploi, peuvent lui dire: « Vous me convenez à merveille, seulement il faut justifier de la pureté de vos antécédents; apportez-nous d'abord un extrait du casier judiciaire. » Si le postulant n'a dans son passé aucun souvenir fâcheux, rien de plus facile que de se plier aux exigences des patrons et de leur apporter un extrait du casier portant le mot *néant*. Mais s'il n'en est pas ainsi, si ce pauvre malheureux a dans sa jeunesse, dans son passé, si loin que ce soit, le souvenir d'une faute qui a laissé sur son casier judiciaire une marque que rien n'aura pu effacer, ni le temps, ni le repentir, ni sa bonne conduite ininterrompue, il ne s'exposera pas à la honte inutile de rapporter un extrait de ce casier et de faire éternellement revivre un souvenir qui lui ferme à tout jamais l'entrée de toute maison honnête. Sa faute est oubliée,

(1) Séance du 10 mars 1886, t. X, p. 288.

pardonnée; les témoins en ont disparu, les contemporains en ont perdu le souvenir... c'est en vain, le casier judiciaire implacable en garde la mémoire, et se dresse contre le malheureux qui cherche à lutter contre lui.

Vainement on répondra que pour imposer silence à ce témoin funeste, il suffit de se résigner à sa malheureuse destinée et de garder soi-même un silence prudent. On vous a dit à votre dernière séance que tout citoyen soumis au service militaire avait un livret, et que sur ce livret, abandonné à la curiosité, au bon plaisir malveillant des supérieurs et des compagnons, le casier judiciaire venait indiscretement étaler ses mentions les plus cachées et l'on vous a dit quels abus pouvaient en résulter. Les admirateurs du casier judiciaire s'en consolent, en conseillant de prendre des mesures pour éviter de tels abus, s'il est possible. Ils continuent à voir dans le privilège accordé à tous ceux qui peuvent invoquer sans crainte leur propre casier judiciaire, une récompense de leur bonne conduite, et M. le conseiller Petit se félicite pour eux-mêmes et pour tous les honnêtes gens qui en profitent, du privilège incontestable qui leur est ainsi constitué.

Pour moi, Messieurs, je trouve cela bien dur, bien cruel, bien implacable ! Et qui donc sommes-nous pour être ainsi dépourvus de pitié et pour répondre au repentir, jamais ! Pour toi l'oubli, pour toi la miséricorde, pour toi le silence, jamais, jamais, jamais !! Ce n'est pas une idée chrétienne, cela. C'est la vieille formule païenne, la vieille formule romaine « *Contra hostem, æterna sit vindictio !* »

Jamais aucun législateur, à quelque parti politique qu'il appartint, ne s'est prévalu de cette maxime en droit pénal. Aucun législateur n'a méconnu les règles de la prescription, qu'il a appliquée non seulement à la faculté de poursuivre devant les tribunaux les faits qualifiés crimes, délits ou contravention; mais encore à la faculté de faire exécuter les peines régulièrement prononcées. Au bout de vingt ans, de dix ans, de trois ans même, la prescription couvre toute infraction et s'oppose à l'application de la loi pénale. Ainsi l'a voulu le législateur.

Eh bien ! Messieurs, ce qu'aucun législateur n'a fait, n'a pu ni n'a voulu faire : proclamer l'éternité de la faute ! il ne pouvait dépendre d'un ministre de la justice, fût-ce M. Rouher, de le décréter, et sous prétexte de rendre service aux honnêtes gens, de frapper les misérables d'une vindicte éternelle !

Encore si votre casier judiciaire n'atteignait que les misérables ! Mais nous ne réclamons rien pour ceux-là ; tant qu'un homme reste dans la voie criminelle, que le souvenir de sa faute première reste attaché à ses pas et vienne aggraver sa situation lorsqu'il reparait en justice, nous n'y contredisons pas ; nous trouvons cela juste et utile ; il est bon, croyons-nous avec M. Bonneville de Marsangy, que la société le reconnaisse et puisse se défendre contre lui. Nous ne nous intéressons qu'à celui qui, une première, une seule faute commise, s'est repenti de cette faute, a voulu redevenir un honnête homme, y est parvenu et n'a plus commis de nouveau méfait. Voilà l'homme qui nous intéresse et pour lequel nous croyons pouvoir en toute sécurité invoquer non seulement votre pitié, mais surtout votre justice. Nous vous demandons dans quel intérêt repousser et proscrire ce malheureux et le laisser attaché au souvenir de sa faute première, pourquoi l'empêcher de trouver un moyen de mener une vie honnête et pourquoi l'exposer à tous les dangers, à toutes les tentations de la misère et de l'oisiveté forcée ? Qui donc est intéressé à faire de ce malheureux un éternel paria ?

Nous ne pensons pas qu'une société bien réglée ait intérêt à cela et puisse proclamer l'éternité du déshonneur quand elle repousse l'éternité du châtement. Nous voudrions qu'en cette matière, comme en toute autre, les règles de la prescription devinssent applicables, et que les extraits du casier judiciaire qui seront délivrés désormais soit aux particuliers, soit aux administrations publiques, ne puissent contenir aucune mention se référant à une condamnation prononcée en dehors des dix années précédant le jour où sera demandée la délivrance desdits extraits. Cette proposition, nous avons eu l'honneur de la présenter déjà à votre première section, au cours de ses études sur le casier judiciaire. Dans son rapport, M. Bonneville de Marsangy a bien voulu la mentionner et donner en même temps les raisons qui l'ont fait écarter. Cette proposition méritait examen (1), dit l'honorable rapporteur : « La discussion s'est engagée sur ce point, et il a été reconnu qu'un tel expédient était inadmissible. On conçoit, a-t-on dit, la prescription d'une action ou d'une peine ; c'est un acte d'indulgence ou de générosité de la société, laquelle, en raison du long temps écoulé, renonce à l'exercice de son

(1) *Bulletin*, t. XI, p. 309.

droit. Mais un *fait*, mais une *condamnation subie*, ne se peuvent jamais prescrire, pas plus qu'on ne peut prescrire contre l'histoire, contre la vérité. De là cet axiome philosophique que nous connaissons « *Quod factum est, infectum esse nullo modo fieri potest.* »

L'axiome philosophique, seule raison par laquelle votre section a cru devoir écarter notre proposition, ne nous a pas convaincus. Sans doute on ne peut prétendre que ce qui est arrivé n'a jamais eu lieu. Mais, est-il absolument nécessaire de rappeler sans cesse, à tout jamais, pour le plus grand dommage d'un malheureux qui en souffre, et sans intérêt pour personne, de rappeler, disons-nous, un fait qui devrait être oublié et pardonné après un certain temps, tant qu'une faute nouvelle n'en réveillerait pas le souvenir ? L'intérêt social, le droit social n'est-il pas intéressé au premier chef, à la question que nous posons ainsi ? Cette question méritait une autre réponse.

Le législateur se l'est posée lui-même dans une occasion récente et l'a résolue de la manière que nous croyons juste de la résoudre. Il n'a pas tenu compte du raisonnement du ministère de la justice. Dans une loi, qu'ici nous avons trouvée mauvaise et que nous avons, je crois, très justement combattue, dans la loi du 27 mai 1885 contre les récidivistes, le législateur s'est demandé dans quelle mesure il pouvait atteindre et frapper la récidive ; et il a parfaitement admis qu'il ne pouvait comprendre et compter dans son calcul les condamnations remontant à plus de dix ans. L'article 4 de la loi frappe les récidivistes qui, « *dans un intervalle de dix ans* », auront encouru les condamnations énumérées dans le paragraphe suivant...

Ainsi lorsqu'un condamné s'est bien comporté pendant les dix années qui précèdent la poursuite nouvelle, quel qu'ait été son passé, quelque nombreuses qu'aient été les condamnations prononcées antérieurement contre lui, on n'en tiendra nul compte pour l'application de la loi de la relégation, si pendant les dix dernières années qui viennent de s'écouler, aucune condamnation nouvelle n'a été prononcée contre lui. Son passé est effacé et ne compte plus désormais pour l'application de la loi sur la récidive.

C'est précisément le principe que nous voudrions étendre à l'inscription au casier judiciaire en faisant décider qu'aucun extrait délivré par la chancellerie ne pourra contenir une mention se référant à une condamnation prononcée en dehors des

dix années précédant le jour où sera demandée la délivrance dudit extrait.

Messieurs, jusqu'à présent nous avons supposé que les condamnés dont les noms figurent aux casiers judiciaires sont de bonne foi ; qu'ils avouent leur passé, soit qu'ils aient été touchés par le repentir, soit qu'ils aient persévéré dans leur mauvaise conduite ; pour ceux-là, les renseignements fournis par le casier sont suffisants et certains, et personne ne songe à les compléter et à les vérifier. Mais voici, le cas, hélas ! n'est que trop fréquent, un coupable qui refuse de faire connaître son passé, parce que ce passé renferme des condamnations nombreuses qui rendent sa situation présente plus dangereuse et l'exposent à un châtiment plus grave. Le fait n'est pas aussi rare qu'on pourrait le croire : « les malfaiteurs ne se font pas faute de changer de nom entre eux et donnent même la préférence à celui d'honnêtes gens. J'ai des exemples de récidivistes qui n'ont pas craint, à une nouvelle arrestation, de prendre devant la justice le nom des personnes qu'ils avaient dévalisées antérieurement et dont ils avaient appris à connaître exactement l'état civil, lors des témoignages de leurs victimes devant les tribunaux. »

On comprend que, devant une telle perversité, l'inspection du casier judiciaire ne peut suffire et qu'il faut employer quelque procédé nouveau qui permette de déjouer l'astuce des criminels.

C'est à quoi s'est appliqué avec succès un honorable fonctionnaire de la préfecture de police, M. le Dr Bertillon, qui, le premier, a découvert et appliqué une méthode pour la reconnaissance des récidivistes qui déclarent un faux état civil.

M. le Dr Bertillon n'est pas un inconnu pour les membres de cette Société. Il nous a été présenté en février 1883 par M. le pasteur Arboux, qui le premier nous a parlé de l'*anthropométrie* appliquée au récidiviste, et notre numéro du mois de mars dernier reproduisait le texte d'une communication faite sur ce sujet au Congrès pénitentiaire de Rome.

La méthode de M. Bertillon est en effet basée sur un système de signalements dits *anthropométriques*, c'est-à-dire dont les indications reposent essentiellement sur la connaissance des diverses longueurs osseuses relevées sur le sujet examiné, telles que la taille, la longueur du doigt médium, du pied, la longueur et la largeur de la tête, etc.

Pour les conditions d'application de cette méthode, je me contente de m'en tenir, Messieurs, au travail même de M. Bertillon, que le *Bulletin* de mars a placé sous vos yeux.

Je me borne à constater que les expériences faites par M. Bertillon ont été poursuivies à la préfecture de Police, grâce au concours de M. Gragnon, et, dans les prisons départementales, grâce à celui de M. Herbette, dont la bienveillance ne s'est pas démentie devant le Congrès de Rome.

C'est, en effet, M. Herbette qui a présenté M. Bertillon aux membres du Congrès pénitentiaire et qui a confirmé, par son propre témoignage, les déclarations du savant docteur. Il a insisté sur les secours que ce procédé était appelé à prêter pour la reconnaissance des malfaiteurs internationaux qui changent si volontiers de nom et de pays. L'application de cette méthode a justifié les espérances que la théorie avait inspirées. A Paris comme à Versailles, à Melun, à Poissy, à Lyon, etc., le procédé est appliqué dans son intégrité. Quelques jours ont suffi pour l'enseigner aux gardiens. Dans les prisons moins importantes, on se contente de noter sur le registre d'écrou les diamètres céphaliques, ainsi que la longueur du médius gauche, de l'auriculaire gauche et du pied gauche. Ces indications suffisent pour déjouer toutes les tentatives de falsification d'identité.

En un mot, fixer la personnalité humaine, donner à chaque être humain une identité, une individualité certaine, durable, invariable, toujours reconnaissable, et facilement démontrable, tel semble l'objet le plus large de la méthode nouvelle.

Cette méthode s'applique spécialement à la reconnaissance des récidivistes, c'est-à-dire des plus redoutables malfaiteurs. Elle complète admirablement le système inventé par notre honorable collègue M. Bonneville de Marsangy. C'est pourquoi, Messieurs, j'ai cru devoir vous en entretenir ce soir et vous rappeler, en le faisant, que le progrès, dans la science pénitentiaire comme dans toute autre science, ne doit pas s'arrêter : quand on croit avoir tout fait, tout découvert, il reste cependant toujours quelque chose à découvrir. Cela ne diminue en rien le grand mérite de M. Bonneville de Marsangy ; il a été salué au congrès de Rome et par les étrangers, de même que dans cette société qui est la sienne, comme un des plus glorieux promoteurs de la science pénitentiaire ! Cela prouve simplement qu'après lui, qu'après nous, il restera toujours quelque progrès à réaliser et que, dans cette

lutte contre le mal que nous sommes appelés à soutenir, il ne faut pas encore fermer le temple de Janus.

M. PETIT, *conseiller à la Cour de cassation*. — La proposition qui vient d'être faite, si je l'ai bien saisie, se résume ainsi : 1° maintien du casier judiciaire, mais avec création d'une prescription spéciale, c'est-à-dire avec suppression des condamnations y relatées pour tous les individus restés dix ans sans encourir de nouvelle peine; 2° adjonction au bulletin n° 1 concernant ceux qui ont été soumis à une détention en vertu de jugements ou d'arrêts, d'une notice anthropométrique rédigée d'après les idées de M. le Dr Bertillon.

Sur le premier point, en ce qui touche le maintien du casier, je suis en parfait accord avec M. Desportes; mais, en ce qui touche la prescription, je suis d'un avis absolument opposé. Pour que le casier réponde à sa destination, il faut, suivant moi, qu'il fournisse sur les antécédents judiciaires des renseignements complets embrassant toute la vie des accusés ou des prévenus. A défaut de ces renseignements, le juge ne peut appliquer la peine en pleine connaissance de cause, l'atténuer pour les uns, l'aggraver pour les autres; il ne peut notamment savoir s'il y a récidive légale et cette récidive, soit dit en passant, résulte des condamnations que la loi indique, sans tenir compte ni des époques plus ou moins éloignées où elles ont été prononcées, ni des espaces de temps plus ou moins grands qui les séparent. On n'a pas d'ailleurs à craindre que le juge oublie de faire bénéficier, les individus reconnus coupables des efforts tentés par eux pendant dix ans pour ne pas commettre de nouvelles infractions; ces efforts sont pour lui une circonstance très méritoire et il les prend en considération pour diminuer largement la peine au moyen de l'article 463 du Code pénal.

Si la prescription des mentions portées au bulletin n° 1 est inadmissible quand on l'envisage au point de vue des besoins de la justice, elle n'est pas, à mes yeux, mieux justifiée quand on l'examine au point de vue de l'intérêt des particuliers autorisés à s'en faire délivrer des extraits sur leur demande. Pourquoi, en effet, exige-t-on de ces particuliers, lorsqu'ils sollicitent un emploi, un bulletin négatif du casier? On l'exige uniquement pour avoir la constatation officielle qu'ils n'ont jamais encouru

de condamnation. Or, si la proposition de M. Desportes était votée, il arriverait ou que l'on serait induit en erreur en accordant, sur la foi d'un document dont on ignorerait la portée restreinte, une confiance qu'on aurait, sans cela, refusée, ou que ce bulletin dont on connaîtrait la véritable signification, ne répondant plus au but recherché, on n'y aurait aucun égard et qu'on en reviendrait aux certificats de moralité et de bonne conduite demandés autrefois. Au premier cas, le bulletin serait plus d'une fois un instrument de fraude et un moyen de tromperie entre les mains de ceux qui le produiraient; au second, il perdrait toute espèce de valeur. Et de cette façon on aboutirait à ce double et regrettable résultat d'exposer, pour venir en aide à une infime minorité, qui tient à dissimuler la vérité, les fortunes et les personnes à de sérieux dangers et de priver un nombre immense d'honnêtes gens qui n'ont rien à cacher du moyen qu'ils sont heureux d'employer aujourd'hui pour justifier qu'à aucune époque de leur vie, ils n'ont encouru de condamnation.

Je persiste à penser que la loi, dans sa prévoyante sollicitude, a fait tout ce qu'on doit désirer pour les condamnés qui ont suracheté par leur repentir et leur conduite ultérieure le crime ou le délit commis sous l'influence de passions auxquelles ils n'ont pas eu la force de résister. La réhabilitation est là prête à effacer les traces de ce passé dont ils rougissent et bien souvent, s'ils ont donné des preuves réelles d'amendement, ils peuvent l'obtenir même avant l'expiration des dix ans qui forment la durée de la prescription proposée par M. Desportes.

En ce qui concerne l'adjonction de la notice anthropométrique au bulletin n° 1, je reconnais que la justice y puiserait des indications précieuses pour établir l'identité des malfaiteurs, qui déroutent les recherches en prenant des faux noms. Mais on risquerait, à mon sens, d'en compromettre les avantages en la généralisant. Que sur les registres des prisons, sur la feuille signalétique relative à chaque détenu, on consigne, pour y être consultés au besoin, les renseignements particuliers indiqués par M. le Dr Bertillon, rien de mieux ! Une pareille mesure offre un caractère évident d'utilité, sans offrir d'inconvénient appréciable. Mais le casier judiciaire serait de plus en plus encombré si au bulletin de toute personne condamnée à une peine corporelle était attachée cette notice. Elle ne devrait être jointe, qu'au bulletin des individus en état de récidive légale ou con-

sidérés comme des malfaiteurs dangereux : avec cette restriction, l'innovation dont il s'agit donnerait, non les résultats merveilleux qu'on en attend, mais des résultats assez sérieux pour être poursuivie sans retard.

M. LE PASTEUR ARBOUX. — En ce qui concerne le casier judiciaire, je repousse la prescription proposée par M. Desportes, car je pense qu'il ne faut rien dissimuler de la vie d'un homme et j'estime que le casier judiciaire serait dépourvu de tout intérêt pour la justice et pour les particuliers si les mentions s'en pouvaient prescrire. On sait aujourd'hui qu'il ne peut pas induire en erreur ceux qui le consultent. Mais il ne rendrait plus les services qu'on lui doit actuellement, si le public apprenait qu'une condamnation peut rester cachée.

Quant à la mensuration anthropométrique, j'en ai moi-même constaté les merveilleux résultats et je l'ai signalée le premier, dans un article, aux lecteurs de notre *Bulletin*.

Je souhaiterais aussi qu'on donnât à cette institution une plus grande extension, car son application est encore restreinte, puisque : 1° le condamné n'est pas obligatoirement tenu de s'y soumettre; 2° cette mesure n'est pas appliquée aux femmes.

En résumé, voici ce qu'on peut craindre : d'une part l'utilité du casier judiciaire deviendrait de plus en plus contestable, puisqu'on saurait qu'il peut être incomplet; de l'autre, il n'est pas sûr que ce que demande M. le Secrétaire général soit toujours possible dans la pratique, la mensuration n'étant pas obligatoire.

M. Fernand DESPORTES, *avocat à la cour de Paris, ancien membre du Conseil supérieur des Prisons*. — M. le pasteur Arboux vient de nous dire que les femmes ne sont pas soumises à la mensuration anthropométrique; ne serait-il pas possible de leur appliquer cette mesure en confiant à des matrones le soin de procéder aux opérations de mensuration ?

M. LE PASTEUR ARBOUX. — On a essayé, mais cela n'a pas réussi.

M. Fernand DESPORTES. — Je persiste néanmoins à croire que le moyen que je viens d'indiquer pourrait triompher de tous les obstacles.

M. GREFFIER, *conseiller à la Cour de cassation*. — Je partage, en tous points, l'opinion de mon honorable collègue M. Petit, sur la première proposition de M. le Secrétaire général, et il reste bien peu de choses à dire après les observations qu'il vient de nous présenter. Au point de vue de la justice criminelle, j'estime que la proposition méconnaît l'objet et le caractère même de l'institution du casier judiciaire. Cette institution, ne l'oublions pas, répond à un besoin d'ordre social. Quelle est, en effet, la pensée qui l'a inspirée? La société est dans la nécessité de lutter contre l'armée du mal qui l'attaque de toute part. Pour qu'elle puisse mesurer les forces de la défense à celle de l'attaque, il est nécessaire qu'elle connaisse non seulement le nombre de ses ennemis, mais leur condition sociale, leur présent et leur passé. La justice, qui agit en son nom pour la répression des atteintes portées à sa sécurité, a besoin de savoir quels sont les antécédents de l'inculpé d'un crime ou d'un délit qui est amené devant elle. Les récidivistes sont les pires ennemis de la société et les mesures de précaution, de répression et de sûreté générale à prendre contre eux ne sont justes et efficaces qu'autant que la vie tout entière de ces inculpés est connue du magistrat qui instruit l'affaire, et du juge qui prononce la peine. Il est donc nécessaire, au moins pour l'action de la justice criminelle, que le bulletin du casier judiciaire reste ce qu'il est : la nomenclature exacte et complète des condamnations prononcées contre un individu; s'arrêter dans ce relevé à une époque déterminée, ce serait mutiler l'institution, établir une sorte non pas de prescription comme on l'a dit, mais d'amnistie en faveur des condamnations qui remonteraient au delà de l'époque fixée. M. Petit a parfaitement démontré quels seraient les inconvénients d'un pareil système et les perturbations qu'il apporterait à l'administration de la justice criminelle. Je n'insiste donc pas davantage sur cette face de la question.

Ce n'est pas d'ailleurs de ce côté que se dirigent les efforts des partisans de certaines modifications à apporter à l'organisation des casiers judiciaires. Ce qu'ils critiquent surtout, c'est la faculté, pour le casier judiciaire, de délivrer à des particuliers, en dehors de toute action criminelle, le bulletin n° 2, qui contient toutes les condamnations prononcées contre un individu, ou porte qu'il n'en a été prononcé aucune; ce sont les exigences de quelques grandes compagnies et même de simples-particuliers

au regard de personnes qui demandent à entrer à leur service. Laissez, dit-on, à la justice son arsenal et ses armes contre le malfaiteur, ou l'inculpé poursuivi pour avoir violé les lois sur lesquelles repose la sûreté de la société, mais n'étendez pas le bénéfice d'une institution publique et sociale à la défense d'intérêts purement privés. On peut répondre d'abord que les personnes auxquelles une administration ou un particulier demandent la production du bulletin n° 2, sont absolument libres de ne pas se soumettre à cette exigence; on peut, sans témérité, affirmer que l'immense majorité des personnes mises en demeure de satisfaire à l'injonction, n'opposent aucun refus, quand elles savent bien qu'elles trouveront dans le bulletin négatif la meilleure démonstration de leur honorabilité et de leur probité; j'en atteste les 170,000 bulletins que l'on disait, à la dernière séance, être délivrés annuellement sur la demande de simples particuliers. L'exigence des administrations et autres n'a donc en soi rien de bien rigoureux et de bien contraire à la liberté du citoyen. Quant à ceux qui ne pourraient représenter le bulletin qu'en montrant un passé coupable et flétri par la justice, j'avoue n'avoir point pour eux un sentiment bien marqué de bienveillance et de pitié. J'en ai davantage pour ceux qui, à la veille d'engager un domestique ou un employé à leur service, jugent opportun et nécessaire de savoir si le préposé auquel ils vont confier leurs caisses et leurs bureaux, ou si le domestique qui va pénétrer dans leur maison, s'associer en quelque sorte à leur existence privée, à la garde de leurs enfants, sont dignes de leur confiance et n'ont pas eu déjà à répondre devant la justice d'actes criminels ou délictueux. Il y a dans le choix d'un préposé ou d'un domestique une source qui peut devenir parfois très considérable de responsabilité morale et même civile. Il existe en notre code civil un article 1384 qui porte : « que les maîtres et commettants sont responsables des dommages causés par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils sont employés » et nul ne l'ignore, la raison juridique de cette responsabilité des maîtres, c'est qu'ils doivent s'imputer d'avoir choisi des domestiques et préposés infidèles, ignorants et négligents et aussi peu soucieux des principes de la probité que de leurs devoirs envers ceux qui les emploient. Pourquoi donc tant s'élever contre cette pratique qui s'est introduite dans la plupart des grandes administrations et même dans les habitudes de simples particu-

liers, assez rares d'ailleurs, de profiter de l'existence, en notre pays, d'une grande et loyale institution qui possède tous les documents propres à faire connaître, au point de vue au moins de son passé judiciaire, la condition d'une personne qui sollicite, près d'elles, une place ou un emploi? Pourquoi, privés au surplus du droit de se procurer au moins le bulletin n° 2, ces maîtres et commettants n'auraient-ils pas la faculté d'inviter les solliciteurs de place et d'emploi à le demander dans leur intérêt propre et comme une pièce qu'il est honorable de fournir quand elle ne contient aucune mention véritablement fâcheuse d'une condamnation entachant leur honneur et leur moralité? Plus ces vieilles et respectables habitudes qui autrefois rapprochaient le maître du serviteur et, dans une certaine mesure, plaçaient celui-ci parmi les membres de la famille, se sont éloignées, plus il paraît nécessaire de demander aux registres de l'administration judiciaire ces attestations rassurantes ou du moins instructives sur le passé des gens dont on devient responsables par le seul fait de leur admission dans un emploi ou dans un service.

La première proposition de M. Desportes ne contredit pas absolument, j'en conviens, à ces considérations d'ordre moral et juridique; elle a pour objet seulement de limiter l'étendue du tableau que devra contenir, pour le cas dont nous nous occupons, le bulletin délivré aux particuliers qui en feront la demande. Le rédacteur du bulletin n° 2 ne devrait pas remonter au delà de dix ans, toutes les condamnations antérieures, si graves, si nombreuses qu'elles soient, resteraient à la souche et ne figureraient pas sur le bulletin n° 2. Notre honorable Secrétaire général s'est inspiré, et il ne nous l'a pas caché, de la loi de 1885 sur la rélégalion, qui pour autoriser cette mesure veut que les condamnations plus ou moins nombreuses dont le coupable doit avoir été frappé, aient été prononcées depuis moins de dix ans avant celle qui justifie la décision prononçant la translation du condamné hors du territoire continental de la France. Je ne veux rien dire de cette loi de 1885, j'ai eu occasion d'exprimer ici même mes doutes sur l'efficacité d'une loi, que je considérais comme un expédient, votée d'ailleurs avec une hésitation qui allait jusqu'à la timidité, et qui, par la multiplicité des conditions qu'elle impose à son application, trahissait à mes yeux le doute que le législateur concevait lui-même sur son droit de lui donner place dans notre législation pénale. Mais il

ne s'agit pas de refaire la loi de 1885 ; ce que je veux dire, c'est qu'elle ne fait pas disparaître les condamnations antérieures à dix années, et qu'assurément elle ne passe pas l'éponge au point de vue de la récidive et de toutes ses conséquences sur le passé du condamné qu'elle ne permet de reléguer que dans des cas déterminés. Si ce passé reste avec toute sa gravité, pourquoi vouloir que les administrations ou les simples particuliers qui demandent le bulletin n° 2 ne connaissent pas ce passé tout entier ? Mais, dit-on, une période de dix années, sans faute et sans chute nouvelles, suffit bien pour rassurer tout le monde sur l'amendement qui s'est opéré dans les sentiments du condamné, sur le profit moral qu'il a retiré de ses condamnations précédentes. Qu'est-ce à dire, sinon que le bulletin n° 2 délivré après la dixième année du dernier crime équivaldra à la réhabilitation pour toutes les condamnations antérieures, et que si cette réhabilitation *sui generis* ne lui rend pas ses droits politiques, elle le rétablit dans la plénitude et dans la liberté de sa personne morale ? Je ne crois pas qu'on puisse admettre un pareil système. Si le bulletin n° 2 n'est qu'un extrait qui laisse supposer l'existence possible de condamnations plus ou moins nombreuses antérieures aux dix années de sa délivrance, il laisse planer aussi un doute légitime sur ce passé, il n'a plus qu'une valeur probante restreinte, et il n'est pas plus utile au maître ou commerçant qui l'a réclamé qu'au domestique, à l'ouvrier ou au préposé qui l'a produit. En pareille matière, la confiance doit être entière ; limitée dans son étendue, elle n'est rien.

Mais d'ailleurs à quoi bon recourir à cette réhabilitation par voie de sélection et d'omission calculée, quand la loi a mis à la portée de celui qui est resté pur de toute faute et par conséquent de toute condamnation pendant dix ans, le droit d'obtenir une entière réhabilitation moyennant l'accomplissement de certaines conditions faciles à remplir pour celui qui a voulu et pu rester honorable dans sa conduite pendant un si long espace de temps ? La loi nouvelle sur la réhabilitation a affranchi l'instruction préparatoire des formalités de publicité et autres, si humiliantes et si pénibles pour celui qui la sollicite. On a assez loué cette loi, pour qu'on excite les citoyens, atteints par des condamnations dans leur personne et dans leurs droits, à en réclamer le bénéfice en se préparant, par une conduite irréprochable, au droit de l'obtenir.

Pour moi, le seul moyen qu'il faut laisser à celui qui a le malheur de figurer au casier judiciaire, c'est d'en faire effacer son nom, c'est de suivre avec reconnaissance la voie humaine et réparatrice que la loi sur la réhabilitation a tracée.

Quant à la seconde proposition de notre honorable Secrétaire général, celle d'insérer au bulletin n° 1 du casier judiciaire le signalement anthropométrique du condamné, j'aurais bien de la peine à y adhérer quant à présent.

J'avais lu il y a quelque temps le rapport de M. le Dr Bertillon avec plus de curiosité peut-être que de sérieux intérêt; j'avais conservé des doutes sur l'efficacité du mode de signalement auquel son auteur a donné le nom d'anthropométrie. Il me paraissait bien difficile, quand la nature a créé entre les hommes tant de ressemblances, tant de dissemblances aussi, et pour mieux dire tant de variétés dans la conformation extérieure de leurs corps, d'attacher une importance absolue à des constatations faites sur tel ou tel condamné. Les quelques exemples cités dans le travail du docteur ne m'avaient pas paru suffisamment concluants pour croire au succès incontestable de la nouvelle méthode. Je dois le dire pourtant, les explications que M. le Pr Arboux vient de nous donner sur l'application et les résultats du système qu'il a vu fonctionner, sont bien de nature à nous donner une confiance plus éclairée dans l'utilité pratique du signalement anthropométrique.

Je suis donc bien plus disposé aujourd'hui à croire aux services qu'il peut rendre à l'action de la police et de la justice; et peut-être dans quelque temps me montrerai-je favorable à la proposition de M. Desportes. Mais aujourd'hui ne doit-on pas avoir raison d'une première difficulté que M. le pasteur Arboux nous a signalée: celle de vaincre la résistance des prévenus par une voie légale, s'ils persistent, comme on le voit bien souvent, à s'opposer aux investigations qu'il faut faire sur leur personne pour mettre le système en pratique? N'est-il pas prudent d'ailleurs d'attendre des résultats plus certains encore avant d'ajouter aux mentions des bulletins du casier le signalement du condamné? On n'a pas encore songé, que je sache, à joindre à ces bulletins la photographie à laquelle depuis un certain temps on demande la reproduction des traits d'un condamné, et vraisemblablement on a sagement agi, la dépense ne devant point peut-être, être en rapport avec l'importance

et l'utilité du résultat. Je suis donc d'avis qu'il n'y a point péril en la demeure, que l'expérience est insuffisante encore, et que, quant à présent du moins, il n'y a ni sur le premier ni sur le second point des propositions qui nous sont faites, rien à changer ni à l'organisation ni au fonctionnement du casier judiciaire.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demandant plus la parole, je clos la discussion du rapport de M. Bonneville de Marsangy.

La parole est à M. le Secrétaire général pour faire à l'assemblée diverses communications.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — J'ai à vous faire connaître les déterminations qui ont été prises par votre Conseil de direction à sa dernière séance.

Le Conseil, ému par la situation inférieure et l'influence absolument nulle qui viennent d'être attribuées aux sociétés libres dans la Commission internationale des congrès pénitentiaires, a rédigé une note qu'il a décidé d'envoyer à ses correspondants étrangers. Cette note paraîtra dans le prochain bulletin de notre société.

Par suite de la préparation de cette note, nous serons obligés de reculer jusqu'au bulletin de novembre 1887 la publication de notre table décennale.

Enfin le Conseil, après avoir entendu le compte rendu des travaux de la section des sciences économiques et sociales du Congrès général des sociétés savantes, travaux auxquels nos collègues MM. Georges Picot, Joret-Desclozières et James-Nattan ont pris une part très importante, a décidé de faire imprimer et distribuer aux conseils généraux le rapport qui a été présenté au Congrès par M. Joret-Desclozières sur l'origine, le développement et l'état actuel de l'emprisonnement individuel dans notre pays.

La séance est levée à 6 heures 3/4.

Le secrétaire,
JAMES-NATTAN.

NOTE DU CONSEIL DE DIRECTION

RELATIVE AUX DÉCISIONS RÉCENTES

PRISES POUR LA PRÉPARATION DES CONGRÈS PAR LA COMMISSION PÉNITENTIAIRE INTERNATIONALE (1).

Le Conseil de direction de la Société générale des Prisons croit devoir appeler l'attention de ses correspondants à l'étranger et généralement de tous les représentants de la science pénitentiaire libre sur certaines décisions émanées de la Commission internationale chargée de la préparation des congrès

(1) **Règlement pour la Commission pénitentiaire internationale adopté dans la réunion tenue à Paris en 1880.**

ART. 1^{er}. — Il est créé une Commission pénitentiaire internationale, qui aura pour mission de recueillir les documents et renseignements relatifs à la prévention et à la répression des crimes, ainsi qu'au régime pénitentiaire, à l'effet d'éclairer les gouvernements sur les mesures générales à prendre pour prévenir les infractions à la loi pénale, et assurer leur répression, tout en amendant les coupables.

Acte complémentaire et interprétatif, annexé au Règlement du 6 novembre 1880, pour en fixer l'application, en marquer l'esprit général et préciser ou rectifier le sens de certaines dispositions.

ARTICLE 1^{er}. — Tel qu'il apparaît avec ses attributions énoncées à l'article 1^{er}, le comité permanent qui groupe les collaborateurs officiels de différentes administrations publiques et met ainsi ces administrations en relations d'utilité commune, ne peut avoir qu'un rôle tout consultatif, borné au domaine de la science et de la pratique pénitentiaire ou pénale.

Cette Commission d'étude, qui a reçu la dénomination de Commission pénitentiaire internationale, a bien pour tâche de recueillir les documents et renseignements intéressant les problèmes de la pénalité, le régime et les systèmes pénitentiaires, les moyens de prévenir ou réprimer les infractions à la loi pénale avec amendement des coupables. Son objet est bien de concourir à la mise en œuvre de ces moyens, avec le secours et pour l'avantage des divers pays, mais sous la

pénitentiaires, décisions qui risqueraient, si elles devaient être maintenues, d'altérer gravement le caractère de ces assemblées, par l'amoindrissement de la situation et du rôle que la science libre y a jusqu'à présent occupés.

C'est un fait historique que les premiers congrès qui, en 1845

ART. 2. — Cette Commission sera composée de délégués des divers gouvernements qui voudront concourir à l'œuvre et dessus indiquée. Elle accueillera toutes communications écrites ou verbales que voudraient lui faire les personnes s'intéressant à l'œuvre qu'elle poursuit.

ART. 3. — Chaque pays pourra nommer un ou plusieurs délégués. Dans ce dernier cas cependant, chaque gouvernement ne disposera que d'une voix.

réserve absolue des possibilités, préférences et convenances admises en chacun d'eux.

Les délibérations, les communications, les actes de la Commission ne sauraient donc produire aucune obligation pour qui que ce soit. Ils ne sauraient lier les gouvernements mêmes qui auraient donné mandat officiel à telles personnes de participer à ses travaux. Ils ne sauraient lier non plus ces personnes elles mêmes dans l'accomplissement du rôle propre à chacune en son pays.

ART. 2. — Il résulte de l'article 2 que la Commission ne comptera, comme membres ayant voix délibérative, que des délégués des Gouvernements qui voudront bien concourir à l'œuvre.

Il est et demeure bien entendu que ce genre de délégation n'implique nullement une mission diplomatique, ni la représentation proprement dite d'un État ou d'un Gouvernement dans la Commission pour les questions et affaires dont elle s'occupe. Elle n'implique qu'une autorisation ou un mandat officiel de participer aux études et aux opérations de la Commission dans les conditions et sous les réserves mentionnées précédemment.

ART. 3. — De même, à l'article 3, ces expressions « chaque pays pourra nommer un ou plusieurs délégués, mais chaque gouvernement ne disposera que d'une voix », sont simplement à comprendre en ce sens qu'autorisation ou mandat officiel pourra être donné dans un pays à plusieurs personnes pour faire partie de la Commission, mais que dans les délibérations le résultat de leurs votes combinés ne comptera que pour une voix. Car il convient que égale influence dans les décisions soit laissée à chacune des

et 1847, donnèrent, par l'importance de leurs résolutions, une impulsion si considérable et si décisive à la réforme préparée par les savants travaux des Howard, des de Tocqueville, des de Beaumont, des Mittermayer, des Ducpétiaux, etc., furent l'œuvre de l'initiative privée.

ART. 4. — La Commission se réunira ordinairement une fois tous les deux ans, successivement dans l'un ou l'autre des pays qui adhèrent au présent règlement. Elle fixera et publiera la date et le lieu de ses réunions.

ART. 5. — Elle nommera dans ses réunions ordinaires son bureau, composé d'un président, d'un vice-président, qui remplit les fonctions de trésorier, et d'un secrétaire.

délégations désignées dans les différents pays.

ART. 4. — L'article 4 dispose que la Commission se réunira ordinairement une fois tous les deux ans, successivement dans l'un ou l'autre des pays qui adhèrent au Règlement.

Il semble possible de fixer actuellement les prévisions qui avaient été ainsi laissées indécises, d'éviter les incertitudes trop longues sur le lieu des réunions et l'inconvénient de déplacements lointains pour certains membres de la Commission.

Il est donc spécifié que la Commission pourra prendre pour lieu normal de ses réunions éventuelles la ville de *Berne*, à raison de la situation de cette ville et de la Suisse au centre de l'Europe et des avantages qui s'y offrent pour le fonctionnement de comités ou conférences ayant un caractère international.

Pendant l'année précédant l'ouverture de chaque congrès et jusqu'après sa clôture, la Commission pourra être convoquée et se réunir dans le pays et dans la ville où le Congrès devra être tenu, afin d'en favoriser la préparation ainsi que les relations avec les personnes ou comités chargés de l'organiser.

ART. 5. — L'article 5 prévoit la nomination en réunion ordinaire d'un bureau comprenant un président, un vice-président remplissant les fonctions de trésorier et un secrétaire.

Il demeure établi que les fonctions des membres du bureau, comme celles des membres de la Commission, sont exercées à titre purement gratuit et gracieux. Néanmoins les travaux du secrétariat et des archives pourront faire l'objet d'indemnités à fixer annuellement, et, lorsqu'il y aura lieu,

Un savant allemand, M. Varentrapp, médecin à Francfort, eut le premier la pensée qu'une réunion de tous les hommes qui, dans les divers pays, s'étaient mêlés au mouvement d'idées qui caractérisait les aspirations nouvelles, serait le moyen le plus propre à entraîner l'opinion et à déterminer le concours des

d'allocations à titre extraordinaire pour la personne qui en sera chargée. Il pourra de même être pourvu aux dépenses spéciales que le budget aura prévues ou admises chaque année et à celles que provoquera la besogne exceptionnelle du secrétariat à l'époque de la session des Congrès.

Pour faciliter la préparation des Congrès, il est *spécifié* que la présidence de la Commission sera réservée à celui de ses membres qui sera le principal délégué du pays où devra se réunir le prochain Congrès et qui aura été officiellement autorisé à cet effet par son gouvernement. Cette dévolution de la présidence de droit s'opérera seulement à partir du moment où le pays intéressé aura accepté d'être le siège du Congrès et lorsque autorisation ou mandat officiel aura été donné à son délégué pour faire partie de la Commission internationale.

Au cas où, par quelque circonstance que ce soit, le Congrès ne devrait plus siéger au lieu précédemment fixé et où la présidence se trouverait vacante, il serait spontanément pourvu aux fonctions de suppléance par le vice-président jusqu'à désignation d'un nouveau lieu de réunion du Congrès, acceptation du pays intéressé et entrée en fonctions de son principal délégué comme président.

Il est admis que les fonctions de trésorier et celles de vice-président pourront être données à deux personnes différentes.

Le bureau est nommé pour la période devant s'écouler depuis la clôture de chaque Congrès jusqu'à la clôture du Congrès suivant.

En cas de vacance se produisant dans le bureau par démission, décès ou quelque autre cause, il en serait donné avis dans le délai de quinze

gouvernements. Son appel, appuyé par un comité d'hommes éminents, et reproduit par la presse de tous les pays, fut en effet l'unique source du premier de ces congrès.

On sait quel admirable corps de doctrine sortit de la liberté de ses délibérations. Il n'est presque pas une des questions de

ART. 6. — La Commission publiera en langue française, soit intégralement, soit par voie d'analyse, dans son bulletin :

a) Les lois et règlements organiques relatifs aux prisons qui seront édictés par les différents gouvernements ;

b) Les projets de loi sur cette matière avec les rapports qui les précèdent ;

c) Les rapports sur les questions admises au programme des Congrès pénitentiaires internationaux ;

d) Les articles ou mémoires originaux sur des matières entrant dans le cadre de sa mission et qui seront reconnus offrir un intérêt général ;

Elle organisera la statistique pénitentiaire internationale.

jours à tous les membres de la Commission, et il serait pourvu à la désignation du successeur dans un second délai de deux mois au plus. Tous les membres seront admis à envoyer leur suffrage par lettre close, s'ils ne peuvent se rendre à la convocation en séance de la Commission.

ART. 6. — L'article 6 indique que la Commission organisera la statistique pénitentiaire internationale.

Une œuvre de ce genre peut être conçue de manières très variées. Elle porte sur les éléments les plus multiples, que la diversité des législations et des institutions peut rendre absolument dissemblables. Elle implique possession de travaux et documents qui n'existent pas dans tous les pays ou qui ne concordent pas de façon à permettre comparaison.

C'est donc à titre de vœu que cette disposition doit être interprétée, mais de vœu qu'il importe de réaliser dans la mesure du possible, selon le concours que voudront bien accorder les divers pays.

Sans préjudice de la publication de données et documents spéciaux de statistique internationale, il est admis qu'il pourrait n'être fait de travail général qu'à l'époque de chaque Congrès, et par le bon vouloir du pays qui organiserait le Congrès, spécialement si les ressources pécuniaires faisaient défaut à la Commission pénitentiaire internationale.

Il demeure entendu que les éléments et travaux de statistique proposés pour être publiés par la Commission, et généralement tous documents destinés à l'impression par ses soins, lui seraient communiqués par l'intermédiaire de celui de ses membres qui serait le délégué officiel du pays intéressé. La traduction en langue fran-

principe dont l'application soulève encore à l'heure actuelle tant de difficultés et de débats qui n'y ait reçu sa solution théorique.

Le Congrès de Francfort avait désigné une délégation composée par parties égales de savants et de membres des administrations pénitentiaires des divers pays qui s'y étaient trouvés représentés,

ART. 7. — Dans ses réunions, la Commission discutera les questions mises à l'ordre du jour par le bureau. Chaque membre aura le droit de soumettre des questions à la discussion de la Commission. Ces questions devront être adressées au président, au moins trois mois avant la réunion de la Commission. Toute discussion sera mentionnée au compte rendu avec le nom des personnes qui y auront pris part.

ART. 8. — Après entente avec les divers gouvernements, elle fixera la date et le lieu des Congrès pénitentiaires internationaux, en arrêtera le programme, et adoptera chaque fois le règlement pour ces réunions.

ART. 9. — Il y aura un intervalle de cinq ans au moins entre chaque Congrès.

ART. 10. — La Commission entrera en relations avec les sociétés des prisons existant dans les différents pays et cherchera à provoquer la création d'associations semblables. Elle se met-

traise aurait à être assurée par ceux qui produiraient les documents à publier, tant que la Commission internationale ne pourrait, même à titre gracieux, pourvoir ou coopérer à cette tâche.

ART. 8. — L'article 8 mentionne l'entente de la Commission avec les divers gouvernements pour fixer la date et le lieu des Congrès, en arrêter le programme et le Règlement.

Il demeure bien compris qu'il ne s'agit que d'une entente et de communications provoquées soit par l'intermédiaire des délégués officiels dans la mesure où chaque pays le jugerait bon, soit, selon les cas, par voie diplomatique régulière. C'est là ce qui se produirait, par exemple, lorsqu'un gouvernement, s'occupant de préparer la réunion d'un Congrès auquel il donnerait l'hospitalité, en ferait l'objet de communications adressées à d'autres gouvernements.

ART. 10. — L'article 10 indique que la Commission entrera en relations avec des sociétés, institutions et personnes particulières de divers pays et s'efforcera de provoquer l'organisation

pour poursuivre son œuvre de propagande. Sous son impulsion, un comité libre de treize membres se forma à Bruxelles pour préparer la réunion d'un nouveau Congrès dans cette ville. Il s'agissait principalement de résoudre les questions d'application dont le Congrès précédent n'avait pu s'occuper. De nombreuses

tra également en relations avec les personnes qui, en raison de leurs connaissances spéciales et de leur expérience, peuvent rendre service à son œuvre.

ART. 11. — Pour subvenir aux frais de publication des procès-verbaux de la Commission, des circulaires, des rapports et des enquêtes, de la correspondance, etc., la Commission allouera chaque année à son bureau la somme de 8,000 à 15,000 francs, qui sera fournie par les contributions des Etats, à raison de 25 francs au minimum et 50 francs au maximum par million d'habitants; les délégués verseront, lors de chaque réunion, entre les mains du membre désigné par la Commission, la part contributive du gouvernement qu'ils représentent.

d'associations s'intéressant aux questions pénitentiaires.

On rappelle qu'il ne s'agit là que d'une action et d'une intervention tout officielles. Elles ne devront néanmoins s'exercer qu'exclusivement par l'intermédiaire des délégués officiels siégeant soit à la Commission, soit au Congrès, et sous réserve des dispositions et convenances de chaque pays. Il appartiendrait au président de la Commission d'agir personnellement à défaut de délégués officiels existants pour le pays intéressé.

ART. 11. — L'article 11 indique que les divers pays auront à contribuer aux frais de publication des procès-verbaux de la Commission, des circulaires, des rapports, de la correspondance, etc.

On ne peut qu'insister sur l'obligation morale que contractent, pour subvenir aux charges d'une œuvre, ceux qui en ont tiré ou peuvent en tirer avantage. Le concours pécuniaire des pays qui bénéficient de la tâche de la Commission et qui participent aux travaux des Congrès peut donc être légitimement demandé et attendu. Il doit équitablement être proportionné à l'importance des services rendus, que l'on peut apprécier *a priori* d'après l'importance de la population de chaque pays.

Mais sous l'apparence que lui donneraient certaines expressions de l'article 11, ce concours pécuniaire, s'il s'imposait aux États comme une taxe internationale basée sur le nombre des habitants, soulèverait des objections au moins pour certains gouvernements et pour certaines administrations.

Il est donc spécifié ici que tout en exprimant l'espoir et la confiance de voir les délégués officiels membres de

adhésions répondirent à sa convocation, et le Congrès s'ouvrit le 20 septembre 1847 sous la présidence de M. Van Meenen, président de la Cour de cassation belge, assisté du ministre de la justice.

La plupart des gouvernements avaient autorisé leurs agents

la Commission obtenir pour elle les plus larges subsides de leurs administrations ou gouvernements respectifs, on n'aurait à considérer comme obligatoires aucune taxe proprement dite, aucun taux de contribution imposée.

Mêmes observations s'appliquent pour la somme de 8,000 à 15,000 fr. à laquelle serait évalué dans le même article 11 le produit du concours pécuniaire des divers pays, et qui serait mise par la Commission à la disposition de son bureau. Des prévisions de ce genre ne peuvent avoir que le caractère d'indications et de vœux. Il appartient à chacun des membres de la Commission de bien signaler dans son pays l'obligation morale contractée et de la faire acquitter par les moyens et dans les conditions qui s'offriraient le plus efficacement chez lui. On n'aurait d'ailleurs pas à négliger non plus de provoquer l'aide des pays qui n'auraient pas de délégués dans la Commission et s'intéresseraient néanmoins à l'œuvre des Congrès.

C'est dans ce sens qu'ont à s'appliquer les dispositions de l'article 11, et les éclaircissements ainsi donnés semblent devoir faciliter les libéralités, puisque ces libéralités pourront s'offrir sous telle forme qui serait préférée et ne pourront prendre le caractère ou l'apparence de paiement d'une dette d'État.

Il n'est pas préjudicié par là à ce que la Commission compte sur les cotisations ou allocations des pays qui ont adhéré ou adhéreront à l'œuvre, d'après les bases générales de proportionnalité indiquées à l'article 11. Il est en outre noté comme désirable, afin de déterminer le budget des divers exercices, que les versements

principaux dans le service pénitentiaire à apporter à la grande assemblée le concours de leur compétence spéciale, mais sans les revêtir d'aucun caractère officiel.

Ce fut également de l'initiative privée, celle de la Société des prisons de New-York, qu'émanait l'invitation de se réunir en un

ART. 12. — Le bureau exécutera les décisions de la Commission. Il la convoquera et fixera l'ordre du jour des réunions; dans l'intervalle des séances de la Commission, il sera chargé de la gestion des affaires.

ART. 13. — Il consultera les membres de la Commission par voie de circulaire chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

ART. 14. — Toute la correspondance passera par le secrétaire, qui est chargé de former les dossiers et de conserver les archives.

ART. 15. — Tous les actes du bureau, les circulaires et les propositions, devront porter les signatures du président ou du vice-président et du secrétaire.

ART. 16. — Le bureau présentera, chaque année, à la Commission, un rapport de gestion, un projet de budget, ainsi que les comptes. Ces rapports, de même que les procès-verbaux des séances de la Commission, seront adressés à tous les gouvernements intéressés.

puissent être affectués au 1^{er} avril de chaque année.

ART. 12. — Afin d'assurer le rôle des membres de la Commission il demeure admis, par addition expresse à l'article 12, que chacun d'eux devra recevoir dans son pays, avec sa convocation pour les réunions, communication à l'avance des questions à débattre, nulle question ne pouvant être résolue en dehors de celles dont la discussion a été annoncée. De même, chaque membre recevra dans le plus bref délai possible le compte rendu du procès-verbal des séances tenues par la Commission, surtout lorsqu'il n'y aura pas assisté.

ART. 14. — Il est bien entendu que les communications et la correspondance seront adressées au président, qui en prendra connaissance et mettra le secrétaire en mesure de remplir ses fonctions, notamment de former les dossiers et conserver les archives.

ART. 16. — L'article 16, parlant du rapport de gestion, du projet de budget, des comptes et des procès-verbaux des séances de la Commission, mentionne que ces documents seront adressés à tous les gouvernements intéressés.

Afin d'éviter toute erreur de destination ou transmission, tout malen-

Congrès international nouveau à New-York, tue à l'une des séances du Congrès par le Dr Julien de Berlin, invitation qui ne paraît pas d'ailleurs avoir eu de suite. Les événements de 1848, le brusque arrêt que subirent peu de temps après en France les idées de réforme, au moins en ce qui touche le système cel-

tendu en chaque pays sur l'origine et le caractère de ces communications, il demeure spécifié qu'elles s'opéreront soit à titre personnel par l'intermédiaire du principal délégué officiel faisant partie de la Commission ou ayant siège au dernier Congrès, soit par la voie régulière des relations diplomatiques lorsqu'il y aurait lieu d'après l'intervention d'un gouvernement.

Les comptes de chaque exercice devront être arrêtés et communiqués à tous les membres de la Commission dans les quatre mois qui suivront la clôture de cet exercice.

Il sera institué pour la revision des comptes une sous-commission de deux membres pris dans la Commission internationale et désignés par elle ou, à défaut de réunion et de vote en temps voulu, désignés par le président avec leur agrément personnel. Cette désignation sera en tous cas portée sans retard à la connaissance de tous les membres de la Commission. Le rapport de la sous-commission sera, comme les comptes sur lesquels il portera, envoyé à tous les membres de la Commission internationale.

Le projet de budget pour chaque exercice sera préparé avec le concours de la même sous-commission assistant le trésorier sous la direction du président. Il sera communiqué, quatre mois au moins avant l'ouverture de l'exercice, à tous les membres de la Commission, qui pourront présenter leurs observations.

Il est admis que le trésorier et les membres de la sous-commission auront la faculté d'échanger leurs communications et avis par voie de correspondance, afin d'éviter les voyages et déplacements qui ne seraient pas reconnus nécessaires.

lulaire, enrayèrent pendant plus de vingt ans tout projet d'entente internationale nouvelle. Mais lorsque, en 1870, la pensée de reprendre la tradition de 1843 et 1847 se manifesta de nouveau, ce fut encore un représentant, nous pourrions dire un apôtre de la science libre, M. le Dr Wines, secrétaire de l'Association nationale pour la réforme pénitentiaire en Amérique, qui lui donna l'essor.

Il conçut, à la vérité, la pensée très judicieuse et très pratique de convoquer au Congrès, dont il allait provoquer la prochaine réunion à Londres, les gouvernements en même temps que les représentants de la science indépendante; et pour avoir auprès des premiers une autorité plus grande, il se fit donner par le gouvernement un mandat officiel auprès d'eux.

Mais son but, en mettant l'élément officiel et l'élément indé-

Le président aura toujours le droit de se faire représenter l'état des comptes, des ressources et des dépenses effectuées ou engagées, ainsi que toutes pièces y relatives.

Il pourra toujours prendre part aux opérations de la sous-commission.

Tous budgets et projets de budgets, comptes et documents intéressant la situation et la gestion financière devront être signés de lui ainsi que du trésorier.

De manière générale :

Il demeure spécifié que nulle disposition additionnelle ou rectification, nul acte nouveau d'interprétation du Règlement ne pourrait être mis en discussion dans la Commission pénitentiaire internationale que trois mois au moins après avis explicatif et détaillé adressé à tous les membres, chacun en son pays, sans préjudice des communications à faire aux délégués officiels ayant siégé au dernier Congrès, mais ne siégeant pas à la Commission.

Fait à Berne, le 29 septembre 1886.

Vu, pour copie conforme :

*Le président,
de la Commission pénitentiaire
internationale,*

GALKINE-WRASKOT.

Le Secrétaire,
D^r GUILLAUME.

pendant en présence, était non de subordonner l'un à l'autre, mais de les unir et de les fondre pour réunir la plus grande somme de lumières, et il précisait exactement sa pensée en donnant à l'assemblée en préparation le nom de Congrès *semi-officiel participant à la fois de l'initiative des gouvernements et des peuples*.

Les comités préparatoires furent composés dans chaque état par parties à peu près égales des deux éléments et cette organisation se retrouve dans le Congrès lui-même. Tous les gouvernements, à l'exception de l'Angleterre, désignèrent des délégués officiels, la science libre envoya ses représentants. Ainsi devaient se trouver réunis, suivant l'expression de notre ministre des affaires étrangères, « tous ceux qui dans le monde civilisé se sont distingués par l'étude théorique ou pratique de cette partie importante de la science sociale ».

Le Congrès s'ouvrit le 3 juillet 1872. On sait que ses travaux affectèrent plutôt le caractère d'une enquête sur les divers systèmes pénitentiaires que celui d'une discussion de doctrines, et il n'est pas contestable qu'il doive en grande partie son éclat à la fusion des deux éléments qui y représentaient à un si haut degré la pratique et la science.

Toutefois, et bien que cette organisation nouvelle eût été conçue et réalisée avec autant de discernement que de prudence, des préoccupations se firent jour presque immédiatement sur les inconvénients qu'elle pourrait présenter, s'il venait à être donné trop d'importance au groupe des délégués officiels.

Notre éminent collègue M. Ch. Lucas s'en faisait l'organe avec une réserve extrême dans le compte rendu même des travaux du Congrès de Londres qu'il présentait à l'Académie des sciences morales et politiques. « Exclure, disait-il, l'élément officiel, ce serait s'interdire les lumières à retirer de l'expérience pratique. Mais il ne faut pas plus exagérer que méconnaître la place qui doit lui revenir. Il ne faut pas lui créer en quelque sorte un rôle autoritaire. Il y a là un grave écueil à prévenir. L'esprit scientifique n'est pas toujours celui dont s'inspire l'administration, etc., etc. »

Un fait, en apparence indifférent, ne tarda pas, dès cette époque, à donner raison à ces préoccupations.

Le Congrès de Londres avait nommé une délégation destinée à lui survivre jusqu'à la réunion d'un nouveau Congrès.

Dès sa première réunion, qui eut lieu en 1874 à Bruxelles,

cette délégation, presque uniquement composée de hauts représentants des administrations pénitentiaires de divers pays, manifesta le désir d'être revêtue par les gouvernements d'un caractère officiel. Elle adressa une demande à cet effet aux divers États qui s'étaient fait représenter au Congrès de Londres et en obtint assez facilement l'investiture qu'elle sollicitait.

Ainsi modifiée, elle fixa seule, à l'exclusion de l'élément libre la date et le lieu de réunion des prochains Congrès, en élaborant le programme et en déterminant le règlement.

Il faut toutefois reconnaître qu'elle usa le plus libéralement possible des pouvoirs qu'elle s'était attribués et que les convocations faites par ses soins permirent à l'élément libre de se présenter au Congrès de Stockholm ouvert sous ses auspices le 15 avril 1878 sur un pied de parfaite égalité et de complète indépendance. Notre honorable secrétaire général, M. Fernand Desportes, se fit un devoir de le constater dès les premières pages de son remarquable livre *La Séance pénitentiaire au Congrès de Stockholm*.

La question toutefois n'était pas éteinte, et ceux des membres de la Société générale des Prisons qui avaient assisté au Congrès en avaient rapporté l'impression que la Commission internationale, désormais uniquement composée de délégués des gouvernements, serait peu disposée à associer à la préparation et à la direction des travaux des futurs Congrès les personnes qui n'avaient pas de caractère officiel. Le Directeur de notre Administration pénitentiaire d'alors, l'honorable M. Choppin, s'en était lui-même assez ému pour avoir jugé utile de faire adresser par notre gouvernement une communication à cet égard au gouvernement suédois.

La Société générale des prisons avait cru devoir, de son côté, signaler cette tendance et faire une protestation.

Le gouvernement chercha à calmer ces diverses préoccupations par les meilleures assurances, et la Commission internationale elle-même sembla vouloir y donner satisfaction en choisissant Paris pour le lieu de sa prochaine réunion, et en convoquant à y prendre part un certain nombre de notabilités pénitentiaires prises pour la plupart parmi les membres de notre Société.

Les séances s'ouvrirent le 3 novembre 1880. Notre président, M. le premier président Mercier, et nos collègues, MM. Fernand Desportes, Lefébure, d'Haussonville, Bonneville de Marsangy,

Daresté, etc., s'empressèrent de répondre au gracieux appel de la Commission, mais ils ne tardèrent pas à constater que les déclarations rassurantes faites par le gouvernement suédois à notre gouvernement n'étaient point ratifiées par la Commission.

Loin de là, le projet de règlement proposé par elle portait expressément que la Commission se composait uniquement de délégués des gouvernements.

Pour préciser nettement la situation, M. Fernand Desportes présenta la contre-proposition suivante, qui rétablissait l'égalité ainsi compromise : « Cette Commission sera composée en nombre égal des délégués des divers gouvernements, et de membres désignés par le Congrès. Ces derniers seront choisis pour la première fois par les délégués des gouvernements. »

Les membres de la Commission se retranchèrent derrière le mandat qu'ils disaient tenir de leurs gouvernements, et malgré l'appui du nouveau directeur de notre administration pénitentiaire, M. Michon, la contre-proposition fut repoussée.

M. Michon put toutefois faire admettre certains amendements propres à réserver en quelque manière le concours de la science libre.

« La Commission, fut-il dit à l'article 2, accueillera toute communication écrite ou verbale que voudraient lui faire les personnes s'intéressant à l'œuvre qu'elle poursuit. »

« Elle entrera en relations (art. 10) avec les sociétés des prisons existant dans les différents pays et cherchera à provoquer la création d'associations semblables. Elle se mettra également en relations avec les personnes qui, en raison de leurs connaissances spéciales et de leur expérience, peuvent rendre service à son œuvre. »

Le président de la Commission, M. Galkine Wraskoy, délégué du gouvernement russe, ajouta que la Commission n'adoptait ces diverses propositions que pour donner satisfaction, dans la mesure où ses pouvoirs le lui permettaient, au vœu de la Société générale des Prisons, et que d'ailleurs la question pourrait être portée au prochain Congrès.

Il eût été malséant à nos collègues de ne point accepter, si peu satisfaisante qu'elle fût, une transaction dont les représentants de notre gouvernement avait cru pouvoir prendre l'initiative. La Société générale des Prisons ratifia leur adhésion et, s'efforçant de faire taire ses préoccupations, elle ne songea point à mar-

chander à la Commission son concours pour la préparation du Congrès de Rome. Ses travaux témoignent, en effet, de l'active part qu'elle y prit. Elle n'hésita pas davantage à se faire représenter au Congrès. Une nombreuse délégation se rendit à Rome en son nom et y prit part aux délibérations du Congrès. Peut-être eût-elle pu, conformément à l'invitation qui lui avait été faite par la Commission elle-même à Paris, saisir le Congrès de la question. Rassurée par les égards témoignés aux représentants de la science libre, par l'entière liberté des discussions, et aussi par le rôle effacé de la Commission internationale qui semblait avoir abdiqué entre les mains du comité général constitué spécialement à Rome des éléments les plus libéraux, elle crut la question résolue en fait par la force des choses, et s'abstint de soulever un débat qui semblait n'avoir plus d'intérêt. Quel n'a pas été son étonnement d'apprendre récemment par le *Complément et acte interprétatif du règlement du 6 novembre 1880* (Conférence tenue à Berne en septembre 1886), imprimé à Melun par la Commission pénitentiaire internationale, que les prétentions émises à Paris, en 1880, étaient non seulement maintenues, mais aggravées par des modifications faites depuis le dernier Congrès et sans avertissement préalable, aux dispositions si péniblement obtenues alors

Ce document nous apprend en effet : page 12, article 1^{er}, « que le Comité permanent groupe les collaborateurs officiels des différentes administrations publiques », et article 2 : « que la Commission ne comptera comme membres ayant voix délibérative que des délégués des gouvernements. »

Page 15, article 10, que l'action ou l'intervention des sociétés, institutions et personnes particulières ne peuvent se produire que d'une manière « toute officieuse », et qu'« elles ne devront néanmoins s'exercer qu'exclusivement par l'intermédiaire des délégués officiels... et sous réserve des dispositions et convenances de chaque pays ».

Enfin, à la page 12, article premier, § 2, que les délégués officiels eux-mêmes composant la commission, ne peuvent « concourir à la mise en œuvre des moyens » recueillis par eux que « sous la réserve absolue des possibilités, préférences et convenances admises en chaque pays ».

Il est difficile de ne point conclure de ces citations : que désormais les délégués officiels seuls auront autorité pour pré-

parer les programmes, que les communications des sociétés, individualités ou corps savants n'aient plus qu'un caractère officiel et qu'elles soient de plus soumises à l'appréciation et au bon vouloir du délégué officiel dans chaque pays.

Ce n'était point d'ailleurs seulement à la liberté de la science libre qu'il est porté atteinte. L'élément officiel, comme pour se soumettre au même niveau, déclare, par une disposition nouvelle, subordonner ses propres décisions aux *possibilités* et aux *convenances* des gouvernements.

Que devenaient, dans ces termes, nous ne dirons pas l'indépendance et la dignité de la science, ou même de la délégation devenue son mandataire imposé, mais celles même des Congrès?

Subordonner leurs travaux préparatoires, c'est-à-dire leurs programmes, même le soin et le choix des convocations et jusqu'à l'opportunité de leurs réunions, aux convenances et au bon vouloir des gouvernements, n'était-ce pas leur ôter toute indépendance, toute autorité, toute utilité?

Le Conseil de direction de la Société générale des Prisons a cru devoir provoquer les explications de la Commission internationale sur d'aussi graves conséquences. Il ne pouvait s'adresser, aux termes mêmes des nouveaux règlements, qu'aux représentants du Gouvernement français. Il l'a fait avec une entière confiance. L'honorable M. Herbette, étant à la fois membre de notre Société et directeur de notre administration pénitentiaire et se trouvant en cette double qualité au courant de nos préoccupations antérieures, ne pouvait être que sympathique à nos propres sentiments.

Il a bien voulu, avec une parfaite courtoisie, répondre à la communication écrite que lui avait fait parvenir le secrétaire général de la Société, par la demande d'un entretien avec le Conseil de direction. Il nous a fait l'honneur de se rendre au milieu de nous. Mais si ses explications empreintes de la plus grande loyauté nous ont pénétré de gratitude pour le dévouement souvent heureux avec lequel il a représenté et défendu les intérêts français dans la Commission internationale, elles n'ont pu dissiper nos inquiétudes sur la question spéciale qui nous préoccupait, c'est-à-dire sur la main-mise des gouvernements, sur la préparation et la direction des Congrès.

La gravité des conséquences de ce nouvel état de choses est

d'une telle évidence qu'il semble inutile d'insister. Cessant d'être ce qui jusqu'à présent a fait leur force et leur autorité, c'est-à-dire les libres assises de la science, les manifestations souveraines de l'opinion, ces congrès, désormais dirigés suivant les convenances officielles, risqueraient, au grand détriment des intérêts pénitentiaires et du progrès, de n'être plus que la représentation des conceptions administratives et de devenir peut-être quelque jour, par la liberté d'exclure les questions aussi bien que les personnes, un dangereux instrument de résistance aux mouvements de l'opinion.

Ceci a paru au Conseil de direction de la Société générale des Prisons assez considérable pour qu'il dût se mettre en communication avec les représentants divers, (associations, académies ou individus), de la science pénitentiaire et leur demander si leurs appréciations concordent avec les siennes.

Le présente note a pour objet de solliciter l'expression de leur opinion.

S'ils devaient penser comme nous qu'il y a pour l'avenir des congrès un grand danger dans cette évidente déviation de leur caractère et de leur but, forts de leur assentiment, nous n'hésiterions pas à nous faire les organes de nos doléances et de nos vœux communs, soit auprès de la Commission internationale elle-même, soit auprès des gouvernements, de qui elle tient son mandat et, dans le cas où satisfaction ne serait pas donnée à nos légitimes réclamations, nous croirions devoir en leur en rendant compte par une nouvelle communication, leur poser la question de savoir si les représentants de la science libre, ne devraient pas, s'affranchissant d'une organisation qui mettrait leur liberté en péril, s'associer en vue de reprendre la direction des congrès pénitentiaires, pour leur rendre le caractère d'indépendance absolue qu'ils avaient au début et qu'il importe de leur maintenir.

Pour le Conseil de direction :

<i>Le Président,</i>	<i>Le Secrétaire général,</i>
R. BÉRENGER,	Fernand DESPORTES.
Sénateur.	

PROPOSITION DE LOI PRÉSENTÉE AU SÉNAT
SUR UNE AGGRAVATION
DE LA PEINE DES TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ

DANS LE CAS OU ELLE EST SUBSTITUÉE A LA PEINE DE MORT
PAR L'EFFET DE L'ADMISSION DE CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES
OU DE LA COMMUTATION

On a longtemps et passionnément disserté sur les dangers ou les mérites de la peine de mort. Bien que dominée à l'heure actuelle par des préoccupations et des intérêts d'un ordre plus pressant, la question est loin d'être éteinte et de temps à autre, chez nous ou ailleurs, elle renaît avec une vivacité qui témoigne de la haute gravité des principes divers qu'elle met aux prises.

Les auteurs de la proposition de loi qui suit n'ont point voulu toucher à ce redoutable problème, dont l'autre Chambre se trouve d'ailleurs actuellement saisie.

Ils se bornent à appeler l'attention du Sénat sur une question de moindre importance peut-être, mais dont l'intérêt pratique leur semble avoir plus d'urgence et ne paraît pas devoir soulever les mêmes contestations.

Il s'agit de l'insuffisance indiscutable de la peine qui, d'après notre loi pénale, est appelée à remplacer la peine de mort, au cas où l'accusé bénéficie devant le jury des circonstances atténuantes ou obtient après condamnation une commutation de peine.

La question a de l'importance, car par une pente insensible, ce qui dans l'esprit du code de 1810 et même de la législation de 1832, ne devait être que l'exception, nous voulons dire la substitution de la peine de second degré au châtiment suprême, tend de plus en plus à devenir la règle.

Les chiffres officiels ne laissent aucun doute à cet égard.

Il suffit de comparer les périodes pour en tirer une complète évidence. On comptait de 1826 à 1830 cinq cent cinquante cinq condamnations capitales. Sous l'influence de la réforme libérale de 1832, ce chiffre s'est abaissé à 330. Il n'était plus dans la période quinquennale de 1836 à 1840 que de 193. La moyenne des vingt dernières années est moindre. Elle varie de 83 à 148, ce qui donne un chiffre annuel de 17 à 23 condamnations capitales, réduit en fait des deux tiers au moins par l'exercice du droit de grâce.

Comparés au nombre des accusés traduits annuellement devant nos cours d'assises pour crimes entraînant la peine de mort, ces chiffres conduisent à la constatation, vraiment faite pour surprendre, qu'à l'heure actuelle, 98 accusés sur 100 échappent à la peine que, d'après la loi, leur crime eût dû encourir (1).

Il est impossible, dans ces conditions, de se dissimuler que la peine de mort n'est plus aujourd'hui qu'exceptionnellement le mode de répression des plus grands crimes, et qu'elle a été remplacée en fait à peu près complètement dans cette fonction par la peine des travaux forcés à perpétuité.

Il est en conséquence de la plus haute importance que la peine de second degré devenue désormais la barrière à peu près unique à opposer, en vue de la défense sociale, à la grande criminalité, ait le caractère énergiquement inflicatif et efficacement exemplaire, qu'il est légitime autant que nécessaire de demander un châtiment qui, la mort écartée, doit occuper le sommet de l'échelle pénale et accomplir la haute mission de protéger la vie humaine.

La peine des travaux forcés à perpétuité, telle que l'avaient organisée le Code pénal de 1810 et les règlements administratifs,

(1) Voici les chiffres officiels empruntés soit aux statistiques publiées par le Ministère de la Justice, soit pour les années non encore publiées, aux renseignements fournis officieusement à la Société générale des prisons par la direction de la statistique (*Bulletin de mai 1887*).

PÉRIODES	ACCUSÉS DE CRIMES emportant la peine de mort.	ACQUITTÉS OU ayant bénéficié des circonstances atténuantes.	GRACIÉS PAR commutation de peine.	TOTAL	PROPORTION
1871 à 1875	3.260	3.075	71	3.146	96 0/0
1876 à 1880	3.132	3.055	94	3.149	98 0/0
1881 à 1885	3.232	3.082	121	3.203	99 0/0
1871 à 1885	<u>9.674</u>	<u>9.212</u>	<u>286</u>	<u>9.498</u>	<u>98 0/0</u>

n'a peut-être jamais complètement répondu à ce but, même au temps où elle s'exécutait sous la rigoureuse discipline du bagne.

La demi-liberté du travail en plein air, sa quasi-oisiveté, l'arbitraire souvent scandaleux des adoucissements permis, le mélange avec la population ouvrière libre, l'absence à peu près complète de distinction apparente avec la catégorie beaucoup plus nombreuse et moins coupable des condamnés à temps, étaient dès cette époque l'objet de sérieuses critiques.

Était ce bien le mode d'expiation qui convenait aux pires des malfaiteurs, à ceux surtout qui ne devaient la vie sauve qu'à un mouvement de pitié en opposition avec la sentence prononcée par la justice ?

L'écart énorme et assurément excessif qui se remarquait déjà entre les deux peines, est devenu bien plus frappant depuis que la loi du 30 mai 1854 a substitué la transportation au bagne. Il s'est même encore aggravé par suite de la mesure d'humanité, louable en elle-même, mais fort grave au point de vue spécial qui nous occupe, qui a remplacé le lieu d'abord choisi pour la transportation, par l'admirable climat où elle reçoit aujourd'hui son exécution.

En vain a-t-on cherché à relever le caractère inflictif de la nouvelle peine, par une réglementation rigoureuse. Ni le régime, ni les châtiments corporels longtemps permis, abolis d'ailleurs aujourd'hui, ni l'obligation le plus souvent perpétuelle du séjour après la libération ne sont parvenus à dissimuler aux condamnés eux-mêmes l'adoucissement survenu dans la répression.

Il est tel que le réclusionnaire n'a pas tardé à envier le sort des condamnés à la peine légalement supérieure, et qu'on a vu des natures brutales ne reculer, pour se procurer l'avantage de la transportation, ni devant la perspective presque certaine de l'échafaud, ni devant la certitude de transformer la peine temporaire qu'elles subissaient en un châtiment perpétuel, et ne pas hésiter à commettre dans la prison de nouveaux crimes dans l'unique but de se donner une chance de réussir dans ce dessein. Quel démenti donné à la prétendue logique de la gradation pénale, et que penser d'une peine qui provoque au crime qu'elle devrait prévenir ?

Sans nier le grave danger de cette situation, on a émis l'opinion qu'on y trouverait un remède efficace, d'une part, dans un exer-

cice moins indulgent du droit de grâce, et, de l'autre, dans un soin plus attentif apporté à la formation des listes du jury.

Nous ne le pensons pas.

Les commutations de peine ne figurent que pour une part tout à fait insignifiante dans le nombre vraiment si étrange des individus soustraits à l'application de la peine de mort. En supposant, en effet, que le droit de grâce ne se fût pas une seule fois exercé dans le cours des quinze dernières années, la proportion donnée plus haut se trouverait à peine abaissée de quelques unités. Elle serait de 93 au lieu de 98 0/0.

Il n'est d'ailleurs pas démontré que le nombre des commutations, beaucoup plus considérable à la vérité qu'il y a quelques années, soit excessif. Les documents tirés de l'étranger permettent au contraire de constater que dans tous les grands États de l'Europe, à l'exception d'un seul, le droit de grâce s'exerce dans des proportions bien plus importantes que chez nous (1).

(1) Il est curieux de donner sur ce point généralement peu connu des renseignements précis. L'Italie n'a eu aucune exécution capitale depuis 1875. Il n'y en a eu aucune en Belgique depuis 1863; presque aucune en Suède depuis de longues années, aucune dans ceux des cantons suisses où la peine de mort a été maintenue.

En Autriche la moyenne des exécutions par rapport aux condamnations capitales qui était de 31 0/0 avant 1853, est descendue à 8 0/0 de 1853 à 1876. Elle n'a été de cette dernière date à 1881 que de 1 0/0.

L'empereur d'Allemagne s'est refusé de 1851 à 1858 à faire exécuter aucune des 348 condamnations capitales prononcées par les tribunaux. Depuis, à la suite de grands crimes politiques, quelques exécutions ont eu lieu. Elles sont au nombre de 17 sur 349 condamnations, soit de moins de 5 0/0.

La Russie n'applique guère plus le châtiment suprême qu'aux crimes politiques.

En France, les cinq dernières années donnent les chiffres suivants :

ANNÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS à mort.	NOMBRE DES EXÉCUTIONS	PROPORTION DES GRACES
—	—	—	—
1882	35	4	11 0/0
1883	25	3	12 0/0
1884	30	7	23 0/0
1885	39	12	30 0/0
1886	32	10	31 0/0
1882 à 1886	161	36	22 0/0

L'Angleterre, où l'exercice du droit de grâce est plutôt dans les mains du Gouvernement que dans celles de la Reine, est le seul grand État où la peine de mort soit plus fréquemment exécutée. Encore convient-il de dire que la législation anglaise n'admet plus la peine capitale, depuis l'acte de 1866 que pour le fait d'homicide avec préméditation. (Notre Code pénal contient encore, malgré la réforme de 1832, trente cas dont la mort est la répression légale.

Il ne nous semble pas démontré davantage qu'une meilleure composition du jury pût sensiblement influencer sur la situation, outre qu'il n'est peut-être pas suffisamment établi que l'administration n'apporte pas, depuis notamment que le scandale de certaines défaillances judiciaires a produit une si vive impression sur l'opinion, toute la sollicitude possible à l'application de la peine capitale.

Le mal n'est donc pas là. Sa cause est plus profonde et d'un traitement moins facile. Car elle tient à un nouvel état des mœurs.

Il faudrait, en effet, vouloir fermer les yeux à l'évidence pour ne pas voir que l'idée abolitionniste, bien que presque partout repoussée par les Gouvernements, les corps judiciaires et les parlements, a inconsciemment pénétré les esprits au delà de toute prévision. La répulsion instinctive qu'éprouve la conscience à prendre la responsabilité de faire tomber une tête, a fait le reste. C'est ainsi qu'on voit aujourd'hui, les convictions même les plus fermes, placées en face du devoir de prononcer la peine de mort, chanceler et se réfugier de plus en plus dans les atténuations légales.

On ne remontera pas ce courant.

Tout le poids de la répression en matière de crimes capitaux retombe donc désormais sur la peine des travaux forcés à perpétuité.

Comment justifier par de plus fortes raisons la nécessité d'en relever le caractère inflicatif ?

Deux objections peuvent être prévues.

Les constatations de la statistique criminelle, pourra-t-on dire, ne paraissent pas d'accord avec les alarmes qui inspirent la proposition de loi. Il en résulte, en effet, que si le nombre des délits a considérablement augmenté depuis vingt ans, celui des crimes est resté stationnaire.

L'affaiblissement signalé dans la répression n'aurait donc pas eu d'influence appréciable sur la grande criminalité.

Il est vrai, que depuis que la loi de 1834 a substitué la transportation au bagne, le nombre des crimes capitaux n'a pas sensiblement varié, qu'il a même légèrement diminué : 3294 pour la période de 1861 à 1866, 3232, ou 62 de moins, pour celle de 1881 à 1886. Mais oublie-t-on que depuis cette époque et pas l'effet même de la loi de 1854, les éléments les plus violents de

la population, c'est-à-dire les agents les plus redoutables de la criminalité ont été annuellement éloignés et le plus souvent pour leur vie entière, du continent.

Les documents officiels nous apprennent que de 1852 à 1884, la Guyane a reçu 17,679 forçats de race blanche, la Nouvelle-Calédonie 15,436. Si on ajoute à ces chiffres un millier de femmes et le contingent des deux dernières années non encore compris dans les statistiques, on a un total de plus de 36,000 individus expulsés depuis que la transportation fonctionne.

Dans ces conditions, l'état même stationnaire de la criminalité n'est-il pas anormal et inquiétant.

Mais ne suffit-il pas, pour démontrer sa trop sensible aggravation, de constater l'horreur croissante des crimes, l'atroce nouveauté des moyens, et ce fait particulièrement inquiétant, que l'âge des grands criminels s'éloigne à peine aujourd'hui de celui de la majorité ?

On pourra dire encore qu'il y a des inconvénient à apporter des modifications partielles à nos lois pénales, particulièrement en ce qui concerne la proportionnalité des peines, que déjà leur unité n'a été que trop altérée par la succession des prétendues corrections qu'elles ont déjà subies, et qu'il convient d'attendre le résultat des études d'ensemble que vient de prescrire le Gouvernement.

Nous répondons que nous nous applaudissons beaucoup de voir le Gouvernement, répondant à l'appel tant de fois répété de l'éminent doyen de la science pénitentiaire et pénale, M. Charles Lucas, se mettre à la tête d'une revision d'ensemble de notre Code pénal, mais, qu'éclairés par les lenteurs subies par le projet relatif à la réforme du Code d'instruction criminelle qui, proposé en 1877, est loin encore d'avoir réuni l'assentiment des deux Chambres, nous ne pensons pas qu'il soit possible d'attendre le résultat des études à peine entreprises, pour porter remède à un mal aussi grave et aussi urgent.

Il y a des réformes qui peuvent être différées. Il en est d'autres qui ne peuvent attendre. Celle-ci est du nombre. S'il est démontré en effet, que la peine de mort a, en fait, à peu près disparu, qu'il n'y a point à espérer pour l'avenir un degré de fermeté plus grand de la part des juges qui en disposent, que la peine de second degré devenue la répression véritable et presque unique des grands crimes n'est plus ni assez inflictive, ni assez exemplaire,

ni suffisamment proportionnée à la gravité des faits qu'elle est appelée à réprimer, la question est une question de sécurité publique, de défense sociale. Différer serait risquer d'accroître le nombre des victimes et d'augmenter des alarmes déjà trop vives.

La réforme peut d'ailleurs être accomplie sans que l'économie de notre législation pénale en puisse être aucunement troublée. Strictement limitée dans son objet, conforme dans son principe à l'esprit général de nos institutions, elle serait plutôt propre à rétablir la gradation de l'échelle pénale imprudemment rompue en 1854.

Il est en outre inutile pour la réaliser, et ceci doit rassurer ceux qui redoutent avec raison les innovations pénales, de demander le remède à l'empirisme des moyens nouveaux.

Nous proposons même, pour ne point risquer de troubler l'ordre des peines et les habitudes acquises, de laisser subsister le fond et jusqu'à l'appellation de la peine actuelle, et c'est par une simple combinaison de ses éléments actuels avec le système de l'emprisonnement individuel institué par la loi du 5 juin 1875 que nous cherchons à augmenter son degré d'intensité.

Il n'est contesté par personne que l'emprisonnement cellulaire ne soit la peine la plus redoutée des natures farouches et incultes qui forment le contingent le plus habituel de la grande criminalité. Sa rigueur est telle que presque partout où il a pris place dans la législation, et notamment chez nous, on a cru devoir en limiter l'application aux peines de courte durée. Il répond donc parfaitement, aussi bien par son caractère propre que par l'effroi qu'il inspire, au rôle qu'il s'agit de lui assigner.

Le condamné devra être astreint avant tout envoi à la colonie pénale à un internement cellulaire.

S'agissant des pires des criminels, de malfaiteurs qui n'ont dû la vie sauve qu'à un mouvement d'indulgence ou à un acte de faveur, nous n'avons pas cru devoir nous préoccuper des considérations qui ont fait limiter à une courte durée l'application de la cellule aux peines correctionnelles. Ce qu'il faut avant tout ici, c'est d'assurer au châtement une rigueur salutaire, et comme cette rigueur ne peut être obtenue que par la durée, nous ne pensons point exagérer en fixant l'internement préalable à huit ans. Il suffira, pour satisfaire à l'humanité, que le service médical du

pénitencier puisse, en cas où la santé ou la raison du détenu seraient menacées, en obtenir les adoucissements nécessaires.

Nous complétons ces dispositions en demandant qu'un lieu spécial de détention soit affecté à l'exécution de la peine, afin d'en rendre le côté exemplaire plus saisissant et plus efficace.

Ainsi modifiée, en ne peut douter que la peine destinée à suppléer la peine de mort aujourd'hui si peu redoutée des malfaiteurs ne devienne une répression plus en harmonie avec son but et plus efficace.

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER. — Les individus condamnés à la peine des travaux forcés à perpétuité, par application de l'article 463 du Code pénal, subiront huit années d'internement cellulaire avant d'être transportés.

ART. 2. — Il en sera de même en cas de commutation de la peine de mort en celle des travaux forcés à perpétuité, à moins que le décret de commutation n'en ait autrement ordonné.

ART. 3. — Une maison spéciale de répression sera affectée à l'exécution de l'internement cellulaire.

BÉRENGER

BARDOUX

DE MARCÈRE, sénateurs.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DES PRISONS

SESSION DE JUILLET 1887

Le mardi 12 juillet, s'est ouverte, au Ministère de l'intérieur, la 2^e session annuelle du Conseil supérieur des Prisons. Le Conseil supérieur s'est occupé, dans cette session, de l'examen de diverses questions intéressant la construction des maisons cellulaires, de la réglementation du régime de certains établissements, notamment de ceux qui sont affectés à l'éducation pénitentiaire des jeunes filles, de la gestion des services économiques des prisons et du fonctionnement du travail des détenus.

Au début de la séance, M. Fallières, ministre de l'intérieur, qui présidait, a prononcé l'allocution suivante :

MESSIEURS,

A l'occasion de cette réunion plénière, qui inaugure la 2^e session annuelle du Conseil supérieur des prisons, je tenais à venir vous exprimer toute ma reconnaissance pour le précieux concours que vous donnez à mon administration, et à témoigner de mon dévouement à l'œuvre à laquelle vous voulez bien vous associer.

Appelé deux fois au grand honneur de présider les travaux du Conseil supérieur, permettez-moi de constater les résultats obtenus depuis l'époque où il m'était donné, il y a quelques années, de faire appel à ses lumières.

On peut dire que sa tâche s'est poursuivie sans discontinuer et si la justice me fait une obligation de n'oublier personne dans

l'accomplissement de l'œuvre commune, je sais que je réponds aux sentiments du Conseil en rendant hommage aux hommes éminents qui ont élaboré, dans vos commissions, avec tant de persévérance et de soin, les textes qui devaient être soumis à vos délibérations.

Ainsi, — sous la présidence de notre infatigable et vénéré collègue M. Schœlcher, qu'on rencontre toujours le premier au devoir, le premier et le dernier à la peine, — a été préparé le règlement des maisons affectées à l'emprisonnement en commun, qui est devenu comme une sorte de code spécial.

Ainsi se poursuit en silence, sans autre préoccupation que celle du bien public, l'étude du règlement des maisons laïques d'éducation pénitentiaire pour les jeunes filles et des dispositions qui assureront le fonctionnement des services économiques de cette catégorie d'établissements. La Commission se charge également de préparer le règlement d'administration publique destiné à déterminer les conditions de la mise en pratique, actuellement expérimentée, du régime de la libération conditionnelle.

Une autre série de règlements se référera à la situation des détenus condamnés pour faits politiques ou se rattachant à la politique, ainsi qu'au régime des établissements où sont subies les longues peines.

Je n'insisterai pas davantage sur l'étendue de la tâche assignée aux membres de la 2^e commission.

Je n'insisterai pas non plus sur le programme des questions que les deux autres Commissions ont à examiner, et dont il pourra tout à l'heure vous être fait un rapide exposé.

J'ai voulu simplement marquer, en quelques mots, la gravité et la diversité de cette œuvre de rénovation pénitentiaire, qui fera honneur au Conseil supérieur.

Ai-je besoin de le dire, le Conseil continuera à s'inspirer de toutes les idées de progrès. Il ne cessera de mettre au premier rang de ses préoccupations, avec le souci de la sécurité publique, la cause de l'humanité, le sort de ceux que frappe justement la loi pénale. Si la société a le droit de les contenir dans le mal, elle a aussi le devoir de tenter de les ramener au bien.

Avant de terminer, Messieurs, je veux exprimer, en votre nom et au mien, les profonds et douloureux regrets que nous a causés la mort de notre excellent collègue, M. Henri Liouville.

Nous avons perdu, avec lui, la collaboration d'une intelligence élevée et d'un homme de bien.

J'ai l'honneur de déclarer ouverte la 2^{me} session du Conseil Supérieur des prisons. (*Applaudissements.*)

M. Schoelcher, sénateur, vice-président du Conseil, a répondu, par quelques paroles de bienvenue, au discours de M. le Ministre.

M. Herbette, directeur de l'Administration pénitentiaire, a rendu compte des travaux des diverses commissions, notamment en ce qui concerne l'établissement de types et projets économiques de prisons cellulaires.

M. Herbette a également entretenu le conseil du règlement général en préparation pour les maisons récemment créées pour l'éducation des jeunes filles envoyées en correction: il est à noter que, jusqu'à ces derniers temps, il n'existait aucun établissement laïque de ce genre.

Le directeur de l'Administration pénitentiaire a fait part des simplifications qu'il a effectuées dans tous les services, et grâce auxquelles il a pu réaliser une nouvelle économie annuelle de 1,043,000 francs, ce qui porte à 4,000,000 de francs l'économie totale.

Le conseil a ensuite traité diverses questions relatives à l'organisation du travail des détenus et a été mis au courant des conditions dans lesquelles un récent décret permet de pourvoir à l'administration et au contrôle des prisons de la Seine, au même titre que dans tous les départements.

Nous donnons ci-après le texte de ce décret, dont on avait souhaité pendant si longtemps la promulgation, et qui doit permettre à l'administration centrale de soumettre les prisons de la Seine à la même discipline que toutes les autres prisons des départements.

Enfin, un avis favorable a été donné, sur un rapport de M. le sénateur Parent, à la transformation de la prison de Foix (Ariège), en prison cellulaire avec une dépense très modérée.

Annexe.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 27 juin 1887.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dès le début de l'organisation des services publics en France, le service des prisons a été placé dans les attributions du ministre de l'intérieur (Loi du 10 vendémiaire an IV). C'est au rôle de l'État qu'il se rattache, non à celui des départements ou des communes. C'est à un membre du Gouvernement qu'incombe la responsabilité comme l'autorité. Ainsi le veulent les principes mêmes de nos institutions, l'égalité des citoyens devant la loi, les garanties de liberté individuelle et les conditions de sécurité générale.

Le service des prisons ou service pénitentiaire a constitué au ministère de l'intérieur une des principales directions entre lesquelles se partagent, sous les ordres et d'après les instructions du ministre, l'étude des affaires et la préparation des décisions qui rentrent dans ses attributions.

Il convient de rappeler quelles catégories d'établissements ressortissent à l'administration pénitentiaire.

1^o *Etablissements affectés à l'exécution des longues peines* (Maisons centrales et pénitenciers agricoles). Ils fonctionnent tous dans des immeubles appartenant à l'État.

2^o *Maisons d'arrêt, de justice et de correction*, où sont subies les courtes peines d'emprisonnement, c'est-à-dire les peines qui n'excèdent pas la durée d'une année. La propriété et, par suite, l'entretien des immeubles affectés à ce service ont été mis, en 1811, à la charge des départements, et de là vient la dénomination qu'ils ont habituellement reçue de *prisons départementales*, bien que le service et le personnel demeurent toujours personnel et service d'État. Le mobilier même est fourni par l'État et, depuis la loi du 5 juin 1875, c'est l'État qui supporte une part des dépenses de construction ou de transformation des prisons nouvelles (régime cellulaire).

3^o *Dépôts ou chambres de sûreté*, recevant à titre provisoire, soit les individus qui viennent d'être arrêtés, soit ceux qui durant le cours d'un transfertement font étape dans une localité où il n'existe pas de prison. Ce service est à contrôler comme tous les autres par les soins du ministre de l'intérieur; mais par sa nature même, il n'implique pas normalement de charges spéciales pour l'État.

4^o *Etablissements publics ou privés affectés à l'éducation correctionnelle des jeunes gens et jeunes filles.*

C'est spécialement des prisons de la Seine, c'est-à-dire des maisons d'arrêt, de justice ou de correction situées à Paris, qu'il doit être question dans le présent rapport.

La police des prisons de la Seine est confiée au préfet de police, de même qu'elle est donnée dans les départements aux préfets ou aux maires envisagés comme représentants du pouvoir central. Le préfet de police a également la nomination des gardiens, comme le préfet de chaque département (Arrêté consulaire du 12 messidor an VIII; code d'instruction criminelle, art. 606 et 613).

Quant à la gestion économique et aux affaires d'administration proprement dite intéressant le régime intérieur, l'entretien et le travail des détenus, etc., le préfet de la Seine avait à s'en occuper jusqu'en 1819, au même titre que les préfets des départements; et les conseils généraux avaient à intervenir aussi, car l'entretien des détenus dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, était alors laissé au compte des départements. Mais la loi du 5 mai 1835 a fait passer cette dépense au compte de l'Etat, et ainsi se sont accentués encore les devoirs et les droits du Gouvernement pour la gestion et le contrôle des services pénitentiaires.

C'est l'ordonnance royale du 9 avril 1819 qui a déchargé le préfet de la Seine de toute intervention dans l'administration des prisons du département, afin de faciliter l'exécution de certaines réformes. Elle a constitué pour ces prisons, auprès du ministre de l'intérieur et sous sa dépendance immédiate, un conseil d'administration chargé notamment de la préparation des budgets, de l'élaboration des règlements et du rôle d'inspection générale. En même temps étaient institués auprès du ministre un conseil général des prisons du royaume et une société royale des prisons.

Cette société a disparu de fait en 1830. Le conseil général n'a pas subsisté non plus. Plus tard a été institué le Conseil supérieur des prisons (loi du 3 juin 1875). Mais le conseil d'administration n'a plus opéré. Or il importe que l'administration générale et le contrôle supérieur des services soient assurés de manière régulière. L'organisation des prisons de la Seine et le rôle même de la préfecture de police ne peuvent demeurer indéfiniment subordonnés à des prescriptions qui, en réalité, n'existent plus. Laisser toutes questions en suspens et les diverses autorités sans attributions nettes semblerait impossible, surtout au moment où s'impose l'étude des moyens d'amélioration et d'économie à réaliser dans les divers services soldés sur le budget de l'Etat.

C'est à cette situation anormale que je vous demande de vouloir bien parer.

L'ordonnance royale de 1819 étant depuis si longtemps inappliquée, conviendrait-il de la remettre en vigueur pour constituer une administration directe des prisons de la Seine auprès du ministre de l'intérieur, sans le concours et l'intermédiaire du préfet qui sont assurés en tout département? — Non sans doute.

Demander de nouveau à la préfecture de la Seine l'intervention à

laquelle elle avait renoncé en 1849 serait sans objet, puisque la situation n'est plus ce qu'elle était voici soixante ans.

La solution la plus logique semblait donc bien de procéder pour les prisons à Paris comme à Lyon, Marseille ou Bordeaux et d'assurer au préfet de police les attributions conférées d'un département en ce qui concerne les prisons, sauf bien entendu, pour la construction et l'entretien des bâtiments départementaux, puisqu'un service général est organisé à cet égard à la préfecture de la Seine.

Cette solution, ou plutôt cette consécration de la seule solution qui semble admissible, mettra fin à un état de fait qui ne répondait plus à aucun état de droit, qui laissait les textes les plus formels tombés en lettre morte et les attributions les plus importantes dénuées de détermination légale.

En résumé, l'idée principale dont je me préoccupe, en présentant à votre approbation le projet de décret ci-après, peut être formulée ainsi :

1° Donner au préfet de police pour les prisons de la Seine, par un texte ayant valeur positive, les attributions qu'il exercerait, suivant l'organisation actuelle, dans un autre département, s'il en était le préfet, sans préjudice de celles que lui a conférées spécialement le code d'instruction criminelle après l'arrêté du 12 messidor an VIII.

2° Assurer en même temps à l'autorité, à la responsabilité ministérielle, le rôle qui lui appartient pour l'administration et le contrôle des services pénitentiaires à Paris, comme dans le reste de la France.

Les conséquences générales de cette idée sont aisées à déduire, notamment sur les points suivants :

Pour la désignation du personnel, il y aura lieu de distinguer le personnel de surveillance des autres collaborateurs de l'administration. Les gardiens demeurent, comme ils l'étaient déjà, à la nomination du préfet de police, tandis que les nominations des directeurs, inspecteurs, etc., étaient déjà faites à Paris par le ministre.

Le mode de réglementation du régime des prisons doit être formellement soumis aux mêmes conditions et garanties que dans la France entière. De fait et à titre d'exemple, le règlement général élaboré par le Conseil supérieur a bien été promulgué par le décret du 11 novembre 1885 pour toutes les prisons où les peines sont subies en commun.

L'organisation et le fonctionnement des services économiques pourront être réglés à Paris par le ministre dans les conditions qui auront été reconnues les plus avantageuses pour l'Etat et pour le public, pour le personnel et pour les détenus, d'après les méthodes suivies, les expériences faites et les résultats obtenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires de France. Car c'est à ces services que se rattachent les systèmes de régie et d'entreprise, les fournitures, les marchés d'adjudication et les cahiers des charges, les moyens de contrôle et de comptabilité, la nourriture, l'entretien, le travail et le pécule des détenus, etc.

Enfin, l'inspection générale fonctionnera d'une manière normale

et suivie dans les prisons de la Seine et non pas seulement à titre accidentel; car elle a été instituée pour rendre le contrôle ministériel plus efficace dans tous les établissements pénitentiaires sans exception.

Si vous approuvez les conclusions du présent rapport, je vous prie, monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de l'intérieur,

A. FALLIÈRES.

DÉCRET

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les maisons d'arrêt, de justice ou de correction, et généralement tous établissements recevant des détenus dont l'entretien est à la charge de l'Etat dans le département de la Seine, sont et demeurent soumis aux mêmes conditions d'administration et de contrôle que les établissements similaires des autres départements notamment en ce qui concerne la désignation du personnel, le mode de réglementation du régime intérieur, l'organisation des services économiques et le fonctionnement de l'inspection générale.

ART. 2. — Demeurent acquises au préfet de police, dans les conditions mentionnées à l'article ci-dessus, toutes attributions qu'il exerçait précédemment comme tenant lieu des attributions du préfet du département de la Seine en ce qui touche les prisons.

ART. 3. — Sont définitivement abrogées l'ordonnance du 9 avril 1819 et toutes autres dispositions antérieures au présent décret en ce qu'elles ont de contraire à ce décret.

ART. 4. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 juin 1887.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,

A. FALLIÈRES.

PROPOSITION DE LOI

AYANT POUR OBJET

LA CRÉATION D'ASILES POUR LES INVALIDES DU TRAVAIL

ET DE MAISONS DITES DE TRAVAIL

POUR LES INDIGENTS VALIDES SANS OUVRAGE (1)

MESSIEURS,

L'étude des réformes sociales et la solution des grands problèmes qui s'y rattachent préoccupent, à l'heure présente, les esprits plus encore peut-être que les questions purement politiques.

Il faut se féliciter de cette tendance de l'opinion publique qui, la forme républicaine, instrument nécessaire du progrès, étant mise hors de cause, s'intéresse vivement aux questions véritablement vitales, à celles qui se rapportent à la recherche des moyens d'atténuer les effets de la misère et de prévenir les causes de chute, pour les malheureux, en organisant l'assistance par le travail.

Il ne suffit pas de punir les misérables, quand la détresse les

(1) *Note de la Rédaction* : Nos lecteurs pourront constater que toutes les idées et jusqu'aux exemples contenus dans l'exposé des motifs de M. Faure ont été émises et discutées dans les Assemblées générales de la *Société des Prisons*, lors de la discussion si complète du rapport de M. Duverger sur les mesures destinées à empêcher les mendiants et les vagabonds de tomber dans la récidive, et que son projet de loi est textuellement emprunté à celui de la Société générale des Prisons qu'il aurait dû peut-être ne pas négliger de citer. (Voir Bulletin de l'année 1883 et de janvier 1887.)

a rendus mendiants ou vagabonds. Il est plus humain, plus juste et d'une meilleure politique de conjurer les conséquences inévitables du dénuement, en offrant à tous les indigents honnêtes et dignes d'intérêt, à ceux que l'âge ou les infirmités mettent dans l'impuissance de gagner leur vie, aux invalides du travail, pour employer une formule consacrée, une hospitalité et des soins qui constituent dans un pays démocratique une dette sacrée, dont la justice autant qu'une sage prévoyance commandent l'acquittement.

Si des établissements permettant de faire le triage des indigents bien intentionnés et de ceux qui sont simplement des paresseux incorrigibles, étaient organisés et fonctionnaient dans tous les départements, un grand et fécond résultat serait obtenu.

D'abord, nous n'aurions pas sous les yeux le spectacle attristant de vieux ouvriers et de vieux paysans qui, après une existence laborieuse et honorable, se trouvent obligés, s'ils ne veulent mourir de faim, de tendre la main et de recourir à l'aumône, les bureaux de bienfaisance ne pouvant leur venir qu'insuffisamment en aide.

Satisfaction serait donnée non seulement au devoir de la fraternité, mais encore à ce principe d'équité sociale qui crée pour l'État l'obligation morale d'assister ceux dont les labeurs ont contribué, en somme, au bien-être des privilégiés de la fortune et servi l'intérêt public.

Ensuite, on arracherait ainsi au vagabondage et à la mendicité tous ceux, et ils sont nombreux, que la misère et l'impossibilité de travailler réduisent à cette triste nécessité qui commence par la prison, et, de condamnation en condamnation, amenées les unes par les autres, aboutit à la relégation, par suite d'une sévérité excessive et cruelle de la loi votée par la Chambre de 1881.

Enfin, la sélection deviendrait très facile entre les malheureux sans travail, les infirmes intéressants qui seraient placés dans des asiles spéciaux et les fainéants incurables, destinés au dépôt de mendicité, s'ils sont inoffensifs, à la prison, s'ils sont dangereux.

Il n'est pas douteux que l'application des idées que j'exprime, avec la conviction qui m'a été inspirée par des constatations répétées et une étude approfondie, entraînerait des frais considérables; mais les sacrifices que les dépenses indispensables

exigeraient, ne donneraient lieu, en réalité, qu'à un déplacement de fonds, à un changement d'affectation de certains crédits. Plus nos établissements hospitaliers, en effet, seront nombreux, plus deviendra faible le nombre des établissements pénitentiaires : plus les asiles consacrés à l'assistance seront peuplés, plus les prisons verront le chiffre de leurs effectifs abaissés, plus sera restreint le contingent de la relégation.

Ces idées ont reçu d'ailleurs une haute consécration, celle du Congrès pénitentiaire international, qui a réuni, à Rome, au mois d'octobre 1883, les philanthropes, les délégués des gouvernements, les hommes connus en Europe comme les plus savants, les plus compétents en ces matières.

Cette assemblée, dont l'autorité est incontestable, a en effet émis le vœu :

« Que l'assistance publique soit réglée de telle manière que chaque personne indigente soit sûre de trouver des moyens de subsistance, mais seulement en récompense d'un travail adapté à ses facultés corporelles. »

Ce vœu formule évidemment un principe fécond en faveur duquel on peut invoquer l'expérience et la pratique, puisqu'il est appliqué avec succès dans plusieurs pays de l'Europe : *l'asile hospitalier aux vieillards et aux infirmes, et l'assistance par le travail aux nécessiteux et aux indigents valides*. La mise en action de ce principe, dont l'efficacité est démontrée par l'exemple de plusieurs nations étrangères, permet de procurer une retraite aux vieux ouvriers, et en même temps de remédier au mal social de la mendicité et du vagabondage qui va grandissant, mal qui laisse toujours ouverte la plaie des récidives.

Aujourd'hui les délits et les crimes se multiplient, les condamnations prononcées par nos tribunaux atteignent un chiffre qui s'accroît chaque année. Ce chiffre, dans la période de 1871 à 1875 était de 155,000; il a été, en 1883, de 183,000 avec une augmentation de 23,000 sur l'année précédente. C'est là un chiffre effrayant.

D'où provient cette augmentation considérable du nombre des condamnations?

Elle a pour cause la récidive. Il est de notoriété publique que certains individus, ceux qu'on appelle, dans l'argot des prisons, les *chevaux de retour*; se font condamner plusieurs fois dans la même année; ce sont principalement les mendiants

et les vagabonds. Quand un homme a subi une première condamnation pour vagabondage et mendicité, il est condamné par là même à devenir un récidiviste. L'année dernière on a conduit au dépôt de la Préfecture de police 63,000 individus. Dans ce chiffre, ceux qui ont été arrêtés pour vagabondage et mendicité figurent pour un tiers.

Il en est, parmi ces derniers, qui sont des vagabonds d'habitude et des mendiants de profession incorrigibles; mais la plupart sont des malheureux sans travail et sans abri, de pauvres femmes qui n'ont pas eu de gîte le soir et qui n'ont pas trouvé de place dans les asiles de nuit ou qui ont épuisé les trois jours réglementaires accordés dans ces établissements. On les arrête et on les relâche une fois, deux fois et jusqu'à cinq fois, puis on les retient, on les livre au parquet et on les condamne à huit jours de prison, ils sont envoyés ensuite au dépôt de mendicité et y restent pendant quelque temps pour en sortir aussi incapables de se suffire et aussi dénués de ressources qu'auparavant, dès que le léger pécule qu'ils ont gagné au dépôt a été dépensé.

La même cause produisant le même effet, le dénuement du malheureux amène une seconde condamnation, puis une troisième, et jusqu'à cinq dans la même année : le voilà en quelque sorte obligatoirement récidiviste. Au début, ce n'était qu'un malheureux, il est destiné à devenir peu à peu un relégué. Un magistrat dont la science pénitentiaire s'honore, M. Homberg, ancien conseiller à la Cour de Rouen, a établi, par les dossiers de cette Cour d'appel, que les vagabonds et les mendiants, peu nombreux dès la première condamnation, finissent par former les quatre cinquièmes des condamnations prononcées par les tribunaux. La proportion est de 3 0/0 à la première condamnation, elle est de 50 0/0 à la cinquième et de 80 0/0 à la dixième; c'est ainsi que la plaie de la récidive va sans cesse s'élargissant.

La Commission de classement des récidivistes, qui vient de publier son premier rapport sur la peine de la relégation, constate que les condamnés à la relégation collective, c'est-à-dire au mode le plus rigoureux de cette peine, y figurent pour vagabondage simple, dans une proportion de 23 0/0. Si, dans la discussion de la loi au Sénat, on n'eût pas réussi à faire retrancher de la liste des relégués les mendiants, cette proportion

eût été double ; ils auraient constitué à eux seuls la moitié de l'effectif de la relégation collective.

Si on'avait pu, avant la première condamnation, organiser, comme l'a demandé le Congrès de Rome, en faveur de ces hommes dénués de ressources, une hospitalité suffisante, en réclamant d'eux le travail comme compensation des frais de séjour, si on les avait recueillis dans un asile au lieu de les envoyer en prison, on eût, par cette protection effective, conjuré, en ce qui les concerne, ce terrible fléau social qu'on appelle la récidive.

La science pénitentiaire établit d'une manière irrécusable par des faits nombreux et catégoriques, que partout où l'on a organisé l'assistance par le travail, comme moyen préventif de la mendicité et du vagabondage, on a obtenu un incontestable succès. L'expérience a été décisive en Hollande, en Allemagne et dans la Suisse française.

En Allemagne, treize provinces ont installé des colonies libres de travailleurs qui ont défriché de vastes étendues de terrain inculte, rendu productif depuis cinq ans : 15,000 travailleurs s'y sont succédé. La conséquence de cette institution a été que, les premières condamnations pour vagabondage et mendicité ont diminué d'un tiers et que, dans quelques-unes de ces provinces, la mendicité a presque disparu.

En Hollande, même expérience, même résultat concluant. La Société néerlandaise a fondé trois grandes colonies sur les bords du Drenthe et de l'Over-Yssel. Là aussi des terrains ont été défrichés, grâce au labeur des nombreux colons qui y sont venus, et cette assistance par le travail assure d'une manière permanente à une population de 1,800 personnes des moyens de subsistance suffisants. Aussi la Hollande est-elle justement citée comme le pays où on a réussi à combattre avec le plus de succès la mendicité et le vagabondage.

Dans la Suisse française, il a été créé trois colonies de travail non plus destinées aux travailleurs libres, mais affectées aux mendiants et aux vagabonds incorrigibles qui veulent vivre sans rien faire. Ces colonies ne sont pas des prisons, mais des maisons d'internement où le travail des champs est imposé aux mendiants et aux vagabonds qui ont subi une première condamnation. Là encore, un sol inculte a été fertilisé, les prisons de district ont été désencombrées et de notables économies ont été

réalisées par suite dans le service des prisons. Résultat social, dans le canton de Vaud, où ce mode de répression est le mieux organisé depuis 1880, le nombre des condamnations pour vagabondage et mendicité a diminué de moitié.

En France, il faut le constater avec tristesse, le nombre des condamnations s'est accru au contraire d'une manière considérable, et il est permis de penser qu'il en est ainsi parce que nous ne possédons pas ces établissements préventifs où est organisée l'assistance par le travail.

La nécessité s'impose donc de recourir, sans retard, à ces moyens préventifs contre la mendicité et le vagabondage, et d'en faire l'objet de dispositions législatives.

Ce ne sont pas les ressources qui manquent. La construction d'asiles n'est, d'ailleurs, pas nécessaire dans un grand nombre de départements; plusieurs pourraient s'entendre pour en posséder un en commun.

Nous possédons de nombreux établissements hospitaliers. Que le travail y soit organisé et exigé en retour de l'hospitalité offerte, ce sera le moyen de distinguer le vrai malheureux de celui qui veut vivre dans l'oisiveté.

La pierre de touche pour discerner l'indigent honnête du mendiant endurci, c'est le travail. Le premier l'accepte avec reconnaissance, le second le refuse, il s'éloigne et ne revient plus.

Un de nos plus dévoués philanthropes, qui est en même temps un publiciste pénitentiaire, M. Robin, dont les renseignements m'ont été très utiles, a fait cette expérience à Paris dans la maison hospitalière située rue Clavel, n° 32. Le travail y est organisé. un travail facile. On donne aux ouvriers la matinée pour chercher de l'ouvrage, et l'après-midi, ils doivent faire une quantité déterminée de travail. A cette condition, ils sont logés et nourris. Des centaines de malheureux ont été ainsi sauvés de la prison.

A Londres, dans les maisons de travail semblables, on fait casser des pierres aux hommes. Aux femmes, on fait laver du linge dans de vastes buanderies.

On sait qu'à Paris, le Conseil municipal, qui a fondé des asiles de nuit fort bien installés, emploie aux travaux de balayage un certain nombre d'hommes, parmi ceux qui y reçoivent l'hospitalité : la création d'un troisième asile municipal où le travail serait organisé est actuellement à l'étude.

A ces tentatives couronnées de succès, il faut faire succéder une organisation générale dont tous les départements bénéficient.

Lorsque cette réforme sera réalisée et que partout une assistance suffisante aura été assurée aux malheureux dignes d'intérêt, on pourra être sévère envers les mendiants de profession et les paresseux. On aura le droit de les empêcher de circuler et de se livrer à leur facile industrie qui consiste à exploiter la charité publique. On leur imposera le travail pendant un temps prolongé (deux ou trois ans) dans des maisons d'internement dès la première ou la seconde condamnation. Ils n'encombreront plus nos tribunaux et nos prisons.

Il résulte du rapport de M. Michelin sur les indications contenues dans les programmes électoraux que plus de cent députés ont promis formellement la création des moyens d'assistance pour les invalides du travail.

C'est pour permettre à la Chambre de consacrer ses études à cette importante question qui a été l'objet des préoccupations du corps électoral que j'ai l'honneur de soumettre à ses délibérations le projet de loi suivant :

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER. — Chaque département est tenu d'avoir un asile destiné à recevoir, nourrir et entretenir les invalides et les infirmes incapables de travailler et dénués de moyens d'existence suffisants. Le département pourra traiter, à cet effet, avec un établissement hospitalier soit de ce département, soit d'un autre département. Ces traités devront être approuvés par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 2. — Les départements et les communes pourront être autorisés par le Ministre de l'Intérieur à établir des maisons dites de travail et à y recevoir, pour les nourrir et entretenir, les personnes valides, dénuées dans le moment, de moyens d'existence suffisants.

Le travail sera immédiatement obligatoire dans ces maisons.

Une enquête sera faite, sans aucun retard, sur la situation réelle de la personne admise dans le maison de travail:

ART. 3. — Des subventions pourront être accordées par l'État, suivant les ressources du budget, aux départements, aux communes, aux associations dûment autorisées pour leur venir en aide dans les dépenses de construction ou d'appropriation des salles ou maisons de travail.

ART. 4. — Les asiles destinés aux indigents incapables de travailler sont subrogés de plein droit, pour le recouvrement des dépenses faites dans l'intérêt de la personne entretenue, aux créances alimentaires qui peuvent appartenir à ces personnes. La même subrogation appartient aux maisons de travail, pour la répétition des dépenses non couvertes par le travail de la personne recueillie dans ces établissements.

ART. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera : les conditions d'admission et d'entretien dans les asiles destinés aux indigents incapables de travailler ;

Les conditions d'admission et de séjour dans les maisons de travail, ouvertes par les départements ou par les communes ;

Le mode d'organisation du travail industriel ou agricole ;

Les moyens pour les communes de subvenir au rapatriement des indigents trouvés dans une commune où ils n'ont pas de résidence.

MAURICE-FAURE,
Député.

DES VISITES DANS LES PRISONS

PAR LES PERSONNES ÉTRANGÈRES A L'ADMINISTRATION

(Rapport présenté par Miss Davenport-Hill.)

Il m'est agréable, en ma qualité de compatriote d'Elisabeth Fry, d'avoir été appelé à exposer devant une assemblée aussi importante que celle du Congrès pénitentiaire international de Rome les heureux résultats qui ont été obtenus en autorisant les femmes à visiter les condamnés dans les prisons. Quoique les travaux d'Elisabeth Fry soient plus ou moins connus de mes auditeurs, il ne sera pas hors de place d'en donner ici un résumé succinct. On raconte qu'étant enfant son plus vif désir était de visiter une prison et que son père lui procura cette satisfaction ; mais ce n'est qu'en 1813 qu'elle commença, avec son amie Miss Anna Buxton, son œuvre de mission dans les prisons. Elle était alors âgée de trente-trois ans, était mariée et mère de plusieurs enfants. La grande prison métropolitaine de Newgate fut le premier théâtre de ses exploits, et il est probable qu'alors elle n'avait d'autre but que d'apporter des consolations spirituelles aux plus misérables et aux plus négligées de son sexe, car les femmes détenues dans cette prison devaient lui apparaître comme telles. La prison de Newgate présentait alors toutes les conditions qu'un lieu de détention ne devrait pas offrir ; ces conditions étaient tellement mauvaises qu'il nous serait difficile actuellement de nous en faire une idée. Les condamnés et les prévenus, les individus comparativement innocents et les plus dépravés y étaient entassés dans une promiscuité complète. Nombre de prisonniers avaient avec eux leurs enfants. Le régime alimentaire de la prison n'était pas favo-

nable à la santé, l'administration ne distribuait pas de vêtements aux détenus : partout dans la prison, le désordre et la malpropreté. Les femmes détenues étaient laissées sans occupation et leurs geôliers étaient des hommes. Si elles avaient de l'argent, elles pouvaient se procurer des boissons alcooliques et des sentinelles armées de fusils chargés étaient là pour faire cesser les batteries que provoquait l'ivresse et pour empêcher les tentatives assez fréquentes de meurtre. L'horreur d'un tel état de choses et une profonde commisération pour les malheureuses qui subissaient une détention, firent que Elisabeth Fry chercha à employer tous ses efforts pour remédier aux maux multiples qui se produisaient de tous côtés autour d'elle. Elle réunit d'autres dames aussi dévouées qu'elle-même, et peu à peu, après des années d'une activité persévérante parsemée de déceptions, elle réussit à établir parmi les femmes détenues la décence, l'ordre et le travail, améliorant à la fois le niveau moral et la santé physique de ces malheureuses.

L'œuvre de Mrs Fry attira graduellement l'attention publique et comme ses succès furent évidents, on demanda son avis sur la manière d'administrer les prisons en général et pour établir de nouvelles lois relatives aux lieux de détention. C'est ainsi que sa patrie lui est redevable de plusieurs réformes législatives importantes concernant la discipline dans les prisons. Mais aussi d'autres pays ont profité dans une large mesure des améliorations qu'elle a suggérées (1).

C'est grâce à l'influence personnelle exercée sur les détenus par Mrs Fry et par ses associées dans l'œuvre de relèvement, que les condamnées, qui dans la prison se trouvaient auparavant dans des conditions inférieures à celles de la brute, furent élevées au niveau du respect de soi-même. Elles se montrèrent sincèrement reconnaissantes de pouvoir vivre, d'une manière décente, d'être

(1) Parmi les propositions que Mrs Fry présenta au gouvernement anglais, nous devons mentionner entre autres l'emploi des femmes pour les fonctions de gardiennes dans les prisons de femmes ; des prisons distinctes pour les deux sexes, l'inspection officielle des lieux de détention, la nécessité de fournir aux prisonniers l'occasion de gagner un pécule qui serait mis en réserve pour le moment de leur libération. Mrs Fry introduisit dans la prison de Newgate l'instruction scolaire aussi bien que religieuse et le travail industriel régulier. Elle enregistra les progrès de l'amélioration des détenus en employant un système de bonnes notes (Marksystem) qui, développé par Maconochie et perfectionné par Crofton, est maintenant introduit et en usage dans toutes les prisons de l'Angleterre.

occupées utilement et de recevoir des leçons instructives et morales. L'espoir qu'elles donnèrent à leur bienfaitrice par leur bonne conduite en prison se réalisa souvent à mesure que rendues à la liberté, elles menaient une vie honnête et irréprochable.

Profondément impressionnée par les résultats qu'obtenaient la sympathie et l'influence individuelle, Mrs Fry fit de la visite dans les prisons par des personnes bienveillantes un élément important du système d'amélioration de la discipline pénitentiaire. En 1817, elle provoqua elle-même une association de dames qui avait pour but de visiter les femmes détenues à Newgate. En outre, elle ne négligeait jamais, après avoir inspecté une maison dans n'importe quelle localité de l'Angleterre, de l'Ecosse ou d'Irlande, de constituer, partout où cela était possible, une société de dames pour la visite régulière de la prison locale. Ce fut elle également qui donna naissance à la *British Ladies' Society* pour la visite des prisons dans tout le royaume.

Après avoir également visité les prisons dans d'autres pays, Mrs Fry insista sur la nécessité de visites régulières et le mouvement qu'elle provoqua partout a eu pour effet, nous en sommes assurés, d'améliorer les conditions dans les lieux de détention.

Ces sociétés poursuivaient deux buts : l'un, d'améliorer les conditions misérables des prisonniers ; l'autre, d'étudier leur caractère et d'exercer une influence salutaire sur leurs dispositions, de manière que leurs bienfaiteurs soient mieux en état de choisir la meilleure occupation et en général pour mieux leur venir en aide au moment de leur rentrée dans la société libre. Ce dernier but est, comme chacun le sait, de la plus haute importance, et pour l'atteindre il est essentiel que le visiteur soit étranger à l'administration, qu'il fasse partie ou non d'une société de patronage ou de bienfaisance. Un fait à l'appui de ce que je viens de dire et que j'ai moi-même constaté, trouvera ici sa place. Ma mère accompagnait un jour Mrs Fry dans l'une de ses visites à Newgate, et fut frappée de la bonne tenue et de l'expression du visage d'une jeune femme qui y subissait une détention. D'après les renseignements que ma mère obtint des dames visiteuses, le crime (vol) commis par cette jeune femme était accompagné de plusieurs circonstances atténuantes, et sa conduite avait été excellente depuis son entrée en prison ; elle exprimait le désir sincère de ne pas s'écarter du bon chemin

une fois rendue à la liberté. Ma mère s'engagea à la prendre à son service si sa conduite continuait à être satisfaisante jusqu'au moment de l'expiration de sa peine, et si à cette époque une place convenable était vacante chez elle. Ces deux conditions furent remplies; la jeune femme en quittant la prison fut admise au nombre de nos domestiques, et nous eûmes en elle une servante aussi dévouée que fidèle. Si maintenant la prison n'avait pas admis des visiteurs libres et volontaires, ma mère n'y serait pas allée et n'aurait jamais osé recevoir dans sa maison une détenue libérée sans les recommandations d'une dame visitieuse qui avait eu occasion de faire la connaissance intime de la jeune détenue et d'étudier son caractère.

* * *

Sarah Martin, également ma compatriote, fut une autre dame visitieuse des prisons. Elle n'est probablement pas connue, même de nom, au delà des frontières de l'Angleterre (1). Son champ d'activité était Great Yarmouth, l'une de nos villes de province où elle exerçait l'humble profession de tailleuse. La position qu'elle occupait dans la société était en effet si modeste et l'horizon des affaires publiques si restreint, qu'il est très probable qu'à l'époque où elle commença son œuvre, elle n'avait pas entendu parler des travaux de Mrs Fry, quoique ceux-ci eussent attiré l'attention des hommes et des femmes de toutes les classes de la société, y compris celle des législateurs et même des membres de la famille royale.

Sarah Martin poussait la bienveillance et l'amour du prochain jusqu'à la passion. En 1810, alors qu'elle n'avait que dix-neuf ans, délicate de santé, pauvre et inconnue, elle consacra tout le temps libre que lui laissait son travail journalier à visiter et à consoler les pauvres internés dans le Workhouse du district. Neuf ans plus tard, ayant appris par hasard qu'une femme brutale avait été condamnée à la prison pour avoir maltraité son enfant, elle demanda l'autorisation d'aller la voir et après avoir essuyé nombre de refus, elle finit par obtenir ce qu'elle désirait. Voici comment elle raconte cette entrevue.

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, j'ai eu le plaisir de trouver dans la bibliothèque du British Museum des biographies de Sarah Martin, l'une d'un auteur français et l'autre d'un auteur allemand.

« Lorsque j'annonçai à cette femme, surprise de voir une étrangère devant elle, le motif de ma visite, lorsque je lui fis comprendre sa faute, la nécessité de demander pardon à Dieu, etc., elle éclata en sanglots, et me remercia, tandis que je lui lisais l'histoire du voleur repentant (1).

Ayant obtenu l'autorisation de visiter la prison, l'une des plus infectes et des plus négligées du royaume, Sarah Martin semble avoir pris la résolution de consacrer tous ses efforts au soulagement des prisonniers. Elle fit en sorte qu'en vivant d'une manière encore plus modeste, elle put consacrer un jour entier de la semaine à l'œuvre de la prison, sans abandonner pour cela ses pauvres du Workhouse.

Elle chercha comme Mrs Fry à éveiller et à élever les aspirations religieuses des prisonniers. Pour eux, le dimanche, elle organisa un service religieux et y présida; trouvant qu'aucun sermon imprimé ne convenait à leurs besoins et n'était à leur portée intellectuelle, elle en composa elle-même. Elle leur donna aussi des leçons de lecture et d'écriture et leur apprit à se servir utilement de leurs mains. En 1835 fut créé le poste d'inspecteur des prisons. Dans son premier rapport annuel, ainsi que dans les suivants, le capitaine Williams, qui inspecta la prison de Great Yarmouth, paie un tribut d'éloges à l'œuvre admirable à laquelle Miss Martin se consacrait. Dans son rapport officiel, il raconte comment une seule fois cette femme charitable avait été insultée par un prisonnier, individu d'un caractère notoirement mauvais. Elle cessa ses visites dans la salle où il était détenu, mais après sa libération les autres prisonniers la supplièrent de recommencer ses visites, ce qu'elle fit. Une autre fois, quatre contrebandiers, au moment où leur longue peine expirait, en prenant congé de leurs compagnons de captivité, recommandèrent à ceux-ci d'écouter l'avis et les conseils de Miss Martin et de lui témoigner le plus grand respect. Ailleurs, le capitaine Williams parle avec enthousiasme des observations judicieuses qu'elle insérait dans son journal, observations qui jettent un jour tout nouveau sur les habitudes des classes criminelles et sur la manière qu'il conviendrait d'organiser la discipline dans les prisons.

(1) *The prison Chaplain*; a memoir of John Clay, by his son, Walter L. Clay, London, Macmillan et Co. 1861.

Son activité dans l'œuvre des prisons ne se ralentit pas un seul instant, et elle y consacra de plus en plus son temps ; mais cette vie de dévouement abrégée sans nul doute son existence, et en 1843, elle descendit au tombeau. Ses concitoyens avaient compris l'importance des services qu'elle rendait à la communauté, et après avoir longtemps refusé, Miss Martin avait fini, peu d'années avant sa mort, par accepter une légère subvention en argent. Elle n'en employa pour elle que le strict nécessaire à son existence, et si elle accepta cette aide ce fut afin de pouvoir consacrer tout son temps au profit de ses concitoyens malheureux. Elle était entièrement persuadée que la véritable essence de son œuvre se trouvait dans le caractère libre et spontané qu'elle lui avait donné.

Lorsque enfin on insista auprès d'elle pour lui faire accepter un secours pécuniaire et pour qu'elle fit une expérience, elle répondit : « Faire une expérience qui pourrait nuire à l'œuvre pour laquelle je vis et je respire, c'est comme si on voulait couper la gorge de votre enfant pour s'assurer que le couteau est bien effilé. » Mais enfin, la question fut décidée contre son gré, car chacun estimait qu'une certaine rémunération lui était due. On lui exposa avec beaucoup de tact et de la manière la plus aimable que si le Conseil municipal de Great Yarmouth consentait à l'autoriser à continuer ses visites dans la prison, Miss Martin devait se soumettre à la condition imposée d'accepter une rétribution pécuniaire.

Il paraît que Miss Martin ne réussit pas comme Mrs Fry à gagner pour son œuvre des collaboratrices. Tout ce qui fut fait à Great Yarmouth fut fait par elle seule. Elle avait reconnu que c'était un devoir de donner aux prisonniers une instruction religieuse et scolaire, de séparer les jeunes délinquants des criminels adultes, de procurer à tous une occupation régulière, afin de bannir de la prison l'influence fatale du désœuvrement et de procurer au détenu une occasion, par le travail, de gagner un petit pécule qui servirait à son entretien au moment de sa libération. Miss Martin avait compris l'importance vitale de ne pas abandonner le détenu au moment critique de sa rentrée dans la société libre. Toutes ces questions attiraient alors graduellement l'attention publique, et tandis que d'année en année on discutait, hors de l'enceinte des prisons, les différentes méthodes au moyen desquelles de pareilles améliorations pouvaient être

obtenues. Sarah Martin seule et sans secours s'était mise à l'œuvre et avait introduit à Yarmouth, dans la discipline des prisons, des améliorations que les hommes d'État, malgré tous leurs efforts, n'avaient pas encore pu effectuer.

De nos jours, il est vrai, les prisons n'ont plus besoin d'aide volontaire comme celle de Sarah Martin. Les chapelains, les instituteurs et les contremaitres des travaux attachés au service des pénitenciers ont rendu cette aide superflue. Mais Miss Martin se dévoua à l'œuvre des prisons comme *dame visiteuse*; l'instruction religieuse, scolaire et industrielle qu'elle y donna ne fut qu'un incident.

Son premier but, but principal, était de réconcilier les criminels avec la société et d'exercer sur eux les influences bienfaisantes de la sympathie, de l'amour et de la commisération; de leur faire sentir qu'il existe quelqu'un dans la société libre qui prend intérêt à leur sort, quelqu'un qui ne reçoit aucune rémunération pour ses travaux, mais qui consacre avec joie son temps et ses peines en leur faveur et éprouve du fond du cœur l'ardent désir de les sauver d'une vie de désordres et de misère, de leur inspirer la volonté la plus ferme de faire le bien : tel était son but. — Elle cherchait à faire naître dans le cœur du prisonnier le sentiment que celle dont ils avaient appris à respecter la bonne opinion et dont la bonté leur avait inspiré le désir de lui être agréable penserait bien ou mal d'eux, serait heureuse ou malheureuse suivant qu'ils s'efforceraient de faire le bien qu'elle leur avait appris à aimer ou qu'ils retomberaient de nouveau dans cette vie de vice et de crime de laquelle elle avait cherché à les arracher par son amour et son dévouement désintéressé. Ses efforts, dans l'intérêt des prisonniers, ne cessaient pas après leur sortie de prison.

Elle s'occupait activement de leur procurer du travail pour le moment de leur libération. Elle les visitait de temps en temps soit dans leur famille, soit chez les personnes où ils étaient en service, et leur témoignait la plus vive sympathie, surtout lorsque, après une absence, ils revenaient à Yarmouth pour lui faire visite et pour lui demander aide et conseil, que dans toutes les circonstances elle ne leur refusait jamais. Elle réalisa à elle seule ce que les sociétés de patronage, de date récente, accomplissent avec peine, et elle empêcha bien des pécheurs repentants de tomber en état de récidive.

Quoique de nos jours, dans aucun pays chrétien et prétendant être civilisé, les lieux de détention n'offrent plus les conditions que présentaient les prisons de Newgate et de Yarmouth à l'époque où Elisabeth Fry et Sarah Martin franchirent pour la première fois leurs portes d'entrée, et qu'il ne soit plus nécessaire actuellement que des dames s'efforcent d'y être admises en qualité de visiteuses dans le but d'y nettoyer de pareils écuries d'Augias, néanmoins leur présence pour faire *purement et simplement* des visites aux prisonniers est encore de nos jours aussi nécessaire et utile que jadis; il est possible que la dépravation morale actuelle des prisonniers, quoique moins apparente, soit aussi affreuse que l'étaient les conditions matérielles des prisons d'autrefois. Le directeur d'une prison, le chapelain, le gardien-surveillant et tous les fonctionnaires et employés de l'établissement peuvent faire leur devoir et produire beaucoup de bien mais il ne leur est pas possible de témoigner à chaque détenu cette sympathie et cette attention patiente que chacun d'eux réclame. C'est surtout impossible dans des prisons qui contiennent peut-être plusieurs centaines de condamnés; il leur est difficile de gagner la confiance d'un si grand nombre d'entre eux devenus méfiants et soupçonneux pendant leur longue carrière criminelle ou qui peuvent aussi l'être devenus par suite de mauvais traitements. J'ai entendu plus d'une fois des chapelains de prisons remplissant avec zèle leurs fonctions et s'intéressant vivement au sort des détenus libérés, exprimer leur profonde gratitude pour la coopération active de dames dans l'œuvre de la régénération morale. J'en ai entendu d'autres, qui étaient privés de cette coopération, désirer voir des dames visiteuses leur venir en aide dans leur tâche difficile et délicate.

Fortifier et renforcer les influences régénératrices de la discipline pénitentiaire, éveiller et encourager tous les genres d'intérêts innocents et élevés, en particulier ceux qui sont relatifs au sort de la famille laissée à la maison et privée de son gagne-pain et de son soutien naturel, aider et surmonter l'indolence et l'égoïsme qui conduisait au crime, et dans ce but inspirer aux détenus l'ambition honnête de travailler pour le bien de leurs enfants et de se consacrer à leur bonheur, d'implanter en eux la résolution de faire coûte que coûte le bien et de vivre honnêtement lorsqu'ils seront rendus à la liberté: et alors, lorsque l'épreuve décisive se présente, posséder dans le cœur un tel fond de con-

fiance accumulé pendant ces longues relations bienveillantes, de manière que la résolution frêle et chancelante prise dans la prison passe intacte à travers les tentations et qu'elle soit toujours comme entourée d'un rempart pour résister à de futurs assauts, voilà ce qu'un visiteur sage et bienveillant espère accomplir. Combien une aide semblable et toujours présente est nécessaire au détenu libéré, qui, de retour auprès de ses compagnons d'autrefois, ne retrouve dans ce milieu que de mauvaises influences,

Il est vrai que toutes les femmes n'ont pas les aptitudes nécessaires pour remplir les fonctions de dames visiteuses, Celles-ci doivent posséder « un cœur chaud et une tête froide », une profonde sympathie pour les malheureux et un dévouement à toute épreuve, vertus qui seules sont capables d'éveiller des sentiments élevés dans les natures perverses sur lesquelles elles ont à exercer une influence; elles doivent être complètement désintéressées, si elles veulent inspirer la confiance: elles doivent avoir beaucoup de tact, de la dignité, une certaine expérience du monde et une connaissance approfondie de la nature humaine; elles doivent avoir beaucoup de sens commun qui se traduira par la stricte observation du règlement de la prison et par la manière sévère avec laquelle elles se comporteront en face de la moindre infraction, de la part du détenu, aux règles de la discipline. De telles femmes se rencontrent dans tous les rangs de la société, et elles sont, dans le vrai sens du mot, des femmes *nobles*. L'opinion de tous les hommes éminents dans la réforme pénitentiaire se prononce unanimement en faveur de la coopération libre des femmes dans l'œuvre de la régénération des criminels:

« Je déclare hautement, dit Sir Walter Crofton, que les visites faites par les dames dans la prison de femmes de Dublin n'ont pas troublé le service intérieur de l'établissement et provoqué l'irrégularité dans l'observation des règles disciplinaires, comme quelques-uns ont pu le supposer, mais que ces visites ont au contraire été couronnées de succès et ont eu les meilleurs résultats, aussi bien pour le public que pour les détenus eux-mêmes. »

Telle est la déclaration que fait Sir W. Crofton, après une expérience de bien des années. Il constate que les femmes détenues qui avaient ainsi été visitées dans la prison furent l'objet d'une aide et d'un secours efficaces lors de leur rentrée

dans la société libre, et quoique des aptitudes particulières et de hautes qualités soient nécessaires pour faire de bonnes dames-visiteuses, il n'a jamais eu l'occasion, ainsi qu'il me l'a déclaré, d'avoir eu à se plaindre d'elles.

Le capitaine Maconochie appréciait également à un haut degré l'action bienfaisante des dames qui se vouaient à l'œuvre de mission dans les prisons. Notre vénéré et regretté collègue, le Dr Wines, exprimait clairement son opinion à cet égard, en citant dans son ouvrage : *State of Prisons*, etc., la résolution votée par le Congrès pénitentiaire de Cincinnati, « que, dans tout système rationnel d'administration des prisons, on devait combiner les efforts de l'Etat et l'initiative libre des citoyens et que, dans l'action volontaire de ces derniers, on ne devait pas négliger la coopération des femmes. » Dans un autre endroit, le Dr Wines, en parlant du Congrès pénitentiaire de Londres, disait que le sentiment général de cette assemblée était que l'influence des femmes devait être considérée comme de la plus haute importance dans l'œuvre de la régénération des criminels.

Qu'il me soit permis de citer ici l'opinion de mon oncle Frédéric Hill, qui exerça pendant de longues années les fonctions d'inspecteur des prisons de l'Ecosse et qui eut l'occasion d'étudier dans tous ses détails la discipline et ses résultats. » Les agents volontaires, dit-il, tels que Miss Martin ou Mrs Fry, lorsqu'ils sont choisis avec soin, rendent des services inappréciables, parce que les prisonniers sentent que ces personnes charitables, n'étant pas payées pour leur peine, s'intéressent à eux uniquement par un sentiment de sympathie et de sincère bienveillance (1) ».

Je trouve enfin la confirmation de ce que je viens d'avoir l'honneur d'exposer au Congrès dans l'opinion de notre collègue, le Dr Guillaume, secrétaire de la Commission pénitentiaire internationale, qui est favorable aux visites faites par des dames charitables dans les prisons pour hommes, aussi bien que pour femmes. Il est vrai qu'en émettant cette opinion il était sous l'impression de l'influence bienfaisante qu'avaient produite les visites faites aux prisonniers par Miss Carpenter pendant son séjour à Neuchâtel. Mais chaque pays doit posséder un certain nombre de dames distinguées par leur haute culture intellec-

(1) *Crime, its amount, causes and remedies*, by Frederic Hill. London 1853.

tuelle, par leur tact et leur discrétion et qui sont capables, ainsi que le pense le Dr Guillaume, de rendre d'éminents services dans l'œuvre éducatrice des lieux de détention. Cette opinion, je le sais, était aussi partagée par le capitaine Maconochie. Ces deux directeurs de prison, qui sont des autorités dans la science pénitentiaire, m'ont affirmé que l'homme n'avait pas au même degré que la femme le don de toucher le cœur des individus les plus endurcis et les plus dépravés. Ils prétendent qu'une dame visiteuse, par l'ascendant moral particulier qu'elle exerce, est seule capable dans bien des cas, de faire encore vibrer les sentiments d'un ordre relevé qui semblaient éteints dans l'âme du criminel. Ce don spécial est commun à toutes les femmes, bien que nombre d'entre elles soient inconscientes de le posséder et qu'elles ignorent la manière de le faire valoir. Si, dès lors, on leur fournit l'occasion de l'exercer, il faut reconnaître que l'influence des femmes n'est pas à dédaigner, lorsqu'il s'agit de l'éducation des individus vicieux et criminels. Ne serait-ce pas une faute que de négliger cette influence et de ne pas l'associer à d'autres? Une autre raison importante, qui milite en faveur de l'admission des dames comme visiteuses dans les prisons, est la circonstance (c'est du moins le cas dans mon pays, et je suppose qu'il en est ainsi ailleurs) que, dans les classes cultivées de la société, les femmes ont plus de temps libre à leur disposition que les hommes. Il est évident que, si des visites semblables doivent être faites à chaque prisonnier (car si l'on admet qu'elles sont utiles à un prisonnier, on comprend qu'elles sont utiles à tous), un nombre relativement considérable de visiteurs volontaires est nécessaire et, par conséquent, pour que l'œuvre soit accomplie, la coopération des femmes doit être dans une large mesure admise à côté de celle d'hommes compétents et dévoués qui travailleront dans ce champ d'activité.

Pendant longtemps, l'Angleterre est restée en arrière des pays du continent pour tout ce qui concerne l'organisation des sociétés de patronage des détenus libérés; mais je suis heureuse de dire que maintenant, grâce au dévouement d'hommes et de femmes charitables, des sociétés de secours aux détenus libérés sont partout organisées et que, pour ainsi dire, chaque prison de l'Angleterre est en relation avec l'une d'elles. Mon père a été un des premiers promoteurs de ces utiles associations. Qu'il me soit permis de rappeler les recommandations qu'il adressait aux

membres de ces sociétés, pour venir en aide d'une manière efficace aux prisonniers au moment de leur rentrée dans la société libre; on pourra alors se demander s'il est possible de se passer de la coopération des femmes dans l'œuvre du patronage, C'est à l'occasion de la création d'une société semblable à Birmingham, sa ville natale, qu'il s'exprima entre autres comme suit : « Le moment de la sortie de prison est pour le détenu la crise la plus dangereuse de sa vie. C'est alors, si jamais cela doit avoir lieu, qu'une main amie doit lui être tendue et que des paroles sympathiques et bienveillantes doivent lui être adressées. Le détenu libéré va recommencer sa carrière. Deux chemins, celui du bien et celui du mal, s'ouvrent devant lui. S'il est régénéré moralement, mais laissé sans espoir; si son chez lui, son *home*, n'est que la prison; si ses seuls amis qui ne soient pas dangereux pour lui ne sont que les fonctionnaires du pénitencier qu'il vient de quitter, et s'il songe que, lorsque sa réputation était encore intacte, il perdit, en commettant un crime, le droit de s'associer à d'honnêtes gens, — quel sentiment de désespoir ne doit pas éprouver le pauvre misérable détenu libéré au moment de sortir de la prison, cette prison qui, quelque triste et monotone qu'elle puisse être, était son seul refuge et dont les fonctionnaires étaient ses amis les plus *sincères*, peut-être les seuls qu'il posséda jamais en sa vie. Ah! c'est bien à ce moment-là que vous, membres de la Société de patronage, devez lui venir en aide. Ne savez-vous pas que le tentateur l'attend à la porte de la prison, que le recéleur le guette et que ses anciens compagnons criminels sont là pour le conduire dans les anciens repaires du crime et pour le lancer de nouveau dans cette terrible carrière, interrompue pendant un court espace de temps par l'action puissante de la loi? C'est à vous qu'incombe la tâche de disperser cette foule malfaisante qui l'entoure dès ses premiers pas dans la vie libre; c'est à vous de lui tendre une main secourable et de lui adresser des paroles d'encouragement! Dans tous les cas, vous pouvez au moins lui témoigner de la sympathie, vous devez lui faire sentir que si, comme cela doit arriver, il est parfois repoussé, l'un de vous au moins a pour lui de la bienveillance et se réjouira s'il peut résister aux tentations et sera affligé s'il reprend le chemin du vice et du crime. »

Florence DAVENPORT-HILL.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire: — 1° Annuaire de la Législation étrangère pour 1885. — 2° Des Jugements engendrant des crimes et des violences en Angleterre. — 3° De l'Alcoolisme. — 4° Informations diverses : *La prison de Nanterre.* — *Assistance publique.* — *Budget des prisons.* — *Acte officiel.* — *Loi sur les récidivistes.* — *Nouvelle-Calédonie.* — *Travailleurs indiens.* — *Les récidivistes à Landerneau.* — *Les prisons d'Indre-et-Loire.* — *Les prisons des Basses-Pyrénées.* — *Les prisons d'Ille-et-Vilaine.* — *Les prisons de la Seine-Inférieure.* — *L'école préparatoire des employés des prisons.* — *Revue étrangères.*

I

Annuaire de la législation étrangère pour 1885.

Cet annuaire, que publie la Société de législation comparée, renferme les documents suivants concernant spécialement le droit pénal et le régime pénitentiaire de différents pays avec lesquels cette Société est en relation. Nous sommes heureux de pouvoir, avec son autorisation, présenter ces documents à nos lecteurs.

AUTRICHE

Loi du 24 mars 1885, modifiant les dispositions pénales qui autorisent la détention dans les établissements de travail forcé ou de correction.

ART. 1^{er}. — Sera puni comme vagabond celui qui erre sans occupation et sans travail, et ne peut prouver qu'il a les moyens de s'entretenir ou qu'il cherche à les acquérir honnêtement. La peine sera les arrêts durs de un à trois mois. On pourra aussi prononcer une ou plusieurs des aggravations de peine édictées

dans l'article 253 du Code pénal du 27 mai 1852, sous *a* à *e* (1).

ART. 2. — Sera puni pour mendicité : 1° celui qui mendie dans un lieu public ou de maison à maison, ou qui par paresse implore la charité publique ; 2° celui qui pousse des mineurs à mendier, les envoie mendier, ou les livre à autrui pour mendier.

La peine sera les arrêts durs de huit jours à trois mois.

ART. 3. — Les autorités chargées de veiller à la sûreté publique peuvent enjoindre aux personnes capables de travailler, qui n'ont ni ressource ni occupation, et sont un danger pour la sécurité des personnes ou des propriétés, d'avoir à prouver dans un délai déterminé qu'elles ont des moyens licites de subsistance. Si par paresse ces personnes ne se conforment pas à cette injonction, elles seront punies de huit jours à trois mois d'arrêts durs. On pourra aussi prononcer une ou plusieurs des aggravations de peine édictées sous l'article 253 du code pénal du 27 mai 1852, sous *a* à *e*.

ART. 4. — Toute commune sur le territoire de laquelle, se trouve ou sera rencontrée une personne valide qui n'a ni moyens de subsistance ni occupation licite, est autorisée à lui assigner un travail approprié à ses facultés moyennant salaire ou entretien en nature. Si cette personne refuse de faire le travail qui lui est assigné, elle sera punie des arrêts durs de huit jours à un mois.

ART. 5. — Le droit de punir les femmes qui se prostituent appartient aux autorités de la sûreté :

Si ces femmes,

1° Continuent leur métier immoral malgré une punition de la police ;

2° Contreviennent aux ordonnances de police existantes ;

3° Se livrent à leur métier immoral alors qu'elles se savent atteintes d'une maladie vénérienne ;

4° Causent un grave scandale public ;

5° Séduisent de jeunes personnes ; elles seront punies des arrêts durs de huit jours à trois mois dans les cas compris sous

(1) L'article 253 du Code pénal du 27 mai 1852, est ainsi conçu : On peut prononcer avec les arrêts, une, ou simultanément plusieurs des aggravations suivantes ; *a*, le jeûne ; *b*, le travail plus pénible ; *c*, le coucher sur un lit dur ; *d*, le placement en cellule ; *e*, la détention solitaire dans une cellule obscure ; *f*, les corrections corporelles... (Les corrections corporelles comme peine principale et comme peine accessoire ont été abolies par la loi du 15 novembre 1867).

les n^{os} 1 et 2, et, d'un à six mois dans ceux énumérés sous les n^{os} 3, 4 et 5.

Les personnes des deux sexes qui en dehors du cas de l'article 512 du code pénal du 27 mai 1852 cherchent leurs moyens d'existence dans la prostitution d'autrui seront punies de huit jours à trois mois d'arrêts durs.

Dans les cas des n^{os} 1 et 2, la poursuite a lieu sur la demande des autorités de la sûreté.

ART. 6. — Celui qui étant placé sous la surveillance de la police contrevient aux restrictions et obligations qui lui sont imposées en exécution de l'article 9, *litt. a à e* de la loi du 10 mai 1873 (R. G. Bl. n^o 108) sera puni de huit jours à trois mois d'arrêts durs. On pourra prononcer aussi une ou plusieurs des aggravations de peine édictées dans l'article 253 du code pénal du 27 mai 1852, sous *a à e*.

ART. 7. — L'instruction et la répression des contraventions prévues dans les articles 1 à 6 de la présente loi; ainsi que l'instruction et la répression de la contravention prévue dans l'article 3 de la loi du 10 mai 1873 (R. G. Bl. n^o 108) ont lieu judiciairement.

En cas de condamnation, le tribunal peut autoriser par le jugement la détention dans un établissement de travail forcé.

On peut appeler du jugement autorisant la détention dans un établissement de travail forcé, dans l'intérêt de l'inculpé, si la détention a été autorisée, et contre lui, si cette autorisation n'a pas été donnée.

ART. 8. — Le tribunal de répression peut aussi autoriser le placement dans un établissement de correction des mineurs ayant commis un acte punissable qu'en raison de leur âge le code pénal ne considère pas comme un crime et ne punit que comme contravention (art. 2, *litt. d*, 237 et 279 à 272 du code pénal).

Dans le cas où, aux termes de l'article 273 du code pénal, la répression, ou les mesures à prendre à raison d'un acte punissable commis par un mineur appartiennent aux autorités de la sûreté on peut ordonner le placement de ce mineur dans un établissement de correction, s'il est absolument sans surveillance, et qu'on ne puisse trouver un autre moyen de lui donner l'éducation et de le surveiller régulièrement.

ART. 9. — Sont abrogés les articles 509, 510, 511, 517, 518,

519, 520, 521 du code pénal général du 27 mai 1852, (R. G. Bl. N° 117) ainsi que les articles 1, 2, 10, 12, 13 et 18 de la loi du 10 mai 1873 (R. G. Bl. N° 108) qui contient des dispositions de police répressive contre les oisifs et les vagabonds.

SUISSE

CANTON DE LUCERNE

Notice sur le mouvement législatif en 1885, par M. Christian Daguin, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Le canton de Lucerne ne nous a fourni, cette année, que deux documents législatifs qui méritent d'être signalés : le premier est une loi du 14 mars 1885, entrée en vigueur le 14 avril de la même année, portant création d'un établissement de travail forcé (1); le second, en date du 27 mai 1885, entré en vigueur le 8 juillet suivant est une loi sur la Caisse d'épargne et de prêt cantonale (2). Nous ne ferons que mentionner une loi du 1^{er} décembre 1885 relative à la taxe des frais d'actes de l'État civil (3).

La loi du 4 mars 1885 comprend 17 articles. Aux termes de l'article 1^{er}, le grand Conseil affectera un bien du domaine public à l'établissement nouvellement créé ou fera l'acquisition d'un terrain convenable pour l'y installer. L'article 2 porte que l'établissement recevra des personnes capables de travailler, mais paresseuses ou vagabondes, dans le but de les ramener par un travail assidu et un régime réparateur à une vie active et honnête. L'article 3 énumère les personnes qui pourront être placées dans la maison de travail. Ce sont d'abord les individus en tutelle, ou en puissance paternelle qui refusent de se soumettre à leurs parents ou tuteurs; viennent ensuite les parents qui abandonnent malicieusement leurs enfants, ou qui par suite de leur vie oisive, légère et déréglée, les mettent dans un état

(1) *Gesetz über Errichtung einer Zwangsarbeits-Anstalt für den Kanton Luzern, vom 4 März 1885.*

(2) *Gesetz über die Kantonal-Spar- und Leihkase, vom 27 mai 1885.*

(3) *Gesetz betreffend die Gebühren für das Civilstandsessen (1 Christ nonat 1885).*

de dénûment tel qu'ils retombent à la charge des parents obligés de les secourir, de la commune ou de l'État. Le paragraphe 3 ajoute les parents ou parents adoptifs qui ne remplissent pas leurs devoirs envers leurs enfants ou les personnes soumises à leur surveillance. Les paragraphes 4, 5 et 6 (*d, e, f,*), complètent cette liste en y joignant les paresseux et les ivrognes de profession, ainsi que les individus qui, par suite de leur vie déréglée, se trouvent sans travail et vivent d'aumônes, les personnes qui sont enfermées en vertu de la loi pénale, de la loi sur les pauvres ou de quelque autre ordonnance du Conseil d'État (*Regierungsrath*), enfin les vagabonds et les mendiants qui menacent d'être à charge à la bienfaisance publique.

Les enfants qui n'ont pas encore accompli leur seizième année, les fous, les crétins, les sourds-muets, les malades et les personnes incapables de travailler, les femmes enceintes et les individus âgés de plus de soixante ans ne peuvent être admis dans la maison de travail (art. 4).

L'admission est faite sur la demande des parents, parents adoptifs, tuteurs ou autorités compétentes. La demande doit être motivée et présentée au bureau de la lieutenance (*Statthalteramt*) (art. 5), qui entend la personne qu'on veut enfermer, examine les pièces produites, et ordonne, s'il le juge convenable, une enquête supplémentaire (art. 6).

L'article 8 décide que l'internement dans la maison de travail pourra être ordonné pour une durée d'une année qui sera portée au double en cas de récidive. Le même article donne au Conseil d'État le pouvoir de prolonger, dans certains cas, la durée du séjour dans l'établissement; il lui accorde aussi la faculté de faire mettre en liberté les individus enfermés qui remplissent des conditions déterminées.

Aux termes de l'article 9, l'occupation principale des personnes enfermées dans l'établissement consistera en travaux agricoles. Cependant il pourra être entrepris d'autres travaux ou industries. L'article 12 permet au Conseil d'État de décider par un règlement qu'une partie du produit du travail de l'individu dans la maison de travail sera mise de côté pour être versée soit à lui, soit à sa famille, au temps de sa libération. Enfin l'article 15 place l'établissement sous la surveillance du Conseil d'État.

CANTON DE SAINT-GALL

*Loi du 15 mars 1885, portant modification du décret de fondation
de la maison de travail et de correction.*

Les vagabonds en deuxième récidive, les mendiants en première récidive, ceux qui sont poursuivis pour violation des devoirs de famille, peuvent être internés dans cet établissement de correction pour une durée de un à deux ans. Contre les vagabonds et les mendiants, la poursuite a lieu en conformité de l'article 386 du Code de procédure pénale, modifié par la loi du 23 octobre 1884, qui vient d'être analysée. Au contraire, dans le cas d'abandon de famille, le tribunal correctionnel siège avec l'assistance d'un jury, sauf lorsqu'il y a aveu.

*Loi portant règlement intérieur du pénitencier cantonal,
Du 21 janvier 1885, 182 articles.*

Nous sommes ici en présence d'un véritable code qui entre dans les plus minutieux détails sur les autorités, employés et préposés du pénitencier, sur leurs attributions (art. 1^{er} à 93), et sur le traitement des condamnés (art. 93 à 182). Le règlement s'efforce, comme le dit l'unique considérant qui le précède, de poursuivre à la fois le châtimement et l'amélioration des coupables; et il s'inspire généralement à cet effet des meilleures idées modernes sur la matière.

Son chapitre le plus original est sans doute le 16^e (art. 162 à 182) dans celles de ses dispositions qui prévoient et réglementent la libération anticipée et conditionnelle des détenus en raison de leur bonne conduite ou de leur amendement (art. 180). Le libéré conditionnel reçoit un certificat ainsi libellé: Le nommé N..., condamné à tant d'années de prison, a été mis aujourd'hui en liberté conditionnelle. Sa peine ne finit légalement que le... Jusqu'à cette date, il pourra être réintégré pour le temps de sa peine qui restera à courir : a) s'il vit en vagabond ou s'il est justement soupçonné de ne pas s'entretenir par des voies honorables; b) s'il fréquente habituellement des gens mal famés; c) s'il change de domicile sans l'assentiment des autorités surveillantes; f) si d'une manière générale il provoque du scandale sans avoir égard aux remontrances de celles-ci. — Le présent

certificat sera immédiatement présenté par le libéré au maire de la commune de sa résidence.

Convention entre Berne et Saint-Gall concernant la situation réciproque des délinquants correctionnels et de police, leur poursuite et leur extradition, et complétant le concordat fédéral du 7 juin 1810.

Cette convention ne forme qu'un seul article.

RUSSIE

Avis au Conseil de l'Empire, sanctionné par S. M. l'Empereur, le 11 juin 1885, abolissant la division établie par le Code pénal dans les travaux forcés en travaux dans les mines, travaux dans les forteresses et travaux dans les usines.

Jusqu'à présent le Code pénal a distingué les travaux forcés, non seulement en tenant compte de leur durée, mais aussi en tenant compte de leur nature. Cette dernière distinction a perdu aujourd'hui sa raison d'être. En effet, de fait les travaux de forteresse n'existent plus et le travail des usines est quelquefois plus pénible que celui des mines. Aussi le Gouvernement impérial, devant la promulgation du Code pénal en préparation, a décidé d'abolir l'ancienne subdivision établie dans les travaux forcés d'après la nature du travail, et de ne maintenir d'autre distinction que celle basée sur la durée. En conséquence :

1^o L'article 19 du Code pénal sera désormais conçu ainsi qu'il suit :

Art. 19. — Les travaux forcés seront infligés, selon la nature du crime et le degré de culpabilité, d'après la progression suivante : — premier degré : travaux forcés à perpétuité ; — second degré : de 15 à 20 ans ; — troisième degré : de 12 à 15 ; — quatrième degré : de 10 à 12, — cinquième degré : de 8 à 10 ; — sixième : de 6 à 8 ; — septième : de 4 à 6.

2^o L'article 73 du Code pénal, aux termes duquel les travaux forcés dans les mines et forteresses étaient remplacés, pour les femmes, par les travaux forcés dans les usines, devient une *remarque* à l'article 4 du règlement sur les déportés et sera conçu ainsi : Les femmes condamnées aux travaux forcés ne seront pas envoyées aux mines.

3^o Tous les articles du Code pénal portant la peine des travaux

forcés seront modifiés en conformité de la nouvelle rédaction de l'article 19.

4° Les modifications suivantes sont introduites dans le règlement sur les déportés :

a) Les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou pour un laps de temps de 12 à 20 ans sont considérés comme forçats de première catégorie; les condamnés à 8 à 12 ans sont classés dans la seconde; et les condamnés à 4 à 8 ans, dans la troisième.

b) Les forçats de seconde et troisième catégorie ne seront pas employés aux travaux souterrains pour l'exploitation des mines, travaux considérés comme les plus pénibles et infligés seulement aux forçats de la première catégorie.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

MASSACHUSETTS

(Loi du 17 avril 1885. — Chapitre 176.)

Quiconque néglige sans motif de pourvoir à l'entretien de sa femme ou de son enfant mineur peut être puni d'une amende de 20 dollars au plus et d'un emprisonnement de six mois au plus dans une maison de correction. Les amendes ainsi infligées sont attribuées au profit de la ville, de la corporation ou de la personne qui pourvoit à l'entretien de la femme ou de l'enfant à l'époque des poursuites.

(Loi du 8 juin 1885. — Chapitre 305.)

Publications obscènes. — Sera punie d'un emprisonnement de deux ans au plus, ou d'une amende de 100 dollars au moins et de 1,000 dollars au plus, toute personne qui aura vendu, prêté, donné, à des enfants mineurs, un livre, une brochure, un recueil, un journal ou tout autre papier imprimé ayant pour objet exclusif et principal des récits de crimes, des rapports de police, des peintures de crime et de débauche, toute personne qui détiendra ces mêmes objets avec l'intention de les vendre ou de les distribuer, toute personne qui dans les rues ou dans tout autre lieu public les laissera exposés aux regards d'enfants

mineurs, toute personne qui emploiera à ce service des enfants mineurs.

(Loi du 18 juin 1885. — Chapitre 339.)

Toute personne qui s'adonne à la dipsomanie ou ivrognerie habituelle, soit en public, soit en particulier, pourra être enfermée dans un hôpital public d'aliénés pourvu toutefois qu'il soit établi devant le juge chargé de l'enquête que la personne n'a point mauvaise réputation ni mauvaises mœurs, à l'exception du vice précité. — Art. 2 et 3. Les dispositions qui règlent l'entrée et le maintien des aliénés dans un asile, seront applicables au dipsomane. Il ne pourra être renvoyé que lorsqu'il paraîtra guéri, et que son internement ne sera plus nécessaire pour le sûreté du public ou dans son propre intérêt.

CANADA

Acte à l'effet d'amender de nouveau l'Acte concernant les offenses contre la personne. (Ch. 82.)

Cette loi punit d'un emprisonnement de deux ans « quiconque par de faux prétextes, de fausses représentations ou d'autres moyens frauduleux :

a) Engage une femme ou une fille âgée de moins de vingt et un ans à avoir un commerce charnel illicite avec un autre que lui-même ;

b) Attire telle femme ou fille dans une maison mal famée ou une maison dite de rendez-vous pour quelque commerce illicite ou dans un but de prostitution. »

S'il y a lieu de croire qu'une femme ou une fille a été entraînée dans une maison mal famée, sur une plainte émanée du père ou de la mère, du maître ou du tuteur de cette femme ou fille et à défaut, de toute autre personne, le juge de paix ou de cour qui aura reçu la plainte pourra décerner un mandat « autorisant à faire des recherches de jour et de nuit dans la maison mal famée ou de rendez-vous, pour y trouver cette femme ou cette fille, et commandant de l'amener, ainsi que la personne ou les personnes qui la gardent et retiennent, devant ce juge de paix, ou ce juge de ladite cour, lequel, après interrogatoire ordonnera qu'elle soit remise à son père ou à sa mère, son

maître ou son tuteur, ou qu'elle soit laissée libre autant que le voudront la loi et la justice » (art. 2).

COSTA-RICA

Le 27 avril 1880, a eu lieu la promulgation du Code pénal, aujourd'hui en vigueur. Ce code, rédigé par le D^e Rafael Orozco, témoigne des progrès exceptionnels que le pays a réalisés dans cette branche du droit ; il consacre l'abolition de la peine de mort et des peines perpétuelles.

Maintenant, on prétend doter Costa-Rica d'un système pénitentiaire en rapport avec les exigences de notre époque ; telle est la tendance qui prédomine dans le sein de la commission chargée de la revision de ce code. Le travail de cette commission est, d'ailleurs, fort avancé. Les réformes projetées ont été réalisées, dans une certaine mesure, par la loi du 21 septembre, qui a autorisé le Pouvoir exécutif à faire construire un pénitencier dont l'idée a été fournie par la corporation des avocats au commencement de l'année, et qui est devenu l'objet de la sollicitude du Gouvernement ; ce dernier s'est montré très favorable au principe de la correction des condamnés, dans le remarquable mémoire qu'a présenté au Congrès constitutionnel le Ministre de la justice, M. Esquivel.

BRÉSIL

Décret du 10 janvier 1885 édictant un nouveau règlement pour l'administration et le régime de la prison (*presidio*) de *Fernando de Noronha* : cette prison est établie dans l'île fortifiée qui porte le même nom, laquelle se trouve à 60 milles au nord-est du cap de Saint-Roch, et dépend de la province de Pernambuco ; elle est affectée aux condamnés pour fabrication de fausse monnaie ou contrefaçon de billets de banque ou autres effets publics ; aux militaires condamnés à la relégation, à deux ans de travaux forcés ou à six ans au plus de réclusion ou de travaux de fortifications, aux condamnés à la relégation, enfin aux condamnés dont la peine aura été commuée en une autre, à subir dans la prison de cette île.

MAURICE

Règlement du Comité des prisons, approuvé par le gouverneur, le 6 août 1885, et pris en conformité des ordonnances n° 9 de 1881 et n° 17 de 1882.

Ordonnance n° 27 de 1885 (13 août 1885) abolissant l'emprisonnement pour frais de justice en matière criminelle.

(Traduction et note par M. Laurent CRÉMAZY, conseiller à la Cour d'appel de la Réunion.)

ART. 1^{er}. — L'emprisonnement pour frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police est aboli.

ART. 2. — Toute personne détenue dans une prison ou dans une maison de correction au sujet du non-paiement des frais de poursuites liquides pour crime, délit ou contravention, sera relaxée dès la mise en vigueur de la présente ordonnance.

ART. 3. — Cette ordonnance sera applicable à Maurice et à ses dépendances (5).

ART. 4. — Elle sera mise en vigueur à un jour fixé par le gouverneur.

II

Des jugements engendrant des crimes et des violences en Angleterre.

La lettre suivante, émanant du secrétaire de l'association Howard, a été publiée dans le *Times* du 13 avril 1887.

Violences commises par les voleurs armés.

Sir, L'attention a été dernièrement appelée, dans le Parlement et ailleurs, sur la fréquence des rixes violentes et même meurtrières auxquelles la police est en butte de la part des voleurs armés, mais je n'ai point vu qu'on ait fait aucune observation sur une chose qui est probablement une des principales causes

de ce crime particulier, à savoir, l'accumulation excessive de sévères condamnations pour de petits délits, laissant alors peu de différence avec la répression des rixes violentes.

Tandis que, d'une part, il y a un besoin urgent d'adopter une échelle d'accumulation modérée, mais certaine, pour la série des petits délinquants invétérés, il y a une cruelle et déraisonnable application des pénalités les plus disproportionnées pour de légers délits. D'une longue liste d'exemples, j'extrais les suivants :

Premier cas. — Un homme est condamné, pour avoir volé une fourche de jardinier, à 10 ans d'emprisonnement (*penal servitude*) et 3 ans de surveillance. Précédemment, il avait subi 6 ans d'emprisonnement et 2 ans de surveillance pour le vol d'un piège à lapin. La circonstance d'avoir eu quatre courtes détentions auparavant ne justifie pas de la dureté de ces 17 années de détention avec 7 années de surveillance pour deux si légers méfaits.

Deuxième cas. — Un homme après une courte détention dans une prison municipale, a été condamné pour le vol d'un vase à trois ans de servitude pénale et sept ans de surveillance.

Troisième cas. — Un homme pour un larcin de cresson et de coquillages a été condamné à huit ans de servitude pénale et sept ans de surveillance. Auparavant, il est vrai, il avait subi seize légères condamnations. Mais toute cette agglomération de petits délits n'égale pas comme crime, ni comme danger pour la société un seul de ces nombreux cas de violences envers des femmes et des enfants, dont les auteurs sont habituellement, et très injustement, punis par quelques mois, une année ou deux d'emprisonnement.

Quatrième cas. — Un homme, après deux légères détentions, a été condamné pour le vol de quelques provisions à trois ans de servitude pénale et sept ans de surveillance.

Cinquième cas. — Pour le vol d'une pièce de toile un homme est condamné à douze ans de servitude pénale suivis de sept ans de surveillance. Il avait déjà subi six petites détentions de prison municipale et trois condamnations de servitude pénale formant ensemble vingt-deux ans, la principale, dix ans, ayant pour cause un vol de serviettes. De sorte que ce pauvre diable, relativement inoffensif, a été frappé de l'énorme accumulation de trente-quatre années d'emprisonnement et sept années de

surveillance, tandis que peu des plus atroces bandits, voleurs, effracteurs d'Angleterre ont rarement à subir un pareil ensemble de punitions.

On pourrait faire des colonnes de pareils exemples.

L'effet pratique qu'un pareil système tend à produire naturellement, nous le voyons actuellement, c'est l'emploi par les voleurs de pistolets et autres armes dangereuses dans leur défense contre la police. D'une part, cette pratique leur donne beaucoup de chances de s'échapper et l'impunité par suite; tandis que d'autre part s'il y a condamnation la sévérité de la sentence ne sera pas beaucoup accrue si même elle l'est. Si les auteurs de petits délits voient par expérience, comme ils le font maintenant, que quelques escroqueries de cresson, souliers, provisions leur attirent des 10, 20 ans et plus de servitude pénale suivis de surveillance, ils sont assez fins pour s'apercevoir qu'en ajoutant à leurs méfaits le crime plus sérieux d'une résistance armée ils auront des chances d'échapper et d'acquérir une notoriété dans une certaine classe, tandis que le risque d'aggraver leur peine, en cas d'insuccès, est relativement faible.

Les crimes contre les personnes sont, en général, si inégalement atteints par la loi, et les plus légers attentats contre la propriété sont punis d'une façon si disproportionnée que la violence est doublement en faveur.

Il est évidemment injuste et maladroit que même une accumulation de 5 ou 10 vols d'herbes, poissons, etc., soit mise sur le même rang de culpabilité qu'un seul acte d'atroce brutalité contre un homme de police, battre sa femme, mutiler un enfant, ou même traiter avec une cruauté sauvage un animal inoffensif.

Nos juges feront bien de constater qu'ils négligent de plus en plus ce côté de la question.

Les pires jugements sont généralement prononcés par les tribunaux subordonnés des assises.

Dès qu'une ouverture sera faite au Parlement anglais sur la législation générale anglaise, il sera nécessaire de reviser le système actuel ou plutôt l'absence d'un système par rapport aux condamnations.

William TALLACK,
Association Howard, Londres.

(Traduit par M. PASSEZ.)

III

De l'Alcoolisme.

A quelque point de vue qu'on l'envisage, la consommation de l'alcool, en France, appelle d'urgence des réformes radicales dans notre législation. Dans les conditions actuelles, elle constitue un péril social qu'il faut combattre énergiquement, de peur qu'il soit un jour sans remède.

L'hygiène et la moralité publiques, l'avenir des générations qui s'élèvent, la prospérité financière du pays, tout ici s'accorde pour placer la question de l'alcool au premier rang de celles qui appellent l'attention du législateur et des citoyens et réclament une prompte et complète solution.

La situation, révélée dans toute sa gravité par le très remarquable rapport que M. Claude a déposé le 7 février sur le bureau du Sénat, est véritablement effrayante pour l'avenir de notre pays....

M. Claude nous apprend que de 1874 à 1885, en dix ans, la consommation officielle de l'alcool a augmenté de moitié, passant de 970,000 à 1,500,000 hectolitres.

Par *consommation officielle*, il faut entendre la consommation que la perception des droits permet de constater.

Consommation à laquelle vient s'ajouter celle des produits que la fraude soustrait à l'acquittement des droits et qui échappe par conséquent à toute espèce de vérification,

Dans le même temps, le danger pour la santé publique s'est accru dans une proportion bien supérieure à celle de l'augmentation de la consommation, par ce fait que l'alcool d'industrie a remplacé presque complètement l'alcool de vin.

Donnons quelques chiffres douloureusement significatifs. En 1874, sur 1,600,000 hectolitres fabriqués en France, 540,000 provenaient de la distillation du vin et du cidre, soit 37.7 0/0 de l'alcool fabriqué; tandis que dix années après, en 1885, sur une production de 1,865,000 hectolitres, 96,000 à peine, soit 5 0/0 seulement ont la même origine; les 95 0/0 restants,

résultent de la fermentation de la betterave, du maïs, des céréales des pommes de terre, du riz, etc. Or, tous les alcools obtenus avec ces matières premières, s'ils ne sont pas soumis à une rectification absolue, contiennent des substances toxiques à divers degrés et tous ils sont de véritables poisons plus ou moins atténués.

Ainsi, tandis que les produits livrés à la consommation devenaient de plus en plus malsains, la consommation elle-même allait en augmentant. C'est à ces alcools de mauvaise qualité, en partie dus à la destruction de la vigne par l'invasion phylloxérique, que sont imputables surtout les ravages de l'alcoolisme et de leurs suites funestes.

Les conséquences de la substitution des alcools d'industrie à l'eau-de-vie de vin et la progression de l'alcoolisme sont vraiment effrayantes.

Dans la période décennale que nous envisageons, celle qui s'étend de 1874 à 1883, le nombre des suicides d'alcooliques a sextuplé : il a passé, par année, de 137 à 868. Le chiffre des réformés à la revision pour infirmités a quadruplé dans les départements où la consommation de l'alcool s'est accrue notablement.

Enfin, les crimes et délits contre les mœurs ont suivi une marche ascendante des plus marquées dans les mêmes départements.

Le nombre des aliénés alcooliques admis dans les asiles publics a progressé, en moyenne, de 9 à 16 0/0 depuis dix ans. Dans certains départements, le chiffre des aliénés atteints d'alcoolisme s'élève à 21 et même à 28 0/0 du chiffre total des malades admis.

Le nombre des morts accidentelles imputables à l'alcoolisme a augmenté de 20 0/0.

Et, dernière conséquence, la natalité a subi une décroissance notable dans les régions où l'abus des boissons alcooliques a exercé ses ravages.

Le mot de *péril social*, que j'emprunte d'ailleurs à M. Claude, n'est donc pas une hyperbole. Les victimes de l'alcool se chiffrent annuellement par milliers : nos asiles publics d'aliénés ont reçu, dans la dernière période quinquennale (1881-1885), cinquante et un mille fous.

Et sur ces cinquante et un mille déments, *sept mille quatre cents* étaient des alcooliques.

Les chiffres qui précèdent, si éloquentes et terribles qu'ils soient, ne peuvent cependant pas être regardés comme une image complète des ravages produits par l'alcool.

Le tableau qu'ils présentent, si noir qu'il apparaisse, demeure bien au-dessous de la réalité. Les données statistiques accusent incontestablement des *minima*.

Que de suicides, que de morts accidentelles, résultats de l'alcoolisme, échappent à la statistique officielle ! Combien d'aliénés n'entrent pas dans les asiles ?

Nul ne pourrait le dire exactement ; mais il est certain que les recensements administratifs ne permettent pas de mesurer, même approximativement, l'étendue des fléaux déchaînés sur la population française par l'abus de l'alcool.

Les liquides que la chimie industrielle a substitués à l'eau-de-vie de vin, remplacée par elle par un poison lent mais sûr, font, dans l'ombre, bien autrement de victimes que les catastrophes ou les épidémies les plus terribles dont l'apparition plonge les populations dans la consternation et l'effroi.

Un dernier trait accentue encore la gravité de la situation.

Le nombre des débits de boisson a été sans cesse en augmentant : il atteint aujourd'hui en France le chiffre inouï d'un débit, en moyenne, pour 94 habitants, et encore convient-il de considérer, avec le rapporteur du Sénat, que dans ce chiffre figurent les femmes et les enfants.

La proportion serait donc, en réalité, de 30 à 40 hommes par débit.

Remarquons, en outre, que le recensement ci-dessus ne comprend pas les 30,000 débits que renferme la ville de Paris.

Tout concourt donc, dans l'état actuel, à propager le fléau de l'alcoolisme : disparition presque complète de l'alcool de vin ; fabrication chaque jour croissante d'alcools toxiques ; facilités de plus en plus grandes, par suite de l'extension du nombre des débits, de se procurer les liquides frelatés.

Il est bien à souhaiter que le pays tout entier s'associe au cri d'alarme poussé par M. Claude et que tous les efforts s'unissent pour combattre le fléau de l'alcoolisme.

(*Le Temps.*)

IV

Informations diverses.

La prison de Nanterre. — Assistance publique. — Budget des Prisons. — Acte officiel. — Loi sur les récidivistes. — Nouvelle Calédonie. — Travailleurs indiens. — Les récidivistes à Landerneau. — Les prisons d'Indre-et-Loire. — Les prisons des Basses-Pyrénées. — Les prisons d'Ille-et-Vilaine. — Les prisons de la Seine-Inférieure. — L'école préparatoire des employés des prisons. — Revues étrangères.

LA PRISON DE NANTERRE. — On lit dans *le Temps* du 29 juin 1885 :

Le conseil municipal a examiné la question de l'établissement d'un dépôt de mendicité à Nanterre, question sur laquelle le ministre de l'intérieur a demandé son avis. On sait que ce dépôt est destiné à remplacer celui de Saint-Denis. Il doit recevoir trois catégories d'individus :

1° Les mendiants libérés ;

2° Les mendiants arrêtés sur la voie publique et relaxés par le parquet, faute de preuves suffisantes ;

3° Des malheureux de toute provenance privés de ressources et qui viennent demander asile.

M. Rochard, l'un des membres de la commission chargée par M. le préfet de police de visiter l'établissement, donne à ce sujet les renseignements suivants :

La maison de Nanterre ne renferme en ce moment que 675 personnes ; mais elle est destinée à en contenir de 2,500 à 2,800 ; si à ce chiffre on ajoute le personnel de service, on peut compter qu'à certains moments l'effectif atteindra 3,000 personnes. L'honorable rapporteur estime que ce nombre n'est pas exagéré. L'établissement a, en effet, une superficie totale de 12 hectares 1/2. Les cours sont très vastes. D'immenses galeries ont été ménagées le long de tous les bâtiments. Les dortoirs, les ateliers, sont spacieux, bien aérés. La ventilation artificielle et le chauffage à la vapeur sont assurés par une usine située en dehors de l'enceinte et dans les meilleures conditions. Les mêmes conditions de confort existent en ce qui concerne l'infirmerie, les cabinets d'aisance, les salles de bains, la cuisine et ses dépendances, qui ne laissent rien à désirer.

Le rapporteur appelle toutefois l'attention du conseil sur la

nature de l'eau devant servir à l'alimentation. C'est de l'eau de Seine fournie par une Compagnie établie à Suresnes. Cette eau est filtrée, il est vrai, à l'aide d'appareils établis dans le sous-sol, mais ces appareils sont des filtres composés de grès et de charbons n'offrant pas une garantie absolue au point de vue des microbes. La quantité totale délivrée à l'établissement est de 160 mètres cubes par jour. Cette quantité a été calculée sur le taux de 80 litres par tête; mais, depuis que ce chiffre a été fixé, on a établi dans tous les cabinets d'aisance des effets d'eau qui consomment beaucoup et on a disposé de vastes réservoirs qui opèrent des chasses périodiques dans les égouts, ce qui diminue très sensiblement la part réservée à l'alimentation.

En raison de cette augmentation de consommation, M. Rochard propose de fixer à 100 litres par jour et par tête la quantité délivrée.

Un membre du conseil ayant fait observer que le mode de vidanges appliqué à la maison de Nanterre était le « tout à l'égout ». M. Brouardel a demandé que le conseil fasse toutes réserves sur l'épandage des matières de vidanges sur le sol, qui, dans son opinion, n'amène nullement la destruction des germes infectieux.

Le rapport de M. Rochard est adopté avec cette réserve.

Le *Petit Journal* a ajouté les détails suivants :

— On a commencé le transfert des 800 détenus du dépôt de Saint-Denis au nouvel établissement de Nanterre. Le transport a lieu au moyen de voitures de la compagnie des Omnibus, par groupe de 30 individus.

On sait que les détenus de ces établissements, tous mendiants, appartiennent à trois catégories distinctes :

Tout d'abord les individus incarcérés par mesure administrative. Ce sont des mendiants déferés au parquet, mais que celui-ci a relâchés, ne relevant pas des charges suffisantes contre eux pour les frapper d'une condamnation. La préfecture de police, par voie administrative, les retient pendant un certain temps pour leur permettre d'amasser un pécule.

La seconde catégorie est celle des individus condamnés pour mendicité. Conformément aux prescriptions du Code pénal, ils sont retenus au dépôt de mendicité un temps égal à celui de la peine qu'ils ont encourue.

Enfin, il y a des *hospitalisés*, c'est-à-dire des indigents, la

plupart du temps des vieillards, pour qui le Dépôt est une maison de retraite qu'ils sont libres de quitter si bon leur semble, et où ils peuvent rester jusqu'à la fin de leurs jours.

Outre ces trois espèces de détenus, la nouvelle prison renfermera un quartier correctionnel spécial pour des condamnés à la réclusion. Ce quartier va rester vide encore quelque temps; les 440 cellules qu'il renferme se rempliront probablement plus tard.

— ASSISTANCE PUBLIQUE. — La commission chargée de l'examen du projet de loi présenté par M. Martin Nadaud, sur l'organisation de l'assistance publique, a entendu M. Henri Monod, directeur de l'assistance publique au ministère de l'intérieur.

M. Monod a insisté, d'abord, sur la nécessité d'une organisation nouvelle fondée sur l'idée du devoir social de l'assistance, qui doit se substituer à l'idée de charité et d'aumône.

Il a émis ensuite l'opinion que le point de départ de l'assistance devait être les communes, avec faculté pour les communes trop petites ou trop pauvres de s'associer.

L'assistance médicale des indigents devrait être une organisation départementale englobant d'autres services d'hygiène publique, comme la protection des enfants du premier âge, l'inspection médicale des écoles, la vaccination, etc.

Il devrait être possible de faire gérer le bureau de bienfaisance et l'hôpital ou l'hospice par une même commission de surveillance, pour arriver à ce que ceux-là seuls soient admis à l'hospice ou à l'hôpital qui ne peuvent pas être soignés ou secourus à domicile.

M. Monod a donné à la commission des renseignements statistiques sur le nombre des bureaux de bienfaisance, des hôpitaux et hospices, des membres des Sociétés de secours mutuels, etc.

La commission a prié le directeur de réunir de nouvelles informations sur divers points qu'elle a indiqués.

— BUDGET DES PRISONS. — M. Etienne, sous-secrétaire d'État aux colonies, a consacré la journée du 11 juin à l'examen du budget des colonies.

Après entente avec ses chefs de service, il a reconnu la possibilité de réaliser d'importantes économies sur le budget de 1888. Ces économies porteraient spécialement sur les dépenses

de l'administration pénitentiaire, de la relégation, des subventions aux colonies et des missions coloniales, dont le chapitre serait réduit dans une large mesure.

L'ensemble des réductions possibles est évalué à onze cent mille francs environ (*Temps*, 12 juin).

Le Matin du 22 juin ajoute : Les réductions opérées par M. Fallières pour l'exercice 1888, sur le budget de son département, montent à 3,739,401 francs. Ne sont pas comprises dans ce chiffre les économies que le ministre compte réaliser par l'application de son projet sur la réduction du nombre des conseillers de préfecture et qui s'élève à 360,000 francs environ.

Sur cette somme de 3,739,401 francs, un million provient de la réduction effectuée sur les crédits demandés pour le régime pénitentiaire.

De plus, M. Fallières se propose de retirer la demande de crédit supplémentaire de 500,000 francs que son prédécesseur a déposée en vue de la création dans l'île Saint-Martin-de-Ré d'un dépôt où les récidivistes devaient séjourner entre le jour de leur condamnation et le moment de leur embarquement.

— ACTE OFFICIEL. — M. de la Porte, député, ancien sous-secrétaire d'État au ministère de la Marine et des Colonies, est nommé membre de la commission chargée d'étudier : 1^o les mesures à prendre pour l'application de la loi du 27 mai 1885 et du règlement du 26 novembre suivant; 2^o les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'introduire à cette occasion dans le régime actuel de la transportation.

— LOI SUR LES RÉCIDIVISTES. — La commission chargée d'étudier l'application de la loi sur les récidivistes aux colonies a repris ses travaux au ministère de la marine, sous la présidence de M. Étienne, sous-secrétaire d'État.

La commission a continué l'étude des juridictions auxquelles doivent être soumis les délits et les crimes commis par les relégués. Après une longue discussion, elle a admis en principe que les crimes commis par les relégués seraient soumis à la juridiction de droit commun (*Temps*, 6 juillet).

— NOUVELLE-CALÉDONIE. — Une décision d'octobre 1875 prescrivait de suspendre tout travail dans les pénitenciers, du samedi

à dix heures du matin jusqu'au lundi, la journée du samedi devant être consacrée aux soins de propreté personnelle des hommes et au nettoyage des cases.

Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie vient de rapporter cette décision et a prescrit, le 22 avril, que les transportés de toutes catégories seront soumis à l'obligation de travailler pendant toute l'année, sauf les dimanches et les jours fériés. Les considérants de cette décision portent que les dispositions précédentes causaient un véritable préjudice aux travaux d'exécution, dont le personnel technique restait ainsi inutilisé dans les après-midi du samedi, et que l'organisation du travail en une seule séance était généralement défectueuse.

Il est dit que l'oisiveté dans laquelle on laissait les transportés à partir du samedi à dix heures du matin jusqu'à la reprise du travail le lundi matin était très nuisible au maintien du bon ordre et de la discipline dans les camps.

Un camp disciplinaire vient d'être créé à la Nouvelle-Calédonie pour les incorrigibles qui refusent de se soumettre au travail. Ce camp est établi entre la Fonwari et la Foa.

(*Le Temps*, du 30 juin.)

— TRAVAILLEURS INDIENS. — Le *Journal officiel* du 29 juin publie deux décrets, l'un relatif au recrutement des travailleurs indiens à la Guyane, l'autre à la constitution du conseil privé en Cochinchine.

Le premier décret règle toutes les questions relatives aux émigrants indiens, et entre autres prescriptions il interdit formellement l'emploi des travailleurs de cette catégorie sur les placers. Dans l'exposé des motifs, il est dit que la promulgation du nouveau règlement permettra au gouvernement français d'entamer des nouveaux pourparlers avec l'Angleterre en vue d'obtenir la reprise de l'immigration indienne à la Guyane et de fournir à notre colonie la main-d'œuvre qui lui est indispensable.

A ce propos, il est une remarque à faire : pourquoi ne pas chercher à introduire des Annamites et surtout des Tonkinois à la Guyane ? La proposition en a été faite à maintes reprises ; d'une part, l'Annamite résiste fort bien au climat de la Guyane ; d'autre part nous n'aurions pas à compter avec le bon ou le mauvais vouloir d'une nation étrangère.

On conviendra qu'il y a quelque chose à faire et que nous

trouverions de grands avantages à envoyer dans les colonies françaises des indigènes sujets ou protégés français.

Le second décret réorganise le conseil privé de la Cochinchine et fait passer le général commandant les troupes immédiatement après le gouverneur titulaire ou intérimaire.

— LES RÉCIDIVISTES A LANDERNEAU. — Depuis le refus des crédits spéciaux demandés à la Chambre par le Gouvernement pour la création de pénitenciers spéciaux à Landerneau et à l'île d'Oléron (*supr.* p. 337), l'administration transforme la maison centrale de Landerneau en un dépôt exclusivement affecté aux récidivistes. Cet établissement, qui peut contenir une population de 600 détenus, ne contient actuellement que 87 condamnés correctionnels (à plus d'un an) contre 379 récidivistes. Au fur et à mesure de l'expiration des peines des premiers, ils sont remplacés par de nouveaux relégables. Durant cette période transitoire on a dû, pour éviter le contact des premiers avec les relégables, construire dans l'un des préaux un mur de séparation : ce mur permet en même temps d'isoler plus complètement le quartier de punition, où 40 cellules sont réservées aux plus insubordonnés. Il est également question d'augmenter le nombre de ces cellules. A Landerneau règne le système de l'entreprise : on y confectionne entre autres objets des souliers pour l'infanterie de marine.

A l'extrémité orientale du pénitencier existe un vaste terrain inculte, quoique situé dans l'intérieur du mur d'enceinte. C'est là que le gouvernement entendait construire l'un de ses deux pénitenciers spéciaux (p. 336). Malgré le refus de crédits, il a pu, sans doute sur des reliquats de crédits, faire bâtir au nord du terrain (environ 2 hectares) un atelier agricole pour 50 ou 60 détenus. Depuis deux mois on y forge et on y fabrique plusieurs sortes d'instruments agricoles.

— LES PRISONS D'INDRE-ET-LOIRE. — La prison de Tours (1) contient 83 cellules d'hommes et 21 de femmes, une de punition, 3 d'infirmerie pour hommes et une pour femmes; total 109. Elle est insuffisante et il y a déjà sept ans l'ancien architecte, M. Guérin, avait fait le plan d'une quatrième aile. Partant de l'in-

(1) *Bulletin*, 1886, p. 605.

intersection des trois premières et se dirigeant vers le boulevard, elle donnerait à l'édifice la forme d'une croix et lui assurerait tout l'espace nécessaire à sa population et à ses services accessoires. Deux des angles rentrants du rond-point central auraient simplement besoin d'être coupés. On pourrait alors installer dans cette aile un magasin, une salle de visite pour le médecin, un parloir pour les avocats, une salle d'instruction, une salle de bain, une cuisine, des cachots, une buanderie, alors que ces différentes pièces ou manquent (on est obligé de laver dehors) ou sont installées dans des conditions insuffisantes ou défectueuses (les cuisines se trouvent dans les soubassements, l'unique cachot se trouve en dehors de la prison, sous la salle des assises) ou occupent un certain nombre de cellules qui seraient fort utiles. On est en effet obligé d'évacuer sur les autres prisons départementales les plus corrompus, les récidivistes, mais même des condamnés à de courtes peines! Nous devons ajouter que par une corrélation dont la logique nous échappe, Chinon et même Loches envoient à Tours leurs *longues peines*. Ce chassé-croisé ne pourrait-il être évité?

Malheureusement le devis joint au plan de M. Guérin estime à 400,000 francs (chiffre évidemment très réductible) la dépense de cette quatrième aile et jusqu'ici le Conseil général se montre peu favorable à ce vote.

Quoi qu'il en soit, la maison de Tours satisfait déjà, dans son état actuel, à toutes les exigences d'un bon système pénitentiaire. L'humidité qui y règne est inhérente au climat de la ville. Les cellules sont bien chauffées par la vapeur d'eau, leur porte est munie d'un marteau et d'un signal permettant d'appeler les gardiens, leurs murs sont épais et les communications par la parole ne sont possibles que par les fenêtres; enfin, on est particulièrement satisfait du système de vidanges, qui est celui des fosses fixes. Les sièges, à double cuvette, sont adossés l'un à l'autre, par groupes de deux. Une même fosse sert pour 6 cellules (2 à chaque étage, y compris le rez-de-chaussée). On vide les fosses par les cours, à l'extérieur; tandis qu'à Angers, où est pratiqué le système des fosses mobiles, le nettoyage de toutes ces fosses, chaque matin, dans l'escalier des corridors, suffit à corrompre l'air pour toute la journée.

Les préaux sont très spacieux, mais les abris, beaucoup trop étroits, ne permettent pas au détenu, en cas de pluie, de se pro-

mener à couvert. Il doit rester blotti sous un toit qui n'est pas beaucoup plus large qu'un parapluie.

L'état sanitaire est excellent : un malade par jour en moyenne.

La discipline est bien observée : 15 ou 20 jours de cachot par an. Les causes les plus fréquentes de punition sont les communications orales par les fenêtres.

L'école contient 30 stalles cellulaires : elle a été construite, à la hauteur du deuxième étage, au-dessus du chemin de ronde, sur une partie de l'emplacement qu'occuperait la quatrième aile.

Le travail est très actif partout, notamment chez les brossiers. Quelques-uns arrivent à gagner jusqu'à 60 francs par mois. Le chômage continue malheureusement à sévir, en particulier chez les passementiers. Et cependant l'entrepreneur dont il est question dans le *Bulletin* de 1885, p. 732, n'est plus à Tours ! Tant il est vrai que c'est le système lui-même qui est à changer et à remplacer par celui de la régie.

Les deux autres prisons départementales, dont l'une pourtant est de beaucoup plus récente que celle de Tours, ne remplissent, ni quant à l'espace, ni quant à la moralisation, aucune des conditions exigées par la science pénitentiaire.

— LES PRISONS DES BASSES-PYRÉNÉES. — Les travaux de la prison de Bayonne ont été commencés en 1873. Ils devaient en faire une prison mixte. En 1875, lorsque la loi pénitentiaire fut votée, les murs étaient déjà achevés. Conformément à l'esprit de la nouvelle loi, les travaux furent suspendus par ordre ministériel et des modifications au plan primitif furent demandées. Le Conseil général objecta que ces modifications allaient lui imposer de grosses dépenses, dépenses qu'il n'avait pas pu prévoir, que les lois n'avaient pas d'effet rétroactif... Les travaux restèrent en suspens pendant deux ans. Quand ils furent repris, on constata que la prison pouvait être difficilement accommodée aux exigences du régime cellulaire (1). Bâtie sur un terrain vaseux (comment l'ancien architecte a-t-il pu proposer un pareil achat !) sur d'anciens marais, il est impossible d'y creuser des caves. Il faudrait y dépenser 100,000 francs ! Pour pouvoir la chauffer il faudra installer le calorifère au premier étage et faire descendre la chaleur !

(1) *Bulletin* 1883, p. 161.

Elle est aujourd'hui terminée. Mais les inspecteurs généraux ne la trouvant pas construite conformément aux prescriptions du nouveau régime refusent de la recevoir. Il n'y a que deux poêles dans la pièce centrale; pas de tuyaux d'aspiration pour les fosses mobiles. Elle est inhabitable si on n'y exécute les modifications et améliorations exigées par le ministère et estimées par les architectes de l'État à 20,000 francs. Car les murs, mal établis sur un terrain fangeux, et non préparés pour de semblables travaux, ne peuvent être percés pour recevoir les tuyaux d'aspiration. Ils craquent de tous côtés et les pluies hivernales pénétrant dans leurs énormes crevasses menacent de les jeter bientôt à terre.

Le Conseil, général à la suite d'un rapport de son architecte, a accepté ce nouveau sacrifice en avril 1886, mais y a mis comme condition que ce sera le dernier. Le ministère n'a transmis sa réponse qu'au milieu de la session du mois d'août 1886 de sorte que le conseil n'a pu en délibérer. Espérons que la session prochaine verra l'entente s'établir entre les deux pouvoirs, que la garantie sollicitée sera donnée et que la prison sera enfin prochainement terminée.

La prison de Pau est malheureusement destinée à subir le contre-coup des mécomptes éprouvés à Bayonne. Le Conseil général se montrera sans doute peu empressé à engager de nouvelles dépenses pour sa réfection ou son appropriation. A cet égard du reste, il y a doute sur les avantages des deux opérations: les uns estiment qu'une transformation coûtera presque aussi cher qu'une reconstruction et ne donnera que de mauvais résultats; d'autres, et notamment l'ancien directeur, M. Harger qui, vers 1878 a fait un plan de reconstruction, pensent qu'elle est possible. Il est facile en effet de construire des cloisons et des cellules dans les vastes pièces existantes et d'édifier une chapelle cellulaire au milieu de la grande cour centrale, au-dessus du corridor qui divise cette cour en deux. Ce projet, moins onéreux pour le département, aurait infiniment plus de chances d'être agréé par le Conseil général qu'un plan de reconstruction complète. Il serait du moins à désirer qu'il fût soumis à l'examen de l'architecte départemental et des services techniques de l'administration centrale.

— LES PRISONS D'ILLE-ET-VILAINE. — Toutes sont de construction ancienne; aucune n'est appropriée aux exigences du

régime cellulaire. Celles de Fougères, de Vitré et de Redon exigent, chaque année, de notables réparations; celles de Saint-Malo et de Montfort sont insuffisantes et délabrées.

Dans la séance du 30 août 1882, M. de Brancion, préfet d'Ille-et-Vilaine rendait compte au Conseil général d'une visite qu'il avait faite récemment à la prison de Rennes. Ces déclarations sont instructives.

« Dans le quartier des hommes, disait le préfet, il existe quatre dortoirs contenant ensemble 112 lits, alors qu'ils ne devraient en contenir que 84. Du côté des femmes, les deux dortoirs des condamnées et des prévenues, situés au premier étage, renferment 39 lits, tandis qu'il ne devrait y en avoir que 21. Les lits sont, par suite, presque contigus, et la séparation entre chaque condamnée est complètement insuffisante, tant au point de vue de l'hygiène que de la moralité.

« En outre, aucune surveillance n'est possible pendant la nuit, les chambres des gardiens et des gardiennes ne communiquant pas avec les dortoirs. Il en résulte que les condamnés, abandonnés à eux-mêmes et libres de faire ce qu'ils veulent, sortant pour la plupart complètement pervertis à l'expiration de leur peine.

» La même observation s'applique aux ateliers qui mesurent une surface et un volume d'air tout à fait insuffisants eu égard au nombre des condamnés qui y sont employés. Les cours sont également trop exigües et manquent d'air.

» Enfin, j'ai remarqué que les femmes prostituées sont renfermées à part dans un couloir où se trouvent cinq cellules seulement dans lesquelles on les fait coucher deux par deux et sans aucune surveillance.

» Cette situation est absolument contraire aux règlements et à la morale, et il importe d'y mettre un terme. »

La prison de Rennes, construite il y a cinquante ans environ, « ne réunit aucune des conditions réglementaires ». C'est le directeur de la maison centrale qui le déclare lui-même dans une lettre lue au cours de la même séance.

Mis en demeure d'aviser, le Conseil général devait choisir entre l'agrandissement de la prison actuelle ou sa reconstruction totale en dehors de la ville. Et dans la séance du 28 août 1883, un ajournement fut voté à la suite d'un rapport de M. Roger-Marvaix. En voici l'analyse : Qu'il s'agisse d'agrandissement ou

de reconstruction, les frais seront considérables. La loi de 1875 exige qu'à l'avenir les prisons départementales soient appropriées au régime cellulaire. Cette transformation sera très onéreuse. Or, l'Assemblée départementale ignore quel sera le nombre des cellules réclamé par l'Administration en égard à la population pénitentiaire du département et à quel chiffre s'élèverait approximativement la dépense. Ce défaut de renseignements joint aux charges financières ont décidé le Conseil général à suspendre indéfiniment ses résolutions.

La question en est restée là.

Toutefois, un devis est à l'étude pour la prochaine session. Le préfet, M. de Brancion, incline vers un simple agrandissement des locaux actuels. Mais M. Laloy, l'architecte départemental chargé du projet, ne croit pas à son efficacité; l'exiguïté des terrains fait obstacle à une extension suffisante de la prison et de ses dépendances.

Quelles sont, finalement, les dispositions du Conseil général? Son goût décidé pour les économies fait pressentir un nouvel ajournement. L'application, fort restreinte, des idées consacrées par la loi de 1875 s'explique, ici comme ailleurs, par la situation embarrassée des finances départementales.

— LES PRISONS DE LA SEINE-INFÉRIEURE. — Aucune des prisons de la Seine-Inférieure n'a été construite en vue de l'application du régime cellulaire. Toutes cependant, sauf celle du Havre qui est absolument insuffisante et totalement à reconstruire, pourraient être appropriées.

La maison d'arrêt et de justice de Bonne-Nouvelle à Rouen, contient en même temps, dans une de ses ailes, le quartier correctionnel des jeunes détenus, et, au rez-de-chaussée d'une autre aile, un quartier réservé aux femmes. Cet établissement renferme normalement une population d'environ 800 détenus. En mai 1887 il comptait 696 hommes, dont une centaine de jeunes détenus et 172 femmes. Après la Commune, sa population s'est élevée jusqu'à 1,200 ou 1,500 âmes. Il lui faudrait 1,000 cellules et il serait possible, par d'intelligentes appropriations, d'y aménager 600 cellules. En lui retirant le quartier correctionnel des jeunes détenus qu'on pourrait installer ailleurs, en pleine campagne, et le quartier des femmes, dont l'aération, spécialement pour les nourrices est insuffisante, on voit qu'on appro-

cherait sensiblement du chiffre exigé. La dépense s'élèverait, d'après un devis de M. Girardot, à 1,800,000 francs. Mais une pareille somme, qui ferait ressortir la cellule à 3,000 francs, est manifestement exagérée. Aussi n'a-t-il jamais été question de cette transformation au Conseil général, autrement que le 12 avril 1877 pour annoncer le dépôt du plan et le rapport. — Notons que dès maintenant l'isolement de nuit des jeunes détenus serait facile par la construction de cellules légères dans leur dortoir. Il est de même à regretter que les filles administratives continuent à être confondues avec les condamnées. Le Conseil général a voté à ce sujet en 1880 une dépense qu'il y a urgence à exécuter.

Les autres prisons du département pourraient également être transformées, sans que cette transformation dût réduire leur contenance : il suffirait en effet de les surélever d'un étage.

Seule la prison du Havre ne peut se prêter à une semblable transformation, ou du moins elle verrait immédiatement le nombre de ses places, qui est actuellement de 250, considérablement réduit. Or 400 cellules lui seraient nécessaires. M. Poussin, architecte de l'Administration, accompagné de M. Patin, directeur de la circonscription pénitentiaire, de l'architecte départemental et du délégué du Conseil général, s'est rendu, dans le courant du mois d'avril, au Havre pour étudier la question de cette transformation. La dépense, en surhaussant les murs, d'ailleurs peu solides, a été estimée à 270,000 francs, et encore ne construirait-on que 90 cellules, une partie de la prison restant telle quelle. Il est peu probable que le Conseil général accorde une pareille somme pour réaliser incomplètement le but cherché.

Peut-être le mieux serait-il de vendre le terrain actuel, qui avantageusement placé à proximité de la gare, pourrait atteindre le prix de 300,000 francs, et d'acheter un autre terrain plus vaste dans un quartier moins cher. Cette combinaison aurait l'inconvénient d'éloigner encore la maison d'arrêt du tribunal ; mais comme déjà des voitures cellulaires seraient nécessaires, la situation ne se trouverait pas notablement aggravée.

On pourrait alors construire une véritable prison-modèle, comme à Besançon, où l'éloignement est largement compensé par les autres avantages de la construction.

— DE L'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE DES EMPLOYÉS DES PRISONS.
— Sous ce titre, M. le conseiller de Jagemann (directeur des prisons du grand duché de Bade) publie dans le *Blätter für gefangniskunde* un article très remarquable, autant par l'importance du sujet que par la compétence incontestable de son auteur. Nous sommes au regret de ne pouvoir en donner la traduction *in extenso*, nous sommes forcés d'en résumer les points principaux, nous réservant d'y faire quelques observations et une rectification.

M. de Jagemann commence par démontrer que les institutions valent peu sans les hommes qui les font fonctionner, et cette maxime est pour lui d'une vérité absolue quand il s'agit de l'administration pénitentiaire. Croire que chacun peut, de but en blanc, être placé à la tête d'une prison et que pour obtenir des résultats utiles il suffit d'un peu de mauvaise pratique, est le fait d'un esprit plus ou moins faible et une opinion à reléguer au musée des théories des temps passés où les criminalistes s'ingéniaient à trouver un instrument de torture à appliquer à chacun de ceux qui avaient été pour ainsi dire l'instrument direct et immédiat du crime.

Après avoir indiqué les propositions faites à la fin du siècle dernier pour l'établissement d'une école destinée à l'instruction du personnel des prisons et avoir énuméré les essais faits dans les divers États de l'Europe, l'auteur souleve la question de l'utilité absolue d'une école centrale pour le personnel des gardiens, et semble plus disposé à admettre l'idée de localiser cette institution dans quelques établissements espérant tirer de ce système de plus grands avantages.

M. de Jagemann reconnaît pourtant l'utilité incontestable d'un institut central, d'un cours complet d'instruction pour les employés qui veulent suivre la carrière de l'administration pénitentiaire et trouve, à l'appui de son opinion, des arguments sérieux et logiques que nous sommes loin de contredire.

S'il y a une science pénitentiaire, dit-il, il est indispensable qu'elle soit étudiée par ceux qui doivent en appliquer les règles ; et si le progrès des sciences et de la civilisation a fait reconnaître comme très utiles les écoles où les jeunes gens commencent à étudier la statistique, les archives, etc., il n'y a pas possibilité de nier l'utilité d'une école où s'enseigneraient les règles pénitentiaires.

Selon M. de Jagemann, ces leçons devraient être données pendant six mois de l'année, dans une ville où se trouveraient réunis un pénitencier et une université ; d'abord pour permettre aux élèves de faire de la pratique et ensuite pour les mettre à même de suivre les cours de droit pénal et de psychologie. Les élèves devraient être autorisés à présenter des objections pour obtenir du professeur des explications nécessaires, soit en théorie soit en pratique, Une bibliothèque des œuvres pénitentiaires et des modèles des meilleures prisons du monde civilisé devraient être réunis dans cette école ; enfin soit par les cours soit par des apprentissages on s'efforcera de donner à ces élèves toutes les connaissances qui sont indispensables pour devenir d'intelligents et utiles employés de l'administration pénitentiaire.

Nous avons résumé en peu de mots les idées remarquables de M. de Jagemann, qui est un fonctionnaire tout empreint de sa mission ; aussi sa parole possède cet accent de vérité et d'éloquence profondément sentie qui n'a rien de commun avec la faconde nerveuse, destinée comme le feu de paille, à donner beaucoup de flammes, mais peu de chaleur et à faire beaucoup de fumée.

Certainement nous sommes loin de soutenir la *nécessité absolue* d'une école centrale pour le personnel des gardiens. Cette école peut être plus ou moins indispensable, elle peut être établie en un ou plusieurs endroits ; cela doit dépendre surtout des conditions de chaque pays, des classes sociales qui fournissent le contingent du personnel de garde, etc. Il nous suffit qu'on reconnaisse le principe de soumettre à une préparation ceux à qui la société confie le détenu, qui forme l'élément le plus dangereux de la société, non pour le tenir plus ou moins longtemps éloigné de la population libre, mais pour l'amender, pour lui inspirer le respect de la loi, le respect de lui-même comme homme, et comme citoyen d'un pays civilisé.

Sur ce point, il n'y a pas divergence d'opinions ; et ce qui s'est pratiqué et se pratique en Suisse, en Suède, en Danemark et en Allemagne en est la preuve.

Pour l'organisation de l'école ; si elle est nécessaire pour donner aux fonctionnaires supérieurs les notions indispensables à tous ceux qui sont appelés à commander, si elle est utile pour amalgamer les diverses individualités qui apportent chacune des études des tendances et des objectifs spéciaux, elle ne sera certainement

pas moins nécessaire pour instruire le personnel subalterne qui doit exécuter les ordres reçus, pour lui inspirer le *quantum sufficit* d'esprit militaire, la sévère discipline et la très grande abnégation qui lui sont indispensables dans le contact continuuel avec des gens qui n'offrent certes aucune garantie de douceur, de bonne foi et de droit sens.

Sans doute cet institut, cet apprentissage pour le personnel de garde peut être fait dans plusieurs établissements et avec un personnel différent. Toutefois nous persistons à préférer une école centrale pour donner aux élèves une plus grande unité de vues, un meilleur esprit de corps et un plus vaste champ d'émulation, et pour fournir aux directeurs les moyens et le temps de connaître les jeunes gardiens, d'étudier leurs inclinations, d'expérimenter leur valeur et d'être en état de choisir pour chacun d'eux la fonction qui lui sera la plus *proprie* s'il est vrai (comme personne, nous l'espérons, n'en doutera) que nous recherchons des aptitudes très diverses pour les services auxquels ils doivent être destinés.

Un directeur expérimenté, actif, intelligent qui pourra connaître un à un ses élèves, qui pourra surveiller leur conduite et leur instruction pendant un temps suffisant, et qui ensuite les suivra dans toutes les phases de leur carrière, acquerra une expérience d'une utilité incontestable et recueillera des éléments précieux pour l'administration des prisons avec laquelle il devra être, à notre avis, en communication directe. Il appliquera aux gardiens le système de l'*individualisation*, dont nous connaissons tous les bons effets quand on l'applique aux condamnés, mais qui est trop négligé quand on l'applique à ceux qui doivent les surveiller, les diriger et les préparer à retourner corrigés au sein de la société civile.

Sans doute il ne faut pas espérer que les bons résultats de cette institution seront immédiats, et nous apprenons avec plaisir que le Directeur général des prisons, Com. Vazio, bien loin de fermer notre école des élèves gardiens (*alla lungara in Roma*) étudie les moyens d'y apporter les réformes que l'expérience a démontré nécessaires. M. de Jagemann a été induit en erreur lorsqu'il assure que notre école *est tombée en disgrâce*. Nous ne doutons pas que notre rectification ne lui fasse plaisir comme à tous les autres étrangers qui, venus à Rome à l'époque du Congrès pénitentiaire international et après avoir étudié

avec soin et avec le désir de transporter chez eux cette institution, ont demandé avec anxiété si la nouvelle était vraie.

Si ce n'était par hommage de la vérité, nous devrions faire que les cours préparatoires sont déjà faits en Italie par les fonctionnaires de la sécurité publique et par les comptables de l'administration pénitentiaire, que d'autres cours sont en projet, mais qu'une difficulté d'ordre pratique et surtout financier en a fait remettre les projets à l'étude.

En tout cas, la proposition d'un cours d'enseignement pénitentiaire, tel qu'il est fait et mis en exécution par le conseiller de Jagemann (1) mérite, selon nous, tous les applaudissements et nous

(1) Sur la proposition du conseiller de Jagemann, le Ministre du culte du grand-juché de Bade, à la fin de l'année dernière, a autorisé un cours de leçons théorico-pratiques dans le pénitencier de Fribourg pour les référendaires adjoints à l'administration des prisons; ces jeunes gens étaient admis au pénitencier et une série de conférences ou de leçons leur était faite pour la partie théorique.

Voici les sujets de ces conférences.

A

Aperçus généraux sur les enseignements des prisons et sur l'administration des établissements pénitentiaires.

I. Les règles des prisons au point de vue de la science et de la pratique. Comment doivent s'harmoniser les éléments philosophiques, juridiques, pédagogiques, hygiéniques et administratifs. — Comparaisons internationales. — Statistique et littérature pénitentiaire.

II. De l'histoire et de l'état actuel de la réforme pénitentiaire.

III. De diverses manières dont on peut être privé de la liberté : l'arrestation civile, préventive ou coercitive; la détention de police; la détention préventive et la condamnation. Nature et légitimité de la peine de la détention, durée de la peine; remise par voie de grâce et libération conditionnelle.

IV. Les systèmes de prisons et l'architecture des prisons.

V. L'organisation de l'administration des prisons. Établissements de l'État, des communes, de justice et de police, prisons centrales et prisons secondaires. Systèmes d'administration : en régie ou à l'entreprise. Les fonctionnaires des prisons et leur éducation préparatoire. Surveillance et réclamations. Règlement intérieur du service. Dépenses pour les prisons.

VI. Occupations des détenus. Exercice des industries et métiers. Instruction industrielle. Comptabilité et économie domestique.

B

Les systèmes des prisons considérés au point de vue de leur influence morale et comme moyens prophylactiques.

I. Observations générales. Manière de traiter les détenus en général. Explication et correction. Admission, individualisation et système domestique. Récompenses et encouragements. Peines disciplinaires. Relations des détenus avec les employés (visites dans les cellules) et avec les gardiens. Détenus incorrigibles.

II. Le soin des âmes dans les prisons.

ne pouvons que l'en féliciter de toutes nos forces. En Italie nous pouvons dire avec satisfaction qu'il n'y a pas un professeur de droit pénal qui, dans ses leçons, néglige de s'occuper de cet enseignement, et l'exemple donné, il y a bien des années par notre cher ami le Com. Canonico a trouvé et trouve d'illustres et nombreux imitateurs.

L'Administration italienne a eu la louable idée de faire placer au pénitencier de Regina Coeli tout ce qu'elle a pu recueillir du Congrès pénitentiaire et du Congrès d'Anthropologie criminelle réunis à Rome en l'année 1885: modèles de cellules, vestiaires, objets manufacturés, instruments de punition, crânes, etc. Il faut espérer que cette très importante Exposition sera complétée et tenue au courant des progrès de la science.

Al. B. SILORATA.

(Traduit par M. le comte LE COURBE.)

RIVISTA PENALE. — *Mai 1887*. I. Encore du délit continu, par M. LUIGI LUCCHINI. — II. La litis-contestation et ses effets en matière pénale, par M. PERRONI-FERRANTI. — III. *Jurisprudence contemporaine*: jugements italiens. — IV. *Variétés*: Antiquités; à propos du cerveau des malfaiteurs, par M. BONFIGLI; — La statistique pénale en Autriche pour 1883; — Les animaux en jugement. — V. *Chronique*: Les sujets à discuter au prochain Congrès international de Saint-Pétersbourg. — Les différents

III. L'instruction scolaire. Bibliothèques. Occupations du dimanche.

IV. L'éducation forcée et pénale des enfants.

V. Le patronage. Asiles. Surveillance spéciale de la sécurité publique. Précautions prises par l'État à l'occasion de la libération conditionnelle.

VI. L'action de la société dans les mesures prophylactiques. L'ébriété, la mendicité, le vagabondage. Établissements (stations) qui fournissent des secours en nature. Colonies de travailleurs.

C

Les prisons au point de vue sanitaire.

I. Service et personnel médical. Assistants et personnes auxiliaires. Instruction.

II. Observations générales. Instructions générales pour les soins d'hygiène. L'eau, l'air, le mouvement, latrines et désinfectants, bains.

III. Alimentation et vêtements, et règlements y relatifs.

IV. Soins de malades spécialement au cas d'épidémie. Infirmeries et salles pour les malades.

V. Psychologie criminelle et maladies mentales. Maisons pour les aliénés criminels.

VI. Procédure à suivre en cas de mort.

modes d'exécution de la peine capitale. — Les plombs de Venise; — L'institut international de statistique. — Les jurés et les échevins en Allemagne. — Le pénitencier d'Elmira à New-York. — VI. *Éphémérides*. — VII. *Recueil de mémoires*. — VIII. *Collection législative*; législation spéciale italienne. — Travail des enfants. — Règlement pour l'exécution de la loi sur le travail des enfants, du 17 septembre 1886 (*suite et fin*). — IX. *Bulletin bibliographique*.

— *Juin 1887*. I. De l'appel et du recours pour les seuls intéressés civils, mode, terme et notifications, par M. S. POMODORO. — II. Du désistement dans les délais de cassation, par Ant. MORISANI. — III. *Jurisprudence contemporaine*; jugements italiens. — IV. *Revue parlementaire italienne*. — V. *Variétés*: La surveillance de la police et la détention dans les établissements de travail forcé et de correction en Autriche, par M. B. GIANNELIA. — VI. *Chronique*: Polémique positive! — Le nouveau pénitencier de Prague. — La secte des saints en Calabre. — Revision de la législation pénale en France, — Encore l'application de l'anthropométrie aux récidivistes. — VII. *Éphémérides*. — VIII. *Recueil de mémoires*. — IX *Table des matières contenues dans le vol. XXV*. — X. *Bulletin bibliographique*.

STUDI SENESI, vol. IV, fascicule 1. — *Sommaire*: Garantie d'éviction dans l'expropriation forcée, par F. BIANCHI. — La Pension, par L. RAVA. — *Bibliographie*: Les anciens et les nouveaux horizons du droit pénal, ouvrage du P^r G. Tolomei; — Les crimes de débauche ou contre les bonnes mœurs, par M. l'avocat F. Puglia; comptes rendus, par M. R. NULLI. — Ouvrages envoyés par les différents ministères; Revues et périodiques envoyées en échange des Studi; — ouvrages envoyés en dons.

— RIVISTA DI DISCIPLINE CARCERARIE. *Sommaire du fascicule nos 1 et 2*. — L'esclavage à Rome du xvi^e au xix^e siècle, par M. A. BARTOLOTTI. — Les caractères des délinquants par le D^r MARRO; Étude critique par M. le P^r Gaspard VIRGILIO. — Législation pénale et pénitentiaire (*suite et fin*). — Les prisons et les colonies agricoles des Pays-Bas, par M. TALLACK. — M. Lentaigue et les Instituts de réforme en Irlande. — L'éducation forcée pour les enfants moralement abandonnés dans le grand-duché de Bade (décret du 20 novembre 1886). — L'association

contre les mauvais traitements infligés aux enfants; Projet de loi pour la protection des enfants. — *Actes parlementaires* : Discussion du budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1886-1887. — Projet de loi par lequel les tribunaux correctionnels en France auront la faculté de suspendre l'exécution des condamnations prononcées par eux. — Le Congrès pénitentiaire d'Atlanta (Georgie); compte rendu sommaire. — Délit et responsabilité; résumé des Études du Dr Clark, médecin directeur de l'hospice des fous de Toronto. — L'émigration des enfants, par Samuel SMITH. — *Bibliographie*: Actes de la Société de patronage pour les libérés des prisons de la province de Mantoue, par G. BARINI. — La famille et la société, par Pietro ASSIRELLI. — Le devoir de punir, par Eugène MOUTON. — Réponse à la *pratica legale*, par G. BENELLI. — *Variétés* : Un vol en prison. Récompenses royales extraordinaires. — La berline et le chat (deux tortures) dans l'État de Delaware (États-Unis). — Le fouet au Chili. — Maison de réforme dans le Hanovre. — La criminalité dans les États de Massachusetts et de New-York. Vœux émis dans l'assemblée des superintendants des *Reform Schools* de l'État de l'Indiana.

Sommaire du fascicule n° 3, 4. — L'instruction préparatoire des employés de prison, par M. B. SILORATA. — Notes pour l'histoire des prisons en Europe (*suite et fin*), par M. E. TAUFFER. — L'œuvre de Saint-Lazare à Paris; l'asile de Saint-Léonard près Lyon; l'asile diurne pour les enfants oisifs et vagabonds, par G. BARINI. — La colonie agricole de Saint-Martin, près Palerme, d'après le compte rendu du comte Tasca. — La Société de patronage pour les mineurs des deux sexes à Turin, d'après le compte rendu de 1885. — Le travail industriel et le travail agricole des condamnés (en Allemagne et en Autriche). — Du travail des condamnés cédé à l'entreprise. — Détermination de la somme à allouer aux détenus qui travaillent. — La libération conditionnelle. — Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale. — *Actes officiels étrangers* : Belgique. Dispositions principales pour le service des prisons en Belgique; — les surveillants dans les prisons; — les mineurs condamnés une première fois et ensuite absous; — les uniformes; — direction générale des prisons; — analyse des farines; — règles de comptabilité (réunion en un seul service des deux comptabilités (économique et industrielle)). — *Bibliographie*: La criminalité dans la colonie italienne d'Alexan-

drie d'Égypte, pendant l'année 1885 ; Rapport de M. E. Carletti, avocat ; — oscillations thermométriques et délits contre les personnes, par M. COLAJANNI. — *Variétés* : L'électricité et la peine de mort ; — protection aux femmes et aux enfants dans les États-Unis d'Amérique ; — la Société, *Marguerite de Savoie*, de patronage pour les libérés de la prison de la province de Padoue ; — le Congrès international des sciences médicales à Washington ; — réformes législatives en Espagne ; — les condamnés à mort ; — de l'influence de la politique dans l'administration des prisons aux États-Unis ; — honneurs rendus à Ch. Lucas ; — les nouveaux ministres de l'Intérieur et de Grâces et de Justice. — Classification des détenus dans les prisons de Californie ; — l'établissement pénal de Prague. — *Actes parlementaires* : Projet de loi présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de l'Intérieur, dans la séance du 18 avril 1887 sur la réorganisation des gardiens de la sécurité publique. — Discussion du projet de loi pour l'agrandissement de la prison du *Buon Cammino* à Cagliari, 20 avril 1887. — Discussion du budget du Ministre de Grâce et de Justice. — Article nécrologique sur M. Louis Nivelles, inspecteur général des prisons de France.

SÉANCE
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 30 NOVEMBRE 1887

Présidence de M. BÉRENGER, sénateur, *Président*.

Sommaire. — Procès-verbal. — Membres nouveaux. — Livres offerts. — Discours de M. le Président à l'occasion de l'accomplissement de la 10^e année de la fondation de la Société. — Médaille offerte à M. Fernand Desportes, secrétaire général. — MM. Ch. Petit, conseiller à la Cour de cassation, Fernand Desportes. — Elections du Bureau pour l'année 1888.

La séance est ouverte à 4 h. 1/2.

M. LE COMTE LE COURBE, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; il est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai l'honneur de vous informer, Messieurs, que le Conseil de Direction a nommé :

MEMBRE TITULAIRE : LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS DU CHILI.

ET MEMBRE CORRESPONDANT : M. BERNARDINO ALIMENA.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — J'ai l'honneur de soumettre à la Société la liste des ouvrages qui lui ont été adressés depuis sa dernière séance :

Compte général de l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie, pendant l'année 1885, offert par M. LE GARDE DES SCAUX.

Actes du Congrès pénitentiaire de Rome (novembre 1885), t. I^{er}.

Actes du premier Congrès international d'anthropologie criminelle (novembre 1885).

La Préméditation, offert par l'auteur, M. BERNARDINO ALIMENA.

La réforme pénale et pénitentiaire, discours de rentrée, offert par M. A. LABROQUÈRE, avocat général à Bordeaux.

9^e Rapport biennal sur les établissements de charité de l'État d'Illinois, offert par M. FRED. H. WINES.

Annuaire de législation étrangère (1885), offert par la SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE.

43^e Rapport annuel de la colonie agricole de Sainte-Foy pour 1886.

Rapport sur les établissements pénitentiaires pour les condamnés aux travaux forcés en Norwège, offert par M. BIRCH REICHENWALD.

25^e Rapport sur la maison de correction de Détroit (États-Unis) pour l'année 1886, offert par M. J. NICHOLSON, superintendant.

Rapport sur l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare, offert par M^{me} BOGELOT.

Rapport sur la maison hospitalière pour les ouvriers sans asile (1885 et 1886), offert par M. E. FUCHS.

L'homme criminel, 1 vol. avec atlas, par M. César Lombroso. offert par l'éditeur, M. FÉLIX ALCAN.

L'emprisonnement cellulaire, thèse pour le doctorat, offert par l'auteur, M. JOSEPH ASTOR.

Les nouvelles prisons du régime cellulaire, par M. LOUVARD, chef de bureau à la préfecture de la Seine, offert par l'auteur.

Catalogue de l'Exposition des industries pénales dans les établissements pénitentiaires d'Espagne, offert par M. LASTRES.

Budget colonial, offert par M. TURQUET.

Bibliographie des sociétés savantes de France, offert par M. LEFÈVRE-PONTALIS.

Annales de l'Académie de Besançon.

M. LE PRÉSIDENT, — Mes chers collègues, la dixième année de notre existence s'est accomplie depuis la fin de notre dernière session. Nous avons voulu, avant de reprendre nos travaux habituels, vous réunir spécialement pour en fêter avec vous l'heureux anniversaire et vous parler à cette occasion des travaux accomplis en commun, des résultats obtenus, de la direction à donner à nos nouveaux efforts, et aussi des hommes dont le patronage éminent ou l'infatigable et dévoué concours nous ont assuré le rang que nous avons conquis dans la science pénitentiaire.

Il est à peine besoin de vous rappeler les circonstances qui ont provoqué la naissance de notre société.

La loi du 5 juin 1875 sur la transformation de nos prisons départementales venait de sortir de la vaste enquête poursuivie par l'Assemblée nationale, sur l'initiative de M. d'Haussonville. Un régime pénitentiaire nouveau, fondé sur les bases d'une réforme rationnelle, s'inspirant à la fois du triple principe de toute représ-

sion efficace, la correction, l'amendement, l'intimidation, allait enfin succéder au pêle-mêle corrompateur de la détention en commun. Mais il y avait loin du vote de la loi à son application. Pour que le nouveau système se réalisât, en fait, par la construction des établissements propres à établir partout la séparation salutaire qu'il instituait, il y avait de nombreuses et redoutables difficultés à prévoir : la résistance des départements imprudemment déclarés en 1862 propriétaires des prisons de courte peine et que la loi nouvelle, un peu timide peut-être dans ses moyens d'exécution, ne permettait, dans aucun cas, de contraindre à leur transformation, l'état des finances, les retours offensifs des doctrines adverses, et tout ce que la mobilité de la politique peut amener de ralentissement et d'hésitation dans les œuvres de longue haleine.

Ce n'était point assez que la loi eût créé, pour veiller à son exécution, un Conseil supérieur des prisons, sujet lui-même aux variations des règlements administratifs.

Vous avez compris que la continuité de son application ne serait efficacement garantie contre le danger de tels aléas qu'à la condition de créer à la fois autour d'elle, par le libre concours d'adhésions résolues, une atmosphère de fermes convictions et une garde active et vigilante.

Vous n'avez point oublié le succès que rencontra cette idée.

Les hommes les plus éminents dans la science, la magistrature, la politique et le barreau vinrent spontanément se grouper, sans acception de partis, sous le patronage des deux noms les mieux faits pour assurer dès ses premiers pas l'autorité de votre entreprise : l'éminent doyen de la science pénitentiaire en France et peut-être dans le monde, notre vénéré collègue, M. Charles Lucas, et l'une des plus hautes personifications de la justice et du droit dans notre pays, l'illustre Dufaure.

Plus de six cents adhésions répondaient à votre appel tant en France qu'à l'Etranger, et vous fondiez, en même temps que vos réunions mensuelles, le *Bulletin* périodique destiné à recueillir et à répandre vos travaux.

Dix années se sont écoulées depuis, ces dix premières années qui, dans l'existence des sociétés comme dans celle des individus, sont les plus difficiles, les plus exposées, les plus combattues, celles où il faut disputer et conquérir sa place à la vie.

Les dix volumes de travaux et d'études dont nous avons la satisfaction de vous remettre aujourd'hui la Table alphabétique,

témoignent suffisamment de l'active fécondité de votre labeur, et de l'énergie de votre vitalité. C'est constater un fait, de dire qu'avec la vaste publicité de votre *Bulletin*, l'importance de votre bibliothèque, l'étendue de vos relations à l'étranger, et, j'ajouterais sans crainte d'être taxé de flatterie, l'autorité attribuée partout aujourd'hui à vos travaux, vous avez rallumé dans notre pays le foyer scientifique qui, à une autre époque, y a brillé d'un si vif éclat.

Vous avez, en outre, par l'abondance des documents recueillis au dehors, par le vaste champ donné à vos investigations, à vos discussions et à vos études, constitué le centre d'informations le plus actif et le plus complet, en même temps que vous êtes devenus l'un des instruments les plus autorisés de l'initiative pénitentiaire. Un rapide coup d'œil sur la Table décennale dont je viens de parler, le démontre.

Poursuivant l'enquête commencée par l'Assemblée nationale, vous avez voulu la compléter par la comparaison des systèmes suivis à l'étranger. Un vaste ensemble de renseignements puisés aux sources les plus sûres, nous a montré, en faisant passer sous nos yeux la législation de tous les pays depuis les États-Unis, l'Angleterre et la Belgique, nos précurseurs dans la réforme, jusqu'à la Chine et au Japon, l'impulsion presque unanime des peuples civilisés à chercher dans l'amendement du coupable par l'isolement le principal remède contre la récidive.

Mais le mode d'emprisonnement, si efficace qu'il puisse être, n'est pas la seule digue à opposer au torrent sans cesse croissant de la criminalité. Vous avez voulu vous attacher, par une étude spéciale, à toutes les mesures propres à atteindre la réitération du délit dans ses sources même. Éclairée d'abord par une enquête faite à l'étranger, la question a longtemps occupé vos séances.

Tout se tient dans un système pénitentiaire bien réglé. Comment combattre efficacement la récidive, sans chercher à la prévenir, et comment s'occuper des moyens propres à empêcher la rechute sans étendre son étude à ceux qui pourraient prévenir la chute elle-même?

C'est ainsi que vous avez successivement étudié :

Les mesures répressives de la récidive, telles que le système des peines cumulées ou régime progressif et la relégation ;

Ses moyens préventifs : éducation correctionnelle, libération conditionnelle, patronage, réhabilitation ;

Les institutions propres à diminuer la criminalité par la correction de l'enfance et l'assistance de la misère : protection de l'enfance abandonnée ou coupable, écoles industrielles, écoles de réformes, maisons de travail pour les mendiants et vagabonds.

Étendant enfin votre sphère à tout ce qui touche aux intérêts de la répression, vous avez porté vos délibérations sur la question si délicate des aliénés criminels, sur le problème toujours ouvert de la peine de mort, sur l'extension des circonstances atténuantes, sur la loi du pardon et jusque sur les abus possibles de l'institution du casier judiciaire.

Il n'est pas une de ces questions qui n'ait donné lieu à de solides travaux, à de fructueuses discussions. Je puis même constater, non sans une légitime fierté, que si certaines d'entre elles ont reçu ou sont sur le point de recevoir d'utiles solutions, telles que la loi sur la libération conditionnelle, le patronage et la réhabilitation, la proposition de loi sur la protection de l'enfance abandonnée ou coupable, celle sur les maisons de travail, celle sur l'aggravation des peines en cas de récidive et leur atténuation en cas de premier délit, et les dispositions relatives aux aliénés criminels dans le projet de loi sur les aliénés, c'est chez vous qu'elles ont reçu leur première impulsion.

J'ai parlé du patronage. Je veux y revenir pour insister sur l'éminent service que vous avez rendu à l'institution même, inséparable complément de toute réforme rationnelle, et aussi aux nombreuses sociétés qui, à l'étranger comme en France, cherchent à en faire passer l'esprit dans la pratique en accomplissant la rude tâche de combattre la récidive sur le terrain des faits, par l'assistance temporaire et le travail.

Après avoir, comme toujours, ouvert une enquête internationale sur l'état de la question et des faits et en avoir soumis les résultats à la discussion, vous avez voulu réserver chaque mois dans votre *Bulletin* une place spéciale à cet important sujet et votre revue du patronage est devenue comme le bulletin officiel des associations qui dans les diverses parties du monde se consacrent à l'assistance des libérés.

Par lui nous avons appris à connaître la multitude jusque-là ignorée des établissements de tout ordre, écoles industrielles, hospitalités, colonies, sociétés de travail ou d'assistance, maisons de refuge, etc., sortis spontanément aux États-Unis, en Angleterre, en Suisse, chez nous même et dans d'autres pays encore des inspi-

rations de l'initiative privée. Nous avons connu les efforts de chacun, les moyens souvent ingénieux, toujours méritoires employés suivant les pays, et de cet ensemble d'informations, sont nés un enseignement, une émulation dont les fruits ne seront pas perdus. Qu'il soit permis à un des hommes qui se sont le plus occupés de ces délicates questions, de vous donner ici au nom de tous un témoignage de reconnaissance.

Mais c'est surtout sur l'application de la loi du 5 juin 1875, but principal de votre fondation, que vous avez porté vos efforts.

Le fait seul de la constitution de notre société devait lui apporter un utile secours. On n'attaque pas les citadelles bien gardées, aussi n'avons-nous pas eu beaucoup à lutter contre les objections de principe. Les dissentiments d'école se taisaient et notre administration pénitentiaire, si fermement engagée sous la direction de son chef habile dans la nouvelle voie, ne rencontrait dans les dispositions des pouvoirs publics aucun obstacle à l'inscription annuelle, au budget, d'un crédit pour la construction de pénitenciers nouveaux.

Mais combien ce crédit était faible et de quelle lenteur ne frappait-il pas l'exécution de la loi qui, pour atteindre efficacement la criminalité, eût dû recevoir une prompte application ! A peine voyait-on une ou deux maisons nouvelles s'élever par année. La cause principale était, nous l'avons déjà dit, dans la résistance des départements effrayés par l'énormité prétendue des dépenses et dans la pénurie du Trésor. Sous ce rapport, elle échappait à toute action directe de notre part. Mais n'était-il pas possible d'amoindrir l'obstacle en soumettant les conditions administratives imposées aux architectes et les devis mêmes des constructions à un sévère contrôle ? Nous l'avons cru et nous ne nous sommes pas vainement employés à cette tâche.

Après avoir soigneusement recueilli à l'étranger, suivant une habitude dont nous nous sommes fait une loi, tous les documents propres à éclairer notre examen, nous sommes arrivés à démontrer qu'il y avait de larges économies à réaliser dans le coût de la cellule, et nous adressant directement aux conseils généraux de nos départements, nous leur avons communiqué le résultat de nos études. Nous avons ensuite appelé l'attention de l'administration, par de solides travaux auxquels un de nos collaborateurs les plus dévoués s'est plus spécialement consacré, sur la notable économie à réaliser par l'emploi des détenus à la construction des pénitenciers.

tenciers, suivant l'exemple donné par l'Angleterre, et sur la nécessité de vaincre soit par la rétrocession des prisons à l'État, soit par le caractère obligatoire donné aux dépenses mises à la charge des départements, des résistances dont la persistance finirait par tenir l'État et la loi elle-même en échec.

Enfin vous avez couronné vos efforts en ce sens, en ouvrant un concours pour la construction économique d'un type de maison cellulaire de moyenne importance. De sérieux travaux ont répondu à votre appel, et ceux que le jury a jugés dignes de récompense, ont paru assez importants pour être envoyés à l'Exposition du Congrès international de Rome, comme une démonstration des progrès à réaliser dans cet ordre d'idées.

Disons que tandis que vous vous livriez à cette recherche, l'administration pénitentiaire entrant dans la même voie, réunissait les hommes de l'art, étudiait avec eux les moyens de simplifier les procédés de construction, de substituer partout où cela était possible la brique à la pierre de taille et de bannir les préoccupations excessives d'art et de luxe, et arrivait ainsi à se convaincre que le prix de la cellule, abusivement porté à l'origine à cinq, six, sept et même huit mille francs, pouvait être abaissé, dans des conditions normales, à 3,000; qu'ainsi la prison cellulaire n'exigeait pas une dépense sensiblement supérieure à la prison du régime commun.

Espérons que ce résultat obtenu par nos communs efforts profitera à une plus rapide application de la réforme.

Tel est, Messieurs, en négligeant bien des points accessoires, l'ensemble des travaux accomplis dans ces dix premières années. Ajoutons, pour achever d'en constater le mérite, qu'il a été trouvé digne par le meilleur juge qu'ils pussent avoir (1), d'être signalé, dans un rapport élogieux à l'Académie des Sciences morales et politiques, qu'il vous a assuré une place honorable au milieu des représentants autorisés de la science pénitentiaire dans les Congrès internationaux de Stockholm et de Rome, et qu'il a été l'objet d'une haute récompense à l'Exposition internationale de 1878.

Fort de ces premiers avantages, la Société générale des Prisons continue son œuvre avec persévérance et confiance. Bien qu'elle ait abordé dans cette première période de sa vie la plupart des sujets que comporte la réforme pénitentiaire, l'aliment ne man-

(1) M. Charles Lucas.

quera pas à ses discussions et à ses études. Un grand courant d'opinion porte les peuples à réformer leurs législations criminelles vieilles. La liberté veut des garanties nouvelles pour la sécurité des citoyens en même temps que pour la défense des inculpés. La justice demande une répression mieux proportionnée à l'état moral des coupables, et des peines qui répriment sans avilir et qui corrigent en frappant. L'humanité répudie les peines inutilement barbares et réclame, jusque dans la rigueur extrême, l'indulgence pour la sincérité du repentir et l'assistance après l'expiation.

Des projets de réforme de nos codes pénal et d'instruction criminelle sont à l'étude. Le gouvernement en a pris lui-même l'initiative. Voici un vaste champ ouvert à nos nouvelles études. Nous saurons le parcourir avec l'esprit d'initiative et de progrès qui est la raison même de notre existence, mais sans nous départir de la prudence sans laquelle rien de durable ne peut se fonder, nous maintenant également éloignés de l'utopie, ce pire ennemi du progrès, et de l'immobilité qui, sous les grands noms de défense sociale ou de respect des traditions, oppose une barrière systématique à toute réforme.

Mais, tout en poursuivant ces horizons nouveaux, nous ne perdrons pas un instant de vue ce qui a été dès le principe et ce qui restera le but dominant de nos efforts communs.

Les difficultés d'ordre purement financier, qu'a jusqu'ici, rencontrées la loi du 5 juin 1875, semblent devoir se compliquer d'un élément nouveau. Un rapport récent de la commission du budget de la Chambre des députés émet des doutes sur l'efficacité de la séparation individuelle. Les conseils généraux entraînés vers d'autres dépenses opposent aux demandes réitérées de l'administration une force d'inertie dont on n'a aucun moyen légal de triompher. Le Parlement enfin réduit d'année en année les crédits qui lui sont demandés.

Il est impossible qu'une situation aussi désastreuse pour l'avenir de la réforme, aussi contraire à l'autorité due à une loi votée, se prolonge. Ou il faut, ce que personne ne demande, que la loi soit abrogée, ou il faut la fortifier des dispositions propres à assurer sa prompte et définitive exécution.

Vous avez, à une autre époque, sollicité directement et non sans effet le gouvernement de prendre vis-à-vis des Chambres une attitude plus décisive à cet égard. Il est temps de renouveler vos démarches.

Une loi a été déposée au Sénat en réponse à l'initiative prise par un des membres de notre Société pour amender la loi de 1875. Le vice de certaines de ses dispositions n'a pas permis d'en poursuivre l'étude; elle semblait par quelques côtés constituer plutôt un retour sur les principes de la loi qu'un complément propre à la fortifier. Mais à côté du point contesté se trouvaient de très sages dispositions, celle notamment qui autorisait deux ou plusieurs départements limitrophes à s'associer pour la construction d'un pénitencier commun, celle encore qui rendait la dépense obligatoire et donnait à l'Etat le droit d'exiger la transformation lorsque l'état d'une prison rendait sa reconstruction nécessaire. Les sentiments qui ont fait rejeter l'autre portion du projet ne peuvent laisser de doute sur l'admission de ces sages mesures. Demandons au ministre d'insister pour leur prompt adoption. Demandons-lui encore de ne point laisser la loi sous le coup des hésitations qui viennent d'être manifestées, d'en prendre hautement la défense, de ne laisser subsister aucune équivoque, et d'appuyer son intervention par un relèvement de crédit devenu nécessaire. Puis, pour ce qui nous concerne, reprenons laborieusement notre tâche, et par nos écrits, nos discours, notre propagande continuée et agrandie, montrons que nul de ceux que la réforme a eus depuis dix ans pour soutien, ne se trouve ni hésitant dans son opinion ni découragé dans ses espérances.

Je ne puis, Messieurs, parler de vos travaux, sans rendre hommage aux hommes éminents dont la haute direction les a si vaillamment soutenus ou dirigés.

J'ai déjà nommé notre vénérable doyen, M. Charles Lucas, à qui l'anniversaire de son cinquantenaire à l'Académie des Sciences morales et politiques nous a permis de payer récemment notre dette de gratitude, et M. Dufaure trop tôt enlevé, malgré ses longs services, à la tribune et au pays.

Je ne fais que traduire vos sentiments unanimes en joignant à leurs noms vénérés ceux de M. Mercier et de M. Bétolaud qui placés, l'un sur le siège le plus élevé de la magistrature, l'autre à la tête de notre glorieux barreau, n'ont pas cru déchoir en répondant à l'appel de notre société et ont couvert ses travaux, par l'acceptation de sa présidence, de l'autorité de leur haute situation, de leur caractère et de leur talent.

Que ne puis-je dans les limites étroites de cette allocution citer après eux tous les concours qui se sont donnés spontanément

ment à nous, nos vice-présidents, nos présidents de section, nos collègues du conseil de direction, nos secrétaires, nos rapporteurs, nos collaborateurs, nos correspondants de province et de l'étranger !

Je n'en finirais pas de cette longue litanie, si je ne rencontrais enfin un nom auquel il faut s'arrêter, que vous ne me pardonneriez pas de ne pas nommer et après lequel il n'est plus possible de parler de personne.

C'est, vous l'avez compris, celui de notre infatigable et dévoué secrétaire général dont l'activité nous a assuré tant de concours, dont les hautes qualités nous ont donné tant de relief et dont le nom entièrement identifié à notre œuvre, se trouve si étroitement mêlé à tout ce que nous avons pu faire d'utile et de bon. (*Applaudissements.*)

M. Fernand Desportes a été depuis l'origine l'âme de la société, assumant presque à lui seul la lourde tâche de la préparation de nos séances, de la publication de notre *Bulletin*, de l'étude des plus graves questions. Si nous avons rencontré quelques succès dans notre œuvre, c'est à lui principalement qu'en revient l'honneur. Mais je ne veux point empiéter sur la tâche qu'un autre doit remplir d'une manière plus flatteuse pour lui.

Une initiative toute spontanée, devançant les intentions du conseil de direction, a voulu en effet saisir l'occasion qui nous réunit pour offrir à notre collègue un témoignage durable de notre reconnaissance et de notre affection. (*Applaudissements.*) Nous avons voulu, tout en prenant notre part de cette manifestation, lui laisser son caractère privé, pensant qu'elle aurait ainsi plus de prix.

Je cède donc la parole à celui de nos collègues qui doit se faire l'interprète des sentiments de tous, heureux que cet anniversaire destiné à célébrer le succès de nos travaux, devienne en même temps un jour de fête pour celui qui y a le plus contribué. (*Applaudissements.*)

M. PETIT, conseiller à la Cour de cassation. — M. Béranger vient de retracer dans un magnifique tableau l'œuvre de la Société générale des prisons pendant les dix premières années de son existence. Il a rendu un hommage mérité aux hommes considérables qui par leur patronage en ont facilité les débuts et ont puissamment contribué aux résultats déjà obtenus, à M. Charles Lucas, le doyen de la science pénitentiaire, à M. Dufaure, l'illustre garde

des sceaux, à M. Mercier, le magistrat d'élite, qui a occupé avec tant d'autorité le premier siège de la Cour de cassation, à M. Bétolaud, l'une des gloires du grand barreau de Paris. Je suis sûr de répondre, Messieurs, à votre sentiment unanime en associant au tribut de reconnaissance que nous devons au vénérable membre de l'Institut et à nos trois anciens présidents, notre président actuel qui continue si dignement, parmi nous et dans nos assemblées politiques, les glorieuses traditions paternelles. (*Applaudissements.*)

S'il est juste de leur reporter l'honneur d'une part du bien réalisé il convient d'attribuer l'honneur d'une autre part, et elle n'est pas la moins importante, à notre Secrétaire général. (*Applaudissements.*) Dès le premier jour, M. Fernand Desportes a consacré au triomphe des idées qui nous sont chères, toutes les heures qu'il a pu dérober aux travaux de son cabinet. Depuis lors il n'a cessé de déployer, dans l'accomplissement d'une tâche difficile, une activité et un dévouement incomparables. Il y a montré dans tout leur éclat la haute intelligence et les rares aptitudes qu'il avait révélées au sein de la commission d'enquête sur le régime pénitentiaire, pendant l'élaboration de la loi du 5 juin 1875, loi excellente dont nous devons poursuivre avec une inébranlable persévérance la complète exécution et qui, nous ne saurions l'oublier, est due à l'initiative de M. d'Haussonville éloquemment soutenu, à la tribune, par quelques orateurs au nombre desquels ont brillé M. Félix Voisin, M. Albert Desjardins et principalement M. Bérenger, le rapporteur. (*Applaudissements.*)

Ceux qui voient notre Secrétaire général aux séances de nos diverses commissions, auxquelles il ne manque jamais d'assister, peuvent dire quelles lumières il y jette sur les délibérations; ceux qui l'entendent, à nos réunions mensuelles savent avec quelle supériorité il y traite les questions soumises à nos discussions.

Le Bulletin de notre Société est devenu entre ses mains un moyen fécond d'action, un instrument puissant de propagande. Des articles remarquables, émanés le plus souvent de nos collègues mêmes, y paraissent dans chaque livraison et parmi ces articles, qui concourent à provoquer et à étendre un mouvement d'opinion favorable à notre cause, beaucoup sont signés du nom de M. Fernand Desportes.

Parlerai-je maintenant de la correspondance que notre Secrétaire général échange journellement, des rapports qu'il entretient avec

une foule d'hommes éminents de tous les pays et qui ne font qu'ajouter au bon renom de notre Société et à son influence toujours croissante ?

En présence de pareils services, il est naturel que la pensée qui a surgi dans l'esprit de plusieurs d'entre nous de donner à M. Fernand Desportes un témoignage exceptionnel de gratitude, ait rencontré partout le plus chaleureux assentiment. Les adhésions sont arrivées nombreuses et empressées. Elles sont venues de collègues appartenant au Sénat, à la Chambre des députés, à nos Académies, comme de collègues faisant partie de nos Facultés de droit, de la magistrature, du barreau, ou même unis simplement à nous par une communauté d'aspirations et d'efforts. Elles sont venues aussi de membres étrangers de notre Société dont les noms sont entourés d'une légitime notoriété et qui ont tenu à honneur de s'associer à l'expression de notre reconnaissance. Et toutes ces adhésions sont empreintes également des mêmes sentiments d'estime, de sympathie, et d'admiration. (*Applaudissements.*)

C'est au nom de tous ces collègues qu'au moment où nous célébrons le dixième anniversaire de la fondation de notre Société je viens offrir à M. Fernand Desportes une médaille commémorative, où, au bas de son effigie gravée sur l'or par une main habile, se lisent, entre les dates 1877 et 1887, ces mots « La Société Générale des Prisons à son Secrétaire-Général ». Cette simple inscription reçoit de la manifestation provoquée par la fin du discours de M. Béranger et de l'accueil que vous voulez bien faire aux paroles de votre trop insuffisant interprète le plus éloquent et le plus flatteur des commentaires. (*Applaudissements répétés.*)

M. FERNAND DESPORTES, *secrétaire général*. — Monsieur le Conseiller, vous me faites un grand honneur ! J'en suis confus. Je n'oserais vraiment pas l'accepter si je n'en reportais le mérite à ceux qui furent, depuis dix ans, mes collaborateurs et mes guides. Puisqu'ils ont été à la peine, qu'ils soient aussi à l'honneur ! oui, notre œuvre commune a réussi, mes chers collègues, parce que vous avez bien voulu, les uns et les autres, lui prêter votre fidèle concours ; parce que, regnicoles aussi bien qu'étrangers, vous lui avez, les uns et les autres, sans cesse apporté le tribut de votre savoir, de votre expérience, de votre dévouement. C'est à moi qu'on offre une médaille et c'est vous qui l'avez méritée !

Qu'il me soit donc permis de reporter à tous mes collègues, de reporter à notre cher Président, de vous reporter à vous-même, Monsieur le Conseiller, les paroles flatteuses que vous venez de m'adresser. Permettez-moi de recevoir ce beau médaillon, non comme une récompense personnelle, mais comme le témoignage d'une collaboration qui aura été l'honneur de ma vie; ce sera, croyez-le bien, le plus précieux souvenir que je puisse un jour transmettre à mes enfants !

M. LE PRÉSIDENT. Il nous reste, Messieurs, pour remplir notre ordre du jour, à procéder aux élections qui doivent compléter notre Bureau et notre Conseil de Direction pour l'année 1888.

Vous avez à désigner un PRÉSIDENT pour deux années, un vice-président et cinq membres du Conseil de direction pour quatre ans, à partir du 1^{er} janvier prochain, en remplacement du D^r Marjolin et de MM. Duverger, Lacoïnta, Morel, Picot, Vanier dont le mandat expire et n'est pas, aux termes du règlement, immédiatement renouvelable.

L'assemblée, par trois scrutins successifs, procède à ces élections.

M. RIBOT, député, est nommé *président* à l'unanimité des suffrages.

M. le conseiller PETIT est nommé *vice-président* et **MM. le pasteur ARBOUX**, **BOURNAT**, **JORET-DESCLOSIÈRES**, le conseiller **VOISIN** et **YVERNÈS** sont nommés membres du Conseil de Direction, à la même unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs, en conséquence de ces votes, je proclame président de la Société générale des Prisons, pour deux années, à partir du 1^{er} janvier 1888, **M. RIBOT**; vice-président, pour quatre ans à partir de la même époque, **M. PETIT**; et membres du Conseil de Direction, pour une semblable durée, **MM. le pasteur ARBOUX**, **BOURNAT**, **JORET-DESCLOSIÈRES**, **VOISIN** et **YVERNÈS**. Je prie **MM. le D^r Marjolin**, **Lacoïnta**, **Duverger**, **Morel**, **Picot** et **Vanier**, de recevoir les remerciements de notre Société pour le concours si dévoué qu'ils ont bien voulu lui prêter comme membres du Conseil de Direction. (*Applaudissements.*)

Messieurs, l'ordre du jour est épuisé. Je déclare la séance levée.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire,
Comte LE COURBE.

APERÇU
SUR LES
PROGRÈS DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE
EN BELGIQUE
PENDANT LE SIÈCLE ÉCOULÉ

Préface.

Chargé de présenter au prochain Congrès de Rome un résumé de l'état du régime pénitentiaire pendant le siècle écoulé, nous avons songé un instant à diviser ce travail en plusieurs chapitres, correspondant aux trois périodes que comprend l'histoire des prisons : Dans la première, la sécurité fut seule sauvegardée au mépris de toutes les lois de l'hygiène et de l'humanité ; dans la seconde, on vit s'accomplir la réforme matérielle ; nous traversons la troisième qui se distingue par une plus grande sévérité dans le régime intérieur et par une tendance marquée vers l'amélioration morale.

La première période s'arrête à 1772 ; la seconde s'étend de 1772 à 1830 ; la troisième a pour point de départ l'indépendance de la Belgique.

Cette division est peut-être trop absolue, car ce n'est pas brusquement que le système actuel de procédure et de peines a été innové.

C'est pourquoi aussi nous avons jugé plus convenable de grouper les faits dans l'ordre chronologique, sous les différents gouvernements qui se sont succédé en Belgique pendant l'époque qui nous occupe.

I. — Domination autrichienne (1740-1795).

Jusqu'à l'avènement de Marie-Thérèse, les délits et les peines n'étaient réglés par aucune loi générale. En théorie, l'administration de la justice criminelle avait pour base l'édit de 1570 de Philippe II. Les dispositions de la *Caroline* étaient appliquées dans la Principauté de Liège; l'ordonnance criminelle publiée par Louis XIV, en 1670, avait conservé force de loi dans quelques parties du Hainaut et des Flandres; dans le Luxembourg, des ordonnances antérieures même à celle de Louis XIV s'étaient maintenues en pratique.

Les constitutions criminelles offraient par conséquent le spectacle de l'anarchie, de la confusion et de l'arbitraire.

Les peines afflictives, autres que la mort, consistaient dans le pilori, la marque, la fustigation et le bannissement.

La torture n'était pas comprise au nombre des peines; employée comme épreuve judiciaire, elle était de deux espèces: la question préparatoire, destinée à arracher à l'accusé l'aveu de son crime, et la question définitive qui ne s'exerçait qu'à l'égard des condamnés à mort, pour obtenir la révélation de leurs complices.

L'impératrice fit quelques essais de réforme.

En 1766, les tribunaux furent consultés sur la convenance d'abolir la marque et la torture. Les réponses furent unanimes sur la nécessité de maintenir la torture et la plupart demandaient également le maintien de la marque.

Il est vrai qu'il ne se trouvait point de degré de peine entre celle du bannissement avec la marque et la peine de mort.

Les prisons qui ne recevaient que les prévenus et les débiteurs, puisque la détention n'était pas encore infligée comme peine, se composaient, pour la plupart, d'affreux cachots, où les prisonniers privés d'air, de vêtements et de nourriture suffisante, languissaient en proie aux plus cruels tourments, lorsqu'ils ne succombaient pas à une maladie particulière désignée sous le nom de fièvre des prisons.

Vers 1769, s'imposa la nécessité de réprimer les désordres occasionnés par les mendiants et par les vagabonds. Les États de Flandre adoptèrent les vues du vicomte Vilain XIII, sur l'organisation d'une maison de correction destinée à recevoir les criminels, les mendiants et les enfants pauvres.

La théorie du célèbre promoteur du régime pénitentiaire se résumait dans la réforme du criminel par le travail obligatoire. Ce philanthrope éclairé se proposait de prolonger le terme de la détention des condamnés dont la conduite aurait été mauvaise ; d'abrèger, au contraire, la peine de ceux qui auraient fait preuve de soumission et d'amendement, de proscrire les peines perpétuelles et de n'enseigner aux détenus que des professions dont ils pourraient tirer parti, après leur libération.

L'érection de la maison de force de Gand fut décrétée en 1772 et terminée en 1775. Ce monument est, sans doute, l'un des plus grands et des plus beaux de ce genre qui aient jamais été conçus. Les tribunaux furent autorisés à commuer les peines afflictives en détention. La maison reçut ses premiers pensionnaires au mois de juin 1775.

Les détenus, réunis pour le travail pendant le jour, furent soumis à la règle du silence et enfermés isolément la nuit.

Ils reçurent des aliments convenables comprenant, entre autres, du *pain de munition*.

Cependant les coups de bâton, dont le nombre ne pouvait dépasser vingt-cinq, figuraient encore dans le code disciplinaire de la maison et les détenus pouvaient aussi être enfermés, pour un temps modéré, dans un cachot dont le plancher était à arêtes vives.

L'organisation de cette remarquable institution donna le signal de la réforme pénitentiaire en Europe et en Amérique; mais elle fut modifiée en partie, vers 1782, d'après les ordres de Joseph II et à l'instigation de quelques intéressés qui alléguaient que le travail des prisonniers faisait une concurrence désastreuse à l'industrie libre.

Les causes qui avaient amené la création d'une maison de correction dans les États de Flandre, se produisirent aussi dans ceux de Brabant. L'érection d'une maison semblable, à Vilvorde, fut autorisée par lettres patentes d'octroi de l'impératrice Marie-Thérèse, du 30 juillet 1773. La maison, construite à l'endroit même où s'élevait anciennement un vieux château destiné à renfermer les prisonniers d'État, fut occupée en 1776 et reçut les condamnés, par jugements criminels et autres, à une détention plus ou moins longue et même à perpétuité.

Un refuge pour les mendiants était annexé à la maison de correction.

L'organisation de cette institution fut calquée sur celle de Gand.

C'est en 1776 aussi que l'impératrice résolut d'abolir entièrement la torture et de faire examiner s'il ne convenait pas d'abandonner successivement la peine de mort, ou de ne l'appliquer, du moins, qu'aux crimes les plus atroces.

Aucune suite ne fut donnée à ces résolutions.

Cependant, Joseph II enjoignit, par une circulaire du 3 février 1784, de n'appliquer la torture qu'avec beaucoup de circonspection. Elle fut définitivement abolie par l'article 63 de l'édit pour la réformation de la justice, du 3 avril 1787.

Ainsi, lorsque le 1^{er} octobre 1795, la Convention nationale proclama la réunion des provinces belges à la France, celles-ci avaient déjà inauguré un système pénitentiaire remarquable pour l'époque, en même temps qu'elles avaient aboli la torture et mis en doute la légitimité et l'efficacité de la peine de mort.

II. — Régime français (1795-1814).

La loi du 2 octobre 1795, sur les attributions des divers ministères, plaça le régime des prisons et des maisons d'arrêt, de justice et de réclusion dans les attributions du ministère de l'intérieur.

Immédiatement après, les juridictions ecclésiastiques et académiques furent supprimées et le code des délits et des peines de 1791 entra en vigueur.

La pénalité se trouva ainsi complètement transformée ; après la peine capitale, réduite à la simple privation de la vie, sans torture, il n'y eut plus qu'une seule peine, variée par la durée et par le mode d'exécution : ce fut l'emprisonnement.

La privation de la liberté, à divers degrés, fut désignée sous les noms de fers, réclusion, gêne, détention et emprisonnement, mais toute la pénalité consistait dans l'emprisonnement à trois degrés :

L'emprisonnement municipal ;

L'emprisonnement correctionnel ;

Et l'emprisonnement criminel.

Cette peine n'était pas consacrée par les anciennes ordonnances criminelles, car jusque là, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les prisons n'étaient utilisées que pour détenir préventivement les malfaiteurs et non pour les punir.

Indépendamment des prisons pour peines, il y eut près de cha-

que directeur du jury d'accusation, une maison d'arrêt pour y retenir les prévenus, et, près de chaque tribunal criminel, une maison de justice pour détenir les accusés.

Nous signalerons en passant une exagération qui marque bien l'esprit de l'époque : La loi du 13 brumaire an II prononçait la peine de mort contre les geôliers et gardiens, gendarmes et tous autres, convaincus d'avoir favorisé l'évasion des personnes détenues. La sévérité de cette loi en rendait souvent l'application impossible, aussi fut-elle modifiée par celle du 4 vendémiaire an VI, qui ne prononçait en aucun cas la peine de mort.

De toutes parts, l'on signalait l'insalubrité et le mauvais état des prisons. Elles étaient bien loin non seulement d'être sûres, mais propres et saines, de manière que la santé des personnes détenues ne pût être aucunement altérée, comme l'article 571 du code du 3 brumaire an IV en imposait l'obligation.

Malheureusement, il ne fallait pas s'attendre à ce que les sages réformes édictées par la Constituante, fussent mises en pratique pendant le cours de la révolution.

L'alimentation des détenus fut réglée par l'arrêté du 13 janvier 1801. Dans les maisons d'arrêt et de justice ou dans les prisons, ils ne reçurent plus par jour, de la part de la nation, qu'une ration de pain et la soupe ou la valeur en argent.

Il est vrai que les administrations locales furent chargées de procurer aux détenus les moyens d'améliorer leur sort par le travail.

Ces sages dispositions ne furent suivies d'aucun effet. Les maisons d'arrêt et de justice devaient, pendant longtemps encore, donner l'affligeant spectacle de l'encombrement, de la promiscuité et de l'oisiveté.

Les maisons de force de Gand et de Vilvorde furent érigées en maisons centrales par décret du 13 janvier 1801 et reçurent les condamnés à la gêne (1), à la réclusion et à la détention, par jugements des tribunaux criminels, et les condamnés correctionnellement par les tribunaux de première instance des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Lys, de la Dyle, de l'Escaut, de Jemmapes, des Deux-Nèthes, de Sambre-et-Meuse, de l'Ourthe,

(1) La peine de la gêne, qui n'était nullement celle de l'emprisonnement individuel, n'a jamais été appliquée, faute de lieu pour la subir. Elle fut abolie par le code de 1810.

de la Meuse inférieure, du Mont-Tonnerro, de la Sarre, du Rhin-et-Moselle et de la Roer.

L'organisation des premiers ateliers, dans les maisons centrales, remonte à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1801. Désormais, les détenus capables de travailler et qui s'y refuseraient, recevront le pain et l'eau; le sort des individus travaillant sera amélioré proportionnellement à leur zèle et à leur conduite.

Cette mesure, disait Chaptal, qui semble n'avoir pour objet que de soulager le trésor public, a été essentiellement déterminée par des vues de bienfaisance. L'oisiveté dans laquelle les détenus croupissent, éteint jusqu'au germe de leurs facultés morales et physiques.

L'administration reconnaissait donc que le travail que l'on n'avait imposé aux condamnés que dans un intérêt fiscal, devait être envisagé comme une nécessité, aussi bien dans l'intérêt du détenu que dans celui de la société.

En effet, la privation de la liberté et le travail sont les deux éléments de la peine et, de plus, le travail est un moyen puissant d'ordre et de moralisation.

La maison de Gand fut livrée à forfait à un fabricant de cette ville, sous la condition de pourvoir à l'entretien général des prisonniers, moyennant une allocation journalière de 26 ou de 30 centimes, par condamné criminel ou correctionnel.

L'industriel gantois fut autorisé à faire transférer à Gand tous les détenus, réputés bons ouvriers, qui se trouvaient dans l'étendue de la domination française. Bientôt 1,600 détenus encombrèrent la maison qui, alors, n'en pouvait contenir que le quart.

L'action du gouvernement s'effaça devant les exigences de l'entrepreneur; la discipline se relâcha; la surveillance devint nulle; chaque cellule de nuit servit de logement à deux détenus et l'on vit s'introduire les vices les plus hideux et les abus les plus révoltants.

Le système de l'entreprise non seulement détruisit la discipline, mais il engendra une affreuse démoralisation. L'état sanitaire s'en ressentit et il y eut des années où il mourut un homme par jour.

Comme celle de Gand, la prison de Vilvorde fut livrée à un entrepreneur; la population détenue s'accrut d'année en année, la discipline se relâcha et bientôt la situation morale fut aussi déplorable qu'à Gand.

La nourriture des détenus se composait d'une ration de 702 grammes de *pain de méteil* et d'environ 2 litres d'une soupe composée de légumes, de pain, de farine et de beurre ou d'huile.

Pendant les années 1802, 1803 et 1804, il régna une mortalité telle que jamais les hommes, pendant les pestes les plus affreuses, jamais les soldats, pendant les guerres les plus destructives, n'ont été décimés d'une manière aussi épouvantable.

Après la promulgation du code d'instruction criminelle de 1808 et du code pénal de 1810, les prisons furent divisées en cinq catégories :

Maisons de police municipale (arrondissement de justice de paix);

Maisons d'arrêt (arrondissement communal);

— de justice (département);

— de correction (département);

— de détention (pour plusieurs départements).

Indépendamment des condamnés correctionnellement à une année et moins d'emprisonnement, les maisons de correction pouvaient aussi recevoir les prisonniers pour dettes, les individus à séquestrer par voie de police administrative, et les enfants à renfermer sur la demande de leurs parents. On pouvait aussi y recevoir, à la demande de la police administrative, les filles publiques, pour y être traitées, dans des quartiers distincts et séparés, des maladies dont elles étaient atteintes.

Les maisons de détention recevaient les condamnés par les tribunaux criminels ainsi que les condamnés par voie de police correctionnelle, lorsque la peine à subir était de plus d'une année.

La séparation des diverses catégories de prisons qui, d'après le code d'instruction criminelle, devait être absolue, fut mitigée dans la pratique. C'est ainsi que l'arrêté ministériel du 20 octobre 1810 permit de placer la maison de police municipale dans un quartier distinct et séparé de la maison d'arrêt et de réunir cette dernière et la maison de justice dans une même enceinte, mais à la condition d'affecter à chacune un corps de bâtiment séparé.

Il fut admis, dès 1812, que les maisons d'arrêt et de correction ne devaient pas toujours être isolées l'une de l'autre; que cet isolement n'était pas absolument nécessaire; qu'il suffisait qu'avec des séparations convenables dans l'intérieur, elles n'eussent pas une entrée commune.

A la même époque et sans plus de succès que par le passé, le

ministre recommanda de nouveau l'introduction du travail dans les maisons d'arrêt, *quand on n'aurait d'autre but que d'empêcher les suites de l'oïveté.*

Des infirmeries furent établies dans toutes les prisons, afin d'éviter le transfèrement des détenus dans les hôpitaux civils ou militaires, pour des maladies légères ou feintes.

La ville d'Anvers fut dotée d'un bain ; les premiers forçats au nombre de 372, y arrivèrent le 20 août 1804.

On sait que la peine des galères, établie en 1525, appartient à la législation de François 1^{er}.

Sous Charles IX, qui rendit à Marseille, au mois de novembre 1564, plusieurs ordonnances sur le régime disciplinaire des galériens, on fit précéder la marque d'une formalité barbare, la fustigation, qui ne fut supprimée que par la révolution de 1789.

Les premières formules de condamnation à cette peine portaient que les condamnés seraient conduits à pied, par la chaîne, pour servir comme forçats sur les galères du Roi.

A la révolution de 1789, quand les galères sur lesquelles ils ramaient, cessèrent d'être en usage, les forçats furent employés dans les hôpitaux, dans les arsenaux maritimes, au curage des ports, à toute espèce de travaux pénibles ; le bain devint leur prison.

Horrible peine avec son cortège de chaînes et de boulets, d'infamie et de privation, et qui, cependant, était moins redoutée des condamnés les plus pervers que le séjour des maisons centrales.

Cette inconséquence ne fut pas aperçue par le législateur de 1810, où, si elle le fut, c'est qu'il était bien décidé à ne punir que pour punir, sans songer à l'amendement du coupable.

Et, d'ailleurs, quel espoir de réformation pouvait-on concevoir d'une peine qui avait pour point de départ l'exposition publique et la marque appliquée sur l'épaule, à l'aide d'un fer rouge au feu ?

Le condamné n'était qu'un esclave livré, par excellence, au bourreau ou à l'infamie.

L'état des prisons préventives était, s'il est possible, plus déplorable encore que celui des prisons pénales.

Cette situation se prolongea jusqu'à la fin du régime impérial. C'était la négation de tous les systèmes. Ce fut, sans aucun doute, la période la plus néfaste de l'histoire de nos prisons.

III. — Royaume des Pays-Bas (1813-1830).

Les lois françaises attribuaient aux autorités administratives la surveillance des prisons, et les magistrats de l'ordre judiciaire n'étaient chargés que de les visiter à diverses époques ; mais le mauvais état dans lequel les prisons se trouvaient réduites dans plusieurs arrondissements, et l'indifférence avec laquelle leur administration intérieure avait été abandonnée, fixèrent aussitôt l'attention du nouveau gouvernement qui établit, dans chaque chef-lieu d'arrondissement, une commission chargée de la surveillance des prisons et composée des principaux membres de l'autorité judiciaire.

Les prisonniers restaient détenus pendant plusieurs semaines, sans qu'on examinât leur cause. Dans une seule prison, on trouva jusqu'à quarante-cinq détenus de l'arrestation desquels le ministère public n'avait aucune connaissance.

Le régime des prisons fut maintenu dans les attributions du ministère de l'intérieur.

Dès 1815, les enfants furent séparés des adultes, la réunion de ces deux catégories de détenus offrant les plus graves dangers.

L'administration manifesta même l'intention de créer un établissement dans lequel eussent été reçus exclusivement les *condamnés des deux sexes, encore dans l'âge de l'adolescence, que l'on chercherait à ramener à la vertu, en s'occupant particulièrement de leur éducation et de leur instruction*. Généreuse pensée dont la réalisation devait appartenir à une autre époque.

La suppression du bagne d'Anvers fut décidée en principe, et, en attendant leur envoi successif aux maisons centrales de Gand et de Vilvorde, les forçats furent employés aux travaux des quais et du bassin.

A en juger d'après le contrat de l'entrepreneur, la situation matérielle des forçats n'était pas trop mauvaise. Ils recevaient journalièrement du pain de *froment à 12 p. c.*, de la bière, des légumes secs ou de la viande.

Au nombre des premières mesures qui signalèrent l'administration hollandaise, il faut compter la suppression des chaînes pour les condamnés aux travaux forcés. Cependant l'esprit du temps se révèle encore dans l'instruction provisoire pour les *collèges d'ad-*

ministrateurs des prisons, du 3 juillet 1817, rangeant les coups de nerfs de bœuf parmi les punitions disciplinaires.

L'administration réagit vigoureusement contre les abus existants, et, pour parvenir plus sûrement à les extirper, elle étendit les attributions des collèges et favorisa leur ingérence dans toutes les parties du service, y compris même les mesures nécessaires pour la sûreté des prisons, au point que les chefs de ces établissements n'eurent plus à remplir, à ce moment, qu'un rôle tout à fait subalterne,

Le gouvernement laissa subsister pendant trop longtemps cet état de choses, qui avait sa raison d'être, à une époque troublée, mais qui ne pouvait plus se justifier dès que l'administration fut régulièrement constituée.

Il est certain que les punitions corporelles, édictées par l'instruction de 1817, furent appliquées; le règlement pour la maison d'arrêt de Nivelles, arrêté par le collège des administrateurs, le 1^{er} juillet 1818, et approuvé par le gouverneur de la province du Brabant Méridional, le 18 novembre suivant, autorise l'application d'un nombre fixe de coups de nerf de bœuf, et cela, même sans établir de distinction entre les prévenus et les condamnés.

Ces punitions sont restées en vigueur jusqu'à la fin de la domination hollandaise. Il est vrai que les arrêtés organiques, dont nous parlerons tout à l'heure, n'en font plus mention. Ils laissaient à des règlements ultérieurs, qui restèrent à l'état de projet, le soin de déterminer les punitions à infliger aux détenus récalcitrants.

D'ailleurs, ne fallut-il pas attendre la révolution de 1830 pour que la peine de la bastonnade fut supprimée dans l'armée?

L'arrêté du 17 juillet 1821 supprima le bagne d'Anvers et décréta l'appropriation de l'ancienne abbaye de Saint-Bernard pour servir de maison de correction. Cet établissement fut disposé pour recevoir 2,000 détenus.

En renfermant dans les maisons centrales de détention les condamnés au bagne, le gouvernement comprit qu'il y avait un double inconvénient à éviter. En assimilant le régime des forçats à celui des réclusionnaires, il aurait de fait aboli une gradation nécessaire à conserver dans l'échelle des peines, et, enfin, en mêlant deux classes distinctes de condamnés, il aurait, tout en améliorant la condition physique de la première, aggravé celle de la seconde. L'administration remédia en partie à cette injus-

tice, en affectant la maison de Gand aux condamnés aux travaux forcés, celle de Vilvorde aux réclusionnaires, et celle de Saint-Bernard aux correctionnels.

C'est au 4 novembre 1821 que remonte la publication de l'arrêté organique des prisons. Il fut suivi de près par plusieurs règlements, embrassant les attributions des collèges des régents, la nourriture des détenus, l'organisation des travaux, le personnel, le service sanitaire, celui des cantines, la tenue de la comptabilité, l'exercice du culte, le transport des détenus d'une prison à une autre, et un grand nombre d'instructions et de circulaires qui, toutes, témoignent d'une sollicitude éclairée pour cette branche importante de l'administration publique.

Un point important avait échappé à la sagacité de l'administration hollandaise, c'est que les directeurs et surtout ceux des grandes institutions pénales ne s'improvisent pas et qu'ils ne peuvent remplir convenablement leurs importantes fonctions, qu'à la condition d'y avoir été préparés par des études théoriques et par de longues observations pratiques.

Nous attribuons, sans hésiter, à l'intervention des commissions administratives dans l'exécution du service et à la présence, à la tête des établissements, de certains chefs peu initiés aux moyens et au but de l'œuvre pénitentiaire, l'insuccès de la réforme projetée.

Cependant une réaction se produisit. En 1827, le gouvernement reconnut qu'afin de pouvoir, *avec plus de justice*, rendre les commandants des prisons pour peines, responsables du service qui leur était confié, il convenait de leur déférer une influence pour la nomination des gardiens, dans lesdits établissements, sur lesquels ils devaient le plus s'appuyer pour le maintien du bon ordre et de la police. En conséquence, ils eurent le pouvoir de présenter, en cas de vacance, des candidats pour les places de gardiens dans les établissements sous leurs ordres.

Il en fut de même, lorsqu'il s'agit de régler les devoirs des postes militaires; l'administration reconnut que le commandant de la prison *était seul responsable de la direction intérieure*.

Jusqu'en 1823, les prisons furent livrées à l'entreprise. Les mauvais résultats de ce système ont déjà été signalés précédemment.

Contraire au but de l'économie que l'on doit se proposer dans l'administration des maisons de détention, il est également défavorable à tout essai de réforme morale.

C'est particulièrement à la substitution du système de la régie au système de l'entreprise que l'on doit les résultats favorables obtenus dans nos prisons.

Toutefois, à cette époque, les grandes prisons furent transformées, par une sorte d'esprit mercantile, en de vastes ateliers, et cet état de choses ne se prolongea que pendant trop longtemps.

En remplaçant le système de l'entreprise par la régie, le gouvernement hollandais se fit entrepreneur pour son compte. Avec la régie, disparurent peu à peu les orgies et les désordres qui sautaient aux yeux, et le régime fut organisé de manière que, sous le point de vue matériel et industriel, nos établissements acquirent une incontestable supériorité sur tous ceux de l'étranger, supériorité qu'ils ont gardée jusqu'à ce jour.

Mais l'amendement des prisonniers souffrit pendant tout ce temps; dans les prisons de Gand et de Vilvorde, le couchage par deux fut maintenu d'abord et remplacé plus tard par le couchage par cinq; en détruisant les murs des cellules, on altéra les constructions primitives, si remarquables de ces deux prisons, que les Français avaient respectées. Quant au régime interne, il était entaché de tous les vices: on pourrait citer certain vice affreux qui était devenu plus commun que du temps de l'entreprise.

Vers la même époque, c'est-à-dire en 1827, les 3/8 qui restaient à achever de l'octogone de la maison de force de Gand, furent construits en exécution de l'arrêté du 2 septembre 1824.

Ces trois dernières divisions eurent peu de rapport aux anciennes dans la construction des cellules et dans les moyens d'inspection. Elles se rapprochèrent moins encore des bonnes prisons modernes; hâtons-nous de dire que le tout a été modifié, de la manière la plus satisfaisante, sous le gouvernement suivant, comme nous aurons l'occasion de le signaler plus loin.

Vers 1828, une insubordination grave régnait parmi les détenus de la prison de Vilvorde. Les moyens de coercition en usage ne parvenaient pas à dompter l'obstination des prisonniers; on autorisa l'emprisonnement tout à fait isolé et la mise aux fers pendant trois mois, et si, à l'expiration de cette punition, on trouvait nécessaire de la prolonger, la commission pouvait le faire, pour aussi longtemps que bon lui semblait.

Les détenus tentèrent d'incendier la maison: cette tentative fut suivie d'une exécution capitale dans la prison même.

M. Cunningham, qui visita pendant la même année nos insti-

tutions pénales, déclara qu'il était douloureux de voir que l'on eût sacrifié la régénération et l'isolement de nuit des prisonniers à l'économie, que l'on y comprit si peu les vrais principes de la discipline des prisons et qu'on y négligeât le perfectionnement moral des prisonniers.

Dans les maisons secondaires la situation n'était pas meilleure. Presque partout, sauf la séparation des sexes, les diverses catégories se trouvaient pêle-mêle, les détenus croupissaient dans l'oisiveté, la plupart étaient couchés par deux ou sur le pavement lorsque les lits faisaient défaut.

Quelques catégories étaient reléguées dans des souterrains humides, étroits et sans air.

Ainsi, tandis que l'on méconnaissait, à l'égard du prévenu, les droits de l'humanité et de la prévoyance, on commettait une erreur non moins grande à l'égard des condamnés.

On avait cru, jusqu'à là, qu'il suffisait de les astreindre au travail pour les rendre meilleurs, alors qu'on négligeait le concours des influences religieuses et morales, qui, seules, peuvent ramener le coupable au respect des lois divines et humaines.

L'école spiritualiste venait d'élargir les données du problème : Il fallait éveiller le repentir dans l'âme du coupable et y faire naître le désir sincère de ne point retomber en faute.

C'est au gouvernement suivant qu'était réservé l'honneur d'entreprendre cette œuvre de préservation sociale.

IV. — Royaume de Belgique (1830).

I

Il résulte des trois chapitres précédents que la Belgique a devancé, à certains égards, les autres pays dans l'œuvre de l'amélioration des prisons. L'érection des maisons centrales de Gand et de Vilvorde, vers la fin du siècle dernier donna le signal d'une réforme qui, depuis cette époque, s'est incessamment propagée en Europe et en Amérique. Les premiers pénitenciers américains les pénitenciers suisses se sont, en quelque sorte, modelés sur la maison de force de Gand qui, dès son origine, avait acquis une juste célébrité.

Sous la domination française l'œuvre entreprise par l'adminis-

tration précédente subit un temps d'arrêt. Les prisons étaient encombrées; l'entretien et le travail des condamnés furent abandonnés à des entrepreneurs devant lesquels s'effacait l'action du gouvernement. La ville d'Anvers eut son bagne, comme Brest et Toulon. L'état des prisons préventives était, s'il est possible, plus déplorable encore que celui des prisons pénales.

Peu de temps après la constitution du royaume des Pays-Bas, on songa sérieusement à rentrer dans la voie délaissée sous le régime français. Un conseil général des prisons civiles et militaires fut institué; des règlements déterminèrent l'organisation et l'administration des diverses maisons de détention; des commissions administratives furent appelées, dans chaque localité, à seconder les vues utiles du gouvernement; le bagne d'Anvers fut supprimé et l'abbaye de Saint-Bernard transformée en maison de correction; le système de la régie fut substitué au système de l'entreprise, tant pour l'entretien que pour le travail des prisonniers dans les maisons centrales pour peines.

D'autres mesures encore qui, pour la plupart, témoignent d'une louable sollicitude, vinrent successivement porter remède aux abus les plus flagrants.

Le gouvernement issu de la révolution de 1830 s'est fait un devoir de continuer l'œuvre commencée par son prédécesseur.

Sans entrer dans l'examen minutieux de toutes les améliorations qu'il a introduites, depuis cette époque, dans les diverses classes de prisons (1), nous croyons pouvoir nous borner à résumer dans cet exposé les faits les plus saillants, se rattachant à la situation des maisons centrales et des maisons de justice et d'arrêt.

L'espace qui nous sépare de la révolution de 1830 se divise, au point de vue pénitentiaire, en deux périodes bien distinctes : pendant la première l'administration nouvelle perfectionna et coordonna le système existant : pendant la seconde elle lui substitua un système nouveau.

C'est avec une noble ardeur et une rare justesse de vues que

(1) Consulter, à ce sujet, les documents suivants :

Statistique des prisons de la Belgique, par E. Ducpétiaux, 1841 à 1850, 1851 à 1855, 1855 à 1860;

Rapport sur les prisons, par M. Berden, 1869, 1875, 1876-1877;

Rapport sur les prisons, par M. Gauthier, 1878, 1879 et 1880.

les hommes éminents qui inaugurèrent la première période, entreprirent l'œuvre délicate confiée à leur dévouement.

On peut affirmer que rien ne fut livré au hasard; une organisation nouvelle vint rajeunir tous les rouages de l'administration. Des directeurs, dont quelques-uns d'un rare mérite, furent placés à la tête des établissements les plus importants (1). Le personnel fut transformé et son concours intelligent et dévoué permit de généraliser le système de la régie et d'établir un mode de comptabilité.

Toutefois, ces mesures administratives ne furent que le prélude d'autres mesures d'un ordre plus élevé, de celles qui devaient assurer la réforme répressive et pénitentiaire, basée sur les deux principes de l'intimidation et de l'amendement.

Il n'existait pas, à vrai dire, de classification parmi les détenus; le système de coucher en commun prévalait généralement, tant dans les prisons secondaires que dans les maisons centrales. Ces derniers établissements présentaient beaucoup plus l'apparence de fabriques que de lieux de punition.

Bientôt cinq maisons centrales furent érigées ou réorganisées, pour séparer complètement les diverses classes de détenus et opérer la séparation de nuit, dans des alcôves en fer ou dans des cellules en maçonnerie.

Des mesures analogues furent appliquées dans les maisons secondaires, dont la distribution intérieure permettait l'introduction de l'isolement nocturne.

La surveillance des femmes était attribuée, comme celle des hommes, à des gardiens qui n'abusaient que trop souvent à leur égard de l'autorité et de l'influence que leur donnaient leurs fonctions.

Les gardiens furent remplacés par des surveillantes laïques et celles-ci par des religieuses qui président aux travaux des détenues, à leurs exercices, leur donnent l'enseignement, les soignent en cas de maladie et ne cessent d'exercer sur elles une action tutélaire.

Nous avons vu que cinq maisons centrales avaient été érigées ou réorganisées; nous voulons parler des maisons de Gand, de Vilvorde, de Saint-Bernard, d'Alost et de Namur.

(1) Nous citerons, en toute première ligne, l'éminent directeur de la maison de force de Gand, M. A. Bayet.

Les trois premières étaient affectées aux condamnés aux travaux forcés, à la réclusion et à l'emprisonnement; la quatrième aux condamnés militaires et la cinquième, aux condamnées du sexe féminin.

Ces maisons étaient placées sous l'empire de règlements appropriés à leur caractère, et nous n'exagérons pas en affirmant que leur organisation n'avait rien à envier à celle des établissements similaires les plus remarquables de l'Europe et de l'Amérique.

Ces règlements, que nous considérons comme de véritables codes sur la matière, embrassaient un système pénitentiaire complet. La classification matérielle et morale des détenus y était prévue avec toutes les mesures accessoires qui devaient assurer le fonctionnement de cette partie importante de l'œuvre.

Grâce aux fonctionnaires distingués, placés à la tête des établissements pénitentiaires, ceux-ci offrirent bientôt, sous le rapport de l'organisation intérieure, de la discipline et de la tenue, l'ensemble le plus complet et le plus satisfaisant.

Le travail des condamnés prit une extension considérable. Les ateliers entrèrent pour une large part dans la confection des objets d'équipement pour l'armée, pour les prisons et pour les différentes administrations publiques. Le tissage des toiles pour l'exportation se développa dans les mêmes proportions, et, vers 1856, plus d'un millier de métiers à tisser étaient en pleine activité.

Malgré les soins que réclamait la réorganisation des maisons centrales, l'administration ne perdit pas un instant de vue l'amélioration des maisons secondaires, c'est-à-dire des maisons d'arrêt et de justice.

On sait que ces maisons tiennent lieu de prisons pénales pour les condamnés des deux sexes, dont la peine ne doit pas être expiée dans les maisons centrales.

Jusqu'alors ces condamnés étaient conservés dans les prisons communes, lorsque la peine ne dépassait pas six mois.

Le système de la régie fut également étendu aux maisons secondaires, à l'exception d'un seul établissement de peu d'importance où l'introduction de ce système ne pouvait avoir lieu avec économie.

Dès 1834, l'administration recommanda l'introduction du travail dans ces établissements et, dans bon nombre de ceux-ci, de nombreux ateliers ne tardèrent pas à s'ouvrir.

Les jeunes détenus qui, jusque là, étaient renfermés dans des quartiers spéciaux des maisons centrales, non sans danger pour

leur réformation, allaient enfin être placés dans des établissements mieux appropriés à leur destination et plus en harmonie avec le vœu de la loi.

Toutefois, il convient dans l'intérêt de la vérité historique, de rappeler les faits qui ont précédé la création de ces établissements spéciaux.

Il fallut attendre la loi des 25 septembre et 6 octobre 1791, d'après laquelle l'Assemblée constituante reconnut qu'on devait, avant d'imprimer sur la vie d'un enfant la flétrissure d'une peine, se demander s'il avait eu conscience des fautes qu'il avait commises. Elle décida, en conséquence, que cette question serait posée aux juges pour tout mineur de 16 ans. Elle substitua aux châtimens corporels, le bienfait d'une éducation donnée dans une maison de correction au jeune délinquant, désormais soustrait au contact des adultes.

Cependant, plus d'un demi-siècle devait encore s'écouler avant que l'idée de l'éducation pénitentiaire des jeunes détenus ne pénétrât dans les applications de la pratique.

C'est aux États-Unis que revient l'honneur d'avoir pris l'initiative de la création des maisons de réforme. Le refuge de Randall's Island, pour les délinquants de New-York, fut décrété par la législature de l'État, le 29 mars 1824, et l'ouverture en eut lieu le 1^{er} janvier 1825. Boston en 1826, et Philadelphie en 1828, ont vu s'élever, dans leurs murs, des établissements semblables, et Baltimore et Washington ne tardèrent pas à imiter leur exemple. Ces institutions furent importées dans la plupart des pays de l'Europe et, notamment en 1838, en Angleterre, par l'établissement de Parkhurst, dans l'île de Wight; en 1839, en France, par la création de la colonie de Mettray, et en 1844, en Belgique, par l'ouverture de la maison de réforme de Saint-Hubert.

Les exercices du culte et de l'enseignement religieux furent organisés dans toutes les prisons. Il en fut de même de l'instruction scolaire dans la plupart des lieux de détention d'une certaine importance. Enfin, toutes les maisons, sans distinction, furent dotées de bibliothèques, composées d'ouvrages appropriés aux besoins intellectuels et moraux des détenus.

Dans l'intérêt du bon ordre, non moins que dans celui de la moralité, l'administration réorganisa le service des cantines.

Anciennement, le débit des boissons spiritueuses et fermentées dans les cantines, donnait lieu à de graves abus et était l'occasion

d'un scandale, en quelque sorte permanent ; les détenus qui pouvaient se procurer de l'argent du dehors, jouissaient de faveurs exceptionnelles et pouvaient même se soustraire jusqu'à un certain point à l'obligation du travail.

Le régime des cantines subit une réforme complète ; l'usage des boissons fortes fut strictement prohibé et le débit limité aux articles de première nécessité.

En interdisant, dans les maisons centrales, l'introduction de l'argent et de tous autres objets venant de l'extérieur, en supprimant les pistoles, on a fait disparaître l'injuste inégalité qui existait jadis entre les détenus indigents et ceux qui possédaient une certaine aisance.

Après l'adoption de ces différentes mesures qui, toutes, se rattachent plus spécialement au régime intérieur des prisons, l'administration s'occupa du service extérieur, en commençant par celui des transfèrements qui, jusqu'alors, laissait tant à désirer.

Un arrêté du 10 mai 1834 prescrivait la stricte séparation des deux sexes, dans les convois, et un second arrêté, en date du 25 août 1837, établit un service spécial de voitures cellulaires pour le transfert des détenus, soit des prisons aux tribunaux, soit de l'une à l'autre localité, tant par les chemins de fer que par les routes ordinaires. Ainsi ont disparu les inconvénients et le scandale de cette sorte d'exposition permanente des détenus, cheminant à pied sur les grandes routes et séjournant souvent pendant plusieurs jours successivement dans les maisons de passage qui leur servaient d'étapes. Le trajet d'une prison à l'autre s'effectuait aujourd'hui le même jour, en quelques heures, sans danger pour la santé et la moralité des prisonniers transférés.

Enfin, le complément obligé de l'action moralisatrice, le patronage des libérés, cette œuvre que tant d'esprits éclairés considéraient comme le couronnement de tout régime pénitentiaire, ne devait pas tarder à passer du domaine des abstractions dans celui de la réalité.

Le patronage reçut une première organisation par l'arrêté royal du 4 décembre 1838. Le rapport au roi s'inspirait alors de l'idée de fonder un patronage officieux et bienveillant, une institution toute de charité, dont le fonctionnement serait confié aux commissions administratives des prisons et subsidiairement à des comités ou à de simples patrons.

Cette organisation comprenait à peu près tous les éléments nécessaires à sa réussite. Si le rouage en parut un peu compliqué, si le tout semblait manquer de cohésion, on y rencontrait cependant, dans d'heureuses proportions, la part laissée à l'action gouvernementale et la part laissée à l'initiative privée. Mais qu'arriva-t-il ? Les divers rouages ne sont pas contrecarrés, l'un n'a pas été gêné par l'autre ; tout simplement, ni les uns ni les autres n'ont fonctionné.

L'administration s'était donc trompée en comptant sur une sympathie plus vive de la part de certaines autorités, appelées à la secourir, dans l'accomplissement de cette œuvre.

En 1847, on constate cependant que plusieurs sociétés charitables ont entrepris le patronage des condamnés libérés et, le 10 juin de la même année, le ministre de la justice demande à MM. les évêques de vouloir faire en sorte de faciliter, par leur charitable concours, l'organisation de semblables sociétés, là où elles font défaut. De son côté, le gouvernement s'engagea à les soutenir par des subsides, dès qu'elles auraient été formées.

D'ailleurs, il en avait déjà été ainsi dès 1845, puisque, sur l'allocation de 30,000 francs, portée au budget pour le patronage des condamnés libérés, 24,800 francs avaient été répartis entre des corporations religieuses.

Tous ces efforts furent vains. L'œuvre du patronage ne fonctionna pas et ne pouvait fonctionner. Dans un nouveau rapport présenté au roi, le 8 décembre 1848, le ministre de la justice fait connaître que des difficultés de plusieurs espèces ont empêché jusque-là l'organisation projetée. Les commissions administratives qui devaient commencer dans les prisons mêmes le patronage des détenus, ne purent mettre que peu d'empressement à l'entreprise de cette œuvre morale, parce que le patronage extérieur des libérés, qui nécessite le concours des membres auxiliaires et celui des dames charitables, faisait défaut ; le patronage, exercé à l'intérieur des maisons de détention, devait rester sans fruit, en l'absence de comités, créés dans les communes où les détenus libérés allaient fixer leur résidence. On attendait aussi la réforme du système pénitentiaire, pour coordonner le patronage avec la législation nouvelle sur les prisons.

Mais les libérés n'attendaient pas pour tomber en état de récidive et pour former des associations de malfaiteurs. Aussi le rapport constate-t-il que les circonstances font vivement désirer que

les condamnés libérés soient enfin placés sous une surveillance protectrice et bienfaisante.

Un second arrêté, en date du 14 décembre 1848, vint remplacer celui du 4 décembre 1835. Désormais, les commissions administratives des prisons se chargeront de l'œuvre du patronage intérieur; le patronage extérieur sera attribué à un comité à établir dans chaque canton judiciaire.

Cette nouvelle organisation transformait l'œuvre, en ce sens qu'elle lui donnait une existence entièrement officielle, si nous en exceptons la faible intervention laissée à l'initiative privée par l'article 10 du règlement, tandis que c'est d'elle seulement qu'il aurait fallu attendre cette ardeur toute spéciale pour le bien, puisque cette ardeur ne se comprend que volontaire et spontanée. Elle offrait également une lacune importante, en ce que la centralisation de l'œuvre n'était pas consacrée par le règlement ou, tout au moins, ne l'était pas d'une manière suffisante, en l'absence d'un pouvoir dont l'intervention aurait été permanente, afin d'en maintenir les principes et la vitalité.

Nous en trouvons l'aveu dans la circulaire du 10 avril 1850; l'administration centrale reconnaît qu'elle ne peut sortir ni directement ni indirectement de l'action générale où elle doit se renfermer. Son intervention et ses encouragements doivent être strictement circonscrits par la nature même de ses attributions qui lui interdisent de s'absorber dans des détails de placement, de correspondance et de rédaction de contrats. Ces détails doivent nécessairement être traités dans les bureaux provinciaux et abandonnés à l'appréciation de MM. les gouverneurs.

Quels furent les résultats immédiats de la nouvelle organisation? Cette fois on peut affirmer que ce sont les commissions administratives, chargées du patronage intérieur, qui ont failli à leur mission. Presque nulle part, pour ne pas dire partout, afin de laisser place à quelque rare exception qui aurait pu se produire à notre insu, les commissions ne prirent leur rôle au sérieux. *Elles ont continué à remplir leurs anciennes attributions vis-à-vis des prisons, en négligeant leurs attributions nouvelles à l'égard des détenus, ce qui est tout autre chose.*

Cependant, certains comités ont pris sérieusement leur tâche à cœur pour l'œuvre du patronage extérieur. Mais, en 1864, à l'exception de ceux institués dans les cantons d'Anvers, de Turnhout, d'Herentals, d'Heyst-op-den-Berg et de Gand, tous les

autres avaient cessé de fonctionner. Ceux-ci s'éteignirent à leur tour, et, en dernier lieu, ceux d'Anvers et de Gand au mois d'octobre 1870.

Après trente-cinq années d'efforts, l'œuvre s'est éteinte, sans avoir, à aucune époque, donné des preuves sérieuses de vitalité.

Rien ne montre mieux, suivant nous, l'inanité du patronage purement officiel.

Ainsi, des trois moyens généralement employés pour prévenir la rechute des criminels :

Le patronage,

L'expatriation volontaire,

La surveillance de la police.

Le premier a été abandonné après d'infructueux efforts ; le second n'a pas été essayé et le troisième fonctionne dans des conditions diamétralement opposées au but qu'il s'agit d'atteindre.

Ce rapide aperçu permettra d'apprécier l'étendue de la réforme opérée pendant la première période.

C'est le moment de se demander si, malgré d'énormes sacrifices pécuniaires, d'intelligence et de dévouement, l'administration était parvenue à opérer une véritable réforme pénitentiaire.

Notre réponse est négative. Qu'on en juge par le passage suivant, extrait du mémoire à l'appui du projet de loi sur les prisons présenté à la Chambre des représentants, dans la séance du 3 décembre 1844 : « Après avoir constaté la situation des maisons centrales, nous sommes naturellement conduits à interroger les résultats du régime qui y est introduit. Considérés sous le rapport matériel et économique, ces établissements ont atteint chez nous nous n'hésitons pas à le dire, un degré de perfection qui n'a été sinon égalé, du moins dépassé dans les prisons d'aucun autre pays. Mais il n'en est pas malheureusement de même, sous le rapport moral. Nous avons déjà signalé les conséquences funestes du système de réunion dans les prisons secondaires ; dans les maisons centrales, le mal est moins apparent peut-être, mais aussi il est plus profond et plus invétéré. L'ordre règne à la surface ; les ateliers sont en pleine activité, les diverses branches de service sont organisées avec un soin minutieux ; l'instruction des détenus est en voie de progrès ; les exercices religieux sont fréquents ; le zèle et le dévouement des surveillants, des frères, des aumôniers ne font pas défaut ; et cependant, l'œuvre de l'amendement reste stérile le plus souvent ; les améliorations apportées

au régime physique ont atténué, à certains égards, la rigueur de la pénalité et lui ont enlevé, en partie, son action répressive; pour un grand nombre de détenus, la prison a perdu sa terreur et plusieurs même ne l'envisagent guère que comme un refuge contre la misère.

» Vainement, on a essayé de renforcer le principe pénal, en modifiant le régime des cantines, en augmentant la surveillance, en établissant des catégories, en substituant les cellules de nuit aux dortoirs dans certains établissements. Tous ces efforts n'ont pu neutraliser la cause principale du mal, la réunion, la confusion des détenus dans des locaux communs.

» L'avis des hommes les plus compétents, des directeurs, des aumôniers, des fonctionnaires, attachés à l'administration des prisons, est unanime à cet égard; l'agglomération forcée des prisonniers engendre leur corruption mutuelle; ceux d'entre eux qui ont conservé quelques sentiments d'honnêteté et de pudeur, ne tardent pas à se souiller au contact des plus pervers; les bons deviennent mauvais, les mauvais s'endurcissent dans le mal. Si la religion parle un instant à leurs cœurs, cette influence passagère s'efface devant l'exemple pernicieux, les conseils, les railleries de leurs compagnons.

» Si quelques-uns se distinguent par une conduite plus régulière, là où l'on croirait avoir rencontré un coupable repentant et corrigé, on ne trouve le plus souvent qu'un hypocrite. Et l'action de la promiscuité ne s'arrête pas au seuil de la prison; elle s'étend sur la population entière dans laquelle viennent se confondre les libérés; elle continue à peser sur ceux-ci, en leur fermant les issues de la vie honnête, en les plaçant, pour ainsi dire, à la discrétion de leurs anciens associés. On a remarqué, en effet, que la plupart des grands crimes étaient commis par des individus qui avaient passé par les prisons, et que la complicité n'était souvent que le résultat d'une connaissance faite pendant la captivité ».

Dans une réunion des directeurs des maisons centrales, qui a eu lieu à la fin de 1843, au ministère de la justice, on leur a posé la question suivante :

« On a fait, depuis quelques années, de nombreuses tentatives pour amender les détenus, quels ont été les résultats de cette tentative ? Quels seraient les moyens de perfectionner et de compléter l'œuvre commencée sous ce rapport ?

Voici la réponse, telle qu'elle est textuellement extraite du procès-verbal de la séance :

« Le commandant de la maison de Gand déclare que, bien que l'on ait aggravé sensiblement le régime physique des détenus en supprimant l'argent du dehors, en réduisant le nombre d'objets débités dans les cantines, etc... on n'a pu restituer à la peine sa force d'intimidation ; il n'y a pas d'amélioration morale, les récidivistes augmentent.

» Le directeur des travaux de la maison de Gand déclare que le chiffre de la moralité des prisonniers n'a guère varié. En général, ils sortent de prison plus corrompus qu'ils ne l'étaient en entrant.

» Écoutez encore le médecin de la maison de force de Gand, dans son rapport sur l'état sanitaire de cet établissement pendant l'année 1836. Vous dirai-je les mariages monstrueux qui, sous le rapport physique, détruisent les détenus et, sous le rapport moral, achèvent leur abrutissement, les ravalent au-dessous de la brute et finissent par leur faire désirer l'atmosphère des prisons, comme la seule qui convienne à leur organisation dénaturée ?

» Il y a, dans la prison, deux espèces de frégates (pardonnez-moi, messieurs, ces détails obscènes, mais je pense que ce n'est pas en taisant les abus qu'on les fera cesser) ; les unes sont des frégates particulières, et les autres sont des prostituées à l'usage de tous ceux qui payent ; la défense de l'entrée de l'argent du dehors a un peu diminué le nombre de ces dernières. « On ne donne plus que dix centimes, le métier ne va plus », osa me dire un de ces êtres éhontés. Mais les mariages sont encore fréquents ; là, il y a du désintéressement, parfois même, il y a beaucoup d'affection, et, comme le dit M. Villermé, une fidélité digne d'une autre union. Les coups de couteau et autres blessures n'ont d'autre source que la jalousie qu'entraînent ces rapports immoraux et, plus d'une fois, on a vu la jalousie donner lieu à des actes de fureur très violents. Le détenu V..., que la pédérastie conduisait au marasme, s'est pendu de désespoir, parce qu'il croyait un autre préféré. »

Ainsi, toutes ces améliorations, si sages pourtant et si admirablement coordonnées, loin de démontrer l'inutilité d'une réforme plus radicale, ne servirent qu'à prouver leur propre inefficacité, leur propre insuffisance, tant la puissance du mal qui est de l'essence du régime en commun, l'emporte sur celle du bien, lorsque le mal n'est pas extirpé dans sa racine même.

Après des études consciencieuses, le gouvernement a jugé qu'une réforme plus radicale était nécessaire ; éclairé par les travaux des hommes remarquables qui s'occupaient de la réforme pénitentiaire, éclairé par l'expérience d'un système qui n'avait produit que des résultats funestes, il résolut d'abandonner la voie suivie jusqu'alors et de transformer ces lieux de détention, en les soumettant à tel autre système qui, mieux que le précédent, tout en préparant l'amélioration morale du condamné, restituerait à la peine son caractère expiatoire et exemplaire.

II

Le mémoire à l'appui du projet de loi sur la réforme des prisons en Belgique, présenté à la Chambre des représentants dans la séance du 3 décembre 1844, est l'œuvre de l'illustre Ducpétiaux. Dans ce travail si remarquable à tous égards, l'éminent inspecteur général des prisons a examiné tour à tour les divers systèmes pénitentiaires, en faisant ressortir leurs inconvénients et leurs avantages réciproques. Il conclut en faveur du régime de la séparation et le projet de loi vint proposer l'adoption de ce système.

Cependant la loi ne fut pas mise en discussion et, avec l'approbation tacite de tous les pouvoirs, le gouvernement fit construire successivement plusieurs prisons cellulaires, afin sans doute de soumettre le nouveau système à un prudent essai, avant de le faire adopter définitivement.

Un second projet de loi sur le régime des prisons, soumis par M. Ducpétiaux à la commission chargée par l'arrêté royal du 23 juin 1833, de préparer la revision de la législation pénitentiaire, ne fut, pas plus que le premier, soumis à la discussion.

Cependant, le gouvernement poursuivit l'œuvre entreprise. Dès le début il avait admis que la réforme devait être d'abord appliquée là où le danger des communications est le plus grand, là où les abus à détruire sont le plus généralement reconnus, en un mot, dans les maisons destinées à la détention préventive et aux peines de courte durée, c'est-à-dire à celles qui ne dépassent pas les limites de la sphère répressive.

Il fut question, à cette époque, de ne conserver dans les maisons d'arrêt que les condamnés à moins de 3 mois et d'établir pour les autres des prisons correctionnelles par province ou seu-

lement par ressort de cour d'appel. On songea aussi à affecter des prisons centrales pour les condamnés aux plus longs termes, à disposer pour les autres des quartiers distincts dans les maisons de sûreté, en adoptant la limite de 18 mois qui se trouverait réduite à 12 mois, en tenant compte de la diminution du tiers de la peine pour les condamnés correctionnellement, comme le proposait le projet de loi.

En résumé, aucune de ces combinaisons ne fut admise dans la pratique et les maisons d'arrêt et de sûreté cellulaires conservèrent indistinctement, au fur et à mesure de leur érection, les condamnés correctionnels dont la peine ne dépassait pas une année.

Cette limite, sanctionnée par la théorie, établissait une ligne de démarcation bien tranchée entre l'emprisonnement simplement répressif en pénitencier, dont l'application était réservée aux maisons centrales ou pénitenciers.

La première prison cellulaire construite fut celle de Tongres; l'ouverture en eut lieu le 1^{er} janvier 1844. Nous rappellerons cependant que le premier essai d'application du régime cellulaire a été fait, en 1835, à la maison de force de Gand, par l'érection d'un quartier spécial contenant 32 cellules pour la séparation complète des détenus.

L'administration fit construire successivement les prisons cellulaires secondaires de Bruxelles (pour les femmes), de Marche, de Liège, de Bruges, de Dinant, de Verviers, de Charleroi, de Courtrai, d'Anvers et de Hasselt. Cette dernière fut ouverte le 2 février 1859.

L'impossibilité de transformer convenablement les anciennes prisons communes en prisons cellulaires avait été établie à l'évidence, et la comparaison entre le coût des anciens établissements et celui des nouveaux permettait d'affirmer qu'en définitive une prison, complètement appropriée pour la séparation de nuit, avec réunion de jour, avec ses cellules, ses ateliers, ses réfectoires, son école, sa chapelle, son infirmerie, ses cachots, devait occasionner de plus fortes dépenses qu'une prison centrale, construite d'après le système de la séparation continue de jour et de nuit.

Quoi qu'il en soit, le coût moyen par cellule était, à cette époque, de 4,000 francs environ. Cette somme peut paraître élevée au premier abord; mais si l'on réfléchit que l'adoption du nouveau système réduit notablement la durée des détentions et, par suite, le nombre des détenus, et qu'il doit en résulter, en même

temps, une diminution notable du nombre des récidivistes, on conviendra qu'en réalité les dépenses de construction sont compensées, et bien au delà, par l'économie que l'on opérera sur les frais de justice et d'entretien, sans compter l'avantage, bien autrement important, d'opposer une digue à l'accroissement de la criminalité et de garantir, beaucoup mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'alors la sécurité de la société.

Ces prévisions se sont réalisées, puisque le nombre des détenus ne s'est pas accru en raison de l'augmentation de la population du pays.

D'autre part les résultats du nouveau système avait répondu à l'attente de ses promoteurs et le gouvernement, appuyé par l'opinion publique, y trouva un puissant encouragement pour persévérer dans la voie dans laquelle il s'était engagé.

Mais le nouveau système qui, jusque-là, n'avait été appliqué que dans des maisons secondaires, allait être soumis à une épreuve plus décisive. Le gouvernement décida la création d'une prison pénale cellulaire érigée sur une grande échelle, particulièrement destinée aux condamnés à long terme; nous voulons désigner le pénitencier de Louvain. Ce remarquable établissement, qui ne devait pas tarder à acquérir une juste célébrité, a été ouvert le 1^{er} octobre 1860. L'emprisonnement cellulaire y fut appliqué dans ses conditions normales et nous pourrions dire dans toute sa rigueur.

Cette épreuve fut décisive; le système en sortit triomphant. Désormais on était fixé sur ce point que l'emprisonnement séparé pouvait être continué, même pendant une longue série d'années, sans porter atteinte à la santé des condamnés et sans altérer leur raison.

Les effets moraux du système ne furent pas moins satisfaisants (1).

C'est dans cette grande institution pénitentiaire que le système cellulaire belge a pris ce cachet particulier, qui ne tarda pas à s'étendre aux autres prisons du pays.

Peu d'années après l'ouverture de ce pénitencier, c'est-à-dire en 1864, la peine de mort fut abolie en fait. Il est évident que la

(1) Voir premier rapport triennal sur le pénitencier de Louvain. J. Stevens. 1862, Bruxelles, Weissenbruch.

Voir deuxième rapport sur le même établissement. J. Stevens. 1872, Bruxelles, Weissenbruch.

marche de la civilisation et l'adoucissement général des mœurs permettaient de faire l'expérience de la suppression de l'échafaud. Mais cette expérience eût-elle été possible, si l'expiation sanglante de la guillotine ne pouvait être, comme elle l'a été, remplacée par la cellule perpétuelle ?

Le système d'administration et de comptabilité fut transformé en 1865; de nouveaux règlements furent mis en vigueur; des comptables attachés à chacune des prisons. Cette partie importante du service fut distraite des attributions des commissions administratives.

C'est le moment de rappeler que la commission attachée au pénitencier de Louvain n'est pas administrative, mais simplement de surveillance. Il y avait là une innovation fort bien entendue, dont les bons effets ont été palpables et qui, à notre grand regret, ne s'est pas accentuée depuis.

Le travail des détenus dans les maisons secondaires fut réorganisé en 1859. Le règlement sur cette matière renferme quelques dispositions qui ne sont pas sans offrir de sérieux inconvénients. L'administration actuelle s'occupe d'y remédier.

Depuis la création du pénitencier de Louvain jusqu'en 1870, cinq nouvelles prisons secondaires cellulaires furent livrées à leur destination : ce sont les maisons de Gand (sûreté), de Termonde, de Mons, de Louvain (arrêt) et d'Arlon.

Le nouveau système tendait de plus en plus à se généraliser. Enfin, la loi du 4 mars 1870 fit cesser toutes les incertitudes, en décrétant que « les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation. »

La législature venait donc sanctionner un état de choses, autorisé par une expérience de plus d'un quart de siècle.

Les maisons centrales de l'ancien système furent successivement supprimées, sauf celle de Gand qui conserva certaines catégories de condamnés âgés ou infirmes. Le nombre peu élevé de femmes, condamnées en matière criminelle, ne justifiant pas la création d'une maison cellulaire spéciale pour les recevoir, il fut décidé qu'elles subiraient leur peine dans les prisons du lieu de la condamnation.

Les condamnations jusqu'à trois ans sont subies dans les maisons d'arrêt et, jusqu'à cinq ans, dans les maisons de sûreté.

Le rôle des prisons cellulaires grandit en importance, depuis la suppression des maisons centrales de l'ancien système. Elles tenaient lieu, dans une certaine mesure, de prison pénale, même pour des condamnés qui n'avaient pas été jugés dans l'arrondissement où elles étaient situées. Non moins dans l'intérêt de la bonne exécution du service que dans celui de la justice distributive, il convenait de donner une organisation uniforme à tous ces établissements. Les règlements particuliers du 16 mars 1870 ont pourvu à cette nécessité.

De 1870 à 1885, huit nouvelles prisons cellulaires ont été construites : celles de Tournay, de Huy, de Malines, de Furnes, d'Ypres, de Neufchâteau, de Namur et de Saint-Gilles (Bruxelles).

Cette dernière, qui ne contient pas moins de 620 cellules, peut être regardée comme l'expression des derniers progrès réalisés sous le rapport de l'aménagement des locaux et de la distribution des services.

Ainsi, depuis 1844, grâce au concours des Chambres législatives, l'administration a fait ériger vingt-cinq prisons cellulaires, comprenant 4,775 cellules dont la construction a occasionné une dépense de 21 millions de francs.

Il ne reste, pour compléter le système cellulaire et doter le pays d'un régime pénitentiaire uniforme, qu'à remplacer successivement les maisons d'arrêt de Nivelles, d'Audenarde et de Turnhout, d'une contenance totale de 300 cellules environ, et à donner à la maison pénitentiaire de Gand une destination en harmonie avec l'ensemble de ce régime.

Le système nouveau a-t-il répondu, en tous points, aux espérances de ses promoteurs ? Appuyé sur l'autorité des faits, nous répondons affirmativement. En effet, la situation morale de nos établissements pénitentiaires est des plus satisfaisantes ; la récidive est en décroissance et le chiffre de la population détenue est moins élevé que par le passé ; les décès, les suicides, les cas d'aliénation mentale n'ont atteint des proportions anormales dans aucun établissement (1).

Ce qui distingue surtout ces prisons des prisons communes, c'est que, pris *isolément*, il n'est pas un seul détenu qui ne soit susceptible de meilleurs sentiments, alors que le vice et la perversité ne prennent un caractère hideux que *collectivement*.

(1) Voir les travaux, cités précédemment.

Il convient de signaler ici, relativement aux peines de très courte durée, que, depuis longtemps déjà, nous en avons signalé l'inefficacité (1).

D'autre part, nous sommes également d'avis que les peines de longue durée ne peuvent être expiées dans les maisons de sûreté et d'arrêt, qu'à la condition de donner à ces établissements une organisation pénitentiaire complète, ce qui paraît peu conciliable avec les exigences budgétaires notamment. La limite de dix-huit mois, fixée au début, n'aurait jamais dû être dépassée.

L'accroissement du nombre de jeunes détenus mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'art. 72 du code pénal, a nécessité l'ouverture de nouvelles maisons de réformes à Namur et à Gand.

La révision du règlement de ces institutions s'impose comme une nécessité.

Il en est de même de la plupart des règlements des autres institutions pénitentiaires, dont les plus récents datent depuis plus d'un quart de siècle. Il conviendra aussi de codifier les instructions qui, depuis plus de soixante ans, régissent le service des prisons et qui se trouvent disséminées dans une vingtaine de volumes, où quelques rares initiés peuvent seuls se reconnaître.

Nous appelons aussi de tous nos vœux une nouvelle classification des prisons et des détenus.

Enfin, nous insistons de rechef sur l'adoption de la libération conditionnelle, la création de pénitenciers agricoles, l'organisation du patronage, la création d'une institution destinée à former le personnel pénitentiaire et enfin la réorganisation de la surveillance de la police, institution surannée et dangereuse qui, jusqu'ici, n'a donné que de mauvais résultats.

Tous ces points trouveraient utilement leur place dans une loi sur le régime pénitentiaire, que nous appelons de tous nos vœux et qui viendrait combler une regrettable lacune.

J. STEVENS.

(1) Les prisons cellulaires en Belgique, J. Stevens, 1878. Bruxelles. Ferd. Larcier.

LA PEINE DE MORT

DEVANT L'HISTOIRE ET DEVANT LA SCIENCE

Par M. Pierre BUJON, officier d'Académie.

Le titre seul de ce livre (1) révèle que l'auteur a envisagé le grave problème qu'il avait à résoudre au point de vue le plus élevé et le plus complet. Ce livre a une véritable valeur, surtout sous le rapport historique. L'auteur qui est fort érudit, s'abstient de tout étalage d'érudition. Il expose avec exactitude les faits qu'il a puisés aux sources les plus autorisées.

I

Dans un remarquable avant-propos, il exprime ainsi le point de vue auquel il s'est placé :

« Montesquieu, dans « *L'Esprit des lois* » a dit que, pour être profitable, une réforme ne devait pénétrer dans la législation d'un pays, que lorsqu'elle avait atteint le caractère d'un esprit général. Cette marche rationnelle a été préconisée depuis par tous les hommes sages et éclairés.

» Profondément pénétré nous-même de cette vérité, nous nous sommes demandé comment, en ce qui concerne l'abolition de la peine de mort, nous pourrions nous associer à la poursuite d'un résultat définitif. Il y a, en effet, trois grands moyens de contribuer aux progrès sociaux : créer, propager, consacrer.

» La création humaine, apanage du seul génie, ne devient guère

(1) Publié à l'imprimerie et librairie Eugène Motte, à Issoudun (Indre).

divulgable que secondée par l'action du temps. Les conceptions les plus élevées, les plus utiles, qui sont appelées à exercer sur les destinées d'un pays, les effets les plus salutaires, ne naissent jamais parfaites du cerveau de l'homme.

» Le plus souvent confuses à leur origine, elles n'arrivent que graduellement à la lumière et ne prennent corps qu'avec le concours de discussions, de collaborations multiples, souvent anonymes qui en perfectionnent les formes, en expurgent les défec-tuosités. »

L'auteur indique ensuite comment l'esprit humain propage l'idée nouvelle et en obtient la consécration.

« C'est à l'œuvre de propagande, dit-il, que nous nous sommes voué en nous livrant à cette étude analytique et historique sur la peine de mort, et l'agitation qui, depuis un siècle, s'est manifestée en faveur de son abolition.

» Ce travail n'a donc pas été entrepris pour édifier les savants ; mais pour essayer de répandre dans les couches populaires les saines notions de la justice et du droit. »

Et il ajoute : « Si cette vulgarisation atteignait les proportions que nous appelons de tous nos vœux, si l'abolition de la peine de mort devenait le desideratum de la majorité de nos concitoyens, c'est alors que viendrait le rôle du législateur pour consacrer cette grande réforme de civilisation. »

Le livre de M. Bujon comprend deux parties : la partie historique et la partie scientifique.

La première divise l'exposé historique de la peine de mort en trois titres relatifs : à la peine de mort devant l'histoire jusqu'à 1789 ; la peine de mort en France depuis 1789, et la peine de mort à l'étranger.

Le coup d'œil rapide que l'auteur trace dans le premier titre, sur les pratiques anciennes de la justice criminelle, lui paraît révéler que l'idée d'abolir la peine de mort est une revendication presque moderne. Elle ne remonte pas, en effet, au-delà de la deuxième partie du XVIII^e siècle, époque où tant d'esprits généreux, savaient de leur plume puissante les fondements d'une organisation sénéle.

« Un jeune penseur, originaire de Milan, âgé de vingt-quatre ans, écrivit un petit livre qu'on ne lit plus aujourd'hui qu'à titre de document historique, mais dont, pour l'époque, la hardiesse peut paraître encore surprenante. Rien n'étonna plus César Bec-

caria, dit l'historien Cantu, que l'effet produit par l'apparition de son livre.

» L'ouvrage *des Délits et des Peines*, selon M. Bujon, qui, d'abord parut à Monaco sans nom d'auteur, en 1764, n'est pas une théorie d'où s'échappe un système propre. C'est, dit M. Haus, une bonne action plutôt qu'un bon livre. Un grand progrès, continue M. Bujon, fut alors accompli, le principe de l'intimidation fut épuré; mais celui de l'amendement échappa à Beccaria, ainsi qu'aux encyclopédistes. Beccaria n'avait donc obéi qu'à des inspirations philanthropiques, et c'est peut-être à son absence de profondeur philosophique et juridique que le livre *des Délits et des Peines*, dut sa popularité. »

II

En arrivant en 1789, à la Révolution française, M. Bujon rappelle que ce fut dans les mémoires fournis à la Société royale des sciences et des Arts de Metz, en 1783, que Robespierre affirma tout d'abord ses convictions abolitionnistes.

« L'Assemblée constituante fut la première assemblée législative qui se préoccupa de résoudre le redoutable problème de la suppression de la peine de mort.

» En 1791, son comité de législation proposa résolument l'abolition de la peine de mort pour les crimes de droit commun; mais au point de vue de la sûreté de l'État, il la maintenait en matière politique. »

Aujourd'hui, au contraire, c'est en matière politique que l'échafaud est supprimé, et si, en matière de droit commun, il est maintenu, du moins l'exécution capitale qui, en 1789, était la règle, est aujourd'hui l'exception, et rien ne saurait arrêter dans son cours, le développement progressif du mouvement abolitionniste en France.

Le mouvement abolitionniste n'est pas moins accentué à l'étranger, ainsi que le constate M. Bujon, en passant succinctement en revue les principaux États de l'Europe.

« Ce résumé historique, dit-il, nous fait assister au fâcheux spectacle des versatilités de l'esprit humain lorsqu'il n'obéit qu'à des impressions, ou ne s'appuie que sur de faux principes. Rousseau, dans son contrat social, ne contestait pas à la Société le droit

de tuer et Beccaria demandait la disparition du bourreau au nom du même contrat social. Le philanthrope milanais ne faisait porter ses généreuses revendications qu'en faveur des criminels de droit commun, gardant un silence absolu sur les faits politiques. L'Assemblée Constituante et la Convention se prononcèrent résolument pour le maintien du glaive contre les attentats de cette dernière catégorie en proposant l'abolition pour des crimes de droit commun. M. Guizot repoussait l'effusion du sang des condamnés politiques et en reconnaissait la légitimité en droit pénal ordinaire. Lamartine, en 1848, proclamait l'abolition de la peine capitale pour les délits politiques, au nom de l'inviolabilité de la vie humaine et donnait un démenti à ce grand principe, en la laissant subsister sans protestations pour les autres cas.

» Nous ne pousserons pas plus loin, ajoute M. Bujon, l'énumération de ces frappantes et regrettables contradictions, craignant de nous heurter inutilement, en allant jusqu'aux dernières conséquences, aux passions d'un attachement incompréhensible à des traditions surannées, héritage d'un passé réprouvé, antithèse d'un régime vraiment libéral. »

III

Dans sa seconde partie concernant la peine de mort devant la science, l'auteur trace un intéressant tableau énumératif et analytique des diverses et nombreuses écoles qui ont été appelées successivement à régir la pénalité.

Ce sont les écoles du Talion, de l'Expiation, du Contrat social de l'Utilité et de l'Intimidation, l'école théocratique, les écoles médicales, l'école répressive et pénitentiaire.

Cette dernière école, aujourd'hui la plus accréditée et à laquelle appartient l'avenir, vint ouvrir, dit M. Bujon, une ère nouvelle au droit de punir.

« Les partisans de l'expiation sanglante, dit-il, n'ont pas toujours été bien inspirés dans leurs plaidoyers. Ils ont invoqué entre autres arguments, le droit de légitime défense de la société vis-à-vis du coupable. » Ce principe ne tarda pas à tourner contre eux. Tel fut, en effet, ainsi qu'il l'expose, le résultat du double concours sur la peine de mort en 1826, ouvert par la Société de la morale chrétienne à Paris, et par le Comte de Sellon à Genève.

Ce livre se termine par une conclusion dans laquelle l'auteur résume ainsi le développement progressif du mouvement abolitionniste: « L'abolition de fait et de droit est résolue dans de nombreux pays et l'avenir est plein d'espérance dans les autres. »

Sous l'inspiration de sa conviction abolitionniste, M. Bujon a voulu, sans impatience et sans témérité, faire œuvre de propagande sous le double rapport historique et scientifique, et son livre a été bien conçu pour atteindre ce but, car on peut en dire :

Indocti discant et ament meminisse periti.

Charles Lucas,
Membre de l'Institut.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET

POUR 1897

(SERVICE PÉNITENTIAIRE)

Promiscuité et séparation. — Prison préventive et admonition répressive. — Hygiène. — Cellules en fer. — Catégories. — Système irlandais. — Libération conditionnelle. — Concurrence au travail libre. — Régie et entreprise. — Pénitenciers agricoles et travaux extérieurs. — Confections militaires. — Chômage. — Ecole de gardiens et surveillantes. — Ministres du culte. — Commissions de surveillance. — Colonies de jeunes détenus. — Inspecteurs généraux et administration centrale. — Conseil supérieur.

MESSIEURS,

S'il est vrai, comme l'a écrit un haut fonctionnaire de l'administration des prisons, « que le délinquant est un malade ou un ignorant, qu'il est, non à punir, mais à traiter, qu'il est, si la chose est possible, à guérir, à améliorer pour l'esprit, à améliorer pour le cœur, que, si dans le traitement à lui appliquer, il se trouve pour lui une souffrance, cette souffrance n'est qu'un moyen et que le but serait de faire un homme comprenant le droit, sentant le devoir, utile aux autres comme à lui-même (1) » ; si, comme c'est notre conviction, la seule fin légitime que puisse poursuivre la société, c'est d'instruire et d'élever le délinquant, cette idée générale qui domine le système des peines, doit trouver ses applications dans tous les détails de l'étude d'un budget, miroir fidèle de la situation de notre régime pénitentiaire.

I

Il n'est pas nécessaire d'avoir examiné notre régime (on ne peut pas dire: notre système pénitentiaire), très longtemps ni de très près, pour s'assurer que le dernier des résultats qu'il atteint, peut-être parce que c'est la moindre de ses préoccupations, c'est de moraliser les détenus. « L'État tient à grands frais des prisons qui sont des écoles de tous les vices et de tous les crimes... Non seule-

(1) *Émile Acolas*, Les délits et les peines.

ment on n'a rien fait pour l'amélioration du condamné, mais il semble qu'on ait fait tout ce qui est possible pour le pervertir davantage et le pousser à la récidive. » Qui s'exprime ainsi ? C'est un homme qui occupe une des hautes situations de la magistrature française. Cette appréciation sévère n'est, du reste, pas isolée.

Dans son rapport sur l'administration de la justice criminelle pendant les années 1881 à 1885, le Ministre de la justice parle en ces termes « de la récidive dans ses rapports avec le régime pénitentiaire » : « L'inefficacité de la peine au point de vue moralisateur, est-il dit dans ce document, ressort d'une façon non moins saisissante des renseignements que l'on obtient en rapprochant les listes des libérés des maisons centrales de celles des récidivistes criminels et correctionnels...

» Il en résulte que sur 5,493 hommes sortis en 1883 des divers établissements pénitentiaires affectés aux accusés ou prévenus, condamnés à la réclusion ou à plus d'un an d'emprisonnement, 2,196, les deux cinquièmes, ont reparu devant la justice pour s'y voir encore condamner : 1,074 ou 49 0/0 dans l'année même de leur libération ; 831 ou 38 0/0 en 1884, et 291 ou 13 0/0 en 1885. »

On a depuis longtemps dénoncé comme la cause essentielle de ce déplorable état de choses la promiscuité qui, en dépit de toutes les prescriptions de la loi et des règlements, existe entre les détenus dans nos prisons. Les pires y corrompent les moins mauvais. Les chevronnés du vice y forment les recrues. Contre ce mal, la grande commission de l'Assemblée nationale, qui fit sur notre régime pénitentiaire une longue et intéressante enquête, avait indiqué un remède qu'elle estimait souverain : l'emprisonnement cellulaire. Ses conclusions trouvèrent leur formule dans la loi du 5 juin 1875. L'emprisonnement individuel de jour et de nuit était déclaré obligatoire pour les inculpés, prévenus et accusés, et pour les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous. Les condamnés à une peine plus grave pouvaient en réclamer le bénéfice.

La loi de 1875 est loin d'avoir reçu la large application que souhaitaient ses auteurs. Il n'est aujourd'hui encore que seize maisons départementales qui aient été reconnues par décret comme établissements affectés à l'emprisonnement individuel. On sait que la lenteur avec laquelle cette loi a été jusqu'ici appliquée est due à la résistance des conseils généraux. Les départements sont, en vertu d'un décret du 9 avril 1811, modifié par les

lois du 25 mars 1817 et du 5 mai 1853, propriétaires des prisons départementales et tenus des dépenses de construction et de grosses réparations. Ces dépenses, *depuis la loi du 27 juillet 1867*, n'ont plus le caractère obligatoire.

Aussi les assemblées départementales se monirent-elles en général très peu disposées, malgré l'appui pécuniaire que la loi de 1875 oblige l'État à leur prêter, à s'engager dans des opérations, dont le coût est excessif (le prix de revient de la cellule a dépassé 6,000 francs et n'est jamais descendu au-dessous de 3,000) et dont l'utilité est même fort contestée.

Nous n'avons pas l'intention de rouvrir ici la discussion si souvent reprise et toujours pendante sur les avantages et les inconvénients du système cellulaire. Il est permis toutefois de constater que la seule utilité certaine de l'emprisonnement individuel apparaît lorsqu'il s'applique soit aux inculpés prévenus et accusés qui ont au moins le droit de n'être pas confondus avec ceux que la justice a reconnus coupables, soit aux condamnés à de très courtes peines.

Mais l'utilité du système, ainsi circonscrite, vaut-elle des dépenses si considérables ? Il est permis d'en douter, surtout si l'on réfléchit qu'on peut obtenir les mêmes avantages, sans grever le budget, en le déchargeant, au contraire, par une double série de mesures applicables : les unes à la prévention, les autres aux courtes peines.

Il n'est pas niable que, dans les mains d'un trop grand nombre de magistrats, la prison préventive a perdu le caractère qu'elle devait conserver. Ce n'est plus une arme exceptionnelle, dont le magistrat instructeur n'use que dans les cas graves, pour garder sous la main de la justice le présumé coupable qui serait tenté de s'y soustraire. La prison préventive est devenue un véritable moyen d'instruction.

Elle est la règle : la liberté provisoire est l'exception.

Pour corriger de tels abus, point n'est besoin d'attendre la réforme du code d'instruction criminelle. Le Ministre de la justice a le devoir et le pouvoir d'y remédier. Si la fonction de juge est encore inamovible, l'emploi de juge d'instruction ne l'est pas. En donnant des ordres précis et sévères pour restreindre dans des proportions considérables le nombre des détenus préventivement, le Ministre de la justice ne dégrèverait pas seulement le budget de l'Etat d'une lourde dépense. Il rendrait à la moralité

publique un signalé service. Il empêcherait des innocents de subir cette influence corruptrice de la promiscuité, que la loi de 1875 se proposait de prévenir à grands frais et que l'action gouvernementale suffirait, on le voit, à faire disparaître dans une large mesure.

Mais ce n'est point seulement des inculpés que le législateur de 1875 s'était préoccupé. Il avait, non sans raison, voulu préserver également de la contagion ceux qu'on pourrait appeler les petits condamnés. Il n'est guère en effet, au point de vue pénal, de sujets plus intéressants, après les prévenus, que ces individus condamnés, une première fois, pour une légère faute, à une courte peine.

Sur l'influence des courtes peines il faut consulter encore ce document officiel que nous avons cité plus haut : « Il ne faut pas se le dissimuler, y lit-on, les courtes peines n'ont aucun caractère intimidant et nuisent plutôt qu'elles ne servent à l'amendement... De 1881 à 1885 le nombre des prévenus récidivistes s'est accru de 9,915 et, dans ce chiffre, les libérés d'un an ou moins d'emprisonnement entrent pour 9,335 ou 94 0/0 ; par conséquent l'augmentation de la récidive est due pour les dix-neuf vingtièmes aux condamnés à de courtes peines. » Une telle constatation mérite qu'on s'y arrête et qu'on recherche les moyens de prévenir le retour du mal.

Le système de l'admonition pratiqué aujourd'hui en Italie (1), et qui fut jadis pratiqué en France, est un de ces moyens. Il laisse au juge le droit de ne pas frapper d'une peine le coupable d'un léger délit et de le renvoyer après lui avoir infligé une r primande publique. L'honorable M. Reybert et plusieurs de nos collègues ont obéi aux mêmes préoccupations en déposant une proposition de loi qui accorde aux tribunaux correctionnels la faculté de décider que la peine encourue ne sera pas appliquée et d'ordonner la mise en liberté suspensive des condamnés (2).

L'application de ces réformes, d'ordre administratif ou législatif, si utiles au point de vue moral, si intéressantes au point de vue budgétaire, enlèverait aux partisans absolus du régime cellulaire leurs plus sérieux arguments et permettrait d'examiner à loisir cette grosse question du meilleur système d'emprisonnement.

(1) Bulletin 1886, p.

(2) Bulletin supr., p. 314 et 495 infra.

On sait d'ailleurs que maints hygiénistes ont élevé contre le régime cellulaire les plus vives critiques. On ne peut se défendre de penser en effet que l'anémie cérébrale (1) doit faire de bien faciles et bien terribles ravages sur des individus livrés à eux-mêmes, isolés pendant des mois sinon des années, et pour la majorité desquels le travail de la pensée et de la réflexion n'a jamais été, avant leur emprisonnement, qu'une rare exception.

Sans doute le régime cellulaire offre des avantages incomparables à une administration soucieuse de son repos et désireuse, en honnête personne, de faire le moins possible parler d'elle. S'il impose à ses agents une activité un peu plus grande par l'obligation où ils se trouvent de voir chaque prisonnier dans sa cellule, il assure en revanche leur tranquillité. On peut ne pas se préoccuper de l'éventualité des révoltes, quand chaque prisonnier est renfermé seul entre quatre murs.

Mais c'est un moyen peut-être contestable de former le détenu à se conduire en honnête homme dans le milieu social où il doit rentrer, et d'expérimenter la valeur et la force de ses bonnes résolutions, que de le claquemurer dans une cellule jusqu'au jour où l'on le rendra libre, sans expérience et sans appui, à toutes les difficultés et à tous les dangers de la vie en commun.

Sans avoir le désir ni la prétention de faire modifier, à propos de l'examen d'un budget, la solution que la loi de 1875 a consacrée en théorie, il n'est peut-être pas sans intérêt ni sans utilité d'esquisser les règles générales et uniformes qu'en présence de l'inexécution forcée de la loi sur le régime cellulaire, il serait souhaitable de voir l'administration pénitentiaire mettre graduellement en vigueur dans tous les établissements qu'elle dirige.

II

Si les critiques vives et nombreuses sont dirigées contre la séparation de jour et de nuit des condamnés, tout le monde, au contraire, est d'accord pour proclamer la nécessité de la séparation

(1) Voir sur ce sujet notamment : la Note officielle sur l'emprisonnement individuel, dans le Bulletin de 1885, p. 716; le rapport de M. le Dr Lagneau à l'Académie de Médecine, publié dans le Bulletin de 1887, p. 461, et la discussion du 11 novembre 1887 au Conseil d'hygiène (infra). Une importante communication sur ce grave sujet va d'ailleurs être faite prochainement à l'Académie par un éminent spécialiste, médecin en chef de l'un de nos grands hôpitaux de Paris: le Bulletin ne manquera pas de la publier.

de nuit dans toutes les prisons. Pour l'accomplir, il n'est pas nécessaire de construire à grands frais de coûteuses cellules. Elle est réalisée à la maison de Leuwarden, la plus importante des prisons hollandaises en commun, grâce à un système ingénieux de cages plutôt que de cellules en fer. On a introduit ce système ou d'analogues dans certains de nos établissements. A la maison centrale de Melun, entre autres, on vient d'établir la séparation de nuit pour une partie des détenus, et l'on achève de la réaliser pour le reste des condamnés, dans des conditions peut-être moins économiques qu'on n'aurait pu le faire. Mais cette réforme nécessaire est accomplie dans un trop petit nombre encore de nos maisons. Il est juste de reconnaître qu'il est des prisons qui se prêtent peu à l'établissement de cette séparation; pourtant elle est si essentielle que l'administration ne saurait trop faire d'efforts pour arriver à l'introduire partout. Rien n'est plus répugnant que le spectacle, par exemple, de Sainte-Pélagie ou de Saint-Lazare (1), où les condamnés de droit commun passent les nuits, quatre ou cinq ensemble, dans de petites chambres à peine éclairées. C'est la promiscuité dans toute son horreur.

La séparation, par catégories, pendant le jour, n'est pas moins indispensable que la séparation individuelle de nuit. La première distinction qu'il importe de faire entre les détenus est dictée par leur âge. Avant tout, les enfants doivent être séparés des adultes. Il est inouï qu'au dépôt de la préfecture de police les petites filles soient, même la nuit, confondues dans une même salle avec la foule des femmes arrêtées, prostituées ou simples prévenues de droit commun. C'est là un état de choses inacceptable, dont le maintien ne devrait être toléré sous aucun prétexte.

En dehors de ces catégories commandées par le sexe ou l'âge, il est nécessaire, pour réduire au minimum possible les effets de la promiscuité et pour organiser l'éducation des condamnés, d'en instituer d'autres fondées sur l'état moral des détenus. Les indications nécessaires à cet effet ne peuvent être fournies que par les antécédents des condamnés et surtout par les observations personnelles que font sur chacun d'eux leurs gardiens et le directeur. Pour faciliter cet examen, que l'hypocrisie, si fréquente parmi les détenus, rend souvent bien difficile, il est essentiel que les parquets ne manquent pas de joindre à l'envoi de l'extrait du

(1) V. le rapport du D^r Colin au Conseil d'hygiène.

jugement une notice brève sur les circonstances essentielles de l'affaire et, s'il est possible, sur la famille du condamné. Cet usage, pratiqué déjà par le plus grand nombre des cours (celle de Paris, nous ne savons pourquoi, ne s'y conforme pas), est des plus utiles.

Si l'on peut interner en effet les condamnés pour la première fois dans un quartier isolé dit quartier d'amendement (que j'ai trouvé dans certaines maisons, que l'article 28 du décret du 11 novembre 1885 ordonne de former dans toutes), on se trouve, après cette première opération effectuée, sans aucun signe extérieur qui permette d'opérer, d'une manière même approximative, un classement rationnel et utile.

Ce serait une erreur de croire que la gravité de la peine, dont un détenu a été frappé, fournit une indication sur sa moralité. La diversité des peines, qui est, au point de vue théorique, l'objet de si vives et si justes critiques, n'a pas même l'avantage d'être, au point de vue pratique, d'une utilité quelconque. On trouve, dans les maisons de femmes par exemple, côté à côté, des condamnées à l'emprisonnement, à la réclusion et aux travaux forcés. Eh bien ! loin que ces dernières se montrent le plus perverses, c'est le contraire en général qui est la vérité. Quiconque s'est occupé de matières pénales a pu faire cette constatation, qui n'est d'ailleurs surprenante qu'au premier abord. Ainsi le seul caractère utile et sérieux sur lequel on puisse s'appuyer pour faire des catégories doit être tiré du caractère même du détenu, de sa valeur morale. C'est en l'étudiant de très près et chaque jour (1) qu'on peut le faire passer successivement dans les trois quartiers qui, à notre sens, devraient exister dans tout établissement pénitentiaire.

Dans l'un se trouveraient les pires, dans le second les moins mauvais, dans le troisième les bons. Le quartier des condamnés pour la première fois pourrait, par suite, disparaître. Le but de cette division ne serait pas seulement de soustraire, dès le premier jour de leur entrée dans la maison, les moins corrompus des détenus à l'influence fâcheuse de certains de leurs camarades, le directeur devrait s'efforcer de faire passer progressivement d'un quartier dans l'autre tous les détenus. Nous l'avons dit dès le début de ce rapport, tous les efforts des hommes qui ont l'honneur de collaborer à l'œuvre pénitentiaire doivent tendre à faire

(1) Bulletin 85, p.

rentrer dans le milieu social le condamné moins mauvais qu'il n'en est sorti. Il importe donc de le préparer sans relâche (1) à la liberté qu'il doit reconquérir. Un moyen excellent d'atteindre ce but nous paraît être de le faire successivement passer par des situations qui se rapprochent de plus en plus de celle qu'il aura au dehors, car nous entendons qu'il y ait une différence assez notable entre les trois quartiers, au point de vue tant du régime que de la nature des travaux. L'idée qui nous guide n'est autre, on le voit, que celle du système irlandais (2), dont un Français, M. Bonneville de Marsangy, fut l'auteur, si c'est un étranger, sir Walter Crofton, qui eut le premier l'honneur de le mettre en œuvre.

Mais nous ne croyons pas que, pour le réaliser, des maisons distinctes soient nécessaires. Il nous semble suffisant, plus facile et peut-être, à certains égards, plus avantageux d'instituer, dans nos grandes maisons centrales, ce qui existe, par exemple, au pénitencier de Zurich (3), des classes ou quartiers différents.

Le vote de la loi du 14 août 1885, due à l'initiative qu'on ne saurait trop louer, de M. Béranger, vient d'ailleurs de mettre aux mains de l'administration pénitentiaire l'instrument nécessaire pour l'application de ces idées. Désormais tout condamné peut, après avoir accompli la moitié de sa peine (jamais moins de trois mois de prison), être mis conditionnellement en liberté. La mise en liberté peut d'ailleurs être révoquée.

On devine aisément quel puissant moyen d'éducation et de moralisation ces dispositions, depuis longtemps édictées à l'étranger, fournissent à l'administration. Désormais le détenu se trouve pour ainsi dire maître de son sort. Chaque jour, c'est la loi elle-même qui le prescrit, — note sera prise sur sa conduite et son travail. C'est la somme de ces marques, bonnes ou mauvaises, qui dira s'il doit être mis en liberté à l'expiration de la moitié de sa peine ou retenu plus longtemps. Il se trouve ainsi fortement incité à se bien conduire. Sans doute il pourra faire effort sur lui-même tant qu'il sera détenu et se laisser aller à ses

(1) Bulletin 1885, p. 727.

(2) Voir pour l'exposition complète de ce système, ses avantages et ses inconvénients comparés à ceux du système cellulaire, les Bulletins de 1885, pages 468, 671 et s. et de 1886, p. 7 et 35.

(3) Voir sur le fonctionnement du système irlandais en Suisse, les bulletins de 1883 p. 353 (Neuchâtel) et de 1886 p. 264.

instincts mauvais quelque temps comprimés, dès qu'il aura recouvré sa liberté. On en sera quitte pour révoquer la mise en liberté conditionnelle. Le spectacle même de ces révocations ne sera pas sans quelque utilité pour les détenus qui seraient tentés d'imiter cet exemple.

Il ne semble pas cependant que l'administration pénitentiaire ait compris de cette façon l'application qu'elle devait faire d'une loi si excellente. Elle s'est préoccupée avec un excès de zèle tout à fait extraordinaire d'empêcher qu'on ne mit en liberté, avant l'heure où la loi oblige l'administration à le relâcher, aucun détenu qui serait susceptible de faire une rechute. On imagine avec peine la montagne de paperasses, de circulaires, d'arrêtés (1) que l'administration pénitentiaire a entassée en travers de l'application de la loi du 14 août 1885. La loi prescrit de prendre certains avis du préfet, du parquet, etc., avant d'ordonner la mise en liberté. L'administration pénitentiaire ne s'est pas contentée de multiplier ces consultations et d'interroger sur chaque cas particulier la direction de la sûreté générale; elle a donné à ces « avis » une valeur que la loi ne leur conférait en aucune façon. C'est ainsi qu'une grande partie des parquets se montrait, au début surtout, systématiquement hostiles, on peut le dire, à la mise en liberté conditionnelle. L'administration pénitentiaire a le plus souvent transformé ces avis en injonctions derrière lesquelles elle s'est abritée, pour écarter nombre de mises en liberté conditionnelles. Nous n'ignorons pas que l'administration pénitentiaire proteste très haut lorsqu'on lui adresse les reproches que nous formulons ici.

Mais les faits et les chiffres parlent plus haut que toutes les protestations. Dans tous les établissements que nous avons visités, nous avons entendu les mêmes plaintes sur les difficultés que l'on trouve à l'application de la loi du 14 août 1885. Au 1^{er} janvier 1887, les mises en liberté conditionnelles n'avaient atteint que le chiffre ridicule de 219 alors que la loi eût dû recevoir son application normale depuis le 15 novembre 1885. A la même époque il n'y avait pas encore eu une seule libération conditionnelle dans les prisons de la Seine. Le système des marques ou notes journalières à donner aux détenus, qui est la base même de la loi, n'est encore inau-

(1) Le Bulletin a publié, p. 168, les documents qui préparent l'application de cette loi qui lui ont été obligamment communiqués par M. le Directeur de l'administration pénitentiaire. Conf. p. 667.

guré nulle part. Il est fâcheux que les mêmes hommes qui ont déployé tant d'ardeur pour obtenir la loi sur la relégation, en montrent si peu à faire passer dans la pratique une loi dont l'application est assurément plus facile et dont il est permis de croire que les effets seront singulièrement plus heureux.

Nous avons dit un mot incidemment des travaux auxquels les détenus doivent être employés. Il convient d'insister sur cette grave question du travail dans les prisons. On sait quelles plaintes a soulevées la concurrence que le travail des détenus fait au travail libre.

C'est sous l'impression de ces doléances que le Gouvernement provisoire avait rendu le décret du 24 mars 1848 qui suspendait le travail dans les prisons. Mais il ne fallut pas longtemps pour s'apercevoir des dangers de toute nature qu'entraînait après elle l'oï-siveté des détenus. C'est une vérité aujourd'hui reconnue par tous que la nécessité du travail pour les condamnés. Le dernier congrès ouvrier tenu à Paris l'a proclamée dans les considérants d'une de ses résolutions. Personne ne proposerait, d'autre part, d'occuper les détenus à un travail absolument inutile et improductif : à moudre le vent. La première condition qui s'impose pour moraliser le condamné, c'est de lui rendre le sentiment de sa dignité propre, de son utilité sociale. Il est donc indispensable de l'employer à une tâche productive. Dès le 9 janvier 1849, une loi avait abrogé le décret du 24 mars précédent. Mais elle décidait que les produits fabriqués par les détenus ne pourraient être livrés sur le marché en concurrence avec ceux du travail libre, et qu'ils seraient, autant que possible, consommés par l'État.

Ces dispositions sont restées lettre morte. Dans tous les établissements pénitentiaires, sauf les trois pénitenciers agricoles, les six colonies publiques de jeunes détenus et quatre maisons centrales, c'est le système de l'entreprise qui est établi. Un entrepreneur général subvient aux frais de l'entretien des détenus, moyennant un prix de journée déterminé par le résultat d'une adjudication publique, plus une part du salaire du détenu qui peut s'élever jusqu'aux neuf dixièmes et les bénéfices de la cantine.

Sans entrer dans les détails, il est aisé de voir quels inconvénients de toute nature offre l'intrusion dans un établissement pénitentiaire d'un entrepreneur, de ses sous-traitants et de leurs représentants (contremaitres et autres) ; leur action est le plus souvent beaucoup plus directe et plus efficace sur les détenus que celle des gardiens et du directeur. L'unique souci de tous ceux

qui ont autorité sur les condamnés devrait être leur moralisation. La seule préoccupation de l'entrepreneur et de ses agents est naturellement de réaliser le plus de bénéfices possible. Trop souvent, pour ne pas dire toujours, ces deux vues sont non seulement divergentes mais contradictoires. De plus, les produits ainsi fabriqués sont, en dépit de la loi de 1849, jetés sur le marché en concurrence avec ceux du travail libre. Depuis longtemps on a été frappé, à l'étranger, de ces graves inconvénients.

« Le système de la régie, dit M. Lefébure dans un rapport à la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les prisons suisses, a prévalu dans toutes les prisons de la Suisse, sur le système de l'entreprise. On avait essayé de l'entreprise à Zurich et dans quelques prisons : les tentatives ont été bien vite abandonnées.

» On a reconnu partout que l'éducation pénitentiaire, *que toute réforme sérieuse était incompatible avec l'adjudication du travail des prisonniers à un entrepreneur*, maître de régler l'emploi de leur temps, et on a conclu que l'administration ne devait se mettre à la merci de personne et rester souveraine. Elle peut seulement ainsi veiller à ce que chaque détenu apprenne une profession pendant son séjour en prison et se trouve, au moment de sa libération, indépendant et en état de gagner sa vie honnêtement. Elle peut varier les industries, tenir compte des aptitudes, veiller à la perfection des produits, faire, en un mot, de la prison une véritable école professionnelle, au lieu de la livrer à l'exploitation. Il ne semble pas que ce système ait tourné au détriment des finances cantonales. »

La situation est, nous venons de le voir, toute différente en France. Comment la modifier ? Dans la séance du 16 décembre 1884, notre honorable collègue, M. Brialou, indiquait un moyen : « Il est une chose, disait-il, qui, selon moi, serait bien préférable : ce serait de donner de l'extension aux pénitenciers agricoles ; cela ne porterait préjudice à personne, vu que les bras manquent pour l'agriculture. (*Approbaton à l'extrême gauche et à droite.*) »

Le commissaire du Gouvernement, directeur de l'administration pénitentiaire, donnait son adhésion à cette vue, en répondant qu'il s'efforçait d'étendre les exploitations agricoles. Il est vrai que, cette année, l'administration pénitentiaire, malgré le désir manifesté alors par son chef, propose la suppression de deux pénitenciers sur trois. Nous nous expliquerons plus loin sur cette

prétendue économie, que nous repoussons. Disons tout de suite qu'avec l'honorable M. Brialou et le directeur de l'administration pénitentiaire, nous jugeons très intéressant de développer le travail agricole ou, pour parler plus exactement, le travail en plein air. A une certaine époque, on a employé, à la maison centrale d'Embrun, une brigade de détenus à des travaux extérieurs pour la construction du canal de la Durance. Nous souhaiterions vivement que des expériences de cette nature fussent reprises et étendues.

Mais elles ne peuvent l'être, cela va de soi, qu'avec une certaine prudence. Il ne faut donc pas compter trouver dans cette affectation des détenus aux grands travaux publics une solution suffisante du problème qui nous occupe. Aussi a-t-on proposé de substituer au système de l'entreprise, dont nous avons indiqué les graves inconvénients au point de vue aussi bien de la moralisation des détenus que de la situation des travailleurs libres, le système de la régie. C'est l'État, dans cette hypothèse, qui est chargé de pourvoir à tous les besoins des détenus. La régie est directe ou indirecte, selon que l'État emploie lui-même, sous la direction de ses agents, le travail du détenu ou le cède au contraire à un entrepreneur privé.

Pour échapper à tous les inconvénients que présente l'entreprise, le système de la régie directe devrait donc être adopté. Mais il ne peut l'être, on le conçoit, que si l'État a des débouchés assurés aux produits fabriqués. Or ces débouchés, ce sont tout naturellement les services publics qui doivent les fournir. On dira peut-être qu'ainsi le travail des prisons fera encore concurrence au travail libre, puisque l'État ne demandera plus à l'industrie privée ce que les établissements pénitentiaires lui offriront. Il est bien évident que, dès lors que les détenus fabriquent des produits, ils font concurrence aux produits analogues fabriqués au dehors. Mais il nous apparaît que l'emploi le plus logique et le plus juste des produits du travail des détenus, c'est leur consommation par l'État, qui loge, nourrit et entretient les prisonniers.

Dans la séance du 8 février 1887, notre honorable collègue M. Dupuy (de l'Aisne), qui s'est occupé à plusieurs reprises de cette grosse question, avait demandé à M. le Ministre de la guerre s'il serait disposé à se concerter avec M. le Ministre de l'intérieur et à confier à l'administration pénitentiaire la confection ou la fabrication de certaines fournitures nécessaires à ses services.

M. le général Boulanger avait pris l'engagement de faire, sur une petite échelle, l'expérience sollicitée par l'honorable M. Dupuy (1). Aucune suite n'a été donnée à ces promesses. Nous avons vivement insisté auprès de l'administration pénitentiaire et nous renouvelons nos instances pour que ces négociations soient reprises et menées à bonne fin. Des démarches analogues devraient aussi être faites auprès du Ministre de la marine.

La solution que nous préconisons est déjà en partie appliquée. La maison centrale de Melun fait aujourd'hui les uniformes des gardiens de nos prisons, autrefois fournis par l'industrie privée. L'administration pénitentiaire trouve à ce changement, l'honorable M. Dupuy l'a rappelé dans le très complet discours qu'il a prononcé sur ce sujet dans la séance du 18 janvier 1887, une économie de 35 0/0. Il y a mieux encore. Une imprimerie est aujourd'hui installée à la maison de Melun. Le Ministère de l'intérieur s'y fournit et a réalisé de ce chef une économie de plus de 40 0/0. Il serait vivement à désirer que cet exemple fût suivi surtout par les services publics, qui sont aujourd'hui les clients de l'industrie privée.

Nous avons demandé pour les établissements en régie communication des documents constituant ce qu'on pourrait appeler leur compte moral. C'est un tableau général qui présente aussi fidèlement que possible pour chaque année, depuis 1882 jusqu'à 1886, d'une part toutes les dépenses, de l'autre toutes les recettes. Le bénéfice résultant de la fabrication au compte de l'État ressort de la différence entre le prix de l'industrie libre et le prix de la cession par l'établissement producteur aux établissements publics. Ce bénéfice, absolument réel, il ne peut pas en être tenu compte dans l'établissement du budget. Mais il est clair qu'en le négligeant, on fausse la vérité, on se met dans l'impossibilité de juger avec exactitude la situation respective des maisons à l'entreprise et de celles en régie. L'établissement en dehors et à côté du budget, à titre de renseignement, du « compte moral » remédie, croyons-nous, à cet inconvénient. Voici quel a été, de 1882 à 1886, à Melun, en faisant la balance du débit réel et du crédit réel, déduction faite du bénéfice, le prix moyen de la journée de détention. Notons que la régie directe

(1) Voir le Bulletin de 1887, p. 103 et 323; et aussi le Bulletin de 1885, p. 731.

n'était point organisée en 1882, commençait à peine en 1883 et qu'aujourd'hui encore une notable partie de la main-d'œuvre des détenus est laissée à des confectionnaires, c'est-à-dire exploitée en régie indirecte.

Voici les chiffres :

ANNÉES	PRIX MOYEN DE LA JOURNÉE DE DÉTENTION
1882.	0.637
1883.	0.665
1884.	0.292
1885.	0.502
1886.	0.246

Il n'est pas sans intérêt de faire observer qu'en 1884, c'est le compte le plus récent dont nous ayons pu avoir communication, le prix moyen de la journée de détention s'est élevé, tout compris, dans les maisons centrales à l'entreprise, à 0.70. Ceci soit dit, pour répondre à cette objection courante que le système de la régie est forcément plus coûteux que celui de l'entreprise.

Aussi, sans revenir sur les avantages immenses qu'offre au point de vue pécuniaire la régie directe, croyons-nous devoir insister auprès de M. le Ministre de l'intérieur pour que d'ici 1888, s'il se peut, ou tout au moins dans le courant de 1888, de nouveaux établissements pénitentiaires soient soumis au système de la régie.

D'ici là l'administration pénitentiaire ne saurait trop rigoureusement tenir la main à ce que les entrepreneurs exécutent toutes les obligations de leur cahier des charges. L'article 91 prévoit en cas de chômage, dans les maisons centrales, le paiement par l'entrepreneur d'une indemnité fixée par le Ministre. Nous avons fait dresser l'état des chômages du 1^{er} juillet 1886 au 30 juin 1887, et des indemnités à recouvrer de ce chef. L'État aurait dû percevoir à ce titre, sur les entrepreneurs, 49,185 fr. 34 c. Ceux-ci en ont été quittes pour 9,728 fr. 18 c. Dans une seule maison, où tous les mois, sans exception, ont eu lieu des chômages, l'entrepreneur était redevable de 11,186 fr. 16 c. Il a payé 5,362 fr. 95 c. L'État lui a fait remise du reste. Si l'on admet que, dans des cas exceptionnels, une décharge partielle puisse être accordée, cette mesure de bienveillance ne saurait, en aucun cas, devenir la règle ni surtout être appliquée dans les proportions que nous venons d'indiquer. C'est un abus qu'il convient de faire cesser.

Il importe également que toutes les prescriptions du dernier arrêté ministériel du 15 avril 1882 sur le travail des détenus soient strictement observées. Pour la fixation des prix de main-d'œuvre, les chambres syndicales ouvrières doivent, ainsi que l'ont justement réclamé les congrès ouvriers, et que l'indique, du reste, la circulaire ministérielle, être consultées au même titre que les chambres patronales.

De l'état des industries, métiers et travaux exercés dans les maisons centrales, au 30 juin 1887, il ressort que cinquante-deux tarifs sont antérieurs à l'arrêté du 15 avril 1882. Il en est dont l'établissement remonte à 1860. On a le droit de s'étonner que l'administration pénitentiaire n'ait pas encore fait cesser un état de choses aussi préjudiciable aux intérêts des travailleurs libres et des détenus que favorable à ceux de certains entrepreneurs.

Il est indispensable que, dans le plus bref délai possible, tous les tarifs soient révisés et établis sur les bases nouvelles déterminées par l'arrêté de 1882.

Si nous nous sommes étendus sur la question du travail dans les prisons, c'est qu'il n'en est guère dont la solution importe plus à l'amélioration des détenus. Il ne suffit pas, toutefois, d'une organisation convenable du travail pour atteindre le but que doit se proposer tout bon système pénitentiaire. Ce n'est pas assez de donner aux condamnés des habitudes laborieuses. Il est nécessaire encore d'exercer sur eux, sur leur caractère, sur leur personnalité morale une action de tous les instants. Certes, il serait à souhaiter qu'on pût n'avoir que de petits établissements, renfermant cent à cent cinquante détenus, sur lesquels il serait facile à un directeur intelligent et habile d'acquiescer une grande influence personnelle. Mais, comme nous sommes fort loin de cet idéal, il faut nous efforcer de tirer de la situation présente le meilleur parti possible. C'est aux gardiens, aux employés de tout ordre de la prison qu'incombe la noble et lourde tâche de travailler à la moralisation des détenus.

C'est assez dire qu'ils ne doivent pas être seulement des employés consciencieux, remplissant avec scrupule tous leurs devoirs. La première condition pour qu'ils accomplissent une tâche vraiment utile, c'est qu'ils s'intéressent à l'œuvre dont ils sont les collaborateurs, qu'ils en comprennent la grandeur et se passionnent pour elle. Certes, on ne trouvera pas sans difficulté un personnel qui satisfasse à ces conditions. Le recru-

tement en est malaisé. Il faut donner à ceux qui sont appelés à en faire partie une éducation spéciale.

Aussi applaudissons-nous à l'idée, aujourd'hui adoptée par l'administration pénitentiaire, de créer une école de gardiens (1). Elle a choisi, pour l'installer, la maison de Melun. Nous nous demandons s'il ne vaudrait pas mieux l'établir dans une des prisons de Paris. L'enseignement y pourrait être donné, nous paraît-il, dans de meilleures conditions. En tout cas, l'idée même de la création ne peut être qu'approuvée, mais il ne suffit pas de donner à nos futurs gardiens une éducation préalable. Le temps même qu'ils passent dans leurs fonctions doit être employé à développer leur instruction générale et professionnelle. Rien de plus utile au point de vue de la discipline intérieure. Il faut que la masse des détenus trouve dans le gardien un homme qui leur est supérieur, non seulement par la valeur morale, mais par les connaissances intellectuelles. Il ne sera pas difficile alors de leur imposer le respect du gardien. C'est un sentiment qu'ils éprouveront tout naturellement. C'est ce qu'a très bien compris le directeur de la maison centrale de Landerneau, M. Vincensini. Il a, de son initiative propre, organisé dans sa maison une école de gardiens.

L'instituteur de la prison leur fait des cours d'instruction élémentaire. Deux gardiens, qui sont d'anciens sous-officiers, enseignent à leurs camarades les exercices militaires. L'inspecteur fait des conférences administratives sur les lois, arrêtés, règlements touchant le régime des prisons. Il donne connaissance, à mesure qu'elles paraissent, des circulaires y relatives, les explique et les commente. On donne aux gardiens des conseils pratiques sur leur service, les relations qu'ils doivent avoir avec les détenus, les observations qu'ils peuvent faire avec fruit.

On leur enseigne la manière de prendre les signalements anthropométriques. Nous avons émis l'avis qu'il pourrait être utile d'adjoindre à ces cours quelques conférences, faites par le médecin de l'établissement, sur les maladies auxquelles les détenus sont sujets, sur leur état mental, sur l'hygiène générale. Le directeur de la maison de Landerneau s'est montré disposé à étendre de ce côté l'enseignement qu'il dirige. Au mois de juin dernier, six gardiens se sont présentés à l'examen du certificat d'études

(1) Voir cette question au *Bulletin* de 1878, p. 417; 1883, p. 617; 1885, p. 730 et de 1887, p. 721.

primaires, cinq ont été reçus, dont deux avec la mention « très bien ». Le plus jeune avait vingt-huit ans, le plus âgé quarante ans. Les gardiens qui suivent les cours sont âgés de vingt-six à cinquante ans. Il serait à souhaiter que cette heureuse initiative trouvât parmi les directeurs de prisons beaucoup d'imitateurs. L'idée est féconde et on peut attendre de fort heureux résultats de son application.

En même temps qu'on crée une école de gardiens, nous voudrions voir se fonder une école de surveillantes. Ce n'est pas la première fois que se pose la question de la substitution des surveillantes laïques aux surveillantes religieuses. L'honorable M. Thomson s'en occupait, en 1883, dans son rapport sur le budget de 1884 (ministère de l'intérieur). « Interrogée par nous, dit le rapporteur, l'administration des services pénitentiaires a répondu que la question de la substitution des laïques aux congréganistes, dans les prisons, n'avait pas paru de celles qui devaient comporter un dénouement brusque et une action d'ensemble. » Si l'on veut savoir ce qui se cache sous ces formules, il suffit de comparer le projet de budget de 1877 avec celui que nous examinons. En onze ans, l'administration pénitentiaire n'a pas trouvé le temps de remplacer, dans les maisons centrales, une seule religieuse par une laïque. On ne peut pas être partisan « d'un dénouement brusque » et juger que l'administration pénitentiaire exagère la prudence. Puisqu'elle se dit d'accord avec nous sur le principe, il est à souhaiter que, tout en gardant les ménagements qu'elle estime nécessaires, elle se mette en mesure de commencer à l'appliquer. Et comme nous ne désirons pas moins que l'administration pénitentiaire que l'application s'en fasse dans les meilleures conditions possibles, nous insistons pour la création à bref délai d'une école de surveillantes.

Dans la séance du 18 janvier 1887, l'honorable M. Maurice Faure avait demandé la suppression (1) de l'indemnité aux ministres du culte qui sont encore attachés aux prisons départementales. Il convient, au moment où nous examinons l'action moralisatrice qui doit être exercée sur les détenus par tous les agents du service pénitentiaire, de se demander si les ministres du culte ne seraient pas appelés à rendre, à ce point de vue, des services tout particuliers. Nous trouvons la réponse à cette question dans un livre

(1) Bulletin 87, p. 90.

dont l'auteur, très compétent en ces matières, ne saurait être suspect d'hostilité envers les ministres des cultes : « Quant aux instructions hebdomadaires et aux visites périodiques, dit à propos des aumôniers M. d'Haussonville dans son livre sur les établissements pénitentiaires, il est bien difficile de rien affirmer relativement à la régularité avec laquelle elles s'exécutent, c'est une question de lieux et de personnes... Quant aux conversations individuelles qu'ils (les aumôniers) peuvent avoir avec eux (les détenus), où ces conversations auraient-elles lieu ? Dans les préaux, pendant le repos ? Mais l'aumônier, qui s'y aventurera, ne risquera-t-il pas de se voir bafoué, sinon insulté ? Dans les ateliers pendant le travail ? L'entrepreneur s'y oppose. Dans la chapelle ? Quel détenu osera s'y rendre quand il est sûr d'être accueilli par les railleries de ses camarades ? Il ne faut donc point s'étonner si un certain nombre d'aumôniers se sont peu à peu découragés de ces visites et ont fini par se borner à la messe réglementaire du dimanche. A supposer même que tous fussent animés d'un zèle égal, et que les nombreux devoirs de leur ministère leur permettent de consacrer au service des prisons un temps dont les pauvres, les malades, les fidèles réclament la plus grande part, faudrait-il espérer qu'une action moralisatrice sérieuse pût être exercée par eux ? Nous ne le croyons pas. » Il est donc établi par une autorité qu'on ne récusera pas que le seul service réel qu'on puisse attendre des ministres du culte dans les prisons, c'est la célébration de la messe. Si cette considération paraît suffisante pour demander le maintien dans les prisons de longue peine, non d'un aumônier, mais d'un ministre du culte qui recevrait une indemnité pour venir du dehors célébrer les offices, il en est autrement dans les maisons de courtes peines. Les détenus y sont souvent fort peu nombreux, cinq ou six parfois.

La durée maxima de la peine y est d'un an. La majorité des condamnations qu'on y subit ne dépassent pas trois mois. Il est impossible de soutenir avec une apparence de raison que le respect de la liberté de conscience exige que l'État organise pour chacun de ces petits groupes de détenus pour une courte durée la célébration des offices du culte. Ce qu'on peut légitimement réclamer, et ce que nous demandons, c'est que toute facilité soit donnée aux détenus pour recevoir s'ils le demandent, sous le contrôle et la responsabilité du gardien-chef ou du directeur, les visites des ministres de leur religion.

Il est bien entendu d'ailleurs que dans les maisons de longues peines, où les offices religieux continueront d'être célébrés, les détenus n'y assisteront que s'ils le demandent. Cette règle doit être strictement observée aussi bien dans les établissements de femmes que dans ceux affectés aux hommes. Or, en visitant une maison centrale de femmes, nous avons personnellement, en présence du directeur, reçu la réclamation d'une détenue qui se plaignait d'être forcée d'assister à la messe. Le directeur nous a, en effet, confirmé que toutes les prisonnières devaient se rendre aux offices. Il en est ainsi, croyons-nous, dans toutes les maisons de femmes. Il y a là un abus qui doit cesser, et qui, nous a assuré l'administration, ne s'est d'ailleurs maintenu que par suite d'un malentendu.

En insistant, comme nous l'avons fait, sur l'action moralisatrice, qui doit être la préoccupation dominante de tous les agents de l'administration pénitentiaire, nous avons marqué, par là même, combien il serait désirable de voir toutes les bonnes volontés, en dehors même du personnel de la prison, collaborer à cette œuvre. Les commissions de surveillance (1), si indispensables pour l'œuvre essentielle du patronage quand le condamné sort de prison, ne sont pas moins utiles pendant la durée de sa peine, pour le conseiller, le réconforter, travailler à son relèvement. Malheureusement ces commissions n'existent qu'auprès de trop peu d'établissements. L'honorable M. Gomot donnait, à ce sujet, dans la séance du 17 décembre 1884, des chiffres édifiants. Sur 312 prisons, 116 seulement sont pourvues d'une commission de surveillance. Et là où elles sont constituées, on peut se demander si elles rendent, au point de vue qui nous préoccupe, tous les services qu'on en pourrait attendre. Assurément il y a des cas dignes d'être donnés en exemple. C'est ainsi que nous avons été heureux de rencontrer à Chalon-sur-Saône un conseiller général de Saône-et-Loire qui, avec un zèle et un désintéressement au-dessus de l'éloge, fait chaque dimanche des conférences aux détenus. Un tel exemple n'est sans doute point isolé. Il appartiendrait à l'administration pénitentiaire d'organiser (2), avec l'aide des membres de l'enseignement, dans chaque ville, des conférences dont l'effet pourrait être fort bienfaisant.

(1) Bulletin 1883, p. 562 et 647.

(2) Voir sur ce sujet les discussions qui ont eu lieu dans les assemblées des 10 décembre 1884, 14 janvier et 11 février 1885 de la Société générale des prisons.

III

Cet enseignement moral, dont nous poursuivons l'organisation dans tous les établissements pénitentiaires, il s'impose avec un caractère particulier d'urgence, dans la catégorie de maisons pénales dont il nous reste maintenant à dire un mot : nous voulons parler des colonies de jeunes détenus.

C'est à regret que nous devons parler de ces établissements en même temps que des autres maisons pénitentiaires. A notre sens, l'idée pénale devrait être exclue de l'étude que nous abordons. On devrait se garder de qualifier les colonies, où sont recueillis ces enfants, de pénitentiaires ou de correctionnelles. C'est ce que proposait, principalement pour les mineurs de seize ans frappés par l'article 66 du code pénal comme ayant agi sans discernement, l'honorable M. Félix Voisin dans un rapport à la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Ce travail se terminait par deux projets de loi. L'un modifiait les articles 66, 67 et 69 du Code pénal ; l'autre était destiné à remplacer la loi aujourd'hui condamnée, du 5 août 1850. Les établissements destinés à la catégorie d'enfants que nous avons indiquée auraient, comme en Angleterre, en Hollande et Belgique, reçu le nom de maisons de réforme. Ces travaux sont restés à l'état de projets. Mais personne, croyons-nous, ne songerait à protester si l'administration pénitentiaire, déferant au vœu de plusieurs directeurs, les autorisait, dans les en-tête des papiers administratifs, soit à supprimer toute épithète après le mot : Colonie, soit à qualifier l'établissement de colonie industrielle ou de maison de réforme. Cette légère modification aurait sur l'esprit des enfants un effet moral qu'il n'est pas permis de négliger.

Il ne faut pas que les jeunes habitants de la colonie puissent jamais la considérer comme l'antichambre de la maison centrale. Nous avons rencontré dans les colonies pénitentiaires jusqu'à des enfants de sept ans. Qui oserait dire qu'un enfant de sept ans est un coupable et doit être, même dans la forme, traité comme un condamné ?

L'explication de la présence de ces petits malheureux dans un établissement pénitentiaire, il est facile de la trouver en parcourant leurs dossiers et en recherchant quelle est leur famille. La majo-

rité sont fils de condamnés et de prostituées. La plupart ont été amenés là par des faits sans aucune gravité. Le vagabondage, la mendicité, les petits vols sont les délits qu'on relève le plus souvent à leur charge. Aussi, sont-ce des établissements de bienfaisance, bien plutôt que des maisons pénales, qui devraient en recueillir la grande majorité.

En tout cas, l'État ne doit pas perdre de vue la mission qui lui incombe le jour où il les reçoit. Il a pour devoir de tout faire pour que l'éducation qu'il leur donne, combatte et détruise, s'il est possible, les résultats premiers de l'hérédité et du milieu. Il doit leur procurer l'instruction primaire. Nous invitons l'administration à se préoccuper de la question du certificat d'études primaires. Si, dans certaines colonies, les enfants y sont préparés, et si un certain nombre ont subi l'examen avec succès, il est des établissements, au contraire, qui négligent absolument ce point de vue. Chaque colonie doit être avant tout une école professionnelle. Trop fidèle aux indications de la loi de 1830, l'administration ne fait pratiquer dans la grande majorité des colonies que la culture et les quelques métiers qui s'y rattachent. Il est indispensable d'y assurer une large place à l'enseignement industriel. Faute de ce, les jeunes détenus originaires des villes et qui y retournent presque toujours après leur libération, ne trouvent pas à s'y employer et sont ainsi livrés, à peine libres, à toutes les tentations de la misère. Il importe, du reste, que les directeurs de nos colonies ne libèrent aucun détenu, avant d'avoir fait tous leurs efforts pour lui procurer une place ou du travail à sa sortie. En remplissant cette dernière obligation, il achèveront l'œuvre de relèvement dont ils sont chargés.

C'est pour cette œuvre surtout qu'il importe de bien choisir le personnel. On ne saurait mettre trop de soin à le recruter. Nous voudrions qu'il fût distinct autant que possible de celui des maisons d'arrêt, pénitenciers agricoles et maisons centrales. Les gardiens des colonies publiques devront prendre désormais le titre de surveillants. Une modification devra être apportée à leur uniforme, de façon qu'il soit impossible de les confondre avec les gardiens des autres établissements. Nous sommes d'accord avec l'administration pour réaliser ces deux réformes, dont la première est déjà commencée.

Dans les instructions à ce personnel, il ne saurait lui être trop strictement recommandé de ne se permettre aucune brutalité ou

grossièreté envers les enfants qui lui sont confiés. L'administration nous a communiqué à ce sujet une note de service du 9 février 1887, dictée par les meilleures intentions. Mais nous ne sommes pas bien assuré que les volontés de l'administration pénitentiaire soient partout absolument respectées. Toute transgression aux ordres donnés à ce sujet doit être réprimée sans merci.

Certes, nous ne nions pas que depuis plusieurs années de sérieuses améliorations n'aient été réalisées.

Autant qu'une visite de quelques heures nous a permis d'en juger, la colonie publique des Douaires nous a paru dans de bonnes conditions. Les enfants n'y ressemblent pas à des détenus : c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de cet établissement. La colonie d'Auberive, qui est notre premier établissement public laïque pour jeunes filles, paraît également dirigée dans le meilleur esprit.

Mais si, sous l'impulsion directe et unique de l'administration pénitentiaire, les colonies publiques réalisent de sérieux progrès, il est à côté d'elles d'autres établissements qui ne méritent pas qu'on fasse la même constatation. Nous avons peu de chose à dire sur le principe même. Tous les arguments que nous avons donnés contre le système de l'entreprise s'élèvent avec plus de force encore contre les colonies privées. L'État n'a pas le droit, sans manquer à son devoir, de livrer à des entrepreneurs, pour qu'ils exploitent leur travail dans un intérêt exclusif de lucre personnel, les enfants et les adolescents dont il a la charge. L'abus est criant pour les adultes, il est plus intolérable encore lorsqu'il s'agit de jeunes gens et d'enfants.

On a vu d'ailleurs, par des exemples récents, les résultats de ce système. La plus réputée des colonies privées, Mettray, a été, il y a quelques mois, le théâtre de scandales (1) à la suite desquels le Conseil général de la Seine a retiré les enfants qu'il y avait placés et le Conseil général d'Indre-et-Loire a supprimé la subvention qu'il lui accordait chaque année.

Nous croyons savoir, au resté, que l'administration pénitentiaire est disposée à poursuivre, dans la limite des moyens budgétaires et en respectant les conventions passées, la substitution progressive des établissements publics aux colonies privées. Nous ne pouvons que l'encourager dans cette voie.

(1) Bulletin 1887, p. 354.

IV

Ce rapide exposé des idées générales qui, selon nous, devraient présider à l'administration de nos établissements pénitentiaires et dont la mise en œuvre se lie d'ailleurs intimement à la confection du budget, cet exposé ne serait pas complet si nous ne disions pas maintenant un mot de l'agent directeur et régulateur de tout l'organisme : l'administration centrale.

Il ne suffit pas qu'il y ait à la tête de l'administration pénitentiaire un haut fonctionnaire investi de la confiance du Ministre et chargé, conformément à ses instructions, de mettre en pratique les idées approuvées par le Parlement. Il est nécessaire que le Ministre ait près de lui un corps de fonctionnaires *indépendants du Directeur de l'administration pénitentiaire*, qui soient chargés de le renseigner sur l'exécution de ses ordres et la mise en œuvre de ses vues. Les inspecteurs généraux nous paraissent tout désignés pour être ces collaborateurs nécessaires.

On a adressé à ces fonctionnaires de nombreuses critiques, qui ne sont pas toutes injustifiées. On a dénoncé l'incompétence de certains, le peu d'utilité des tournées faites à époques fixes, connues d'avance, qu'ils accomplissent. Il n'est que trop exact que le corps des inspecteurs généraux n'a pas toujours été recruté comme il aurait dû l'être dans l'intérêt du service. Les fonctions d'inspecteur général ne doivent être regardées ni comme une sinécure ni comme une retraite. S'il convient d'y appeler des hommes qui par leurs travaux sur le système pénitentiaire et leurs conceptions sont en mesure d'indiquer les réformes à réaliser, une direction à suivre, il n'est pas moins nécessaire de permettre aux directeurs les plus intelligents, les plus dévoués de nos prisons d'y accéder. Ce sera pour eux leur bâton de maréchal. Leur présence dans le Comité des inspecteurs sera des plus utiles.

M. Goblet, alors qu'il était Ministre de l'intérieur, a caractérisé d'un mot très juste le rôle des inspecteurs généraux : « Ils sont, a-t-il dit, l'œil du Ministre sur l'administration. » La définition est exacte en théorie, il faut que ce soit au Ministre lui-même que les inspecteurs généraux rendent compte de ce qu'ils ont vu. Il en était ainsi autrefois. Le décret du 31 mars 1883, en décidant qu'ils remettraient dorénavant leurs rapports au directeur qu'ils sont chargés de contrôler, a supprimé, en fait, le contrôle du

Ministre sur le service. Il a achevé de réduire les inspecteurs généraux au rôle d'agents subordonnés du directeur en leur interdisant de se réunir en Comité autrement que sur la convocation du directeur et sous sa présidence ou celle d'un inspecteur général par lui désigné. Ce n'est pas la première fois que les Commissions du budget s'élèvent contre le maintien de ces déplorables dispositions. Voici en quels termes, en 1885, puis de nouveau en 1886, s'exprimait sur ce sujet l'honorable rapporteur du budget du ministère de l'Intérieur, M. Saint-Prix :

« Le décret du 12 août 1856 avait donné à l'inspection générale des garanties très sérieuses d'indépendance. Votre Commission estime que le décret du 31 mars 1883 a porté atteinte à cette indépendance indispensable des inspecteurs généraux en faisant réunir et présider leur Comité par le directeur des services pénitentiaires. Elle croit qu'il serait utile aux intérêts de l'État que M. le Ministre de l'intérieur revint sur le décret en adoptant les bases du décret de 1856.

» Les finances de l'État sont assez fortement engagées dans le service des prisons pour que nous nous permettions d'appeler toute l'attention de M. le Ministre de l'intérieur sur ce point important. Le contrôle de l'inspection générale, pour être efficace, doit être avant tout indépendant. »

Nous insistons de la manière la plus formelle près de M. le Ministre de l'intérieur pour qu'il soit enfin fait droit aux observations réitérées de la Commission du budget (1). L'avenir même du régime pénitentiaire y est intéressé. Il convient de réorganiser le Conseil des prisons et le Comité permanents prévus par l'article 2 du décret du 12 août 1856. Il est bon que les inspecteurs généraux soient entendus sur le régime disciplinaire des prisons, sur les marchés de gré à gré, sur les clauses des cahiers des charges. L'élévation croissante du prix de journée, les révoltes survenues en l'espace d'un an dans sept maisons centrales d'hommes sur quatorze, laissent à penser que le Ministre pourrait se trouver bien de consulter directement, à côté et en dehors de ses bureaux, une réunion de fonctionnaires compétents et informés.

Il serait extrêmement utile, d'autre part, d'appeler les inspec-

(1) Depuis que la Commission du budget avait présenté ces observations, le décret du 18 octobre 1887 est intervenu qui a donné, mais en partie seulement et d'une manière peut-être plus apparente que réelle, satisfaction aux vœux que nous formulions. (Note du Rapporteur.)

teurs généraux, qui seuls voient sur place le fonctionnement des établissements pénitentiaires, à donner leur avis sur l'établissement du projet annuel du budget. Il est permis de croire que des prévisions ainsi établies auraient plus de chance d'être justes que si seuls les bureaux sont, comme aujourd'hui, chargés de les préparer sur de pures hypothèses.

Mais pour faire disparaître la principale des objections qu'on élève contre l'inspection générale, pour lui permettre de rendre tous les services qu'on en peut attendre, il est absolument indispensable que le Ministère de l'intérieur fasse délivrer à ses inspecteurs par les Compagnies de chemins de fer, soit à titre gracieux, soit moyennant un abonnement, des cartes de circulation. C'est le seul moyen de remplacer le système illogique des tournées par celui des visites spéciales. Ainsi seulement les inspecteurs généraux seront en état de connaître la situation vraie des établissements pénitentiaires, de visiter deux ou trois fois la même maison dans une année. A cette condition seule, les visites seront imprévues et l'inspection sera sérieuse.

En dehors des bureaux et de l'inspection générale, la loi a organisé une assemblée composée des hommes les plus compétents en matière pénale et chargée d'éclairer l'administration de ses avis. Nous verrions avec satisfaction M. le Ministre de l'intérieur rendre au Conseil supérieur des prisons une prérogative, à notre avis essentielle, que le décret du 3 novembre 1875 lui avait conférée et qui a disparu avec les décrets du 3 janvier 1881 et du 26 janvier 1882.

D'après l'article 10 du décret de 1875, le Conseil supérieur pouvait spontanément, sans y avoir été invité, aborder l'étude de toute question se rattachant au régime pénitentiaire et présenter ses vues au Ministre. Une telle disposition, en même temps qu'elle élargirait le rôle de cette haute assemblée, ne contribuerait pas peu à augmenter l'intérêt de ses sessions.

Telles sont les modifications que nous voudrions voir apporter à l'organisation actuelle. Elles laissent à la tradition la place restreinte qui lui appartient, en même temps qu'elles donnent de fortes garanties à l'esprit de progrès et assurent le contrôle, si nécessaire dans cette grande et complexe administration des prisons.

MILLERAND,
Député.

REVUE PÉNITENTIAIRE

Sommaire : — 1° Documents officiels : A. Relégués collectifs ; B. Relégués individuels ; C. Centres pénitentiaires ; D. Colonisation pénale ; E. Émigration ; F. Inspecteurs généraux ; G. Transportation à Obock ; H. Commission des récidivistes. — 2° École professionnelle de Clteaux. — 3° Congrès de la Sorbonne (*suite*) : *Mendicité*. — 4° et 5° Du travail des condamnés et de sa récompense. — 6° Sur l'administration de la justice criminelle. — 7° Lettre sur le travail pénal — Réponse à cette lettre. — 8° La libération conditionnelle en Allemagne. — 9° La peine de mort. — 10° Moyens de combattre le faux témoignage. — 11° Prisons d'Amérique. — 12° Bibliographie : A. Prisons serbes ; B. Colonies pénales ; C. Devoir de punir ; D. La Guyane ; E. la Bienfaisance à Paris ; F. Divers. — 13° Informations diverses : *Peine de mort*. — *Aliénés*. — *Enfants abandonnés*. — *Fonctionnaires coloniaux*. — *Hospices cantonaux*. — *Asiles de nuit*. — *Régime économique (Seine)*. — *Les récidivistes en Calédonie et en Guyane*. — *Mission de M. Ordinaire*. — *M. Béranger*. — *Système Bertillon*. — *Secours aux mendiants badois*. — *Concurrence au travail libre en Prusse*. — *Codes pénaux italien, russe et espagnol*. — *Jury espagnol*. — *Pénitencier de Zenitsa*. — *Révolte à l'île de Ré*. — *Mission Portugaise*. — *Société de patronage pour l'enfance abandonnée ou coupable*.

I

Documents officiels.

A

DÉCRET SUR LE RÉGIME DISCIPLINAIRE DES RELÉGUÉS COLLECTIFS

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,
Vu la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes, et
notamment l'article 18 ;

Vu le décret du 26 novembre 1885, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur;
Le conseil d'État entendu,
Décrète :

CHAPITRE I^{er}

Des punitions disciplinaires.

ART. 1^{er}. — Les relégués collectifs maintenus dans les dépôts de préparation et dans les établissements de travail sont soumis aux règles de discipline suivantes.

ART. 2. — Sont punis disciplinairement les faits et actes ci-dessous désignés :

Détention de toutes sommes d'argent ou valeurs quelconques;
Inconvenances, insolences, insultes ou menaces envers un agent ou un fonctionnaire;
Mutinerie et rébellion;
Larcins;
Paresse ou mauvaise volonté au travail;
Refus d'obéir ou de travailler;
Ivresse, rixe, coups et violences entre relégués;
Lacération volontaire d'effets réglementaires;
Actes d'immoralité;
Jeu d'argent et généralement toutes infractions aux règlements.

ART. 3. — Les punitions disciplinaires infligées aux relégués sont les suivantes :

1^o Interdiction de suppléments de nourriture à la cantine;
2^o Privation d'une partie du salaire n'excédant pas le tiers du produit total du travail;
3^o Prison de nuit;
4^o Cellule;
5^o Cachot.

ART. 4. — Les punitions prononcées pour une même faute ne peuvent dépasser :

Un mois pour l'interdiction de la cantine;
Un mois pour la réduction de salaire;
Un mois pour la cellule;
Quinze jours pour le cachot.

En cas de nouvelle infraction dans les trois mois, ces punitions peuvent être doublées.

ART. 5. — Les relégués qui sont punis de cellule ou de cachot couchent sur un lit de camp.

Ils sont enfermés isolément.

Ils sont autorisés à se promener dans un préau, une heure le matin et une heure le soir, sous la conduite de surveillants.

Ils sont chargés d'un travail dans l'intérieur de leur cellule d'après une tâche déterminée.

Ils ne touchent pas de pécule disponible.

Les jeux de toute sorte leur sont interdits.

Ils peuvent être punis, en outre, d'une des peines suivantes :

Suppression de salaire ;

Interdiction de recevoir des visites ou d'écrire, en dehors des conditions prévues par l'article 40 du décret du 26 novembre 1885.

ART. 6. — Les relégués punis de cellule sont mis au pain sec un jour sur trois ; la punition du cachot entraîne la mise au pain sec deux jours sur trois. Dans ces deux cas, la ration du pain est augmentée, s'il y a lieu.

ART. 7. — L'interdiction de suppléments de nourriture à la cantine est infligée par les chefs de dépôt ou d'établissement de travail.

ART. 8. — La privation de salaire, la prison, la cellule ou le cachot sont infligés par la commission disciplinaire, sans préjudice des mesures nécessaires pour le bon ordre ou la sûreté.

ART. 9. — Les surveillants, sauf le cas où ils remplissent les fonctions de chef de dépôt ou d'établissement de travail, ne peuvent prononcer aucune punition ; ils se bornent à la demander par un rapport.

Pour les fautes graves et dans l'intérêt de l'ordre et de la discipline, les surveillants peuvent arrêter et mettre préventivement en prison les délinquants. Ils informent immédiatement l'autorité supérieure.

ART. 10. — Toutes les punitions infligées aux relégués sont inscrites sur leur notice.

Un état indiquant le nom du relégué, les motifs, la nature et la durée des punitions, est envoyé chaque mois au ministre de la marine et des colonies.

CHAPITRE II

De la commission disciplinaire.

ART. 11. — Il est créé une commission disciplinaire dans chaque dépôt.

ART. 12. — La commission est présidée par le fonctionnaire chargé du commandement supérieur, assisté de deux fonctionnaires ou employés de l'administration pénitentiaire désignés par le directeur.

Un surveillant militaire remplit les fonctions de greffier.

Tous procès-verbaux, rapports, plaintes ou dénonciations concernant un fait de nature à être déféré au prétoire sont transmis au président.

ART. 13. — Le relégué traduit devant la commission est préalablement informé du jour où il devra y comparaître.

Il lui est donné connaissance du motif pour lequel il est traduit et des dispositions du règlement qui lui sont applicables.

Le président interroge le relégué sur les faits qui lui sont reprochés et entend les personnes qui pourraient fournir des renseignements utiles.

Le relégué est admis à présenter en dernier lieu ses explications.

La décision est prise à la majorité des voix.

ART. 14. — La police de la séance appartient au président.

ART. 15. — La commission disciplinaire se réunit une fois au moins par semaine.

Elle statue sur les propositions de remise ou réduction de punitions et sur la répression des infractions.

Elle examine également les réclamations des relégués et donne son avis qui est transmis au directeur de l'administration pénitentiaire.

CHAPITRE III

Du quartier de punition.

ART. 16. — Il est créé un quartier de punition où sont envoyés les incorrigibles des divers dépôts et chantiers de relégation.

La désignation des relégués qui doivent être envoyés au quartier de punition est faite par la commission disciplinaire, qui en fixe la durée, sans que celle-ci puisse être supérieure à quatre

mois. Il en est rendu immédiatement compte au directeur de l'administration pénitentiaire.

Le fonctionnaire chargé du commandement supérieur peut, avant l'accomplissement de la peine prononcée, ordonner le renvoi du relégué dans les dépôts ou établissements de travail.

ART. 17. — A leur arrivée dans le quartier de punition, les relégués sont fouillés. Tout objet dont la possession n'est pas autorisée par les règlements est saisi. Ils sont ensuite répartis dans les prisons communes.

Chaque prison commune est munie d'un lit de camp et de barres de justice.

ART. 18. — Le service de sûreté et de garde est confié à des surveillants placés sous l'autorité directe du chef de dépôt de préparation où se trouve le quartier de punition.

ART. 19. — Les relégués sont astreints au travail, mais à l'intérieur du quartier.

ART. 20. — Ils sont astreints au silence le jour et la nuit, pendant le travail comme pendant le repos.

Sont exceptées de la règle du silence les communications indispensables à l'occasion de leurs travaux ou du service.

ART. 21. — Les punitions infligées aux relégués dans les quartiers de punition sont les suivantes :

Privation de promenade de 2 à 8 jours ;

Cellule à la boucle simple de 2 jours à 1 mois ;

Cachot à la double boucle de 8 jours à 1 mois ;

Prolongation de séjour au quartier de 15 jours à 4 mois.

ART. 22. — Toutes ces punitions sont prononcées par la commission disciplinaire. Il en est rendu immédiatement compte au directeur de l'administration pénitentiaire.

CHAPITRE IV

Dispositions générales.

ART. 23. — Les relégués placés soit en cellule, soit au cachot, soit au quartier de punition, sont visités tous les quinze jours au moins par un médecin désigné par le gouverneur, sans préjudice des visites que celui-ci peut confier aux magistrats, officiers ou fonctionnaires de divers ordres.

A la suite de chaque visite, un rapport est adressé aux gouver-

neur par l'intermédiaire du fonctionnaire chargé du commandement supérieur et du directeur de l'administration pénitentiaire.

ART. 24. — Les dispositions de détail sont réglées par des arrêtés du gouverneur, soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

ART. 25. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 22 août 1887.

Jules GRÉVY.

Par le Président de la République :
Le ministre de la marine et des colonies,
E. BARBEY.

B

DÉCRET ORGANISANT LA RELÉGATION INDIVIDUELLE

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies ;

Vu la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes, et notamment l'article 18 ;

Vu les articles 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 24, 28, 34, 36, 39 du décret du 26 novembre 1885, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 ;

Vu l'avis du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre de l'intérieur ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Tout relégué collectif qui a demandé à être admis au bénéfice de la relégation individuelle dans les conditions prévues par l'article 9 du décret du 26 novembre 1885, et dont la demande n'a pas été accueillie, ne peut la renouveler, pendant un délai de six mois, à dater de la notification du rejet.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies spécialement affectées à l'internement des relégués collectifs sont autorisés, après avis favorable de la commission instituée par l'article 8 du décret du 26 novembre 1885, à admettre provisoirement au bénéfice de la relégation individuelle tout relégué collectif qui serait jugé digne de cette faveur, sous réserve de l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

ART. 3. — La notification de l'admission d'un relégué à la relégation individuelle est faite à l'intéressé dans les vingt-quatre heures de l'arrivée de la décision ministérielle dans le lieu où elle réside. Dès cette notification, le relégué cesse d'être soumis aux règlements disciplinaires imposés aux relégués collectifs. Il peut quitter immédiatement les dépôts, chantiers ou exploitations sur lesquels il est employé, pour se rendre dans le lieu où il aura déclaré entendre se fixer.

ART. 4. — Il est délivré au relégué admis au bénéfice de la relégation individuelle, un livret contenant :

- 1° Ses nom, prénoms et surnoms ;
- 2° Son signalement ;
- 3° Son état civil ;
- 4° Sa situation au point de vue judiciaire ;
- 5° La loi du 27 mai 1885, sur la relégation des récidivistes ;
- 6° Le décret du 26 novembre 1885, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 ;
- 7° Le présent décret sur l'organisation de la relégation individuelle aux colonies ;
- 8° L'extrait de la décision du ministre de la marine et des colonies, admettant le relégué au bénéfice de la relégation individuelle et fixant la colonie d'internement ;
- 9° L'indication de l'autorité qui doit viser son livret, conformément à l'article 6 ;

10° Les lieux qui ont été interdits aux relégués, conformément à l'article 7.

Ce livret doit être présenté par l'intéressé sur toute réquisition des autorités administratives ou judiciaires de la colonie.

ART. 5. — Dans les cas prévus à l'article 2, le gouverneur délivre au relégué une autorisation provisoire portant les indications inscrites sous les numéros 1, 2, 3, 4 et 9 de l'article précédent.

ART. 6. — Le relégué individuel est tenu, en janvier et en juillet de chaque année, de faire viser son livret par les autorités qui

seront désignées par arrêtés des gouverneurs des colonies et qui lui auront été notifiées.

Toutefois, le gouverneur peut, par arrêté spécial, dispenser temporairement un relégué individuel de l'un des visa annuels ou de tous les deux.

Dans le cas où, pour une cause quelconque, le relégué individuel aurait à changer de résidence, il doit donner avis de ce changement, avant qu'il s'effectue, à l'autorité chargée de viser son livret.

Mention de cette déclaration est inscrite sur son livret.

Tout avis de changement de résidence doit être immédiatement notifié aux directeurs de l'administration pénitentiaire, dans les colonies spécialement affectées à l'internement des relégués collectifs ou, à défaut, au directeur de l'intérieur.

ART. 7. — Il peut être interdit par le gouverneur, sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire ou, à défaut, du directeur de l'intérieur, au relégué individuel de résider et de paraître dans certains lieux expressément déterminés et dont la désignation est portée sur son livret.

ART. 8 — Toute infraction commise par le relégué individuel aux dispositions précédentes est constatée par procès-verbal ou par rapport à transmettre d'urgence au gouverneur. Celui-ci peut punir le relégué d'un avertissement qui est inscrit au livret et porté à la connaissance du ministère de la marine et des colonies.

Si les faits paraissent au gouverneur de nature à motiver le retrait du bénéfice de la relégation individuelle, il est procédé conformément aux prescriptions de l'article 10 du décret du 26 novembre 1885.

ART. 9 — Tout relégué individuel doit constituer, soit immédiatement, soit progressivement, par lui ou par un tiers, un fonds de réserve destiné à faire face aux dépenses qu'occasionnerait son traitement dans les hôpitaux de la colonie.

Cette réserve reste la propriété du relégué. Le chiffre auquel elle doit être portée ou maintenue, ainsi que les conditions dans lesquelles elle est constituée, sont déterminés par un arrêté du gouverneur soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

Le ministre peut, après avis de la commission de classement, dispenser les relégués du versement du fonds de réserve.

ART. 10 — Le relégué individuel qui demande, conformément à l'article 34 du décret du 26 novembre 1885, à être employé temporairement dans les exploitations, ateliers ou chantiers affectés à la relégation collective, est soumis aux règlements disciplinaires intérieurs de ces établissements.

ART. 11 — Le ministre de la marine et des colonies peut, après avis conforme de la commission de classement prévue à l'article 7 du décret du 26 novembre 1885, prononcer l'envoi d'un délégué individuel d'une colonie dans une autre.

ART. 12 — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 25 novembre 1887.

Jules GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine et des colonies,

E. BARBEY.

C

CIRCULAIRE DU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES SUR LES CENTRES PÉNITENTIAIRES

En attendant la promulgation du décret organisant les centres pénitentiaires, dont la commission extra-parlementaire des récidivistes a adopté le projet au commencement de juillet, M. le Sous-Secrétaire d'État aux colonies a adressé, le 3 septembre, aux gouverneurs de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane la circulaire suivante :

« Monsieur le gouverneur,

» Jusqu'à ce jour les tentatives de colonisation libre aux colonies n'ont pas donné de résultats satisfaisants. Il ne suffit pas, en effet, d'accorder des concessions gratuites de terres aux émigrants qui demandent à quitter la métropole parce qu'ils espèrent trouver

dans nos possessions d'outre-mer une existence plus facile. Lorsque ces individus sans ressources sont aux prises avec les difficultés que présentent toujours les débuts d'une installation agricole, ils ne tardent pas à se décourager et, après avoir vainement cherché une position, soit dans le commerce, soit même dans l'administration, ils sont obligés de demander leur repatriement à titre d'indigents.

» En présence de ces insuccès répétés, j'hésite à accorder aujourd'hui des passages même aux cultivateurs sérieux (1) que la maladie de la vigne ou la crise agricole ont réduits à la misère. Cependant, on trouverait de ce côté d'excellents éléments pour peupler nos établissements d'outre-mer; je suis convaincu que ces agriculteurs, choisis avec soin dans la population saine et vigoureuse de nos campagnes, apporteraient aux colonies les habitudes d'ordre et de travail indispensables.

» J'estime que si l'Etat et la colonie accordaient une aide plus efficace aux émigrants cultivateurs, il ne serait pas impossible d'arriver à de bons résultats. J'ai pensé notamment que, dans nos deux colonies pénitentiaires, la main-d'œuvre pénale pourrait être utilement employée à défricher et à ensemercer les terres, à ouvrir des voies de communication et à construire des villages. L'émigrant qui arriverait, n'aurait qu'à poursuivre l'œuvre commencée, et la vente des produits récoltés dès la première année de son séjour assurerait ses premiers besoins.

» Il s'agirait donc de créer en Nouvelle-Calédonie, sur le domaine de l'Etat actuellement disponible, et en Guyane, au milieu de ces immenses espaces encore inoccupés, des centres agricoles susceptibles de recevoir de 5 à 600 individus, et suffisamment étendus pour que l'on puisse accorder à chaque ménage des concessions de 25 hectares au moins. Sur les terrains choisis, on établirait des camps de transportés appelés à disparaître (2) aussitôt que leur

(1) Que l'administration se garde de retomber dans les excès de prudence qui ont si longtemps entravé la colonisation de l'Algérie. *L'Algérie et la Tunisie*, par P. Leroy-Beaulieu, 1887, p. 36.

(2) Ce sont les idées mêmes que nous avons développées ici, d'accord avec MM. Levellé et de Lencsasz (Bulletin 87 p. 392 et 394). Comme on l'a démontré (Enquête parlementaire de 1873, tome IV, p. 258 et 259), il est facile de faire travailler des détenus en plein air avec relativement peu de gardiens. En France, la construction des prisons (Bulletin 85, p. 800; 86, p. 772 et 962; 87, p. 385), de grands ports comme celui de l'étang de Berre, ou de canaux comme celui de la Durance, dont parle plus haut M. Millerand dans son rapport; en Algérie

tâche serait accomplie. Sous la direction d'hommes compétents, on exécuterait d'après un plan arrêté à l'avance tous les travaux que peut nécessiter l'installation d'exploitations agricoles. L'État, d'une part, notamment au moyen du budget sur ressources spéciales, la colonie, d'autre part, pourvoiraient aux dépenses qu'il serait indispensable d'engager ; mais il ne s'agirait que d'avances à plus ou moins longs termes. En effet, les terrains ainsi défrichés seraient cédés, à des prix qui varieraient suivant leur qualité et suivant les sommes dépensées, à des cultivateurs qui s'engageraient à en rembourser la valeur par annuités plus ou moins espacées et qui ne deviendraient propriétaires définitifs que lorsqu'ils auraient rempli toutes les obligations d'un cahier de charges dressé à cet effet.

» Au centre des concessions serait placé le village, dans lequel on pourrait introduire des ouvriers d'états indispensables à toute agglomération d'individus, et, lorsque ce village serait arrivé à son complet développement, la main-d'œuvre pénale construirait la mairie, l'école, la justice de paix et la gendarmerie, puis disparaîtrait afin d'aller plus loin poursuivre son œuvre.

» Je ne me dissimule pas que la mise en pratique de ce projet présente certaines difficultés d'exécution relatives au choix des terrains, aux conditions dans lesquelles le remboursement des avances devra être opéré, à l'obligation d'assurer aux cultivateurs un écoulement facile et régulier de leurs produits.

» Mais je compte, monsieur le gouverneur, sur votre concours éclairé, et je pense qu'après avoir pris l'avis des directeurs de l'intérieur et de l'administration pénitentiaire, vous serez en mesure de réaliser le programme dont je viens d'indiquer les lignes principales. Ce programme peut d'ailleurs subir les modifications qui seraient jugées nécessaires à sa réussite dans la colonie que vous administrez.

» Recevez, etc.

« Eugène ÉTIENNE. »

la construction de chemins de fer (*Bulletin* 82, p. 266 ; 87, p. 604 et 605) ; au Tonkin, à Diégo-Suarez, la construction des chemins de fer et des ports, occuperaient très utilement tant de bras. R.

D

LETTRE DU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES
SUR LA COLONISATION

M. Etienne, sous-secrétaire d'État à la marine, a adressé, le 22 septembre, à M. le président de la chambre de commerce la lettre suivante :

« Monsieur le président,

» Dans ces dernières années, la chambre de commerce de Paris a fait les plus louables efforts en vue de favoriser le développement des relations commerciales de la France avec l'étranger et les pays d'outre-mer.

» Diverses créations d'une utilité incontestable sont dues à l'initiative des représentants les plus autorisés du haut commerce parisien ; telles sont la Société d'encouragement au commerce d'exportation et l'Institut commercial, dont il est permis déjà d'attendre les plus féconds résultats.

» Mon administration s'est associée, dès le principe, dans la mesure où elle le pouvait, à l'œuvre créée par la chambre de commerce de Paris.

» J'estime que l'action gouvernementale ne peut ni ne doit se substituer à l'initiative privée, mais que les pouvoirs publics ont le devoir d'encourager les efforts des particuliers où des associations quand l'intérêt général est en cause.

» J'ai pour ma part la conviction qu'en ce qui concerne les colonies françaises, il y aurait beaucoup à espérer de l'initiative individuelle pour la mise en valeur des pays soumis à la domination de la France, si l'on pouvait grouper les bonnes volontés qui s'ignorent, et réunir en faisceau les forces aujourd'hui disséminées et annihilées par leur propre dispersion.

» C'est à une œuvre de cette nature que je voudrais intéresser la chambre de commerce de Paris, et je vous demande la permission d'entrer, à ce sujet, dans quelques développements, tant sur la situation économique de nos diverses possessions d'outre-mer que sur les projets dont mon administration poursuit la réalisation.

» Les colonies françaises ainsi que vous le savez, monsieur le président, se divisent tout naturellement, au point de vue économique et social, en groupes très distincts et très inégaux comme importance.

» Il y a, d'une part, ce qu'on a appelé les colonies d'exploitation, c'est-à-dire celles où l'Européen peut importer ses capitaux, son industrie, où la population indigène est très dense et la main-d'œuvre généralement abondante et à bon marché.

» Dans cette catégorie il faut ranger d'abord les pays qui constituent notre empire indo-chinois : la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin; puis le Sénégal et toutes nos possessions de la côte occidentale d'Afrique; ce sont de vastes champs d'exploitation ouverts à l'activité de nos commerçants et de nos industriels qui ne manqueront pas d'y trouver, avec le temps, des éléments considérables de trafic et des débouchés importants pour les produits du travail national, dès qu'ils se rendront un compte plus exact des ressources et des besoins de ces vastes marchés de plus de vingt millions d'âmes.

» La chambre de commerce de Paris a déjà dirigé, je le sais, ses investigations vers ces pays restés longtemps tributaires presque exclusivement de l'industrie étrangère; le gouvernement a fait ce qui était en son pouvoir pour frayer la route aux produits français. Notre prépondérance commerciale ne tardera pas à s'établir dans l'Indo-Chine et dans l'Afrique occidentales, si nos commerçants savent montrer autant d'énergie et de persévérance que nos soldats ont mis de vigueur à leur préparer les voies.

» Je ne parle plus que pour mémoire de nos anciennes possessions, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, qui font avec la France des échanges réguliers, dont les habitants ont les lois, les mœurs de la métropole, parlent notre langue et tendent chaque jour un peu plus à venir s'approvisionner sur les marchés français des objets de consommation usuelle.

» De ce côté, la voie est toute tracée à notre commerce. Vous savez mieux que moi, monsieur le président, quels moyens il faut employer pour lutter contre la concurrence étrangère et ramener l'importation française au chiffre qu'elle a atteint jadis.

» Il y a enfin un troisième groupe de colonies dites de peuplement : Tahiti, la Nouvelle-Calédonie, la Guyane. Ces trois colonies sont dans une situation économique toute spéciale sur laquelle

je crois utile d'appeler l'attention de la chambre de commerce de Paris.

» Tahiti, par la douceur de son climat, se prête admirablement à la colonisation européenne et aux exploitations agricoles; la main-d'œuvre indigène est insuffisante et irrégulière. L'assemblée locale, préoccupée de cet état de choses, a voté dans sa dernière session un crédit de dix mille francs destiné à favoriser l'émigration de cultivateurs français et leur établissement à Tahiti et dans les îles voisines. Des terres pourront être mises à leur disposition dès que la propriété aura été reconstituée sur de nouvelles bases, en exécution du décret du 24 août 1887 qui vient d'être rendu sur la proposition de M. le ministre de la marine et des colonies. J'ajoute que, dès à présent, les cultivateurs français sont assurés de trouver à acquérir, à Tahiti même, aux conditions les plus avantageuses, de bonnes terres à culture, avec les plus grandes facilités de paiement. Jusqu'à ce jour, aucune tentative sérieuse de colonisation n'a été faite à Tahiti, où l'élément français est en minorité, et où le trafic est presque en totalité aux mains de maisons étrangères. Il y aurait une raison politique de premier ordre à ce que cette situation fût modifiée à notre profit. J'estime, et vous êtes certainement de cet avis, monsieur le président, que, en prévision des événements qui peuvent se produire dans l'Océan pacifique à une époque plus ou moins prochaine, la France doit prendre à Tahiti une situation commerciale en rapport avec la prépondérance politique qu'elle exerce dans les îles de la Société.

» Il n'importe pas moins, et pour d'autres raisons, que notre colonie de la Nouvelle-Calédonie reçoive de la métropole un contingent plus nombreux, plus régulier et mieux choisi que par le passé, de travailleurs français. Jusqu'ici les essais de colonisation libre n'y ont pas donné d'aussi bons résultats que pouvaient le faire espérer la fertilité du sol et les conditions climatiques du pays.

» La Nouvelle-Calédonie n'est qu'une colonie pénitentiaire; l'élément pénal y domine et tend à éliminer par la force des choses l'élément libre et honnête.

» Le moment me paraît venu de réagir contre ces tendances, et il est dans les intentions de mon administration de modifier un état de choses que je considère comme funeste au développement normal de la Nouvelle-Calédonie et contraire même à l'esprit de la loi de 1854 sur la transportation.

» Par une circulaire du 27 août, dont vous trouverez ci-joint copie, adressée au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à celui de la Guyane, — notre seconde colonie pénitentiaire à qui les mêmes règles pourraient être appliquées dans une certaine mesure, — j'ai fixé les grandes lignes d'un nouveau programme de colonisation pour la réalisation duquel l'élément pénitentiaire et l'élément libre se prêteraient un mutuel appui.

» Il entre dans nos projets de créer, en Nouvelle-Calédonie et aussi en Guyane (1), des centres agricoles pouvant recevoir une agglomération de cinq à six cents colons judicieusement choisis, à qui des terres et des allocations en nature pourraient être fournies à charge de remboursement par annuités, tant des avances faites que du prix de la terre. Les travaux préparatoires de défrichement, d'aménagement, de viabilité, la construction des édifices publics, mairies, écoles, incomberaient à l'administration pénitentiaire, qui utiliserait les forces pénales d'après un plan d'ensemble mûrement étudié.

» Chaque agglomération agricole de cinq à six cents feux pourrait recevoir, d'autre part, des concessionnaires de la transportation dans la proportion du cinquième ou du quart.

» Les concessionnaires seraient recrutés avec un soin tout particulier et ne seraient jamais admis à cette faveur qu'après une série d'épreuves ne laissant aucun doute sur les aptitudes morales et physiques de chacun d'eux. Les colons pénitentiaires, noyés pour ainsi dire dans ce milieu de cultivateurs honnêtes, fortifiés par l'exemple salubre de voisins laborieux, soumis aux mêmes règles de la vie commune, seront placés dans les conditions les plus favorables pour revenir au bien, s'ils ont le désir sincère de

(1) M. Étienne, député de l'Algérie, a craint d'ajouter : *et aussi en Algérie*. Nous le regrettons. Notre ancien collègue, M. Lejoye, a montré dans le Bulletin de 1882, p. 263, comment des escouades volantes de condamnés pouvaient nous aider à marcher à la conquête commerciale et pacifique du Soudan. Bien qu'aujourd'hui la voie de pénétration la plus rapide et la plus commode jusqu'au Soudan semble bien être celle du Sénégal (intéressante lettre du Général Faïdherbe publiée par le *Temps* du 14 octobre), il est évident que les tentatives de pénétration par le Sud Algérien seraient singulièrement facilitées par une occupation progressive du Sahara au moyen d'escouades mobiles de condamnés. La tentative actuelle de M. Foureau, pour étudier le pays des Touaregs et y construire le transsaharien, ne peut qu'encourager l'essai dans l'Algérie méridionale des sections volantes dont il est parlé dans le rapport de M. Dislère (supr. p. 438). De même le remaniement des fortifications d'Alger, approuvé récemment par le Conseil municipal, trouverait des agents précieux dans les transportés. Comment des considérations politiques peuvent elles stériliser une telle force ! R.

se créer une famille, de faire oublier un passé criminel et enfin obtenir un jour leur réhabilitation.

» Tel est, je crois, le but que le législateur de 1854 s'est proposé; tel est l'esprit de la loi sur la transportation.

» Le système que mon administration veut mettre en vigueur satisfait à la double condition inscrite dans la loi : punir et amender.

» Il ne vous échappera pas, monsieur le président, que si la pratique de ce système a des avantages sérieux, au point de vue moral, l'émigration régulière et nombreuse de Français dans nos colonies de peuplement aura aussi pour effet immédiat le développement des relations commerciales de la métropole avec les colonies.

» Cette émigration des individus dans les pays français d'outre-mer entraîne comme conséquence nécessaire l'importation des produits qui rentent dans la consommation habituelle de nos nationaux, importation rendue aujourd'hui d'autant plus facile que des voies de navigation régulière relient directement, à l'heure actuelle, la métropole avec les colonies dont il s'agit.

» Là où un colon français s'établit et fait souche, avec ses habitudes, ses goûts, ses besoins, naissent des consommateurs pour le commerce métropolitain.

» Il en sera ainsi le jour où les colonies du Pacifique et de la Guyane verront se fonder et se développer, sur leur territoire mal exploité, des familles d'origine française.

» Il s'est créé à Paris, depuis quatre ans, une association qui a parfaitement compris l'intérêt politique et social de l'émigration ainsi comprise, je veux parler de la Société française de colonisation dont votre prédécesseur immédiat, l'honorable M. Dietz-Monnin, est un des fondateurs et un des vice-présidents.

» Sous l'impulsion d'hommes intelligents, cette société, essentiellement philanthropique, a pris un rapide essor; malgré l'insuffisance de ses ressources, grâce au bienveillant appui de l'État, elle a déjà marqué sa place en faisant de la colonisation un agent d'assistance raisonnée; elle a substitué aux secours distribués jusqu'ici par la charité publique — secours toujours précaires pour qui les reçoit et onéreux pour qui les donne — un mode plus efficace et aussi plus digne des malheureux à qui elle accorde son patronage. Elle a fourni des terres à culture et des instruments de travail à quelques centaines d'ou

vriers que la crise agricole a réduits à la gêne et le chômage de quelques-unes de nos industries à la misère.

» C'est beaucoup et ce n'est pas assez. J'estime qu'il faut entrer hardiment dans la voie ouverte par la Société française de colonisation, et que, dans cet ordre d'idées, l'initiative privée a une occasion excellente de se manifester par un appel à la bienfaisance publique et à la solidarité sociale. Cet appel sera entendu, j'en ai le ferme espoir, et l'appui de l'État, je vous en donne l'assurance, ne fera pas défaut aux bons citoyens qui se mettront à la tête d'une œuvre aussi patriotique.

» Il m'a paru, monsieur le président, que la chambre de commerce de Paris avait toute autorité pour provoquer un mouvement d'opinion publique dans le sens que je viens d'indiquer. Je m'estimerai heureux que le programme que j'ai eu l'honneur de vous développer reçût la haute approbation de vos collègues. J'ai confiance que vous en approuverez la partie morale et les conséquences économiques ; s'il en était ainsi, vous n'hésiteriez pas sans doute à faire de la présente lettre l'objet d'une communication spéciale aux diverses chambres de commerce de la République française.

» Peut-être même jugeriez-vous nécessaire de proposer à ces corps constitués l'envoi à Paris de délégués qui se réuniraient en une sorte de congrès colonial et commercial pour discuter la question de haut intérêt qui nous occupe : trouver la solution pratique des difficultés matérielles que peut rencontrer la mise en œuvre du programme dont il s'agit.

» Je n'ai pas besoin d'ajouter, monsieur le président, que, dans cette éventualité, mon administration sera toute disposée à vous prêter le concours le plus sympathique et le plus dévoué.

» En m'associant aux efforts des chambres de commerce de Paris et des départements, j'ai la certitude de servir utilement les intérêts dont j'ai la charge, et de collaborer à une œuvre profitable au bien public.

» Agréez, etc.

» Signé : Eug. ÉTIENNE. »

E

CIRCULAIRE DU SOUS-SÉCRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES
SUR L'ÉMIGRATION

Dans les premiers jours du mois d'octobre, M. Etienne, sous-secrétaire d'État aux colonies, a également adressé à M. Muzet, président de la délégation permanente des chambres syndicales de France, une circulaire concernant le développement de l'émigration dans les colonies françaises et les encouragements à donner aux entreprises individuelles ou collectives qui tendent à élargir la sphère d'action de la France en dehors de ses limites continentales.

M. le sous-secrétaire d'État aux colonies fait connaître qu'à Tahiti, où la main-d'œuvre est rare et irrégulière, les pouvoirs locaux font des efforts pour attirer les colons français vers l'archipel de la Société. C'est ainsi que le conseil général de Papeete a voté, dans ce but, un crédit de 10,000 fr. ; de plus, la caisse agricole de la colonie tient en réserve une certaine quantité de terres à culture qu'elle est prête à mettre à la disposition des colons à des conditions favorables.

Dans les colonies pénitenciaires de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, M. Etienne a l'intention de faire concourir dans la plus large mesure l'administration pénitentiaire à la préparation de la colonisation libre.

Des centres agricoles seraient créés successivement au moyen de la main-d'œuvre pénale à qui incomberaient les travaux de défrichement, de viabilité et de construction d'édifices d'intérêt public. Dans ce système, les colons d'origine française s'installeraient dans les centres nouvellement créés et recevraient, d'autre part, à titres d'avances, des concessions dont la valeur serait remboursable à longue échéance et par annuités.

En terminant, M. Etienne demande à M. Muzet de saisir le congrès des chambres syndicales de France, qui va se réunir le mois prochain à Paris, du programme que son administration se propose de mettre à exécution.

F

DÉCRET CONCERNANT LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX DES PRISONS

Ce décret a été rendu le 18 octobre 1887, à la suite du rapport de M. Millerand que nous publions supra. Il restitue aux inspecteurs généraux, ainsi que le réclamait la commission du budget, l'indépendance à laquelle avait porté une grave atteinte le décret de 1883 : dorénavant ils adresseront directement au Ministre de l'intérieur leurs rapports.

G

DÉCRET SUR LA TRANSPORTATION A OBOCK

Un décret du 24 octobre 1887 autorise la transportation à Obock des Annamites (1) condamnés aux travaux forcés. Jusqu'à ce jour, on les envoyait à Poulo-Condore et on demandait leur transportation à la Guyane (2).

H

COMMISSION DE CLASSEMENT DES RÉCIDIVISTES (3)

Par décret du 4 novembre, M. Dalmas, chef de bureau de l'administration des colonies, est nommé membre de la commission de classement des récidivistes, en remplacement de M. Filassier, ancien président du tribunal supérieur de la Guyane, nommé vice-président du tribunal de Saint-Étienne.

(1) *Bulletin* 1886, p. 975.

(2) *Bulletin* 1887, p. 388 et 713. Une semblable décision ne va pas faciliter à la Guyane l'exécution des travaux d'exploitation et la constitution de nouvelles familles.

(3) *Bulletin* 1887, p. 224.

II

École professionnelle de Cîteaux (1), distribution des récompenses.

Depuis 1886, Cîteaux a cessé d'être une colonie pénitentiaire, comme la Trappe (près Mortagne) et maints autres établissements privés dirigés par des religieux. C'est en juillet 1885 que l'administration pénitentiaire a commencé à retirer ses jeunes détenus pour les diriger sur Aniane ou même sur Brignais (Rhône), autre colonie dépendant de Cîteaux. Et à la fin de l'année 1886, il n'y avait plus un seul colon pénitentiaire à Cîteaux.

L'établissement a dû se transformer et, de même que Brignais (qui a remplacé Oullins, vendu par les pères en 1884 à la Compagnie de Lyon), Saint-Genest-Lerpt (2) et Saint-Félix (3), est devenu une école professionnelle. Il possède aujourd'hui 463 pupilles qui sont des enfants ou assistés ou orphelins, ou insubordonnés ou moralement abandonnés. Ces enfants sont répartis en quatre divisions dont la dernière (celle des 95 plus petits) prend le nom d'*asile*. Au point de vue du travail, ils sont répartis en de nombreux ateliers admirablement organisés. L'atelier d'ajustage, qui possède une machine de 15 chevaux pouvant s'élever à 30 chevaux et marchant soit à l'aide de l'eau de la Vouge, soit à la vapeur, occupe 40 enfants avec deux contremaîtres. L'atelier de charronnage et la scierie mécanique en occupent 7 avec deux contremaîtres.

Il y a 60 brossiers et 3 contremaîtres, 30 imprimeurs et 4 contremaîtres, 18 menuisiers-ébénistes, avec un surveillant et un contremaître, 15 cordonniers avec 2 contremaîtres, 8 relieurs, 2 tailleurs, 4 boulangers avec 2 contremaîtres. La culture com-

(1) *Bulletin* 1884, p. 90.

(2) Saint-Genest-Lerpt, à 8 kil. à l'ouest de Saint-Étienne, ne compte que des moralement abandonnés : environ 200.

(3) Saint-Félix, près de Soissons, n'a que des enfants (environ 30 orphelins ou moralement abandonnés). Mais l'institution des sourds-muets et des jeunes aveugles de Saint-Médard, qui est à côté, les admet à partir de 12 ans : ces 150 pupilles y apprennent l'imprimerie et le jardinage principalement.

prend environ 414 hectares dont 260 de terre arables, 100 de prairies, 16 de vignes, 15 de bois et 15 de potager, 4 d'oseraies et 4 de houblonnières. Elle occupe en hiver 75 enfants. En outre, 15 sont employés à la vacherie et à la porcherie et 10 à la conduite des chevaux. En été tous les ateliers sont fermés et tout le monde est occupé aux travaux extérieurs.

L'asile, où les enfants restent à peu près jusqu'à douze ans, suivant leur développement physique, est dirigé par l'ordre des Sœurs de Saint-Joseph de Cîteaux qui a été fondé par l'ancien directeur, le Père Rey. La petite population se répartit en 30 épilucheurs de légumes, 40 tailleurs et 20 relieurs,

Tous les contremaîtres et surveillants sont des Frères de l'ordre de Saint-Joseph.

Il nous reste à rendre compte, d'après le récit qu'en a fait un membre du patronage de l'Œuvre de Saint-Joseph, de la distribution des récompenses qui eut lieu le 4 septembre dernier, sous la présidence de M. l'abbé Joly, vicaire général de Dijon.

« A 11 heures, réunion dans la salle ordinaire pour la proclamation des galons mérités pendant le mois d'août. Le défilé des quatre divisions d'élèves se fait suivant l'ordre habituel et nous les voyons avec plaisir sous leur nouveau costume qu'ils étrennent aujourd'hui même. C'est toute une apparition et, pourrait-on ajouter, l'évanouissement d'un long passé de lûtes, de peines, de joies et de succès. Adieu, colonie de Cîteaux ! D'autres voix que la mienne diront la grandeur de tes bienfaits et l'importance du rôle que tu as rempli au milieu de notre société civilisée. Ils rappelleront les milliers d'enfants que tu as ramenés au bien et qui sont devenus, grâce à toi, des hommes d'honneur et de devoir, les cœurs vaillants que tu as formés pour la défense de la patrie, les bras laborieux que tu as façonnés aux travaux de la paix, les familles que tu as fondées et dont les chefs te doivent l'honneur et les joies du foyer domestique. Tes quarante années d'existence utile et glorieuse resteront gravées dans toutes les mémoires, associées au souvenir du Père vénéré qui te donna le jour.

Et maintenant, salut à toi, jeune École, qui te montres aujourd'hui fière de ta beauté, fière aussi des espérances que tu fais déjà concevoir ! Puisses-tu grandir et prospérer comme ton aînée, sans connaître des épreuves aussi pénibles, surtout sans rencontrer sur ta route la malice humaine cherchant à entraver le cours de tes destinées !

La proclamation des galons vient heureusement nous donner un premier espoir que ce souhait de prospérité aura sa réalisation. Sur 442 élèves présents, dont 409 remplissent les conditions voulues pour aspirer à la récompense, 24 entendent leurs noms proclamés avec la note *Très Bien*, 221 avec la note *Bien*, et 66 avec la note *Assez Bien* : c'est une proportion de 76 0/0, la plus forte, m'a-t-on assuré, qui ait été atteinte jusqu'ici.

Après midi, le temps rasséréné permet de se réunir, pour la séance solennelle de 2 heures, dans la cour de la Communauté. Là se trouve une estrade d'honneur sur laquelle prennent place les personnages les plus marquants. M. le Vicaire général occupe le fauteuil de la présidence et adresse aux enfants une allocution familière après laquelle on procède à la distribution des récompenses. Elles s'appliquent soit à l'art militaire, soit à l'art musical, soit à l'art professionnel, art si bien pratiqué à Cîteaux depuis l'agriculture jusqu'à la typographie. Par l'agriculture les élèves nourrissent les nombreux habitants de ce vaste établissement et fournissent encore une foule de produits utiles à l'importante clientèle qui aime à s'approvisionner à l'école. Par leur imprimerie ils répandent jusque fort loin de volumineuses éditions d'ouvrages variés.

Les récompenses sont décernées.

Ce discours, plusieurs fois chaleureusement applaudi, est suivi dans l'ordre suivant : certificats d'études primaires, grades professionnels, grades militaires, grades de musique, livrets de caisse d'épargne. Sur 37 élèves de Cîteaux présentés le 26 mai dernier à la Commission d'examen siégeant à Nuits, 27 ont obtenu le certificat d'études, dont 3 avec la note *Très Bien*, 19 avec la note *Bien* et 6 notés seulement *Assez Bien*. L'obtention du certificat assure à ceux d'entre eux qui sont présents à ce jour un livret de caisse d'épargne de 15 francs.

Les grades professionnels se répartissent en deux catégories : ouvriers de 1^{re} classe et mentions honorables. Ils sont obtenus naturellement en plus grand nombre par les élèves des premières divisions ; toutefois ceux de l'Asile eux-mêmes ne laissent pas d'y avoir part. On compte pour cette année 29 nominations d'ouvriers de 1^{re} classe et 38 mentions honorables.

Chacune des quatre divisions forme aujourd'hui une compagnie militaire ayant ses cadres complets. Les cadres se renouvellent en général trois fois chaque année, mais la promotion la plus impor-

tante est celle du premier dimanche de septembre ; aussi entendons-nous à quatre reprises différentes une nomenclature détaillée de tous les grades en usage dans une compagnie, depuis le grade de capitaine jusqu'à celui de soldat de première classe ou même de simple clairon.

Les grades de musique comportent ceux de musiciens de première, deuxième, troisième et quatrième classe. Il y a eu huit nominations, savoir : une de deuxième classe, trois de troisième et quatre de quatrième.

Enfin la série des récompenses se termine par la proclamation des livrets de caisse d'épargne, laquelle n'est pas la moins impatiemment attendue des élèves. La liste en est longue ; elle comprend quatre-vingt-six livrets qui représentent une somme de 1,610 francs, due à la générosité de bienfaiteurs dont les sympathies sont depuis longtemps assurées à l'Œuvre de Saint-Joseph. Les livrets sont accordés 1° aux adjudants-majors ; 2° aux simples adjudants ; 3° aux élèves remplissant des emplois de confiance et d'intérêt commun ; 4° aux élèves galonnés par ordre de mérite ; 5° aux élèves qui ont obtenu le certificat d'études primaires. Le montant de chaque livret varie de 5 à 25 francs.

La distribution des récompenses terminée, on se rend sur la cour de la première division où doivent avoir lieu les exercices militaires et gymnastiques.

» A. RIVIÈRE. »

III

Congrès de la Sorbonne.

SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

Séance du mercredi soir 1^{er} juin 1887.

Présidences successives de MM. LEVASSEUR, Georges PICOT
et TRANCHANT

Nous avons déjà rendu compte (p. 575) de la discussion sur *l'emprisonnement individuel*. Nous reproduisons aujourd'hui le procès-verbal d'une discussion à laquelle nos récents travaux et

les propositions de loi qui en ont été la suite (1), prêtent un vif intérêt d'actualité :

L'ordre du jour appelle la discussion de la question 7°, ainsi conçue : *Rechercher les mesures prises depuis le seizième siècle pour réprimer la mendicité et le vagabondage ; état actuel de la question.*

M. JORET, DESCLOZIÈRES, de la Société générale des prisons et de la Société des études historiques, donne lecture d'un mémoire.

Le rapporteur rappelle, d'après les anciennes ordonnances, les pénalités sévères portées contre les mendiants vagabonds, truands, oyseux et mal vivants, et qui attestent combien grande était déjà, sous l'ancien régime, l'étendue du mal à combattre. Il a signalé l'origine dans les anciens textes des principes consacrés par nos lois modernes sur le domicile de secours, les maisons de travail, les dépôts de mendicité, l'organisation des bureaux de bienfaisance, et montré que malgré les sacrifices et les précautions prises par la société moderne, la récurrence de la mendicité et du vagabondage allait sans cesse en grandissant. M. Desclozières résume les projets de loi à l'étude ; mais, selon lui, le remède est encore plus dans les mœurs, dans les habitudes, que dans la pénalité, restée jusqu'à présent illusoire. L'éducation de l'enfance, la protection des adultes, l'assistance des infirmes, sont les trois termes du problème. Inspirer à l'enfance l'horreur de la fainéantise et la dignité de soi-même ; répandre parmi les adultes de plus en plus les habitudes de prévoyance et d'association mutuelle ; secourir les indigents avec discernement, sans se laisser tromper par leurs doléances parfois hypocrites, ce sont là des procédés recommandables et efficaces. La société moderne fait de grands efforts pour les pratiquer ; il importe de les continuer par l'union de toutes les bonnes volontés.

M. VEUCLIN, publiciste à Bernay (Eure), donne lecture d'un mémoire sur la même question. Il dresse un tableau du paupérisme sous les différents rois de France depuis le seizième siècle, en insistant surtout sur les moyens de le combattre employés à Bernay et dans les environs. M. Veulin se plaint du développement du paupérisme ; il croit en trouver la cause principale dans l'extension parfois excessive de l'instruction dans les classes popu-

(1) *Bulletin*, p. 623, 674 et 711.

lares et dans les vices des programmes qui n'impriment pas à l'enseignement primaire un caractère suffisamment professionnel (agricole et industriel).

M. l'abbé DAVIA, de la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire, ne croit pas qu'il y ait un rapport entre le développement de la mendicité ou du vagabondage et l'instruction. Il estime, au contraire, que l'instruction populaire est l'instrument le meilleur du relèvement du peuple.

M. ROBIN, de la Société générale des prisons, prend la parole. Il dit qu'il est impossible d'espérer d'arriver à la suppression complète de la mendicité et du vagabondage. Il réclame une assistance suffisante pour les malheureux réduits momentanément à l'état de misère ou de vagabondage. Mais il faut prendre des mesures énergiques contre les hommes qui veulent se faire du vagabondage et de la mendicité une profession leur permettant de vivre.

L'assistance ne doit pas être gratuite, mais avoir pour condition essentielle le travail de l'assisté. C'est là le système admis en Allemagne et en Angleterre. M. Robin fait un exposé des institutions d'assistance dans la Suisse française, spécialement dans les cantons de Genève et de Vaud. Dans la statistique, l'avantage reste au second canton; cela tient à ce qu'à côté d'une assistance bien organisée, il y a une répression énergique contre les mendiants et les vagabonds de métier.

Depuis 1880, le nombre des condamnés pour vagabondage a diminué de moitié dans le canton de Vaud.

M. Eugène ROSTANG, de l'Académie des sciences, lettres et arts de Marseille, dit que Marseille a fondé la première les asiles de nuit, mais que des abus considérables s'y produisent. Il demande à M. Robin s'il y a des moyens de prévenir ces abus.

M. ROBIN dit que le travail est le meilleur moyen d'éviter ces abus.

M. CHEYSSON croit que l'exemple de l'Angleterre répond à la question de M. Rostang. On y impose un travail pénible aux personnes recueillies dans les asiles de nuit. Il demande, comme M. Desclozières, une large décentralisation qui empêcherait l'accumulation à Paris de toutes les misères provinciales. On les soulagerait plus efficacement et à moins de frais dans les campagnes. Il faudrait reviser la loi sur le domicile de secours, qui conduit à la

surcharge des villes au point de vue de l'assistance. Les communes auraient besoin de grandes facilités pour se grouper afin d'avoir des établissements collectifs. Trois communes de la Seine : Montreuil, Fontenay et Vincennes, viennent de s'associer pour créer un hôpital pour les infirmes et les incurables. M. Lequeux, architecte, a dressé un plan remarquable qui permettra de ne faire qu'une dépense de 2,800 fr. par lit. Ce projet est devant le conseil d'État. Il faut espérer que cet exemple aura beaucoup d'imitateurs. Sans doute il y aura toujours des pauvres, mais il ne doit plus y avoir de misérables : on ne doit pas s'y résigner. (*Bulletin* 1886, p. 840.)

M. OEschnauer, président de la Société d'études philosophiques et sociales, ne considère pas que la misère soit une loi; il y a des moyens nombreux de la restreindre. Il proteste contre l'idée qui condamne les secours à domicile; ils ont leur grande utilité pour les infirmes et les nombreuses familles.

IV

Le travail industriel et agricole des condamnés.

La question de la concurrence causée au travail des ouvriers libres par le travail industriel des condamnés s'est rallumée en Europe.

Il y a quelques mois à peine que le Parlement allemand a eu à s'en occuper spécialement à la suite de certaines pétitions présentées par des corporations ouvrières qui, entre autres réclamations, prétendaient que le système suivi en Prusse de concéder à des particuliers la main-d'œuvre des prisonniers pour un prix assez minime nuisait grandement aux petits industriels par l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de gagner honnêtement leur vie; et surtout que certaines industries comme celle des fleurs artificielles, par suite de cette concurrence, perdaient chaque jour du terrain sur les marchés étrangers.

MM. Illing et Starke, en qualité de commissaires du gouvernement, ont dû répondre aux opposants et faire observer : que cette question avait déjà été soumise plusieurs fois au Parlement

qui avait toujours fini par conclure que le devoir des condamnés étant de travailler, il fallait naturellement que ce travail arrivât sur le marché; — que le gouvernement faisait tous ses efforts pour fabriquer dans les prisons le plus grand nombre possible d'objets nécessaires à l'administration des prisons et aux autres administrations de l'État; — que la proportion des condamnés travaillant par rapport aux ouvriers libres était de 1 pour 400 environ, ce qui détruirait l'idée d'une concurrence possible; — que le prix relativement minime de la main-d'œuvre des condamnés était en rapport avec les exigences du marché et avec les obligations imposées aux entrepreneurs; — que le rabais dans l'industrie des fleurs artificielles ne devait pas être attribué à la concurrence des condamnés, mais au changement de la mode qui, y a quelques années, a remplacé les fleurs par les plumes; — que les pétitions contre la concurrence du travail des condamnés étaient devenues une arme de parti, car on trouvait parmi les pétitionnaires un grand nombre de personnes à qui le travail des condamnés ne pouvait en aucune façon porter préjudice; — que la fondation de colonies agricoles n'avait pas été jugée possible en Prusse; — que les expériences du travail en liberté faites à la suite des inondations de 1857 et 1858, — les fortifications de Lotzen, les améliorations du territoire d'Obra, — avaient coûté la vie à 224 condamnés et contraint l'administration à transférer pour cause de maladie 219 condamnés sur 284.

A la suite de ces réponses, le Parlement vota l'ordre du jour pur et simple.

Au milieu de l'année courante, la question du travail des condamnés a encore été soulevée devant le Parlement autrichien; quelques députés parlèrent contre, et d'autres, notamment M. Von Pich, directeur général des prisons et commissaire du gouvernement, se prononcèrent en faveur du travail des condamnés.

Les arguments des opposants peuvent se résumer ainsi :

L'État, avec ses 21 établissements pénitentiaires, porte préjudice à la classe pauvre des ouvriers déjà assez opprimés par les grandes industries.

Les 48 industries exercées dans les établissements pénitentiaires étant exclusivement des travaux faits à la main ou avec de petites machines, sont celles précisément qui font vivre les petits ouvriers et leurs nombreuses familles.

En 1883 sur 3,234,938 journées de travail, 2,638,784 furent

cédées à des entrepreneurs privés; c'est-à-dire que 12,000 condamnés (en chiffres ronds) ont enlevé du travail à 9,100 ouvriers libres et par conséquent à autant de familles, et si l'on admet que la dépense nécessaire pour l'entretien d'une de ces familles sera par an de 600 florins, on arrive à cette conclusion que le travail des prisons enlève à la population industrielle un gain de cinq millions et quart de florins. Le prix de la main-d'œuvre des condamnés, alloué par les entrepreneurs, est très bas, et aux cordonniers, aux menuisiers, etc., l'on paie de quelques centimes le travail de très habiles maîtres d'art. D'autre part, les entrepreneurs ne payant de loyer, d'éclairage, de chauffage ni d'impôts, et de plus étant mis à l'abri des accidents, peuvent donner leurs produits manufacturés à un prix moindre que le pauvre ouvrier qui doit supporter tous ces frais et entretenir sa famille. Enfin la précipitation avec laquelle sont exécutés les travaux des prisons porte préjudice à la bonne réputation des travaux faits par l'industrie libre du pays.

La classe agricole des condamnés devrait être employée aux travaux agricoles plutôt qu'aux travaux industriels. — L'expiation de la peine devrait être, pour éviter le scandale, de voir des individus qui se font mettre en prison dans le but de se faire loger et nourrir pendant la saison d'hiver; — l'État devrait substituer au système de l'entreprise celui de la régie, et au lieu de porter sur son bilan 710,000 florins gagnés par le travail des condamnés, il devrait inscrire une dépense de 710,000 florins pour couvrir le Trésor, et toute la classe industrielle du pays lui en serait reconnaissante.

Mais on répond dans l'autre camp : que le condamné a l'obligation de travailler surtout pour diminuer par son travail les frais de son internement; que le travail a surtout pour but d'amender les délinquants qui, obtenant par ce moyen leur libération provisoire, contribuent par suite au bien public; que si, en 1868, le bénéfice du travail des condamnés a atteint 174,000 florins, il dépasse aujourd'hui un million; que les chiffres des journées de travail au bénéfice des entrepreneurs ne sont pas exacts, car les condamnés dont la main-d'œuvre leur a été cédée, est par rapport aux ouvriers libres de 1 à 200, et si l'on fait attention qu'un condamné produit la moitié du travail d'un ouvrier libre, la proportion se réduira à 1 pour 400, ce qui est un chiffre vraiment trop faible pour produire tout le mal qu'on lui attribue; qu'enfin l'adminis-

tration qui ne peut tenir compte d'injustes doléances, se préoccupant des réclamations raisonnables et des observations pratiques, avait commencé à appliquer le système des travaux faits par les condamnés au dehors.

A la suite de cette discussion, l'honorable député Mascheko résume la question, reconnaît d'une part l'exactitude de quelques observations faites par le Parlement, d'autre part la nécessité et l'utilité de ce qu'a dit le chef de l'administration et conclut par la motion suivante : « L'usage des machines à vapeur et des autres moteurs n'est pas conforme au but que doivent atteindre les travaux industriels dans les établissements pénitentiaires et portent un grand préjudice aux petites industries. »

Cette motion est transmise à la Commission du budget qui, à son tour, a présenté la motion suivante qui a été acceptée : « Le gouvernement est invité à faire exécuter par les établissements pénitentiaires tous les articles nécessaires aux besoins de l'État qui, selon le Ministre de la justice, peuvent être faits par les condamnés et chaque année il présentera au budget un tableau des travaux exécutés. » (V. infr. la *Lettre sur le travail pénal*.)

(*Rivista di Discipline carceraria*, traduction
de M. le C^{te} LE COURBE.)

V

Détermination de la récompense à accorder aux condamnés qui travaillent.

Dans la dernière réunion générale des employés des prisons (d'Allemagne) le directeur du pénitencier de Hall, M. Regitz, souleva la question de savoir si les condamnés récidivistes devaient avoir une part de gain égale à celle des condamnés non récidivistes. Il fait à ce sujet les observations suivantes :

Je suis convaincu que les hommes pratiques qui ont déjà examiné à un autre point de vue la question de la récompense pour le travail sont d'avis qu'il ne faut pas traiter différemment le délinquant récidiviste et celui qui n'est pas récidiviste. Il est vrai que

notre règlement prescrit un traitement plus rigoureux pour les récidivistes; c'est ainsi par exemple qu'ils ne peuvent disposer de leur gain pendant les premiers six ou douze mois, qu'ils doivent être occupés aux travaux les plus pénibles et les moins rémunérés, etc., etc., mais il est oiseux de démontrer combien ces règles ont peu de valeur pratique. La justice et le simple sens commun enseignent la nécessité d'un traitement plus rigoureux pour les récidivistes, parce qu'un délinquant incorrigible doit être plus sévèrement puni dans l'expiation de la peine que celui qui est condamné pour la première fois. En réalité pourtant quel sera le mieux partagé des deux? L'un connaît bien le règlement de la maison et tous les moyens qui lui permettent de l'éluder, il connaît bien, grâce à une longue pratique, tous les travaux introduits dans les établissements pénitentiaires, il a eu l'occasion d'acquérir une certaine habileté et une certaine célérité dans ces industries, par suite il est capable de terminer le travail plus vite que les autres détenus et de faire un ouvrage supérieur à la moyenne quotidienne; pour ces raisons, selon les règles actuelles, il gagnera bien davantage que le condamné pour la première fois qui perdra beaucoup de temps pour faire le travail prescrit et qui aura pendant de longs jours beaucoup d'obstacles à surmonter.

Comment remédier à cet état de choses peu en harmonie avec les plus simples notions de la justice? Quelques Etats allemands y ont déjà pourvu.

Dans le royaume de Saxe, par exemple, il existe trois classes de travaux et de récompenses par lesquelles il faut passer graduellement. — Les condamnés récidivistes sont chargés seuls des travaux les plus longs et les plus difficiles et, outre qu'ils sont destinés à rester toujours dans la troisième classe, leur gain est réduit d'un tiers.

De même dans le Mecklembourg il existe trois catégories de travaux. Les récidivistes et les condamnés à vie n'obtiennent rien durant le premier semestre et ensuite ne touchent pas plus de la moitié du salaire normal.

Dans le royaume de Wurtemberg, les gains se partagent selon les trois classes entre lesquelles sont répartis les condamnés. Les récidivistes appartiennent à la troisième classe avec salaire réduit, et ils doivent avoir subi au moins un tiers du temps de leur peine avant de pouvoir passer dans une classe mieux rétribuée.

Un système analogue est suivi en Autriche. Les condamnés

travailleurs sont divisés en trois classes et les récidivistes sont versés dans la troisième classe et payés avec réduction.

Pour troubler le moins possible notre système de récompense, en somme bon, et pour en rendre l'application facile je mets en discussion les propositions suivantes :

1° « Ceux qui auront encouru une première récidive n'obtiendront pour leur travail que la moitié du prix fixé, mais recevront pour tout travail au delà de la tâche le prix entier.

2° Les récidivistes pour la seconde fois et au-dessus ne recevront aucun salaire pour leur travail ordinaire quotidien, mais recevront le prix courant pour les travaux faits en outre de leur tâche.

3° Pour les travaux journaliers, le prix sera déterminé d'après l'assiduité et l'habileté de l'ouvrier, mais de façon qu'à travail égal, le condamné récidiviste recevra une part moindre que le condamné pour la première fois.

Dans le cas où dix ans et plus se sont écoulés depuis la dernière condamnation, les peines précédentes devront être considérées comme éteintes par la prescription, tout au moins en ce qui touche la réglementation du salaire du travail.

Les peines d'emprisonnement inférieures à un mois ne compteront pas pour la récidive, mais du reste on ne fera aucune distinction entre la peine de la prison et les autres peines.

Cette modification serait facile à mettre en pratique et à contrôler puisque, dans les états de travaux, les détenus seraient répartis en trois classes avec les indications respectives : de plus, il serait facile d'augmenter les gratifications actuelles pour les comptes de travail quotidien, et mieux encore pour ceux faits en plus de la tâche, sans que le gain dans ce cas puisse dépasser la sixième partie du salaire entier.

De plus, les récidivistes ne pourraient plus tirer un si grand avantage de leur plus grande habileté et de leur plus ancienne pratique et seraient obligés à une plus grande assiduité, car le plus souvent ils ne pourraient gagner un salaire que grâce à des travaux faits en plus de leur tâche. »

Une très vive discussion s'est ouverte sur ces propositions, et l'assemblée décide que les idées énoncées ci-dessus ne pourraient s'appliquer aux jeunes gens en correction.

M. le conseiller Morgeuroth, l'unique dissident, fut d'avis que cette réduction du salaire restreindrait par trop les moyens dont le condamné a besoin pour assurer sa subsistance après la peine

expirée et pour venir en aide à ses parents durant sa détention. Mais cette dernière raison fut repoussée par tous, car il fut prouvé que le nombre des détenus qui secourent leur famille est excessivement restreint, que d'ailleurs d'après les expériences faites, la fixation plus ou moins élevée du salaire du travail n'a pas diminué la récidive, et que de toutes manières, le récidiviste par un plus grand travail et plus d'économie pourrait parer à cette réduction projetée, qui du reste ne pourrait dépasser un marc par mois.

La proposition V^e a été repoussée par 9 voix contre 3 et remplacée par la rédaction suivante :

« La modification proposée pour régler le salaire du travail ne s'étendra qu'aux condamnés à la prison et l'on ne tiendra pas compte des condamnations à la prison quand la récidive sera constatée. »

La fixation du salaire du travail des récidivistes condamnés à la peine de l'emprisonnement sera réservée pour une discussion ultérieure.

VI

Sur l'administration de la justice criminelle.

Crimes et délits.

Nous avons publié (page 500) le rapport du Garde des sceaux sur l'administration de la justice criminelle en France, pour l'année 1885. M. le professeur Léveillé a publié dans le *Temps* du 19 juillet, sur cette statistique, l'article suivant :

« Cette statistique mentionne avec une exactitude minutieuse le nombre des infractions, leur nature, le résultat des poursuites, l'âge, le sexe, la nationalité des coupables. Nous pouvons ainsi connaître l'étendue du mal; nous pouvons entrevoir les remèdes possibles.

D'une année à l'autre les chiffres ne varient guère; aussi le rédacteur du compte rendu nous met-il sous les yeux, en même temps que les résultats spéciaux de l'année 1885, la moyenne de la période 1881-1885.

Quelles sont les principales constatations du garde des sceaux?

Je laisse de côté des contraventions de police, qui dénotent la vigilance des autorités municipales, plutôt que l'immortalité des individus.

Je m'attache à ce que nos anciens appelaient le grand et le petit criminel, c'est-à-dire aux crimes proprement dits, qui relèvent de la cour d'assises, et aux délits qui relèvent des tribunaux correctionnels.

Une fois de plus ce double phénomène apparaît qui depuis longtemps caractérise, en France, la criminalité; le nombre des crimes diminue quelque peu, tandis que le nombre des délits augmente.

Le nombre des crimes diminue. La moyenne de 1876-1880 était de 3,446; elle est de 3,342 dans la période 1881-1885.

Les attentats contre la vie humaine sont pourtant devenus plus fréquents. Les assassinats montent de 197 à 216, les meurtres de 143 à 186. C'est que les spécialistes spéculent sur la pitié du jury et sur la clémence de la chancellerie, qui propose trop de grâces à la signature du chef de l'État.

Les vols qualifiés sont au contraire devenus un peu plus rares. Ils sont tombés de 1,184 à 1,105. Mais j'ai peur que ce mince progrès ne soit qu'une apparence. Le rapport ne dissimule pas, en effet, que nos magistrats, négligeant volontiers les circonstances aggravantes qui élèvent le vol à la hauteur d'un crime, emploient fréquemment le procédé « extra-légal » de la correctionnalisation. Je te baptise carpe, disait en temps de carême un personnage de Rabelais, étendant pieusement les mains sur une pièce de venaison. Je te baptise délit, peut dire impunément, en 1887, un juge d'instruction, transformant avec dextérité en infraction d'ordre inférieur un véritable crime. Ce procédé « extra-légal » n'est pas étranger à la diminution du nombre des crimes. La correctionnalisation présente d'ailleurs d'indéniables avantages : elle profite au prévenu, qui est jugé plus vite et qui ne risque pas d'encourir la réclusion ou les travaux forcés; elle profite au Trésor, qui paye moins cher une procédure correctionnelle qu'une procédure criminelle; une procédure correctionnelle coûte une vingtaine de francs; une procédure criminelle ne revient pas à moins de plusieurs centaines de francs. La correctionnalisation a donc tout au moins le mérite d'une opération financière intelligente; c'est une conversion qui enrichit tout le monde. Il est vrai que, si nous ne trouvons plus dans la colonne des crimes

ces vols que le juge d'instruction a dénaturés pour le bon motif, nous les retrouvons sous l'étiquette de vols simples dans la colonne des délits ; et cela nous explique en partie que les délits soient en hausse, alors que les crimes sont en baisse.

Quel accueil le jury a-t-il fait aux poursuites criminelles ? Le jury est renommé pour l'impressionnabilité de son cœur ; il a l'âme tendre ; il comprend les passions ; il pratique l'indulgence. Il acquitte dans la proportion de 24 p. 0/0 ; il déclare les circonstances atténuantes dans la proportion de 74 p. 0/0. Il n'est ferme que contre les récidivistes.

A la différence des crimes, le nombre des délits, au contraire, augmente. Il y en avait 167,000 de 1876 à 1880 ; il y en a plus de 181,000 de 1881 à 1885. Cela tient surtout à deux causes : à la correctionnalisation, dont j'ai déjà parlé ; à la rigueur du Code pénal, qui érige trop facilement en délits le vagabondage et la mendicité. Deux hommes de bien, M. le pasteur Robin, et mon savant collègue, M. le professeur Duverger, ont récemment uni leurs forces pour étudier ce double fléau de la mendicité et du vagabondage, qui ne sont trop souvent que des formes aiguës de la misère. Je ne saurais trop vivement applaudir à l'initiative généreuse des deux éminents criminalistes. Je pense avec eux qu'il nous faut arriver à une combinaison nouvelle de l'assistance, qui doit s'efforcer de prévenir la chute accidentelle, et de la répression, qui ne doit châtier que la paresse chronique et invétérée. Aujourd'hui les mendiants et les vagabonds occupent abusivement nos tribunaux, et ils encombrent à la fois nos statistiques et nos prisons.

Les magistrats correctionnels sont moins commodes que les jurés. Ils acquittent dans la proportion très faible de 6 p. 0/0, mais ils déclarent les circonstances atténuantes dans la proportion considérable de 62 p. 0/0. C'est là toutefois un chiffre d'ensemble qu'il est bon d'analyser. Pour certains genres de délits, les magistrats, désireux qu'ils sont d'écarter une peine trop dure, poussent très loin l'indulgence. Ils déclarent les circonstances atténuantes 99 fois sur 100 en fait de vagabondage, 93 fois sur 100 en fait de mendicité. Ils ne sont même pas inflexibles en face des récidivistes ; c'est ainsi qu'ils déclarent 88 fois sur 100 les circonstances atténuantes en faveur des voleurs, bien que la moitié de ceux-ci aient des antécédents judiciaires. Les magistrats ne veulent voir que la dernière infraction dont ils sont saisis, et ils ne

calculent même pas dans la mesure prescrite par les textes la peine de cette dernière infraction ; ils ne prononcent ainsi que des condamnations insuffisantes contre des hommes qui devraient être frappés de condamnations exceptionnellement rigoureuses.

La récidive est plus que jamais en hausse. Nous réalisons des chiffres que nous n'avions jamais atteints. Les récidivistes sont, parmi les accusés de crimes, dans la proportion de 56 p. 0/0 ; parmi les prévenus de délits, dans la proportion de 43 p. 0/0. La rechute des libérés ne se fait d'ailleurs pas attendre ; en l'année 1883, il est sorti 5,500 hommes des maisons centrales ; dans les trois ans de leur sortie 2,200 de ces malheureux ont reparu devant les tribunaux répressifs et y ont encouru de nouvelles condamnations ; quelques-uns de ces revenants ont même pu, pendant ces trois années, ramasser individuellement de deux jusqu'à quinze condamnations nouvelles. Nous rencontrons là ce que j'appellerai la professionnalité du mal, et nous sommes réduits à constater une fois de plus l'inefficacité persistante des peines actuelles quant à la moralisation des coupables.

L'auteur du compte rendu de 1885 a recherché les causes de la récidive ; on en signale quatre : l'insouciance de la loi, qui n'a pas prévu tous les cas de récidive ; l'abus des courtes peines multipliées que prononcent les magistrats ; les dangers de l'emprisonnement subi en commun ; l'absence de sociétés de patronage qui fourniraient du travail aux libérés.

La situation présente, par conséquent, est grave ; la plaie s'étend et s'envenime ; les malfaiteurs croissent en nombre et en audace ; il faut au plus tôt endiguer le torrent qui menace la sécurité de tous. Pour cela, que devons-nous faire ?

— Il faut que la peine de mort devienne effective pour ceux-là qui attentent à la vie des honnêtes gens. La Chambre a, ces derniers jours, très justement refusé de prendre en considération la proposition Frébault qui réclamait la suppression de l'échafaud.

— Il faut que la prison ne soit plus un lieu relativement confortable, où le détenu qui en a goûté revient sans trop de déplaisir, assuré qu'il y retrouvera dans la saison d'hiver de vieux amis et de mauvais conseils. Je voudrais pour mon compte que l'emprisonnement fût rare, qu'il fût dur et qu'il fût court, au moins pour le débutant ; il serait ainsi plus répressif et moins coûteux : c'est pour cela que je suis partisan, avec M. Michaux, de la loi de pardon possible au cas d'une première faute.

— Il faut que l'expatriation des récidivistes d'habitude ne convertisse pas en pensionnaires effrontés de l'État les titulaires d'un casier judiciaire trop chargé. Depuis quatre ans je lutte et je n'ai par fini ma campagne, contre des imprudents qui, aveuglés par la sensiblerie, faussent le droit et désarment la société au profit des pires gredins.

— Il faut que l'amende cesse d'être ridicule par son chiffre et qu'elle remplace plus souvent la prison.

— Il faut que nos administrations pénitentiaires comprennent mieux la complexité de leur haute et redoutable mission ; elles ont la double tâche d'aider au relèvement des hommes qui veulent se relever et de briser au contraire la résistance des hommes qui veulent se révolter. Je souhaiterais que le gouvernement élargit les pouvoirs et la responsabilité des administrateurs pénitentiaires ; mais, à ce prix, il conviendrait que ces machines nous donnassent dans l'avenir des résultats en proportion des dépenses qu'elles occasionnent.

Il faut, pour tout dire en une ligne, que la peine soit appliquée de telle sorte aux condamnés qu'elle amende les uns et qu'elle intimide les autres.

Il est trop clair pour moi que la réforme de notre système de répression est à entreprendre tout entière ; mais je confesse que cette entreprise, comme tant d'autres entreprises d'intérêt public, aboutira malaisément tant que nous aurons des ministères durant péniblement quelques mois.

J. LÉVEILLÉ. »

VII

Lettre sur le travail pénal.

Depuis vingt ans le gouvernement autrichien s'est occupé activement de réorganiser le travail dans les maisons de correction, et c'est également depuis cette époque seulement que l'administration judiciaire a pu exercer sa légitime influence sur cette œuvre. Elle a cherché surtout à s'assurer le concours d'entrepreneurs qui occupassent le travail des prisonniers. Elle a renoncé à prendre un entrepreneur général. Dans chaque maison de correction l'État donne par contrat à l'entrepreneur un nombre de détenus que celui-ci s'oblige à employer pour sa fabrication ordinaire, et pour lesquels il paye à l'État une somme déterminée.

Il s'ensuit que dans une même maison se pratiquent diverses fabrications. D'un autre côté, il y a une régie de l'État pour les détenus qui n'ont été choisis par aucun entrepreneur, ou pour les fabrications qui paraissent les plus avantageuses; de plus, les travaux de la maison sont accomplis par les détenus. Le système de l'entreprise se recommande de lui-même. La simplicité de l'administration, la certitude de l'emploi des forces des détenus et cette considération qu'il est de l'intérêt des entrepreneurs de porter le travail à son maximum d'effet sont des avantages qu'on ne saurait évaluer trop haut.

Il y a cependant quelques désavantages qu'on ne saurait passer sous silence; c'est ainsi que l'État perçoit bien moins de bénéfices du travail des détenus avec le système de l'entreprise (1) qu'avec celui de la régie et, en ce qui touche à la surveillance des détenus, il arrive souvent que les surveillants placés par les entrepreneurs ou les intermédiaires chargés du transport des marchandises remplissent mal leurs fonctions, favorisent les relations des détenus avec le dehors par un échange de correspondances, laissent ceux-ci profiter de bénéfices irréguliers ou commettent toute autre infraction à la discipline.

Malgré les grands avantages du système de l'entreprise unique, celle-ci a été en grande partie délaissée et remplacée par la régie de l'État. L'Autriche a été, comme les autres États, soumise aux revendications des commerçants contre le travail des détenus. Je ne me propose point d'examiner si les plaintes des commerçants contre les effets de la concurrence sont fondées; il est certain néanmoins que l'État s'est trouvé forcé d'entraver le travail des détenus, et de perdre une partie des avantages qu'ils auraient pu produire. Je n'examinerai pas non plus si la concurrence s'est trouvée ainsi écartée pour certains articles, mais rejetée sur d'autres, et s'il n'en est pas résulté simplement pour l'État une plus grande difficulté à utiliser la force productive des détenus sans la suppression de la concurrence. L'État s'est efforcé de faire porter la régie sur les articles dont il a besoin pour sa consommation; et quant aux entrepreneurs, ils sont généralement confinés dans les articles destinés à l'exportation:

Tel est l'état actuel des choses en Autriche.

Ceci ne s'applique toutefois qu'aux maisons d'hommes. Les

(1) *Bulletin* 1887, p. 153.

maisons de femmes sont confiées, sous la surveillance de l'État, à des congrégations religieuses, et là encore c'est le système de l'entreprise générale qui prévaut.

En ce qui concerne la Hongrie et la Croatie, depuis la nouvelle Constitution, il faut remarquer qu'elles ont une organisation judiciaire autonome, et des lois spéciales. Je n'ai pas de renseignements très complets sur le travail des prisons en ce pays. En Hongrie le travail par entreprise se fonde peu à peu dans le travail par régie directe. Les détenus sont employés principalement à des travaux destinés aux besoins de l'État; d'ailleurs ces travaux ne se font généralement pas sans l'introduction d'un élément étranger, les fournitures étant faites par des personnes du dehors. Les détenus sont surtout employés à des travaux d'industrie domestique, qui ne font que peu de concurrence à l'industrie privée. — Dans les maisons de détention hongroises on prend les ordres des acheteurs du dehors; mais, par suite de l'éloignement, des prisons deviennent des centres de consommation; le nombre des demandes est restreint et il n'y a point de réclamations des commerçants à redouter. — En Croatie, les détenus sont soumis complètement à la régie directe; on prend les commandes des acheteurs. Mais comme l'industrie des maisons de détenus a un très vaste champ de consommation, il n'y a point de plaintes de concurrence de la part des marchands; en outre il faut remarquer que l'agriculture est la principale occupation à laquelle on se livre.

On a aussi dernièrement en Autriche occupé les détenus à des travaux de régularisation des cours d'eau, de construction de routes, et autres objets d'intérêt public, mais principalement dans des pays où ces travaux étaient jusqu'ici faits par des étrangers. Je pense d'ailleurs qu'en Autriche, si l'on ne fait pas de travail dans les prisons suivant les commandes des acheteurs, c'est particulièrement à cause des plaintes des commerçants. (V. *supr.*, article sur le travail des condamnés.)

Chevalier KRALL.

Réponse à cette lettre.

Malgré la haute autorité qui s'attache aux opinions émises par un criminaliste aussi éminent que M. le chevalier Krall, je ne saurais admettre sans les plus formelles réserves certaines de ses

héories. L'expérience faite en France depuis 96 ans me semble en effet loin de démontrer les avantages qu'il célèbre dans le système de l'entreprise : simplicité de l'administration, certitude de l'emploi des forces des détenus et élévation de leur travail à son maximum d'effet.

L'introduction d'un tiers étranger et tout-puissant au milieu des rouages de l'administration intérieure de chaque établissement et la dualité dans la direction qui en est la conséquence, la rédaction compliquée de cahiers des charges qui tiennent les mains des directeurs et font souvent obstacle à toute amélioration, à tout progrès matériel ou moral n'ont jamais pu, chez nous du moins, être mises à l'actif de la simplification.

Ma certitude est renversée en ce qui concerne l'emploi des forces des détenus quand je lis les rapports, officiels ou non, de tous ceux qui visitent nos prisons, quand je vois, notamment dans nos prisons départementales (1), l'oisiveté la plus pénible et la plus immorale régner souverainement presque partout.

L'intérêt de l'entrepreneur, seule règle de l'organisation économique de nos prisons, est certes bien de porter le travail de l'ensemble de ses travailleurs à son maximum de puissance. Mais se préoccupe-t-il à un degré quelconque du travail de chaque individualité, de ses antécédents industriels, de ses aptitudes professionnelles, de son avenir ? Lui apprend-il *un métier*, lui fait-il exercer, s'il en a déjà un, celui qu'il exerçait avant sa condamnation ; cherche-t-il à le perfectionner, lui met-il entre les mains l'outil qui, au jour de sa libération, lui gagnera sa vie et le sauvera de la récidive ? Nullement. Le détenu, aux mains de l'entrepreneur, a simplement appris *la partie souvent infime d'un métier* qui permette à l'ensemble de la population de la prison, grâce à une division excessive du travail, de produire beaucoup. Loin d'être un apprenti qu'on façonne, il est devenu une pure machine à produire, ou plutôt la portion d'un modeste rouage de cette gigantesque machine organisée uniquement en vue d'une production extrême. Il sort de cette sorte d'usine, ne sachant exercer aucune profession utilisable dans la vie libre. Et en vérité peut-on attendre autre chose d'un spéculateur, est-il possible que des considérations philanthropiques prévaillent sur celles de

(1) Enquête parlementaire 1873, t. I, II, IV, et V. Bulletin 1885, p. 731 ; 1887 p. 297. Supra : rapport de M. Millerand.

son lucre ? Un tel résultat ne pourra être obtenu que si on s'adresse à des hommes désintéressés, c'est-à-dire à l'administration elle-même, après qu'on lui aura restitué dans son domicile « l'indépendance nécessaire pour s'occuper du côté réformateur de la peine ».

Pour discuter l'opinion de notre savant correspondant, je puiserai mes exemples et mes arguments d'abord dans la monarchie même où il remplit ses hautes fonctions judiciaires. A mon retour d'un voyage en Croatie, j'ai montré (*Bulletin* 1883, p. 9) le grand pénitencier de Lepoglava devenant pour le pays une sorte d'école d'industries, parce que chacun de ses 700 détenus y fabrique toujours un objet dans son entier, et rapportant néanmoins à l'Etat un bénéfice d'environ 25,000 florins par an.

Dans la prison départementale surtout, où la brièveté de la peine ne permet pas de former de bons ouvriers et où le petit nombre des détenus empêche d'exercer en grand une puissante industrie, où, en un mot, le produit du travail ne dépasse pas sensiblement la dépense des frais d'apprentissage, l'entrepreneur se désintéresse de chercher un aliment à ce travail ; le chômage est périodique. Avec la régie seulement, le chômage cessera d'être la règle, le détenu pourra exercer son métier et éviter, comme cela se passait à Aix en 1873, qu'un tisserand soit contraint de casser des noix ou de fabriquer des boîtes d'allumettes quand il est tisserand. Il perfectionnera son métier et pourra l'utiliser à sa sortie. Avec la régie seulement, on s'occupera du détenu faible ou peu adroit comme des autres : aujourd'hui l'entrepreneur le néglige. Le travail gardera le caractère pénal qui lui appartient et perdra le caractère industriel, mercantile que lui impose l'entrepreneur. Le détenu ne se sentira plus livré à un spéculateur qui l'exploite, dont il suspecte la bonne foi, avec qui il entre constamment en discussion au sujet de la répartition du produit et du règlement des salaires. Il ne prendra plus le travail en horreur.

Et qu'on ne parle pas de l'incompétence éventuelle des directeurs au point de vue de l'organisation du travail. — Sans citer de nouveau notre collègue M. Tauffier, l'admirable créateur de l'industrie pénitentiaire en Croatie, nous dirions que, à défaut de pareils organisateurs, toujours rares, on pourrait facilement leur adjoindre des employés spéciaux qui suppléeraient à leur insuffisance technique. On en trouve bien en Belgique (*supr.*, p. 465) et ailleurs !

J'arrive à la grosse question des revendications des industriels

à l'occasion de la concurrence du travail pénitentiaire. On a souvent prouvé que ces réclamations sont fort exagérées (1). Mais fondées ou grossies, j'estime, comme le faisaient dernièrement à la Chambre leurs plus chauds avocats : MM. Martin Nadaud, supr., p. 155 et suiv. et Dupuy, (p. 154 et suiv. (1) que la régie leur enlève tout fondement sérieux. L'entrepreneur prend toujours ses matières premières dans la région même où il opère et il organise les industries mêmes qui y florissent. Il y porte donc presque toujours et nécessairement préjudice aux industries locales par une concurrence anormale. Seul l'État pourra et voudra prendre souci des intérêts économiques de chaque région et n'y introduire que des industries étrangères à cette région, ou qui, s'exerçant sur tout le territoire, ne nuiront particulièrement à aucune province. Telle serait la confection des fournitures nécessaires à l'armée et à différents monopoles ou services civils, ou d'articles variés destinés à l'exportation.

Qu'on n'objecte pas non plus qu'en dépouillant les confectionneurs actuels au profit des détenus, l'État jetterait le trouble dans l'ordre économique du pays et détruirait un équilibre dont tout le monde bénéficie? — Le seul devoir de l'État en pareille matière est de ne pas favoriser une industrie au détriment d'une autre. Or, quoi de moins préjudiciable que l'égale répartition de toutes les fournitures de l'armée nationale entre tous les établissements et tous les travailleurs pénitentiaires qui se trouvent sur notre territoire? Et surtout, ne doit-on pas dire qu'au point de vue économique, on ne peut arbitrairement supprimer 53,000 producteurs sans altérer gravement les lois de l'offre et de la demande et sans créer au profit du travailleur libre ce même privilège qu'il se plaint aujourd'hui de trouver établi au profit du travailleur pénal!

A. RIVIÈRE.

VIII

Libération conditionnelle en Allemagne.

M. Sichart, un des plus intelligents et des plus experts fonctionnaires de l'administration des prisons en Allemagne et directeur du pénitencier de *Ludwigsbourg*, invité par le Comité permanent

(1) Rapport de M. d'Haussonville : Off., p. 806 et s. Rapport de la commission d'études au Conseil supérieur des prisons, par M. T. Desportes, 1877.

de la Société juridique allemande à traiter la question de la libération conditionnelle, après avoir fait l'historique de la réforme législative et recueilli les résultats obtenus dans ces dernières années d'après les chiffres statistiques (1), a présenté les conclusions suivantes :

1° La libération conditionnelle a été considérée, depuis son introduction en Allemagne, comme une institution qui a rendu de grands services dans l'exécution des peines et mérite non seulement d'être maintenue, mais encore d'être développée et perfectionnée.

2° Pour pouvoir étendre la libération conditionnelle dans des proportions plus grandes que jusqu'à ce jour, et l'appliquer même aux délinquants d'habitude et de profession, il est nécessaire de faire précéder la sortie de ces délinquants d'un stage d'expérience en prenant pour modèle les phases intermédiaires du système irlandais.

3° Dans l'intérêt de la justice, le § 23 du Code pénal devrait être interprété de façon à rendre évidente l'obligation, pour l'autorité judiciaire supérieure, de faire usage de la libération conditionnelle toutes les fois que les conditions légales auront été remplies.

4° Attendu que les expériences faites jusqu'à ce jour ont démontré qu'on ne peut obtenir de bons résultats de la libération conditionnelle qu'en tenant compte non seulement de la bonne conduite du condamné en prison, mais encore de sa manière de vivre antérieure, et des conditions dans lesquelles il se trouvera après sa libération, il sera utile d'inscrire ces deux conditions comme clauses légales pour l'obtention de la libération conditionnelle.

5° Vu la bonne influence exercée sur la conduite du libéré provisoire par la menace du retrait de cette liberté, le terme à partir duquel la libération ne peut plus être révoquée ne devra pas être trop court et devra être fixé au minimum à deux ans.

6° Étant prouvé que la surveillance spéciale de la police présente des dangers et des empêchements pour le libéré qui veut gagner honnêtement sa vie, cette mesure ne devra être prise qu'en cas de

(1) Quoique ceci soit naturel, le Conseil de justice de l'Empire (Reichjustizamt) avait décidé que la détention préventive, bien qu'elle fût comptée dans l'expiation de la peine, ne devait pas être prise en considération dans le compte du temps d'expiation nécessaire avant de pouvoir obtenir la libération conditionnelle.

nécessité absolue, et la détermination de sa durée ou de son extension devra être laissée au jugement de l'autorité compétente.

7^e Si l'on veut atteindre complètement le but proposé dans les paragraphes 60 du Code pénal et 482 du Code de procédure qui accordent une indemnité pour la détention préventive supportée à tort, il est nécessaire que cette détention, pour le cas de la susdite libération conditionnelle, soit comptée comme une partie de la peine expiée et calculée dans la détermination du temps de l'expiration de la peine avant lequel le condamné ne peut obtenir sa libération conditionnelle.

En l'absence d'une statistique pénitentiaire pour toute l'Allemagne, les chiffres suivants sont donnés par M. Sichart pour chaque État :

	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	
	ACCORDÉES	RETIRÉES
En Prusse, de 1871 à 1880.	3,145	On ne donne pas de chiffres.
— 1882 à 1883.	234	
— 1883 à 1884.	213	
En Bavière, de 1872 à 1877.	1,536	59
En Wurtemberg, de 1872 à la fin de 1884. .	782	8
Dans l'établissement de Brucksal (Bade) :		
de 1875 à 1877.	89	
Dans l'établissement de Wolfenbüttel (Bade) :		
de 1874 à 1879.	124	6
En Saxe, de 1862 à 1868.	286	6

(Extrait de la *Rivista di discipline Carceraria*,
traduction de M. le comte LE COURBE.)

IX

La peine de mort.

La grande discussion qui a occupé plusieurs séances de l'Assemblée générale de la Société n'est pas encore assez éloignée de nous pour que les deux articles suivants, publiés par le *Temps* des 27 et 30 août, n'intéressent encore les lecteurs du Bulletin :

« Sans se hausser aux discussions de doctrine sur la philosophie du droit pénal, le simple observateur de la société contemporaine est contraint de constater que le mouvement d'opinion contre la peine de mort a plutôt perdu du terrain que gagné de la force depuis quelques années. Qu'on se reporte seulement à vingt ans en arrière ; l'abolition de la peine capitale paraissait alors une sorte de dogme dans les milieux non seulement révolutionnaires, mais simplement libéraux. On n'y débattait même guère la question ; le vœu était en quelque sorte de style ; les comités électoraux des grandes villes l'inséraient volontiers, sans éprouver le besoin de le développer ou de le motiver, dans leurs programmes ou leurs cahiers. Sans doute, beaucoup de ceux qui adhéraient n'en faisaient pas le principal objet de leurs préoccupations ; mais ils ne jugeaient pas qu'il valût la peine de chicaner sur un article aussi banal. Quant à ceux qui ne se sentaient pas persuadés, ils se bornaient à se tenir à l'écart et gardaient pour eux leurs perplexités. La cause de l'abolition était arrivée, jugeait-on, à ce point décisif où les assiégeants n'ont plus d'incertitude et où la résistance est découragée. Elle avait d'ailleurs des champions influents dans les milieux les plus divers. Auprès de toute la jeunesse sensible et artiste, auprès des masses éprises de couleur, elle était plaidée d'une façon à peu près irrésistible par l'œuvre de Victor Hugo. Elle était soutenue dans presque tous les corps savants avec persévérance, avec ténacité, par des économistes, des jurisconsultes, des philanthropes tels que le doyen actuel de l'Académie des sciences morales, M. Charles Lucas. Elle était devenue classique dans l'enseignement du plus aimé peut-être, du plus littéraire en tout cas des professeurs de l'École de droit, Ortolan, et dans les leçons écrites de Faustin Hélie. Elle avait pour elle à peu près tous les chefs marquants et écoutés de l'opposition démocratique. On peut dire que les avocats y dominaient et que la tendance de l'avocat ne saurait le pousser dans le sens de la rigueur ; un jury composé d'adversaires de la peine de mort est acquis d'avance aux circonstances atténuantes dans les affaires les plus dramatiques, mais les habitudes d'esprit professionnelles n'avaient qu'une part accessoire dans ce mouvement, car, dans la gauche d'alors, les publicistes n'avaient pas une attitude moins déterminée que les avocats. Enfin le débat n'était pas particulier à la France. Dans les pays où la liberté d'association existait, il y avait des associations pour l'abolition de la peine capitale. En

Belgique, il y en avait une très active, dont le siège était à Liège, qui recrutait des adhérents à la fois parmi les libéraux et dans le parti catholique, et qui faisait de tous les écrits abolitionnistes des éditions de propagande à bon marché. Des lignes analogues existaient en Angleterre, en Hollande, en Italie, en Portugal et dans certains États d'Allemagne. Tous ces efforts disséminés trouvaient l'occasion de s'encourager mutuellement dans des congrès internationaux. On ne se bornait pas, d'ailleurs, à des appels à la sensibilité nerveuse et l'on donnait des arguments faits pour frapper les intelligences les plus positives. S'appuyant surtout sur l'ouvrage célèbre de Mittermaier, on invoquait les expériences faites pendant un temps plus ou moins long en Toscane, dans le grand-duché de Bade, dans des cantons suisses, dans un État ou deux d'Amérique. On combattait surtout avec verve le prétendu caractère exemplaire de la peine de mort ; on citait notamment le témoignage d'un aumônier spécial en Écosse qui avait systématiquement interrogé les grands criminels sur le point de savoir s'ils avaient assisté dans leur vie à une exécution capitale et qui avait, huit ou neuf fois sur dix, consigné une réponse affirmative.

» En face de ce mouvement, la défense était molle. Quelques discours de rentrée, prononcés en France ou en Belgique par des magistrats de parquet, naturellement suspects d'être altérés de sang humain, n'étaient pas faits pour contre-balancer tant d'autorités, non plus que le sempiternel trait d'esprit d'Alphonse Karr : « Que messieurs les assassins commencent ! » Comme presque toutes les facéties ingénieuses que cet écrivain a données pour les oracles du bon sens, celle-là encore n'est qu'une simple tautologie, car elle suppose admis que la protection sociale repose sur le talion, et elle glorifie aussi bien le bûcher, la roue, l'écartèlement et les supplices les plus raffinés que la suppression la plus rapide.

» Il est clair que l'état général des esprits n'est plus tout à fait le même qu'à cette époque relativement peu éloignée ; il y avait certainement des convictions arrêtées et raisonnées que rien n'a ébranlées ; mais beaucoup de gens qui adhéraient à la thèse abolitionniste sans grand élan de passion se sont mis à s'avouer ébranlés ; d'autres qui avaient renoncé à faire valoir leurs objections, ont recouvré peu à peu la parole.

» Cela a commencé pendant les malheurs de l'année terrible. On

avait manifesté aussi pour l'abolition de la guerre, et cela ne nous en avait pas préservés. Nous avons beaucoup souffert dans la première partie de la campagne de l'affaiblissement de la discipline, et, quand il s'agit d'improviser des armées sur le sol envahi et sous le feu de l'ennemi, il n'y avait pas à marchander les pouvoirs aux chefs chargés d'une si lourde responsabilité. Il fallut des cours martiales, des exécutions promptes et exemplaires. La fusillade dans les vingt-quatre heures pour un maraudeur qui s'était écarté des rangs pour aller casser du bois vert, cela pouvait paraître rigoureux, et pourtant l'on se disait qu'il le fallait bien, alors que la rébellion d'un mauvais soldat pouvait amener la mort de centaines de braves gens. Oui, mais à réfléchir sur ces choses, des citoyens éloignés de toute férocité ont commencé à perdre le goût de s'intéresser au sort final des amateurs qui ont fait rôti leur mère ou coupé leur femme en morceaux. La guerre civile est venue ensuite, et le mieux est de ne pas insister sur les impressions qu'elle a laissées au point de vue du respect de la vie humaine.

» Dans les dernières années, des grâces nombreuses, qui font honneur aux sentiments humains du chef de l'État, des atténuations ou même des acquittements peu attendus n'ont pas été suivis d'une décroissance dans les crimes atroces, et l'on a recommencé à se demander si la peine de mort n'était pas seule capable d'effrayer les scélérats. Il n'est pourtant nullement certain que cela infirme les observations précédentes des criminalistes; le mécompte pourrait bien venir d'une dislocation dans l'échelle des peines; celle qui vient immédiatement après la mort est une de celles qui terrifient le moins le monde des coquins, et le voyage à la Nouvelle y est l'objet d'une prédilection déplorable.

» Qu'on en gémisse ou qu'on le trouve bon, la peine de mort paraissait plus près de disparaître il y a vingt ans qu'aujourd'hui. Ce qui n'a pas cessé d'être un objet d'horreur, c'est le mode de publicité, c'est le public des exécutions, et les scènes répugnantes des nuits dernières font éclater une fois de plus l'impossibilité de prolonger le *statu quo*. »

« LE PUBLIC DES EXÉCUTIONS

» Les scènes révoltantes qui se produisent aux alentours de la place de la Roquette, toutes les fois qu'une exécution capitale est annoncée, font penser et dire à beaucoup de gens qu'il vaudrait

mieux dresser la guillotine dans la cour de la prison et la faire fonctionner à huis clos. Cette opinion peut à première vue sembler assez plausible. Malheureusement, elle est démentie par l'expérience, au moins en Angleterre, où le huis clos des exécutions est établi depuis dix-neuf ans déjà. Le public ordinaire de ces solennités a beau savoir qu'il ne verra rien, il s'assemble au pied des murs de la prison comme s'il devait voir quelque chose. Il se conduit aux portes de Newgate précisément comme aux portes de la Roquette; il se livre aux mêmes facéties de bon goût, il improvise à Londres des chansons de circonstance aussi attiques qu'à Paris, et ne pouvant saluer de ses acclamations la chute de la tête dans le panier, il salue le drapeau noir hissé au toit de l'édifice.

» Lundi dernier, l'exécuteur des hautes œuvres de la reine Victoria avait à pendre un condamné, Israël Lipski, dont nous avons conté l'histoire. Cette histoire avait fait du bruit, la foule était innombrable aux abords de la prison de Newgate; elle avait une attitude aussi déplorable, aussi féroce, aussi inconvenante que celle dont tous les journaux parisiens stigmatisent avec raison l'indécence. Ne pouvant applaudir ou siffler le supplicié, elle a jugé à propos de faire un succès au bourreau et de l'acclamer, quand il est sorti, après avoir achevé sa sinistre besogne.

» Pas plus qu'à Paris, d'ailleurs, cette tourbe de chacals à face humaine, qu'on croirait accourue autour de l'échafaud pour une fête de famille, ne se compose exclusivement que d'assassins et de ruffians. Des gens du monde, des membres de l'aristocratie et des professions libérales s'y coudoient avec le *rough* en chapeau mou et la fille aux lèvres peintes. Les fonctions de juré spécial chargé de procéder avec le coroner à l'enquête réglementaire sur le cadavre du supplicié sont recherchées avec avidité. On a vu des millionnaires payer à chers deniers la prérogative de s'introduire dans la prison, en qualité de reporters ou de constables, pour assister à la lugubre opération.

» Tout cela, il faut bien le dire, ne milite guère en faveur de la peine de mort. Non seulement elle n'épouvante pas l'armée du crime, mais elle l'attire en quelque sorte; elle convoque le ban et l'arrière-ban à une espèce de répétition générale; elle entoure le châtiment d'une sorte de poésie tragique, l'élève à la hauteur d'un rite social et d'un sacre. Aux yeux de ce troupeau anonyme, le condamné devient à la fois un acteur qui joue le grand premier

rôle et un héros parvenu au maréchalat de son ordre. Il n'est si mince escarpe qui ne se dise qu'il a, lui aussi, ce bâton dans sa giberne. N'a-t-on pas vu des réclusionnaires de vingt-cinq ans pleurer d'humiliation à la cruelle pensée qu'à leur âge ils n'étaient pas encore au bain ? Très sûrement, par ce temps de cabotinage universel, le tremplin de l'échafaud doit attirer plus de détraqués qu'il n'en effraye.

» L'exemple de la Grande-Bretagne est là pour montrer que le huis clos ne suffit pas à rendre les exécutions décentes. Peut-être faudrait-il pousser l'expérience plus avant et, si l'on persiste à trancher des têtes, aller le faire au fond des déserts. Les tigres n'auraient jamais l'idée de se réunir pour assister à la fête ; si d'aventure ils s'y trouvaient en nombre, il est au moins permis d'espérer qu'ils n'exhaleraient pas leurs sentiments en refrains de café-concert.

X

Un débat sur les moyens de combattre le faux témoignage.

Le synode général qui s'est tenu, l'an dernier, à Carlsruhe, a discuté, entre autres questions, celle des moyens à employer pour combattre efficacement le faux témoignage et les déclarations faites à la légère sous la foi du serment.

Le Dr Kupfer, rapporteur, présenta, au nom du comité, la motion suivante : « Le synode général, prenant en considération l'augmentation incontestable du nombre des parjures et des faux témoignages, et se référant aux décisions prises à cet égard par de nombreux synodes diocésains, prie le consistoire supérieur d'ouvrir une enquête sérieuse sur l'étendue et les causes de ce regrettable phénomène, et de rechercher les moyens de le conjurer. »

L'orateur développa le côté juridique de la question, étudia la législation de l'Empire d'Allemagne sur ce sujet, et discuta le principe même de la prestation de serment, origine des faux

témoignages. Le comité avait repoussé l'idée de supprimer absolument la formalité du serment, comme dans certains cantons de la Suisse : le serment est indispensable pour fortifier l'expression de la vérité. Il n'avait point pensé, non plus, qu'il convînt de recourir au simple serment par la main levée : l'expérience qui en avait précédemment été faite, n'était point satisfaisante, et on ne pouvait attacher que peu de valeur à cette formalité. Quant à la prestation de serment solennelle, qui avait été jadis en usage, la suppression des anciennes cérémonies extérieures avait été la conséquence du serment individuel. Aujourd'hui, le juge rappelle à chaque témoin, suivant une formule consacrée, l'importance de son serment. La prestation de serment entre les mains d'un ecclésiastique apporterait des retards préjudiciables dans la marche des débats judiciaires. Ces considérations déterminaient le comité à ne point conseiller un retour aux anciennes formalités. C'est à l'école et dans la famille qu'il faut combattre la tendance au faux témoignage.

M. le délégué Kiefer approuva le comité d'avoir refusé d'entrer dans la voie d'une revision de la législation sur le serment. On ne trouverait aucun juge et bien peu d'ecclésiastiques disposés à croire que les formes extérieures peuvent grandir l'importance du serment dans l'esprit d'un coquin : ni l'invocation du crucifix, ni les exhortations d'un ministre du culte n'empêcheraient un malhonnête homme de se parjurer. C'est dans l'école qu'il faut commencer à insister sur le caractère religieux du serment ; l'ecclésiastique doit continuer cette œuvre dans l'église par son enseignement, ses admonestations et ses remontrances. L'autorité du juge peut s'exercer utilement aussi au moment de la prestation du serment.

M. le prélat Doll déclara, au nom de l'autorité ecclésiastique supérieure, qu'il acceptait la motion du comité. Il appela l'attention du synode sur l'augmentation des cas dans lesquels il y a lieu à prestation de serment, ajoutant qu'il regrettait cette augmentation, parce qu'elle prouvait que le législateur avait une confiance de moins en moins grande dans la véracité du peuple. D'autre part, le développement des prestations de serment amène le peuple à penser que le serment n'a plus grande importance : ce résultat est d'autant plus regrettable, qu'il a pour effet d'accroître le nombre des serments prêtés à la légère. L'autorité ecclésiastique supérieure croyait que le synode général proposerait des

moyens de remédier au mal; elle voit maintenant qu'on en reste au même point.

L'orateur attache plus d'importance que les préopinants à la forme de la prestation de serment, et pense que la solennité apportée dans l'accomplissement de cette formalité pourrait prévenir des serments trop légèrement prêtés.

M. Helbing, prédicateur de la cour, rappela les difficultés du problème, difficultés reconnues par l'autorité supérieure, et produisit une statistique d'après laquelle le nombre des poursuites pour faux témoignage s'est élevé de 51 à 217 dans la période de 1860 à 1877, et est descendu à 138 pendant les deux années suivantes (1878 et 1879). D'autre part, le chiffre des condamnations montait, pendant la première période, de 22 à 64, et s'abaissait à 52 en 1878 et 1879. Cette statistique prouve qu'il y a là une vraie plaie sociale: bien qu'il n'ait formulé aucune proposition pratique, le comité a signalé énergiquement le mal.

M. le délégué Deitigsmann traita la question du serment par main levée, et fit remarquer qu'aux termes des ordonnances le gouvernement exige encore la prestation du serment sous cette forme, du moins de la part des employés inférieurs.

M. le délégué von Stösser fit observer que la statistique de 1879 ne s'appliquait qu'à une partie de cette année. L'auteur renvoya à la statistique publiée par le Ministère de la justice, et soutint qu'il fallait rapprocher le chiffre des faux témoignages de celui des prestations de serment: c'est seulement ainsi qu'on pourrait arriver à tirer des conclusions relativement à la moralité du peuple. Il serait très-difficile de dresser une statistique propre à fournir au consistoire supérieur une image fidèle de l'état moral de la population, car il faudrait aussi faire entrer en ligne de compte la gravité relative des faux témoignages. — En ce qui touche la solennité du serment, l'orateur se déclara en mesure de certifier que le Ministre de la justice rappelait les juges à leur devoir, chaque fois qu'il s'élevait une plainte sur la manière dont un serment avait été prêté. C'est dans le défaut d'amour de la vérité qu'il faut chercher les raisons intimes de l'augmentation des faux témoignages, et c'est dans la famille, à l'école et à l'église qu'il faut travailler à élever le moral du peuple et à développer en lui la crainte de Dieu.

M. le député Grabener, invoquant son expérience de prédicateur de campagne, constata que le serment n'était plus respecté

comme autrefois dans les villages. La population chrétienne était scandalisée de voir que l'élément chrétien avait disparu du serment. Les ministres du culte ne pouvaient, en cette matière, faire plus qu'ils n'avaient fait jusqu'alors; mais il fallait avouer qu'ils avaient perdu beaucoup de leur influence.

A la suite de quelques mots ajoutés par le rapporteur en forme de conclusion, la motion du comité fut adoptée.

Georges DUBOIS,
Avocat à la Cour d'appel.

XI

Prisons d'Amérique.

Les renseignements qui suivent sur un certain nombre d'institutions de réforme pénale d'Amérique, ont été empruntés au *Baltimore American*. Ils ne remontent pas au delà du mois de décembre 1886. Il serait difficile, on le voit, d'en trouver de plus récents parmi ceux qui ont cette origine.

Ils sont dus à M. Griffith, président de l'*Association de patronage des prisonniers du Maryland*, qui passe en revue les établissements visités par lui.

Le Workhouse de Cincinnati avait 784 prisonniers (614 hommes et 167 femmes) à la date du 26 novembre 1886. Cette ville de 280,000 âmes en avait fourni en tout 2,370 à l'établissement en 1885. La métallurgie, la couture à la machine et la préparation des pavés occupent la plupart des détenus. Sous l'habile direction de M. Georges Ziegler, l'institution se soutient presque elle-même. Elle a été fondée en 1859.

L'adjonction d'une maison de refuge a permis de donner asile à 345 habitants de plus, garçons ou filles, qui reçoivent sous la direction de M. Henri Olivier l'instruction communale en même temps qu'un enseignement professionnel.

A Colombus, dans l'Ohio, s'élève, pareille à un joli village, l'une des plus larges prisons des États-Unis. Directeur : M. Isaac Peebrey.

Sur l'initiative d'un célèbre philanthrope, le général Brinker-

hoff, une prison nouvelle va être construite à Banskfield. Elle coûtera un million et demi de dollars.

Le Western Penitentiary, à peu de distance de Pittsburg, n'a pas exigé la dépense de moins d'un million de dollars. Il contient 640 cellules dont quelques-unes sont doubles et reçoit 684 habitants. Les détenus font des souliers. Le directeur, M. Édouard Wright, a obtenu avec le concours d'un personnel dévoué les résultats pratiques les plus encourageants. Il a pensé que la réunion pendant le jour à la chapelle et dans les ateliers auprès des machines vaudrait mieux que la solitude dans une cellule. Les détenus ne sont séparés que la nuit. Ceux qui reviennent à la prison après un premier séjour sont très peu nombreux.

On fait des barriques au Workhouse d'Alleghany où M. Angus Cameron a sous sa direction 700 habitants. Une maison de charité, surveillée par M. Reid, reçoit 51 habitants parmi lesquels figurent beaucoup d'aliénés.

La prison de Cumberland, enfin, est toute voisine. Mais elle n'est destinée à recevoir qu'un petit nombre de condamnés.

Quelques réflexions de M. Griffith accompagnent ces intéressants renseignements, et la lecture même des siennes en suggère au lecteur français quelques autres.

En premier lieu, ce qu'on trouve établi avec un soin tout particulier dans ces établissements quels qu'ils soient, c'est l'enseignement moral et religieux, et, durant toute la semaine, une grande activité qui rend d'autant plus nécessaire le repos et la sanctification du dimanche. L'obéissance et la discipline sont suffisantes. On n'a jamais recours aux punitions corporelles.

Dans une seule prison, à Colombus, les détenus ne peuvent compter sur aucun patronage au jour de leur libération. Résultat inévitable : augmentation incessante du nombre de récidives. Les libérés commettent de nouveaux délits. « Que n'incite-t-on notre œuvre de réforme pénale de Maryland ? » Tel est le regret de M. Griffith. On en sauverait, dit-il, des centaines !

Enfin le régime commun pendant le jour, avec séparation de nuit, se rencontre dans une seule prison. Le simple bon sens indique jusqu'à l'évidence que le succès serait plus grand encore malgré tout ce qu'on peut dire, si les condamnés n'étaient pas exposés pendant douze heures sur vingt-quatre au danger universellement reconnu et avoué de la promiscuité.

J. A.

XII

Bibliographie.

A. — *Prisons serbes (Matériaux pour la réforme des).*

Sous ce titre, notre savant collègue M. Milenko Juyovitch, secrétaire du Ministère de l'intérieur à Belgrade, vient de publier un important travail. Le chapitre I^{er} expose l'état des prisons serbes pendant les années 1883-1885. Le chapitre II décrit le système progressif et l'application qui en est faite dans le pénitencier de Lepoglava. Le chapitre III expose l'opinion de la commission nommée pour organiser un système pénitentiaire pour les condamnés aux travaux forcés. Le chapitre IV contient le projet du Ministre de la justice relatif à la construction d'un établissement destiné à ces condamnés. Le chapitre V rapporte l'opinion de notre collègue, M. Émile Taufer, sur la réforme des prisons serbes. Le chapitre VI reproduit *in extenso* la longue et intéressante discussion qui eut lieu à l'Assemblée générale de notre Société les 17 juin 1885, 13 janvier et 10 février 1886, précisément à l'occasion de la réorganisation des prisons serbes, sur les mérites respectifs des systèmes irlandais et cellulaires.

Nous reparlerons très prochainement de cet ouvrage, qui ne contient pas moins de 200 pages.

B. — *Les Colonies pénales françaises (1).*

L'auteur commence par rappeler que la transportation, formellement condamnée en 1847 par des publicistes éminents et par le gouvernement d'alors, fut rétabli dans notre législation en 1851 *tout-à-coup*. Et cela juste au moment où les Anglais, à la suite de persévérants essais et de coûteuses expériences, venaient d'y renoncer, constatant que, « admissible en théorie, elle était en pratique radicalement impossible. Le grand empire anglais

(1) *Revue Britannique*, octobre 1887, p. 405 à 432, d'après un article de M. Arthur Griffiths publié dans le *Nineteenth Century*.

des antipodes, dont les premiers pionniers avaient été des convicts, n'avait réellement pas prospéré par la transportation, mais malgré la transportation... Ces temps anciens du régime des convicts furent souvent lamentables. La société était démoralisée; la corruption, l'ivrognerie et la débauche régnaient partout (1). » L'auteur fait connaître les conclusions de M. Griffiths qui trouve qu'il est encore trop tôt peut-être pour qu'on admette le complet avortement qui attend infailliblement les tentatives actuelles de colonisation pénale en Calédonie et en Guyane, tentatives mal conçues et extraordinairement coûteuses, mais qu'un jour viendra assurément où la France reconnaitra, même malgré elle, la justesse des dernières connaissances acquises par la nation même dont elle a aveuglément continué les premières erreurs. Il termine en citant ces sages paroles de l'écrivain anglais: « Le seul système pénal utile et admissible est celui qui applique le châtiment uniforme des criminels dans des prisons de la mère patrie, où le travail peut être rendu rémunérateur et où une stricte discipline peut toujours être maintenue sous l'œil vigilant de l'autorité renforcée de l'opinion publique. »

C. — *Le devoir de punir.*

Sous les deux titres : *le Régime pénal* et *un Moraliste chagrin*, le *Temps* des 12 avril et 16 août consacre à cet ouvrage deux articles que nous reproduisons :

LE RÉGIME PÉNAL

M. Eugène Mouton, ancien magistrat, vient de faire paraître sous ce titre : *le Devoir de punir*, une critique raisonnée du système pénal actuellement en vigueur chez presque toutes les nations civilisées, système auquel il reproche de n'avoir absolument rien de scientifique et de n'être pas en harmonie avec les conditions d'existence des sociétés modernes. On ne possède pas, à son avis, les renseignements qui seraient de nature à éclairer la question du droit de punir. Ainsi, des deux ordres de renseignements fournis par la statistique, il y en a un qui ne change presque jamais : c'est la proportion des accusés quant à l'âge, au sexe, à l'état civil, au degré d'instruction ; l'autre, qui est relatif aux

(1) Conf., sup., p. 375.

chiffres des infractions de chaque espèce, à la nature et à la durée des condamnations et aux acquittements, varie d'une année à l'autre sans qu'on puisse savoir pourquoi. Il n'y a donc rien à conclure de ces données.

Pour la récidive, les chiffres sont encore plus insignifiants. Avant seulement de les regarder, dit M. Mouton, il faudrait d'abord savoir ce que c'est au fond qu'un récidiviste, chercher si les vraies causes de la récidive sont dans l'insuffisance des lois, dans le vice de la répression et même si la récidive est le grand malheur qu'on croit. Cette dernière proposition doit sembler au premier abord paradoxale. Voici comment l'auteur la justifie : « On peut, en effet, se demander si la moralité générale d'une nation ne gagne pas plus à voir la criminalité se concentrer sur un nombre de plus en plus restreint de récidivistes endurcis qu'à la voir se répandre, chaque année, sur un nombre de plus en plus grand de condamnés nouveaux. »

En ce qui concerne la proportion croissante, avec une régularité géométrique, des récidives depuis cinquante ans, M. Mouton l'attribue à un fait naturel, qui serait l'hérédité. Depuis un demi-siècle il se serait formé un grand nombre de familles où la récidive serait héréditaire, parce que l'immoralité y est héréditaire.

Quoi qu'il en soit des causes multiples de la récidive, c'est une grande erreur que de s'imaginer qu'on pourrait résoudre la question de la criminalité par la découverte d'un régime pénitentiaire qui, sans changer la nature des peines, permettrait de les exécuter de façon à réparer le mal, à intimider les malfaiteurs et à moraliser le condamné. Cette foi excessive dans l'efficacité d'un régime pénitentiaire quelconque a amené ce singulier résultat que l'administration pénitentiaire a fini par remplacer la loi pénale et que, des peines prononcées par les tribunaux, il ne reste que le titre, tant il y a de diversité dans la façon dont elles sont appliquées. Ainsi, dans nos établissements pénitentiaires de l'Océanie, par exemple, la peine des travaux forcés comporte quatre régimes distincts, depuis l'emprisonnement en cellule jusqu'à la liberté la plus complète, selon les notes plus ou moins favorables données sur les condamnés. Cependant il s'agit souvent d'individus qui ont été frappés de la même peine par les tribunaux. Même en France, la peine de l'emprisonnement n'est pas uniforme, car elle est exécutée tantôt en commun, tantôt en cellule, et certains condamnés sont astreints au travail tandis que d'autres en sont

dispensés. La durée même des peines n'est pas plus déterminée que leur régime. L'administration gracie chaque année un grand nombre de condamnés, en se fondant sur ce qu'ils se sont bien conduits en prison. Cela est fort possible et même, si l'on veut, fort équitable; mais il n'en est pas moins permis de dire que ces grâces périodiques et réglementaires, défaisant sans relâche ce que la justice a fait, tendent à substituer l'arbitraire des bureaux aux décisions judiciaires et à remplacer la loi par l'administration. « Sans insister, ajoute M. Mouton, sur les conséquences de toutes sortes qu'entraîne une pareille énormité, on peut penser quel contingent elle apporte à cette récidive qu'on impute à la loi et aux tribunaux, quand la faute en est, pour les trois quarts peut-être, aux condamnés, mais, pour le quatrième quart, certainement, aux vices propres de notre pénalité et à l'arbitraire qui préside à l'exécution des jugements. » On ne saurait pas que M. E. Mouton est un ancien magistrat qu'on pourrait le deviner à cette vigoureuse sortie contre les empiétements de l'administration sur la loi.

UN MORALISTE CHAGRIN

Le Devoir de punir est une sorte de *Novum Organum* du droit pénal. Il a, comme le traité de Bacon, une *pars destruens* et une *pars praeparans*. La première est la plus développée. C'est un long et ardent réquisitoire contre toutes les causes d'ordre social ou d'ordre moral qui ont entravé le progrès de la justice pénale et favorisé le progrès de la criminalité. M. Mouton s'en prend, dans le temps présent, à toutes nos institutions et à tout l'ensemble de notre politique; mais il n'est pas moins sévère pour le passé, et ses peintures de la pénalité à toutes les époques sont tellement poussées au noir qu'il en vient à se demander si l'impunité absolue de tous les crimes n'aurait pas coûté moins cher aux sociétés humaines que la façon aussi horrible qu'absurde dont ils ont été constamment châtiés.

Il y a un fond de vérité dans ce réquisitoire, et le texte par lequel il débute, emprunté à la statistique criminelle de 1885, prouve que s'il exagère certaines causes du mal, il n'exagère pas le mal lui-même. « L'inefficacité de la peine, dit ce document, au triple point de vue de la correction, de l'intimidation et de l'amendement, ressort chaque jour des indications de la statistique : le flot de la récidive monte toujours. » M. Mouton n'a pas tout à fait tort de croire et d'affirmer hautement que l'humanité

n'a pas cessé de faire route dans la répression sociale des actes délictueux. Il convient sans doute de discuter point par point ce formidable réquisitoire; mais il mérite, dans l'ensemble de ses développements comme dans ses conclusions, toute l'attention, je ne dis pas seulement des criminalistes et des politiques, mais de tous les honnêtes gens. Ce qu'il a d'excessif est d'ailleurs aisé à reconnaître; car l'auteur, avec une entière bonne foi, nous fournit presque toujours lui-même les meilleurs arguments contre ses propres exagérations.

Je dépasserais les bornes d'un simple compte rendu si je relevais toutes ces exagérations. Je me bornerai à quelques exemples. Et d'abord, la thèse principale, d'après laquelle le droit pénal, dans ce qu'il a d'essentiel, serait resté immuable dans son origine, est manifestement excessive. M. Mouton lui-même rend pleine justice aux efforts de Beccaria et des philosophes français du dix-huitième siècle, et il reconnaît que ces efforts n'ont pas été stériles. Il se plaint, il est vrai, que le progrès n'ait eu pour objet que l'instruction criminelle et les modes de répression et que rien n'ait été tenté sur le point principal, sur l'incrimination elle-même, sur la détermination et la définition des actes délictueux; mais, sur ce point même, il ne méconnaît pas un certain progrès, puisqu'il fait honneur aux lois actuelles d'avoir, au moins en principe, écarté les délits d'opinion et maintenu en dehors de l'incrimination les actes qui relèvent de la liberté de la conscience. Il leur fait également l'honneur d'une réforme d'ordre général à laquelle il attribue la plus grande importance : l'admission des circonstances atténuantes a préparé, suivant lui, le renversement du vieux droit et l'avènement du droit nouveau. Il remarque, il est vrai, qu'aucun progrès ne se serait réalisé sans l'intervention de la politique; mais ici il nous dénonce une autre de ses exagérations; car, ailleurs, il voit dans la politique un des pires fléaux du droit pénal. Il est particulièrement sévère pour le jury et il en réclame la suppression. Il lui reproche surtout le scandale de certains acquittements. Il reconnaît cependant que ces acquittements ont appelé l'attention sur quelques-uns des plus graves défauts des lois pénales et en ont préparé la réforme. Ce n'est donc pas une institution absolument malfaisante. Les juges ordinaires méritent-ils, d'ailleurs, l'absolue confiance que M. Mouton se plaît à mettre en eux quand il prétend les substituer au jury? Nul n'a plus fortement signalé, dans tous les temps, l'esprit de routine des magistrats de

profession, leur constante répugnance pour toute réforme dans l'ordre judiciaire. Il leur oppose l'intelligente initiative qu'ont plus d'une fois montrée les magistrats d'occasion, les membres des conseils de guerre et des tribunaux de commerce. L'hommage qu'il rend à cette catégorie de magistrats n'est-il pas une justification de l'institution du jury, sinon dans son fonctionnement actuel, du moins dans son principe? Dans son zèle intermittent pour la magistrature ordinaire, il accuse jusqu'à l'innocente statistique d'affaiblir le respect de la justice; mais toutes ses critiques ne vont-elles pas contre ce respect? Et où en prend-il les bases? Dans cette même statistique dont il fait le procès.

Enfin, il voit, non sans raison, dans l'affaiblissement des idées religieuses, une des causes du progrès de la criminalité; mais il n'est plus dans la vérité et dans la juste mesure quand il emprunte aux adversaires de la République leur grief habituel contre les nouvelles lois scolaires : l'athéisme de l'école. L'école, sous le régime de ces lois, est si peu athée que les devoirs envers Dieu y sont l'objet d'une mention expresse dans les programmes officiels. Il n'est que trop vrai que, dans la législation scolaire comme dans tout l'ensemble de la politique républicaine depuis quelques années, la guerre au cléricalisme a pris souvent l'apparence d'une guerre aux idées religieuses, mais le clergé lui-même et ses défenseurs attitrés n'ont-ils pas une grande part de responsabilité dans cette confusion? Quoi qu'on doive, d'ailleurs, penser de la politique anticléricale ou antireligieuse, M. Mouton lui-même n'est pas loin de la justifier ou de l'excuser quand il dénonce formellement et à plusieurs reprises le catholicisme comme ayant exercé une influence funeste sur la législation pénale.

Dans la seconde partie de son livre, comme Bacon dans la *pars præparans* du *Novum Organum*, M. Mouton n'a voulu que préparer les esprits aux réformes radicales dont il a démontré la nécessité. Il trace un tableau magistral de toutes les études que demanderaient ces réformes et il indique le plan à suivre dans la direction de ces études. Comme Bacon encore, il fait appel à toutes les bonnes volontés pour mener à bien une œuvre immense, qu'il ne s'agit pas de faire sortir tout entière du cerveau d'un penseur par une série de déductions, mais qui réclame un vaste et judicieux ensemble de recherches expérimentales.

Il croit cependant pouvoir indiquer dès à présent quelques réformes particulières qui lui paraissent mûres. La première et la

plus considérable serait la réduction du Code pénal à un petit nombre d'incriminations, en supprimant des distinctions sans objet et en écartant tous les prétendus délits qui ne réunissent pas les caractères nécessaires d'un acte légalement punissable. Ces caractères, selon M. Mouton, se bornent aux suivants : un acte nuisible, une intention coupable, l'impossibilité d'une autre réparation que la répression légale. La simplification est devenue d'ailleurs plus facile, depuis que l'admission des circonstances atténuantes a rendu vaines, en grande partie, dans l'application des peines, les distinctions du Code, soit entre les délits et les crimes soit entre les différentes catégories de crimes ou de délits. Cette simplification, en assimilant les crimes aux délits, entraînerait dans l'esprit de M. Mouton l'abolition du jury. Je ne saurais accepter cette conséquence. J'inclinerais plutôt vers la conséquence contraire. Je ne veux pas reprendre ici le procès de l'institution du jury. Elle est très ébranlée de nos jours, et je reconnais que la faute en est surtout au jury lui-même. Elle appellerait certainement de grandes réformes, soit en elle-même, soit dans les mœurs publiques ; mais dût-elle rester ce qu'elle est, il serait difficile, d'après M. Mouton lui-même, que la somme des erreurs du jury dépassât la douloureuse et effrayante série des erreurs de la magistrature ordinaire.

An nom du respect de la chose jugée et de la maxime *non bis in idem*, M. Mouton ne veut ni peines particulières contre la récidive, ni réhabilitation après le retour au bien et à l'honneur. La récidive se confond pour lui avec les circonstances aggravantes. Il est permis de penser qu'elle implique au moins une aggravation d'une telle nature que le législateur a le droit d'en tenir compte d'une manière spéciale. Quant à la réhabilitation, M. Mouton croit la rendre inutile en supprimant l'infamie perpétuelle attachée à certaines condamnations ; mais la réhabilitation n'a pas seulement pour effet de mettre à néant la déclaration d'infamie, elle fait cesser toutes les incapacités légales qui résultent d'une condamnation. En ce qui concerne l'infamie elle-même, elle sera toujours pour l'opinion publique la conséquence naturelle et légitime de la peine encourue, alors même qu'il n'en serait plus fait mention dans le Code pénal, et le jugement de réhabilitation gardera toujours son utilité pour détruire, dans les consciences, l'effet produit par le jugement de condamnation.

Dans les peines elles-mêmes, M. Mouton maintient la peine de

mort; mais il réduit les travaux forcés à cinq ans au plus et il abaisse à deux ans le maximum de la réclusion ou de l'emprisonnement. La peine de mort aurait bien de la peine à subsister si, au-dessous d'elle, il n'y avait plus, non seulement de peines perpétuelles, mais de peines durables. M. Mouton aggrave, il est vrai, les peines dont il abrège la durée en les soumettant au régime cellulaire et en y ajoutant des châtimens corporels; mais, quelle que soit l'efficacité de ces aggravations, l'écart paraîtra toujours énorme entre de courtes peines et la peine capitale.

M. Mouton ne se dissimule pas qu'il se heurte à des préjugés enracinés en proposant le retour aux châtimens corporels, soit comme peine accessoire, soit même comme peine principale, substituée à l'emprisonnement. Je lui sais, quant à moi, beaucoup de gré, d'avoir osé discuter ces préjugés. Toutes les peines, qu'elle qu'en soit la nature, reviennent, au fond, à des châtimens corporels. Le corps souffre autant et peut-être plus d'un emprisonnement prolongé que de coups de fouet. On s'endurcit aux coups et ils cessent de produire leur effet moral; on s'endurcit aussi à l'emprisonnement : la fréquence des récidives en est la preuve. Enfin, comme le dit très bien M. Mouton, les coups ne châtent que le coupable, tandis que l'emprisonnement frappe souvent dans ses ressources une famille innocente. Notre répugnance pour les châtimens qui seuls sont qualifiés de corporels n'a donc, en elle-même, rien de légitime. Toute la question est de savoir si, dans l'état des mœurs, leur rétablissement, combiné avec un adoucissement des autres peines, aurait plus d'avantages que de dangers. J'avoue que M. Mouton le pense en grande partie; mais la question méritait d'être soulevée et c'est, dans ce livre si suggestif, un des points qui se recommandent le plus aux méditations de tous ceux, légistes ou moralistes, qui ne craignent pas de penser par eux-mêmes.

Émile BEAUSSIRE.

D. — *La Guyane.*

M. Léo Quesnel analyse, dans la *Revue bleue* du 6 août, le livre de M. Coudreau sur la Guyane paru cette année même à la librairie Chalamel. « Ce livre respire à chaque page le plus clairvoyant patriotisme. Il gémit sur le sort de la Guyane qui a coûté depuis deux siècles à la France 300 millions de francs et des centaines de milliers d'existences humaines.

« Ce pays, dont la partie incontestée équivaut au quart de la France, ne compte pas, en dehors des indigènes refoulés à l'intérieur, 25,000 habitants, et quels habitants ! Il n'y a peut-être pas là, fonctionnaires et militaires à part, cent Français de pure race française. Et les forêts de la Guyane renferment deux cent soixante essences de bois. Quelques-uns sont au nombre des chefs-d'œuvre de la création. Toutes ces richesses sont inexploitées, et la France importe chaque année pour 200 millions de bois étrangers. »

Éternelle histoire : « — Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! »

Choiseul sacrifia, au siècle dernier, la Guyane en expulsant les jésuites (1). Il cite alors M. Coudreau :

« Que le gouvernement métropolitain soit clérical ou anticlérical, que les fonctionnaires coloniaux soient croyants ou incroyants, il faut en prendre son parti : on ne fait rien de la terre, dans l'Amérique du Sud, sans l'aide des Indiens, et rien des Indiens sans les prêtres. Les Espagnols et les Portugais n'ont avancé que grâce à eux dans la vallée des Amazones, et c'est grâce à eux qu'ils s'y sont maintenus. Nous avons un moment eu même fortune : les jésuites français nous avaient défriché le terrain. C'est quand ils furent expulsés par Louis XV que notre colonie de Guyane fut, sinon politiquement, du moins matériellement perdue. » Et il poursuit :

« Sur l'Amazonie, Henri Coudreau révèle des faits peu connus et cependant fort importants. Cet immense bassin possède 80,000 kilomètres de voies navigables, sillonnées, il y a cinq ans déjà, de bateaux à vapeur. Et sur ses bords croît l'arbre à caoutchouc, objet, de la part des États-Unis, d'une demande inépuisable. »

E. — *La bienfaisance à Paris.*

I. Dans la *Revue des Deux Mondes* des 1^{er} juin et 15 juillet, M. Maxime du Camp poursuit ses études sur les associations charitables à Paris (2) : il étudie les œuvres protestantes (3). Dans le premier de ces numéros il rend un hommage motivé et éloquent à l'œuvre si intéressante de la rue Clavel qui réalise l'école indus-

(1) Ces lignes d'un écrivain peu suspect se rencontrent absolument avec celles écrites par M. le député de Lanessan et visées par nous *supr.*, p. 377.

(2) *Bulletin* 87, p. 349.

(3) *Bulletin*, 1879, p. 725.

truelle, telle que l'a conçue l'Angleterre et que devrait la rêver le projet de loi voté par la Chambre sur les enfants abandonnés (1).

Dans la seconde de ces livraisons il s'occupe des Diaconesses. Leur maison de la rue de Reuilly cherche à attirer dans son école maternelle les enfants du quartier de 4 à 7 ans et à les soustraire ainsi à l'existence de la rue. Dans le *Disciplinaire* elles recueillent des petites filles vicieuses de 7 à 14 ans et leur apprennent les premiers éléments de l'instruction en même temps qu'un métier. C'est une école professionnelle. Elles en sauvent plus de la moitié. Dans la *Retenue* elles cherchent à amender des jeunes filles de 14 à 21 ans admises en vertu d'une ordonnance du président du tribunal ou d'un jugement et astreintes à un travail non rétribué. Elles fournissent à notre administration pénitentiaire le modèle qu'elle aura à suivre quand elle aura jeté à terre l'immonde Saint-Lazare et voudra faire quelque effort pour le relèvement de ses détenues par voie de correction paternelle et autres. 33 0/0 sont sauvées ici, 33 offrent quelques garanties et 33 seulement restent perdues. Quel est le bilan à Saint-Lazare? 100 0/0 restent perdues!

Aussi en présence de ces résultats si remarquables produits par les institutions libres, M. Maxime du Camp déplore-t-il « que le respect professé pour l'autorité paternelle ne permette pas de la surveiller et de lui enlever l'enfant dont trop souvent, elle a préparé la perte ». Nous l'avons dit maintes fois dans ce Bulletin (2): Un article de loi déléguant aux sociétés libres le droit de garde des parents indignes, et plus de la moitié de notre enfance coupable est sauvée! Point n'est besoin de tout le fatras des articles votés par la Chambre.

M. Maxime du Camp s'occupe ensuite du groupe scolaire fondé en 1869, rue de la Providence, pour recueillir, garder, instruire les enfants de la « cité du Soleil » que leurs parents, tous chiffonniers, délaissaient jadis, sans aucune surveillance, la nuit comme le jour. Salle d'asile, école de filles, école de garçons, uniquement créées par la charité privée, groupent 420 enfants pauvres qui y reçoivent la culture intellectuelle et des principes de moralité. À côté de la classe on a établi une école professionnelle où 60 enfants peuvent faire un apprentissage sommaire du métier de

(1) *Bulletin* 87, p. 477 et 623.

(2) 1887, p. 477 et 623.

menuisier. C'est le salut pour tous ces enfants, irrémédiablement condamnés au vagabondage et à la mendicité avant cette admirable création.

II. Dans la *Revue* des 15 août et 15 septembre 1887, l'auteur étudie la charité israélite (1). C'est en 1850 que la société israélite constitua son comité de bienfaisance, et, c'est en 1853 que James Rothschild fonda l'hôpital de la rue de Picpus. Il contient un hôpital de 134 lits pour hommes, femmes et enfants, un hospice pour les incurables et une retraite pour les vieillards. Autour du comité gravitent environ 40 sociétés de secours mutuels et de nombreuses fondations, notamment celle des loyers et celle du repos éternel (achats de terrains réservés). Le comité distribue des secours mensuels et réguliers aux indigents inscrits, des secours temporaires aux indigents de passage, des secours de rapatriement, veille aux enfants assistés, place et entretient dans des familles les orphelins et les abandonnés, etc...

Le numéro du 15 septembre décrit le *Refuge*, l'*Apprentissage* et le *Dispensaire*. Le refuge, exclusivement réservé aux filles, est pour les juives ce que sont pour les catholiques les refuges du *Bon Pasteur*, de *Saint-Michel* et de la *Miséricorde*, pour les protestants la *Retenue*. Il renferme les enfants détenues par voie de correction paternelle qu'il cherche à arracher à la correction paternelle de Saint-Lazare et à la contagion des prisons administratives. D'abord établi à Romainville, puis transféré à Neuilly, il contient : 1° un orphelinat de 90 enfants qui recueille les filles orphelines, abandonnées ou nées dans des conditions irrégulières; 2° un refuge pour les enfants mis en correction par l'autorité judiciaire, ou en correction paternelle par jugement; ce sont celles qui mériteraient d'être internées à Saint-Lazare, dans la division de la correction paternelle. Mais les résultats obtenus à l'Orphelinat ont été tellement heureux qu'il a tari le recrutement du Refuge : les mesures préventives ont tué les répressives.

L'apprentissage comprend deux internats. Celui des garçons contient environ 80 jeunes gens qui se rendent la journée à leurs ateliers et reviennent le soir assister à une classe, prendre le repas et passer la nuit. Quelques-uns prennent même le repas de midi; tous sont vêtus. On admet quelques externes. Celui des filles comprend 50 élèves divisées en trois catégories : institutrices,

(1) *Bulletin*, 2, p. 577.

commerçantes, ouvrières. Elles font leur apprentissage à l'école d'où elles ne sortent jamais.

Le Dispensaire a été fondé par une israélite illustrée par sa charité, M^{me} Heine-Furtado. C'est un hôpital qui reçoit des enfants rachitiques de toutes les religions; il en contient environ 150. Tous les enfants y trouvent également des consultations et les soins gratuits.

F. — *Divers.*

Sur le même sujet que l'*Homme criminel*, déjà annoncé par notre *Bulletin* (p. 348), nous signalerons :

MAUDSLEY. — *Le crime et la folie*. 1 vol. in-8°, 4^e édition.

MAUDSLEY. — *La pathologie de l'esprit*. 1 vol. in-8°.

Th. RIBOT. — *L'hérédité psychologique*. 3^e édition revue. 1 vol. in-8° de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*.

XIII

Informations diverses.

Peine de mort. — Aliénés. — Enfants abandonnés. — Fonctionnaires coloniaux. — Hospices cantonaux. — Atiles de nuit. — Régime économique (Seine). — Les récidivistes en Calédonie et en Guyane. — Mission de M. Ordinaire. — M. Bérenger. — Système Bertillon. — Secours aux mendiants badois. — Concurrence au travail libre en Prusse. — Codes pénaux, italien, russe et espagnol. — Jury espagnol. — Pénitencier de Zenitza. — Révolte à l'île de Ré. — Mission portugaise. — Société générale de patronage pour l'enfance abandonnée ou coupable.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES. — *Sénat*. Le 18 novembre, le Sénat a pris en considération sans débat la proposition de loi de MM. Bérenger, Bardoux, de Marcère, portant aggravation de la peine des travaux forcés à perpétuité au cas où elle est substituée à la peine de mort, soit par suite de l'admission des circonstances atténuantes par le jury, soit par l'effet de la commutation de peine (1). Et le 21 novembre, la commission relative à cette proposition a nommé M. Humbert président, et M. Bardoux secrétaire.

Elle est favorable à la proposition.

(1) V. Supr. 658 le texte et le rapport de cette proposition.

Chambre des Députés. Le 24 juin le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre le projet voté par la Chambre concernant les aliénés. L'urgence a été déclarée.

La Commission du budget a marqué, dans sa séance du 23 octobre, à propos de la discussion du budget du Ministère de l'intérieur, son désir de voir aboutir le plus vite possible la loi (en suspens depuis plusieurs années devant les Chambres) de protection des enfants abandonnés. Elle a inscrit à cet effet, sur la proposition de M. Gerville-Réache, appuyée par le rapporteur et M. Lacroix, un crédit de 50,000 francs au budget. Ce crédit devra être employé à une enquête sur les conditions financières d'application de la loi projetée.

— FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE AUX COLONIES. — En vertu d'un décret du 25 novembre, les fonctionnaires, employés et agents de tout grade et de tout ordre de l'administration pénitentiaire à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie ne peuvent être élus membres des conseils généraux et des conseils municipaux de ces colonies.

— HOSPICES CANTONAUX. — Dans la séance du 8 juillet 1887 du Conseil général de la Seine, M. Navarre a déposé un rapport sur le projet de création d'hospices cantonaux (1) dans le département de la Seine. Ces hospices seraient d'une grande utilité, car un grand nombre de vieillards des communes suburbaines, ne pouvant trouver place dans les hospices parisiens, restent sans asile ou n'en trouvent qu'au dépôt de mendicité, où ils se rencontrent avec des vagabonds.

M. Després rappelle sa proposition d'envoyer dans les hospices de province ceux de ces vieillards que des liens de famille n'attachent pas trop étroitement au département de la Seine. Les hospices de l'Assistance publique contiennent 66 0/0 de provinciaux, 13 0/0 d'étrangers et seulement 21 0/0 de Parisiens. Il est donc naturel d'essayer de rendre à la province ce qui lui appartient. La dépense ainsi serait moindre. Après une discussion à laquelle prennent part MM. Péan, Rousselle, Soens, Leven, Bailly, M. le préfet de la Seine fait connaître que son administration a com

(1) Dans les deux séances des 9 juin et 15 décembre 1886 de l'Assemblée générale, MM. Cheysson et Rivière ont discuté l'utilité de cette création d'hospices intercommunaux, *Bulletin* 188 p. 844 et 986. Conf. aussi *Bulletin* 1887, p. 9 et 679.

mencé l'étude de la question; elle a pensé que la commune de Fontenay-sous-Bois pourrait devenir le centre d'un hospice intercommunal recevant les vieillards de Fontenay, Vincennes et Montreuil. Soixante-dix lits seraient d'abord installés au prix maximum de 3,000 francs par lit, et le nombre en pourrait être doublé plus tard. La dépense serait prise sur les revenus de l'octroi des communes intéressées. Le projet est actuellement soumis au conseil d'État. Le vœu du Conseil général pour la création de ces hospices est renvoyé à l'administration.

— ASILES DE NUIT. — Dans la séance du 7 novembre du Conseil municipal de Paris, M. Georges Berry demande, au nom de la commission des asiles de nuit, la création d'un nouvel asile dans le 13^e arrondissement. Cet asile devra contenir deux cents lits.

Cette mesure est vivement combattue par M. Després, qui croit que les asiles de nuit, dont l'utilité en principe est incontestable, ne servent, en fait, qu'à encourager le vagabondage et la mendicité. (1)

Les conclusions de la commission sont adoptées.

— RÉGIME ÉCONOMIQUE DES PRISONS DE LA SEINE. — Le 15 novembre dernier, l'agence Havas communiquait aux journaux la note suivante :

« Aux termes d'un décret du 28 juin 1887 (2), les prisons du département de la Seine ont été soumises aux mêmes conditions d'administration que les autres établissements similaires de France, notamment pour l'organisation des services économiques. Ces services qui portent sur l'entretien des détenus, le travail, la nourriture, le chauffage, etc., faisaient précédemment l'objet de marchés multiples de fournitures.

» Ils seront désormais, pour chaque établissement, confiés à un même entrepreneur désigné par voie d'adjudication, c'est-à-dire à celui qui demandera le moindre prix de journée pour chaque détenu, en retour des obligations que lui impose un cahier des charges et sous réserve de bénéficier de la part qui revient à l'État, en vertu de la loi, sur le produit du travail. »

L'annonce de la mise en adjudication et la production des cahiers des charges sont prochaines.

(1) *Bulletin*, 1886, p. 432 et 1887, p. 397.

(2) Publié. *supr.* : p. 668 et s.

— NOUVELLE-CALÉDONIE; RÉCIDIVISTES ET DOMAINE PÉNITENTIAIRE.

— On écrivait de Nouméa au *Temps*, le 26 mai :

Nous sommes en plein dans la belle saison, un bel automne du Midi de la France ; les récidivistes en jouissent avec un certain plaisir, et vraiment on peut se demander si les législateurs qui nous envoient ici des malfaiteurs de toutes catégories, n'ont pas caressé le fol espoir que, la douceur du climat aidant, ces êtres pervers et dangereux en France deviendraient ici d'utiles auxiliaires de la colonisation.

Le Conseil général a clos sa session ordinaire. Il a décidé d'intenter un procès à l'État au sujet du domaine (1) et a voté à cet effet un crédit de 5,000 francs. Cette affaire du domaine va donc entrer dans une phase nouvelle : on va se battre à coups de dossiers ; mais avant la bataille, la direction des colonies a trouvé le moyen de faire approuver indirectement les revendications de l'État. Ainsi, votre budget des recettes pour 1887, publié au *Journal officiel* du 27 février, comprend une prévision de 200,000 fr. comme produit du domaine de l'État à la Nouvelle-Calédonie. Il y a là une exagération manifeste, car, en admettant que la propriété du domaine ne soit pas contestée, le produit ne dépassera pas 30,000 fr. : sur ce chef, il y a un déficit certain de 170,000 fr.

Si toutes les recettes métropolitaines sont prévues avec autant de sincérité, il n'est pas étonnant que vous ne puissiez jamais boucler vos budgets.

— COLONISATION PÉNALE. — D'autre part, les journaux du 27 novembre donnaient, d'après l'*Indépendant de la Nouvelle-Calédonie*, les renseignements qui suivent sur les relégués qui sont actuellement en Nouvelle-Calédonie. Ils ne manquent ni d'intérêt ni de piquant :

Pour trois cents relégués qui sont actuellement à l'île des Pins, on a déployé un luxe vraiment inouï de fonctionnaires : 1 commandant supérieur, un commandant de pénitencier, 6 commis, 2 pharmaciens, 1 médecin, 1 aumônier, 1 conducteur de travaux, 1 piqueur, 1 géomètre, 2 magasiniers, sans compter la troupe, la gendarmerie, et, pour la justice, une juridiction spéciale qui n'est pas encore établie.

Or, sur ces trois cents récidivistes, il n'a pas été possible de

(1) *Bulletin*, 1886, p. 902 et 965.

trouver plus de dix ouvriers d'art. Il y en a environ cent autres qui se souviennent à peu près d'avoir passé dans un atelier ; le reste est impropre à tout travail ; ce sont des rôdeurs de barrières qui n'ont jamais su ni voulu tirer utilement parti de leurs mains. Cette incapacité est poussée à un tel point que ce sont des condamnés qui font la plupart des travaux de l'île des Pins. Sans ces condamnés, il n'y aurait pas possibilité d'organiser un atelier de relégués.

Voici les individus que le département rêve de transformer en colons. Il n'y a peut-être point parmi eux un cultivateur de profession.

— CONVOI DE RÉCIDIVISTES EN GUYANE. — Le transport *l'Orne*, commandé par le capitaine de frégate Magnon-Pujo, a quitté la rade de Toulon le 1^{er} octobre, à trois heures, pour la Guyane et les Antilles, ayant à son bord 764 passagers, dont 500 condamnés. Ceux-ci étaient arrivés depuis quinze jours, par petits convois de 25 à 30, et arrivaient pour la plupart, en dernier lieu, de la maison centrale d'Avignon. Ils ont été, jusqu'au moment de leur embarquement, incarcérés dans les prisons du fort de Lamalgue. Le matin, à six heures, enchaînés deux par deux, ils ont été conduits à bord de *l'Orne*, par les soins de quatre brigades de gendarmerie et d'un piquet de 200 hommes d'infanterie. Les condamnés furent enfermés à bord de *l'Orne*, dans des cages de fer, des deux côtés de la batterie, chacune pouvant contenir de 20 à 25 hommes environ ; un passage est laissé au milieu. Dans l'intérieur de chaque cage est un tuyau correspondant à la machine, qui sert à échauder les mutins. En face des cages, prises ainsi en enfilade, deux pièces de canon, boîte à mitraille prête à tirer, sont installées. Enfin une garde en armes, fusil chargé, veille jour et nuit, prête à réprimer toute tentative de révolte.

Les condamnés sont au régime du bord, sans vin, et montent par escouades prendre l'air sur le pont une heure par jour. Ils ont dû arriver après quarante jours à destination. C'est le deuxième convoi parti à destination de la Guyane depuis le vote de la loi sur la relégation (p. 624).

— MISSION DE M. ORDINAIRE. — M. Francis Ordinaire, ancien député du Rhône à l'Assemblée nationale, est parti le 21 septembre de Marseille à bord du *Calédonien*, dont nous avons annoncé le départ, p. 478.

D'autre part, le vaisseau *Magellan* est parti de l'île d'Aix, le 6 décembre, pour la Nouvelle-Calédonie avec 150 transportés, 150 récidivistes et 32 femmes reléguées.

— SYSTÈME BERTILLON EN ANGLETERRE. — Nous lisons, dans le *Temps* du 13 août :

Un incident d'audience assez curieux s'est produit, la semaine dernière, devant un des tribunaux correctionnels de Londres. Il s'agissait de l'identité d'un pickpocket qu'un détective de la Cité jurait reconnaître pour un certain *William*, déjà condamné plusieurs fois, et qu'il connaissait personnellement pour l'avoir arrêté lui-même à plusieurs reprises. L'accusé niait et prétendait s'appeler *Jones*.

L'âge, la taille, la ressemblance de la physionomie, à en juger par une ancienne photographie, correspondaient exactement. On retrouvait même sur l'accusé présent une taie sur l'œil gauche qui figurait sur le signalement dudit *William* relevé il y a cinq ans.

Malgré les protestations de l'accusé, le tribunal allait visiblement se laisser convaincre, lorsque l'avocat de l'accusé — qui aime évidemment à ménager ses effets — « reconnaissance faite par l'agent dans les termes les plus catégoriques », amena, séance tenante, devant le tribunal et sans avis préalable, le sosie de l'accusé, le véritable *William*, qui revendiqua pour lui-même sa propre personnalité et ses glorieux antécédents. Force fut alors de reconnaître que la photographie produite ressemblait encore bien plus au nouveau témoin qu'à l'accusé ; le détective lui-même dut confesser son erreur, et l'accusation de récidive fut abandonnée.

L'affaire a été jugée assez importante pour être l'objet, à la Chambre des communes, d'une question au secrétaire du *Home département* (intérieur). Sir W. Barthelott et sir R. Paget ont profité de l'occasion pour demander que l'on examinât l'introduction, en Angleterre, du système français d'anthropométrie de M. Alphonse Bertillon pour l'identification des criminels (1). Le Ministre anglais, tout en promettant de faire étudier la question plus à fond, a objecté la dépense et l'opinion des policiers anglais (1) qui, paraît-il, sont les adversaires du système.

(1) *Bulletin* supr., p. 272 et 630.

Nous ferons remarquer qu'en France l'anthropométrie judiciaire a été installée par l'administration pénitentiaire dans toutes les prisons de France sans avoir besoin de demander aux Chambres le moindre crédit supplémentaire.

Ajoutons encore que l'Italie, la Russie, le grand-duché de Bade, l'Espagne et les États-Unis ont fait en France des commandes d'instruments spéciaux de mensuration, et sont en voie d'en généraliser l'emploi dans leurs services pénitentiaires.

Il y a là, pour un but tout spécial, une adoption internationale du système métrique à laquelle nos pères n'avaient certes pas pensé quand ils calculaient la dix-millionième partie du quart du méridien terrestre.

— SECOURS AUX MENDIANTS BADOIS. — L'Association badoise contre la mendicité sur la voie publique et à domicile a accordé, en 1886, des secours en nature à 7,786 indigents de passage : 113 d'entre eux obtinrent de continuer leur voyage aux frais de l'association ; 13 reçurent des secours en argent, et 7 des vêtements. Les prêts sans intérêts, s'élevant à une somme totale de 2,667 marcs (3,334 francs), furent faits à 21 individus ; ces prêts sont remboursés par petits acomptes (généralement un marc par semaine). Le fonds de réserve de l'Association est de 6,174 marcs 70 pfennigs (7,718 fr. 40 c.). Le nombre des vagabonds proprement dits a été peu considérable pendant le cours de cette année 1886 ; la plupart des individus secourus étaient des hommes ou des femmes jeunes, qui cherchaient du travail.

— PLAINTES CONTRE LE TRAVAIL PÉNAL EN PRUSSE. — Dans une séance du congrès des cordonniers qui s'est tenu à Berlin il y a quelques mois, M. Illing, conseiller supérieur de régence, s'est attaché à réfuter les plaintes auxquelles a donné lieu le travail des détenus dans les prisons. Il s'est exprimé en ces termes :

« Le gouvernement s'efforce depuis un certain nombre d'années de faire disparaître le *travail de métier* dans les établissements pénitentiaires, mais il faut y maintenir le *travail de fabrique*. Le nombre des détenus ressortissant au Ministère de l'intérieur est de 28,000 ; celui des détenus ressortissant au Ministère de la justice est plus considérable encore. Il faut y ajouter aussi les mai-

(1) Conférence supr., p. 237 et 238.

sons de correction. Et ainsi s'élève la question de savoir comment on arrivera à occuper tous ces individus. La loi prescrit une occupation, et veut même qu'elle consiste en un travail utile. Bien que le gouvernement s'attache à faire confectionner dans les établissements pénitentiaires, non seulement les travaux militaires, mais encore ce qui est nécessaire à ces établissements eux-mêmes et à renfermer le travail des métiers ordinaires dans les plus étroites limites, on ne peut cependant pas laisser entièrement de côté ce dernier genre de travail. On a fait encore à l'administration un grief de former, dans les établissements pénitentiaires, des apprentis de divers métiers. Vous oubliez ainsi, messieurs, que le gouvernement a le devoir de travailler, dans la plus large mesure possible, à l'amendement des détenus. Or, le premier point, dans cet ordre d'idées, c'est de mettre les gens en état de vivre après leur libération. Enfin, l'on a prétendu que l'organisation de nos prisons était trop humanitaire. A cet égard, je ferai observer qu'un détenu coûte en moyenne 30 à 32 pfennigs (28 à 40 centimes) par jour, et moins encore dans certaines prisons. »

— PROJET DE CODE PÉNAL ITALIEN. — On écrit de Rome au *Soleil* du 24 novembre :

Parmi les nombreuses réformes que nous promet le discours de la couronne, l'une des plus importantes est le remaniement du Code pénal, dont M. Zanardelli présentera dans quelques jours le projet à la Chambre. Il est précédé d'un très remarquable rapport du Ministre de la justice (1).

Le Code pénal sarde, aujourd'hui en vigueur dans la plus grande partie des provinces, imitant sur ce chef le Code français, a établi la répartition des délits en crimes, délits et contraventions. Le projet Zanardelli, s'appuyant de préférence sur le Code toscan, adopte le principe de bipartition des délits en *délits* et *contraventions*.

La classification des délits n'est plus déterminée par l'espèce de peine que le législateur édicte, mais par l'essence même du délit. Sous la classification des *délits* sont, en effet, groupés les faits qui, ayant pour mobile la perversité, la violence, mettent le droit en danger. — Par *contraventions* on entend les faits commis sans

(1) *Bulletin*, 1893, p. 1009 et 1894, p. 144 et 367.

mauvaise intention, ou non nuisibles, mais qu'un législateur prudent juge à propos de défendre et de punir, dans l'intérêt de la société.

Puis le code Zanardelli laisse au juge le soin d'appliquer, entre le maximum et le minimum, le degré de peine (1) que lui suggèrent les résultats du procès, le caractère du délit et du coupable et de sa conscience. Il y a loin de ce nouveau règlement au principe d'établir *à priori* un critérium impératif, obligatoire pour le juge, tel qu'il est actuellement en vigueur.

Enfin, d'après le nouveau Code, la peine la plus grave sera celle de l'*ergastolo* à vie et à temps. La peine de mort reste définitivement abolie et l'*ergastolo*, dont le minimum sera de dix ans, s'appliquera selon le système cellulaire dans sa plus grande rigueur. La peine actuelle des travaux forcés prendra la place de la peine actuelle de la réclusion, avec quelques modifications essentielles.

En résumé, le rapport de M. Zanardelli, très étudié, très détaillé, me semble marqué au bon coin de la morale, de la conscience et du progrès de la civilisation.

— PROJET DE CODE PÉNAL RUSSE. — Un correspondant de Saint-Petersbourg écrit aussi au même journal au sujet de cette grande réforme législative : « Je vous ai déjà parlé du code russe (2). S'il est, en maint endroit, bizarre et archaïque pour ce qui concerne les stipulations civiles, et notamment le mariage et l'héritage, en revanche les dispositions pénales en sont d'une extrême douceur. — On sait du reste qu'ici la peine de mort n'existe pas. — Or, le projet nouveau, élaboré par une commission de légistes, a pour but de réduire encore, et de réduire de moitié, les stipulations déjà si indulgentes de notre Code criminel.

Désormais le vol d'objets appartenant au culte orthodoxe et de fonds conservés dans les églises va cesser de constituer un crime spécial ; le sacrilège ne sera plus reconnu par la loi, mais traité comme un simple attentat contre la propriété. Le vol avec effraction ne sera plus considéré comme particulièrement grave : il rentrera dans la catégorie générale du vol qualifié. En revanche, dans

(1) Ainsi que nous l'avons annoncé plus haut dans une note, au commencement du rapport de M. Millerand, nous publierons dans le prochain Bulletin une lettre de notre collègue M. E. Brusa sur l'admonition préventive, que maintient le projet italien.

(2) *Bulletin*, 1881, p. 211 et 1886, p. 355.

le chapitre traitant des abus de confiance, seront insérés un certain nombre d'articles nouveaux concernant les sociétés par actions. Tout individu reconnu coupable d'avoir organisé des assemblées fictives d'actionnaires sera frappé d'un mois de prison.

La falsification des livres, la publicité donnée à des comptes fictifs, entraînerait également la détention temporaire. Mais, pour toutes les malversations analogues, la déportation en Sibérie sera désormais remplacée par la simple prison correctionnelle. Cette expérience est curieuse, et il sera intéressant, pour les criminalistes, de constater les résultats qu'elle doit donner. »

— PROJET DE CODE PÉNAL ESPAGNOL : JURY. — Le discours du trône lu le 1^{er} décembre à l'ouverture des Cortès exprime le ferme désir du gouvernement de faire passer dans cette session toutes les lois de réforme sur le jury (1), le Code pénal, etc.

— PÉNITENCIER DE ZENICA (Bosnie). — Nous avons déjà parlé en 1886 (p. 1106) de ce grand pénitencier, construit sous l'habile direction de notre collègue, M. Tauffier, pour servir à l'application du système irlandais, déjà organisé et appliqué par lui à Lepoglava. On a presque achevé les derniers travaux : 400 cellules en fer pour le 2^e stade (conf. *Bulletin* 1885, p. 471 et 472), bâtiment réservé au 3^e stade ou régime intermédiaire, canalisation et conduites d'eau, installation du téléphone, organisation d'un vaste champ d'instruction (443 hectares) pour les travaux de culture et d'agriculture avec des outils et des machines, etc... L'établissement contiendra 625 détenus. Nous publierons dans un prochain Bulletin son règlement, qui vient d'être promulgué.

— RÉVOLTE A L'ILE DE RÉ. — Le 18 juin, les forçats internés dans la citadelle de Saint-Martin (île de Ré) se sont mis en révolte. La compagnie du 123^e de ligne, en garnison à Saint-Martin, a été appelée pour rétablir l'ordre. On a eu beaucoup de peine à mettre les principaux meneurs en cellule, en attendant l'arrivée d'un inspecteur des prisons envoyé de Paris pour faire une enquête sur cette mutinerie.

Dix-huit forçats furent dirigés de la citadelle sur les maisons centrales de Fontevault (Indre-et-Loire) et d'Avignon (Vaucluse).

(1) *Bulletin* 1886, p. 453 et 545; 1887, p. 481.

Le directeur de la prison fut mandé à la préfecture de la Rochelle pour y déposer sur les causes de la révolte.

— MISSION PÉNITENTIAIRE PORTUGAISE. — Des journaux ont annoncé la présence à Paris, en juillet dernier, de M. Guerra Junqueiro, poète et député portugais, venu pour étudier notre administration pénitentiaire.

— SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PROTECTION POUR L'ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE. — Cette éminente Société qui a déjà rendu tant de services et déployé sous la direction de M. Georges Bonjean, son fondateur, un zèle si intelligent et si fécond de l'œuvre qu'elle a fondée, est en instance pour obtenir d'être reconnue comme établissement d'utilité publique. Nous avons sous les yeux le rapport qu'elle a présenté à M. le Ministre de l'intérieur à l'appui de sa demande et qui lui fait le plus grand honneur. Nous ne doutons pas que sa pétition ne soit couronnée d'un immédiat et plein succès.

TABLE DU ONZIÈME VOLUME

N° 1. — Janvier 1887.

	Pages
SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 19 JANVIER 1887.	3
Allocution du Président	3
Suite de la discussion du rapport sur les mesures hospitalières destinées à empêcher les vagabonds et les mendiants de tomber dans la récidive, par M. Duverger, rapporteur	5
DES SOCIÉTÉS POUR RÉPRIMER LA MENDICITÉ ET LE VAGABONDAGE DES MAISONS DE TRAVAIL ET DE CORRECTION DANS LA SUISSE FRANÇAISE, par M. le Pr Robin.	24
ENQUÊTE SUR LES MOYENS DE PRÉVENIR LE VAGABONDAGE ET LA MENDICITÉ, par M. J. Boullaire.	46
LA MÉTHODE EXPÉRIMENTALE APPLIQUÉE AU DROIT CRIMINEL EN ITALIE, par M. A. Desjardins.	50
LA PROTECTION DE L'ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE, par M. F. Desportes	63
LE PÉCULE DES CONDAMNÉS ET SON EMPLOI, par M. G. Dubois.	78
LE BUDGET DES PRISONS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS. Séance du 18 janvier 1887	86
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER	
<i>France :</i>	
1 ^o Société de l'enfance pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes garçons pauvres de la Ville de Paris.	105
2 ^o Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle.	108
3 ^o Orphelinat agricole de la Haute-Marne.	111
<i>Étranger :</i>	
1 ^o Société de Patronage du grand-duché de Bade.	113
2 ^o Société de Patronage du royaume de Saxe.	115
3 ^o Société de Patronage du canton de Zurich.	117
4 ^o Société de Patronage de Stockholm	117
5 ^o Société de Patronage de Lodi.	119

N° 2. — Février 1887.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 16 FÉVRIER 1887.	121
Rapport de la Commission des comptes, par M. G. Dubois.	122
Discussion du rapport sur la peine de mort, par M. Quérenet.	126
LE BUDGET DES PRISONS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET AU SÉNAT.	140
APPLICATION DE LA LOI DU 14 AOÛT 1885, par M. Joret-Desclosières.	166
LA CRIMINALITÉ COMPARÉE, par M. P. Vial.	171
LA RÉFORME DES PETITES PRISONS, par M. Ch. Parmentier.	176
REVUE DU PATRONAGE ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES EN FRANCE	
ET A L'ÉTRANGER, par M. De Corny.	182
France :	
1° Société générale de protection pour l'enfance abandonnée et coupable	182
2° Œuvre de l'hospitalité de nuit.	195
3° Société de Patronage des prisonniers libérés de Bordeaux.	197
4° Œuvre du Patronage des prisonniers libérés d'Orléans.	206
5° Du Patronage des libérés, par M. Bogelot.	211
Étranger :	
1° Conférence des prisons à Londres; Sociétés de secours aux prisonniers libérés.	220
REVUE PÉNITENTIAIRE.	
1° Documents officiels. Commission concernant la relégation.	223
2° Conseil supérieur des prisons.	224
3° La nouvelle prison de Bourges, par M. Rivière.	226
4° Les prisons de la Gironde.	228
5° Bibliographie A. L'expansion coloniale de la France, par M. de Lanessan; B. Le nombre des prisons, par l'abbé Moreau; C. Revue des Institutions de prévoyance.	230
6° Informations diverses : Médaille offerte à M. Ch. Lucas. — Réunion du Congrès des Sociétés savantes en 1887. — Prisons de la Savoie et de l'Ariège. — Colonies de jeunes détenus à Auberives et à la Fouilleuse. — Révoltes. — Incendie. — Système Bertillon. — Réformes pratiques. — Revues étrangères.	235

N° 3. — Mars 1887.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 16 MARS 1887.	241
Discussion du rapport sur la publicité des exécutions capitales, et l'abolition de la peine de mort, par M. Quérenet	
L'ÉCHANGE RÉGULIER DU CASIER JUDICIAIRE ENTRE LES DIFFÉRENTS ÉTATS, par M. E. Yvernès.	263

DE L'IDENTIFICATION PAR LES SIGNALEMENTS ANTHROPOMÉTRIQUES, par M. A. Bertillon	272
RAPPORT SUR LES CASIERS JUDICIAIRES, par M. Bonneville de Marsangy	300
LES ENFANTS ASSISTÉS DE LA SEINE, par M. Bruyère.	318
REVUE PÉNITENTIAIRE.	
1° Le travail des détenus devant la Chambre des députés . .	323
2° Documents officiels; A. Décret fixant les limites de la trans- portation et de la relégation en Guyane; B. Décret instituant une section spéciale de surveillants pour les récidivistes; C. Décret instituant une commission chargée de la législation pénale; Lettre de M. Ch. Lucas et réponse de M. le Ministre de la justice; D. Application de la loi sur la relégation des récidivistes	325
3° Colonies libres et colonies pénitentiaire de la Hollande, par M. Malassis de la Cussonnière.	338
4° Projet de transformation et de translation de la prison départe- mentale d'Orléans	423
5° La prison de Nuremberg, par M. A. Rivière	343
6° Bibliographie: A. L'homme criminel; B. L'œuvre des libé- rées de Saint-Lazare; C. Les enfants moralement aban- donnés; D. Misère et criminalité.	348
7° Informations diverses: Médaille offerte à M. Ch. Lucas. — Aliénés. — Diégo-Suarez. — Obock. — Mettray. — Ecole d'Yzeure, de Médéah et d'Auberive. — Orphelinats agricoles. — Revues étrangères	349

N° 4. — Avril 1887.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 27 AVRIL 1887.	361
Suite de la discussion du rapport sur la publicité des exécutions capitales et l'abolition de la peine de mort, par M. Quérenet	
Communication relative au Congrès de sociétés savantes.	
LA COLONISATION PÉNALE D'APRÈS MM. DE LANESSAN ET LÉVEILLÉ, par M. A. Rivière	374
L'ŒUVRE DE L'HOSPITALITÉ DE NUIT, par M. E. Rousse	397
LATITUDE LAISSÉE AU JUGE PAR LA LOI POUR DÉTERMINER LA PEINE, par M. G. A. Van Hamel.	405
REVUE PÉNITENTIAIRE.	
1° Documents officiels. — Rapport annuel de la Commission de classement des récidivistes, par M. P. Dislère	431
— Seconde lettre de M. Ch. Lucas.	457
— Commission concernant la relégation	459

2° L'emprisonnement cellulaire à l'Académie de médecine. . .	459
3° Les prisons de l'Yonne.	463
4° Les prisons de l'Orne	464
5° Règlement sur le travail des détenus belges	465
6° Les enfants assistés de la Seine par le Dr Thulié.	470
7° Informations diverses : <i>Budget. — Revision du Code pénal.</i> — <i>Récidivistes. — Gisements en Calédonie. — Vannerie</i> <i>dans les prisons. — Ecole d'Alençon. — Aliénés genevois.</i> — <i>Prisons de Darmstadt. — Le jury en Espagne. — Lettre</i> <i>du journal las Prisiones. — Emigration des enfants au</i> <i>Canada. — Législation pénitentiaire en Norvège. — Revues</i> <i>étrangères</i>	478

N° 5. — Mai 1887.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 18 MAI 1887. . .	489
Discussion sur le casier judiciaire, par M. Bonneville de Mar- sangy.	
EXTRAIT DU RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMI- NELLE (1881-1885)	500
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE POUR L'ANNÉE 1883, par M. L. Herbet- te.	540
L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL, par MM. de Pressensé, P ^r Robin et Frédéric Passy.	557
LE CONGRÈS DE LA SORBONNE. Discussion sur l'emprisonnement individuel, par MM. Joret-Desclozières, James Nattan, G. Picot et Garreau	575
REVUE PÉNITENTIAIRE	
1° Projet de Code pénal japonais, par M. J. Boullaire	615
2° Compte rendu des travaux du Congrès international de la protection de l'enfance, par M. Fernand Desportes	618
3° La Conciergerie (livre de M. E. Pottet), par M ^{me} Beau- ry-Saurel	619
4° Le code des prisons	622
5° Informations diverses : <i>Réhabilitations. — Relégations. —</i> <i>Société générale pour le patronage des libérés.</i>	623

N° 6. — Juin 1887.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 29 JUIN 1887. . .	625
Fin de la discussion sur le casier judiciaire, par M. Bonneville de Marsangy.	

NOTE DU CONSEIL DE DIRECTION.	641
PROPOSITION DE LOI SUR UNE AGGRAVATION DE LA PEINE DES TRAVAUX FORCÉS, par M. <i>Béranger, Bardoux et de Marcère</i> . .	658
LE CONSEIL SUPÉRIEUR DES PRISONS.	666
PROPOSITION DE LOI POUR DES MAISONS DE TRAVAIL, par M. <i>Maurice Faure</i>	673
DES VISITES DANS LES PRISONS, par Miss <i>Davenport-Hill</i>	681
REVUE PÉNITENTIAIRE	
1 ^o Annuaire de la Législation étrangère	693
2 ^o Des jugements engendrant des crimes et des violences en Angleterre, par M. <i>W. Tallack</i>	703
3 ^o De l'alcoolisme.	706
4 ^o Informations diverses : <i>La prison de Nanterre. — Assistance publique. — Budget des prisons. — Acte officiel. — Loi sur les récidivistes. — Nouvelle-Calédonie. — Travailleurs indiens. — Les récidivistes à Landerneau. — Les prisons d'Indre-et-Loire. — Les prisons des Basses-Pyrénées. — Les prisons d'Ille-et-Vilaine. — Les prisons de la Seine-Inférieure — L'École préparatoire des Employés des prisons</i> , par M. B. <i>SILORATA</i> , traduction par M. le comte <i>LE COURBEZ. — Revues étrangères.</i>	706

N° 7. — Novembre 1887.

SÉANCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS DU 30 NOVEMBRE 1887	652
Discours de M. le Président à l'occasion de la 10 ^{me} année de la fondation de la Société, par M. <i>R. Béranger</i> .	
Médaille offerte à M. <i>Fernand Desportes</i> , par <i>Ch. Petit</i> .	
Elections du Bureau pour l'année 1888.	
APERÇU SUR LES PROGRÈS DU RÉGIME PÉNITENTIAIRE EN BELGIQUE, par <i>J. Stevens</i>	742
LA PEINE DE MORT DEVANT L'HISTOIRE ET DEVANT LA SCIENCE, par <i>Ch. Lucas</i>	771
RAPPORT DE LA COMMISSION DU BUDGET (CHAMBRE DES DÉPUTÉS) SUR LE SERVICE PÉNITENTIAIRE, par M. <i>Millerand</i>	776
REVUE PÉNITENTIAIRE	
1 ^o Documents officiels : A. Relégués collectifs; B. Relégués individuels; C. Centres pénitentiaires; D. Colonisation pénale; E. Émigration; F. Inspecteurs généraux; G. Transport à Obock; H. Commission des récidivistes	801
2 ^o École professionnelle de Cîteaux	820
3 ^o Congrès de la Sorbonne (<i>suite</i>) : <i>Mendicité</i>	823

4° et 5° Du travail des condamnés et de sa récompense . . .	826-829
6° Sur l'administration de la justice criminelle	832
7° Lettre sur le travail pénal. — Réponse à cette lettre . . .	836-838
8° La libération conditionnelle en Allemagne	841
9° La peine de mort	843
10° Moyens de combattre le faux témoignage	848
11° Prisons d'Amérique	851
12° Bibliographie : A. Prisons serbes; B. Colonies pénales; C. Devoir de punir; D. La Guyane; E. La bienfaisance à Paris; F. Divers	853
13° Informations diverses : <i>Peine de mort. — Aliénés. — En- fants abandonnés. — Fonctionnaires coloniaux. — Hospices cantonaux. — Asiles de nuit. — Régime économique (Seine). — Les récidivistes en Calédonie et en Guyane. — Mission de M. Ordinaire. — M. Bérenger. — Système Bertillon. — Secours aux mendiants badois. — Concurrence au travail libre en Prusse. — Codes pénaux italien, russe et espagnol. — Jury espagnol. — Pénitencier de Zenitsa. — Révolte à l'île de Ré. — Mission portugaise. — Société de patronage pour l'enfance abandonnée ou coupable.</i>	864

Cp. E. J. S.
1/4/25

12



